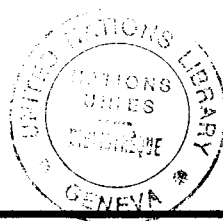


***MISE EN ŒUVRE  
DES DROITS ÉCONOMIQUES,  
SOCIAUX ET CULTURELS :  
PROBLÈMES,  
POLITIQUES,  
PROGRÈS***

*par Manouchehr Ganji*

*Rapporteur spécial*

*de la Commission des droits de l'homme*



***NATIONS UNIES***

***MISE EN ŒUVRE  
DES DROITS ÉCONOMIQUES,  
SOCIAUX ET CULTURELS :  
PROBLÈMES,  
POLITIQUES,  
PROGRÈS***

*par Manouchehr Ganji*

*Rapporteur spécial*

*de la Commission des droits de l'homme*



***NATIONS UNIES***

***New York, 1975***



## AVERTISSEMENT

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Quand le nom d'un pays ou territoire figure, dans un tableau, sous la forme ancienne en vigueur au moment où les données ont été recueillies, le nom actuel est généralement indiqué à la suite, entre crochets.

\*  
\* \*

La version préliminaire de la présente étude a fait l'objet des documents E/CN.4/1108 et Add.1 à 10 et E/CN.4/1131 et Corr.1. Les observations des gouvernements des Etats Membres de l'ONU au sujet des documents E/CN.4/1108 et Add.1 à 10 ont fait l'objet des documents E/CN.4/1132 et Add.1.

E/CN.4/1108/Rev.1 E/CN.4/1131/Rev.1
--

PUBLICATION DES NATIONS UNIES
<i>Numéro de vente : F.75.XIV.2</i>

Prix : 14 dollars des Etats-Unis

(ou l'équivalent en monnaie du pays)

## PRÉFACE

La présente étude sur la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels, que la Commission des droits de l'homme m'a demandé d'établir et qui, je l'espère, correspond fidèlement au mandat défini par la Commission, se fonde sur une hypothèse de base, à savoir que les gouvernements et les peuples du monde entier sont unanimes à reconnaître que la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels est une nécessité vitale de l'humanité.

On s'est attaché surtout aux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, et aux différentes conditions qui doivent être remplies dans ces pays pour assurer la jouissance effective des droits économiques, sociaux et culturels. Chacune des trois grandes parties de l'étude qui concernent la situation dans les divers pays du monde constitue en soi une étude pouvant être lue indépendamment des autres. Dans chacune de ces trois parties, on a signalé nombre de problèmes, de situations et de types de mesures nécessaires pour garantir la jouissance des droits en question. Considérées dans leur ensemble, cependant, elles reflètent les aspirations universelles de l'humanité et les tendances qui se dégagent dans son mouvement vers une destinée unique et commune, mouvement caractérisé par une croissante solidarité de fait entre les nations et entre les hommes. Cette forme d'internationalisme ne saurait être mieux décrite que dans les termes utilisés par feu Adlai Stevenson :

« Nous sommes tous réunis pour le même voyage — passagers d'un fragile vaisseau lancé dans l'infini, vivant des réserves précaires d'air et d'espace qu'il nous offre, sachant tous que notre survie dépend de la sécurité et de la paix qui régnera à bord, protégés de la destruction uniquement par les soins, les efforts et, disons-le, l'amour dont nous entourons notre frêle navire. Mais nous ne réussirons pas si nous restons partagés par moitié entre l'opulence et la misère, entre la confiance et le désespoir, entre la servitude où les ennemis séculaires de l'humanité veulent nous maintenir et la libération que nous promet l'explosion de possibilités inouïes jusqu'à ce jour. Nul vaisseau, nul équipage ne saurait survivre à des contradictions aussi graves. C'est de leur solution que dépend le salut de tous. »

Manouchehr GANJI  
*Février 1973*

Blank page

---

Page blanche

## TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
NOTE EXPLICATIVE.....	xv
ABRÉVIATIONS ET SIGLES.....	xvi
	<i>Paragraphes</i>
<b>Introduction</b> .....	1-22      1
PREMIÈRE PARTIE	
Règles et normes nationales	
INTRODUCTION.....	1-8      7
<i>Chapitre</i>	
I. RÈGLES DE CARACTÈRE GÉNÉRAL.....	9      9
II. DROITS SPÉCIFIQUES.....	10-33      11
A. Le droit au travail.....	14-22      11
B. Le droit à la sécurité sociale.....	23-24      16
C. Le droit à un niveau de vie suffisant.....	25-26      17
D. Le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale qu'elle soit capable d'atteindre.....	27-29      17
E. Le droit de la famille, de la mère et de l'enfant à la protection et à l'assistance.....	30      18
F. Le droit à l'éducation.....	31      19
G. Le droit de participer librement à la vie culturelle.....	32-33      21
DEUXIÈME PARTIE	
Pays relativement peu développés	
I. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.....	1-23      25
II. CONDITIONS ÉCONOMIQUES.....	24-118      34
A. Pression démographique.....	31-48      35
B. Revenu et croissance du revenu.....	49-94      42
C. Emploi et chômage.....	95-106      55
D. La deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement : goulets d'étranglement stratégiques.....	107-118      60
III. CONDITIONS SOCIALES.....	119-219      68
A. Typologie.....	121-125      68
B. Niveau de vie.....	126-133      68
C. Inégalités de revenu, de richesse et de chances.....	134-159      72
1. Afrique.....	135-138      72
2. Asie.....	139-147      74
3. Amérique latine.....	148-157      77
4. Observations.....	158-159      84
D. Alimentation et nutrition.....	160-164      85
E. Education.....	165-184      86
1. Alphabétisation.....	165-169      86
2. Scolarisation.....	170-177      89
3. Qualité de l'enseignement.....	178-184      92
F. Logement.....	185-191      93
G. Santé.....	192-201      97
H. Sécurité sociale.....	202-211      103
I. Les jeunes.....	212-216      105
J. Protection sociale.....	217-219      107

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
IV. CONDITIONS CULTURELLES.....	220-300	109
A. Caractéristiques communes.....	221-245	109
1. L'« Etat débile » : un trait commun.....	221-230	109
2. Influence des moyens d'information de masse.....	231-232	110
3. Conscience nationale et sécurité nationale.....	233-237	110
4. L'armement, menace à la sécurité et instrument de la répression.....	238-243	114
5. Nécessité d'une action internationale.....	244-245	115
B. Manifestations, traditionnelles et modernes, et sources principales de la discrimination.....	246-300	115
1. Le monde du syncrétisme religieux : l'Afrique au sud du Sahara.....	246-258	115
2. Le monde islamique : l'Afrique du Nord et l'Asie occidentale.....	259-272	117
3. Le monde hindouiste et bouddhiste : l'Asie méridionale et orientale.....	273-288	118
4. Le monde catholique latin : l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud....	289-300	120
V. LE CONTEXTE INTERNATIONAL.....	301-352	122
A. Déséquilibre et dépendance dans le cadre du développement international...	301-308	122
B. Disparité croissante des revenus entre pays riches et pays pauvres, en valeur monétaire et en valeur réelle.....	309-318	123
C. Persistance de la pénurie de capitaux et nécessité de transferts internationaux	319-327	126
D. Effets persistants des tendances du commerce international.....	328-334	128
E. Exode permanent de la main-d'œuvre hautement qualifiée.....	335-345	131
F. Nécessité d'une action internationale concertée contre la misère.....	346-352	132

#### TABLEAUX, GRAPHIQUES ET CARTES DE LA DEUXIÈME PARTIE

##### Tableau

II.1. Classification des pays et territoires peu développés, selon trois types de critères (économiques, sociaux et culturels).....	28
II.2. Régions peu développées : répartition de la population par groupes de revenu.....	34
II.3. Régions peu développées : répartition des groupes de revenu par habitant, 1971.....	35
II.4. Pays et territoires peu développés : population, taux annuels d'accroissement, estimations de la population pour 1971 et taux estimatif d'accroissement.....	35
II.5. Projection de la population mondiale, 1965-1985.....	38
II.6. Estimations et hypothèses concernant les taux annuels moyens de natalité, de mortalité et d'accroissement naturel dans les régions développées et peu développées, pour la période 1960-1970 et pour certaines époques comprises entre 1750 et l'an 2000.....	38
II.7. Composition par âge de la population des grandes régions du monde en 1965 et en 1985, selon une hypothèse moyenne.....	39
II.8. Estimations et hypothèses concernant le volume passé et futur de la population dans le monde et dans les régions développées et peu développées, en 1970 et au cours de la période 1750-2000.....	39
II.9. Moyennes annuelles de l'accroissement absolu et relatif de la population dans le monde et dans les régions développées pour la période 1960-1970 et pour chaque période de 50 ans comprise entre 1750 et l'an 2000.....	39
II.10. Estimations et projections des taux de natalité pour la période allant de 1950 à l'an 2000, dans quelques régions et groupes de régions.....	41
II.11. Estimations et projections des taux de mortalité pour la période allant de 1950 à l'an 2000, dans quelques régions et groupes de régions.....	41
II.12. Estimations et projections des taux d'accroissement naturel pour la période allant de 1950 à l'an 2000, dans quelques régions et groupes de régions.....	41
II.13. Estimations de la population totale, de la population urbaine et de la population rurale dans le monde, en Europe, dans les autres régions développées et dans les régions peu développées, pour 1920, 1960 et l'an 2000.....	42
II.14. Population « agglomérée » et population des grandes villes dans trois grandes catégories de régions du monde, en 1920, 1940, 1960 et 1980.....	43
II.15. Population active, par groupes d'âge, dans le monde, les pays développés et les pays peu développés, 1950-1980.....	44
II.16. Taux d'activité de la population masculine, 1950-1980.....	44
II.17. Taux d'activité de la population féminine, 1950-1980.....	44
II.18. Pays et territoires peu développés : PIB par pays ou territoire, 1960-1968.....	45
II.19. Production : rythme de croissance par pays, 1960-1968.....	47
II.20. Croissance des principales régions économiques, 1954-1966.....	49

<i>Tableau</i>	<i>Page</i>
II.21. Croissance des régions en voie de développement.....	49
II.22. Pays en voie de développement : répartition selon le taux annuel de croissance du produit réel à prix constants, 1955-1960 et 1960-1965.....	49
II.23. Pays en voie de développement : disparité des taux de croissance, 1960-1967.....	50
II.24. Pays en voie de développement les moins avancés.....	50
II.25. Pays peu développés : taux d'accroissement de la production prévu et atteint au cours de la période se terminant en 1968.....	51
II.26. Pays en voie de développement : comparaison entre la croissance de l'agriculture et celle des industries manufacturières, 1960-1966.....	52
II.27. Divers pays en voie de développement : part du secteur de subsistance dans la production, 1960-1968.....	53
II.28. Divers pays en voie de développement : rapport des recettes d'exportation au PIB, 1963-1967.....	54
II.29. Cinquante-quatre pays en voie de développement : taux de croissance du PIB (1960-1965), des exportations et des importations (1959/60-1964/65).....	54
II.30. Divers pays en voie de développement : incidences des termes de l'échange sur la croissance du PIB, 1960-1968.....	56
II.31. Pays et territoires peu développés : taux d'activité par groupe d'âge.....	57
II.32. Pays et territoires peu développés : emploi par secteurs d'activité économique.....	58
II.33. Divers pays en voie de développement : volume du chômage enregistré dans les années 60.....	60
II.34. Divers pays en voie de développement : accroissement de la population, de la population active, de l'emploi et des investissements, vers 1960.....	61
II.35. Divers pays en voie de développement : variations annuelles moyennes de la production et de la demande de denrées alimentaires, 1960-1968.....	63
II.36. Pays et territoires peu développés : mouvements des prix à la consommation, par catégorie de produits, 1960-1968.....	65
II.37. Pays et territoires peu développés groupés selon le taux d'analphabétisme, en pourcentage, de la population de plus de 15 ans, 1960-1967.....	69
II.38. Pays et territoires peu développés groupés selon l'espérance de vie à la naissance, 1965-1970.....	69
II.39. Pays et territoires peu développés groupés selon le taux de mortalité infantile.....	70
II.40. Inde : dépenses annuelles de consommation, par habitant, pour les différentes tranches de la population urbaine, 1960-1961 et 1967-1968.....	72
II.41. Inde : dépenses annuelles de consommation, par habitant, pour les différentes tranches des populations rurale et urbaine, 1960-1961 et 1967-1968 (estimations révisées).....	73
II.42. Kenya : pourcentage des postes des catégories supérieures et moyennes occupés par des Kényens en 1967.....	73
II.43. Kenya et Zambie : pourcentage d'Africains dans la fonction publique.....	74
II.44. Rhodésie du Sud : gains mensuels des Africains et des non-Africains travaillant dans les secteurs non agricoles, 1961-1965.....	74
II.45. Zambie : gains mensuels des Africains et des non-Africains travaillant dans les secteurs non agricoles, 1961-1969.....	74
II.46. Répartition du revenu individuel, par déciles, dans certains pays.....	75
II.47. Inde : répartition du revenu individuel disponible.....	76
II.48. Thaïlande : répartition du revenu individuel.....	77
II.49. Amérique latine : moyennes de la répartition du revenu.....	78
II.50. Amérique latine : répartition du revenu.....	79
II.51. Amérique latine : composition des principaux groupes de revenu, par pays.....	80
II.52. Répartition du revenu national dans certains pays d'Amérique latine et dans quatre pays développés.....	80
II.53. Répartition de la population active dans certains pays d'Amérique latine et dans quatre pays développés.....	81
II.54. Amérique latine : revenus urbains et ruraux et répartition de ces revenus dans certains pays.....	82
II.55. Brésil, Venezuela et Mexique : revenus régionaux et répartition régionale du revenu.....	82
II.56. Brésil et Venezuela : répartition régionale et répartition urbaine et rurale du revenu.....	83
II.57. Amérique latine : estimations de la productivité, par secteurs d'activité économique.....	84
II.58. Amérique latine : part en pourcentage, par secteurs d'activité économique, de la main-d'œuvre de type « primitif », et composition de la main-d'œuvre dans chaque secteur.....	84
II.59. Comparaison entre le coefficient de concentration et le taux annuel de croissance du PNB par habitant, dans certains pays.....	85

<i>Tableau</i>	<i>Page</i>
II.60. Changements survenus entre 1966 et 1968 dans l'indice des prix de détail des denrées alimentaires, dans 104 pays.....	85
II.61. Estimation de la teneur en calories et en protéines, par habitant, des disponibilités alimentaires moyennes dans certains pays et territoires en voie de développement.....	86
II.62. Alphabétisation de la population adulte (15 ans et plus) vers 1960 et 1970.....	88
II.63. Alphabétisation de la population adulte (15 ans et plus) vers 1960 et 1970, par sexe.....	88
II.64. Taux de publication des quotidiens dans les pays peu développés.....	90
II.65. Répartition des effectifs totaux d'élèves scolarisés, par degré d'enseignement, 1960/61 et 1967/68.....	91
II.66. Taux de scolarisation, par degré d'enseignement, 1960/61 et 1967/68.....	91
II.67. Ménages et logements urbains, début des années 60.....	94
II.68. Habitation en zone rurale dans certains pays et territoires.....	96
II.69. Quelques données sur les taudis et les zones de peuplement non réglementé.....	98
II.70. Taux de mortalité, taux de mortalité infantile et espérance de vie dans les pays peu développés, 1960-1968.....	99
II.71. Nombre de médecins, dentistes, infirmières et lits d'hôpitaux, par région de l'OMS, 1960, 1964 et 1967.....	101
II.72. Nombre de médecins et d'infirmières pour 10 000 habitants, 1965-1968.....	102
II.73. Les régimes de sécurité sociale dans certains pays d'Afrique.....	104
II.74. Répartition, en pourcentage, des dépenses publiques selon leur destination, dans certains pays et territoires d'Asie.....	106
II.75. Répartition, en pourcentage, des dépenses publiques selon leur destination, dans certains pays d'Afrique.....	107
II.76. Pays et territoires peu développés : moyens d'information de masse.....	111
II.77. PNB, dépenses militaires et dépenses publiques au titre de l'éducation et de la santé, 1968.....	114
II.78. Les Indiens dans la population des pays d'Amérique latine.....	120
II.79. Répartition de la population et du revenu dans le monde, 1938 et 1961.....	124
II.80. PNB par habitant, aux prix du marché (1970), et taux annuel moyen d'accroissement (1960-1970).....	125
II.81. PIB en 1970 et taux annuel moyen de croissance de 1961 à 1970, pour les différentes catégories de pays.....	126
II.82. Consommation par habitant en 1967 et taux d'augmentation de 1960 à 1968.....	126
II.83. Balance commerciale et évolution des réserves des pays en voie de développement, 1960-1967.....	127
II.84. Service de la dette, en pourcentage des prêts bruts, 1965-1967 et 1977.....	128
II.85. Commerce des pays en voie de développement avec le reste du monde, 1960-1969.....	129
II.86. Pays en voie de développement : valeur unitaire des exportations dans le cadre du commerce avec les pays développés à économie de marché, 1960-1969.....	129
II.87. Pays développés : importations en provenance des pays en voie de développement, 1968.....	130
II.88. Transfert net de ressources des principaux pays à économie de marché et des institutions multilatérales aux pays peu développés, 1962-1969.....	133
II.89. Pays développés à économie de marché : réalisations dans le domaine du transfert des ressources, 1961-1969.....	134
II.90. Pays à économie planifiée : engagements pris au titre de l'assistance économique bilatérale vis-à-vis des pays en voie de développement.....	134
<i>Graphique</i>	
1. Coefficients de concentration, pour quelques pays d'Amérique latine et quelques pays occidentaux industrialisés.....	77
2. Pourcentage de la population dans les groupes de revenu sur la base de la moyenne nationale, pour quelques pays d'Amérique latine et quelques pays occidentaux industrialisés.....	78
3. Revenu des différents groupes par rapport à la moyenne nationale, dans quelques pays d'Amérique latine et quelques pays occidentaux industrialisés.....	79
<i>Cartes</i>	
Produit national brut par habitant (1970) :	
Afrique.....	139
Amérique centrale et Amérique du Sud.....	140
Asie.....	141
Océanie et Indonésie.....	142

TROISIÈME PARTIE  
Pays socialistes d'Europe orientale

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
INTRODUCTION.....	1-7	145
<i>Chapitre</i>		
I. LE DROIT AU TRAVAIL.....	8-246	146
A. Travail et économie planifiée.....	8-25	146
B. Droit de choisir librement son travail.....	26-95	150
C. Droit à des conditions de travail justes et favorables.....	96-128	159
D. Droit à la protection contre le chômage.....	129-163	162
E. Droit du travailleur à une rémunération juste et favorable lui garantissant, ainsi qu'à sa famille, une existence décente.....	164-198	165
F. Droit de tous, sans discrimination d'aucune sorte, à une rémunération égale pour un travail de valeur égale.....	199-211	171
G. Droit au repos, aux loisirs, à une limitation raisonnable de la durée du travail et aux congés payés périodiques.....	212-230	172
H. Droit de former avec d'autres des syndicats et de s'affilier au syndicat de son choix.....	231-243	175
I. Droit de grève.....	244-245	176
J. Conclusion.....	246	176
II. LE DROIT À LA SÉCURITÉ SOCIALE, Y COMPRIS LES ASSURANCES SOCIALES EN CAS DE CHÔMAGE, DE MALADIE, D'INVALIDITÉ, DE VEUVAGE, DE VIEILLESSE OU DE TOUT AUTRE MANQUE DE MOYENS D'EXISTENCE POUR DES RAISONS INDÉPENDANTES DE LA VOLONTÉ DE L'INTÉRESSÉ.....	247-318	177
III. LE DROIT À UN NIVEAU DE VIE SUFFISANT.....	319-367	185
A. Droit à une nourriture suffisante.....	319-326	185
B. Droit à un habillement et à un logement suffisants.....	327-346	187
C. Droit aux services sociaux nécessaires.....	347-352	190
D. Droit à une amélioration constante des conditions d'existence.....	353-367	192
IV. LE DROIT QU'À TOUTE PERSONNE DE JOUIR DU MEILLEUR ÉTAT DE SANTÉ PHYSIQUE ET MENTALE QU'ELLE SOIT CAPABLE D'ATTEINDRE.....	368-420	194
A. Réduction du taux de mortalité et de la mortalité infantile et mesures prises en faveur du développement et de la santé de l'enfant.....	368-388	194
B. Amélioration de tous les aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène industrielle.....	389-397	197
C. Prévention, traitement et contrôle des maladies épidémiques, professionnelles et autres.....	398-399	198
D. Création de conditions propres à assurer à tous services et soins médicaux en cas de maladie.....	400-420	198
V. LE DROIT DE LA FAMILLE, DE LA MÈRE ET DE L'ENFANT À LA PROTECTION ET À L'ASSISTANCE.....	421-477	202
A. Droit de la famille à la protection et à l'assistance.....	427-437	202
B. Droit de la mère à une assistance et à des soins spéciaux.....	438-453	203
C. Droit des enfants et des adolescents à une assistance et à des soins spéciaux..	454-477	205
VI. LE DROIT À L'ÉDUCATION.....	478-528	208
A. Droit à l'enseignement primaire gratuit.....	483-495	208
B. Droit pour chacun d'accéder à l'enseignement supérieur en fonction de ses capacités.....	496-526	210
1. Enseignement secondaire.....	496-506	210
2. Enseignement supérieur.....	507-526	212
C. Droit pour les parents de choisir le genre d'éducation qui sera donné à leurs enfants.....	527-528	214

TABLEAUX DE LA TROISIÈME PARTIE

*Tableau*

III.1. Pays socialistes d'Europe orientale : taux d'accroissement de l'emploi.....	147
--	-----



<i>Tableau</i>	<i>Page</i>
III.2. Pourcentage de la population dans les zones rurales et taux moyen de croissance annuel de l'emploi dans l'industrie pendant les années 50 et les années 60, dans les pays socialistes d'Europe orientale et dans quelques pays occidentaux. ....	148
III.3. Pays socialistes d'Europe orientale : proportion des terres agricoles n'appartenant ni à l'Etat ni aux coopératives, en 1955, 1960 et 1970, et proportion des bêtes à cornes appartenant à des particuliers, en 1970. ....	148
III.4. Pays socialistes d'Europe orientale : croissance annuelle du produit brut. ....	149
III.5. Pays socialistes d'Europe orientale : répartition de la population entre les différents groupes sociaux. ....	152
III.6. Pays socialistes d'Europe orientale : salaires mensuels moyens, en monnaie nationale, et taux d'accroissement annuel moyen des salaires mensuels, en pourcentage. ....	168
III.7. Pays socialistes d'Europe orientale : indice et taux d'accroissement des salaires réels. ....	169
III.8. Répartition des salariés, en pourcentage, selon le groupe de revenu mensuel, dans quelques pays socialistes d'Europe orientale. ....	170
III.9. Revenu réel par habitant, dans quelques pays socialistes d'Europe orientale. ....	172
III.10. Consommation de calories et de protéines, par habitant et par jour, dans les pays socialistes d'Europe orientale et dans quelques pays occidentaux. ....	185
III.11. Consommation ou offre annuelles de produits alimentaires, par habitant, dans les pays socialistes d'Europe orientale et dans quelques pays occidentaux. ....	186
III.12. URSS : consommation alimentaire, par habitant, en 1968. ....	186
III.13. Pays socialistes d'Europe orientale : production et ventes au détail de textiles, de vêtements et de chaussures, par habitant (1950, 1960, 1970). ....	187
III.14. Logements construits, surface utile de logement et nombre de logements existants, dans les pays socialistes d'Europe orientale et dans quelques pays occidentaux. ....	189
III.15. Pourcentage de logements équipés de certaines commodités dans quelques pays socialistes d'Europe orientale. ....	191
III.16. Nombre de récepteurs de radio et de télévision et d'appareils téléphoniques en service, pour 1 000 habitants, dans les pays socialistes d'Europe orientale et dans quelques pays occidentaux (1959 et 1968). ....	191
III.17. Pays socialistes d'Europe orientale : revenu national par habitant et proportion du revenu national utilisé pour la consommation. ....	192
III.18. Pays socialistes d'Europe orientale : taux annuel moyen d'accroissement du revenu national et de la consommation privée, à prix constants, 1951-1968. ....	193
III.19. Taux de mortalité, pour 1 000 naissances vivantes, dans les pays socialistes d'Europe orientale et dans quelques pays occidentaux. ....	195
III.20. Nombre de lits d'hôpital, de médecins et de dentistes, pour 10 000 habitants, dans les pays socialistes d'Europe orientale et dans d'autres pays et territoires. ....	199
III.21. Espérance de vie à la naissance, avant la seconde guerre mondiale et vers la fin des années 60, dans les pays socialistes d'Europe orientale et dans quelques pays occidentaux. ....	201
III.22. Données relatives à la scolarité obligatoire et à l'enseignement général, dans les pays socialistes d'Europe orientale et dans quelques pays occidentaux. ....	209
III.23. Données relatives à l'enseignement secondaire dans les pays socialistes d'Europe orientale et dans quelques pays occidentaux. ....	211
III.24. Nombre d'étudiants des établissements d'enseignement supérieur, pour 10 000 habitants, dans les pays socialistes d'Europe orientale et dans quelques pays occidentaux. ....	212

#### QUATRIÈME PARTIE

##### Pays développés à économie de marché

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	
I. GÉNÉRALITÉS. ....	1-18	219
II. LE TRAVAIL. ....	19-58	226
A. Sécurité de l'emploi. ....	20-31	226
B. Salaires. ....	32-45	229
C. Heures de travail. ....	46-47	233
D. Hygiène et sécurité. ....	48-50	234
E. Qualités intrinsèques d'un emploi. ....	51-54	236
F. Droits syndicaux. ....	55-58	239

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
III. L'ÉGALITÉ DES CHANCES.....	59-78	241
A. Mobilité sociale.....	60-64	241
B. Le rôle de l'enseignement.....	65-70	241
C. Le rôle du milieu familial.....	71-74	242
D. Limites de l'égalisation des chances.....	75-78	242
IV. SÉCURITÉ SOCIALE.....	79-110	244
A. Allocations familiales.....	80-84	244
B. Pensions de vieillesse.....	85-89	245
C. Assurance chômage.....	90-92	246
D. Prestations pour soins médicaux, maladie, invalidité et maternité.....	93-102	249
E. Sécurité sociale et redistribution des revenus.....	103-110	251
V. TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.....	111-129	255
VI. NIVEAUX DE CONSOMMATION ET DE SANTÉ.....	130-160	259
A. Nutrition.....	135-138	259
B. Logement.....	139-147	261
C. Santé des enfants et des nourrissons.....	148-152	263
D. Le problème de la pollution de l'air.....	153-155	264
E. Soins médicaux.....	156-160	264

#### TABLEAUX DE LA QUATRIÈME PARTIE

##### Tableau

IV.1. Pays développés à économie de marché : population et statistiques démographiques.....	220
IV.2. Estimations des taux et des chiffres annuels moyens d'accroissement naturel, pour les périodes 1960-1965 et 1965-1970, dans les grandes zones et régions du monde.....	221
IV.3. Estimations de l'espérance de vie à la naissance dans les grandes zones et régions du monde, 1965-1970.....	222
IV.4. Pays développés à économie de marché : revenu par habitant en 1969.....	222
IV.5. Quelques indicateurs de tendances sociales et économiques générales pour l'Amérique du Nord, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.....	223
IV.6. Divers pays développés à économie de marché : taux de chômage, 1960 à 1969.....	226
IV.7. Une notion du chômage : Suède, 1966.....	227
IV.8. Une notion du chômage : Etats-Unis d'Amérique, 1969.....	227
IV.9. Divers pays développés à économie de marché : chômage, par sexe, en 1969.....	227
IV.10. Etats-Unis d'Amérique : taux de chômage, par race, 1955-1969.....	228
IV.11. Divers pays développés à économie de marché : salaire horaire moyen dans les secteurs non agricoles, en monnaies locales et en dollars des Etats-Unis, en 1970.....	229
IV.12. Divers pays développés à économie de marché : salaire horaire en espèces et salaire réel moyens (aux prix de 1963) dans les secteurs non agricoles.....	230
IV.13. Divers pays développés à économie de marché : salaire horaire dans les secteurs non agricoles, par sexe, 1961 et 1970.....	231
IV.14. Suède : revenus résultant d'un emploi à plein temps et pendant toute l'année, par sexe....	231
IV.15. Etats-Unis d'Amérique : répartition des familles, en pourcentage, par niveau de revenu, années de scolarité et race du chef de famille.....	232
IV.16. Etats-Unis d'Amérique : répartition, en pourcentage, de toutes les familles (couples mariés) et gains médians du mari en 1969, 1965 et 1959 (en dollars constants de 1969), par groupe professionnel et race du chef de famille.....	234
IV.17. Divers pays développés à économie de marché : moyenne des heures de travail, par semaine, dans les industries manufacturières, 1961-1970.....	236
IV.18. Divers pays développés à économie de marché : pourcentage d'ouvriers de l'industrie manufacturière travaillant 49 heures par semaine ou plus, 1961-1970.....	236
IV.19. Pays développés à économie de marché : taux d'accidents par pays et par industrie, 1961-1970.....	237
IV.20. Divers pays développés à économie de marché : origine des premiers régimes légaux de sécurité sociale.....	244
IV.21. Divers pays développés à économie de marché : structure des prestations de la sécurité sociale en 1960.....	245

<i>Tableau</i>		<i>Page</i>
IV.22.	Divers pays développés à économie de marché : champ d'application des régimes publics d'assurance pensions . . . . .	246
IV.23.	Etats-Unis d'Amérique : montant maximal des prestations hebdomadaires des régimes d'assurance chômage, par Etat, en 1939, 1963 et 1968 . . . . .	247
IV.24.	Etats-Unis d'Amérique : nombre total de chômeurs et nombre de chômeurs bénéficiant d'une assurance, par Etat, en 1968 . . . . .	248
IV.25.	Divers pays développés à économie de marché : pourcentage de la population bénéficiant d'une assurance maladie . . . . .	250
IV.26.	Divers pays développés à économie de marché : pourcentage de la population active bénéficiant de prestations en espèces en cas de maladie . . . . .	250
IV.27.	Divers pays développés à économie de marché : cotisations à la sécurité sociale, en 1960 . . . . .	251
IV.28.	Recettes fiscales de l'Etat dans certains pays d'Europe, 1953-1964 . . . . .	252
IV.29.	Total des prestations immédiates de sécurité sociale, en pourcentage du revenu, dans certains pays d'Europe . . . . .	254
IV.30.	République fédérale d'Allemagne et Suède : travailleurs étrangers et nombre total d'emplois . . . . .	256
IV.31.	Pays développés à économie de marché : revenu moyen, consommation de calories et de protéines, et espérance de vie . . . . .	260
IV.32.	Etats-Unis d'Amérique : pourcentage de cas d'insuffisance du taux d'hémoglobine dans cinq Etats à faible revenu (enquête par sondages) . . . . .	260
IV.33.	Etats-Unis d'Amérique : logements inadéquats, par race, revenu et lieu de résidence . . . . .	262
IV.34.	Pays développés à économie de marché : taux de mortalité infantile (enfants âgés de moins d'un an), 1948, 1959 et 1970 . . . . .	263

## CINQUIÈME PARTIE

### Campagne internationale pour la protection et la promotion des droits économiques, sociaux et culturels

	<i>Paragraphes</i>	
INTRODUCTION . . . . .	1-5	269
<i>Chapitre</i>		
I. ORGANISATION DES NATIONS UNIES . . . . .	6-107	270
A. Organes chargés de formuler les normes pertinentes . . . . .	7-51	270
1. Assemblée générale . . . . .	8-10	270
2. Conseil économique et social . . . . .	11-14	270
3. Commission des droits de l'homme . . . . .	15-17	270
4. Commission de la condition de la femme . . . . .	18-20	271
5. Commission du développement social . . . . .	21	271
6. Comité de la planification du développement . . . . .	22	271
7. Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement . . . . .	23	271
8. Comité de l'examen et de l'évaluation . . . . .	24	271
9. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel . . . . .	25-33	271
10. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement . . . . .	34-44	272
11. Programme des Nations Unies pour le développement . . . . .	45-49	274
12. Conférences de plénipotentiaires . . . . .	50-51	274
B. Instruments internationaux et mécanisme d'application . . . . .	52-74	274
1. Charte des Nations Unies . . . . .	52-53	274
2. Charte internationale des droits de l'homme . . . . .	54-58	274
3. Conventions relatives aux réfugiés et aux apatrides . . . . .	59-60	275
4. Autres instruments . . . . .	61-68	275
5. Mécanisme d'application . . . . .	69-74	277
C. Mesures visant à promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels . . . . .	75-83	278
1. Journée des droits de l'homme . . . . .	77	278
2. Anniversaires de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme . . . . .	78	278
3. Désignation de l'année 1968 comme Année internationale des droits de l'homme . . . . .	79-81	278
4. Proclamation de l'année 1971 comme Année internationale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale . . . . .	82	279
5. Année internationale de l'éducation . . . . .	83	279

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
D. Activités de fond et sectorielles . . . . .	84-90	279
E. Services consultatifs . . . . .	91-97	280
F. Fonds des Nations Unies pour l'enfance . . . . .	98-107	281
II. ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL . . . . .	108-199	283
A. Organes chargés de formuler les normes pertinentes . . . . .	119-120	284
B. Instruments internationaux et mécanisme d'application . . . . .	121-138	284
1. Instruments de caractère général . . . . .	121-124	284
2. Mécanisme d'application . . . . .	125-138	284
C. Droits particuliers . . . . .	139-190	285
1. Le droit au travail . . . . .	139-169	285
2. Le droit à la sécurité sociale . . . . .	170-181	288
3. Le droit à un niveau de vie décent . . . . .	182	290
4. Le droit à jouir du plus haut niveau possible de santé physique et mentale . . . . .	183	290
5. Le droit à l'aide et à la protection pour la famille, la mère et l'enfant . . . . .	184-188	290
6. Le droit à l'éducation . . . . .	189	291
7. Le droit à participer à la vie culturelle . . . . .	190	291
D. Mesures visant à promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels . . . . .	191-195	291
E. Services consultatifs et d'assistance . . . . .	196-199	292
III. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE . . . . .	200-205	293
IV. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE . . . . .	206-269	294
A. Organes chargés de formuler les normes pertinentes . . . . .	211	294
B. Instruments généraux et mécanisme d'application . . . . .	212-214	294
C. Droits particuliers . . . . .	215-240	294
1. Le droit à l'éducation . . . . .	215-230	294
2. Le droit de participer librement à la vie culturelle et scientifique . . . . .	231-240	295
D. Mesures visant à promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels . . . . .	241-253	296
1. Education . . . . .	243-247	297
2. Culture . . . . .	248-252	297
3. Science . . . . .	253	297
E. Services consultatifs et d'assistance . . . . .	254-269	297
1. Education . . . . .	254-258	297
2. Culture . . . . .	259-261	298
3. Droit d'auteur . . . . .	262-266	298
4. Science . . . . .	267-269	299
V. ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ . . . . .	270-275	300
VI. BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT . . . . .	276-280	301
VII. AUTRES ORGANISMES DES NATIONS UNIES . . . . .	281-283	302
VIII. ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE . . . . .	284-297	303
A. Instruments internationaux et mécanisme d'application . . . . .	287-295	303
1. Propriété industrielle . . . . .	288-290	303
2. Propriété culturelle . . . . .	291-295	303
B. Mesures visant à promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels . . . . .	296	304
C. Services consultatifs et d'assistance . . . . .	297	304
IX. ORGANISATION DES ETATS AMÉRICAINS . . . . .	298-323	305
A. Action normative . . . . .	299-312	305
1. Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme . . . . .	299	305
2. Charte interaméricaine des garanties sociales . . . . .	300-311	305
3. Convention américaine relative aux droits de l'homme . . . . .	312	306
B. Mise en place d'un mécanisme institutionnel . . . . .	313-319	306
1. Commission interaméricaine des droits de l'homme . . . . .	313-317	306
2. Commission interaméricaine des femmes . . . . .	318-319	306
C. Activités de promotion et services consultatifs . . . . .	320-323	306
X. CONSEIL DE L'EUROPE . . . . .	324-340	308
A. Instruments régionaux et mécanisme d'application . . . . .	324-337	308
B. Activités de promotion . . . . .	338-340	309

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
XI. LIGUE DES ETATS ARABES.....	341-353	310
A. Normes et instruments à l'échelon régional.....	342-348	310
1. Le droit au travail.....	342-344	310
2. Le droit à un niveau de vie décent.....	345	310
3. Le droit à l'éducation.....	346-347	310
4. Le droit de participer librement à la vie culturelle.....	348	310
B. Activités de promotion.....	349-353	310
XII. CONCLUSIONS SUR L'ACTION INTERNATIONALE ET RÉGIONALE ENTREPRISE DANS LE DOMAINE DE LA MISE EN ŒUVRE DES DROITS DE L'HOMME.....	354-371	312
A. Portée.....	355-357	312
B. Mode d'opération.....	358-364	312
1. Etablissement de normes.....	359-361	312
2. Activités de promotion.....	362-363	312
3. Services consultatifs.....	364	313
C. Mécanisme d'application.....	365-371	313

## SIXIÈME PARTIE

### Observations, conclusions et recommandations

I. OBSERVATIONS.....	1-33	317
II. CONCLUSIONS.....	34-168	321
A. Généralités.....	34-54	321
B. Aspects particuliers.....	55-168	323
1. Planification unifiée du développement national.....	55-75	323
2. Pauvreté.....	76-80	326
3. Réforme agraire.....	81-82	327
4. Politique de l'emploi.....	83-86	327
5. Population.....	87-91	327
6. Education.....	92-97	328
7. Protection de la santé.....	98	329
8. Culture.....	99-106	329
9. Logement.....	107-113	330
10. Environnement.....	114-121	331
11. Participation.....	122-123	331
12. Connaissances et compétences techniques.....	124-131	332
13. Transfert des techniques.....	132-138	332
14. Protection de l'enfance et de la famille.....	139-140	333
15. Droits du consommateur.....	141	333
16. Réforme fiscale.....	142-143	333
17. Utilisation des forces armées.....	144	333
18. Le rôle des systèmes de valeurs dans le développement.....	145-146	333
19. Le rôle du droit dans le développement.....	147-151	333
20. Le rôle de la statistique dans le développement.....	152	334
21. Le rôle du commerce dans le développement.....	153-158	334
22. Le rôle du désarmement dans le développement.....	159-162	335
23. Obligations des Etats en vue du développement.....	163-164	335
24. Obligations de la communauté internationale en vue du développement..	165-168	336
III. RECOMMANDATIONS.....	169	337

## ANNEXES

I. Questionnaires adressés par le Rapporteur spécial aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées.....	343
A. Questionnaire relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.....	343
B. Questionnaire relatif à la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels dans les pays socialistes.....	344
C. Questionnaire relatif à la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels dans les pays en voie de développement d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie.....	350
II. Etat des instruments internationaux relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels (ratifications et adhésions au 31 décembre 1972).....	353

## NOTE EXPLICATIVE

Les signes suivants ont été employés dans les tableaux de la présente *Etude* :

Deux points (..) indiquent, soit que l'on ne possède pas de renseignements, soit que les renseignements en question n'ont pas été fournis séparément.

Un tiret (—) indique que le montant est nul ou négligeable.

Le signe moins (—) indique une diminution.

La barre oblique (/) entre deux millésimes (par exemple 1960/61) indique une campagne agricole, un exercice financier ou une année scolaire.

Le trait d'union (—) entre deux millésimes (par exemple 1961–1963) indique qu'il s'agit de la période tout entière (y compris la première et la dernière année mentionnée).

Sauf indication contraire, le terme « dollar » s'entend du dollar des Etats-Unis d'Amérique.

## ABRÉVIATIONS ET SIGLES

BAfD	Banque africaine de développement
BAsD	Banque asiatique de développement
BEI	Banque européenne d'investissement
BID	Banque interaméricaine de développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BIT	Bureau international du Travail
CAEM	Conseil d'aide économique mutuelle
c.a.f.	coût, assurance, fret
CEAEO	Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient
CEE	Commission économique pour l'Europe
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CTCI	Classification type pour le commerce international
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FED	Fonds européen de développement
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population
FNUC	Fonds des Nations Unies pour le Congo
f.o.b.	franco à bord
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IDA	Association internationale de développement
OCDE	Organisation européenne de coopération et de développement économiques
OEA	Organisation des Etats américains
OIT	Organisation internationale du Travail
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OUA	Organisation de l'unité africaine
PAM	Programme alimentaire mondial
PIB	produit intérieur brut
PNB	produit national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SFI	Société financière internationale
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

## INTRODUCTION

1. A sa vingt-quatrième session, la Commission des droits de l'homme, convaincue que de nouvelles mesures étaient encore nécessaires pour assurer la jouissance complète des droits économiques et sociaux, a adopté la résolution 11 (XXIV), en date du 6 mars 1968 et intitulée « Etude de la question de la jouissance des droits économiques et sociaux proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme »<sup>1</sup>, dans laquelle elle priait le Secrétaire général de préparer, en consultation avec les institutions spécialisées, une étude préliminaire des questions relatives à l'application des droits économiques et sociaux proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>2</sup> et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels<sup>3</sup> et de la présenter à temps à la Commission pour lui permettre de l'examiner à sa vingt-cinquième session. La Commission a en outre décidé d'examiner à sa vingt-cinquième session la question de la désignation d'un rapporteur spécial qui serait chargé d'établir, sur la base de l'étude préliminaire, des débats de la Commission et d'autres documents disponibles, un rapport complet sur les questions considérées.

2. La Conférence internationale des droits de l'homme qui s'est tenue à Téhéran en avril-mai 1968 a, dans sa résolution XXI en date du 12 mai 1968 et intitulée « Mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels »<sup>4</sup>, accueilli avec satisfaction les mesures qu'a prises la Commission des droits de l'homme à sa vingt-quatrième session en étudiant la mise en œuvre des droits économiques et sociaux proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

3. A sa vingt-cinquième session, en 1969, la Commission des droits de l'homme était saisie d'une étude préliminaire du Secrétaire général sur les questions relatives à la jouissance des droits économiques et sociaux proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels<sup>5</sup>. La Commission a examiné cette question en même temps qu'un autre point de l'ordre du jour consacré à l'étude des problèmes particuliers relatifs aux droits de l'homme dans les pays en voie de développement.

4. Par sa résolution 14 (XXV) en date du 13 mars 1969 et intitulée « Question de la jouissance des droits économiques et sociaux proclamés dans la Déclaration uni-

verselle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et étude des problèmes particuliers relatifs aux droits de l'homme dans les pays en voie de développement »<sup>6</sup>, la Commission a nommé un rapporteur spécial et l'a chargé de présenter, lors de la vingt-septième session de la Commission, « un rapport complet, avec ses propres conclusions et recommandations, sur la jouissance sans distinction aucune, qu'elle soit fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation, des droits économiques, sociaux et culturels proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, compte tenu notamment des problèmes particuliers qui se posent aux pays en voie de développement dans ce domaine ».

5. Le Conseil économique et social, dans sa résolution 1421 (XLVI), en date du 6 juin 1969, a confirmé dans ses fonctions le Rapporteur spécial nommé par la Commission et a invité les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées à prêter leur entier concours au Rapporteur spécial dans l'accomplissement de sa tâche. Le Conseil économique et social a également sollicité la pleine coopération des institutions spécialisées, des organisations intergouvernementales et des divers organes et organismes des Nations Unies intéressés, ainsi que des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social.

6. La question de la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et de l'étude des problèmes particuliers relatifs aux droits de l'homme dans les pays en voie de développement a été à nouveau examinée aux vingt-sixième, vingt-septième et vingt-huitième sessions de la Commission des droits de l'homme. A la vingt-sixième session de la Commission, le Rapporteur spécial a signalé à la Commission que, étant donné l'ampleur de sa tâche, il serait probablement nécessaire de prolonger le délai prévu pour la présentation définitive de son rapport.

7. A la suite de la recommandation de la Commission des droits de l'homme exprimée dans des résolutions adoptées à ses vingt-sixième<sup>7</sup> et vingt-septième<sup>8</sup> sessions, le Conseil économique et social, dans ses résolutions 1502

<sup>1</sup> ONU, *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-quatrième session, Supplément n° 4* (E/4475 et Corr.1), chap. XVIII, p. 166.

<sup>2</sup> Résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale. [ONU, *Droits de l'homme. Recueil d'instruments internationaux des Nations Unies* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.XIV.2), p. 1.]

<sup>3</sup> Résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale. [ONU, *Droits de l'homme. Recueil d'instruments internationaux...*, p. 3.]

<sup>4</sup> ONU, *Acte final de la Conférence internationale des droits de l'homme. Téhéran, 22 avril-13 mai 1968* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.68.XIV.2), chap. III, p. 18.

<sup>5</sup> E/CN.4/988 et Add.1.

<sup>6</sup> ONU, *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-sixième session* (E/4621), p. 196.

<sup>7</sup> Résolution 11 (XXVI), adoptée le 24 mars 1970 [ONU, *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-huitième session, Supplément n° 5* (E/4816), chap. XXIII, p. 94].

<sup>8</sup> Résolution 17 (XXVII), adoptée le 25 mars 1971 [ONU, *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquantième session, Supplément n° 4* (E/4949), chap. XIX, p. 102].



(XLVIII) et 1595 (L), en date du 27 mai 1970 et du 21 mai 1971 respectivement, a prié le Rapporteur spécial de présenter son rapport à la Commission des droits de l'homme au plus tard à sa vingt-huitième session, en 1972. Dans sa résolution 1595 (L), le Conseil a en outre prié le Rapporteur spécial de tenir compte, dans l'élaboration de son étude, des dispositions de la résolution 2542 (XXIV) de l'Assemblée générale, contenant la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social, et de la résolution 2543 (XXIV) de l'Assemblée générale, relative à l'application de cette déclaration, résolutions adoptées postérieurement à la décision autorisant la réalisation de l'étude.

8. Sur recommandation de la Commission<sup>9</sup>, le Conseil économique et social, dans sa résolution 1689 (LII), en date du 2 juin 1972, a prié instamment le Rapporteur spécial d'achever la rédaction de son étude et de présenter son rapport final à la Commission des droits de l'homme à sa vingt-neuvième session, en 1973.

9. Dans la même résolution, le Conseil économique et social priait le Secrétaire général de demander à nouveau aux gouvernements et aux institutions spécialisées qui ne l'avaient pas encore fait de communiquer, comme ils en avaient été priés par le Conseil dans ses résolutions 1421 (XLVI) et 1502 (XLVIII), des renseignements sur l'efficacité des méthodes qu'ils appliquent pour assurer la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels, afin que le Rapporteur spécial puisse utiliser ces renseignements comme il l'entendrait<sup>10</sup>.

10. Au 14 décembre 1972, le Secrétariat avait reçu des renseignements des gouvernements des Etats suivants : Allemagne (République fédérale d'), Argentine, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Chypre, Danemark, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Inde, Irak, Iran, Italie, Jamaïque, Japon, Koweït, Liechtenstein, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Maldives, Malte, Maurice, Mongolie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, République de Corée, République du Viet-Nam, République khmère, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie du Cameroun, Rwanda, Sénégal, Singapour, Somalie, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie et Union des Républiques socialistes soviétiques ainsi que de l'Organisation internationale du Travail, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de l'Organisation mondiale de la santé, du Fonds monétaire international, de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, de l'Union postale universelle, de l'Union internationale des télécommunications, de l'Organisation météorologique mondiale et de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.

11. Pour obtenir de nouveaux renseignements statistiques et autres dont il avait besoin pour son étude, le Rapporteur spécial a adressé un questionnaire général à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. Ce questionnaire a été envoyé en novembre 1971. Deux autres questionnaires,

s'adressant exclusivement, l'un aux pays socialistes et l'autre aux pays moins développés, ont été envoyés respectivement aux pays intéressés en février et avril 1972<sup>11</sup>.

12. Au 14 décembre 1972, le Secrétariat avait reçu les réponses à ces questionnaires des gouvernements des 47 Etats Membres suivants de l'Organisation des Nations Unies et membres des institutions spécialisées : Argentine, Autriche, Brésil, Bulgarie, Canada, Côte d'Ivoire, Danemark, Egypte, El Salvador, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Fidji, Finlande, Grèce, Honduras, Inde, Irak, Iran, Italie, Kenya, Koweït, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malte, Maroc, Pays-Bas, Philippines, Pologne, République arabe syrienne, République centrafricaine, République du Viet-Nam, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Samoa-Occidental, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Suisse, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Venezuela.

13. Le Rapporteur spécial tient à exprimer sa gratitude à tous les gouvernements qui ont répondu aux questionnaires.

14. Afin de consulter les fonctionnaires intéressés des commissions économiques régionales, notamment ceux qui étaient directement chargés des questions relatives à la situation économique et sociale et au développement dans les régions, et pour se faire une idée concrète de la situation en ce qui concerne les droits économiques, sociaux et culturels en diverses régions du monde, le Rapporteur spécial s'est rendu au siège de toutes les commissions économiques régionales, dans sept pays asiatiques, sept pays d'Amérique latine, huit pays d'Afrique, cinq pays socialistes et huit pays du groupe des pays occidentaux ou autres. Il a été empêché de se rendre dans deux autres pays parce qu'il n'avait pas reçu à temps le visa d'entrée. Ces pays avaient été choisis par le Rapporteur spécial de façon à donner un tableau à peu près fidèle de la situation économique et sociale dans la région ou la zone considérée. Partout, le Rapporteur spécial a été chaleureusement accueilli et il tient à remercier les gouvernements des pays visités de leur assistance, qui lui a permis de tirer le meilleur parti de son séjour dans chaque pays. L'intérêt, l'empressement et l'entière collaboration des divers bureaux des Nations Unies situés dans ces pays ont également contribué au succès de sa mission. L'assistance fournie par les bureaux des représentants résidents du PNUD, les représentants des institutions spécialisées intéressées et les centres d'information des Nations Unies méritent une mention particulière, car elle lui a permis d'utiliser au maximum le temps dont il disposait.

15. Pour des raisons d'économie, le Rapporteur spécial n'a pu faire que de brefs séjours dans chacun des pays. Il a achevé l'ensemble de ses visites dans les 35 pays en 108 jours. La distance totale qu'il a parcourue, par voie aérienne seulement, représente quelque 180 000 kilomètres.

16. Dans chaque pays, le Rapporteur spécial a rencontré des fonctionnaires des ministères ou d'autres administrations publiques chargés des questions con-

<sup>9</sup> Résolution 5 (XXVIII), adoptée le 28 mars 1972 [ONU, *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-deuxième session, Supplément n° 7* (E/5113), chap. XIII, p. 58].

<sup>10</sup> Les renseignements reçus des gouvernements et des institutions spécialisées en réponse à cette requête sont reproduits dans les documents E/CN.4/1023 et Add.1 à 3, Add.3/Corr.1, et Add.4 à 6.

<sup>11</sup> Le texte des questionnaires figure dans l'annexe I de la présente étude.

cernant la santé, l'éducation, le travail, la sécurité et la protection sociales, le logement et le développement urbain et rural en général. En outre, il a pu rencontrer des personnes chargées de la planification économique et sociale dans les pays en cause. Dans certains pays, il a eu des entretiens avec des ministres dont la tâche touchait de près à la promotion et à la protection des droits économiques, sociaux et culturels. Dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique qu'il a visités, des entrevues ont été également organisées avec des experts de l'ONU et des représentants des institutions spécialisées qui travaillaient dans ces pays depuis un certain temps et connaissaient bien, dans leur propre domaine, la situation locale et les plans de développement. Dans certains pays, le Rapporteur spécial a pu également visiter des exploitations agricoles et industrielles, des universités, des écoles urbaines et, dans quelques rares cas, des écoles rurales, des crèches, des jardins d'enfants, des garderies, des cliniques, des hôpitaux, des grands magasins et des marchés. Ce n'est que très rarement que le Rapporteur spécial a eu assez de temps pour se rendre dans plus d'une ville ou plus d'une province du pays visité.

17. Au total, le Rapporteur spécial a rencontré plus de 1 000 fonctionnaires ayant directement à traiter de la promotion et de la protection des droits économiques et sociaux des populations des pays visités.

18. Un important avantage indirect de ces rencontres est qu'elles ont permis de fournir aux fonctionnaires intéressés des indications sur la manière de répondre aux questionnaires lorsque ceux-ci n'avaient pas encore été remplis. Elles ont également donné au Rapporteur spécial l'occasion de recueillir une grande quantité de renseignements statistiques et autres.

19. Les observations et les consultations effectuées sur place ont aidé à rectifier au moins quelques-unes des idées fausses qui auraient pu transparaître dans la présente étude, ce qui ne veut pas dire que celle-ci est sans défaut; elle pourrait certainement être améliorée. Cependant, il convient de souligner que c'est la première fois dans l'histoire de l'Organisation des Nations Unies qu'une étude de cette envergure et de cette nature a été établie au sujet des droits de l'homme; il a fallu innover et improviser dans un domaine où les activités des Nations Unies sont dirigées et exécutées par de nombreux organes, par des organismes autonomes et semi-autonomes et par des institutions spécialisées. Aussi cette étude n'a-t-elle pas la prétention d'être complète et exhaustive. Le Rapporteur spécial regrette que, mis à part quelques renseignements qui figurent dans la troisième partie,

l'étude ne traite pas des droits syndicaux ni du droit de grève<sup>12</sup>.

20. Le Rapporteur spécial tient à exprimer sa gratitude aux consultants qui ont participé à l'élaboration de l'étude, en particulier le professeur Francis Seton, de l'université d'Oxford, le professeur Stephen A. Marglin, de l'université Harvard, M. Reza Doroudian, de l'Organisation du Plan (Iran), et M. Henri Reymond. Sa reconnaissance va également à tous ceux qui l'ont aidé dans l'accomplissement de sa tâche, parmi lesquels les fonctionnaires des secrétariats des diverses commissions économiques régionales, des institutions spécialisées et de différents organes des Nations Unies.

21. Pour préparer le texte révisé de ses observations, conclusions et recommandations, le Rapporteur spécial s'est rendu au siège des diverses commissions économiques régionales, du OIT, de l'OMS, de la CNUCED, de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, de l'UNESCO, de la FAO, de la BIRD, du FISE et de différents organes des Nations Unies, afin de procéder à de plus amples consultations ou échanges de vues.

22. Le cadre général de l'étude se présente comme suit : la première partie consiste uniquement en une brève analyse des dispositions constitutionnelles et ne donne donc qu'une image incomplète des normes et règles nationales régissant la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels; cette partie devrait certainement être complétée ultérieurement par une étude plus approfondie. Les deuxième, troisième et quatrième parties traitent respectivement des droits économiques, sociaux et culturels dans les pays en voie de développement, dans les pays socialistes et dans les pays développés à économie de marché. La cinquième partie traite des mesures prises sur le plan international pour la promotion et la protection des droits économiques, sociaux et culturels. La sixième partie présente les conclusions, observations et recommandations du Rapporteur spécial. Les annexes contiennent le texte des questionnaires adressés aux gouvernements et des renseignements sur le nombre des ratifications et adhésions aux instruments internationaux relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels.

<sup>12</sup> On trouvera une étude exhaustive de la situation en ce qui concerne l'application des conventions de l'OIT sur la liberté d'association, le droit syndical et les négociations collectives dans l'étude d'ensemble de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations de l'OIT [voir OIT, *Liberté syndicale et négociation collective*, Conférence internationale du Travail, cinquante-huitième session, rapport III (partie 4 B), Genève, 1973].

Blank page

---

Page blanche

**Première partie**

**RÈGLES ET NORMES NATIONALES**

Blank page

---

Page blanche

## INTRODUCTION

1. Dans sa première partie, qui traite uniquement des règles et normes nationales régissant la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels, la présente étude se limite à l'examen des aspects constitutionnels. Pour être complet, il aurait fallu étudier également la législation en vigueur dans les différents pays, mais cela aurait conduit à dépasser de beaucoup les limites imposées à la portée et au volume de la présente étude, dont le but est d'esquisser à grands traits une situation extrêmement complexe. De plus, il aurait fallu demander aux gouvernements de communiquer de nouveaux rapports détaillés pour mettre à jour et pouvoir comparer les renseignements déjà transmis à la Commission des droits de l'homme<sup>1</sup>. On s'est efforcé d'utiliser ces données sans solliciter d'autres renseignements des gouvernements, mais il est apparu clairement que, faute d'une nouvelle étude approfondie fondée sur des questionnaires détaillés, ces efforts auraient abouti à un rapport d'intérêt inégal, qui ne serait plus d'actualité et qui, dans l'ensemble, ne serait pas satisfaisant.

2. Les constitutions, en revanche, du fait même qu'elles visent à énoncer des règles fondamentales, permettent d'évaluer avec plus de continuité dans le temps la place occupée par les droits économiques, sociaux et culturels dans les systèmes juridiques des différents pays. Elles témoignent bien souvent de l'intérêt élevé accordé au respect de ces droits. Il en est ainsi en particulier des chartes élaborées au milieu du xx<sup>e</sup> siècle. Sauf dans certains cas, qui remontent au début du xx<sup>e</sup> siècle, les constitutions plus anciennes protégeaient surtout les droits de caractère civil et politique. Ce n'est qu'à une date assez récente que l'on a commencé de prêter attention aux droits économiques, sociaux et culturels en tant que tels, et non pas simplement en tant que droits dérivés des droits civils et politiques. Il est intéressant de noter ici que, pour des raisons historiques, les pays moins développés, notamment ceux qui ont accédé récemment à l'indépendance, s'inscrivent en grand nombre dans cette catégorie. L'adoption, en 1948, de la Déclaration universelle des droits de l'homme a manifestement influé fortement sur la tendance à considérer les droits économiques, sociaux et culturels comme une question relevant à juste titre du domaine constitutionnel; mais même auparavant, un certain nombre de pays avaient ressenti le besoin d'introduire dans leurs chartes fondamentales des principes régissant les questions aujourd'hui régies par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. On peut évoquer, parmi les chartes adoptées avant la seconde guerre mondiale, la Constitution politique des Etats-Unis du Mexique de 1917; la Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité, du 16 janvier 1918, qui a été incorporée dans la Constitution de la République soviétique fédérative socialiste de Russie du

10 juillet 1918; les Principes généraux établis dans cette constitution (remplacée par la suite par la Constitution de la République soviétique fédérative socialiste de Russie, de 1937); la Constitution allemande de Weimar de 1919; la Constitution de la République espagnole de 1931; la Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques de 1936 et la Constitution irlandaise de 1937.

3. La présente étude se borne à décrire des faits. Elle ne traite pas de l'application des normes qui y sont mentionnées et n'essaie en aucune façon d'évaluer leur efficacité. Il importe d'insister sur ce point. Dans d'autres parties de l'étude, toutefois, on trouvera des renseignements sur certaines règles et leur application. Dans la mesure où un grand nombre des droits en question constituent en fait des objectifs politiques dont la réalisation, subordonnée au progrès économique et social, ne peut être que progressive, c'est plutôt en analysant leur application concrète (voir à cet égard d'autres parties de la présente étude) qu'en examinant de près leur contenu juridique que l'on peut se faire une idée de leurs effets sur la vie d'un pays. L'analyse des dispositions constitutionnelles et de mesures du même ordre ne doit être envisagée que comme le point de départ de la tâche principale, à savoir, évaluer la mesure dans laquelle les droits économiques, sociaux et culturels proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels sont effectivement mis en pratique. Dans ces conditions, l'on ne saurait présumer qu'une règle est nécessairement appliquée dans la réalité du seul fait qu'elle est mentionnée ici, ni penser qu'un silence de la constitution d'un pays implique nécessairement que ce pays la méconnaît.

4. Il faut encore faire d'autres réserves. Une étude des facteurs économiques et sociaux dont dépend la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels dépasserait largement la portée de la première partie de l'étude. De plus, les droits énoncés dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ne se prêtent pas tous à une étude purement juridique. Certains ne peuvent se traduire que dans le cadre de mesures concrètes ou d'attitudes sociales. Ainsi, il est hors de doute que tous les pays reconnaissent le droit à l'amélioration constante des conditions de vie, mais ce droit est garanti par la volonté de la communauté de voir chacun de ses membres participer au progrès économique, plutôt que par des règles juridiques. Au contraire, il est difficile de jouir de la sécurité sociale en l'absence de dispositions concrètes de caractère juridique.

5. Il faut aussi rappeler que, dans certains pays de *common law*, les droits de l'individu sont présumés et que des dispositions constitutionnelles et mesures du même type ne sont prises que lorsqu'elles sont nécessaires pour protéger ces droits contre des abus, et non pour affirmer expressément leur existence. Tel est, par exemple, le cas au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, au Canada, en Australie et en Nouvelle-Zélande.

<sup>1</sup> Notamment dans les documents E/CN.4/1011 et Add.1 à 20, E/CN.4/1012 et Add.1, E/CN.4/1023 et Add.1 à 3, Add.3/Corr.1 et Add.4 à 7, E/CN.4/1024 et Add.1 à 4, et E/CN.4/1025 et Add.1.

6. La situation des Etats fédéraux soulève également des problèmes. Nombre des pouvoirs nécessaires pour donner effet aux droits économiques, sociaux et culturels peuvent relever de la compétence des parties constituantes, comme c'est le cas aux Etats-Unis d'Amérique, et ne pas être du ressort des autorités fédérales. Par contre, la législation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques est également applicable à la République socialiste soviétique de Biélorussie ainsi qu'à la République socialiste soviétique d'Ukraine; en vue d'éviter des répétitions, les règles en vigueur dans l'Union des Républiques socialistes soviétiques ne sont pas toujours évoquées à nouveau à propos des deux autres républiques.

7. C'est donc à la lumière de ces considérations qu'il convient de lire le bref examen des constitutions qui figure ci-après. Un certain nombre de ces constitutions comportent des dispositions de caractère général, qui recouvrent l'ensemble des droits énoncés dans la Déclaration uni-

verselle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Aussi un premier chapitre traite-t-il des déclarations générales de cette nature, tandis qu'un deuxième porte sur les droits de caractère spécifique. Dans le chapitre premier on a, par nécessité, étudié chaque pays séparément; dans le chapitre II, il a été plus facile de procéder en traitant séparément chaque question. Néanmoins, comme les principes constitutionnels ont pour la plupart un caractère général, il a fallu délimiter les sujets en s'en tenant aux grandes lignes, de façon à éviter des répétitions.

8. Enfin, pour des raisons d'ordre pratique, l'état des instruments internationaux relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels n'est pas exposé dans la première partie, mais dans l'annexe II de la présente étude, bien que ces instruments, dans la mesure où ils ont été ratifiés ou adoptés, constituent le fondement essentiel des règles constitutionnelles en vigueur en la matière.

## Chapitre premier\*

### RÈGLES DE CARACTÈRE GÉNÉRAL<sup>2</sup>

9. L'*Algérie* proclame son attachement à la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 (11). En *Birmanie* (préambule), le maintien de l'ordre doit reposer sur la justice, la liberté et l'égalité. La Constitution du *Burundi* (préambule) est fondée sur les principes énoncés dans la Déclaration universelle ainsi que dans la Charte des Nations Unies. La Constitution du *Canada* ne contient pas d'énoncé général des droits de l'homme; le droit et les coutumes britanniques sont applicables. Les tribunaux n'interprètent pas la Déclaration canadienne des droits, de 1960, comme prévalant sur les dispositions des lois fédérales antérieures, et cette déclaration ne prévoit pas de restriction constitutionnelle au pouvoir législatif du Parlement. La *République centrafricaine* (préambule) reconnaît que l'existence des droits inviolables et inaliénables de l'homme constitue le fondement de la communauté humaine. Au *Tchad*, la Constitution (préambule) proclame l'attachement du pays aux principes démocratiques définis par la Déclaration française des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. La Constitution de la *Tchécoslovaquie* déclare que les droits, libertés et devoirs des citoyens doivent permettre à la fois l'expression libre et complète de la personnalité et la consolidation et la croissance de la société socialiste (19). Au *Dahomey*, la Constitution (préambule) proclame l'attachement de la nation aux principes démocratiques ainsi qu'aux droits de l'homme définis par la Déclaration française de 1789 et la Déclaration universelle de 1948. La Constitution de l'*Equateur* reconnaît, garantit et favorise la jouissance des droits de l'homme (33). Elle protège ces droits contre tout abus de la part des pouvoirs publics et des particuliers. En *France*, la Constitution (préambule) proclame l'attachement du pays aux droits de l'homme définis par la Déclaration française de 1789. Il en est de même pour la Constitution du *Gabon* (préambule), qui réaffirme les droits et les libertés énoncés dans la Déclaration française de 1789 et la Déclaration universelle de 1948. En *Guyane*, chacun se voit reconnaître les droits et libertés fondamentaux de la personne humaine sans aucune distinction (3). En *Côte d'Ivoire*, la Constitution (préambule) affirme l'attachement du pays aux principes démocratiques et aux droits de l'homme, tels qu'ils sont définis par la Déclaration française de 1789 et la Déclaration universelle de 1948. La Constitution de la *Jamaïque* dispose que chacun, dans le pays, peut jouir des droits fondamentaux de la personne humaine sans distinction d'aucune sorte (13). La Constitution du *Japon* garantit également la jouissance des droits fondamentaux de

l'homme (11-12). Au *Kenya*, toute personne jouit des droits et libertés fondamentaux de l'homme (14). La Constitution du *Laos* (préambule) reconnaît comme principes fondamentaux les droits de l'individu, en particulier le principe de l'égalité de tous devant la loi. Au *Libéria*, la Constitution exige le respect des droits naturels de l'homme (1). A *Madagascar*, la Constitution (préambule) se réfère expressément à la Déclaration universelle de 1948. La Constitution du *Malawi* dispose que chacun jouit des libertés et droits fondamentaux de l'individu (11). Au *Mali*, la Constitution (préambule) réaffirme les droits et libertés de l'homme consacrés par la Déclaration universelle de 1948. La Constitution de la *Mauritanie* (préambule) proclame l'attachement du pays aux principes démocratiques définis par la Déclaration française de 1789 et la Déclaration universelle de 1948. Au *Maroc*, la Constitution (préambule) souscrit aux principes, droits et devoirs découlant des chartes des organisations internationales dont le pays est membre. Le *Niger* (préambule) proclame son attachement aux principes démocratiques et aux droits de l'homme définis par la Déclaration française de 1789 et la Déclaration universelle de 1948. La Constitution du *Rwanda* garantit les libertés fondamentales définies par la Déclaration universelle de 1948 (13). La Constitution du *Sénégal* (préambule) reconnaît les droits définis par la Déclaration française de 1789 et par la Déclaration universelle de 1948; elle proclame également le respect des droits économiques et sociaux et les garantit. En *Sierra Leone*, la Constitution stipule que chacun se voit reconnaître les libertés et droits fondamentaux de la personne humaine (11). La *Somalie* affirme qu'elle respectera les dispositions de la Déclaration universelle de 1948 chaque fois qu'elles sont applicables (7). La Constitution du *Togo* (préambule) affirme l'attachement du pays aux principes démocratiques et aux droits de l'homme définis par la Déclaration universelle de 1948. En *Turquie*, d'après la Constitution, l'individu jouit des libertés et droits fondamentaux de l'homme, qui ne peuvent être limités que par la loi, conformément aux termes et à l'esprit de la Constitution (10). La Constitution de l'*Ouganda* accorde à chacun les libertés et droits fondamentaux de l'individu, sans aucune distinction (17). La Constitution de la *Haute-Volta* (préambule) proclame l'attachement du pays aux principes démocratiques et aux droits de l'homme définis par la Déclaration française de 1789 et la Déclaration universelle de 1948. Au *Royaume-Uni*, la protection des citoyens relève des lois ordinaires du pays, qui sont applicables également à tous. Dans la *République-Unie du Cameroun*, la Constitution affirme l'attachement du pays à la Déclaration universelle de 1948 et à la Charte des Nations Unies (1). Dans la *République-Unie de Tanzanie*, la Constitution (préambule) proclame que la dignité inhérente à l'homme et les droits inaliénables de tous les membres de la famille humaine constituent le fondement de la liberté, de la justice et de la paix;

\* Dans le présent chapitre, l'ordre dans lequel les différents pays sont énumérés est l'ordre alphabétique anglais.

<sup>2</sup> Les indications entre parenthèses renvoient aux articles pertinents de l'instrument mentionné, à savoir, sauf indication contraire, la constitution du pays intéressé.



elle proclame également l'intention du pays de sauvegarder et respecter les droits économiques et sociaux. La Constitution des *Etats-Unis d'Amérique*, qui repose sur l'héritage anglais et sur l'idée des droits naturels, prévoit un certain domaine de liberté dans lequel aucun gouvernement n'est en droit d'intervenir; ce domaine comprend traditionnellement les droits politiques et civils. En outre, du fait de la structure fédérale du pays, un grand nombre des droits économiques, sociaux et culturels

relèvent de la compétence législative des Etats constituants. En *Yougoslavie*, les libertés et les droits de l'homme et du citoyen font partie des rapports socialistes et démocratiques protégés par la Constitution (32). La Constitution du *Zaïre* (préambule) proclame l'attachement du pays à la Déclaration universelle de 1948. Enfin, la Constitution de la *Zambie* reconnaît à chacun le droit de jouir des libertés et droits fondamentaux de l'individu (13).

## Chapitre II\*

### DROITS SPÉCIFIQUES<sup>3</sup>

10. L'interdiction de la discrimination est l'un des principes fondamentaux qui touchent un grand nombre des droits spécifiques énoncés dans les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme. Ce principe sera donc examiné en premier.

11. On aborde souvent la question de l'interdiction de la discrimination par son corollaire, à savoir le principe de l'égalité de tous devant la loi, parfois accompagné de la mention expresse des distinctions de race, d'origine, de couleur, de croyance ou de sexe.

12. Parmi les pays qui interdisent la discrimination en proclamant simplement le principe de l'égalité de tous devant la loi figurent l'Albanie (14), l'Autriche (7), la Belgique (6), le Brésil (150), la Bulgarie (71), la République socialiste soviétique de Biélorussie (97), le Canada (Déclaration des droits, 1), le Chili (10), le Congo (1), le Costa Rica (33), Cuba (20), la Tchécoslovaquie (20), le Dahomey (13), la République populaire démocratique de Corée (11), la République démocratique du Viet-Nam (22), l'Égypte (24), El Salvador (150), la Finlande (5), la République démocratique allemande (6), la Grèce (3), Haïti (16), le Honduras (51), l'Indonésie (22), l'Iran (Constitution supplémentaire, 8), l'Irak (19), l'Irlande (40), Israël (Déclaration portant création de l'Etat d'Israël), l'Italie (3), la Côte d'Ivoire (6), le Liban (7), le Liechtenstein (31), le Luxembourg (11), Madagascar (préambule), la Mongolie (76), le Népal (10), les Pays-Bas (4), le Nicaragua (36), le Paraguay (51), le Pérou (23), le Portugal (5), la République de Corée (9), la Roumanie (17), le Rwanda (16), le Sénégal (7), la Somalie (3), la Suisse (4), la République arabe syrienne (7), la Tunisie (6), la Turquie (12), la République socialiste soviétique d'Ukraine (103), l'Union des Républiques socialistes soviétiques (123), les Etats-Unis d'Amérique (14<sup>e</sup> amendement), la Haute-Volta (6), l'Uruguay (8), le Samoa-Occidental (15), le Yémen (22) et le Zaïre (14).

13. Néanmoins, tout en proclamant le principe de l'égalité devant la loi, la constitution de certains pays interdit la discrimination en tant que telle. Parmi ces pays, on compte l'Afghanistan (25), l'Albanie (14), l'Algérie (10), l'Argentine (16), la Barbade (11), la Bolivie (6), la Birmanie (13), le Burundi (6), le Tchad (préambule), la Chine (86), Chypre (6), l'Equateur (25), l'Éthiopie (38), la République fédérale d'Allemagne (3), la Guinée (45), la Guyane (15), la Hongrie (49), l'Inde (15), la Jamaïque (24), la Jordanie (6), la Malaisie (8), Malte (46), le Népal (10), le Nigéria (28), la Pologne (69), la Sierra Leone (11), l'Espagne (2), Sri Lanka (29), la Trinité-et-Tobago (1), l'Ouganda (29), le Venezuela (61) et la Zambie (25).

\* Dans le présent chapitre, l'ordre dans lequel les différents pays sont énumérés est l'ordre alphabétique anglais.

<sup>3</sup> Voir ci-dessus la note 2 de bas de page.

#### A. — Le droit au travail

14. Un grand nombre de constitutions reconnaissent le droit au travail et, dans certains cas, le droit à l'emploi. En Afghanistan, le travail est considéré comme un droit et comme un devoir pour tout Afghan apte à travailler (37). En Albanie, le travail est à la fois un devoir et un honneur (13), et la Constitution garantit également le droit du travailleur à une rémunération proportionnelle à la qualité et à la quantité du travail fourni (25). La Constitution de l'Argentine reconnaît le droit de tous les habitants de travailler et d'exercer toute industrie licite (14); le travail jouit de la protection de la loi. En Bolivie le droit au travail est garanti (7), et le travail est considéré comme un devoir (156). En Bulgarie, le droit au travail est garanti par la planification nationale de l'économie et par le développement de la production; le travail est à la fois un devoir et une question d'honneur pour chaque citoyen (73). En Birmanie, la Constitution reconnaît le droit de tous les citoyens à avoir des chances égales en ce qui concerne l'accès aux fonctions publiques, l'occupation d'un emploi ou l'exercice d'un métier ou d'un commerce (14). Dans la République socialiste soviétique de Biélorussie, les citoyens jouissent du droit au travail, qui est garanti par l'existence de débouchés et droit être rémunéré en fonction de sa quantité et de sa qualité (93). La Constitution de la République centrafricaine (préambule), ainsi que celle du Tchad (préambule), stipule que le travail doit être protégé par la loi. Le Chili garantit la protection du travail; aucun travail ou entreprise ne peut être interdit, à moins qu'il ne soit contraire aux bonnes mœurs, à la sécurité publique, à la santé ou à l'intérêt national (10). En Chine, la Constitution proclame que le travail est une question d'honneur (16); elle garantit également le droit au travail et confère à l'Etat le devoir de créer des emplois (91). La Constitution de la Colombie considère le travail comme une obligation sociale et le place sous la protection spéciale de l'Etat (17); elle assure également la liberté de choix (39). La Constitution du Costa Rica (56) dispose que le travail est un droit de l'individu et un devoir envers la société; l'Etat doit veiller à ce que chacun ait un emploi équitablement rémunéré; la liberté de choix est garantie. Chypre reconnaît à chacun le droit d'exercer une profession ou de se livrer à une activité ou à une occupation quelconque (25). En Tchécoslovaquie (21), chacun a le droit de travailler et d'être rémunéré en fonction de la qualité et de la quantité de son travail; le droit à l'emploi est assuré par le système socialiste, qui garantit l'absence de chômage. Le Dahomey reconnaît le droit au travail (8). Dans la République populaire démocratique de Corée, le travail est un devoir et une question d'honneur pour le peuple coréen (16). Le Danemark n'admet aucune restriction au libre exercice par tous de toutes les professions autres que celles qui sont fondées sur l'utilité publique (74). L'Etat doit s'efforcer de fournir un emploi à tout citoyen apte au travail. Dans

la *République Dominicaine*, le droit au travail est garanti (11). L'*Equateur* assure également le droit à l'exercice de tout métier ou profession (28) et garantit en outre le droit à un travail rémunéré (61). En *Ethiopie*, le droit au travail est réaffirmé (47). La *Finlande* place le travail de tous les citoyens sous la protection spéciale de l'Etat (6). Le *Gabon* garantit le droit au travail (1). Dans la *République démocratique allemande* (15), le travail jouit de la protection de l'Etat; le droit au travail est garanti. La *République fédérale d'Allemagne* reconnaît le droit de choisir un métier ou une profession et le lieu de travail; le travail obligatoire est interdit, sauf dans le cadre des services publics. La *Guinée* reconnaît également le droit au travail (44). En *Haiti*, la liberté du travail doit s'exercer sous le contrôle de l'Etat et est régie par la loi (23). La Constitution du *Honduras* garantit la liberté de travail (92); elle affirme le droit de chacun au travail (123); chacun est en droit d'obtenir un emploi rémunéré (39). La Constitution de la *Hongrie* garantit le droit au travail et à une rémunération fondée sur la qualité et la quantité du travail; le respect de ce droit est assuré par le développement planifié des forces de production. En *Islande*, la liberté d'emploi n'est limitée en aucune façon (69). L'*Inde* reconnaît à chacun le droit d'exercer une profession ou de se livrer à une activité ou à une occupation quelconque (19). L'*Indonésie* reconnaît également le droit au travail (27). En *Irlande*, l'Etat a le devoir de veiller à ce que les citoyens puissent, par l'exercice d'une profession, subvenir de façon raisonnable à leurs besoins personnels (45). La Constitution de l'*Italie* affirme le droit au travail (4). Au *Japon*, chacun a le droit et le devoir de travailler (37). La Constitution de la *Jordanie* impose à l'Etat le devoir de s'assurer que chacun peut travailler conformément à ses aptitudes et de fournir des emplois en encourageant le progrès économique et en élevant le niveau de vie (6). Au *Liechtenstein*, le droit au travail est garanti (19). Il est également garanti au *Luxembourg* (11). La Constitution de *Madagascar* (préambule) dispose que le travail est un droit et un devoir pour tous. Au *Mali* (préambule), le droit au travail est reconnu, ainsi qu'à *Malte* (7). La Constitution du *Mexique* stipule que personne ne peut être empêché de se consacrer à la profession ou à la situation de son choix (4). La *Mongolie* (77) garantit le droit au travail et à une rémunération proportionnelle à la qualité et à la quantité du travail fourni; la jouissance de ce droit est assurée par le système socialiste de l'économie, qui donne à chacun la possibilité de travailler dans la mesure de ses capacités. Au *Maroc*, tous les citoyens ont un droit égal à travailler (13). Au *Panama*, le travail est un droit et un devoir, et l'Etat est tenu d'employer les ressources dont il dispose pour fournir des emplois et assurer des conditions de travail propres à garantir un niveau de vie décent (63). Le *Paraguay* reconnaît le droit de chacun d'exercer une profession sans autres conditions que ses qualifications (55); le travail doit jouir d'une protection spéciale (105). En *Pologne*, le droit des citoyens à un emploi contre une rémunération proportionnelle à la qualité et à la quantité du travail fourni est garanti (58); ce droit est assuré par la propriété sociale des moyens de production, par l'accroissement planifié des forces productives, ainsi que par la liquidation du chômage. Au *Portugal*, le droit au travail est reconnu dans les conditions prescrites par la loi (8); la Constitution garantit également la liberté de choix. La *République de Corée* (41) garantit le droit du citoyen à travailler et à choisir librement son emploi; le travail est un devoir pour tout citoyen, et l'Etat doit s'efforcer de fournir un emploi à tous dans des conditions équitables. La *Roumanie* (18)

affirme le droit au travail; à chaque citoyen est assurée la possibilité d'exercer une activité dans le domaine économique, administratif, social ou culturel, rémunérée selon sa quantité et sa qualité. En *Espagne*, la Charte proclame que tous les Espagnols ont le droit de travailler et le devoir de s'employer à des activités utiles à la société (24). Dans la *République arabe syrienne*, tous les citoyens ont le droit et le devoir de travailler (18). La Constitution de la *Turquie* proclame le droit de travailler (42). Dans la *République socialiste soviétique d'Ukraine*, la Constitution proclame le droit à un emploi garanti contre une rémunération proportionnelle à la qualité et à la quantité du travail fourni (98); ce droit est assuré par l'organisation socialiste de l'économie, par la croissance continue des forces de production et par l'abolition du chômage. La Constitution de l'*Union des Républiques socialistes soviétiques* proclame les mêmes principes (118). Dans la *République-Unie du Cameroun*, la Constitution (préambule) stipule que le travail doit être protégé par la loi. En *Uruguay* (53), le travail est placé sous la protection de la loi, et il est du devoir de chacun d'employer ses forces d'une façon qui soit utile à la communauté; l'Etat doit s'efforcer de donner à chacun, tout en accordant la préférence aux citoyens, la possibilité de gagner sa vie. La Constitution du *Venezuela* considère le travail comme un devoir (51); elle reconnaît également le droit de chacun au travail (84); l'Etat doit s'efforcer de trouver un emploi à chacun de façon à assurer une vie décente au citoyen; la liberté de choix ne doit pas être restreinte, si ce n'est par la loi. Au *Yémen*, tous les citoyens jouissent du droit au travail, et l'Etat doit s'efforcer de fournir des possibilités d'emploi (38). En *Yougoslavie*, la Constitution accorde à tous les citoyens le droit au travail (36); elle garantit que les conditions nécessaires à la jouissance de ce droit seront créées en développant les forces de production et en prêtant une plus grande attention aux intérêts des travailleurs.

15. L'interdiction du travail obligatoire constitue un aspect important du droit au travail. On trouve des dispositions à cet effet dans les Constitutions de la *Barbade* (19), de la *Birmanie* (19), de *Chypre* (10), de l'*Equateur* (61), d'*El Salvador* (155), de la *Guyane* (6), de l'*Inde* (23), de la *Jordanie* (13), du *Kenya* (16), de la *République arabe libyenne* (13), du *Malawi* (13), de la *Malaisie* (6), du *Mali* (préambule), de *Malte* (36), du *Mexique* (5), du *Népal* (13), du *Pakistan* (6), du *Pérou* (55), de la *République de Corée* (42), du *Rwanda* (40), de la *Sierra Leone* (15), de la *Somalie* (11), du *Samoa-Occidental* (8), de la *Yougoslavie* (36) et de la *Zambie* (16).

16. Outre qu'il proclame le droit au travail, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels reconnaît le droit de jouir de conditions de travail justes. Plusieurs constitutions contiennent des dispositions générales à cet effet. L'*Afghanistan* prévoit que la législation a le devoir de protéger les droits et les intérêts des travailleurs, de créer des conditions de travail convenables et d'assurer le libre choix de l'emploi (37). La Constitution de l'*Argentine* garantit des conditions de travail dignes et équitables (14). En *Chine*, l'Etat est tenu d'améliorer constamment les conditions de travail et de rémunération (91 et 92). La Constitution de la *République Dominicaine* stipule que la législation peut prévoir dans toute la mesure nécessaire l'assistance aux travailleurs et la protection de ces derniers (11). La Constitution de l'*Equateur* prévoit que la loi réglemente les questions relatives à l'emploi (64). En *Egypte*, l'Etat doit assurer aux travailleurs un traitement équitable (40). La Constitution

du *Honduras* prescrit des conditions de travail justes et satisfaisantes ainsi que la protection appropriée contre le chômage (123). En *Inde*, l'établissement de conditions de travail équitables fait partie de la politique de l'Etat (38). La Constitution de l'*Irlande* prévoit que l'Etat doit assurer la protection de la force et de la santé des travailleurs et que les jeunes enfants ne seront pas employés à des occupations qui ne conviennent pas à leur âge, à leur force ou à leur sexe. Au *Japon*, il est prévu que les normes relatives aux salaires, aux horaires de travail, aux périodes de repos et aux autres conditions de travail seront fixées par la loi (27). En *Jordanie*, l'Etat est tenu de protéger le travail et de prendre des mesures législatives en matière de conditions de travail (23). Au *Pakistan*, l'établissement de conditions de travail justes et humaines est considéré comme un des principes régissant l'action de l'Etat (8). Dans la *République arabe syrienne*, l'Etat doit protéger le travail (18). En *Turquie*, l'Etat doit protéger les travailleurs et favoriser l'emploi en adoptant des mesures d'ordre social, économique et financier visant à assurer à tous une existence décente et un emploi stable (42). Au *Venezuela* le travail est placé sous la protection spéciale de l'Etat (85).

17. Certaines constitutions prévoient des mesures spéciales pour combattre le chômage. Au *Brésil*, la sécurité de l'emploi est prévue, ainsi que l'octroi d'une indemnité suffisante aux travailleurs licenciés (158). La *Yougoslavie* affirme le droit des travailleurs sans emploi à la sécurité matérielle (36).

18. Par conditions de travail équitables, on entend également une juste rémunération. En *Argentine*, l'établissement d'un système de rémunération juste et l'institution d'un salaire minimal vital mobile est garanti (14). La *Bolivie* reconnaît également le droit à une rémunération équitable assurant une existence décente (7), et prévoit la création d'un système de salaires minimaux (157). Au *Brésil*, la Constitution énumère parmi les droits fondamentaux qui doivent être garantis un salaire minimal et les allocations familiales (158). Au *Costa Rica*, tout travailleur a droit à une rémunération lui permettant de vivre décemment, ainsi qu'à un salaire minimal (57). *Cuba* garantit également un salaire minimal (61). La Constitution de l'*Equateur* prévoit que la loi réglera la fixation de salaires de base et d'allocations familiales suffisantes pour répondre aux besoins essentiels du travailleur et de sa famille (64). Dans la *République démocratique allemande*, les salaires doivent être proportionnels au travail accompli et assurer un niveau de vie convenable (18). Au *Guatemala*, la Constitution prévoit également la fixation périodique d'un salaire minimal (114). En *Haïti*, la Constitution stipule que tout travailleur a droit à un juste salaire (24). En *Italie*, les rémunérations doivent être fixées en fonction de la qualité et de la quantité du travail accompli et doivent être suffisantes pour permettre aux travailleurs de mener une existence libre et digne (36). Au *Nicaragua*, la Constitution prévoit l'institution d'un salaire minimal (95). Au *Panama*, le salaire minimal est garanti (64). En *Espagne*, la Charte du travail (III) prévoit que le travailleur doit recevoir une rémunération suffisante pour mener une existence décente. Dans la *République arabe syrienne*, l'Etat doit garantir un juste salaire (18). En *Turquie*, la Constitution proclame la nécessité pour les travailleurs de recevoir des salaires décents (45). En *Uruguay*, la Constitution stipule que la loi doit reconnaître le droit de chacun à une juste rémunération (54). Au *Venezuela*, la Constitution prévoit également un

système de salaires minimaux et un niveau de rémunération décent (87).

19. Un grand nombre de constitutions garantissent le droit à une limitation de la durée du travail, au repos et aux loisirs. En *Albanie*, la jouissance de ce droit est assurée par une limitation des heures de travail, par l'institution des congés payés annuels et la création de maisons de repos (25). En *Argentine* également, la durée du travail est réglementée et des jours de repos et des congés payés sont prévus (14). En *Bolivie*, la Constitution stipule que l'Etat doit fixer la durée maximale de travail et elle confirme le droit à des jours de repos payés hebdomadaires et annuels (157). Au *Brésil*, la Constitution proclame que la journée de travail ne doit pas dépasser huit heures et que des périodes de repos hebdomadaires ainsi que des congés annuels doivent être prévus (158). En *Bulgarie*, la Constitution garantit le droit à une journée de travail limitée et à des congés payés annuels, ainsi que le droit de séjourner dans des maisons de repos (74). En *Birmanie*, l'Etat est tenu d'orienter sa politique de façon à assurer le droit au repos et aux loisirs (32). La *République socialiste soviétique de Biélorussie* prévoit le respect du droit au repos par la limitation de la journée de travail, par des congés payés annuels et la création de maisons de repos (94). La *Chine* affirme le droit au repos et aux loisirs (91-92). Au *Costa Rica*, le droit au repos hebdomadaire et aux congés payés annuels est assuré (57 et 59). En *Tchécoslovaquie*, la Constitution prévoit une politique de réduction progressive de la durée du travail et affirme le droit aux loisirs par la réglementation de la durée du travail et des congés payés (21). La *République populaire démocratique de Corée* prévoit une journée de travail de huit heures et des congés annuels rémunérés de 30 jours (16). Dans la *République démocratique du Viet-Nam*, le droit au repos est reconnu : la loi réglemente la durée du travail et des congés. Dans la *République Dominicaine*, la Constitution prévoit que l'Etat fixera la durée maximale de la journée de travail et déterminera les jours de repos et les congés (11). En *Equateur*, le soin de réglementer la durée du travail et les périodes de repos est confié à l'Etat (64). En *Egypte*, la fixation des horaires de travail, des périodes de repos et des vacances relève aussi de la compétence législative (40). La Constitution d'*El Salvador* stipule que le Code du travail doit déterminer la durée du travail, les périodes de repos et les congés payés (182). La *République démocratique allemande* reconnaît à chacun le droit au repos, aux loisirs et aux congés payés annuels (16). Au *Guatemala* les heures de travail sont limitées à 8 heures par jour et à 48 heures par semaine, et des périodes de repos et des vacances rémunérées sont prévues (114). En *Guinée*, la Constitution proclame le droit au repos (44). En *Haïti*, la Constitution assure le droit au repos et aux loisirs ainsi qu'aux congés payés annuels (24). Au *Honduras*, la durée maximale du travail est fixée à 8 heures par jour et à 48 heures par semaine (124). La *Hongrie* garantit le droit au repos pour les travailleurs, grâce à l'établissement de la durée du travail légale, aux congés payés et à l'organisation de maisons de repos et des loisirs (46). En *Italie*, la Constitution stipule que la durée maximale de travail sera fixée par la loi, et elle garantit l'institution d'un repos hebdomadaire et de congés payés annuels (36). En *Jordanie*, l'Etat est tenu de réglementer la durée du travail, le repos hebdomadaire et les congés payés (23). Le *Luxembourg* assure le droit au repos conformément à la législation (11). Le *Mali* reconnaît le droit au repos. A *Malte*, les horaires de travail ainsi que le droit au repos hebdomadaire et aux congés payés

doivent être prévus par la loi (14). La Constitution du *Mexique* limite la durée maximale du travail à 8 heures par jour et prévoit un jour de repos hebdomadaire (123). En *Mongolie*, le droit aux loisirs est assuré par la fixation à 8 heures par jour de la durée maximale de travail, par l'institution du repos hebdomadaire et de congés payés (78). Le *Nicaragua* prévoit un congé hebdomadaire obligatoire et des congés payés annuels de 15 jours (95). Au *Panama*, la durée du travail est limitée à 8 heures par jour et à 48 heures par semaine (69). La Constitution de la *Pologne* proclame le droit aux loisirs et au repos, qui doit être assuré par la réduction des horaires de travail, en appliquant les règles relatives à la durée du travail, fixée à 8 heures par jour au maximum, et aux congés payés annuels (59). En *Roumanie*, la Constitution affirme le droit aux loisirs, garanti par l'institution d'une journée de travail de huit heures au maximum, du repos hebdomadaire et des congés payés (19). La *Somalie* (36) prévoit un repos hebdomadaire et des congés payés annuels; la loi fixe les heures de travail. En *Espagne*, la Charte du travail (II) prévoit un repos hebdomadaire et des congés payés. La Constitution de la *République arabe syrienne* fait à l'Etat le devoir de garantir la limitation de la durée du travail. En *Turquie*, la Constitution affirme également le droit des travailleurs au repos hebdomadaire et aux congés payés annuels (44). La *République socialiste soviétique d'Ukraine* (99) et l'*Union des Républiques socialistes soviétiques* (119) garantissent le droit au repos et aux loisirs, en fixant à 7 heures la durée maximale de travail (elle est inférieure pour les travaux pénibles) ainsi qu'en prévoyant des congés payés annuels. La Constitution de l'*Uruguay* stipule que le droit de chacun à une limitation de la durée du travail et à un jour de repos hebdomadaire sera reconnu par la loi (54). Au *Venezuela*, la durée du travail doit être limitée à 8 heures par jour et à 48 heures par semaine; des périodes de repos hebdomadaires ainsi que des congés payés doivent être prévus, et la diminution progressive de la durée du travail doit être encouragée (86). En *Yougoslavie*, il est prévu que la semaine de travail doit être limitée à 42 heures et que les travailleurs ont droit à des périodes de repos quotidien et hebdomadaire et, selon les conditions déterminées par la loi, à des congés payés (37).

20. La reconnaissance du droit à une rémunération juste implique l'acceptation du principe d'une rémunération égale pour un travail de valeur égale, qui occupe une place particulière dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Bien que ce principe soit inhérent à un grand nombre de règles d'ordre général, il est toutefois mentionné expressément dans les Constitutions de l'*Albanie* (17), de l'*Argentine* (14), du *Brésil* (158), de la *Bulgarie* (71), de la *Birmanie* (15), du *Costa Rica* (52), de *Cuba* (62), de la *République populaire démocratique de Corée* (15), de la *République démocratique du Viet-Nam* (24), de l'*Equateur* (61), d'*El Salvador* (182), de la *République démocratique allemande* (18), du *Guatemala* (114), du *Honduras* (124), de l'*Inde* (38), de l'*Italie* (37), de *Malte* (15), du *Mexique* (123), du *Nicaragua* (95), de la *Pologne* (66), de la *Roumanie* (18), de la *Somalie* (36), de la *République socialiste soviétique d'Ukraine* (102) et de l'*Union des Républiques socialistes soviétiques* (122).

21. Le droit de former avec d'autres des syndicats et de s'affilier au syndicat de son choix est largement reconnu, souvent sous la forme du droit d'association. C'est le cas en *Afghanistan* (32). L'*Albanie* garantit expressément le droit de participation aux activités syndicales (21). En

*Algérie*, la Constitution affirme les droits syndicaux (20). De même, l'*Argentine* garantit le droit de former des syndicats ainsi que la liberté de négocier collectivement (14). La *Barbade* (21) ainsi que la *Belgique* (20) protègent le droit d'association. En *Bolivie* (7), le droit de former des syndicats est assuré (7); les dirigeants des syndicats sont protégés dans l'exercice de leurs fonctions (159). Le *Brésil* affirme le droit d'association (150). En *Bulgarie*, ce droit est protégé (87), sous réserve des considérations d'ordre public prévues par la Constitution. La *Birmanie* garantit la liberté d'association et le droit de former des syndicats et de s'y affilier (17). Dans la *République socialiste soviétique de Biélorussie*, le droit des travailleurs à s'unir dans les syndicats est reconnu (101). La *République centrafricaine* proclame le droit d'association dans le préambule de la Constitution. Le *Chili* garantit l'exercice du droit d'association (10). La *Chine* affirme la liberté d'association (87). Au *Congo*, la Constitution proclame et garantit le respect du droit d'association (préambule et 14). Le *Costa Rica* reconnaît le droit d'association (25) et le droit des citoyens de s'organiser librement pour obtenir des avantages économiques, sociaux ou professionnels (60). A *Cuba* (69), le droit d'association est affirmé, et l'autorité compétente dispose d'un délai de 30 jours pour accepter ou refuser l'enregistrement d'un syndicat (69). *Chypre* reconnaît le droit d'association, y compris le droit de s'affilier à un syndicat (21); cependant, nul n'est tenu d'adhérer à un syndicat. Le *Dahomey* reconnaît la liberté d'association (9). La Constitution de la *République populaire démocratique de Corée* prévoit la liberté d'association, y compris le droit de former des syndicats (13). Au *Danemark*, des associations peuvent être formées dans des buts légitimes sans autorisation préalable (78). Dans la *République Dominicaine*, l'organisation de syndicats n'est soumise à aucune restriction, si ce n'est aux principes établis dans la Constitution (11). En *Equateur*, le droit de former des syndicats sans autorisation préalable est garanti (64). En *Egypte*, le droit de créer des syndicats est garanti (41). *El Salvador* affirme le droit des travailleurs à s'associer librement pour protéger leurs intérêts (191). L'*Ethiopie* reconnaît le droit d'association sous réserve des conditions prescrites par la loi (45) et garantit expressément le droit de former des syndicats ou d'y adhérer librement (47). Dans la *République démocratique allemande*, tous les citoyens ont le droit de s'affilier à toute association qui lutte pour l'amélioration des conditions de travail (14); les décisions concernant la production, les salaires et les autres conditions d'emploi sont arrêtées avec la participation de tous les travailleurs et employés (17). La *République fédérale d'Allemagne* prévoit le droit de former des associations pour protéger et améliorer la situation économique et les conditions de travail (9). En *Grèce* (11), le droit d'association n'est restreint que pour les fonctionnaires ou les employés d'organismes semi-publics (11). Au *Guatemala*, la Constitution confirme le droit des citoyens de s'organiser pour protéger leurs intérêts (114). En *Guinée* (40 et 44), le droit d'association et en particulier le droit de former des syndicats ou de s'affilier à un syndicat est garanti (40 et 44). La *Guyane* proclame la liberté d'association, y compris le droit de créer des syndicats (13). En *Haïti*, les travailleurs peuvent protéger leurs intérêts par l'intermédiaire de syndicats (24). Le *Honduras* garantit la liberté d'association, à condition qu'elle ne soit pas préjudiciable à la sécurité de l'Etat ou aux bonnes mœurs (88); les travailleurs ont le droit de s'associer pour protéger leurs intérêts dans le cadre de la loi (124). En *Hongrie*, le droit syndical est reconnu (56). L'*Inde* reconnaît le droit de former des

associations ou des syndicats (19). En *Indonésie*, la liberté d'association est garantie (28). En *Iran*, la Constitution prévoit également le droit d'association dans la mesure où il ne nuit pas à l'ordre public (21). L'*Irlande* (40) ainsi que l'*Italie* (18 et 39) reconnaissent le droit de former des syndicats. A la *Jamaïque*, le droit d'association est garanti (23). Le *Japon* prévoit la liberté d'association (21) et le droit de tous de s'organiser et d'engager des négociations collectives (28). La *Jordanie* reconnaît le droit d'association (16). Le *Kenya* protège le droit de former des syndicats (24). Dans la *République khmère*, le droit d'association est reconnu (10). Au *Koweït*, la liberté de former des syndicats est assurée à l'échelon national (43); nul ne peut être obligé de s'affilier à un syndicat. Dans la *République arabe libyenne*, le droit de former des associations à des fins pacifiques est reconnu. Le *Liechtenstein* garantit la liberté d'association (41). Au *Luxembourg*, la Constitution prévoit que la loi garantit la liberté syndicale (11), dont l'exercice n'est pas soumis à autorisation préalable (26). Au *Malawi*, la liberté d'association et la liberté syndicale sont reconnues (53). La *Malaisie* reconnaît aussi le droit d'association, sous réserve des limitations établies par la loi. La Constitution (préambule) du *Mali* affirme le droit de former des syndicats. *Malte* protège la liberté d'association, notamment la liberté de former des syndicats (43). En *Mongolie*, les travailleurs ont le droit de s'associer pour former des syndicats (82). Les *Pays-Bas* reconnaissent également le droit d'association (9). La Constitution du *Nicaragua* stipule que des syndicats peuvent être créés à des fins légitimes (91). Au *Nigéria*, la Constitution garantit la liberté d'association et le droit de former des syndicats (26). Le *Pakistan* reconnaît la liberté d'association (6). Au *Panama*, le droit de former des syndicats est reconnu dans le seul but d'encourager le progrès économique et social (67). Le *Paraguay* (109), de même que le *Pérou* (27) garantissent la liberté d'association. Aux *Philippines*, le droit de former des associations à des fins légitimes ne peut être restreint (3). La *Pologne* garantit le droit d'association, y compris le droit syndical (72). Au *Portugal*, la Constitution proclame également la liberté d'association (8). La Constitution de la *République de Corée* affirme la liberté d'association (18), ainsi que le droit des travailleurs de former des syndicats pour négocier et agir sur une base collective (22), sauf dans le cas des fonctionnaires. La Constitution de la *Roumanie* confirme le droit de créer des syndicats (27). Au *Rwanda*, le droit de former librement des associations n'est soumis qu'à des formalités légales (19); le droit des travailleurs de former des syndicats de leur choix est reconnu (42). La Constitution du *Sénégal* (préambule) proclame le respect des libertés syndicales et les garantit; elle stipule également que les travailleurs peuvent appartenir au syndicat de leur choix (20). La *Sierra Leone* protège la liberté d'association, y compris le droit de former librement des syndicats (22). En *Somalie*, le droit de former des syndicats et de s'affilier à un syndicat est reconnu (13). En *Espagne*, la Charte (16) stipule que les Espagnols peuvent s'associer librement à des fins légitimes. En *Suisse*, le droit d'association est garanti (56). La Constitution de la *République arabe syrienne* stipule que l'Etat réglemente le droit de former des syndicats (18). Au *Togo*, la Constitution (préambule) protège les droits syndicaux. La *Trinité-et-Tobago* proclame le droit d'association (1), de même que la *Tunisie* (8). La *Turquie* reconnaît le droit de créer des syndicats et des fédérations sans autorisation préalable (46). Les Constitutions de la *République socialiste soviétique d'Ukraine* (106) et de l'*Union des Républiques socialistes soviétiques* (126)

garantissent le droit des travailleurs de s'associer dans le cadre de syndicats. La Constitution de l'*Uruguay* stipule que les lois doivent encourager l'organisation de syndicats (57). Au *Venezuela*, la création de syndicats n'est soumise à aucune autre restriction que celles qu'établit la loi afin d'assurer leur bon fonctionnement (91). Au *Samoa-Occidentale*, le droit de former des associations ou des syndicats est assuré (13). Le *Yémen* garantit le droit d'association (39). En *Yougoslavie*, la Constitution (préambule et II) confirme le droit des travailleurs de s'associer librement; c'est également le cas de celle du *Zaïre* (29). La *Zambie* proclame la liberté d'association (23).

22. Le droit de grève est affirmé expressément dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Dans certains cas, les fonctionnaires ou les employés de certains services publics ou services essentiels ne jouissent pas de ce droit. Le droit de grève est reconnu en *Algérie* (20) et en *Argentine* (14). En *Bolivie*, il est établi en tant que droit légitime (159). Au *Brésil*, l'exercice de ce droit est interdit dans certains services publics essentiels (157 et 158). Dans la *République centrafricaine* (préambule), le droit de grève doit s'exercer dans le cadre de la loi et ne doit pas porter atteinte à la liberté du travail. La *Colombie* reconnaît le droit de grève pour tous, sauf dans les services publics (18). La Constitution du *Congo* (préambule) proclame le droit de grève. Il est également reconnu au *Costa Rica* (61). A *Chypre*, l'exercice de ce droit doit être réglementé par la loi (27); les forces armées, la police et la gendarmerie n'ont pas le droit de grève. Le *Dahomey* reconnaît ce droit, qui doit s'exercer conformément aux conditions stipulées par la loi (9). La *République Dominicaine* reconnaît le droit de grève sauf pour les employés des services et établissements publics (11); il doit s'exercer conformément à la loi. L'*Equateur* reconnaît ce droit, sous réserve des règlements établis par la loi (14). Le droit de grève est également reconnu en *El Salvador* (192). Dans la *République démocratique allemande*, le droit de grève est garanti pour les syndicats (14). En *Grèce*, l'exercice de ce droit est interdit aux fonctionnaires et employés des organismes semi-publics (11). Au *Guatemala*, le droit de grève est reconnu et doit s'exercer conformément à la loi (114). La *Guinée* garantit le droit de grève (44). En *Italie*, ce droit doit s'exercer dans le cadre de la loi (18). A *Madagascar* (préambule), le droit de grève est reconnu pour la défense des intérêts professionnels et dans le cadre de la loi. Le *Mali* (préambule) confirme le droit de grève. La Constitution du *Mexique* dispose que les grèves sont légales lorsqu'elles visent à réaliser un équilibre juste entre les divers facteurs de production (123). Le *Maroc* garantit le droit de grève dans le cadre de la loi (14). A *Panama*, les grèves sont autorisées sous réserve de restrictions particulières dans les services publics (68). Le *Paraguay* garantit ce droit, mais seulement pour la défense des intérêts syndicaux (110). Au *Rwanda*, le droit de grève est reconnu, sauf aux fonctionnaires et aux employés d'organismes publics (42). La *Somalie* affirme ce droit, qui doit s'exercer dans les limites établies par la loi (27). Dans la *République-Unie du Cameroun* (préambule), le droit de grève doit s'exercer dans le cadre de la loi; il ne doit pas porter atteinte à la liberté du travail. En *Uruguay*, le droit de grève est reconnu, et son usage est réglementé par la loi (59). La Constitution du *Venezuela* stipule que le droit de grève peut s'exercer dans les conditions déterminées par la loi, en particulier dans le cas des services publics (92). Le *Zaïre* garantit l'exercice de ce droit, sauf par les membres des forces armées, de la police et de la gendarmerie (29).



## B. — Le droit à la sécurité sociale

23. La « sécurité sociale » englobe depuis un certain temps bon nombre des droits énoncés dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Ayant été étendue progressivement au soutien des revenus et à la protection de la santé et de la famille, elle a éliminé la nécessité d'adopter bon nombre des mesures requises pour assurer la jouissance du droit à un niveau de vie suffisant et à la protection de la famille ainsi que du droit pour toute personne de jouir du meilleur état de santé qu'elle soit capable d'atteindre. Il faut se souvenir que ces droits se recouvrent mutuellement si l'on veut se faire une idée claire des mesures prises dans chaque cas par les pays intéressés. Il convient donc de signaler que, par souci d'éviter des répétitions inutiles, les mesures énumérées à propos de la sécurité sociale ne sont pas citées de nouveau dans les sections relatives au niveau de vie, à la santé et à la protection de la famille. En outre, étant donné le caractère forcément général des dispositions constitutionnelles, on ne peut faire ici aucune distinction entre les divers éléments qui forment la notion complexe de sécurité sociale.

24. L'*Albanie* garantit par l'assurance sociale les moyens matériels de subsistance lors de la vieillesse et en cas de maladie et d'invalidité (25). En *Argentine*, la sécurité sociale assure des prestations dans le cadre de l'assujettissement obligatoire à une caisse de sécurité sociale et un système souple de prestations et de pensions de retraite (14). La *Bolivie* assure le droit à la sécurité sociale tel qu'il est défini par les dispositions constitutionnelles et législatives pertinentes (7); elle prévoit un système de sécurité sociale fondé sur une couverture générale des risques, englobant la maladie, la maternité, les accidents du travail, l'invalidité, la vieillesse, le chômage, l'aide aux familles et le logement (158). Au *Brésil*, la Constitution accorde aux travailleurs le bénéfice de la sécurité sociale pour le chômage, la protection de la maternité, la maladie, la vieillesse, l'invalidité, le décès et les accidents du travail (159). La *Bulgarie* garantit, grâce à l'assurance sociale et à l'aide médicale, le droit à la pension et aux prestations de maladie, d'accident, d'invalidité, de chômage et de vieillesse (75). La *Birmanie* a pour politique d'assurer le droit à des conditions décentes de subsistance en cas de vieillesse, de maladie ou d'incapacité (33). La *République socialiste soviétique de Biélorussie* garantit le droit à des conditions décentes de subsistance en cas de vieillesse, de maladie et d'invalidité, grâce à l'assurance sociale, à des services médicaux gratuits et à un réseau de stations thermales et climatiques ouvertes aux travailleurs (95). Le *Chili* garantit le droit à la sécurité sociale afin de donner à chacun un minimum de bien-être répondant à ses besoins propres et à ceux de sa famille (10). En *Chine*, les travailleurs ont droit à une assistance matérielle en cas de vieillesse, de maladie et d'invalidité (93). La Constitution de la *Colombie* proclame que l'aide publique est une fonction de l'Etat et qu'elle doit être accordée à tous ceux qui manquent de moyens de subsistance et sont incapables de travailler (19). Au *Costa Rica*, l'Etat doit assurer aux chômeurs la protection nécessaire (72); la sécurité sociale doit s'étendre aux travailleurs manuels et intellectuels en matière de maladie, d'invalidité, de maternité, de vieillesse, de décès et d'autres risques définis par la loi (73). A *Cuba*, la sécurité sociale constitue un droit inaliénable à la protection contre la maladie, l'invalidité, la vieillesse et le chômage ainsi qu'aux pensions de retraite et aux prestations versées aux survivants (65). La Constitution

de *Chypre* stipule que toute personne a droit à une existence décente et à la sécurité sociale (9). En *Tchécoslovaquie*, chacun a droit à la sécurité matérielle en cas de vieillesse et d'invalidité (23). Dans la *République populaire démocratique de Corée*, tous les citoyens assujettis à l'assurance sociale ont le droit de bénéficier de l'assistance matérielle prévue par le régime de sécurité sociale (17). Dans la *République démocratique du Viet-Nam*, les travailleurs ont droit à une assistance matérielle en cas de vieillesse, de maladie et d'invalidité (32); l'Etat doit développer progressivement les services d'assurance sociale, d'assistance sociale et de santé publique. Au *Danemark*, toute personne incapable de subvenir à ses propres besoins et à ceux de sa famille reçoit une aide de l'Etat (75). Selon la Constitution de la *République Dominicaine* (11 et 17), l'Etat est tenu d'encourager le développement progressif de la sécurité sociale afin de protéger chacun contre le chômage, la maladie, l'invalidité et la vieillesse. En *Equateur*, tous les habitants ont le droit d'être protégés contre les risques de chômage, d'invalidité, de maladie, de vieillesse et contre la perte du soutien de famille (65). En *Egypte*, l'Etat garantit que l'assurance sociale couvre les risques de vieillesse, de maladie, d'invalidité et de chômage (20). En *El Salvador*, la sécurité sociale est considérée comme un service social auquel il est obligatoire d'être affilié (186). La *République démocratique allemande* garantit des conditions décentes de subsistance en cas de maladie et de vieillesse; un système global d'assurance sociale vise à préserver la santé et la capacité de travail, protège la mère et l'enfant et subvient aux besoins en cas de vieillesse, d'invalidité, de chômage et d'autres risques. La *Guinée* proclame le droit à l'assistance sociale (44). En *Haïti*, chaque travailleur a droit au bénéfice de la sécurité sociale dans une mesure compatible avec le développement économique du pays (24). Au *Honduras*, toute personne a droit à la sécurité de ses moyens de subsistance en cas d'invalidité; la sécurité sociale doit s'étendre à la maladie, à la protection de la maternité, aux allocations familiales, à la vieillesse, aux orphelins, aux chômeurs, aux accidents de travail, aux maladies professionnelles et autres risques similaires (139). La Constitution de la *Hongrie* protège la santé des travailleurs et prévoit une assistance en cas de maladie ou d'invalidité (47); cette protection est accordée dans le cadre d'un système généralisé d'assurances sociales et de soins médicaux. En *Islande*, quiconque est incapable de subvenir à ses propres besoins et à ceux des personnes à sa charge peut bénéficier d'une aide de l'Etat (70). L'*Indonésie* prévoit que les pauvres et les enfants nécessiteux recevront une aide de l'Etat (34). En *Irak*, l'Etat garantit des services de sécurité sociale et une assistance en cas de vieillesse, de maladie et d'incapacité (16). En *Italie*, tout citoyen incapable de travailler et manquant de ressources a droit aux services d'aide familiale et d'assistance sociale (38); les travailleurs bénéficient d'une assurance sociale couvrant les accidents, la maladie, l'invalidité, la vieillesse et le chômage. La Constitution du *Japon* confère à l'Etat le devoir de promouvoir et de développer la protection et la sécurité sociales (25). Au *Koweït*, l'Etat garantit une aide aux citoyens en cas de vieillesse, de maladie ou d'incapacité (11); il leur assure sécurité sociale, assistance et services médicaux. Le *Liechtenstein* favorise l'assurance contre la maladie, la vieillesse et l'invalidité (26). Au *Luxembourg*, la législation doit pourvoir à la sécurité sociale et à la protection de la santé (11). A *Madagascar* (préambule), c'est à l'Etat qu'incombe la responsabilité d'assurer la santé et la sécurité matérielle de tous et en particulier des enfants, des mères et des vieux travailleurs.

La Constitution du *Mexique* prévoit que la loi devra, dans l'intérêt public, établir un système de sécurité sociale assurant une protection contre l'invalidité, le chômage, la maladie et d'autres risques (123). La *Mongolie* garantit le droit à des conditions décentes de subsistance en cas de vieillesse, d'invalidité, de maladie et de perte du soutien de famille (79). Aux termes de la Constitution du *Nicaragua*, l'Etat est tenu de créer un système de sécurité sociale pour protéger les travailleurs contre la maladie, l'invalidité, la vieillesse et le chômage (97). Au *Pakistan*, les Principes de politique disposent que chacun doit être protégé par une assurance obligatoire ou par d'autres moyens (8). Au *Panama*, toute personne a droit à des moyens de subsistance en cas d'invalidité (93); la sécurité sociale couvre la maladie, la protection de la maternité et de la famille, la vieillesse, les veuves et les orphelins, le chômage, les accidents de travail et les maladies professionnelles. Le *Paraguay* prévoit que la loi créera un système général de sécurité sociale pour protéger les travailleurs et leur famille, ainsi qu'un régime de protection sociale assorti de pensions de retraite (108). La Constitution de la *République de Corée* stipule que l'Etat doit promouvoir la sécurité sociale (30). La *Roumanie* garantit le droit à la sécurité matérielle en cas de vieillesse, de maladie et d'invalidité grâce à un système d'assurances sociales et à d'autres formes de protection (20). En *Somalie*, l'Etat a le devoir de promouvoir la sécurité et l'assistance sociales (37). En *Espagne*, la Charte assure la sécurité des travailleurs nécessiteux et reconnaît qu'ils ont droit à une assistance en cas de vieillesse, de décès, de maladie, de maternité, d'accident, d'invalidité, de chômage et autres risques similaires (28). En *Suisse*, la Constitution précise que la Confédération peut créer une assurance-maladie et une assurance-accidents et stipule que certaines catégories déterminées de citoyens doivent obligatoirement y être affiliées (34A); la Confédération est également habilitée à instituer un système d'assurance-vieillesse et d'assurance-décès ainsi qu'une assurance-invalidité (34C). La Constitution de la *République arabe syrienne* dispose que tous les citoyens et leurs familles ont le droit d'être assurés contre les accidents, la maladie, l'incapacité, la perte du soutien de famille et la vieillesse (19). La *Turquie* proclame que chaque individu a droit à la sécurité sociale (48). Les Constitutions de la *République socialiste soviétique d'Ukraine* (100) et de l'*Union des Républiques socialistes soviétiques* (120) garantissent toutes deux le droit à des conditions décentes de subsistance en cas de vieillesse, de maladie ou d'invalidité, ce droit devant être assuré par le développement de l'assurance sociale, les soins médicaux gratuits et la création de services hospitaliers. En *Uruguay*, la Constitution précise qu'un système général de retraite et de sécurité sociale sera organisé pour garantir à tous les travailleurs des pensions de retraite adéquates et une assistance en cas d'accident, de maladie, d'invalidité, de chômage et de décès (67). Le *Venezuela* prévoit un système de sécurité sociale qui englobera progressivement les accidents, la maladie, l'invalidité, la vieillesse, le chômage et la perte du soutien de famille (94). La *Yougoslavie* prévoit que les travailleurs doivent être assujettis à un régime uniforme de sécurité sociale qui sera établi par la loi pour assurer la protection de la santé et fournir des prestations de vieillesse et de décès (38); des dispositions seront également prises pour les autres catégories de citoyens.

### C. — Le droit à un niveau de vie suffisant

25. Le droit à un niveau de vie suffisant comprend : une nourriture suffisante; un vêtement et un logement

suffisants; les services sociaux; l'amélioration des conditions d'existence. Les trois premiers éléments sont de nature concrète; le quatrième, au contraire, a un caractère très large. L'amélioration constante des conditions d'existence est bien entendu l'un des objectifs principaux de chaque gouvernement, qui le poursuit par de nombreux moyens, mais surtout par des politiques économiques appropriées qui ne peuvent être analysées ici. Néanmoins, les autres éléments sont souvent abordés dans d'autres domaines des droits économiques, sociaux et culturels. La nourriture est un facteur essentiel. Les plans de sécurité sociale, de santé et d'éducation comportent souvent des services de santé et des services sociaux. Il s'ensuit que, comme dans les autres sections de la première partie de la présente étude, les normes constitutionnelles ne peuvent être mentionnées que sous leurs aspects les plus concrets, ce qui revient à dire que le droit aux services sociaux et particulièrement le droit à une amélioration constante des conditions d'existence ne sont cités que dans la mesure où ils ne sont pas traités dans d'autres rubriques.

26. En *Argentine*, l'Etat est chargé de faciliter aux familles l'obtention d'un logement décent (14). En *Bolivie* l'Etat doit s'efforcer d'améliorer les conditions d'existence de la famille en tant que groupe (158). La politique de la *Birmanie* est d'élever le niveau de vie (36). Au *Guatemala*, la Constitution stipule que l'Etat doit veiller à ce que le logement des travailleurs soit suffisant et réponde aux normes d'hygiène requises (115); il doit aussi encourager la construction de logements. Le *Japon* proclame le droit de chacun à un niveau de vie matérielle et culturelle minimal (25). Au *Pakistan*, les Principes de politique exigent de veiller au bien-être de la population en améliorant le niveau de vie (8); la nourriture, les vêtements et le logement doivent être fournis aux citoyens incapables de gagner leur vie du fait d'une invalidité, d'une maladie ou du chômage. En *Espagne*, la Charte du travail (III) prévoit une amélioration progressive du niveau de vie. La Constitution de la *Suisse* autorise la Confédération à prendre les mesures nécessaires au bien-être de la population et à la sécurité économique de tous les citoyens (31A). En *Turquie*, l'Etat doit procurer aux pauvres et aux familles économiquement faibles un logement décent (49) et une nourriture suffisante (52). La Constitution de l'*Uruguay* précise que chaque habitant a droit à un logement décent et que l'Etat doit s'efforcer d'assurer des conditions de logement salubres et économiques (45); en outre, chaque entreprise doit fournir à ses travailleurs une nourriture et un logement suffisants (56). Au *Yémen*, la Constitution fait à l'Etat le devoir d'assurer un niveau de vie suffisant en fournissant des aliments, des logements et des services médicaux, sociaux et culturels (12).

### D. — Le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale qu'elle soit capable d'atteindre

27. Les mesures prises pour assurer à toute personne le meilleur état de santé qu'elle soit capable d'atteindre le sont surtout dans le cadre des systèmes de sécurité sociale. Par ailleurs, un certain nombre de dispositions relatives à l'hygiène industrielle ont déjà été traitées à propos du droit au travail. On ne mentionnera donc ici que les mesures adoptées pour définir des politiques et créer des institutions.

28. Le droit à la santé comporte en particulier les éléments suivants : la diminution de la mortalité et de la mortalité infantile, ainsi que le développement sain de



l'enfant; l'amélioration de tous les aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène industrielle; la prophylaxie et le traitement des maladies épidémiques, endémiques, professionnelles et autres, ainsi que la lutte contre ces maladies; la création de conditions propres à assurer à tous des services médicaux et une aide médicale en cas de maladie. Comme c'est le cas pour beaucoup d'autres droits cependant, les dispositions constitutionnelles sont de caractère général et doivent être examinées dans leur ensemble.

29. En *Afghanistan*, l'Etat a le devoir de fournir, dans la limite de ses moyens, des services équilibrés destinés à prévenir et traiter les maladies (36). En *Albanie*, la Constitution dispose que l'Etat doit s'occuper de la santé de la population en créant et en supervisant les services sanitaires nécessaires (28). En *Bolivie*, l'Etat a l'obligation de protéger la santé de la population et d'assurer les moyens d'existence des personnes handicapées (158). Au *Brésil*, les travailleurs ont droit à l'assistance médicale, y compris l'hospitalisation et la médecine préventive (159). La *Bulgarie* garantit que la santé publique sera favorisée par l'Etat grâce à l'organisation de services de santé et à la diffusion de l'éducation sanitaire (81). En *Birmanie*, la politique de l'Etat est de contribuer à améliorer la santé publique (38). Au *Chili*, l'Etat a le devoir de favoriser la santé publique et la protection sociale (10). En *Tchécoslovaquie*, toute personne a le droit à la protection de la santé et aux soins médicaux (23). En *Egypte*, la protection de la santé est un droit dont doivent bénéficier tous les Egyptiens (42); il est garanti par la création des institutions nécessaires. La Constitution d'*El Salvador* stipule que l'Etat doit donner assistance aux malades nécessiteux et à tous les habitants, lorsqu'il s'agit d'empêcher la propagation des maladies transmissibles (206). En *Haïti*, chaque travailleur a droit à la protection de la santé dans la mesure compatible avec le développement économique du pays (24); en outre, l'Etat doit procurer une assistance médicale gratuite aux malades et s'efforcer d'empêcher la propagation des maladies contagieuses (182). L'*Irak* considère que la protection de la santé est un droit pour tous les Irakiens (36); on y pourvoit par la construction d'hôpitaux et d'établissements similaires. L'*Italie* assure la protection de la santé en tant que droit fondamental de l'individu et fournit une assistance médicale gratuite aux pauvres (32). Au *Japon*, il est du devoir de l'Etat de favoriser la santé publique (25). Au *Koweït*, l'Etat doit protéger la santé publique et prévoir les moyens propres à prévenir les maladies (15). Au *Liechtenstein*, l'Etat doit favoriser la santé publique et aider les organismes chargés de soigner les malades (18). Le *Nicaragua* assure l'assistance médicale aux travailleurs par l'intermédiaire d'organismes créés à cette fin (95). Au *Panama*, la protection de la santé publique est une des fonctions essentielles de l'Etat (92); celui-ci doit favoriser les activités visant à lutter contre les maladies contagieuses et la mortalité maternelle et infantile, à améliorer la nutrition et à assurer des soins médicaux aux écoliers, ainsi qu'à créer des hôpitaux et autres établissements similaires. Au *Paraguay*, tous les habitants ont le droit à la protection et à l'amélioration de la santé (93); la loi doit prévoir les moyens de fournir les soins nécessaires aux malades nécessiteux ainsi qu'aux handicapés et aux personnes âgées. En *Pologne*, le droit à la protection de la santé est garanti par le système de sécurité sociale (60). Dans la *République arabe syrienne*, l'Etat a le devoir de protéger la santé de ses citoyens et de garantir des soins médicaux (19). En *Turquie*, l'Etat a le

devoir de faire en sorte que chacun puisse mener une vie saine et recevoir les soins médicaux nécessaires (49). En *Uruguay*, l'Etat est tenu d'adopter, dans le domaine de la santé publique, toutes les mesures nécessaires pour améliorer les conditions physiques, morales et sociales de chacun (44). Au *Venezuela*, chacun a droit à la protection de la santé (76). Au *Yémen*, tous les citoyens ont droit à l'assistance médicale, assurée par la création et le développement progressif d'hôpitaux et autres établissements similaires (40).

#### E. — Le droit de la famille, de la mère et de l'enfant à la protection et à l'assistance

30. L'*Albanie* offre une protection spéciale à la mère et à l'enfant (17); l'Etat se soucie particulièrement du mariage et de la famille (19). L'*Algérie* considère la famille comme l'unité fondamentale de la société et la place sous la protection de l'Etat (17). La Constitution de l'*Argentine* stipule que l'Etat doit protéger la famille et pourvoir à son bien-être (14). En *Bolivie*, le mariage, la famille et la maternité sont également protégés par l'Etat (193). Le *Brésil* prévoit que la famille doit jouir de la protection des pouvoirs publics (167); la loi doit donner assistance aux mères, aux enfants en bas âge et aux adolescents. En *Bulgarie*, le mariage et la famille sont placés sous la protection de l'Etat (72); en outre, les femmes qui travaillent bénéficient de services spéciaux sous forme de crèches et de congés payés de maternité (72). En *Birmanie* la politique de l'Etat est de protéger les enfants en bas âge et les mères allaitantes (37). La *République socialiste soviétique de Biélorussie* protège elle aussi les intérêts de la mère et de l'enfant, en assurant à la mère des congés de maternité sans déduction de salaire et en créant des maternités, des crèches et des jardins d'enfants (97)<sup>4</sup>. Dans la *République centrafricaine* (préambule), le mariage et la famille sont considérés comme la base naturelle de la société et placés sous la protection spéciale de l'Etat. La *Chine* protège le mariage, la famille, la mère et l'enfant (96). Le *Congo* place le mariage et la famille sous la protection de l'Etat (11). Au *Costa Rica*, la famille, en tant que base naturelle de la société, jouit d'une protection spéciale (51). De même, *Cuba* assure la protection de la famille, de la mère et de l'enfant (43). C'est aussi le cas de la *Tchécoslovaquie* (26). La Constitution de la *République Dominicaine* prévoit que la famille doit bénéficier de la protection la plus large possible de l'Etat (15). En *Equateur* l'Etat reconnaît que la famille constitue l'unité fondamentale de la société (29); il protège la famille, le mariage et la maternité; l'enfant est protégé dès sa conception (30). L'*Egypte* garantit le renforcement de la famille et la protection de la mère et de l'enfant (19). En *El Salvador*, la famille est considérée comme l'élément fondamental de la société, et elle bénéficie de la protection spéciale de l'Etat (179); la Constitution stipule aussi que le Code du travail doit interdire le travail des enfants de moins de 14 ans et imposer des restrictions aux travaux qui pourraient être dangereux ou malsains pour les femmes et les enfants (182). La *République populaire démocratique de Corée* protège le mariage et la famille (23). Dans la *République démocratique du Viet-Nam*, l'Etat a le devoir de protéger les enfants, le mariage et la famille (24). Au *Gabon*, l'Etat garantit à la mère et à l'enfant, dans toute

<sup>4</sup> Des dispositions semblables sont énoncées dans les « Principes de base de la législation en matière matrimoniale et familiale dans l'Union des Républiques socialistes soviétiques et dans les Républiques de l'Union », du 27 juin 1968.

la mesure possible, la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs (1); le mariage et la famille constituent la base naturelle de la société et jouissent de la protection spéciale de l'Etat. Dans la *République démocratique allemande* (18 et 30), les femmes et les enfants bénéficient d'une protection spéciale dans le travail; le mariage et la famille, en tant qu'éléments fondamentaux de la vie de la collectivité, sont protégés par l'Etat; la maternité fait l'objet d'une attention particulière. Dans la *République fédérale d'Allemagne*, le mariage et la famille jouissent de la protection particulière de l'Etat (6); toutes les mères de famille ont droit au soutien et aux soins de la collectivité. La Constitution du *Guatemala* (85) dispose que l'Etat promulguera des lois visant à protéger la famille en tant qu'élément fondamental de la société; la mère et l'enfant feront l'objet d'une protection et d'une attention spéciales; des congés payés de maternité seront prévus et des restrictions spéciales seront apportées au travail des femmes et des enfants. Au *Honduras*, la famille, le mariage et la maternité sont placés sous la sauvegarde de l'Etat (109); celui-ci a le devoir de veiller à la santé physique, mentale et morale des enfants; la protection de l'enfance est une question d'intérêt public (118); des restrictions spéciales sont imposées au travail des femmes et des enfants (124); la maternité fait l'objet d'une attention particulière sous forme de congés payés de maternité et de périodes d'allaitement pendant le travail. En *Hongrie*, le mariage et la famille doivent être protégés (51); les intérêts de la mère sont sauvegardés par l'octroi de congés de maternité et par la création d'institutions veillant au bien-être de la mère et de l'enfant (50). En *Inde*, la protection de la famille est un des principes qui inspirent l'action de l'Etat (38). La Constitution de l'Irak considère la famille comme l'unité fondamentale de la société (52) et fait à l'Etat le devoir de protéger la mère et l'enfant (15). L'*Irlande* reconnaît que la famille est l'unité naturelle, première et fondamentale de la société (41); elle en garantit la protection. L'*Italie* voit dans la famille une association naturelle fondée sur le mariage (29); il faut donc protéger la maternité, l'enfance et la jeunesse, en favorisant et en encourageant la création et le fonctionnement des établissements nécessaires à cette fin (37). La Constitution du *Koweït* considère la famille comme la base même de la société (9); la loi doit préserver son intégrité et protéger les intérêts de la mère et de l'enfant. De même, la *République arabe libyenne* estime que la famille est la base de la société, et l'Etat en assure la protection (33). A *Madagascar* (préambule), la famille représente la base naturelle de la société. *Malte* impose des restrictions au travail des mineurs (17). Le *Mexique* interdit les travaux dangereux et malsains ainsi que le travail de nuit aux femmes et aux enfants et prévoit des congés payés de maternité ainsi que des périodes d'allaitement pour les mères qui travaillent (123). Le *Népal* interdit d'exposer la santé des enfants (19). Au *Nicaragua*, le mariage, la famille et la maternité sont placés sous la protection de l'Etat (76); des dispositions spéciales limitent le travail des femmes et des mineurs (95). Au *Pakistan*, les Principes de politique (8) interdisent l'emploi des femmes et des enfants à des travaux incompatibles avec leur âge et leur sexe; des allocations de maternité sont versées aux femmes qui travaillent. Le *Panama* protège le mariage, la maternité et la famille et garantit les droits des enfants jusqu'à leur adolescence (54); tout travail est interdit aux enfants âgés de moins de 14 ans et limité au-dessous de 16 ans (69); l'emploi des femmes et des mineurs à des travaux dangereux ou malsains est interdit; des congés payés de maternité sont prévus (71).

Au *Paraguay*, la Constitution reconnaît que la famille est l'élément fondamental de la société (81); la maternité est protégée par la loi (85); l'enfant est protégé dès sa conception; les mineurs font l'objet d'une législation spéciale et les droits de la mère sont préservés en cours d'emploi (106). En *Pologne*, le mariage et la famille sont placés sous la protection de l'Etat (67); la mère jouit d'une assistance et de soins spéciaux sous forme de congés de maternité, de crèches ainsi que d'autres services. Au *Portugal*, l'Etat veille à la fondation et à la protection de la famille, dont dépendent la cohésion et le développement de la population (12); il protège également la maternité (14). La *République de Corée* fournit des services spéciaux aux femmes et aux enfants qui travaillent (31). La Constitution de la *Roumanie* protège le mariage et la famille; elle prévoit aussi des congés de maternité (23). Au *Rwanda* la famille est considérée comme le fondement essentiel de la société (26). Au *Sénégal*, la famille constitue la base morale naturelle de la collectivité humaine et elle est placée sous la protection de l'Etat (14). La même politique est appliquée en *Somalie* (31). En *Espagne*, la Charte reconnaît et protège la famille en tant qu'institution naturelle et fondamentale de la société (22). En *Suisse*, la Confédération veille à la protection de la famille (34D). Dans la *République arabe syrienne*, la famille est considérée comme l'élément fondamental de la société et elle est placée sous la protection de l'Etat (20). La *Turquie* a une conception similaire, l'Etat devant adopter des mesures pour protéger la famille, la mère et l'enfant (35); les jeunes et les femmes qui travaillent jouissent d'une protection spéciale (43). Dans la *République socialiste soviétique d'Ukraine*, l'Etat protège la mère et l'enfant, offre aux femmes qui travaillent un congé payé de maternité et met à leur disposition des crèches et des services analogues (102). Dans la *République-Unie du Cameroun* (préambule), le mariage et la famille sont considérés comme la base naturelle de la société et placés sous la protection spéciale de l'Etat. La Constitution de l'*Uruguay* voit dans la famille la base de la société et elle stipule que l'Etat doit en assurer la stabilité morale et matérielle (40); elle dispose en outre que la loi doit prévoir les mesures nécessaires pour protéger l'enfance et la jeunesse contre l'abandon et l'abus (41), et elle précise que la maternité doit être protégée par la société (42); elle limite le travail des femmes et des jeunes de moins de 18 ans (54). Au *Venezuela*, l'Etat protège la famille en tant que noyau fondamental de la société (73); il assure la protection de la mère et de l'enfant (74) et veille aux besoins des femmes et des jeunes qui travaillent (93). Au *Yémen*, la famille est envisagée comme la base de la société (6); l'Etat doit en assurer le soutien et protéger la mère et l'enfant (13).

## F. — Le droit à l'éducation

31. En *Afghanistan*, l'éducation est un droit pour chaque citoyen et elle est fournie gratuitement par l'Etat (34); l'enseignement primaire est obligatoire. De même, la Constitution de l'*Albanie* stipule que l'enseignement primaire est gratuit et obligatoire (31). L'*Algérie* proclame le droit à l'éducation (10); l'enseignement est gratuit, obligatoire (18) et est dispensé sans discrimination. En *Belgique*, l'enseignement public est gratuit (17). La *Bolivie* affirme que chacun a le devoir d'acquérir au moins une éducation élémentaire (8); l'enseignement public est gratuit et, au niveau élémentaire, obligatoire (177). Au *Brésil*, l'éducation est un droit pour tous (168); l'enseignement est obligatoire et gratuit de 7 à 14 ans; au-delà de 14

ans, il est gratuit pour ceux qui ont les capacités nécessaires sans avoir les moyens. La *Bulgarie* reconnaît le droit à l'éducation (79); l'éducation primaire est gratuite et obligatoire. En *Birmanie*, l'Etat doit orienter sa politique de façon à ce que le droit à l'éducation soit effectivement exercé (33). La Constitution du *Burundi* pose le principe de la gratuité de l'éducation (16). La *République socialiste soviétique de Biélorussie* reconnaît le droit à l'éducation, qui est obligatoire pendant huit ans et gratuite à tous les niveaux (96). Dans la *République centrafricaine* (préambule), l'Etat a le droit et le devoir de créer les conditions fondamentales nécessaires pour garantir l'éducation. La Constitution du *Tchad* (préambule) déclare que l'éducation est gratuite. La *Chine* reconnaît le droit à l'enseignement gratuit (94). En *Colombie*, l'enseignement primaire est gratuit dans les écoles communales et obligatoire selon les conditions fixées par la loi (41). La Constitution du *Congo* stipule que chaque enfant a le droit à l'éducation (12). A *Cuba*, l'enseignement primaire est obligatoire pour les enfants d'âge scolaire (48); il est gratuit aux niveaux élémentaire et supérieur, à l'exclusion de l'enseignement préuniversitaire et universitaire spécialisé. A *Chypre*, la liberté de l'enseignement est garantie; l'enseignement primaire est gratuit et obligatoire (20). La Constitution de la *Tchécoslovaquie* proclame que tous les citoyens ont le droit à l'éducation (24); celle-ci doit être gratuite et obligatoire au niveau primaire. La *République populaire démocratique de Corée* reconnaît le droit à l'éducation, qui doit être générale et obligatoire au niveau élémentaire (18). La *République démocratique du Viet-Nam* reconnaît le droit à l'éducation; ce droit doit être graduellement appliqué par un régime d'enseignement obligatoire (33). Au *Danemark*, tous les enfants d'âge scolaire ont droit à l'enseignement primaire gratuit (76). Dans la *République Dominicaine* l'enseignement primaire est obligatoire (16); le premier et le deuxième cycles sont tous deux gratuits. L'*Equateur* garantit le droit à l'éducation (33); l'enseignement primaire et l'enseignement de base sont obligatoires, et gratuits s'ils sont publics. En *Egypte*, tous les citoyens jouissent du droit à l'éducation grâce à la création d'écoles communales (38). *El Salvador* confère à tous les habitants le droit et le devoir de recevoir une éducation de base (198); l'enseignement primaire est gratuit lorsqu'il est assuré par l'Etat. Le *Gabon* garantit le droit de chacun d'accéder à l'enseignement dans des conditions d'égalité (1); l'Etat a le devoir de dispenser un enseignement public gratuit. La *République démocratique allemande* reconnaît le droit de chaque citoyen à l'éducation (35); l'enseignement public est laissé à la compétence des Länder. En *Grèce*, l'enseignement primaire est obligatoire pendant au moins six ans et doit être fourni gratuitement par l'Etat (16). Le *Guatemala* garantit à chacun le droit à l'éducation (98); l'enseignement primaire est obligatoire dans les limites fixées par la loi (94). La Constitution de la *Guinée* affirme le droit à l'éducation (44). En *Haïti*, l'enseignement primaire est obligatoire et l'enseignement public est gratuit à tous les niveaux (29); l'enseignement supérieur est ouvert à tous. La Constitution du *Honduras* dispose que l'enseignement public doit être gratuit, et obligatoire au niveau primaire (150). La *Hongrie* assure le droit à l'éducation en fournissant un enseignement gratuit et obligatoire (48). En *Islande* les frais d'éducation et d'entretien doivent être pris en charge par l'Etat si les parents ne peuvent subvenir à l'éducation de leurs enfants (71). L'*Inde* interdit la discrimination en matière d'enseignement (29 et 30). En *Indonésie*, la Constitution stipule que chaque citoyen a le droit à l'éducation (31). L'*Iran*, dans la Constitution supplémen-

taire (18), garantit la liberté de l'enseignement. L'*Irak* reconnaît que l'éducation est un droit pour tous (33); l'Etat y veille par la construction d'écoles et d'établissements appropriés. En *Irlande*, l'Etat est tenu d'assurer un enseignement primaire gratuit (42); la liberté de choix est garantie. L'*Italie* prévoit un enseignement élémentaire gratuit pendant huit ans au moins (34). La Constitution du *Japon* proclame que chacun a le droit, dans des conditions d'égalité, de recevoir un enseignement correspondant à ses capacités (26). En *Jordanie*, l'Etat a le devoir d'assurer l'éducation dans les limites de ses possibilités (6); l'enseignement élémentaire doit être gratuit et obligatoire (20). La Constitution du *Koweït* reconnaît que l'éducation est une nécessité essentielle pour le progrès de la société (13); l'éducation est un droit pour tous les citoyens; elle doit être obligatoire et gratuite au stade élémentaire. Au *Liban* l'enseignement est libre pour autant qu'il ne soit pas contraire à l'ordre public ni à la morale (10). La *République arabe libyenne* assure à tous les Libyens le droit à l'éducation, l'Etat ayant le devoir de mettre à leur disposition des écoles publiques (28). Au *Liechtenstein*, l'Etat doit consacrer une attention particulière à l'éducation et à l'enseignement (15); l'enseignement obligatoire est gratuit dans les écoles publiques (16). Le *Luxembourg* stipule que l'Etat doit pourvoir à l'enseignement primaire gratuit et obligatoire (23). A *Madagascar*, la Constitution (préambule) déclare que tous les enfants ont le droit à l'éducation et que l'Etat doit se charger de l'enseignement public. A *Malte*, l'enseignement primaire est obligatoire et gratuit (11). Le même principe est consacré dans la Constitution du *Mexique* (3 VI). La *Mongolie* garantit le droit à l'éducation, l'enseignement étant donné gratuitement (80). Au *Maroc*, tous les citoyens ont droit à l'éducation (13). La Constitution du *Népal* stipule que l'enseignement est gratuit et obligatoire et doit être dispensé dès que possible (19). Le *Nicaragua* prévoit que l'enseignement élémentaire doit être obligatoire; il est gratuit dans les écoles publiques (100). Au *Pakistan*, les Principes de politique (8) fixent comme objectif l'élimination de l'analphabétisme et stipulent que l'enseignement gratuit et obligatoire doit être dispensé au plus tôt. Au *Panama*, l'enseignement élémentaire est obligatoire et l'éducation est gratuite jusqu'à l'école secondaire (78). Le *Paraguay* prévoit l'enseignement primaire obligatoire (89); toutes les écoles publiques sont gratuites. Au *Pérou*, l'enseignement primaire est obligatoire et gratuit (72); la gratuité de l'enseignement secondaire et supérieur doit être assurée progressivement. La *Pologne* proclame le droit à l'éducation (61); l'enseignement primaire est gratuit, universel et obligatoire. Au *Portugal*, l'éducation et l'instruction sont obligatoires (42); en outre, les écoles primaires et secondaires et les établissements d'enseignement supérieur sont à la charge de l'Etat (43). En *République de Corée*, tous les citoyens ont le droit de recevoir des possibilités égales d'éducation compatibles avec leurs capacités (27); l'enseignement élémentaire doit être gratuit et obligatoire. La *Roumanie* reconnaît le droit à l'éducation, qui doit être garanti par l'enseignement obligatoire et gratuit à tous les niveaux (21). Le *Rwanda* stipule que l'Etat crée les conditions nécessaires pour garantir l'éducation (31); la Constitution reconnaît aussi bien l'enseignement public que privé. Au *Sénégal*, l'Etat doit créer les conditions et les établissements permettant de dispenser l'éducation requise (16). La *Somalie* pourvoit à l'enseignement primaire gratuit (35). En *Espagne*, la Charte proclame le droit pour tous les Espagnols de recevoir éducation et instruction (5). Dans la *République arabe syrienne*, chaque citoyen a le droit à

l'éducation; l'enseignement primaire est gratuit et obligatoire (17). La *Trinité-et-Tobago* garantit le libre choix de l'éducation (1). En *Turquie*, il est du devoir essentiel de l'Etat de subvenir aux besoins d'éducation (50); l'enseignement primaire est obligatoire et gratuit. Dans la *République socialiste soviétique d'Ukraine* (101) et dans l'*Union des Républiques socialistes soviétiques* (121), tous les enfants ont le droit à l'éducation; ce droit est assuré grâce à un enseignement obligatoire pendant huit ans et grâce à des établissements d'enseignement supérieur, tous gratuits. La Constitution de la *République-Unie du Cameroun* (préambule) garantit que des écoles publiques seront mises à la disposition de la jeunesse. En *Uruguay*, l'enseignement primaire et l'enseignement moyen, agricole ou technique sont obligatoires et gratuits (70). Au *Venezuela*, l'enseignement est obligatoire dans les limites fixées par la loi (55); chacun jouit également du droit à l'éducation (78). Au *Yémen*, les écoles sont gratuites dans les limites prévues par la loi (35), tous les citoyens ont le droit à l'éducation, que l'Etat garantit en créant et en développant progressivement des établissements d'enseignement (36). En *Yougoslavie*, la Constitution prévoit que tous les citoyens ont le droit d'acquérir des connaissances et une formation dans n'importe quel type d'école (44); l'enseignement élémentaire est obligatoire pendant huit ans et la collectivité doit assurer les services nécessaires à cette fin. La Constitution du *Zaïre* interdit la discrimination dans le domaine de l'éducation (15 et 36); elle proclame que tous les citoyens jouissent du droit à l'éducation et de la liberté de choix; l'enseignement est gratuit (33).

## G. — Le droit de participer librement à la vie culturelle

32. Exception faite de la protection de la propriété intellectuelle, le droit de participer à la vie culturelle et aux progrès scientifiques est souvent considéré comme l'une des libertés fondamentales qui n'ont pas nécessairement à être définies juridiquement. Certains pays ont consacré ce droit dans leur constitution, mais bien d'autres n'ont pas jugé nécessaire de le protéger par des dispositions législatives.

33. En *Bolivie* (191), les monuments historiques et les objets archéologiques sont la propriété de l'Etat, qui est tenu de faire l'inventaire de tous ses avoirs culturels afin d'en assurer la garde et la conservation (191). Au *Brésil*, la Constitution stipule que les intérêts des inventeurs et des auteurs doivent être protégés par la loi (150). La *Colombie* prévoit également une protection de la propriété littéraire et artistique (35). Au *Costa Rica*, la Constitution protège la propriété littéraire, artistique et industrielle (47). L'*Equateur* garantit le libre accès à la culture (24) et la libre participation à la vie culturelle (28); le droit à la propriété intellectuelle est protégé. Au *Paraguay*, tout auteur, inventeur ou chercheur a un droit exclusif sur ses œuvres pendant une période fixée par la loi (58). La Constitution de la *Pologne* proclame que les citoyens ont le droit de jouir des réalisations culturelles et de participer au développement de la culture nationale (61). En *Espagne*, la Charte du travail (II) accorde aux travailleurs le libre accès à tous les bienfaits de la culture.

Blank page

---

Page blanche

**Deuxième partie**

**PAYS RELATIVEMENT PEU DÉVELOPPÉS**

Blank page

---

Page blanche

## Chapitre premier

### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

1. La deuxième partie de la présente étude a un double but : fournir un cadre théorique pour examiner le problème de la jouissance progressive des droits économiques, sociaux et culturels dans le contexte particulier des pays qui sont, relativement, peu développés<sup>1</sup> et présenter une évaluation critique des progrès réalisés par ces pays au cours des années 60, en vue d'atteindre les objectifs fixés par la Déclaration universelle des droits de l'homme et les instruments connexes, aux fins de tirer des conclusions et de formuler des recommandations en vue de rendre effective la jouissance de ces droits.

2. L'ampleur du problème traité dans la deuxième partie de l'étude est véritablement énorme. Plus des deux tiers de la population mondiale vivent dans les pays relativement peu développés. Bien que le cas de la Chine et des autres pays socialistes d'Asie et d'Amérique latine ne soit pas abordé dans cette partie de l'étude, nombre des observations qui y figurent s'appliquent également très bien à la situation qui règne dans les pays socialistes en voie de développement. Quel que soit leur système social et politique actuel, la plupart des pays peu développés ont en commun l'héritage de la colonisation et une économie sous-développée. Le niveau peu élevé du revenu par habitant, de la consommation de calories et du taux d'alphabetisation que l'on y enregistre explique également la faiblesse de leur niveau de vie, tant sur le plan matériel que culturel.

#### *Les trois critères de classement*

3. La partie du monde dont traite la présente section est d'une diversité considérable — qu'il s'agisse des races, des langues, des religions, des cultures, des structures sociales, des situations économiques, des niveaux de vie, des ressources, ainsi que des perspectives de développement et de réalisation des droits économiques, sociaux et culturels fondamentaux. Un examen général des conditions qui règnent dans la plupart des pays de cette partie du monde se justifie uniquement parce que la plupart d'entre eux sont pauvres, autrement dit que leurs niveaux de vie et de productivité sont bas par rapport à ceux des

régions les plus prospères du monde. Mais, même à cet égard, ils accusent des différences surprenantes : c'est ainsi que certains pays riches en pétrole d'Asie occidentale et d'Afrique septentrionale (Koweït, Qatar, Abou Dhabi et République arabe libyenne) ont un revenu par habitant de l'ordre de celui des pays occidentaux industrialisés. En ce qui concerne le développement technique, il existe des pays qui, comme l'Inde et le Brésil, ont atteint un niveau bien supérieur à celui de certains autres pays en voie de développement jouissant d'un revenu par habitant plus élevé. Si l'on adopte comme critère l'intégration sociale et nationale, ainsi que d'autres indices de développement, certains pays tels qu'Israël, le Liban et l'Uruguay sont à ranger plutôt dans la catégorie des pays les plus avancés<sup>2</sup>.

4. Outre les problèmes découlant de la diversité, toute tentative pour élaborer un système de classification se heurte également à ceux qui résultent des lacunes et des inexactitudes graves que présentent les renseignements statistiques. C'est tout particulièrement le cas pour les renseignements concernant les aspects sociaux et culturels du développement. Parmi les pays peu développés, il en est peu qui puissent fournir quelque chose « d'analogue à une série chronologique complète de données sur les changements dans la répartition du revenu des ménages et . . . , pour beaucoup de pays, des données statistiques même bien plus simples font entièrement défaut ou sont à ce point incertaines qu'il est pour ainsi dire impossible de les utiliser aux fins d'analyse »<sup>3</sup>. En outre, le fait que les renseignements disponibles ne sont pas commensurables rend toute comparaison encore plus difficile.

5. Pour remédier à certaines de ces difficultés, outre le questionnaire général qui a été envoyé à tous les pays, un questionnaire particulier a été adressé à tous les pays étudiés dans cette partie de la présente étude<sup>4</sup>; malheureusement, de façon générale, ou bien les réponses à ces questionnaires n'ont pas été reçues à temps ou bien elles étaient incomplètes. On s'est néanmoins efforcé d'inclure dans le corps de l'étude et dans les tableaux qui s'y rapportent les conclusions tirées des réponses.

6. Quelle que soit la diversité que présentent les pays peu développés et malgré l'insuffisance de leurs statistiques, les spécialistes des sciences sociales se sont efforcés de les

<sup>1</sup> Les termes « arriéré », « sous-développé », « en voie de développement », « tiers monde », « peu développé », ont été utilisés par différentes sources pour désigner la situation générale qui règne en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Il semble toutefois que dans le cadre de la présente étude, la dernière formule soit la plus juste, la plus appropriée. Tous les autres termes impliquent des hypothèses qui ne sont pas nécessairement vraies pour chacun des pays de ces trois continents. En revanche, l'expression « peu développés » semble être la plus neutre des formules mentionnées ci-dessus et laisse seulement entendre que les pays en question sont moins avancés que les pays les plus développés du monde industrialisé. Dans la présente partie de l'étude, d'autres formules pourront être employées à l'occasion de citations directes ou indirectes d'autres sources, mais de façon générale on utilisera l'expression « peu développé ».

<sup>2</sup> Pour un exposé concis des problèmes théoriques que pose la classification des pays sous-développés, voir T. Szentes, *The Political Economy of Underdevelopment*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1973, chap. I.

<sup>3</sup> Il s'agit là d'observations faites à propos de l'Asie, dans le *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970* [(publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.IV.13), p. 3], mais elles sont également valables pour tous les autres pays considérés dans la deuxième partie de la présente étude.

<sup>4</sup> Pour le texte des questionnaires, voir l'annexe I (sect. A et C) de la présente étude.



classer suivant de nombreux systèmes différents<sup>5</sup>. De façon générale, ces systèmes de classification ont eu trois objectifs distincts : la description, l'analyse et la prescription de politiques. Les systèmes descriptifs sont simples à concevoir et à appliquer. En revanche, les systèmes analytiques et ceux qui s'efforcent de recommander des politiques doivent s'appuyer sur une méthode de classement par types supposant un ensemble d'hypothèses définies avec précision et rigoureusement justifiées.

7. Dans la deuxième partie de la présente étude, nous utiliserons un système de classification triple qui correspond en gros aux trois catégories de droits qui nous intéressent, c'est-à-dire aux droits économiques, sociaux et culturels :

a) *Critères économiques*. Le revenu par habitant que l'on utilise ici constitue l'indice le plus simple et le plus communément admis du niveau de capacité et de performance économique d'un pays. Bien que dans d'autres cas il puisse ne pas convenir, le revenu par habitant permet de comparer le niveau de performance, dans d'autres domaines, de pays qui ont atteint un stade analogue sur le plan du développement matériel. On distinguera à cet égard six catégories :

Type économique I : groupe des pays où le revenu par habitant atteint ou dépasse 500 dollars

Type économique II : groupe des pays où le revenu par habitant se situe entre 400 et 499 dollars

Type économique III : groupe des pays où le revenu par habitant se situe entre 300 et 399 dollars

Type économique IV : groupe des pays où le revenu par habitant se situe entre 200 et 299 dollars

Type économique V : groupe des pays où le revenu par habitant se situe entre 100 et 199 dollars

Type économique VI : groupe des pays où le revenu par habitant est égal ou inférieur à 99 dollars

A sa troisième session tenue récemment à Santiago (Chili) en 1972, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a désigné, parmi les pays dont le revenu par habitant est le plus faible, 25 pays devant bénéficier d'une attention et d'une assistance particulières. Trois catégories de critères ont présidé au choix : il fallait que ces pays aient un PIB par habitant inférieur à 100 dollars, que la part de leur PIB provenant des industries manufacturières soit inférieure à 10 % et que leur taux d'alphabétisation ne dépasse pas 20 %<sup>6</sup>. Il est bien évident que le revenu par habitant ne renseigne aucunement sur l'ancienneté du pays, son raffinement culturel, la répartition des richesses et du revenu nationaux, les garanties sociales et politiques offertes pour la protection des droits fondamentaux de la personne humaine et qu'il n'indique pas non plus le degré d'autonomie atteint pour entretenir la croissance économique. C'est pourquoi, pour arriver à situer, même de façon imprécise, le stade de développement économique atteint par un pays, il convient d'utiliser, outre le revenu par habitant, certains autres critères tels que la structure de la répartition de la main-d'œuvre par secteur, l'importance de l'épargne et des investissements

par rapport au revenu national et le taux d'accumulation de capital.

b) *Critères sociaux*. Le taux d'alphabétisation et l'espérance de vie constituent les indicateurs les plus simples et les plus communément admis du niveau de développement social atteint par un pays. Comme le revenu par habitant, ces critères sont tout à fait insuffisants pour effectuer une analyse plus subtile, mais, plus que tous autres indicateurs, le taux d'alphabétisation et l'espérance de vie permettent de classer et de comparer des pays qui ont atteint un niveau de développement social analogue. En premier lieu, le taux d'alphabétisation permet plus ou moins de déterminer quelle proportion de la population d'un pays peut désormais, grâce à son aptitude à lire et à écrire, utiliser un système national de communication moderne<sup>7</sup>. En second lieu, le taux d'alphabétisation reflète plus ou moins le niveau d'intégration nationale. Dans les pays peu développés où il existe une grande variété de groupes ethniques et de langues, l'intégration nationale constitue un processus extrêmement important pour mobiliser les ressources humaines au service du développement. En dernier lieu, le taux d'alphabétisation est assez étroitement lié aux autres critères de développement social et politique et peut donc être utilisé pour déterminer en gros dans quelle mesure la population a accès aux services sociaux et participe à la vie politique du pays. Aux fins de la présente étude, les pays peu développés seront divisés en cinq groupes, suivant le taux d'alphabétisation qu'ils ont atteint :

Type I : groupe des pays où le taux d'alphabétisation atteint ou dépasse 80 %

Type II : groupe des pays où le taux d'alphabétisation se situe entre 60 et 79 %

Type III : groupe des pays où le taux d'alphabétisation se situe entre 40 et 59 %

Type IV : groupe des pays où le taux d'alphabétisation se situe entre 20 et 39 %

Type V : groupe des pays où le taux d'alphabétisation est égal ou inférieur à 19 %

L'espérance de vie, en revanche, reflète en gros les conditions sanitaires qui règnent dans l'ensemble d'un pays. Elle s'échelonne entre 20 et 30 ans dans certains pays africains et atteint ou dépasse 70 ans dans quelques pays avancés d'Amérique latine. On peut, en utilisant cet indicateur, proposer la classification suivante :

Type I : groupe des pays où l'espérance de vie atteint ou dépasse 70 ans

Type II : groupe des pays où l'espérance de vie se situe entre 60 et 69 ans

Type III : groupe des pays où l'espérance de vie se situe entre 50 et 59 ans

Type IV : groupe des pays où l'espérance de vie se situe entre 40 et 49 ans

Type V : groupe des pays où l'espérance de vie est égale ou inférieure à 39 ans

c) *Critères culturels régionaux*. Ce troisième type de classification est fondé sur l'hypothèse d'une région culturelle. Nous supposons que certains pays d'une région donnée sont assez proches culturellement (étant donné

<sup>5</sup> Pour une analyse de certaines des principales tentatives qui ont été faites pour classer les sociétés par types, voir C. E. Black, *The Dynamics of Modernization: a Study in Comparative History*, New York, N. Y., Harper and Row, 1966. Pour une analyse des problèmes théoriques qu'implique la comparaison de nations, voir les textes réunis par R. L. Merritt et S. Rokkan, *Comparing Nations: the Use of Quantitative Data in Cross-National Research*, New Haven, Conn., Yale University Press, 1966.

<sup>6</sup> Voir ci-dessous par. 72 et tableau II.24.

<sup>7</sup> Les théoriciens de la communication attachent, à juste titre, beaucoup d'importance à ce phénomène, car un individu découvre un horizon totalement nouveau lorsque, grâce au matériel imprimé, il entre en contact avec un monde beaucoup plus vaste que le sien. Voir K. Deutsch, *Nationalism and Social Communications*, édition révisée, Cambridge (Mass.), Massachusetts Institute of Technology, 1965.

leur religion, leur langue, leur art, leurs mythes et leur folklore, leur conscience historique, etc.) pour qu'à certains égards on soit en droit d'estimer qu'ils constituent un groupe. Notre propos ici est naturellement de déterminer dans quelle mesure les droits économiques, sociaux et culturels sont effectifs. On est parti du principe que ces droits sont garantis (en particulier dans le cas des pays peu développés) non par des règlements et la sanction officiels, mais par les mécanismes sociaux et culturels officieux qu'une société élabore au cours de longues années de vie communautaire. C'est pourquoi un découpage par région culturelle des pays peu développés peut se prêter à des généralisations concernant chaque région culturelle qui risquent de ne pas être également valables pour les autres régions. Aux fins de cette classification, on a choisi comme critères la religion et la langue comme étant les plus simples et les plus communément admis. On a ainsi identifié quatre grandes régions culturelles :

- i) L'Afrique du Nord et l'Asie occidentale — le monde islamique;
- ii) L'Asie méridionale et orientale — le monde hindouiste et bouddhiste;
- iii) L'Amérique centrale et l'Amérique du Sud — le monde catholique latin;
- iv) L'Afrique au sud du Sahara — le monde religieux syncretique.

8. Le tableau II.1 présente les données de base utilisées pour ce classement des pays peu développés suivant les trois catégories de critères définies ci-dessus. Il contient les dernières statistiques disponibles sur le revenu par habitant, le taux d'alphabétisation, l'espérance de vie et la composition linguistique et religieuse et, le cas échéant, ethnique et raciale<sup>8</sup> de la population. Les pays sont classés dans les quatre catégories de régions culturelles mentionnées ci-dessus, au paragraphe 7<sup>9</sup>, et chacun d'eux occupe la place qui est la sienne dans les catégories économiques et sociales définies ci-dessus dans le même paragraphe. Ce tableau complexe fait donc apparaître la diversité considérable des pays peu développés, eu égard à la variété de leur situation économique, sociale et culturelle différente.

9. Il s'agit certes d'un classement quelque peu simpliste des pays peu développés, mais il semble que cette solution soit la plus pratique. Quelques mots de mise en garde s'imposent néanmoins. En premier lieu, les variables sur lesquelles se fonde ce classement ne fournissent, dans la meilleure hypothèse, que des indications. On a déjà fait remarquer que le revenu par habitant donne seulement une idée du niveau de développement matériel qu'un pays peut avoir atteint, mais qu'il ne renseigne pas sur les perspectives de croissance ni sur la répartition des richesses et du revenu nationaux. Le taux d'alphabétisation reflète peut-être encore moins bien le degré de développement social et doit être complété par d'autres données telles que : la proportion d'enfants inscrits aux différents

<sup>8</sup> Quoique l'auteur rejette la notion de race et les relations ethniques qu'elle implique, il n'a pas pu ne pas s'y référer dans la rédaction de la présente étude, du fait de la nature des préjugés et de la discrimination elle-même. Les mots « Européen », « Asiatique », « Africain » et « mixte » désignent les types raciaux « Blanc », « Asiatique », « Noir » et « métis »; ils ne se rapportent qu'à l'origine des groupes et ne préjugent nullement de leur statut.

<sup>9</sup> Certains pays tels que l'Indonésie, la Mauritanie, le Pakistan, la Somalie et le Soudan ne se rangent pas aussi facilement que d'autres pays islamiques dans même région géographique. Ils ont, malgré tout, été classés dans le monde islamique (Asie occidentale et Afrique du Nord).

niveaux de l'enseignement, les programmes scolaires, le contenu de l'enseignement dispensé, l'espérance de vie, le nombre de lits d'hôpitaux pour 1 000 habitants, le nombre de médecins et d'infirmières pour 1 000 habitants, ainsi que des données sur la répartition de la richesse et des revenus ainsi que sur les chances offertes — tous renseignements qui donneront une image plus complète des différents facteurs d'inégalité sociale, sur le plan de l'enseignement, des soins médicaux et de façon générale. Ces renseignements sont communiqués dans les chapitres pertinents de la présente partie de l'étude, tandis que pour simplifier la présente classification, on n'a retenu que quelques variables fondamentales. On a toutefois fait figurer des données sur l'espérance de vie qui permettent d'évaluer la situation générale de la santé publique et peuvent être comparées aux autres données principales qui figurent dans le tableau II.1.

10. On constatera que le tableau II.1 ne renseigne pas sur le niveau des engagements éventuellement contractés par un pays pour assurer progressivement la jouissance des droits culturels, économiques et sociaux. La valeur des dirigeants politiques d'un pays et leur attachement à la cause de la justice sociale déterminent pour une large part la stratégie que celui-ci choisit pour assurer la jouissance de ces droits. La stratégie du développement économique que choisissent ses dirigeants, les valeurs sociales, politiques et autres qu'ils défendent, le degré de participation du public en général et l'œuvre de consolidation nationale qu'ils réalisent en associant le public à la poursuite de leurs objectifs, la générosité et l'humanité de leurs buts et objectifs sont autant d'éléments qui ont une influence profonde sur la qualité de la vie sociale, économique et culturelle des citoyens de ce pays. Les décisions prises en matière de politique agraire, la nature et le degré du développement industriel, le choix des techniques, le rôle du secteur privé vis-à-vis du secteur public, la politique des revenus (le cas échéant), la politique de développement social (le cas échéant), les mécanismes et les méthodes de planification, etc., sont autant d'éléments qui influent directement sur la qualité de la direction politique et les efforts que lesdits dirigeants sont prêts à déployer en vue de la réalisation des droits sociaux, économiques et culturels. La répartition du budget de l'Etat peut donner quelques indications sur la position de chaque pays à l'égard de ces problèmes. Les progrès que chacun d'eux a accomplis au cours des années 60 dans les principaux domaines traités dans la présente étude apporteront d'autres éclaircissements. En fin de compte, il faudra, toutefois, examiner la position d'un pays donné, à cet égard, dans le contexte de sa situation propre.

11. Les données relatives à la composition religieuse, linguistique et ethnique d'une population ne révèlent rien sur nombre d'autres aspects de sa situation culturelle. C'est un fait bien connu que le degré de développement culturel d'un pays, tel qu'il se reflète dans la longueur de son histoire attestée, le développement de sa langue et de sa littérature, la force de ses institutions sociales et la subtilité des règles sociales qu'il a érigées pour résoudre les conflits (par exemple, la tradition qui veut que la famille chinoise tienne de longues discussions pour résoudre des conflits familiaux d'ordre interne), n'est pas étranger à la façon dont les droits fondamentaux de l'homme sont protégés dans cette société. On peut affirmer qu'un pays doté d'une longue histoire et d'un haut degré de culture, mais possédant un faible revenu par habitant, est parfois mieux à même de protéger ces droits dans

TABLEAU II.1

Classification des pays et territoires peu développés selon trois types de critères (économiques, sociaux et culturels)

## LE MONDE ISLAMIQUE

## ASIE OCCIDENTALE ET AFRIQUE DU NORD

	Revenu par habitant <sup>a</sup>	Taux d'alpha- bétisation <sup>a</sup>	Espérance de vie <sup>a</sup>	Groupes religieux (en pourcentage de la population)	Groupes ethniques ou linguistiques (en pourcentage de la population)
Afghanistan .....	VI	V	V	Musulman sunnite (80+) Musulman chiite (20+)	Poushtou (50+) Tadjik Hazarah
Algérie .....	IV	V	III	Musulman sunnite (89) Chrétien (11)	Arabe (72) Berbère (14) Français (14)
Arabie Saoudite .....	III	..	IV	Musulman sunnite	Arabe
Bahreïn .....	II	IV	..		
Egypte .....	V	IV	III	Musulman sunnite (89) Musulman chiite (2) Chrétien (9)	Arabe
Emirats arabes unis .....	I	..	..		
Indonésie .....	V	III	IV		
Irak .....	III	IV	III	Musulman chiite (50+) Musulman sunnite (50-) Chrétien (3)	Arabe (80) Kurde (18)
Iran .....	I	III	III	Musulman chiite (94 <sup>b</sup> ) Musulman sunnite (4) Chrétien, juif Zoroastrien Autres	Perse (67+) Turc (15+) Kurde (7+) Autres
Jordanie .....	IV	IV	III	Musulman sunnite (94) Chrétien (6)	Arabe
Koweït .....	I	III	II		
Liban .....	I	I	..	Musulman sunnite (21) Musulman chiite (15) Maronite (29) Chrétien (6) Autres (25)	Arabe
Maroc .....	V	IV	III	Musulman sunnite (93) Chrétien (6)	Berbère (60+) Arabe (30+) Français (6)
Mauritanie .....	V	V	IV		
Oman .....	IV	..	..		
Pakistan .....	V	V	III	Musulman (85,9) Hindou (12,9) Chrétien (0,7) Bouddhiste (0,4)	Bengali (54,4) Pendjabi (27,6) Pachto (6,6) Sindhi (5,1) Ourdou (3,2) Beloutche (1,2)
Qatar .....	I	..	..		
République arabe libyenne .....	I	IV	III	Musulman sunnite (94) Chrétien (6)	Arabe (94) Italien (6)
République arabe syrienne .....	IV	IV	III		
Sahara espagnol .....	IV	..	..		
Somalie .....	IV	..	V	Musulman (99) Protestant (moins de 1) Catholique (moins de 1)	Africain (99,55) Européen (0,45) Autres, non africains (petit nombre) Autres et inconnu (1)
Soudan .....	V	V	IV		Arabe (70) Nilote et Nigro (30)
Tunisie .....	IV	IV	III	Musulman sunnite (91) Chrétien (7)	Arabe, Berbère Français (7)
Turquie .....	III	III	III		
Yémen .....	IV	V	IV		
Yémen démocratique .....	V	V	IV		
<i>Autres pays de la région</i>					
Chypre .....	I	II	II		
Israël <sup>c</sup> .....	I	I	I	Juif (50) Musulman sunnite (12) Chrétien (3)	Hébreu (environ 54) Arabe (environ 12) Yiddish (environ 10)

TABLEAU II.1 (*suite*)  
LE MONDE HINDOUISTE ET BOUDDHISTE  
ASIE MÉRIDIONALE ET ORIENTALE

	<i>Revenu par habitant<sup>a</sup></i>	<i>Taux d'alpha- bétisation<sup>a</sup></i>	<i>Espérance de vie<sup>a</sup></i>	<i>Groupes religieux (en pourcentage de la population)</i>	<i>Groupes ethniques ou linguistiques (en pourcentage de la population)</i>
Bhoutan .....	VI	..	..		
Birmanie .....	VI	II	V	Bouddhiste (82) Musulman (7) Hindou (5) Chrétien (2)	Birman (75) Indien (9) Chinois (5) Karens Chan Chin Kachin (5) Autres (6)
Brunéi .....	I	III	..		
Fidji .....	III	..	..		
Hongkong .....	I	II	I		
Inde .....	V	IV	III	Hindou (85) Musulman (9,9) Chrétien (2,3) Sikh (1,7) Jaïn (0,4)	Ourdou Hindi Pendjabi (42) Télougou (9,3) Maharatte (7,6) Tamil (7,4) Bengali (7) Goujarati (4,6) Canara (4,1) Malayalam (3,8) Oriya (3,7) Assamais (1,4) Laotien (95) Khmer Annamite
Laos .....	V	V	III	Bouddhiste (85)	
Malaisie .....	III	III	IV		
Maldives .....	VI	..	..		
Népal .....	VI	V	V		
Philippines .....	IV	II	III	Chrétien (93) Musulman (4)	Chinois malais Espagnol
République de Corée .....	IV	IV	..		
République du Viet-Nam .....	V	..	III	Bouddhiste } Confucéen } (85) Musulman (2) Chrétien (1)	Annamite (85) Khmer Chinois Malais
République khmère .....	V	III	III	Bouddhiste (85)	Khmer (85) Annamite Laotien Chinois malais
Singapour .....	I	II	II		
Sri Lanka .....	V	II	II	Bouddhiste (64,4) Hindou (19,9) Chrétien (8,8) Musulman (6,7)	Cinghalais (61,4) Tamil (23,3) Cinghalais et Tamil (8,7) Anglais et Cinghalais (2,9) Anglais, Cinghalais, Tamil (1) Anglais (0,2) Thaïs (85) Karens Khmer Malais, Chinois (9,5)
Thaïlande .....	V	II	III	Bouddhiste (94) Musulman (3)	

LE MONDE CATHOLIQUE LATIN  
AMÉRIQUE CENTRALE ET AMÉRIQUE DU SUD

	<i>Revenu par habitant<sup>a</sup></i>	<i>Taux d'alpha- bétisation<sup>a</sup></i>	<i>Espérance de vie<sup>a</sup></i>	<i>Groupes religieux (en pourcentage de la population)</i>	<i>Groupes ethniques ou linguistiques (en pourcentage de la population)</i>
Antilles néerlandaises .....	I	..	..		
Argentine .....	I	I	II		Indien (0,38)
Bahamas .....	I	I	..		
Barbade .....	I	I	II		

TABLEAU II.1 (suite)  
AMÉRIQUE CENTRALE ET AMÉRIQUE DU SUD (suite)

	Revenu par habitant <sup>a</sup>	Taux d'alpha- bétisation <sup>a</sup>	Espérance de vie <sup>a</sup>	Groupes religieux (en pourcentage de la population)	Groupes ethniques ou linguistiques (en pourcentage de la population)
Bermudes .....	I	I	..		
Bolivie .....	V	IV	IV		Indien (50)
Brésil .....	IV	II	II		Indien (2,70)
Chili .....	I	I	II		Indien (2,58)
Colombie .....	IV	II	III		Indien (0,91)
Costa Rica .....	I	I	II		Indien (0,64)
El Salvador .....	IV	III	III		Indien (20)
Equateur .....	IV	II	II		Indien (40)
Guadeloupe .....	I	I	II		
Guatemala .....	III	IV	III		Indien (55,44)
Guyane .....	III	I	III		
Haïti .....	VI	V	IV		
Honduras .....	IV	III	IV		Indien (9,54)
Honduras britannique [Belize]...	I	III	IV		
Jamaïque .....	I	I	II		
Martinique .....	I	I	II		
Mexique .....	I	II	II		Indien (27,91)
Nicaragua .....	III	III	III		Indien (23,90)
Panama .....	I	II	II		Indien (10,90)
Paraguay .....	IV	II	III		Indien (4,16)
Pérou .....	III	II	III		Indien (46,23)
Surinam .....	I	..	II		
Trinité-et-Tobago .....	I	I	II		
Uruguay .....	I	I	II		
Venezuela .....	I	II	II		Indien (2,79)

LE MONDE RELIGIEUX SYNCRÉTIQUE

AFRIQUE AU SUD DU SAHARA

	Revenu par habitant <sup>a</sup>	Taux d'alpha- bétisation <sup>a</sup>	Espérance de vie <sup>a</sup>	Groupes religieux (en pourcentage de la population)	Groupes ethniques ou linguistiques (en pourcentage de la population)
Angola .....	IV	V	V	Musulman (moins de 1) Protestant (4) Catholique (19) Autres et inconnu (77)	Africain (97,4) Européen (1,9) Autres, non-Africains (0,7)
Botswana .....	VI	IV	..		
Burundi .....	VI	V	V		
Congo .....	IV	IV	V		
Côte d'Ivoire .....	IV	IV	V		
Dahomey .....	VI	V	V		
Ethiopie .....	VI	V	V	Musulman (31) Protestant (30) Catholique (moins de 1) Autres et inconnu (30)	
Gabon .....	III	V	IV		
Gambie .....	V	V	IV		
Ghana .....	V	IV	V	Musulman (5) Protestant (0,8) Catholique (6) Autres et inconnu (81)	Africain (99,82) Européen (0,14) Autres, non-Africains (0,04)
Guinée .....	VI	V	V		Africain (99,7) Européen (0,3) Autres, non-Africains (petit nombre)
Guinée-Bissau .....	IV	V	V		
Kenya .....	IV	IV	IV	Musulman (4) Protestant (6) Catholique (5) Autres et inconnu (85)	Africain (96,2) Européen (0,8) Autres, non-Africains (3)
Lesotho .....	VI	III	IV		
Libéria .....	IV	V	V	Musulman (20) Protestant (3) Catholique (1) Autres et inconnu (85)	Africain (99,96) Européen (0,04) Autres, non-Africains (petit nombre)

TABLEAU II.1 (fin)  
AFRIQUE AU SUD DU SAHARA (fin)

	Revenu par habitant <sup>a</sup>	Taux d'alpha- bétisation <sup>a</sup>	Espérance de vie <sup>a</sup>	Groupes religieux (en pourcentage de la population)	Groupes ethniques ou linguistiques (en pourcentage de la population)
Madagascar .....	V	IV	V		
Malawi .....	VI	V	V		
Mali .....	VI	V	V		
Maurice .....	IV	II	II		
Mauritanie .....	V	V	IV		
Mozambique .....	IV	V	IV	Musulman (2) Protestant (1) Catholique (3) Autres et inconnu (94)	Africain (98,4) Européen (0,9) Autres, non-Africains (0,7)
Namibie <sup>d</sup> .....	I	IV	..		
Niger .....	VI	V	V		Africain (99,95) Européen (0,05) Autres, non-Africains (petit nombre)
Nigéria .....	VI	IV	V	Musulman (34) Protestant (4) Catholique (2) Autres et inconnu (60)	
République centrafricaine .....	V	V	V		
Cameroun [République-Unie du] .....	V	V	V	Musulman (3) Protestant (5) Catholique et inconnu (15)	Africain (99,6) Européen (0,4) Autres, non-Africains (petit nombre)
Rhodésie du Sud .....	IV	IV	III		
Rwanda .....	VI	V	..	Musulman (moins de 1) Catholique (23) Autres et inconnu (77)	
Sénégal .....	IV	V	V		
Sierra Leone .....	V	V	IV	Musulman (11) Protestant (3) Catholique (5) Autres et inconnu (81)	
Somalie .....	VI	V	..	Musulman (99) Protestant (moins de 1) Catholique (1) Autres et inconnu (1)	Africain (99,55) Européen (0,45) Autres, non-Africains (petit nombre)
Souaziland .....	V	IV	IV		
Tchad .....	VI	V	V		
Togo .....	V	V	V	Protestant (3) Catholique (11) Autres et inconnu (86)	
Zaïre .....	VI	V	IV	Musulman (moins de 1) Protestant (10) Catholique (20) Autres et inconnu (70)	Africain (99,5) Européen (0,5) Autres, non-Africains (petit nombre)
Zambie .....	IV	III	IV		

Sources : ONU, *Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.C.1); *Annuaire démographique 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E/F.71.XIII.1); *El Cambio Social y la Política de Desarrollo Social in América Latina, 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : S.70.II.G.3). UNESCO, *Annuaire statistique 1970*, Paris, 1971; *Alphabétisation, 1969-1971. Progrès de l'alphabétisation dans les divers continents*, Paris, 1972. Fonds monétaire international et Groupe de la Banque mondiale, *Finances et développement*, Washington, D.C., vol. 9, n° 1, mars 1972. G.A. Almond, J.S. Coleman *et al.*, *The Politics of the Developing Areas*, Princeton,

N.J. (copyright © 1960 by Princeton University Press) [reproduit avec l'aimable autorisation de Princeton University Press].

<sup>a</sup> On trouvera des explications relatives aux chiffres de la présente colonne au paragraphe 7 du présent chapitre.

<sup>b</sup> Gouvernement iranien, recensement de population de 1966.

<sup>c</sup> La composition religieuse et linguistique de la population est fondée sur des estimations antérieures à la guerre de 1967.

<sup>d</sup> Les données portent sur l'Afrique du Sud et la Namibie.

l'intérêt de tous, qu'un pays ayant un revenu par habitant plus élevé, mais où il n'existe aucun mécanisme culturel et social ancien qui puisse jouer en faveur de l'amélioration sociale.

12. Le degré d'intégration culturelle atteint par un pays dans le contexte de son système politique détermine pour une large part la nature des droits exercés, dans quelle mesure ils le sont, et le type de pratiques discriminatoires auxquelles ils donnent lieu. Cette question sera examinée et analysée de façon approfondie dans le cadre — tel qu'il est proposé dans la présente étude — des grandes régions

du monde peu développé et de leurs subdivisions naturelles<sup>10</sup>.

#### Ordonnance de la deuxième partie de l'étude

13. La présente partie de l'étude repose sur les quatre grands concepts suivants : normes visées, obstacles, déséquilibres et remèdes d'ordre stratégique et tactique. Dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits économiques,

<sup>10</sup> Voir, ci-dessous, le chapitre IV de la deuxième partie.

sociaux et culturels, la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social<sup>11</sup> et autres instruments pertinents sont énoncés différents buts visés et normes internationales qui influent à leur tour sur les pays peu développés du monde. Le relèvement quasi révolutionnaire des normes visées permet de mesurer l'incidence des normes et des niveaux internationaux de consommation sur le niveau général des objectifs visés par les pays peu développés. Les normes internationales ont, de toute évidence, leurs fondements dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et les instruments connexes, tandis que les règles et normes nationales sont officiellement énoncées dans la constitution et les lois de chaque pays, qui garantissent juridiquement la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels. Dans la première partie de la présente étude, on a déjà examiné les aspects juridiques de la situation qui existe dans les pays peu développés ainsi que dans certains autres.

14. Cependant, les normes visées, que ce soit sur le plan national ou à l'échelon international, entrent en conflit avec tout un ensemble d'obstacles qui résultent dans chaque pays des possibilités objectives qui sont les siennes. Dans les pays peu développés, il existe souvent un contraste saisissant entre les normes visées et les facteurs qui en entravent la réalisation, d'où des déséquilibres et crises multiples qui affectent les divers secteurs de la vie économique, sociale et culturelle. Eu égard aux trois types de critères retenus au paragraphe 7 du présent chapitre, les chapitres II, III et IV de la deuxième partie de la présente étude traitent des réalités et tendances (obstacles) actuelles ainsi que des déséquilibres et crises qui en résultent dans les différents domaines de la vie économique, sociale et culturelle des pays peu développés.

15. Le chapitre II, relatif aux conditions économiques, a pour thème les faits, les tendances et les déséquilibres en matière de croissance de la population, de revenu et de croissance des revenus, d'emploi et de chômage et évoque, dans sa conclusion, les goulets d'étranglement stratégiques de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

16. Le chapitre III, relatif aux conditions sociales, traite des faits, des tendances et des déséquilibres de la situation sociale. On y examine certains des problèmes d'évaluation que pose la comparaison du niveau de vie dans les différents pays, et on s'est efforcé de mettre en évidence, à partir des données dont on dispose, les inégalités en matière de richesse, de revenu et de chances. On y étudie également les conditions qui existent dans les différents domaines sociaux : alimentation et nutrition, santé, éducation, logement, sécurité sociale et protection sociale.

17. Dans le chapitre IV seront étudiées les conditions culturelles du point de vue de la règle internationale de non-discrimination et sur la base de la division proposée par régions culturelles : le monde islamique (Asie occidentale et Afrique du Nord), le monde hindouiste et bouddhiste (Asie méridionale et orientale), le monde catholique latin (Amérique centrale et du Sud), et le monde religieux synchrétique (Afrique au sud du Sahara). Ces quatre zones culturelles possèdent suffisamment d'éléments en commun de par leur composition religieuse, linguistique, ethnique et raciale et leurs structures sociales pour qu'on puisse procéder à certaines généralisations valables pour toute

la région. Il existe néanmoins à l'intérieur de chacune d'elles une diversité assez considérable pour justifier de nouvelles subdivisions. On a donc défini, à l'intérieur de chacune des quatre grandes régions, un certain nombre de sous-régions pour lesquelles on peut dégager d'autres caractéristiques propres.

18. Les pays de l'Asie méridionale et orientale (*grosso modo* la région de la CEAE) possèdent en commun certains éléments culturels et économiques : une culture bouddhiste assortie de quelques variantes, des civilisations et peuplements anciens, une population très dense, des taux d'accroissement rapide de la population, un héritage colonial, un revenu par habitant extrêmement faible et, en général, un niveau de vie matérielle très bas.

19. Les pays de l'Afrique au sud du Sahara ont eux aussi certains traits communs. A l'exception de la Rhodésie du Sud et de l'Afrique du Sud qui représentent des cas à part, la région appartient à l'Afrique noire, et les pays qui en font partie ont récemment accédé à l'indépendance ou luttent pour y accéder; il s'agit de pays qui éprouvent encore douloureusement les effets dévastateurs de leur passé colonial et de leur propre structure sociale tribale et qui présentent, dans bien des cas, toutes les caractéristiques d'un niveau de vie matérielle au-dessous du seuil de la pauvreté.

20. A l'exception d'Israël et du Liban, les pays d'Asie occidentale et d'Afrique du Nord sont tous de religion et de culture islamiques. Quoique la pauvreté y soit un élément prédominant, le revenu par habitant varie considérablement, allant du plus élevé au plus bas qui soit dans le monde. Les recettes provenant du pétrole sont en général à l'origine de cette différence : les pays de cette région qui tirent d'importants revenus du pétrole sont dans une situation avantageuse pour protéger les droits économiques, sociaux et culturels, tandis que d'autres se heurtent fondamentalement aux problèmes qui sont le lot commun des pays peu développés.

21. D'après les normes internationales, les pays d'Amérique latine appartiennent en général à la catégorie des revenus moyens (le revenu par habitant varie de 90 dollars à Haïti à 1 184 dans les Antilles néerlandaises, tandis que, dans les pays les plus peuplés, il se situe entre 300 et 600 dollars) et, comme en Asie occidentale et en Afrique du Nord, le fossé entre pays très riches et très pauvres est énorme. Au surplus, les Etats d'Amérique latine ont un niveau d'intégration raciale et d'homogénéité culturelle relativement plus élevé même s'il existe dans certains d'entre eux d'importantes minorités non européennes. Cependant, à l'heure actuelle, l'Amérique latine est peut-être mieux à même de garantir et de donner effet aux droits économiques, sociaux et culturels que ne le sont dans l'ensemble les pays qui appartiennent aux régions de l'Asie et de l'Afrique.

22. Au chapitre V, on étudie certains aspects internationaux de la question : l'élargissement du fossé entre pays riches et pays pauvres, le problème persistant de la pauvreté dans le monde, le problème toujours actuel de la pénurie des capitaux dans les pays peu développés et la nécessité de transférer des ressources des pays riches vers les pays pauvres, les effets persistants des tendances du commerce international et l'exode permanent d'une main-d'œuvre hautement qualifiée des pays pauvres vers les pays riches.

23. Etant donné les niveaux de vie extrêmement bas des pays peu développés et l'insuffisance de l'aide exté-

<sup>11</sup> Résolution 2542 (XXIV) de l'Assemblée générale. [ONU, *Droits de l'homme, Recueil d'instruments internationaux des Nations Unies* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.XIV.2), p. 101.]

rieure, le Rapporteur spécial soulignera, dans ses conclusions et recommandations générales, à la sixième partie de la présente étude, la nécessité d'adopter, en matière de planification, une approche unifiée et intégrée permettant d'accorder aux aspects sociaux, culturels, juridiques et institutionnels de la planification l'attention qu'on accordait essentiellement dans le passé à l'établissement d'objectifs économiques quantitatifs. Tout en relevant une

tendance dans ce sens dans la planification pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et dans l'élaboration, dans le cadre du PNUD, des programmes nationaux, le Rapporteur spécial insistera sur la nécessité de planifier le développement en vue d'assurer la jouissance des droits de l'homme individuels et de mettre au point des méthodes pour évaluer les conséquences du développement pour les individus.



## Chapitre II

### CONDITIONS ÉCONOMIQUES

24. Dans la présente partie de son étude, qui a trait principalement à la situation de fait et aux problèmes et perspectives qu'elle laisse présager, l'auteur traitera spécifiquement des conditions économiques dans le présent chapitre et analysera respectivement dans les chapitres III à V les aspects sociaux, culturels, régionaux et internationaux des droits économiques, sociaux et culturels dans les pays peu développés.

25. C'est un fait assez connu que dans tous les pays peut-être, mais en particulier dans les pays peu développés, il y a loin de la loi à la réalité. De nombreux observateurs ont considéré cette divergence comme l'une des caractéristiques peut-être les plus frappantes des régions peu développées<sup>12</sup>.

26. Pour décrire les faits, les tendances et les déséquilibres avec autant d'exactitude que le permettent les connaissances actuelles et les statistiques disponibles, l'auteur de la présente étude a procédé de manière pragmatique. Etant donné que la plupart des renseignements qui figurent dans les ouvrages internationaux sont fournis sur la base de divisions par secteurs, la présente étude suit dans l'ensemble la même présentation. Pour rendre compte, par les faits, de la qualité de la vie dans les pays peu développés, on trouvera dans la présente étude une analyse comparée des conditions qui y règnent du point de vue de la pression démographique, du revenu et de sa croissance, de l'emploi et du chômage, de l'état de la science et de la technique, ainsi que des goulets d'étranglement stratégiques dans le domaine économique au cours de la présente décennie.

27. En outre, pour donner un tableau dynamique et à jour des tendances actuelles dans les pays peu développés, les données qui ont été utilisées portent, dans la mesure du possible, sur les années 60. Dans certains cas, les estima-

tions quantitatives dont on dispose permettent de faire une projection des tendances dans un avenir éloigné.

28. Enfin, un résumé des déséquilibres économiques globaux les plus frappants figure dans la section D du présent chapitre. Il sera démontré dans ce chapitre et dans les chapitres suivants que, si les tendances actuelles ne sont pas renversées, il en résultera peut-être dans le domaine du développement une série de goulets d'étranglement et de crises dont on note déjà les signes avant-coureurs dans les pays peu développés. Une analyse des conséquences de ces déséquilibres et de ces crises mettra particulièrement en relief les obstacles qu'ils présentent pour la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels.

29. Toutefois, pour procéder à des généralisations même partiellement valables sur la situation économique des pays peu développés, il faut se rendre compte, pour commencer, de la différence énorme qui existe entre le niveau du revenu par habitant dans ces divers pays, qui peut aller de 4 000 dollars environ dans certains pays producteurs de pétrole d'Asie occidentale à 60 dollars dans certains pays d'Afrique. Le tableau II.1 présentait une classification des pays peu développés en fonction de leur revenu par habitant. Il est complété, dans le présent chapitre, par les tableaux II.2 et II.3, qui indiquent le nombre de personnes dans les différents groupes de revenus, ainsi que la répartition des pays dans les différents groupes de revenus, par continent. Un coup d'oeil rapide sur ces tableaux montre que plus de 60 % de la population des pays peu développés se trouvent dans des pays où le revenu par habitant est inférieur à 100 dollars, et que la plupart de ces pays se situent en Afrique et en Asie. L'Asie, où plus de 78 % de la population vit dans des pays dont le revenu par habitant est inférieur à 100 dollars, peut être considérée comme le continent le plus pauvre; d'un autre côté, l'Amérique latine, où le plus grand nombre d'habitants vit dans des pays à revenu moyen (de 301 dollars à plus de

<sup>12</sup> Voir en particulier l'analyse du « soft State » [Etat débile] faite par Gunnar Myrdal dans *Le défi du monde pauvre : un programme de lutte sur le plan mondial*, Paris, Gallimard (NRF), 1971, chap. VII.

TABLEAU II.2  
Régions peu développées : répartition de la population par groupes de revenu

	Population totale (millions)	Revenu											
		Moins de 100 dollars		101 à 200 dollars		201 à 300 dollars		301 à 400 dollars		401 à 500 dollars		Plus de 500 dollars	
		Population (millions)	Pour- centage	Population (millions)	Pour- centage	Population (millions)	Pour- centage	Population (millions)	Pour- centage	Population (millions)	Pour- centage	Population (millions)	Pour- centage
Afrique .....	328	181,1	55,0	110,0	33,4	32,0	9,6	5,0	1,4	—	—	2,4	0,6
Asie .....	1 174	924,8	78,8	98,3	8,5	48,1	4,2	54,6	4,6	30,2	2,6	14,8	1,3
Amérique latine.	291	5,4	1,8	4,8	1,6	115,3	39,7	52,9	17,2	14,6	5,2	97,4	33,5
Océanie .....	0,5	—	—	—	—	—	—	0,5	—	—	—	—	—
TOTAL	1 793,5	1 111,3	62,0	213,1	11,7	195,4	10,9	113,0	7,8	44,8	2,5	114,6	6,5

Sources : ONU, *Annuaire statistique, 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E/F.71.XVII.1); *Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.C.1). Population Reference Bureau, Inc., *World Population Data Sheet — 1971*, Washington, D.C.

TABLEAU II.3

## Régions peu développées : répartition des groupes de revenu par habitant, 1971

	Nombre total de pays	Pays dont le revenu par habitant est de					
		Moins de 100 dollars	101 à 200 dollars	201 à 300 dollars	301 à 400 dollars	401 à 500 dollars	Plus de 500 dollars
Afrique .....	44	20	13	8	1	—	2
Asie .....	32	10	5	6	3	1	7
Amérique latine ...	28	1	1	6	6	5	9
Océanie .....	1	—	—	—	1	—	—
<b>TOTAL</b>	<b>105</b>	<b>31</b>	<b>19</b>	<b>20</b>	<b>11</b>	<b>6</b>	<b>18</b>

Sources : ONU, *Annuaire statistique, 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E/F.71.XVII.1); *Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.C.1). Population Reference Bureau, Inc., *World Population Data Sheet — 1971*, Washington, D.C.

500 dollars) peut être considérée comme jouissant d'une situation nettement meilleure que les autres régions peu développées.

30. La situation économique des pays peu développés sera examinée, dans le présent chapitre, uniquement du point de vue intérieur. Les relations extérieures de ces pays seront examinées dans le cadre du chapitre V, relatif aux conditions internationales. Des problèmes comme la rareté générale des capitaux, le niveau peu élevé de la technique, le niveau de développement peu élevé des ressources en main-d'œuvre, l'état sous-développé des ressources naturelles, qui font tous partie du syndrome du « sous-développement », sont également trop bien connus pour qu'il soit nécessaire d'en parler. Le présent chapitre portera donc essentiellement sur les éléments les plus frappants du développement économique récent dans les

pays peu développés, à savoir la pression démographique, la situation en matière de revenu et d'emploi, et les goulots d'étranglement stratégiques qui constituent les obstacles principaux à la jouissance des droits de l'homme.

## A. — Pression démographique

31. Il se peut qu'au cours des première et deuxième Décennies des Nations Unies pour le développement, de 1960 à 1980, on enregistre l'accroissement le plus rapide de la population mondiale de toute l'histoire de l'humanité. En chiffres absolus, la population mondiale doit passer de 3 632 millions d'habitants en 1970 à 4 934 millions en 1985, et une proportion croissante de cette population (plus des deux tiers) habitera dans des régions peu développées (voir tableaux II.4 et II.5).

TABLEAU II.4

## Pays et territoires peu développés : population, taux annuels d'accroissement, estimations de la population pour 1971 et taux estimatif d'accroissement

	Date du recensement	Population (millions)	Taux annuel d'accroissement (pourcentage)	Population- estimation pour 1971 (millions)	Taux annuel estimatif d'accroissement (pourcentage)
<i>Afrique</i>					
Algérie .....	1966	11,8	3,0	14,5	3,3
Afrique du Nord espagnole .....	1960	0,2	0,9	..	..
Angola .....	1960	4,8	1,3	5,8	2,1
Botswana .....	1964	0,5	3,0	0,6	2,2
Burundi .....	1965	3,2	2,0	3,7	2,3
Cameroun [République-Unie du Cameroun] .....	1960-1965	5,0	2,3	5,9	2,2
Cap-Vert (archipel du) .....	1960	0,2	2,5	..	..
Comores (archipel des) .....	1966	0,2	3,9	..	..
Congo .....	1960-1961	0,6	..	1,0	2,3
Côte d'Ivoire .....	1957-1958	3,1	2,3	4,4	2,4
Dahomey .....	1961	2,1	2,9	2,8	2,6
Egypte .....	1966	30,1	2,5	34,9	2,8
Ethiopie .....	..	..	2,1	25,6	2,1
Gabon .....	1960-1961	0,4	1,0	0,5	0,9
Gambie .....	1963	0,3	2,1	0,4	1,9
Ghana .....	1960	6,7	2,7	9,3	3,0
Guinée .....	1955	2,6	2,5	4,0	2,3
Guinée-Bissau .....	1960	0,5	0,2	..	..
Guinée équatoriale .....	1960	0,2	1,8	0,3	1,4
Haute-Volta .....	1961	4,3	2,1	5,5	2,1
Kenya .....	1969	10,9	2,9	11,2	3,1
Lesotho .....	1966	0,8	2,0	1,1	1,8

TABLEAU II.4 (suite)

	Date du recensement	Population (millions)	Taux annuel d'accroissement (pourcentage)	Population-estimation pour 1971 (millions)	Taux annuel estimatif d'accroissement (pourcentage)
<i>Afrique (suite)</i>					
Libéria .....	1962	1,0	1,9	1,2	1,9
Madagascar .....	1966	6,2	..	7,1	2,7
Malawi .....	1966	4,0	..	4,6	2,5
Mali .....	1960-1961	4,1	1,9	5,2	2,4
Maroc .....	1960	11,6	2,9	16,3	3,3
Maurice .....	1962	0,7	2,2	0,9	1,9
Mauritanie .....	1964-1965	1,0	2,0	1,2	2,2
Mozambique .....	1960	6,6	1,3	7,9	2,1
Namibie .....	1960	0,5	1,8	0,6	2,0
Niger .....	1960	2,5	2,7	4,0	2,9
Nigéria .....	1963	55,7	2,6	56,5	2,6
Ouganda .....	1969	9,5	..	8,8	2,6
République arabe libyenne .....	1964	1,6	3,7	1,9	3,1
République centrafricaine .....	1959-1960	1,2	2,5	1,6	2,2
République-Unie de Tanzanie .....	1967	12,3	..	13,6	2,6
Réunion .....	1967	0,4	2,3	0,5	3,1
Rwanda .....	1952	2,1	3,0	3,7	2,9
São Tomé et Príncipe .....	1960	0,1	2,2	..	..
Sénégal .....	1960-1961	3,1	2,2	4,0	2,4
Seychelles .....	1960	..	2,2	..	..
Sierra Leone .....	1963	2,1	1,5	2,7	2,3
Somalie .....	..	..	2,7	2,9	2,4
Soudan .....	1956	10,3	2,8	16,3	3,2
Souaziland .....	1966	0,4	3,0	0,4	3,0
Tchad .....	1963-1964	3,2	1,5	3,8	2,4
Territoire français des Afars et des Issas .....	1960-1961	0,1	..	..	..
Togo .....	1970	2,0	2,5	1,9	2,6
Tunisie .....	1966	4,5	..	5,3	3,1
Zaïre .....	1955-1958	12,8	2,2	17,8	2,3
Zambie .....	1969	4,1	3,1	4,4	3,0
TOTAL POUR L'AFRIQUE	1960	272,9	..	354,0	2,7
<i>Asie</i>					
Afghanistan .....	..	..	2,1	17,4	2,5
Arabie Saoudite .....	1962-1963	..	1,6	8,0	2,8
Bahreïn .....	1965	0,2	3,3	..	..
Bhoutan .....	..	..	..	0,9	2,2
Birmanie .....	1941	16,8	2,2	28,4	2,3
Brunéi .....	1960	0,1	3,6	..	..
Ceylan [Sri Lanka] .....	1963	10,6	2,4	12,9	2,4
Chypre .....	1960	0,6	1,1	0,6	0,9
Hongkong .....	1961	3,1	2,2	4,3	2,5
Inde .....	1961	435,5	2,5	569,5	2,6
Indonésie .....	1961	96,3	2,5	124,9	2,9
Irak .....	1965	8,0	3,5	10,0	3,4
Iran .....	1966	25,8	3,0	29,2	3,0
Jordanie .....	1961	1,7	3,6	2,4	3,3
Koweït .....	1965	0,5	6,6	0,8	8,2
Laos .....	..	..	..	3,1	2,5
Liban .....	..	..	2,5	2,9	3,0
Macao .....	1960	0,2	..	..	..
Malaisie .....	1960	..	..	11,1	2,8
Népal .....	1961	9,4	1,8	11,5	2,2
Pakistan .....	1961	93,8	2,1	141,6	3,3
Philippines .....	1960	27,1	3,5	39,4	3,4
Qatar .....	..	..	10,5	..	..
République arabe syrienne .....	1970	6,3	2,8	6,4	3,3
République de Corée .....	1966	29,2	2,5	32,9	2,5
République du Viet-Nam .....	..	..	2,6	18,3	2,1
République khmère .....	1962	5,7	2,2	7,3	3,0
Ryû-Kyû (îles) .....	1965	0,9	1,1	1,0	1,7
Sikkim .....	1961	0,2	2,0	..	..
Singapour .....	1970	2,1	2,1	2,2	2,4
Thaïlande .....	1970	34,2	3,1	37,4	3,3

TABLEAU II.4 (fin)

	Date du recensement	Population (millions)	Taux annuel d'accroissement (pourcentage)	Population-estimation pour 1971 (millions)	Taux annuel estimatif d'accroissement (pourcentage)
<i>Asie (suite)</i>					
Timor portugais.....	1960	0,5	1,6	..	..
Turquie.....	1965	31,4	2,5	36,5	2,7
Yémen .....	..	..	..	1,3	2,8
Yémen démocratique .....	..	..	2,2	5,9	2,8
TOTAL POUR L'ASIE	1960	1 659,5	..	2 104,0	2,3
<i>Hémisphère occidentale</i>					
Antigua .....	1960	0,1	0,4	..	..
Argentine.....	1970	23,4	1,5	24,7	1,5
Bahamas.....	1970	0,2	..	..	..
Barbade .....	1970	0,2	1,1	0,3	0,8
Bermudes.....	1960	..	1,4	..	..
Bolivie .....	1950	2,7	2,6	4,8	2,4
Brésil.....	1960	70,1	3,0	95,7	2,8
Chili .....	1970	8,8	2,4	10,0	2,3
Colombie .....	1964	17,5	3,2	22,1	3,4
Costa Rica .....	1963	1,3	3,3	1,9	3,8
Cuba .....	1970	8,6	2,2	8,6	1,9
Dominique.....	1960	0,1	2,7	..	..
El Salvador .....	1961	2,5	3,7	3,6	3,4
Equateur .....	1962	4,6	3,4	6,3	3,4
Grenade .....	1960	0,1	2,0	..	..
Guadeloupe .....	1967	0,3	1,4	0,4	2,4
Guatemala .....	1964	4,3	3,1	5,3	2,9
Guyane.....	1960	0,6	3,1	0,8	2,9
Guyane française.....	1967	0,1	4,4	..	..
Haïti .....	1950	3,1	2,0	5,4	2,5
Honduras .....	1961	1,9	3,4	2,8	3,4
Honduras britannique [Belize] .....	1960	0,1	3,2	..	..
Jamaïque .....	1960	1,6	2,3	2,0	2,1
Martinique.....	1967	0,3	1,6	0,4	1,9
Mexique .....	1970	48,4	3,5	52,5	3,4
Nicaragua .....	1963	1,5	3,7	2,1	3,0
Panama .....	1970	1,4	3,3	1,5	3,3
Paraguay .....	1962	1,8	3,3	2,5	3,4
Pérou .....	1961	9,9	3,1	14,0	3,1
République Dominicaine .....	1970	4,0	3,6	4,4	3,4
Surinam .....	1964	0,3	3,5	0,4	3,2
Trinité-et-Tobago .....	1960	0,8	2,0	1,1	1,8
Uruguay .....	1963	2,6	1,2	2,9	1,2
Venezuela.....	1961	7,5	3,5	11,1	3,4
Vierges britanniques (îles).....	1960	..	1,6	..	..
TOTAL POUR L'HÉMISSPHERE OCCIDENTAL	1960	212,4	..	291,0	2,9

Sources : ONU, *Annuaire statistique 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E/F.71.XVII.1), p. 664 et suiv. BIT, *Annuaire des statistiques du travail 1970*, 30<sup>e</sup> édition, Genève. Population Reference Bureau, Inc., *World Population Data Sheet — 1971*, Washington, D.C.

### *Le piège malthusien jusqu'en l'an 2000*

32. Un rapport de l'ONU relatif à la situation démographique dans le monde en 1970<sup>13</sup>, qui a été le premier rapport en son genre, a placé les tendances actuelles de la croissance démographique dans une perspective historique et en a fait une projection pour l'avenir. Cette étude a abouti à un certain nombre de conclusions très inquiétantes en ce qui concerne les pays en voie de développement.

33. Premièrement, selon les renseignements dont on dispose à l'heure actuelle, il semble qu'au cours des années

70, on assistera à un accroissement de la population mondiale à un rythme sans précédent. Cette situation est due essentiellement aux baisses marquées de la mortalité récemment enregistrées, en particulier dans les régions peu développées, tandis que la fécondité y demeure élevée. On trouvera au tableau II.6 des estimations et des hypothèses concernant l'évolution des taux annuels moyens de natalité, de mortalité et d'accroissement naturel de la population dans les régions actuellement développées et peu développées, pour la période 1970-2000. Comme le montre ce tableau, le taux d'accroissement naturel de la population dans les régions peu développées s'est mis à augmenter rapidement, au milieu du siècle actuel, et est passé de 12‰ à 21‰. Cette tendance s'est maintenue au

<sup>13</sup> ONU, *La situation démographique dans le monde en 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.XIII.4).

**TABEAU II.5**  
**Projection de la population mondiale, 1965–1985**  
*(En millions)*

<i>Année</i>	<i>Monde</i>	<i>Régions développées</i>	<i>Régions peu développées</i>
1965 .....	3 289	1 037	2 252
1970 .....	3 632	1 090	2 542
1975 .....	4 022	1 147	2 875
1980 .....	4 457	1 210	3 247
1985 .....	4 934	1 275	3 659

*Source : ONU, Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.IV.13), p. 157.*

cours des années 60 et doit atteindre son apogée au cours de la décennie actuelle avant de commencer à fléchir lentement. Il est impossible de prévoir quand et à quel niveau l'accroissement démographique se stabilisera. Cette incertitude tient essentiellement au fait que, si l'on s'en rapporte à l'histoire, le ralentissement de l'accroissement naturel de la population est fonction du développement social et économique. Il est impossible de déterminer avec certitude à l'heure actuelle si, quand ou dans quelle mesure les programmes de planification de la famille auront un effet sur ce taux d'accroissement.

34. Deuxièmement, la structure par âge de la population a une influence sur la dynamique de cet accroissement. Le tableau II.7 met en relief la différence frappante entre pays développés et pays peu développés, en ce qui concerne la structure par âge de leur population, à l'heure actuelle et dans les décennies à venir. Si les enfants de moins de 15 ans constituent 28,1 % de la population totale des régions développées, ils représentent 41,6 % de ce total dans les

pays peu développés. Cette situation entraîne un double désavantage pour les pays peu développés : la proportion élevée des jeunes, par rapport à l'ensemble de la population, se traduit par une baisse du taux de mortalité et une hausse du taux de fécondité, alors que la faible proportion des personnes en âge de travailler empêche une augmentation des taux de production. Le taux brut de mortalité peu élevé auquel on peut s'attendre dans les pays peu développés, du fait que la population y est jeune et que les conditions sanitaires s'améliorent, se traduira par un accroissement rapide de la population pendant plusieurs décennies au moins, jusqu'au moment où la baisse de la fécondité entraînera un changement radical dans la structure par âge de la population.

35. Troisièmement, on suppose que la population mondiale, qui s'élève à 3,7 milliards d'habitants environ, atteindra 6,5 milliards à la fin du xx<sup>e</sup> siècle, et qu'à cette époque elle sera encore en augmentation rapide. Les tableaux II.8 et II.9 montrent les changements profonds qui doivent se produire dans la répartition de la population mondiale, aussi bien en chiffres absolus qu'en chiffres relatifs, entre 1970 et 2050. Ces deux tableaux sont un ensemble de faits et d'hypothèses, mais ils constituent peut-être l'évaluation la plus raisonnable de la situation que l'on puisse donner dans l'état actuel des connaissances. Les tendances démographiques dans les régions peu développées ont évidemment un caractère moins certain, mais les données ont pour base la projection des tendances passées, qui laisse présager une croissance continue pour le siècle actuel. L'estimation relative à l'an 2050 est celle que l'OCDE donne à titre purement hypothétique. Le tableau II.8 montre que les pays peu développés comptent actuellement 70 % environ de la population mondiale, mais que cette proportion doit passer à 77 % environ en l'an 2000. La population de ces pays, qui s'élevait à 2,5

**TABEAU II.6**  
**Estimations et hypothèses concernant les taux annuels moyens de natalité, de mortalité et d'accroissement naturel dans les régions développées et peu développées, pour la période 1960–1970 et pour certaines époques comprises entre 1750 et l'an 2000**  
*(Taux annuels pour 1 000 habitants)*

<i>Période</i>	<i>Régions développées</i>			<i>Régions peu développées</i>		
	<i>Taux de natalité</i>	<i>Taux de mortalité</i>	<i>Accroissement naturel</i>	<i>Taux de natalité</i>	<i>Taux de mortalité</i>	<i>Accroissement naturel</i>
1960–1970 .....	20	9	11	41	17	24
<b>Périodes de 50 ans</b>						
1750–1800 .....	38	34	4	41	37	4
1800–1850 .....	39	32	7	41	36	5
1850–1900 .....	38	29	9	40	38	2
1900–1950 .....	26	18	8	41	32	9
1950–2000 .....	20	10	10	37	14	23
<b>Décennies</b>						
1900–1910 .....	34	21	13	41	34	7
1910–1920 .....	26	23	3	40	37	3
1920–1930 .....	28	16	12	41	31	10
1930–1940 .....	22	14	8	41	29	12
1940–1950 .....	20	15	5	40	28	12
1950–1960 .....	22	10	12	43	22	21
1960–1970 .....	20	9	11	41	17	24
1970–1980 .....	19	9	10	38	13	25
1980–1990 .....	19	10	9	34	10	24
1990–2000 .....	18	10	8	29	8	21

*Source : ONU, La situation démographique dans le monde en 1970 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.XIII.4), p. 8.*

TABLEAU II.7

Composition par âge de la population des grandes régions du monde, en 1965 et en 1985, selon une hypothèse moyenne

Grandes régions du monde	1965			1985		
	0-14 ans	15-64 ans	65 ans et au-dessus	0-14 ans	15-64 ans	65 ans et au-dessus
	<i>Pourcentages</i>					
Total mondial .....	37,4	57,6	5,0	36,3	58,2	5,5
Régions développées .....	28,1	63,0	8,9	26,2	63,4	10,4
Régions peu développées .....	41,6	55,1	3,3	39,8	56,4	3,8
Asie orientale .....	36,9	59,0	4,1	31,7	63,0	5,3
Asie méridionale .....	43,0	54,0	3,0	42,0	54,6	3,4
Europe .....	25,4	64,1	10,5	24,9	63,3	11,8
URSS .....	30,5	62,1	7,4	26,3	64,3	9,4
Afrique .....	43,5	53,7	2,8	45,0	52,0	3,0
Amérique du Nord .....	31,0	59,8	9,2	28,6	61,6	9,8
Amérique latine .....	42,5	53,9	3,6	41,4	54,5	4,1
Océanie .....	32,8	59,9	7,3	32,4	60,1	7,5

Source : ONU, *La situation démographique dans le monde en 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.XIII.4), p. 58.

TABLEAU II.8

Estimations et hypothèses concernant le volume passé et futur de la population dans le monde et dans les régions développées et peu développées, en 1970 et au cours de la période 1750-2000

Année	Population			Répartition	
	Total mondial	Régions développées	Régions peu développées	Régions développées	Régions peu développées
	<i>Millions</i>			<i>Pourcentages</i>	
1970 .....	3 631	1 090	2 541	30,0	70,0
1750 .....	791	201	590	25,7	74,3
1800 .....	978	248	730	25,6	74,4
1850 .....	1 262	347	915	27,7	72,3
1900 .....	1 650	573	1 077	34,7	65,3
1950 .....	2 486	858	1 628	34,5	65,6
2000 .....	6 494	1 454	5 040	22,4	77,6
(2050) .....	(11 000)	(2 000)	(9 000)	(18,2)	(81,8)

Source : ONU, *La situation démographique dans le monde en 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.XIII.4), p. 4.

TABLEAU II.9

Moyennes annuelles de l'accroissement absolu et relatif de la population dans le monde et dans les régions développées et peu développées pour la période 1960-1970 et pour chaque période de 50 ans comprise entre 1750 et l'an 2000

Période	Accroissement absolu			Accroissement relatif		
	Total mondial	Régions développées	Régions peu développées	Total mondial	Régions développées	Régions peu développées
	<i>Millions</i>			<i>Pour 1 000 habitants</i>		
1960-1970 .....	65	11	54	20	11	24
1750-1800 .....	4	1	3	4	4	4
1800-1850 .....	6	2	4	5	7	5
1850-1900 .....	8	5	3	5	10	3
1900-1950 .....	17	6	11	8	8	8
1950-2000 .....	80	12	68	19	11	23

Source : ONU, *La situation démographique dans le monde en 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.XIII.4), p. 5.

milliards en 1970, doit atteindre 5 milliards environ d'ici à la fin du xx<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire doubler en 30 ans.

36. Quatrièmement, cet accroissement inégalé de la population mondiale s'accompagne également d'un accroissement rapide de la population urbaine. On estime que celle-ci doit passer rapidement de 1 milliard en 1960 à 3 milliards ou plus en l'an 2000. On s'attend que l'accroissement le plus rapide soit enregistré dans les pays peu développés, où la population urbaine (400 millions en 1960) quintuplerait, pour atteindre 2 milliards à la fin du siècle<sup>14</sup>.

37. Cinquièmement, les migrations internationales sont loin d'avoir l'influence qu'elles exerçaient naguère sur la croissance démographique, mais elles jouent toujours un rôle important dans le phénomène de l'« exode des compétences » des pays peu développés vers les régions développées. Les Etats-Unis d'Amérique, qui recevaient un très grand nombre d'immigrants, ont perdu la place qu'ils occupaient dans ce domaine : le nombre des entrées d'immigrants aux Etats-Unis, qui s'élevait en moyenne à 600 000 par an de 1910 à 1915, s'est trouvé ramené à 400 000 environ de 1960 à 1965, époque où la population des Etats-Unis avait doublé. En Australie et en Nouvelle-Zélande au contraire, l'immigration est encore considérable par rapport au volume de la population. D'autres pays ou territoires ayant certaines caractéristiques propres, à savoir essentiellement Hongkong, Israël, le Koweït et Singapour, ont également continué à recevoir un grand nombre d'immigrants pendant les années 50 et 60.

38. Sixièmement, les courants migratoires internationaux se sont donc traduits principalement, pour les pays peu développés, par la perte d'une partie de leurs ressources en main-d'œuvre qualifiée, et ce au profit des pays développés, c'est-à-dire par un type d'émigration particulièrement préjudiciable au développement des premiers. Des études ont montré qu'il s'agit là principalement d'une émigration de médecins, d'ingénieurs et d'hommes de science, à savoir des éléments clefs pour l'amélioration de la situation économique et sociale des pays peu développés<sup>15</sup>. Il semble que les échanges internationaux de personnel technique dans le cadre de projets bilatéraux et multilatéraux d'assistance technique n'ont pas non plus suffi, semble-t-il, à renverser cette tendance<sup>16</sup>.

39. Septièmement, en contraste avec le ralentissement des migrations internationales, on enregistre une intensification des migrations internes, des régions peu développées vers les régions développées et des zones rurales vers les centres urbains. Dans les pays peu développés, on note un mouvement de population de plus en plus important des régions rurales vers les centres urbains. Malgré cette tendance, la population rurale dans les régions peu développées passera sans doute de 1,6 milliard en 1960 à près de 3 milliards en l'an 2000<sup>17</sup>. De manière générale, on peut dire qu'il y a, dans les pays peu développés, un exode constant des membres des professions libérales et de la main-d'œuvre qualifiée des régions et des zones les moins développées vers les régions et les zones les plus développées.

<sup>14</sup> *Ibid.*, par. 8.

<sup>15</sup> Pan American Sanitary Bureau, *Migration of Health Personnel, Scientists and Engineers from Latin America* (Scientific publication n° 142), Washington, D.C., 1966.

<sup>16</sup> ONU, *La situation démographique dans le monde en 1970*. . . , par. 67.

<sup>17</sup> *Ibid.*, par. 9.

40. Huitièmement, la plupart des pays commencent à incorporer la planification démographique dans leur processus général de planification. La situation varie considérablement d'un pays à l'autre, de même que les politiques suivies dans le domaine démographique; néanmoins, le contrôle de la population n'est plus le tabou religieux ou politique d'autrefois. Tout permet de croire que même les pays essentiellement catholiques diffusent des renseignements sur la régulation des naissances, malgré leurs objections de principe. Dans les pays peu développés, la politique démographique consiste généralement à essayer de limiter la fécondité au moyen de méthodes de planification de la famille. Il est cependant difficile d'évaluer l'influence que ces diverses politiques auront effectivement sur l'accroissement de la population.

41. Neuvièmement, l'expérience du passé concernant la nature de ce qu'on appelle les périodes d'accroissement transitoire constitue le seul élément certain dont on dispose dans la conjoncture actuelle. Dans les pays développés, la baisse des taux de fécondité et de mortalité est intervenue progressivement, allant de pair avec le progrès dans le domaine de la santé, de l'éducation et du bien-être général. Dans les pays peu développés, toutefois, le taux de mortalité a considérablement baissé depuis les années 50, et le taux de fécondité a légèrement augmenté; il s'ensuit que le taux d'accroissement naturel de la population a plus que doublé (voir ci-dessus tableau II.6). Si on fait la projection des tendances actuelles dans l'avenir en s'appuyant sur une estimation moyenne par opposition à une estimation élevée ou faible, il semblerait, d'après les recherches effectuées par l'ONU, que les taux d'accroissement de la population seront conformes à ceux qui figurent dans les tableaux II.10, II.11 et II.12. Dans les régions peu développées, le taux moyen combiné d'accroissement naturel augmentera sans doute considérablement vers la fin du siècle. Il convient cependant de souligner à nouveau que l'état actuel des connaissances laisse subsister de nombreuses incertitudes. Comme l'indique le rapport de l'ONU déjà mentionné sur la situation démographique dans le monde en 1970, la combinaison de facteurs culturels et sociaux la plus propice à la limitation des naissances ne peut être déterminée sans de graves ambiguïtés. Dans le monde occidental tout d'abord, mais désormais parmi les peuples d'Asie orientale également, la planification de la famille est allée de pair avec le progrès économique et social.

Il est probable que les diverses régions n'atteindront pas en même temps un niveau comparable de développement économique et social. Il est tout aussi probable que les programmes nationaux de planification de la famille n'aboutiront pas partout en même temps à des résultats satisfaisants. Mais même à un niveau de développement donné, l'adoption de nouvelles normes familiales risque de se heurter à des résistances pouvant varier d'une culture à l'autre. Il est par conséquent quasiment impossible d'évaluer à ce stade, pour les régions du monde actuellement peu développées, les limites probables dans lesquelles se situera l'abaissement des taux de natalité et le moment où il interviendra<sup>18</sup>.

42. Dixièmement, l'effet de cette explosion démographique sur l'environnement général est également cause de préoccupation et de spéculation. Comme on l'a déjà fait observer, les deux faits les plus marquants en ce qui concerne la population mondiale au cours du siècle actuel sont sa croissance accélérée et son urbanisation rapide. Le tableau II.13 donne une estimation de la population totale, de la population urbaine et de la population rurale,

<sup>18</sup> *Ibid.*, par. 53.

TABLEAU II.10

Estimations et projections des taux de natalité pour la période allant de 1950 à l'an 2000, dans quelques régions et groupes de régions  
(Pour 1 000 habitants)

Régions	1950-1960	1960-1970	1970-1980	1980-2000
Régions développées . . . . .	22	20	19	18
Europe <sup>a</sup> . . . . .	20	18	18	17
Amérique du Nord . . . . .	25	21	21	20
URSS . . . . .	26	20	19	17
Japon . . . . .	21	18	18	15
Zone tempérée de l'Amérique du Sud . . . . .	28	27	25	23
Australie et Nouvelle-Zélande . . . . .	23	21	22	21
Régions peu développées . . . . .	43	41	38	31
Asie orientale <sup>b</sup> . . . . .	39	35	29	22
Asie du Sud-Est . . . . .	46	44	41	32
Asie méridionale (partie centrale) . . . . .	47	45	42	31
Moyen-Orient <sup>c</sup> . . . . .	47	46	44	37
Afrique <sup>d</sup> . . . . .	47	47	46	44
Amérique latine <sup>e</sup> . . . . .	44	41	40	36

Source : ONU, *La situation démographique dans le monde en 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.XIII.4), p. 13.

<sup>a</sup> Non compris l'URSS.

<sup>b</sup> Non compris le Japon.

<sup>c</sup> Afrique du Nord et Asie du Sud-Ouest.

<sup>d</sup> Non compris l'Afrique du Nord.

<sup>e</sup> Non compris la zone tempérée de l'Amérique du Sud.

par grandes régions, en 1920, 1960 et 2000, et le pourcentage de chaque type de population dans le total mondial. Il est intéressant de noter que la population des pays peu développés augmente considérablement à chaque recensement. En l'an 2000, elle représentera 77 % de la population

TABLEAU II.11

Estimations et projections des taux de mortalité pour la période allant de 1950 à l'an 2000, dans quelques régions et groupes de régions  
(Pour 1 000 habitants)

Régions	1950-1960	1960-1970	1970-1980	1980-2000
Régions développées . . . . .	10	9	9	10
Europe <sup>a</sup> . . . . .	11	10	10	11
Amérique du Nord . . . . .	9	9	9	9
URSS . . . . .	9	7	8	9
Japon . . . . .	9	7	7	9
Zone tempérée de l'Amérique du Sud . . . . .	10	9	9	8
Australie et Nouvelle-Zélande . . . . .	9	9	8	8
Régions peu développées . . . . .	22	17	13	9
Asie orientale <sup>b</sup> . . . . .	21	16	13	9
Asie du Sud-Est . . . . .	23	18	13	8
Asie méridionale (partie centrale) . . . . .	27	19	14	9
Moyen-Orient <sup>c</sup> . . . . .	22	18	13	8
Afrique <sup>d</sup> . . . . .	26	23	18	13
Amérique latine <sup>e</sup> . . . . .	14	11	8	6

Source : ONU, *La situation démographique dans le monde en 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.XIII.4), p. 13.

<sup>a</sup> Non compris l'URSS.

<sup>b</sup> Non compris le Japon.

<sup>c</sup> Afrique du Nord et Asie du Sud-Ouest.

<sup>d</sup> Non compris l'Afrique du Nord.

<sup>e</sup> Non compris la zone tempérée de l'Amérique du Sud.

TABLEAU II.12

Estimations et projections des taux d'accroissement naturel pour la période allant de 1950 à l'an 2000, dans quelques régions et groupes de régions

(Pour 1 000 habitants)

Régions	1950-1960	1960-1970	1970-1980	1980-2000
Régions développées . . . . .	12	11	10	8
Europe <sup>a</sup> . . . . .	9	8	8	6
Amérique du Nord . . . . .	16	12	12	11
URSS . . . . .	17	13	11	10
Japon . . . . .	12	11	11	6
Zone tempérée de l'Amérique du Sud . . . . .	18	18	16	15
Australie et Nouvelle-Zélande . . . . .	14	12	14	13
Régions peu développées . . . . .	21	24	25	24
Asie orientale <sup>b</sup> . . . . .	18	19	16	13
Asie du Sud-Est . . . . .	23	26	28	24
Asie méridionale (partie centrale) . . . . .	20	26	28	22
Moyen-Orient <sup>c</sup> . . . . .	25	28	31	29
Afrique <sup>d</sup> . . . . .	21	24	28	31
Amérique latine <sup>e</sup> . . . . .	30	30	32	30

Source : ONU, *La situation démographique dans le monde en 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.XIII.4), p. 14.

<sup>a</sup> Non compris l'URSS.

<sup>b</sup> Non compris le Japon.

<sup>c</sup> Afrique du Nord et Asie du Sud-Ouest.

<sup>d</sup> Non compris l'Afrique du Nord.

<sup>e</sup> Non compris la zone tempérée de l'Amérique du Sud.

totale, 64 % de la population urbaine et 92 % de la population rurale. Rien que sur la base de ces statistiques, on s'aperçoit qu'il y a du vrai dans la théorie selon laquelle la polarisation croissante de la population mondiale entre population urbaine et population rurale correspond approximativement à la division du monde entre régions développées et régions peu développées. Pour ce qui est des chiffres, la population des pays peu développés a pratiquement doublé depuis 40 ans et semble devoir au moins doubler encore dans les 40 années à venir.

43. En conséquence, il se produit partout des changements démographiques, du point de vue tant de la quantité que de la qualité : évolution des taux de natalité et de mortalité et des courants migratoires; répartition géographique entre pays et régions; modification de la structure par âge; relèvement du niveau de l'éducation; amélioration des conditions sanitaires; passage d'une économie agricole à une économie reposant sur d'autres types d'activités. Tous ces changements et les conséquences qu'ils entraînent à divers points de vue sembleraient justifier que l'on considère ce siècle comme un siècle révolutionnaire.

44. Néanmoins, comme il est dit dans le même rapport de l'ONU :

Cela ne signifie cependant pas que la croissance démographique et l'urbanisation évolueront dans les régions peu développées dans des conditions identiques à ce qu'elles ont été dans le passé pour les régions développées. L'énorme accroissement du volume de la population dans tous les modes d'habitat qui vont des plus grandes concentrations urbaines aux villes, aux villages et aux habitations dispersées en pleine campagne exigera une organisation économique et sociale distincte, quant à la forme et aux méthodes, de celle qui a autrefois fait ses preuves dans les pays développés. De même, des circonstances culturelles, politiques et internationales d'un caractère nouveau détermineront une évolution différente à beaucoup d'égards,



TABLEAU II.13

Estimations de la population totale, de la population urbaine et de la population rurale dans le monde, en Europe, dans les autres régions développées et dans les régions peu développées, pour 1920, 1960 et l'an 2000

Régions et types de population	Population			Pourcentage de chaque type de population dans le total mondial		
	1920	1960	2000	1920	1960	2000
	Millions			Pourcentages		
<b>Total mondial</b>						
Population totale .....	1 860	2 982	6 494	100	100	100
Population urbaine .....	360	985	3 234	100	100	100
Population rurale .....	1 500	1 997	3 260	100	100	100
<b>Europe <sup>a</sup></b>						
Population totale .....	325	425	568	17	14	9
Population urbaine .....	150	246	437	42	25	13
Population rurale .....	175	179	131	12	9	4
<b>Autres régions développées <sup>b</sup></b>						
Population totale .....	350	551	886	18	18	14
Population urbaine .....	110	336	742	31	34	23
Population rurale .....	240	215	144	16	11	4
<b>Régions peu développées <sup>c</sup></b>						
Population totale .....	1 185	2 005	5 040	65	68	77
Population urbaine .....	100	403	2 055	27	41	64
Population rurale .....	1 085	1 602	2 985	72	80	92

Source : ONU, *La situation démographique dans le monde en 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.XIII.4), p. 17.

<sup>a</sup> Non compris l'URSS.

<sup>b</sup> Y compris l'Amérique du Nord, l'URSS, le Japon, la zone tempérée de l'Amérique du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

<sup>c</sup> Reste du monde.

de même que l'insuffisance persistante et la mauvaise répartition géographique des sources de capital d'investissement, qui provoquent déjà maintenant des inégalités très prononcées dans le niveau du développement des diverses régions. Il est clair que l'expérience passée fournit très peu de renseignements sur ce que sera l'évolution future qui se produira à une échelle et dans des conditions totalement différentes. Il ne suffira donc pas de renoncer à tout parti pris pour adapter et revoir les leçons du passé à la lumière de problèmes économiques et sociaux de dimensions nouvelles, mais il faudra plus encore repenser certains des objectifs et des aspirations de l'humanité qui, sous leur formulation actuelle, auraient pu devenir surannés. Par le simple fait de la vitesse acquise, une évolution aussi profonde risque d'entraîner d'autres révolutions touchant les formes de pensée, les sentiments et les comportements dans divers domaines; impossibles à définir en termes généraux, ces « révolutions » semblent en fait inévitables. Nous ne saurions prétendre, cependant, prévoir ces révolutions, les évaluer ou prédire la forme qu'elles revêtiront<sup>19</sup>.

#### *Sources principales de déséquilibre dans l'accroissement démographique*

45. Comme l'analyse ci-dessus des tendances démographiques dans les pays peu développés le suggère, un certain nombre de déséquilibres semblent faire obstacle au progrès social et économique de ces pays. En premier lieu, le taux élevé de la croissance démographique dans les régions peu développées représente une lourde charge pour leurs maigres ressources en terres et en capitaux et empêche l'accélération du progrès, qui est une condition essentielle de la jouissance des droits de l'homme.

46. Deuxièmement, la structure par âge de la population des pays peu développés se traduit par une proportion élevée de personnes dépendantes ou par un taux d'activité faible. Le tableau II.15 donne quelques renseignements

intéressants sur ces tendances. Par rapport aux pays développés, le taux d'activité tombera de 45,3 % en 1950 à 39,9 % en 1980. Dans les pays peu développés, la population a augmenté de 24 % environ de 1960 à 1970, alors que la population active n'a augmenté que de 19 %. Ces chiffres montrent les conséquences, pour ces pays, de la proportion trop élevée des jeunes dans la population.

47. En troisième lieu, l'urbanisation dans les pays peu développés n'est pas nécessairement allée de pair avec le développement urbain et la construction de logements, l'approvisionnement en eau, la construction de réseaux d'égouts et autres services collectifs. La désintégration sociale dans les zones urbaines, en particulier en ce qui concerne les groupes de population à faible revenu, est également symptomatique d'une croissance des centres urbains que n'accompagne pas une croissance correspondante d'installations urbaines satisfaisantes.

48. Pour toutes ces raisons, la plupart des pays peu développés ont fortement intérêt à diffuser les méthodes de planification de la famille aussi rapidement et aussi efficacement que possible.

#### **B. — Revenu et croissance du revenu**

49. Le tableau II.18 donne une image d'ensemble détaillée des résultats économiques enregistrés par les pays peu développés pendant la majeure partie de la première Décennie des Nations Unies pour le développement (1960-1969). Ce tableau indique les chiffres totaux et les chiffres par habitant correspondant au PIB de chaque pays en 1967, le taux moyen annuel de croissance pour 1960-1967 et 1967-1968 et les taux de croissance réels et envisagés pour les différentes périodes de planification de chaque pays.

<sup>19</sup> *Ibid.*, par. 81.

TABLEAU II.14

**Population « agglomérée » et population des grandes villes dans trois grandes catégories de régions du monde, en 1920, 1940, 1960 et 1980**  
(Estimations approximatives, en millions)

Catégorie de région	1920	1940	1960	1980
<b>Population totale</b>				
Total mondial.....	1 860	2 295	2 991	4 318
Europe .....	325	369	425	479
Autres régions développées .....	348	442	551	715
Régions peu développées .....	1 187	1 474	2 015	3 124
<b>Population urbaine (selon la définition de chaque pays)</b>				
Total mondial.....	360	570	990	1 780
Europe .....	150	200	245	310
Autres régions développées .....	110	185	335	540
Régions peu développées.....	100	185	410	930
<b>Population agglomérée (20 000 habitants et plus)</b>				
Total mondial .....	267	432	761	1 354
Europe .....	113	150	188	237
Autres régions développées.....	85	154	262	424
Régions peu développées.....	69	128	311	693
<b>Population des grandes villes (500 000 habitants et plus)</b>				
Total mondial.....	107	180	352	665
Europe .....	52	58	81	106
Autres régions développées.....	41	77	140	237
Régions peu développées.....	14	35	131	322
<b>Population des villes de plusieurs millions d'habitants (2 500 000 habitants et plus)</b>				
Total mondial.....	36	75	142	351
Europe .....	20	23	24	40
Autres régions développées.....	16	45	74	146
Régions peu développées.....	..	7	44	165
<b>Population des superconurbations (12 500 000 habitants et plus)<sup>a</sup></b>				
Total mondial.....	..	..	28 <sup>b</sup>	87 <sup>c</sup>
Europe .....	..	..	..	.. <sup>a</sup>
Autres régions développées.....	..	..	28 <sup>b</sup>	60 <sup>d</sup>
Régions peu développées.....	..	..	..	27 <sup>e</sup>

Source : ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.IV.13), p. 165.

<sup>a</sup> Les chiffres obtenus pour 1980 peuvent n'être que le résultat accidentel de la méthode de calcul utilisée.

<sup>b</sup> New York et Tokyo.

<sup>c</sup> Non compris Londres. Avec son aurole périphérique, Londres constituera une superconurbation comptant plus de 13 millions d'habitants.

<sup>d</sup> Tokyo, New York et Los Angeles.

<sup>e</sup> Chang-hai et Mexico.

50. En nous fondant sur le tableau II.18 et les suivants, nous pouvons procéder à un certain nombre de généralisations relatives aux résultats obtenus sur le plan économique par les pays peu développés. Ces généralisations seront examinées et développées par la suite, mais on peut dès à présent faire les constatations suivantes : tout d'abord, considérés dans l'ensemble, les pays peu développés n'ont pas atteint le taux de croissance de 5 % fixé pour la première Décennie des Nations Unies pour le développement. Deuxièmement, dans la plupart des pays peu développés, l'augmentation du PIB a été en grande partie annulée par une expansion démographique rapide. En troisième lieu, les pays peu développés ont des niveaux extrêmement différents en raison des différences initiales en matière de revenu auxquelles s'ajoutent de grandes différences dans les taux de croissance du revenu. Quatrièmement, les taux réels de croissance sont pour la plupart restés en deçà des prévisions. En cinquième lieu, l'économie continue de dépendre du secteur agricole, où la croissance a été assez

lente. Sixièmement, l'économie continue également de dépendre de recettes d'exportation encore à la merci des fluctuations des prix sur le marché international et de la détérioration des termes de l'échange. Ces généralisations devraient être considérablement précisées, modifiées et même inversées dans le cas de certaines périodes, régions et pays, mais d'une manière générale elles sont valables pour l'ensemble des pays peu développés.

#### *Objectifs de la première Décennie des Nations Unies pour le développement*

51. L'Assemblée générale, dans sa résolution 1710 (XVI), a fixé à la première Décennie des Nations Unies pour le développement l'objectif suivant :

... accélérer le progrès vers la croissance auto-entretenu de l'économie des divers pays et leur progrès social, de manière à parvenir dans chaque pays sous-développé à une augmentation sensible du taux de croissance, chaque pays fixant son propre objectif, en

TABLEAU II.15

## Population active, par groupes d'âge, dans le monde, les pays développés et les pays peu développés, 1950-1980

(En pourcentage de la population totale)

Groupe d'âge	Monde				Pays développés				Pays peu développés			
	1950	1960	1970	1980	1950	1960	1970	1980	1950	1960	1970	1980
0-14 ans .....	4,9	4,1	3,3	2,4	2,1	1,4	1,1	0,7	6,0	5,1	4,0	2,9
15-19 ans .....	61,8	57,8	53,7	49,7	62,2	55,3	50,4	45,8	61,6	58,7	54,9	50,9
20-24 ans .....	73,1	72,5	71,0	69,7	74,0	76,0	73,8	73,0	72,7	70,9	69,8	68,5
25-44 ans .....	72,6	72,9	73,3	73,3	68,0	72,2	73,6	74,1	75,2	73,3	73,1	72,9
45-54 ans .....	70,0	71,0	70,7	71,0	65,7	69,7	69,8	71,8	73,1	71,9	71,3	70,4
55-64 ans .....	59,7	59,1	58,4	57,6	55,3	56,4	56,1	55,6	63,5	61,4	60,2	58,9
65 ans et au-dessus .....	30,7	28,1	25,8	23,6	25,7	21,6	19,8	17,9	36,7	35,9	32,8	29,7
TOTAL	45,2	43,2	42,0	41,3	45,1	44,9	44,8	44,9	45,3	42,4	40,7	39,9

Source : OIT, *Annuaire des statistiques du travail 1970*, 30<sup>e</sup> édition, Genève, BIT, p. 9 à 12.

TABLEAU II.16

## Taux d'activité de la population masculine, 1950-1980

Groupe d'âge	Monde				Pays développés				Pays peu développés			
	1950	1960	1970	1980	1950	1960	1970	1980	1950	1960	1970	1980
0-14 ans .....	6,0	5,0	3,9	2,8	2,4	1,6	1,3	0,9	7,4	6,2	4,7	3,3
15-19 ans .....	72,7	68,3	63,2	59,0	69,7	61,5	55,5	50,6	74,0	70,9	66,2	61,6
20-24 ans .....	91,4	90,2	88,6	87,1	90,1	89,4	87,4	86,0	92,1	90,6	89,0	87,4
25-44 ans .....	96,1	95,8	95,9	96,0	95,9	96,1	96,2	96,2	96,2	95,7	95,8	95,9
45-54 ans .....	94,0	93,8	93,6	93,4	94,4	94,0	94,1	93,9	93,7	93,6	93,4	93,2
55-64 ans .....	84,4	83,2	81,8	80,6	83,9	82,3	80,3	78,6	84,7	83,9	82,9	81,9
65 ans et au-dessus .....	47,7	42,7	38,9	35,1	42,3	34,2	30,4	26,6	53,4	51,8	47,6	43,2
TOTAL	58,6	55,9	54,3	53,5	60,4	58,3	57,9	57,9	57,7	54,8	52,7	51,9

Source : OIT, *Annuaire des statistiques du travail 1970*, 30<sup>e</sup> édition, Genève, BIT, p. 10 à 12.

TABLEAU II.17

## Taux d'activité de la population féminine, 1950-1980

Groupe d'âge	Monde				Pays développés				Pays peu développés			
	1950	1960	1970	1980	1950	1960	1970	1980	1950	1960	1970	1980
0-14 ans .....	3,9	3,3	2,7	2,0	1,7	1,2	0,9	0,5	4,7	4,0	3,2	2,4
15-19 ans .....	50,6	47,0	43,9	40,2	54,7	48,9	45,1	40,8	48,7	46,3	43,4	40,0
20-24 ans .....	55,1	54,5	53,1	51,8	59,0	62,6	59,8	59,6	53,0	50,8	50,2	49,1
25-44 ans .....	49,7	50,2	50,3	50,1	44,1	50,0	51,2	51,6	53,2	50,3	49,8	49,4
45-54 ans .....	46,8	49,4	48,9	48,5	41,4	49,0	49,3	50,4	51,3	49,8	48,6	47,3
55-64 ans .....	37,7	37,7	37,2	36,5	32,5	35,5	36,3	36,7	42,6	39,7	38,0	36,3
65 ans et au-dessus .....	17,2	16,8	15,6	14,5	13,6	13,0	12,4	11,7	21,9	22,0	19,8	17,7
TOTAL	32,1	30,8	29,7	29,0	31,3	32,6	32,5	32,3	32,5	29,8	28,5	27,7

Source : OIT, *Annuaire des statistiques du travail 1970*, 30<sup>e</sup> édition, Genève, BIT, p. 10 à 12.

prenant comme but un taux minimum de croissance annuelle du revenu national global de 5 % à la fin de la Décennie<sup>20</sup>.

52. L'accent que l'Assemblée générale a mis, dans cette déclaration de principe, sur la nécessité de maintenir un certain taux de croissance (5 %) de la production globale

<sup>20</sup> Voir également ONU, *Décennie des Nations Unies pour le développement. Mesures proposées* (publication des Nations Unies, numéro de vente : 62.II.B.2), p. 9 à 16.

est caractéristique de la conception qu'on se faisait du développement pendant la dernière décennie. Or, même s'ils atteignaient ce taux de croissance, la plupart des pays en voie de développement ne réussiraient pas pour autant, en une génération (25 ans), à doubler leur revenu par habitant. Le taux d'expansion démographique dans certains pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine s'est élevé depuis peu à 3 ou 3,5 % par an, et il ressort d'une projection des tendances récentes de la mortalité que

TABLEAU II.18

Pays et territoires peu développés : PIB par pays ou territoire, 1960-1968<sup>a</sup>

	PIB <sup>b</sup> 1967		Taux de croissance moyen annuel (en pourcentage) <sup>c</sup>		Taux de croissance prévu		Taux de croissance effectif, depuis le début du plan jusqu'à 1968
	Total (millions de dollars)	Par habitant (dollars)			Période	Pourcentage par an	
			1960-1967	1967-1968			
<i>Pays en voie de développement<sup>d</sup></i> . . . . .	281 831	180	4,7	6,1			
<i>Hémisphère occidental<sup>d</sup></i> . . . . .	110 337	446	4,7	6,4			
Antilles néerlandaises . . . . .	251	1 184	-0,4	3,0			
Argentine . . . . .	15 017	646	3,0	4,7	1965-1969	5,9	2,4
Barbade . . . . .	105	423	4,6	5,6	1965-1968	4,0	6,0
Bolivie . . . . .	756	166	5,2	7,2	1962-1971	7,0	6,0
Brésil . . . . .	32 607	381	4,6	8,8	1968-1970	6,0	
Chili . . . . .	5 592	612	4,9	2,6	1967-1971	5,5	2,6
Colombie . . . . .	6 115	319	4,7	6,1	1961-1970	5,6	4,9
Costa Rica . . . . .	694	436	6,5	8,2	1965-1968	6,2	9,1
Cuba . . . . .	..	..	..	..			
El Salvador . . . . .	886	281	6,1	3,7	1965-1969	6,5	4,7
Equateur . . . . .	1 310	238	4,4	4,3	1964-1973	6,2	4,5
Guatemala . . . . .	1 453	308	5,1	5,6	1965-1969	5,9	5,1
Guyane . . . . .	246	352	2,7	1,0	1966-1972	5,0-6,0	2,5
Haïti . . . . .	412	90	1,1	1,9			
Honduras . . . . .	592	254	5,7	5,1	1965-1969	6,6	6,0
Honduras britannique [Belize] . . . . .	45	391	7,2	..			
Jamaïque . . . . .	1 044	557	5,2	7,1	1963-1968	5,0	6,6
Mexique . . . . .	24 560	538	6,3	7,1	1966-1970	..	6,8
Nicaragua . . . . .	676	379	7,7	4,6	1965-1969	7,0	4,3
Panama . . . . .	801	602	8,2	6,9	1963-1970	5,5	7,3
Paraguay . . . . .	492	228	4,5	5,4	1965-1967	5,2	4,4
Pérou . . . . .	3 591	290	6,0	3,4	1967-1970	6,0	3,4
République Dominicaine . . . . .	1 104	284	2,9	3,1	1965-1967	..	6,2
Surinam . . . . .	206	567	6,4	5,9	1965-1975	..	8,2
Trinité-et-Tobago . . . . .	834	826	5,4	3,0	1964-1968	5,1	4,2
Uruguay . . . . .	1 725	620	0,1	1,2	1965-1974	4,8	-0,8
Venezuela . . . . .	9 224	986	4,5	5,8	1965-1968	7,0	4,0
<i>Afrique<sup>d</sup></i> . . . . .	41 645	135	4,7	5,2			
Algérie . . . . .	3 192	255	1,5	6,1	1967-1969	..	6,1
Angola . . . . .	898	170	2,6	3,0	1965-1967	..	2,3
Botswana . . . . .	59	99	5,5	3,9	1968-1973	6,0	
Burundi . . . . .	174	52	2,7	1,5	1968-1972	..	
Cameroun [République-Unie du Cameroun] . . . . .	891	163	6,0	3,1	1966-1971	5,8	4,0
Congo (République démocratique du) [Zaire] . . . . .	1 353	83	2,4	7,8	1965-	..	4,5
Côte d'Ivoire . . . . .	1 117	279	6,9	11,6	1960-1970	7,5	7,5
Dahomey . . . . .	208	83	1,2	9,9	1966-1970	4,0	4,5
Ethiopie . . . . .	1 486	63	4,6	2,9	1968-1972	6,0	
Gabon . . . . .	238	504	5,6	3,7	1966-1970	7,5	4,4
Gambie . . . . .	42	122	6,8	6,5	1967-1970	4,2	6,5
Ghana . . . . .	2 063	253	2,5	1,9	1968-1970	6,0	
Guinée . . . . .	323	87	5,0	5,8	1964-1970	..	4,6
Guinée équatoriale . . . . .	28	100	..	..			
Haute-Volta . . . . .	246	49	2,4	5,0	1967-1970	4,0	5,0
Kenya . . . . .	1 209	122	4,5	6,7	1966-1970	6,3	4,9
Lesotho . . . . .	75	85	7,9	-1,3	1967-1971	5,0	1,3
Libéria . . . . .	330	297	4,8	4,9	1967-1970	..	4,9
Madagascar . . . . .	737	116	2,1	2,9	1964-1969	4,9	1,7
Malawi . . . . .	274	66	3,3	-0,5	1965-1969	..	4,6
Mali . . . . .	414	88	2,2	0,9	1961-1966	5,0	2,0
Maroc . . . . .	2 688	190	2,9	13,0	1965-1967	3,7	4,2
Maurice . . . . .	200	258	5,4	-0,5	1966-1970	..	1,8
Mauritanie . . . . .	178	162	10,3	5,8	1968-1971	..	
Mozambique . . . . .	1 131	159	5,6	4,3	1965-1967	..	4,8
Namibie . . . . .	420	707	7,6	7,9	1967-1971	..	7,9
Niger . . . . .	350	95	5,7	1,3	1967-1970	4,7	1,3
Nigéria . . . . .	4 321	70	1,3	-6,5	1962-1968	4,0	-0,5
Ouganda . . . . .	774	98	4,3	2,5	1966-1971	6,3	2,8
République arabe libyenne . . . . .	2 218	1 276	30,0	36,4	1963-1968	..	27,0
République arabe unie [Egypte] . . . . .	5 773	187	3,9	1,0	1960-1970	..	3,5

TABLEAU II.18 (suite)

	PIB <sup>b</sup> 1967		Taux de croissance moyen annuel (en pourcentage) <sup>c</sup>		Taux de croissance prévu		Taux de croissance effectif, depuis le début du plan jusqu'à 1968
	Total (millions de dollars)	Par habitant (dollars)			Période	Pourcentage par an	
			1960-1967	1967-1968			
<i>Afrique (suite)</i>							
République centrafricaine.....	178	122	1,8	4,1	1967-1970	7,0	4,1
République populaire du Congo [Congo]..	228	265	7,7	7,0	1964-1968	7,2	9,1
République-Unie de Tanzanie.....	874	73	3,4	3,5	1964-1969	6,7	3,8
Rhodésie du Sud.....	1 093	229	3,6	2,4	1965-1968	..	2,5
Rwanda.....	151	46	2,7	2,1	1965-1969	..	2,7
Sénégal.....	787	217	1,8	9,1	1965-1969	5,5	3,7
Sierra Leone.....	393	161	3,8	12,6	1966-1971	..	8,1
Somalie.....	159	61	3,5	4,4	1968-1970	..	..
Souaziland.....	75	194	8,8	4,4	1965-1968	..	1,4
Soudan.....	1 568	109	4,1	8,8	1961-1970	5,0	3,1
Tchad.....	241	70	2,0	2,9	1966-1970	5,9	-0,2
Togo.....	229	133	7,1	7,2	1966-1970	5,6	3,7
Tunisie.....	1 011	210	3,7	6,8	1965-1968	6,5	2,1
Zambie.....	1 248	316	7,1	4,4	1966-1970	11,7	4,7
<i>Asie<sup>d</sup></i>							
Afghanistan.....	129 849	129	5,0	6,2	..	..	..
Afghanistan.....	1 383	88	2,0	3,6	1967-1971	4,3	3,6
Arabie Saoudite.....	3 201	458	8,7	6,5	..	..	..
Birmanie.....	1 803	70	2,7	11,4	1966-1969	8,0	4,8
Ceylan [Sri Lanka].....	1 862	159	3,9	11,5	..	..	..
Fidji.....	165	340	5,7	7,1	..	..	..
Hongkong.....	2 328	602	11,6	12,5	..	..	..
Inde.....	41 467	81	3,6	2,4	1969-1973	..	..
Indonésie.....	10 303	94	2,1	6,7	1969-1973	..	..
Irak.....	2 381	273	5,8	13,8	1965-1970	8,0	4,9
Iran.....	7 881	300	7,8	10,0	1968-1973	9,0	..
Israël.....	4 031	1 510	7,3	15,2	1965-1969	..	5,6
Jordanie.....	544	267	10,0	-3,9	1964-1970	7,3	5,2
Koweït.....	2 442	3 757	6,1	9,1	1967-1972	6,5	9,1
Laos.....	194	70	2,0	7,8	1966-1967	..	8,2
Liban.....	1 220	484	3,1	7,6	1965-1969	..	2,3
Malaisie.....	3 251	324	6,0	4,1	1965-1970	4,9	4,9
Maldives.....	..	..	..	..	..	..	..
Népal.....	872	83	2,4	3,5	1965-1969	3,6	4,8
Pakistan.....	13 875	129	5,9	6,0	1965-1969	6,9	6,4
Philippines.....	10 572	305	4,5	2,8	1967-1969	6,2	2,8
République de Corée.....	4 733	159	8,1	15,7	1967-1971	10,0	15,7
République démocratique populaire du Yémen [Yémen démocratique].....	230	200	..	..	..	..	..
République du Viet-Nam.....	2 849	168	2,7	-5,3	1968-1972	..	..
République khmère.....	957	134	2,8	-23,3	1968-1972	5,0	..
Singapour.....	1 247	638	4,9	38,9	1966-1967	5,0	22,0
Syrie [République arabe syrienne].....	1 177	211	7,8	6,8	1966-1970	7,2	6,7
Thaïlande.....	5 074	155	8,1	8,0	1967-1971	8,5	8,0
Yémen.....	550	110	..	..	..	..	..

Source : ONU, *Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.C.1), p. 195 à 197.

<sup>a</sup> Années civiles, hormis le cas des pays suivants : Afghanistan, Birmanie, Haïti, Inde, Iran, Koweït, Lesotho, Népal, Nigéria, Pakistan, République arabe unie, Souaziland et Soudan, et des plans de l'Afghanistan, de la Birmanie, de l'Éthiopie, de la Gambie, du Ghana, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Irak, du Koweït, du Lesotho, de la Mauritanie, du Népal, du Pakistan, des Philippines et du Soudan, pour les-

quels les statistiques se rapportent aux exercices financiers, le millésime indiquant alors le début de l'exercice.

<sup>b</sup> Aux prix du marché.

<sup>c</sup> Taux composé entre les années terminales. Il s'agit du taux de croissance du PIB aux prix du marché.

<sup>d</sup> Les totaux partiels régionaux sont la somme des données concernant les pays énumérés.

pareils taux d'augmentation de la population se maintiendront dans ces régions du monde pendant la décennie en cours, sauf si le taux de natalité baisse sensiblement. Dans ces conditions, une augmentation de 5 % du revenu global correspondrait à une augmentation annuelle de 1,5 % seulement du revenu par habitant, et il faudrait 35 à 50 ans pour voir ce revenu doubler<sup>21</sup>.

53. Pour atteindre le taux de croissance fixé, l'ONU préconise également une bonne planification du dévelop-

pement. Un plan de développement devrait se composer des éléments suivants :

a) Des objectifs et des buts globaux, notamment en ce qui concerne le revenu national et l'emploi;

b) Un programme d'investissements publics, avec répartition des dépenses de développement entre les principaux secteurs, à l'effet d'édifier l'infrastructure économique et sociale;

c) Un plan prospectif des investissements privés dans les secteurs principaux;

d) Un ensemble de mesures (notamment dans les domaines suivants : politique, fiscale et financière, commerce extérieur, change et

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 10.

investissements étrangers) propres à stimuler, orienter et influencer les investissements privés;

e) En coordination avec le programme évoqué sous *b*, un programme destiné à financer les investissements publics et privés grâce aux ressources nationales et étrangères, y compris le budget de l'Etat et les réserves de devises;

f) Des programmes sectoriels comportant des projets précis;

g) Des mesures de politique générale visant à changer certaines institutions de base : réforme agraire, politique du travail, etc.<sup>22</sup>.

54. L'expérience acquise au cours de la première Décennie des Nations Unies pour le développement a quelque peu modifié les premières conceptions de l'ONU en matière de développement et de planification du développement. Toutefois, avant d'étudier ces changements, il convient d'examiner les tendances qui se sont fait jour pendant les années 60.

### Résultats économiques généraux

55. Il ressort des renseignements dont on dispose sur une centaine de pays peu développés pour la période 1960–1968 (ou 1960–1967 dans certains cas) que l'objectif de croissance de 5 % fixé pour la première Décennie du développement n'a généralement pas été atteint. Cependant, 47 % des pays ont dépassé l'objectif, et 12 % n'en étaient éloignés que de 1 %<sup>23</sup>. Les 41 % restants ont enregistré un taux de croissance fort en deçà du chiffre fixé.

56. Les résultats varient considérablement d'une région à l'autre. En Amérique latine, un quart des pays ont enregistré plus de 6 % d'augmentation du revenu annuel, un quart moins de 3 % et le reste une augmentation intermédiaire allant de 3 à 6 %. En Asie, la moitié des pays environ se rangeaient dans le premier groupe, et moins du quart n'avaient pas atteint le niveau des 3 %. En Afrique, 43 % environ des pays entrent dans la catégorie intermédiaire et un tiers avaient des taux de croissance annuels inférieurs à 3 %.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>23</sup> ONU, *Etude sur l'économie mondiale, 1969–1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.C.1), p. 10.

57. Il importe de noter que la plupart des pays à forte croissance avaient des dimensions, une population et un revenu national faibles. Un cinquième à peine des 29 pays qui ont atteint un taux de croissance de 6 % par an avaient en 1967 un produit brut supérieur à 3 milliards de dollars : le Mexique en Amérique latine, l'Arabie Saoudite, l'Iran, Israël, la République de Corée et la Thaïlande en Asie. En Afrique, le produit brut de la République arabe libyenne a été d'un peu plus de 2 milliards de dollars. Le Mexique était le seul de tous ces pays à avoir un marché intérieur du même ordre de grandeur — 25 milliards de dollars — que certains pays plus développés tels que l'Australie, la Belgique, les Pays-Bas et la Suède<sup>24</sup>. En termes de population, 10 % seulement de la population de l'ensemble des pays peu développés entraient dans la catégorie des taux de croissance élevés. A l'autre bout de l'échelle, 18 % environ de la population des pays peu développés se rangeaient dans la catégorie des taux de croissance les plus faibles. La plus grande partie de la population (presque les trois quarts) vivaient dans les pays peu développés à croissance intermédiaire moyenne (voir le tableau II.19).

58. La répartition régionale des pays à croissance forte et faible était elle aussi inégale. Le pourcentage de la population vivant dans les pays peu développés à forte croissance était plus du triple en Amérique latine (22 %) de ce qu'il était en Asie et en Afrique. Inversement, le pourcentage de la population vivant dans les pays peu développés à faible croissance était de 5 % en Amérique latine, de 16 % en Asie et atteignait le chiffre de 36 % en Afrique.

59. Il est également révélateur que, sauf dans le cas du Mexique, la croissance élevée qu'ont enregistrée certains pays peu développés a été stimulée en grande partie par la demande extérieure et les recettes d'exportation correspondantes. Comme il est dit dans l'*Etude sur l'économie mondiale, 1969–1970*:

<sup>24</sup> *Ibid.*

TABLEAU II.19  
Production : rythme de croissance par pays, 1960–1968

	Répartition des taux de croissance du PIB					
	Premier quartile (pourcentage annuel)	Population des pays se situant au niveau du premier quartile ou à un niveau inférieur (millions)	Médiane (pourcentage annuel)	Population des pays se situant à un niveau compris entre le premier et le troisième quartile (millions)	Troisième quartile (pourcentage annuel)	Population des pays se situant au niveau du troisième quartile ou à un niveau supérieur (millions)
Pays en voie de développement .....	2,7	291,0	4,6	1 153,3	6,7	157,5
Hémisphère occidentale <sup>a</sup> .....	3,1	12,7	4,9	186,3	5,8	55,8
Afrique <sup>b</sup> .....	2,6	107,2	4,1	179,8	5,6	21,1
Asie <sup>c</sup> .....	2,7	166,4	5,9	813,1	8,2	59,5
Reste du monde <sup>d</sup> .....	4,0	99,5	5,1	500,6	6,6	478,9

Source : ONU, *Etude sur l'économie mondiale, 1969–1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.C.1), p. 11.

<sup>a</sup> Vingt-cinq pays.

<sup>b</sup> Quarante-quatre pays.

<sup>c</sup> Vingt-six pays.

<sup>d</sup> Trente-six pays.

Leur expansion a eu souvent pour origine l'exploitation de ressources surtout minérales : l'extraction ou le raffinage du pétrole en Arabie Saoudite, en Iran, en Irak, au Koweït, au Panama et en République arabe libyenne, l'exploitation de bauxite et d'alumine au Surinam, de minerai de fer en Mauritanie et au Souaziland, des phosphates (et des bois durs) au Togo, de cuivre en Zambie. L'exploitation forestière et les investissements miniers ont également joué le principal rôle en République populaire du Congo. Dans certains pays, le principal stimulant est venu des industries manufacturières orientées vers les exportations, comme par exemple . . . à Hongkong, en Israël, en République de Corée et à Singapour. Dans d'autres, l'expansion de la production a eu des causes plus générales et plus diffuses, et elle a eu pour point de départ la diversification de l'agriculture ainsi qu'une certaine industrialisation, comme dans le cas de la Côte d'Ivoire et de la Thaïlande. En Jordanie, le développement du tourisme a contribué à accélérer l'expansion, alors qu'au Costa Rica et au Nicaragua, celle-ci a été largement favorisée par l'élargissement de la demande dans le cadre du Marché commun de l'Amérique centrale<sup>25</sup>.

Il semble donc justifié de dire que la plupart de ces pays ont une économie fondée sur un seul produit.

60. La possession de matières premières exportables semble avoir été une condition nécessaire mais non pas suffisante pour atteindre un taux élevé de croissance. C'est ainsi que l'exploitation active du pétrole en Algérie, aux Antilles néerlandaises et au Nigéria n'a entraîné aucune augmentation sensible de la production totale de ces pays. D'autres pays disposant d'autres sources importantes d'exportation de minerais ont enregistré des taux de croissance du revenu égaux ou inférieurs au taux moyen des pays en voie de développement. Il s'agit du Chili, de la Guyane (qui n'a pu que compenser le taux d'expansion de sa population), de la Jamaïque, du Libéria, de la Sierra Leone, du Venezuela et du Zaïre.

61. Dans la plupart des cas, le problème principal que ces pays ont rencontré sur la voie du progrès économique était constitué par des obstacles à la paix intérieure et à la stabilité politique. Les guerres civiles, les coups d'Etat militaires et les interventions étrangères n'ont pas manqué d'avoir des incidences économiques négatives au cours des années 60, maintenant l'expansion de la production à un taux annuel inférieur à 3 % dans un certain nombre de pays, notamment les pays suivants : Algérie, Angola, Ghana, Indonésie, Laos, Nigéria, République Dominicaine, République du Viet-Nam, République khmère et Tchad. Compte tenu de leurs richesses naturelles, ces pays devraient obtenir de meilleurs résultats économiques une fois leur situation intérieure redevenue stable.

#### *Croissance économique contre croissance démographique*

62. Au demeurant, dans un certain nombre de pays, le problème était encore plus grave car il leur fallait compenser une expansion démographique rapide. Un quart environ des pays peu développés entre dans cette catégorie : leur production totale pendant les années 60 n'a pas augmenté plus vite que la population. En Asie et en Amérique latine, un quart environ des pays ont été dans ce cas, en Afrique environ un tiers. La faiblesse des résultats est due à des causes variées et complexes, qu'on peut cependant répartir en deux catégories principales : l'instabilité politique et des résultats médiocres dans le secteur agricole. Les pays où le secteur de subsistance est prédominant ont souffert des problèmes institutionnels que pose

le développement agricole ainsi que des aléas du climat — l'Afghanistan et le Népal en Asie, le Burundi, la Haute-Volta, le Malawi, le Mali, le Rwanda et le Sénégal en Afrique, et Haïti et l'Uruguay en Amérique latine. En Haïti, où la population exerçait une forte pression sur les ressources, la croissance a été pratiquement nulle.

63. Dans certains cas, les deux problèmes de l'instabilité politique et de la lenteur du développement agricole étaient liés. Tel a particulièrement été le cas des pays où le mécontentement social avait provoqué des révoltes agraires. Dans d'autres cas, le retard de l'agriculture était dû à la lenteur des progrès de la spécialisation dans le secteur de subsistance et à son fréquent corollaire, à savoir l'incapacité de l'économie rurale à s'adapter, faute de réserves, à des conditions climatiques défavorables.

#### *Stratification de la croissance du revenu<sup>26</sup>*

64. Les tendances qui se sont manifestées au cours des années 60 révèlent un processus continu de stratification, suivant que les pays sont développés, moins développés, peu développés ou au bas de l'échelle du développement. Les taux de croissance vont souvent de pair avec le revenu déjà atteint par les pays moins développés ; en général, plus le revenu est élevé, plus son taux de croissance l'est. Il y a bien entendu quelques exceptions à cette règle mais tel est le schéma général.

65. On trouvera au tableau II.20 des données sur la croissance dans les grandes zones économiques : pays en voie de développement, pays développés à économie de marché et pays socialistes. Le tableau montre, comme on l'a indiqué plus haut, que la croissance globale des pays peu développés a été inférieure à l'objectif de 5 % fixé par l'ONU ; quant à la croissance du revenu par habitant, le taux annuel enregistré dans ces pays a été inférieur 2 % du fait de l'accroissement rapide de la population. Par contre, les chiffres atteints dans les pays développés à économie de marché et dans les pays socialistes ont été nettement plus élevés.

66. Toutefois, ce sont là des indications très globales et, si l'on considère les différentes régions et les différents pays peu développés du monde, l'on constate de grandes divergences entre les résultats obtenus sur le plan économique. On trouvera au tableau II.21 une ventilation de la croissance de la population et du revenu dans les trois continents peu développés. Les chiffres indiquent que c'est en Amérique latine, où les revenus sont déjà plus élevés qu'en Asie et en Afrique, que l'on a enregistré les meilleurs résultats. Il semble donc qu'un phénomène de polarisation se produise dans le groupe des pays peu développés au profit des zones les plus avancées.

67. On trouvera au tableau II.22, pour les pays peu développés, la distribution de fréquences par taux de croissance du revenu et de la population. Ces données montrent que pendant la première moitié de la première Décennie des Nations Unies pour le développement, environ les deux tiers de la population des 55 pays en voie de développement sur lesquels des renseignements sont

<sup>26</sup> Pour rédiger la présente section ainsi que la section intitulée « Persistance du rôle déterminant de l'agriculture et du secteur de subsistance » (voir ci-après par. 79 à 85), on a utilisé dans une large mesure l'ouvrage de G.M. Meier, *Leading Issues in Economic Development : Studies in International Poverty*, 2<sup>e</sup> édition, Oxford, Oxford University Press, 1970, p. 34 à 39.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 11.

TABLEAU II.20

**Croissance des principales régions économiques, 1954-1966**  
(Taux annuels moyens composés, en pourcentage)

	Population	Produit total à prix constants				Produit par habitant, à prix constants			
		1958-1965	1955-1960	1960-1965	1965 1966 <sup>a</sup>	1955-1960	1960-1965	1965	1966 <sup>a</sup>
Pays en voie de développement . . .	2,5	4,6	4,5	3,8	4,5	2,2	2,0	0,9	2,0
Pays développés à économie de marché . . . . .	1,2	3,2	5,1	5,2	5,0	2,0	3,6	4,0	3,8
Pays socialistes . . . . .	1,5	8,1	6,8	7,4	..	6,7	5,5	5,8	..

NOTE. — Les expressions « pays développés à économie de marché » et « pays en voie de développement » utilisées dans ce tableau correspondent aux classes économiques I et II, respectivement, telles qu'elles ont été définies par le Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies. L'expression « pays socialistes » se rapporte aux pays socialistes d'Europe orientale.

Source : G. M. Meier, *Leading Issues in Economic Development : Studies in International Poverty*, 2<sup>e</sup> édition, Oxford, Oxford University Press, 1970, p. 35.

<sup>a</sup> Calculs préliminaires.

TABLEAU II.21

**Croissance des régions en voie de développement**  
(Taux annuels moyens composés, en pourcentage)

	Population	Produit total à prix constants				Produit par habitant, à prix constants			
		1958-1965	1955-1960	1960-1965	1965 1966 <sup>a</sup>	1955-1960	1960-1965	1965	1966 <sup>a</sup>
Amérique latine . . . . .	2,8	4,8	5,0	6,1	4,1	2,1	2,1	3,6	1,2
Pays asiatiques en voie de développement <sup>b</sup> . . . . .	2,4	3,9	4,2	0,8	5,4	1,4	1,9	-1,7	2,8
Pays africains en voie de développement . . . . .	2,3	3,0	3,8	4,0 <sup>a</sup>	2,1	0,6	1,2	1,6 <sup>a</sup>	-0,3

Source : G. M. Meier, *Leading Issues in Economic Development : Studies in International Poverty*, 2<sup>e</sup> édition, Oxford, Oxford University Press, 1970, p. 35.

<sup>a</sup> Calculs préliminaires.

<sup>b</sup> Asie orientale et Asie du Sud-Est seulement.

donnés dans ce tableau avaient un revenu par habitant dont la croissance était inférieure à 1,5 %<sup>27</sup>.

<sup>27</sup> G. M. Meier a écrit ce qui suit dans *Leading Issues in Economic Development : Studies in International Poverty*, 2<sup>e</sup> édition, Oxford, Oxford University Press, 1970, p. 36 et 37 :

Dans divers pays en voie de développement, le niveau réel du revenu et son taux de croissance sont encore inférieurs à ce que les chiffres ci-dessus suggèrent. Cela tient à la distinction entre le PIB et le produit national brut (PNB). Par définition, le premier comprend, contrairement au second, le montant net de la rémunération des facteurs de production étrangers, c'est-à-dire les bénéfices, les dividendes et les intérêts. L'évolution annuelle du PIB représente l'approximation la plus utilisée de l'évolution de la production d'un pays (ou de sa capacité de production). Mais ce n'est pas l'indicateur le plus approprié de l'évolution dans le domaine du bien-être économique, lorsque le montant net de la rémunération des facteurs de production étrangers constitue une part importante du revenu national. En pareil cas, l'évolution du PNB est le meilleur indicateur. Les données dont on dispose montrent que dans certains pays en voie de développement, le PIB s'accroît fréquemment à un rythme plus rapide que le PNB. Le cas le plus frappant est celui du Honduras où, de 1960 à 1963, le PIB réel a progressé au taux moyen de 4 %, alors que le taux de croissance du PNB réel était en moyenne inférieur de 2 %. En Zambie les chiffres correspondants pour la période 1958-1964 sont 6, 8 % pour le PIB et 5,6 % pour le PNB ; en Iran, de 1959 à 1963, le PIB s'est accru de 4,3 % par an contre 3,9 % pour le PNB. On constate des écarts du même type en Irak, au Malawi, au Maroc, à la Trinité-et-Tobago, au Venezuela et dans nombre d'autres pays en voie de développement où les paiements aux non-résidents représentent une part importante et croissante du produit total.

TABLEAU II.22

**Pays en voie de développement : répartition selon le taux annuel de croissance du produit réel à prix constants, 1955-1960 et 1960-1965**

Taux annuel composé de croissance (pourcentage)	Nombre de pays		Population, en pourcentage de l'effectif total des pays considérés (1960)	
	1955-1960	1960-1965	1955-1960	1960-1965
<b>PIB total</b>				
Moins de 5 % . . . . .	31	28	75	67
5 % ou plus . . . . .	24	27	25	38
<b>PIB par habitant</b>				
Moins de 1,5 % . . . . .	23	27	23	65
1,5 % ou plus . . . . .	32	28	67	35

Source : G. M. Meier, *Leading Issues in Economic Development : Studies in International Poverty*, 2<sup>e</sup> édition, Oxford, Oxford University Press, 1970, p. 36.

68. Comme l'indique l'*Etude* « on évalue à 4,9 % le taux pondéré annuel d'accroissement moyen de la production pour tous les pays en voie de développement au cours de la période 1960-1968. C'est le taux atteint dans l'hémisphère occidental ; la production s'est accrue à un taux légèrement inférieur en Afrique (où il dépasse juste 4,7 %) et par



TABLEAU II.23

Pays en voie de développement : disparité des taux de croissance, 1960-1967

Taux annuel de croissance (pourcentage)	Nombre de pays	Population, en pourcentage de l'effectif total des pays considérés
6% ou plus .....	18	15
De 4% à moins de 6%.....	25	31
Moins de 4%.....	37	48

Source : G.M. Meier, *Leading Issues in Economic Development : Studies in International Poverty*, 2<sup>e</sup> édition, Oxford, Oxford University Press, 1970, p. 44.

contre légèrement supérieur en Asie (où il dépasse juste 5%)<sup>28</sup>.

69. Le tableau II.23 dépeint la situation pour la période 1960-1967 dans son ensemble et pour les 80 pays au sujet desquels on disposait de données.

70. On peut distinguer deux groupes parmi les pays à forte croissance : ceux dont le taux de croissance a été supérieur à 7% et ceux pour lesquels il s'est situé entre 6 et 7%. Le premier groupe comprend Hongkong, l'Iran, Israël, la Jordanie, le Nicaragua, le Panama, la République de Corée, la Syrie et la Thaïlande; le second, El Salvador, l'Irak, le Mexique, le Pérou et la Trinité-et-Tobago. En dépit de la grande diversité de leur situation sur les plans culturel, politique et économique, ces pays ont en commun un ou plusieurs des trois facteurs suivants :

a) Taux élevé d'alphabétisation (neuf d'entre eux ont un taux d'alphabétisation égal ou supérieur à 50%);

b) Riches gisements de pétrole (quatre d'entre eux comptent parmi les principaux exportateurs de pétrole);

c) Autres recettes appréciables en devises (Hongkong, Israël, Jordanie et Thaïlande).

71. Il paraît plausible de conclure que les pays qui ont un niveau de développement social élevé (il y a une bonne corrélation entre le taux d'alphabétisation et d'autres indices de développement social) ou dont les recettes en devises atteignent des montants appréciables sont ceux qui ont le plus de chances d'enregistrer des taux élevés de croissance économique. Tous les pays en voie de développement ne pouvant remplir la seconde de ces conditions, il semble que l'on soit fondé à dire qu'une plus grande insistance sur le développement social améliorera aussi les résultats atteints sur le plan économique par les pays peu développés.

72. Toutefois, parmi ceux-ci, le noyau des pays les moins avancés mérite de retenir l'attention particulière de tous les intéressés. Les travaux effectués par le Groupe de travail du Comité de la planification du développement ont permis d'identifier ces pays et de porter leurs cas à l'attention de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement lors de sa troisième session, en 1972. Les recommandations faites en la matière par le Groupe de travail ont été publiées en 1970 dans un rapport intitulé « Mesures spéciales à prendre en faveur des pays en voie de développement les moins avancés »<sup>29</sup>. Les pays ainsi provisoirement identifiés sont énumérés au tableau II.24.

<sup>28</sup> ONU, *Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970*..., p. 12.

<sup>29</sup> E/AC.54/L.36 et Corr. 1, annexe I.

TABLEAU II.24

Pays en voie de développement les moins avancés

	PIB par habitant (dollars)	Taux d'alphabétisation (pourcentage)	Part des industries manufacturières dans le PIB (pourcentage)	
			1960-1962	1966-1968
<b>Afrique</b>				
Botswana .....	99	20		
Burundi .....	52	10		
Dahomey .....	83	10		
Ethiopie .....	63	5	12,6	16,2
Guinée .....	87	5		
Haute-Volta .....	49	7		
Lesotho .....	85	40		
Malawi .....	66	15		
Mali .....	88	2		
Niger .....	95	3		
Ouganda .....	98	25		
République-Unie de Tanzanie .....	73	17	8,2	9,3
Rwanda .....	46	10		
Somalie .....	61	5		
Soudan .....	109	12		
Tchad .....	70	7		
<b>Asie et Océanie</b>				
Afghanistan .....	88	8		
Bhoutan .....	..	..		
Laos .....	70	15		
Maldives .....	..	..		
Népal .....	83	9		
Samoa-Occidental ..	..	..		
Sikkim .....	..	..		
Yémen .....	110	10		
<b>Hémisphère occidentale</b>				
Haïti .....	90	11 <sup>a</sup>		

Source : ONU, *Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.C.1), annexes statistiques.

<sup>a</sup> Chiffre correspondant au début des années 50.

73. Le Groupe de travail est parvenu à la conclusion que :

S'il est vrai qu'un faible produit national par habitant est en général étroitement lié au sous-développement, en prenant comme critères le développement de l'infrastructure, le niveau des compétences disponibles ou tout autre critère de classement, pour identifier de façon valable les cas graves parmi les pays les moins avancés, il faudrait adjoindre au produit brut par habitant le taux d'alphabétisation et la part du produit intérieur brut qui provient de l'industrie. Le taux de croissance moyen réel du produit intérieur brut au cours des cinq dernières années pourrait être utilisé comme un critère correcteur secondaire, particulièrement lorsqu'il s'agit de décider des cas limites. Le classement d'un pays devrait d'abord être fait selon le produit brut par habitant en prenant comme limite 100 dollars environ pour 1966. Pour être inclus dans les cas graves, les pays qui sont au-dessous de cette limite de 100 dollars pour le produit national par habitant devraient être examinés sous l'angle des deux principaux indicateurs « correcteurs » — un taux d'alphabétisation de 20% ou moins, une part de 10% ou moins du produit intérieur brut d'origine industrielle. Dans l'essai de classement qui a été entrepris par le Groupe de travail, la Birmanie, la République démocratique du Congo [Zaire], l'Inde, l'Indonésie et le Nigéria, qui auraient figuré sur la liste des cas graves selon le critère du produit brut par habitant, en ont été exclus du fait que leur taux d'alphabétisation et/ou la part de l'industrie dans le produit intérieur dépassaient respectivement 20% et 10%<sup>30</sup>.

<sup>30</sup> *Ibid.*, par. 20.

### Taux de croissance prévus et atteints

74. Comme il a été indiqué ci-dessus au paragraphe 53, l'ONU a invité les pays les moins avancés à procéder à une planification de leur développement pour accélérer leur croissance. La plupart des pays étudiés ont maintenant élaboré des plans officiels détaillés pour accélérer leur progrès économique et social. La portée, la structure et la méthodologie des plans varient, mais la plupart d'entre eux fixent un objectif à atteindre pour le taux de croissance global et quelques objectifs matériels pour les différents secteurs de l'économie. Toutefois, dans la plupart de ces pays, le problème qui se pose n'est pas tellement celui du perfectionnement des méthodes de planification, mais celui des possibilités d'exécution du plan dans le contexte de la situation sociale, politique et administrative.

75. Au moins 89 pays avaient des plans en cours d'exécution pendant les années 60. On trouvera au tableau II.25 les taux d'accroissement de la production prévus et atteints dans certains de ces pays jusqu'en 1968. Comme on pourra s'en rendre compte, la plupart de ces pays n'ont pu atteindre le taux de croissance prévu. Parmi les 14 pays dont le plan était en cours d'exécution depuis quatre ans ou davantage en 1968, 4 seulement (la Côte d'Ivoire, la Jamaïque, le Panama et la République populaire du Congo [Congo]), avaient atteint ou dépassé leur objectif.

76. Parmi les 17 pays dont le plan était en cours d'exécution depuis trois ans, 5 avaient dépassé l'objectif qu'ils avaient prévu, 4 s'en approchaient et les autres restaient bien en deçà.

77. Parmi les 12 pays qui ont donné des indications sur les deux premières années d'exécution de leur plan, 2 seulement (le Dahomey et Singapour) avaient atteint ou dépassé le taux de croissance qu'ils s'étaient fixé comme objectif. La plupart des pays étaient très nettement en deçà.

78. Les deux tiers des 12 pays dont le plan n'était en cours d'exécution que depuis un an en 1968 avaient enregistré, pour ce début, des taux de croissance inférieurs à l'objectif fixé pour l'ensemble de la période sur laquelle portait le plan. Toutefois, le fait que l'exécution du plan avait à peine commencé ne permet pas de tirer des conclusions de ces résultats.

### Persistance du rôle déterminant de l'agriculture et du secteur de subsistance

79. En moyenne, la production agricole constitue environ 35 % du PIB des pays peu développés, et les produits agricoles représentent plus de 40 % de la valeur de leurs exportations totales. En général, c'est le faible taux de croissance de l'agriculture qui a causé la lenteur du taux de croissance global. Le tableau II.26 montre le rapport étroit qui existe entre les taux de croissance de l'agriculture et du PIB total<sup>31</sup>. Les chiffres indiquent que si les pays en voie de développement à taux de croissance élevé ont vu leur agriculture se développer à un taux inférieur à la moitié du taux élevé de croissance de leur production manufacturière pendant les années 60, la production agricole dans les pays à faible taux de croissance a augmenté en moyenne à un taux inférieur au cinquième de celui de leur secteur manufacturier. Les moyennes globales de la catégorie des pays à faible croissance dépendent évidemment beaucoup des grands pays, par exemple l'Argentine et l'Inde. Sans ces deux pays relativement industrialisés où la "révolution verte" a eu une incidence appréciable, les parts et taux de croissance moyens de l'agriculture et du secteur manufacturier pour le groupe des pays à faible

<sup>31</sup> Pris isolément, ce tableau ne fait apparaître l'étroit rapport en question que si l'on prend le taux de croissance des industries manufacturières comme représentant le taux de croissance du PIB.

TABEAU II.25

Pays peu développés : taux d'accroissement de la production prévu et atteint au cours de la période se terminant en 1968  
(En pourcentage et par an)

Pays <sup>a</sup> dans lesquels en 1967 le plan était en cours d'exécution depuis									
4 ans ou plus		3 ans		2 ans		1 an			
Taux prévu	Taux atteint	Taux prévu	Taux atteint	Taux prévu	Taux atteint	Taux prévu	Taux atteint	Taux prévu	Taux atteint
République populaire du Congo [Congo] . . . . .	7,2	9,1	9,1	Singapour . . . . .	5,0	22,0	République de Corée	10,0	15,7
Côte d'Ivoire . . . . .	7,5	7,5	6,9	Syrie [République arabe syrienne] . . . . .	7,2	6,7	Koweït . . . . .	6,5	9,1
Panama . . . . .	5,5	7,3	4,0	Kenya . . . . .	6,3	4,9	Thaïlande . . . . .	8,5	8,0
Jamaïque . . . . .	5,0	6,6	6,0	Birmanie . . . . .	8,0	4,8	Gambie . . . . .	4,2	6,5
Bolivie . . . . .	7,0	6,0	5,1	Birmanie . . . . .	11,7	4,7	Haute-Volta . . . . .	4,0	5,0
Jordanie . . . . .	7,3	5,2	4,9	Dahomey . . . . .	4,0	4,5	République centrafricaine . . . . .	7,0	4,1
Colombie . . . . .	5,6	4,9	4,9	Gabon . . . . .	7,5	4,4	Afghanistan . . . . .	4,3	3,6
Equateur . . . . .	6,2	4,5	8,0	Cameroun [République-Unie du Cameroun] . . . . .	5,8	4,0	Pérou . . . . .	6,0	3,4
Trinité-et-Tobago . . . . .	5,1	4,2	4,8	Togo . . . . .	5,6	3,7	Philippines . . . . .	6,8	2,8
République-Unie de Tanzanie . . . . .	6,7	3,8	4,3	Ouganda . . . . .	6,3	2,8	Chili . . . . .	5,5	2,6
Soudan . . . . .	5,0	3,1	4,2	Guyane . . . . .	5,6	2,5	Niger . . . . .	4,7	1,3
Madagascar . . . . .	4,9	1,7	4,0	Tchad . . . . .	5,9	0,2	Lesotho . . . . .	5,0	-1,3
Mali . . . . .	5,0	1,7	5,5						
Nigéria . . . . .	4,0	-0,5	5,9						
			6,5						
			2,1						
			4,8						
			-0,8						

Source : ONU, *Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.C.1), p. 14.

<sup>a</sup> Il s'agit de pays ayant établi des plans qui ont été rendus publics et qui prévoient, explicitement ou implicitement, des objectifs pour la production globale; on en a dressé la liste sous chaque rubrique, dans l'ordre décroissant du taux réel d'accroissement du PIB qui a été atteint au cours de la période indiquée.

TABLEAU II.26

Pays en voie de développement : comparaison entre la croissance de l'agriculture et celle des industries manufacturières, 1960-1966

Catégories de pays selon le rythme de croissance du PIB	Nombre de pays	Part moyenne d'intervention dans le PIB (1963)		Taux moyen de croissance, 1960-1966		
		Agriculture	Industries manufacturières	Production agricole	Production alimentaire	Industries manufacturières
		Pourcentages		Pourcentages		
Pays à taux de croissance élevé. . . . .	19	26	20	4,5	4,4 <sup>a</sup>	10,6 <sup>b</sup>
Pays à taux de croissance moyen. . . . .	19	32	13 <sup>c</sup>	2,6	3,2 <sup>d</sup>	8,1
Pays à taux de croissance peu élevé. . . . .	14	40	18	0,9	0,8	5,0 <sup>e</sup>
(non compris l'Inde et l'Argentine) . . . . .	(12)	(42)	(11)	(0,5)	(-0,1)	(2,7)
Ensemble des pays. . . . .	52	34	17 <sup>f</sup>	2,5	2,6 <sup>g</sup>	7,5 <sup>h</sup>

Source : G.M. Meier, *Leading Issues in Economic Development : Studies in International Poverty*, 2<sup>e</sup> édition, Oxford, Oxford University Press, 1970, p. 58.

<sup>a</sup> Calcul portant sur 16 pays.

<sup>b</sup> Calcul portant sur 13 pays.

<sup>c</sup> Calcul portant sur 18 pays.

<sup>d</sup> Calcul portant sur 14 pays.

<sup>e</sup> Calcul portant sur 10 pays.

<sup>f</sup> Calcul portant sur 51 pays.

<sup>g</sup> Calcul portant sur 40 pays.

<sup>h</sup> Calcul portant sur 42 pays.

croissance changent considérablement, comme l'indique le tableau. Le faible taux de croissance de la production alimentaire dans les pays dont le PIB augmente peu montre la gravité du problème alimentaire auquel ils se sont heurtés pendant la période 1960-1966<sup>32</sup>. Pendant un certain temps, un certain nombre de ces pays se sont alarmés du besoin croissant d'importations alimentaires. Quelques-uns des obstacles structurels et techniques au développement agricole ont été surmontés pendant les années 60, mais le problème est encore loin d'être résolu de façon satisfaisante. L'augmentation rapide de la population et les problèmes tenaces que pose la mobilisation des ressources dans le secteur agricole continuent à faire obstacle au progrès.

80. Le signe peut-être le plus encourageant de progrès à ce jour est qu'on se rend davantage compte, tant dans les pays qu'au niveau international, de l'importance cruciale des réformes institutionnelles en agriculture. Certains pays en voie de développement en sont arrivés à entreprendre des programmes de distribution des terres et de réforme agraire. Les régimes fonciers à trop forte concentration ou trop forte fragmentation des terres constituent depuis longtemps un sérieux obstacle à la mobilisation de ressources et à l'adoption de mesures d'encouragement pour les investissements agricoles. Les régimes de propriété et de location des terres varient dans la plupart de ces pays mais, comme le déclare G. Myrdal, ils ont un point commun : ils limitent, pour les agriculteurs, les possibilités de travailler, et de travailler dur et efficacement, ainsi que les stimulants qui les y inciteraient. Dans beaucoup de pays en voie de développement, les lois sur la réforme agraire ont été plus activement appliquées à partir des années 60. Au Chili, en Colombie, en Equateur, en Egypte, en Iran, au Pérou et dans les pays d'Afrique occidentale et orientale, les lois sur la réforme agraire ont résolu quelques-uns des pro-

blèmes existants. Au niveau international, de grandes institutions de prêt telles que la BIRD et la BID ont sensiblement accéléré leurs contributions financières aux projets agricoles<sup>33</sup>.

81. En ce qui concerne les obstacles d'ordre technique, ce qu'on appelle la révolution verte a beaucoup contribué à susciter un optimisme prudent en ce qui concerne l'approvisionnement alimentaire mondial. De nouvelles variétés de riz et de blé à haut rendement dues aux travaux d'instituts de recherche internationaux sont cultivées à grande échelle et de plus en plus largement, en Inde, au Pakistan et aux Philippines et, plus récemment, en Afghanistan, à Sri Lanka, en Indonésie et en Malaisie. La récolte céréalière record de 1967 en Inde et la récolte exceptionnelle de blé au Pakistan ont été attribuées en partie à ces nouvelles variétés<sup>34</sup>. Toutefois, on se préoccupe de plus en plus, comme on a pu le voir à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement tenue à Stockholm en 1972, des effets que peut avoir sur la fertilité du sol l'utilisation excessive de ces variétés ainsi que d'engrais.

82. Toutefois, en fin de compte, l'accélération de la croissance du développement agricole et de la production alimentaire dépend d'investissements accrus dans ce secteur. L'infrastructure sociale et physique devrait naturellement absorber une large part de ces investissements : l'amélioration des routes, l'adduction d'eau, les écoles, les installations sanitaires, l'électrification, les graines, les engrais, les services de vulgarisation et l'introduction de méthodes modernes de gestion grâce à des coopératives et à des sociétés d'exploitation agricole sont autant de domaines où la nécessité d'apports de fonds supplémentaires se fait sentir. Malheureusement pour la population agricole, ces formes d'investissements ne sont pas de nature spectaculaire et ne retiennent guère l'attention des dirigeants politiques. En outre, les bénéfices

<sup>32</sup> G. M. Meier, *op. cit.*, p. 38 et 39.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 39.

<sup>34</sup> *Ibid.*

qu'on retire de ces investissements sont très largement répartis, de sorte que si les travailleurs agricoles ne sont pas organisés en syndicats ou en partis politiques, ce qui est le cas dans la plupart des pays peu développés, ils ne peuvent faire grand-chose pour exercer une pression sur les responsables de la politique.

83. Les problèmes liés au secteur de subsistance de l'économie des pays peu développés méritent une analyse et un traitement particuliers. Comme il est dit dans l'*Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970*:

Bien qu'il y ait dans la plupart des pays en voie de développement un secteur traditionnel ou de subsistance plus ou moins identifiable dans lequel les transactions monétaires jouent un rôle négligeable, il est très rare que ce secteur apparaisse dans la comptabilité nationale. Dans les 10 pays où il y figure — tous en Afrique — la part de la production totale qui a été imputée au secteur de subsistance dans les années 60 va de 10 % environ au Libéria, en Tunisie et en Zambie à la moitié environ en Ethiopie et au Malawi. Dans tous les cas, l'importance relative de ce secteur a baissé<sup>35</sup>.

Les chiffres relatifs aux 10 pays ci-dessus mentionnés sont donnés au tableau II.27.

84. L'existence d'un secteur de subsistance est souvent associée aux problèmes des pays ayant une économie à double forme. Le secteur de subsistance est extrêmement résistant aux innovations techniques, n'a pratiquement aucun lien avec l'économie de marché et, en conséquence, ne crée que très peu d'emplois supplémentaires. Il en résulte qu'il est à la fois un frein et un stabilisateur pour le reste de l'économie, bien qu'il perde progressivement une grande partie de sa main-d'œuvre au bénéfice des secteurs de marché. Dans les années 60, les secteurs de subsistance ont en fait vu leur production décroître au Libéria, dans la République-Unie de Tanzanie, en Tunisie et en Zambie. Par contre, les secteurs de subsistance ont accru leur production à un taux plus élevé que celui de la croissance globale de la population en Côte d'Ivoire, en Ethiopie, au Kenya, au Malawi, en Ouganda et dans la République-Unie du Cameroun. Sur les 10 pays à secteur

de subsistance énumérés ici, 3 seulement — la Côte d'Ivoire, la République-Unie du Cameroun et la Zambie — ont dépassé en 1960-1967 le taux de croissance global de 5 %.

85. On peut donc conclure que chaque fois qu'il existe un secteur de subsistance important, celui-ci doit être considéré à part lorsqu'on fixe les objectifs ou qu'on évalue les résultats obtenus. Toutefois:

Que le secteur traditionnel disparaisse rapidement n'est ni probable ni peut-être à recommander. En fait, une croissance économique optimale exige un équilibre entre les facteurs libérés par le secteur de subsistance et les possibilités d'emploi qui s'offrent dans le secteur du marché. Si l'économie de marché, qui continuera à puiser une partie de ses nouvelles forces actives dans la société traditionnelle, constitue le principal facteur grâce auquel on peut espérer accroître la production, la société traditionnelle demeure néanmoins suffisamment importante dans bien des pays pour faire l'objet d'une attention distincte si l'on veut qu'elle apporte dûment sa contribution à la production nationale et si l'on veut éviter qu'elle ne se désintègre du fait de l'évolution technique et de la migration de ses travailleurs les plus vigoureux. Il ne s'agit pas de ralentir le rythme du progrès, mais il faut accroître au maximum l'efficacité économique du secteur de subsistance, en tenant compte non pas simplement de la production matérielle mais aussi des satisfactions et du mode de vie que la production de subsistance représente pour ceux qui y participent. Une évaluation distincte des résultats de production obtenus par l'économie traditionnelle faciliterait cette tâche<sup>36</sup>.

#### *Persistence du rôle déterminant des recettes d'exportation*

86. Une autre tendance qui se dégage de l'étude des années 60 est le fait que les pays peu développés sont restés fortement tributaires de leurs recettes d'exportation. Malgré les grandes différences qui existent d'un pays à l'autre dans les institutions, la structure sociale et les conditions de stabilité politique, les exportations tendent partout à jouer un rôle déterminant dans le comportement de l'économie. Chez la plupart, le rapport exportations-PNB atteint de 15 à 30 %. Pour beaucoup, les recettes

<sup>35</sup> ONU, *Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970* . . . , p. 16.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 17.

TABLEAU II.27

Divers pays en voie de développement<sup>a</sup> : part du secteur de subsistance dans la production, 1960-1968

Pays	Part du secteur de subsistance dans le PIB		Taux annuel moyen de croissance, 1960-1967 <sup>b</sup>				
	1960-1962 <sup>c</sup>	1966-1968 <sup>d</sup>	Population	PIB	Production de subsistance	Production marchande	
						Agriculture	Total
	Pourcentages				Pourcentages		
Cameroun [République-Unie du Cameroun] .....	17,3	16,9	2,6	5,3	4,3	7,8	5,5
Ethiopie .....	46,7	43,0	1,8	4,6	2,0	5,8	5,8
Côte d'Ivoire .....	19,5	15,4	3,3	7,8	3,6	10,2	9,8
Kenya .....	23,5	22,2	3,0	6,3	5,9	4,1	6,6
Libéria .....	11,9	9,8	1,6	4,2	-1,5	0,8	4,9
Malawi .....	50,4	42,8	3,0	6,3	3,2	10,5	7,5
Tunisie .....	13,5	10,0	3,1	3,7	-2,1	-6,9	4,5
Ouganda .....	27,3	25,2	2,5	3,7	2,7	3,2	4,1
République-Unie de Tanzanie .....	32,5	28,7	2,5	3,6	1,3	4,6	4,6
Zambie .....	6,3	5,0	3,1	8,7	-0,7	0,8	9,4

<sup>a</sup> Source : ONU, *Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.C.1), p. 16.

<sup>b</sup> La sélection des pays a été opérée en fonction des données disponibles en ce qui concerne la production de subsistance. Le PIB et ses éléments constitutifs sont calculés au coût constant des facteurs. Les taux de croissance sont la moyenne des variations enregistrées d'une année à l'autre, le plus élevé des deux chiffres étant pris comme dénominateur.

<sup>b</sup> 1961-1966 pour l'Ethiopie; 1960-1966 pour la Côte d'Ivoire; 1964-1967 pour le Cameroun, le Kenya, le Libéria, le Malawi et la Zambie.

<sup>c</sup> 1961-1962 pour l'Ethiopie; 1964 pour le Cameroun, le Kenya, le Libéria, le Malawi et la Zambie.

<sup>d</sup> 1965-1966 pour l'Ethiopie et la Côte d'Ivoire; 1966-1967 pour le Cameroun, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie et la Tunisie.

TABLEAU II.28

Divers pays en voie de développement : rapport des recettes d'exportation au PIB, 1963-1967

Pays	Rapport des recettes d'exportation au PIB
	Pourcentage
Zambie .....	63
Trinité-et-Tobago .....	59,5
Guyane .....	53
Irak .....	40
Malaisie occidentale .....	39
Surinam .....	34
Ouganda .....	33
Rhodésie du Sud .....	31

Source : G.M. Meier, *Leading Issues in Economic Development : Studies in International Poverty*, 2<sup>e</sup> édition, Oxford, Oxford University Press, 1970, p. 37, note 3 de bas de page.

d'exportation se situent à peu près au même niveau. On trouvera au tableau II.28 la moyenne du rapport exportations-PIB pour huit pays en voie de développement au cours de la période 1963-1967.

87. Dans les pays peu développés les recettes d'exportation aident de bien des façons à entreprendre les tâches nécessaires pour leur développement :

a) Les recettes d'exportation leur procurent les entrées de devises étrangères dont ils ont tant besoin et déterminent ainsi le volume de biens et de services qu'ils pourront importer pour maintenir et développer la capacité de production nationale ;

b) La demande étrangère des produits exportés complète la demande locale de biens et de services qui, dans les pays peu développés, est souvent relativement faible. C'est pourquoi les pays les plus grands, tels que le Brésil, la Chine et l'Inde, dépendent moins des exportations pour maintenir leur taux de croissance ;

c) Dans la mesure où les industries d'exportation sont reliées aux activités économiques nationales, elles contribuent aussi, quoique indirectement, au développement des autres secteurs de l'économie et favorisent les tendances à l'épargne et à l'investissement.

88. Le tableau II.29 récapitule les données concernant 54 pays en voie de développement répartis en trois groupes selon leur niveau de croissance économique et le volume de leurs exportations. Comme il ressort du tableau, ces deux variables sont étroitement liées.

89. D'autre part, le fait d'être tributaires de leurs recettes d'exportation expose la plupart des pays en voie de développement aux faiblesses de ce qu'il est convenu d'appeler « économies reposant sur la monoculture » : la tendance aux « poussées de fièvre » des cours mondiaux, les fluctuations qui en résultent dans les recettes en devises étrangères, le peu d'effet d'entraînement de l'exportation de produits primaires et la tendance séculaire des termes de l'échange à se détériorer pour les produits primaires d'exportation. En s'unissant, les pays exportateurs peuvent remédier à certaines de ces faiblesses<sup>37</sup> ; des mesures appropriées sur le plan national peuvent en résoudre d'autres. Mais, à la longue, la diversification de l'économie nationale est la plus sûre garantie contre les effets indésirables du fait d'être tributaire d'un ou deux produits d'exportation.

90. Cependant, pour ce qui est de la dégradation des termes de l'échange pour les pays en voie de développement, il semble que les choses se sont un peu améliorées :

Par opposition aux années 50, époque où on a vu disparaître assez rapidement les déformations de la structure des prix consécutives à la guerre, les années 60 ont été une période de relative stabilité globale des prix pour les produits entrant dans le commerce international. Bien que la valeur unitaire des produits manufacturés ait peu à peu augmenté et que le prix de tel ou tel produit de base — par exemple le sucre, le caoutchouc et le cuivre — ait connu des fluctuations très considérables, les prix relatifs n'ont pas beaucoup évolué globalement. En moyenne, les termes de l'échange des pays en voie de développement sont demeurés pratiquement constants au cours de la seconde moitié de la décennie et ils se situaient en 1969 au même niveau qu'en 1960<sup>38</sup>.

91. Les effets des termes de l'échange dans un groupe de pays en voie de développement, pour lesquels on disposait de données, sont résumés au tableau II.30. Ce tableau reflète une grande diversité dans l'expérience des pays considérés. D'une façon générale, les termes de l'échange des pays qui avaient l'éventail de produits d'exportation le plus large ont connu une plus grande stabilité. Mais, au cours de la période 1960-1967, le nombre des pays qui avaient vu augmenter le pouvoir d'achat de leurs exportations était presque égal à celui des pays qui l'avaient vu diminuer.

<sup>37</sup> Les pays exportateurs de pétrole, grâce à l'OPEP, ont montré la voie en offrant un modèle utile de ce que peut être un genre d'action collective. Voir M. Tehranian : « The organization of the petroleum exporting countries : an essay in political economy », thèse de doctorat non publiée, Harvard University, 1969.

<sup>38</sup> ONU, *Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970* . . . , p. 17.

TABLEAU II.29

Cinquante-quatre pays en voie de développement : taux de croissance du PIB (1960-1965), des exportations et des importations (1959/60-1964/65)

(Taux composé, en pourcentage)

Taux annuel moyen de croissance du produit réel	Nombre de pays	Taux annuel moyen de croissance			Pourcentage de la population totale (1963)
		PIB	Exportations (valeur)	Importations (valeur)	
Taux élevé (6 % ou plus) .....	18	7,3	8,7	8,3	14,5
Taux moyen (de 4 % à moins de 6 %) .....	21	4,9	4,8	4,5	31,0
Taux faible (moins de 4 %) .....	15	2,7	3,3	3,1	54,5
Ensemble des pays .....	54	4,5	5,4	5,2	100,0

Source : G.M. Meier, *Leading Issues in Economic Development : Studies in International Poverty*, 2<sup>e</sup> édition, Oxford, Oxford University Press, 1970, p. 37.

Au nombre des premiers figurent principalement les exportateurs de riz, de viande, de jute et de métaux non ferreux et certains cas spéciaux comme la République Dominicaine, qui s'est vu offrir un prix bien plus élevé pour son sucre à la fin de la décennie qu'au début. Au nombre des seconds figurent surtout les exportateurs de produits agricoles pour boisson, de coprah, de laine et de pétrole et aussi une fois de plus des cas spéciaux comme le Soudan, dont le coton s'est vendu à des prix nettement plus bas<sup>39</sup>.

92. Lorsqu'on mesure les effets des variations des termes de l'échange sur celles du PIB, il se dégage une impression mixte. Pour un certain nombre de pays, le taux de croissance diminue lorsqu'on corrige le PIB pour tenir compte du changement dans le pouvoir d'achat de son élément « exportation » : pour Sri Lanka, le taux de croissance est ramené du chiffre nominal de 3,9 % par an au chiffre corrigé 3,0 %, pour le Ghana de 2,4 % à 1,1 %, pour le Soudan de 4,1 % à 3,7 %, et pour le Venezuela de 4,7 % à 4,4 %. En revanche, un certain nombre d'autres pays ont profité de l'amélioration du pouvoir d'achat de leurs exportations et ils ont vu leur taux de croissance corrigé s'élever : la Bolivie, de 5,5 % au chiffre corrigé de 6,8 %, le Chili, de 4,9 % à 5,3 %, la République Dominicaine de 2,8 % à 3,2 %, et le Pérou de 6 % à 6,9 %.

93. Un autre facteur d'instabilité pour le revenu des pays peu développés est constitué par les fluctuations d'une année à l'autre de la valeur unitaire de leurs exportations. Sri Lanka en est un bon exemple. Le prix du thé a baissé considérablement en 1968 par rapport à 1967. En prix constants, la production totale de Sri Lanka a augmenté de 11 % de 1967 à 1968, mais la valeur réelle de la production n'a augmenté que de la moitié de ce chiffre. Cela est dû à la brusque chute du prix à l'extérieur des exportations de thé, essentiellement due à l'accroissement de l'offre globale. Au contraire, en 1967-1968, les fluctuations des prix d'une année à l'autre ont bénéficié à des pays tels que le Chili, le Ghana, Israël, Panama, le Pérou, les Philippines et le Soudan.

94. C'est pourquoi, dans leurs travaux d'évaluation et de planification, les pays peu développés auraient intérêt à faire apparaître explicitement dans les comptes ces variations de prix. A long terme, une étude des variations de prix leur permettrait de mieux orienter les mesures intéressant les secteurs d'exportation — diversification, amélioration de la qualité, stratégie de commercialisation, etc.

### C. — Emploi et chômage

95. L'évolution de l'emploi et du chômage dans les pays peu développés doit être examinée dans une perspective historique et qui permette la comparaison. Le tableau II.31 fournit cette perspective de 1950 à 1980. En 1950, la population économiquement active du monde constituait 45,2 % environ de la population totale. Pour les pays développés, cette proportion était de 45,1 % et pour les pays peu développés, d'un peu plus de 45,3 %. Ainsi, la situation générale en ce qui concerne l'effectif de la population active était la même, mais il existait des différences considérables concernant l'emploi par groupe d'âge et par sexe. En 1950, la proportion de la population active dans la population totale âgée de moins de 14 ans était de 4,9 % pour le monde, de 2,1 % pour les pays développés et de 6,0 % pour les pays peu développés. Ces

proportions indiquaient de toute évidence que l'on a davantage recours à la main-d'œuvre enfantine dans les pays peu développés que dans les pays développés. Le groupe d'âge de 15 à 24 ans était moins actif dans les pays peu développés que dans les pays développés, du fait que la population active des premiers comprend un plus faible pourcentage de femmes. Pour le groupe d'âge de plus de 65 ans, la population active a représenté 30,7 % pour le monde, 25,7 % pour les pays développés et 36,7 % pour les pays peu développés.

96. De 1950 à 1960, la proportion représentée par l'ensemble de la population active dans le monde est tombée de 45 à 43,2 %, mais la diminution en pourcentage a été plus importante dans les pays peu développés. La cause essentielle de la diminution de la population active dans les pays développés a été que deux groupes, à savoir les moins de 14 ans et les plus de 65 ans ont cessé d'en faire partie. En outre, dans le groupe d'âge de 15 à 19 ans, la proportion est tombée de 62,2 à 55,3 %, surtout parce que ce groupe accède davantage aux études supérieures. La proportion représentée par les autres groupes a augmenté, en partie parce que les femmes participent de plus en plus à la population active. Dans les pays peu développés, pendant la même période, 1950-1960, la proportion représentée par le groupe d'âge de moins de 14 ans est tombée de 6 à 5,1 % de la population active et le groupe d'âge des personnes de 15 à 19 ans est tombé de 61,6 à 58,7 %. Mais l'activité des autres groupes des deux sexes a également accusé un fléchissement.

97. Dans les années 60, la tendance dominante a été à un nouveau fléchissement dans les groupes d'âge les plus jeunes (moins de 14 ans et 15 à 19 ans) et dans le groupe d'âge de plus de 65 ans. Le taux d'activité du groupe des moins de 14 ans dans le monde a été de 3,3 %; pour les pays développés, il a été de 1,1 % et pour les pays peu développés de 4 %. Les projections pour la décennie en cours laissent entrevoir que le taux d'activité se stabilisera autour de 44,9 % pour les pays développés pour tous les groupes d'âge, et sera légèrement plus faible aux deux extrémités de la pyramide des âges. Le taux d'activité total des pays peu développés tombera de 40,7 % à 39,9 % par suite d'un accroissement du taux de fréquentation des établissements d'enseignement secondaire.

98. Dans la présente analyse, les variations régionales sont assez significatives. Le travail des enfants semble continuer à être un problème dans toutes les régions du monde peu développées. En 1950, plus de 37,7 millions d'enfants du groupe d'âge de moins de 14 ans étaient économiquement actifs. La ventilation entre les différentes régions était la suivante : 5,8 millions en Afrique, 2,8 millions en Amérique latine, 8,4 millions en Asie orientale et 21,2 millions en Asie méridionale. En 1960, l'effectif total était passé à 41,1 millions, soit un accroissement de plus de 8 %. En 1970, du fait surtout de l'accroissement de la scolarisation, ce total était tombé à 39,9 millions. Toutefois, le chiffre absolu pour l'Asie méridionale était passé de 23,9 à 25,4 millions. D'après les projections pour 1980, le total mondial tomberait à 35,4 millions, mais il continuerait à y avoir plus d'enfants économiquement actifs en Asie méridionale (23,7 millions) qu'il n'y en avait en 1950 (21,2 millions).

99. La situation des femmes dans la population active varie également beaucoup d'une région à l'autre. Leur proportion semble être moindre en Amérique latine qu'en Asie méridionale, en Afrique et en Asie orientale — les quatre régions employant respectivement 14, 23, 26

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 18. La situation des principaux pays exportateurs de pétrole s'est améliorée depuis lors, notamment à la suite de l'Accord de Téhéran de 1971, aux termes duquel les prix affichés ont été révisés.

TABLEAU II.30

Divers pays en voie de développement<sup>a</sup> : incidences des termes de l'échange sur la croissance du PIB, 1960-1968

	PIB			Exportations			Termes de l'échange <sup>b</sup>			PIB ajustée		Taux d'accroissement du PIB <sup>a</sup>			
	1960	1967	1968	Millions de dollars de 1960			1967 (1960 = 100)	1968 (1967 = 100)	1967	1968	1960-1967		1967-1968		
				1960	1967	1968					Nominal	Ajustée	Nominal	Ajustée	
Amérique latine															
Argentine .....	11 631	14 282	14 957	1 081	1 491	1 299	105	95	14 358	14 895	3,0	3,1	4,7	4,3	
Bolivie .....	377	548	579	59	100	101	150	102	599	581	5,5	6,8	5,7	6,0	
Brésil .....	21 606	29 517	32 106	1 139	1 424	1 611	87	102	29 325	32 138	4,6	4,5	8,8	8,9	
Chili .....	3 951	5 529	5 673	475	708	692	121	107	5 679	5 719	4,9	5,3	2,6	3,4	
Colombie .....	4 012	5 561	5 913	525	581	620	91	100	5 511	5 913	4,8	4,6	6,3	6,3	
Costa Rica .....	418	649	702	77	159	193	93	97	637	696	6,5	6,2	8,1	7,3	
El Salvador .....	568	861	893	101	196	201	91	99	843	891	6,1	5,8	3,7	3,5	
Equateur .....	922	1 251	1 305	156	186	194	93	101	1 238	1 307	4,5	4,3	4,3	4,5	
Guatemala .....	1 044	1 473	1 551	116	211	236	82	99	1 435	1 549	5,0	4,6	5,4	5,2	
Honduras .....	376	553	582	61	138	157	106	100	561	581	5,7	5,9	5,2	5,2	
Mexique .....	12 472	19 153	20 513	763	989	1 060	91	100	19 066	20 516	6,3	6,2	7,1	7,1	
Nicaragua .....	376	627	664	62	140	150	108	102	639	667	7,6	7,9	5,9	6,4	
Panama .....	416	721	771	41	100	104	104	104	725	775	8,2	8,3	7,0	7,5	
Paraguay .....	273	371	391	41	38	36	101	103	372	392	4,5	4,5	5,3	5,6	
Pérou .....	2 077	3 131	3 238	442	553	619	112	104	3 197	3 263	6,0	6,4	3,4	4,2	
République Dominicaine .....	724	877	902	157	132	127	117	102	900	905	2,8	3,2	2,8	3,1	
Uruguay .....	1 232	1 241	1 258	134	148	154	96	97	1 235	1 254	0,1	—	1,5	1,1	
Venezuela .....	7 648	10 517	11 160	2 296	2 788	2 740	93	98	10 336	11 116	4,7	4,4	6,1	5,7	
Afrique															
Ethiopie .....	939	1 290	1 328	78	99	96	97	102	1 287	1 329	4,6	4,6	2,9	3,1	
Ghana .....	1 338	1 586	1 616	327	368	365	62	116	1 447	1 674	2,4	1,1	1,9	5,6	
Maroc .....	1 796	2 195	2 480	357	358	542	109	93	2 227	2 441	2,9	3,1	13,0	11,2	
Soudan .....	1 113	1 472	1 601	172	230	235	83	108	1 432	1 619	4,1	3,7	8,8	10,0	
Asie															
Ceylan [Sri Lanka] .....	1 404	1 831	2 042	377	424	419	76	74	1 728	1 931	3,9	3,0	11,5	5,4	
Inde .....	31 939	39 860	41 521	1 274	1 524	1 741	99	102	39 849	41 554	3,2	3,2	4,2	4,3	
Iran .....	4 445	7 478	8 286	827	1 697	1 828	94	100	7 374	8 286	7,7	7,5	10,8	10,8	
Israël .....	2 543	4 163	4 794	210	447	552	101	112	4 167	4 860	7,3	7,3	15,2	16,7	
Pakistan .....	7 711	11 528	12 219	370	670	760	108	92	11 581	12 160	5,9	6,0	6,0	5,5	
Philippines .....	6 159	8 294	8 475	644	923	850	87	106	8 172	8 525	4,3	4,1	2,2	2,8	
Thaïlande .....	2 584	4 450	4 806	400	647	624	107	100	4 492	4 807	8,1	8,2	8,0	8,0	

Source : ONU, *Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.C.1), p. 19.<sup>a</sup> La sélection des pays a été opérée en fonction des données disponibles en ce qui concerne les indices appropriés des prix à l'exportation et à l'importation.<sup>b</sup> Rapport entre les variations des valeurs unitaires à l'exportation et celles des valeurs unitaires à l'importation (prix en dollars).<sup>c</sup> PIB en dollars de 1960, plus la valeur en dollars de la variation du pouvoir d'achat des exportations (c'est-à-dire les exportations multipliées par l'indice des termes de l'échange).<sup>d</sup> Taux composé d'accroissement entre les années terminales.<sup>e</sup> Compte tenu de l'incidence des termes de l'échange.

TABLEAU II.31

**Pays et territoires peu développés : taux d'activité par groupe d'âge**  
(En pourcentage pour chaque groupe d'âge et en pourcentage de la population totale)

Groupe d'âge	Sexe masculin				Sexe féminin				Total			
	1950	1960	1970	1980	1950	1960	1970	1980	1950	1960	1970	1980
<i>Afrique</i>												
0-14 ans .....	7,8	6,3	4,7	3,1	4,7	4,0	3,3	2,5	6,3	5,2	4,0	2,8
15-19 ans .....	81,7	73,1	71,0	69,0	51,9	45,8	43,7	41,8	67,1	59,6	57,6	55,6
20-24 ans .....	94,8	91,5	89,7	87,8	55,0	48,5	46,5	44,6	75,0	70,3	68,4	66,5
25-44 ans .....	97,4	97,3	97,0	96,7	53,5	49,6	46,5	43,4	75,6	73,9	72,2	70,5
45-54 ans .....	96,9	96,4	96,1	95,7	50,7	48,2	44,7	41,3	74,0	72,5	70,6	68,8
55-64 ans .....	93,1	90,4	87,9	85,3	41,7	37,5	34,9	32,3	66,9	63,4	60,9	58,4
65 ans et au-dessus .....	77,4	67,6	63,2	58,3	24,1	19,5	17,5	15,5	49,1	41,8	38,7	35,4
<b>TOTAL</b>	<b>57,1</b>	<b>53,9</b>	<b>52,4</b>	<b>50,7</b>	<b>31,6</b>	<b>28,0</b>	<b>26,1</b>	<b>24,1</b>	<b>44,5</b>	<b>41,1</b>	<b>39,4</b>	<b>37,5</b>
<i>Amérique latine</i>												
0-14 ans .....	6,5	5,5	3,9	2,3	2,1	1,6	1,2	0,9	4,3	3,6	2,6	1,6
15-19 ans .....	79,4	71,5	66,7	61,6	22,9	24,0	26,5	29,2	50,4	47,7	46,7	45,6
20-24 ans .....	93,7	93,0	91,5	90,0	23,7	29,0	31,0	32,8	57,6	61,0	61,2	61,7
25-44 ans .....	97,2	97,3	97,1	96,9	19,3	22,0	23,9	25,8	58,0	59,5	60,3	61,3
45-54 ans .....	96,0	94,8	94,7	94,4	19,0	19,7	20,9	22,1	58,4	56,9	57,6	57,7
55-64 ans .....	90,0	83,3	81,1	79,2	16,8	16,7	15,7	14,9	53,8	49,1	47,5	46,3
65 ans et au-dessus .....	68,3	57,4	50,7	43,8	13,1	12,0	9,4	7,3	38,8	33,9	28,6	24,1
<b>TOTAL</b>	<b>56,8</b>	<b>53,7</b>	<b>51,0</b>	<b>49,3</b>	<b>12,9</b>	<b>13,6</b>	<b>14,1</b>	<b>14,8</b>	<b>34,9</b>	<b>33,6</b>	<b>32,6</b>	<b>32,1</b>
<i>Asie orientale</i>												
0-14 ans .....	3,5	3,1	1,9	1,4	3,4	2,7	1,8	0,9	3,5	2,9	1,9	1,2
15-19 ans .....	73,3	69,6	63,1	56,6	69,0	65,3	60,1	54,9	71,2	67,5	61,6	55,7
20-24 ans .....	91,8	90,4	88,9	87,7	72,0	72,0	72,2	72,7	82,1	81,3	80,7	80,3
25-44 ans .....	95,2	94,5	94,8	95,1	65,4	63,3	66,3	69,5	80,6	79,1	80,8	82,5
45-54 ans .....	91,7	90,9	91,1	91,5	62,8	62,1	63,0	63,7	77,4	76,7	77,0	77,7
55-64 ans .....	79,2	78,4	77,5	76,7	52,7	51,1	50,0	48,9	65,6	64,6	63,5	62,5
65 ans et au-dessus .....	42,4	39,6	37,3	34,9	30,5	28,3	26,4	24,6	35,8	33,4	31,4	29,4
<b>TOTAL</b>	<b>57,0</b>	<b>55,2</b>	<b>54,9</b>	<b>55,7</b>	<b>42,0</b>	<b>40,0</b>	<b>40,7</b>	<b>41,8</b>	<b>49,6</b>	<b>47,7</b>	<b>47,8</b>	<b>48,8</b>
<i>Asie méridionale</i>												
0-14 ans .....	9,9	8,3	6,5	4,6	5,9	5,2	4,3	3,4	8,0	6,8	5,4	4,0
15-19 ans .....	69,9	69,0	65,1	61,3	35,1	35,2	33,4	31,5	52,9	52,2	49,3	46,5
20-24 ans .....	91,0	89,7	87,9	86,2	42,0	39,3	38,4	37,5	66,8	64,7	63,3	62,0
25-44 ans .....	96,8	96,3	96,3	96,3	46,1	43,4	41,6	39,6	72,3	70,3	69,3	68,2
45-54 ans .....	94,8	95,9	95,1	94,2	44,1	42,8	41,1	39,3	70,7	69,5	68,4	67,2
55-64 ans .....	87,9	88,6	87,3	86,0	34,5	31,4	30,2	28,9	61,4	59,5	58,5	57,4
65 ans et au-dessus .....	56,3	60,6	54,2	47,8	12,1	15,7	13,7	11,9	33,5	36,8	32,9	29,0
<b>TOTAL</b>	<b>58,7</b>	<b>55,5</b>	<b>52,5</b>	<b>51,1</b>	<b>27,3</b>	<b>25,0</b>	<b>23,2</b>	<b>22,0</b>	<b>43,3</b>	<b>40,3</b>	<b>37,9</b>	<b>36,6</b>

Source : OIT, *Annuaire des statistiques du travail 1970*, 30<sup>e</sup> édition, Genève, BIT, p. 13 à 17.

et 41 % environ de leurs femmes. Ces différences considérables reflètent nécessairement, dans une certaine mesure, la situation de la femme dans les structures sociales extrêmement différentes des quatre régions. Il y a aussi des différences considérables d'un pays à l'autre, dans chaque région.

100. Sur la base des derniers recensements disponibles, le tableau II.32 donne une idée de la répartition de la population active par secteurs d'activité économique dans les pays peu développés. Comme il était à prévoir, l'Amérique latine accuse un niveau d'emploi dans l'industrie plus élevé que l'Asie et l'Afrique. Mais presque tous les pays, dans les trois continents, emploient entre 30 et 80 % de leur population active dans l'agriculture, ce qui montre la place que l'agriculture continue de tenir dans la vie économique de ces pays.

101. Du point de vue des droits de l'homme, le chômage, sous des formes diverses, constitue l'un des déséquilibres

graves de la condition des pays peu développés. D'après les indications disponibles il semble que, pendant la dernière décennie, la plupart de ces pays ont progressé vers une solution de ce problème; d'autres ont eu moins de succès dans leurs efforts. La raison fondamentale en est le déséquilibre qui existe entre le nombre des personnes en quête d'emplois et le nombre d'emplois disponibles.

Cela tient surtout à l'augmentation rapide du nombre des personnes en quête d'emplois — du fait du taux d'accroissement naturel élevé de ceux qui sont déjà intégrés dans l'économie d'échange et de l'afflux de nouveaux travailleurs ayant quitté les divers emplois indépendants qu'ils occupaient dans l'économie rurale (exploitations agricoles ou agriculture de subsistance). Ce phénomène est dû également à l'absence de bon nombre des facteurs complémentaires qui sont nécessaires pour la création d'emplois rémunérés<sup>40</sup>.

102. Les tableaux II.33 et II.34 indiquent le volume du chômage enregistré et les capitaux nécessaires pour em-

<sup>40</sup> ONU, *Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970* ..., p. 137.



TABLEAU II.32

## Pays et territoires peu développés : emploi par secteur d'activité économique

(En pourcentage de la main-d'œuvre totale)

	Agriculture	Industries extractives	Industries manufac- turières	Construc- tion	Electricité, gaz	Commerce	Transports	Services	Divers	Chômage	Tota
<i>Afrique</i>											
Algérie (1966) .....	56,4	0,9	6,4	5,0	0,4	5,9	3,4	13,2	3,3	11,1	100,0
Angola (1960) .....	69,0	1,9	6,0	4,0	0,1	4,5	2,1	12,0	0,4		100,0
Botswana (1967) .....	90,8	0,8	1,0	1,1		1,0	0,9	3,9	0,5		100,0
Congo (Kinshasa) [Zaire] (1955-1957) .....	86,4	1,2	3,1	2,5		1,3	1,6	3,1	0,8		100,0
Côte d'Ivoire (1964) .....	86,4	0,2	0,8	0,9	0,4	6,8	2,3	2,2			100,0
Gabon (1963) .....	84,1	3,4	1,9	1,7	0,1	3,7	1,3	3,2	0,6		100,0
Ghana (1960) .....	58,0	1,8	8,6	3,3	0,5	13,6	2,5	5,7		6,0	100,0
Libéria (1962) .....	80,9	3,5	2,1	2,9	0,1	2,8	0,9	6,0	0,8		100,0
Libye [République arabe libyenne] (1964) .....	37,1	3,0	6,8	7,7	1,5	6,4	5,6	20,0	11,9		100,0
Malawi (1961) .....	6,6	0,1	8,1	6,0	1,1	39,6	6,6	30,2	1,7		100,0
Maroc (1960) .....	56,3	1,2	8,2	1,7	0,3	7,3	2,5	9,9	3,3	9,3	100,0
Maurice (1962) .....	37,9	0,1	14,6	10,6	1,2	10,0	6,3	18,7	0,6		100,0
Mozambique (1950) .....	75,3	0,1	4,7	1,2		1,4	1,0	6,9	9,4		100,0
Namibie (1960) .....	58,5	5,9	4,3	6,1	0,4	4,3	3,2	11,9	5,4		100,0
Niger (1960) .....	96,9	0,5	0,1			0,8	0,2	0,9	0,6		100,0
République arabe unie [Egypte] (1960) .....	56,6	0,3	9,0	2,0	0,5	8,1	3,3	17,3	2,9		100,0
Réunion (1961) .....	42,5	0,1	9,3	11,7	0,4	8,6	5,7	20,3	1,4		100,0
Sierra Leone (1963) .....	74,8	5,1	4,4	1,7	0,2	5,7	1,7	3,1	3,3		100,0
Soudan (1956) .....	85,8		5,0	0,6		2,1	0,6	4,6	1,3		100,0
Tunisie (1966) .....	41,0	2,2	9,5	5,4	1,6	6,7	3,5	19,5	6,9	3,7	100,0
<i>Amérique latine</i>											
Argentine (1960) .....	17,8	0,5	25,1	5,7	1,1	12,3	7,0	20,6	9,9		100,0
Barbade (1966) .....	24,5	0,1	9,4	8,3	1,2	15,3	5,5	22,6		13,1	100,0
Bolivie (1950) .....	63,4	4,1	10,3	2,4	3,9	5,4	2,0	6,6	0,9	1,0	100,0
Brésil (1960) .....	51,6	2,5	8,9	3,5	9,9	6,7	4,8	12,1			100,0
Chili (1960) .....	27,7	3,8	18,0	5,7	0,8	10,1	4,9	22,8	6,2		100,0
Colombie (1964) .....	47,2	1,6	12,8	4,3	0,3	8,6	3,7	18,0	3,5		100,0
Costa Rica (1963) .....	49,1	0,3	11,5	5,9	1,1	9,8	3,7	17,2	1,4		100,0
Cuba (1953) .....	41,5	0,5	16,6	3,3	0,4	11,8	5,3	20,1	0,5		100,0
Dominique (1960) .....	50,0	0,1	10,8	10,2	0,7	8,3	2,3	13,6		4,0	100,0
El Salvador (1961) .....	60,3	0,1	12,8	4,1	0,2	6,4	2,2	13,0	0,9		100,0
Equateur (1962) .....	55,6	0,3	14,6	3,3	0,3	6,7	3,0	13,2	3,0		100,0
Grenade (1960) .....	39,9	0,2	9,5	10,6	0,7	10,8	3,2	17,1	0,1	7,9	100,0
Guatemala (1964) .....	65,4	0,1	11,4	2,6	0,1	6,3	2,1	11,3	0,7		100,0
Guyane (1965) .....	29,6	2,8	15,1	5,2	1,3	11,8	5,7	17,0	4,0	7,5	100,0
Haïti (1950) .....	83,2		4,9	0,6	0,1	3,5	0,4	4,6	0,3	2,4	100,0
Honduras (1961) .....	66,8	0,3	7,8	2,0	0,1	4,8	1,4	12,2	4,6		100,0
Jamaïque (1960) .....	36,1	0,7	13,7	7,6	0,5	9,2	3,0	20,3	1,6	7,3	100,0
Martinique (1967) .....	28,1	0,2	8,8	11,4	32,5	12,1	5,5		1,4		100,0
Mexique (1960) .....	54,2	1,2	13,7	3,6	0,4	9,5	3,2	13,5	0,7		100,0
Nicaragua (1963) .....	59,7	0,8	11,7	3,3	0,3	7,3	2,5	14,2	0,2		100,0
Panama (1960) .....	46,2	0,1	7,6	4,3	0,5	9,1	3,0	20,1	7,0	2,1	100,0
Paraguay (1962) .....	54,7		15,1	3,3	0,2	7,1	2,5	14,9	2,2		100,0
Pérou (1961) .....	49,7	2,1	13,2	3,4	0,3	9,0	3,0	15,3	2,8	1,2	100,0
République Dominicaine (1960) .....	61,4	0,3	8,2	2,5	0,4	6,7	2,6	11,1	6,8		100,0
Surinam (1964) .....	24,8	7,0	8,9	2,8	1,0	11,1	2,4	29,7	2,3	10,0	100,0
Trinité-et-Tobago (1960) .....	19,9	4,6	14,7	10,8	1,9	12,6	5,8	24,0	0,1	5,6	100,0
Uruguay (1963) .....	17,9	0,2	20,8	4,8	1,7	13,0	6,1	27,4	6,1	2,0	100,0
Venezuela (1961) .....	32,3	2,3	12,2	5,6	1,0	12,6	5,0	23,3	4,8	0,9	100,0
<i>Asie</i>											
Bahreïn (1965) .....	8,7	0,3	0,8	15,6	19,6	14,5	10,3	17,2	9,7	3,3	100,0
Brunéi (1960) .....	33,5	15,1	5,7	13,6	1,1	7,8	4,0	19,2			100,0
Cambodge [République khmère] (1962) .....	80,3	0,1	2,7	0,9		5,8	1,2	7,5	1,5		100,0
Ceylan [Sri Lanka] (1963) .....	48,6	0,3	9,1	2,5	0,2	8,3	4,0	14,3	5,1	7,6	100,0
Chypre (1960) .....	40,3	2,3	13,7	8,7		6,9	4,1	14,7	9,3		100,0
Hongkong (1966) .....	5,0	0,3	38,0	6,1	0,9	16,1	6,7	23,3	3,6		100,0
Inde (1961) .....	72,9	0,5	9,5	1,1	0,3	4,1	1,6	8,8	1,2		100,0

TABLEAU II.32 (suite)

	Agriculture	Industries extractives	Industries manufacturières	Construction	Electricité, gaz	Commerce	Transports	Services	Divers	Chômage	Total
<i>Asie (suite)</i>											
Indonésie (1964-1965).....	67,2	0,2	5,6	1,3		10,2	1,2	10,9	1,1	2,3	100,0
Irak (1957).....	47,9	0,2	9,5	4,5	0,6	5,1	5,0	14,2	13,0		100,0
Iran (1966).....	41,8	0,3	16,7	6,7	0,7	7,3	3,0	12,2	1,7	9,6	100,0
Jordanie (1961).....	35,3	2,4	8,4	10,3	0,4	8,0	3,1	13,7	18,4		100,0
Koweït (1965).....	1,1	3,8	9,7	15,6	3,8	12,5	5,4	44,8	0,5	2,8	100,0
Macao (1960).....	5,3		30,1	3,5	1,2	26,6	8,0	23,5		1,8	100,0
Malaisie (1962).....	51,4	1,9	6,4	1,9	0,3	12,7	3,2	16,1	0,1	6,0	100,0
Népal (1961).....	93,8		1,9	0,1		1,1	0,4	1,9	0,8		100,0
Pakistan (1965).....	67,6	0,1	9,6	2,1	0,1	7,9	3,5	7,6	0,4	1,1	100,0
Philippines (1965).....	52,7	0,2	10,6	2,6	0,2	9,8	3,2	12,4	0,1	8,2	100,0
Ryû-Kyû [îles] (1969).....	27,3		8,4	8,9	5,6	21,3		28,0		0,5	100,0
Singapour (1957).....	8,4	0,3	13,9	5,1	1,2	25,3	10,5	33,2	0,4	1,7	100,0
Yémen du Sud [Yémen démocratique] (1958).....		1,1	25,3	13,8	2,9		7,6	22,8	17,6	8,9	100,0
Syrie [République arabe syrienne] (1968).....	61,5	0,2	8,6	3,2	0,7	6,9	2,4	9,1		7,4	100,0
Thaïlande (1960).....	82,0	0,2	3,4	0,5	0,1	5,6	1,2	4,7	1,8	0,5	100,0

Source : OIT, *Annuaire des statistiques du travail* 1970, 30<sup>e</sup> édition, Genève, BIT, p. 54 à 125.

ployer une population active en pleine croissance ainsi que la population non active dans de nouvelles industries. Le tableau II.33 ne reflète que les données disponibles, qui sont extrêmement insuffisantes; le tableau II.34 indique l'étendue du problème que les pays en voie de développement ont à résoudre pour employer leur population en chômage, sous-employée ou en chômage déguisé. Dans tous les cas, les capitaux nécessaires annuellement pour employer la population généralement en chômage représentent de deux à trois fois le montant de la formation effective de capital intérieur.

103. Le tableau II.34 illustre également certains autres aspects quantitatifs du problème du chômage. Les taux d'activité relativement faibles dans les pays en voie de développement indiquent qu'une faible fraction seulement (environ un tiers dans la plupart des cas, mais pouvant tomber jusqu'à un quart dans les pays où la population est jeune et qui, traditionnellement, n'emploient pas de main-d'œuvre féminine) de l'accroissement de la population vient effectivement grossir les rangs des travailleurs productifs. Ce n'est qu'une partie beaucoup plus faible de cette fraction — moins d'un dixième dans certains pays africains et asiatiques — qui trouve un emploi dans l'industrie. L'une des raisons en est la forte intensité de capital dans l'industrie; parmi les pays ayant procédé à ces évaluations, le montant de l'investissement net par travailleur supplémentaire au début des années 60 allait de 2 000 dollars environ en Bolivie, en Ethiopie et au Kenya à 5 000 ou 6 000 dollars au Chili, à Maurice et en Zambie. Un seul pays (République de Corée) a investi moins de 1 000 dollars par nouvel emploi, tandis que plusieurs autres — Israël, la Jamaïque et le Venezuela, par exemple — ont dépensé plus de 10 000 dollars pour absorber chaque travailleur supplémentaire dans l'industrie.

Ce sont là des chiffres annuels de formation nette de capital, à l'exclusion de tout investissement nécessaire pour remplacer l'équipement et le matériel usés au cours de l'année. Ils ne s'appliquent qu'à l'industrie, compte non tenu des investissements dans l'infrastructure — par exemple, dans les transports, les services d'eau, de gaz et d'électricité et le logement des travailleurs — qui seraient générale-

ment nécessaires pour assurer le fonctionnement de la nouvelle capacité de production dans l'industrie<sup>41</sup>.

104. Ce sont les taux de croissance de l'emploi dans l'industrie et de la population active de sexe masculin qui illustrent le mieux l'écart qui existe entre ce qui est fait et ce qui devrait l'être:

Au cours des années 60, l'emploi dans l'industrie a augmenté en moyenne d'un peu moins de 5 % par an. Par rapport à ce taux modeste d'expansion, le nombre des hommes en âge de travailler a augmenté chaque année de l'équivalent d'un cinquième de la population active effectivement employée dans l'industrie en Amérique latine, d'un quart dans les pays en voie de développement d'Asie et de plus de 80 % dans ceux d'Afrique<sup>42</sup>.

105. Néanmoins, le chômage effectif n'est qu'un aspect du problème dans les pays peu développés. Le chômage y est en grande partie de caractère structurel. Le manque d'infrastructure physique et sociale (routes, électricité, écoles), la rareté des ressources en capital, l'immobilité des facteurs de production se combinent, de sorte qu'il est extrêmement difficile d'ouvrir de nouvelles possibilités d'emploi. En outre, les pays peu développés connaissent des variétés saisonnières et cycliques de chômage. Comme une grande proportion de la population active se livre à l'agriculture, le chômage saisonnier constitue une forme de chômage importante et dont il n'est pas tenu compte dans les statistiques. Comme il n'existe pratiquement pas de système d'allocations de chômage et de services d'emploi, les travailleurs en chômage ou congédiés ne sont guère encouragés à s'inscrire auprès des autorités. De la sorte, le chômage irréductible ainsi que le chômage cyclique ne sont pas non plus, en grande partie, enregistrés.

106. Les problèmes d'évaluation du taux du chômage sous ses diverses formes (effectif, déguisé, saisonnier, cyclique et sous-emploi) sont examinés assez longuement dans *l'Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970*<sup>43</sup>. A cet égard, la situation au Pakistan est assez typique.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 144.

<sup>42</sup> *Ibid.*, p. 146.

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 137 à 146.

TABLEAU II.33

Divers pays en voie de développement<sup>a</sup> : volume du chômage enregistré dans les années 60

	Système de mesure <sup>b</sup>	Population de la zone de référence 1967 <sup>c</sup>		Chômeurs inscrits vers 1967			Taux moyen annuel d'accroissement des chômeurs inscrits	
		Nombre (en milliers)	Pourcentage de la population totale	Nombre (en milliers)	Pourcentage		Nombre d'années	Pourcentage
					Population de référence	Population active		
<i>Hémisphère occidentale</i>								
Argentine .....	SS	7 700	33	198,7	2,6	6,4	3	6,0
Barbade .....	Ra	249	100	1,4	0,6	1,5	7	-15,8
Chili .....	SS	2 370	26	55,6	2,3	6,1	6	2,2
Guadeloupe .....	Ra	320	100	2,0	0,6	1,3	6	-7,1
Guatemala .....	Ru	630	13	0,3	0,1	—	7	6,0
Panama .....	SS	1 329	100	25,0	1,9	6,2	4	4,5
Surinam .....	Ru	363	100	2,5	0,7	2,5	7	-6,7
Trinité-et-Tobago .....	SS	1 010	100	53,7	5,3	15,0	3	5,3
<i>Afrique</i>								
Ghana .....	Ru	8 139	100	16,7	0,2	0,5	7	5,7
Guinée .....	Ra	197	5	0,2	0,1	0,3	6	-3,9
Haute-Volta .....	Ra	155	3	0,4	0,3	0,4	7	12,9
Kenya .....	Ra	4 914	50	8,1	0,2	0,4	7	-0,6
Madagascar .....	Ru	6 330	100	0,9	—	0,3	7	1,7
Malawi .....	Ra	4 146	100	1,8	—	0,1	4	6,2
Maroc .....	Ra	14 140	100	23,7	0,2	0,6	7	1,3
Maurice .....	Ru	774	100	14,2	1,8	6,7	4	37,0
Mozambique .....	Ru	7 187	100	1,9	—	0,1	6	5,1
Niger .....	Ra	60	2	0,1	0,2	0,6	7	-4,0
Nigéria .....	Ru	61 450	100	20,1	—	0,1	7	16,5
République arabe unie [Égypte] ..	SS	31 693	100	268,0	0,8	3,2	4	19,6
Sierra Leone .....	Ra	2 439	100	13,7	0,6	1,3	7	8,2
Tchad .....	Ra	104	3	0,1	0,1	0,3	7	6,5
Zambie .....	Ru	3 945	100	12,3	0,3	0,7	4	11,8
<i>Asie</i>								
Ceylan [Sri Lanka] .....	Ra	11 703	100	249,5	2,1	6,5	7	9,0
Inde .....	Ra	511 125	100	2 706,3	0,5	1,2	7	8,8
Indonésie .....	Ra	107 431	100	71,8	0,1	0,2	6	-3,5
Irak .....	Ra	8 725	100	2,7	—	0,2	7	11,1
Israël .....	Ru	2 629	100	7,9	0,3	0,9	6	4,6
Malaisie .....	Ra	8 540	100	117,0	1,4	4,1	7	24,5
Pakistan .....	Ra	120 160	100	184,1	0,2	0,4	7	1,3
Philippines .....	SS	34 656	100	999,0	2,9	8,0	6	4,9
République de Corée .....	SS	29 784	100	590,0	2,0	6,2	5	-3,8
République démocratique populaire du Yémen [Yémen démocratique] .....	Ru	1 170	100	3,7	0,3	0,8	7	-5,2
Singapour .....	Ra	1 956	100	77,0	3,9	11,9	7	5,1
Syrie [République arabe syrienne]	SS	5 540	100	88,2	1,6	5,3	3	-5,6

Source : ONU, *Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.C.1), p.141.

<sup>a</sup> Les pays sont ceux qui communiquent effectivement des données sur le chômage.

<sup>b</sup> SS : d'après des enquêtes par sondage sur la population active; Ra : d'après les statistiques du service de l'emploi relatives aux personnes en quête d'emploi qui se font inscrire; Ru : d'après les statistiques du service de l'emploi relatives aux chômeurs inscrits.

<sup>c</sup> 1966, dans le cas de l'Indonésie et d'Israël; 1968 pour la République arabe unie.

Pour certains pays, la zone de référence comprend la capitale ou un petit nombre de villes principales ou les deux; pour l'Argentine, la zone métropolitaine de Buenos Aires; pour le Chili, la zone métropolitaine de Santiago; pour le Guatemala, la ville de Guatemala; pour la Guinée, la région de Conakry; pour la Haute-Volta, Ouagadougou et Bobo-Dioulasso; pour le Niger, Niamey; pour le Tchad, Fort-Lamy. Pour les autres pays, il est de toute évidence que la zone de référence est à l'échelle du pays, encore que la possibilité pour les personnes en quête d'emploi de se rendre aux lieux d'inscription varie sans doute beaucoup selon les endroits. Pour le Kenya, population masculine seulement.

En général, plus la portée relative du système d'inscription est restreinte, et moins les variations du nombre des inscrits sont susceptibles de représenter avec exactitude le nombre des personnes effectivement en quête d'emploi. C'est ainsi qu'au Pakistan le nombre des chômeurs inscrits (personnes en quête d'emploi) est demeuré virtuellement le même entre 1964 et 1968, soit moins de 0,5% de la population active, qui augmentait d'environ 3% par an. Au moment du recensement au début de la décennie, 1% de la population active (qui représentait un tiers de la population totale, et la moitié de la population âgée de plus de 10 ans) a été enregistré comme « sans travail mais cherchant du travail », alors que les enquêtes par sondage indiquaient un taux de chômage représentant en moyenne entre 3 et 4% de la population active dans les zones rurales, 8% dans

les villes principales du Pakistan occidental et 11% dans les villes principales du Pakistan oriental où, en outre, le sous-emploi, urbain et rural, équivalait à un taux de chômage supérieur à 20%<sup>44</sup>.

#### D. — La deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement : goulets d'étranglement stratégiques

107. L'évaluation qui précède de la situation économique dans les pays peu développés pendant les années 60

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 143.

TABLEAU II.34

Divers pays en voie de développement : accroissement de la population, de la population active, de l'emploi et des investissements, vers 1960

	Accroissement annuel (en milliers)			Taux annuel de la formation nette de capital intérieur		Investissement nécessaire par hypothèse				
						Pour employer l'accroisse- ment de la population active dans l'industrie	Montant	Pour l'accroisse- ment de la population non active <sup>d</sup>	Total	
	Population	Population active <sup>a</sup>	Emploi dans l'industrie <sup>b</sup>	Total (millions de dollars)	Par unité d'accroisse- ment de population					Par
										travailleur <sup>c</sup>
	<i>Hémisphère occidentale</i>									
Argentine .....	353	114	82	1 638	4 640	23 201	2 645	1 109	3 754	
Bolivie .....	99	37	10	25	253	1 670 <sup>c</sup>	45	18	63	
Brésil .....	2 080	624	185	2 737	1 316	6 580	4 106	1 916	6 022	
Chili .....	192	40	12 <sup>b</sup>	198	1 031	5 157 <sup>c</sup>	206	157	363	
Colombie .....	492	115	22	370	752	3 760	432	284	716	
Costa Rica .....	43	8	4	62	1 442	7 210	58	50	108	
El Salvador .....	88	16	6 <sup>b</sup>	42	477	2 387	38	34	72	
Equateur .....	148	33	7 <sup>b</sup>	77	520	2 602	86	60	146	
Guatemala .....	118	28	8	55	466	2 875 <sup>c</sup>	108	42	150	
Guyane .....	18	3	1	32	1 829	9 143	27	27	54	
Haïti .....	80	40	5	10	125	625	25	5	30	
Honduras .....	63	15	3 <sup>b</sup>	28	444	2 222	33	21	54	
Jamaïque .....	33	2	1	81	2 455	14 750 <sup>c</sup>	30	76	106	
Mexique .....	1 222	299	116	1 121	917	4 587	1 371	847	2 218	
Nicaragua .....	48	11	3	38	792	3 959	44	29	73	
Panama .....	35	9	2	38	1 086	5 429	49	26	75	
Paraguay .....	54	12	4	28	519	2 593	31	22	53	
Pérou .....	311	66	26	303	974	4 872	322	239	561	
République Dominicaine ...	110	22	3	30	273	1 364	30	24	54	
Trinité-et-Tobago .....	22	6	5	94	4 273	21 364	128	106	234	
Uruguay .....	33	10	5	152	4 606	8 540 <sup>c</sup>	85	106	191	
Venezuela .....	257	82	18	561	2 183	11 778 <sup>c</sup>	966	382	1 348	
<i>Afrique</i>										
Algérie .....	248	12	2	537	2 165	8 661	104	511	615	
Angola .....	63	25	6	54	857	3 428	86	33	119	
Cameroun [République-Unie du Cameroun] .....	100	34	33 <sup>b</sup>	44	440	1 760	60	29	89	
Congo (République démo- cratique du) [Zaïre] .....	297	98	17	89	300	1 200	188	60	178	
Côte d'Ivoire .....	97	34	1	64	660	2 639	90	42	132	
Ethiopie .....	414	128	11	91	220	1 455 <sup>c</sup>	186	63	247	
Gabon .....	8	2	—	46	5 750	23 000	46	34	80	
Ghana .....	183	51	25 <sup>b</sup>	207	1 131	4 524	231	149	380	
Kenya .....	237	90	9	91	1 620	2 000	180	238	418	
Libéria .....	17	4	1	38	2 235	8 941	36	29	65	
Madagascar .....	129	53	4 <sup>b</sup>	41	318	1 271	67	24	91	
Maroc .....	338	67	18	118	349	1 396	94	82	176	
Maurice .....	17	2	1	27	1 588	6 353 <sup>c</sup>	13	24	37	
Mozambique .....	86	23	2	132	1 544	6 176	142	96	238	
Nigéria .....	1 248	254	130 <sup>b</sup>	312	250	1 000	254	249	503	
Ouganda .....	167	62	4 <sup>b</sup>	39	234	934	58	25	83	
République arabe libyenne ..	50	9	3	123	2 460	9 840	89	101	190	
République arabe unie [Egypte] .....	648	250	65 <sup>b</sup>	576	889	4 031 <sup>c</sup>	1 008	354	1 362	
République centrafricaine ..	29	10	—	18	621	2 483	25	12	37	
République populaire du Congo [Congo] .....	11	2	1	49	4 455	17 818	36	40	76	
République-Unie de Tanzanie .....	256	90	10	50	195	781	70	32	102	
Rhodésie du Sud .....	123	45	2	142	1 155	4 618 <sup>c</sup>	208	90	298	
Sierra Leone .....	29	13	9 <sup>b</sup>	24	828	3 310	43	16	59	
Soudan .....	339	103	13	170	501	2 006	207	118	325	
Tchad .....	45	19	1	16	356	1 422	27	9	36	
Togo .....	38	11	2	9	237	947	10	7	17	
Tunisie .....	89	16	6	145	1 629	4 000 <sup>c</sup>	64	119	183	
Zambie .....	96	31	6 <sup>b</sup>	99	1 031	5 500 <sup>b</sup>	171	67	238	

TABLEAU II.34 (suite)

	Investissement nécessaire par hypothèse								Total
	Accroissement annuel (en milliers)			Taux annuel de la formation nette de capital intérieur		Pour employer l'accroisse- ment de la population active dans l'industrie	Montant	Pour l'accroisse- ment de la population non active <sup>d</sup>	
	Population	Population active <sup>a</sup>	Emploi dans l'industrie <sup>b</sup>	Total (millions de dollars)	Par unité d'accroisse- ment de population	Par			
						travailleur <sup>c</sup>			
						Dollars			
<i>Asie</i>									
Birmanie .....	469	177	40	142	303	1 211	214	88	304
Ceylan [Sri Lanka].....	247	58	16	139	563	2 251	131	106	237
Inde .....	10 725	3 714	668 <sup>b</sup>	4 000	373	1 492	5 541	2 615	8 156
Indonésie .....	2 244	694	116	267	119	476	330	184	514
Irak .....	192	51	17	207	1 078	4 312	220	152	372
Iran .....	614	137	64	366	569	2 276	312	271	583
Israël .....	71	20	10 <sup>b</sup>	505	7 113	10 400 <sup>c</sup>	208	363	571
Jordanie .....	46	14	7	44	957	3 826	54	31	85
Malaisie .....	207	53	12	171	826	3 304	175	127	302
Pakistan .....	2 605	668	125	551	212	846	565	410	975
Philippines .....	931	500	60	544	595	3 383 <sup>c</sup>	1 692	256	1 948
République de Corée.....	667	250	100 <sup>b</sup>	265	397	830 <sup>c</sup>	208	166	374
République khmère .....	158	47	4	77	487	1 949	92	54	146
Syrie [République arabe syrienne] .....	128	60	10 <sup>b</sup>	91	711	2 844	171	48	219
Thaïlande .....	818	296	35	334	408	3 000 <sup>c</sup>	888	213	1 101

Source : ONU, *Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.C.1), p. 145 et 146.

<sup>a</sup> D'après les taux d'activité fournis par l'OIT.

<sup>b</sup> Chiffre effectif pour les pays indiqués; sinon, deux fois le taux proportionnel d'accroissement de la population active.

<sup>c</sup> Chiffre effectif pour les pays indiqués; sinon, quatre fois le taux moyen annuel de formation nette de capital intérieur par unité d'accroissement de la population en Afrique et en Asie et cinq fois ce taux dans l'hémisphère occidental.

<sup>d</sup> Accroissement de la population moins accroissement de la population active multiplié par le taux moyen effectif de la formation nette de capital intérieur par unité d'accroissement de la population.

démontre l'existence d'un certain nombre de goulets d'étranglement, aux conséquences graves, qui ont déjà commencé à entraver le processus de développement de ces pays. Sur ce point également, la situation varie très considérablement d'un pays à l'autre, mais des obstacles fonctionnels et sectoriels communs à tous se manifestent au moins dans trois secteurs, à savoir l'agriculture et la production alimentaire, l'emploi et la création d'emplois et la croissance industrielle. Il importera que chaque pays surveille les signes de déséquilibre dans ces secteurs et mette au point ses propres moyens d'y remédier<sup>45</sup>.

#### *Agriculture et production alimentaire*

108. De nombreux pays en voie de développement éprouvent de grandes difficultés à produire les denrées alimentaires nécessaires à la subsistance de leur population croissante. Le tableau II.35 illustre le fait que l'écart entre l'offre et la demande de denrées alimentaires est allé croissant pendant les années 60.

109. Une des plus fâcheuses conséquences de cet écart est la hausse du prix des denrées alimentaires. Au tableau II.36, les fluctuations des prix à la consommation de divers articles (produits alimentaires, carburants et électricité, vêtements et loyers) de 1960 à 1968 montrent que les prix de tous ces articles essentiels ont monté en flèche dans de nombreux pays en voie de développement, mais que l'augmentation du prix des denrées alimentaires a généralement été la plus forte. On ne saurait trop souligner les effets d'une telle situation sur la répartition du revenu. Comme les groupes dont le revenu est faible en dépensent

la majeure partie pour acquérir les articles cités, les prix inflationnistes de ces derniers entraînent une détérioration de la répartition du revenu qui favorise les groupes à revenu élevé et désavantage les pauvres.

#### *Emploi, création d'emplois, retards sectoriels*

110. Un autre déséquilibre généralisé dans les régions peu développées est celui qui existe entre le nombre d'offres d'emploi et celui des personnes en quête d'emploi. Outre les problèmes relatifs à l'évaluation du chômage sous ses diverses formes, un sérieux retard de la croissance industrielle empêche l'absorption de cette main-d'œuvre supplémentaire. Un aperçu de cette situation a été donné ci-dessus, au paragraphe 104.

111. Ce retard, qui s'accompagne d'une rapide urbanisation, a entraîné un agrandissement des collectivités sous-intégrées qui vivent en marge de la vie économique et sociale urbaine.

112. C'est encore dans le développement industriel (notamment dans la mécanisation et la commercialisation de l'agriculture) que résident les solutions clefs aux problèmes d'ensemble du développement économique. Le développement industriel crée la plupart des nouveaux emplois, augmente la productivité et ouvre tout un nouvel horizon de possibilités économiques. Par conséquent, les pays peu développés doivent judicieusement planifier et exécuter l'utilisation de leurs maigres ressources pour le développement industriel. Malheureusement, le développement industriel n'est souvent pas précédé de sérieux efforts de recherche et de planification, et il s'ensuit qu'on s'expose à de sérieux retards, que les capacités de production existantes ne sont pas pleinement utilisées dans certains domaines et que des importations

<sup>45</sup> On trouvera une analyse plus détaillée dans ONU, *Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970* . . . , p. 130 à 146.

TABLEAU II.35

Divers pays en voie de développement : variations annuelles moyennes de la production et de la demande de denrées alimentaires<sup>a</sup>, 1960-1968

	Taux d'accroissement annuel moyen en pourcentage		Elasticité de la demande de produits alimentaires <sup>b</sup>	Taux d'accroissement annuel moyen en pourcentage	
	Population	Revenu par habitant		Demande de produits alimentaires d'après les évaluations <sup>c</sup>	Production alimentaire nationale <sup>d</sup>
<i>Hémisphère occidentale</i>					
Argentine .....	1,6	1,6	0,14	1,8	2,7
Bolivie .....	2,6	2,7	0,66	4,4	0,8
Brésil .....	3,0	2,0	0,30	3,6	4,3
Chili .....	2,5	2,0	0,43	3,4	2,1
Colombie .....	3,2	1,6	0,42	3,9	3,1
Costa Rica .....	3,4	3,2	(0,36)	4,6	3,7
Cuba .....	2,1	..	0,34	..	-2,1
Equateur .....	3,4	1,0	0,54	3,9	2,4
El Salvador .....	3,6	2,1	0,40	4,4	3,5
Guatemala .....	3,1	2,0	0,40	3,9	4,3
Guyane .....	3,1	-0,6	(0,40)	2,9	0,5
Haïti .....	2,0	-0,8	0,66	1,5	-2,3
Honduras .....	3,4	2,1	0,40	4,2	4,5
Jamaïque .....	2,0	3,3	(0,36)	3,2	-0,2
Mexique .....	3,4	2,9	0,36	4,4	5,0
Nicaragua .....	3,4	3,8	0,40	4,9	6,9
Panama .....	3,3	4,5	0,40	5,1	5,9
Paraguay .....	3,1	1,5	0,35	3,6	0,7
Pérou .....	3,1	2,5	0,48	4,3	0,3
République Dominicaine .....	3,6	-0,7	0,40	3,3	-1,5
Surinam .....	3,5	2,7	(0,36)	4,5	..
Trinité-et-Tobago .....	2,6	2,4	(0,30)	3,3	-0,1
Uruguay .....	1,3	-1,1	0,15	1,1	0,7
Venezuela .....	3,5	1,1	0,40	3,9	5,3
<i>Afrique</i>					
Algérie .....	2,3	-2,8	0,46	1,0	-1,1
Angola .....	1,3	1,4	0,58	2,1	1,8
Burundi .....	2,0	0,6	0,58	2,3	2,1
Cameroun [République-Unie du Cameroun] .....	2,1	3,4	0,58	4,1	2,7
Côte d'Ivoire .....	3,0	4,4	0,58	5,6	4,2
Congo (République démocratique du) [Zaire] .....	2,1	1,0	0,58	2,7	-0,4
Dahomey .....	2,9	-0,6	0,58	2,6	1,4
Ethiopie .....	2,0	2,4	0,56	3,3	2,4
Gabon .....	1,9	3,4	0,58	3,9	..
Ghana .....	2,7	-0,3	0,58	2,5	1,0
Guinée .....	2,7	2,3	0,55	4,0	1,4
Guinée équatoriale .....	1,8	..	(0,55)	..	..
Haute-Volta .....	2,0	0,8	0,66	2,5	0,3
Kenya .....	2,9	1,8	0,60	4,0	4,1
Libéria .....	1,7	3,0	0,55	3,4	0,6
Madagascar .....	2,4	-0,2	0,57	2,3	1,9
Malawi .....	2,6	0,2	0,67	2,7	4,7
Mali .....	2,1	-0,1	0,66	2,0	-0,7
Maroc .....	2,9	1,2	0,55	3,6	4,6
Mozambique .....	1,3	4,0	0,46	3,1	..
Niger .....	3,1	1,9	0,66	4,4	2,3
Nigéria .....	2,4	-2,1	0,48	1,4	0,7
Ouganda .....	2,5	1,6	0,49	3,3	1,6
République arabe unie [Egypte] .....	2,5	1,0	0,50	3,0	1,5
République centrafricaine .....	2,4	-0,3	0,58	2,2	..
République populaire du Congo [Congo] ..	1,5	6,0	0,58	5,0	..
République-Unie de Tanzanie .....	2,5	0,9	0,61	3,0	2,7
Rhodésie du Sud .....	3,2	0,3	0,67	3,4	1,8
Rwanda .....	3,1	-0,5	0,58	2,8	2,4
Sénégal .....	2,1	0,6	0,66	2,5	0,9
Sierra Leone .....	1,3	3,6	0,55	3,3	1,3
Soudan .....	2,9	1,7	0,52	3,8	1,7
Tchad .....	1,5	0,6	0,58	1,8	..

TABLEAU II.35 (suite)

	Taux d'accroissement annuel moyen en pourcentage		Elasticité de la demande de produits alimentaires <sup>b</sup>	Taux d'accroissement annuel moyen en pourcentage	
	Population	Revenu par habitant		Demande de produits alimentaires d'après les évaluations <sup>c</sup>	Production alimentaire nationale <sup>d</sup>
<i>Afrique (suite)</i>					
Togo .....	2,6	4,3	0,58	5,1	1,2
Tunisie .....	2,3	1,8	0,57	3,3	-1,6
Zambie .....	3,0	3,7	0,67	5,5	5,4
<i>Asie</i>					
Birmanie .....	2,1	1,6	0,48	2,9	1,0
Ceylan [Sri Lanka] .....	2,4	2,3	0,63	3,8	4,5
Inde .....	2,5	1,0	0,72	3,6	1,8
Indonésie .....	2,4	0,2	0,68	2,5	1,7
Irak .....	2,8	3,9	0,58	5,1	2,9
Iran .....	2,9	5,1	0,67	6,3	4,9
Jordanie .....	2,7	5,3	0,47	5,2	5,0
Koweït .....	8,7	-2,0	(0,35)	8,0	..
Liban .....	2,5	1,1	0,41	3,0	6,4
Malaisie .....	3,0	2,7	0,50	4,4	5,1
Pakistan .....	2,1	3,7	0,72	4,8	3,1
Philippines .....	3,4	0,8	0,61	3,9	3,3
République de Corée .....	2,7	6,1	0,47	5,6	3,7
République khmère .....	2,4	-3,2	(0,50)	0,8	-2,6
République du Viet-Nam .....	2,7	-1,1	(0,50)	2,2	-1,0
Singapour .....	2,5	6,0	0,50	5,5	..
Syrie [République arabe syrienne] .....	2,8	4,8	0,49	5,2	4,1
Thaïlande .....	3,1	4,8	0,44	5,2	3,7

Source : ONU, *Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970* (publication des Nations Unies : numéro de vente F.71.II.C.1), p. 134 et 135.

<sup>a</sup> Les pays ont été choisis en fonction des données dont ils disposent.

<sup>b</sup> Données tirées de FAO, *Produits agricoles. Projections pour 1975 et 1985*, vol. II, Rome, p. 28 à 33. L'élasticité de la demande de denrées alimentaires est calculée au prix à l'exploitation. Les chiffres entre parenthèses ont été évalués à partir de valeurs limites.

<sup>c</sup> Evalué à partir du taux de croissance de la population, en appliquant de surcroît le coefficient d'élasticité de la demande prévu à l'augmentation du revenu par habitant.

<sup>d</sup> Pour la définition des denrées alimentaires et le calcul du taux moyen d'augmentation, voir le tableau A.2 des annexes statistiques de *L'étude sur l'économie mondiale, 1969-1970*.

sont nécessaires dans d'autres. La sous-utilisation de la capacité est typique dans l'industrie sidérurgique, dans l'industrie génératrice d'électricité et dans l'industrie textile.

113. Comme il est dit dans *l'Etude*, le développement économique est:

comme un jeu de saute-mouton, chacun des secteurs étant, tour à tour, sous-équipé et suréquipé par rapport au marché. Comme le capital est un facteur si rare dans la plupart des pays en voie de développement, la politique de développement et la gestion économique ont pour un de leurs objectifs de réduire au minimum le suréquipement, c'est-à-dire de porter au maximum la production par unité de capital mise en jeu. En même temps, toutefois, le processus d'investissement est le fer de lance du développement : il ouvre à l'exploitation des ressources nouvelles, il crée de la demande supplémentaire et élargit les débouchés pour une capacité déjà installée, et, enfin, il augmente la productivité tant dans le secteur même où il intervient que dans l'économie tout entière. En conséquence, l'une des subtilités les plus grandes en matière de développement économique consiste à maintenir un bon équilibre dans chacune des séries de relations clefs : entre la capacité déjà installée et la demande relative au produit, entre l'usage de capital et celui de main-d'œuvre pour tout projet donné, et entre les capacités de fonctionnement de secteurs interdépendants<sup>46</sup>.

114. Cela étant, les pays peu développés doivent faire un effort spécial de recherche approfondie et de planification avant de décider d'affecter leurs maigres ressources à tel ou tel objectif parmi ceux, en nombre croissant, qu'ils ont en vue.

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 146 et 147.

#### *La science et la technique de la programmation au service du développement*

115. On reconnaît généralement que le progrès économique et le développement industriel vont de pair avec l'application systématique de la technique aux problèmes qui se posent dans un pays donné. Pour les pays peu développés, il s'agit en premier lieu d'importer des pays plus avancés les connaissances techniques appropriées, en vue de combler l'écart scientifique et technique. Pour être efficace, ce transfert des techniques doit tout d'abord donner à ces pays accès à la documentation existant dans le monde et, ensuite, mettre à leur disposition des techniciens qualifiés. Dans les pays peu développés, les autochtones qualifiés doivent être capables de prendre des initiatives pour répondre aux besoins particuliers du pays. En d'autres termes, le transfert de la science et de la technique est insuffisant en soi et le restera si le processus n'est pas institutionnalisé en une infrastructure de recherche et de développement, qui devra comprendre des centres de documentation, des bibliothèques, des centres de recherche universitaires, des instituts de recherche indépendants et des services d'études et de recherches du secteur industriel. Avant que cette condition soit remplie, le transfert de la science et de la technique ne pourra qu'être incohérent, imitateur et souvent sans rapport avec les besoins du pays en voie de développement intéressé.

116. Le concept d'une politique scientifique a déjà gagné du terrain dans certains pays en voie de développe-

TABLEAU II.36

Pays et territoires peu développés : mouvements des prix à la consommation<sup>a</sup>, par catégorie de produits, 1960-1968

		Indice (année de référence = 100) pour				
	Période	Prix à la consom- mation <sup>b</sup>	Produits alimen- taires	Chauffage et éclai- rage <sup>c</sup>	Vêtements <sup>d</sup>	Loyers <sup>e</sup>
<i>Hémisphère occidentale</i>						
Argentine .....	1960-1968	560	525	390	582	496
Barbade .....	1960-1965	109	107	111	104	104
	1966-1968	111	111	..	104	108
Bolivie .....	1960-1968	161	151	..	148	..
Brésil .....	1960-1968	2 618	2 300	3 030	2 820	2 800
Chili .....	1960-1968	612	661	..	567	..
Colombie .....	1960-1968	246	251	..	232	..
Costa Rica .....	1960-1968	118	119	110	105	115
Equateur .....	1960-1965	118	127	107	117	120
	1965-1968	113	119	..	106	107
El Salvador .....	1960-1968	104	113	117	89	73
Guatemala .....	1960-1968	104	104	112	86	..
Guyane .....	1960-1967	116	117	111	106	102
Haïti .....	1960-1968	128	130	..	134	118
Honduras .....	1960-1968	122	122	119	166	110
Jamaïque .....	1960-1967	121	119	116	116	130
Mexique .....	1960-1968	120	120	121	122	..
Nicaragua .....	1960-1967	114	122	135	101	101
Panama .....	1962-1968	107	110	101	104	107
Paraguay .....	1964-1968	109	106	..	104	106
Pérou .....	1960-1966	171	182	..	177	137
République Dominicaine .....	1960-1968	116	116	138	112	95
Trinité-et-Tobago .....	1961-1968	126	125	119	109	120
Uruguay .....	1963-1968	1 649	1 768	..	1 777	783
Venezuela .....	1962-1968	108	106	93	101	106
<i>Afrique</i>						
Algérie .....	1964-1967	104	100	..	105	102
Burundi .....	1965-1968	111	111	..	..	..
Cameroun [République-Unie du Cameroun] <sup>f</sup> .....	1961-1968	132	134	..	..	..
Congo (République démocratique du) [Zaïre] .....	1963-1968	325	337	..	..	..
Congo (République populaire du) [Congo] <sup>f</sup> .....	1960-1967	143	145	126	124	..
Côte d'Ivoire .....	1960-1968	128	127	118	131	126
Côte d'Ivoire <sup>f</sup> .....	1960-1968	126	121	96	136	..
Ethiopie .....	1963-1968	128	132	133	123	..
Gabon .....	1962-1968	123	119	110	144	..
Gabon <sup>f</sup> .....	1960-1968	150	147	110	162	..
Ghana .....	1960-1968	187	191	147	206	112
Kenya .....	1960-1967	117	119	127	103	..
Kenya <sup>f</sup> .....	1960-1967	121	124	111	110	..
Libéria .....	1964-1968	114	107	..	..	..
Madagascar .....	1964-1968	109	110	105	..	..
Madagascar <sup>f</sup> .....	1960-1968	124	122	99	128	..
Malawi .....	1960-1964	110	108	..	104	..
Maroc .....	1960-1968	120	121	..	132	113
Maurice .....	1962-1968	116	116	..	101	..
Mauritanie <sup>f</sup> .....	1961-1968	136	132	104	120	..
Mozambique .....	1961-1968	120	117	107	119	146
Niger .....	1963-1968	114	114	..	109	..
Niger <sup>f</sup> .....	1960-1968	143	143	118	146	..
Nigéria .....	1960-1968	123	112	124	136	137
Ouganda .....	1960-1968	125	128	..	..	..
Ouganda <sup>f</sup> .....	1960-1968	132	124	..	131	..
République arabe libyenne .....	1964-1968	124	129	..	109	129
République arabe unie [Egypte] .....	1967-1968	104	100	..	..	..
	1960-1967	131	150	..	..	..
République centrafricaine .....	1960-1966	145	153	114	154	..
République centrafricaine <sup>f</sup> .....	1960-1968	158	163	122	195	..
République-Unie de Tanzanie .....	1960-1968	118	115	152	137	..



TABLEAU II.36 (suite)

Période	Indice (année de référence = 100) pour				
	Prix à la consommation <sup>b</sup>	Produits alimentaires	Chauffage et éclairage <sup>c</sup>	Vêtements <sup>d</sup>	Loyers <sup>e</sup>
<i>Afrique (suite)</i>					
Rhodésie du Sud .....	1960-1965	112	111	..	..
Sénégal <sup>f</sup> .....	1960-1968	121	129	113	80
Sierra Leone .....	1961-1968	129	108	123	111
Somalie .....	1960-1966	139	130	91	181
Soudan .....	1960-1967	132	146	119	107
Tchad <sup>f</sup> .....	1960-1968	143	146	101	122
Tunisie .....	1962-1968	125	126	112	129
Zambie .....	1960-1968	144	145	..	..
Zambie <sup>f</sup> .....	1960-1968	137	134	97	129
<i>Asie</i>					
Birmanie .....	1960-1964	100	101	102	94
Ceylan [Sri Lanka] .....	1960-1968	117	120	101	126
Hongkong .....	1964-1968	114	124	101	103
Inde .....	1960-1968	174	181	168	148
Indonésie .....	1960-1968	4 439	5 716	..	1 691
Irak .....	1960-1962	102	102	..	97
Iran .....	1963-1968	103	104	103	107
Israël .....	1960-1968	113	117	116	107
Laos .....	1960-1965	158	145	113	136
Malaisie (occidentale) .....	1960-1968	652	699	..	680
Népal .....	1960-1968	108	109	..	101
Népal .....	1964-1968	124	128	..	..
Pakistan .....	1960-1968	130	138	..	114
Philippines .....	1960-1963	115	122	..	108
Philippines .....	1964-1968	117	122	105	110
République de Corée .....	1960-1965	205	231	176	208
République de Corée .....	1966-1968	123	119	127	118
République démocratique populaire du Yémen [Yémen démocratique] .....	1960-1967	118	128	120	95
République khmère .....	1960-1967	122	110	..	106
République du Viet-Nam .....	1960-1968	416	596	..	262
Singapour .....	1960-1968	111	114	110	104
Syrie [République arabe syrienne] .....	1962-1967	115	122	105	98
Thaïlande .....	1960-1968	119	131	..	101

Source : *Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.C.1), p. 138 et 139.

<sup>a</sup> Dans bien des cas, applicable uniquement aux grandes villes et à certaines catégories de la population. Voir le tableau A.15 des annexes statistiques de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970*.

<sup>b</sup> Compte non tenu des loyers au Mexique et dans tous les pays africains à l'exception de l'Algérie, du Burundi, du Libéria, du Maroc, de Maurice, du Mozambique, du Nigéria, de la République arabe unie, de la République arabe libyenne, de la République démocratique du Congo, de la Somalie, du Soudan et de la Tunisie, à l'exclusion des « articles divers » en Haïti et au Mexique.

<sup>c</sup> Chauffage uniquement en El Salvador, à Hongkong, à la Jamaïque, en Uruguay et au Venezuela. Electricité uniquement au Honduras, eau comprise au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Gabon, en Mauritanie, au Mozambique, au Niger, dans la République centrafricaine, dans la République démocratique populaire du Yémen, au Sénégal, au Soudan, au Tchad et en Tunisie.

<sup>d</sup> Y compris articles de ménage dans certains cas.

<sup>e</sup> Y compris l'eau et l'électricité en El Salvador, en Indonésie, en Jamaïque, dans la République Dominicaine et au Venezuela; y compris l'eau, le chauffage et l'éclairage ainsi que les réparations au Paraguay; y compris le chauffage et l'éclairage en Algérie, au Laos, au Maroc, au Pérou et dans la République du Viet-Nam; y compris l'entretien et les réparations en Birmanie, en Malaisie, au Nigéria et en Thaïlande; y compris le chauffage au Pakistan.

<sup>f</sup> Résidents européens.

ment en faveur d'une programmation systématique du développement scientifique et technique. Ce concept remplace « l'idée quelque peu désuète qu'on se faisait de la science, qui était considérée comme une activité purement intellectuelle (qu'il faut aider sans en attendre beaucoup de profit sur le plan pratique) »<sup>47</sup>.

117. La méthode proposée par l'OCDE et adoptée par certains pays consiste à effectuer une analyse complète

<sup>47</sup> « Comment faire participer la science et la technique au développement économique : une expérience menée dans cinq pays », *L'Observateur de l'OCDE*, Paris, n° 15, avril 1965, p. 8. Voir également OCDE, *Science, croissance économique et politique gouvernementale*, Paris, 1963; et G. Jones, *The Role of Science and Technology in Developing Countries*, Londres, Oxford University Press, 1971.

pour déterminer les priorités de recherche, à formuler des programmes d'allocation des ressources de recherche scientifique et technique à chacun des domaines hautement prioritaires et à élaborer un programme détaillé de répartition systématique de l'ensemble des ressources scientifiques et techniques entre les trois principaux domaines : la recherche fondamentale, la recherche appliquée et le développement. Retient également l'attention la création d'institutions chargées de poursuivre la tâche de programmation scientifique et technique en relation avec le développement économique et social.

118. Toutefois, pour que la culture scientifique atteigne tous les niveaux de la société traditionnelle, les pays peu développés doivent également recourir dans toute la

mesure possible à tous les moyens de communication de masse. Les « retombées scientifiques » de programmes éducatifs radiodiffusés et télévisés ne peuvent être surestimées. Ce dont les sociétés traditionnelles ont besoin par-dessus tout, c'est de rompre avec les modes de pensée, de motivation et de comportement traditionnels. Pour être rationnelle, une politique d'application de la science doit

donc accorder une attention spéciale aux moyens par lesquels une diffusion aussi large que possible de l'information pourrait accomplir ce changement. A cet égard, l'utilisation directe de la radio et de la télévision en tant que moyens éducatifs proprement dits aussi bien qu'en tant qu'auxiliaires du système de l'enseignement permettrait de faire d'importants progrès à relativement peu de frais.

### Chapitre III

## CONDITIONS SOCIALES

119. Au cours des années 60, l'idée que la planification du progrès social fait partie intégrante de la planification du développement national a été admise, timidement, par la plupart des pays peu développés. Les planificateurs de la croissance se sont surtout préoccupés, en général, des investissements en constructions et en machines, particulièrement au début des années 60. L'élément humain, principal moyen de production et fin de tout effort productif, a reçu moins d'attention. La croissance du PIB ne s'est pas toujours accompagnée, dans les pays peu développés, d'une amélioration correspondante du niveau de vie de la majorité des groupes de population à faible revenu. Dans certains cas, la situation des travailleurs s'est dégradée, l'inflation les ayant virtuellement dépouillés d'une partie de leur revenu primitif réel. La persistance de certains facteurs — mauvaise répartition du revenu, chômage chronique, système concentrique de répartition régionale de l'investissement, choix de techniques mal adaptées aux ressources nationales, absence de politique progressiste du travail et des salaires, attention insuffisante portée à la satisfaction des besoins nutritionnels essentiels, à la formation technique et professionnelle, aux services sanitaires et au développement rural — a dans bien des cas aggravé les problèmes sociaux qui existaient au début des années 60. C'est ce qui s'est passé, en particulier, lorsque le taux d'accroissement des investissements intérieurs consacrés au progrès et développement social n'a pas réussi à dépasser le taux de croissance démographique. Cependant, depuis la fin des années 60, les dirigeants politiques et les planificateurs reconnaissent de plus en plus la nécessité et l'importance d'une politique de progrès social énergique. Ce fait, associé à l'évolution du cadre conceptuel du développement, tant au niveau national qu'au niveau international, s'est traduit dans beaucoup de plans de développement récents par le choix d'orientations nouvelles.

120. Néanmoins, les institutions de base traditionnelles ont fait obstacle à une transformation des structures du pouvoir plus rapide et conforme à cette nouvelle approche. Des considérations à court terme de maximisation du profit l'emportent encore sur les objectifs à long terme de création d'une société humaine plus heureuse, encore qu'on observe dans quelques-uns des pays en voie de développement certains signes encourageants de suppression des déséquilibres. On examinera, dans le présent chapitre, les faits sociaux qui exercent une influence sur les droits de l'homme dans les pays peu développés, en évaluant la situation au cours de la décennie 1960-1969. A cause du manque d'informations et de données comparatives suffisantes, il est extrêmement difficile d'apprécier exactement dans quelle mesure la jouissance des droits de l'homme a été assurée dans la totalité des pays en voie de développement. Un certain nombre d'indicateurs démographiques, sociaux et culturels seront donc utilisés tout au long du chapitre pour rendre compte de la

situation générale concernant les droits sociaux et culturels dans des régions, pays ou territoires particuliers.

### A. — Typologie

121. Il existe peu d'indicateurs sociaux génériques pouvant servir de bases de classification typologique pour l'étude des droits de l'homme. En outre, par suite de l'existence de divers facteurs naturels, historiques, sociaux et économiques, rien ne garantit, lorsqu'on utilise plusieurs indicateurs, que tel ou tel pays correspondra dans tous les cas au même groupe typologique. D'autre part, les renseignements relatifs aux indicateurs choisis ne sont pas uniformément disponibles pour tous les pays. Néanmoins, ces indicateurs sont suffisamment généraux et constants pour faire ressortir le niveau atteint par chaque pays en ce qui concerne la jouissance des droits sociaux, économiques et culturels. Les trois indicateurs de base choisis aux fins de classification typologique sont le taux d'analphabétisme, l'espérance de vie à la naissance et le taux de mortalité infantile.

122. Le taux d'analphabétisme fournit une indication *a)* du retard social, *b)* du sous-développement des ressources humaines, *c)* de l'inégalité des chances de participation au développement social et politique et de progrès individuel et *d)* de la mobilité sociale.

123. Les données relatives à l'espérance de vie reflètent *a)* le progrès économique et social global, *b)* les possibilités d'accès aux soins médicaux et sanitaires, *c)* le niveau de vie général et *d)* l'importance que le pays considéré a attachée jusque-là à la protection sociale.

124. Le taux de mortalité infantile peut être interprété comme traduisant la situation en ce qui concerne : *a)* la répartition du revenu, *b)* l'accès aux soins médicaux prénatals, aux services de sages-femmes et aux centres de protection maternelle et infantile et *c)* l'alimentation et la nutrition des groupes à faible revenu.

125. Sur la base des données disponibles, on a classé les pays en voie de développement, dans les tableaux II.37, II.38 et II.39, en cinq grands groupes typologiques. Ces tableaux montrent que, si la plupart des pays latino-américains et certains pays asiatiques comme Chypre, Hongkong et Sri Lanka font partie des groupes typologiques I et II, la plupart des pays d'Afrique occidentale, orientale, centrale et australe font partie des groupes IV et V. Les autres pays correspondent, à des degrés divers, au type du groupe III.

### B. — Niveau de vie

126. Les spécialistes de l'analyse sociale se heurtent à de nombreuses limitations lorsqu'ils cherchent à définir et à mesurer le niveau de vie. Certaines des questions fondamentales qui se posent sont les suivantes : Quelle

TABLEAU II.37

Pays et territoires peu développés groupés selon le taux d'analphabétisme, en pourcentage, de la population de plus de 15 ans, 1960-1967

<i>I</i> 1-20	<i>II</i> 21-40	<i>III</i> 41-60	<i>IV</i> 61-80	<i>V</i> Plus de 81
Antigua	Brésil	Brunéi	Afrique du Sud <sup>c</sup>	Algérie
Argentine	Chypre	Comores (îles)	Bahreïn	Gabon
Chili	Colombie	El Salvador	Cap-Vert (îles du) <sup>a</sup>	Guinée-Bissau
Costa Rica	Equateur	Honduras	Egypte	Libéria
Guadeloupe	Hongkong <sup>b</sup>	Ifni	Guatemala	Mali
Honduras britannique [Belize]	Maurice	Indonésie	Malawi	Népal
Jamaïque	Mexique	Iran	Maroc	Niger
Macao	Nouvelle-Calédonie	Koweït <sup>b</sup>	Namibie <sup>c</sup>	Pakistan
Martinique	Panama	Lesotho	République arabe libyenne	Sénégal
Montserrat	Paraguay	Malaisie	République arabe syrienne	Sierra Leone
Polynésie française	Pérou	Nicaragua	Tunisie <sup>b</sup>	Sikkim
Porto Rico	Philippines	République khmère		
Sainte-Hélène <sup>a</sup>	Ryū Kyū (îles)	Réunion		
Samoa-Occidental	Sri Lanka	Seychelles		
Surinam	Thaïlande	Turquie		
Uruguay	Venezuela	Zambie		

Sources : UNESCO, *Annuaire statistique 1970*, Paris, 1971, tableaux 1.1 et 1.3; *Alphabétisation, 1969-1971. Progrès de l'alphabétisation dans les divers continents*, Paris, 1972.

<sup>a</sup> Population âgée de plus de 16 ans.

<sup>b</sup> Population âgée de plus de 10 ans.

<sup>c</sup> Population non blanche. Du fait de la politique gouvernementale et du système d'apartheid, les niveaux d'alphabétisation et de santé et le niveau de vie général sont loin d'être les mêmes, dans ce pays, pour les Blancs et les non-Blancs.

TABLEAU II.38

Pays et territoires peu développés groupés selon l'espérance de vie à la naissance, 1965-1970

<i>I</i> 70 ans et plus	<i>II</i> 60-69 ans	<i>III</i> 50-59 ans	<i>IV</i> 40-49 ans	<i>V</i> 30-39 ans
Hongkong	Argentine	Algérie	Afrique du Sud <sup>b</sup>	Afghanistan
	Barbade	Colombie	Arabie Saoudite	Angola
	Brésil	Egypte <sup>a</sup>	Birmanie	Burundi
	Chili	El Salvador	Bolivie	Congo
	Chypre	Equateur	Cameroun [République-Unie du Cameroun]	Dahomey
	Costa Rica	Guatemala	Gabon	Ghana
	Guyane	Irak	Guinée	Guinée-Bissau
	Jamaïque	Iran	Haïti	Madagascar
	Koweït	Jordanie	Honduras	Malawi
	Mexique	Malaisie	Inde	Mali
	Panama	Maroc	Indonésie	Nigéria
	Singapour	Nicaragua	Kenya	Somalie
	Sri Lanka	Pakistan	Laos	Tchad
	Trinité-et-Tobago	Paraguay	Lesotho	Togo <sup>c</sup>
	Uruguay	Pérou	Mauritanie	
	Venezuela	Philippines	Mozambique	
		République arabe libyenne	Niger	
		République arabe syrienne	Ouganda	
		République de Corée	République khmère	
		République Dominicaine	République-Unie de Tanzanie	
		République du Viet-Nam	Sénégal	
		Rhodésie du Sud <sup>b</sup>	Sierra Leone	
		Thaïlande	Soudan	
		Tunisie	Yémen	
		Turquie	Yémen démocratique	
			Zambie	

Sources : ONU, *Annuaire démographique 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E/F.71.XIII.1); *El Cambio Social y la Política de Desarrollo Social in América Latina* (publication des Nations Unies, numéro de vente : S.70.II.G.3), p. 16 et 17.

<sup>a</sup> 1960.

<sup>b</sup> Population non blanche. Du fait de la politique gouvernementale et du système d'apartheid, les niveaux d'alphabétisation et de santé et le niveau de vie général sont loin d'être les mêmes, dans ce pays, pour les Blancs et les non-Blancs.

<sup>c</sup> 1961.

est la norme internationale en matière de niveau de vie ? En existe-t-il une ? Comment quantifier le bonheur, qui n'est sans doute que partiellement fonction du bien-être matériel ? Dans quelle mesure faut-il corriger en baisse le niveau du bien-être matériel pour tenir compte de facteurs

comme la pollution de l'environnement, la détresse mentale et l'agitation sociale ? Ou, pour exprimer la chose autrement, comment l'analyste peut-il corriger en hausse le chiffre du revenu par habitant des régions peu développées pour tenir compte du bien-être mental et

TABLEAU II.39

**Pays et territoires peu développés groupés selon le taux de mortalité infantile**  
(Décès d'enfants de moins d'un an pour 1 000 naissances vivantes)

<i>I</i> 10-49	<i>II</i> 50-99	<i>III</i> 100-149	<i>IV</i> 150-199	<i>V</i> 200 et plus
Bahamas	Algérie	Birmanie	Burundi	Gabon
Bahreïn	Argentine	Cameroun [République-Unie du Cameroun]	Congo	Guinée
Barbade	Bolivie	Cap-Vert (îles du)	Haïti	Niger
Brunéi	Brésil	Côte d'Ivoire	Haute-Volta	Sikkim
Chypre	Chili	Dahomey	Lesotho	Zambie
Fidji	Colombie	Egypte	Libéria	
Grenade	Costa Rica	Inde	Mauritanie	
Guadeloupe	El Salvador	Indonésie	Ouganda	
Guam	Equateur	Kenya	République centrafricaine	
Guyane	Gambie	Madagascar	République-Unie de Tanzanie	
Hongkong	Guatemala	Malawi	Tchad	
Jamaïque	Maurice	Mali	Turquie	
Jordanie	Mexique	Maroc		
Koweït	Mozambique	Pakistan		
Malaisie	Nicaragua	République khmère		
Martinique	Paraguay	Rhodésie du Sud <sup>a</sup>		
Panama	Pérou	Rwanda		
Porto Rico	Philippines	Sierra Leone		
Ryū-Kyū(îles)	République Dominicaine	Togo		
Sainte-Lucie	Réunion	Tunisie		
Samoa-Occidental	Soudan	Zaïre		
Singapour	Uruguay			
Sri Lanka	Yémen démocratique			
Surinam				
Thaïlande				
Trinité-et-Tobago				
Venezuela				

Source : Population Reference Bureau, Inc., *World Population Data Sheet* — 1971, Washington, D.C.

<sup>a</sup> Population non blanche. Du fait de la politique gouvernementale et du système d'*apartheid*, les niveaux d'alphabétisation et de santé et le niveau de vie général sont loin d'être les mêmes, dans ce pays, pour les Blancs et les non-Blancs.

spirituel des populations et du fait qu'elles vivent dans un environnement plus sain et plus naturel ? Il est toujours plus facile d'établir des comparaisons quantitatives portant sur des aspects particuliers du mode de vie, tels que l'apport calorique, l'habillement, le logement et les équipements culturels et de loisirs. Mais, quand on en vient à la qualité, il faut ajuster les chiffres pour tenir compte du coût de la vie réel, de considérations climatiques, du degré de non-discrimination en fait et en droit, des goûts et des comportements individuels et, enfin, de la satisfaction absolue que la population de la région retire des facilités matérielles dont elle dispose. En général, mises à part certaines exceptions mineures, il n'existe pas de normes ou d'indices qui puissent servir à opérer ces ajustements. Les comparaisons établies sur le plan international sont donc de nature à induire en erreur dans la mesure où elles portent sur le revenu par habitant et le niveau de vie en tant que tel<sup>48</sup>. Il est toutefois possible d'étudier l'évolution du niveau de vie, dans tel ou tel pays ou région, sur la base des normes locales, qui tiennent compte de l'existence d'un mode de vie sain,

<sup>48</sup> Il est trompeur de prendre comme étalon, pour mesurer le développement économique et social général, le revenu par habitant et son taux de croissance considérés isolément. Comme l'écrit G. Myrdal : « On ne distingue pas exactement ce qui est censé croître, ni s'il y a bien croissance au sens véritable du terme ou si celle-ci reflète simplement les coûts de développements indésirables ou encore une consommation et des investissements privés et publics de caractère ostentatoire. » Voir G. Myrdal, « The world poverty problem », *Britannica Book of the Year 1972*, Chicago, Encyclopaedia Britannica, Inc., 1972, p. 27.

en considérant les modifications qui interviennent dans la répartition du revenu, de la richesse, des chances et des services sociaux. En pratique, une répartition plus équitable de la richesse, des chances et des services sociaux aboutit finalement à une meilleure répartition du revenu.

127. Dans la plupart des pays étudiés ici, la richesse comprend principalement les terres (y compris les ressources en eau et autres ressources naturelles), le bétail, les bâtiments, les stocks de marchandises et certains biens meubles, ainsi que les espèces (y compris l'or et l'argent)<sup>49</sup>. Dans les sociétés commerciales modernes, la richesse comprend la propriété de certains biens de production, qui peuvent revêtir la forme de machines et d'équipements.

128. Au cours de la décennie 1960-1969, si un certain nombre de pays peu développés ont réglementé d'une manière ou d'une autre la propriété des grands domaines agricoles, caractérisée par l'absentéisme des propriétaires, seuls quelques-uns d'entre eux ont vraiment mis fin à cet absentéisme et ont réellement distribué les terres agricoles (avec ou sans indemnisation) aux paysans qui les cultivent<sup>50</sup>. Ainsi que le déclare G. Myrdal :

<sup>49</sup> ONU, *Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient en 1971* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.II.F.1), p. 8.

<sup>50</sup> Jusqu'à présent on peut surtout citer, comme exemples de pays ayant entrepris une telle action, l'Algérie, le Chili, l'Égypte, l'Iran et la République-Unie de Tanzanie.

La réforme agraire a été inscrite à l'ordre du jour politique de presque tous les pays sous-développés, et presque partout, les gouvernements se sont contentés d'un simulacre de réforme. Lorsque des textes législatifs ont été promulgués, il s'est agi d'une mini-réforme qui, même alors, n'a pas été appliquée de façon effective. D'une manière très générale, les intérêts des cultivateurs sans terre ont été totalement négligés. Les réformes complémentaires — développement communautaire, vulgarisation agricole, coopératives de crédit et autres coopératives — se sont faites plus facilement. Mais, en l'absence de réforme agraire effective, elles ont plutôt eu pour effet de favoriser les couches supérieures de la population des villages et donc, en pratique, d'augmenter l'inégalité<sup>51</sup>.

Mais la simple distribution de terres n'a pas toujours eu pour résultat, du moins à court terme, d'accroître le revenu des agriculteurs. Dans la plupart des cas, les services complémentaires fournis par les gouvernements (crédit agricole, services de commercialisation et d'organisation, aide technique aux coopératives agricoles, etc.) n'ont pas été suffisants pour empêcher une baisse de la productivité ou des prix du marché, ou des deux à la fois. Dans la plupart de ces pays et, à plus forte raison, dans d'autres qui n'ont pas encore mis en application une politique progressiste de réforme agraire, l'amélioration du niveau de vie des agriculteurs reste un sujet de préoccupation pour les dirigeants politiques et les planificateurs.

129. L'utilisation de nouvelles semences et le transfert de techniques agricoles modernes ont jusqu'à présent « profité principalement aux agriculteurs ayant de grandes exploitations, des terres de bonne qualité, des installations d'irrigation satisfaisantes, un niveau d'instruction relativement élevé et une assez bonne situation financière »<sup>52</sup>. La nouvelle technologie « n'a pas touché la vaste majorité des petits agriculteurs — propriétaires ou fermiers — qui, faute de ressources, ne pouvaient appliquer l'ensemble des pratiques nécessaires »<sup>53</sup>.

130. Certains pays en voie de développement, comme l'Iran, sont allés jusqu'à adopter une législation prévoyant l'intéressement des travailleurs aux bénéfices annuels des entreprises de production, ainsi qu'une politique destinée à aider les travailleurs à acquérir une participation au capital des sociétés commerciales. Quelques-uns ont institué, à titre expérimental, un système de participation des travailleurs à la gestion des entreprises. Il s'agit là de politiques de base visant à garantir la justice sociale, qui n'ont pratiquement aucun effet préjudiciable sur le taux de croissance du revenu par habitant. Jusqu'à une date récente, presque tous les économistes se demandaient comment concilier l'objectif de croissance du revenu par habitant et l'objectif de justice sociale. Or, dans les pays très développés comme les États-Unis d'Amérique et la République fédérale d'Allemagne, l'expérience a montré qu'en réalité la croissance du revenu par habitant, considérée en tant que fonction de la croissance de l'épargne et de la consommation par habitant, peut être stimulée par une répartition meilleure et plus équitable du revenu, résultant d'une meilleure répartition du capital-actions des sociétés, entre autres choses. Dans ces pays, le nombre des actionnaires a augmenté peu à peu au cours du siècle écoulé, en même temps que les institutions boursières se développaient et qu'une législation fiscale progressiste était mise en place. Les pays socialistes,

quant à eux, ont choisi le système de l'acquisition et du contrôle directs des moyens de production et recourent à d'autres instruments de politique générale pour garantir la justice sociale, principalement l'action sur les salaires et les prix et l'adoption de mesures destinées à améliorer le logement, l'éducation, les services sanitaires ainsi que la formation et les débouchés professionnels.

131. Les pays peu développés ont donc toute une série de choix à faire s'ils veulent améliorer la répartition du revenu et rendre plus cohérente leur structure sociale, sans sacrifier pour autant la croissance de leur PNB. En fait, comme nous l'avons déjà indiqué, le taux de croissance peut fort bien, à longue échéance, en sortir renforcé. Ces choix, qui ne s'excluent pas mutuellement et dont la liste n'est en aucune façon exhaustive, sont notamment les suivants :

a) Choix des industries et des technologies les mieux adaptées aux ressources nationales, c'est-à-dire, dans le cas de la grande majorité des pays peu développés, d'industries et de techniques à fort coefficient de main-d'œuvre afin d'offrir des débouchés à tous ceux qui cherchent du travail;

b) Possibilité offerte à chacun, grâce à l'enseignement technique et à la formation professionnelle, d'accroître son aptitude à un travail productif et sa contribution au PNB;

c) Diversification régionale des investissements intérieurs, afin de mieux tirer parti des ressources naturelles et humaines et des capacités productives des régions attardées; les études entreprises ont montré que, dans certaines zones attardées, le coefficient de capital est moins élevé que la moyenne nationale. Cela prouve qu'une politique d'équilibre régional bien conçue peut même contribuer à accélérer la croissance économique;

d) Adoption d'une politique de salaires ainsi que d'une politique fiscale visant à réduire au minimum l'écart entre les pauvres et les riches et supprimant toute distinction fondée sur la race, le sexe, la religion ou la situation économique et sociale;

e) Action sur les prix, chaque fois que cela est nécessaire, par l'octroi de subventions à certaines productions agricoles, afin de permettre au revenu des agriculteurs d'atteindre un niveau en rapport avec le revenu moyen des autres travailleurs, compte tenu des facteurs de production agricoles autres que la main-d'œuvre;

f) Mise en place d'un cadre institutionnel et d'arrangements financiers pour aider les travailleurs à devenir actionnaires;

g) Action destinée à favoriser le développement de l'industrie légère et de l'artisanat indigène dans les zones rurales et les régions attardées, menée de pair avec les politiques nationales d'équipement et de développement de l'industrie lourde; une telle action aboutirait naturellement à créer dans les zones rurales des emplois industriels dans des domaines liés à la production agricole ainsi que dans de petites industries traditionnelles, ce qui offrirait aux agriculteurs une source de travail et de revenus supplémentaires pendant la morte-saison.

132. Une étude sur la pauvreté en Inde, du professeur V.M. Dandekar<sup>54</sup>, de l'Indian School of Political Economy, fait ressortir en termes plus rigoureux l'inégalité croissante des niveaux de vie des différents groupes de

<sup>51</sup> G. Myrdal, *loc. cit.*, p. 30.

<sup>52</sup> ONU, *Economic Survey of Asia and the Far East, 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.71.II.F.1), p. 118.

<sup>53</sup> *Ibid.*

<sup>54</sup> V. M. Dandekar et N. Rath, *Poverty in India*, Bombay, Indian School of Political Economy, 1971.

revenu<sup>55</sup>. Le tableau II.40 donne les chiffres des dépenses annuelles de consommation par habitant pour les différentes tranches de la population urbaine en 1960-1961 et 1967-1968 (aux prix de 1960-1961), chiffres tirés des résultats d'une enquête nationale par sondage et corrigés pour tenir compte d'estimations peu réalistes. En ce qui concerne ce tableau, V. Dandekar fait observer que :

la consommation par habitant des différentes tranches de population pour 1967-1968 est exprimée en pourcentages de la consommation correspondante pour 1960-1961. Les résultats sont édifiants. La tranche inférieure des classes moyennes et la tranche la plus pauvre, qui représentent, au bas de l'échelle, 40 % de la population urbaine, n'ont tiré aucun profit du développement économique de la dernière décennie. Les données disponibles montrent même que leur consommation par habitant a diminué, et cela d'une façon considérable pour les 10 % les plus pauvres. Cela n'a rien d'impossible. C'est cette catégorie en effet qui souffre le plus d'une hausse des prix comme celle qu'on a observée au cours de la dernière décennie<sup>56</sup>.

133. Le tableau II.41 fait apparaître non seulement l'inégalité entre les niveaux de vie des populations rurale et urbaine en Inde, mais aussi une aggravation de la pauvreté parmi les groupes les plus pauvres de ces deux secteurs. A ce sujet, V. M. Dandekar et N. Rath formulent les conclusions suivantes :

Au cours de la dernière décennie, les dépenses de consommation privées par habitant ont augmenté de moins de 1 % par an. Qui plus est, la légère progression enregistrée n'a pas été équitablement

répartie entre toutes les tranches de population. La situation des 20 % les plus pauvres de la population rurale est demeurée plus ou moins stagnante. Dans la population urbaine, la situation des 20 % les plus pauvres s'est nettement dégradée, et celle des 20 % suivants est restée plus ou moins stagnante. Ainsi, le degré de pauvreté rurale est resté le même qu'auparavant tandis que le degré de pauvreté urbaine s'accroissait. C'est là la conséquence d'un exode rural continu, les pauvres des campagnes migrant vers les villes dans l'espoir d'y trouver un gagne-pain, sans y réussir, et venant augmenter le nombre des citadins qui vivent dans la rue ou dans des taudis. Toute l'insatisfaction latente engendrée par la lenteur du progrès économique, toute la frustration silencieuse des pauvres qui, loin de bénéficier d'une attention particulière, ne reçoivent même pas leur part des fruits du progrès, semble s'accumuler de cette manière<sup>57</sup>.

Ce qui est vrai de l'Inde est également vrai de la plupart des pays peu développés.

### C. — Inégalités de revenu, de richesse et de chances

134. Les grandes inégalités qui existent, sur le plan du bien-être, entre les différentes classes sociales ou les différents groupes ethniques, entre sexes et entre régions et provinces sont l'une des caractéristiques des pays peu développés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Sans ces différences, bon nombre d'entre eux pourraient être rangés parmi les pays développés, compte tenu de leur PNB moyen par habitant.

#### 1. AFRIQUE

135. Les pays d'Afrique, dont la plupart ont un long passé colonial, se retrouvent avec une élite de riches négociants et avec de grandes entreprises modernes appartenant à des sociétés étrangères.

Dans certaines régions du continent, la situation s'est compliquée par la présence de vastes groupes d'immigrants venus d'Europe et d'Asie qui avaient dominé jadis la vie politique de leur pays et qui jouent encore un rôle très important dans l'industrie et le commerce.

<sup>55</sup> Le Rapporteur spécial estime que seules des études scientifiques et objectives du genre de celle qui a été effectuée sous la direction du professeur Dandekar peuvent entraîner une véritable prise de conscience des réalités de la part de ceux à qui il incombe de décider des politiques à suivre et des mesures radicales à prendre pour créer des conditions de vie plus justes et engendrer un développement économique et social rapide et soutenu. En ce sens, le Rapporteur spécial considère que cette étude fait honneur à l'Inde. Il faut espérer que des études analogues pourront être réalisées dans d'autres pays et conduire à l'adoption immédiate des réformes radicales qui sont nécessaires. Mais les études ne suppléent pas à l'action.

<sup>56</sup> V. M. Dandekar et N. Rath, *op. cit.*, p. 30.

<sup>57</sup> *Ibid.*, p. 32 et 33.

TABLEAU II.40

Inde : dépenses annuelles de consommation, par habitant, pour les différentes tranches de la population urbaine, 1960-1961 et 1967-1968 (Aux prix de 1960-1961)

Tranche de population (1)	Consommation par habitant 1960-1961 (Roupiés) (2)	Consommation par habitant 1967-1968					
		Estimations NSS <sup>a</sup>		Première révision		Révision finale	
		(Roupiés) (3)	Indice par rapport à 1960-1961 (Pourcentage) (4)	(Roupiés) (5)	Indice par rapport à 1960-1961 (Pourcentage) (6)	(Roupiés) (7)	Indice par rapport à 1960-1961 (Pourcentage) (8)
0-5 .....	96,2	74,3	77,2	74,3	77,2	78,2	81,3
5-10 .....	129,7	106,8	82,3	106,8	82,3	112,4	86,7
10-20 .....	156,1	138,4	88,7	138,4	88,7	145,7	93,3
20-30 .....	191,0	174,2	91,2	174,2	91,2	183,3	96,0
30-40 .....	223,8	209,1	93,4	209,1	93,4	220,1	93,3
40-50 .....	256,6	246,6	96,1	246,6	96,1	259,5	101,1
50-60 .....	295,8	289,2	97,8	289,2	97,8	304,4	102,9
60-70 .....	342,5	341,0	99,6	341,0	99,6	358,9	104,8
70-80 .....	421,3	410,1	97,3	419,6	99,6	441,6	104,8
80-90 .....	553,5	517,9	93,6	551,3	99,6	580,2	104,8
90-95 .....	753,4	667,0	88,5	750,4	99,6	789,8	104,8
95-100 .....	1 268,8	1 012,9	79,8	1 263,7	99,6	1 330,0	104,8
Toutes tranches .....	356,4	325,7	91,4	346,7	97,3	364,9	102,4

Source : V. M. Dandekar et N. Rath, *Poverty in India*, Bombay, Indian School of Political Economy, 1971, p. 29.

<sup>a</sup> Enquête nationale par sondages.

TABLEAU II.41

Inde : dépenses annuelles de consommation par habitant, pour les différentes tranches des populations rurale et urbaine, 1960-1961 et 1967-1968 (estimations révisées)

(En roupies, aux prix de 1960-1961)

Tranche de population (1)	1960-1961			1967-1968		
	Population rurale (2)	Population urbaine (3)	Population urbaine en pourcentage de la population rurale (4)	Population rurale (5)	Population urbaine (6)	Population urbaine en pourcentage de la population rurale (7)
0-5 .....	75,6	96,2	127,2	74,8	78,2	104,5
5-10 .....	100,4	129,7	129,2	102,0	112,4	110,2
10-20 .....	124,2	156,1	125,7	126,5	145,7	115,2
20-30 .....	150,1	191,0	127,2	153,4	183,3	119,5
30-40 .....	174,4	223,8	128,3	179,0	220,1	123,0
40-50 .....	198,0	256,6	129,6	205,3	259,5	126,4
50-60 .....	227,0	295,8	130,3	236,2	304,4	128,9
60-70 .....	258,5	342,5	132,5	269,8	358,9	133,0
70-80 .....	303,1	421,3	139,0	316,3	441,6	139,6
80-90 .....	382,5	553,5	144,7	399,2	580,2	145,3
90-95 .....	493,3	753,4	152,7	514,8	789,8	153,4
95-100 .....	870,6	1 268,8	145,7	908,6	1 330,0	146,4
Toutes tranches .....	258,8	356,4	137,7	268,6	364,9	135,9

Source : V.M. Dandekar et N. Rath, *Poverty in India*, Bombay, Indian School of Political Economy, 1971, p. 31.

TABLEAU II.42

Kenya : pourcentage des postes des catégories supérieures et moyennes occupés par des Kényens en 1967

Catégorie <sup>a</sup>	Pourcentage de tous les postes de la catégorie		
	Secteur privé	Secteur public	Ensemble de l'économie
A .....	28,2	45,3	34,6
B .....	46,7	73,5	57,0
C .....	47,3	72,2	54,5
D .....	64,3	83,8	70,1
Toutes catégories supérieures et moyennes	52,9	72,9	59,4

Source : ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.IV.13), p. 73.

<sup>a</sup> Catégorie A : emplois exigeant des études supérieures (universitaires ou autres). Catégorie B : emplois exigeant quatre à six années d'études secondaires et deux années ou plus de formation supérieure. Catégorie C : emplois exigeant à peu près quatre années d'études secondaires et trois années d'expérience ou plus. Catégorie D : emplois exigeant au moins deux années d'études secondaires et deux années ou plus de formation et d'expérience.

... Même dans les pays où les colons ne formaient qu'une petite minorité, la plupart des leviers de commande, soit dans l'appareil administratif, soit dans l'entreprise privée étaient auparavant entre des mains étrangères<sup>58</sup>.

Cette situation subsiste dans quelques pays africains. Le tableau II.42 indique le pourcentage de citoyens kényens occupant des postes supérieurs et moyens en 1967.

136. A l'exception de l'Éthiopie et des États musulmans qui bordent le Sahara, l'Afrique ne connaît pas cette « aristocratie foncière » caractéristique de nombreux pays d'Asie et d'Amérique latine. Cependant, les différences entre groupes ethniques résultant des circonstances historiques sont un important élément d'inégalité sociale, en particulier dans certaines régions d'Afrique du Nord, d'Afrique orientale, d'Afrique centrale et d'Afrique

<sup>58</sup> ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente F.71.IV.13), p. 71.

australe. Les dirigeants autochtones ont donc pris des mesures, parfois radicales, en vue de remplacer les étrangers par des Africains et accroître ainsi la mobilité sociale et les possibilités d'emploi des Africains.

137. En suivant cette voie, la seule en fait qui permette la réalisation absolue de l'indépendance de droit et de fait, les pays intéressés ont rencontré et, parfois, rencontré encore d'autres problèmes qui tiennent à l'histoire et à la pratique du colonialisme. Ils ne disposent pas du minimum de spécialistes et d'ouvriers qualifiés nécessaires pour accomplir les tâches fondamentales de la vie courante, sans parler de l'élaboration et de la mise en œuvre de programmes et de politiques de développement économique, social et culturel soigneusement préparés. En Algérie, le changement s'est opéré à la suite d'une guerre longue et meurtrière; au Zaïre, les autochtones ont simplement repris les postes abandonnés par les Belges. En Afrique australe, le *statu quo* est maintenu dans une atmosphère d'hostilité raciale grandissante. Dans d'autres pays, une évolution plus lente et plus ordonnée est en cours<sup>59</sup>. Par exemple, le tableau II.43 indique qu'au Kenya, en 1960, les Africains ne représentaient que 8,9 % des cadres administratifs et de direction, 2,5 % des administrateurs et 4,4 % du personnel technique de la fonction publique. En 1969, toutefois, les chiffres correspondants étaient de 81,6 %, 47,3 % et 71,8 % respectivement. En Zambie, pendant la période 1960-1968, le pourcentage d'Africains dans la fonction publique est passé de 0 % à 71 % pour les postes supérieurs, de 0,6 % à 19 % pour les postes d'administrateurs et de 2,3 % à 59 % pour les postes techniques et assimilés. En Afrique du Sud, en Rhodésie du Sud et en Zambie, il y a un très grand écart entre les gains des Africains et ceux des non-Africains, en raison des restrictions qui empêchent les Africains d'accéder à des postes exigeant un certain degré de qualification. En Rhodésie du Sud, comme indiqué au tableau II.44, les gains mensuels des non-Africains étaient 7 fois et demie plus élevés que ceux des Africains en 1965 et 9 fois plus élevés en 1961, ce qui montre que

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 73.



TABLEAU II.43

**Kenya et Zambie : pourcentage d'Africains dans la fonction publique**

Fonctions	Kenya		Zambie	
	1960	1969	1960	1968
Cadres administratifs et de direction...	8,9	81,6	0	71
Administrateurs .....	2,5	47,3	0,6	19
Personnel technique et assimilé .....	4,4	71,8	2,3	59
Personnel de bureau, police, etc. ....		97,5		82
Enseignants (premier degré) .....				95
Enseignants (second degré) .....				8
Enseignants du secteur public .....		18,5		—
Total (Etat) .....		94,5		76

Source : ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.IV.13), p. 73.

TABLEAU II.44

**Rhodésie du Sud : gains mensuels des Africains et des non-Africains travaillant dans les secteurs non agricoles, 1961-1965**

Année	Africains	Non-Africains
	Livres	
1961 .....	10,7	96,2
1962 .....	11,7	98,9
1963 .....	12,7	101,5
1964 .....	13,7	103,2
1965 .....	14,3	106,9

Source : OIT, *Annuaire des statistiques du travail 1971*, 31<sup>e</sup> édition, Genève, BIT, tableau 18, p. 553.

TABLEAU II.45

**Zambie : gains mensuels des Africains et des non-Africains travaillant dans les secteurs non agricoles, 1961-1969**

Année	Africains	Non-Africains
	Kwacha	
1961 .....	27,0	258,2
1962 .....	28,0	259,0
1963 .....	29,6	265,2
1964 .....	34,8	275,4
1965 .....	38,6	293,4
1966 .....	46,4	346,2
1967 .....	64,8	384,8
1968 .....	68,0	353,0
1969 .....	72,0	429,0

Source : OIT, *Annuaire des statistiques du travail 1971*, 31<sup>e</sup> édition, Genève, BIT, tableau 18, p. 554.

la situation s'est légèrement améliorée pendant la période 1961-1965; cette amélioration est due essentiellement à un accroissement de la demande d'ouvriers non qualifiés et semi-qualifiés dans les secteurs non agricoles<sup>60</sup>. Le

<sup>60</sup> Pour plus de détails sur la situation concernant l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels par les Africains, les Asiens, la population « de couleur » (métis) et les non-Africains (Européens), voir aussi les études faites par le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme en 1968 et 1969 sous le titre « Etude de l'apartheid et de la discrimination raciale en Afrique australe » (E/CN.4/949 et Corr.1, Add.1 et Corr.1 et Add.2 à 5, et E/CN.4/979 et Add.1, Add.1/Corr.1 et Add.2 à 8, respectivement).

même phénomène s'est produit en Zambie pendant les années 60 (voir le tableau II.45).

138. Dans le secteur agricole, les régimes fonciers traditionnels restent largement répandus. La réforme du régime foncier consiste, dans la plupart des pays, à donner aux agriculteurs un titre individuel de propriété. Certains pays, toutefois, se sont engagés sur la voie de la propriété d'Etat de la propriété collective sous diverses formes. La plus connue de ces expériences est probablement celle des zones récentes de peuplement *ujamaa* dans la République-Unie de Tanzanie. Les régimes de propriété foncière varient d'un pays à l'autre, mais on trouve des villages coopératifs en Algérie, dans la République centrafricaine, au Mali et dans d'autres pays d'Afrique.

## 2. ASIE

139. En Asie, l'inégalité de répartition du revenu tient à plusieurs facteurs dont :

- a) L'existence d'une aristocratie foncière et la concentration de la propriété privée;
- b) Les structures tribales et les groupes familiaux puissants;
- c) Le système de castes existant de fait dans certains grands pays;
- d) Le fait que l'économie est tributaire d'un produit principal et, en général, d'un secteur primaire;
- e) La faible productivité du secteur agricole par rapport aux autres secteurs;
- f) La faible proportion de la population active;
- g) Le faible taux de croissance de l'emploi productif;
- h) L'insuffisance de l'enseignement et de la formation technique.

140. Malheureusement, on ne dispose de renseignements sur la répartition du revenu que pour quelques pays, à savoir l'Inde, les Philippines, Sri Lanka et la Thaïlande. Mais les données intéressantes ces pays peuvent fournir d'utiles indications sur la situation d'ensemble des autres pays peu développés de la région, à l'exception d'Israël et, probablement, de quelques pays producteurs de pétrole.

141. Le tableau II.46 indique la répartition du revenu individuel, en pourcentage, par déciles, dans certains pays. D'après ce tableau, la part des deux déciles supérieurs dans le revenu individuel en Inde a augmenté, passant de 42% pendant la période 1953-1957 à 54% pendant la période 1961-1965, tandis que les chiffres correspondants pour les pays développés se situaient entre 44,5 et 49%. En revanche, la part des 5% qui se placent au bas de l'échelle est tombée de 8 à 5% en Inde pendant la période considérée.

142. La répartition du revenu s'est considérablement améliorée à Sri Lanka pendant la période 1953-1961. Des trois pays peu développés figurant au tableau II.46, Sri Lanka est celui qui se rapproche le plus des pays développés. Le fait important à ne pas perdre de vue dans ces comparaisons est la différence considérable qui existe, en termes absolus, entre les pays peu développés et les pays avancés en ce qui concerne le revenu individuel pour les deux déciles inférieurs. Dans les pays peu développés, les deux déciles inférieurs représentent la partie de la population dont les besoins essentiels, notamment sur les plans de l'alimentation, de l'habillement, du logement, de l'éducation et des soins médicaux, ne sont effectivement pas satisfaits.

TABLEAU II.46

**Répartition du revenu individuel, par déciles, dans certains pays**  
(En pourcentage)

Pays	Année	Part des déciles				
		20% inférieurs	60% inférieurs	20% supérieurs	10% supérieurs	5% supérieurs
Inde .....	1953/54 à 1956/57 <sup>a</sup>	8,0	36,0	42,0	28,0	—
	1953/54 et 1954/55 <sup>b</sup>	7,0	31,0	49,0	35,0	—
	1961/62 et 1964/65 <sup>b</sup>	5,0	27,0	54,0	40,0	—
	1953/54 <sup>b c</sup>	7,0	33,0	45,0	29,0	—
	1953/54 <sup>a c</sup>	5,0	28,0	51,0	35,0	—
	1957/58 <sup>a c</sup>	5,0	28,0	51,0	34,0	—
	1961/62 <sup>b c</sup>	7,0	33,0	47,0	30,0	—
Ceylan [Sri Lanka] .....	1953 <sup>a</sup>	5,2	27,8	53,8	40,6	—
	1963 <sup>a</sup>	4,5	27,5	52,3	36,8	—
Philippines .....	1956	4,7	25,6	54,9	39,3	27,0
	1961	4,6	24,7	56,2	40,7	28,9
	1965	3,9	24,3	55,4	40,0	27,6
Royaume-Uni .....	1951/52	5,4	33,3	44,5	30,2	20,9
Allemagne (République fédérale d') .....	1950	4,0	29,0	48,0	34,0	23,6
Pays-Bas .....	1950	4,2	29,6	49,0	35,0	24,6
Danemark .....	1952	3,4	29,6	47,0	30,7	20,1
Suède .....	1948	3,2	29,1	46,6	30,3	20,1
Etats-Unis d'Amérique .....	1950	4,8	32,0	45,7	30,3	20,4

Source : ONU, *Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient en 1971* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.II.F.1), p. 62.

<sup>a</sup> L'unité percevant le revenu est le ménage.

<sup>b</sup> L'unité percevant le revenu est l'individu.

<sup>c</sup> Les estimations sont fondées sur l'hypothèse selon laquelle l'épargne est nulle au-dessous d'un certain niveau de revenu et l'évasion fiscale pleinement reflétée dans la consommation et/ou l'épargne.

143. Si l'on considère les inégalités entre les zones rurales et les zones urbaines, la situation est encore plus sombre. Aux Philippines, en 1965, le nombre de familles dont le revenu était inférieur à 1 000 pesos était à peu près le même que celui des familles dont le revenu était égal ou supérieur à 3 000 pesos. Cependant, « quand on classe les familles selon qu'elles sont rurales ou urbaines, la disparité entre les pauvres et les riches est plus apparente. A la campagne, il y avait 36,4 % des familles dans le groupe inférieur, mais il n'y en avait que 14,5 % dans le groupe supérieur. En ville, c'était l'inverse : 22,4 % seulement des familles recevaient moins de 1 000 pesos, alors que 43,1 % recevaient au moins 3 000 pesos. Il est intéressant de noter qu'en 1965 près de la moitié des familles rurales appartenaient au groupe moyen (1 000 à 2 999 pesos), alors que ce groupe ne réunissait qu'environ un tiers des familles citadines<sup>61</sup>. » Les coefficients de concentration, en ce qui concerne la répartition du revenu familial aux Philippines pour les trois années choisies et pour les familles rurales et urbaines, s'établissent comme suit<sup>62</sup> :

	Coefficients de concentration du revenu familial		
	1956	1961	1965
Philippines .....	0,492	0,515	0,516
Familles rurales .....	0,397	0,409	0,429
Familles urbaines .....	0,502	0,523	0,532

144. Les chiffres qui précèdent font apparaître une concentration croissante du revenu pendant toute la

<sup>61</sup> ONU, *Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient en 1971* ..., p. 56.

<sup>62</sup> *Ibid.*

période 1956–1965 tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Comme l'indique aussi l'*Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient en 1971*, la disparité s'est accentuée relativement plus vite, pour les familles urbaines, pendant la période 1956–1961 que pendant la période 1961–1965. Par contre, pour les familles rurales, elle s'est accrue plus rapidement entre 1961 et 1965 que pendant la période précédente.

145. Le tableau II.47 illustre la répartition du revenu individuel disponible, en Inde, pour les secteurs rural et urbain. Comme indiqué dans le tableau, en 1961/62, la part des deux déciles inférieurs a été de 9 % dans le secteur rural contre 5 % dans le secteur urbain, la moyenne nationale s'établissant à 7 %. La part des deux déciles supérieurs a été de 41 % dans le secteur rural contre 58 % dans le secteur urbain, pour une moyenne nationale de 47 %. Il faut tenir compte de la grande différence existant, du point de vue de l'importance numérique, entre les populations rurale et urbaine pour comprendre l'inégalité de concentration de la richesse entre ces deux secteurs. Cependant, comme on peut le voir, la répartition du revenu a été meilleure dans le secteur rural que dans le secteur urbain, bien que, en termes absolus, le revenu moyen du secteur rural ait été inférieur à celui du secteur urbain.

146. En Thaïlande, comme indiqué au tableau II.48, la part non ajustée des deux déciles inférieurs dans le revenu individuel total a été de 6 % en 1962/63 pour le secteur rural contre 3,5 % pour le secteur urbain. En 1970, ces chiffres sont passés à 5,5 % et 6,5 %, respectivement, soit une amélioration notable pour le secteur

TABLEAU II.47  
Inde : répartition du revenu individuel disponible  
(En pourcentage)

Groupe de revenu	1953/54 et 1954/55			1961/62 et 1963/64			1953/54 <sup>a</sup>			1953/54 <sup>b</sup>			1961/62 <sup>a</sup>			1961/62 <sup>b</sup>		
	Secteur rural	Secteur urbain	Total	Secteur rural	Secteur urbain	Total	Secteur rural	Secteur urbain	Total	Secteur rural	Secteur urbain	Total	Secteur rural	Secteur urbain	Total	Secteur rural	Secteur urbain	Total
1 <sup>er</sup> décile .....	4	3	3	3	2	3	4	3	3	4	2	3	4	3	4	4	2	3
2 <sup>e</sup> décile .....	4	4	4	4	4	4	5	4	4	4	3	4	5	4	4	5	3	4
3 <sup>e</sup> décile .....	5	4	5	6	4	6	6	5	5	5	4	5	6	4	5	6	4	5
4 <sup>e</sup> décile .....	5	5	5	7	5	6	6	6	6	6	5	6	7	5	6	6	4	6
5 <sup>e</sup> décile .....	8	5	5	8	6	7	7	6	7	7	6	7	7	6	7	7	5	7
6 <sup>e</sup> décile .....	8	8	9	9	7	7	9	7	8	8	7	8	9	6	8	9	6	8
7 <sup>e</sup> décile .....	10	8	8	9	7	9	10	9	10	10	8	9	10	6	9	10	6	9
8 <sup>e</sup> décile .....	12	11	11	12	10	11	12	10	12	12	10	12	11	14	11	12	12	11
9 <sup>e</sup> décile .....	15	15	16	18	12	12	15	19	16	16	18	16	15	18	17	15	20	16
10 <sup>e</sup> décile .....	29	37	34	24	43	35	26	32	29	28	37	30	26	34	29	26	38	31
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : ONU, *Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient en 1971* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F. 72.II.F.1), p. 53.

<sup>a</sup> Les estimations sont fondées sur l'hypothèse selon laquelle l'épargne est nulle au-dessous d'un certain niveau de revenu et l'évasion fiscale pleinement reflétée dans la consommation et/ou l'épargne.

<sup>b</sup> Les estimations sont fondées sur l'hypothèse selon laquelle l'épargne est négative au-dessous d'un certain niveau de revenu et l'évasion fiscale non reflétée dans la consommation et/ou l'épargne.

TABLEAU II.48

**Thaïlande : répartition du revenu individuel**  
(L'unité percevant le revenu est le ménage)

Groupe de revenu	1962/63				1970	
	Secteur rural <sup>a</sup>	Secteur urbain <sup>a</sup>	Secteur rural <sup>b</sup>	Secteur urbain <sup>b</sup>	Secteur rural <sup>a</sup>	Secteur urbain <sup>a</sup>
1 <sup>er</sup> décile .....	3,0	1,5	2,5	2,0	2,5	2,5
2 <sup>e</sup> décile .....	3,0	2,0	3,5	2,5	3,0	4,0
3 <sup>e</sup> décile .....	3,5	4,5	3,5	4,5	3,5	5,0
4 <sup>e</sup> décile .....	5,5	5,0	4,5	6,5	5,0	5,5
5 <sup>e</sup> décile .....	6,0	6,5	5,5	7,0	6,5	6,5
6 <sup>e</sup> décile .....	7,5	7,5	6,5	8,5	7,5	8,5
7 <sup>e</sup> décile .....	9,0	9,5	9,0	11,0	9,5	10,0
8 <sup>e</sup> décile .....	11,5	13,0	11,5	15,0	11,5	12,5
9 <sup>e</sup> décile .....	17,0	15,5	18,0	18,0	16,5	16,0
10 <sup>e</sup> décile .....	34,0	35,0	35,5	25,0	34,5	29,5
Tous les groupes .....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
20% inférieurs .....	6,0	3,5	6,0	4,5	5,5	6,5
40% inférieurs .....	15,0	13,0	14,0	15,5	14,0	17,0
60% inférieurs .....	28,5	27,0	26,0	31,0	28,0	32,0
20% supérieurs .....	51,0	50,5	53,5	43,0	51,0	45,0
10% supérieurs .....	34,0	35,0	35,5	25,0	34,5	29,0
5% supérieurs .....	22,0	23,0	22,5	12,5	22,0	16,0

Source : ONU, *Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient en 1971* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.II.F.1), p. 58.

<sup>a</sup> Chiffres non corrigés.

<sup>b</sup> Chiffres corrigés pour tenir compte des différences dans le nombre de personnes composant les ménages ruraux et urbains.

urbain et un léger recul pour le secteur rural. De même, la part non corrigée des deux déciles supérieurs s'est maintenue à 51% pendant la période pour le secteur rural, tandis qu'elle tombait de 50,5% à 45% pour le secteur urbain.

147. Le fait que l'inégalité de revenu soit généralement plus marquée dans le secteur rural s'explique par le régime d'exploitation agricole et de propriété foncière en Thaïlande. « Le décile inférieur des exploitations agricoles, classées selon la superficie, ne représente que 1% du total des terres, alors que le décile supérieur englobe 34% de l'ensemble des terres. Les 6 déciles inférieurs représentent 25% et le demi-décile supérieur 21% de toutes les terres. Les coefficients de concentration s'établissent à 0,48 pour les exploitations agricoles et 0,46 pour les propriétés foncières<sup>63</sup>. »

### 3. AMÉRIQUE LATINE

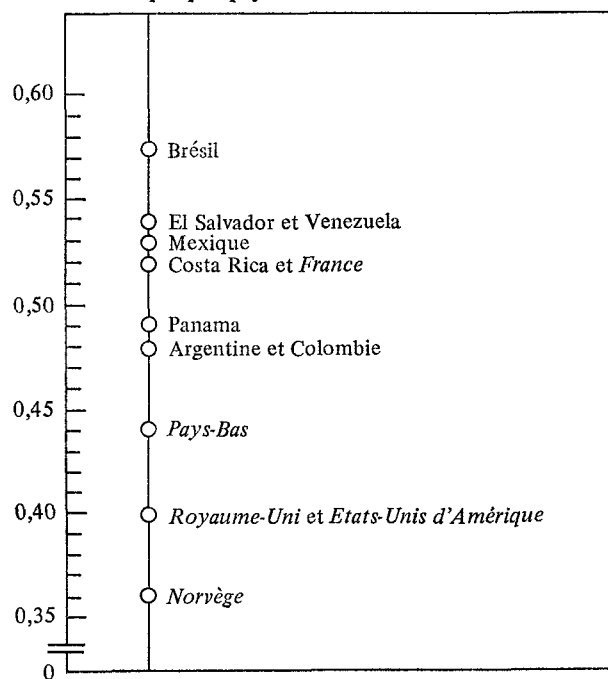
148. Si l'on compare les coefficients de concentration, l'inégalité de revenu est sensiblement plus grande en Amérique latine que dans la plupart des pays industriels. Le coefficient y est beaucoup plus élevé qu'aux Etats-Unis d'Amérique, aux Pays-Bas ou au Royaume-Uni. Le graphique 1 illustre le degré d'inégalité dans les pays latino-américains par rapport à certains pays industriels. On voit que le coefficient de concentration dépasse 57% au Brésil, contre 44% aux Pays-Bas, 40% au Royaume-Uni et 36% en Norvège. Il est trop élevé même par rapport au coefficient des Philippines (51,6%). Seuls l'Argentine, la Colombie et le Panama présentent une situation plus équitable qu'aux Philippines; la répartition du revenu est encore moins équitable qu'à Sri Lanka ou en Inde.

149. En Amérique latine, 70 à 80% de la population ont un revenu inférieur à la moyenne nationale. Entre

<sup>63</sup> *Ibid.*, p. 60.

GRAPHIQUE 1<sup>a</sup>

Coefficients de concentration<sup>b</sup> pour quelques pays d'Amérique latine et quelques pays occidentaux industrialisés



Source : ONU, *Income Distribution in Latin America* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.71.II.G.2), p. 7.

<sup>a</sup> Dans le présent graphique, les noms des pays occidentaux industrialisés figurent en italique, pour mieux les distinguer de ceux des pays latino-américains.

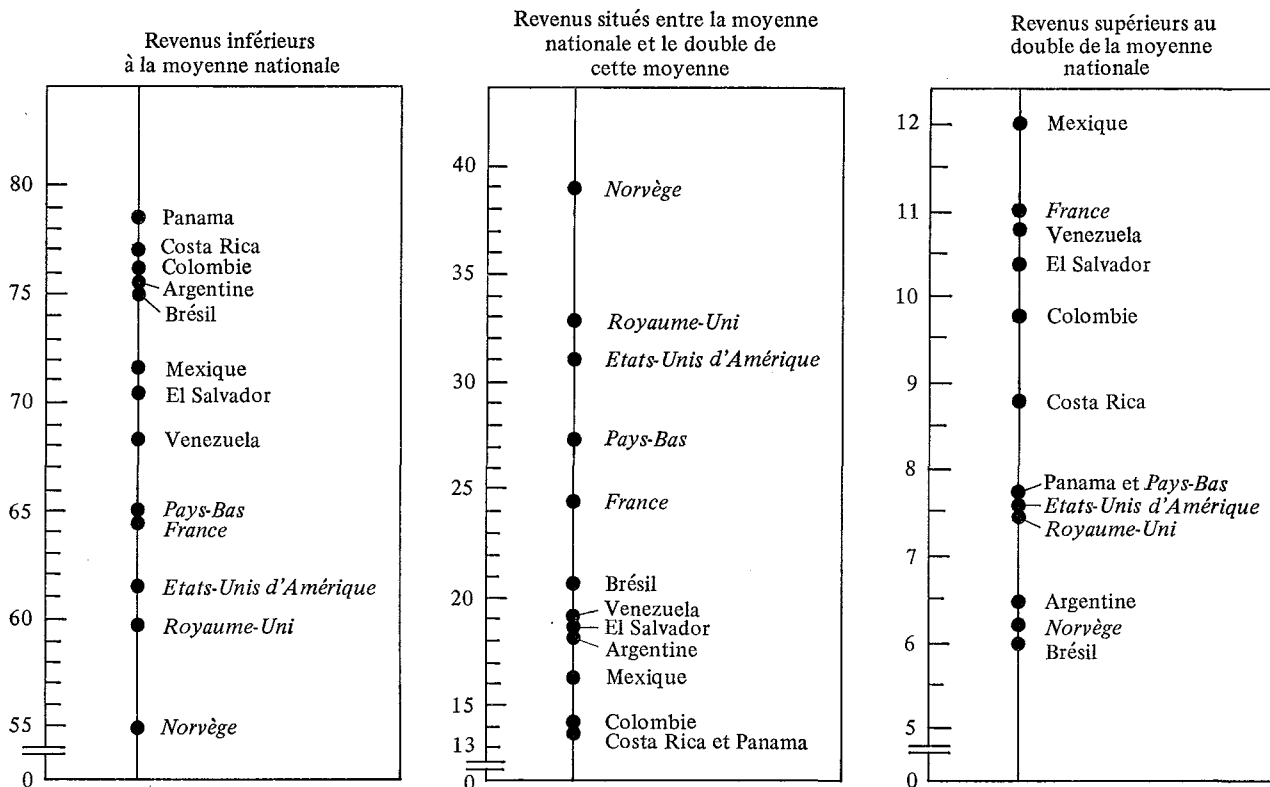
<sup>b</sup> Ces coefficients sont calculés selon la formule ci-après :

$$r = 1 - \frac{\sum_{i=1}^n f_i(g_i - 1 - g_i)}{10\,000}$$

où  $n$  = nombre total de groupes de revenu  
 $i$  = nombre ordinal de chaque groupe  
 $f$  = pourcentage de la population totale dans chaque groupe de revenu  
 $g$  = pourcentage cumulé du revenu perçu.

GRAPHIQUE 2<sup>a</sup>

Pourcentage de la population dans les groupes de revenu sur la base de la moyenne nationale, pour quelques pays d'Amérique latine et quelques pays occidentaux industrialisés



Source : ONU, *Income Distribution in Latin America* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.71.II.G.2), p. 11.

<sup>a</sup> Dans le présent graphique, les noms des pays occidentaux industrialisés figurent en italique, pour mieux les distinguer de ceux des pays latino-américains.

13 et 21 % ont un revenu se situant entre la moyenne nationale et le double de la moyenne nationale et le reste a un revenu qui est plus du double de la moyenne nationale. Les 5 centiles supérieurs ont un revenu presque égal à huit fois la moyenne nationale au Brésil, sept fois au Costa Rica, six fois en Colombie contre trois fois en Norvège, quatre fois aux Etats-Unis d'Amérique et cinq fois en France (voir les graphiques 2 et 3). Le revenu des 20 centiles inférieurs va de 15 % de la moyenne nationale au Venezuela à 30 % au Costa Rica (voir la première section du graphique 3). D'après la deuxième section du graphique 3, les 60 centiles intermédiaires ont un revenu qui se situe à peu près entre 55 % et 67 % de la moyenne nationale.

150. Le tableau II.49 montre la répartition du revenu en Amérique latine et indique la part moyenne, en pourcentage, des différents groupes de revenu dans différents pays. On peut aussi, comme on l'a fait au tableau II.50, réunir tous les groupes de revenu de tous les pays de la région sous un seul et même schéma de distribution et utiliser une monnaie commune. D'après les tableaux II.46 et II.50, la part des 20 centiles inférieurs ne dépasse pas 3,1 % du revenu total, contre 5 % en Inde, 4,5 % à Sri Lanka et 3,9 % aux Philippines. La part des deux déciles supérieurs représente 62,6 % du revenu total contre 54 % en Inde, 52,3 % à Sri Lanka et 55,4 % aux Philippines.

La grande inégalité caractérisant l'ensemble de la région provient des types de répartition propres aux différents pays...

Les faibles revenus de la moitié inférieure des groupes de revenu correspondent aux revenus que peut fournir le secteur primitif.

TABLEAU II.49

Amérique latine : moyennes de la répartition du revenu

Groupe de revenu	Part en pourcentage du revenu total	
	Moyenne arithmétique	Moyenne pondérée
20 centiles inférieurs.....	4,7	4,0
30 centiles au-dessous de la médiane	12,8	12,4
30 centiles au-dessus de la médiane...	24,1	24,5
15 centiles au-dessous des 5 centiles supérieurs .....	25,9	24,9
5 centiles supérieurs.....	32,4	34,2

Source : ONU, *Income Distribution in Latin America* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.71.II.G.2), p. 34.

Pour l'ensemble de la région, environ 40 % de la population active s'adonne à des activités de type primitif, de sorte que la moitié la plus pauvre de la population appartient soit au secteur primitif soit en est très proche... Dans certaines localités, les ressources disponibles sont faibles ou la pression démographique est forte, de sorte que les revenus que peuvent procurer les activités de type primitif sont minimes. Dans d'autres, les ressources sont plus favorables et les revenus sont légèrement plus élevés<sup>64</sup>.

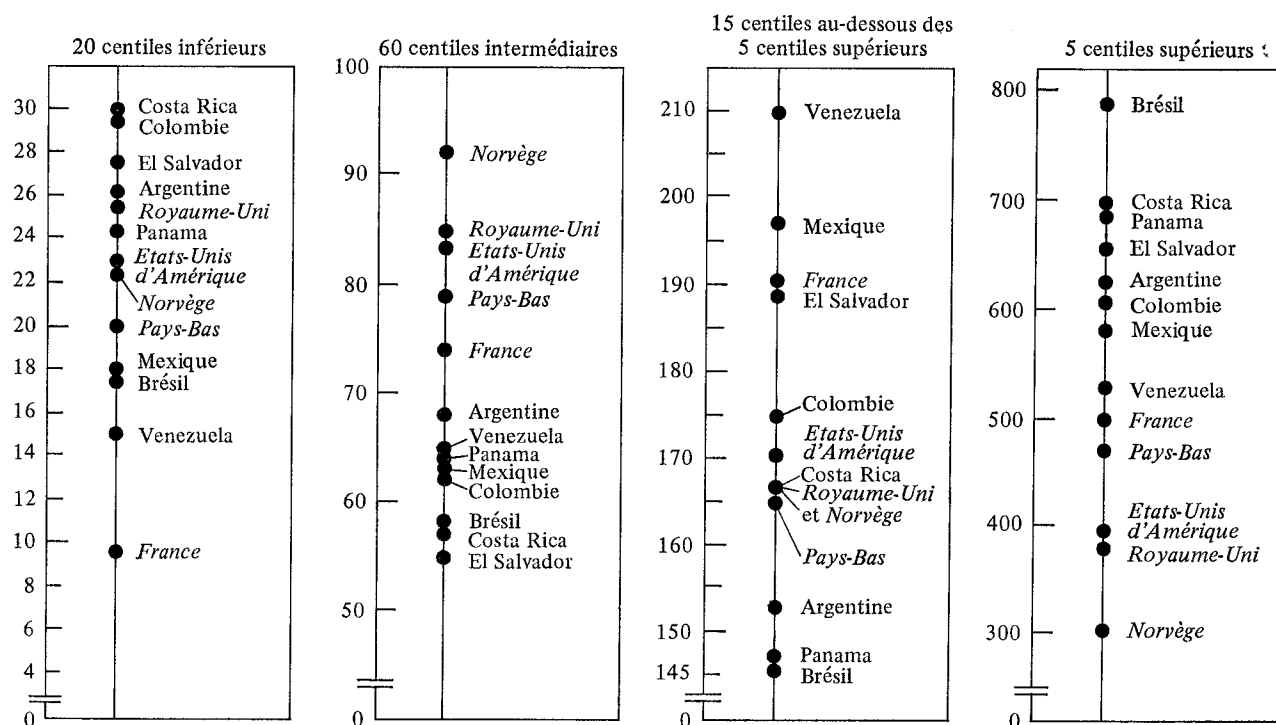
151. Il ressort à l'évidence des graphiques 1, 2 et 3 ci-dessus que le degré d'inégalité des revenus varie con-

<sup>64</sup> ONU, *Income Distribution in Latin America* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.71.II.G.2), p. 36 et 37.

GRAPHIQUE 3<sup>a</sup>

Revenu des différents groupes par rapport à la moyenne nationale dans quelques pays d'Amérique latine et quelques pays occidentaux industrialisés

(Moyenne arithmétique du revenu dans chaque pays = 100)



Source : ONU, *Income Distribution in Latin America* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.71.II.G.2), p. 12.

<sup>a</sup> Dans le présent graphique, les noms des pays occidentaux industrialisés figurent en italique, pour mieux les distinguer de ceux des pays latino-américains.

TABEAU II.50  
Amérique latine : répartition du revenu

Groupe de revenu	Pourcentage du revenu total	Revenu moyen (moyenne régionale = 100)	Revenu moyen par habitant <sup>a</sup> (dollars)
20 centiles inférieurs . . . . .	3,1	15,5	60
30 centiles au-dessous de la médiane . . . . .	10,3	34,0	130
30 centiles au-dessus de la médiane . . . . .	24,1	80,0	310
15 centiles au-dessous des 5 centiles supérieurs . . . . .	29,2	195,0	750
5 centiles supérieurs . . . . .	33,4	670,0	2 600

Source : ONU, *Income Distribution in Latin America* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.71.II.G.2), p. 35.

<sup>a</sup> Valeurs pour 1965, exprimées en dollars de 1960.

sidérablement d'un pays à l'autre de la région. Le tableau II.51 illustre la répartition, par pays, de la population totale de la région pour chaque catégorie de revenu. C'est au Brésil et au Mexique que les catégories les plus pauvres sont les plus importantes en pourcentage.

Ces deux pays ont toujours le secteur primitif le plus important, et le Brésil à lui seul totalise près de la moitié de la population appartenant aux 20 centiles inférieurs, laquelle vit surtout dans le nord-est du pays. Pour l'ensemble de la moitié inférieure de l'échelle des revenus, ces deux pays représentent ensemble près de 60 % du total<sup>65</sup>.

<sup>65</sup> *Ibid.*, p. 39.

D'autre part, l'Argentine et l'Uruguay pris ensemble totalisent 23,6 % des cinq centiles supérieurs, le Brésil 20 % et le Mexique 18 %. Dans le groupe de revenu au-dessous des cinq centiles supérieurs, la disproportion est également grande.

C'est ici surtout que les pays ayant les secteurs modernes et semi-modernes les plus importants jouent un rôle primordial. L'Argentine et l'Uruguay représentent à eux seuls un bon tiers et, avec le Mexique, plus de 60 % de ce groupe de revenu, bien que ces deux pays ne représentent ensemble que 30 % de la population totale de la région. Cela explique en grande partie l'inégalité marquée de la région : les revenus élevés provenant des activités de type moderne sont concentrés de façon excessive dans certains secteurs de la population<sup>66</sup>. Pour le groupe suivant (c'est-à-dire pour les 30 centiles au-dessus de la médiane), la répartition est à peu près proportionnelle aux populations totales.

Il s'agit là du secteur intermédiaire entre l'influence dominante du secteur primitif, d'une part, et du secteur moderne, d'autre part, et dans tous les pays le groupe de cette catégorie est important, encore qu'il se situe évidemment à des niveaux différents de l'échelle de distribution des divers pays<sup>67</sup>.

152. L'inégalité des revenus en Amérique latine s'explique surtout par l'existence d'un important secteur de faible productivité, par le fait que l'essentiel de la propriété foncière est entre les mains d'une minorité et par la concentration de la propriété des activités commerciales, financières et industrielles. La part du revenu national qui échoit aux propriétaires fonciers et aux entreprises

<sup>66</sup> *Ibid.*, p. 40.

<sup>67</sup> *Ibid.*

TABLEAU II.51

## Amérique latine : composition des principaux groupes de revenu, par pays

Pays	Groupes de revenu				
	20 centiles inférieurs	30 centiles au-dessous de la médiane	30 centiles au-dessus de la médiane	15 centiles au-dessous des 5 centiles supérieurs	5 centiles supérieurs
Argentine et Uruguay..	—	3,9	12,9	36,6	23,6
Brésil .....	49,6	40,8	35,5	11,8	20,0
Colombie .....	3,9	13,0	7,8	2,6	7,8
Chili .....	—	2,6	5,2	7,9	7,8
Mexique .....	9,1	18,1	20,1	26,1	18,0
Pérou .....	2,5	5,8	5,2	4,6	5,0
Venezuela .....	1,8	2,5	4,9	4,9	7,6
Autres pays <sup>a</sup> .....	33,2	13,3	8,4	5,5	10,2
TOTAL	100	100	100	100	100

Source : ONU, *Income Distribution in Latin America* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.71.II.G.2), p. 39.

<sup>a</sup> Il s'agit des pays de l'Amérique centrale et des Antilles (sauf Cuba), de la Bolivie, de l'Equateur et du Paraguay.

non constituées en sociétés est donc généralement plus élevée que celle des salariés et employés.

153. On trouvera au tableau II.52 la répartition du revenu national entre diverses catégories de revenus, en pourcentage, pour un certain nombre de pays. Ce tableau permet de constater que la part des propriétaires fonciers et des entreprises non constituées en sociétés est d'environ 52 % en Argentine, 46 % au Brésil, 66 % au Mexique et au Guatemala, contre 25 % aux Etats-Unis d'Amérique, 19 % au Royaume-Uni et 31 % aux Pays-Bas. En conséquence, la part des salariés et employés, qui sont infiniment

plus nombreux que les deux groupes mentionnés ci-dessus, n'est que d'environ 44 % en Argentine, 48 % au Brésil, 33 % au Mexique et au Guatemala contre 72 % aux Etats-Unis d'Amérique, 75 % au Royaume-Uni et 59 % aux Pays-Bas.

154. Le tableau II.53 indique la répartition de la population active en Amérique latine et l'importance du groupe des salariés et employés par rapport aux employeurs et aux travailleurs indépendants, pour l'ensemble de l'économie et pour le secteur non agricole. A propos de la faible part du revenu national qui revient à la

TABLEAU II.52

Répartition du revenu national dans certains pays d'Amérique latine et dans quatre pays développés  
(En pourcentage)

Pays	Revenu provenant des salaires et traitements	Revenu des entreprises non constituées en sociétés	Revenu de la propriété	Epargne des sociétés et impôts directs sur les sociétés	Revenus divers
Argentine .....	43,7	44,1	7,7	4,6	—
Brésil .....	47,5	38,8	7,7	7,0	(-)1,0
Colombie .....	44,7	49,3		5,7	0,3
Equateur .....	51,1	39,3 <sup>a</sup>		3,9 <sup>b</sup>	5,7
Pérou .....	43,6	31,1	13,2	11,5	0,6
Uruguay .....	60,3	38,2		1,8	(-)0,3
Venezuela .....	57,0	22,1		12,9	8,0
Mexique .....	32,7	65,7 <sup>a</sup>		1,5 <sup>b</sup>	—
Costa Rica .....	63,5	26,4	5,9	3,0	1,2
Guatemala .....	33,1	66,1 <sup>a</sup>		0,4 <sup>b</sup>	0,4
Honduras .....	50,5	37,2	8,8	3,6	—
Panama .....	69,4	7,1	7,5	13,4	2,6
France .....	59,7	28,3	6,1	6,9	(-)1,0
Pays-Bas .....	59,0	31,2		10,3	(-)0,5
Royaume-Uni .....	74,6	8,3	10,6	9,4	(-)2,9
Etats-Unis d'Amérique .....	71,9	11,2	13,5	6,9	(-)1,5

Source : ONU, *Income Distribution in Latin America* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.71.II.G.2), p. 92.

NOTE. — Les chiffres correspondent à des moyennes triennales. La période visée varie quelque peu selon les renseignements disponibles, mais en général elle se situe au début des années 60. La seule exception est le Mexique, pour lequel les estimations concernent uniquement l'année 1950.

<sup>a</sup> Y compris l'épargne des sociétés.

<sup>b</sup> Impôts directs sur les sociétés uniquement.

main-d'œuvre salariée, il convient de tenir compte de deux considérations :

D'abord, cet état de choses tient en partie à l'existence d'un secteur primitif qui demeure important dans la plus grande partie de la région et à l'incapacité des secteurs plus modernes d'offrir des possibilités d'emploi suffisantes. Dans la plupart des pays, une forte proportion des personnes travaillant à leur compte se livrent à des activités marginales parce qu'elles n'ont pas pu trouver un emploi plus rémunérateur...

Cette constatation prend toute son importance dans le cas du secteur agricole, où la part de la main-d'œuvre qui travaille à son compte, exploitant souvent des parcelles de terre dont on ne peut tirer qu'un revenu minimal, est de 25 à plus de 50%...

La main-d'œuvre ainsi occupée, pour son propre compte, à des activités marginales forme, avec la main-d'œuvre salariée de type primitif dont elle est très proche, un groupe relativement homogène et numériquement important dans bien des cas, qui se situe au bas de l'échelle. Ce groupe illustre l'un des aspects principaux de l'inégalité, pour la simple raison qu'il représente une forme de pauvreté répandue et souvent extrême...

La seconde considération touchant l'importance relative de la main-d'œuvre qui travaille à son compte est d'un tout autre ordre et contribue à expliquer la concentration inhabituelle des revenus à l'autre extrémité de l'échelle. S'il y a, en Amérique latine, un grand nombre de personnes travaillant à leur compte, c'est aussi parce que le système de production continue à reposer dans une large mesure sur des entreprises individuelles d'assez petites dimensions. Par opposition aux activités marginales dont on vient de parler, ce type d'entreprises suppose, dans une certaine mesure, l'utilisation de capital et/ou de compétences spéciales et permet généralement d'obtenir des revenus supérieurs à la moyenne. Par ailleurs, même au sein de ce groupe, les capitaux (et les compétences professionnelles les mieux rémunérées) ont tendance à être rassemblés de manière disproportionnée entre les mains d'une petite minorité, qui dispose donc de revenus très élevés; c'est là la principale raison de la concentration des revenus au sommet de l'échelle<sup>68</sup>.

<sup>68</sup> *Ibid.*, p. 93 et 94.

155. En Amérique latine comme dans d'autres régions, la disparité des revenus ruraux et des revenus urbains est un autre aspect important de l'inégalité. Comme l'indique le tableau II.54, au Venezuela, le revenu moyen des régions urbaines représente 2,5 fois celui des régions rurales; pour les grandes villes, ce chiffre peut atteindre 2,74. D'autre part, si l'on considère les 20% de la population qui ont le revenu le plus faible, on constate que 72,9% de ce groupe vivent dans les régions rurales et 10,9% seulement dans les grandes villes, où se trouvent les secteurs modernes de l'économie. Au Mexique, les revenus urbains sont de 2,3 fois supérieurs aux revenus ruraux, 68,7% des 20% de la population qui ont le revenu le plus faible vivant dans les régions rurales et 89,3% des 5% de la population qui ont le revenu le plus élevé vivant dans les régions urbaines.

156. On peut envisager l'inégalité des revenus en Amérique latine sous un autre angle intéressant, qui est celui des disparités existant entre les diverses régions dans la plupart des pays<sup>69</sup>. Il se peut que les déséquilibres régionaux s'expliquent en partie par les différences entre régions du point de vue des ressources; mais ils sont aussi la conséquence des insuffisances de la planification régionale et, notamment, du peu d'importance accordée par les plans nationaux aux répercussions à long terme du développement régional sur le progrès social en général.

157. On trouvera au tableau II.55 la structure régionale de la répartition des revenus au Brésil, au Venezuela et au Mexique. Au Brésil, la région du sud constitue le centre du complexe industriel du pays tandis que la région du nord-est est restée une région essentiellement agricole, où la majorité de la population est tributaire d'activités

<sup>69</sup> Cette situation est, à peu de choses près, celle qui existe aussi dans d'autres régions du monde, surtout dans les pays peu développés.

TABLEAU II.53

Répartition de la population active dans certains pays d'Amérique latine et dans quatre pays développés  
(En pourcentage)

Pays	Ensemble de l'économie				Secteur non agricole			
	Salariés et employés	Employeurs	Travailleurs indépendants	Travailleurs divers <sup>a</sup>	Salariés et employés	Employeurs	Travailleurs indépendants	Travailleurs divers
Argentine .....	69,9	12,4	12,1	5,6	74,5	10,9	10,8	3,8
Brésil .....	48,0	1,8	35,1	15,1	72,1	1,7	23,8	2,4
Colombie .....	57,3	8,2	25,0	9,6	70,9	4,1	20,8	4,2
Chili .....	72,8	1,4	18,8	7,0	75,1	1,2	17,2	6,6
Equateur .....	47,7	2,0	41,0	9,3	57,5	1,6	32,8	8,2
Pérou .....	48,1	1,9	38,5	11,4	65,0	1,5	27,4	6,1
Uruguay .....	69,5	8,2	14,9	7,5	72,9	6,8	13,1	7,3
Venezuela .....	60,1	2,7	31,0	6,3	73,0	2,6	21,3	3,0
Mexique .....	63,6	0,8	34,0	1,7	76,4	1,3	21,7	0,6
Costa Rica .....	66,1	3,4	17,4	13,2	78,9	2,8	12,9	5,3
El Salvador .....	68,2	1,8	21,4	8,7	74,8	1,8	19,6	3,9
Honduras .....	39,7	1,4	37,8	21,2	64,2	1,1	18,9	15,9
Panama .....	42,5	1,8	32,6	23,2	65,6	2,4	11,6	20,5
République Dominicaine ..	44,1	0,9	43,9	11,2	74,9	1,1	22,8	1,1
France .....	71,7		18,7	9,6	83,9		12,6	3,5
Pays-Bas .....	79,8		15,4	4,8	85,9		11,3	2,8
Royaume-Uni .....	88,8		7,4	3,7	..		..	..
Etats-Unis d'Amérique ...	82,7		11,3	6,0	86,2		8,1	5,7

Source : ONU, *Income Distribution in Latin America* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.71.II.G.2), p. 93.

NOTE. — Les chiffres se rapportent à 1960 ou à une autre année du début des années 60 et sont tirés des recensements démographiques.

<sup>a</sup> Ce groupe comprend essentiellement les travailleurs familiaux non rémunérés.



TABLEAU II.54

## Amérique latine : revenus ruraux et urbains et répartition de ces revenus dans certains pays

Secteurs	Revenus moyens (moyenne rurale = 100)	Part en pourcentage de toutes les unités de revenu	Composition des différents groupes de revenus, en pourcentage				
			20 centiles inférieurs	30 centiles au-dessous de la médiane	30 centiles au-dessus de la médiane	15 centiles au-dessous des 5 centiles supérieurs	5 centiles supérieurs
Venezuela <sup>a</sup>							
Secteur rural . . . . .	100	40,8	72,9	48,6	28,7	16,3	12,2
Secteur urbain . . . . .	250	59,2	27,1	51,4	71,3	83,7	87,8
Grandes villes . . . . .	274	45,2	10,9	34,7	59,3	73,2	76,2
Petites villes . . . . .	176	14,0	16,2	16,7	12,0	10,5	11,6
Mexique <sup>a</sup>							
Secteur rural . . . . .	100	44,2	68,7	54,7	34,5	21,5	10,7
Secteur urbain . . . . .	231	55,8	31,3	45,3	65,5	78,5	89,3
Mexique							
Secteur agricole . . . . .	100	43,7	68,2	56,3	26,6	26,4	20,7
Secteur non agricole . . . .	198	56,3	31,8	43,7	73,4	73,6	79,3
Brésil							
Secteur agricole . . . . .	100	45,4	62,2	65,1	34,5	17,3	12,1
Secteur non agricole . . . .	273	54,6	37,8	34,9	65,5	82,7	87,9
Costa Rica							
Secteur agricole . . . . .	100	50,0	76,4	80,3	23,8	16,5	19,6
Secteur non agricole . . . .	184	50,0	23,6	19,7	76,2	83,5	80,4
El Salvador							
Secteur agricole . . . . .	100	60,2	100	87,9	30,4	23,3	18,8
Secteur non agricole . . . .	229	39,8	—	12,1	69,6	76,7	81,2
Argentine							
Secteur agricole . . . . .	100	14,8	21,9	20,0	6,9	12,2	14,9
Secteur non agricole . . . .	115	85,2	78,1	80,0	93,1	87,8	85,1

Source : ONU, *Income Distribution in Latin America* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.71.II.G.2), p. 105.

<sup>a</sup> La classification retenue pour le Venezuela et le Mexique diffère de celle des autres pays. Au Mexique la catégorie urbaine comprend toutes les villes à partir de 2 500 habitants. Au Venezuela, elle comprend toutes les villes à partir de 5 000 habitants. Environ 3,3% de la population vénézuélienne vit dans des villes de 2 500 à 5 000 habitants. Au Venezuela, les petites villes sont celles qui ont de 5 000 à 25 000 habitants, et les grandes villes celles qui ont 25 000 habitants ou plus.

TABLEAU II.55

## Brésil, Venezuela et Mexique : revenus régionaux et répartition régionale du revenu

Pays et régions	Revenu moyen (moyenne nationale = 100)	Part en pourcentage de toutes les unités de revenu	Composition des différents groupes de revenus, en pourcentage				
			20 centiles inférieurs	30 centiles au-dessous de la médiane	30 centiles au-dessus de la médiane	15 centiles au-dessous des 5 centiles supérieurs	5 centiles supérieurs
Brésil							
Sud . . . . .	123	36,2	15,1	27,6	49,4	53,3	46,1
Est . . . . .	109	36,2	39,8	37,5	32,9	35,0	39,5
Nord et Centre-Ouest . . . . .	87	7,2	4,1	7,6	8,8	6,7	6,5
Nord-Est . . . . .	47	20,4	41,0	27,3	9,5	5,0	7,9
Venezuela							
Lac Maracaïbo . . . . .	141	12,6	4,7	10,1	15,5	19,9	19,2
Cordillère de la Costa . . . . .	128	40,6	27,9	35,0	45,4	52,8	59,0
Autres régions . . . . .	65	46,8	67,4	54,9	39,1	27,3	21,8
Mexique							
District fédéral . . . . .	185	13,5	1,3	7,5	17,8	24,5	38,0
Pacifique Nord . . . . .	172	7,0	2,5	3,8	6,8	15,9	19,4
Golfe du Mexique . . . . .	101	11,5	8,2	12,7	12,1	12,3	12,2
Nord . . . . .	97	20,3	17,2	20,5	22,7	20,6	15,6
Centre . . . . .	67	35,0	51,5	40,3	30,2	20,2	11,5
Pacifique Sud . . . . .	65	12,7	19,3	15,2	10,4	6,5	3,3

Source : ONU, *Income Distribution in Latin America* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.71.II.G.2), p. 122.

primitives. Au Venezuela, plus des deux tiers du groupe le plus pauvre vivent dans les régions autres que celles du lac Maracaïbo et de la Cordillera de la Costa, le revenu moyen de ces régions déshéritées représentant 65 % de la moyenne nationale. D'une manière générale, le groupe à faible revenu comprend surtout la population rurale des régions retardataires, et le groupe à revenu élevé vit essentiellement dans les zones urbaines des régions à fort revenu. Il existe, toutefois, des degrés divers dans ces rapports.

A un extrême, se trouve l'Argentine, où le problème est d'ordre nettement régional. Dans la région de la Pampa où le revenu est élevé, il n'existe pas de grandes différences entre les revenus ruraux et les revenus urbains mais on relève une différence considérable entre la région de la Pampa et la région du nord, où le revenu est faible. Dans ce cas, tout projet de solution pourrait plus ou moins se limiter à des formules de caractère régional. A l'autre extrême se trouvent quelques petits pays où le contraste existe surtout entre une ou deux zones urbaines importantes et le reste du pays; là, il s'agirait donc avant tout de penser en termes de rapports entre régions rurales et zones urbaines. Toutefois, dans la plupart des pays, les deux aspects coexistent et, pour être efficace, toute solution devrait tenir compte de leur place respective dans un pays particulier<sup>70</sup>.

<sup>70</sup> ONU, *Income Distribution in Latin America* . . . , p. 130 à 132.

Comme l'indique le tableau II.56, au Brésil comme au Venezuela, la population rurale des régions à faible revenu représente plus de la moitié du groupe le plus pauvre. Par ailleurs, la population urbaine des régions à revenu élevé représente 66 à 70 % du groupe le plus riche de ces deux pays. Les causes fondamentales de l'inégalité régionale des revenus ressortent d'une comparaison de la productivité des différents secteurs et aussi de l'importance relative de la main-d'œuvre de type primitif dans ces secteurs. On trouvera au tableau II.57 des estimations de la productivité par secteur, en Amérique latine, et, au tableau II.58, des données sur la répartition sectorielle de la main-d'œuvre de type primitif en Amérique latine. D'après le tableau II.57, on constate que, sur en Argentine et en Uruguay, la productivité du secteur agricole, qui représente de 19 à 60 % des secteurs non agricoles, est trop faible. Le tableau II.58 explique cette faible productivité, surtout dans l'agriculture. Il montre que 65,5 % de la main-d'œuvre travaillant dans le secteur agricole en Amérique latine est de type primitif. Cette catégorie de main-d'œuvre, avec celle de même type qui travaille dans d'autres secteurs, constitue l'essentiel des groupes marginaux; dans ces derniers groupes, les travailleurs ont un niveau d'instruction peu élevé, disposent de connaissances techniques peu étendues et de

TABLEAU II.56  
Brésil et Venezuela : répartition régionale et répartition urbaine et rurale du revenu  
(En pourcentage)

	Part en pourcentage de toutes les unités de revenu	Composition des différents groupes de revenu, en pourcentage				
		20 centiles inférieurs	30 centiles au-dessous de la médiane	30 centiles au-dessus de la médiane	15 centiles au-dessous des 5 centiles supérieurs	5 centiles supérieurs
Brésil :						
Régions à revenu élevé (Sud et 40 % de la région orientale) <sup>a</sup>						
Secteur non agricole . . . . .	33,0	10,9	14,0	47,2	68,2	66,0
Secteur agricole . . . . .	17,6	8,9	22,2	23,0	12,8	7,5
Régions à revenu moyen						
Secteur non agricole . . . . .	3,2	2,0	2,2	5,0	4,2	4,8
Secteur agricole . . . . .	4,1	2,0	5,9	4,1	2,5	1,9
Régions à revenu bas (Nord-Est et 60 % de la région orientale) <sup>a</sup>						
Secteur non agricole . . . . .	17,8	24,8	18,7	13,3	10,3	17,1
Secteur agricole . . . . .	24,3	51,4	37,0	7,4	2,0	2,7
Venezuela :						
Grandes villes dans les régions à revenu élevé (Lac Maracaïbo et Cordillère de la Costa). . . . .	34,0	5,8	21,1	45,2	62,4	70,7
Grandes villes dans les régions à revenu bas et toutes les petites villes . . . . .	25,2	21,3	30,3	26,1	21,3	17,0
Régions rurales . . . . .	40,8	72,9	48,6	28,7	16,3	12,2
Régions à revenu élevé (Lac Maracaïbo et Cordillère de la Costa) . . . . .	(12,6)	(17,5)	(16,3)	(10,7)	(5,7)	(3,1)
Autres régions . . . . .	(28,2)	(55,4)	(32,3)	(18,0)	(10,6)	(9,1)

Source : ONU, *Income Distribution in Latin America* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.71.II.G.2), p. 131.

<sup>a</sup> La région orientale du Brésil a été divisée entre régions à revenu élevé et régions à revenu bas; l'hypothèse retenue étant que 40 % de la population de la région orientale du pays se trouvent dans la région à revenu élevé autour de Rio de Janeiro, et que sa répartition, par secteur et à l'intérieur de chaque secteur, entre les différents groupes de revenu est analogue à celle de la population de la région méridionale. On a supposé que le reste, soit 60 % de cette population, se trouve dans le nord de la région et que sa répartition est analogue à celle de la population du Nord-Est. Les estimations ont été corrigées arbitrairement de façon à les rendre conformes aux chiffres disponibles pour la région orientale en tant qu'unité. Les chiffres doivent donc être considérés comme très approximatifs et ils sont donnés à titre d'exemple uniquement.

TABLEAU II.57

Amérique latine : estimations de la productivité, par secteurs d'activité économique  
(Moyenne non agricole = 100)

Région ou pays	Secteur agricole	Total du secteur non agricole	Industries extractives	Secteur manufacturier						Autres services
				Total	Travail en usine	Artisanat	Bâtiment et travaux publics	Services essentiels <sup>a</sup>	Commerce	
Amérique latine <sup>b</sup>	35	100	329	128	211	21	57	110	139	65
Argentine	111	100	268	158	239	28	63	129	120	53
Brésil	49	100	80	140	223	22	29	113	125	89
Colombie	60	100	224	119	270	28	67	149	179	59
Chili	41	100	244	133	216	30	75	207	140	44
Equateur	45	100	515	95	269	30	86	110	133	77
Pérou	25	100	206	81	163	18	91	125	170	70
Uruguay	120	100	—	112	156	31	112	118	187	67
Venezuela	23	100	1 060	87	132	12	49	81	71	68
Mexique	19	100	298	123	175	17	55	92	149	56
Amérique centrale	29	100	140	84	173	18	47	140	180	66
Autres pays <sup>c</sup>	27	100	154	94	244	24	90	164	127	77

Source : ONU, *Income Distribution in Latin America* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.71.II.G.2), p. 135.

<sup>a</sup> Services publics, transports et communications.

<sup>b</sup> Non compris la Barbade, Cuba, la Guyane, Haïti, la Jamaïque et la Trinité-et-Tobago.

<sup>c</sup> Bolivie, République Dominicaine, Panama et Paraguay.

TABLEAU II.58

Amérique latine<sup>a</sup> : part en pourcentage, par secteurs d'activité économique, de la main-d'œuvre de type « primitif » et composition de la main-d'œuvre dans chaque secteur

Secteurs d'activité économique	Part en pourcentage de la main-d'œuvre de type « primitif »	Composition de la main-d'œuvre, en pourcentage		
		Secteur moderne	Secteur intermédiaire	Secteur « primitif »
Agriculture	80,5	6,8	27,7	65,5
Industries extractives	0,8	38,0	34,2	27,8
Industries manufacturières	7,1	17,5	64,9	17,6
Travail en usine	—	28,1	71,9	—
Artisanat	(7,1)	4,1	55,9	40,0
Bâtiment et travaux publics	1,4	24,8	64,9	10,3
Services essentiels <sup>b</sup>	0,5	25,0	71,6	3,4
Commerce	2,9	14,0	76,1	9,9
Autres services	6,7	16,2	70,5	13,3
TOTAL	100	12,4 <sup>c</sup>	47,7 <sup>c</sup>	34,3 <sup>c</sup>

Source : ONU, *Income Distribution in Latin America* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.71.II.G.2), p. 136.

<sup>a</sup> Non compris la Barbade, Cuba, la Guyane, Haïti, la Jamaïque et la Trinité-et-Tobago.

<sup>b</sup> Services publics, transports et communications.

<sup>c</sup> La ventilation ne tient pas compte des activités non spécifiées dans le présent tableau (5,6% de l'emploi total).

moyens de production insuffisants, ce qui les prive de mobilité sociale et leur enlève toute possibilité de progrès.

#### 4. OBSERVATIONS

158. La question la plus importante à laquelle doivent répondre les pays peu développés en matière de stratégie du progrès social et économique est la suivante : comment améliorer au maximum la productivité de la main-d'œuvre, celle-ci étant à la fois le principal facteur de production et l'objet essentiel des efforts de développement général ? Une stratégie fondée sur la mise en valeur des ressources humaines assurerait, non seulement une croissance accrue ou plus rapide, mais aussi une meilleure répartition des revenus et une société plus juste. L'obsession d'un choix à faire entre la croissance économique et la justice sociale est le fruit de conceptions étroites des

facteurs économiques. Le comportement à long terme des facteurs socio-économiques, tel qu'il ressort de l'expérience internationale, a toujours indiqué un rapport positif entre le taux de croissance économique et l'égalité de revenus, de richesse et de chances.

159. L'amélioration de la répartition des revenus contribue à l'augmentation du taux d'expansion du revenu par habitant de diverses manières, notamment en facilitant la planification de la famille, qui permet de diminuer la dimension de la famille, souvent excessive dans les groupes à faible revenu. Elle favorise également l'accroissement de la participation de la population active, notamment des femmes, ainsi que celui de la productivité et de la mobilisation des ressources financières et régionales. Il ressort du tableau II.59 que, pendant la période 1960-1969, les pays peu développés d'Asie et d'Amérique latine ayant un coefficient élevé de concen-

TABLEAU II.59

Comparaison entre le coefficient de concentration et le taux annuel de croissance du PNB par habitant, dans certains pays

Pays	Coefficient de concentration	Taux de croissance annuel moyen du PNB par habitant (1960-1969)	Taux annuel moyen de croissance démographique (1960-1969)
Brésil .....	57,5	1,4	2,8
El Salvador .....	54,0	1,9	3,4
Venezuela .....	54,0	2,5	3,4
Mexique .....	53,0	3,4	3,5
Costa Rica .....	52,0	2,9	3,3
France .....	52,0	4,8	1,1
Philippines .....	51,6	1,9	3,1
Panama .....	49,0	4,8	3,3
Argentine .....	48,0	2,6	1,6
Colombie .....	48,0	1,5	3,2
Pays-Bas .....	44,0	3,1	1,3
Royaume-Uni .....	40,0	1,8	0,7
Etats-Unis d'Amérique	40,0	3,2	1,3
Norvège .....	36,0	4,0	0,8

Sources : ONU, *Income Distribution in Latin America* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.71.II.G.2), p. 7; *Etude sur la situation économique en Asie et en Extrême-Orient en 1971* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.II.F.1); *El Cambio Social y la Política de Desarrollo Social in América Latina* (publication des Nations Unies, numéro de vente : S.70.II.G.3), p. 41. Fonds monétaire international et Groupe de la Banque mondiale, *Finances et développement*, Washington, D.C., vol. 9, n° 1, mars 1972.

tration des revenus ont généralement enregistré une croissance plus faible de leur PNB par habitant, tandis que les pays plus développés où ce coefficient est plus faible ont eu un taux de croissance supérieur. A un extrême se trouve le Brésil qui, avec un coefficient de concentration de 57,5 % et un accroissement de la population de 2,8 %, n'a pu atteindre qu'un taux moyen d'expansion du PNB par habitant de 1,4 %. A l'autre, se place la Norvège qui, avec un coefficient de 36 % et un accroissement de la population de 0,8 %, est parvenue à un taux moyen d'expansion du PNB par habitant de 4 %.

#### D. — Alimentation et nutrition

160. Il est évident que, d'une manière générale, la malnutrition et un faible niveau de vie sapent l'énergie de l'individu, minant ainsi sa volonté et sa capacité de travail. Le tableau II.35 permet de constater les écarts qui existent entre la production et la demande de produits alimentaires dans les pays peu développés, dont la plupart subissent les effets néfastes d'un taux élevé d'accroissement démographique et d'une faible productivité agricole, ce qui se traduit par une augmentation constante des prix des produits alimentaires et par le problème chronique de la malnutrition.

161. Le tableau II.60 indique les variations des prix des produits alimentaires à la consommation pour la période 1966-1968, dans 104 pays pour lesquels existaient des données. D'après l'étude sur laquelle se fonde ce tableau, la hausse des prix alimentaires en Inde n'a été que de 3 % en 1968, après avoir été en moyenne de 10 % par an au cours des quatre années précédentes; en Indonésie, on a enregistré la même année une augmentation d'un peu plus de 100 %, ce qui représentait néanmoins une amélioration appréciable par rapport aux deux années précédentes, et c'est en Amérique latine que la hausse des prix a été la plus importante, bien que

TABLEAU II.60

Changements survenus entre 1966 et 1968 dans l'indice des prix de détail des denrées alimentaires, dans 104 pays

Variation	Nombre de pays		
	1966	1967	1968
Baisse .....	14	16	14
Pas de variation .....	6	9	11
+ 1 à 4 % .....	42	51	48
+ 5 à 10 % .....	28	15	21
+ 11 à 20 % .....	6	7	5
+ 21 à 50 % .....	5	3	3
Plus de 50 % .....	3	3	2

Source : ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.IV.13), p. 196.

dans certains grands pays de ce continent (tels que l'Argentine et le Brésil), elle n'ait pas atteint en 1968 le même taux que pendant la période précédente<sup>71</sup>.

162. En raison de la faiblesse du pouvoir d'achat, surtout dans les régions rurales, la ration de calories et de protéines par habitant est restée très insuffisante au cours de la décennie 1960-1969. On trouvera au tableau II.61 des estimations concernant la teneur en calories et en protéines des disponibilités alimentaires moyennes dans quelques pays peu développés. Ces chiffres estimatifs correspondent à des moyennes nationales et n'indiquent donc pas l'ampleur de la carence alimentaire et de la malnutrition dans les groupes à faible revenu. Toutefois, du simple fait que, dans un grand nombre de ces pays, l'apport moyen de calories et de protéines est inférieur aux normes universelles, compte tenu de conditions climatiques particulières et des inégalités dans la distribution des revenus, on peut déduire que l'alimentation des groupes à faible revenu est insuffisante. Si l'on compare l'apport moyen annuel de calories et de protéines, on constate une légère amélioration de la situation dans les pays suivants : Algérie, Gambie, Inde, Liban, Ouganda, Pakistan, Philippines, République-Unie du Cameroun et dans la plus grande partie de l'Amérique latine. Par contre, au cours des 10 dernières années, la valeur nutritionnelle du régime alimentaire a diminué dans la plupart des pays d'Asie et d'Afrique et dans quelques pays d'Amérique latine. Cette détérioration a sans aucun doute concerné les groupes à faible revenu comptant des familles nombreuses. Pour résoudre ce problème, il faut non seulement intensifier la production agricole, l'élevage et la pêche dans tous les cas où cela est possible, mais aussi améliorer la distribution des revenus et les possibilités d'emploi, puisqu'il existe un rapport étroit entre le niveau du revenu individuel et la valeur nutritionnelle du régime alimentaire.

163. Dans le cadre de leur planification nationale, quelques pays ont adopté, outre des mesures visant à améliorer la distribution des revenus, des programmes d'alimentation et de nutrition qui prévoient notamment des distributions de lait, de gâteaux secs et d'autres produits alimentaires à toutes les familles à faible revenu et aux élèves des écoles primaires. Certains pays où le pain est un aliment de base ont élaboré des programmes pour la fabrication de pain vitaminé, d'autres pratiquent une politique de subvention aux prix en faveur des pro-

<sup>71</sup> ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970* ..., p. 195.

duits alimentaires qui constituent l'essentiel du régime quotidien des familles à faible revenu.

164. Pour la plupart des pays, on manque de renseignements précis sur les problèmes de nutrition des divers groupes socio-économiques. Si l'on veut s'attaquer sérieusement au problème de la faim et de la malnutrition, il faudrait faire une étude complète et plus régulière de la consommation alimentaire. Il conviendrait de porter une attention particulière aux programmes sanitaires nationaux, dont on pourrait faciliter l'exécution en utilisant, notamment, le réseau de centres de soins aux mères et aux enfants.

## E. — Éducation

### 1. ALPHABÉTISATION

165. Pendant la première Décennie des Nations Unies pour le développement, la campagne contre l'analphabétisme a fait l'objet d'une attention croissante et est devenue partie intégrante des plans nationaux dans nombre de pays peu développés. En conséquence, entre 1960 et 1970, le taux d'analphabétisme a diminué, tombant de 81 à 73,7 % en Afrique, de 55,2 à 46,8 % en Asie, de 81,1 à 73 % dans les pays arabes et de 32,5 à 23,6 % en Amérique latine (voir tableau II.62). Toutefois, malgré

TABLEAU II.61

Estimation de la teneur en calories et en protéines, par habitant, des disponibilités alimentaires moyennes dans certains pays et territoires en voie de développement

	Période	Ration calorique quotidienne	Protéines totales	Protéines animales
<i>Grammes par jour</i>				
<i>Afrique</i>				
Afrique du Sud <sup>a</sup> .....	1960-1961	2 820	80,2	31,5
Algérie .....	1964-1966	1 890	55,7	6,6
	1966	1 870	51,7	6,4
Cameroun [République-Unie du Cameroun] . . .	1961-1963	2 130	54,4	10,0
	1964-1966	2 230	58,9	10,8
Côte d'Ivoire .....	1961-1963	2 290	52,3	10,3
Egypte .....	1965-1966	2 810	80,8	11,8
Ethiopie .....	1961-1963	2 040	68,8	14,8
	1970	1 980	66,3	11,0
Gabon .....	1960-1962	1 910	35,9	15,7
Gambie .....	1961-1963	2 300	60,4	12,2
	1964-1966	2 320	62,2	14,6
Ghana .....	1961-1963	2 160	48,6	10,5
	1966-1968	2 070	43,0	7,3
Kenya .....	1961-1963	2 120	64,4	12,1
	1970	2 200	68,0	15,9
Madagascar .....	1961-1963	2 330	52,3	9,4
	1970	2 240	51,2	12,6
Malawi .....	1970	2 400	63,1	5,3
Mali .....	1961-1963	2 120	64,2	10,9
Maroc .....	1964-1966	2 130	57,7	10,0
	1966	2 060	54,3	9,7
Maurice .....	1967	2 420	47,9	12,8
Mozambique .....	1961-1963	2 420	47,9	3,8
	1964-1966	2 130	40,4	4,6
Nigéria .....	1961-1963	2 180	59,3	5,3
	1969	..	59,9	8,4
	1970	2 290	..	..
Ouganda .....	1961-1963	2 070	50,1	10,2
	1964-1966	2 160	55,9	15,1
République arabe libyenne .....	1967	2 660	63,7	14,7
République-Unie de Tanzanie .....	1961-1963	1 600	42,3	12,5
	1970	1 700	42,5	15,4
Rwanda .....	1961-1963	1 830	56,3	3,1
Somalie .....	1961-1963	1 780	51,6	16,3
	1964-1966	1 770	56,9	22,2
Soudan .....	1964-1966	2 090	58,9	18,7
	1966	1 940	63,9	25,9
Tunisie .....	1966	1 840	52,2	10,8
	1964-1966	2 200	62,9	10,9

TABLEAU II.61 (suite)

	Période	Ration calorique quotidienne	Protéines totales	Protéines animales
<i>Amérique latine</i>		<i>Grammes par jour</i>		
Argentine .....	1966	2 920	88,0	58,7
	1969	3 160	104,7	62,3
Bolivie .....	1964-1966	1 760	45,8	12,1
	1966	1 980	50,6	13,2
Brésil .....	1966	2 690	66,3	18,3
	1970	2 820	66,8	21,4
Chili .....	1966	2 830	81,8	27,1
Colombie .....	1966	2 200	48,9	22,6
	1970	2 140	50,0	25,5
Costa Rica .....	1966	2 610	57,9	21,8
	1970	2 370	62,0	26,8
El Salvador .....	1966	1 840	44,2	9,4
	1970	1 850	45,2	12,5
Equateur .....	1966	2 020	51,5	17,9
Guatemala .....	1966	2 220	56,8	8,3
	1970	2 020	50,5	12,7
Haïti .....	1964-1966	1 930	47,0	4,7
Honduras .....	1966	2 010	51,0	14,5
Jamaïque .....	1966	2 260	52,6	18,7
Mexique .....	1966	2 550	65,7	15,2
Nicaragua .....	1966	2 350	59,0	20,1
Panama .....	1966	2 500	62,9	23,9
Paraguay .....	1960-1962	2 520	63,3	23,7
Pérou .....	1966	2 340	54,1	19,9
Surinam .....	1966	2 470	54,3	15,8
Uruguay .....	1966	3 170	101,6	67,1
Venezuela .....	1966	2 490	65,9	26,4
<i>Asie</i>				
Afghanistan .....	1964-1966	2 060	65,4	7,8
	1966	1 950	56,4	7,7
Arabie Saoudite .....	1964-1966	2 080	56,2	9,5
	1966	1 850	50,9	12,1
Inde .....	1965-1966	1 810	45,4	5,4
	1969-1970	1 990	49,4	5,6
Indonésie .....	1961-1963	1 930	42,5	4,8
	1970	1 920	42,8	5,2
Irak .....	1960-1962	2 100	60,7	16,8
	1964-1966	2 050	57,8	13,6
Iran .....	1964-1966	2 030	55,2	11,7
	1966	1 890	49,8	11,5
Jordanie .....	1964-1966	2 400	64,8	11,3
	1966	2 190	54,9	13,6
Liban .....	1964-1966	2 360	69,9	20,4
	1966	2 800	80,8	28,3
Malaisie .....	1961-1963	2 400	54,3	16,3
Pakistan .....	1966	2 230	51,5	11,2
	1969-1970	2 410	54,9	9,9
Philippines .....	1967	2 000	50,5	18,7
	1969	2 040	53,2	20,6
République arabe syrienne .....	1966	2 600	77,9	10,3
Sri Lanka .....	1967	2 170	48,0	8,3
Turquie .....	1960-1961	3 110	97,5	15,9

Sources : FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, 1969, Rome, 1969, annexe, tableaux 6 G, 7 G, 8 G et 9 G; *Annuaire de la production*, 1971, Rome, 1972, vol. 25, tableaux 136 et 137.

<sup>a</sup> Population non blanche exclusivement. Du fait de la politique gouvernementale et du système d'apartheid, les niveaux d'alphabetisation et de santé et le niveau de vie en général sont loin d'être les mêmes, dans ce pays, pour les Blancs et les non-Blancs.

TABLEAU II.62  
Alphabétisation de la population adulte (15 ans et plus) vers 1960 et 1970

Principales régions <sup>a</sup>	Vers 1960				Vers 1970			
	Population adulte totale	Adultes alphabètes	Adultes illettrés	Taux d'analphabétisme	Population adulte totale	Adultes alphabètes	Adultes illettrés	Taux d'analphabétisme
	Milliers			Pourcentage	Milliers			Pourcentage
Total mondial.....	1 869 000	1 134 000	735 000	39,3	2 287 000	1 504 000	783 000	34,2
Afrique .....	153 000	29 000	124 000	81,0	194 000	51 100	143 000	73,7
Amérique du Nord.....	136 000	133 000	3 300	2,4	161 000	158 000	2 500	1,5
Amérique latine .....	123 000	83 100	40 000	32,5	163 000	125 000	38 600	23,6
Asie .....	982 000	440 000	542 000	55,2	1 237 000	658 000	579 000	46,8
Europe.....	464 000	439 000	24 500	5,3	521 000	502 000	18 700	3,6
Océanie .....	10 600	9 400	1 200	11,5	13 000	11 800	1 400	10,3
(Etats arabes).....	(52 700)	(9 900)	(42 700)	(81,1)	(68 300)	(18 400)	(49 900)	(73,0)

Source : UNESCO, *Alphabétisation 1969-1971. Progrès de l'alphabétisation dans les divers continents*, Paris, 1972, p. 23.

<sup>a</sup> Total mondial : monde entier (Etats membres et non membres de l'UNESCO et territoires non autonomes). Afrique : tout le continent africain, y compris les Etats arabes d'Afrique. Amérique du Nord : Etats-Unis d'Amérique, Canada, Bermudes, Groenland et Saint-Pierre-et-Miquelon. Amérique latine : continent sud-américain, Amérique centrale, Mexique et Antilles. Asie : toute la région asiatique, y compris les Etats arabes d'Asie. Europe : y compris l'URSS. Océanie : Australie, Nouvelle-Zélande et îles avoisinantes. Les chiffres relatifs aux Etats arabes sont présentés entre parenthèses, car ils sont déjà compris pour une part dans les statistiques de l'Afrique, et pour une autre part dans les statistiques de l'Asie.

ces campagnes, la lutte contre l'analphabétisme n'a pas répondu à tous les espoirs et ce, pour diverses raisons. Tout d'abord, bien qu'il y ait eu partout diminution du taux d'analphabétisme, le nombre des analphabètes a augmenté en Asie et en Afrique. Deuxièmement, comme l'indique le tableau II.63, le taux d'analphabétisme reste très élevé chez les femmes, car la campagne d'alphabétisation est davantage axée sur les hommes. Cette discrimination est flagrante dans quelques pays africains et dans la plupart des pays musulmans. En Afrique, le

taux d'analphabétisme a diminué de 10 % chez les hommes, tombant de 73,4 à 63,4 %, tandis que, chez les femmes, il n'a baissé que de 5,2 %. Dans les Etats arabes, il a également diminué de 10 % environ chez les hommes et n'a baissé que de 5 % chez les femmes, dont 85,7 % sont encore analphabètes, alors que la proportion est de 60,5 % chez les hommes. Troisièmement, la campagne n'a pas été menée avec la même vigueur dans les régions rurales et dans les zones urbaines. Quatrièmement, vers la fin de la première Décennie du développement, on a

TABLEAU II.63  
Alphabétisation de la population adulte (15 ans et plus) vers 1960 et vers 1970, par sexe

Principales régions <sup>a</sup>	Vers 1960				Vers 1970			
	Population adulte totale	Adultes alphabètes	Adultes illettrés	Taux d'analphabétisme	Population adulte totale	Adultes alphabètes	Adultes illettrés	Taux d'analphabétisme
	Milliers			Pourcentage	Milliers			Pourcentage
<b>HOMMES</b>								
Total mondial.....	916 000	609 000	307 000	33,5	1 127 000	812 000	315 000	28,0
Afrique .....	75 900	20 200	55 800	73,4	96 000	35 100	60 900	63,4
Amérique du Nord.....	66 800	65 600	1 300	1,9	78 000	77 200	850	1,1
Amérique latine .....	61 300	44 000	17 400	28,4	81 000	64 900	16 100	19,9
Asie .....	494 000	270 000	224 000	45,3	624 000	393 000	231 000	37,0
Europe.....	213 000	205 000	7 700	3,6	243 000	237 000	5 800	2,4
Océanie .....	5 300	4 800	530	9,9	6 600	6 000	580	8,8
(Etats arabes).....	(26 500)	(7 500)	(19 000)	(71,6)	(34 300)	(13 600)	(20 800)	(60,5)
<b>FEMMES</b>								
Total mondial.....	953 000	525 000	428 000	44,9	1 160 000	692 000	468 000	40,3
Afrique .....	77 000	8 800	68 200	88,5	97 900	16 000	82 000	83,7
Amérique du Nord.....	69 700	67 700	2 000	2,8	82 800	81 200	1 600	1,9
Amérique latine .....	61 800	39 200	22 600	36,6	82 200	59 700	22 500	27,3
Asie .....	488 000	170 000	318 000	65,1	614 000	266 000	348 000	56,7
Europe.....	251 000	234 000	16 800	6,7	278 000	265 000	12 900	4,7
Océanie .....	5 200	4 500	680	13,0	6 500	5 800	780	11,9
(Etats arabes).....	(26 200)	(2 400)	(23 800)	(90,7)	(33 900)	(4 800)	(29 100)	(85,7)

Source : UNESCO, *Alphabétisation 1969-1971. Progrès de l'alphabétisation dans les divers continents*, Paris, 1972, p. 24.

<sup>a</sup> Total mondial : monde entier (Etats membres et non membres de l'UNESCO et territoires non autonomes). Afrique : tout le continent africain, y compris les Etats arabes d'Afrique. Amérique du Nord : Etats-Unis d'Amérique, Canada, Bermudes, Groenland et Saint-Pierre-et-Miquelon. Amérique latine : continent sud-américain, Amérique centrale, Mexique et Antilles. Asie : toute la région asiatique, y compris les Etats arabes d'Asie. Europe : y compris l'URSS. Océanie : Australie, Nouvelle-Zélande et îles avoisinantes. Les chiffres relatifs aux Etats arabes sont présentés entre parenthèses, car ils sont déjà compris pour une part dans les statistiques de l'Afrique et pour une autre part dans les statistiques de l'Asie.

universellement constaté que l'alphabétisation — le fait de savoir lire et écrire — n'était pas une fin en soi mais qu'elle devrait aller de pair avec l'amélioration des réalisations professionnelles de l'individu et de la participation de celui-ci à la vie culturelle du pays. On a donc institué dans un certain nombre de pays, avec l'aide du PNUD, un programme expérimental d'alphabétisation fonctionnelle. Celle-ci étant un processus sélectif et coûteux, on ne s'attend pas qu'elle fasse disparaître l'analphabétisme ni qu'elle atteigne la totalité des illettrés de la population active, du moins d'ici longtemps.

166. En attendant, le chômage, le manque de connaissances techniques et, par conséquent, les bas salaires restent le lot des analphabètes. D'après le rapport que l'UNESCO a consacré à la question, le risque de chômage est plus grand pour eux que pour les alphabètes et, à mesure que les techniques de production se perfectionnent, leur situation s'aggrave<sup>72</sup>. En Colombie, sur les 3 millions de personnes qui composent la population active des zones urbaines, 500 000 environ, soit près de 17 %, ne pouvaient pas trouver de travail, alors que le taux de chômage de la population active illettrée était de 23 %. En outre, bien que ce ne soit pas toujours le cas, les travailleurs illettrés reçoivent généralement un salaire inférieur. D'après une étude faite par la Junta Nacional de Planificación de l'Equateur, le salaire mensuel de 76,5 % des travailleurs illettrés du pays est inférieur de 600 sucres à celui des 40,3 % de salariés qui ont fait de 1 à 6 années d'études primaires. Il ressort d'une autre étude effectuée au Brésil en 1968 que la rémunération des travailleurs qui ont suivi un enseignement primaire dépasse, en moyenne, de 22 à 35,5 % celle des travailleurs illettrés.

167. Certains pays ont pris des mesures visant à encourager la participation aux programmes d'alphabétisation. En Arabie Saoudite, tous les membres des forces armées et de la police reçoivent automatiquement de l'avancement dès qu'ils ont passé des épreuves d'alphabétisme. En Turquie, il faut avoir le certificat d'études primaires pour pouvoir entrer dans la fonction publique, obtenir un permis de conduire ou être autorisé à travailler à l'étranger. En Iran, on a accordé une grande place aux programmes de la campagne contre l'analphabétisme. Le Service iranien d'alphabétisation de l'armée, auquel sont affectés des dizaines de milliers de jeunes recrues comptant au minimum 12 ans d'études et qui ont reçu une formation pédagogique spéciale pendant six mois après leur incorporation, a beaucoup facilité l'essor du programme d'alphabétisation dans le secteur rural. En outre, le Comité national iranien de la campagne d'alphabétisation des adultes, qui a été constitué en 1965, a exécuté des programmes d'alphabétisation des adultes dans les villes et les villages. Le nombre des écoles, en particulier celui des écoles primaires, a beaucoup augmenté, surtout dans les régions rurales. Des projets pilotes de l'UNESCO concernant des programmes d'alphabétisation fonctionnelle ont préparé le terrain à l'exécution d'un vaste programme dans ce domaine. Au Venezuela, l'Instituto Nacional de Cooperación Educativa organise des cours, qui sont en général donnés sur place dans les entreprises industrielles, pendant les heures de travail, et, pour être employé par ces entreprises, il faut habituellement le certificat d'études primaires. Cet institut organise à cet effet des cours de perfection-

nement pour les demandeurs d'emploi. En 1970, 2 335 adultes environ suivaient des cours d'instruction élémentaire et 11 406 personnes s'étaient inscrites à des stages permettant d'acquérir l'équivalent de six années d'enseignement primaire pour se préparer à suivre des cours de formation professionnelle.

168. Comme G. Myrdal le fait remarquer, on peut dire d'une manière générale, que « dans les pays non communistes, l'éducation des adultes a été négligée d'une manière presque scandaleuse, et cela bien qu'elle soit nécessaire pour que l'on puisse parvenir dans des délais raisonnables à un alphabétisme généralisé et, ce qui est encore plus essentiel, pour que l'enseignement scolaire des enfants soit efficace »<sup>73</sup>. Tous les renseignements dont nous disposons indiquent que, fréquemment, les enfants de parents illettrés ont du mal à suivre un enseignement, redoublent leurs classes et abandonnent leurs études et que même ceux qui les poursuivent retombent très facilement dans l'analphabétisme.

169. Enfin, l'analphabétisme constitue un obstacle au progrès culturel et empêche de développer le sens de la participation à la vie sociale et culturelle. Le tirage des quotidiens paraissant dans un pays permet d'apprécier le taux d'alphabétisme et le degré de participation, par le biais des moyens de communication de masse, à sa vie culturelle et politique. On trouvera au tableau II.64 des statistiques sur le taux de publication des quotidiens dans les pays peu développés. D'après ces statistiques, le tirage ne dépasse pas 15 exemplaires pour 1 000 habitants dans la plupart des pays africains. En Asie, cette proportion est beaucoup plus élevée mais elle varie de 7 exemplaires pour 1 000 habitants en Afghanistan à 154 pour 1 000 habitants à Singapour et 485 pour 1 000 habitants à Hongkong. En Amérique latine, le taux de publication est généralement beaucoup plus fort, et le nombre des quotidiens tirant à plus de 50 exemplaires pour 1 000 habitants y dépasse celui des journaux qui n'ont pas ce tirage.

## 2. SCOLARISATION

170. Les pays peu développés n'ont pas encore atteint un stade de développement économique et social assez avancé pour pouvoir assurer à tous un enseignement gratuit à tous les degrés. Beaucoup ont pu le faire, par voie législative, au niveau de l'enseignement élémentaire. Toutefois, pour diverses raisons, qui tiennent notamment à la pénurie d'enseignants et d'installations dans les régions écartées et à l'absorption partielle des effectifs d'âge scolaire par le marché du travail, le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire est faible dans presque tous les pays peu développés. Il en est de même pour le deuxième et le troisième degrés même s'il y a eu une amélioration au cours de la décennie 1960-1969. Le tableau II.65 fournit quelques précisions sur l'accroissement, en chiffres absolus et en chiffres relatifs, de l'effectif scolaire inscrit, au cours de la période 1960-1968, dans les cinq continents et dans divers pays. On y voit que dans l'enseignement primaire, cet effectif semble plafonner en Amérique du Nord, en Europe et en Océanie, mais qu'il augmente plus rapidement que ne l'a fait la population du groupe d'âge correspondant en Afrique, en Asie et en Amérique latine. En conséquence, comme l'indique le tableau II.66, le taux de scolarisation dans

<sup>72</sup> UNESCO, *Alphabétisation 1969-1971. — Progrès de l'alphabétisation dans les divers continents*, Paris, 1972, p. 35 à 37.

<sup>73</sup> G. Myrdal, *loc. cit.*, p. 31 et 32.



TABLEAU II.64

## Taux de publication des quotidiens dans les pays peu développés

	Année	Nombre d'exemplaires pour 1 000 habitants		Année	Nombre d'exemplaires pour 1 000 habitants
<i>Afrique</i>			<i>Amérique latine (suite)</i>		
Algérie.....	1968	14,0	Costa Rica.....	1967	60,0
Angola.....	1967	10,0	El Salvador.....	1967	51,0
Cameroun [République-Unie du Cameroun].....	1969	2,0	Equateur.....	1969	42,0
Congo.....	1966	1,3	Guadeloupe.....	1966	9,0
Dahomey.....	1968	0,4	Guatemala.....	1967	27,0
Egypte.....	1967	28,0	Haïti.....	1969	5,0
Ethiopie.....	1969	2,0	Honduras.....	1967	17,0
Gambie.....	1960	5,0	Jamaïque.....	1969	66,0
Ghana.....	1969	34,0	Mexique.....	1965	116,0
Kenya.....	1969	15,0	Panama.....	1967	81,0
Maroc.....	1966	14,0	Paraguay.....	1969	40,0
Mozambique.....	1967	7,0	Pérou.....	1969	47,0
Nigéria.....	1966	7,0	République Dominicaine.....	1969	32,0
Ouganda.....	1965	5,0	Uruguay.....	1969	400,0
République arabe libyenne.....	1967	20,0			
République centrafricaine.....	1967	0,6	<i>Asie</i>		
République-Unie de Tanzanie.....	1969	5,0	Afghanistan.....	1967	7,0
Sénégal.....	1969	5,0	Arabie Saoudite.....	1969	8,0
Sierra Leone.....	1969	16,0	Birmanie.....	1966	9,0
Tchad.....	1969	0,4	Ceylan [Sri Lanka].....	1969	58,0
Tunisie.....	1969	16,0	Chypre.....	1969	92,0
Zaïre.....	1969	1,0	Hongkong.....	1969	485,0
Zambie.....	1969	9,0	Inde.....	1968	13,0
			Jordanie.....	1968	12,0
<i>Amérique latine</i>			Koweït.....	1968	52,0
Argentine.....	1966	128,0	Malaisie.....	1969	74,0
Bahamas.....	1969	142,0	Pakistan.....	1968	6,0
Barbade.....	1967	115,0	Philippines.....	1966	27,0
Bermudes.....	1969	223,0	République arabe syrienne.....	1967	15,0
Bolivie.....	1969	34,0	République du Viet-Nam.....	1968	70,0
Brésil.....	1968	37,0	Ryû-Kyû (îles).....	1969	271,0
Chili.....	1968	86,0	Singapour.....	1969	154,0
Colombie.....	1967	53,0	Thaïlande.....	1969	21,0
			Turquie.....	1969	41,0

Source : ONU, *Annuaire statistique*, 1970 (publication des Nations Unies, numéro de vente : E/F.71.XVII.1), p. 794 et 795.

l'enseignement primaire a progressé entre 1960/61 et 1967/68, passant de 34 à 40 % en Afrique, de 50 à 55 % en Asie, de 60 à 75 % en Amérique latine et de 38 à 50 % dans les Etats arabes.

171. La ventilation du nombre des enfants qui ne sont pas scolarisés est encore plus significative. Dans un article sur la question, publié par l'UNESCO, il est précisé que si l'on prend dans diverses régions d'Afrique le groupe d'enfants âgés de 6 à 12 ans, pour la période 1967/68, on s'aperçoit que 9 enfants sur 10 n'étaient pas scolarisés en Mauritanie, 8 sur 10 au Mali et au Tchad; cette proportion n'est plus que de 5 sur 10 en Algérie et au Botswana et de 4 sur 10 en Zambie<sup>74</sup>.

172. En Amérique latine, pour la même période et le même groupe d'âge, on a constaté que 4 enfants sur 10 n'étaient pas scolarisés en El Salvador et au Nicaragua, 3 sur 10 en Colombie, dans la République Dominicaine et au Pérou, 2 sur 10 au Chili et au Mexique et 1 sur 10 en Argentine<sup>75</sup>.

<sup>74</sup> G. C. Breis, « La terrible leçon des chiffres », *Le Courrier de l'UNESCO*, Paris, 25<sup>e</sup> année, juin 1972, p. 20.

<sup>75</sup> *Ibid.*

173. Les données correspondantes disponibles pour l'Asie montrent que 9 enfants sur 10 n'étaient pas scolarisés en Arabie Saoudite, 5 sur 10 en Iran et 3 sur 10 en Thaïlande et dans la République arabe syrienne, tandis qu'à Singapour le rapport est de 1 sur 10 et au Japon de 1 sur 20 seulement<sup>76</sup>.

174. D'une manière générale, les écoles primaires des pays peu développés fonctionnent selon des normes très inférieures en ce qui concerne le matériel, les locaux, le taux d'encadrement, la dimension des classes et la qualité des enseignants. Cela se vérifie tout particulièrement dans le cas des pays les plus pauvres, des régions les plus pauvres à l'intérieur d'un pays et des secteurs les plus pauvres des zones urbaines et rurales.

175. Du point de vue de l'effectif, l'expansion de l'enseignement secondaire est encore bien inférieure à celle de l'enseignement primaire. De 1960/61 à 1967/68, le taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire est passé de 12 à 15 % en Afrique, de 22 à 30 % en Asie, de 26 à 35 % en Amérique latine et de 16 à 25 % dans les Etats arabes. Si l'on compare ces taux à ceux qui se

<sup>76</sup> *Ibid.*

TABLEAU II.65

**Répartition des effectifs totaux d'élèves scolarisés, par degré d'enseignement, 1960/61 et 1967/68**  
(En milliers)

	Total	Premier degré y compris les classes pré-primaires	Second degré (enseignement général et professionnel, écoles normales)	Degré supérieur
<b>Total mondial<sup>a</sup></b>				
1960/61 .....	347 029	271 928	63 927	11 174
1967/68 .....	479 619	356 813	101 268	21 538
aam en pourcentage <sup>b</sup> .....	4,7	4,0	6,8	9,8
<b>Afrique</b>				
1960/61 .....	21 377	19 070	2 115	192
1967/68 .....	32 951	28 220	4 373	358
aam en pourcentage .....	6,4	5,8	10,9	9,3
<b>Amérique du Nord</b>				
1960/61 .....	50 954	36 072	11 157	3 725
1967/68 .....	63 464	36 555	19 547	7 362
aam en pourcentage .....	3,2	0,2	8,3	10,2
<b>Amérique latine</b>				
1960/61 .....	32 386	27 934	3 885	567
1967/68 .....	49 101	39 631	8 365	1 105
aam en pourcentage .....	6,1	5,1	11,6	10,0
<b>Asie<sup>a</sup></b>				
1960/61 .....	120 583	97 128	21 325	2 131
1967/68 .....	178 688	141 374	32 724	4 590
aam en pourcentage .....	5,8	5,5	6,3	11,6
<b>Europe et URSS</b>				
1960/61 .....	118 362	89 260	24 644	4 457
1967/68 .....	151 078	108 153	35 018	7 907
aam en pourcentage .....	3,6	2,8	5,2	8,5
<b>Océanie</b>				
1960/61 .....	3 367	2 464	801	102
1967/68 .....	4 337	2 880	1 241	216
aam en pourcentage .....	3,7	2,3	6,5	11,3
<b>(Etats arabes)</b>				
1960/61 .....	(8 745)	(7 337)	(1 248)	(160)
1967/68 .....	(13 955)	(10 915)	(2 734)	(306)
aam en pourcentage .....	(6,9)	(5,8)	(11,9)	(9,7)

Source : ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.IV.13), p. 209.

<sup>a</sup> A l'exclusion de la Chine, de la République populaire démocratique de Corée et de la République démocratique du Viet-Nam.

<sup>b</sup> aam en pourcentage : augmentation annuelle moyenne en pourcentage (1960/61-1967/68).

TABLEAU II.66

**Taux de scolarisation, par degré d'enseignement, 1960/61 et 1967/68**

	1960/61				1967/68			
	Enfants de l'âge de l'école primaire scolarisés	Enfants de l'âge de l'école secondaire scolarisés	Enfants de l'âge de l'école primaire et de l'école secondaire scolarisés	Troisième degré (effectifs inscrits pour 100 000 habitants)	Enfants de l'âge de l'école primaire scolarisés	Enfants de l'âge de l'école secondaire scolarisés	Enfants de l'âge de l'école primaire et de l'école secondaire scolarisés	Troisième degré (effectifs inscrits pour 100 000 habitants)
	<i>Pourcentage</i>				<i>Pourcentage</i>			
Monde .....	63	34	50	480	68	40	56	772
Afrique .....	34	12	24	70	40	15	28	110
Amérique du Nord .....	98	90	94	1 875	98	92	96	3 356
Amérique latine .....	60	26	45	267	75	35	55	425
Asie <sup>a</sup> .....	50	22	36	216	55	30	45	395
Europe et URSS .....	96	57	79	697	97	65	85	1 148
Océanie .....	95	28	66	650	95	30	67	1 191
(Etats arabes) .....	(38)	(16)	(28)	(170)	(50)	(25)	(38)	(270)

Source : ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.IV.13), p. 209.

<sup>a</sup> A l'exclusion de la Chine, de la République populaire démocratique de Corée et de la République démocratique du Viet-Nam.

rapportent, pour 1967/68, à l'Amérique du Nord (92 %) et à l'Europe, y compris l'URSS (65 %), on peut être amené à penser que le fossé se comble, mais c'est ne pas tenir compte du taux d'abandon en cours d'études, qui est exceptionnellement élevé dans les pays peu développés.

176. Le taux d'accroissement des effectifs inscrits dans le troisième degré a été beaucoup plus élevé que dans l'enseignement primaire et dans l'enseignement secondaire, surtout parce que les chiffres de base étaient faibles. Toutefois, le taux de scolarisation à ce degré est toujours trop faible en Afrique, en Asie et en Amérique latine par rapport à ce qu'il est en Amérique du Nord, en Europe et en Océanie. Pour 1967/68 les effectifs inscrits pour 100 000 habitants s'établissaient comme suit : 110 en Afrique, 395 en Asie, 425 en Amérique latine et 270 dans les Etats arabes, contre 3 356 en Amérique du Nord, 1 148 en Europe et 1 191 en Océanie.

177. A propos d'une orientation technique plus concrète et professionnelle des établissements d'enseignement secondaire, il paraît opportun de citer ce qu'écrit G. Myrdal après de longues années d'observation. Il conclut que, d'une manière générale, tout ce qui dans ces établissements exige une participation à des travaux manuels contribue à les rendre moins populaires que les écoles de type classique. Ce qu'on vient y chercher habituellement c'est une position sociale, un diplôme et une préparation à un travail de bureau. C'est tout le système d'enseignement qui va donc à l'encontre du développement. Il grossit les rangs du personnel d'administration — surtout aux échelons inférieurs — et ceux des chômeurs instruits qui ne veulent pas se salir les mains<sup>77</sup>.

### 3. QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT

178. Il faut replacer cette expansion quantitative de l'enseignement dans les pays peu développés dans le contexte de certaines évaluations qualitatives dont la plupart ont déjà été évoquées. Tout d'abord, on constate une insuffisance des mesures prises pour donner des chances d'instruction égales aux femmes, aux divers groupes ethniques, aux régions rurales, aux régions retardataires et aux groupes à faible revenu. Toutefois, il y a lieu de penser que les programmes spéciaux destinés aux enfants souffrant de déficiences physiques et mentales prennent rapidement de l'extension et qu'une importance croissante est attachée à l'expansion de l'enseignement et à son adaptation au milieu rural dans les régions rurales<sup>78</sup>. Néanmoins, ces initiatives sont expérimentales, et il reste encore beaucoup de chemin à parcourir avant qu'elles puissent constituer la base d'un enseignement complet et démocratique.

179. Deuxièmement, dans la plupart des cas, le contenu de l'enseignement ne correspond pas aux besoins en main-d'œuvre des pays peu développés. D'un côté, on trouve encore quelques pays en Afrique du Nord, en Asie occidentale et dans l'Asie du Sud-Est qui continuent à s'appuyer avant tout sur un type traditionnel et religieux d'enseignement qui n'a que peu de rapport avec les exigences du monde moderne. De l'autre, on trouve des pays qui, comme la plupart des pays d'Asie et d'Amérique latine, ont des plans d'études et des programmes de type

très classique s'inspirant de ceux des écoles occidentales, comme s'ils devaient former des élèves pour le marché du travail occidental. En conséquence, le phénomène de l'exode des compétences a pris une ampleur inacceptable, surtout en Asie et en Amérique latine, régions dans lesquelles un grand nombre de diplômés de l'enseignement secondaire et supérieur sont sans travail et ne peuvent trouver d'emploi correspondant à la formation scolaire et universitaire qu'ils ont reçue. De même, de nombreux médecins, ingénieurs et chercheurs s'expatrient pour trouver un emploi mieux rémunéré dans les pays plus avancés.

180. Troisièmement, la plupart des pays peu développés n'ont pas encore prêté une attention suffisante à l'enseignement technique et à la formation professionnelle. On n'a pas réussi, dans la planification de l'enseignement, à incorporer les méthodes d'acquisition des compétences nécessaires ni à établir un rapport entre la recherche locale originale et la formation agricole, et cela peut être considéré comme l'une des lacunes les plus graves du développement agricole de ces pays. La place importante qu'occupent dans leur économie les secteurs employant une main-d'œuvre « primitive » (voir, par exemple, le tableau II.58) donne une idée de l'insuffisance de la formation technique et professionnelle.

181. Quatrièmement, selon l'article de G. Breis publié par l'UNESCO, il apparaît que « la différence entre inscriptions et fréquentation des cours est très importante. Les abandons en cours d'année sont très fréquemment dus à des raisons d'aide familiale, notamment pendant les saisons de récoltes dans les zones agricoles »<sup>79</sup>. Dans certains pays, le taux d'abandon dans l'enseignement primaire s'élève à 80 %, ce qui veut dire que, dans un pays qui ne scolarise que 10 % des enfants âgés de 6 à 12 ans, 2 élèves seulement sur 100 terminent leurs études primaires. G. Breis écrit encore :

Ainsi, en Afrique, sur 100 enfants inscrits autour de 1960, 50 n'étaient plus à l'école à la fin du cycle [d'enseignement primaire] ... au Dahomey, au Gabon et en Libye. Cette déperdition s'élevait à 60 % en Algérie, au Burundi et en Haute-Volta, à plus de 70 % au Botswana, en République centrafricaine et à Madagascar, et elle atteignait plus de 80 % au Rwanda et au Tchad.

Pendant la même période, en Amérique latine, plus de 50 % des enfants inscrits abandonnaient l'école en El Salvador et au Panama ; plus de 60 % au Brésil, en Equateur, au Mexique, au Paraguay et au Venezuela, et plus de 70 % en Colombie et au Guatemala.

En ce qui concerne l'Asie, plus de 50 enfants sur 100 abandonnaient en Inde et à Qatar, et plus de 60 % en République khmère.

Les proportions de la déperdition scolaire sont sensiblement plus accentuées dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Les exemples suivants concernent quatre pays latino-américains pour lesquels on dispose de données comparatives : ces chiffres permettront de se faire une idée de cette disparité :

	Pourcentage d'abandon		
	Total	Zones urbaines	Zones rurales
Colombie .. .. .	72,7	52,7	96,3
République Dominicaine .. ..	69,6	48,1	86,1
Guatemala .. .. .	74,7	50,4	96,5
Panama .. .. .	37,7	19,3	54,7

Il est aisé de remarquer que, dans les sociétés où prédomine une structure agricole, les probabilités de survie des élèves dans les écoles rurales sont souvent minimes ; cela compromet les perspectives de modernisation des exploitations agricoles et, de plus, encourage et accélère les migrations vers les villes<sup>80</sup>.

<sup>77</sup> G. Myrdal, *loc. cit.*, p. 32.

<sup>78</sup> *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970 ...*, p. 210 et 211.

<sup>79</sup> G. C. Breis, *loc. cit.* p. 20.

<sup>80</sup> *Ibid.*

Où ne dispose pas de statistiques analogues sur le taux d'abandon aux degrés supérieurs de l'enseignement, mais il existe des données précises sur le taux d'abandon entre le primaire et le secondaire et entre le secondaire et le supérieur (voire tableau II.65).

182. Cinquièmement, à tous les degrés, le contenu des programmes d'enseignement des pays peu développés ne semble pas suivre, et encore moins prévoir, de manière méthodique l'évolution et les exigences de la technique moderne. Comme l'a montré dans son rapport la Commission internationale de l'éducation, établie par l'UNESCO, il faut que ces pays évitent tout sentiment de complaisance et remettent constamment en question la valeur des objectifs et du contenu de l'enseignement ainsi que le bien-fondé de leur méthodologie<sup>81</sup>. Voici quelques-unes des questions qu'il ne faut jamais perdre de vue et qu'il importe de résoudre : dans quelle mesure les programmes d'enseignement suivis dans les diverses régions d'un pays répondent-ils aux besoins concrets de la vie socio-économique de la région, quelle doit être la durée des programmes d'enseignement général et spécialisé, combien de choix et de possibilités faut-il offrir ? Il faut considérer les élèves comme des individus qui sont censés participer de manière consciente et responsable au développement de leur esprit et de leurs connaissances, tout comme ils sont censés faire preuve d'initiative et participer à la vie économique, sociale, culturelle et politique.

183. L'enseignement, tel qu'il existe dans les pays peu développés, semble être autoritaire dans ses méthodes et dogmatique par son contenu. Toute révision d'un ensemble aussi archaïque exigerait :

a) La réforme des structures de l'enseignement, l'objectif étant de créer un rapport constant entre l'éducation et le développement social, économique et culturel grâce à une éducation permanente orientée vers la formation multidisciplinaire ;

b) Une nouvelle méthode pédagogique pour la formation des enseignants, en vue de les orienter vers les aspects multiples de la personnalité humaine, et la substitution de l'orientation à la sélection ;

c) La participation des élèves à l'élaboration de la politique d'enseignement et à l'administration des établissements d'enseignement ;

d) La décentralisation de l'administration, en vue de stimuler une participation endogène à la planification et de créer des liens avec le milieu social local. L'administration centrale devrait se borner à encourager et à coordonner, les décisions de principe étant prises à un échelon très élevé ;

e) Une recherche permanente portant sur les méthodes et le contenu ainsi que sur les diverses solutions possibles, compte tenu des progrès techniques escomptés, en vue d'utiliser au mieux le temps disponible.

184. En tout état de cause, l'expansion quantitative et l'amélioration qualitative de l'enseignement sont fonction d'une réforme générale des secteurs politique, administratif et économique des pays. Le développement de l'éducation ne devrait donc pas aller trop vite par rapport au développement social, économique et administratif d'un pays, à quelque moment que ce soit, même si, à longue échéance, l'intensification des efforts d'expansion et de réforme de l'enseignement devait contribuer à

faire apparaître de nouveaux facteurs de progrès dans tous les domaines.

## F. — Logement

185. Le dualisme du système socio-économique des pays peu développés est illustré par l'écart qui existe entre le niveau de vie et les possibilités sociales et économiques des populations rurales et urbaines. L'exode rural qui en résulte ajouté au fait que ces pays ont un taux d'accroissement démographique élevé y ont engendré, au cours de la décennie 1960-1969, des besoins en logement qui dépassent de beaucoup leurs possibilités. L'attrait qu'exercent les grandes villes sur les travailleurs agricoles en quête d'emplois plus intéressants, sur ceux qui veulent envoyer leurs enfants à l'école ou qui recherchent des établissements d'enseignement plus modernes et sur les hommes d'affaires qui ont besoin de services bancaires, administratifs ou commerciaux plus étendus, exige non seulement une amélioration de la qualité des logements mais aussi des investissements considérables pour la mise en place d'installations et de services urbains. En l'absence d'une politique foncière efficace, le prix du terrain en zone urbaine est monté en flèche, rendant d'autant plus difficile l'exécution de projets de construction de logements. L'insuffisance des ressources financières et l'absence d'ouvriers et de techniciens qualifiés ne fait que compliquer encore les choses. Aussi, rares sont les pays peu développés qui ont pu atteindre leurs objectifs en matière de logement. Pour les régions de monde en voie de développement, on avait retenu comme objectif, pour la fin des années 60, une cadence annuelle de construction de 8 à 10 logements par 1 000 habitants, en postulant que le parc immobilier, qui est en assez bon état, serait remplacé au bout de 30 ans dans les zones urbaines et 20 ans dans les zones rurales. Or, il ressort des statistiques dont on dispose pour certains pays peu développés que le nombre de logements achevés en 1967 n'a été que de 0,5 à 3 par 1 000 habitants<sup>82</sup> et que seuls quelques pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine sont arrivés à créer assez de logements satisfaisant à des normes minimales pour une population en pleine expansion<sup>83</sup>. Dans la plupart des pays peu développés, le nombre de logements construits chaque année est inférieur à 2 par millier d'habitants<sup>84</sup>, proportion très nettement au-dessous du chiffre souhaitable (qui est de 7 à 10). Au reste, les efforts de construction sont généralement concentrés sur les zones urbaines et de très maigres ressources sont affectées à la construction de nouveaux logements ou à l'amélioration du parc existant dans les zones rurales, qui abritent, en fait, la majorité de la population.

186. La disparité des revenus de la population urbaine se retrouve dans les différences de qualité du logement selon les quartiers, notamment dans les grandes villes et leurs alentours. On retrouve généralement de vastes zones de taudis surpeuplées où les familles vivent misérablement dans des masures, des baraques en torchis, des cabanes sans eau ni électricité, ni système d'enlèvement des ordures

<sup>82</sup> ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde*, 1970, ... p. 199 ; voir aussi ONU, *Situation du logement dans le monde et évaluation des besoins de logement* (publication des Nations Unies, numéro de vente : 65. IV.8).

<sup>83</sup> ONU, *Annuaire statistique*, 1968 (publication des Nations Unies, numéro de vente : E/F.69.XVII.1).

<sup>84</sup> « Situation de l'habitation dans la région de la CEAE0 » (E/CN.11/I&NR/Sub.4(9)/L.6).

<sup>81</sup> UNESCO, *Apprendre à être*, Paris, Fayard, 1972.

ou autres services essentiels, et qui contrastent avec les quartiers modernes et les faubourgs aux immeubles luxueux, possédant tout le confort moderne et agrémentés de grands espaces verts. Dans les grandes villes, la densité globale de population des quartiers pauvres est évaluée à environ 650 habitants ou plus au kilomètre carré<sup>85</sup> contre une moyenne de 30 à 50 habitants au kilomètre carré pour les quartiers riches. La forte densité de population des quartiers pauvres s'explique par le taux élevé d'occupation des pièces, la faible superficie des rues par rapport à la superficie construite, et la faible proportion d'espaces verts par habitant. Le tableau II.67 contient des chiffres sur le nombre de personnes par pièce et la qualité des logements dans les centres urbains des pays peu développés. D'après les renseignements dont on dispose pour le début des années 60, le taux moyen était dans la plupart des cas supérieur à deux personnes par pièce. En Afrique, sur 11 pays étudiés, sept avaient un taux moyen supérieur à 2, quatre un taux supérieur à 2,5 et deux un

taux égal à 3 et 3,5 personnes par pièce. Ces chiffres, qui représentent une moyenne, risquent de donner une idée fautive de la situation qui règne dans les quartiers pauvres. Ainsi au Kenya et au Nigéria, par exemple, le taux d'occupation était de 3 personnes ou plus par pièce dans 41 % des logements. En Asie, sur les 10 pays pour lesquels on disposait d'informations, 5 avaient un taux moyen de plus de 2,5 personnes par pièce. La proportion de logements où trois personnes ou plus occupaient une même pièce était de 59 % au Pakistan et en République de Corée, de 51 % en Malaisie et de 36 % dans la République arabe syrienne. En Amérique latine, les conditions semblaient être meilleures. Sur les 21 pays pour lesquels on disposait de renseignements, six avaient une densité moyenne de plus de deux personnes par pièce. On notait deux cas extrêmes, le Mexique et le Paraguay, avec une densité moyenne de 2,6 personnes par pièce. La proportion de logements où trois personnes ou plus occupaient une même pièce était de 53 % au Paraguay, 47 % au Mexique, 42 % au Nicaragua, 40 % en Equateur, 38 % à Panama et 34 % au Pérou et à la Jamaïque.

187. Quant à la qualité des logements, comme le montrent les trois dernières colonnes du tableau II.67,

<sup>85</sup> C'est là une estimation sans aucun doute très prudente si l'on considère les zones d'habitation les plus misérables et les zones de taudis.

TABLEAU II.67  
Ménages et logements urbains, début des années 60<sup>a</sup>

	Nombre de ménages (milliers)	Nombre de personnes par pièce	Densité moyenne Pourcentage de logements où 3 personnes ou plus occupent une même pièce	Pourcentage de logements comportant			
				1 ou 2 pièces	Eau courante	Electricité	W.-C. avec chasse d'eau
<i>Hémisphère occidentale</i>							
Antilles néerlandaises (T).....	27	1,0	3	11	62	38	49
Argentine.....	4 076	1,3	12	37	60	87	77
Barbade (T).....	58	1,2	..	33	..	..	..
Brésil.....	6 551	1,3 <sup>b</sup>	5 <sup>b</sup>	13 <sup>b</sup>	42	72	..
Chili.....	940	1,6	19	39	79	86	45 <sup>b</sup>
Colombie.....	1 284	..	..	36	89	88	80
Costa Rica.....	86	1,3	8	17	98	94	64
El Salvador.....	188	2,2	..	80	77	..	30
Equateur.....	293	2,1	40	64	87	79	61
Guyane.....	16	1,7	..	..	..	..	..
Honduras.....	76	1,8	26	48	77	57	51
Honduras britannique [Belize].....	10	1,8	..	54	4	51	10
Jamaïque.....	104	1,6	34	79	90	..	65
Mexique.....	3 670	2,6	47	71	32 <sup>b</sup>	47	..
Nicaragua.....	106	2,2	42	63	49	71	28
Panama.....	99	2,1	38	73	40	83	77
Paraguay.....	123	2,6 <sup>b</sup>	53 <sup>b</sup>	75 <sup>b</sup>	23	33	13
Pérou.....	921	2,0	34	59	44	51	45
République Dominicaine.....	185	1,6	..	46	71	58	36
Surinam (T).....	64	1,7	19	48	45	18	22
Trinité-et-Tobago (T).....	211	1,8	..	56	46	66	24
Uruguay.....	558	..	..	16	..	89	68
Venezuela (T).....	1 343	1,6	21	37	67	78	50
<i>Afrique</i>							
Ethiopie.....	124	2,7	..	..	74	58	..
Kenya.....	137	2,5	41	77	..	..	..
Malawi.....	40	1,9	..	76	44	20	33
Maroc.....	787	2,1	31	57	58 <sup>b</sup>	85	..
Maurice (T).....	138	1,9	29	54	75	61	31
Nigéria.....	93	3,0	41	93	..	81	7
République arabe unie.....	1 992	1,6	16	24	40	38	..
République centrafricaine (T).....	261	3,4	..	98	..	..	..
République populaire du Congo [Congo] (T).....	134	2,7	..	86	..	..	..

TABLEAU II.67 (suite)

	Densité moyenne			Pourcentage de logements comportant			
	Nombre de ménages (milliers)	Nombre de personnes par pièce	Pourcentage de logements où 3 personnes ou plus occupent une même pièce	1 ou 2 pièces	Eau courante	Electricité	W.-C. avec chasse d'eau
<i>Afrique (suite)</i>							
Rhodésie du Sud <sup>c</sup> .....	161	1,9	..	68	..	..	..
Soudan .....	32	2,5	..	..	96	55	..
Zambie .....	90	..	..	31	..	29	..
<i>Asie</i>							
Ceylan [Sri Lanka] .....	196	2,3	..	42	46	32	20
Hongkong .....	156	..	..	..	95 <sup>d</sup>	100	51
Inde .....	14 841	2,6	..	78	..	..	..
Indonésie .....	2 814	..	..	82	..	..	..
Iran .....	1 961	..	..	..	57	69	..
Israël .....	564	1,5	11	53	100	99	87
Jordanie .....	129	..	..	69 <sup>b</sup>	69	39	23
Koweït .....	53	2,2	..	51	..	..	..
Malaisie .....	30	3,0	51	62	75	67	35
Népal .....	46	2,0	20	30	64	37	9
Pakistan .....	2 118	3,1	59	81	..	..	..
Philippines (T) .....	4 653	..	..	..	20	17	8
République de Corée .....	1 255	2,8	59	78	47	67	1
République du Viet-Nam .....	230	..	..	..	24	71	..
Singapour .....	332	2,9	..	69	91	87	54
Syrie [République arabe syrienne] .....	307	2,1	36	45	77	88	..
<i>Pays développés à économie de marché</i>							
Allemagne (République fédérale d') .....	7 663	..	..	..	100	100	96
Australie .....	2 664	0,7	—	5	..	99	..
Autriche .....	1 347	..	..	30	100	99	..
Canada .....	3 280	0,7	—	4	98	..	97
Chypre .....	51	1,3	12	40	96	90	54
Danemark .....	1 087	0,7	—	7	99 <sup>d</sup>	100	96
Etats-Unis d'Amérique .....	38 320	0,6	—	7	99	..	98
Finlande .....	609	1,2	7	56	73	100	63
France .....	9 478	1,0	5	40	92	98	50
Grèce .....	1 249	1,4	14	52	85	82	24
Irlande .....	325	0,9	2	11	97	98	96
Islande .....	22	0,9	—	4	100	100	94
Japon .....	14 477	1,2	7	34	78	..	13
Luxembourg .....	.. 63	0,8	1	14	99	100	92
Norvège .....	422	0,8	1	20	100	..	86
Nouvelle-Zélande .....	563	..	..	..	100	..	97
Portugal .....	486	1,0	7	24	82 <sup>d</sup>	89	84
Royaume-Uni .....	11 825	0,7	..	5	94	..	96
Suède .....	2 195	0,8	—	25	99	..	94
Suisse .....	890	0,7 <sup>b</sup>	—	7 <sup>b</sup>	97 <sup>d</sup>	100	..
Turquie .....	769	..	..	..	56	85	..
Yougoslavie .....	1 775	1,7	7	50	42 <sup>d</sup>	93	35
<i>Pays à économie planifiée</i>							
Bulgarie .....	1 278	1,4	9	36	55	98	26
Hongrie .....	1 444	..	..	..	68	93	51
Pologne .....	4 355	1,5	12	54	68	99	36
République démocratique allemande .....	4 093	1,2	..	..	80 <sup>d</sup>	..	41
Tchécoslovaquie .....	1 954	..	..	..	70 <sup>d</sup>	99	..

Source : ONU, *Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.C.1), annexes statistiques, p. 223.

<sup>a</sup> Essentiellement entre 1960 et 1965; total des ménages — désigné par (T) — dans le cas des pays suivants : Antilles néerlandaises, Barbade, Congo (République populaire du), Maurice, Philippines, République centrafricaine, Surinam, Trinité-et-Tobago et Venezuela; la capitale dans le cas des pays suivants : Ethiopie, Nigéria, République du Viet-Nam et Soudan; Sabah et Sarawak dans le cas de la Malaisie; données se rapportant à plusieurs villes dans le cas du Népal; 20 villes représentant 46,2 % de la population totale des villes dans le cas de la Turquie; Angleterre et pays de Galles dans le cas du Royaume-Uni; les données ne concernent que les Africains dans le cas de la Rhodésie du Sud et de la Zambie. Les pays énumérés sont ceux pour lesquels on disposait d'au moins un indice de la situation du logement urbain.

<sup>b</sup> Pourcentage du total des logements.

<sup>c</sup> Dans ce territoire, comme en Afrique du Sud, les niveaux d'alphabétisation et de santé et le niveau de vie général sont loin d'être les mêmes pour les Blancs et les non-Blancs.

<sup>d</sup> Eau courante à l'intérieur du logement.

les conditions étaient loin d'être satisfaisantes dans la plupart des pays peu développés. Pour l'Amérique latine, dans 8 pays seulement — Chili, Colombie, Costa Rica, Equateur, El Salvador, République Dominicaine, Jamaïque et Honduras — plus de 70 % des unités de logements possédaient l'eau courante, et dans 10 pays à peine, plus de 70 % des unités de logements avaient l'électricité. Il y avait aussi des cas extrêmes, comme le Paraguay — où 23 % à peine des unités de logements avaient l'eau courante, 33 % l'électricité et 13 % des W.-C. avec chasse d'eau — ou le Mexique, où 32 % à peine des logements avaient l'eau courante et 47 % l'électricité. On ne possède pas de données aussi complètes pour l'Afrique et l'Asie. Mais les indications dont on dispose sur les conditions actuelles font ressortir la situation critique qui sévit dans les trois continents, même si, comme on pourrait s'y attendre, celle-ci s'est quelque peu améliorée. D'une manière générale, la situation en ce qui concerne les logements urbains est nettement meilleure en Amérique latine qu'en Afrique ou en Asie.

188. La qualité de l'habitation en zone rurale est très médiocre dans la plupart des pays peu développés. Comme le montre le tableau II.68, il y a dans les campagnes très peu d'habitations ayant l'eau courante, l'électricité et des toilettes. C'est là une des raisons essentielles de l'exode rural et de l'apparition dans les grandes villes de bidonvilles occupés par des groupes de population marginaux.

189. Pour remédier à la situation, de nombreux pays ont adopté des politiques de construction de logements à bon marché<sup>86</sup>. Ils ont créé des banques spécialisées dans le financement hypothécaire et des caisses spéciales de crédit-logement, ou développé celles qui existaient déjà, pour répondre au problème des bidonvilles. En

<sup>86</sup> Les progrès enregistrés dans certains pays d'Asie, comme Hongkong, les Philippines et Singapour, montrent bien ce qui pourrait être réalisé si les gouvernements accordaient à la question du logement une priorité suffisante. Etant donné les connaissances théoriques et techniques actuelles concernant le logement, les pays peu développés n'ont probablement besoin que de ressources financières adéquates et de l'appui de l'Etat.

TABLEAU II.68  
Habitation en zone rurale dans certains pays et territoires

	Année	Nombre moyen de personnes par pièce	Installations		
			Pourcentage de logements comportant		
			Eau courante	Electricité	Toilettes (toutes catégories)
<i>Amérique latine</i>					
Argentine .....	1960	1,7	..	29,2	77,9
Brésil .....	1969	1,2	8,1	16,3	31,7
Chili .....	1960	2,0	..	23,9	..
Colombie .....	1964	..	20,3	17,6	33,8
Costa Rica .....	1963	1,7	43,6	31,6	60,7
Equateur .....	1962	2,8	..	8,5	9,0
Guatemala .....	1964	3,1	1,5	4,1	9,5
Honduras .....	1961	2,7	2,7	1,9	5,4
Jamaïque .....	1960	2,0	5,7	..	92,1
Mexique .....	1960	3,4	..	..	25,2
Paraguay .....	1962	..	0,3	1,2	84,3
Pérou .....	1961	2,7	0,8	4,2	23,9
Porto Rico .....	1960	1,2	28,8	66,7	86,5
République Dominicaine .....	1960	2,2	1,4	3,0	82,2
Uruguay .....	1963	..	..	31,7	73,8
<i>Afrique</i>					
Maroc .....	1960	2,3	..	30,8	69,9
Maurice .....	1962	1,9	13,1	42,0	89,7
Rhodésie du Sud <sup>a</sup> .....	1962	2,2	..	..	..
Sahara espagnol .....	1968	..	..	100,0	100,0
Sainte-Hélène .....	1966	..	27,8	..	99,7
<i>Asie</i>					
Bahreïn .....	1965	..	..	48,0	..
Ceylan [Sri Lanka] .....	1963	1,6	8,1	7,2	83,8
Chypre .....	1960	1,6	7,1	21,5	78,1
Inde .....	1960	2,6	..	..	..
Iran .....	1966	2,4	0,7	3,7	..
Israël .....	1966	2,1	73,6	57,8	80,4
Jordanie .....	1961	..	2,1	1,4	30,8
Pakistan .....	1960	3,1	..	..	..
Philippines .....	1967	..	..	5,8	59,1
République arabe syrienne .....	1961/62	2,5	..	10,5	36,6
République de Corée .....	1960	2,4	9,5	12,4	91,9
Turquie .....	1965	2,7	..	..	..

Source: ONU, *Annuaire statistique, 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente: E/F.71.XVII.1), p. 718 et suiv.

<sup>a</sup> Dans ce territoire, comme en Afrique du Sud, les niveaux d'alphabétisation et de santé et le niveau de vie général sont loin d'être les mêmes pour les Blancs et les non-Blancs.

Afrique, 1 à 3,5 % des investissements nationaux globaux ont été alloués, dans les plans nationaux, à des programmes de démolition des taudis<sup>87</sup>. Dans leur politique du logement, tous les pays d'Afrique ont souligné la nécessité d'entreprendre de tels programmes, mais en fait, rares sont ceux qui sont arrivés à des résultats prometteurs. A vrai dire, certains n'ont réussi qu'à créer des conditions pires encore, en chassant de force les habitants d'une zone de taudis sans avoir prévu de programme rationnel de réinstallation<sup>88</sup>. On estime actuellement que, dans les pays d'Asie et d'Extrême-Orient, les taudis et les bidonvilles représentent généralement entre 15 et 47 % de l'ensemble du parc immobilier. La plupart des gouvernements s'efforcent de remédier à la pénurie de logements, mais il leur faudrait consacrer 20 % environ du capital national à élaborer activement une structure économique et sociale équilibrée, pour éviter que la qualité des logements ne se dégrade. Quelques gouvernements de pays d'Asie ont essayé de respecter cette proportion, mais la plupart ont affecté à ce secteur des sommes très inférieures, et la dégradation des logements a été de ce fait plus rapide. Comme il ressort du tableau II.69, entre 1964 et 1968 la population des taudis et des bidonvilles est tombée, à Karachi, de 752 000 à 600 000 habitants et sa part dans la population totale de la ville est tombée de 33 % à 27 %. Par contre, à Ankara, entre 1965 et 1970, l'effectif et la proportion de la population des taudis ont augmenté fortement, le premier passant de 460 000 à 750 000 personnes et la seconde de 47 % à 60 %. Un coup d'œil rapide au tableau II.69 permet de se faire une idée de l'ampleur de la tâche qui attend les pays d'Asie.

190. En Amérique latine, une population nombreuse vit dans les taudis et les bidonvilles au Mexique, au Pérou, au Chili, au Venezuela et dans plusieurs autres pays. Au cours des années considérées, les zones de taudis englobaient 80 % de la population de Buenaventura; le chiffre correspondant était de 50 % à Recife et Maracaïbo, de 49 % à Guayaquil et de 46 % à Mexico. Les effectifs de ces zones sont passés de 360 000 à 1 000 000 à Lima entre 1961 et 1969 et de 330 000 à 1 500 000 à Mexico entre 1952 et 1966<sup>89</sup>.

191. La réduction de ces effectifs dépend de la stratégie qui sera adoptée à l'échelon national en ce qui concerne les investissements dans le logement, l'utilisation des terres, les matériaux de construction, la formation de techniciens et, par-dessus tout, la garantie d'une répartition plus équitable des possibilités d'emploi et des revenus, la scolarisation, les services de santé et autres services publics et l'amélioration des conditions de logement dans les régions rurales. Faute d'une stratégie bien conçue et mise en œuvre convenablement, il y a fort à craindre que la population des taudis et des bidonvilles n'augmente rapidement et que ce phénomène ne donne lieu à une crise sociale.

### G. — Santé

192. On peut juger de la situation sanitaire d'ensemble dans les pays peu développés d'après des paramètres fondamentaux tels que le taux de mortalité, l'espérance de vie à la naissance et le taux de mortalité infantile. De 1960 à 1968, le taux de mortalité a diminué dans la

plupart de ceux de ces pays pour lesquels on dispose de données (voir tableau II.70). Pour quelques-uns d'entre eux, dont l'Argentine, la Bolivie, l'Equateur et la Guadeloupe, le taux est resté inchangé. Par contre, il a augmenté pendant la même période dans les pays suivants : Colombie, El Salvador, Guatemala, Panama, Pérou, Venezuela, République centrafricaine et Thaïlande. Globalement toutefois, dans la plupart des pays asiatiques et latino-américains, le taux de mortalité moyen a été moindre qu'en Afrique. En 1968, parmi les pays latino-américains, c'est Haïti qui avait le taux le plus élevé (22‰). En Asie, le taux le plus fort — 23‰ — a été enregistré aux Maldives. En Afrique, par contre, de nombreux pays avaient un taux de mortalité dépassant ce chiffre : Madagascar, 25‰; Burundi, République-Unie du Cameroun et Somalie, 26‰; Mauritanie, 28‰; République centrafricaine et Haute-Volta, 30‰ et Tchad, 31‰.

193. Pendant la même période, les taux de mortalité infantile ont notablement baissé dans les pays peu développés, ce qui semble indiquer qu'on s'y préoccupe davantage, maintenant, des soins à donner à la mère et à l'enfant. Les chiffres actuels restent néanmoins excessifs par comparaison avec ceux des pays développés.

194. Parmi les pays peu développés où les taux de mortalité infantile étaient les plus faibles, on peut mentionner Singapour, avec 21 décès pour 1 000 naissances vivantes, Hongkong et Guam, avec 23‰ et 25 autres pays avec moins de 50‰ (voir tableaux II.39 et II.70). En règle générale, il s'agit de pays et de territoires ayant une population peu nombreuse et des services sanitaires et médicaux suffisants pour satisfaire à ses besoins de façon assez complète. A l'autre extrême, on trouvait la Zambie avec 259 décès pour 1 000 naissances vivantes, le Gabon (229), la Guinée (216) et le Sikkim (208) — cas typiques de petits pays ou territoires dont les services sociaux sont parmi les moins développés.

195. L'espérance de vie à la naissance — paramètre résultant des deux autres — figure dans le tableau II.38 et dans la dernière colonne du tableau II.70. Comme on peut le constater, les pays peu développés où l'espérance de vie se situe entre 60 et 70 ans sont très peu nombreux; ceux où l'espérance de vie dépasse 70 ans sont encore plus rares.

196. Les paramètres susmentionnés, qui reflètent la situation sanitaire générale dans les divers pays peu développés, sont eux-mêmes la résultante de plusieurs facteurs, tels que la possibilité plus ou moins grande d'obtenir des vivres et de se nourrir convenablement, de disposer d'eau propre et de logements satisfaisants, de bénéficier de bonnes conditions de travail et de services médicaux et sanitaires suffisants. Quelques-uns de ces facteurs ont déjà été examinés. La situation des services et de l'équipement médicaux des pays en question fait l'objet des paragraphes qui suivent.

197. Le tableau II.71 donne un aperçu global de l'évolution des services médicaux de 1960 à 1967 dans diverses régions du monde; les colonnes 3 et 7 de ce tableau montrent combien le nombre d'habitants pour un médecin et pour un lit d'hôpital est élevé en Afrique, en Asie du Sud-Est et en Méditerranée orientale par rapport à l'Europe et aux Amériques. Par ailleurs, le chiffre global indiqué pour les Amériques appelle quelques précisions. D'après un rapport de l'OMS, la part de l'Amérique latine dans le nombre total de médecins, de dentistes, d'infirmières et de lits d'hôpital du continent américain était en 1964 de 29, 31, 10,3 et 29 % respective-

<sup>87</sup> ONU, *Amélioration des taudis et des zones de peuplement non réglementé* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.71.IV.6), p. 33.

<sup>88</sup> *Ibid.*, p. 34.

<sup>89</sup> *Ibid.*, p. 24 et 25.



TABLEAU II.69

## Quelques données sur les taudis et les zones de peuplement non réglementé

		Population dans les taudis et les zones de peuplement non réglementé				
	Ville	Année	Population de la ville <sup>a</sup>	Total	En pourcentage, par rapport à la population de la ville	
<i>Afrique</i>						
République-Unie de Tanzanie	Dar es-Salam	1967	272 800	93 000	34,0	
Sénégal .....	Dakar	1969	500 000	150 000	30,0	
Zambie .....	Lusaka	1967	194 000	53 000	27,0	
<i>Amérique latine</i>						
Brésil .....	Rio de Janeiro	1947	2 050 000	400 000	20,0	
		1957	2 940 000	650 000	22,0	
		1961	3 326 000	900 000	27,0	
		1965	872 300	119 799	14,0	
	Belo Horizonte	1962	680 000	86 465	13,0	
	Porto Alegre	1961	792 000	396 000	50,0	
	Recife	1962	148 000	60 000	41,0	
	Brasilia	1950	2 240 000	159 000	7,1	
	Etat de Guanabara	1960	3 300 000	337 000	10,2	
	Chili .....	Santiago	1964	2 184 000	546 000	25,0
Colombie .....	Cali	1964	812 810	243 840	30,0	
		1964	110 660	88 530	80,0	
Equateur .....	Guayaquil	1968	730 000	360 000	49,0	
Mexique .....	Mexico	1952	2 372 000	330 000	14,0	
		1966	3 287 334	1 500 000	46,0	
Panama .....	Panama	1968	373 000	63 000	17,0	
Pérou .....	Lima	1957	1 260 729	114 000	9,0	
		1961	1 715 971	360 000	21,0	
		1969	2 800 000	1 000 000	36,0	
	Arequipa	1957	117 208	10 500	9,0	
		1961	135 358	54 143	40,0	
		1957	33 000	6 600	20,0	
	Chimbote	Caracas	1961	1 330 000	280 000	21,0
			1964	1 590 000	556 300	35,0
			1966	559 000	280 000	50,0
			1968	30 530 <sup>b</sup>	12 518 <sup>b</sup>	41,0
Ciudad Guayana	1966	86 000	34 000	40,0		
<i>Asie et Extrême-Orient</i>						
Afghanistan .....	Kaboul	1968	475 000	100 000	21,0	
Ceylan [Sri Lanka] .....	Colombo	1953	..	1 347 <sup>b</sup>	..	
		1963	69 500 <sup>b</sup>	30 500	44,0	
Inde .....	Calcutta	1961	6 700 000	2 220 000	33,0	
Indonésie .....	Djakarta	1961	2 906 000	725 000	25,0	
Irak .....	Bagdad	1965	1 745 000	500 000	29,0	
Malaisie .....	Kuala Lumpur	1961	400 000	100 000	25,0	
Pakistan .....	Karachi	1964	2 280 000	752 000	33,0	
		1968	2 700 000	600 000	27,0	
Philippines .....	Manille	1968	moins de 3 000 000	1 100 000	35,0	
		1970	440 000 <sup>b</sup>	136 550 <sup>b</sup>	30,0	
République de Corée .....	Séoul	1966	1 870 000	280 000	15,0	
Singapour .....	Singapour	1966	1 870 000	280 000	15,0	
<i>Europe</i>						
Turquie .....	Population urbaine totale	1965	10 800 000	2 365 000	21,8	
	Ankara	1965	979 000	460 000	47,0	
		1970	1 250 000	750 000	60,0	
	Izmir .....	1970	640 000	416 000	65,0	

Source : ONU, *Amélioration des taudis et des zones de peuplement non réglementé* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.IV.6), p. 24 à 28.

<sup>a</sup> Là où il n'y avait pas de chiffres de recensement, ou de chiffres des Nations Unies, en ce qui concerne la population des villes dans les années correspondant aux informations données sur les taudis et les bidonvilles, les informations ont été extrapolées à partir des données de base les plus exactes qu'il a été possible de trouver et des taux de croissance. Le terme « population de la ville » désigne généralement la population de l'agglomération urbaine.

<sup>b</sup> Ce chiffre correspond à des unités de logement.

TABLEAU II.70

Taux de mortalité, taux de mortalité infantile et espérance de vie dans les pays peu développés, 1960-1968

Pays et territoires <sup>a</sup>	Taux brut de mortalité <sup>b</sup> (pour 1 000 habitants)		Taux de mortalité infantile <sup>c</sup> (pour 1 000 naissances vivantes)		Espérance de vie à la naissance <sup>d</sup> (en années)
	Aux environs de 1960	Aux environs de 1968	Aux environs de 1960	Aux environs de 1968	
<i>Hémisphère occidental</i>					
Argentine .....	8,7	8,7	59	58	64-70
Bahamas .....	6,7	5,8	48	46	..
Barbade .....	9,1	8,1	60	46	63-67
Bolivie .....	21	21	..	77	45
Brésil .....	..	11	..	93	61
Chili .....	12	11	125	92	54-60
Colombie .....	11	13	90	78	58
Costa Rica .....	8,6	8,0	70	62	67
Cuba .....	6,4	8,0	..	38	..
El Salvador .....	11	15	76	59	57-60
Equateur .....	14	14	96	88	61
Grenade .....	9,3	8,0	52	34	60-66
Guadeloupe .....	8,1	8,1	..	50	62-66
Guatemala .....	17	19	92	94	55
Guyane .....	9,5	9,0	..	40	51
Haïti .....	..	22	..	190	45
Honduras .....	..	16	..	..	49
Honduras britannique [Belize] .....	..	..	..	..	45-49
Jamaïque .....	8,8	8,0	51	35	62-67
Martinique .....	8,6	7,6	..	37	62-66
Mexique .....	11	10	74	66	63
Nicaragua .....	..	15	65	55	50
Panama .....	8,0	10	54	41	64
Paraguay .....	..	13	..	52	59
Pérou .....	11	13	93	..	58
République Dominicaine .....	..	15	102	73	67
Sainte-Lucie .....	13	7,1	102	42	55-58
Surinam .....	8,8	6,5	48	30	62-67
Trinité-et-Tobago .....	7,9	8,0	45	36	62-66
Uruguay .....	9,1	9,0	..	50	65-72
Venezuela .....	7,1	9,0	53	..	64
<i>Afrique</i>					
Algérie .....	..	10	..	86	35
Angola .....	..	..	..	..	35
Cap-Vert (îles du) .....	..	11	106	100	..
Burundi .....	..	26	..	150	33-38
Cameroun [République-Unie du Cameroun] .....	..	26	..	137	43
Congo (République démocratique du) [Zaïre] .....	20	..	104	..	38-40
Congo (République populaire du) .....	24	..	180	..	37
Côte d'Ivoire .....	33	..	138	..	35
Dahomey .....	26	..	110	..	37
Ethiopie .....	22	..	84	..	35
Gabon .....	30	..	229	..	25-45
Gambie .....	21	..	..	72	43
Ghana .....	24	..	156	..	37
Guinée .....	40	..	216	..	26-28
Guinée équatoriale .....	..	..	..	..	40
Haute-Volta .....	35	30	182	174	32
Kenya .....	20	..	..	132	40-45
Lesotho .....	..	23	..	181	45
Libéria .....	28	..	188	..	36-39
Madagascar .....	..	25	..	102	37-38
Malawi .....	..	..	..	148	..
Mali .....	30	..	120	..	35
Maroc .....	19	..	149	..	47
Maurice .....	11	8	69	70	59-62
Mauritanie .....	..	28	..	187	40
Mozambique .....	..	..	..	92	45
Niger .....	27	..	200	..	37

TABLEAU II.70 (suite)

Pays et territoires <sup>a</sup>	Taux brut de mortalité <sup>b</sup> (pour 1 000 habitants)		Taux de mortalité infantile <sup>c</sup> (pour 1 000 naissances vivantes)		Espérance de vie à la naissance <sup>d</sup> (en années)
	Aux environs de 1960	Aux environs de 1968	Aux environs de 1960	Aux environs de 1968	
<i>Afrique (suite)</i>					
Nigéria .....	..	..	..	..	37
Ouganda .....	..	20	..	160	..
République arabe libyenne .....	..	..	..	..	38
République arabe unie [Egypte] .....	17	14	108	119	52-54
République centrafricaine .....	26	30	190	..	33-36
République-Unie de Tanzanie .....	..	22	..	163	40-41
Réunion .....	..	9	..	62	54-61
Rhodésie du Sud <sup>e</sup> .....	..	14	122	..	50
Rwanda .....	..	14	..	137	..
Sénégal .....	17	..	93	..	37
Sierra Leone .....	..	18	148	136	..
Somalie .....	..	26	..	..	..
Souaziland .....	..	..	..	..	44
Soudan .....	..	19	..	94	40
Tchad .....	..	31	160	..	29-35
Togo .....	29	..	127	..	32-38
Tunisie .....	..	26	74	110	..
Zambie .....	20	..	259	..	40
<i>Asie et Océanie</i>					
Arabie Saoudite .....	..	..	..	..	35
Bahreïn .....	..	..	..	36	..
Birmanie .....	35	..	200	114	31
Brunéi .....	6,9	6,4	51	42	..
Ceylan [Sri Lanka] .....	8,6	7,9	57	48	62
Fidji .....	..	5,2	..	25	..
Gaza (bande de) .....	..	8	..	..	..
Guam .....	4,7	3,7	27	23	..
Hongkong .....	6,3	5,0	34	23	67-73
Inde .....	23	..	139	..	40-42
Indonésie .....	21	..	125	..	47
Irak .....	..	14	..	..	..
Iran .....	24	..	..	..	..
Israël .....	5,7	6,8	31	23	70-73
Jordanie .....	..	16	36	28	52
Koweït .....	..	6,2	..	36	..
Laos .....	23	..	..	..	52
Macao .....	..	..	45	..	..
Malaisie occidentale .....	9,5	7,5	69	45	63-66
Maldives .....	..	23	..	..	..
Mongolie .....	10	9,7	..	..	64
Népal .....	21	..	..	..	33
Pakistan .....	..	18	142	..	49-54
Philippines .....	7,8	6,9	99	72	49-53
Polynésie française .....	..	9	..	52	..
République de Corée .....	16	..	45	..	51-54
République démocratique populaire du Yémen [Yémen démocratique] .....	9,6	8,1	120	80	..
République du Viet-Nam .....	18	..	43	..	..
République khmère .....	20	..	127	..	43
Samoa-Occidental .....	..	..	..	26	..
Sikkim .....	..	16	..	208	..
Singapour .....	6,3	5,1	35	21	62
Syrie [République arabe syrienne] .....	..	..	..	..	40
Thaïlande .....	8,4	13	51	28	54-59
Yémen .....	..	..	..	..	35

Source : ONU, *Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.C.1), annexes statistiques, p. 211 à 214.

<sup>a</sup> Pays et territoires ayant une population de plus de 100 000 habitants en 1968 et pour lesquels on dispose de données.

<sup>b</sup> Nombre total de décès pour 1 000 habitants. La présence d'une décimale indique que les chiffres sont fondés sur des données d'enregistrement; l'absence de décimale signifie qu'il s'agit d'estimations officielles ou officieuses.

<sup>c</sup> Nombre de décès survenus dans l'année qui suit la naissance pour 1 000 naissances vivantes; pour la plupart des pays en voie de développement, il s'agit essentiellement d'estimations.

<sup>d</sup> Estimations fondées sur les données relatives à la mortalité à différentes périodes des années 60.

<sup>e</sup> Estimation pour la population africaine. Dans ce territoire, comme en Afrique du Sud, le niveau de santé et le niveau de vie en général sont loin d'être les mêmes pour les Blancs et les non-Blancs.

TABLEAU II.71

Nombre de médecins, dentistes, infirmières et lits d'hôpitaux, par région de l'OMS, 1960, 1964 et 1967

<i>Année et région (1)</i>	<i>Médecins (2)</i>	<i>Nombre d'habitants pour un médecin (3)</i>	<i>Dentistes (4)</i>	<i>Infirmières (5)</i>	<i>Lits d'hôpitaux (6)</i>	<i>Nombre d'habitants pour un lit d'hôpital (7)</i>
<b>1960</b>						
Afrique .....	16 000	11 850	1 900	61 000	359 000	530
Amériques .....	384 000	1 070	142 000	752 000	2 507 000	160
Asie du Sud-Est .....	94 000	6 290	6 000	68 000	377 000	1 570
Europe .....	899 000	750	157 000	1 358 000	5 368 000	130
Méditerranée orientale .....	38 000	6 060	4 500	22 000	194 000	1 190
Pacifique occidental .....	151 000	1 380	49 000	296 000	1 156 000	180
	1 582 000	1 450	360 400	2 557 000	9 961 000	230
<b>1964</b>						
Afrique .....	20 000	10 400	2 000	78 000	380 000	550
Amériques .....	434 000	1 030	150 000	981 000	2 670 000	170
Asie du Sud-Est .....	107 000	6 080	6 400	72 000	433 000	1 500
Europe .....	1 041 000	680	185 000	1 580 000	6 000 000	120
Méditerranée orientale .....	49 000	5 190	5 400	27 000	235 000	1 080
Pacifique occidental .....	166 000	1 360	53 000	351 000	1 376 000	160
	1 817 000	1 370	401 800	3 089 000	11 094 000	220
<b>1967</b>						
Afrique .....	23 000	9 700	2 100	86 000	410 000	540
Amériques .....	485 000	990	159 000	1 192 000	2 722 000	180
Asie du Sud-Est .....	118 000	5 960	6 900	87 000	464 000	1 520
Europe .....	1 141 000	640	201 000	1 824 000	6 376 000	110
Méditerranée orientale .....	58 000	4 730	6 300	32 000	244 000	1 120
Pacifique occidental .....	177 000	1 350	55 000	397 000	1 572 000	150
	2 002 000	1 320	430 300	3 618 000	11 788 000	220

Source : OMS, *Actes officiels de l'Organisation mondiale de la santé*, n° 192. *Quatrième rapport sur la situation sanitaire dans le monde, 1965-1968*, Genève, 1971, p. 35.

ment<sup>90</sup>. En appliquant ces pourcentages aux chiffres du tableau II.71, on arrive à un total de 1890 et 310 habitants pour un médecin et pour un lit d'hôpital respectivement, dans le cas de l'Amérique latine et de 686 et 111 habitants pour l'Amérique du Nord.

198. Il convient de signaler ici un autre phénomène inquiétant, que le Rapporteur spécial a observé tout au long de ses déplacements et de ses entretiens avec les fonctionnaires nationaux et internationaux compétents : dans presque tous les pays peu développés, environ 70 à 90 % des médecins, des infirmières et du personnel médical auxiliaire — parfois même davantage — travaillent dans les zones urbaines, et surtout dans les grandes villes. Au mieux, cela signifie que moins de 10 à 30 % de la totalité du personnel médical doivent fournir les soins nécessaires à 60 à 80 % de la population de ces pays. Dès lors, il est évident que l'écart ne cesse d'augmenter non seulement entre les pays en voie de développement et les pays développés, mais aussi entre le secteur rural et le secteur urbain.

199. Par ailleurs, il est intéressant de noter que, comme il ressort partiellement du tableau II.71, le rapport entre le nombre des infirmières et celui des médecins dans

les pays peu développés est, dans l'ensemble, l'inverse de ce qu'il devrait être en réalité. Dans les pays très peuplés, il y a généralement plus de médecins que d'infirmières et de personnel médical auxiliaire. D'où le gaspillage d'une bonne partie du temps et de la formation professionnelle des médecins qui, souvent, doivent se charger de tâches normalement confiées aux infirmières et au personnel auxiliaire. Le Rapporteur spécial a constaté qu'en fait, malgré les vives préoccupations que suscitait ce problème dans plusieurs des pays où il s'est rendu, on ne prenait guère de mesures pour remédier à la situation.

200. En 1967, l'ensemble des régions peu développées, qui groupent pourtant près de 70 % de la population mondiale, ne disposaient que de 25 % des médecins, 28 % des dentistes, 20 % des infirmières et approximativement 30 % des lits d'hôpital du monde entier. L'émigration croissante du personnel sanitaire et médical qualifié des pays peu développés vers les pays développés est un des phénomènes importants des 10 dernières années. A en juger par le développement rapide des techniques médicales et les avantages de plus en plus nets qu'offre le marché dans les pays développés, il ne faut guère s'attendre à un renversement de cette tendance défavorable aux pays peu développés. Sans parler des sommes importantes que ces pays ont dépensées pour former leur personnel sanitaire, il est vraiment navrant, du point de vue national comme du point de vue international,

<sup>90</sup> PanAmerican Sanitary Bureau, *Health Conditions in the Americas, 1965-1968* (Scientific publication No. 207), Washington, D.C., 1970, p. 148 et p. 168 à 172.

TABLEAU II.72

Nombre de médecins et d'infirmières pour 10 000 habitants, 1965-1968

	Année	Nombre de médecins pour 10 000 habitants	Nombre d'infirmières pour 10 000 habitants		Année	Nombre de médecins pour 10 000 habitants	Nombre d'infirmières pour 10 000 habitants
<b>Afrique</b>				Bahreïn .....	1968	5,7	18,0
Afrique du Sud <sup>a</sup> .....	1967	6,7	22,2	Birmanie .....	1965	1,0	0,9
Algérie .....	1968	1,2	..	Brunéi .....	1968	3,6	19,1
Angola .....	1968	0,9	3,7	Ceylan [Sri Lanka] .....	1968	2,7	3,7
Botswana .....	1968	0,4	3,4	Chypre .....	1968	7,9	20,1
Burundi .....	1968	0,2	1,5	Hongkong .....	1968	4,8	11,4
Cap-Vert (îles du) .....	1968	0,9	1,7	Inde .....	1966	2,1	1,2
Cameroun [République- Unie du Cameroun] .....	1968	0,4	4,5	Indonésie .....	1968	0,4	1,2
Congo .....	1967	1,2	15,5	Irak .....	1968	1,8	1,5
Comores .....	1967	0,6	4,4	Iran .....	1968	2,7	2,3
Côte d'Ivoire .....	1966	0,6	4,1	Israël .....	1968	23,8	31,0
Dahomey .....	1965	0,3	3,9	Jordanie .....	1968	2,9	5,7
Egypte .....	1968	4,8	2,6	Koweït .....	1968	11,8	18,0
Ethiopie .....	1967	0,2	0,4	Laos .....	1968	0,3	1,9
Gabon .....	1968	2,1	16,7	Liban .....	1968	6,8	7,9
Gambie .....	1966	0,5	7,1	Macao .....	1968	6,5	6,8
Ghana .....	1968	0,6	6,6	Malaisie occidentale .....	1968	2,2	8,2
Guinée .....	1967	0,2	2,6	Maldives .....	1968	0,2	2,1
Guinée équatoriale .....	1968	0,3	..	Mongolie .....	1968	14,9	31,0
Guinée-Bissau .....	1968	0,6	2,2	Népal .....	1968	0,2	0,1
Haute-Volta .....	1968	0,1	2,2	Oman .....	1968	0,4	0,3
Kenya .....	1968	1,1	6,2	Pakistan .....	1968	1,6	0,6
Lesotho .....	1968	0,5	3,2	Philippines .....	1968	7,2	8,1
Libéria .....	1968	0,9	..	Qatar .....	1968	6,8	23,1
Madagascar .....	1968	1,0	3,1	République arabe syrienne .....	1968	2,5	1,3
Malawi .....	1967	0,2	0,8	République de Corée .....	1968	4,2	3,9
Mali .....	1968	0,2	2,6	République du Viet-Nam .....	1968	0,9	1,9
Maroc .....	1968	0,8	2,8	République khmère .....	1968	0,5	3,2
Maurice .....	1968	2,1	9,6	Ryû-Kyû (îles) .....	1968	4,6	9,9
Mauritanie .....	1964	0,3	1,5	Singapour .....	1968	6,2	23,3
Mozambique .....	1968	0,7	2,3	Thaïlande .....	1968	1,2	2,7
Niger .....	1968	0,2	1,6	Timor portugais .....	1968	0,4	2,0
Nigéria .....	1968	0,3	2,0	Turquie .....	1968	3,7	4,2
Ouganda .....	1968	1,2	0,2	Yémen démocratique .....	1968	0,2	..
République arabe libyenne .....	1968	3,2	8,1				
République centrafricaine .....	1968	0,3	4,1	<b>Amérique</b>			
République-Unie de Tanzanie				Barbade .....	1968	4,8	..
Tanganyika .....	1968	0,4	3,4	Bolivie .....	1968	3,7	2,5
Zanzibar .....	1967	1,2	6,1	Brésil .....	1968	..	3,2
Réunion .....	1968	3,9	26,7	Chili .....	1968	5,5	2,5
Rhodésie du Sud <sup>a</sup> .....	1968	1,9	8,5	Colombie .....	1967	4,5	3,7
Rwanda .....	1968	0,2	0,6	Costa Rica .....	1968	5,4	9,5
Sahara espagnol .....	1968	10,0	10,3	Cuba .....	1968	8,7	14,9
Sainte-Hélène .....	1967	6,0	16,0	El Salvador .....	1968	2,1	7,4
Sénégal .....	1967	0,7	3,5	Equateur .....	1967	3,6	..
Seychelles .....	1967	2,4	..	Etats-Unis d'Amérique .....	1968	15,3	49,2
Sierra Leone .....	1965	0,6	1,1	Guadeloupe .....	1967	5,3	12,0
Somalie .....	1967	0,3	3,2	Guatemala .....	1968	2,5	1,5
Souaziland .....	1968	1,3	6,2	Haïti .....	1968	0,7	0,9
Soudan .....	1968	0,5	3,8	Honduras .....	1968	2,7	7,0
Tchad .....	1967	0,1	0,8	Jamaïque .....	1967	6,7	31,1
Territoire français des Afars et des Issas .....	1967	4,8	19,8	Martinique .....	1968	6,3	13,7
Togo .....	1968	0,4	3,2	Mexique .....	1968	4,5	1,9
Tunisie .....	1968	1,3	12,9	Nicaragua .....	1968	5,1	2,1
Zaïre .....	1968	0,3	3,9	Panama .....	1968	13,9	7,2
Zambie .....	1968	0,3	1,5	Paraguay .....	1968	6,2	3,1
				Pérou .....	1968	5,1	3,1
<b>Asie</b>				Porto Rico .....	1968	9,9	39,6
Afghanistan .....	1968	0,5	0,3	République Dominicaine .....	1968	5,0	4,3
Arabie Saoudite .....	1968	0,9	2,6	Surinam .....	1968	4,4	10,1
				Trinité-et-Tobago .....	1968	4,3	2,3
				Uruguay .....	1967	9,6	2,7
				Venezuela .....	1968	8,9	18,8

Source : OMS, *Actes officiels de l'Organisation mondiale de la santé*, n° 192. Quatrième rapport sur la situation sanitaire dans le monde, 1965-1968, Genève, 1971.

<sup>a</sup> Du fait de la politique gouvernementale et du système d'apartheid le niveau de santé et le niveau de vie en général sont loin d'être les mêmes, dans ce pays, pour les Blancs et les non-Blancs.

de les voir continuer à perdre leurs médecins et infirmières les plus compétents.

201. La situation des services médicaux dans chacun des pays peu développés ressort du tableau II.72, qui indique le nombre de médecins et d'infirmières pour 10 000 habitants pendant la période 1965-1968. Aux fins de comparaison, le tableau donne également les chiffres correspondants pour les Etats-Unis d'Amérique. D'un simple coup d'œil, on découvre l'une des raisons pour lesquelles, dans la plupart des pays peu développés, il est impossible, dans les conditions et avec les politiques actuelles, d'assurer à tous les habitants des services médicaux et des soins suffisants. On comprend aussi en partie pourquoi les taux de mortalité et de mortalité infantile sont si élevés en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

## H. — Sécurité sociale

202. Dans le meilleur des cas, les programmes de sécurité sociale peuvent couvrir tous les risques que fait courir à un travailleur la perte momentanée ou permanente de sa source de revenu pour cause de maladie, d'accident, de chômage, de vieillesse ou de décès, et prévoir en outre des soins médicaux réguliers ainsi que des allocations familiales<sup>91</sup>.

203. Au cours des années 60, un nombre croissant de pays peu développés ont mis en place des systèmes nationaux de sécurité sociale couvrant une ou plusieurs des situations susmentionnées et, en 1969, il y avait au moins un programme de sécurité sociale en vigueur dans 123 pays. Sur les 92 pays qui, en 1967, disposaient de programmes prévoyant le versement de prestations de vieillesse, de pensions d'invalidité et pensions de survivant, 8 se trouvaient au Moyen-Orient, 19 en Amérique centrale et en Amérique de Sud, 9 en Asie et 23 en Afrique<sup>92</sup>. Le régime de sécurité sociale adopté dans les pays peu développés prévoit, le plus souvent, la pension de retraite et l'assurance-maladie. La pénurie de ressources est le principal facteur limitant le choix de systèmes de sécurité sociale dans ces pays. En outre, le fait que le secteur privé y occupe principalement la plus large place dans l'ensemble des activités de production rend l'application de systèmes de sécurité sociale subordonnée, dans une plus large mesure, au bon vouloir, aux intérêts et à la capacité financière de ce secteur, qui s'intéresse habituellement davantage au profit qu'à la sécurité sociale.

204. En Afrique, la pénurie de ressources, l'absence totale d'unités de planification sectorielle pour la sécurité sociale au sein des commissions nationales de planification (ou travaillant en étroite collaboration avec elles), ainsi que les insuffisances des systèmes de comptabilité, sont les principaux problèmes auxquels se heurtent les programmes de sécurité sociale. Dans la plupart des cas, notamment dans les pays francophones, les mesures d'assurance sociale et d'assistance publique sont, du point de vue tant de leur forme que de leur portée, l'héritage de l'époque coloniale, et les régimes de sécurité sociale sont encore calqués sur les anciens régimes métropolitains. Ils sont conçus et sont encore administrés

généralement, et dans la plupart des cas exclusivement, en faveur des salariés de l'industrie. Les pays qui étaient autrefois sous domination française, par exemple, ont en général un programme plus complet que les pays antérieurement sous domination britannique. Dans d'autres pays, la mise en place de certains éléments d'un système d'assurance sociale est née de la volonté des employeurs étrangers de s'assurer la main-d'œuvre la plus stable et la plus compétente disponible sur le marché du travail. Dans plusieurs pays, notamment l'Afrique du Sud, la Namibie, la Rhodésie du Sud, la Guinée (Bissau), l'Angola et le Mozambique, la législation en matière de sécurité sociale établit une discrimination flagrante entre travailleurs européens et africains.

205. En général, l'existence d'organisations de salariés et de syndicats, les revenus relativement stables des salariés et la possibilité qu'ils ont de s'assurer plus facilement la participation financière de leurs employeurs aux régimes de sécurité sociale ont permis aux gouvernements de prendre et d'appliquer assez facilement diverses mesures de protection en faveur de cette catégorie de travailleurs. Il faut aussi mentionner le fait que, étant concentrés dans les grandes agglomérations, ces travailleurs sont bien placés pour bénéficier de tous les services médicaux et autres services sociaux mis en place par l'Etat et les organismes d'assurance. Le résultat de cet état de choses, c'est que les petits entrepreneurs, les agriculteurs, les artisans et commerçants des régions rurales, ainsi que leurs familles, ont été presque entièrement exclus des systèmes d'assurance alors qu'ils constituent l'écrasante majorité de la population des pays africains<sup>93</sup>.

206. Le tableau II.73 donne des renseignements sur les régimes de sécurité sociale dans certains pays africains. Il en ressort que la plupart des pays indiqués ont des systèmes d'assurance-vieillesse, invalidité, décès, maladie, accidents du travail, ainsi qu'un régime d'allocations familiales de portée variable.

La plupart des pays anglophones ont créé un régime d'assurances contre les accidents du travail et, dans certains cas, d'allocations de maternité et d'assurances-maladie, fondé principalement sur le principe de la responsabilité de l'employeur. D'autres pays, en revanche, ont créé récemment un fonds national de prévoyance. Sauf dans quelques pays, dont l'Algérie et la République arabe unie [Egypte], les travailleurs ruraux autres que les salariés employés sur certaines plantations et dans d'autres grandes entreprises agricoles ne bénéficient pas d'un régime de sécurité sociale moderne. Avec le développement économique, les formes de protection que les Africains trouvaient dans les structures, les institutions rurales et les relations sociales traditionnelles tendent à disparaître rapidement, exposant ainsi les travailleurs à de nouveaux risques<sup>94</sup>.

207. En Asie également, l'évolution des programmes de sécurité sociale dépend beaucoup des possibilités et de la bonne volonté des employeurs privés, qui assurent la plus grande part de l'emploi. Le progrès vers des politiques de sécurité sociale globales et coordonnées a été freiné par le grand nombre de très petites entreprises et l'absence de bonnes politiques des salaires et des prix, conjugués avec une faible productivité. C'est ainsi que dans la plupart des cas, d'importantes catégories de travailleurs comme les ouvriers du bâtiment, les domestiques, les travailleurs occasionnels, les travailleurs indépendants, les employés des petites et moyennes entreprises, ainsi que

<sup>91</sup> ONU, *Etude des conditions économiques en Afrique, 1971 (Partie I)* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.II.K.7), p. 56.

<sup>92</sup> ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970 ...*, p. 229.

<sup>93</sup> ONU, *Etude des conditions économiques en Afrique, 1971 (Partie I)* ... , p. 60.

<sup>94</sup> ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970 ...*, p. 233.

TABLEAU II.73

## Les régimes de sécurité sociale dans certains pays d'Afrique

Pays	Prestations offertes				
	Vieillesse Invalidité Décès	Maladie et maternité	Accidents du travail	Chômage	Allocations familiales
Algérie.....	X	X	X	—	X
Botswana .....	1	1	X	—	—
Burundi.....	X	—	X	—	—
Cameroun [République-Unie du Cameroun] .....	1	X	X	—	X
Congo .....	X	X	X	—	X
Côte d'Ivoire.....	X	X	X	—	X
Dahomey .....	1	X	X	—	X
Egypte .....	X	X	X	X	—
Ethiopie .....	1	1	X	—	—
Gabon .....	X	X	X	—	X
Gambie .....	1	1	X	—	—
Ghana .....	X	X	X	—	—
Guinée.....	X	X	X	—	X
Haute-Volta .....	X	X	X	—	X
Kenya .....	X	1	X	—	—
Libéria.....	X	—	X	—	—
Libye [République arabe libyenne] .....	X	X	X	—	—
Madagascar .....	1	X	X	—	X
Malawi .....	1	1	X	—	—
Mali.....	X	X	X	—	X
Maroc .....	X	X	X	—	X
Maurice.....	X	1	X	X	X
Mauritanie .....	X	X	X	—	X
Niger .....	X	X	X	—	X
Nigéria .....	X	X	X	—	—
Ouganda .....	1	1	X	—	—
République centrafricaine.....	X	X	X	—	X
République-Unie de Tanzanie .....	X	X	X	—	—
Rwanda .....	X	1	X	—	—
Sénégal .....	1	X	X	—	X
Sierra Leone .....	1	—	X	—	—
Somalie .....	1	1	X	—	—
Soudan .....	1	1	X	—	—
Tchad .....	1	X	X	—	X
Togo .....	1	X	X	—	X
Tunisie .....	1	X	X	—	X
Zaïre .....	X	1	X	—	X
Zambie .....	X	1	X	—	—

Source : ONU, *Etude des conditions économiques en Afrique, 1971 (Partie I)* [publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.II.K.7], p. 257.

NOTE. — X = Prestations normales; 1 = Prestations limitées; — = Néant.

les travailleurs agricoles, ne bénéficient pas des prestations de sécurité sociale.

208. Dans certains pays, en dépit d'une couverture théorique et de cotisations régulières, les travailleurs ne sont pas protégés, en raison des carences administratives ou de l'absence d'installations et de services appropriés. La tendance à concentrer ces installations dans les centres urbains très développés a été un obstacle majeur à l'extension des services aux régions où vit la majorité de la population active. En d'autres termes, la répartition géographique des services et du personnel médical ne correspond pas à celle de la main-d'œuvre.

209. D'autres pays, d'après le *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970*, ont intensifié leurs efforts pour instaurer de nouveaux régimes de sécurité sociale ou améliorer les régimes existants :

En Iran, des lois promulguées en 1969 ont institué en faveur des populations rurales un régime de sécurité sociale à caractère pilote.

Ce régime assurera des soins médicaux dans certains villages, par l'amélioration des services médico-sociaux existants, ainsi que le versement de prestations en espèces dans les cas d'invalidité ou de décès. L'expérience acquise dans les projets pilotes devrait permettre d'étendre le programme à d'autres régions.

Au Pakistan, un régime de sécurité sociale a été établi en 1967, tout d'abord en faveur des travailleurs employés dans les industries textiles situées dans trois centres industriels du Pakistan occidental. Outre les soins médicaux, les travailleurs bénéficiant de ce régime reçoivent des prestations en espèces en cas de maladie, de maternité et d'accident du travail. A la fin de 1967, ce régime avait été étendu à trois autres centres industriels du Pakistan occidental, et il sera sans doute appliqué ultérieurement à d'autres régions et à d'autres industries. En Irak, un régime de sécurité sociale assurant des pensions de vieillesse et des prestations en espèces dans les cas de maladie est entré en vigueur en 1966. Il a remplacé la Caisse nationale de prévoyance. En Malaisie, l'Assemblée législative a adopté en 1969 un système d'assurance sociale obligatoire destiné à protéger les salariés en cas d'invalidité ou d'accident du travail. . . En République de Corée, le gouvernement, avec l'aide d'une mission mixte OIT/

OMS, a pris en 1969 des mesures pour organiser l'instauration d'un régime d'assurance maladie.

En Inde, un comité nommé par le gouvernement pour examiner le fonctionnement du Régime d'assurance des employés de l'Etat (ESI) a présenté son rapport en 1966. Ce comité a suggéré un certain nombre de mesures tendant à réformer et à élargir le système ESI. De même, à Hongkong, un groupe de travail interministériel créé pour examiner la possibilité d'adopter un système de sécurité sociale efficace a présenté son rapport en 1967<sup>95</sup>.

210. En Amérique latine, le problème le plus important en matière de sécurité sociale est la portée trop limitée du système existant. C'est ainsi qu'exception faite de quelques pays, dont le Chili, l'Uruguay et l'Argentine, il n'a guère été possible d'étendre le bénéfice des prestations des catégories autres que les travailleurs et employés des villes. Comme l'indique le *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970* :

Dans un grand nombre de pays d'Amérique latine, le nombre des bénéficiaires des régimes de sécurité sociale existants n'atteint pas 20 % de la population économiquement active. Les populations rurales sont restées dans de nombreux cas à l'écart des régimes de sécurité sociale. Outre l'insuffisance des ressources financières, les obstacles qui s'opposent à l'extension de ces régimes aux zones rurales sont : l'absence d'infrastructure (routes, communications et moyens connexes), la pénurie de personnel médical, le niveau peu élevé des salaires des travailleurs ruraux et leur capacité de gain limitée et les difficultés administratives inhérentes à l'extension du régime de sécurité sociale aux travailleurs agricoles et aux artisans<sup>96</sup>. En outre, le déséquilibre financier des programmes, dû au fait que beaucoup d'employeurs, et parfois même les gouvernements, ne versent pas ou versent trop tard leurs cotisations à la sécurité sociale, crée un autre goulet d'étranglement qui freine l'application efficace des politiques de sécurité sociale dans les pays d'Amérique latine<sup>97</sup>.

211. D'après les renseignements dont on dispose sur l'évolution des systèmes de protection sociale dans divers pays du tiers monde, on constate que, si les pays développés ont consacré de 7,3 à 16,6 % de leur PNB aux programmes de sécurité sociale, au cours des années 60, le chiffre correspondant pour les pays peu développés n'a pas dépassé 3,6 %, pourcentage record atteint par Sri Lanka en 1966<sup>98</sup>.

## I. — Les jeunes

212. C'est la jeunesse, c'est-à-dire la couche sociale qui attend le plus de l'avenir, qui souffre le plus cruellement de la stratification inégalitaire et rigide, existant sur le plan économique et social, de la faiblesse chronique de la demande de main-d'œuvre, des insuffisances de l'enseignement technique et de la formation professionnelle et enfin de l'absence d'institutions démocratiques en faveur des jeunes, dans la plupart des pays peu développés. D'après les statistiques de la répartition par âge de la population dans ces pays, une proportion élevée d'habitants ont de 14 à 25 ans. Dans ce groupe d'âge, l'individu se caractérise par une propension au changement, par un besoin fondamental de participer, de créer et de contester le mode de vie traditionnel, mais aussi par une vulnérabilité qui le prédispose à la délinquance. C'est pourquoi les jeunes d'un pays peuvent constituer, soit une force

d'évolution socio-économique, soit un facteur d'agitation sociale, selon qu'ils sont appelés à servir ou laissés en marge. Dans beaucoup de pays peu développés comme dans de nombreux autres pays, les mouvements de jeunes ont généralement participé à la remise en cause de certaines valeurs traditionnelles de la société, ainsi qu'à l'action en faveur de la justice économique et sociale et d'une participation accrue à la vie économique, sociale, culturelle et politique du pays. Dans la plupart des cas, la jeunesse instruite de ces pays est généralement réformiste et progressiste. Souvent, les mouvements de jeunes veulent des réformes fondamentales qui ne restent pas de pure forme et théoriques mais soient concrètes et appliquées. Ils veulent une réforme de la structure du pouvoir à l'intérieur de leur société, caractérisée dans bien des cas par une corruption et une inefficacité qui, selon eux, constituent les principales causes d'injustice et les plus grands obstacles à la croissance économique et au progrès social.

213. La délinquance juvénile est moins marquée dans les pays peu avancés que dans les pays développés ; pourtant, certains pays en voie de développement ont connu une augmentation notable de la criminalité parmi les jeunes. Le *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970* donne les renseignements suivants :

A Hongkong, environ la moitié des personnes convaincues d'actes criminels ou de violence ont moins de 25 ans. En Zambie, le nombre des mineurs de 12 à 16 ans condamnés par les tribunaux est passé de 300 vers 1952 à 1 100 en 1962 . . . En Malaisie, la délinquance juvénile, inconnue auparavant, a augmenté depuis la guerre pour atteindre le chiffre de 2 000 condamnations environ par an (à peu près 2,5 sur 1 000 garçons de 7 à 16 ans) . . . Dans la République de Corée, le nombre des délinquants de moins de 20 ans arrêtés par la police est passé de 25 000 en 1959 à 125 000 en 1964.

Dans d'autres pays, cependant, les jeunes délinquants ne représentent dans l'ensemble des infractions à la loi qu'une faible proportion. En Malaisie par exemple, sur 1 000 personnes condamnées, 17 seulement ont moins de 18 ans. En Inde, une seule arrestation sans mandat sur 40 frappe un mineur. Aux Philippines, les moins de 16 ans ne sont que 40 à 70 sur 1 000 personnes arrêtées<sup>99</sup>.

214. Compte tenu de tous ces aspects du problème, on se préoccupe de plus en plus dans le monde entier, notamment dans les régions moins développées, de prévoir les programmes nécessaires en faveur de la jeunesse. Il s'agit d'une part de chercher à résoudre les problèmes de l'analphabétisme, de l'arrêt prématuré de la scolarisation ainsi que du chômage, et d'autre part, de s'attacher davantage à mobiliser la jeunesse en tant qu'élément clef du développement économique et social. Un important moyen de mobiliser les jeunes consiste à leur assurer l'instruction et la formation professionnelle voulues, ainsi que la possibilité de participer aux activités de développement dans les zones rurales et urbaines.

Les étudiants sont peu à peu amenés à participer au développement économique et social. Des groupes se forment aussi dans les universités, en Thaïlande par exemple, et des équipes nationales volontaires sont mobilisées . . . en Indonésie, en Iran et à la Jamaïque pour mener de multiples campagnes — alphabétisation, éducation sanitaire, développement communautaire, lutte contre la pollution, protection de l'enfance . . . et soins aux personnes âgées . . .<sup>100</sup>.

En Iran, la sélection et la formation des jeunes recrues de l'armée qui doivent constituer les brigades d'éducation générale, d'éducation sanitaire, de développement communautaire et de vulgarisation agricole, sont officiellement prévues et effectivement assurées depuis 1962. Cette

<sup>95</sup> *Ibid.*, p. 236.

<sup>96</sup> *Ibid.*, p. 234.

<sup>97</sup> Tel est peut-être le cas, en fait, dans la plupart des pays peu développés.

<sup>98</sup> ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970* . . . , p. 230 à 232.

<sup>99</sup> *Ibid.*, p. 243.

<sup>100</sup> *Ibid.*, p. 247.



méthode s'est avérée la moins onéreuse et la plus efficace pour le progrès social et l'amélioration des conditions de vie dans les zones rurales et, en même temps, l'une des meilleures pour mobiliser les jeunes gens et jeunes filles afin qu'ils contribuent valablement à la création des conditions nécessaires à l'instauration effective de la justice économique et sociale.

215. Les gouvernements africains ont eux aussi essayé de résoudre le problème de la jeunesse de diverses manières, notamment en créant des services spéciaux pour les jeunes des centres urbains et en élaborant des programmes conçus pour inciter la jeunesse rurale à demeurer dans les campagnes.

Une étude récente des plans africains de développement montre que 18 plans sur 50 mentionnent expressément des programmes pour

la jeunesse, de quelque forme qu'ils soient, sous le titre général de "protection sociale" ou sous un titre équivalent. Les programmes les plus ambitieux figurent parfois sous une rubrique distincte. On peut en citer quelques exemples :

a) Préparation des jeunes gens et jeunes filles à la vie rurale (travail aux champs, affaires communautaires, santé et nutrition);

b) Programmes spéciaux pour les jeunes des villes ou des campagnes qui abandonnent leurs études, en vue d'une orientation et d'une formation professionnelles;

c) Organisations de jeunes dans les zones urbaines, pour les encourager à participer aux activités communautaires, leur assurer une bonne orientation et une formation supplémentaire, et créer un milieu sain pour les loisirs et la culture;

d) Services sociaux dans les écoles afin de réduire le taux d'abandons et d'instaurer une collaboration entre parents et enseignants;

TABLEAU II.74

Répartition, en pourcentage, des dépenses publiques selon leur destination, dans certains pays et territoires d'Asie

Pays ou territoire	Année	Services sociaux					Autres services publics
		Total	Education	Santé	Sécurité sociale et services sociaux spéciaux	Autres services sociaux	
Dépenses de l'ensemble des pouvoirs publics							
Hongkong .....	1956	31,6	14,0	8,3	1,0	8,3	68,4
	1961	37,8	15,7	10,4	1,1	10,6	62,2
	1966	37,7	15,1	9,1	1,0	12,5	62,3
Inde.....	1954	17,7	7,9	4,0	4,9	0,9	82,3
	1955	..	8,3	3,9	..	..	..
	1960	..	9,3	4,55	..	..	..
	1965	..	8,7	3,8	..	..	..
Malaisie occidentale .....	1960	17,3	10,1	4,5	1,5	1,2	82,7
	1965	20,8	13,4	5,0	0,4	2,0	79,2
Pakistan .....	1956	9,6	6,4	..	0,1	3,1	..
	1961	7,8	5,2	..	0,2	2,4	..
	1966	9,6	5,7	..	0,2	3,7	..
République de Corée.....	1957	2,1	0,4	0,9	0,7	0,1	97,9
	1961	20,8	14,1	1,2	3,6	1,9	79,2
	1966	36,7	27,9	2,1	4,3	2,4	63,3
Singapour.....	1956	37,4	18,3	11,9	3,9	3,3	62,6
	1961	30,9	14,8	10,1	2,7	3,3	69,1
	1966	35,6	19,1	9,8	1,7	5,0	64,4
Dépenses du gouvernement central							
Afghanistan .....	1961	17,1	9,9	3,7	—	3,5	82,9
	1966	19,5	12,9	2,8	—	3,8	80,5
Ceylan (Sri Lanka) .....	1956	35,4	14,3	9,4	— 11,7 —	—	64,6
	1961	38,8	15,1	7,8	— 15,9 —	—	61,2
	1966	37,9	15,1	7,1	— 15,7 —	—	62,1
Inde.....	1966	6,5	1,9	1,3	— 3,3 —	—	93,5
Japon .....	1956	32,6	9,3	7,3	15,3	0,7	67,4
	1961	36,8	10,0	9,9	16,2	0,7	63,2
	1966	41,0	10,9	13,7	15,3	1,1	59,0
Malaisie occidentale .....	1960	17,7	10,8	4,8	1,4	0,7	82,3
	1965	21,2	15,1	5,5	0,4	0,2	78,8
Philippines .....	1956	31,7	23,9	6,1	— 1,7 —	—	68,3
	1961	36,9	26,7	7,5	— 2,7 —	—	63,1
	1966	39,2	32,0	5,8	— 1,4 —	—	60,8
République de Corée.....	1957	1,1	0,4	0,5	0,2	0,1	98,9
	1961	20,3	13,4	1,0	4,3	1,6	79,7
	1966	26,1	17,9	1,5	5,6	1,1	73,9
Thaïlande .....	1959	26,4	19,5	2,9	3,2	0,8	73,6
	1961	24,7	16,6	2,7	4,0	1,4	75,3
	1966	27,3	16,5	3,6	3,8	3,4	72,7

Source : ONU, Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.IV.13), p. 19.

e) Brigades de jeunes destinées à mobiliser les jeunes chômeurs autour de projets de développement (travaux d'irrigation, construction de routes, arborisation, défrichage, etc.), tout en les préparant à leurs tâches futures et à leurs devoirs de citoyen<sup>101</sup>.

216. D'une manière générale, il n'existe pas de panacée pour résoudre les problèmes de la jeunesse. Chaque pays, chaque région et chaque groupe d'âge exige un programme qui lui soit propre. Néanmoins, les principaux objectifs de tous les programmes doivent être de former les jeunes, de leur confier plus de responsabilités dans le développement économique et social du pays et de leur permettre de participer davantage aux activités sociales, culturelles et politiques ainsi qu'à l'élaboration des décisions qui les touchent.

#### J. — Protection sociale

217. Dans le meilleur des cas, les programmes de protection sociale englobent les aspects suivants :

a) Réadaptation des handicapés physiques ou mentaux, y compris les aveugles, les infirmes, les sourds et les attardés mentaux;

b) Aide aux personnes âgées et aux enfants sans soutien de famille;

c) Aide aux familles nombreuses;

d) Assistance sociale aux mères célibataires;

e) Création de centres de villégiature et organisation de voyages gratuits pour les travailleurs;

f) Allocation logement pour les travailleurs;

g) Indemnité de subsistance pour les travailleurs qui font un stage de formation hors de leur zone de résidence;

h) Création de centres d'accueil pour les enfants des travailleuses;

i) Protection du cadre de travail et amélioration de l'hygiène du milieu.

218. En pratique, ces services sont peu répandus dans les pays peu développés, qui ne disposent pas des ressources financières et du personnel spécialisé nécessaire. La Conférence internationale des ministres responsables de la protection sociale, qui s'est tenue au Siège de l'ONU en 1968, a offert d'excellents éléments d'appréciation à qui veut connaître les aspects récents des programmes de protection sociale dans le monde<sup>102</sup>. Il y a peu de temps encore, dans les pays peu développés, l'organisation des services de sécurité sociale s'inspirait de certaines conceptions en vigueur dans les pays industrialisés, consistant à assurer la réadaptation des groupes et des individus vulnérables et à atténuer les maux de ceux qui n'avaient pas

<sup>102</sup> Voir ONU, *Actes de la Conférence internationale des ministres responsables de la protection sociale* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.69.IV.4).

<sup>101</sup> *Ibid.*, p. 67.

TABLEAU II.75

Répartition, en pourcentage, des dépenses publiques selon leur destination, dans certains pays d'Afrique

Pays	Années	Total pour les services publics de caractère général et pour la défense	Total pour les services sociaux et communautaires	Total pour les services économiques
Botswana .....	1969	27,7	28,6	39,3
	1970	27,2	21,9	44,5
Ethiopie .....	1969	39,3	20,8	19,1
	1970	37,0	23,5	20,9
Gambie .....	1969	24,0	26,0	49,0
	1970	26,9	25,0	46,3
Ghana .....	1969	31,2	35,3	15,7
Kenya .....	1969	26,5	25,8	32,8
	1970	25,6	29,9	30,8
Malawi .....	1969	27,1	27,8	32,9
	1971	21,7	24,4	45,2
Maroc .....	1969	27,9	26,3	35,7
Maurice .....	1969	10,5	48,5	17,0
	1970	11,3	44,5	21,1
Ouganda .....	1969	25,1	37,9	27,6
	1970	27,5	36,2	25,7
République arabe libyenne .....	1969	19,7	32,5	30,2
	1970	20,8	34,5	26,4
République-Unie de Tanzanie .....	1969	25,0	25,7	39,4
	1970	12,0	23,7	36,5
Sierra Leone .....	1969	21,2	27,0	32,0
Somalie .....	1970	51,8	14,5	33,2
Souaziland .....	1971	31,3	30,6	29,6
Soudan .....	1969	49,8	21,9	15,3
	1970	45,9	17,7	14,1
Zambie .....	1969	21,4	28,6	37,7

Source : ONU, *Etude des conditions économiques en Afrique, 1971 (Partie I)* [publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.II.K.7].

bénéficié du développement<sup>103</sup>. Toutefois, la Conférence internationale des ministres, tenant compte des problèmes fondamentaux des pays peu développés, s'est prononcée en faveur d'une politique plus dynamique qui rattacherait la protection sociale au développement. Elle a noté que la protection sociale ne saurait être dissociée des efforts déployés par la nation pour accéder à un plus haut niveau de vie, de justice sociale et de liberté. Tout en reconnaissant la nécessité de mesures correctives, elle a souligné qu'une priorité élevée devait être accordée au rôle constructif et préventif de l'action sociale. Entre autres mesures préventives importantes, il faut mentionner l'accroissement des possibilités d'emploi, l'adoption de bonnes politiques des salaires et des revenus, l'encouragement des projets d'auto-assistance et le renforcement des institutions traditionnelles de service bénévole.

219. Dans la pratique, la situation en matière de protection sociale est déterminée par l'effort total qu'un pays consacre à l'ensemble de ses services sociaux, c'est-à-dire l'éducation, la santé, la sécurité sociale, l'emploi, etc. Les tableaux II.74 et II.75 donnent la répartition, en pourcentage, des dépenses publiques selon leur affec-

<sup>103</sup> ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970* . . . , p. 245.

tation, en Asie et en Afrique. Ils montrent que la plupart des pays peu développés d'Asie consacrent une part croissante des recettes publiques aux services sociaux. Les dépenses de la République de Corée dans ce domaine paraissent avoir accusé une augmentation spectaculaire passant de 2,1 % à 36,7 % entre 1957 et 1966. D'après les données, les dépenses budgétaires les plus faibles au titre des services sociaux pour les années considérées ont été celles de l'Inde et du Pakistan, avec respectivement 6,5 % et 9,6 % en 1966. En Afrique, ce sont le Ghana, la République arabe libyenne, Maurice, l'Ouganda et le Swaziland qui ont fait la plus large part aux services sociaux — de 30,6 % à 44,5 % des dépenses publiques totales; par contre, pour la Somalie et le Soudan, le chiffre est inférieur à 20 %. Etant donné l'insuffisance des statistiques pour tous les pays et pour un assez grand nombre d'années, il est difficile d'établir une corrélation valable entre le niveau des dépenses publiques consacrées aux services sociaux dans le passé et la mesure dans laquelle la jouissance des droits de l'homme est effectivement assurée aujourd'hui, sur ce plan. Mais on peut certainement penser que les pays qui continueront à consacrer 30 à 40 % de leurs ressources publiques aux services sociaux pourront, avant 10 ans au plus tard, faire état d'une situation des plus satisfaisantes en ce qui concerne la jouissance des droits de l'homme sur le plan social.

## Chapitre IV

### CONDITIONS CULTURELLES

220. Comme on l'a indiqué au chapitre premier de la deuxième partie, il existe un rapport incontestable entre les caractéristiques culturelles générales et la situation géographique des pays peu développés. Dans ce chapitre, le Rapporteur spécial proposait de répartir ces pays en quatre régions culturelles distinctes. Dans le présent chapitre, ces quatre régions sont examinées séparément, ainsi que les conditions culturelles particulières qui les caractérisent, notamment les diverses sous-cultures qui les différencient encore davantage. Toutefois, il est bon de donner d'abord un aperçu de quelques grandes caractéristiques culturelles communes à tous les pays peu développés.

#### A. — Caractéristiques communes des pays peu développés

##### 1. L'« ETAT DÉBILE » : UN TRAIT COMMUN

221. Les pays peu développés sont tous, selon l'expression de G. Myrdal, des « Etats débiles ». Par « Etat débile », G. Myrdal entend

caractériser les différentes formes d'un manque d'organisation sociale, qui se manifeste par les déficiences de la législation, et notamment en ce qui concerne l'observation et l'application contraignante de la loi, par un défaut de zèle caractéristique des agents de l'Etat dans l'observation des directives qui leur sont adressées et leur fréquente collusion avec des personnages importants ou des groupes dont ils devraient contrôler les activités. L'existence de la corruption ... est comprise également dans l'acception du concept de la débilité de l'Etat. Ces diverses formes de comportement sont étroitement interdépendantes, et les effets cumulatifs de leurs rapports et de leurs enchaînements prennent la forme d'un cercle vicieux<sup>104</sup>.

G. Myrdal conclut que ces déficiences ont pour conséquence d'entraver la prise et l'application des décisions, d'affaiblir et de détourner de leur but les efforts de planification du développement. Il emploie donc cette expression dans un sens diagnostique; elle indique que, dans bien des cas, l'apparence solide de l'appareil de l'Etat (indépendance juridique, constitution officielle, législation et administration) cache en réalité une débilité susceptible d'être exploitée par des moyens illégaux ou extra-légaux<sup>105</sup>. Le manque d'intégration de la population et l'absence d'un sens développé de l'identité et de l'intérêt nationaux, combinés à la situation sociale et économique existante, forment la trame de pratiques qui s'écartent nettement des lois et des normes établies. Les causes et les conséquences de la débilité de l'Etat sont analysées ci-après.

222. Nous avons vu que la caractéristique générale des pays peu développés est l'extrême hétérogénéité et le peu d'intégration de la population (voir le tableau II.1 ci-dessus). Celle-ci est le plus souvent un conglomerat de

racés, de langues, de tribus et de religions différentes. Certes, la situation varie beaucoup d'une région à l'autre et d'un pays à l'autre, mais le même problème se pose à peu près partout : du fait de la diversité de la population, les obstacles à l'intégration nationale sont bien plus grands dans ces pays que tous ceux que les pays développés d'Europe occidentale ont connus quand ils commençaient à s'industrialiser. C'est là, à la fois, l'une des causes principales de l'instabilité politique générale des pays peu développés et une explication possible de leur relative stagnation économique.

223. Comme nous l'avons dit, la situation varie d'un pays à l'autre. Les pays victimes d'un passé colonial ont des problèmes particuliers, qui sont très différents de ceux des pays qui ont eu un statut semi-colonial ou qui ont complètement échappé à la colonisation. Ces problèmes constituent certainement un élément, le plus important peut-être, de leur situation sociale et économique, mais il convient d'établir une distinction entre les divers systèmes coloniaux. Les Anglais, par exemple, ont préféré la formule de l'administration indirecte et ont donc gardé aussi intactes que possible les sociétés traditionnelles. En revanche, les Français ont eu tendance à se considérer comme des missionnaires de la culture et ont essayé de créer au moins une élite de dirigeants autochtones totalement imprégnée de culture française. D'autres puissances coloniales ont procédé de même, ou différemment, mais, partout, la domination étrangère a eu la même conséquence pour les peuples colonisés : elle a anéanti la hiérarchie et l'échelle des valeurs traditionnelles de ces peuples sans leur substituer pour autant des institutions légitimes et viables.

224. Là où la lutte anticolonialiste a été longue et générale, elle a mobilisé des masses populaires assez importantes pour créer un sens de l'identité nationale et du destin national. Là où, au contraire, elle a été le fait seulement d'une petite élite, la période qui a suivi l'indépendance a été marquée par des crises d'identité et par des rivalités continues entre les membres de cette élite qui cherchaient à conquérir le pouvoir, ce qui a empêché le pays de consacrer son énergie à la tâche de développement. Ces phénomènes semblent étayer la thèse selon laquelle les différences culturelles entre les pays peu développés correspondent à peu près à leurs différences régionales.

225. Dans les pays d'Afrique situés au sud du Sahara, il a existé un type principal de colonialisme classique. Dans cette région, les Européens ont trouvé des sociétés de structure essentiellement tribale, mais les luttes dans lesquelles ils se sont affrontés pour la domination du continent ont entraîné une balkanisation de l'Afrique qui, sans tenir compte des lignes de séparation tribales, a instauré des frontières peu compatibles avec l'homogénéité des populations. Les possibilités d'une évolution systématique et raisonnable vers l'intégration nationale ont

<sup>104</sup> G. Myrdal, *Le défi du monde pauvre : un programme de lutte sur le plan mondial*, Paris, Gallimard (NRF), 1971, chap. VII, p. 209.

<sup>105</sup> Selon G. Myrdal, il existe, toutefois, certaines analogies dans ce domaine entre les pays peu développés et les Etats-Unis d'Amérique (*ibid.*, p. 239 et 240).

ont donc été étouffées dans l'œuf. En outre, l'installation permanente des Européens dans certaines régions a superposé aux anciennes hiérarchies tribales une nouvelle hiérarchie fondée sur l'origine raciale et ethnique. Dans ce nouvel amalgame, les immigrants européens et la classe asiatique des *compradores* occupaient une position supérieure à celle des Africains, bien qu'une bourgeoisie noire soit apparue dans certaines régions, notamment dans les colonies britanniques et françaises, pour prendre la relève de la puissance coloniale au moment de l'indépendance.

226. Pendant la période qui a suivi l'indépendance, on a donc assisté à un phénomène d'africanisation qui, d'une part, a été dirigé contre les Européens et les Asiatiques et, d'autre part, n'a pu intégrer — il s'en faut — les masses tribales africaines dans les nouveaux Etats modernes. Dans de nombreux cas, cette période a été caractérisée par des guerres entre Etats et des guerres civiles d'origine tribale, ainsi que par des campagnes intérieures de persécution des minorités ethniques et tribales. Un sentiment général d'insécurité nationale et de violence domine encore actuellement en Afrique noire, et la situation ne peut être qu'aggravée par le maintien de la présence du colonialisme européen, en particulier en Afrique de Sud, en Rhodésie du Sud, en Angola, au Mozambique et en Guinée (Bissau).

227. En Asie méridionale et orientale, le colonialisme classique était d'un type différent. Les colonisateurs européens qui ont pénétré dans cette région y ont trouvé des civilisations anciennes et solidement établies autour de centres urbains. Ils y ont trouvé également des sociétés à prédominance agricole fondées sur une hiérarchie religieuse et sociale traditionnelle. Les régimes impériaux multinationaux originaires de la Chine et de l'Inde, qui avaient été instaurés dans cette région avant l'arrivée des Européens, avaient laissé un héritage culturel et bureaucratique difficile à supprimer et à remplacer. Le colonialisme européen s'est donc vu forcé d'adopter un système d'administration indirecte reposant avant tout sur les forces expéditionnaires de la puissance coloniale, sur des personnalités représentatives de l'autorité traditionnelle et sur une bureaucratie coloniale autochtone de plus en plus importante. Les colonisateurs ont souvent appliqué le principe « diviser pour régner », exacerbant ainsi les différences ethniques, linguistiques, raciales et religieuses et, en fait, renforçant de vieilles pratiques discriminatoires ou en créant de nouvelles en vue d'obtenir divers avantages sociaux et économiques.

228. En Asie occidentale et en Afrique du Nord, c'est-à-dire dans le monde musulman, on trouve un troisième type de domination étrangère, qui va des systèmes de colonisation directe ou de peuplement, comme en Afrique du Nord, à l'octroi d'une indépendance du genre de celle dont ont bénéficié l'Arabie, l'Iran et la Turquie, en passant par le système du mandat appliqué dans le « croissant fertile » et par le statut semi-colonial de l'Egypte. Dans les pays qui ont conquis leur indépendance par l'action et la force (comme la Tunisie et l'Algérie), des formes nouvelles de légitimité révolutionnaire sont venues se substituer à l'autorité traditionnelle.

229. Au contraire, dans les pays qui se sont trouvés dans l'état intermédiaire entre la colonisation et l'indépendance, les hiérarchies traditionnelles se sont maintenues, mais en se modernisant plus ou moins. Dans les pays qui ont échappé à la domination coloniale directe ou semi-coloniale, la tradition de l'indépendance a plutôt simplifié le processus d'intégration nationale.

230. Le cas des pays d'Amérique latine est encore différent. Mise à part une période assez brève pendant laquelle ils ont subi une domination coloniale directe, ces pays jouissent depuis longtemps d'une indépendance juridique formelle bien que, dans la réalité, du moins depuis que la doctrine de Monroe a été proclamée en 1823, leur liberté d'action soit restreinte par les paramètres imposés par les intérêts d'un voisin puissant. Heureusement pour l'Amérique latine, la relative homogénéité de sa population lui a épargné les phénomènes de désintégration qui ont atteint l'Afrique, l'Asie et le Moyen-Orient. Néanmoins, l'existence d'importantes populations autochtones ainsi que les déficiences internes tenant à la faiblesse de l'« Etat débile » les ont rendus vulnérables à l'insécurité intérieure et à la violence.

## 2. INFLUENCE DES MOYENS D'INFORMATION DE MASSE

231. Dans tous les pays peu développés, les structures sociales traditionnelles et les valeurs culturelles sont sapées aussi par le développement économique. La hiérarchie sociale a dû quelque peu s'assouplir pour offrir une certaine mobilité sociale aux individus ambitieux et compétents. Quand le système social traditionnel n'évolue pas dans ce sens, des pressions politiques et sociales commencent à s'accumuler. Quand il est souple et permet la mobilité individuelle, on constate que des structures de classe et de condition plus flexibles, reposant sur l'éducation et la réussite aussi bien que sur l'ascendance, commencent à se substituer aux hiérarchies traditionnelles et rigides fondées sur la caste ou la couleur.

232. Les moyens d'information de masse favorisent eux aussi l'évolution des structures sociales des pays peu développés parce qu'ils répandent partout des idées et des valeurs nouvelles. Le tableau II.76 permet de constater que le nombre des livres, journaux et postes récepteurs de radio et de télévision va croissant dans ces pays depuis quelques années. Il est difficile pour le moment de définir avec précision l'influence de ces moyens sur la société des pays peu développés. Toutefois, d'une manière générale, on peut dire qu'ils éveillent rapidement la conscience et les espérances des masses et que la puissance de démonstration de la presse et de la télévision risque d'être une cause active de crise sociale et culturelle. D'autre part, ces moyens d'information se sont révélés aussi un instrument efficace de mobilisation du sentiment national pour des causes communes, comme la lutte pour l'indépendance, la justice sociale ou le développement. Compte tenu de cette puissance, il est urgent que les pays peu développés élaborent des politiques adaptées à la situation de chacun, de manière à utiliser au mieux ces moyens pour favoriser l'intégration nationale, la consolidation nationale et l'éducation nationale.

## 3. CONSCIENCE NATIONALE ET SÉCURITÉ NATIONALE

233. Du côté positif, le nationalisme a servi de véhicule, dans les pays en voie de développement, à la lutte contre la domination étrangère et pour l'intégration et la consolidation nationales. Du côté négatif, le nationalisme d'un groupe dominant dans une population hétérogène et non intégrée a parfois incité ce groupe à une attitude méprisante ou discriminatoire envers les droits fondamentaux des groupes opprimés. Le problème qui se pose à cet égard à la plupart de ces pays consiste donc à établir une entité nationale assez large pour que les divers secteurs de la population puissent s'identifier à elle.

TABLEAU II.76  
Pays et territoires peu développés : moyens d'information de masse

	Livres		Journaux (quotidiens)		Radio		Télévision	
	Année	Total	Année	Tirage pour 1 000 habitants	Année	Nombre de récepteurs pour 1 000 habitants	Année	Nombre de récepteurs pour 1 000 habitants
<i>Afrique</i>								
Algérie.....	1967	258	1968	14,0	1960	54	1960	5,0
	1968	289			1969	52	1969	7,0
Angola .....	1967	17	1967	10,0	1960	11		
	1968	8			1968	17		
Cameroun [République-Unie du Cameroun] .....			1969	2,0	1960	3		
					1969	37		
Côte d'Ivoire.....	1967	50			1960	17	1968	1,6
	1969	38			1969	17	1969	2,0
Congo .....			1966	1,3	1960	13	1968	0,3
					1969	70	1969	0,6
Dahomey .....			1968	0,4	1960	13		
					1968	23		
Egypte .....	1967	1 819	1967	28,0	1960	58	1960	1,9
	1968	1 699			1968	135	1969	17,0
Ethiopie .....			1969	2,0	1960	4	1968	0,2
					1969	6	1969	0,3
Gabon .....					1960	48		
					1969	103		
Gambie .....			1960	5,0	1960	6		
					1968	179		
Ghana .....	1967	233	1969	34,0	1960	17	1967	0,6
	1968	374			1969	81	1969	1,4
	1969	446						
Kenya .....	1967	162	1969	15,0	1960	9	1968	1,5
	1968	177			1969	48	1969	1,5
	1969	193						
Maroc .....			1966	14,0	1960	46	1960	0,4
					1969	59	1969	10,0
Mozambique .....	1967	149	1967	7,0	1960	6		
	1968	122			1969	12		
Nigéria .....	1967	778	1966	7,0	1960	4	1960	0,03
	1968	1 004			1969	20	1969	0,8
	1969	1 099						
Ouganda .....			1965	5,0	1960	14	1968	1,1
					1968	64	1969	1,3
République arabe libyenne....	1967	86	1967	20,0	1960	62		
					1969	41		
République centrafricaine....	1967	23	1967	0,6	1960	10		
					1968	33		
République-Unie de Tanzanie.	1968	18	1969	5,0	1960	2		
	1969	30			1968	11		
Sénégal .....			1969	5,0	1960	47	1969	0,3
					1969	71		
Sierra Leone.....	1967	73	1969	16,0	1960	4	1967	1,3
	1968	75			1969	56	1969	1,4
Soudan .....					1960	0,9	1968	1,0
					1968	12	1969	2,0
Tchad .....			1969	0,4	1960	2		
					1969	4		
Tunisie .....	1967	250	1969	16,0	1960	41	1960	0,1
					1968	97	1969	7,0

TABLEAU II.76 (suite)

	Livres		Journaux (quotidiens)		Radio		Télévision	
	Année	Total	Année	Tirage pour 1 000 habitants	Année	Nombre de récepteurs pour 1 000 habitants	Année	Nombre de récepteurs pour 1 000 habitants
Afrique (suite)								
Zaïre .....			1969	1	1959	2,5		
Zambie .....			1969	9,0	1962	5	1968	3,0
					1969	13	1969	5,0
Asie								
Afghanistan .....	1969	83	1967	7,0	1960	2		
					1967	16		
Arabie Saoudite .....			1969	8,0	1959	12	1960	1,0
Bahreïn .....					1960	82	1968	106,0
					1968	1 075	1969	111,0
Birmanie .....	1968	1 926	1966	9,0	1960	6		
					1969	15		
Chypre .....	1967	207	1969	92,0	1960	153	1960	3,0
	1969	341			1969	253	1969	66,0
Hongkong .....	1967	1 003	1969	485,0	1960	55	1960	2,0
	1968	399			1969	169	1969	40,0
Inde .....	1967	10 617	1968	13,0	1960	5		
	1968	11 413			1969	19		
	1969	13 733						
Indonésie .....					1960	7	1968	0,6
					1967	14	1969	0,6
Iran .....	1967	1 231			1960	45	1960	2,0
					1968	93	1969	9,0
Jordanie .....	1967	162	1968	12,0	1960	38	1968	8,0
	1968	154					1969	12,0
	1969	224						
Koweït .....	1967	153	1968	52,0	1960	270	1960	3,0
	1968	132			1969	178	1968	185,0
Liban .....	1967	427			1960	61	1960	5,0
	1968	543			1969	223	1968	145,0
	1969	685						
Malaisie .....	1967	483	1969	74,0	1960	37	1968	12,0
	1969	20			1968	41	1969	12,0
Pakistan .....	1967	3 312	1968	6,0	1960	3	1968	0,3
					1968	11	1969	0,7
Philippines .....	1968	335	1966	27,0	1960	22	1960	1,0
					1968	45	1969	9,0
Qatar .....	1968	51						
République arabe syrienne....	1967	361	1967	15,0	1960	57	1962	0,3
							1969	22,0
République du Viet-Nam .....	1967	713	1968	70,0	1960	9	1969	21,0
	1968	398			1969	73		
	1969	497						
République khmère .....					1960	6	1968	5,0
					1968	153	1969	7,0
Ryû-Kyû (îles) .....			1969	271,0	1968	332	1968	188,0
					1969	342	1969	195,0
Singapour .....	1967	322	1969	154,0	1968	50	1968	57,0
	1968	414			1969	50	1969	65,0
	1969	533						
Sri Lanka .....	1967	1 534	1969	58,0	1960	36		
	1968	1 570			1969	41		
	1969	1 586						
Thaïlande .....	1968	1 364	1969	21,0	1960	6	1960	2,0
	1969	2 457			1969	80	1969	7,0
Turquie .....	1967	5 688	1969	41,0	1960	49	1960	0,04
	1968	5 492			1969	88	1969	0,7
	1969	5 669						

TABLEAU II.76 (fin)

	Livres		Journaux (quotidiens)		Radio		Télévision	
	Année	Total	Année	Tirage pour 1 000 habitants	Année	Nombre de récepteurs pour 1 000 habitants	Année	Nombre de récepteurs pour 1 000 habitants
<i>Amérique centrale et Amérique du Sud</i>								
Argentine .....	1967	3 645	1966	128	1960 1968	167 381	1960 1969	21,0 129,0
Bahamas .....			1969	142	1960 1969	152 641		
Barbade .....			1967	115	1960 1969	150 224	1968 1969	59,0 59,0
Bermudes .....			1969	223	1960 1969	442 558	1960 1969	186,0 308,0
Bolivie .....			1969	34	1961 1968	73 288		
Brésil .....			1968	37	1960 1969	66 61	1960 1969	18,0 72,0
Chili .....	1967 1968 1969	1 556 1 546 1 100	1968	86	1959 1969	94 144	1960 1969	0,06 42,0
Colombie .....			1967	53	1960 1969	139 108	1960 1969	11,0 30,0
Costa Rica .....	1967 1968 1969	237 294 284	1967	60	1960 1969	66 63	1960 1969	3,0 59,0
Cuba .....	1967 1968	748 955	1961	88	1960	161	1960 1968	74,0 71,0
El Salvador .....	1967	27	1967	51	1960 1969	89 118	1960 1969	8,0 22,0
Equateur .....			1969	42	1960 1969	41 204	1960 1967	0,5 13,0
Guadeloupe .....			1966	9	1960 1969	24 93	1968 1969	16,0 18,0
Guatemala .....	1968 1969	70 50	1967	27	1960 1968	55 115	1960 1969	8,0 14,0
Haïti .....	1967	18	1969	5	1960 1969	5 17	1960 1969	0,5 2,0
Honduras .....			1967	17	1960 1968	68 58	1960 1969	1,0 7,0
Jamaïque .....	1967 1968 1969	78 136 175	1969	66	1960 1969	88 230	1968	29,0
Martinique .....					1960 1969	47 112	1968 1969	18,0 22,0
Mexique .....	1968 1969	2 646 2 966	1965	116	1960 1969	95 265	1960 1969	19,0 52,0
Panama .....	1969	195	1967	81	1960	159	1960 1969	10,0 88,0
Paraguay .....			1969	40	1961	83	1968 1969	6,0 7,0
Pérou .....	1967 1968 1969	681 783 535	1959	47	1960 1969	101 134	1960 1965	3,0 30,0
République Dominicaine .....			1969	32	1960 1969	34 38	1960 1969	6,0 24,0
Uruguay .....	1967	341	1969	400	1960 1969	285 379	1960 1969	9,0 77,0
Venezuela .....			1969	71	1960 1969	186 168	1960 1968	37,0 72,0

Source : ONU, *Annuaire statistique, 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E/F.71.XVII.1), p. 783 à 806.



234. Naturellement, tous les pays peu développés ne sont pas également capables de résoudre ce problème. L'élément qui permet le mieux de déterminer cette capacité est le degré d'intégration culturelle atteint par un pays dans son développement. Les sociétés anciennes et bien établies paraissent particulièrement avantagées, mais elles n'ont pas encore prouvé leur aptitude à faire face aux problèmes de la modernisation. L'enseignement moderne, les idées égalitaires et la mobilisation socio-politique d'immenses multitudes mettent sérieusement à l'épreuve les traditions humanistes de ces sociétés et les structures sociales hiérarchiques qui les caractérisent habituellement.

235. La crise de conscience nationale à laquelle ont à faire face la plupart des pays en voie de développement exige pour le moins une refonte de leurs systèmes culturels et sociaux, qui implique une « destruction créatrice » : il faut supprimer une bonne part de l'ordre ancien pour édifier de nouveaux idéaux et de nouvelles institutions. Comme toutes les périodes de transition culturelle, celle que traversent actuellement la plupart des pays peu développés est parsemée de tâtonnements, de conflits et de troubles intérieurs.

236. Les pays aujourd'hui plus développés sont passés par le même stade, mais dans des conditions internationales beaucoup plus favorables. Les pionniers du développement étaient bien plus protégés contre l'intervention extérieure que ne le sont aujourd'hui les pays en voie de développement. D'abord, nous l'avons dit, les populations de ces derniers sont souvent beaucoup moins homogènes et moins culturellement intégrées. Ensuite, l'imprécision ou l'incertitude des frontières a ouvert la voie à d'importants conflits régionaux. Enfin, et peut-être surtout, au cours de leurs affrontements, les grandes puissances ont souvent utilisé les éléments internes et régionaux rivaux comme instruments de leurs propres intérêts, au détriment de ceux des pays considérés.

237. Tout cela a créé dans les pays peu développés une crise de sécurité nationale, étroitement liée aux problèmes de la conscience et de l'intégration nationales,

qui a pratiquement provoqué la désagrégation de nombreux États en fractions rivales, comme au Cambodge, en Corée, au Laos, au Pakistan et au Viet-Nam, et amené à donner une priorité excessive à l'acquisition de matériel militaire et à l'expansion des bureaucraties militaires, activités malheureusement inspirées et entretenues par les grandes puissances qui se disputent la clientèle des États de ce qu'on est convenu d'appeler le tiers monde.

#### 4. L'ARMEMENT, MENACE À LA SÉCURITÉ ET INSTRUMENT DE LA RÉPRESSION

238. Naturellement, la course aux armements n'est pas limitée aux pays peu développés; elle fait partie intégrante de l'ordre mondial actuel, encore fondé sur le principe de la souveraineté nationale, qui implique éventuellement le recours à la violence. Toutefois, ses conséquences sont graves pour ces pays, qui consacrent aux armements et à l'entretien de bureaucraties militaires une part de leurs faibles ressources qui est hors de proportion avec leur capacité financière. Le tableau II.77 permet une comparaison des dépenses militaires et des dépenses d'enseignement et de santé publique dans chaque région du monde. Il en ressort qu'en 1968 on a dépensé environ 182 milliards de dollars à des fins militaires, 132 milliards de dollars pour l'éducation et 65 milliards de dollars pour la santé publique, soit 7 %, 5,1 % et 2,5 %, respectivement, du total mondial des PNB.

239. Il existe naturellement une corrélation étroite entre l'implication des États dans des conflits réels ou éventuels et l'importance de leurs dépenses militaires. Par exemple, l'Amérique du Nord, l'Europe (y compris l'URSS) et les États arabes consacrent respectivement 8,8 %, 7,4 % et 6,9 % de leur PNB à leurs forces armées. Les pays peu développés considérés dans leur ensemble leur consacrent en moyenne 3,3 % de leur PNB, contre 3,6 % à l'éducation et 1 % à la santé publique<sup>106</sup>. Les

<sup>106</sup> Il est cependant difficile de concilier les pourcentages relatifs concernant les dépenses consacrées à l'éducation et à la santé publique selon les PNB, et les pourcentages correspondants selon les budgets nationaux.

TABLEAU II.77  
PNB, dépenses militaires et dépenses publiques au titre de l'éducation et de la santé, 1968  
(En valeurs absolues et en pourcentages du PNB)

	PNB		Dépenses militaires		Dépenses publiques d'éducation		Dépenses publiques de santé	
	Millions de dollars	Pourcentage	Millions de dollars	Pourcentage	Millions de dollars	Pourcentage	Millions de dollars	Pourcentage
Afrique .....	57 700	100	1 769	3,1	2 370	4,1	799	1,4
Amérique du Nord .....	931 800	100	82 379	8,8	56 510	6,1	23 788	2,6
Amérique latine .....	118 900	100	2 235	1,9	4 430	3,7	1 370	1,2
Asie <sup>b</sup> .....	286 700	100	8 302	2,9	10 660	3,7	1 460	0,5
Europe et URSS .....	1 173 600	100	86 315	7,4	56 220	4,8	36 924	3,1
Océanie .....	32 700	100	1 054	3,2	1 450	4,4	924	2,8
États arabes <sup>c</sup> .....	(28 800)	(100)	(2 000)	(6,9)	(1 340)	(4,7)	(400)	(1,4)
MONDE <sup>b</sup> .....	2 601 400	100	182 054	7,0	131 640	5,1	65 265	2,5
Pays développés .....	2 298 120	100	171 922	7,5	120 820	5,3	62 195	2,7
Pays en voie de développement .....	303 280	100	10 132	3,3	10 820	3,6	3 070	1,0

Source : L. Goldstone, « Dépenses publiques d'éducation dans le monde, 1968 », *Perspectives: revue trimestrielle de l'éducation*, Paris, UNESCO, vol. II, n° 2, été 1972, p. 256.

<sup>a</sup> La conversion des monnaies nationales en dollars a été faite aux taux de change officiels pour la plupart des totaux nationaux. Des taux différents ont été utilisés pour les pays socialistes et pour certains pays d'Amérique latine et d'Asie dont les équivalences, calculées aux taux officiels, ne paraissent pas réalistes. En outre, des facteurs de conversion différents ont été, dans certains cas, appliqués au PNB, aux

dépenses militaires et aux dépenses au titre de l'éducation et au titre de la santé, afin d'obtenir des valeurs en dollars se prêtant mieux à la comparaison avec celles des États-Unis d'Amérique. Les pourcentages du PNB qui correspondent aux diverses catégories de dépenses ne sont donc pas absolument comparables.

<sup>b</sup> À l'exclusion de la Chine, de la République populaire démocratique de Corée et de la République démocratique du Viet-Nam.

<sup>c</sup> Déjà inclus dans les zones géographiques auxquelles ils appartiennent.

pourcentages correspondants sont de 7,5%, 5,3% et 2,7% dans les pays développés. Toutefois, en valeurs absolues, les différences entre pays développés et pays peu développés apparaissent beaucoup plus tranchées.

240. L'UNESCO a pu estimer la part du budget national consacrée à l'éducation en 1968 dans près des trois quarts de ses Etats membres en voie de développement, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Globalement, cette part était de 14%, se répartissant comme suit : 18% pour l'ensemble des pays africains, un peu plus de 14% pour les pays d'Amérique latine et un peu plus de 12% pour les pays d'Asie<sup>107</sup>. En revanche, on estimait les dépenses militaires à environ 30 à 50% des budgets nationaux<sup>108</sup>.

241. La tragédie de la course aux armements est que l'accumulation de matériel militaire n'a pas renforcé le sentiment de sécurité nationale. La preuve en est que, en dépit des besoins criants dans les autres domaines de la vie nationale (santé publique, éducation et protection sociale), les Etats continuent à accroître leurs dépenses militaires. En fait, tout porte à croire que, en renforçant sa capacité de défense quand tous les autres le font, un pays ne renforce pas nécessairement sa sécurité nationale objective; au contraire, cela tend à empoisonner l'atmosphère internationale et à accroître le sentiment subjectif d'insécurité nationale, enfermant ainsi les Etats dans un cercle vicieux.

242. Dans les pays peu développés, la sécurité nationale se complique de problèmes de sécurité interne. La création de l'armée moderne, avec un personnel plus instruit et plus discipliné et le monopole des moyens d'action violente, a conduit certains sociologues à attribuer à l'armée un rôle prééminent et bénéfique dans la modernisation. A cet égard les faits relevés apparaissent contradictoires. Dans les pays où le mouvement nationaliste a créé des pouvoirs et institutions pour contrebalancer et limiter l'arbitraire du pouvoir militaire, il en va peut-être ainsi. Dans les pays dépourvus de telles forces politiques, au contraire, le pouvoir militaire poursuit souvent les pratiques corrompues des dirigeants civils, renforçant eu même temps l'armée et multipliant les aventures militaires. Dans ce cas, et si les armées sont recrutées dans un groupe racial, tribal ou linguistique particulier, l'influence du pouvoir militaire sur les droits de l'homme peut être désastreuse. D'autre part, les perspectives de développement national sont souvent compromises là où les militaires disposent d'une part importante et croissante du budget de l'Etat, sans contribuer sensiblement à la mobilisation des ressources du pays.

243. L'une des principales recommandations du Rapporteur spécial sera donc que les pays peu développés devraient s'efforcer de réduire le plus possible leurs dépenses militaires sans compromettre leur sécurité intérieure et leur défense nationale. Toutefois, une autre de ses recommandations, beaucoup plus importante, est que ces pays devraient transformer autant que possible leurs forces armées actuelles en force d'intervention pour le développement. En raison de leur mobilité et de leur discipline, les unités militaires peuvent être utilisées pour édifier l'infrastructure physique et sociale qui manque à la plupart de ces pays.

<sup>107</sup> L. Goldstone, « Dépenses publiques d'éducation dans le monde, 1968 », *Perspectives : revue trimestrielle de l'éducation*, Paris, UNESCO, vol. II, n° 2, été 1972, p. 225.

<sup>108</sup> Pour plus de précision, voir United States Arms Control and Disarmament Agency, *World Military Expenditures*, 1970, Washington, D.C., 1971.

## 5. NÉCESSITÉ D'UNE ACTION INTERNATIONALE

244. Toutefois, la crise de sécurité nationale à laquelle sont confrontés les pays peu développés se perpétuera tant qu'ils n'auront pas résolu la crise présente de conscience nationale en créant des formes de pouvoir légitime permettant de stabiliser leur situation interne. Entre-temps, une certaine action internationale sera nécessaire pour limiter les conflits régionaux actuels. La limitation internationale des armements, l'interdiction de la fabrication et de l'emploi de certaines armes de destruction massive, la création de zones dénucléarisées et de zones protégées de la pression militaire des grandes puissances, l'embargo sur les armes à destination des parties en guerre et le recours au commerce et à l'assistance pour encourager le règlement pacifique des différends sont peut-être les meilleures illustrations du genre de mesures internationales qui sont de nature à mettre un terme aux conflits régionaux. Cependant toutes ces mesures dépendent de la bonne volonté et du bon sens des grandes puissances. L'action des organisations internationales pourra surtout prendre la forme d'exhortations morales et de campagnes de mobilisation de l'opinion publique mondiale à ces fins.

245. Cette brève analyse des caractéristiques culturelles communes et de la situation historique récente des pays peu développés est suivie, dans les sections B à E ci-après, d'un examen des conditions propres à chacune des régions culturelles qui ont été déjà définies, à savoir : le monde du syncrétisme religieux (Afrique au sud du Sahara), le monde islamique (Afrique du Nord et Asie occidentale), le monde hindouiste et bouddhiste (Asie méridionale et orientale) et le monde catholique latino-américain (Amérique centrale et Amérique du Sud).

### B. — Manifestations, traditionnelles et modernes, et sources principales de la discrimination

#### 1. LE MONDE DU SYNCRÉTISME RELIGIEUX : L'AFRIQUE AU SUD DU SAHARA<sup>109</sup>

##### *Sous-régions et sous-cultures*

246. L'Afrique au sud du Sahara peut se diviser en plusieurs sous-régions et sous-cultures d'après la géographie, la religion, le mode d'existence et le type de système politique. Du point de vue géographique, cette partie du continent peut se scinder en deux grandes régions situées au nord et au sud du Zambèze. Comme nous le verrons plus loin, le Zambèze constitue en général la ligne de démarcation entre les zones sous contrôle européen et les zones sous contrôle africain.

247. Le critère religieux est particulièrement important en Afrique, puisque c'est sur la culture islamique qu'on se fonde pour distinguer l'Afrique méditerranéenne et saharienne, où elle est prédominante, de l'Afrique au sud du Sahara, où elle ne l'est pas, encore que, dans un certain nombre de pays situés au sud du Sahara, l'islam soit une religion d'Etat (comme en Somalie et en Mauri-

<sup>109</sup> L'optique régionale que nous avons adoptée dans la présente section et les sections qui suivent doit beaucoup aux études comparées et aux analyses du professeur Gabriel A. Almond et de ses collègues du Centre d'études internationales de l'université de Princeton. Voir G.A. Almond, J.S. Coleman *et al.*, *The Politics of the Developing Areas*, Princeton, N.J. (Copyright © 1960 by Princeton University Press) [reproduit avec l'aimable autorisation de Princeton University Press].

tanie) ou un important facteur religieux (comme au Nigéria) [voir le tableau II.1 ci-dessus].

248. M. Herskovits a classé les civilisations traditionnelles de l'Afrique au sud du Sahara, d'après leur mode d'existence, en sociétés pastorales qui dominent dans l'Est, le centre et le Sud, et en sociétés agricoles, dans l'Ouest et dans le bassin du Congo<sup>110</sup>. Dans les sociétés du premier groupe, la population est en général dispersée et nomade, et les structures politiques reposent sur des groupes autonomes locaux. Dans celles du deuxième groupe, les populations sont plus denses et plus sédentaires, et la spécialisation de la main-d'œuvre est plus poussée.

249. Selon leurs systèmes politiques, les Etats et territoires africains peuvent aussi se classer en deux groupes : ceux où le contrôle appartient aux Africains et ceux où il appartient aux Européens. Le premier groupe peut se subdiviser aussi en vieux Etats africains (Éthiopie et Libéria) et jeunes Etats africains.

#### *L'influence occidentale*

250. Les autochtones africains constituent 96 % de la population, les Européens 2,5 % et les Asiatiques, Arabes et mixtes 1,5 %. On notera que 80 % de la population européenne sont concentrés en Afrique du Sud et en Rhodésie du Sud et y sont fixés de façon permanente. Ailleurs, les groupes européens diffèrent quant à la durée de leur établissement dans le pays. Les Asiatiques sont nombreux surtout en Afrique du Sud et en Afrique orientale, où ils se livrent presque exclusivement au commerce de détail avec les communautés africaines. Ils se sont pour la plupart fixés de façon permanente bien que, récemment, leur situation dans certains Etats contrôlés par les Africains se soit trouvée contestée. Ils constituent en Afrique du Sud une minorité distincte, sans droits politiques. Les Arabes sont confinés principalement dans la République-Unie de Tanzanie et sur le littoral du Kenya. Les groupes mixtes issus du métissage, en Afrique du Sud et en Rhodésie du Sud, forment une minorité, distincte de tous les autres groupes.

251. La colonisation européenne et le régime colonial ont exercé une profonde influence sur l'organisation sociale africaine. Il est assez étonnant que ce soit précisément là où les structures traditionnelles africaines ont été maintenues dans le système dit d'administration indirecte que l'intégration et la consolidation nationales (comme au Nigéria et en Ouganda) ont soulevé le plus de difficultés et où il y a eu le plus de conflits et de tensions entre les élites traditionnelles et les élites nouvelles plus occidentalisées. Ce sont en général ces dernières qui ont succédé aux autorités coloniales.

252. A l'autre extrême, en Afrique du Sud, en Rhodésie du Sud et en Namibie, la majorité non européenne a été éloignée systématiquement du pouvoir et privée de la plupart des droits et privilèges dont jouissent les Européens.

#### *L'évolution sociale*

253. L'évolution sociale a engendré de nouvelles formes de discrimination tout en en faisant disparaître d'anciennes. Le système social hiérarchique fermé du

passé fait place peu à peu à une stratification sociale nouvelle fondée sur la richesse, le revenu, l'éducation, la profession, le prestige, etc. Nous allons voir les causes principales de ce phénomène.

254. L'urbanisation a été un facteur primordial de mutation sociale et politique dans les pays d'Afrique situés au sud du Sahara. Comme l'a fait observer G. Coleman<sup>111</sup>, la vie urbaine a été une expérience nouvelle et déroutante pour la plupart des Africains parce qu'elle les a privés, dans une certaine mesure, de la sécurité que leur offrait leur communauté tribale tout en leur donnant des possibilités de promotion individuelle et professionnelle. Elle a donné naissance aussi à des mouvements politiques fondés sur l'appui des masses.

255. Le développement du commerce, également, a créé des valeurs et des possibilités nouvelles et engendré de nouvelles classes sociales. Dans certaines régions d'Afrique, nous l'avons vu, le commerce de détail était le monopole virtuel des groupes non africains. Mais, dans de nombreux pays de l'Afrique occidentale et centrale, les Africains se sont révélés des commerçants et des chefs d'entreprise efficaces.

256. L'enseignement moderne a été pour les Africains un autre facteur puissant de mobilité sociale, d'évolution culturelle et d'accroissement des chances. Cependant, l'enseignement de type occidental datant de la période coloniale n'était pas toujours bien adapté au développement complet des pays intéressés et tendait, comme l'a dit G. Coleman, à donner à l'élite africaine une mentalité particulière et « un sentiment exagéré de supériorité et de légitimité spéciale »<sup>112</sup>. Cet héritage néfaste de l'époque coloniale appellerait, semble-t-il, de grandes réformes de la culture et de l'enseignement, car c'est seulement par la promotion d'une conscience et d'une éducation purement africaines qu'on pourra effacer cette conception.

#### *Les principales sources de discrimination*

257. On peut donc considérer que la discrimination dans les pays d'Afrique situés au sud du Sahara a surtout des causes raciales, ethniques ou tribales. Dans les Etats qui pratiquent une politique raciale, c'est-à-dire essentiellement l'Afrique du Sud et la Namibie, la Rhodésie du Sud et les territoires administrés par le Portugal, les paramètres des chances sont la race et l'origine ethnique. Dans certains nouveaux Etats, qui s'africanisent activement, les Européens et les Asiatiques perdent leur statut privilégié et sont parfois chassés d'une façon qui laisse beaucoup à désirer. Là où la modernisation est la plus poussée, il apparaît un nouveau clivage social et les politiciens, les fonctionnaires, l'armée, les médecins, les hommes de loi, les enseignants, les hommes d'affaires, les artisans, les commerçants et les agriculteurs forment une nouvelle élite au sommet du système politique. Dans le secteur traditionnel de la société, qui demeure le plus important par le nombre dans les nouveaux Etats, c'est la tribu et l'affiliation tribale qui déterminent en grande partie les possibilités ouvertes à l'individu. Dans les Etats où l'aristocratie tribale traditionnelle a freiné l'ascension des nouvelles classes, c'est cette aristocratie qui a refusé à celles-ci les nouveaux avantages du développement du commerce ou qui les a absorbés elle-même.

<sup>110</sup> M.J. Herskovits, « Peoples and Cultures of Sub-Saharan Africa », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Philadelphie, Penn., vol. 298, mars 1955, p. 17 à 19.

<sup>111</sup> G.A. Almond et J.S. Coleman *et al.*, *op. cit.*, p. 270.

<sup>112</sup> *Ibid.*, p. 283.

258. Du fait de l'organisation tribale de la société, les pratiques discriminatoires fondées sur le sexe semblent jouer un moindre rôle en Afrique qu'ailleurs<sup>113</sup>.

## 2. LE MONDE ISLAMIQUE : L'AFRIQUE DU NORD ET L'ASIE OCCIDENTALE

### *Sous-régions et sous-cultures*

259. Dans la vaste région qui s'étend de l'extrême pointe nord-ouest de l'Afrique à l'extrémité de l'archipel indonésien en Asie du Sud-Est, on peut distinguer au moins cinq sous-cultures principales : arabe, iranienne, turque, indo-pakistanaise et indonésienne (voir le tableau II.1 ci-dessus); celles-ci peuvent à leur tour se diviser en de nombreux sous-groupes linguistiques et religieux ayant chacun ses caractéristiques.

260. C'est dans cette région d'une extrême diversité sociale et culturelle que sont nés l'islam, le judaïsme, le mazdéisme, le christianisme, le bouddhisme et l'hindouisme. Si toutes ces religions ont joué un certain rôle unificateur, c'est l'islam qui a eu la résonance la plus profonde. Les influences islamiques peuvent se résumer comme suit :

a) Promoteur de l'égalitarisme, l'islam a contribué à placer tous les croyants sur un pied d'égalité devant Allah;

b) Traditionnellement porté à la tolérance, qu'il considère comme un moyen de régler les différends, l'islam a laissé aux infidèles, en particulier les mazdéens, les chrétiens et les juifs, une certaine autonomie religieuse;

c) Système juridique, la *chari'a* islamique a institué la primauté du droit dans une société caractérisée par une extrême diversité de population et en butte à une lutte constante pour la conquête du pouvoir, de l'intérieur et de l'extérieur;

d) Amalgamant l'autorité temporelle et l'autorité spirituelle, la théorie constitutionnelle islamique classique est fondée presque entièrement sur les qualités personnelles que le chef légitime doit posséder, et notamment sur son devoir de rendre la justice conformément à la *chari'a*. Dans la tradition islamique, la justice est donc une condition de légitimité politique.

### *L'influence occidentale*

261. Bien qu'elle ait contribué à accélérer la modernisation, l'influence occidentale sur le monde islamique a été plutôt négative, car elle a affaibli la tradition islamique et porté atteinte à la confiance en soi du musulman. Comme dans d'autres régions peu développées, cette influence a été la plus forte dans les pays soumis à un régime colonial intégral; chaque fois que ce régime a autorisé une certaine autonomie politique, ou que les pays ont conservé leur indépendance, l'influence occidentale a été moins directe. Les différences que l'on note à ce sujet ont eu des conséquences très profondes.

262. Seules certaines régions d'Afrique du Nord, d'Indonésie, de Malaisie et du sous-continent indien ont connu une colonisation intégrale. Pour ces sociétés fières et traditionnelles, la domination occidentale fut une expérience profondément humiliante, dont les effets psychologiques sont encore visibles aujourd'hui. Pour certains pays, le problème consistait à se libérer de l'in-

fluence occidentale a été encore compliqué par la présence de colons européens. En Algérie, par exemple, le mouvement d'indépendance a dû lutter non seulement contre une puissance coloniale, mais aussi contre une minorité européenne solidement implantée, ce qui explique pourquoi la période qui a suivi l'indépendance a été caractérisée par l'« algérisation » de la propriété de la terre, du commerce et de l'emploi et par une discrimination à l'encontre des éléments étrangers.

263. Il y a des pays, dont l'Irak, la Palestine et la Syrie, qui ont connu un statut semi-colonial et qui, en raison de rivalités entre grandes puissances, ont échappé à la colonisation intégrale ou ont été placés sous le régime de mandat institué par la Société des Nations. Quoi qu'il en soit, ces pays aussi ont connu les effets paralysants et destructeurs de la domination occidentale.

264. Les pays qui ont échappé à la domination occidentale sont peu nombreux : l'Afghanistan, l'Iran, l'Arabie Saoudite et la Turquie. Même ceux-là ont subi plus ou moins l'influence occidentale; mais leur indépendance est une caractéristique indélébile qui a affecté leurs relations culturelles et politiques avec l'Occident. En Turquie, cela a abouti à une occidentalisation déliée, qui n'a pas été freinée par le sentiment d'ambivalence qu'éprouvent d'autres pays peu développés. L'Afghanistan et l'Arabie Saoudite, qui ont échappé à la colonisation surtout parce qu'ils sont d'un accès difficile, n'ont commencé à se moderniser que tardivement et d'une manière beaucoup moins intensive que d'autres pays.

265. Un des effets secondaires de l'influence occidentale sur le monde islamique a été l'apparition de deux zones de graves tensions : au Moyen-Orient et dans le sous-continent indien.

### *L'évolution sociale*

266. Le rythme de l'évolution sociale est extrêmement variable dans cette région. D'une manière générale, toutefois, on peut diviser les pays en trois groupes distincts, selon que ce rythme est rapide, lent ou moyen. Les pays où l'évolution est la plus rapide depuis une cinquantaine d'années sont ceux qui ont été très exposés à l'influence occidentale ou ceux dont l'économie repose sur le pétrole : l'Algérie, l'Egypte, l'Irak, l'Iran, le Koweït, le Liban, la République arabe libyenne, la République arabe syrienne, la Tunisie et la Turquie. Les pays où l'évolution sociale est lente sont ceux qui ont subi assez peu cette influence : l'Afghanistan, l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis et le Yémen. Quant à l'Indonésie, à la Malaisie, au Maroc, à la Mauritanie, au Pakistan, à la Somalie et au Soudan, ils constituent le groupe des pays qui ont un rythme moyen d'évolution sociale.

267. Cinq facteurs principaux influent sur l'évolution sociale : l'industrialisation, la sécularisation, l'urbanisation, l'éducation moderne et l'explosion démographique. Dans l'ensemble, les quatre premiers ont accéléré l'évolution; le cinquième l'a retardé dans quelques pays. De même, parce que les pays de cette région ont des rythmes très différents de croissance économique et d'évolution sociale, l'écart se creuse de plus en plus entre eux pour ce qui est des niveaux de revenus et des niveaux de vie. Aucune autre région peu développée n'a peut-être de meilleures chances de développement au niveau régional, et pourtant aucune autre n'est aussi déchirée par des conflits internes et externes qui freinent son progrès.

<sup>113</sup> Pour la situation de la femme en ce qui concerne l'emploi et l'éducation, voir ci-dessus, dans la deuxième partie, la section C du chapitre II et la section E du chapitre III.

Le développement régional s'annonce particulièrement bien partout où des revenus pétroliers élevés s'ajoutent à une abondance de main-d'œuvre qualifiée et de terres cultivables, comme c'est le cas pour l'Égypte et la République arabe libyenne.

268. L'évolution sociale est en train également d'ébranler la structure sociale traditionnelle et les valeurs culturelles et d'en créer de nouvelles. Le système de la famille élargie, la fidélité à la tribu, ainsi que le prestige du nom sont désormais, moins que la richesse, le revenu, l'instruction ou la situation professionnelle, les fondements du pouvoir et des privilèges sociaux. La discrimination évolue de la même manière.

#### *Les principales sources de discrimination*

269. Il y a quatre sources principales de discrimination dans les pays islamiques : le sexe, la religion, l'origine nationale et la classe sociale. La plupart des sociétés islamiques traditionnelles sont patriarcales; la loi islamique traditionnelle défavorise aussi la femme en matière d'héritage et dans d'autres domaines de la vie sociale. Dans la mesure où les pratiques traditionnelles survivent, la femme conserve un rôle secondaire dans la vie sociale, économique et culturelle.

270. A quelques exceptions près, les pays de cette région ont une religion d'Etat, l'islam, qui est pratiquée par une majorité écrasante de la population. Bien que la plupart des Etats garantissent la liberté de pratiquer d'autres religions reconnues, de très nombreuses activités et fonctions (en particulier dans l'administration) sont fermées aux non-musulmans.

271. Au xx<sup>e</sup> siècle, l'origine nationale est devenue déterminante dans la vie sociale et politique des pays de cette région comme ailleurs dans le tiers monde. De ce fait, les groupes ethniques qui, en raison de leur faiblesse numérique ou du jeu combiné de facteurs politiques et culturels fortuits, n'ont pas réussi à s'affirmer comme des entités nationales au moment où l'Etat s'est formé, sont souvent victimes d'une discrimination politique, sociale, économique et culturelle.

272. Néanmoins, la modernisation est en train d'abattre les barrières traditionnelles et d'établir une hiérarchie nouvelle. On constate des différences considérables entre les pays de cette région quant au niveau de modernisation; plus un pays s'est modernisé, mieux il accepte les remèdes sociaux, économiques et juridiques modernes qui permettront d'éliminer les causes de la discrimination. En règle générale, la planification du développement social peut faire beaucoup pour ouvrir de nouvelles possibilités à toutes les couches de la société. La réforme agraire, la participation des travailleurs à la propriété des entreprises, la gratuité des soins médicaux et de l'enseignement ainsi qu'un régime de sécurité sociale applicable à tous les membres de la société sont les principaux moyens de lutte contre les pratiques discriminatoires.

### 3. LE MONDE HINDOUISTE ET BOUDDHISTE : L'ASIE MÉRIDIONALE ET ORIENTALE

#### *Sous-régions et sous-cultures*

273. Cette région est dominée par la présence de l'Inde, deuxième pays du monde en voie de développement par le nombre d'habitants et l'un des plus affligés par les problèmes de la pauvreté. Du point de vue culturel

cependant, c'est peut-être la région la plus variée du monde, car trois religions distinctes et particulièrement développées y ont exercé leur influence : le bouddhisme, l'hindouisme et l'islamisme. Ces religions, qui chevauchaient autrefois les frontières politiques, coïncident plus ou moins aujourd'hui avec elles. La religion musulmane domine au Pakistan, en Indonésie et en Malaisie, et c'est pourquoi le Rapporteur spécial a inclus ces pays dans le monde islamique. L'Inde est hindouiste à 85 %; la Birmanie, la République khmère, le Laos, Sri Lanka, la République du Viet-Nam et la Thaïlande sont en grande partie bouddhistes, et les Philippines sont principalement chrétiennes (voir le tableau II.1 ci-dessus). Les influences dominantes dans la région sont celles de la Chine (politique) et de l'Inde (culturelle). Toutefois, depuis les xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles, les Néerlandais, les Portugais, les Espagnols, les Britanniques, les Français et les Américains ont exercé une influence, particulièrement dans les îles et les régions côtières.

274. La région se subdivise en deux parties principales : l'Asie méridionale, qui comprend l'Inde, Sri Lanka et les Etats himalayens isolés (Népal, Bhoutan et Sikkim), et l'Asie orientale, qui comprend la Birmanie, le Laos, les Philippines, la République khmère, la Thaïlande et le Viet-Nam. Toutefois, les liens culturels entre ces sous-régions, dont la division est plutôt politique, sont très importants. En fait, on distingue nettement dans le sous-continent indien lui-même une partie nord et une partie sud. Comme l'écrit M. Weiner :

Le sud du sous-continent est beaucoup plus orienté vers la mer et l'Asie du Sud-Est que le nord dont il est séparé par les monts Vindhya. Il s'en distingue aussi par la langue, la façon de s'habiller et de se nourrir et par la culture. Les royaumes du nord se sont rarement étendus dans le sud... De l'Inde méridionale, et surtout du Bengale du fait de l'expansion des royaumes maritimes, les idées et institutions hindouistes et bouddhistes se sont répandues dans toute l'Asie du Sud-Est<sup>114</sup>.

275. Les invasions mongoles, du xvi<sup>e</sup> siècle à la conquête britannique, ont encore renforcé la division du sous-continent, mais comme l'a souligné M. Weiner :

Elles ont aussi renforcé les liens de l'Inde du Nord avec le monde islamique à l'ouest, tout comme l'expansion des royaumes de l'Inde méridionale vers l'est a renforcé les liens du sous-continent avec l'Asie du Sud-Est. La colonisation britannique a uni sous une même autorité l'ensemble de la région des hauts sommets de l'Himalaya au cap Comorin et, dans l'océan Indien, à Sri Lanka. Aucun autre événement, sauf peut-être les invasions aryennes d'il y a quelque 3 000 ans, n'a eu un effet aussi profond sur l'ensemble de la région<sup>115</sup>.

276. Par contre, il est difficile de parler d'une culture « autochtone traditionnelle » en Asie orientale. L'un des traits les plus caractéristiques de cette région est l'importance du rôle qu'y ont joué les influences culturelles étrangères. Depuis le début des temps historiques, l'Asie orientale a été balayée par des vagues successives de migrations, dont chacune a amené de nouvelles religions et de nouvelles cultures. Les Européens ne sont que les derniers arrivés dans ce creuset culturel.

277. Toute cette diversité et cette diffusion des cultures en Asie méridionale et orientale a provoqué une sorte de pluralisme culturel sans parallèle dans les autres régions du monde. Nombre de groupes linguistiques, religieux et raciaux ont vécu côte à côte dans un esprit d'assez grande tolérance. Toutefois, le pluralisme a été renforcé par une doctrine religieuse et une structure sociale qui

<sup>114</sup> G. A. Almond et J. S. Coleman *et al*, *op. cit.*, p. 155.

<sup>115</sup> *Ibid.*

ont rendu l'ascension vers les classes supérieures plus difficile, sinon impossible. Comme l'observe L. W. Pye :

L'un des traits importants des religions primitives est qu'elles affirmaient l'importance et la validité des valeurs et coutumes sur lesquelles reposaient les unités d'organisation sociale les plus petites et les plus directes . . . Le mode de vie des masses était sanctifié et on lui reconnaissait un certain degré de dignité et de responsabilité . . . En règle générale, les religions définissaient très précisément les qualités du bon roi, du bon fonctionnaire, du bon soldat, du bon chef de famille, du bon paysan, etc., mais elles restaient à peu près muettes quant aux imperfections possibles de la société et aux possibilités de mieux l'organiser<sup>116</sup>.

278. Cette philosophie religieuse a abouti à l'établissement du système des castes en Inde. Dans le bouddhisme comme dans l'hindouisme, l'idée centrale qui inspire les relations entre villageois et gouvernants est le *dharma* : chacun est censé remplir sa fonction; celle du villageois est d'être sujet, non citoyen et d'avoir des devoirs, mais pas de droits, et celle du souverain est de maintenir le système, non de le modifier. La nette distinction que fait l'hindouisme entre les fonctions du souverain et celles du prêtre constitue le fondement de la séparation du spirituel et du temporel, que l'islam considère comme uns et indivisibles. Le brahmane peut être non violent, ascète et tourné vers l'autre monde, mais le kshatriya a pour devoir de combattre et de gouverner.

279. D'autre part, le système des castes a permis aux populations de pénétrer dans le sous-continent et de s'incorporer au système social traditionnel sans en ébranler les fondations.

#### *L'influence occidentale*

280. La colonisation occidentale a provoqué des modifications profondes et variées dans cette société traditionnelle et statique. La durée, l'intensité, la portée et la politique des administrations occidentales ont varié considérablement d'un pays à l'autre et, par conséquent, on eu des effets différents. La Thaïlande est le seul pays qui ait échappé totalement à la colonisation occidentale.

281. L'influence de la colonisation occidentale sur les formes de discrimination économique, sociale et culturelle peut se résumer comme suit :

a) Presque toujours, l'apport d'investissements occidentaux dans une économie traditionnelle a créé un système économique dualiste, dont les colonies néerlandaises étaient la meilleure illustration; les personnes liées aux secteurs traditionnels étaient pratiquement privées de tous les avantages de l'expansion économique;

b) La pénétration occidentale a introduit aussi dans la région tout en ensemble de valeurs nouvelles, fondées sur l'acquisition, la compétence et la réussite, d'où, également, une sorte de dualisme culturel. Les autochtones qui adoptaient la religion, les coutumes et les valeurs des occidentaux accédaient à une catégorie sociale particulière. Ainsi, les administrateurs coloniaux indigènes de l'Inde britannique, les catholiques indochinois copiant le mode de vie français, les Philippins chrétiens et les indigènes indonésiens recrutés par les Hollandais formèrent tous de nouvelles élites autochtones;

c) Les colonisateurs ont introduit un nouveau système administratif et judiciaire dans lequel les systèmes traditionnels autonomes étaient intégrés à de plus grandes unités territoriales, politiques et administratives et se transformaient fondamentalement;

d) L'introduction de nouveaux régimes fonciers, particulièrement au Bengale et dans l'est de l'Inde, a assuré la perception régulière des impôts fonciers et un rendement substantiel aux investissements occidentaux, mais la région y a perdu la jouissance des excédents économiques;

e) Le libre-échange dans la plupart des colonies a découragé l'entreprise autochtone et détruit l'artisanat et autres industries artisanales dont la paysannerie dépendait pour augmenter ses ressources; l'économie de ces pays s'est orientée vers l'exportation et est devenue tributaire de la production et de l'exportation de matières premières et de cultures marchandes;

f) Les gouvernements coloniaux, tout en dépouillant les colonies de leurs ressources et de leur excédent économique, ont appliqué généralement une politique de laisser-faire sur le plan social et refusé d'assumer une responsabilité quelconque en matière de santé et d'éducation ou de s'occuper des réformes sociales;

g) L'introduction des systèmes d'instruction occidentaux a fait apparaître de nouvelles classes sociales et amoindri un peu plus l'importance de la structure sociale traditionnelle;

h) L'introduction des critères de valeur et de réussite dans un environnement social reposant sur le statut de caste a créé des normes nouvelles qui sont entrées en conflit avec les pratiques existantes et ont conduit à critiquer vivement ces dernières.

#### *L'évolution sociale*

282. L'indépendance politique, s'ajoutant à l'industrialisation, à l'urbanisation, à la sécularisation et à l'éducation, a contribué à la nouvelle stratification sociale. Ce que B. Ryan écrivait dans les années 50 au sujet de l'évolution du caractère de la caste à Ceylan vaut également pour l'Inde :

La révolution qui s'étend dans toutes les institutions ceylanaïses ne peut pas ne pas avoir d'effet sur la caste, car celle-ci est en corrélation avec le statut féodal, personnel et familial. Ni les valeurs, ni la structure d'un Etat démocratique laïque et d'économie rationnelle ne peuvent servir de fondement à cette institution d'un autre âge. Les nombreuses tendances spécifiques qui s'exercent dans l'évolution ceylanaïse ont pour effet de disloquer directement le système de caste, en ébranlant l'ordre social sur lequel il repose. La reconnaissance populaire et quasi juridique du principe de l'égalité de chances et de l'égalité devant la justice et la conviction que chacun doit tenir un rang correspondant à son mérite, annoncent un système de valeurs explicitement opposé à celui de la caste. Le développement concomitant de l'urbanisme et du rationalisme économique et leurs effets combinés sur la mobilité, ainsi que l'extension des relations contractuelles et l'impersonnalité créent des conditions objectives dans lesquelles il est impossible de faire jouer le système de caste. Plus important encore, cela crée une disparité entre le statut traditionnellement conféré par la naissance et le prestige et la puissance économique<sup>117</sup>.

283. Néanmoins, l'apparition dans l'administration, le commerce et l'industrie de nouvelles classes fondées sur l'éducation et la situation économique a renforcé les divisions créées par la religion, la langue et la caste et, de ce fait, exacerbé les conflits de groupes dans les communautés.

284. Dans toute la région, les divers groupes et les diverses classes sociales ont eu des réactions très variées aux valeurs et aux institutions modernes, et cela a été un

<sup>116</sup> *Ibid.*, p. 78 et 79.

<sup>117</sup> B. Ryan, *Caste in Modern Ceylon : the Sinhalese system in transition*, New Brunswick, N.J., Rutgers University Press, 1953, p. 338.



des points de départ les plus importants de nouvelles stratifications sociales. De façon générale, les musulmans, qui dirigeaient l'Inde avant la venue des Britanniques, ont mieux résisté que les hindous aux valeurs et à l'éducation occidentales. Les kayasthas, les boidyas et les brahmanes au Bengale ont réagi plus vite que d'autres castes dans leurs localités. Les Tamouls, le long de la côte de Madras, ont réagi plus rapidement que les Télougous de l'intérieur, les Bengalis plus vite que les Biharis ou Oriyas, les Pendjabis et les musulmans de l'Uttar Pradesh plus vite que les autres musulmans.

285. Une conséquence importante du colonialisme a été ici, comme en Afrique et en Asie occidentale, l'apparition de la classe des *compradores* issue essentiellement de groupes marginaux : Chinois et Indiens (dans l'Est et le Sud-Est de l'Asie), Parsis en Inde, Eurasiens en Indonésie. Les fonctions que les *compradores* se sont mis à exercer ont un peu gêné le développement de la classe moyenne autochtone dans la mesure où ils ont eu tendance à occuper dans la fonction publique des postes intermédiaires et à accaparer les possibilités d'entreprises. Depuis l'accession à l'indépendance, le rôle des *compradores* s'est quelque peu réduit.

286. En Asie du Sud-Est, comme L.W. Pye l'a fait observer :

L'évolution n'est pas encore telle qu'on voie apparaître un nouvel ordre social mieux adapté au monde moderne. Les deux classes traditionnelles de l'Asie du Sud-Est, l'aristocratie et la paysannerie, ont été lentes à rejeter leurs rôles traditionnels. L'urbanisation, qui est le principal facteur de réforme de l'ordre social, n'a pas encore créé une forme stable de vie urbaine. De ce fait, aucune démarcation nette de classe n'est encore apparue, et le fossé entre les riches et les pauvres est tout au plus comblé par des gens incertains de leur identité sociale<sup>118</sup>.

Enoncée en 1953, l'opinion de L. Pye sur les résistances à la modification des rôles traditionnels et sur le processus d'urbanisation n'est probablement plus entièrement valable, tout particulièrement quand il parle de l'Asie du Sud-Est. Des changements sont intervenus depuis lors qui ont provoqué l'apparition de classes sociales et économiques dont les caractéristiques, dans nombre de pays, sont évidemment différentes de celles de l'aristocratie et de la paysannerie traditionnelles.

287. En Asie méridionale, les nouvelles séparations de classes commencent au contraire à s'accuser. L'apparition d'une classe moyenne inférieure bien définie dans les petites villes et la naissance d'une classe de techniciens laissent prévoir une recrudescence des conflits de classes. Ces deux classes ont des traditions bien différentes et peu d'intérêts communs et leur existence constitue une source de conflits politiques.

#### *Les principales sources de discrimination*

288. Les grandes sources traditionnelles de limitation de l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels dans cette région sont la caste, la religion et la langue. Le pluralisme culturel de la société traditionnelle, qui garantissait une assez grande tolérance à l'égard des groupes minoritaires, cède devant le nouvel ordre social. Aux vieilles pratiques discriminatoires s'ajoute un sentiment accru d'inégalité et de frustration. Il s'ensuit des conflits politiques et sociaux internes bien que, parfois, les conflits régionaux qui font oublier l'urgence d'une réforme interne éclatent aussi au grand jour et exacerbent

les sentiments nationalistes. S'attaquer à la pauvreté n'est donc pas seulement un devoir économique et moral, c'est aussi une nécessité politique et la condition essentielle de l'instauration d'une paix régionale.

#### 4. LE MONDE CATHOLIQUE LATIN : L'AMÉRIQUE CENTRALE ET L'AMÉRIQUE DU SUD

##### *Sous-régions et sous-cultures*

289. On juge généralement commode de diviser l'Amérique latine en deux régions géographiques, l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale, mais il serait peut-être plus significatif de la partager suivant le climat puisque les trois quarts de la région sont sous les tropiques. Il est intéressant de noter que le développement économique est le plus avancé dans les zones non tropicales : Argentine, sud du Brésil, Chili, Mexique et Uruguay.

290. A la différence de l'Amérique du Nord, l'Amérique latine est profondément marquée par la présence et les influences culturelles des Indiens ; cela s'explique surtout par les grandes différences qu'il y avait entre les anciennes civilisations indiennes d'Amérique latine et d'Amérique du Nord, comme aussi entre les politiques et les pratiques des colons européens dans l'une et l'autre région.

291. Aujourd'hui, les Indiens constituent près de la moitié de la population de la Bolivie, de l'Equateur, du Guatemala et du Pérou, et ils forment d'importantes minorités dans certains des autres pays de l'Amérique latine (voir le tableau II.78). Le reste de la population est généralement composé de personnes d'origine européenne, espagnole principalement (15 à 30% environ), et de personnes d'ascendance mêlée, à la fois européenne et indienne, voire, dans certaines régions, africaine (30 à 35% environ).

292. Il est extrêmement important de noter qu'en Amérique latine la stratification sociale est fondée sur les classes. Les personnes d'origine européenne forment une sorte de classe supérieure dirigeante, alors que les Indiens sur le continent et les Noirs aux Antilles forment en général la classe inférieure ; les métis constituent une vaste classe intermédiaire. La mobilité des classes, autrefois

TABLEAU II.78

#### Les Indiens dans la population des pays d'Amérique latine

Pays	Nombre d'Indiens	Pourcentage de la population totale
Argentine .....	50 000	0,38
Bolivie .....	1 650 000	50,00
Brésil .....	1 117 132	2,70
Chili .....	130 000	2,58
Colombie .....	147 300	0,91
Costa Rica .....	4 200	0,64
Equateur .....	1 000 000	40,00
El Salvador .....	348 907	20,00
Guatemala .....	1 820 396	55,44
Honduras .....	105 732	9,54
Mexique .....	5 427 396	27,91
Nicaragua .....	330 000	23,90
Panama .....	64 960	10,90
Paraguay .....	40 000	4,16
Pérou .....	3 247 196	46,23
Venezuela .....	100 000	2,79

Source : W.W. Pierson et F.G. Gil, *Governments of Latin America*, New York, McGraw-Hill, 1957, p. 9.

<sup>118</sup> G.A. Almond et J.S. Coleman *et al.*, *op. cit.*, p. 103.

strictement limitée, est plus facile et plus rapide depuis quelques années, bien qu'elle varie d'un pays à l'autre. Cette rupture des distinctions de classe résulte en partie de l'urbanisation et de l'industrialisation, mais surtout de la volonté de réforme sur le plan national.

#### *L'influence occidentale*

293. L'Amérique latine est la région la plus occidentalisée du monde peu développé. Cela s'explique par les invasions, la colonisation et le peuplement européens, et par des influences indirectes persistantes. Les formes existantes de discrimination ont pour origine l'application de politiques distinctes à l'égard des populations autochtones. La première de ces politiques, aux Antilles, s'est traduite par l'extermination virtuelle des Indiens. Après la conquête, les Espagnols ont amené des esclaves africains pour travailler sur les plantations. La société antillaise est ainsi composée uniquement d'éléments européens et africains.

294. La deuxième politique, sur le continent, a été la conversion des Indiens au catholicisme romain. Aux termes des Lois des Indes, à partir de 1530, les Indiens convertis étaient placés sous la protection de l'Eglise. Aujourd'hui encore, les Indiens du continent comptent parmi les catholiques les plus fervents d'Amérique latine. Malgré cela, du fait de son intégration à la société et à la culture occidentales dominantes, la population indienne du continent ne cesse de diminuer.

295. La troisième politique, au Chili, a été de forcer les Indiens à vivre dans des enclaves et des réserves.

296. La plupart des colons européens venaient des villes et se sont donc établis et groupés dans de nouvelles villes. En conséquence, le système de classes a suivi le clivage ville-campagne, qui fait toujours partie de la réalité sociale de ce continent.

297. L'immigration européenne depuis environ un siècle peut être ventilée en trois groupes principaux. Le premier comprend les immigrants qui affluent en Argentine depuis le troisième tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, en partie parce que depuis 1860 environ les lois argentines encouragent l'immigration. En fait, l'Argentine est, après les Etats-Unis d'Amérique, celui des pays américains qui a attiré le plus d'immigrants européens : Espagnols et Italiens surtout, au XIX<sup>e</sup> siècle, Allemands en grand

nombre au XX<sup>e</sup> siècle. Le deuxième et le troisième groupes d'immigrants européens sont formés par des réfugiés des deux guerres mondiales et par ceux de la guerre civile espagnole.

298. La dernière grande influence à s'exercer sur l'économie, la politique et la culture latino-américaines est celle du « colosse du Nord ». Bien que la relation de maître à sujet qui caractérise cette influence irrite en général les Latino-Américains, il est des liens économiques et culturels vitaux qu'on ne peut rompre, quelque désir qu'on en ait. Il faut cependant espérer que l'influence croissante des Etats-Unis d'Amérique jouera en faveur du progrès, et non pas dans le sens de la stagnation ou de la réaction.

#### *L'évolution sociale*

299. Les forces sociales qui agissent en profondeur et tendent à introduire de nouvelles formes de stratification et de discrimination dans d'autres régions en voie de développement — urbanisation, commercialisation, industrialisation, éducation moderne et sécularisation — ont sensiblement la même résonance en Amérique latine. Cependant, la société traditionnelle étant moins puissante, la structure des classes sociales y évolue un peu plus rapidement qu'ailleurs.

#### *Les principales sources de discrimination*

300. En Amérique latine, les principales sources de discrimination sont la classe sociale, l'origine ethnique et le sexe. C'est une région beaucoup plus avancée économiquement que le reste du tiers monde; elle est moins entravée par les sociétés traditionnelles, et par conséquent la hiérarchie des classes est moins rigide et permet une mobilité sociale plus grande. Les origines ethniques correspondent souvent aux divisions de classes, mais elles ne sont pas identiques. Probablement du fait de l'influence de l'Eglise catholique, la femme occupe généralement une position sociale, économique et culturelle inférieure à celle de l'homme. A l'actif de l'Eglise, cependant, il faut dire qu'elle a souvent joué un rôle important et d'avant-garde dans les réformes sociales, se faisant aussi le champion de la cause des Indiens des classes inférieures.



## Chapitre V

### LE CONTEXTE INTERNATIONAL

#### A. — Déséquilibre et dépendance dans le cadre du développement international

301. Alors que les chapitres II, III et IV ci-dessus traitaient essentiellement de la situation des pays peu développés, vue sous l'angle national et régional, le présent chapitre s'attachera aux dimensions internationales des obstacles à la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels dans les pays peu développés et des possibilités qui s'offrent de les surmonter.

302. On trouvera dans la présente section un rapide aperçu des traits dominants des relations qui existent entre l'ensemble des pays peu développés et le monde développé et qui, comme on s'efforcera de le démontrer brièvement, sont le sous-produit du déséquilibre croissant entre les grands centres et les zones périphériques du développement international, dont l'origine se situe plus ou moins à l'époque de la révolution industrielle en Europe. Depuis lors, les progrès de la science et de la technique, qui, d'abord lentement puis à un rythme accéléré au cours des dernières décennies, ont entraîné un accroissement de la productivité dans tous les secteurs de l'économie, ont gagné peu à peu tous les points du globe à partir de ces grands centres. Contre toute attente, ces transferts n'ont cependant pas conduit à une uniformisation de la productivité et des revenus par-delà les frontières. Les régions peu développées ont vu s'accroître leur retard par rapport aux régions développées et s'accroître leur dépendance sur les plans politique, économique, technologique et culturel. Sur le plan intérieur, cet état de choses a eu aussi des conséquences profondes et a souvent été à l'origine d'un développement économique et social incohérent dans les pays intéressés.

Contrairement à ce que laisserait supposer la théorie de l'équilibre du commerce international, le jeu des forces du marché ne va pas dans le sens d'une égalité de la rémunération qui s'attache aux facteurs de production, ni, par conséquent, des revenus. Incontrôlé, le développement économique est un processus circulaire et cumulatif qui tend à favoriser ceux qui sont déjà nantis et même à faire échec aux efforts de ceux qui vivent dans les régions retardataires<sup>119</sup>.

303. Sous l'effet d'interventions politiques ces tendances économiques peuvent être renforcées, maintenues ou renversées. Dans l'ensemble, les politiques colonialistes et néo-colonialistes semblent avoir eu pour effet d'accentuer ou de consolider la tendance à l'inégalité entre nations et régions. C'est donc pour une bonne part sur l'intervention active des gouvernements des pays peu développés et sur une action internationale concertée qu'il faut compter pour renverser la tendance actuelle, qui va dans le sens d'une disparité accrue des revenus entre pays et, au sein d'un même pays, entre régions.

<sup>119</sup> G. Myrdal, *Development and underdevelopment : a note on the mechanism of national and international economic equality* (Fiftieth Anniversary Commemoration Lectures), Le Caire, National Bank of Egypt, 1956, p. 47.

304. D'une manière générale, on peut dire que les pays peu développés se situent à la périphérie de l'économie internationale, qui a été développée en partie seulement par les centres du capitalisme international. Les inégalités et disparités passées et actuelles entre régions et classes sociales, dans un pays peu développé, découlent des formes successives qu'a prises la dépendance et qui sont elles-mêmes le reflet des intérêts et de la logique interne du régime capitaliste. Comme il est dit dans une étude de l'ONU :

Les régions les plus arriérées des pays sous-développés... constituent un excédent économique dont les régions avancées des mêmes pays s'approprient la majeure partie, tout comme les pays capitalistes s'approprient de diverses manières l'essentiel de l'excédent économique créé par l'ensemble des pays dépendants<sup>120</sup>.

Cette analyse intéresse l'Amérique latine, partie la plus développée du tiers monde, mais elle pourrait être retenue comme une explication valable pour la plupart des pays peu développés.

305. Les auteurs de la même étude poursuivent en ces termes :

Même si l'on écarte, comme une thèse dont le bien-fondé n'a pas été et ne peut être actuellement démontré, l'idée que l'état de dépendance suffit à expliquer le sous-développement, on peut néanmoins affirmer que cette conception apporte plusieurs éléments très importants pour la compréhension des processus en cours et la détermination des diverses lignes de conduite possibles. Elle rectifie comme il le faut les interprétations, dualistes ou autres, selon lesquelles le développement des pays d'Amérique latine est un processus essentiellement autonome, déterminé par la situation et la politique intérieure, le rôle du reste du monde se limitant à satisfaire (ou à ne pas satisfaire) les besoins en matière de commerce, d'investissement et de transfert des techniques. Certaines variantes de la thèse reposant sur le critère de dépendance jouent un rôle de premier plan dans les courants de pensée nationalistes qui gagnent du terrain dans plusieurs pays et se font jour dans les déclarations des dirigeants politiques et les décisions des organes de planification. Pour leurs tenants, ce qui importe au premier chef n'est pas tant de savoir si la dépendance est indissociable du capitalisme, mais le fait que, depuis quelques années, elle est devenue le lot d'un nombre croissant de peuples et entrave de plus en plus l'élaboration autonome de politiques<sup>121</sup>.

306. La dépendance des zones périphériques vis-à-vis des centres correspond essentiellement à ce qu'on désigne souvent en jargon politique sous le terme de « néocolonialisme ». Elle peut revêtir plusieurs formes<sup>122</sup>, dont les suivantes :

<sup>120</sup> ONU, *Social Change and Social Development Policy in Latin America* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.70.III.G.3), p. 25.

<sup>121</sup> *Ibid.*, p. 27.

<sup>122</sup> On trouvera un examen détaillé des diverses formes de dépendance dans l'ouvrage de T. Szentes intitulé : *The Political Economy of Underdevelopment*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1973, deuxième partie, chap. II.

a) *Dépendance en matière de sécurité nationale.* La plupart des pays peu développés sont tributaires, pour leur équipement militaire, d'une ou plusieurs grandes puissances. Privés d'armes et de pièces de rechange, ils pourraient voir leur sécurité nationale compromise. Ils deviennent ainsi « clients » de tel ou tel bloc de grandes puissances. Les pays peu développés peuvent évidemment choisir un moyen terme, ce qu'ils font souvent, et pratiquer une politique de non-alignement. Mais tant qu'ils ont des problèmes de sécurité et ne sont pas en mesure de fabriquer eux-mêmes leur matériel militaire, ils restent dépendants dans ce secteur vital. Du même coup, leur marge d'autonomie est aussi considérablement limitée.

b) *Dépendance économique « directe ».* Dès que le capital étranger contrôle un vaste ou important secteur de l'économie, il y a dépendance économique directe. Ce type de dépendance économique directe, hérité de l'époque coloniale, se transforme progressivement en une dépendance indirecte.

c) *Dépendance commerciale.* Lorsqu'une part importante du commerce et donc des recettes en devises est liée à l'économie des zones dollar, sterling, franc, rouble, etc., il y a dépendance commerciale.

d) *Dépendance financière.* Elle résulte principalement d'une domination exercée par le truchement des banques et est donc particulièrement marquée dans les pays où le système bancaire et, par conséquent, la circulation intérieure de la monnaie et le système de crédit sont sous contrôle étranger. Mais les prêts et dons liés, ainsi que diverses formes de contrôle des changes, constituent d'autres types de dépendance financière.

e) *Dépendance « technique ».* Cette dépendance, qui se situe sur le plan intellectuel, revêt de multiples formes directes ou indirectes. Elle prend une forme directe avec l'importation de techniques et le recours à des conseillers techniques étrangers. Les formes indirectes sont encore plus répandues : adoption d'un système d'enseignement étranger donné, avec toutes les opinions partiales qu'il comporte, formation d'autochtones à l'étranger, avec les attaches que cela implique sur les plans intellectuel et affectif, etc.

f) *Dépendance culturelle.* Peut-être la forme de dépendance la plus répandue et la plus durable réside-t-elle au fond dans la domination croissante du monde moderne par une culture occidentale séculaire et de caractère scientifique. Les premières réactions contre cette culture commencent à se faire jour en Occident sous la forme de protestations culturelles qui trouvent leur inspiration dans l'Orient traditionnel. Simultanément, l'Orient qui se modernise est lui-même profondément influencé par l'esprit de lucre, le matérialisme et le rationalisme scientifique de l'Occident. Sous sa forme la plus prosaïque, cette dépendance est liée à une vaste gamme d'importations culturelles (films, programmes de télévision, livres, revues, disques, vêtements, modes de consommation) qui éloignent le monde oriental de ses fondements spirituels propres. Comme l'a fait observer G. Myrdal :

Il est facile de constater que les contacts commerciaux avec le monde extérieur ont en fait conduit les pays sous-développés à un appauvrissement culturel. Dans de nombreuses branches de l'artisanat, les talents vieux de plusieurs siècles se sont perdus. Une ville comme Bagdad, au nom si prestigieux, n'abrite plus aujourd'hui aucun des artisans d'autrefois, si ce n'est quelques orfèvres qui s'inspirent d'ailleurs de techniques étrangères exigeant moins de soin et d'habileté ; il est de même extrêmement difficile de se procurer un

ouvrage d'un auteur arabe, alors que foisonnent les périodiques vulgaires en anglais ou en arabe<sup>123</sup>.

307. La dépendance entraîne une hémorragie de ressources financières et humaines qui prend diverses formes. Il y a d'abord la perte directe de revenus qu'impliquent les exportations de capitaux au titre des investissements directs ou du service de la dette. Il y a aussi la perte de main-d'œuvre — ce qu'on a appelé l'« exode des compétences » — c'est-à-dire des cadres des pays peu développés vers les pays avancés. Il y a encore la perte indirecte de revenus due surtout aux répercussions des tendances défavorables du commerce extérieur et des relations financières et monétaires entre pays peu développés et pays avancés.

308. La dépendance de la zone périphérique vis-à-vis du centre se reflète sur la situation interne des pays peu développés qui, d'une manière générale, se caractérise par un manque d'intégration économique et sociale, par la persistance d'une structure socio-économique double et sans cohésion, ainsi que par une intensification spontanée du sous-développement. En d'autres termes, le sous-développement (en tant que phénomène générateur de misère extrême et de stagnation) est un ensemble complexe de facteurs internes et externes qui se renforcent les uns les autres, n'offrant aux pays peu développés d'autre possibilité qu'un développement déséquilibré.

## **B. — Disparité croissante des revenus entre pays riches et pays pauvres, en valeur monétaire et en valeur réelle**

309. Les renseignements statistiques sont très limités en ce qui concerne le passé lointain, mais G. Meier<sup>124</sup> a estimé qu'entre 1850 et 1960 les pays actuellement industrialisés avaient enregistré un taux annuel global d'accroissement de 2,8 % pour le revenu, de 0,9 % pour la population et de 1,8 % pour le revenu par habitant, les chiffres correspondants pour les pays n'ayant pas encore atteint le stade industriel étant de 1 %, 0,9 % et 0,1 % respectivement. Sur toute la période, le revenu par habitant dans les pays industriels a augmenté de plus de 700 %, alors qu'il progressait de moins de 25 % dans les pays au stade pré-industriel. Comme les pays actuellement industrialisés avaient au départ un revenu par habitant de 70 % supérieur à celui des pays au stade pré-industriel, la différence du point de vue du revenu moyen par habitant était en 1960 de l'ordre de 900 %.

310. En ce qui concerne la période allant de 1938 à 1961, pour laquelle on possède de meilleures statistiques, G. Meier a donné des chiffres qui montrent la part croissante des pays développés dans le revenu total et dans le revenu par habitant (voir le tableau II.79).

311. Pour les années postérieures à 1960, les statistiques de la comptabilité nationale ont permis de s'assurer de données plus précises pour un plus grand nombre de pays, et ces données ont été analysées dans le cadre des activités des Nations Unies en matière de planification du développement. Le tableau II.80 indique le PNB par habitant, aux prix du marché, et son taux annuel moyen d'accroissement pendant la période 1960-1970 pour les pays ayant un million d'habitants ou plus.

<sup>123</sup> G. M. Meier, *Leading Issues in Economic Development: Studies in International Poverty*, 2<sup>e</sup> édition, Oxford, Oxford University Press, 1970, p. 481 et 482.

<sup>124</sup> *Ibid.*, p. 14.

TABLEAU II.79

## Répartition de la population et du revenu dans le monde, 1938 et 1961

	1938			1961		
	Répartition en pourcentage		Revenu moyen, en pourcentage de la moyenne mondiale	Répartition en pourcentage		Revenu moyen, en pourcentage de la moyenne mondiale
	Population	Revenu		Population	Revenu	
Descendants d'émigrés, d'Europe occidentale dans des pays d'outre-mer .....	7,1	29,6	419	7,3	41,3	542
Europe .....	26,4	46,6	177	21,4	38,8	181
Amérique du Sud et Amérique centrale .....	6,0	4,2	71	7,0	4,7	69
Asie .....	53,2	17,3	33	56,9	13,1	23
Afrique .....	7,3	2,3	32	7,4	2,0	22

Source : G. M. Meier, *Leading Issues in Economic Development : Studies in International Poverty*, 2<sup>e</sup> édition, Oxford, Oxford University Press, 1970, p. 11.

312. Des calculs faits récemment par le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement du Secrétariat de l'ONU, à partir des mêmes données mais sur une base statistique légèrement différente, donnent, pour la production totale des différents groupes de pays en 1970 et le taux annuel moyen de croissance entre 1961 et 1970, des chiffres que l'on trouvera dans le tableau II.81.

313. Le tableau II.81 montre que, comme on pouvait s'y attendre à une époque marquée par une intensification de l'aide bilatérale et multilatérale aux pays peu développés, ces derniers ont en moyenne enregistré des taux de croissance plus forts que par le passé et plus ou moins comparables à ceux des pays développés. Il faut toutefois rappeler que les pays peu développés partent de beaucoup plus bas que les pays développés et que leur progrès économique est en grande partie annulé par l'accroissement de la population. Comme l'a fait observer G. Meier, « c'est un fait attristant qu'entre 1960 et 1967 le seul accroissement du revenu annuel par habitant des principaux pays développés a dépassé le revenu annuel moyen total par habitant des pays peu développés »<sup>125</sup>.

314. En outre, et cela est encore plus inquiétant, ce sont les pays en voie de développement où le revenu par habitant est le plus bas qui enregistrent généralement les taux d'accroissement les plus faibles. Par exemple, ceux des pays énumérés au tableau II.80 dont le revenu par habitant est inférieur à 300 dollars par an ont enregistré entre 1960 et 1970 un taux non pondéré d'accroissement moyen de 1,5 % environ. Dans plusieurs cas, les taux d'accroissement enregistrés ont même été inférieurs à zéro. Dans l'ensemble, ils sont restés nettement en deçà du chiffre de 3,5 % fixé comme objectif pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

315. Le revenu par habitant est une donnée qui, si commode soit-elle, soulève un certain nombre de difficultés d'ordre statistique si l'on veut s'en servir pour évaluer la pauvreté et pour comparer les écarts dans le niveau de vie des différents pays. Parmi ces difficultés, les plus importantes sont l'évaluation arbitraire des activités non commerciales et la quasi-impossibilité de convertir les statistiques du revenu national au taux de change officiel, la part variable du revenu consacré à la consommation

ou à l'investissement et les changements qui interviennent dans la répartition du revenu.

316. Dans une étude<sup>126</sup> où il évalue le revenu sectoriel en Inde aux prix relatifs des Etats-Unis d'Amérique, S. Patel donne à entendre que le montant total ajusté du revenu par habitant en Inde représente environ un dixième de celui des Etats-Unis, et non un trentième comme l'indiquent les calculs traditionnels. La situation serait alors moins dramatique et le « fossé pourrait être comblé en 80 ans avec un taux moyen d'accroissement de la production par habitant de 3 % par an, en 60 ans avec un taux de 4 %, et en 50 ans avec un taux de 5 % ». Cependant, vu les résultats enregistrés par les pays peu développés au cours des années 60, il est difficile d'espérer, comme le fait S. Patel, que le fossé pourra être comblé en l'espace d'une vie humaine.

317. D'une manière générale, comme il ressort du chapitre II de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970*<sup>127</sup>, il est difficile d'évaluer les niveaux de vie. Toutefois, les statistiques données dans cet ouvrage font clairement ressortir les écarts importants existant dans les niveaux de vie, non seulement entre les pays développés et les pays peu développés, mais également entre les différents pays et les diverses régions du monde en voie de développement. Par exemple, le tableau II.82 reproduit les chiffres donnés dans l'*Etude* touchant la consommation par habitant pour les différentes catégories de pays en voie de développement et pour le reste du monde en 1967. Le même ouvrage contient également des tableaux établissant des comparaisons entre pays en voie de développement d'une part et entre les pays en voie de développement et le reste du monde, d'autre part, sur des aspects tels que l'espérance de vie, les services médicaux, l'habitation et le niveau d'éducation de la population, dont on a traité en détail dans les chapitres précédents de la présente partie du rapport. Pour citer un exemple frappant, l'espérance de vie moyenne à la naissance était de 45 ans pour l'ensemble des pays en voie de développement, de 61 ans pour les pays en voie de développement de l'hémisphère occidental, de 40 ans pour l'Afrique et de 44 ans pour l'Asie, alors que pour le reste du monde elle était de 70 ans.

<sup>126</sup> S. J. Patel, « The economic distance between nations : its origin, measurement and outlook », *The Economic Journal*, Londres, Macmillan (Journals) Ltd., vol. LXXIV, n° 293, mars 1964, p. 122 à 129.

<sup>127</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.C.1.

<sup>125</sup> *Ibid.*, p. 27.

TABLEAU II.80

PNB par habitant, aux prix du marché (1970), et taux annuel moyen d'accroissement (1960-1970)  
(Pays ayant un ou plus d'un million d'habitants)

Pays	PNB par habitant (dollars)	Taux d'accroissement (pourcentage)	Pays	PNB par habitant (dollars)	Taux d'accroissement (pourcentage)
Etats-Unis d'Amérique	4 760	3,2	Côte d'Ivoire	310	4,5
Suède	4 040	3,8	Ghana	310	-0,4
Canada	3 700	3,6	Angola	300	3,2
Suisse	3 320	2,5	El Salvador	300	1,7
Danemark	3 190	3,7	Algérie <sup>b</sup>	300	1,7
France	3 100	4,6	Papua-Nouvelle-Guinée	300	4,5
Allemagne (République fédérale d')	2 930	3,5	République arabe syrienne	290	3,4
Norvège	2 860	4,1	Equateur	290	1,7
Australie	2 820	3,1	Honduras	280	1,8
Belgique	2 720	4,0	Rhodésie du Sud	280	0,4
Nouvelle-Zélande	2 700	2,1	Paraguay	260	1,3
Allemagne (République démocratique d')†	2 490	4,2	Tunisie	250	0,5
Pays-Bas	2 430	3,9	République de Corée	250	6,8
Finlande	2 390	3,9	Jordanie*	250	2,9
Royaume-Uni	2 270	2,2	Libéria	240	0,9
Tchécoslovaquie†	2 230	3,8	Mozambique	240	3,4
Autriche	2 010	3,9	Maroc	230	1,0
Israël	1 960	4,7	Sénégal	230	0,0
Japon	1 920	9,6	Philippines	210	2,9
URSS†	1 790	5,8	Egypte	210	1,7
République arabe libyenne	1 770	20,4	République du Viet-Nam	200	1,0
Italie	1 760	4,6	Thaïlande	200	4,9
Porto Rico	1 650	5,8	Sierra Leone	190	4,7
Hongrie†	1 600	5,4	Cameroun [République-Unie du Cameroun]	180	3,8
Pologne†	1 400	5,2	Bolivie	180	2,5
Irlande	1 360	3,6	Chine†	160	2,1
Argentine	1 160	2,5	Kenya	150	3,6
Grèce	1 090	6,6	République centrafricaine*	140	0,2
Espagne	1 020	6,1	Mauritanie*	140	4,5
Venezuela	980	2,3	Togo	140	1,2
Hongkong	970	8,4	Madagascar	130	1,2
Roumanie†	930	7,7	République khmère	130	0,1
Singapour	920	5,2	Ouganda	130	2,4
Trinité-et-Tobago	860	1,9	Nigéria	120	0,1
Uruguay	820	-0,4	Laos*	120	1,9
Bulgarie†	760	7,4	Soudan	120	1,0
Afrique du Sud <sup>a</sup>	760	3,0	Guinée*	120	2,7
Panama	730	4,2	Yémen démocratique	120	-5,0
Chili	720	1,6	Sri Lanka	110	1,5
Jamaïque	670	3,5	Inde	110	1,2
Mexique	670	3,7	Haïti	110	-0,9
Portugal	660	5,3	République-Unie de Tanzanie <sup>c</sup>	100	3,6
Yougoslavie	650	4,3	République démocratique du Viet-Nam†	100	3,2
Albanie†	600	4,8	Pakistan et Bangladesh	100	2,4
Liban	590	0,5	Niger*	90	-2,0
Costa Rica	560	3,2	Dahomey*	90	0,1
Cuba†	530	-0,6	Zaire*	90	2,7
Mongolie†	460	0,0	Tchad*	80	0,4
Pérou	450	1,4	Népal*	80	0,5
Arabie Saoudite	440	8,0	Birmanie*	80	0,6
Nicaragua	430	2,8	Yémen*	80	2,0
Brésil	420	2,4	Indonésie*	80	1,0
Zambie	400	7,1	Ethiopie*	80	2,8
Iran	380	5,4	Afghanistan*	80	0,5
Malaisie	380	3,1	Malawi*	80	2,1
Guatemala	360	2,0	Somalie*	70	-1,1
République Dominicaine	350	0,5	Mali*	70	4,4
Colombie	340	1,7	Haute-Volta*	60	-0,6
Corée (République) populaire démocratique de)†	330	5,1	Burundi*	60	0,8
Irak	320	2,5	Rwanda*	60	-1,5
Turquie	310	3,9			

Source : BIRD, *Atlas de la Banque mondiale*, 1972, 7<sup>e</sup> édition, Washington, D.C., 1972, p. 2.

NOTE. — Compte tenu des erreurs que comporte inévitablement ce genre de données et pour que le lecteur n'ait pas une fausse impression d'exactitude, les chiffres relatifs au PNB par habitant ont été arrondis aux 10 dollars supérieurs ou inférieurs, selon le cas. Les estimations du PNB sur lesquelles sont fondés les chiffres par habitant sont calculées aux prix du marché. Elles englobent donc les impôts indirects, déduction faite des subventions.

<sup>a</sup> Y compris la Namibie.

<sup>b</sup> Taux d'accroissement pour la période 1963-1970.

<sup>c</sup> Tanzanie continentale.

\* Les estimations du PNB par habitant et du taux d'accroissement correspondant sont très approximatives. Dans certains cas, les estimations du PNB par habitant inférieures à 100 dollars sont fondées sur des données qui comportent une grande marge d'erreur et sont donc probablement moins sûres que les estimations supérieures à 100 dollars.

† Les estimations du PNB par habitant et du taux d'accroissement correspondant comportent une grande marge d'erreur en raison surtout des problèmes que pose le calcul du PNB aux prix du marché à partir du produit matériel net et la conversion de l'estimation du PNB en dollars.

TABLEAU II.81

PIB en 1970 et taux annuel moyen de croissance de 1961 à 1970, pour les différentes catégories de pays

	PIB, 1970		Taux annuel moyen de croissance, 1961-1970 (pourcentage)
	Total (millions de dollars)	Par habitant (dollars)	
Pays développés à économie de marché .....	2 098 054	2 775	5,1
Pays d'Europe orientale à économie planifiée .....	449 431	1 296	6,7
Pays en voie de développement	361 899	213	5,5

318. L'élargissement du fossé entre les nations et la pauvreté persistante des pays peu développés sont encore plus alarmants si l'on considère les disparités croissantes du revenu par habitant dans le groupe même des pays peu développés et l'écart de plus en plus marqué dans la répartition interne du revenu.

### C. — Persistance de la pénurie de capitaux et nécessité de transferts internationaux

319. Pendant assez longtemps, les économistes ont estimé que pénurie de capitaux et sous-développement étaient synonymes. Ce point de vue s'est légèrement modifié, l'accent étant mis davantage aujourd'hui sur les facteurs sociaux, culturels et politiques du développement, mais le truisme traditionnel selon lequel « les pays pauvres sont pauvres parce qu'ils sont pauvres » reste valable. Dans ces pays, les sources intérieures d'épargne sont *ipso facto* limitées et insuffisantes. Certes, une mobilisation et

une utilisation plus poussées des ressources existantes peuvent entraîner la formation de capital mais, à court terme du moins, les limites matérielles et institutionnelles imposent leurs propres contraintes.

320. Parmi les problèmes étudiés jusqu'à présent, celui de la pénurie de capitaux est le seul dont la solution puisse être largement facilitée par l'aide internationale. La solution des autres problèmes dépend beaucoup des mesures prises par les pays peu développés eux-mêmes. La pénurie de capitaux est également un facteur d'importance décisive dans la poursuite de la croissance économique des pays peu développés, en particulier sous sa forme la plus aiguë, qui est l'insuffisance chronique de devises. Tous les pays en voie de développement sont tributaires des importations de biens d'équipement, de matières premières et de pièces de rechange sans lesquelles ils ne peuvent utilement exploiter leurs propres ressources. Ils dépendent donc tous, de façon décisive, de leurs sources de recettes en devises et de financement. Toutefois, certains pays en voie de développement — les pays exportateurs de pétrole en sont un excellent exemple — sont mieux à même de financer des dépenses d'importation par leurs recettes d'exportation. On trouvera au tableau II.83 une comparaison entre la balance commerciale et l'évolution des réserves de l'ensemble des pays en voie de développement, de cet ensemble de pays compte non tenu des pays de l'Europe méridionale, et enfin de cet ensemble de pays compte non tenu à la fois des pays de l'Europe méridionale et des principaux exportateurs de pétrole, de 1960 à 1967. Ce tableau permet de constater que le déficit commercial de l'ensemble des pays peu développés a augmenté au cours des années 60 mais qu'il a diminué si l'on exclut les pays de l'Europe méridionale, qui ont une plus grande capacité d'exportation. Toutefois — et c'est là un fait significatif — le déficit commercial a augmenté encore plus si l'on exclut en outre les pays exportateurs de pétrole.

TABLEAU II.82

Consommation par habitant en 1967 et taux d'augmentation de 1960 à 1968

		Répartition					
		Premier quartile		Médiane		Troisième quartile	
		Population des pays situés au-dessous de ce niveau		Population des pays situés entre les premier et troisième quartiles		Population des pays situés au-dessus de ce niveau	

Source : ONU, *Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.C.1), p. 34.

TABLEAU II.83

**Balance commerciale et évolution des réserves des pays en voie de développement, 1960-1967**  
(En milliards de dollars)

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967 <sup>a</sup>
<b>Pays en voie de développement</b>								
Exportations (f.o.b.).....	29,0	29,3	31,0	33,8	37,1	39,3	42,4	43,8
Importations (c.a.f.).....	32,9	34,4	35,5	37,2	41,0	44,2	48,3	49,8
Balance commerciale.....	-3,9	-5,1	-4,5	-3,4	-3,9	-4,9	-5,9	-6,0
Evolution des réserves <sup>b</sup> .....	0,4	-0,4	0,1	1,1	0,5	1,2	0,6	0,8
<b>A l'exclusion des pays en voie de développement de l'Europe méridionale<sup>c</sup></b>								
Exportations (f.o.b.).....	26,9	27,1	28,6	31,2	34,0	35,9	38,4	39,5
Importations (c.a.f.).....	29,6	30,5	31,1	32,0	35,2	37,3	40,2	41,7
Balance commerciale.....	-2,7	-3,4	-2,5	-0,8	-1,2	-1,4	-1,8	-2,2
Evolution des réserves <sup>b</sup> .....	—	-0,7	-0,2	1,0	0,1	1,3	0,6	0,8
<b>A l'exclusion de l'Europe méridionale et des principaux exportateurs de pétrole<sup>d</sup></b>								
Exportations (f.o.b.).....	21,2	21,3	22,2	24,4	26,2	27,5	29,5	29,7
Importations (c.a.f.).....	26,8	27,7	28,3	29,3	31,8	33,3	36,6	37,6
Balance commerciale.....	-5,6	-6,4	-6,1	-4,9	-5,6	-5,8	-7,1	-7,9
Evolution des réserves <sup>b</sup> .....	0,1	-0,8	-0,3	0,4	—	1,0	0,4	0,4

Source : G.M. Meier, *Leading Issues in Economic Development : Studies in International Poverty*, 2<sup>e</sup> édition, Oxford, Oxford University Press, 1970, p. 43.

<sup>a</sup> Chiffres préliminaires.

<sup>b</sup> Or, devises et positions des réserves auprès du FMI; chiffres au 31 décembre; le signe moins (—) indique un fléchissement des réserves.

<sup>c</sup> Espagne, Grèce, Portugal, Turquie et Yougoslavie.

<sup>d</sup> Arabie Saoudite, Irak, Iran, Koweït, Libye et Venezuela.

321. Les pays peu développés financent leurs importations de quatre manières principales, à savoir grâce à leurs réserves, à leurs exportations, à des emprunts et à l'investissement étranger<sup>128</sup>. Les données dont on dispose donnent à penser que les problèmes s'aggravent dans ces quatre domaines.

322. Les réserves en devises des pays en voie de développement ont accusé une baisse marquée au cours des années 60. Après la seconde guerre mondiale et la guerre de Corée, certains pays en voie de développement ont pu utiliser leurs réserves pour maintenir leurs exportations à un niveau élevé, mais ces réserves se sont épuisées peu à peu.

323. En ce qui concerne les recettes d'exportation, autre source de devises, des problèmes particuliers à la situation des pays peu développés continuent de se poser. En premier lieu, si un pays en voie de développement veut maintenir un taux de croissance annuel de 6 %, ses exportations devraient augmenter de 1 ou 2 % de plus, c'est-à-dire de 7 ou 8 %; cela s'est révélé extrêmement difficile pour la plupart des pays en voie de développement qui ne peuvent pas affronter la concurrence féroce dont les marchés mondiaux sont le théâtre. Deuxièmement, les recettes d'exportation des pays producteurs de matières premières ont tendance à fluctuer d'une année à l'autre, sauf si des systèmes efficaces de stabilisation des cours fondés sur des

accords internationaux sont appliqués. Troisièmement, il semble y avoir une tendance séculaire à la dégradation des termes de l'échange des produits primaires par rapport aux produits industriels et aux services. Quatrièmement, les politiques de remplacement des importations, si nécessaires qu'elles puissent être, affaiblissent la position concurrentielle des pays peu développés sur les marchés d'exportation. Cinquièmement, les importations des pays peu développés proviennent pour 70 % environ de pays plus développés et pour 20 % seulement d'autres pays peu développés; les pays peu développés se trouvent donc fréquemment en position très nette d'infériorité lorsqu'il s'agit de négocier.

324. Les emprunts, troisième source de devises, ont déjà imposé de très lourdes charges aux pays peu développés. Comme l'indique le rapport de la Commission d'étude du développement international [rapport Pearson], la dette extérieure publique des pays en voie de développement a augmenté d'environ 14 % par an au cours des années 60. En juin 1968, la dette existante s'élevait à 47,5 milliards de dollars. En 1967, le courant contraire des paiements officiels effectués au titre du service de la dette atteignait 4 milliards 740 millions de dollars. Au cours des 10 années précédentes, l'accroissement de ces paiements avait atteint non moins de 17 % par an. Dans plusieurs pays (Brésil, Argentine, Uruguay, Mexique, Indonésie, Inde, Pakistan, Egypte et Tunisie), le rapport du service de la dette publique aux recettes d'exportation dépassait 15 % en 1967.

325. On peut replacer le problème du service de la dette dans une perspective différente en rapprochant les dépenses afférentes au paiement des intérêts et à l'amortissement des montants des nouveaux prêts.

<sup>128</sup> On trouvera une étude utile des problèmes de disponibilités en devises qui se posent aux pays en voie de développement dans le rapport de L.B. Pearson et ses collaborateurs, *Vers une action commune pour le développement du tiers monde. Rapport de la Commission d'étude du développement international*, Paris, Denoël, 1969, p. 104 à 114, où l'on a puisé de nombreux renseignements pour la rédaction de la présente section.

TABLEAU II.84

Service de la dette, en pourcentage des prêts bruts, 1965-1967 et 1977

	Afrique	Europe	Asie orientale	Asie méridionale et Moyen-Orient	Amérique latine
1965-1967.....	73	92	52	40	87
1977					
Hypothèse A : montant brut des prêts nouveaux inchangés .....	121	109	134	97	130
Hypothèse B : les prêts nouveaux s'accroissent de 8 % par an.....	77	71	88	60	89

Source : *Vers une action commune pour le développement du tiers monde. Rapport de la Commission d'étude du développement international*, Paris, Denoël, 1969, p. 111.

NOTE.—Les prêts bruts comprennent tous les prêts publics et privés, mais n'englobent ni les dons ni les investissements privés directs. Dans les deux hypothèses, on a supposé que la composition des nouveaux prêts était la même que pendant la période 1965-1967.

326. Pour ce qui est de l'investissement étranger, l'aide publique au développement a diminué au cours des dernières années. L'accroissement des investissements privés et des prêts commerciaux ne constitue une compensation que pour un nombre restreint de pays. Le courant des investissements privés directs est fortement concentré sur les industries minières et sur les pays comme le Mexique qui ont déjà prouvé qu'ils pouvaient avoir une expansion rapide et soutenue.

327. Le rapport Pearson arrive à la conclusion<sup>129</sup> que, dans de nombreux cas précis, une pénurie de devises a entravé les efforts de développement, en empêchant les pays peu développés :

- a) De fournir suffisamment de matières premières pour utiliser au maximum la capacité des usines ;
- b) De fournir suffisamment de pièces de rechange pour le bon entretien des machines ;
- c) De développer en temps voulu les installations d'eau, d'énergie et de transport ;
- d) D'acheter des quantités suffisantes d'engrais ;
- e) De financer les établissements de recherche de toute nature.

#### D. — Effets persistants des tendances du commerce international

328. On a vu, au chapitre II ci-dessus, quelques-unes des conséquences de l'évolution des termes de l'échange sur les résultats économiques d'ensemble obtenus par les pays peu développés. On étudiera ci-après le bilan du commerce extérieur de ces pays, pour la décennie écoulée, en rapport avec les politiques commerciales des pays plus développés et les répercussions qu'elles ont toujours sur ces échanges.

329. Les années 60 ont été une décennie exceptionnellement favorable au commerce international. Entre 1960 et 1969, le taux moyen d'accroissement des échanges a dépassé 8 % par an. Toutefois, l'élément qui a le plus contribué à cette augmentation est le commerce entre pays développés. Jusqu'à présent, l'abaissement des barrières douanières entre les nations s'est souvent traduit par la

création de marchés communs élevant de nouvelles barrières à l'encontre des pays tiers. Néanmoins, certains des pays peu développés qui ont pu arrêter une politique commune en matière de marchés internationaux ont bénéficié du nouvel élan donné à la croissance et au commerce. Par exemple, les pays exportateurs de pétrole ont vu doubler la valeur de leurs exportations entre 1960 et 1968. Les exportations de produits chimiques ont également doublé, tandis que les exportations d'articles manufacturés (y compris les textiles et métaux non ferreux) ont augmenté de 250 % et celles de machines de 700 %. Prises dans leur ensemble, les exportations d'articles manufacturés des pays peu développés à destination des pays développés à économie de marché ont augmenté de 13 % par an. En revanche, les exportations de denrées alimentaires n'ont progressé que de 3,5 % par an et celles de matières premières industrielles que de 2 % par an (voir le tableau II.85).

330. Il ressort du tableau II.86 que, pour les pays peu développés, les termes de l'échange ont été plus stables pendant la période 1960-1968 que pendant la décennie précédente, sans cesser toutefois de se dégrader. La situation est cependant différente selon la catégorie d'exportations envisagée. On trouve à l'un des extrêmes des exportations d'articles manufacturés qui avaient enregistré, à la fin de la décennie, une augmentation d'environ 40 % de leur valeur unitaire. Pendant la même période, la valeur unitaire des denrées alimentaires a également progressé globalement de 5 %. A l'autre extrême, les matières premières et combustibles ont subi une baisse d'environ 7 %. Les pertes ont ainsi plus que contrebalancé les bénéfices, de sorte qu'au total les pays peu développés ont enregistré une baisse d'environ 3 % de leurs termes de l'échange. Comme le pétrole brut et les produits dérivés du pétrole représentent une part croissante des exportations des pays peu développés, à destination du reste du monde, les termes de l'échange pour la période considérée ne font apparaître qu'une légère amélioration si l'on exclut du total les exportations de combustibles. Pendant la période 1969-1971, les termes de l'échange n'ont guère changé, mais les prix du pétrole ont considérablement augmenté.

331. Le tableau II.87 indique les importations, totales et par habitant, des pays développés en provenance des pays en voie de développement, en 1968, les importations en pourcentage des importations de toute provenance et en pourcentage du PIB et, enfin, le taux annuel d'augmentation des importations pendant la période 1960-1968 et leur élasticité par rapport à l'augmentation du PIB. Les chiffres concernant les importations totales ne font pas ressortir la modification notable de l'importance relative de chacun des grands pays importateurs, en particulier l'accroissement considérable de la part du Japon et la diminution progressive de celle du Royaume-Uni. Toutefois, ce qui compte essentiellement, dans le cadre de la présente étude, ce sont les réalisations des pays plus développés du point de vue de l'aide apportée au monde en voie de développement par la voie du commerce et en leur fournissant les devises dont ils ont tant besoin. Le tableau II.87 donne d'utiles indices permettant de mesurer la contribution de chaque pays sur le plan du commerce. On peut noter en particulier que, dans le cas du Japon, de l'Italie, de l'Espagne, de la Grèce, de la Hongrie, de la Bulgarie et de la Roumanie, le taux moyen d'accroissement des importations en provenance du tiers monde a dépassé 10 % par an pendant la période.

<sup>129</sup> *Vers une action commune pour le développement du tiers monde*..., p. 116.

TABLEAU II.85

## Commerce des pays en voie de développement avec le reste du monde, 1960-1969

Régions importatrices et groupes de produits	Moyenne annuelle				Taux moyen d'accroissement entre 1959-1961 et 1967-1969 (pourcentage par année)
	1959-1961		1967-1969		
	Montants exprimés en millions de dollars <sup>a</sup>	Pourcentage	Montants exprimés en millions de dollars <sup>a</sup>	Pourcentage	
Pays à économie planifiée <sup>b</sup> . . . . .	1 230	6	2 300	7	8,1
Pays développés à économie de marché <sup>c</sup> . .	19 460	94	32 670	93	6,7
Denrées alimentaires <sup>d</sup> . . . . .	6 120	30	8 050	23	3,5
Matières premières <sup>e</sup> . . . . .	5 570	27	6 490	19	2,0
Combustibles <sup>f</sup> . . . . .	5 200	25	11 330	32	10,2
Produits manufacturés <sup>g</sup> . . . . .	2 490	12	6 620	19	13,0
TOTAL	20 690	100	34 970	100	6,8

Source : ONU, *Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.C.1), p. 151.

<sup>a</sup> Evaluations f.o.b. aux prix courants.

<sup>b</sup> Chine, Europe orientale, Mongolie, République populaire démocratique de Corée, République démocratique du Viet-Nam.

<sup>c</sup> Amérique du Nord, Europe occidentale et méridionale, Australie, Japon, Nouvelle-Zélande et Afrique du Sud.

<sup>d</sup> CTCI 0 et 1.

<sup>e</sup> CTCI 2 et 4.

<sup>f</sup> CTCI 3.

<sup>g</sup> CTCI 5 à 8.

332. Les politiques gouvernementales appliquées dans les pays développés ont une incidence directe sur le courant des importations en provenance des pays peu développés. De par la nature même de leur système, les pays à économie planifiée doivent exercer un contrôle sur le volume et la composition de leur commerce extérieur, de manière à éviter toute incompatibilité avec la structure de la production intérieure. Comme indiqué dans l'*Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970*:

Au cours de la période 1966-1968, plus de 80 % des échanges entre les pays à économie planifiée et les pays en voie de développement ont été régis par des accords qui prescrivaient certains objectifs. En 1968, plus de 80 % du commerce que la Pologne, l'Union des Républiques socialistes soviétiques et la Tchécoslovaquie effectuaient avec les pays en voie de développement avec lesquels ces pays avaient conclu des conventions commerciales étaient régis par des accords à long terme. A la fin de la décennie, la Pologne avait conclu 15 accords

à long terme, qui régissaient son commerce avec les pays en voie de développement, la Hongrie en avait conclu 12 et la Bulgarie 10, et la plupart de ces accords étaient coordonnés *grosso modo* avec les plans économiques nationaux de ces pays<sup>130</sup>.

333. Dans de nombreux pays développés à économie de marché, on a vu se dessiner une tendance à prendre des mesures de planification de la production dans les industries nationalisées et dans le secteur agricole, parallèlement aux efforts déployés pour soutenir les revenus agricoles. Ces mesures ont généralement stimulé la production intérieure de produits de base, tels que le sucre, le riz et même les huiles végétales qui, autrement, seraient importés des pays peu développés.

<sup>130</sup> ONU, *Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.C.1), p. 170.

TABLEAU II.86

## Pays en voie de développement : valeur unitaire des exportations dans le cadre du commerce avec les pays développés à économie de marché, 1960-1969

(Moyenne 1959-1961 = 100)

Année	Produits alimentaires (CTCI 0 et 1)	Matières premières (CTCI 2 et 4)	Combustibles (CTCI 3)	Articles manufacturés (CTCI 5 à 8)	Tous les produits	Termes de l'échange avec les pays développés à économie de marché	
						Total	A l'exception des combustibles
1960 .....	100	104	99	101	102	101	102
1961 .....	97	98	97	101	98	98	98
1962 .....	94	94	96	101	96	95	95
1963 .....	102	96	96	102	99	97	99
1964 .....	110	98	95	106	102	99	103
1965 .....	104	96	94	117	101	96	100
1966 .....	105	96	93	127	103	97	102
1967 .....	104	92	93	130	102	96	100
1968 .....	101	92	94	130	102	97	101
1969 .....	105	93	93	140	104	97	103

Source : ONU, *Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.C.1), p. 152.



TABLEAU II.87

## Pays développés : importations en provenance des pays en voie de développement, 1968

Pays <sup>a</sup>	Importations en provenance des pays en voie de développement en 1968 <sup>b</sup>				Moyenne de 1960-1968	
	Total (en millions de dollars)	Par habitant (en dollars)	Pourcentage		Taux annuel d'augmentation des importations <sup>c</sup>	Elasticité des importations par rapport au PIB <sup>d</sup>
			Des importations de toute provenance	Du PIB		
Etats-Unis d'Amérique.....	9 085	45	27,4	1,0	5,1	1,1
Japon .....	5 499	54	42,4	3,9	14,6	1,3
Royaume-Uni .....	5 382	97	28,4	5,3	2,0	0,7
Allemagne (République fédérale d') .....	4 059	70	20,1	3,1	7,1	1,9
France .....	3 234	65	23,2	2,6	3,9	0,7
Italie .....	2 596	49	25,3	3,5	10,4	1,9
Pays-Bas.....	1 480	116	15,9	5,9	6,7	1,3
Belgique-Luxembourg .....	1 461	147	17,5	6,8	7,9	1,8
URSS .....	1 060	4	11,6	0,4	9,6	1,4
Canada .....	998	48	8,7	1,6	5,0	1,0
Espagne .....	908	28	25,9	3,2	19,0	2,5
Suède .....	605	76	11,8	2,4	5,9	1,3
Australie.....	514	43	13,3	1,7	2,9	0,6
Suisse .....	374	61	8,3	2,2	8,9	2,1
Afrique du Sud.....	365	19	15,3	3,1	7,0	1,2
Danemark .....	351	72	10,9	2,8	8,2	1,8
Portugal .....	321	34	27,3	6,4	9,7	1,6
Chine <sup>e</sup> .....	300	—	12,7	..	1,3	..
Norvège .....	260	68	9,6	2,9	7,9	1,5
Tchécoslovaquie .....	204	14	6,6	0,8	1,7	0,5
Pologne .....	190	6	6,7	0,5	8,1	1,2
République démocratique allemande.....	166	10	4,9	1,2	7,1	1,9
Autriche .....	157	21	6,3	1,4	5,4	1,3
Grèce .....	155	18	11,1	2,1	11,0	1,5
Yougoslavie.....	154	8	8,6	1,7	6,1	1,1
Irlande .....	126	43	10,7	4,3	5,1	1,3
Nouvelle-Zélande .....	125	46	14,0	2,5	4,7	1,3
Finlande.....	110	24	6,9	1,4	6,9	1,6
Hongrie .....	102	10	5,7	0,9	13,5	2,4
Bulgarie .....	87	10	4,9	1,0	25,0	3,2
Turquie.....	69	2	9,0	0,6	9,8	2,2
Roumanie .....	65	3	4,0	0,4	12,1	1,3
Islande .....	5	25	3,7	1,2	4,1	1,1
Albanie.....	1	—	4,3	..	4,9	..
Total ou moyenne :						
Ensemble des pays déve- loppés à économie de marché .....	38 393	52	22,3	2,2	6,5	1,2
f.o.b. ....	32 670	44	19,7	1,9	6,5	1,2
Europe orientale et URSS <sup>f</sup> , f.o.b. ....	1 920	6	8,3	0,5	10,6	1,6

Source : ONU, *Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.C.1), p. 153.<sup>a</sup> Classés suivant l'ordre décroissant des valeurs des importations en 1968.<sup>b</sup> Calculées en prix c.a.f. aux prix courants excepté dans le cas du Canada, des Etats-Unis d'Amérique et des pays à économie planifiée, dont les importations sont calculées en prix f.o.b. En ce qui concerne la base des estimations du PIB des pays à économie planifiée, voir le tableau A.1 des annexes statistiques de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970*.<sup>c</sup> Taux de croissance composé entre les années extrêmes, en dollars, au taux courant.<sup>d</sup> Rapport du taux moyen d'accroissement des importations et du taux moyen annuel d'accroissement du PIB, exprimés en prix de 1960.<sup>e</sup> Comprenant la République populaire démocratique de Corée et la République démocratique du Viet-Nam.<sup>f</sup> Ces chiffres englobent un faible montant d'échanges avec les pays en voie de développement qui ne pouvait pas être attribué à des pays partenaires particuliers.

334. En matière de politique commerciale, l'*Etude* précitée conclut que les années 60 ont été caractérisées par une tendance à la libéralisation, dont les grands effets se sont toutefois fait principalement sentir dans le commerce entre pays industriels. Les pays peu développés en ont bénéficié dans une mesure moindre, d'abord parce que le principal courant d'investissements directs (et donc d'exportations) s'est établi entre pays plus avancés et, ensuite,

parce qu'une part importante des produits exportés par les pays peu développés est restée soumise à des contraintes spéciales, conçues pour protéger des groupes particulièrement vulnérables des pays développés à économie de marché — agriculteurs et certaines des industries les plus anciennes, à forte densité de main-d'œuvre<sup>131</sup>.

<sup>131</sup> Ibid.

## E. — Exode permanent de la main-d'œuvre hautement qualifiée

335. Comme on l'a déjà noté, les pays peu développés se heurtent, dans leurs relations internationales, à un autre problème qui affaiblit encore leur position; il s'agit du phénomène que l'on connaît maintenant sous le nom d'« exode des compétences ». Comme dans le cas du commerce, il y a là un élément de faiblesse structurelle. Les systèmes d'enseignement des pays peu développés ont souvent été copiés sur ceux des pays occidentaux qui, eux-mêmes, ont été adaptés aux conditions particulières du développement occidental. Il s'ensuit que, très souvent, les systèmes d'enseignement des pays peu développés produisent involontairement une main-d'œuvre dont les qualifications correspondent davantage aux exigences d'une économie de marché développée qu'aux besoins plus simples d'une économie peu développée. Ils forment des médecins, des ingénieurs, et même des avocats et des sociologues rompus à l'abstraction et possédant des connaissances très spécialisées, qui répondent aux besoins d'une science et d'une technique plus avancées et sont généralement sans rapport avec les besoins plus concrets et immédiats d'une économie et d'une société moins développée. C'est l'une des raisons pour lesquelles ces personnes hautement qualifiées, déçues par l'exercice de leur profession, se tournent vers la politique ou l'émigration, à la recherche d'une vie plus satisfaisante.

336. Pour ceux qui ont également fait des études à l'étranger, le problème est aggravé par un hiatus encore plus marqué entre les études spécialisées qu'ils ont faites et les besoins en main-d'œuvre de leur pays, ainsi que par les immenses difficultés de la réadaptation culturelle. A la déception qu'éprouvent les intéressés, une fois de retour chez eux, vient s'ajouter l'attrait qu'exerce la possibilité de s'assurer un niveau de vie matériel et culturel supérieur dans les pays plus avancés. Le jeu de ces facteurs conjugués, et aussi des politiques d'immigration des pays développés favorisant l'entrée des personnes très qualifiées, a déclenché un exode permanent du personnel qualifié, personnel qui représente la ressource la plus importante des pays peu développés. Il s'agit, là encore, d'un problème qui ne perdra probablement pas de son acuité à l'avenir.

337. A mesure que le système d'enseignement produit plus de diplômés ayant une formation de niveau supérieur et assimilé, des déséquilibres apparaissent, dans de nombreux pays peu développés, entre l'offre et la demande de certains types de main-d'œuvre. Les plus entreprenants et les plus qualifiés seront donc enclins à se tourner vers le marché international de l'emploi, qui recherche de la main-d'œuvre hautement qualifiée, tandis que les moins aventureux seront plutôt absorbés par les bureaucraties gouvernementales déjà trop lourdes. L'agitation politique des « intellectuels en chômage » s'en trouvera peut-être quelque peu freinée mais la cause du développement n'y gagnera pas nécessairement.

338. C'est cet aspect du contexte extérieur qui a créé le plus de difficultés aux pays peu développés car, au cœur du problème, il y a une divergence entre l'intérêt privé et l'intérêt public. Du point de vue des droits individuels, il ne serait pas souhaitable que les pays développés limitent les possibilités de formation qu'ils offrent aux ressortissants des pays peu développés ou l'accès à leurs installations de recherche, ou encore qu'ils créent des obstacles juridiques à l'emploi de ressortissants de pays peu développés. Des politiques en ce sens feraient certainement

du tort aux intéressés et présenteraient des avantages très incertains pour leur pays d'origine.

339. A mesure que les pays développés et les pays peu développés prenaient conscience du problème et adoptaient des mesures consistant en général à rendre plus sévères les conditions dans lesquelles les ressortissants des pays peu développés peuvent recevoir une formation à l'étranger et à rendre plus difficile pour eux de ne pas retourner dans leur pays d'origine une fois leur formation achevée, la tendance générale de la législation régissant l'immigration a été de favoriser la qualité par rapport à la quantité. Comme on peut le lire dans *l'Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970*:

Une importance accrue a été accordée aux qualifications des migrants éventuels et à leurs chances de trouver un emploi. Les effets de cette politique peuvent se voir le plus clairement dans l'immigration aux Etats-Unis qui sont non seulement l'un des champs d'attraction les plus puissants à influencer le mouvement à l'échelle internationale du personnel qualifié, mais qui sont également un pays qui a modifié sa législation sur l'immigration au milieu des années 60, en éliminant l'origine nationale comme critère principal d'admission, pour accorder une importance accrue aux qualifications personnelles. Bien que la loi de 1965 sur l'immigration et la nationalité ait fixé à 170 000 le nombre maximal de personnes originaires de pays en voie de développement pouvant être admises aux Etats-Unis, on a enregistré un accroissement net de l'immigration de travailleurs ayant reçu une formation professionnelle, technique et autre : leur nombre est passé de 29 000 environ en 1963/64 à 49 000 environ en 1967/68, la moitié des immigrants supplémentaires venant de pays en voie de développement d'Asie. Le nombre d'immigrants qualifiés originaires d'Asie s'est élevé de moins de 3 000 en 1963/64 à plus de 13 000 en 1967/68. Le nombre de ces immigrants originaires d'Afrique a, lui, doublé, pour passer à 1 000...

On a observé une arrivée analogue de personnel qualifié au Canada, où la loi sur l'immigration a été modifiée en 1967. Le nombre d'immigrants originaires de pays en voie de développement a plus que doublé de 1965 à 1968 (atteignant 14 600 personnes), alors que le nombre d'immigrants spécialisés en agriculture, biologie, sciences de l'ingénieur et médecine a triplé (pour atteindre 33 000 personnes)... Bien qu'il ne soit pas possible de le prouver à l'aide de statistiques, il y a eu également un mouvement important de travailleurs qualifiés vers certains des pays d'Europe occidentale, dont le Royaume-Uni en particulier, mais également la République fédérale d'Allemagne, la France et les Pays-Bas. Le mouvement des membres des carrières libérales des pays en voie de développement vers l'Australie a également été facilité par les modifications apportées à la loi sur l'immigration en 1966<sup>132</sup>.

340. Ce genre d'émigration représente une double perte pour les pays peu développés : celle des sommes investies dans la formation des intéressés, et celle des « effets multiplicateurs » que la présence de ces derniers aurait pu avoir en augmentant le volume des connaissances, les possibilités de formation, le nombre d'entreprises et d'emplois, et en créant un climat général plus favorable au développement. Ces pertes sont quelque peu compensées par les envois de fonds que fait l'émigrant depuis l'étranger, ainsi que par un certain nombre d'autres avantages politiques ou culturels moins tangibles.

341. Il ne s'agit donc pas d'un problème simple pour lequel il existe une panacée. Ce n'est pas non plus un problème nouveau. Comme l'a souligné H. J. Caquelin, « seuls les centres d'attraction ont changé, passant de l'antique Takahasila en Inde au Moyen-Orient puis à l'Europe de la Renaissance et, tout dernièrement, aux Etats-Unis... ; les pays victimes de l'exode se sont toujours plaints. Parfois, ils ont cessé de se plaindre assez

<sup>132</sup> *Ibid.*, p. 191.

longtemps pour prendre des mesures concrètes afin de retenir leurs élites<sup>133</sup>. »

342. Sur ce point, comme sur bien d'autres, l'essentiel de la responsabilité revient en dernière analyse aux pays peu développés eux-mêmes. A court terme, ces pays doivent reconnaître que toutes les pertes ne sont pas également cruelles pour leurs perspectives de développement. Certains des émigrants hautement qualifiés et spécialisés ne pourraient en aucun cas être absorbés par l'économie nationale de leur pays d'origine, dont le niveau scientifique et technique est relativement bas. Un éminent spécialiste de la physique nucléaire, des techniques spatiales, de la chirurgie du cœur ou des sciences sociales sera peut-être plus profitablement employé dans un pays où ses connaissances et sa spécialisation contribueront à faire reculer les frontières de la science et de la technique mondiales. Il est un autre groupe d'émigrants qui, vu leur faible niveau d'instruction et de qualifications, ne peuvent pas être employés dans l'économie nationale et qu'il vaut mieux laisser chercher fortune ailleurs. En revanche, il existe entre ces deux extrêmes un vaste groupe intermédiaire qui mérite la plus grande attention. Il s'agit des médecins, ingénieurs et techniciens qui peuvent remplir toute une gamme de fonctions vitales, remédiant ainsi à la pénurie de main-d'œuvre que connaît le pays, mais dont les compétences sont perdues pour ce dernier faute d'une politique appropriée en la matière. Il faut prévoir des encouragements matériels et culturels suffisants pour intéresser et retenir cette catégorie de main-d'œuvre.

343. L'exode des compétences a peut-être autant de causes qu'il y a de pays et d'émigrants. Mais, comme l'a fait remarquer P. H. Coombs :

On a de bonnes raisons de penser . . . que les grandes différences qui existent entre les niveaux de revenus et entre les perspectives culturelles et professionnelles ont joué un rôle important. De nombreux étudiants étrangers ont également justifié leur refus de retourner dans leur pays en faisant valoir le manque de possibilités d'emploi intéressantes et une situation politique peu attrayante. Il semble en outre évident que les étudiants qui quittent leur pays très jeunes et séjournent longtemps à l'étranger risquent davantage de se détacher de leur pays que les personnes plus âgées ayant des racines plus profondes, qui vont à l'étranger pour une période plus courte et avec des objectifs plus précis quant à leurs études et à leur carrière. Par ailleurs, les étudiants qui se rendent à l'étranger dans le cadre de programmes soigneusement mis au point et bien administrés — publics ou privés — seront sans doute plus enclins à rentrer dans leur pays le moment venu et ont plus de chances d'y trouver un emploi intéressant que la masse disparate de ceux qui, d'une manière ou d'une autre, réussissent à partir par leurs propres moyens<sup>134</sup>.

344. Des hypothèses comme celle qui vient d'être énoncée, si elles s'avèrent fondées dans le cas de pays particuliers ou sur le plan individuel, ont des incidences évidentes sur la politique à suivre à court terme. A longue échéance toutefois, la cause générale et principale de l'exode des compétences tient à l'absence de corrélation entre le système d'enseignement et l'évolution des besoins de main-d'œuvre d'un pays. Dans le cas des pays peu développés, les systèmes d'enseignement doivent être profondément remaniés et adaptés aux besoins concrets et immédiats du pays. Souvent, les pays peu développés ont besoin, par exemple, de tout un personnel de niveau intermédiaire ou même subalterne, tel qu'infirmières et techniciens, en plus des médecins et ingénieurs hautement spécialisés. Les médecins et les ingénieurs

quittent souvent leur pays, d'une part parce qu'on leur offre une carrière plus attrayante à l'étranger, et d'autre part parce qu'ils sont obligés de remplir des fonctions dont un spécialiste moins qualifié pourrait s'acquitter. L'excès de spécialisation est souvent à l'origine d'un gaspillage de main-d'œuvre tout autant que l'insuffisance de spécialisation.

345. Un renversement des structures sociales traditionnelles, une plus grande mobilité sociale et une politique de l'emploi fondée sur le mérite plutôt que sur les liens familiaux et sociaux contribueraient, à longue échéance, à résoudre les problèmes qui se posent.

#### F. — Nécessité d'une action internationale concertée contre la misère

346. C'est animés d'un sentiment de responsabilité morale et du désir d'améliorer le sort des pays peu développés que, au début des années 60, les pays économiquement avancés se sont engagés à essayer de fournir aux pays en voie de développement des ressources financières correspondant chaque année à 1 % du total de leurs revenus nationaux [voir la résolution 1522 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1960]. Comme le souligne l'*Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970*, cet engagement a été quelque peu précisé en 1964, à la première session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, lorsque l'expression « ressources financières » a été définie sous forme de courants distincts dans les comptes classiques de la balance des paiements et appliquée à chaque pays plus avancé pris individuellement. Une nouvelle précision a été apportée lors de la deuxième session de la Conférence en 1968, lorsqu'on a remplacé le concept du « revenu national », utilisé dans la résolution initiale, par celui du PNB, tel qu'il se dégage des comptabilités nationales. Sur le plan statistique, cet engagement n'a jamais été établi de façon définitive en précisant, d'après leur destination, quels transferts devaient être inclus dans le total<sup>135</sup>.

347. L'*Etude* contient une évaluation détaillée du transfert de ressources au cours des années qui ont suivi ces décisions. Le tableau II.88, qui en est extrait, indique le transfert net de ressources des principaux pays à économie de marché et des institutions multilatérales aux pays peu développés, durant la période 1962-1969. Le transfert net serait passé, en valeur nominale, de 8 milliards 118 millions de dollars en 1962 à 13 milliards 348 millions de dollars en 1969, mais il est manifestement resté en deçà de l'objectif de 1 % et pourrait même, selon certains, avoir diminué en valeur réelle.

348. Le transfert de ressources des pays développés à économie de marché vers les pays peu développés prend plusieurs formes : investissements directs (privés et multilatéraux), crédits privés à l'exportation, réparations, aide alimentaire (bilatérale et multilatérale), assistance technique (bilatérale et multilatérale), dons (bilatéraux et multilatéraux), prêts (bilatéraux privés, bilatéraux publics et multilatéraux). Comme il ressort du tableau II.88, la part des dons dans le total, qu'il s'agisse de dons proprement dits, d'aide alimentaire ou d'assistance technique, a fortement diminué au cours des années 60. L'aide alimentaire, après avoir atteint son maximum en 1964, a eu tendance à décroître ; à la fin des années 60, elle ne constituait plus qu'environ 9 % du total de l'aide apportée aux pays peu développés par les pays développés à économie

<sup>133</sup> H. W. Singer et al., *International Development* 1966, Dobbs Ferry, N.Y., Oceana publications, 1967, p. 55.

<sup>134</sup> *Ibid.*, p. 60 et 61.

<sup>135</sup> ONU, *Etude sur l'économie mondiale 1969-1970* . . . , p. 178.

TABLEAU II.88

**Transfert net de ressources des principaux pays à économie de marché et des institutions multilatérales  
aux pays peu développés<sup>a</sup>, 1962-1969**  
(En millions de dollars)

Catégorie <sup>b</sup>	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969 <sup>c</sup>
Investissements directs.....	1 510	1 611	1 793	2 500	2 210	2 122	2 918	2 615
Privés.....	1 495	1 603	1 783	2 489	2 185	2 103	2 899	2 566
Multilatéraux.....	15	8	10	11	25	19	19	49
Crédits privés à l'exportation.....	572	660	860	750	1 124	1 006	1 579	2 040
Réparations.....	157	140	126	141	71	95	54	47
Aide alimentaire.....	1 276	1 478	1 527	1 334	1 334	1 169	1 117	1 179
Bilatérale.....	1 256	1 455	1 494	1 302	1 280	1 115	1 050	1 100
Multilatérale <sup>d</sup> .....	20	23	33	32	54	54	67	79
Assistance technique.....	829	973	1 073	1 186	1 389	1 489	1 654	1 714
Bilatérale.....	748	873	951	1 053	1 235	1 330	1 462	1 528
Multilatérale <sup>e</sup> .....	81	100	122	133	154	159	192	186
Autres transferts <sup>f</sup> .....	3 774	4 056	3 949	4 684	4 610	5 480	5 393	5 753
Dons.....	2 423	2 136	1 857	1 909	1 932	1 881	1 645	1 491
Bilatéraux.....	2 325	2 019	1 734	1 766	1 775	1 726	1 479	1 316
Multilatéraux <sup>g</sup> .....	98	117	123	143	157	155	166	175
Prêts.....	1 351	1 920	2 092	2 775	2 678	3 599	3 748	4 262
Bilatéraux privés.....	147	327	416	687	502	809	880	1 260
Bilatéraux publics.....	1 022	1 224	1 221	1 528	1 629	2 082	2 427	2 302
Multilatéraux <sup>h</sup> .....	182	369	455	560	547	708	441	700
<b>TOTAL</b>	<b>8 118</b>	<b>8 918</b>	<b>9 328</b>	<b>10 595</b>	<b>10 738</b>	<b>11 361</b>	<b>12 715</b>	<b>13 348</b>

Source: ONU, *Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.C.1), tableau 58, p. 181.

<sup>a</sup> Les pays moins développés sont les pays en voie de développement plus Chypre, l'Espagne, la Grèce, Malte, la Turquie et la Yougoslavie. Les principaux pays à économie de marché sont les membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE, c'est-à-dire l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Italie, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Suède et la Suisse. Les institutions multilatérales comprennent les organismes suivants: BAfD, BASD, BEI, BID, BIRD, FED, FISE, FNUC, HCR, IDA, PAM, PNUD, SFI et UNRWA.

<sup>b</sup> Tous les chiffres s'entendent nets de tout amortissement ou rapatriement du principal, de tout désinvestissement et de tout remboursement de prêts à long terme; n'ont pas été déduits les courants inverses de capitaux émanant de résidents des pays en voie de développement, ni les revenus d'investissements. Dans le cas des institutions multilatérales, les versements au titre de prêts ou de dons sont nets de souscription au capital ou des contributions de pays moins développés aux institutions, compte tenu de l'augmentation ou de la diminution des ressources financières de ces pays du fait de transactions avec la BIRD et la BID au sujet des dettes consolidées et des ventes de participations à des prêts.

<sup>c</sup> Chiffres préliminaires, fondés en partie sur des estimations.

<sup>d</sup> PAM, HCR et UNRWA.

<sup>e</sup> BIRD, PNUD et programme ordinaire d'assistance technique de l'ONU.

<sup>f</sup> A clause restrictive ou non, autres que ceux intéressant l'aide alimentaire ou l'assistance technique.

<sup>g</sup> UNRWA, FED et FISE, y compris de petites sommes, pour le FED à titre de prêt, et pour le FISE à titre d'aide alimentaire.

<sup>h</sup> BAfD, BASD, BEI, BID, BIRD et IDA.

de marché et les institutions multilatérales, contre 16 % dans les premières années de la décennie. En revanche, l'assistance technique s'est régulièrement accrue, passant d'environ 10 % de l'ensemble à quelque 13 %. Les dons, souvent accordés à titre de secours ou d'aide budgétaire, ont fortement diminué pendant les années 60 : ils représentaient plus d'un quart du total au début de la décennie et moins d'un huitième à la fin. Les courants de ressources privés ont plutôt augmenté mais, comme on le verra plus loin, ils sont composés d'éléments disparates.

349. Comme G. Myrdal l'a relevé<sup>136</sup>, les prêts se sont peu à peu substitués aux dons et, de plus en plus, les transferts sont liés à l'achat de produits exportés par les pays donneurs, ce qui limite la liberté de choix et entraîne souvent une hausse considérable des coûts. Les chiffres, publiés par l'OCDE, sont entièrement fondés sur les chiffres que fournissent les pays donneurs et ne tiennent pas compte de hausses de prix. Les courants de ressources privés englobent divers éléments, depuis les investissements directs jusqu'aux crédits à l'exportation, à court terme et souvent coûteux. En outre, de nombreux investissements sont consacrés à l'extraction du pétrole et de minéraux dont

la demande est active. Les bénéficiaires, les paiements d'intérêts, etc., et les capitaux expatriés par des résidents des pays en voie de développement ne sont pas compris dans les chiffres qui ne donnent pas, notamment dans le cas de l'Amérique latine, une idée exacte des réalités dans le secteur financier.

350. Le tableau II.89 indique les transferts de ressources, par pays. En général, l'aide paraît aller de pair avec les échanges. Les pays dont les courants commerciaux ont augmenté au cours de la décennie ont également accru leur part d'aide. La part de la République fédérale d'Allemagne, du Japon et de l'Italie dans l'aide totale a plus que doublé, passant, pour les trois pays réunis, de 15 à 27 %, ce qui a eu pour effet de mettre la République fédérale d'Allemagne au deuxième rang comme source d'assistance en 1969, et le Japon à la quatrième place. Par contre, la contribution américaine est tombée à moins de 40 % du total. Le transfert à partir de la France et du Royaume-Uni s'est ralenti encore davantage et la part de ces deux pays a diminué d'environ un quart pour tomber à respectivement 13 et 7 % du total des transferts en provenance des pays développés à économie de marché.

351. Par rapport à la production, les sorties nettes de ressources ont également marqué une nette tendance à la baisse. Là encore, de toute évidence, le mouvement de

<sup>136</sup> G. Myrdal, « The World Poverty Problem », *Britannica Book of the Year 1972*, Chicago, Encyclopaedia Britannica, Inc., 1972, p. 33 et 34.

TABLEAU II.89

## Pays développés à économie de marché : réalisations dans le domaine du transfert des ressources, 1961-1969

Pays <sup>a</sup>	Moyenne annuelle du courant net 1961-1968 (millions de dollars)		Moyenne annuelle du courant net				Moyenne annuelle du taux d'accroissement du courant réel <sup>c</sup> (pourcentage)	Elasticité du courant, par rapport au PNB	Part du total		Part du courant public	
	Total	Public	En pourcentage du PNB		Par habitant <sup>b</sup>	1961- 1968			1961- 1962	1968- 1969	1961- 1962	1968- 1969
			1961- 1962	1968- 1969								
Etats-Unis d'Amérique.....	4 690	3 315	0,73	0,55	0,69	24,1	3,2	0,6	50,0	39,5	55,9	48,7
France.....	1 301	847	1,96	1,16	1,45	26,7	1,6	0,3	16,5	13,0	17,6	13,0
Allemagne (République fédérale d').....	805	465	0,81	1,15	0,74	14,2	7,9	1,8	8,5	13,0	9,1	7,0
Royaume-Uni .....	794	438	0,98	0,81	0,85	14,6	-3,0	-1,0	9,5	6,9	7,6	5,9
Japon.....	458	311	0,47	0,70	0,49	4,7	19,8	1,9	3,2	8,7	2,5	9,6
Italie .....	310	69	0,62	0,80	0,55	6,0	9,7	1,9	3,1	5,1	0,8	1,7
Pays-Bas .....	187	84	1,27	1,14	1,04	15,2	2,8	0,5	2,0	2,5	1,3	2,0
Canada .....	183	137	0,26	0,50	0,37	9,3	1,5	2,8	1,2	2,7	1,1	3,6
Belgique .....	169	90	1,11	1,02	1,04	17,9	2,8	0,6	1,7	1,8	1,5	1,7
Suisse.....	154	8	1,77	0,83	1,17	25,9	2,4	0,6	2,2	1,2	0,2	0,3
Australie .....	138	125	0,48	0,84	0,63	12,1	9,3	1,8	1,0	2,0	1,5	2,8
Suède.....	74	40	0,26	0,60	0,37	9,6	11,1	2,6	0,5	1,3	0,2	1,4
Portugal .....	44	35	1,52	1,23	1,24	4,8	2,4	0,4	0,5	0,5	0,8	0,7
Autriche .....	29	16	0,11	0,52	0,29	4,0	20,6	5,2	0,1	0,5	-0,1	0,4
Danemark.....	26	15	0,18	0,77	0,25	5,5	6,9	1,6	0,2	0,9	0,1	0,7
Norvège .....	24	11	0,16	0,74	0,31	6,4	10,0	2,0	0,1	0,6	0,1	0,5
TOTAL OU MOYENNE	9 401	6 006	0,81	0,72	0,73	15,8	4,3	0,8	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : ONU, *Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.C.1), p. 183.

<sup>a</sup> Les pays sont classés par ordre décroissant suivant la moyenne du total annuel net des sorties de ressources de 1961 à 1968.

<sup>b</sup> Par rapport au chiffre de la population au milieu de 1965.

<sup>c</sup> Il s'agit de la moyenne des changements annuels, le chiffre le plus élevé de chaque paire étant pris comme dénominateur, déduction faite dans chaque cas de l'accroissement moyen annuel de la valeur unitaire des exportations du pays.

l'aide suit celui des échanges. Dans le cas du Japon, de la République fédérale d'Allemagne et de l'Italie, ainsi que d'un certain nombre d'autres pays — Australie, Canada, Suède, Autriche, Danemark et Norvège —, on a enregistré une nette tendance ascendante du rapport des transferts de ressources au PNB. Mais les seuls pays à avoir atteint l'objectif fixé pour la première Décennie des Nations

Unies pour le développement en assurant un transfert de ressources supérieur à 1 % de leur PNB en 1968/69 ont été la Belgique, la France, les Pays-Bas, le Portugal et la République fédérale d'Allemagne<sup>137</sup>.

<sup>137</sup> L'un de ces pays transférerait des ressources à ses territoires dépendants.

TABLEAU II.90

Pays à économie planifiée : engagements pris au titre de l'assistance économique bilatérale vis-à-vis des pays en voie de développement<sup>a</sup>  
(En millions de dollars)<sup>b</sup>

	Total			Moyenne annuelle				
	1954-1960	1961-1965	1966-1970	1954-1960	1961-1965	1966-1970		
						Total	Par habitant <sup>c</sup> (dollars)	En pourcentage du PIB <sup>d</sup>
Total des engagements.....	3 133	3 571	5 139	448	714	1 028	0,95	..
Pays d'Europe à économie planifiée, total.....	2 933	2 936	4 396	419	587	879	2,59	0,21
Bulgarie.....	—	40	199	—	9	40	4,78	0,46
Hongrie.....	40	177	237	6	35	47	4,58	0,40
Pologne.....	116	300	138	17	60	28	0,87	0,07
République démocratique allemande	62	249	498	9	50	100	6,25	0,34
Roumanie.....	12	173	201	2	35	40	2,03	0,24
Tchécoslovaquie.....	321	328	562	46	65	112	7,80	0,47
URSS.....	2 382	1 669	2 561	340	334	512	2,15	0,17
Chine.....	200	635	743	29	127	149	0,20	..

Source : ONU, *Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.C.1), p. 187.

<sup>a</sup> Ces données diffèrent de celles qui figurent dans les versions antérieures du même tableau. Les différences reflètent les modifications apportées à la fois aux totaux et à leur répartition année par année, compte tenu des derniers renseignements disponibles. Les crédits fournis à Cuba et à la Turquie ne sont pas compris.

<sup>b</sup> Les montants en monnaies nationales sont convertis en dollars aux taux de changes officiels.

<sup>c</sup> D'après les chiffres estimatifs de la population au milieu de 1968.

<sup>d</sup> D'après les chiffres estimatifs du PIB pour 1968 cités au tableau A.I des annexes statistiques de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1969-1970*.

352. Le tableau II.90 fait ressortir la situation en ce qui concerne les pays à économie planifiée. L'aide fournie par ces pays s'est constamment accrue, mais le volume de leurs transferts totaux reste bien en deçà de l'objectif de 1 % du PNB fixé par l'ONU. Dans ce cas encore, il y a un

net parallèle entre l'aide et les échanges, par le truchement du crédit. Toutefois, sauf pour la Bulgarie, l'excédent commercial a augmenté plus rapidement au cours de la décennie que les engagements en matière de crédit.

Blank page

---

Page blanche

## CARTES

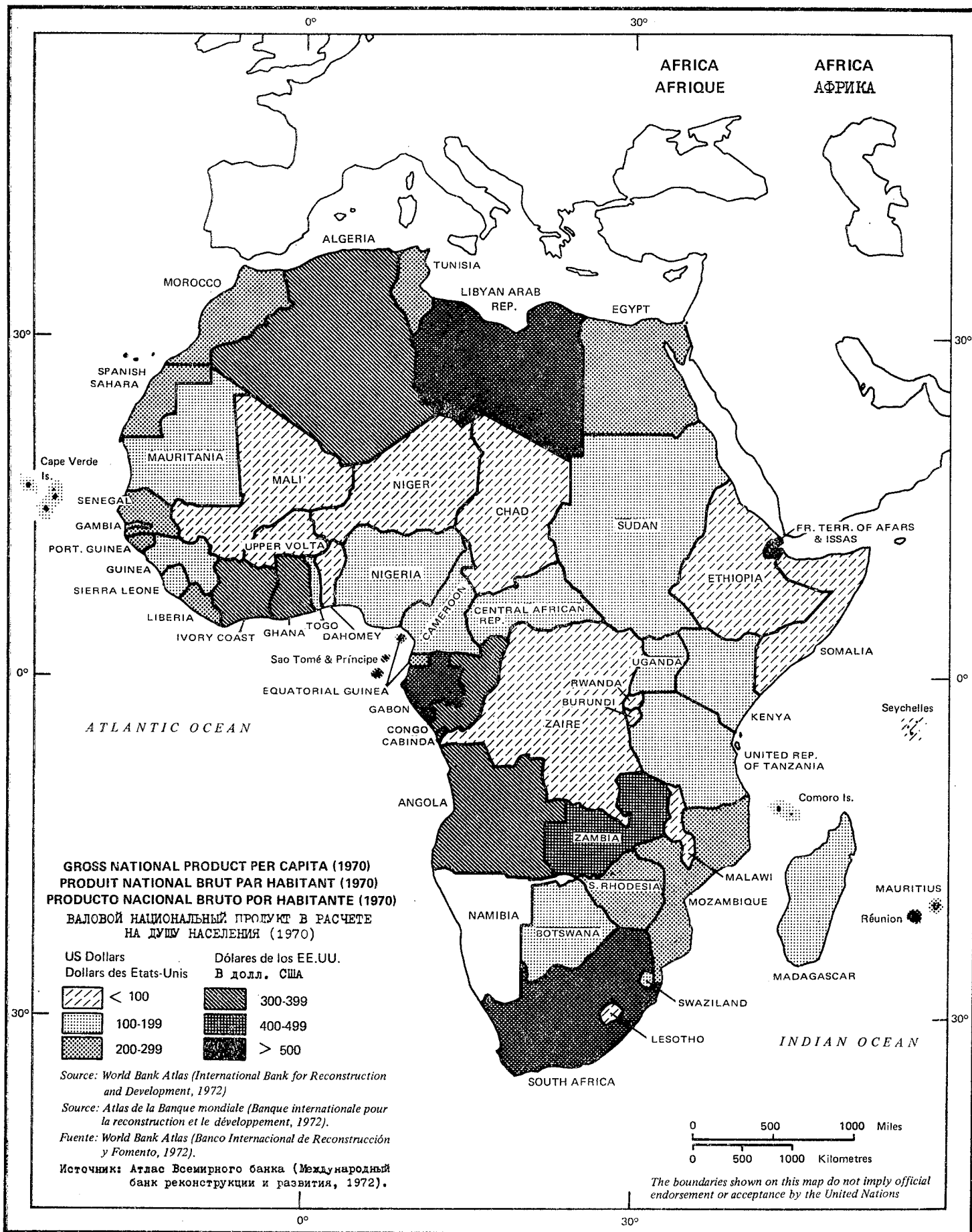
Les quatre cartes ci-après ont été établies de façon à faire ressortir le PNB par habitant de certains pays d'Afrique, d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, d'Asie et d'Océanie, ainsi que de l'Indonésie. Le tableau II.80 indique le PNB par habitant de tous les pays qui ont plus d'un million d'habitants.

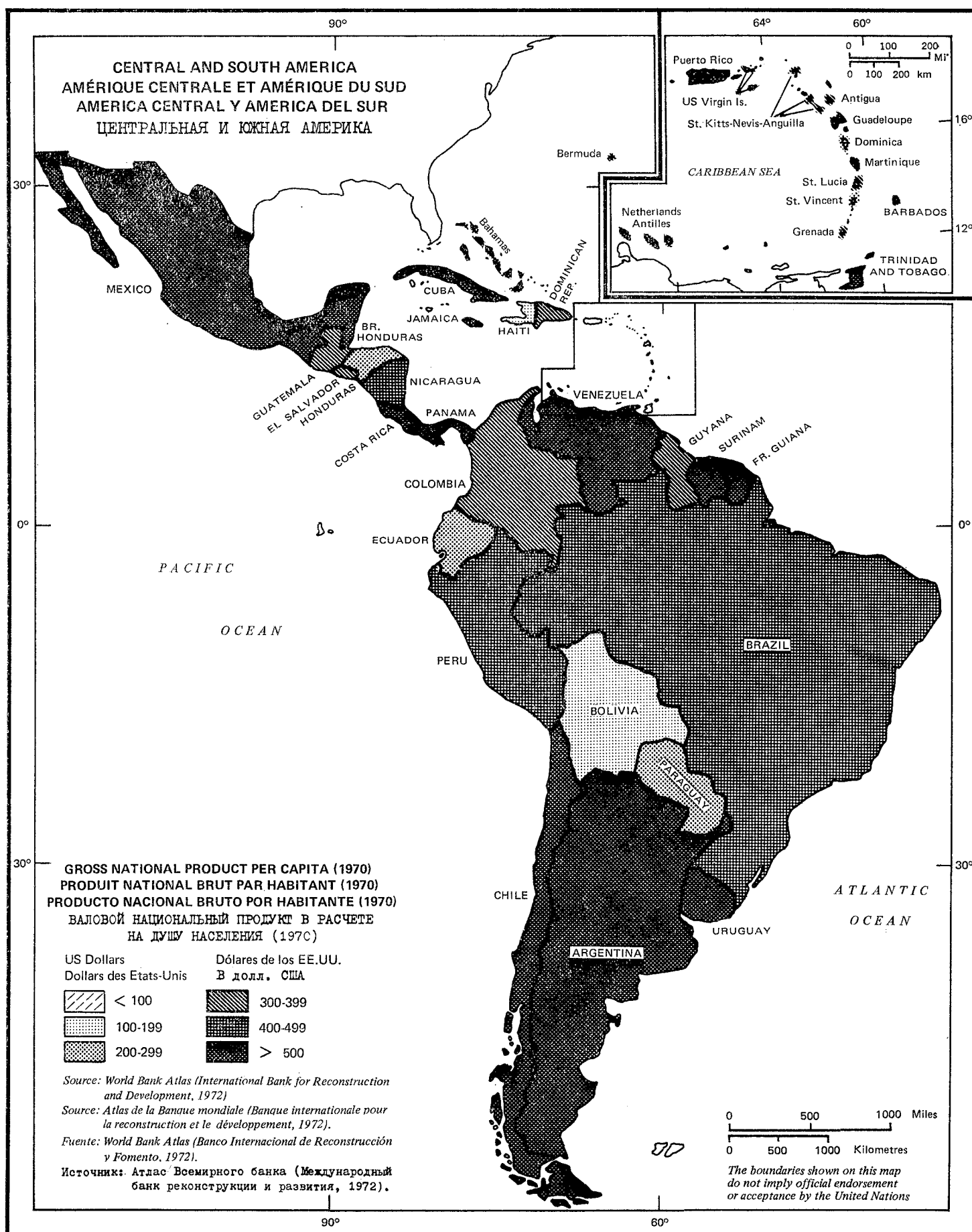


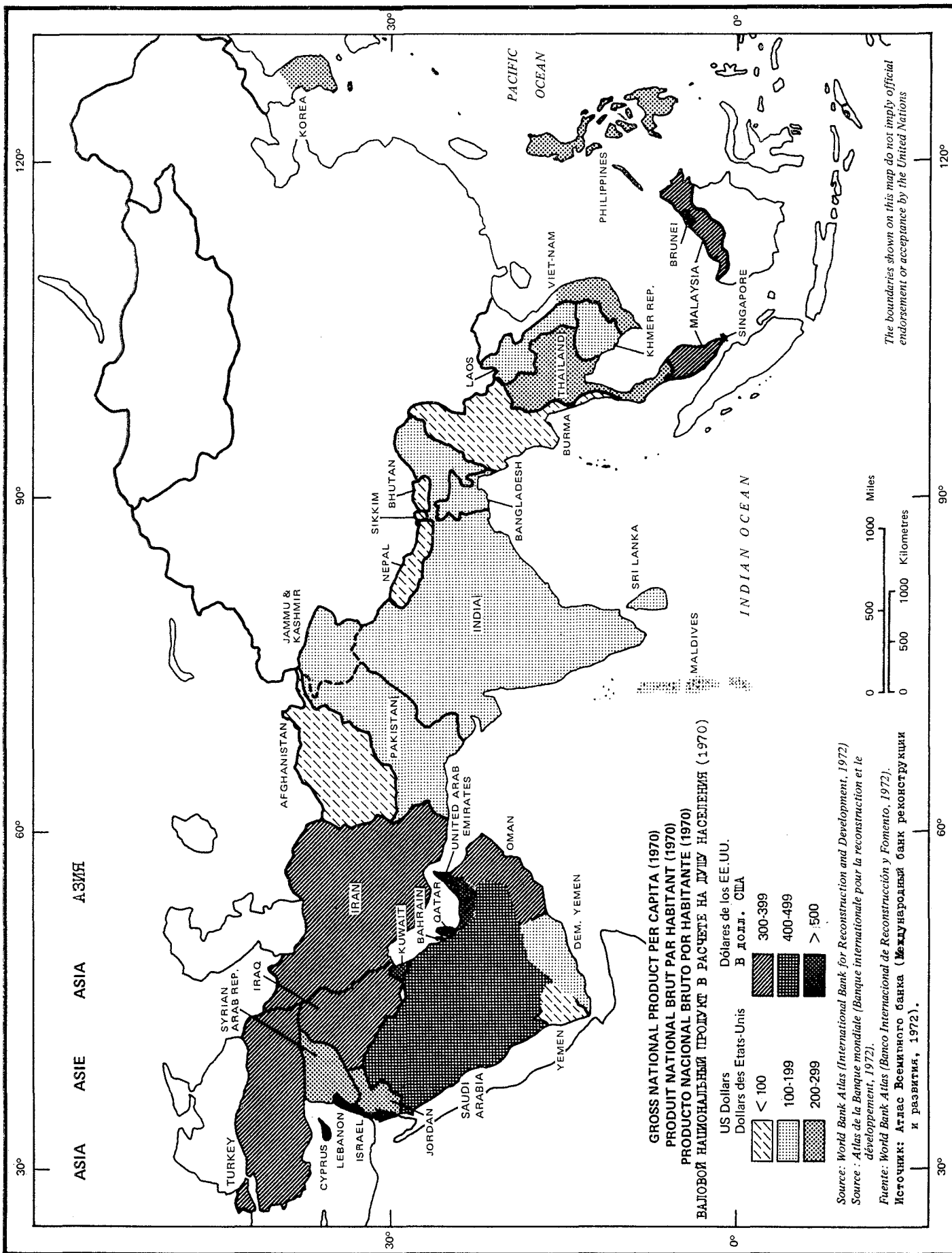
Blank page

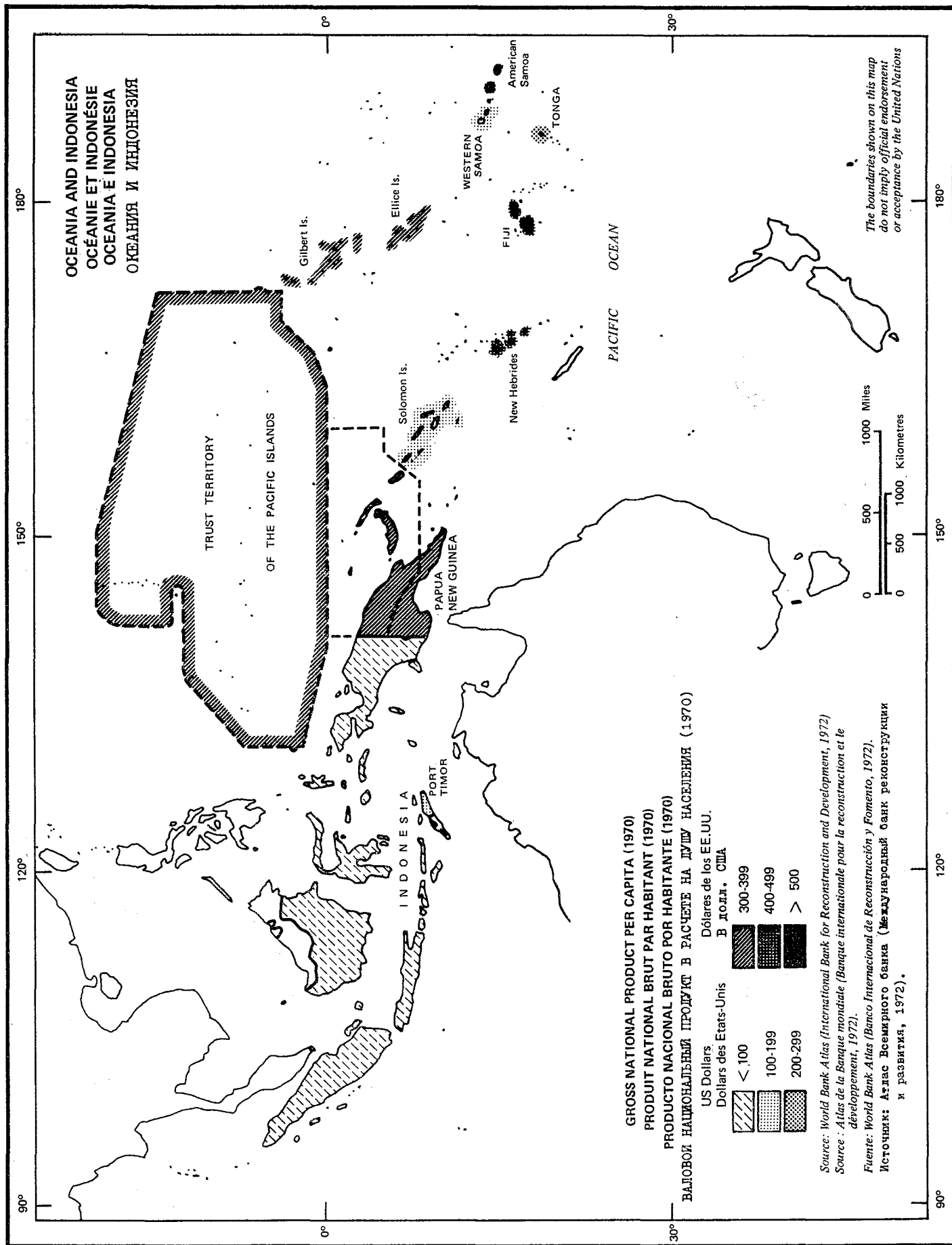
---

Page blanche









### **Troisième partie**

## **PAYS SOCIALISTES D'EUROPE ORIENTALE\***

---

\* La troisième partie de la présente étude traite de la situation dans tous les pays socialistes d'Europe orientale, à l'exception de l'Albanie. L'Albanie et les pays socialistes du reste du monde n'ont pas été inclus dans la présente étude du fait que le Rapporteur spécial n'a pu se procurer de renseignements statistiques ou autres auprès de l'ONU, des institutions spécialisées ou d'autres sources.

Blank page

---

Page blanche

## INTRODUCTION

1. Dans les vieilles nations où l'évolution sociale s'accomplit sans heurts, les pouvoirs publics en sont venus peu à peu à assumer des responsabilités touchant la sauvegarde des droits des particuliers sous l'influence des philosophies humanitaires et de revendications sporadiques des groupements sociaux ou professionnels, et selon un processus qui a généralement consisté à surimposer de façon fragmentaire des garanties et de nouveaux engagements à un ensemble de fonctions hérité du passé par les pouvoirs publics. Les Etats plus jeunes et ceux qui sont issus d'une rupture radicale avec le passé estiment que cette responsabilité constitue leur principale raison d'être et que toutes leurs autres fonctions doivent en découler.

2. Même lorsqu'on a reconnu qu'il était impossible d'assurer à tout moment la jouissance de tous les droits souhaitables sans compromettre le progrès économique nécessaire à leur application permanente, on a estimé qu'il valait mieux proclamer solennellement ces droits par un acte de foi et une déclaration d'intention que s'abstenir de les définir. Quand le progrès économique et matériel a rendu leur application possible, ces proclamations sont devenues de véritables garanties.

3. La portée des droits individuels ainsi proclamés — il ne s'agissait au début que des libertés personnelles et politiques — a atteint son étendue la plus large dans les pays socialistes où les droits économiques, sociaux et culturels ont été proclamés aussi explicitement que les droits de caractère politique et moral, lesquels, dans la grande majorité des cas, sont énoncés dans les lois fondamentales de l'Etat (voir la première partie de la présente étude).

4. Par conséquent, c'est essentiellement à partir de leur constitution écrite et des instruments connexes tels que recueils de lois, codes du travail, chartes modèles, etc., que l'on peut dresser une liste et donner une description des droits individuels dont les gouvernements socialistes entendent assurer la jouissance. Par ailleurs, du fait même de leur nature, les Etats socialistes se chargent de la planification, de l'administration et de la gestion de leurs économies et proclament leur intention de sauvegarder ces droits pour autant qu'il n'y a pas conflit avec leur marche vers le communisme. C'est pourquoi les plans économiques et les décrets des Etats socialistes, ainsi que les rapports officiels sur leur exécution, constituent une autre source d'information de caractère essentiellement concret. Enfin, toute étude approfondie doit comprendre des renseignements sur les obstacles rencontrés, les échecs enregistrés, les défaillances de la volonté ou la déformation des objectifs qui, dans les

communautés socialistes comme dans toute société humaine, entravent ou menacent l'exercice des droits individuels. Les renseignements sur ce sujet proviennent de sources variées. Il faut tout d'abord les puiser dans les informations, les plaintes et les études publiées dans les pays en question, mais on peut parfois accepter, à titre complémentaire, des rapports critiques, des études comparatives, et même les spéculations d'observateurs étrangers, à condition qu'il s'agisse de recherches scientifiques faites dans l'intérêt de la vérité.

5. Historiquement, la majorité des Etats socialistes ont dû asseoir leur économie sur des bases qu'ils avaient héritées et qui étaient moins bonnes que celles de la plupart des pays les plus avancés de l'époque. C'est donc avec raison qu'ils soulignent l'importance des taux de croissance comparés et des niveaux comparés pour mesurer leurs réalisations. Cependant, dans la mesure où la présente étude doit porter essentiellement sur les réalisations présentes, il a fallu insister sur les niveaux comparés, même lorsqu'on ne disposait pas pour ce faire de données aussi complètes ou aussi irréfutables que le sont les taux de croissance. Toutefois, ces derniers demeurent importants aussi bien par leurs contributions intrinsèques au bien-être de l'homme et à son devenir que par la mesure qu'ils donnent du degré de réalisation du potentiel économique.

6. L'importance toute relative des comparaisons entre les taux de croissance et des comparaisons entre les niveaux actuels de croissance doit pouvoir toutefois varier de la même façon que l'importance d'une catégorie de droits de l'homme par rapport à une autre. La jouissance, à un niveau élevé, de certains droits peut s'avérer indispensable à la réalisation de taux de croissance élevés en ce qui concerne la jouissance de tous les droits, alors que la jouissance de certains autres droits, à un niveau prématurément élevé, peut entraver le développement d'ensemble. On s'efforcera donc de nuancer la présente étude en conséquence et de n'attribuer de pouvoir magique ni aux taux de croissance ni aux niveaux comparés.

7. L'Union des Républiques socialistes soviétiques, qui a été la première à édifier un Etat socialiste, sert naturellement de modèle à de nombreux pays dont le socialisme est d'origine plus récente. Il faudra en conséquence, dans la présente partie de l'étude, attacher une grande importance à l'évolution et à la situation de ce pays, mais il faudra aussi étudier individuellement certains Etats socialistes qui s'écartent considérablement du modèle soviétique.



## Chapitre premier

### LE DROIT AU TRAVAIL

#### A. — Travail et économie planifiée

8. Dans les pays socialistes, la notion actuelle d'emploi procède de la vision marxiste d'une société transformée d'où le chômage est exclu à jamais, non seulement parce qu'il diminue la personne humaine, mais parce qu'il implique l'existence d'une réserve de main-d'œuvre qui fait pression, en rivalisant pour les emplois, sur le niveau de vie de ceux qui ont un travail. En conséquence, les Etats socialistes ne se bornent pas à proclamer le droit des citoyens au travail, mais ils proclament que ce droit doit être formellement garanti à tout moment. Pour honorer cette garantie, les ressources productives doivent être soumises à une demande suffisante et régulière au moyen de plans établis par l'Etat pour la consommation, les investissements et la défense nationale.

9. Dans la plupart des pays socialistes d'Europe, la planification économique, plus ou moins centralisée, a bien constitué la clef de voûte des politiques de plein emploi, dont les défaillances — dans la mesure où il s'en est produit — sont imputables à des déséquilibres structurels et à des erreurs de planification plutôt qu'à une insuffisance globale de la demande.

10. La Yougoslavie fait, dans une certaine mesure, exception à cette règle : la planification à l'échelle nationale n'y est plus l'élément moteur de l'économie, et les principes de l'autogestion et de la production destinée à la vente l'emportent sur ceux de la direction globale. Le chômage, qui est considéré comme une réalité de la vie économique, fait l'objet de rapports statistiques périodiques, et les prestations de chômage font partie intégrante de la législation sociale. Par ailleurs, des solutions au problème du chômage sont recherchées au moyen de contrats de travail permanents ou temporaires à l'étranger.

11. En Yougoslavie, le nombre de « demandes de travail et de placement » communiqué par le Bureau fédéral de placement était de 26 600 en 1953. Rapidement, il a atteint le chiffre record de 174 000 dans les années 50 (1958) et, après avoir quelque peu diminué au début des années 60, il a atteint un nouveau chiffre record de 327 000 en 1968, après quoi il est tombé à 290 000 en 1971. Le nombre moyen de chômeurs pendant les années 60 a été de 262 000 personnes, dont 124 000 femmes et 108 000 jeunes arrivant sur le marché du travail<sup>1</sup>.

12. L'Union soviétique a établi, pour certaines de ses premières années, des statistiques du chômage fondées sur des chiffres fournis par la Bourse du travail<sup>2</sup> :

	1 <sup>er</sup> avril	1 <sup>er</sup> octobre
1928.....	1 576 000	1 365 000
1929.....	1 741 000	1 242 000
1930.....	1 081 000	240 000

Le chômage a été complètement liquidé en 1931<sup>2</sup>.

13. Aucun autre pays socialiste d'Europe orientale ne cite de données concernant le chômage dans ses statistiques, conformément aux déclarations officielles suivant lesquelles le chômage n'existe pas<sup>3</sup>.

14. A l'appui de ces déclarations, les pays intéressés peuvent faire état de chiffres relatifs à l'emploi qui sont à l'avant-garde de l'expérience mondiale en ce qui concerne le niveau et l'accroissement des taux de participation à l'activité économique (proportion des hommes et des femmes ayant un emploi). Il ressort du tableau III.1 ci-dessous que dans tous les cas, le taux d'accroissement des emplois (autres que la participation active aux coopératives de production et aux exploitations agricoles collectives) a été bien plus rapide que le taux d'accroissement démographique et que, dans tous les pays, à l'exception de la Yougoslavie, le taux de participation des femmes à l'activité économique s'approche rapidement du taux de participation des hommes.

15. Il convient cependant de remarquer que ces chiffres sont le résultat, entre autres, de l'absorption rapide, par les secteurs employant des salariés, des travailleurs employés auparavant ailleurs, c'est-à-dire dans les coopératives agricoles ou les exploitations agricoles privées.

16. Dans les premières phases de la planification socialiste, l'un des objectifs les plus importants du gouvernement a été de transformer une société largement agricole en une société industrielle, en déplaçant simultanément la main-d'œuvre rurale vers les villes. Seuls les cas de la République démocratique allemande et de la Tchécoslovaquie ont été quelque peu différents, du fait que l'industrialisation était déjà bien avancée quand la planification socialiste a commencé.

17. Le tableau III.2 permet d'évaluer, par comparaison avec un certain nombre de pays occidentaux, le rythme de l'industrialisation dans les pays socialistes d'Europe orientale.

18. Une progression aussi rapide exigeait la constitution de ressources massives en biens d'équipement. Il

<sup>1</sup> *Statistički Godišnjak SFRJ, 1953* [Annuaire statistique de la Yougoslavie], Belgrade, 1953, p. 114; *ibid.*, 1966, Belgrade, 1966, p. 107; et *Statistički Godišnjak Jugoslavije, 1972*, Belgrade, 1972.

<sup>2</sup> *Trouv v SSSR* [Le travail en URSS], Moscou, 1968, p. 23.

<sup>3</sup> En Pologne, les bureaux de placement ont enregistré en 1966 une moyenne mensuelle de 60 900 personnes au chômage contre 61 900 en 1969 (soit 0,6% contre 0,58%, respectivement, du nombre total de travailleurs occupant un emploi). Il faut cependant opposer ces chiffres aux moyennes mensuelles de 125 400 et 111 400 d'emplois vacants respectivement au cours de ces deux années [pour 1966, voir ONU, *Annuaire des droits de l'homme pour 1966* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.69.XIV.1), p. 276; pour 1969, voir E/CN.4/1023/Add.1, annexe A, p. 12].

TABLEAU III.1  
Pays socialistes d'Europe orientale : taux d'accroissement de l'emploi

Pays	Population <sup>a</sup> (moyenne annuelle)		Emploi <sup>b</sup> (à la fin de l'année)			Pourcentage approximatif de personnes ayant un emploi <sup>c</sup>	
	Total	Femmes	Total	Femmes	Pourcentage du total	Total	Femmes
	Milliers		Milliers	Milliers	Pourcentage du total	Pourcentage	
Bulgarie							
1950 .....	7 520	3 626	..	..	..	..	..
1960 .....	7 867	3 940	1 780	572	32,1	23	14
1970 .....	8 490	4 246	2 761	1 172	42,5	32	28
Hongrie							
1950 .....	9 338	4 844	1 510	380	24,2	16	8
1960 .....	9 984	5 168	2 822	917	32,5	28	18
1970 .....	10 329	5 332	3 558	1 523	42,8	34	29
Pologne							
1950 .....	24 824	12 994	4 914	1 502	30,6	20	12
1960 .....	29 561	15 260	7 184	2 377	33,1	24	16
1970 .....	32 473	16 696	9 744	3 870	39,7	30	23
République démocratique allemande							
1950 .....	18 388	10 227	3 231	1 054	32,6	18	10
1960 .....	17 241	9 480	5 438	2 514	44,4	32	26
1970 .....	17 058 <sup>d</sup>	9 207 <sup>d</sup>	6 025	2 928	48,6	35	32
Roumanie							
1950 .....	15 873 <sup>e</sup>	8 201 <sup>e</sup>	2 123 <sup>f</sup>	..	..	..	..
1960 .....	18 407	9 424	3 229	870	26,9	18	9
1970 .....	20 250	10 307	5 037	1 523	30,2	25	15
Tchécoslovaquie							
1950 .....	13 093	6 715	4 300	1 584	36,9	33	24
1960 .....	13 654	6 992	4 972	1 978	39,8	36	28
1970 .....	14 334	7 350	6 182	2 826	45,7	43	38
URSS							
1940 .....	194 100 <sup>g</sup>	101 100 <sup>g</sup>	33 926 <sup>h</sup>	11 978 <sup>i</sup>	30	18	12
1950 .....	180 075	100 931	40 420	19 180	47	22	19
1960 .....	214 329	117 344	62 032	29 250	47	29	25
1970 .....	242 768	130 814	90 200	45 700	51	37	35
Yougoslavie <sup>j</sup>							
1948 .....	15 772	8 190	..	..	..	..	..
1961 .....	18 549	9 506	3 170 <sup>k</sup>	..	..	17 <sup>k</sup>	..
1971 .....	20 504	10 414	3 994 <sup>k</sup>	1 245 <sup>k</sup>	31,6 <sup>k</sup>	20 <sup>k</sup>	12 <sup>k</sup>

<sup>a</sup> *Statisticheskii ejegodnik stran-tchlenov SEV 1971* [Annuaire statistique des pays du CAEM], p. 6 et 7.

<sup>b</sup> *Ibid.*, p. 386 et 387; dans le cas de la Hongrie et de l'URSS, il s'agit de moyennes annuelles.

<sup>c</sup> Calculé d'après les chiffres donnés dans les autres colonnes. Le caractère approximatif de ces pourcentages s'explique par le fait que, dans la plupart des cas, les moyennes annuelles ont été établies d'après les chiffres afférents tantôt à la fin et tantôt au milieu de l'année, comme s'il s'agissait de la même période.

<sup>d</sup> Chiffres afférents au milieu de l'année.

<sup>e</sup> Données du recensement du 25 janvier 1948. (URSS, *Razvitie ekonomiki stran narodnoi demokratii* [Développement économique des démocraties populaires], Moscou, 1961, p. 365.)

<sup>f</sup> Non compris le travail dans les coopératives agricoles. (*Ibid.*, p. 9.)

<sup>g</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 1940. (*Strana Sovetov za 50 let* [Cinquante années dans le pays des soviets], Moscou, 1961, p. 15.)

<sup>h</sup> *Ibid.*, p. 218.

<sup>i</sup> *Jenchtchina v SSSR* [La femme en URSS], Moscou, 1960, p. 31.

<sup>j</sup> *Statistički Godišnjak Jugoslavije, 1972* [Annuaire statistique de la Yougoslavie], Belgrade, 1972, p. 77 et 91.

<sup>k</sup> Non compris les apprentis et les personnes employées dans le secteur privé. (*Ibid.*, 1971, p. 85; *ibid.*, 1972, p. 91.)

n'y avait donc guère de doute quant à l'orientation générale de l'économie. Prévue dans les plans la pression de la demande sur les ressources productives pouvait prendre la forme d'investissements industriels destinés à équiper de nouvelles industries, elles-mêmes largement orientées vers la production de nouveaux biens d'équipement.

19. Dans ces conditions, le plein emploi soulevait peu de problèmes. (Cela ne veut pas dire que le législateur ne s'intéressait pas spécifiquement au droit au travail. En effet, en URSS, le premier code du travail, promulgué dès le 10 décembre 1918, donnait des garanties précises concernant ce droit. Il en est allé de même pour les Codes du travail de 1922 et de 1972.) En fait, pendant les premiers

plans quinquennaux exécutés en URSS, les objectifs de production ambitieux fixés pour l'industrie, le bâtiment et les transports ont eu fréquemment pour conséquence une concurrence entre les diverses entreprises sur le marché du travail et, partant, une inflation des salaires en espèces. Le principal problème à l'époque a consisté à maintenir un niveau de vie adéquat, particulièrement dans l'agriculture, en dépit de la réorganisation massive de ce secteur, de l'insuffisance des logements et du fait que les ressources étaient réservées de préférence au développement industriel. Il a donc pu y avoir conflit entre le droit au travail en tant que tel et le droit à une rémunération conforme à la quantité et à la qualité du travail, droits qui sont l'un et l'autre garantis par la Constitution.

TABLEAU III.2

Pourcentage de la population dans les zones rurales et taux moyen de croissance annuel de l'emploi dans l'industrie pendant les années 50 et les années 60, dans les pays socialistes d'Europe orientale et dans quelques pays occidentaux

	Pourcentage de la population dans les zones rurales <sup>a</sup>		Emploi dans l'industrie : taux moyen de croissance annuel (pourcentage) <sup>b</sup>	
	Début des années 50	Fin des années 60	Pendant les années 50	Pendant les années 60
Bulgarie.....	72,5	47,0	7,5	4,8
Hongrie.....	62,2	54,3	4,8	3,0
Pologne.....	63,1	47,7	4,0	3,5
République démocratique allemande....	29,1	26,3	0,6	-0,1
Roumanie.....	74,8	59,1	3,8	4,7
Tchécoslovaquie.....	48,4	37,7	2,7	2,0
URSS <sup>c</sup> .....	59,8	43,0	2,8	3,4
Yougoslavie <sup>d</sup> .....	81,5	71,6 <sup>e</sup>	4,0	2,8
Etats-Unis d'Amérique <sup>d</sup> .....	36,0	30,1 <sup>e</sup>	0,1	1,9
France <sup>d</sup> .....	41,4	30,0	0,1	0,5
Royaume-Uni <sup>d</sup> .....	20,9	22,7	0,7	-0,2

<sup>a</sup> Statisticheskii ежегодnik stran-tchlenov SEV 1971 [Annuaire statistique des pays du CAEM], p. 10.

<sup>b</sup> ONU, *La région de la CEE en chiffres* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.II.E/Mim.5 et rectificatif), p. 10.

<sup>c</sup> La plus grande poussée de l'industrialisation en URSS a eu lieu entre le recensement de 1926 et celui de 1939, quand le pourcentage de la population dans les zones rurales est tombé de 82 à 67 % et le nombre de personnes employées dans l'industrie a plus que doublé en sept ans (de 1928 à 1935). [URSS, Administration centrale des études statistiques de l'économie nationale (Gosplan), *Sotsialisticheskoe stroitel'stvo SSSR* [Édification socialiste de l'URSS], Moscou, Soyuzorgouchet, 1936, p. 7; Bureau central de statistique du Conseil des ministres de l'URSS, *Narodnoe khozyaistvo SSSR v 1968 godu* [L'économie nationale de l'URSS en 1968], Moscou, Statistika, 1969, p. 9.]

<sup>d</sup> ONU, *La région de la CEE en chiffres* ..., p. 7.

<sup>e</sup> Au début des années 60.

20. L'importance cruciale, pour le succès des premiers plans d'industrialisation, de l'approvisionnement alimentaire du pays a abouti à une politique de réorganisation de l'agriculture (collectivisation, exploitations d'Etat, etc.), qui a provoqué le ressentiment de certains secteurs de la population, qui voyaient en elle une rupture avec le

mode traditionnel de vie, tandis que d'autres y voyaient une atteinte fatale à leurs intérêts acquis. Dans la mesure où il fallait passer outre aux dissidents et aux opposants, ou les soumettre, des dérogations aux droits de l'individu à choisir librement un emploi, à se reposer et à se distraire et à toucher une rémunération égale pour un travail

TABLEAU III.3

Pays socialistes d'Europe orientale : proportion des terres agricoles n'appartenant ni à l'Etat ni aux coopératives en 1955, 1960 et 1970, et proportion des bêtes à cornes appartenant à des particuliers en 1970

	Proportion de l'ensemble des terres agricoles n'appartenant ni à l'Etat ni aux coopératives (exploitations agricoles et lopins privés) <sup>a</sup>			Proportion de bêtes à cornes appartenant à des particuliers (1970)	
	1955 <sup>b</sup>	1960 <sup>c</sup>	1970 <sup>c</sup>	Pourcentage total détenu par des particuliers <sup>d</sup>	Dont : proportion appartenant à des personnes qui ne sont pas membres d'exploitations agricoles collectives <sup>d</sup>
Bulgarie.....	36,7	9,1	10,7	25,6	9,2
Hongrie.....	68,0	32,1	17,0	38,4	7,5
Pologne.....	77,3	87,3	84,4	82,9	82,7
République démocratique allemande.....	72,7	19,1	13,7	17,6	1,1
Roumanie.....	65,3	20,4	15,8	45,2	15,9
Tchécoslovaquie.....	57,4	17,6	14,9	13,9	9,0
URSS.....	5,0 <sup>e</sup>	3,3 <sup>e</sup>	3,2 <sup>e</sup>	25,1	12,0
Yougoslavie.....	92,4 <sup>f</sup>	89,6 <sup>g</sup>	85,3 <sup>g</sup>	91,5 <sup>h</sup>	91,5 <sup>h</sup>

<sup>a</sup> Y compris les parcelles individuelles des exploitations collectives.

<sup>b</sup> URSS, *Razvitie ekonomiki stran narodnoi demokratii Evropy ou Azii* [Développement économique des démocraties populaires de l'Europe et de l'Asie], Moscou, Vnechtorgizdat, 1961, p. 44 et 45.

<sup>c</sup> Statisticheskii ежегодnik stran-tchlenov SEV 1971 [Annuaire statistique des pays du CAEM], p. 194 et 195.

<sup>d</sup> *Ibid.*, p. 241 et 245.

<sup>e</sup> Ne concerne que les terres ensemencées en 1950, 1960 et 1966. (Bureau central de statistique du Conseil des ministres de l'URSS, *Strana Sovetov za 50 let* [Cinquante années dans le pays des soviets], Moscou, Statistika, 1967.)

<sup>f</sup> 1956.

<sup>g</sup> Propriétés individuelles (superficies arables). [Statistički Godišnjak Jugoslavije, 1972, Belgrade, 1972, p. 130.]

<sup>h</sup> *Ibid.* Comprend tout le cheptel.

égal ont été admises au cours de cette période. Cette constatation est valable surtout pour l'URSS, qui a été à l'avant-garde de ce type d'industrialisation pendant la période du « socialisme dans un seul pays ». Dans d'autres pays, la transition a pu se faire avec moins de heurts. D'autres encore, particulièrement la Pologne et la Yougoslavie, ont fini par choisir un système d'exploitation agricole essentiellement privé.

21. Le tableau III.3 établit une comparaison entre les pays socialistes d'Europe orientale en ce qui concerne la mesure dans laquelle leur agriculture est collectivisée et gérée directement par l'Etat.

22. Grâce aux progrès importants qui ont été accomplis en matière d'industrialisation, les Etats socialistes ont pu, par la suite, mieux assurer la jouissance des droits concernant les conditions de travail, les loisirs et une rémunération favorable. Par ailleurs, à mesure que le phénomène d'absorption de la population rurale excédentaire par des activités productives touchait à sa fin, la réalisation de nouveaux progrès matériels en est venue à dépendre de plus en plus de l'accroissement de la productivité agricole, de sorte qu'il a fallu réorienter la politique dans un sens favorable à l'agriculture, par des investissements en

capitaux et des stimulants. Cet état de choses a contribué, dans une large mesure, à éliminer des violations antérieures du droit à une rémunération égale pour un salaire égal, qui avaient entraîné une discrimination entre la main-d'œuvre industrielle et la main-d'œuvre agricole.

23. Quand l'excédent de la population rurale a été épuisé et n'a plus de ce fait constitué un réservoir de main-d'œuvre pour les emplois urbains, le rendement dans l'industrie en est venu à dépendre de plus en plus de l'accroissement des compétences, de l'efficacité et de la capacité d'innover de ceux qui y travaillaient déjà. Dans la mesure où le développement et l'utilisation de ces qualités nécessitaient l'augmentation des mesures d'incitation et, partant, l'application plus large des droits à des conditions de vie et de travail favorables, la politique économique a commencé à moins mettre l'accent sur l'effort d'investissement et à se réorienter, partiellement du moins, vers la consommation. Les exigences de la consommation présente et de la croissance future, qui pendant si longtemps avaient été considérées comme rivalisant pour les rares ressources disponibles à court et à moyen terme, en sont venues à être considérées comme des éléments se renforçant mutuellement. On a reconnu

TABLEAU III.4  
Pays socialistes d'Europe orientale : croissance annuelle du produit brut<sup>a</sup>  
(En pourcentage)

	1951-1955	1956-1960	1961-1965	1966-19
<b>Bulgarie</b>				
Industries de production . . . . .	17,7	18,1	14,1	12,0
Industries de consommation . . . . .	10,8	13,9	9,4	9,9
Agriculture . . . . .	6,5	5,7	3,2	3,4
<b>Hongrie</b>				
Industries de production . . . . .	21,6 <sup>b</sup>	12,7 <sup>c</sup>	7,7	5,9
Industries de consommation . . . . .	18,4 <sup>b</sup>	10,5 <sup>c</sup>	8,0	7,1
Agriculture . . . . .	3,4	0,4	1,2	2,9
<b>Pologne</b>				
Industries de production . . . . .	18,2	10,8	9,7	9,5
Industries de consommation . . . . .	13,9	8,8	6,5	6,5
Agriculture . . . . .	1,0	3,7	2,8	1,8
<b>République démocratique allemande</b>				
Industries de production . . . . .	..	9,0	6,3	7,1
Industries de consommation . . . . .	..	9,0	4,9	5,1
Agriculture . . . . .	7,6	2,8	0,8	1,6
<b>Roumanie</b>				
Industries de production . . . . .	16,8	12,8	15,7	13,1
Industries de consommation . . . . .	13,1	8,4	10,5	9,6
Agriculture . . . . .	10,1	1,2	2,5	1,9
<b>Tchécoslovaquie</b>				
Industries de production . . . . .	13,5	11,8	5,7	7,1
Industries de consommation . . . . .	7,9	8,6	4,6	8,3
Agriculture . . . . .	1,2	1,6	-0,6	4,9
<b>URSS</b>				
Industries de production . . . . .	13,8	10,7	9,6	8,6
Industries de consommation . . . . .	12,0	8,2	6,4	8,3
Agriculture . . . . .	4,1	6,1	2,3	3,9
<b>Yougoslavie</b>				
Industrie . . . . .		13,3 <sup>d</sup>	10,5 <sup>d</sup>	6,2 <sup>d</sup>
Agriculture . . . . .		4,6 <sup>d</sup>	1,2 <sup>d</sup>	3,2 <sup>d</sup>

<sup>a</sup> Les industries de biens de production et les industries de biens de consommation figurent dans les statistiques officielles sous le nom d'industrie « A » et industrie « B ». Les données ont été établies à partir de *Statisticheskii ejegodnik stran-tchlenov SEV 1971* [Annuaire statistique des pays du CAEM], p. 21 à 28.

<sup>b</sup> 1950-1955. Chiffres établis à partir des données concernant les diverses industries, pondérés en fonction des bulletins de salaire, selon les indications figurant dans *Razvitie narodnogo khozyaistva vengerskoj narodnoj Respubliki* [Développement de l'économie nationale de la République populaire hongroise], Moscou, 1957, p. 27 et 30.

<sup>c</sup> 1958 à 1960.

<sup>d</sup> Etabli d'après *Statistički Godišnjak Jugoslavije, 1971* [Annuaire statistique de la Yougoslavie], Belgrade, 1971, p. 126 et 153.

que les mesures destinées à accroître la consommation pouvaient favoriser la croissance future tout aussi efficacement — sinon davantage — que les mesures visant à la réduire au profit des investissements. Grâce à cette transformation du climat économique, les pays socialistes les plus avancés sont maintenant sur le point de résoudre le conflit à court terme qui oppose les droits individuels aux exigences stratégiques du développement économique.

24. Le tableau III.4 illustre la réorientation de la politique économique qui a fait suite aux progrès accomplis sur la voie d'une plus grande maturité économique depuis le milieu des années 50. Les taux de croissance ont tendu à baisser du fait de la complexité et des dimensions accrues de l'économie ainsi que de l'importance plus grande attachée à la qualité, tandis que le maintien (ou la réalisation) de taux de croissance élevés dans l'agriculture exigeait en général une modération de l'expansion des industries de biens de production et une certaine réduction de l'écart entre les taux de croissance des industries de biens de production et ceux des industries de biens de consommation. Dans le cas de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie, la situation a même été retournée. La même chose s'est produite en URSS en 1969 et en 1970, les taux de croissance ayant été de 6,9 et 8,2 % pour les biens de production et de 7,2 et 8,5 % pour les biens de consommation.

25. La réorientation de la politique susmentionnée pose cependant certains problèmes concernant la structure interne de la production nationale, sa faculté d'adaptation à la demande mouvante des consommateurs et son rejet éventuel par des acheteurs disposant d'un choix plus vaste. Cette nouvelle politique, accompagnée d'efforts de rationalisation et de modernisation qui se traduisent souvent par des économies de main-d'œuvre, peut parfois faire peser des menaces temporaires sur le droit de chacun à un emploi productif à plein temps. S'il ne fait guère de doute que les pays socialistes ont les moyens de faire face à cette situation, celle-ci pose néanmoins de nouveaux problèmes, que les plans économiques à court terme doivent prendre en considération et chercher à atténuer. Dans ce sens, la planification économique, dont l'objet est d'accroître aussi rapidement que possible la production, ne s'accompagne plus automatiquement de l'application du droit universel à un emploi productif, qui peut devenir un objectif indépendant devant être examiné séparément.

## B. — Droit de choisir librement son travail

26. L'article 118 de la Constitution de l'URSS de 1936 (qui n'a pas été modifié par les amendements de 1947) garantit aux citoyens le droit à un travail rémunéré, selon des critères quantitatifs et qualitatifs. La même disposition figure dans les Constitutions des Républiques qui constituent l'URSS<sup>4</sup>. Ces constitutions disposent en outre que l'organisation socialiste de l'économie, le développement des forces de production et la suppression du chômage permettent de garantir le droit au travail.

27. Le droit au travail rémunéré selon la quantité et la qualité du travail fourni, dont il a déjà été question dans la première partie de la présente étude, est également proclamé et garanti par les constitutions d'autres pays

socialistes<sup>5</sup>. L'exercice de ces droits est régi dans tous les cas par les codes nationaux du travail et les divers règlements et ordonnances promulgués conformément à leurs dispositions.

28. Dans tous les pays socialistes d'Europe orientale autres que la Yougoslavie, l'Etat, par l'entremise de ses organismes de planification, assume la responsabilité de garantir le plein emploi. En Pologne, par exemple, les plans à long terme et les plans annuels adoptés par les Conseils des ministres et la Diète de la République contiennent des dispositions relatives à la création d'un nombre suffisant de nouveaux emplois afin de faire face à l'augmentation prévue de la main-d'œuvre et d'absorber les nouveaux candidats au travail (par exemple les femmes qui ne travaillaient pas auparavant, les paysans qui s'installent en ville, etc.)<sup>6</sup>.

29. Pour les jeunes en quête de travail pour la première fois, tous les pays socialistes d'Europe orientale ont créé des services consultatifs d'orientation professionnelle. En Bulgarie<sup>7</sup>, par exemple, ces conseils sont fournis par les services d'orientation professionnelle auxquels les travailleurs plus âgés peuvent également s'adresser s'ils désirent changer d'emploi. Ces services publient des annonces dans les périodiques et autres moyens d'information. En outre, des commissions composées de membres d'organisations féminines, de syndicats, de groupements sociaux et de la Ligue des jeunes communistes et fonctionnant en partie à titre bénévole sont adjoindues aux conseils locaux et municipaux pour les conseiller en la matière, sous la direction des services locaux d'inspection de l'Etat. En Roumanie<sup>8</sup>, la direction du travail et de la protection sociale de chaque circonscription administrative dispose d'un service spécial d'orientation professionnelle qui organise et surveille l'orientation dans les écoles dont le programme d'enseignement s'étale sur 10 ans. Dans la République socialiste soviétique de Biélorussie, un conseil spécial organise les services de formation professionnelle créés dans les écoles à l'intention des jeunes, et ces services sont constitués par des représentants de différents services et ministères et des syndicats<sup>9</sup>. Des services similaires existent en URSS et dans d'autres pays socialistes d'Europe orientale.

30. En dehors des refus ou des licenciements injustifiés qui peuvent se produire occasionnellement, les obstacles au libre choix d'un emploi dans le système social du pays peuvent découler des restrictions imposées à l'exercice d'activités légitimes, à titre personnel, au travail sur des terres appartenant à un particulier<sup>10</sup>, à l'installation dans certaines localités ou de conditions limitant la

<sup>5</sup> Voir les articles 40 et 41 de la Constitution de 1971 de la Bulgarie, l'article 21 de la Constitution de 1960 de la Tchécoslovaquie, les articles 58 et 14 de la Constitution de la Pologne, l'article 45 de la Constitution de la Hongrie, l'article 18 de la Constitution de la Roumanie et l'article 36 de la Constitution de la Yougoslavie.

<sup>6</sup> E/CN.4/1024, par. 81.

<sup>7</sup> Renseignements fournis par le Ministère du travail de la Bulgarie, septembre 1972.

<sup>8</sup> Renseignements communiqués par le Ministère du travail de la Roumanie, septembre 1972.

<sup>9</sup> Renseignements tirés de la réponse de la RSS de Biélorussie aux questionnaires adressés par le Rapporteur spécial (pour le texte des questionnaires, voir l'annexe I de la présente étude).

<sup>10</sup> Selon le Gouvernement de l'URSS (voir E/CN.4/1132), il n'y a pas, en Union soviétique, de restrictions qui soient imposées au « travail sur des terres appartenant à un particulier », terres qui sont dites en URSS « enclos individuels ». En URSS, le droit de se livrer à une activité secondaire consistant à cultiver les enclos individuels est garanti par la loi, et plus particulièrement par la Constitution.

<sup>4</sup> Voir l'article 122 de la Constitution de la République socialiste fédérative soviétique russe, l'article 93 de la Constitution de la République socialiste soviétique de Biélorussie et l'article 98 de la Constitution de la République socialiste soviétique d'Ukraine.

possibilité d'occuper un emploi temporaire ou permanent à l'étranger.

31. Presque tous les pays socialistes d'Europe orientale autorisent dans une certaine mesure les artisans et les petites entreprises du secteur tertiaire à travailler à leur compte, ainsi que les petits propriétaires terriens indépendants et les membres de certaines professions libérales (avocats, médecins, etc.).

32. En Bulgarie<sup>11</sup>, les artisans ont le droit d'exploiter à leur compte de petites entreprises avec l'autorisation spéciale de l'administration locale, à condition que le nombre de leurs employés rémunérés, en dehors des membres de la famille, ne soit pas supérieur à deux. Ils ne sont pas assujettis à des taxes ou des impôts différentiels en dehors des cotisations à la caisse des pensions et au fonds d'assurances sociales, représentant 12,5 % des salaires versés. Dans certaines catégories d'emplois, le travail pour compte personnel est également autorisé. Le statut juridique des personnes se trouvant dans ce cas est régi par le Code du travail et la législation qui en découle, et leur rémunération est déterminée en fonction des normes existantes. Les avocats ont le droit d'avoir une clientèle payante privée. Jusqu'en octobre 1972, c'était également le cas des médecins, mais maintenant seuls les spécialistes qui travaillent dans des cliniques polyvalentes après les heures normales de travail y sont autorisés.

33. Dans la République démocratique allemande<sup>12</sup>, le nombre de personnes considérées comme travailleurs indépendants : propriétaires, copropriétaires ou concessionnaires d'établissements, artisans travaillant à leur compte ou membres des professions libérales et personnes de leur famille travaillant avec eux, était de 1,8 million, soit près de 25 % de l'ensemble de la population active en 1952. Toutefois leur nombre n'a cessé de décroître, et il n'était plus que de 220 000 en 1971, c'est-à-dire 2,2 % de la population active. Environ 63 % d'entre eux appartenaient aux professions artisanales, 18 % étaient des commerçants et un peu moins de 12 % travaillaient dans les activités de service; 14 000 personnes seulement exerçaient des professions libérales.

34. En Hongrie<sup>13</sup>, les petites entreprises du secteur tertiaire et les avocats-conseils ont le droit de travailler à leur compte tout comme les professeurs, qui peuvent donner des leçons particulières. En 1971, on estimait à 16 000 le nombre des personnes fournissant ainsi des services spécialisés. Aucun des intéressés n'était soumis à des taxes discriminatoires.

35. En Pologne, les chauffeurs de taxi, les propriétaires ou gérants de magasins, de librairies, de restaurants ou de cafés, de stations-service ainsi que certaines personnes travaillant dans l'industrie touristique et certaines autres peuvent travailler à leur compte. En 1970, leur nombre total était de 261 000 (y compris les membres de leur famille travaillant avec eux)<sup>14</sup>.

36. En Roumanie<sup>15</sup>, le nombre de personnes occupant des emplois à l'extérieur du secteur socialiste ne représentait en 1970 que 6 % de l'effectif total, contre 62 % en 1950. Dans l'agriculture, leur nombre ne représente encore qu'environ 10 % de l'effectif total de la main-d'œuvre. Les particuliers peuvent exploiter des petits ateliers fournissant leurs services à la population, à condition qu'ils fassent la preuve de leur compétence professionnelle, et les taxes qu'ils ont à payer sont un peu plus élevées que dans le cas d'un simple employé. En vertu de deux lois promulguées en 1968, les personnes ayant les compétences nécessaires et les coopératives artisanales peuvent fabriquer des objets artisanaux dans leurs propres ateliers pour l'ensemble de la population, ainsi que pour les monopoles d'Etat<sup>16</sup>.

37. En ce qui concerne l'URSS, on ne dispose pas de renseignements détaillés concernant le petit groupe de fermiers et d'artisans, qui comprenait une dizaine de milliers de personnes en 1967 (à l'exclusion des membres de leur famille n'occupant pas un emploi), travaillant à leur compte et n'appartenant pas aux coopératives<sup>17</sup>. Leur existence même impliquait qu'ils avaient le droit de choisir librement leur travail, mais leur nombre n'a cessé de diminuer et ils ont maintenant disparu. On ignore dans quelle mesure cet état de choses a résulté de pressions économiques et sociales ou de l'apparition de nouvelles générations moins portées vers ce genre de travail. En vertu de l'arrêté n° 168 du Conseil des ministres de l'URSS, en date du 11 mars 1965<sup>18</sup>, ils ont cessé d'être astreints à fournir des produits à l'Etat.

38. Les chiffres les plus récents relatifs aux personnes travaillant à leur compte figurent dans l'Annuaire statistique de 1971 du CAEM<sup>19</sup>, qui fournit les données suivantes (voir tableau III.5) sur la manière dont la population se répartit entre les différents groupes sociaux :

39. A l'exception de la Pologne, de la République démocratique allemande et, peut-être, de la Roumanie, il semble que les personnes travaillant à leur compte représentent nettement moins de 5 % de la population des pays d'Europe orientale membres du CAEM.

40. En se fondant sur le recensement de 1961, on peut estimer à près de 5,1 millions le nombre des personnes économiquement actives non classées comme employés en Yougoslavie<sup>20</sup> (ce qui représente 61 % de la population économiquement active), dont 4,3 millions travaillant dans l'agriculture, les pêcheries ou la sylviculture et 790 000 dans d'autres secteurs. Sur ce chiffre, quelque 233 000 personnes étaient au chômage et un nombre indéterminé dans les forces armées, en prison, etc. Le nombre de personnes employées dans le secteur privé à l'exclusion de l'agriculture était estimé à 70 000, et il est donc évident que le rapport du nombre moyen d'employés au nombre d'ouvriers (ou de familles) travaillant à leur compte dans ces secteurs devait être

<sup>11</sup> Renseignements communiqués par le Ministère du travail de la Bulgarie, septembre 1972; et renseignements tirés de la réponse de la Bulgarie aux questionnaires adressés par le Rapporteur spécial (pour le texte des questionnaires, voir l'annexe I de la présente étude).

<sup>12</sup> République démocratique allemande, Staatliche Zentralverwaltung für Statistik, *Statistisches Jahrbuch 1972 der Deutschen Demokratischen Republik*, Berlin, Staatsverlag, 1972, p. 52.

<sup>13</sup> Renseignements communiqués par le Bureau central de statistique de Hongrie, septembre 1972.

<sup>14</sup> Annuaire statistique condensé de la Pologne pour 1971, p. 44.

<sup>15</sup> Roumanie, Direction centrale des statistiques, *Anuarul Statistic al Republicii Socialiste România 1971*, Bucarest, 1972, p. 125; et renseignements fournis par le Ministère du travail de la Roumanie, septembre 1972.

<sup>16</sup> Voir E/CN.4/1024, par. 50.

<sup>17</sup> *Voprosy ekonomiki* [Questions économiques], Moscou, 1969.

<sup>18</sup> ONU, *Annuaire des droits de l'homme pour 1965* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.68.XIV.1), p. 339.

<sup>19</sup> *Statisticheski ejegodnik stran-tchlenov SEV 1971* [Annuaire statistique des pays du CAEM], p. 20.

<sup>20</sup> *Statistički Godišnjak Jugoslavije, 1971*, Belgrade, 1971, p. 76, 86 et 95.

TABLEAU III.5

## Pays socialistes d'Europe orientale : répartition de la population entre les différents groupes sociaux

	Nombre d'habitants	Personnes employées	Membres des coopératives de production (y compris les fermes collectives)	Travailleurs indépendants, paysans et artisans travaillant à leur compte	Membres des professions libérales	Autres groupes
<i>Pourcentages</i>						
Bulgarie						
Décembre 1956.....	100	43,9	37,0	18,1	0,2	0,8
Décembre 1965.....	100	58,8	39,7	1,3	0,1	0,1
Hongrie						
A la fin de 1965.....	100	72,0	24,5	3,0	—0,5—	—
A la fin de 1969.....	100	74,2	22,4	2,9	—0,5—	—
Pologne						
Décembre 1950.....	100	47,7	1,9	44,2	0,2	4,0
Décembre 1970.....	100	61,3	3,0	25,6	0,9	9,2
République démocratique allemande						
A la fin de 1964.....	100	80,2	11,5	—8,3—	—	—
Roumanie						
Février 1956.....	100	37,0	8,3	53,7	—1,0—	—
Mars 1960.....	100	52,0	40,9	6,1	—0,8—	—
Tchécoslovaquie						
Mars 1950.....	100	72,8	0	24,1	..	3,1
Mars 1961.....	100	84,2	11,9	3,8	0,1	—
A la fin de 1970.....	100	88,0	9,5	2,4	0,1	—
URSS						
Au début de 1939.....	100	50,2	47,2	0,6	—	—
Au début de 1959.....	100	68,3	31,4	0,3	—	—
Au début de 1969.....	100	78,4	21,6	—	—	—

sensiblement inférieur à 0,15. Ces dernières années, les statistiques disponibles relatives au secteur privé n'ont trait qu'à l'emploi en général<sup>21</sup> et ne renseignent pas directement sur le nombre de personnes qui travaillent à leur compte. En 1971, on estimait que 90 000 personnes travaillaient dans le secteur privé (soit 2,2 % du nombre total d'employés) alors qu'en 1968 on en comptait 100 000 (soit 2,8 % de l'effectif total). On estimait que le nombre de personnes économiquement actives, à l'exclusion de celles qui occupaient un emploi rémunéré et des personnes figurant comme chômeurs dans le recensement de mars 1970, était supérieur à 5,2 millions mais ce chiffre englobait les ouvriers employés à titre temporaire à l'étranger<sup>22</sup>. Il est donc évident que, même si le nombre de ces derniers atteignait un million<sup>23</sup>, le nombre des personnes travaillant à leur compte en Yougoslavie est bien supérieur aux chiffres enregistrés dans les autres pays socialistes d'Europe orientale.

41. Les droits qu'ont les membres des exploitations agricoles collectives de posséder des terres et du bétail varient quelque peu selon les Etats socialistes dont l'agriculture est collectivisée.

42. En Bulgarie<sup>24</sup>, en vertu des articles 53 et 55 du Statut modèle des fermes coopératives (approuvé par le

Congrès agricole en mars 1967), chaque famille de cultivateurs a le droit de posséder à titre personnel entre 0,2 hectare (dans les zones de culture intensive) et 0,5 hectare (dans les zones produisant des céréales), la superficie exacte étant déterminée par l'assemblée générale de la ferme coopérative. Cette superficie s'entend à l'exclusion de l'emplacement occupé par la maison familiale et ses dépendances. Dans les régions montagneuses, chaque ménage de cultivateurs peut recevoir un lopin supplémentaire d'une superficie maximale de 0,5 hectare, à condition qu'il ne se prête pas à la culture mécanisée. Chaque ferme coopérative décide combien de jours de travail ses membres doivent fournir au minimum par an (de 150 à 200 jours) pour assurer la culture des terres collectives avant de pouvoir prétendre exercer ces droits.

43. En Hongrie<sup>25</sup>, la superficie des parcelles privées peut atteindre 1,5 hectare de terre propre à la culture dans les fermes collectives. Le nombre de têtes de bétail appartenant aux particuliers n'est pas limité, que le cultivateur soit membre d'une ferme coopérative ou non. En théorie, le nombre minimal de jours de travail que les membres doivent fournir pour la culture des terres appartenant à la coopérative est de 90 par an, mais en pratique il a atteint ces dernières années 240 jours par an.

44. En Roumanie<sup>26</sup>, la superficie maximale des parcelles appartenant aux cultivateurs est déterminée dans chaque région et leur superficie effective dépend des

<sup>21</sup> *Statistički Godišnjak Jugoslavije*, 1972, Belgrade, 1972, p. 89.

<sup>22</sup> OCDE, *Etudes économiques. — Yougoslavie*, Paris, n° 7, mars 1972, p. 69.

<sup>23</sup> Le journal yougoslave *Borba* (Belgrade) a fait état le 13 juin 1972 de statistiques officielles selon lesquelles le nombre de travailleurs yougoslaves employés à l'étranger était de 672 000 en 1971.

<sup>24</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires; et renseignements communiqués par le Ministère du travail de la Bulgarie, septembre 1972.

<sup>25</sup> Renseignements fournis par le Service central de statistique de la Hongrie, septembre 1972.

<sup>26</sup> Renseignements fournis par le Ministère du travail de la Roumanie, septembre 1972.



décisions prises individuellement par chaque ferme collective.

45. En URSS l'article 42 des statuts modèles des kolkhozes, du 28 novembre 1969<sup>27</sup>, spécifie que la famille kolkhozienne peut posséder en propre une maison d'habitation, des dépendances, du bétail de rapport, de même qu'un petit outillage agricole pour les travaux dans la parcelle individuelle. La superficie de cette parcelle peut aller jusqu'à 0,50 hectare, y compris la superficie couverte par les bâtiments et jusqu'à 0,20 hectare dans les zones irriguées. Le kolkhoze est censé accorder son aide pour la culture de la parcelle (lorsque tous les membres de la famille sont inaptes au travail)<sup>28</sup>, ainsi que pour l'acquisition de bétail, sa surveillance vétérinaire, et pour la fourniture de fourrage et de terrains de pâturage. L'assemblée générale des kolkhoziens peut mettre des parcelles individuelles à la disposition des instituteurs, médecins et autres spécialistes travaillant dans la localité et aussi, dans certains cas, des ouvriers, employés, retraités ou personnes handicapées vivant sur le territoire du kolkhoze. Toutefois, il s'agit là de dispositions des statuts modèles; c'est à l'Assemblée générale des membres de chaque kolkhoze qu'il incombe de prendre les décisions finales à cet égard.

46. En Bulgarie<sup>29</sup>, les conditions dans lesquelles un citoyen peut chercher à obtenir un emploi à l'étranger sont spécifiées par décret<sup>30</sup>. Il est prévu que, afin de protéger les intérêts des citoyens qui travaillent à l'étranger et d'éviter qu'ils ne signent des contrats désavantageux, la conclusion de contrats d'emploi à l'étranger est un monopole d'Etat géré par les organisations responsables des échanges commerciaux avec l'étranger, le Ministère de la construction et des matériaux de construction, etc.

47. Les citoyens hongrois ont le droit de travailler à l'étranger dans le cadre d'accords de coopération bilatéraux ou autres, comme par exemple ceux conclus avec la République démocratique allemande et les autres pays socialistes. Leur nombre était estimé à 10 500 en 1970 et à 11 500 en 1971 (à savoir, un peu plus de 0,2 % de la population économiquement active)<sup>31</sup>.

48. Un nombre relativement important de citoyens yougoslaves ont commencé à travailler à l'étranger aux environs de 1965. Une loi tendant à compléter la loi de base sur l'organisation et le financement du placement des travailleurs a été publiée dans le n° 47 de 1966 du *Journal officiel de la République fédérative socialiste de Yougoslavie*<sup>32</sup>, aux termes de laquelle les bureaux de placement du pays et l'Office fédéral de l'emploi doivent dispenser une aide professionnelle aux candidats au

travail à l'étranger. Les bureaux et l'Office reçoivent les offres d'organisations et d'employeurs étrangers, procurent des renseignements aux candidats yougoslaves et procèdent à leur immatriculation, les aident à élucider des questions juridiques et à obtenir les documents nécessaires, organisent leur départ et concluent des contrats généraux relatifs à leur emploi. Il semble que le nombre exact de Yougoslaves travaillant actuellement à l'étranger soit controversé. Toutefois, selon un rapport récent, leur nombre officiel était de 980 000 au 1<sup>er</sup> janvier 1972<sup>33</sup>, dont environ 780 000 travaillant en Europe occidentale (soit environ 488 000 en République fédérale d'Allemagne, 130 000 en Autriche) et 200 000 autres outre-mer, dont 120 000 en Australie. Selon le recensement de mars 1971, le nombre de Yougoslaves travaillant à l'étranger était de 672 000<sup>34</sup>, soit 3,3 % de la population totale (ce pourcentage atteignait 5,2 % dans le cas de la République croate). En 1969, selon les résultats d'une enquête effectuée par l'Office fédéral de l'emploi<sup>35</sup>, 72 % des intéressés travaillaient à l'étranger moins de trois ans et 4,6 % seulement pendant plus de cinq ans. En moyenne, 95 000 personnes par an étaient parties travailler à l'étranger pendant la période 1966-1970<sup>36</sup>. Il ressort de plusieurs études que l'émigration temporaire est motivée en grande partie par l'attrait de salaires plus élevés à l'étranger, et la situation de l'emploi en Yougoslavie n'a guère influé sur la situation. La possibilité de traverser les frontières dans les deux sens pour des raisons personnelles montre bien que les particuliers et leurs familles ont acquis depuis peu une plus grande latitude pour prendre des décisions.

49. La possibilité de choisir librement un emploi peut être quelque peu limitée par certaines formes de travail obligatoire imposées à la population en cas d'urgence, de nécessité impérieuse ou en diverses autres circonstances.

50. En Bulgarie, en vertu de la loi du 6 février 1958 et de l'Ordonnance n° 1 de 1968 sur les prestations personnelles, les hommes âgés de 18 à 60 ans et les femmes âgées de 18 à 55 ans peuvent être astreints à travailler gratuitement jusqu'à concurrence de 40 heures (exceptionnellement 80 heures) par an pour la réalisation de projets d'équipement local<sup>37</sup>.

51. En ce qui concerne la Tchécoslovaquie, la Commission d'experts de l'OIT chargée d'étudier l'application de la Convention sur le travail forcé a demandé au Gouvernement tchécoslovaque des renseignements sur le décret n° 40 du 28 avril 1953 relatif au service civil<sup>38</sup>. En réponse, le Gouvernement tchécoslovaque a indiqué que le décret en question n'avait jamais été appliqué. Il a en outre informé la Commission d'experts de l'OIT, en juin 1973, qu'il avait décidé d'abroger ce décret<sup>39</sup>.

52. En URSS, les dispositions des articles 11 des anciens codes du travail de la Russie et de l'Ukraine

<sup>27</sup> Pour le texte des statuts modèles des kolkhozes, voir *Pravda*, Moscou, et *Izvestia*, Moscou, 30 novembre 1969, p. 1. Des extraits de ces statuts figurent dans ONU, *Annuaire des droits de l'homme pour 1969* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.XIV.1), p. 330 et suivantes.

<sup>28</sup> Le Gouvernement de l'URSS déclare (E/CN.4/1132) que, aux termes de l'article 42 des statuts modèles des kolkhozes, cette aide doit être accordée à tous les travailleurs des kolkhozes.

<sup>29</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires.

<sup>30</sup> Décret n° 379 de 1967 du Conseil des ministres, complété et modifié par le décret n° 521 de 1970 (Bulletin d'information du Ministère du travail et de la promotion sociale, décembre 1970).

<sup>31</sup> Renseignements communiqués par le Bureau central de statistique de Hongrie, septembre 1972, et figurant dans le *Statistical Pocket Book of Hungary 1972* [Livre de poche des statistiques de la Hongrie], Budapest, Statistical Publishing House, 1972, p. 231.

<sup>32</sup> ONU, *Annuaire des droits de l'homme pour 1966*... p. 379 et 380.

<sup>33</sup> *Borba*, Belgrade, 16 mai 1972.

<sup>34</sup> *Yugoslav Survey : A Record of Facts and Information*, Belgrade, vol. XIII, n° 1, février 1972, p. 19.

<sup>35</sup> *Ekonomika Politika*, Belgrade, XVIII<sup>e</sup> année, n° 882, 24 février 1972.

<sup>36</sup> Voir ci-dessus la note 22 à la page 152.

<sup>37</sup> OIT, Conférence internationale du Travail, cinquante-deuxième session, *Rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et des recommandations*, rapport III (partie 4), Genève, BIT, 1968, p. 211, note 5.

<sup>38</sup> *Ibid.*

<sup>39</sup> OIT, Conférence internationale du Travail, cinquante-huitième session, *Compte rendu des travaux*, Genève, BIT, 1973, p. 626.



permettaient de soumettre les citoyens au travail obligatoire dans les cas où l'on manquait de main-d'œuvre pour effectuer des travaux présentant un intérêt particulier pour l'Etat. Toutefois, ces deux pays ont déclaré que, sauf dans les rares cas de catastrophes naturelles, ces dispositions n'avaient pas été appliquées<sup>40</sup>. Ces dispositions ont disparu de l'article 11 des nouveaux codes du travail adoptés par ces deux pays en décembre 1971, qui devaient entrer en vigueur en avril 1972.

53. Au début des années 60, un certain nombre de pays socialistes d'Europe orientale (notamment la Tchécoslovaquie, l'URSS et la République socialiste soviétique d'Ukraine) ont apporté à leur législation des modifications qui éliminent en certains cas la possibilité d'imposer des peines de prison ou de travaux forcés à la suite de décisions prises par des autorités non judiciaires<sup>41</sup>.

54. En vertu des articles 1 et 2 d'un édit du Présidium du Soviet suprême de Russie, en date du 4 mai 1961 (modifié le 20 septembre 1965), sur le renforcement de la campagne contre les personnes considérées comme se dérochant aux tâches socialement utiles, un individu peut être astreint à un certain travail par décision d'autorités non judiciaires. Un édit similaire a été promulgué par la RSS d'Ukraine le 12 juin 1961 et par la RSS de Biélorussie le 15 mai 1961. Ces trois décrets ont été à nouveau modifiés au début de 1970. En vertu de cette législation, une personne peut être obligatoirement affectée à un emploi par décision du comité exécutif d'un soviet des députés des travailleurs; quiconque se soustrait intentionnellement à une telle décision est passible d'emprisonnement ou d'un travail correctif d'une durée d'un an au plus<sup>42</sup>. Il a été déclaré que ces édits n'avaient pas pour but d'instituer le travail forcé, mais de renforcer le principe de l'obligation générale de travailler, à savoir la règle selon laquelle toute personne capable de travailler a le droit et l'obligation de mener une activité socialement utile de son choix.

55. Dans tous les pays socialistes d'Europe orientale, le moyen principal d'obtenir un emploi est de soumettre directement une demande à la direction de l'entreprise choisie par le postulant (entreprise d'Etat ou coopérative, institution, ou organisation sociale).

56. En URSS, les bourses du travail ont été supprimées en vertu de lois promulguées en 1925 et 1931 (à la suite de la déclaration selon laquelle le chômage avait été éliminé une fois pour toutes) et le droit d'offrir un emploi a été conféré directement aux entreprises et aux établissements de production. Il leur est légalement interdit de refuser de fournir un emploi disponible à tout candidat, sauf en cas d'inaptitude fondamentale<sup>43</sup> (femmes en état

de grossesse, candidats dont les parents ont un casier judiciaire, etc.). L'article 123 de la Constitution interdit toute restriction directe ou indirecte de ces droits, ou, inversement, l'octroi de tous privilèges directs ou indirects en matière d'emploi pour des raisons de sexe, de race, d'origine nationale ou de conviction religieuse.

57. De même, en Bulgarie<sup>44</sup>, la loi interdit aux services d'emploi de refuser la demande d'un postulant par suite de sa nationalité, de ses croyances, de son sexe, de son origine, de sa race, de son éducation ou de son milieu social (art. 35 de la Constitution). Par contre, ces services ne sont pas obligés de lui fournir un emploi même s'il existe un poste disponible et leurs décisions, prises après avoir dûment considéré les compétences du candidat, sont sans appel. De toute manière, la nomination à un poste d'un candidat dont l'âge ou les aptitudes ne correspondent pas aux besoins est illégale.

58. En Hongrie et en Roumanie<sup>45</sup>, le refus d'employer un candidat ne peut se justifier que si celui-ci ne remplit pas les conditions requises ou s'il n'existe pas d'emploi vacant dans l'entreprise. Toute forme de discrimination est interdite par la Constitution.

59. Les mêmes dispositions sont applicables dans d'autres pays d'Europe orientale membres du CAEM.

60. En Yougoslavie les postes vacants sont pourvus par voie de « *konkurs* » (concours) : les vacances de postes doivent être annoncées publiquement, l'entreprise intéressée doit créer un comité spécial chargé de choisir les candidats, et les raisons pour lesquelles on n'a pas accordé un poste à un candidat doivent être indiquées par écrit. Les intéressés ont le droit de faire appel devant les tribunaux locaux<sup>46</sup>. Toutefois, conformément aux principes de l'autogestion, c'est aux travailleurs de l'entreprise intéressée qu'il appartient de statuer sur l'admission de travailleurs dans les entreprises de production et sur leur licenciement, conformément aux lois générales<sup>47</sup>.

61. Dans tous les pays socialistes d'Europe orientale, tout licenciement sans raison valable est interdit par la loi.

62. En Bulgarie par exemple<sup>48</sup>, la loi exige que toute firme ou entreprise qui prend l'initiative de mettre fin à un contrat de travail fournisse des raisons légales pour justifier sa décision (art. 28 à 34 du Code du travail) et souligne le droit de l'employé de réintégrer son emploi en cas de licenciement illégitime, au besoin en faisant appel aux tribunaux (art. 91 du Code du travail).

63. Une autre clause de garantie dont on trouve de fréquents exemples, en particulier dans les RSS de Biélorussie et d'Ukraine<sup>49</sup>, prévoit que lorsque la direction prend l'initiative de congédier un employé elle doit avoir l'approbation du Comité syndical de l'entreprise intéressée. Cette garantie est expressément énoncée à l'article 18 des principes fondamentaux régissant la législation du travail de l'URSS et des Républiques de l'Union, qui sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1971.

<sup>40</sup> OIT, *Rapport de la Commission d'experts...*, p. 211, note 5.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 230, note 1.

<sup>42</sup> OIT, Conférence internationale du Travail, cinquante-septième session, *Rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et des recommandations*, rapport III (partie 4 A), vol. A : *Rapport général et observations concernant certains pays*, Genève, BIT, 1972, p. 92 et 108 à 110. Voir aussi Conférence internationale du Travail, cinquante-huitième session, *Rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et des recommandations*, rapport III (partie 4 A), vol. A : *Rapport général et observations concernant certains pays*, Genève, BIT, 1973, p. 81 et 82.

<sup>43</sup> *Kommentarii k zakonodatelstvu o trude* [Commentaires sur la législation du travail], Moscou, 1966; et *Principes fondamentaux de la législation du travail de l'URSS et des Républiques de l'Union* (en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1971), art. 9 (URSS, *Vedomosti verkhovnogo Soveta SSSR* [Journal officiel du Soviet suprême de l'URSS], n° 29 (1531), 22 juillet 1970, p. 354).

<sup>44</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires.

<sup>45</sup> Renseignements de source officielle.

<sup>46</sup> Renseignements communiqués par le Secrétariat d'Etat des affaires étrangères de la Yougoslavie.

<sup>47</sup> Article 9 de la Constitution yougoslave (E/CN.4/1011/Add.7, p. 7.)

<sup>48</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires.

<sup>49</sup> Renseignements tirés des réponses des RSS de Biélorussie et d'Ukraine aux questionnaires adressés par le Rapporteur spécial (pour le texte des questionnaires, voir l'annexe I de la présente étude).

64. Des dispositions similaires sont en vigueur dans tous les pays socialistes d'Europe orientale.

65. Les articles 46 à 49 du Code du travail de 1966 de la Tchécoslovaquie<sup>50</sup> énoncent les conditions dans lesquelles un employé peut être légalement licencié, lesquelles sont conformes aux normes générales. Toutefois, le Code a été révisé en juin 1968 et à nouveau modifié le 10 décembre 1969. Sous sa forme définitive, il dispose, entre autres, qu'un travailleur peut être licencié si « son activité est de nature à porter atteinte à l'ordre socialiste et que, de ce fait, il n'est pas suffisamment digne de confiance pour occuper ses fonctions ou son poste précédents... »<sup>51</sup>. La Commission d'experts de l'OIT chargée de l'application des conventions et recommandations a exprimé la crainte que le libellé de ces dispositions ne risque de rendre possibles des violations des droits des individus en matière d'emploi pour des motifs découlant de leurs opinions politiques, d'autant plus que ces nouveaux amendements ont eu pour effet d'ajouter des dispositions supplémentaires à un code du travail qui permettait déjà le licenciement d'un travailleur ne répondant pas aux normes prévues [pour son poste] ou ayant commis des infractions graves à la discipline du travail<sup>52</sup>. Le Gouvernement tchécoslovaque a informé la Commission d'experts de l'OIT, en juin 1973, qu'il avait décidé de modifier ces dispositions<sup>53</sup>.

66. En Hongrie, le décret n° 29 de 1964 portant réglementation de certaines questions relatives aux relations de travail a éliminé les dispositions du Code du travail de 1951, précédemment en vigueur, qui autorisaient des sanctions disciplinaires, à l'égard des travailleurs dont l'« attitude révélait une hostilité à l'ordre national et social de la démocratie populaire »<sup>54</sup>, y compris leur licenciement.

67. Une décision de la Commission de contrôle soviétique des 22-26 mai 1963 précisait que des renvois ou refus d'emploi ne devraient plus être prononcés pour des raisons telles que l'origine sociale, à moins que cela ne résulte de dispositions spéciales. En réponse à une question de la Commission d'experts de l'OIT, le Gouvernement soviétique a indiqué qu'il n'existait aucune disposition spéciale de cet ordre contraire à la Convention de l'OIT concernant la discrimination (emplois et profession)<sup>55</sup>.

<sup>50</sup> Code du travail de la République socialiste tchécoslovaque, Prague, 1966.

<sup>51</sup> Paragraphe 1 de l'article 46 et alinéa c du paragraphe 1 de l'article 53.

<sup>52</sup> OIT, Conférence internationale du Travail, cinquante-septième session, *Rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et des recommandations*, rapport III (partie 4 A), vol. A : *Rapport général et observations concernant certains pays*, Genève, BIT, 1972, p. 214 et 215.

<sup>53</sup> OIT, Conférence internationale du Travail, cinquante-huitième session, *Comptes rendus des travaux*, Genève, BIT, 1973, p. 631.

<sup>54</sup> OIT, Conférence internationale du Travail, cinquante-sixième session, *Rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et des recommandations*, rapport III (partie 4 B), vol. B : *Etude d'ensemble sur les rapports relatifs à la Convention et à la Recommandation concernant la discrimination (emploi et profession)*, 1958, Genève, BIT, p. 19, note 3.

<sup>55</sup> *Ibid.*, p. 17, note 5. D'autres indications ont été fournies par le Gouvernement de l'URSS à la demande de la Commission d'experts [voir OIT, Conférence internationale du Travail, cinquante-huitième session, *Rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et des recommandations*, rapport III (partie 4 A), vol. A : *Rapport et observations concernant certains pays*, Genève, BIT, 1973, p. 186].

68. Dans les coopératives agricoles, le droit au travail (sauf en ce qui concerne un nombre limité d'employés des fermes collectives) implique le droit d'être membre d'une ferme collective.

69. En URSS, la Charte des kolkhozes de 1935, qui a été révisée en 1938<sup>56</sup>, impliquait que les enfants des membres de ces kolkhozes deviendraient automatiquement membres de ces fermes lorsqu'ils atteindraient l'âge de 16 ans<sup>57</sup>. Selon les nouveaux statuts modèles des kolkhozes, adoptés le 28 novembre 1969<sup>58</sup>, « tous les citoyens soviétiques qui ont atteint l'âge de 16 ans et ont exprimé le désir de participer comme travailleurs au secteur communal des kolkhozes peuvent devenir membres des kolkhozes ». Le texte ne semble pas impliquer que la collectivité soit tenue d'accepter la candidature de tel ou tel candidat. Il est toutefois prévu que les candidatures doivent être examinées par le Conseil d'administration du kolkhoze dans le mois qui suit le dépôt de la demande et, si le Conseil le recommande, présentées à l'approbation de la réunion générale des membres du kolkhoze. La réticence des législateurs à préciser ce point peut découler de leur désir de respecter l'indépendance des coopératives et il semble que la limitation du droit au travail qui s'ensuit ait un caractère plus théorique que pratique. Des dispositions similaires sont applicables dans d'autres pays socialistes d'Europe orientale.

70. Le droit de choisir librement son travail implique la possibilité pour la personne qui recherche un emploi de recourir librement à un certain nombre de moyens de placement mis à sa disposition en vertu des arrangements institutionnels en vigueur.

71. En URSS, outre l'embauche directe des travailleurs et la cooptation<sup>59</sup> décrites aux paragraphes 56 et 69 ci-dessus, il existe depuis un certain nombre d'années divers moyens de placement :

a) Placement des jeunes quittant les écoles de formation professionnelle et technique, conformément aux plans de formation et de placement établis et ratifiés par les autorités (Conseil des ministres) de chaque République en ce qui concerne la formation de courte durée (un an) ou à moyen terme. Les écoles elles-mêmes sont tenues de diriger les élèves cessant leurs études vers les entreprises ou les projets de construction choisis dans le cadre du plan et doivent prendre à leur charge leurs frais de voyage. Bien que cette méthode offre un moyen de garantir le droit au travail, ce sont la qualité et la souplesse des services d'orientation professionnelle des écoles qui déterminent dans quelle mesure le droit de choisir librement un emploi est exercé.

b) Placement des jeunes diplômés sortant d'établissements d'enseignement supérieur ou intermédiaire. Ces derniers sont dirigés vers un emploi en fonction des qualifications qu'ils ont acquises conformément aux plans officiels ratifiés par les pouvoirs publics de chaque

<sup>56</sup> *Izvestia*, Moscou, 18 février 1935; et *Rechentya partii pravitel'stva po khozyaistvennym voprosam (1917-1967 gg)*, tome II (1929-1940 gg) [Décisions du parti et du gouvernement sur les questions économiques], Moscou, Izdatelstvo politicheskoi literatoury [Publications politiques], 1967, p. 661 et 662.

<sup>57</sup> Le Gouvernement de l'URSS déclare (E/CN.4/1132) qu'il n'en est pas ainsi et que, en réalité, la législation soviétique est toujours partie du principe de l'adhésion volontaire aux kolkhozes de tous les citoyens, y compris les enfants des kolkhoziens ayant atteint l'âge de 16 ans.

<sup>58</sup> Voir ci-dessus la note 27 de bas de page.

<sup>59</sup> *Kommentarii k zakonodatel'stvu o troude* [Commentaires sur la législation du travail], Moscou, 1966.

République et d'autres autorités en accord avec la Commission de planification de tous les Etats de l'Union (Gosplan SSSR). La responsabilité directe est assumée par une commission spéciale pour le placement des jeunes spécialistes, présidée par le directeur de l'établissement d'enseignement et dont les autres membres sont des fonctionnaires des services d'enseignement et des représentants des ministères, départements et entreprises susceptibles de les employer. La Commission doit informer chaque diplômé en temps voulu de sa décision et tenir compte des objections qu'il pourrait formuler. Toutefois, si celles-ci ne paraissent pas valables, le diplômé est tenu d'accepter le poste qu'on lui offre. De plus il est obligé par la loi, dans tous les cas, de travailler pendant au moins trois ans dans l'emploi (ou les emplois) que lui assigne la Commission, et d'autres entreprises ne sont autorisées à l'employer que s'il fournit les preuves qu'il a rempli ses obligations ou qu'il en a été dispensé. Toutefois, rien ne lui interdit de présenter sa candidature pendant la période considérée en vue d'un emploi ultérieur. Des règles identiques s'appliquent aux diplômés des universités bien que, dans leur cas, la durée de la période pendant laquelle ils doivent occuper obligatoirement l'emploi qui leur a été assigné ne soit que de deux ans. Il existe des dispositions juridiques permettant d'éviter la séparation de couples mariés et visant également à éviter des difficultés aux personnes handicapées, à leurs enfants et à certaines autres catégories de personnes, mais dans tous les cas normaux, l'exercice du droit de choisir librement son travail semble être soumis à certaines limitations pendant les premières années qui suivent l'octroi d'un diplôme.

c) Recrutement et répartition rationnels de la main-d'œuvre. Cette forme de placement a été conçue afin de répondre aux besoins en main-d'œuvre des entreprises, exploitations agricoles ou projets de construction dans l'est et le nord du pays, où ces activités sont étroitement liées au rythme des saisons (pêche, extraction de la tourbe, exploitation des forêts, etc.). Dans la République socialiste fédérative soviétique russe, cette responsabilité est confiée à un service administratif spécial chargé du recrutement et de la répartition rationnels de la main-d'œuvre, rattaché au Gouvernement de la République, et qui dispose d'un réseau de filiales et d'inspecteurs locaux. Les contrats portent sur des périodes d'au moins un an, mais en cas d'affectation dans l'extrême est et l'extrême nord du pays, la durée minimale est de deux ou trois ans, respectivement. La loi souligne que le principe de l'embauche volontaire doit être strictement respecté dans tous les cas.

d) Assistance en matière de placement. Le Gouvernement soviétique voit dans cette institution une garantie supplémentaire du droit au travail pour certains groupes de la population qui ont besoin d'être aidés à trouver un emploi. Il peut s'agir d'élèves qui ont quitté l'école secondaire, de jeunes âgés de moins de 18 ans, de personnes handicapées, d'employés de bureau en sur-nombre à la suite d'une réorganisation administrative, de militaires en retraite, de personnes ayant purgé une peine de prison et d'autres cas particuliers. Les autorités responsables du placement des personnes appartenant à ces catégories sont des commissions spéciales composées de ministres adjoints des Républiques et de représentants du parti, des syndicats et d'organismes qui fonctionnent à différents niveaux des pouvoirs locaux et qui prennent des décisions à propos des demandes d'emploi qui leur sont présentées. En outre, les adolescents âgés de 16 à 18 ans

(ou, à titre exceptionnel, ceux de 15 ans) qui n'ont pas fait d'études secondaires peuvent présenter des demandes d'emploi aux soviets des districts ou des villes. Les gérants des entreprises sont tenus d'embaucher les jeunes qui leur sont ainsi adressés; ils l'étaient déjà en vertu d'un décret de 1960 leur enjoignant expressément de ne plus refuser sans raison d'engager les jeunes en question, comme ils l'avaient souvent fait précédemment.

e) Par décret du Conseil des ministres de l'URSS, en date du 22 décembre 1966, sur les mesures propres à assurer la croissance continue de la productivité dans l'industrie et le bâtiment, les services de recrutement et répartition rationnels de la main-d'œuvre ont été supprimés en décembre 1966, et un nouveau système a été institué<sup>60</sup>. Ce sont des comités d'Etat pour l'utilisation des ressources en main-d'œuvre, rattachés au Conseil des ministres de chaque République de l'Union, qui exercent maintenant ces fonctions et qui assurent également la diffusion des renseignements, ainsi que certains services spéciaux qui existent au sein des comités exécutifs des soviets aux niveaux territorial et régional; dans les villes et les districts plus importants, cette fonction est exercée par des personnes spécialement autorisées à cette fin. La procédure de recrutement des membres de ces organes est prévue par le règlement uniforme du travail adopté le 29 septembre 1972 par le Comité d'Etat chargé de la main-d'œuvre et des salaires, et le Conseil des syndicats de l'Union soviétique est censé garantir des droits égaux à tous les citoyens soviétiques.

72. Il semble que depuis 1969 les comités d'Etat soient devenus l'un des moyens principaux de placement des travailleurs en dehors de ceux qui sont engagés directement par les entreprises ou placés par leur établissement d'enseignement. Ces comités sont chargés en particulier de trouver de nouveaux emplois aux travailleurs excédentaires, les entreprises intéressées les informant quelques mois à l'avance de leur intention de licencier du personnel, et ils sont maintenant habilités à contraindre certaines entreprises à employer ou à recycler ces travailleurs.

73. Il en est de même en Bulgarie, où le candidat peut s'adresser directement à une entreprise et obtenir un contrat de travail standard, à moins qu'il ne soit visé par des décisions administratives régissant la répartition des jeunes spécialistes, ou par un certain nombre d'autres décisions (condamnation au travail correctif sans peine de prison pour certains délits et décisions judiciaires prises en vertu du paragraphe premier de l'article 119 du Code du travail de 1951 et des amendements ultérieurs)<sup>61</sup>. Les jeunes spécialistes terminant des études supérieures ou spécialisées sont tenus d'occuper pendant trois ans des emplois qui leur sont désignés officiellement et aucune autre entreprise n'est autorisée à les employer pendant ce temps<sup>62</sup>. La portée de ces dispositions a été encore élargie par l'arrêté n° 48 en date du 29 novembre 1967, dans lequel il est spécifié que les contrats conclus doivent être librement consentis par les parties intéressées<sup>63</sup>.

74. Certaines modalités d'emploi découlent également du recrutement pour des projets d'importance nationale, entrepris par les services spéciaux de l'inspection du travail compte tenu des tableaux de la situation de la main-d'œuvre établis par le Ministère du travail de

<sup>60</sup> E/CN.4/1011/Add.3, p. 55.

<sup>61</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires.

<sup>62</sup> Résolutions n°s 159 et 188 du Conseil des ministres, septembre et novembre 1962.

<sup>63</sup> E/CN.4/1011, p. 2.

chaque région. Ces emplois sont occupés par des volontaires auxquels on accorde des avantages spéciaux (par exemple des facilités de logement, etc.), lorsqu'il est impossible de répondre d'une autre manière aux besoins en main-d'œuvre<sup>64</sup>.

75. La Tchécoslovaquie offre également aux personnes qui cherchent du travail des garanties contre les refus injustifiés, et il est prévu que des comités nationaux peuvent assigner des emplois aux candidats<sup>65</sup>. Des agences de placement similaires existent aussi en Hongrie<sup>66</sup>, en Roumanie<sup>67</sup> et en Yougoslavie<sup>68</sup>.

76. La plupart des pays socialistes d'Europe orientale ont également pris des dispositions pour le placement des jeunes spécialistes sortant des établissements d'enseignement supérieur ou des écoles secondaires techniques et leur imposent l'obligation d'occuper temporairement un emploi (généralement pendant trois ans) dans des entreprises désignées. Toutefois, la Tchécoslovaquie a aboli cette disposition<sup>69</sup> et la Hongrie ne l'applique que dans de cas du personnel médical et infirmier<sup>70</sup>.

77. Un des aspects les plus importants de la liberté de choisir son emploi est le droit pour toute personne de quitter son emploi pour en occuper un autre, après avoir donné le préavis requis, sans risquer une perte excessive sur le plan des avantages acquis.

78. Le Code du travail de la Bulgarie<sup>71</sup> autorise les ouvriers et employés à quitter leur emploi en donnant un préavis de 15 jours, mais le personnel hautement qualifié doit un préavis d'un mois. Ceux qui quittent leur emploi sans préavis ou prématurément doivent verser à l'entreprise l'équivalent de la rémunération correspondant à la période légale de préavis. Toutefois, les ouvriers ont le droit de quitter immédiatement leur emploi sans être pénalisés si leur employeur viole les dispositions du Code du travail, s'ils sont rendus inaptes par suite de maladie (sans qu'un autre emploi approprié leur soit offert dans la même entreprise), ou s'ils sont autorisés à entrer dans un établissement d'enseignement supérieur ou secondaire ou dans un institut de formation professionnelle. D'autres motifs légitimes de cessation d'emploi dans les conditions indiquées sont le changement de résidence, l'affectation pendant plus de six mois à des fonctions ne correspondant pas aux qualifications du travailleur, la grossesse, la nécessité de prendre soin d'enfants âgés de moins de trois ans ou l'intention d'occuper un emploi dans l'industrie du cuivre ou dans des projets de construction présentant une importance nationale.

79. En Tchécoslovaquie, les articles 45, 51 et 52 du

<sup>64</sup> Renseignements communiqués par le Ministère du travail de la Bulgarie, septembre 1972. On a cité en exemple un projet industriel exécuté à Varna.

<sup>65</sup> E/CN.4/1023/Add.4, p. 15.

<sup>66</sup> Des bureaux du travail sont rattachés à tous les conseils de district et servent d'intermédiaires entre les travailleurs et les services de placement à titre bénévole, et chaque année 5 à 8 % des personnes en quête de travail font appel à leurs services (renseignements fournis par le Bureau central de statistique de la Hongrie, septembre 1972).

<sup>67</sup> Il existe des bureaux de placement répartis géographiquement dans toutes les circonscriptions administratives et dans les villes importantes (renseignements fournis par le Ministère du travail de la Roumanie).

<sup>68</sup> Désignés sous le nom de bureaux d'emploi locaux.

<sup>69</sup> E/CN.4/1024, par. 55.

<sup>70</sup> Décret législatif n° 46 de 1957, modifié par le décret législatif n° 31 de 1958.

<sup>71</sup> Alinéa d de l'article 29, et articles 30 et 34.

Code du travail de 1966<sup>72</sup> permettent aux ouvriers et aux employés de démissionner pour des raisons similaires, avec un préavis d'un mois pour les travailleurs âgés de moins de 30 ans, de deux mois pour ceux de 30 à 40 ans, et de trois mois pour ceux de plus de 40 ans. Si le travailleur désire quitter son emploi pour des raisons autres que celles que prévoit la loi, ou sans fournir de raisons, il doit donner un préavis de six mois, à moins que l'ouvrier et l'entreprise n'en conviennent différemment. Une disposition selon laquelle, en certains cas, un travailleur ne pouvait mettre fin à son contrat qu'avec l'accord de l'entreprise ou l'autorisation des autorités compétentes a été abrogée à la fin des années 60<sup>73</sup>.

80. Depuis 1968, la Hongrie reconnaît le droit de tout travailleur de quitter immédiatement son emploi (en perdant une partie des avantages normalement accordés pour ancienneté) ou après un préavis convenu dont la durée varie de deux semaines à trois mois. Pendant cette période, l'employeur doit accorder à l'ouvrier quatre heures par jour à plein salaire, afin de lui permettre de chercher un autre emploi. Son livret de travail ne lui est rendu que lorsqu'il a conclu un contrat pour un nouvel emploi. La loi ne prévoit aucune pénalité pour les ouvriers qui changent trop souvent de travail, mais cette tendance est indirectement découragée par l'octroi de primes d'ancienneté et par un accord officieux entre certaines entreprises, lesquelles se refusent à offrir un emploi à un salaire plus élevé aux « oiseaux volages ». De toute manière, le nombre de ceux qui changent d'emploi ne représente en moyenne qu'environ 12 % du total des effectifs pendant une année normale<sup>74</sup>.

81. En Roumanie<sup>75</sup>, les changements d'emploi sans autorisation spéciale sont généralement autorisés après un préavis de 12 jours, bien que l'intéressé puisse perdre certains avantages qu'assure la continuité de l'emploi (sans que cela affecte toutefois le montant de sa retraite). Parmi ces avantages figure le droit aux congés payés, qui n'est accordé qu'après deux ans de service dans la même entreprise. Toutefois, dans des cas particuliers, l'assentiment de l'employeur actuel et de l'employeur futur est exigé, bien que le travailleur puisse faire appel à l'association dont son employeur actuel fait partie si ce dernier persiste à refuser son accord. Il existe des contrats de travail pour une durée déterminée, lesquels ne peuvent être rompus, mais ils sont généralement limités aux travaux saisonniers, au service de trois ans auquel sont astreints les diplômés d'écoles de formation professionnelle ou au service d'une durée maximale de cinq ans, dû par les personnes ayant fait des études ou reçu une formation à l'étranger aux frais de leur entreprise. Il n'existe pas de pénalités particulières pour ceux qui changent fréquemment d'emploi.

82. En URSS, un certain nombre de limitations très strictes relatives aux changements d'emploi ont été adoptées pendant la seconde guerre mondiale. Elles visaient à empêcher les travailleurs de changer d'emploi, sauf sur la demande de l'Etat, et les contrevenants étaient passibles de peines de prison pouvant atteindre quatre mois. Il semble que ces dispositions, bien qu'appliquées avec moins de rigueur, soient demeurées en vigueur

<sup>72</sup> Voir ci-dessus la note 50 de bas de page.

<sup>73</sup> E/CN.4/1012, par. 44.

<sup>74</sup> Renseignements communiqués par le Bureau central de statistique de Hongrie, septembre 1972.

<sup>75</sup> Renseignements fournis par le Ministère du travail de la Roumanie, septembre 1972.

jusqu'au début des années 50, mais elles ont été officiellement abolies en 1956.

83. Pour le moment, le Code fondamental du travail<sup>76</sup> autorise tous les salariés à quitter leur emploi en donnant un préavis de deux semaines. L'employeur ne peut empêcher sous aucun prétexte l'intéressé de quitter son emploi, ni exiger qu'il indique les raisons de son départ. Les exceptions à cette règle sont, d'une part, les jeunes travailleurs et les spécialistes ou les diplômés tenus de terminer leur période de service dans l'emploi qui leur a été assigné, après obtention de leur diplôme (voir ci-dessus par. 71 b) et, d'autre part, les travailleurs ayant signé un contrat de travail pour une période définie (par exemple, les contrats d'emploi dans le Grand Nord, etc.). Les intéressés ne peuvent donner leur préavis avant l'expiration de leur période de service obligatoire que s'ils estiment que leur employeur n'a pas respecté les conditions de leur contrat, ou en cas de maladie ou d'infirmité.

84. Les travailleurs qui quittent volontairement leur emploi de cette manière ne perdent plus (du moins depuis 1960) les avantages acquis pour services continus (travail ininterrompu pendant 15 ans) ni leur droit à la retraite et autres avantages, à condition qu'ils occupent un nouvel emploi dans le mois qui suit. Une période de 15 années de travail ininterrompu ouvre droit à une majoration de 10 % de la retraite<sup>77</sup>. Cette dernière condition n'est pas exigée des personnes ayant quitté leur emploi par suite de maladie, pour faire des études, en cas de mutation du conjoint, ou pour d'autres raisons reconnues par la loi. Les effets restrictifs de ces règlements sur le libre choix de l'emploi dépendent évidemment de la possibilité pour l'intéressé de trouver un emploi approprié en un mois (ou avant de quitter l'emploi qu'il occupait précédemment). Toutefois, en pratique, les travailleurs ne quittent leur emploi que lorsqu'ils en ont trouvé un autre.

85. Les travailleurs ayant reçu des indemnités pour frais de déplacement, de voyage, etc., au titre de l'emploi qu'ils occupent et qui donnent leur démission avant d'avoir terminé un an de service sont tenus de rembourser le montant total de ces avantages.

86. Des dispositions similaires sont applicables dans les différentes Républiques de l'URSS<sup>78</sup>.

87. En Yougoslavie, la loi fondamentale sur les relations du travail spécifie qu'un travailleur a le droit de mettre fin à son emploi à tout moment à condition de donner un préavis d'au moins 30 jours mais ne dépassant pas 6 mois (à moins que le travailleur et son employeur n'en décident autrement)<sup>79</sup>. En pratique, les cessations d'emploi sont maintenant régies par les statuts de chaque entreprise autonome et il y a souvent présomption de cessation d'emploi dans le cas des travailleurs qui cessent de se présenter sur les lieux de travail<sup>80</sup>.

<sup>76</sup> Principes fondamentaux de la législation du travail de l'URSS et des Républiques de l'Union (en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1971) [URSS, *Vedomosti verkhovnogo Soveta SSSR* [Journal officiel du Soviet suprême de l'URSS], n° 29 (1531), 22 juillet 1970].

<sup>77</sup> Tout travailleur ayant interrompu son travail qui désire bénéficier de la majoration de 10 % de la retraite doit continuer à travailler pendant 10 ans après avoir atteint l'âge de la retraite (renseignements communiqués par le Conseil des syndicats de l'URSS, octobre 1972).

<sup>78</sup> Réponse de la RSS de Biélorussie aux questionnaires.

<sup>79</sup> ONU, *Annuaire des droits de l'homme pour 1965*. . . , p. 354.

<sup>80</sup> Renseignement communiqué par le Secrétariat d'Etat des affaires étrangères de la Yougoslavie.

88. En ce qui concerne les exploitations collectives, il ne semble pas exister de dispositions législatives explicites reconnaissant aux membres d'un kolkhoze le droit de cesser d'en faire partie et de le quitter sans l'autorisation du conseil d'administration de ce dernier. Sur la base des renseignements fournis au Rapporteur spécial, il semble que ce droit soit en fait garanti en URSS.

89. Dans le cas de la Bulgarie, chaque coopérative adopte les dispositions appropriées dans ses propres statuts<sup>81</sup>.

90. En Roumanie, les membres des kolkhozes ont le droit de les quitter avec l'assentiment de leur assemblée générale.

91. La charte des kolkhozes soviétiques de 1935, qui a maintenant été abrogée, mentionnait la possibilité de cesser d'être membre des kolkhozes; cette possibilité découlait implicitement d'un paragraphe interdisant d'attribuer une parcelle des terres collectives des kolkhozes à ceux qui les quittaient. Aux termes de l'article 7 des nouveaux statuts modèles des kolkhozes, en date du 28 décembre 1969, le conseil d'administration des kolkhozes est tenu d'examiner la demande de tout membre qui désire cesser d'en faire partie dans les trois mois qui suivent la présentation de sa demande<sup>82</sup>, mais les statuts n'impliquent aucune obligation légale d'accepter ladite demande. Selon des déclarations verbales de porte-parole officiels<sup>83</sup>, le droit des travailleurs des kolkhozes de changer d'emploi est toutefois garanti en pratique. De plus, si un membre de leur famille désire rester au kolkhoze, le terrain privé de sa famille lui est alloué.

92. Il semble que les ouvriers travaillant temporairement en dehors du kolkhoze, avec ou sans contrat, soient tenus d'obtenir au préalable une dispense de l'administration du kolkhoze avant d'accepter le travail en question. Cette disposition n'est explicitement mentionnée que dans le cas de contrats conclus avec les services chargés du recrutement rationnel de la main-d'œuvre, qui sont maintenant abolis. On ignore dans quelle mesure ces dispositions s'appliquent à d'autres formes de travail en dehors des kolkhozes.

93. Des dispositions similaires sont applicables dans tous les pays socialistes d'Europe orientale mais, dans le cas des demandes individuelles, il est impossible de dégager des règles générales quant au caractère obligatoire ou non de l'approbation de l'assemblée générale ou quant à la facilité avec laquelle elle peut être obtenue. Les règles en la matière peuvent dépendre des statuts adoptés séparément par chaque coopérative et, en conséquence, elles peuvent varier d'un kolkhoze à l'autre. Aucun précepte général ne semble figurer dans les statuts modèles auxquels tous les statuts des kolkhozes sont censés se conformer.

94. L'accélération du rythme des migrations vers les villes dans la plupart des pays socialistes d'Europe orientale ne donne toutefois pas l'impression que ceux qui désirent quitter leurs kolkhozes aient à faire face à des obstacles insurmontables.

95. Le fait que les travailleurs puissent prendre leur retraite beaucoup plus tôt qu'ailleurs dans la plupart des

<sup>81</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires.

<sup>82</sup> Voir ci-dessus la note 27 de bas de page.

<sup>83</sup> Information fournie par un service officiel du gouvernement, Moscou, octobre 1972.

pays socialistes d'Europe orientale — et c'est là l'une des grandes conquêtes sociales des travailleurs de ces pays — n'exclut pas le droit pour les retraités qui se sentent capables d'exercer utilement leur profession d'occuper un emploi. En URSS, par exemple, sur un total de 26 millions de personnes ayant dépassé l'âge de la retraite en 1971, 5,2 millions de personnes avaient choisi de continuer à travailler et touchaient une partie de leur pension en plus de leur salaire. Dans ce cas, le montant des prestations auxquelles elles avaient droit augmentait deux fois par an, proportionnellement à leur salaire, tant qu'elles continuaient à travailler. Certaines catégories de travailleurs ont droit à la totalité de leur pension de retraite tout en continuant à travailler; d'autres ne reçoivent que 50 % de leur pension (ou 75 % dans le cas de ceux qui travaillent dans les zones du nord ou de l'est). Toutefois, en aucun cas leur salaire majoré de la pension de retraite ne peut dépasser 300 roubles par mois<sup>84</sup>.

### C. — Droit à des conditions de travail justes et favorables

96. Dans les pays socialistes d'Europe orientale, les relations entre les travailleurs et les entreprises ou institutions qui les emploient sont régies par des codes du travail et des instruments législatifs connexes, qui émanent généralement de décisions prises conjointement par les autorités de l'Etat et les organes syndicaux. Les relations juridiques trouvent leur expression concrète dans un contrat de travail conclu entre les parties, conformément aux normes générales fixées dans le Code type, qui sert de cadre de références universel.

97. En Bulgarie, les qualifications du travailleur, sa spécialisation et son statut, dont les termes du contrat de travail sont étroitement fonction, sont déterminés par des tests que font passer des jury d'examens spéciaux désignés par la direction (mais qui doivent comprendre un représentant syndical)<sup>85</sup>.

98. En Tchécoslovaquie, le contrat de travail doit être établi par écrit, dans de nombreux cas, notamment si le travailleur en exprime le désir. Il doit préciser le genre de travail pour lequel le travailleur est engagé, le lieu d'exécution du travail et la date de début du travail, ainsi que le barème de rémunération applicable au travailleur et toutes autres conditions susceptibles d'intéresser les parties. Toute période d'essai convenue doit également être précisée dans le contrat<sup>86</sup>.

99. En URSS, les conditions de travail sont réglementées par le Code du travail. Dans les limites de ce cadre général, elles sont régies par la convention collective conclue entre l'employeur (entreprise ou institution), d'une part, et le comité (syndical) de la fabrique, de l'usine ou de la localité, d'autre part<sup>87</sup>. A mesure que les dispositions du Code du travail devenaient plus complètes et plus détaillées, la convention collective, qui était initialement un instrument fixant des normes pour les rapports entre les deux parties, est devenue un instrument de classifica-

tion et d'application du Code du travail<sup>88</sup> dans les conditions propres à chaque entreprise. Outre qu'elle énumère les obligations des deux parties vis-à-vis de l'économie nationale, la convention collective précise les fonctions de l'employeur pour ce qui est de l'administration des salaires, de l'établissement des normes, de la participation des travailleurs à la gestion, des mesures de santé et de sécurité, et des installations mises à la disposition des travailleurs (logement, cantines, infirmeries, etc.). La convention est conclue sur une base annuelle, en février au plus tard, conformément à des règles et procédures fixées conjointement par des organes de l'Etat et des syndicats. Elle est ratifiée par le comité général des salariés de chaque entreprise et transmise pour enregistrement à des autorités supérieures des services d'administration économique<sup>89</sup>.

100. Chaque travailleur employé dans une entreprise est considéré comme ayant conclu avec la direction un contrat de travail qui ne revêt pas nécessairement la forme d'un document officiel<sup>90</sup>, mais qui implique, pour le travailleur, l'obligation de travailler pendant un laps de temps, qui peut soit être indéfini, soit déterminé (trois ans au plus), soit limité à l'accomplissement d'une tâche définie. Le contrat peut être inconditionnel ou ne valoir que pour une période d'essai fixée par le Code du travail<sup>91</sup>. Il ne doit contenir aucune limitation directe ou indirecte des droits ou privilèges pour des motifs de sexe, de race, de nationalité ou de religion. Pour l'employeur, le contrat implique l'obligation de verser un salaire correspondant à l'emploi et d'offrir des conditions de travail conformes aux normes établies par le Code du travail.

101. Les clauses des conventions qui prévoient des conditions de travail moins favorables pour le travailleur que celles qui sont fixées dans le Code du travail, ou qui tendent à limiter ses droits civiques et politiques, sont nulles et non avenues (articles 4 et 28 du Code du travail).

102. En vertu de l'article 9 du décret relatif aux conventions collectives, des organisations syndicales et économiques veillent en commun à ce que les obligations prévues par ces conventions soient respectées.

103. En Yougoslavie, la loi fondamentale sur les relations de travail<sup>92</sup> est fondée sur les principes de l'autogestion garantis aux articles 9 et 10 de la Constitution. Elle prévoit que la collectivité des travailleurs, en tant qu'entité souveraine qui établit les relations de travail à l'intérieur d'une unité de production, décide librement de questions telles que les contrats de travail, le recrutement, la cessation de l'emploi, les heures et

<sup>88</sup> Principes fondamentaux de la législation du travail de l'URSS et des Républiques de l'Union (en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1971) [URSS, *Vedomosti verkhovnogo Soveta SSSR* [Journal officiel du Soviet suprême de l'URSS], n° 29 (1531), 22 juillet 1970.]

<sup>89</sup> A cet égard, le Gouvernement de l'URSS déclare (E/CN.4/1132) que la convention collective contient des règles normatives élaborées par la direction de l'entreprise et le comité local, d'usine ou de fabrique, du syndicat, dans la limite des droits qui leur sont conférés par la législation, et que l'enregistrement des conventions collectives a été supprimée le 1<sup>er</sup> janvier 1971.

<sup>90</sup> Le Gouvernement de l'URSS déclare (*ibid.*) que les codes du travail des Républiques de l'Union stipulent que le contrat de travail peut être conclu oralement ou par écrit mais que l'engagement doit obligatoirement être confirmé par un ordre de la direction.

<sup>91</sup> Le Gouvernement de l'URSS déclare (*ibid.*) que les codes du travail des Républiques de l'Union stipulent que, pendant la période d'essai, la législation du travail s'applique pleinement aux ouvriers et aux employés.

<sup>92</sup> ONU, *Annuaire des droits de l'homme pour 1965*... , p. 350 à 355.

<sup>84</sup> Renseignements communiqués par le Service de la sécurité sociale et le Conseil des syndicats de l'URSS, octobre 1972.

<sup>85</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires.

<sup>86</sup> Code du travail de la République socialiste tchécoslovaque de 1966, art. 27 à 35.

<sup>87</sup> Voir le décret du Conseil des ministres de l'URSS et du Conseil central des syndicats, en date du 6 mars 1966, relatif à la conclusion de conventions collectives dans les entreprises. (ONU, *Annuaire des droits de l'homme pour 1966*... , p. 370 et suivantes.)



conditions de travail, la répartition des gains alloués aux travailleurs et la formation. Ces décisions sont autonomes, en ce sens que l'ancienne dichotomie entre employeur et employés est entièrement supprimée et remplacée par un système de rapports entre travailleurs librement associés, mais elles doivent être conformes aux principes généraux relatifs à l'égalité des droits, au versement d'un salaire correspondant à la quantité et à la qualité du travail fourni par le travailleur, à l'absence de discrimination, etc.

104. Les travailleurs des pays socialistes d'Europe orientale sont munis d'un livret contenant des renseignements sur leur vie professionnelle et d'autres informations pertinentes, qui les accompagne d'un lieu de travail à un autre. En Hongrie, la spécialisation, la formation, les qualifications et les occupations antérieures du travailleur y sont consignées, mais non les salaires perçus<sup>93</sup>. En URSS, le statut professionnel et les titres de chaque travailleur sont consignés dans le livret de travail. Il est délivré à tous les salariés par leur premier employeur et mis à jour par les employeurs suivants, qui, en outre, en ont la garde pendant la période d'emploi du travailleur. Outre la spécialisation du travailleur, il indique les lieux de travail successifs, les transferts, les stages de formation ou d'étude, les mentions spéciales, honneurs et récompenses. Il n'y est fait mention d'aucune action disciplinaire prise contre le travailleur, et aucune annotation ne peut y être faite sans la connaissance et le consentement de l'intéressé. La direction n'est en droit d'exiger d'un candidat à un poste vacant que le livret de travail accompagné de pièces prouvant ses qualifications, et une pièce d'identité (passeport). La loi lui interdit d'exiger que le candidat présente des renseignements ou des pièces autres que ceux qui sont prévus par le Règlement<sup>94</sup>.

105. En Yougoslavie, aux termes de l'article 9 de la loi fondamentale sur les relations de travail<sup>95</sup>, le livret de travail est un document officiel qui sert à attester les faits nécessaires à l'exercice effectif des droits découlant de l'emploi. Il contient, entre autres, des renseignements sur la spécialisation du travailleur, telle qu'elle ressort du certificat que lui ont délivré les autorités locales. Aucune observation défavorable ne peut figurer dans le livret de travail.

106. L'existence de conditions de travail justes et favorables implique que le travailleur doit être assuré de ne pas être affecté injustement, dans l'entreprise où il travaille, à des fonctions incompatibles avec ses qualifications, son contrat de travail ou ses prétentions légitimes. Cette protection est généralement assurée dans les pays socialistes d'Europe orientale.

107. En vertu de l'article 24 du Code du travail de la Bulgarie, l'entreprise ne peut changer le lieu de travail et la catégorie de travail auxquels est affecté le travailleur en vertu d'un contrat de travail sans l'assentiment exprès de l'intéressé<sup>96</sup>.

108. Aux termes du Code du travail de 1966 de la Tchécoslovaquie, le travailleur ne peut normalement être muté que pour des raisons médicales ou disciplinaires, mais, dans des cas non précisés, l'entreprise peut modifier les termes du contrat du travailleur sans son consentement.

<sup>93</sup> Renseignements communiqués par le Bureau central de statistique de Hongrie, septembre 1972.

<sup>94</sup> E/CN.4/1011/Add.3, p. 55 et 56.

<sup>95</sup> ONU, *Annuaire des droits de l'homme pour 1965*..., p. 354 et 355.

<sup>96</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires.

La mutation est également autorisée sans le consentement du travailleur « pour des raisons ayant trait au fonctionnement de l'entreprise », pour conjurer un fléau naturel, ou lorsque d'autres circonstances l'exigent (pour une période ne dépassant pas 30 jours par an). Néanmoins, dans tous ces cas, l'entreprise doit tenir compte des désirs et des capacités du travailleur intéressé et discuter avec lui des motifs de la mutation et de sa durée probable<sup>97</sup>.

109. En Hongrie, le transfert du travailleur à des emplois moins bien rémunérés n'est généralement autorisé que pour des raisons disciplinaires, mais la possibilité de transferts de ce genre est également prévue dans des cas de nécessité économique, sous réserve de l'accord des organes syndicaux<sup>98</sup>.

110. En Roumanie, la mutation n'est autorisée que lorsque le travailleur n'accomplit pas son travail de façon satisfaisante; l'affectation de travailleurs ayant fait des études d'un certain niveau à des travaux demandant peu de qualifications est généralement interdite<sup>99</sup>.

111. En URSS, le Code du travail interdit le transfert permanent d'un travailleur d'une catégorie de travail à une autre, sans son consentement, encore que l'employeur ait le droit de procéder à des transferts d'un lieu de travail à un autre. Les conflits en la matière entre les travailleurs et la direction sont résolus par la Commission des différends du travail ou le Comité (syndical) de la fabrique, de l'usine ou de la localité. Néanmoins, la direction peut transférer temporairement un travailleur à un travail d'une autre catégorie, lorsque cette mesure est dictée par les besoins de la production ou par une action disciplinaire engagée contre le travailleur. Dans le premier cas, le transfert ne doit pas se prolonger au-delà d'un mois ni entraîner une diminution de rémunération, sauf s'il y a un temps mort ou interruption du cycle de production de l'entreprise. Dans le deuxième cas, les transferts à des emplois moins bien rémunérés sont autorisés, à condition qu'ils ne dépassent pas une période de trois mois; de même, la direction ne peut diminuer la rémunération de la personne faisant l'objet de mesures disciplinaires tout en lui demandant d'accomplir un travail demandant les mêmes qualifications, puisque ce serait là enfreindre le principe d'une rémunération correspondant à la quantité et à la qualité du travail fourni.

112. Les transferts à des postes situés dans d'autres localités (villes, districts) ne sont pas autorisés sans le consentement du travailleur, même si cela n'entraîne aucun changement quant à la catégorie de travail<sup>100</sup>.

113. La réponse de la RSS de Biélorussie au questionnaire de l'ONU précise en outre que le transfert à un autre emploi, à l'intérieur de la même entreprise, ainsi que le transfert dans une autre entreprise ou dans une autre localité (même si l'ensemble de l'entreprise est déplacé), sans le consentement du travailleur, sont interdits, sauf dans quelques circonstances précisées par la loi. Les

<sup>97</sup> Code du travail de la République socialiste tchécoslovaque, Prague, 1966, art. 37 et 38.

<sup>98</sup> Renseignements communiqués par le Bureau central de statistique de Hongrie, septembre 1972.

<sup>99</sup> Renseignements communiqués par le Ministère du travail de la Roumanie, novembre 1972.

<sup>100</sup> Principes fondamentaux de la législation du travail de l'URSS et des Républiques de l'Union (en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1971) [URSS, *Vedomosti verkhovnogo Soveta SSSR* [Journal officiel du Soviet suprême de l'URSS], n° 29 (1531), 22 juillet 1970]; et renseignements tirés de la réponse de l'URSS aux questionnaires adressés par le Rapporteur spécial (pour le texte des questionnaires, voir l'annexe I de la présente étude).

transferts temporaires à une catégorie de travail différente ne sont autorisés qu'en cas de nécessité absolue ou de temps mort.

114. Les conditions de travail à l'intérieur de l'entreprise sont fixées en tenant spécialement compte des personnes qui ont une capacité de travail limitée ou qui ont besoin d'une protection temporaire.

115. En Bulgarie<sup>101</sup>, l'article 118 du Code du travail prévoit l'affectation obligatoire des femmes occupées à des travaux pénibles à des travaux plus légers à partir du quatrième mois de grossesse, sans réduction de rémunération. Aux termes de l'article 121, les entreprises sont également tenues, sur instruction de l'organisme sanitaire compétent, de transférer à un emploi approprié les ouvriers ou employés dont l'état de santé l'exige. Tous ces transferts sont régis par le décret spécial du Conseil des ministres, en date du 17 décembre 1963<sup>102</sup>.

116. En Hongrie et Roumanie, la législation du travail contient des clauses analogues et confère également aux individus le droit absolu d'être réintégrés dans leurs fonctions, à la fin de la période de transfert prévue<sup>103</sup>. En Pologne, la législation prévoit que l'employeur doit affecter les femmes à un travail moins fatigant pendant leur grossesse si un médecin juge que leur travail habituel est trop pénible, et interdit également les heures supplémentaires, le travail de nuit ou le détachement hors du lieu de travail habituel, dans le cas des mères ayant des enfants âgés de moins d'un an<sup>104</sup>.

117. En URSS, les femmes enceintes ou les mères allaitantes, les personnes souffrant de certaines maladies, et d'autres catégories de personnes peuvent être transférées temporairement à des travaux moins fatigants, sans réduction de salaire. Si ces transferts prennent un caractère permanent, l'ancien niveau de rémunération est maintenu pendant une période de transition. S'il ne s'agit pas d'un transfert permanent, le même salaire continue d'être versé pendant deux semaines, et dans le cas de femmes enceintes, de mères allaitantes, de mères ayant des enfants âgés de moins d'un an, ou de travailleurs souffrant de blessures, il n'y a aucune perte de salaire pendant toute la période du transfert<sup>105</sup>.

118. Les règles et procédures applicables en matière de discipline du travail et de différends entre des travailleurs individuels et la direction figurent dans des sections spéciales des codes du travail de tous les pays socialistes d'Europe orientale.

119. En Bulgarie<sup>106</sup>, par exemple, les infractions à la discipline passibles de sanctions sont classées dans les catégories suivantes : a) retard au travail; b) départ du travail avant l'heure prescrite; c) inefficacité; d) absentéisme; e) refus d'exécuter un travail raisonnable sans motif valable; f) état d'ébriété au travail; g) négligence; h) infraction à des lois ou à des décrets; i) violation d'autres dispositions en vigueur. Les travailleurs accusés de ces infractions ont le droit de se défendre et s'ils sont jugés coupables, ils sont passibles d'une des sanctions discipli-

naires suivantes : a) avertissement; b) réprimande; c) blâme; ou d) affectation à une catégorie de salaire inférieure ou rétrogradation à un poste moins bien payé dans la même entreprise ou dans une autre<sup>107</sup>. En cas d'une absence du travail injustifiée pendant trois jours consécutifs ou pendant plus de cinq jours par an, le nombre de jours de congé auxquels le travailleur a normalement droit est réduit d'autant; en outre, le travailleur perd son droit à un congé payé supplémentaire (s'ajoutant au congé normal de 14 jours de travail par an). Des dispositions analogues, avec de légères variations, semblent prévaloir dans tous les pays socialistes d'Europe orientale.

120. En ce qui concerne les différends du travail, l'URSS peut être citée comme un exemple typique<sup>108</sup>. Les différends y sont réglés au niveau de l'entreprise par des commissions paritaires où les comités syndicaux et la direction sont représentés également. Si aucun accord n'est conclu ou si les parties au conflit n'acceptent pas toutes deux le verdict, le différend est examiné par le Comité (syndical) de la fabrique, de l'usine ou de la localité. Ce dernier peut confirmer ou modifier la décision de la commission paritaire. Un travailleur demandant à être réintégré dans son emploi après un licenciement injustifié peut présenter une requête au tribunal populaire dans le mois qui suit son licenciement, lorsque celui-ci a été approuvé par le Comité syndical. Les travailleurs qui intentent une action pour toucher leur salaire ou pour faire valoir d'autres droits résultant des relations du travail sont exonérés du versement des frais judiciaires et autres.

121. Les conditions de travail dans les kolkhozes sont généralement fixées par des chartes modèles établies par les congrès des kolkhozes et adoptées par les autorités de l'Etat et du parti; les coopératives s'en inspirent ensuite pour l'élaboration de leurs statuts et règlement. Celui-ci, qui est adopté par l'assemblée générale de chaque kolkhoze, fixe les procédures à suivre pour déterminer les jours de travail et les jours de repos, les congés payés et le rendement de travail minimal de chaque membre. L'assemblée générale attribue à chaque kolkhozien, à titre personnel, une parcelle de terrain, des outils et du bétail, dans les limites fixées dans le statut<sup>109</sup>.

122. En URSS, les nouveaux statuts modèles des kolkhozes<sup>110</sup> précisent que la participation des membres aux divers secteurs de la production de l'exploitation agricole doit être déterminée de façon à favoriser au mieux le développement du secteur communautaire et compte dûment tenu des qualifications, de l'expérience, de la spécialisation et des désirs personnels des membres. La direction du kolkhoze est responsable du paiement des salaires, des paiements en nature, des normes fixées pour le travail aux pièces, des primes, etc. C'est à elle qu'il revient aussi d'attribuer les titres de kolkhozien émérite et les récompenses spéciales; elle est également chargée d'assurer la discipline du travail, de blâmer les délinquants, et de leur imposer des sanctions (par exemple le

<sup>101</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires.

<sup>102</sup> Bulgarie, Journal officiel, n° 101, 1963.

<sup>103</sup> Renseignements communiqués par le Bureau central de statistique de Hongrie et le Ministère du travail de la Roumanie, septembre 1972.

<sup>104</sup> Voir E/CN.4/L.1023/Add.1, annexe, p. 13.

<sup>105</sup> E/CN.4/1011/Add.3, p. 57; et réponse de l'URSS aux questionnaires.

<sup>106</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires.

<sup>107</sup> Des sanctions disciplinaires analogues sont également prévues à l'article 77 du Code de travail de 1966 de la République socialiste tchécoslovaque.

<sup>108</sup> *Kommentarii k zakonodatelstvu o troude* [Commentaires sur la législation du travail], Moscou, 1966; Principes fondamentaux de la législation du travail de l'URSS et des Républiques de l'Union (en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1971) [URSS, *Vedomosti verkhovnogo Soveta SSSR* [Journal officiel du Soviet suprême de l'URSS], n° 29 (1531), 22 juillet 1970]; et E/CN.4/1011/Add.3 annexe, p. 58 et 59.

<sup>109</sup> Renseignements fournis, par exemple, dans la réponse de la Bulgarie aux questionnaires.

<sup>110</sup> Voir ci-dessus la note 27 de bas de page.



transfert à un travail moins bien rémunéré). Enfin, elle est responsable des conditions de vie et des possibilités culturelles offertes aux agriculteurs, y compris de l'enseignement, de la santé et de l'hygiène.

123. Les kolkhoziens se voient attribuer des parcelles individuelles de terrain par décision de l'assemblée générale des membres du kolkhoze; la dimension de ces parcelles est fonction du nombre des membres de la famille du kolkhozien et de leur participation aux travaux du secteur communautaire. Les parcelles ne peuvent dépasser un demi-hectare (y compris les surfaces construites), et un cinquième d'un hectare de terres irriguées. Ce privilège date de l'apogée du mouvement de collectivisation au début des années 30; il a été interprété avec plus ou moins de souplesse, selon les époques. Les nouveaux statuts modèles des kolkhozes précisent que leurs dispositions ne doivent pas être interprétées comme impliquant une réduction de la dimension des parcelles individuelles existant déjà en vertu de la charte des kolkhozes précédemment en vigueur.

124. Pour ce qui est de la sécurité du travail, les pays socialistes d'Europe orientale fixent des garanties spécifiques dans leurs codes généraux du travail et dans des dispositions législatives supplémentaires.

125. En Bulgarie, l'inspection de la sécurité du travail veille à ce que les entreprises, les institutions et les fermes respectent les règlements types concernant les mesures de sécurité<sup>111</sup>.

126. En URSS, le Code du travail fixe les normes techniques et sanitaires qui doivent être respectées dans les entreprises pour prévenir les accidents et sauvegarder la santé. Des conventions annuelles spéciales sont signées par la direction et les comités d'usine en vue de l'adoption de mesures d'hygiène et de sécurité. C'est essentiellement aux inspecteurs techniques désignés par les commissions syndicales et aux corps spéciaux d'inspection de l'Etat qu'il incombe de veiller à l'application de ces mesures<sup>112</sup>.

127. Depuis janvier 1970, une liste type de mesures de sécurité et de mesures sanitaires applicables dans les entreprises est en vigueur. Elle est adaptée aux besoins particuliers de chaque grande industrie par le ministère ou le département compétent, en accord avec les organes syndicaux. Dans les mines, la sidérurgie, les champs pétrolifères, et dans d'autres secteurs, les directeurs d'atelier et les contremaîtres ont également des responsabilités spéciales en matière de sécurité.

128. Des mesures analogues sont appliquées dans les autres pays socialistes d'Europe orientale.

#### D. — Droit à la protection contre le chômage

129. Il n'y a pas d'allocations de chômage, tout au moins sous ce nom, dans les pays socialistes d'Europe orientale autres que la Yougoslavie, car ces pays ont déclaré le chômage banni à jamais. Des dispositions ont néanmoins été prises pour atténuer les difficultés financières rencontrées dans des situations exceptionnelles où

l'individu ne peut gagner normalement sa vie, par exemple pendant la période de transition entre deux emplois successifs.

130. Ainsi en Bulgarie, où le chômage n'existe pas officiellement, le régime de sécurité sociale aide les ouvriers et les employés temporairement sans travail. (Les membres des fermes collectives ne bénéficient pas de cette disposition, car leur statut de membre d'une coopérative n'est pas basé sur un contrat de travail au sens normal du terme.) Peuvent bénéficier de cette aide pendant un maximum de 13 semaines par an les travailleurs licenciés sans faute de leur part, et auxquels aucun autre emploi n'a été proposé; l'intéressé doit avoir effectué un temps de service minimal, et le montant de l'assistance semble dépendre du revenu familial total<sup>113</sup>. Les travailleurs licenciés par suite du progrès technique qui participent à des cours de recyclage ou à des stages d'études peuvent percevoir une allocation égale au montant de leur salaire de base antérieur, pendant une période qui peut aller de trois à six mois. Quand il n'est pas possible de les inscrire à de tels cours, ils ont droit à 100 % de leur salaire précédent pendant un mois, puis à 50 % de ce salaire pendant une période qui ne peut excéder 156 jours de travail<sup>114</sup>.

131. En Tchécoslovaquie également, les travailleurs momentanément sans emploi à la suite de réorganisations peuvent, en vertu de l'arrêté n° 74/1970 du Recueil des lois, percevoir une allocation spéciale avant de prendre un nouvel emploi<sup>115</sup>.

132. Dans la République démocratique allemande, les personnes sans emploi peuvent percevoir pendant 26 semaines des prestations d'un montant égal à 10 % de leur traitement, auxquelles s'ajoute une allocation uniforme pour chaque personne à charge et pour le logement. Ces prestations sont financées grâce à un système d'assurance obligatoire régi par une loi remontant à 1947.

133. En Hongrie, les travailleurs sans emploi pour des raisons étrangères à leur volonté peuvent, sous réserve d'une évaluation de leurs moyens, recevoir une aide en vertu d'une loi de 1957. Les allocations, versées pendant six mois au plus, se montent à 30 % du traitement normal, mais doivent se situer entre 300 et 600 forint par mois, sans compter un supplément de 40 forint par personne à charge.

134. En Pologne, en cas de difficulté ou de retard dans le placement de personnes temporairement sans emploi, les bourses du travail préviennent les bureaux d'aide sociale, qui versent alors un secours spécial temporaire. Le 6 novembre 1968, le Ministre de la santé et de la protection sociale et le Président de la Commission de la main-d'œuvre et des salaires ont promulgué conjointement l'ordonnance n° 20, qui réglemente ce genre d'aide<sup>116</sup>.

135. En revanche, la Roumanie a déclaré qu'étant donné l'absence totale de chômage dans le pays il n'y a aucune mesure spéciale de protection contre le chômage<sup>117</sup>.

136. En URSS non plus, il n'existe pas de prestations de chômage connues sous ce nom, car le chômage y a été

<sup>111</sup> E/CN.4/1011, p. 3.

<sup>112</sup> Le Gouvernement de l'URSS déclare (E/CN.4/1132) qu'il est inexact d'affirmer que le Code du travail, en URSS, fixe les normes techniques et sanitaires. Les normes en question figurent dans des documents spéciaux, pour l'essentiel de caractère réglementaire et tenant compte des particularités de chaque branche d'activité. Ce n'est pas aux inspecteurs désignés par les syndicats et aux corps spéciaux d'inspection de l'Etat qu'il incombe de veiller à l'application des mesures de sécurité du travail, mais à la direction de l'entreprise.

<sup>113</sup> Décret n° 62 du 9 juin 1958 (réponse de la Bulgarie aux questionnaires).

<sup>114</sup> Voir E/CN.4/1011, p. 4.

<sup>115</sup> E/CN.4/1023/Add. 4, p. 15.

<sup>116</sup> E/CN.4/1024, par. 81.

<sup>117</sup> Renseignements tirés de la réponse de la Roumanie aux questionnaires adressés par le Rapporteur spécial (pour le texte des questionnaires, voir l'annexe I de la présente étude).

déclaré liquidé pour toujours, et les bourses de travail ont été fermées en 1931. Les diverses Républiques prévoient cependant une indemnité de licenciement d'un montant égal à deux semaines du salaire moyen dans certaines circonstances légalement définies<sup>118</sup> : c'est-à-dire, soit lorsque les travailleurs perdent leur emploi (sans avoir reçu le préavis obligatoire de deux semaines) pour l'une des raisons suivantes : fermeture, licenciement de personnel, temps mort, arrêt de la production dépassant un mois, soit quand le licenciement fait suite à la réunion d'une commission d'enquête ou d'un tribunal au sujet de l'emploi précédent; dans ces cas, l'indemnité de licenciement est obligatoire, même si l'intéressé a reçu un préavis normal et même si le différend qui a donné lieu à l'enquête a son origine dans le refus du travailleur de suivre l'entreprise si celle-ci est transférée ailleurs.

137. La Yougoslavie est le seul de tous les pays socialistes d'Europe orientale à avoir senti la nécessité de prévoir expressément le versement régulier de prestations de chômage quand la situation d'un travailleur l'exige. Le droit à cette aide est garanti par l'article 36 de la Constitution<sup>119</sup>. Une loi de 1965 régit cette aide, qui est financée par des contributions des employeurs, le budget fédéral prenant à sa charge un déficit éventuel. Les prestations se montent à 50 % du salaire, et elles peuvent être versées pendant six mois (cette période peut être prolongée de 6 à 18 mois pour les travailleurs employés précédemment pendant 50 à 120 mois); elles sont versées sous réserve d'une évaluation des moyens de l'intéressé et à condition qu'il ait travaillé pendant les 12 mois consécutifs précédant la perte de son emploi, ou pendant 18 mois dans les deux années précédant cette date.

138. En Yougoslavie, le nombre de personnes cherchant un travail et recevant des allocations aurait été légèrement inférieur à 10 000 en 1971. Sur ce chiffre, près de 75 % étaient des travailleurs non qualifiés, et environ 34 % étaient des femmes; la durée moyenne de versement de ces allocations a été de 25 jours par personne. Le taux mensuel moyen de ces allocations a été de 407 dinars par personne, soit un peu plus de 28 % des revenus salariaux nets<sup>120</sup>. Le nombre des personnes de cette catégorie a fortement baissé en 1971, après avoir enregistré un total de 13 700 en 1970 avec une pointe à 32 600 en 1966.

139. Dans les cas où la situation de l'emploi est réputée être telle qu'il n'y a pas lieu de prendre de dispositions en vue d'une aide ordinaire en cas de chômage, la protection contre le chômage prend la forme d'un système de garanties contre un renvoi injuste, auquel s'ajoute la fourniture, soit d'offres d'emploi, soit d'une formation, si la perte de l'emploi a été causée par un excédent de personnel dû au progrès technique ou d'autres raisons de structures.

140. Dans tous les pays d'Europe orientale qui sont membres du CAEM il est interdit de résilier le contrat de travail d'un travailleur sans son consentement. Toutefois, dans tous ces pays, d'importantes exceptions à cette règle sont prévues pour des raisons disciplinaires ou économiques qui sont spécifiées dans les codes du travail. La législation sur ce point est assez semblable dans les divers pays étudiés pour pouvoir être illustrée convenablement

par le Code soviétique<sup>121</sup>, qui permet le licenciement dans les cas suivants :

- a) Fermeture totale ou partielle de l'entreprise;
- b) Réduction du volume de travail de l'entreprise ou compressions de personnel;
- c) Arrêt de travail pour raisons techniques pendant plus d'un mois;
- d) Inaptitude prouvée du travailleur à son emploi;
- e) Inexécution systématique, sans raison valable, de ses obligations professionnelles;
- f) Poursuites pénales contre le travailleur en relation avec son emploi;
- g) Peine de prison de plus de deux mois purgée par l'intéressé;
- h) Absentéisme sans raison valable;
- i) Absence prolongée pour cause de maladie (plus de quatre mois consécutifs); cependant, s'il s'agit d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, le travailleur une fois rétabli doit être réintégré;
- j) Réintégration d'un autre travailleur qui occupait précédemment le poste.

En aucun cas un travailleur ne peut être licencié par son employeur sans l'accord du comité syndical de l'entreprise, de l'usine ou de la localité. Le comité ne peut donner son accord qu'après avoir procédé à une étude approfondie de l'affaire, lors d'une réunion où le travailleur lui-même doit être entendu.

141. Des dispositions semblables existent dans toutes les Républiques de l'URSS<sup>122</sup>.

142. Le Code bulgare<sup>123</sup> précise en outre qu'un travailleur peut être licencié s'il a accompli le temps de service requis pour la retraite et s'il a atteint l'âge de 55 ans, pour les hommes, ou de 50 ans, pour les femmes. Le licenciement est également autorisé si le travailleur refuse d'aller dans une autre entreprise ou de suivre l'entreprise dans une autre localité si elle est transférée. Aux termes de l'alinéa e de l'article 130, le Code bulgare admet de plus le renvoi sans préavis si le travailleur a fait l'objet de sanctions disciplinaires, ou s'il existe des preuves solides qu'il a commis un délit lié à son emploi. Dans ce dernier cas, le licenciement n'est que temporaire et le travailleur doit être réintégré avec versement rétroactif de son salaire s'il n'a pas été officiellement condamné dans les deux mois.

143. En Hongrie et en Roumanie<sup>124</sup> également, le licenciement n'est autorisé que pour des raisons disciplinaires, et à condition d'être approuvé par les organes syndicaux, ou pour des raisons économiques (par exemple la fermeture d'un puits).

144. En Yougoslavie, la situation est régie par les principes de l'autogestion définis dans la loi fondamentale sur les relations de travail<sup>125</sup>. Les articles 2 et 17 de cette loi spécifient qu'une collectivité de travailleurs peut mettre fin à un emploi ou exclure l'un de ses membres, à la condition d'établir que cet emploi a perdu sa raison

<sup>121</sup> Principes fondamentaux de la législation du travail de l'URSS et des Républiques de l'Union (en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1971) [URSS, *Vedomosti verkhovnogo Soveta SSSR* [Journal officiel du Soviet suprême de l'URSS], n° 29 (1531), 22 juillet 1970]; et réponse de l'URSS aux questionnaires.

<sup>122</sup> Réponses des RSS de Biélorussie et d'Ukraine aux questionnaires.

<sup>123</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires.

<sup>124</sup> Renseignements communiqués par le Bureau central de statistique de Hongrie et le Ministère du travail de Roumanie, septembre 1972.

<sup>125</sup> ONU, *Annuaire des droits de l'homme pour 1965*... , p. 350 et suivantes.

<sup>118</sup> Réponse de la RSS de Biélorussie aux questionnaires.

<sup>119</sup> Amendements constitutionnels de la Constitution de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, Belgrade, 1969.

<sup>120</sup> *Statistički Godišnjak Jugoslavije, 1972* [Annuaire statistique de la Yougoslavie], Belgrade, 1972, p. 101 et 277.

d'être, par exemple si des postes ont été supprimés et qu'il n'y a pas d'autres postes disponibles, ou si le volume des opérations est réduit de façon permanente, ou si les capacités du travailleur sont insuffisantes.

145. La plupart des pays socialistes d'Europe orientale précisent les circonstances particulières dans lesquelles le licenciement ne peut être prononcé en aucun cas. Ainsi, pour la Pologne : quand le travailleur est en vacances ou en congé; s'il effectue son service militaire; s'il est détenu; pendant la grossesse et pendant le congé de maternité (payé ou non payé); s'il s'agit d'un ancien combattant, d'un invalide de guerre, d'une épouse de militaire, d'un travailleur ayant de nombreuses années de service, d'un soutien de famille. En outre, une protection spéciale est prévue en faveur des travailleurs membres d'un conseil d'entreprise, en faveur des délégués syndicaux, des inspecteurs du travail et des membres de tribunaux sociaux ou autres. Cette protection s'étend aux travailleurs en congé à la suite de leur élection à un poste dans l'administration locale, dans un syndicat ou dans d'autres organes politiques; elle s'étend également aux travailleurs qui exercent sans congé des fonctions publiques ou civiques en dehors de leur lieu de travail. Ne peuvent non plus être licenciés les jeunes travailleurs employés comme apprentis ou comme stagiaires à l'issue d'un cours de formation professionnelle<sup>126</sup>.

146. Des dispositions analogues existent en Yougoslavie, aux termes de la loi fondamentale sur les relations du travail<sup>127</sup>.

147. On peut illustrer les dispositions rencontrées le plus fréquemment dans les pays étudiés, en ce qui concerne le licenciement et le emploi en cas de réorganisation, en se référant au Code du travail de l'URSS<sup>128</sup>. Il y est prévu qu'en cas de suppression de postes la direction pourra transférer des travailleurs qualifiés à d'autres postes, avec leur accord, et congédier à leur place des travailleurs moins qualifiés, même si la réorganisation ne touche pas les postes de ces derniers. Le Code du travail donne une protection contre le licenciement relativement plus grande aux travailleurs plus qualifiés et, à l'intérieur d'une même catégorie, aux travailleurs ayant les plus grosses charges de famille. L'employeur est cependant tenu d'assurer dans chaque cas un autre emploi permanent ou temporaire, dans la même entreprise ou dans une autre<sup>129</sup>. Là où c'est impossible, parce qu'il y a trop de travailleurs en sur-nombre, le parti ou le gouvernement prennent des mesures spéciales pour organiser des cours de recyclage payés, pour verser des indemnités forfaitaires, des allocations de transfert, etc. Dans ces cas, la responsabilité du reclassement éventuel des travailleurs touchés par la réorganisation incombe conjointement à la direction de l'entreprise et au comité syndical de l'entreprise, de l'usine ou de la localité.

148. Le refus d'une offre de reclassement n'empêche pas le travailleur d'être licencié si le comité d'entreprise partage les vues de la direction.

<sup>126</sup> E/CN.4/1023/Add.1, annexe, p. 14 et 15.

<sup>127</sup> Voir ONU, *Annuaire des droits de l'homme pour 1965* ..., p. 354.

<sup>128</sup> *Kommentarii k zakonodatel'stvu o trude* [Commentaires sur la législation du travail], Moscou, 1966; et *Principes fondamentaux de la législation du travail de l'URSS et des Républiques de l'Union* (en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1971) [URSS, *Vedomosti verkhovnogo Soveta SSSR* [Journal officiel du Soviet suprême de l'URSS], n° 29 (1531), 22 juillet 1970].

<sup>129</sup> Réponse de l'URSS aux questionnaires.

149. Un travailleur licencié par suite de réorganisation ne perd pas le bénéfice de son ancienneté pour sa retraite et les autres prestations, à condition de reprendre un emploi dans le mois qui suit son licenciement (ce délai est prolongé dans certains cas par des dispositions administratives spéciales).

150. Le licenciement pour inaptitude fait l'objet de dispositions limitatives semblables à celles qui s'appliquent en cas de réorganisation, pourvu qu'il n'y ait pas eu faute de la part de l'intéressé. Si l'inaptitude est due à des raisons de santé, la loi impose à l'employeur de transférer le travailleur à un poste moins fatigant.

151. Le renvoi pour infraction à la discipline n'est autorisé que si le comportement incriminé à un caractère prolongé, répétitif ou systématique, et si d'autres mesures d'ordre social ou disciplinaire sont demeurées sans effet. On ne pourra citer à l'appui d'une proposition de licenciement des infractions à la discipline ayant fait l'objet d'une sanction antérieure, sauf si l'intéressé a été sanctionné pour une faute analogue dans l'année qui précède. Dans tous les cas, la question doit être soumise au comité syndical de l'entreprise, de l'usine ou de la localité.

152. Le renvoi sans avertissement ni autres mesures préalables est cependant autorisé dans le cas d'absentéisme injustifié (absence sans raison valable une journée entière) ou d'ébriété au travail. Toutefois, même alors, le Code du travail prescrit d'offrir des possibilités de rachat avant de recourir au licenciement.

153. Les travailleurs congédiés pour infraction à la discipline peuvent perdre le bénéfice de leur ancienneté<sup>130</sup>, mais les syndicats se considèrent comme tenus de les aider à retrouver un emploi et une place dans la société<sup>131</sup>.

154. En URSS, l'employeur a également le droit, si les nécessités de la production l'exigent, de congédier des travailleurs empêchés pour raison de santé de remplir leurs fonctions pendant plus de quatre mois de suite. Dans ce cas, le travailleur licencié continue de percevoir ses allocations pour incapacité temporaire et il conserve le bénéfice de son ancienneté, quelle que soit la durée de l'interruption.

155. En général, les entreprises doivent donner un préavis de deux semaines et verser au travailleur licencié une somme forfaitaire d'un montant égal à son salaire moyen pendant une période de 12 jours. On doit lui remettre son livret de travail, et ce livret doit porter les indications exigées par la loi et indiquer les raisons précises du licenciement, par exemple « licencié pour réorganisation », « licencié pour absentéisme », etc.

156. En URSS, selon les statuts modèles des kolkhozes<sup>132</sup>, l'expulsion d'un travailleur du kolkhoze peut être utilisée comme mesure extrême à l'encontre d'individus qui violent la discipline du travail<sup>133</sup>, quand les autres sanctions se sont révélées inefficaces. Cette mesure nécessite une décision de l'Assemblée générale des kolkhoziens; le membre qui s'estime lésé peut faire appel devant le Soviet local. Les membres exclus sont privés de tous les droits prévus par le statut du kolkhoze, y compris probablement le droit à leur parcelle personnelle, exception

<sup>130</sup> Il n'y a cependant pas d'incidence sur les prestations afférentes aux risques professionnels ou aux accidents du travail.

<sup>131</sup> Renseignements communiqués par un organisme gouvernemental, Moscou, octobre 1972.

<sup>132</sup> Voir ci-dessus la note 27 de bas de page.

<sup>133</sup> Réponse de l'URSS aux questionnaires.

faite d'une faible partie de celle-ci à laquelle tous les citoyens ont droit<sup>134</sup>.

157. Les dispositions décrites ci-dessus semblent offrir des garanties suffisantes contre un renvoi injustifié, mais une protection efficace contre le chômage involontaire dépend forcément aussi de la facilité avec laquelle ceux qui ont été congédiés pour des motifs valables, qui désirent changer d'emploi ou qui arrivent dans le monde du travail peuvent trouver ou se voir offrir un emploi dont le genre et l'emplacement soient compatibles avec leurs aspirations raisonnables. De sérieux obstacles en la matière risquent de faire payer la prévention du chômage par de sévères restrictions au libre choix de l'emploi.

158. Quelques signes prouvent qu'en URSS le gouvernement et le parti ont commencé à se préoccuper de ces dangers dans le milieu des années 60. De nouvelles commissions de placement de la main-d'œuvre ont alors été instituées au niveau des districts, des villes et des régions. Il semble que, dans certaines Républiques caucasiennes, on ait essuyé des difficultés et des retards pour trouver des emplois pour les jeunes quittant l'école secondaire : en 1966, ce problème a touché 16 % de ces jeunes en Arménie et 18 % en Azerbaïdjan<sup>135</sup>. On a eu aussi des difficultés pour placer dans l'agriculture autant de jeunes spécialistes et de jeunes sortant de l'école que le plan le prévoyait, à cause d'une préférence générale pour le travail en ville. Le problème a peut-être été aggravé par l'accroissement du nombre des jeunes quittant l'école à la fin des années 60 et au début des années 70<sup>136</sup>, et par les réformes économiques en cours, qui sont susceptibles de se traduire par des excédents de personnel dans les entreprises industrielles. D'autres signes de ces difficultés sont les fréquents appels à investir davantage dans les industries à forte intensité de main-d'œuvre, capables d'absorber des travailleurs touchés ailleurs par des réorganisations.

159. Les problèmes d'emploi de caractère structural apparaissent plus nettement au niveau régional. Tandis que les grandes villes se plaignent d'un manque de main-d'œuvre, un nombre considérable de petites villes souffrent d'un excédent de main-d'œuvre à la recherche d'un emploi. C'est la raison pour laquelle les plans et les directives d'Etat favorisent souvent la construction de nouvelles entreprises dans les petites et moyennes zones de peuplement urbain.

160. Une autre cause de difficultés a été l'afflux dans les villes, non prévu apparemment, de jeunes — en particulier de travailleurs qualifiés — venant de la campagne. Ces problèmes sont aggravés par les migrations non contrôlées de main-d'œuvre depuis la Sibérie, l'Oural et l'Extrême-Orient vers les régions ayant des excédents de main-d'œuvre de l'Asie centrale, de l'Ukraine et du nord du Caucase<sup>137</sup>.

161. Certains se plaignent que les chiffres de main-d'œuvre établis pour les besoins de la planification aux niveaux territorial et régional ont un caractère trop global pour éliminer les déficits et les excédents de main-d'œuvre

<sup>134</sup> Selon des renseignements plus récents émanant d'un organisme gouvernemental à Moscou, en octobre 1972, tous les citoyens soviétiques vivant dans des zones rurales ont droit à une parcelle personnelle de 0,15 hectare.

<sup>135</sup> *Troud*, Moscou, 28 mars 1967.

<sup>136</sup> *Troud*, Moscou, 6 mai 1967.

<sup>137</sup> Voir, par exemple, V. Perevedentsev, « Migratsia naselenia i ispol'zovanie troudovykh resoursov » [Migrations des populations et utilisation de la main-d'œuvre], dans *Voprosy ekonomiki* [Questions économiques], Moscou, n° 9, septembre 1970, p. 34.

au niveau des districts. Ainsi, on a signalé dans le territoire de Krasnoïarsk un déficit net global de 60 000; mais ce chiffre cachait un déficit brut de 15 500 dans des régions déficitaires et un excédent brut de 14 900 dans d'autres régions<sup>138</sup>.

162. Il semble que 60 à 80 % des nouveaux venus dans le monde du travail soient des jeunes quittant l'école et des adolescents, et cette proportion va croissant. C'est dire l'importance de l'orientation professionnelle avant l'emploi. Cependant, beaucoup se plaignent de ce service. On constate que la grande majorité des démissions se produisent dans la première année d'emploi, ce qui suppose un assez grand nombre d'erreurs d'orientation et d'espoirs déçus<sup>139</sup>.

163. Du fait des nouvelles mesures de rationalisation pratiquées dans l'industrie, on s'attend à voir augmenter le nombre de travailleurs touchés par des suppressions de postes, et ces derniers risquent fort d'attendre plus longtemps (en moyenne) avant de trouver un nouvel emploi. Aussi a-t-on prévu d'augmenter les prestations compensatoires pendant cette période en majorant les indemnités de recyclage et les indemnités de licenciement, etc.<sup>140</sup>.

#### **E. — Droit du travailleur à une rémunération juste et favorable lui garantissant, ainsi qu'à sa famille, une existence décente**

164. La Constitution et les codes du travail de tous les pays socialistes d'Europe orientale, qui ont été passés en revue dans la première partie de la présente étude, disposent que les travailleurs doivent être rémunérés en fonction de la quantité et de la qualité du travail fourni, sans considération de sexe, d'âge, de race ou de nationalité. En outre, il est généralement stipulé que le salaire mensuel ne doit en aucun cas être inférieur au salaire minimal fixé par l'Etat. Le montant dudit salaire minimal, par rapport à la moyenne des salaires, varie naturellement dans le temps, le salaire moyen augmentant constamment depuis le moment où un nouveau salaire minimal a été fixé, jusqu'à la révision suivante. D'après les données statistiques, il semblerait toutefois que le salaire minimal se situe généralement entre un tiers et légèrement plus de la moitié du salaire moyen pour l'ensemble du pays.

165. En Bulgarie, l'arrêté n° 49 du Conseil des ministres, en date du 8 octobre 1966, a établi un salaire mensuel minimal s'élevant à 55 leva (soit 2,20 leva par jour) pour les ouvriers, et 57 leva pour les employés<sup>141</sup>. Le 30 août 1969, ce montant a été porté (à compter du 1<sup>er</sup> avril 1970) à 60 leva, plus un supplément de 5 leva au titre d'un décret antérieur<sup>142</sup>. Le montant du salaire mensuel moyen s'éle-

<sup>138</sup> V. Tchirakov, « Problemy izpol'zovania troudovykh resoursov sela » [Problèmes relatifs à l'emploi de la main-d'œuvre au village], dans *Voprosy ekonomiki* [Questions économiques], Moscou, n° 1 janvier 1968, p. 40.

<sup>139</sup> *Troud*, Moscou, 24 juin 1969, et *Zarya vostoka*, Moscou, 5 juin 1969.

<sup>140</sup> A. Maïkov, « Voprosy pereraspredelenia troudovykh resoursov » [Question de la répartition de la main-d'œuvre], dans *Planovoe khozyaistvo* [Economie planifiée], Moscou, n° 11, novembre 1968 p. 16.

<sup>141</sup> E/CN.4/1011, p. 4.

<sup>142</sup> Décrets n° 33 d'août 1969 et n° 63 de décembre 1967 (réponse de la Bulgarie au questionnaire de l'ONU, 1972). En outre, en vertu du décret n° 12 en date du 24 mars 1972, le salaire minimal des mécaniciens travaillant dans l'agriculture a été porté de 2 à 2,80 leva par jour.

vait à 107 leva en 1967 et à 124 leva en 1970<sup>143</sup>, ce qui semblerait indiquer que le salaire minimal dépassait légèrement 50 % du salaire moyen durant les deux années en question.

166. En Hongrie, le salaire minimal de 800 forint par mois<sup>144</sup> représentait environ 36 % du salaire moyen versé dans les entreprises d'Etat et les coopératives en 1971<sup>145</sup>.

167. En Pologne, le salaire minimal a été porté de 360 à 700 zlotych par mois entre 1955 et 1961. Il est ensuite passé à 750 zlotych en 1963 et à 850 zlotych en 1966<sup>146</sup> (chiffre net de tout impôt sur le revenu, dont tous les salaires inférieurs à 1 000 zlotych sont exemptés). Le salaire moyen s'étant élevé à 2 013 zlotych et à 2 459 zlotych, respectivement, en 1965 et en 1970<sup>147</sup>, le salaire minimal a représenté légèrement moins de 35 % du salaire moyen durant les deux années en question. En 1971, le salaire minimal a été porté à 1 000 zlotych<sup>148</sup>.

168. En Roumanie, le salaire minimal a été porté de 570 à 700 lei par mois à compter du 1<sup>er</sup> août 1967, et tous les salaires inférieurs ont été augmentés de 10,4 %<sup>149</sup>. En 1970, les salaires en question avaient été portés à 800 lei par mois, soit 56 % du salaire industriel moyen et 60 % du salaire agricole moyen versés durant la même année<sup>150</sup>. On prévoit qu'en 1972 le salaire minimal sera porté à 1 000 lei par mois<sup>151</sup>.

169. En URSS, le montant du salaire minimal a été fixé à 30-35 roubles par mois (27 roubles dans les régions rurales) à compter de janvier 1957. Ce montant a été porté à 40-45 roubles (40 roubles dans les régions rurales) en 1962 puis, en janvier 1968, à 60 roubles par mois pour l'ensemble des salariés (70 roubles pour certaines catégories de travailleurs)<sup>152</sup>. Enfin le vingt-quatrième Congrès du parti a promulgué un décret portant le salaire minimal mensuel à 70 roubles pour toutes les catégories de travailleurs à compter de 1971 et a prévu l'octroi de nouvelles majorations durant les trois années à venir. Le montant du salaire moyen s'est établi à 78, 87, 113 et 126 roubles par mois durant les quatre années initiales de mise en vigueur de la nouvelle législation sur le salaire minimal, d'où il ressort que le salaire minimal a enregistré une augmentation régulière qui l'a porté de 42 % à près de 56 % du salaire moyen pratiqué<sup>153</sup>.

170. Il ne semble pas exister de renseignements en ce qui concerne le nombre de personnes dont le revenu correspond au minimum légal, on sait seulement que les

majorations intervenues en 1957 ont intéressé 6 millions de salariés, dont certains ont vu leurs revenus doubler d'un jour à l'autre.

171. En Yougoslavie, le salaire minimal s'élèverait à 50 dinars par mois<sup>154</sup>, soit environ 42 % du revenu moyen net par habitant en 1971 (1 432 dinars par an)<sup>155</sup>. D'après les indications fournies, environ 2 000 personnes percevaient le salaire minimal en 1971<sup>156</sup>.

172. En URSS, les nouveaux statuts modèles des kolkhozes disposent que la rémunération des membres du kolkhoze comprend un salaire garanti. Toutefois, les statuts ne stipulent pas l'égalité des salaires entre les travailleurs des kolkhozes et ceux des exploitations d'Etat (sovkhozes), à compétence égale<sup>157</sup>. Ils donnent cependant reconnaissance juridique au principe selon lequel les revenus de la collectivité devraient être affectés en priorité au versement des salaires et ensuite seulement au recouvrement des impôts et à la formation du capital collectif.

173. La fixation du montant des salaires versés aux travailleurs dans les pays d'Europe orientale qui font partie du CAEM est régie par une réglementation de façon détaillée par les organismes d'Etat et les organisations syndicales, les modalités d'application selon les entreprises étant définies par la direction de l'entreprise agissant en accord avec les comités locaux de fabrique ou d'usine.

174. La Bulgarie donne effet au principe constitutionnel de la rémunération en fonction de la quantité et de la qualité du travail fourni<sup>158</sup> en publiant des tableaux types portant fixation des salaires (approuvés par le Conseil des ministres en vertu de l'article 68 du Code du travail), dont le montant est indexé selon la complexité, la difficulté et l'importance sociale du travail effectué<sup>159</sup>. Il est interdit aux organismes employeurs d'opérer des prélèvements sur les salaires individuels au titre des cotisations d'assurance sociale (celles-ci doivent être entièrement payées par eux sur leurs ressources propres), mais un prélèvement de 2 % est opéré sur le revenu des membres des kolkhozes au titre des pensions de retraite<sup>160</sup>.

175. Dans plusieurs autres pays d'Europe orientale faisant partie du CAEM les salaires sont fixés selon des modalités analogues mais les dispositions applicables à la retenue à la source des impôts et autres charges semblent toutefois différer. On peut citer à titre d'exemple la situation qui existe en Hongrie, où l'on retient sur les salaires des cotisations variant entre 2 et 3 % au titre des assurances sociales ainsi qu'un impôt sur le revenu dont le montant moyen, selon les indications fournies, représentait entre 5 et 6 % en 1972. Les jeunes travailleurs âgés de 18 à 24 ans qui ont été exemptés du service militaire sont assujettis à une retenue supplémentaire de 12 % durant

<sup>143</sup> *Statisticheskii ежегодnik stran-tchlenov SEV 1971* [Annuaire statistique des pays du CAEM], p. 389.

<sup>144</sup> Renseignements communiqués par le Bureau central de statistique de Hongrie.

<sup>145</sup> Salaire mensuel moyen en 1971 : 2 201 forint. (*Statisticheskii ежегодnik stran-tchlenov SEV, 1971*, p. 390.)

<sup>146</sup> E/CN.4/1011/Add.1, annexe, p. 33; et renseignements tirés de la réponse de la Pologne aux questionnaires adressés par le Rapporteur spécial (pour le texte des questionnaires, voir l'annexe I de la présente étude).

<sup>147</sup> *Statisticheskii ежегодnik stran-tchlenov SEV, 1971*, p. 390.

<sup>148</sup> Renseignements communiqués par la Mission polonaise auprès de l'office des Nations Unies à Genève, octobre 1972.

<sup>149</sup> ONU, *Annuaire des droits de l'homme pour 1967* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.70.XIV.1), p. 313.

<sup>150</sup> Réponse de la Roumanie aux questionnaires.

<sup>151</sup> Renseignements communiqués par le Ministère du travail de la Roumanie.

<sup>152</sup> ONU, *Annuaire des droits de l'homme pour 1967* . . . , p. 357.

<sup>153</sup> Bureau central de statistique du Conseil des ministres de l'URSS, *Narodnoe khozyaistvo SSSR v . . .* [L'économie nationale de l'URSS en . . .], Moscou, Statistika (différentes années).

<sup>154</sup> Renseignements communiqués par le Secrétariat d'Etat aux affaires étrangères de la Yougoslavie, septembre 1972.

<sup>155</sup> *Statistički Godišnjak Jugoslavije 1972* [Annuaire statistique de la Yougoslavie], Belgrade, 1972, p. 276.

<sup>156</sup> Renseignements communiqués par le Centre de recherche sur les niveaux de vie, Belgrade, septembre 1972.

<sup>157</sup> Le Gouvernement de l'URSS déclare (E/CN.4/1132) qu'il est injustifié de mettre en doute l'égalité des kolkhoziens et des ouvriers des sovkhozes en matière de rémunération du travail, dans le présent paragraphe et les paragraphes 195 et 197, car depuis 1966, la rémunération du travail garantie dans les kolkhozes est fixée conformément au barème des salaires des ouvriers des sovkhozes (en vertu d'un décret du Comité central du parti et du Conseil des ministres de l'URSS, en date du 16 mai 1966).

<sup>158</sup> Paragraphe 1 de l'article 41 de la Constitution de la Bulgarie.

<sup>159</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires.

<sup>160</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires.



une période ne devant pas excéder trois ans, étant entendu que ces sommes leur sont intégralement restituées s'ils accomplissent ultérieurement leur service militaire. Jusqu'au début des années 50, les travailleurs célibataires étaient assujettis à des impôts spéciaux ainsi qu'à des retenues affectées à la souscription d'emprunts d'Etat, mais ces dispositions ont été abolies en 1952 et 1955, respectivement<sup>161</sup>. La Roumanie retient également à la source un impôt progressif sur le revenu (dont le montant maximal est de 16%), mais les particuliers n'ont pas à acquitter de cotisations au titre des assurances sociales ni de taxe en compensation de l'exemption du service militaire<sup>162</sup>.

176. En ce qui concerne la réglementation relative aux heures supplémentaires, on peut citer à titre d'exemple le Code polonais du travail : les heures supplémentaires ne sont autorisées que lorsque des besoins particuliers le justifient et doivent être approuvées par l'organisme syndical approprié. Le taux de rémunération des heures supplémentaires est supérieur de 50% au taux de base pour les deux premières heures accomplies au-delà de huit heures, du lundi au vendredi, et au-delà de six heures le samedi, et de 100% pour chaque heure supplémentaire ou pour le travail effectué le dimanche ou les jours fériés<sup>163</sup>.

177. En Union soviétique, le barème des salaires selon les catégories de travailleurs est établi par les organismes d'Etat, agissant de concert avec les syndicats. C'est à la direction de chaque entreprise, agissant en accord avec le Comité d'usine, le comité d'établissement ou le comité local (organisme syndical), qu'il appartient de prendre des décisions concernant les nouveaux postes à pourvoir en fonction du barème officiel des salaires et des diverses catégories de travailleurs. Des majorations spéciales de salaire sont versées lorsque le travail est pénible, dangereux ou malsain ou lorsqu'il est effectué sous un climat pénible, et les majorations de salaire accordées au titre des heures supplémentaires, du travail effectué les jours fériés et en équipe de nuit sont réglementées par l'Etat. La stricte application des barèmes et des normes applicables au travail est assurée grâce au contrôle exercé par les organismes d'Etat (Ministère public, Comité d'Etat du Conseil des ministres de l'URSS chargé des questions de travail et de salaires et Ministère des finances) et par les syndicats<sup>164</sup>.

178. Le choix du système de rémunération (selon le temps passé, à la pièce ou selon un barème progressif visant à encourager les travailleurs) appartient conjointement à la direction de l'entreprise et au comité d'usine, lesquels sont également chargés d'établir et de modifier les normes de production et autres normes. Lorsque, par la faute d'un travailleur, les normes fixées n'ont pas été respectées ou si l'ouvrier a produit des articles inutilisables, son salaire est réduit en proportion de la gravité de la faute. Cette disposition mise à part, les retenues sur les salaires ne sont toutefois autorisées que dans des circonstances spéciales définies par la loi et ne doivent pas excéder 20% (25% en certains cas) du salaire normalement dû. L'intervalle entre le versement de deux tranches de salaire consécutives ne doit pas excéder un demi-mois.

179. Le système de rémunération applicable aux kolkhozes est réglementé par les statuts modèles des kolkhozes

qui prévoient que le choix du système de rémunération, quel qu'il soit, aux pièces, au temps passé, système mixte ou tout autre système (avec ou sans l'octroi de primes) est laissé à la discrétion du comité de kolkhoze. Les normes de production et le barème des salaires sont établis et, selon les besoins, révisés par le comité avec la large participation des membres du kolkhoze et des spécialistes. Ces normes doivent constituer une adaptation des normes types existantes aux conditions particulières de chaque kolkhoze. Indépendamment du salaire garanti fixé par la collectivité, les membres perçoivent une rémunération résiduelle en espèces et en nature, dont le montant est calculé en fonction de la rentabilité annuelle du kolkhoze. Les versements en espèces doivent être effectués au moins une fois par mois et les versements en nature à mesure que les produits sont disponibles. L'établissement des comptes définitifs entre le kolkhoze et ses membres doit avoir lieu au plus tard un mois après l'adoption du rapport annuel.

180. Le montant de l'impôt sur le revenu auquel sont assujettis les salariés en URSS n'est pas négligeable, mais est généralement inférieur aux barèmes en vigueur dans les pays occidentaux et le taux en est moins progressif. La limite totale d'exonération a été progressivement relevée, le plus souvent parallèlement à l'adoption de la législation relative au salaire minimal. Les rémunérations se situant à l'intérieur de la première tranche de revenus au-dessus du salaire minimal sont généralement imposées au taux de 7,5% et, à partir de la tranche suivante, au taux de 9%<sup>165</sup>. Au-delà, le taux uniforme est de 13%, et il n'y a plus de majoration progressive. Sur ces bases, on estime qu'en Union soviétique les déductions opérées à ce titre sur les salaires moyens varient entre 6 et 9%. Les travailleurs n'ont pas à verser de cotisations pour les assurances sociales, et le loyer dépasse rarement 5% du montant total des revenus. Toutefois, la suppression totale de l'impôt sur le revenu envisagée au début des années 60 n'a pas encore été réalisée.

181. En Yougoslavie, la répartition des revenus tirés du travail est largement fonction des décisions prises en toute indépendance par les organisations autonomes de travailleurs. Bien que la Constitution dispose que les revenus devraient être fixés uniquement en fonction de la quantité et de la qualité du travail fourni, ce principe est nuancé dans la mesure où il entre en contradiction avec deux autres notions fondamentales sur lesquelles repose le système social yougoslave, à savoir le rôle de l'Etat en tant que garant de l'application des normes minimales et la liberté reconnue aux petites associations socio-économiques, et en particulier aux « communautés de travail », de décider de leurs propres politiques de répartition des revenus en fonction des indicateurs du marché. La première notion implique un système de relations sociales (droit à la sécurité sociale, à des revenus minimaux, à la santé et à l'éducation, etc.), dans lequel la répartition des revenus en fonction du travail fourni cède le pas à la répartition des revenus en fonction des besoins. Le deuxième principe risque d'entraîner des inégalités dans le processus d'adaptation efficace aux forces du marché, compte tenu de la situation économique imparfaite qui continue de prévaloir. Tout accroissement de la demande pour les articles produits par une communauté de travail

<sup>161</sup> Renseignements communiqués par le Bureau central de statistique de Hongrie, 1972.

<sup>162</sup> Renseignements communiqués par le Ministère du travail de la Roumanie, 1972.

<sup>163</sup> E/CN.4/1023/Add.1, annexe, p. 16.

<sup>164</sup> E/CN.4/1011/Add.3, p. 57.

<sup>165</sup> Le montant de l'impôt sur le revenu et de l'impôt spécial sur les célibataires et sur les citoyens vivant seuls ou ayant une famille peu nombreuse qui gagnent entre 61 et 80 roubles par mois a été diminué de 25% en moyenne à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1968. (ONU, *Annuaire des droits de l'homme pour 1967* . . . , p. 359.)

ou du capital fixe qui lui a été légué permettra à la communauté de rémunérer généreusement ses membres, alors que même s'ils avaient fourni un travail tout aussi intensif, et à compétence égale, ceux-ci auraient été nettement moins bien payés dans d'autres communautés de travail. On admet que cet état de choses est inévitable au stade actuel, et même nécessaire, pour faire disparaître rapidement la contradiction entre l'injustice sociale et les exigences de la croissance future ou en atténuer la portée grâce à une plus grande abondance de biens.

182. La rétribution des travailleurs individuels en Yougoslavie est donc régie par les dispositions et réglementations adoptées par les conseils de travailleurs des communautés de travail, après consultation de tous ceux qui y sont employés. Les revenus bruts dont disposent les communautés de travail doivent en premier lieu permettre de faire face à certaines charges telles que les obligations juridiques — impôts, versement d'un intérêt sur les fonds de trésorerie, contributions en vue du développement, etc. — et les obligations contractuelles — par exemple, versement d'un intérêt sur les emprunts, primes d'assurances, participation à des fonds d'investissement. Le revenu résiduel (légèrement supérieur à 60 % du total en moyenne vers la fin des années 60) est alors réparti entre les investissements, la consommation collective et la consommation individuelle, à la discrétion de la communauté de travail. Au cours des années récentes, il semble que les revenus ainsi distribués aient représenté en moyenne 55 à 60 % du surplus disponible<sup>166</sup>. Les membres des communautés de travail qui ne parviennent pas à dégager des revenus suffisants ou qui produisent à perte se voient attribuer une rémunération moindre (c'est-à-dire corres-

pondant au montant minimal) qui est néanmoins garantie par la société. Les taux de rémunération sont fixés à la discrétion de l'administration locale et semblent varier entre 50 et 75 % du montant moyen des revenus personnels versés aux travailleurs dans la République<sup>167</sup>.

183. Lorsqu'elles procèdent à l'affectation et à la répartition entre les travailleurs des sommes mises en réserve, les communautés de travail doivent toutefois suivre certaines directives générales établies par les autorités locales ou fédérales, à savoir, par exemple, que les fonds destinés aux investissements devraient, en règle générale, augmenter plus rapidement que les fonds destinés à la consommation, que les marges de variation entre les taux de rémunération devraient diminuer en fonction de l'augmentation globale des rémunérations, et que la rémunération minimale garantie par l'entreprise lorsqu'elle fonctionne dans des conditions normales devrait être la même pour tous<sup>168</sup>.

184. Les salaires mensuels moyens versés dans les pays d'Europe orientale qui font partie du CAEM ont enregistré une augmentation très rapide chaque fois que ces pays connaissent une stabilité des prix relative (les prix au détail ont rarement augmenté de plus de 2 % par an et on sait qu'ils ont diminué dans certains pays au cours des années récentes). Le taux d'expansion beaucoup plus rapide enregistré en Yougoslavie est en partie compensé par l'existence de pressions inflationnistes considérablement plus fortes.

185. Il n'a pas été tenu compte, dans le tableau III.6, de la valeur des prestations sociales et autres dont bénéficient

<sup>167</sup> Renseignements communiqués par le Secrétariat d'Etat des affaires étrangères de la Yougoslavie, septembre 1972.

<sup>168</sup> Renseignements communiqués par le Centre de recherche sur les niveaux de vie, Belgrade, septembre 1972.

<sup>166</sup> M. Pešaković, *Twenty Years of Self-management in Yugoslavia* [Vingt ans d'autogestion en Yougoslavie], Belgrade, 1970, p. 30 à 35

TABLEAU III.6

Pays socialistes d'Europe orientale : salaires mensuels moyens, en monnaie nationale, et taux d'accroissement annuel moyen des salaires mensuels, en pourcentage  
(Diverses années)

	Bulgarie (leva)	Hongrie (forint)	Pologne (zlotych)	République démocratique allemande <sup>a</sup> (mark)	Roumanie <sup>b</sup>	Tchécoslovaquie (couronne)	URSS (rouble)	Yougoslavie <sup>c</sup> (dinars)
<b>Salaires mensuels moyens<sup>d</sup> (en monnaie nationale)</b>								
1950.....	46	681	585	..	100	..	64	92 <sup>e</sup>
1955.....	63	1 129	1 090	439	146	1 186	72	108
1960.....	78	1 553	1 683	558	233	1 365	81	203
1965.....	92	1 737	2 013	640	305	1 493	96	501
1970.....	124	2 152	2 458	762	392	1 936	122	1 173
1971 <sup>f</sup> .....	127	2 260	2 582	792	..	2 008	126	1 432
<b>Taux d'accroissement annuel moyen des salaires mensuels (en pourcentage)</b>								
1956-1960.....	4,4	6,7	9,0	4,9	9,8	2,8	2,4	13,5
1961-1965.....	3,2	2,3	3,7	2,7	5,6	1,7	3,7	19,8
1966-1970.....	4,6	4,4	3,7	3,5	5,2	5,2	4,7	18,6
1956-1970.....	6,2	4,4	5,6	3,8	6,8	3,3	3,6	17,2
1971.....	2,5	5,0	5,0	..	2,2	3,7	3,3	22,1

Sources : Statistischeskii ejegodnik stran-ichlenov SEV, 1971 [Annuaire statistique des pays du CAEM], p. 389 à 392. ONU, *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1971, deuxième partie*. — *L'économie européenne en 1971* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.II.E.5), p. 89. République démocratique allemande : Staatliche Zentralverwaltung für Statistik, *Statistisches Jahrbuch 1972 der Deutschen Demokratischen Republik*, Berlin, Staatsverlag, 1972, p. 73. URSS : *Razvitie ekonomiki stran narodnoi demokratii* [Développement économique des démocraties populaires], Moscou, 1961, p. 416. Yougoslavie : *Statistički Godišnjak Jugoslavije*, 1972 [Annuaire statistique de la Yougoslavie], Belgrade, 1972, p. 276.

<sup>a</sup> A l'exclusion des personnes employées dans le secteur tertiaire.

<sup>b</sup> Indice (1950 = 100).

<sup>c</sup> Revenus personnels nets des personnes employées.

<sup>d</sup> Personnes employées dans les entreprises de l'Etat et les coopératives (à l'exclusion des rémunérations des membres des kolkhozes).

<sup>e</sup> 1952.

<sup>f</sup> Chiffres calculés compte tenu des taux d'accroissement indiqués pour 1971.

TABLEAU III.7

## Pays socialistes d'Europe orientale : indice et taux d'accroissement des salaires réels

	Bulgarie	Hongrie	Pologne	République démocratique allemande <sup>a</sup>	Roumanie	Tchécoslovaquie	URSS <sup>b</sup>	Yougoslavie <sup>c</sup>
<b>Indice</b>								
1955 .....	100	100	100	100	100	100	100	100
1960 .....	135	147	128	142	148	126	128	147
1965 .....	149	160	138	161	181	132	139	194
1968 .....	177	174	148	179	197	150	157	242
1969 .....	182	182	151	187	200	156	163	258
1970 .....	193	190	152	197	216	161	171	278
Plan pour 1975 <sup>d</sup> .....	..	222	179	..	259	184	209	..
<b>Taux d'accroissement annuels moyens (en pourcentage)</b>								
1956-1960 .....	6,2	8,0	5,1	7,3	8,1	4,7	5,1	8,0
1961-1965 .....	2,0	1,7	1,5	2,5	4,1	1,0	1,7	5,7
1966-1970 .....	5,3	3,5	1,9	3,6 <sup>e</sup>	3,6	4,1	4,2	7,5
1956-1970 .....	4,5	4,4	2,8	5,0 <sup>f</sup>	5,3	3,2	3,7	7,1
Plan portant sur la période 1971-1975 .....	..	3,0-3,4	3,2-3,4	4,3	3,7	2,5-3,0	4,1	..

Sources : *Statisticheskii ежегодnik stran-ichlenov SEV, 1971* [Annuaire statistique des pays du CAEM], p. 50. Bulgarie : *Statistical Yearbook, 1971*, Sofia, National Information Office, 1971, p. 279. Tchécoslovaquie : *Statistical Abstract 1971*. Hongrie : Bureau central de statistique, *Statistical Pocket Book of Hungary 1972*, Budapest, Statistical Publishing House, 1972, p. 235. URSS : *Razvitiye ekonomiki stran narodnoi demokratii* [Développement économique des démocraties populaires], Moscou, 1961, p. 314 et 371; Bureau central de statistique du Conseil des ministres de l'URSS, *Narodnoe khozyaistvo SSSR v 1959 godou* [L'économie nationale de l'URSS en 1959], Moscou, Statistika, 1960, p. 100. Yougoslavie : *Statistički Godišnjak Jugoslavije, 1972* [Annuaire statistique de la Yougoslavie], Belgrade, 1972 p. 276. ONU, documents relatifs aux plans cités dans *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1971, deuxième partie. — L'économie européenne en 1971* (publi-

cation des Nations Unies, numéro de vente : F.72.II.E.5), p. 148 et suivantes. République démocratique allemande : *Staatliche Zentralverwaltung für Statistik; Statistisches Jahrbuch 1972 der Deutschen Demokratischen Republik*, Berlin, Staatsverlag, 1972, p. 352.

<sup>a</sup> Revenu réel par habitant des ménages d'ouvriers et d'employés.

<sup>b</sup> Revenu réel par ouvrier et par employé.

<sup>c</sup> Indice des revenus personnels nets des personnes employées.

<sup>d</sup> Chiffres reflétant l'incidence totale des accroissements annuels prévus.

<sup>e</sup> 1966-1968.

<sup>f</sup> 1956-1968.

les travailleurs à titre gratuit en vertu des lois relatives à la protection sociale et des dispositions analogues. En URSS, par exemple, l'inclusion de ces prestations porterait le salaire moyen pour 1971 de 126 roubles à 170 roubles par mois.

186. Le taux d'accroissement des salaires réels des ouvriers et des employés a également été extrêmement rapide durant les 15 dernières années dans tous les pays socialistes d'Europe orientale. Le tableau III.7, établi à partir de sources officielles, permet de comparer les résultats enregistrés dans ce domaine.

187. Dans tous les pays passés en revue, les taux de croissance ont enregistré une chute brutale, passant de pourcentages exceptionnellement élevés vers la fin des années 50 à des pourcentages plus faibles, mais toutefois encore remarquables, vers la fin des années 60. Dans tous ces pays, à l'exception de la Roumanie, le début des années 60 a correspondu à une période de croissance relativement faible.

188. Il est manifestement difficile d'établir une comparaison entre les salaires réels de différents pays, et les tentatives faites dans le passé pour situer le niveau des salaires dans les pays socialistes d'Europe orientale par rapport à ceux d'autres pays ont abouti à des résultats peu convaincants et d'une très grande diversité. Il serait donc peut-être plus instructif d'évaluer les salaires réels en se fondant sur les études dans lesquelles on en a calculé le montant par rapport aux normes souhaitables ou aux critères en matière de consommation établis scientifiquement dans ces pays eux-mêmes.

189. D'après une enquête soviétique portant sur le montant des budgets familiaux vers l'année 1965<sup>169</sup>, le

<sup>169</sup> G. S. Sarkisyan et N. P. Kouznetsova, « Potrebnoosti dokhod sem'i » [Besoins et revenus des familles], dans *Voprosy ekonomiki* [Questions économiques], Moscou, n° 5, mai 1969, p. 157, note 3.

« minimum vital » d'une famille urbaine se composant de deux adultes et de deux enfants d'âge scolaire s'élèverait à 206 roubles par mois, ce qui implique un faible niveau de consommation, près de 56 % du revenu étant consacrés à la nourriture, et la ration alimentaire annuelle par habitant s'établissant à 145 kilos de pain (en unités de farine), 137 kilos de pommes de terre, 30 kilos de sucre, 44 et 23 kilos de viande et de poisson, respectivement, et 124 œufs. Le salaire moyen étant de 103 roubles par mois en 1967, il semble que le père et la mère soient dans l'obligation de travailler tous les deux pour arriver à ce résultat, encore que ces chiffres ne tiennent pas compte des prestations sociales et des indemnités (évaluées à 35 à 40 roubles par salarié). Le nombre moyen de salariés étant de 1,6 par famille, le minimum vital apparaît pratiquement hors de portée, surtout si les adultes qui travaillent perçoivent le salaire minimal ou un salaire de cet ordre.

190. La même source fait état d'un « budget rationnel », présenté comme étant suffisamment supérieur au niveau de subsistance pour correspondre à la phase de développement précédant immédiatement la phase de « consommation dans le cadre du communisme ». Ce budget correspondrait à un revenu mensuel par habitant de 147,2 roubles, soit une augmentation d'environ 17 % par rapport au présent salaire moyen de 126 roubles par mois (1971), et légèrement supérieur au double du salaire minimal actuellement en vigueur. Il semblerait qu'une famille de quatre personnes, le père et la mère travaillant à plein temps, et compte tenu des prestations sociales et des indemnités (dont le montant était évalué à 44 roubles par mois en 1971) devrait parvenir à atteindre cet objectif. Il importe toutefois de souligner que ces données ne tiennent pas compte des futures baisses de prix que l'on prévoit.



191. L'écart entre les salaires pratiqués en URSS, qui allait en s'élargissant durant les premières phases de l'industrialisation, s'est depuis lors considérablement rétréci, tout particulièrement à la suite de l'augmentation substantielle des salaires minimaux et des rémunérations les plus faibles intervenue dans le cadre de la dernière réforme du régime des salaires. D'après des renseignements de source non officielle portant sur les années 65, les 10 % des travailleurs qui gagnaient le plus percevaient en moyenne quatre fois plus que les 10 % dont la rémunération se situait au bas de l'échelle<sup>170</sup>.

192. La répartition en pourcentage des rémunérations mensuelles des salariés semble avoir suivi une évolution analogue dans d'autres pays socialistes d'Europe orientale, ainsi que l'illustre le tableau III.8.

193. D'après les données les plus récentes dont on dispose pour la Pologne, en 1968, les ménages dont la rémunération se situait dans la tranche inférieure (20 % de l'effectif total) percevaient en moyenne 10 % de l'ensemble des revenus tandis que pour les ménages dont la rémunération correspondait à la tranche supérieure (soit 20 % également), ce pourcentage était de 31 %, le rapport entre la moyenne des rémunérations perçues par les deux catégories en question étant donc de 1 à 3, d'où on peut conclure à une égalité relative dans la répartition des revenus<sup>171</sup>.

194. En URSS, les salaires versés par les kolkhozes ont en fait enregistré une augmentation plus rapide que les salaires urbains au cours de la décennie écoulée, mais à partir toutefois d'un niveau initial beaucoup plus faible. Un salaire minimal garanti a été instauré dans la plupart des kolkhozes en 1966, et les comités de kolkhoze ont été incités à augmenter substantiellement la rémunération moyenne de leurs membres. On indiquait qu'en 1967 le salaire moyen versé par les kolkhozes avait atteint 90 % du salaire moyen versé par les fermes d'Etat, lequel était alors de 84 roubles par mois (soit plus de 80 % de la rémunération moyenne pour l'ensemble des salariés)<sup>172</sup>.

195. De même que dans le secteur industriel, le gouvernement s'est efforcé de réduire les marges de variation des

salaires. Certains indices donnent toutefois à penser que les kolkhoziens touchant les salaires les plus faibles ont encore un certain mal à équilibrer leur budget. Cette impression se confirme si l'on considère les marges de variation importantes que l'on continue d'enregistrer d'un kolkhoze à l'autre en ce qui concerne le montant des rémunérations résiduelles (anciennes « gratifications à l'occasion de la Fête du travail »)<sup>173</sup>. En 1968, même avec l'instauration d'un système de salaires garantis, les salaires versés par les kolkhozes biélorussiens représentaient seulement 40 % de ceux des membres des kolkhozes estoniens (ces derniers avaient toutefois atteint des chiffres dépassant de beaucoup la moyenne pour l'ensemble de l'Union).

196. Il ressort d'une étude faite en URSS qu'en 1966 le revenu annuel moyen d'une famille de kolkhoziens représentait 77,6 % de celui d'un ménage d'ouvriers dans le secteur industriel<sup>174</sup>. Sur le montant total des revenus moyens perçus par une famille de kolkhoziens, 47,6 % provenaient de travaux effectués sur les terres communales, 37 % de l'exploitation de parcelles individuelles, et le reste (15,4 %) de fonds d'Etat et de fonds provenant des coopératives (il s'agit vraisemblablement de pensions et d'autres revenus de transfert perçus par les membres de la famille).

197. Grâce à la nouvelle politique de réorientation vers l'agriculture qui a été instaurée vers 1955, le sort du kolkhozien s'est amélioré de façon spectaculaire. Il demeure toutefois à établir si les catégories de travailleurs les plus défavorisées dans les kolkhozes les moins rentables parviennent en toutes circonstances à un niveau de vie acceptable pour eux-mêmes et leurs familles.

198. Dans le cadre du plan quinquennal en cours (1971-1975), on prévoit que la rémunération mensuelle moyenne des salariés sera portée de 146 à 149 roubles, celle des kolkhoziens étant portée à 98 roubles. Les revenus ne dépassant pas le montant du salaire minimal seront exonérés d'impôt et, à compter de 1974, des prestations familiales seront octroyées aux familles dont le revenu moyen par habitant ne dépasse pas 50 roubles par mois. Il convient de souligner qu'en ce qui concerne la stabilité des prix, l'Union soviétique a obtenu d'excellents résultats

<sup>170</sup> *Molodoï kommunist* [Jeune communiste], Moscou, juin 1968.

<sup>171</sup> Réponse de la Pologne aux questionnaires.

<sup>172</sup> *Ekonomitcheskije nauki* [Sciences économiques], Moscou, 1969, n° 8, p. 94.

<sup>173</sup> La déclaration du Gouvernement de l'URSS sur ce point figure dans la note 157 de bas de page, ci-dessus.

<sup>174</sup> E.S. Rousanov, Moscou, 1971.

TABLEAU III.8

Répartition des salariés, en pourcentage, selon le groupe de revenu mensuel, dans quelques pays socialistes d'Europe orientale  
(Diverses années)

Groupe de revenu mensuel (pour les unités de monnaie, se reporter aux indications faisant suite au nom du pays)	Bulgarie (unités de 5 leva)		Hongrie (unités de 100 forint)		Pologne (unités de 100 zlotych)			Tchécoslovaquie (unités de 100 couronnes)	
	1957	1962	1958	1968	1956	1964	1970	1959	1964
Jusqu'à 10.....	24,2	4,3	19,7	5,6	42,5	9,6	4,2	21,5	13,2
10-12.....	21,4	12,3	18,1	25,8	16,3	8,1	36,0	17,0	15,6
12-15 <sup>a</sup> .....	28,8	32,1	24,8		17,0	15,8		31,7	31,0
15 <sup>a</sup> -20.....	15,0	24,5	25,3	31,7	14,3	26,4		18,8	23,4
20-30.....	8,8	22,3	10,9	20,0	7,9	27,9	34,2	10,0	15,3
Plus de 30.....	1,8	4,5	1,2	16,9	2,0	12,2	25,6	1,0	1,5
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : ONU, *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1965, deuxième partie*. — *Les revenus dans l'Europe d'après guerre : politiques, croissance et répartition* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.66.II.E.14), chap. 8, p. 375, citant des sources officielles pour les pays intéressés. Hongrie : Bureau central de statistique, *Hungary Today*, Budapest, 1970, p. 151. Pologne : renseignements tirés

de la réponse de la Pologne aux questionnaires adressés par le Rapporteur spécial (pour le texte des questionnaires, voir l'annexe I de la présente étude).

<sup>a</sup> Dans le cas de la Bulgarie, les groupes de revenu sont : de 12 à 16 et de 16 à 20 (c'est-à-dire 60 à 80 leva et 80 à 100 leva).

depuis de nombreuses années, et l'on compte bien que les améliorations monétaires enregistrées correspondront effectivement aux gains escomptés en termes réels. En ce cas, le droit « à un niveau de vie décent » reconnu aux travailleurs et à leurs familles deviendrait en grande partie effectif pour tous ceux auxquels s'applique la législation en question.

**F. — Droit de tous, sans discrimination d'aucune sorte, à une rémunération égale pour un travail de valeur égale**

199. Les Constitutions et les codes du travail de tous les pays socialistes d'Europe orientale proclament le principe de la non-discrimination absolue et le droit à une rémunération égale pour un travail de valeur égale. La Constitution de l'URSS<sup>175</sup>, par exemple, protège ce droit à l'article 123, indépendamment de la nationalité ou de la race, et stipule que toute restriction ou extension des droits dans ce domaine, de même que toute propagande d'exclusivisme ou de haine et de dédain racial ou national, sont punies par la loi.

200. Les lois sont particulièrement explicites en ce qui concerne les droits des femmes en tant que main-d'œuvre. Ainsi, l'article 122 de la Constitution de l'URSS qui a déjà été mentionné dans la première partie de la présente étude protège leur droit absolu à un salaire, à un repos et à des loisirs égaux, à une instruction et à des assurances sociales égales, et à des avantages spéciaux, dans le cas d'une mère de famille nombreuse ou d'une mère privée de soutien (les mères célibataires par exemple), en cas de grossesse, etc.

201. Dans ces conditions et du fait de l'ambiance économique générale, l'emploi des femmes a augmenté de façon spectaculaire dans tous les pays socialistes d'Europe orientale. Entre 1955 et 1970, le pourcentage des femmes dans les effectifs de la main-d'œuvre est passé de 37 à 46 % en Tchécoslovaquie, de 41 à 49 % dans la République démocratique allemande, de 32 à 43 % en Hongrie, de 32 à 40 % en Pologne et de 46 à 51 % en URSS. En Bulgarie, il est passé de 32 à 43 % entre 1960 et 1970 et, en Roumanie, de 27 à 30 % au cours de la même période<sup>176</sup>. En outre, en Bulgarie, 92 % de toutes les femmes en âge de travailler (16 à 54 ans) occupaient des emplois à plein temps en 1969<sup>177</sup>. En Yougoslavie, il semble que la proportion de femmes dans les effectifs de la main-d'œuvre soit restée sensiblement constante entre 1966 et 1971 (31 % et 32 %) respectivement<sup>178</sup>.

202. La proportion actuelle très élevée de femmes par rapport à l'ensemble des travailleurs en URSS (51 %)<sup>179</sup> représente une augmentation spectaculaire par rapport à 1928, première année de la planification centrale. Cette année-là, la proportion s'élevait à peine à 25 %. Cette augmentation peut être interprétée comme un signe d'une

plus grande liberté et d'une plus grande égalité, mais elle reflète également, dans une certaine mesure, la tendance des femmes à contribuer davantage à atteindre un niveau de vie plus élevé, tendance qui est une caractéristique de la plupart des sociétés industrielles. La proportion des femmes actives en Union soviétique est particulièrement élevée dans l'enseignement, le commerce et la restauration, et les services de santé (y compris les services sociaux), où elle est de 72, 75 et 85 % respectivement<sup>180</sup>. Dans ces secteurs on compte plus d'un tiers de toutes les femmes actives, mais un autre tiers est employé directement dans la production industrielle.

203. Non moins de 53 % des kolkhoziens qui travaillent sur les terres communales sont des femmes, et il semble probable que leur taux de participation soit encore plus élevé sur les lopins individuels des kolkhozes.

204. Dans l'ensemble donc, il est bien possible que la proportion de femmes par rapport aux effectifs de la main-d'œuvre soviétique soit la même que par rapport à l'ensemble de la population (54 % en 1969), malgré la charge des travaux domestiques et de l'éducation des enfants qui leur revient toujours inévitablement.

205. Les traitements et salaires versés aux femmes doivent, de par la loi, être égaux à ceux qui sont versés aux hommes pour un travail égal. Dans les rapports officiels, on souligne que ce principe est appliqué en ce qui concerne l'emploi individuel, mais qu'il y a des lacunes dans certains pays.

206. En Hongrie, par exemple, il est admis qu'il y a un écart relativement important entre les revenus moyens des hommes et des femmes. Plus de 55 % des femmes gagnaient moins de 1 500 forint par mois en 1968, contre 15 % des hommes seulement. De même, la proportion de femmes ayant des revenus de plus de 3 000 forint n'était que de 1,5 %, alors que 12 % des hommes gagnaient davantage. On peut en partie expliquer cette situation par l'accession relativement récente des femmes à des emplois rémunérés (ce qui influe sur leur ancienneté de grade), par une spécialisation généralement moins poussée et leur présence massive dans des emplois moins difficiles et par conséquent moins bien payés. Il est cependant admis que si certaines femmes gagnent moins que les hommes, même lorsqu'elles occupent des emplois identiques et que leur productivité est identique, cela est dû à la survivance de certaines attitudes démodées<sup>181</sup>.

207. En Pologne, également, les gains totaux des femmes sont généralement inférieurs à ceux des hommes, bien que le principe de la rémunération égale pour un travail égal soit consacré par la législation. Cette situation semble s'expliquer surtout par le fait que les femmes tendent à occuper des emplois dans le secteur des services, qui sont moins bien rémunérés, et les hommes dans des activités de production de biens. On s'efforce de réduire l'écart, en particulier en multipliant pour les femmes les possibilités de formation professionnelle à des métiers mieux rémunérés<sup>182</sup>.

208. Bien qu'il n'y ait aucun signe de discrimination entre les personnes de nationalités, races et sexes différents, en ce qui concerne la rémunération du travail, on a long-

<sup>175</sup> Constitution de 1936, avec les amendements adoptés jusqu'en 1947 [ONU, *Annuaire des droits de l'homme pour 1947* (publication des Nations Unies, numéro de vente : 1949.XIV.1), p. 341]. Pour les Républiques de l'Union, *ibid.*, p. 48 (RSS de Biélorussie) et p. 337 (RSS d'Ukraine); et *Annuaire des droits de l'homme pour 1948* (publication des Nations Unies, numéro de vente : 1950.XIV.4), p. 252 (République socialiste fédérative soviétique russe).

<sup>176</sup> *Statisticheskii ежегодnik stran-tchlenov SEV, 1971* [Annuaire statistique des pays du CAEM], p. 386 et 387.

<sup>177</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires.

<sup>178</sup> *Statistical Pocket Book of Yugoslavia, 1972*, Belgrade, p. 34.

<sup>179</sup> Plus des quatre cinquièmes de toutes les femmes en âge de travailler sont employées dans l'économie nationale (réponse de l'URSS aux questionnaires).

<sup>180</sup> *Vestnik statistiki* [Bulletin statistique], Moscou, 1972, n° 1, p. 85.

<sup>181</sup> Hongrie, Bureau central de statistique, *Hungary Today*, Budapest, 1970, p. 152.

<sup>182</sup> E/CN.4/1024/Add.2, par. 331.

temps enregistré dans la vie économique un préjugé endémique durable contre les travailleurs de l'agriculture.

209. L'URSS a été fondée sur l'alliance léniniste entre le prolétariat et la paysannerie, mais il n'y a aucun doute que, depuis sa création, le prolétariat a été considéré comme le partenaire principal. Aux premiers stades de l'industrialisation, on appliquait dans une large mesure une méthode de financement (en termes monétaires) qui imposait de grands sacrifices au secteur collectivisé. Dans les années 30, le niveau de vie des travailleurs agricoles était sensiblement inférieur à celui des travailleurs urbains, situation due aux prix peu élevés, voire symboliques, des produits agricoles, aux frais de livraison élevés, aux marges bénéficiaires discriminatoires sur la vente de produits industriels dans les campagnes. Enfin, et surtout, les kolkhoziens étaient essentiellement payés sur la base d'une rémunération résiduelle [*« trudodni »*] (journée de travail). Les sommes versées dépendaient des revenus collectifs réalisés par le kolkhoze après paiement des taxes, des allocations aux fonds d'investissement, etc., et étaient donc aléatoires, car chaque paysan supportait une partie des risques d'une mauvaise récolte.

210. Ce n'est qu'à partir du milieu des années 50 que l'on a commencé à accorder une plus grande attention aux normes et aux mesures d'encouragement dans le secteur agricole. Le système des *trudodni* a été aboli et, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1966, on a recommandé aux kolkhozes de verser une rémunération garantie (en espèces et en nature) qui devait être conforme au barème des salaires de base des catégories de travailleurs correspondantes employés dans les sovkhoses. Conformément au décret de mai 1966, ce salaire garanti a la caution de la Banque d'Etat tenue de consentir les prêts nécessaires, le cas échéant, et doit être payé tous les mois<sup>183</sup>. En 1971, plusieurs des Républiques de l'URSS ont adopté une législation recommandant aux kolkhozes de relever le barème des salaires pour les aligner au moins sur ceux des sovkhoses. Selon des informations

<sup>183</sup> ONU, *Annuaire des droits de l'homme pour 1966* . . . , p. 360.

récentes, les kolkhozes ont suivi cette recommandation et les salaires des kolkhoziens dépassent maintenant ceux des sovkhosiens dans environ 30 % des cas, alors que dans les autres kolkhozes (70 %) l'égalité est réalisée à cet égard avec les sovkhoses<sup>184</sup>.

211. Dans la plupart des Etats socialistes d'Europe orientale, les revenus des travailleurs agricoles ont récemment augmenté beaucoup plus vite que ceux des travailleurs urbains. En Hongrie, le revenu réel des travailleurs agricoles a augmenté de 25 % entre 1965 et 1968, tandis que celui des travailleurs urbains et des employés augmentait de 17 %<sup>185</sup>, et on indiquait qu'en 1969 les travailleurs agricoles gagnaient en moyenne 4 % de plus que les travailleurs urbains<sup>186</sup>. La situation est analogue dans d'autres pays du CAEM (à l'exception peut-être de la Pologne), comme il ressort du tableau III.9.

#### G. — Droit au repos, aux loisirs, à une limitation raisonnable de la durée du travail et aux congés payés périodiques

212. Les droits visés dans la présente section sont proclamés et garantis dans toutes les Constitutions et tous les codes du travail des pays socialistes d'Europe orientale. On peut citer en exemple l'article 119 de la Constitution soviétique de 1936, modifiée en 1947<sup>187</sup>, qui stipule que tous les citoyens ont droit au repos et aux loisirs, ce droit étant assuré par l'institution pour les ouvriers et les employés de la journée de travail de huit heures (moins si les conditions de travail sont pénibles), par l'établissement de congés annuels, par l'existence de sanatoriums, de

<sup>184</sup> Renseignement communiqué par le Conseil des syndicats de l'URSS, octobre 1972.

<sup>185</sup> "Twenty questions and answers", entretiens avec Rezső Nyers, secrétaire du Comité central du parti des travailleurs socialistes hongrois, Budapest, 1970, p. 38.

<sup>186</sup> Hongrie, Bureau central de statistique, *Hungary Today*, Budapest, 1970, p. 150.

<sup>187</sup> ONU, *Annuaire des droits de l'homme pour 1947* . . . , p. 342.

TABLEAU III.9

Revenu réel par habitant, dans quelques pays socialistes d'Europe orientale  
(Indices et variations en pourcentage)

	Taux de croissance annuels cumulatifs		Variations en pourcentage par rapport à l'année précédente		
	1961-1965	1966-1970	1969	1970	1971
Bulgarie					
Ensemble des travailleurs rémunérés	4,6	6,0	4,6	5,0	5,0
Salariés .....	2,3	6,8	5,7	4,3	..
Agriculteurs .....	7,3	3,9	2,5	3,6	..
Hongrie					
Ensemble des travailleurs rémunérés	3,4	6,0	6	7	5-6
Salariés .....	3,4	5,6	6	7	5
Agriculteurs .....	3,4	7,1	5	8	6-7
Pologne					
Ensemble des travailleurs rémunérés	..	..	..	..	..
Salariés .....	..	..	1,7	1,3	5,3
Agriculteurs .....	2,5	—	-5,0	-0,7	7
URSS					
Ensemble des travailleurs rémunérés	3,5	5,9	5,2	5,4	4,5
Salariés .....	1,7	3,7	3	3	..
Agriculteurs .....	6,5	..	..	..	..

Source : ONU, *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1971, deuxième partie*. — *L'économie européenne en 1971* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.II.E.5), p. 97 (citant des sources officielles).

maisons de repos et de clubs. Certaines de ces normes ont été améliorées depuis.

213. En Bulgarie, la semaine de travail est de 46 heures et la journée de travail de huit heures, mais elle est réduite à six heures les jours précédant les jours de repos hebdomadaires et les jours fériés<sup>188</sup>. Cette règle s'applique à tous les travailleurs, à l'exception de ceux qui travaillent dans des conditions spéciales (travail insalubre ou dangereux), dont les heures de travail sont réduites. Il y a quelques années, on a instauré, à titre d'essai, la semaine de 42 heures de cinq jours ouvrables dans deux provinces et 600 entreprises. On prévoit que le passage à ce nouveau régime de travail sera général en 1975<sup>189</sup>. Finalement, la durée de la semaine de travail sera ramenée, selon les cas, de 46 heures à 42 heures et demie, de 41 heures à 40, et de 36 heures à 35, sans modification des salaires et traitements<sup>190</sup>. Les jeunes gens âgés de 16 à 18 ans ne travaillent que six heures par jour, et tous les travailleurs ont droit à des périodes de repos continu de 12 à 16 heures entre les journées de travail et à 38 heures chaque semaine<sup>191</sup>.

214. Conformément à l'article 52 du Code du travail bulgare, tous les travailleurs qui ont à leur actif au moins huit mois de service ont droit à 14 jours ouvrables de congés payés annuels (jusqu'à 10 années de service) et à 16 jours ouvrables (10 à 15 années de service), ou à 18 jours ouvrables (plus de 15 années de service). Des congés supplémentaires sont accordés à ceux qui travaillent dans des conditions dangereuses ou insalubres, aux « travailleurs de choc », aux étudiants venant de l'extérieur et à certains autres<sup>192</sup>.

215. L'article 83 du Code du travail tchécoslovaque de 1965 prévoyait une semaine de travail de 46 heures qui a cependant, depuis lors, été ramenée à 42 heures et demie (et à 41 heures et quart et 40 heures dans certains secteurs de production). La durée hebdomadaire du travail doit être répartie de manière à ce qu'il n'y ait pas plus de neuf heures de travail par jour et que la période de repos ininterrompue entre deux périodes de travail soit de 12 heures au moins. Le travailleur a également droit, une fois par semaine, à un repos ininterrompu de 32 heures au moins. La durée du congé payé annuel est de deux à quatre semaines de calendrier par année selon l'âge du travailleur, et des conditions plus favorables sont accordées à ceux qui occupent des emplois particuliers<sup>193</sup>. L'introduction progressive de la semaine de cinq jours est prévue dans une note du Ministère du travail et des affaires sociales du 15 mai 1968<sup>194</sup>.

216. Le Code du travail hongrois de 1951 avait fixé la durée du travail à 8 heures par jour et à 48 heures par semaine pour tous les travailleurs de l'industrie et du commerce et pour les employés de bureau, et autorisait l'administration des chemins de fer à fixer les heures de travail de ses employés sur une base mensuelle (240 heures de travail au maximum). En vertu d'un arrêté du mois de juillet 1967, la durée du travail dans l'industrie et la construction a été progressivement ramenée à 44 heures par semaine entre le 1<sup>er</sup> juillet 1968 et le 31 décembre 1970,

les entreprises pouvant réduire elles-mêmes la durée quotidienne du travail ou accorder un jour de repos supplémentaire toutes les deux semaines<sup>195</sup>. La plupart des entreprises semblent avoir choisi un régime de travail accordant aux travailleurs un samedi sur deux. La durée des congés payés annuels est au minimum de deux semaines et au maximum d'un mois, suivant l'ancienneté. L'octroi de jours de congé supplémentaires est laissé à la discrétion des entreprises. Les travailleurs âgés de moins de 18 ans travaillent un maximum de six heures par jour et bénéficient d'un congé payé annuel d'un mois<sup>196</sup>. Les privilèges habituels sont accordés aux travailleurs occupant un emploi dangereux ou insalubre.

217. En Pologne, la durée de la journée de travail est fixée par la loi à huit heures (six heures le samedi) et la durée maximale de la semaine de travail à 46 heures. La durée du travail hebdomadaire est cependant fixée à 42 heures dans diverses branches de l'industrie, notamment les industries où les entreprises fonctionnent 24 heures sur 24 et dans toutes les branches de l'administration et des services gouvernementaux (enseignement, santé publique, recherche, édition, etc.). Les personnes qui travaillent dans des conditions malsaines ou pénibles ont une journée de travail de six ou sept heures seulement (c'est-à-dire une semaine de 36 ou 42 heures)<sup>197</sup>. L'abolition du travail de nuit en 1968<sup>198</sup> a réduit la semaine de travail à 44 heures dans l'industrie textile. Quinze pour cent environ de la main-d'œuvre bénéficie actuellement de réductions des heures de travail qui en ramènent la durée à moins de 46 heures officielles. Il est prévu d'arriver à une semaine de travail de 42 à 43 heures, le samedi étant chômé, pour tous les travailleurs, au milieu des années 70<sup>199</sup>.

218. Aux termes de la loi polonaise du 29 avril 1969 concernant le système des congés payés annuels pour les travailleurs manuels et les employés de bureau, tout salarié a droit à 14 jours ouvrables de congé payé après une année de service, à 17 jours après trois années de service, à 20 jours au bout de six années et à 26 jours ouvrables après 10 années de service ou plus. On entend par année de service non seulement la période d'emploi effective, mais aussi la durée de la scolarité au-delà de l'enseignement primaire (enseignement professionnel, secondaire et supérieur)<sup>200</sup>. Dans ces conditions, chaque travailleur peut avoir droit à un congé payé annuel de 26 jours ouvrables à l'âge de 26 ou 27 ans. En vertu d'une loi du 4 février 1949, les syndicats ont créé un fonds de vacances pour les travailleurs qui sont membres d'un syndicat depuis au moins un an, pour leur permettre de prendre des vacances à prix réduit (suivant leurs gains mensuels). Certaines entreprises versent également des subventions au titre des vacances et autres périodes de repos et de loisirs, sur leurs fonds propres<sup>201</sup>. En 1970, environ 2 millions de travailleurs et membres de leurs familles ont bénéficié de vacances à bon marché dans des stations thermales et climatiques.

219. Selon les statistiques polonaises, les heures de travail par travailleur dans l'industrie socialisée, au cours

<sup>188</sup> Article 39 du Code du travail bulgare.

<sup>189</sup> Renseignement communiqué par le Ministère du travail de Bulgarie, septembre 1972.

<sup>190</sup> E/CN.4/1011, p. 2 et 3.

<sup>191</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires.

<sup>192</sup> *Idem*.

<sup>193</sup> E/CN.4/1023/Add.4, p. 17.

<sup>194</sup> E/CN.4/1024, par. 114.

<sup>195</sup> Renseignements communiqués par le Bureau central de statistique de Hongrie, septembre 1972; voir également E/CN.4/1024, par. 114.

<sup>196</sup> Hongrie, Bureau central de statistique, *Hungary Today*, Budapest, 1970, p. 147.

<sup>197</sup> E/CN.4/1023/Add.1, annexe, p. 15.

<sup>198</sup> E/CN.4/1011/Add.1, p. 32.

<sup>199</sup> Réponse de la Pologne aux questionnaires.

<sup>200</sup> E/CN.4/1024, par. 118.

<sup>201</sup> E/CN.4/1023/Add.1, annexe, p. 16 à 18.

de deux années prises comme points de repère, se répartissaient comme suit<sup>202</sup> :

	1960	1970
Heures de travail normales.....	2 068,3	2 004,3
Heures supplémentaires.....	96,4	67,4
Vacances.....	128,1	160,4
Congés de maladie.....	92,7	111,5
Absences non justifiées.....	10,5	7,5
Temps non consacré au travail pour d'autres raisons.....	44,3	40,8

220. Les règlements en vigueur en Roumanie prévoient une semaine de travail d'une durée maximale de 48 heures et une journée de travail de huit heures. Des conditions spéciales sont accordées aux personnes qui font un travail difficile, dangereux ou malsain, et le travail de nuit est limité en vertu d'une législation spéciale. Pour les travailleurs de moins de 18 ans la journée de travail est limitée à six heures et la semaine de travail à 36 heures<sup>203</sup>.

221. La loi n° 26 du 28 décembre 1967 fixe la durée des congés payés annuels à 15 à 24 jours ouvrables, suivant la durée du service, et à 18 à 25 jours ouvrables pour les travailleurs âgés de moins de 18 ans (selon leur âge). Des congés payés supplémentaires sont prévus pour les personnes travaillant en certains endroits ou dans des conditions exceptionnelles, ainsi que deux à cinq jours ouvrables de congés supplémentaires pour les employés occupant des postes de direction ou exerçant des fonctions analogues<sup>204</sup>.

222. Le Code fondamental du travail en vigueur en URSS<sup>205</sup> depuis 1971 prévoit une semaine de travail normale de 41 heures pour tous les salariés et des réductions supplémentaires à mesure que l'économie se développe (la journée de travail de huit heures avait été instituée dès octobre 1917). Les travailleurs de moins de 18 ans bénéficient d'une semaine de 36 heures et ceux de moins de 16 ans (qui ne peuvent travailler que dans des cas exceptionnels) d'une semaine de 24 heures. Il y a également un maximum légal de 36 heures pour les personnes qui travaillent dans des conditions insalubres, indépendamment de l'âge.

223. La semaine de travail se compose normalement de cinq journées de travail et de deux journées chômées (ou, dans des circonstances exceptionnelles, de six journées de travail et d'une journée chômée), avec un maximum de sept heures de travail par jour (non compris les arrêts de travail obligatoires pour les repas et le repos). Les heures de travail supplémentaires ne sont autorisées que dans des cas exceptionnels et avec le consentement des comités de fabrique ou d'usine ou des comités (syndicaux) locaux et ne peuvent dépasser quatre heures par période de deux jours ou 120 heures par an. La durée du congé hebdomadaire ne peut être inférieure à 42 heures et, pendant ce temps, aucune autorité ne peut exiger l'exécution d'un travail. Des exceptions à cette règle sont permises dans des circonstances spéciales avec l'accord du comité d'usine, auquel cas le travailleur perçoit une rémunération double.

224. Il y a huit jours fériés officiels par an.

<sup>202</sup> Réponse de la Pologne aux questionnaires.

<sup>203</sup> Renseignements communiqués par le Ministère du travail de Roumanie, septembre 1972.

<sup>204</sup> ONU, *Annuaire des droits de l'homme pour 1967*. . . , p. 314.

<sup>205</sup> Principes fondamentaux de la législation du travail de l'URSS et des Républiques de l'Union (en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1971) [URSS, *Vedomosti verkhovnogo Soveta SSSR* [Journal officiel du Soviet suprême de l'URSS], n° 29 (1531), 22 juillet 1970].

225. Tous les salariés bénéficient de vacances d'une durée minimale de 15 jours par an<sup>206</sup> (un mois pour les travailleurs âgés de moins de 18 ans) et, pendant ces vacances, ils ont droit à la totalité de leur rémunération moyenne. La législation prévoit l'extension de cette durée minimale. Des congés supplémentaires seront accordés aux personnes qui occupent des fonctions spéciales ou travaillent dans certaines régions, et ces congés spéciaux non payés peuvent être accordés par l'employeur en cas de nécessité.

226. En ce qui concerne les kolkhozes, les nouveaux statuts modèles<sup>207</sup> sont beaucoup moins explicites quant aux droits des membres au repos et aux loisirs. Il est stipulé que la durée de la journée de travail et l'horaire de travail détaillé dans les kolkhozes sont régis par les règlements ou statuts de chaque kolkhoze, et qu'il en est de même pour les congés payés annuels, les jours de congés, et la participation minimale aux travaux sur les terres communales. Il semble que les conditions varient selon les régions, la répartition des kolkhoziens par âge et par sexe, le moment de la récolte, etc.<sup>208</sup>.

227. En fixant le temps effectivement disponible aux fins du repos et des loisirs, il convient de tenir compte, dans une certaine mesure, de la proportion des salariés adultes dans un ménage de taille moyenne. Il semble que cette proportion soit élevée en URSS et dans les autres pays socialistes, conformément à leur politique tendant à accroître les effectifs féminins de la main-d'œuvre. S'il en est ainsi, le temps libre restant aux travailleurs en dehors des besognes domestiques, des soins aux enfants et des déplacements entre le lieu de résidence et le lieu de travail, etc., risque d'être sensiblement diminué.

228. En Yougoslavie, la semaine de travail de 42 heures réparties sur cinq ou six jours est garantie, et de nombreuses entreprises ont récemment adopté la semaine de cinq jours en tant que formule facultative<sup>209</sup>. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1968, les employés du Gouvernement fédéral et de ses services travaillent 41 heures et demie par semaine, réparties sur cinq jours<sup>209</sup>, conformément à l'ordonnance du 1<sup>er</sup> novembre 1967<sup>210</sup>.

229. Le semaine de 42 heures pour tous a été initialement garantie dans la Constitution d'avril 1963 et dans la loi fondamentale du 4 avril 1965, qui prévoyait l'introduction progressive de ce régime au cours des cinq années suivantes. Au début de 1968, 77,4 % de toutes les organisations de travail, employant deux tiers de la main-d'œuvre, avaient dépassé la phase de transition<sup>211</sup> et ce régime est maintenant général.

230. Après 11 mois de services, tous les employés ont droit à 14 à 30 jours ouvrables de congés payés annuels, en fonction de la durée de l'emploi, de l'efficacité et des conditions de travail. Dans des circonstances exceptionnelles, les travailleurs peuvent bénéficier de congés

<sup>206</sup> La durée minimale qui était de 12 jours est passée à 15 jours le 1<sup>er</sup> janvier 1968 (décret du Conseil des ministres en date du 26 septembre 1967).

<sup>207</sup> Voir ci-dessus la note 27 de bas de page.

<sup>208</sup> Le Gouvernement de l'URSS déclare (E/CN.4/1132) que, à cet égard, il faut tenir compte du fait que, dans leurs statuts, les kolkhozes prennent en considération les conditions locales lors de l'établissement de la durée des congés des kolkhoziens et de la durée de leur journée de travail.

<sup>209</sup> *Facts about Yugoslavia*, Belgrade, 1972, p. 86.

<sup>210</sup> Voir E/CN.4/1024, par. 114.

<sup>211</sup> *Ibid.*

payés annuels d'une durée pouvant atteindre 60 jours ouvrables<sup>212</sup>.

#### H. — Droit de former avec d'autres des syndicats et de s'affilier au syndicat de son choix

231. Dans la société socialiste, telle qu'elle a été conçue par Lénine, le syndicat n'est pas envisagé, comme ailleurs, essentiellement comme un instrument de légitime défense des travailleurs contre les pressions d'intérêts hostiles bien établis : on met plutôt l'accent sur son rôle éducatif et l'appui que l'organisation syndicale peut apporter au processus de développement orienté par l'Etat et le parti. Le syndicat est considéré comme une « courroie de transmission » entre le travailleur et le parti et, en tant que tel, il s'apparente aux organes d'autoprotection issus des masses autant qu'aux structures de décision supérieures. Il est officiellement indépendant de l'appareil étatique et n'est pas assujéti aux formalités d'enregistrement ni au contrôle d'un organe de l'Etat.

232. Le syndicat a essentiellement un rôle d'appui, précisé dans les statuts qui définissent ses fonctions<sup>213</sup>. En Bulgarie, par exemple, aux termes des statuts adoptés en 1966, les syndicats se doivent d'« associer les travailleurs aux affaires de l'Etat et à la gestion économique ». Dans la République démocratique allemande, les syndicats sont appelés à « associer toute la classe ouvrière et les intellectuels à la réalisation des plans économiques » et à « promouvoir un niveau élevé de déontologie socialiste et la croissance rapide de la productivité de la main-d'œuvre ». En janvier 1969, l'Assemblée plénière du Conseil central des syndicats de Roumanie a défini la tâche des syndicats comme étant « la mobilisation des travailleurs... afin qu'ils puissent exécuter les tâches qui leur incombent en vertu du Plan et même aller au-delà ». Une nouvelle définition analogue des fonctions des syndicats a été donnée en Pologne en 1968.

233. En Hongrie, les récentes réformes du mécanisme économique ont abouti à l'octroi de certains pouvoirs aux syndicats, qui semblent maintenant dépasser le rôle traditionnel qui était un rôle purement d'appui. Les syndicats sont maintenant habilités à s'opposer aux décisions prises par la direction des entreprises, en vue de prévenir toute violation des dispositions du code du travail ou des contrats collectifs dans certaines circonstances. Ce pouvoir est cependant limité par diverses conditions qui ont pour effet de préserver, dans une large mesure, le rôle d'appui qui est essentiellement celui des syndicats.

234. La Yougoslavie est le seul pays socialiste d'Europe orientale où les syndicats sont considérés comme des associations de défense d'intérêts qui peuvent être distincts de ceux de l'Etat et des services économiques de l'administration, et même opposés à ces intérêts. Toutefois, même ici, leur rôle d'appui persiste, et bien qu'ils soient définis comme des « organisations socio-politiques indépendantes de la classe ouvrière et des travailleurs », leur rôle consiste essentiellement à contribuer à « l'édification du

socialisme sur la base de l'autogestion ». Le sixième Congrès des syndicats qui s'est tenu en juin 1968 a cependant précisé que les syndicats devaient agir comme des groupes de pression en vue de promouvoir les intérêts des travailleurs, même s'ils doivent aller jusqu'à s'opposer au gouvernement.

235. En Bulgarie, la Constitution garantit aux travailleurs le droit d'organiser des syndicats. L'affiliation est volontaire et se fait sur une base démocratique. En 1970 les syndicats bulgares comptaient près de 2 millions et demi de salariés<sup>214</sup>.

236. En Tchécoslovaquie, en vertu de l'article 5 de la Constitution de 1960, les travailleurs peuvent constituer des associations volontaires, comme le Mouvement syndical révolutionnaire, pour développer l'action collective et pour participer activement et dans tous les domaines à la vie de la société et de l'Etat, et exercer effectivement leurs droits. A l'heure actuelle, la seule association de ce genre est le Mouvement syndical révolutionnaire. Il est né, après la seconde guerre mondiale, de la fusion volontaire de toutes les organisations syndicales qui existaient alors et regroupe maintenant 90 % de tous les travailleurs<sup>215</sup>.

237. En Pologne, tout comme en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie, les syndicats sont organisés selon une structure verticale (c'est-à-dire sur une base professionnelle) et regroupent la grande majorité des employés de l'économie nationale<sup>216</sup>.

238. L'article 126 de la Constitution soviétique de 1936 garantit à tous les citoyens de l'URSS le droit de constituer des organisations sociales, parmi lesquelles les syndicats sont nommés en premier lieu. Il y a en URSS 25 organisations syndicales organisées par secteur industriel et affiliées au Conseil central des syndicats de l'Union. Chacune d'elles a ses propres statuts, adoptés au cours d'un congrès syndical et enregistrés auprès du Conseil central des syndicats. Les syndicats organisent des comités syndicaux au niveau des Républiques, des territoires, des provinces et des entreprises. Dans son rapport au quinzième Congrès des organisations syndicales en mars 1972, le Président a déclaré qu'en 1972 le nombre des syndiqués était de 98 millions, dont 3 millions étaient des kolkhoziens<sup>217</sup>.

239. En vertu du Code fondamental du travail, les syndicats soviétiques représentent les intérêts des ouvriers et des employés dans tous les domaines qui concernent la production, leurs conditions de travail et autres ainsi que leur vie culturelle. Ils participent à la prise de toutes les décisions de la direction dans ces domaines, sont consultés à ce sujet et surveillent l'application de ces décisions sur les lieux de travail.

240. L'organisation syndicale s'étend aux fabriques et usines dans tous les pays socialistes d'Europe orientale. Les droits spéciaux et les responsabilités particulières des comités syndicaux locaux ou de leur équivalent sont définis dans le code du travail du pays, dans les statuts syndicaux ou dans une législation spéciale.

241. En URSS, les comités de fabrique et d'usine et les comités locaux des syndicats ont des responsabilités et des

<sup>212</sup> *Facts about Yugoslavia*, Belgrade, 1972, p. 86.

<sup>213</sup> Le Gouvernement de l'URSS déclare à cet égard (E/CN.4/1132) qu'il est inapproprié de dire que les syndicats en URSS ont un rôle « d'appui », car les syndicats soviétiques jouent en fait un rôle important dans la défense des intérêts des travailleurs, et qu'il est tout aussi inexact de dire que les syndicats soviétiques ne sont qu'officiellement indépendants de l'appareil étatique; les syndicats sont des organisations de masse des travailleurs, et soulever la question d'une quelconque « dépendance » de leur part à l'égard de l'Etat revient à déformer la réalité.

<sup>214</sup> E/CN.4/1024/Add.3, par. 42.

<sup>215</sup> E/CN.4/1023/Add.4, p. 18.

<sup>216</sup> E/CN.4/1011/Add.1, p. 34.

<sup>217</sup> Rapport du Conseil central des syndicats de l'Union au quinzième Congrès des organisations syndicales de l'URSS, 20 mars 1972.



droits spéciaux qui sont énoncés dans le nouveau Statut de septembre 1971<sup>218</sup>. Aux termes de ce statut, les comités surveillent l'application de la législation relative à la rémunération, aux déductions d'impôts, aux conditions sanitaires et à l'hygiène dans leurs entreprises, et ils collaborent avec la direction à l'évaluation du travail, en vue de l'octroi de certains avantages (distribution gratuite de vêtements de travail ou d'aliments, périodes de repos, etc.), et dressent les tableaux de vacances, de tours de service, etc. Ils examinent, à la demande des intéressés, les différends qui surgissent dans les relations du travail et font des enquêtes sur les plaintes. Les comités s'occupent également des prestations d'assurances sociales des travailleurs de l'entreprise, déterminent le montant de leurs indemnités et pensions, accordent des séjours dans des sanatoriums et des stations climatiques et collaborent avec la direction à l'octroi de logements. En outre, ils constituent des sous-comités s'occupant des salaires et des normes, et éventuellement des comités d'atelier, auxquels tout ouvrier peut directement s'adresser.

242. Il ressort clairement de ce qui précède que le niveau de vie du travailleur (et celui de sa famille) dépend dans une large mesure des décisions de son comité d'usine et de celles qui ont été prises par ce dernier en collaboration avec la direction de son entreprise. En cas de conflit d'intérêts entre le travailleur et la direction, le comité d'usine semble jouer un rôle d'arbitre, qui représente souvent la collectivité dans son ensemble, et non celui d'un défenseur systématique du travailleur qui ne tiendrait pas compte d'intérêts plus larges. A cet égard, les fonctions des organisations syndicales, telles que les conçoit l'Etat socialiste, contrastent nettement avec celles qu'assument normalement les syndicats dans les pays capitalistes et la plupart des autres pays. La liberté de constituer des syndicats, telle qu'elle est garantie par la loi, s'identifie donc, en pratique, à la liberté — et même l'obligation — d'adhérer à une organisation préétablie au sein de l'entreprise, qui combine la défense des intérêts des travailleurs et les exigences primordiales du développement économique telles que les conçoivent le parti et l'Etat<sup>219</sup>.

243. Il semble qu'il n'y ait aucune disposition régissant l'adhésion des kolkhoziens à des syndicats, car les kolkhoziens participent à des entreprises coopératives et ne sont donc pas des employés. Leurs moyens d'action, en cas de décisions du Conseil du kolkhoze dont ils estiment qu'elles violent leurs droits individuels, dépendent donc de leur aptitude à sensibiliser l'assemblée générale du kolkhoze à leur problème ou, dans des cas extrêmes, d'un recours devant les tribunaux civils. Les spécialistes et les mécaniciens qualifiés des kolkhozes peuvent cependant adhérer aux organisations syndicales primaires existant actuellement dans tous les kolkhozes et regroupant environ 3 millions de travailleurs (1972)<sup>220</sup>.

<sup>218</sup> Statut relatif aux droits des comités de fabrique et d'usine et des comités locaux des syndicats, ratifié par le Présidium du Soviet suprême de l'URSS, le 27 septembre 1971 [*Vedomosti verkhovnogo Soveta SSSR* [Journal officiel du Soviet suprême de l'URSS], n° 39 (1593), 29 septembre 1971, p. 215 et suivantes].

<sup>219</sup> Le Gouvernement de l'URSS déclare (E/CN.4/1132) que cette affirmation est en contradiction avec l'article 96 des Principes fondamentaux de la législation du travail, qui stipule expressément que les syndicats représentent les intérêts des ouvriers et des employés dans les domaines de la production, du travail, de la vie quotidienne et de la culture; il est complètement faux d'affirmer qu'il y aurait en URSS une quelconque obligation d'adhérer aux syndicats; l'URSS ne connaît rien de semblable.

<sup>220</sup> Voir ci-dessus la note 217 de bas de page.

## I. — Droit de grève

244. En ce qui concerne le droit de grève, la situation typique dans des pays du CAEM est l'absence totale de toute référence, dans les lois, à l'éventualité d'une grève dans la vie normale du pays. Les constitutions n'autorisent ni n'interdisent les grèves, et les explications officielles soulignent que cette situation est due au fait qu'une telle action serait totalement étrangère au fonctionnement des institutions en régime socialiste. Ainsi, la Tchécoslovaquie rapporte que « dans le droit tchécoslovaque, le droit de grève n'est pas expressément réglementé; toutefois, il n'y a pas de dispositions légales interdisant ou limitant les grèves »<sup>221</sup>. Pour la Pologne, les indications reçues établissent ce qui suit : « Le droit de grève ne fait l'objet d'aucune législation en Pologne. Les grèves ne sont pas interdites par la loi. La structure du système socio-politique polonais, dans la mesure où elle implique l'exercice du pouvoir par les partis des classes ouvrières, la nationalisation des principaux moyens de production et la planification de l'économie nationale, garantit le respect des intérêts des salariés et, de ce fait, les grèves ne sont pas nécessaires à la régulation de la répartition du revenu national<sup>222</sup>. » D'autres pays d'Europe orientale appartenant au CAEM ont une position analogue.

245. Bien que, dans sa constitution, la Yougoslavie adopte, en ce qui concerne les grèves, une position analogue à celle des pays du CAEM, elle admet que, depuis 1958 (date de la première grève slovène), un certain nombre de grèves ouvrières ont effectivement eu lieu. Il se peut qu'elles aient bénéficié de la connivence et même de l'encouragement des autorités supérieures dans la mesure où elles ont entraîné une meilleure application des principes d'autogestion. Dans le journal *Borba* (Belgrade) du 16 juin 1971, le Président de la République a fait une déclaration dans laquelle il a approuvé certain mouvement de grève, bien qu'il ait dit par ailleurs ne pas croire en l'efficacité des grèves en général. De plus, on prévoit que le texte du nouveau Code d'autogestion reconnaîtra que, dans les cas où les droits des travailleurs ne peuvent être convenablement protégés par le jeu des procédures habituelles, les travailleurs ont le droit d'entreprendre « une action collective tendant à rétablir des relations d'autogestion ». Ce serait la première fois « qu'un document officiel reconnaît qu'effectivement, dans certaines conditions, les grèves semblent constituer, dans notre société, la dernière arme dont disposent les travailleurs dans la lutte qu'ils mènent pour conquérir leurs droits »<sup>223</sup>.

## J. — Conclusion

246. On peut conclure que, dans les pays socialistes d'Europe orientale, les droits relatifs à l'obtention et à la conservation d'un emploi, de conditions de travail et d'une rémunération justes et favorables, d'un repos et de loisirs suffisants, et à la non-discrimination, sont dans l'ensemble garantis par la législation de l'Etat et par les organes de contrôle de l'Etat, le parti et les syndicats. L'identité présumée d'intérêts entre ces derniers et l'individu réduit au minimum maints obstacles familiaux au développement économique et social que les autorités souhaitent promouvoir. Mais sur la base de cette hypothèse, les intérêts collectifs risquent cependant de l'emporter automatiquement en cas de conflit entre les individus et les structures de l'autorité.

<sup>221</sup> E/CN.4/1023/Add.4, p. 18.

<sup>222</sup> E/CN.4/1011/Add.1, p. 34 et 35.

<sup>223</sup> *Borba*, Belgrade, 29 août 1972.

## Chapitre II

### LE DROIT À LA SÉCURITÉ SOCIALE, Y COMPRIS LES ASSURANCES SOCIALES EN CAS DE CHÔMAGE, DE MALADIE, D'INVALIDITÉ, DE VEUVEGE, DE VIEILLESSE OU DE TOUT AUTRE MANQUE DE MOYENS D'EXISTENCE POUR DES RAISONS INDÉPENDANTES DE LA VOLONTÉ DE L'INTÉRESSÉ

247. Les constitutions des Etats socialistes d'Europe orientale confèrent à tous les citoyens le droit aux assurances sociales en vue de les garantir contre divers risques prévisibles de nature à augmenter leurs besoins ou à diminuer leur capacité de gain. Les dispositions pertinentes sont contenues, comme on l'a déjà signalé dans la première partie de la présente étude, dans l'article 43 de la Constitution bulgare (1971), l'article 23 de la Constitution tchécoslovaque (1960), l'article 47 de la Constitution hongroise (1949), l'article 60 de la Constitution polonaise et l'article 20 de la Constitution roumaine (1972). A titre d'exemple, on peut citer la Constitution soviétique de 1936, telle qu'elle a été modifiée en 1947, dont l'article 120 stipule que les citoyens de l'URSS ont le droit d'être assurés matériellement dans leur vieillesse, ainsi qu'en cas de maladie ou d'invalidité. Ce même article précise que ce droit est garanti par un vaste développement de l'assurance sociale des ouvriers et des employés aux frais de l'Etat, par le secours médical gratuit pour les travailleurs et par la mise à la disposition des travailleurs d'un vaste réseau de stations de cure, de sanatoriums, etc.<sup>224</sup>.

248. L'article 38 de la Constitution yougoslave stipule que « selon les principes de mutualité et de solidarité, les travailleurs sont obligatoirement assurés dans le cadre du régime unique de sécurité sociale institué par la loi fédérale... la loi institue aussi pour les autres citoyens la protection sanitaire et les autres droits de la sécurité sociale. Les services de la sécurité sociale sont gérés par les assurés, directement et par l'entremise des organes qu'ils élisent et révoquent eux-mêmes<sup>225</sup>. »

249. En Bulgarie, le régime d'assurances sociales couvre l'ensemble de la population active et est réglementé par trois séries principales de dispositions qui s'appliquent aux différentes catégories d'assurés<sup>226</sup>.

a) Sécurité sociale d'Etat obligatoire pour les employés des entreprises d'Etat, des organismes sociaux et des entreprises privées ou mixtes ainsi que pour les membres des professions libérales; le régime de sécurité sociale couvre également les techniciens, les mécaniciens et le personnel administratif des fermes coopératives mais non le personnel ordinaire de ces fermes. Le régime est réglementé par le Code du travail et la législation qui en découle<sup>227</sup> et est financé entièrement à l'aide des cotisations versées par les employeurs (fixées à l'heure actuelle à

12,5 %), le gouvernement couvrant les déficits éventuels. Les assurés eux-mêmes ne cotisent pas.

b) Sécurité sociale obligatoire pour les membres des fermes coopératives, dans des conditions très semblables à celles qui sont énoncées à l'alinéa a ci-dessus, si ce n'est que les assurés doivent verser une cotisation de 2 % (outre les 12,5 % versés par les coopératives); en outre, le taux des indemnités pour enfants est différent et les familles n'en bénéficient qu'à partir du troisième enfant. Ce régime est entré en vigueur le 1er septembre 1967 et est réglementé par une loi spéciale sur les pensions des agriculteurs-coopérateurs<sup>228</sup> et par un décret de l'Assemblée nationale de 1967<sup>229</sup>. Les exploitants agricoles privés ne bénéficient que du droit à la pension de retraite, tel qu'il est régi par la loi sur la sécurité sociale de 1949.

c) Régime de sécurité sociale mutuelle pour les membres des coopératives de producteurs. Ce régime est réglementé par le Code du travail et est analogue en tous points au régime de sécurité sociale d'Etat, si ce n'est qu'il ne s'applique pas dans les mêmes cas.

250. Il existe également un régime de sécurité sociale partielle pour les artisans indépendants et les personnes exerçant des professions libérales, qui constituent 0,14 % de la population active du pays et ne sont pas couverts par le régime obligatoire; toutefois, ce régime garantit seulement des pensions de vieillesse et d'invalidité<sup>230</sup>.

251. A part les exceptions susmentionnées, le régime d'assurances offre une protection complète et couvre les travailleurs bulgares et leurs familles dans tous les cas d'incapacité de travail temporaire ou permanente. Le principe de l'assurance obligatoire s'applique maintenant à plus de 99,8 % des assurés et couvre tous les cas d'assurance visés dans la Convention n° 102 de l'OIT, concernant la sécurité sociale (1952)<sup>231</sup>.

252. Les pensions de retraite versées aux hommes de 60 ans et plus (ayant au moins 25 ans de service) et aux femmes de 55 ans et plus (ayant au moins 20 ans de service) représentent les deux tiers des gains moyens de l'assuré (calculés sur la base de trois années consécutives choisies par l'intéressé parmi ses 10 dernières années de travail)<sup>232</sup>. Le montant de la pension est majoré

<sup>224</sup> ONU, *Annuaire des droits de l'homme pour 1947...*, p. 342 et suivantes.

<sup>225</sup> Amendements constitutionnels de la Constitution de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, Belgrade, 1969.

<sup>226</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires.

<sup>227</sup> Code du travail, troisième partie, articles 145 à 163 et règlements régissant son application.

<sup>228</sup> *Izvestia*, Moscou, 23 juin 1961.

<sup>229</sup> Bulgarie, Journal officiel, n° 50, 27 juin 1967, et n° 67, 25 août 1967.

<sup>230</sup> Loi sur les pensions de 1957, cinquième partie.

<sup>231</sup> E/CN.4/1011, p. 5 à 7. Pour le texte de la Convention, voir OIT, *Conventions et recommandations adoptées par la Conférence internationale du Travail, 1919-1966*, Genève, BIT, 1966, « Convention concernant la norme minimum de la sécurité sociale », p. 922 et suivantes.

<sup>232</sup> K. Ribarski, *Social security in Bulgaria*, Sofia, 1969, p. 29.



de 2 % (jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 12 %) pour chaque année de service supplémentaire au-delà de la période de service nécessaire, et il est réduit si l'intéressé n'a pas accompli une durée de service suffisante, à condition toutefois que la pension ne soit jamais inférieure au minimum prévu par la législation<sup>233</sup>. Si la rémunération effectivement perçue par l'intéressé (pension plus salaire) est de plus de 300 leva par mois, la pension est réduite d'un montant correspondant.

253. Les pensions d'invalidité permanente représentent de 40 à 65 % des gains moyens perçus pendant la dernière année de travail (55 à 85 % si l'invalidité est due à un accident du travail), les taux les plus élevés s'appliquant aux catégories de salaires les plus basses; en outre, les majorations de 5, 10 et 15 % sont prévues dans les cas où l'intéressé a travaillé pendant plus de 10, 15 ou 20 ans respectivement. Dans tous les cas, un taux minimal (qui est plus élevé lorsque l'invalidité est due à un accident du travail) est prévu par la législation. Des suppléments peuvent également être versés pour assiduité au travail.

254. Des pensions de survivant sont payables aux enfants à charge, aux parents âgés ou invalides, ou aux époux, etc., au taux de 50 % de la pension d'invalidité permanente pour un bénéficiaire, de 75 % pour deux bénéficiaires et de 100 % pour trois bénéficiaires ou plus.

255. Les prestations de maladie représentent de 60 à 90 % du salaire (en fonction de la durée de service) pendant les 15 premiers jours et 10 % de plus par la suite.

256. Les résidents et les personnes à leur charge bénéficient gratuitement de tous les soins médicaux, qui leur sont dispensés directement par le service de santé national.

257. En Tchécoslovaquie, le régime d'assurance maladie et les autres régimes d'assurance sociale sont gérés séparément, le premier par le Mouvement syndical révolutionnaire et des comités élus dans les entreprises qui emploient les travailleurs et les seconds par l'Etat, par l'intermédiaire du Bureau national de sécurité sociale et de ses organes subsidiaires. Le régime d'assurance maladie et de sécurité sociale des travailleurs des coopératives agricoles est également réglementé par l'Etat. Les exploitants agricoles privés et autres personnes exerçant une activité indépendante bénéficient de règlements spéciaux, et deux ordonnances de 1970 et 1971 stipulent que leurs pensions peuvent être augmentées par les organismes de protection sociale<sup>234</sup>.

258. Il convient de noter qu'une loi datée du 19 décembre 1968 a abrogé l'article 141 de la loi sur la sécurité sociale de 1964 qui autorisait les comités populaires à suspendre en partie les prestations payables à des personnes ayant joué un rôle important dans l'ancien régime politique et économique<sup>235</sup>.

259. Ont droit à une pension de retraite les hommes de plus de 60 ans (ou de 55 à 58 ans si leur travail est nuisible à la santé ou particulièrement pénible) et les femmes de 53 à 57 ans (selon le nombre d'enfants élevés);

<sup>233</sup> Le minimum a été porté à 50/55 leva par mois à compter du 1<sup>er</sup> juin 1972 (renseignements communiqués par le Ministère du travail de Bulgarie, septembre 1972).

<sup>234</sup> E/CN.4/1023/Add.4, p. 19 et 20.

<sup>235</sup> OIT, Conférence internationale du Travail, cinquante-sixième session, *Rapport de la Commission d'experts de l'OIT pour l'application des conventions et des recommandations*, rapport III (partie 4B), vol. B : *Etude d'ensemble sur les rapports relatifs à la Convention et à la Recommandation concernant la discrimination (emploi et profession)*, 1958, Genève, BIT, 1971, p. 19, note 7.

ces pensions sont versées aux salariés sans qu'ils aient eu à cotiser et aux membres des coopératives agricoles ainsi qu'aux travailleurs indépendants moyennant le versement d'une cotisation. Le montant de la pension de retraite est fixé à 50 % des gains moyens perçus pendant les cinq ou dix dernières années de travail, plus un supplément de 1 % pour chaque année de service entre 26 et 35 ans, sous réserve de taux minimal et maximal prévus par la législation. Une loi adoptée en 1970 stipulait que lorsque la pension constituait la seule source de revenu d'un retraité, elle pouvait être portée à 500 couronnes par mois ou à 850 couronnes si l'intéressé avait une personne à sa charge. Ces montants ont été portés à 550 et 900 couronnes respectivement en 1971<sup>236</sup>. En outre, la pension est majorée de 4 % par an si l'intéressé ne la touche pas à l'âge auquel il y a droit et elle comprend des suppléments pour personnes à charge.

260. Les pensions d'invalidité permanente sont fixées d'après le même principe, si ce n'est que le taux minimal passe de 50 à 60 % des gains si l'invalidité est due à un accident du travail. En outre, ces pensions comprennent des suppléments pour assiduité au travail et, en cas d'invalidité partielle, le montant de la pension dépend du degré d'invalidité de l'intéressé.

261. Des pensions de veuve représentant 60 % de la pension du défunt sont versées à toutes les veuves pendant 12 mois; au-delà de cette période, seules en bénéficient les veuves de plus de 50 ans qui ont un enfant à leur charge ou qui ont élevé trois enfants (ou les veuves de plus de 45 ans qui ont élevé deux enfants). Il existe également des pensions d'orphelin dont on a fixé les taux minimal et maximal.

262. Les prestations de maladie représentent de 50 à 70 % des gains (selon la durée de service) pendant les trois premiers jours de maladie et de 60 à 90 % de la rémunération à partir du quatrième jour et pendant un an au maximum, ou deux ans si la guérison est probable. Ces prestations, pour lesquelles les intéressés n'ont pas à verser de cotisations, sont financées par les cotisations versées par les entreprises publiques et privées et représentent respectivement 10 et 15 % de l'ensemble des traitements et salaires. Les soins médicaux sont gratuits pour tous, y compris pour les personnes à la charge des assurés.

263. Dans la République démocratique allemande, le régime d'assurances sociales est en grande partie géré par la Fédération des syndicats et par les comités syndicaux à l'échelon inférieur.

264. Les pensions de retraite (montant mensuel de base plus 1 % de la rémunération mensuelle moyenne multiplié par le nombre d'années d'affiliation) sont accordées aux hommes à partir de 65 ans et aux femmes à partir de 50 ans (ou plus tôt dans le cas des mineurs), mais ne sont pas nécessairement versées si l'intéressé préfère continuer à travailler. Les pensions comprennent des suppléments pour personnes à charge et elles ne peuvent être inférieures à un certain minimum ni dépasser un maximum équivalant à 80 % de la rémunération soumise à retenue. L'assuré verse une cotisation représentant 10 % de ses gains s'il est salarié et de 14 à 17 % de son revenu s'il exerce une activité indépendante; les employeurs versent une cotisation équivalant à 10 % de l'ensemble des traitements et salaires, le gouvernement prenant à sa charge tout déficit éventuel.

<sup>236</sup> E/CN.4/1023/Add.4, p. 20.

265. Les pensions d'invalidité permanente sont fixées selon les mêmes principes, mais le montant mensuel de base est moins élevé. Les montants minimal et maximal sont les mêmes que pour les pensions de retraite. Si l'invalidité est due à un accident du travail, la pension de base représente 66,66 % de la rémunération en cas d'incapacité totale. Ces pensions comprennent des suppléments pour personnes à charge et les taux sont moins élevés en cas d'incapacité partielle.

266. Les pensions de veuve et d'orphelin représentent respectivement 60 et 30 % de la pension du défunt, sous réserve de taux minimal et maximal.

267. Comme les pensions de retraite, les prestations de maladie proviennent des cotisations versées et représentent 50 % des gains actuels (des suppléments allant de 10 à 30 % étant versés par l'employeur) pendant les six premières semaines de maladie; par la suite elles peuvent être majorées d'un montant supplémentaire équivalant à 40 % des gains. Les prestations de maladie sont payables pendant 26 semaines, cette période pouvant être portée à 39 semaines si la guérison est probable pendant ce délai. Les soins médicaux sont gratuits pour les assurés et les personnes à leur charge.

268. En Hongrie<sup>237</sup>, les travailleurs et les employés ont droit à des pensions de retraite représentant 50 % de leur rémunération mensuelle moyenne (pendant les cinq dernières années) plus un supplément de 1 % pour chaque année d'emploi à plein temps. L'âge de la retraite est fixé à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes (plus tôt pour les personnes que exercent des métiers pénibles ou dangereux), et la durée de service ouvrant droit à la pension complète est de 25 ans; si elle est inférieure, des réductions proportionnelles sont opérées dans le montant de la pension. Les montants minimal et maximal des pensions sont prévus par la législation et, lorsqu'il a un conjoint à charge, l'intéressé reçoit un supplément si la pension est inférieure à un montant déterminé.

269. Les pensions de retraite des membres des coopératives agricoles sont réglementées par diverses dispositions : elles sont fixées à 33 % des gains mensuels moyens pour 10 années de service, plus une augmentation de 2 % pour chaque année de travail supplémentaire. Y ont droit les hommes âgés de 65 ans et les femmes âgées de 60 ans, à condition qu'ils soient membres de la coopérative depuis 20 ans au moins.

270. Les deux types de pensions de retraite sont fondés sur un système de cotisations, les cotisations versées par les bénéficiaires étant calculées en fonction de leurs gains, selon un barème progressif. Les employeurs versent une cotisation représentant 10 % de l'ensemble des traitements et salaires et l'Etat prend à sa charge tout déficit éventuel (généralement 40 % du coût environ).

271. En janvier 1970, près de 600 000 travailleurs et employés à la retraite ont reçu des pensions mensuelles d'un montant moyen de 952 forint (soit les deux tiers du salaire moyen pour l'année) tandis que 181 000 travailleurs et employés touchaient en moyenne 515 forint par mois. Les pensions des membres des coopératives se sont élevées en moyenne à 516 forint et celles des anciens membres des coopératives d'artisans à 799 forint<sup>238</sup>.

<sup>237</sup> Hongrie, Bureau central de statistique, *Hungary: Today*, Budapest, 1970, p. 154.

<sup>238</sup> *Ibid.*, p. 155.

272. Les pensions d'invalidité permanente représentent 50 % des gains moyens perçus pendant les cinq dernières années de travail (ou 60 % si l'invalidité est due à un accident du travail) plus un supplément de 1 % par année d'affiliation au régime d'assurances. En cas d'invalidité partielle, le montant de la pension est réduit en proportion du degré d'invalidité; en outre, des indemnités correspondant à 10 % des gains sont versées pour assiduité au travail.

273. Les pensions de veuve et les pensions versées aux veufs n'ayant pas de moyens d'existence représentent 50 % de la pension du défunt et sont payables aux personnes qui sont âgées de 55 ans ou plus à la mort de leur conjoint, qui sont invalides ou qui élèvent deux enfants ou plus; il existe en outre des pensions d'orphelin équivalant à 25 % de la pension du défunt. Dans tous les autres cas, le conjoint survivant ne touche ces pensions que pendant un an.

274. Les prestations de maladie<sup>239</sup> représentent généralement 75 % de la rémunération normale (50 % lorsque le travailleur est à l'hôpital). Les personnes ayant travaillé pendant moins de deux ans reçoivent 65 % de leur traitement normal. Les prestations ne peuvent dépasser un montant déterminé et sont payables pendant un an au maximum (ou pendant une période équivalant au maximum à la durée de service antérieure du patient, si celui-ci a travaillé moins d'un an).

275. Les soins médicaux sont dispensés directement et gratuitement aux patients par l'intermédiaire du service de santé national, mais les malades des consultations externes paient 15 % du coût des médicaments (lorsqu'il ne s'agit pas de médicaments de toute première nécessité) et 15 à 25 % du coût de l'utilisation des installations nécessaires au traitement.

276. Depuis juin 1972, le régime de sécurité sociale s'étend à l'ensemble de la population, y compris les non-assurés. A partir de 1971, le montant des pensions est automatiquement relevé de 2 % en janvier de chaque année pour combattre les effets de l'inflation<sup>240</sup>.

277. En Pologne, la proportion de la population ayant droit à des prestations de sécurité sociale, sous une forme ou sous une autre, a augmenté régulièrement et est passée de 47 % en 1950 à 60 % en 1960 et 78 % en 1972. Après 1972, le régime de sécurité sociale couvrira la presque totalité de la population<sup>241</sup>.

278. Tous les employés sont couverts par un régime d'assurances sociales financé par les cotisations versées par leurs employeurs (10 et 15,5 % de l'ensemble des traitements et salaires pour les fermes d'Etat et les entreprises d'Etat respectivement, et 18 et 30 % pour les fermes et entreprises du secteur privé). Pour les pensions de retraite et d'invalidité permanente, les cotisations des employés eux-mêmes ne représentent que 3 % de leurs gains (elles peuvent être déduites de l'impôt général sur les salaires). La loi de 1933 sur l'assurance en cas de maladie et de maternité, le décret de 1947 sur les prestations familiales et le décret de 1954 sur les pensions universelles constituent le fondement juridique des assurances sociales<sup>242</sup>. Le régime de sécurité sociale tel qu'il fonc-

<sup>239</sup> *Ibid.*, p. 156.

<sup>240</sup> Renseignements communiqués par le Bureau central de statistique de Hongrie, septembre 1972.

<sup>241</sup> Réponse de la Pologne aux questionnaires.

<sup>242</sup> OIT, *Monographie sur l'organisation des soins médicaux dans le cadre de la sécurité sociale*. — Pologne, Genève, BIT, 1968, p. 3.

tionne actuellement se caractérise essentiellement par l'étendue des risques couverts (il s'applique à tous les cas de besoins prévisibles : maladie, maternité, soutien de famille, retraite, invalidité, etc.)<sup>243</sup>, son universalité (il couvre actuellement 78 % de la population et sera prochainement étendu aux exploitants agricoles privés), son uniformité et son accessibilité (sans formalités ni frais administratifs pour le bénéficiaire). A la fin des années 60, le régime de sécurité sociale a été étendu aux chauffeurs de taxis indépendants, aux exploitants agricoles âgés qui souhaitent léguer leurs biens à l'Etat, aux personnes qui (en vertu de contrats de régie ou de gérance) gèrent des magasins, des librairies, des restaurants ou des cafés, des stations-service, des établissements touristiques ou autres établissements ainsi qu'à leurs associés<sup>244</sup>.

279. On a eu recours à des solutions provisoires tant que les exploitants agricoles privés et autres personnes exerçant une activité indépendante ne bénéficiaient pas du régime général d'assurances sociales. Ils pouvaient par exemple utiliser les installations des services de santé publique moyennant une redevance proportionnelle à leurs revenus (les soins étant gratuits en cas de maladie contagieuse ou infectieuse), en outre l'assistance médicale était gratuite pour les mères et les enfants pendant l'année suivant la naissance<sup>245</sup>.

280. Les pensions de retraite sont calculées d'après la moyenne des gains perçus pendant la dernière année de travail (ou pendant les deux meilleures années au cours des 10 années précédant la retraite), et représentent 80 % du montant de ces gains dans la tranche de revenus la plus basse (maximum de 1 500 zlotych par mois), plus 55 % dans la tranche suivante (1 500 à 2 000 zlotych) plus 25 % dans la tranche la plus élevée (plus de 2 000 zlotych). La pension de base est majorée de 1 % pour chaque année de travail au-delà de 20 ans; elle ne peut être inférieure à un montant donné ni dépasser un certain plafond (95 % des gains). Ont droit à une pension de retraite les hommes à partir de 65 ans et les femmes à partir de 60 ans (l'âge de la retraite est abaissé si les intéressés ont travaillé dans les mines, dans des conditions insalubres, en mer ou dans l'enseignement), à condition que la durée de service soit de 25 ans au moins pour les hommes et de 20 ans au moins pour les femmes. La pension de retraite mensuelle moyenne a été portée de 989 zlotych en 1965 (1 836 zlotych pour les mineurs) à 1 561 zlotych en 1971 (2 647 zlotych pour les mineurs). Grâce à cette augmentation, le montant de la pension, qui représentait 40 % du salaire moyen, équivalait maintenant à plus de 60 % de ce montant<sup>246</sup>.

281. Les pensions d'invalidité permanente sont fixées selon les mêmes principes, mais les pourcentages applicables aux tranches successives de revenus sont légèrement inférieurs (65, 30 et 20 % respectivement); en outre, des suppléments d'un montant fixe sont prévus dans le cas de pensions peu élevées, ainsi que des majorations pouvant aller jusqu'à 7,5 % si l'intéressé a travaillé sans interruption pendant 5 à 15 ans. L'incapacité partielle donne droit à des pensions plus faibles. Il existe également des supplé-

ments pour assiduité au travail. Si l'invalidité est due à un accident du travail, la pension représente 90 % des gains plus un supplément pour assiduité au travail. Le montant minimal est d'environ 10 % plus élevé que pour les pensions d'invalidité ordinaires.

282. Le nombre de personnes touchant des pensions de retraite ou d'invalidité permanente est passé de 987 000 en 1950 à 1 369 000 en 1960 et à 2 327 000 en 1970, soit plus de 7 % de la population totale. Les sommes versées pour payer ces pensions ont quintuplé pendant les 10 premières années et augmenté à nouveau de 79 % pendant les 10 années suivantes, ce qui signifie que les retraités ont touché en moyenne des pensions mensuelles de 127, 676 et 1 207 zlotych en 1950, 1960 et 1970 respectivement<sup>247</sup>. Pour 1970, cela correspond à la moitié du salaire moyen pour toutes les branches de l'économie nationale.

283. Les pensions de survivant sont calculées de la même façon que les pensions d'invalidité permanente si le défunt ne laisse qu'un seul survivant, et elles vont en diminuant pour les deuxième et troisième survivants. Ces pensions ne peuvent être inférieures à un certain montant, et des suppléments sont payables aux orphelins de père et de mère. Si le décès est dû à un accident du travail, le premier survivant a droit à 60 % de la pension de l'assuré, deux survivants à 75 % et trois survivants à 85 %.

284. Les prestations de maladie ne reposent pas sur un système de cotisations et ne peuvent être perçues que si le patient a travaillé pendant 4 semaines avant le début de sa maladie (ou pendant 26 semaines l'année précédente). Elles représentent 70 % de la moyenne des gains perçus pendant les 13 semaines précédentes et sont payables pendant un maximum de 26 semaines (ce délai pouvant être porté à 39 semaines si la guérison est probable).

285. Les soins médicaux sont dispensés gratuitement aux patients qui sont couverts par le régime d'assurances sociales et leur sont fournis directement par l'intermédiaire des services de santé publique.

286. Un programme spécial pour la protection sociale des personnes âgées qui vivent avec leur famille a été élaboré pour la période 1972-1975<sup>248</sup>.

287. En Roumanie, le régime d'assurances sociales est entièrement financé par l'Etat, les salariés n'ayant aucune cotisation à verser (exception faite des cotisations facultatives équivalant à 2 % des gains pour les pensions complémentaires). Les membres des professions libérales et des coopératives d'agriculteurs et d'artisans bénéficient de régimes spéciaux. Les fonds nécessaires sont inscrits au budget des assurances sociales de l'Etat, qui est établi conjointement par le Ministère du travail et le Conseil central des syndicats. En 1971, les dépenses se sont élevées à un total de 11 900 millions de lei, ce qui semble indiquer un facteur de croissance de 14,4 depuis 1950<sup>249</sup>.

288. Les pensions de retraite des employés sont payables à l'âge de 60 ans pour les hommes et de 55 ans pour les femmes, après 25 ans de travail (20 ans pour les femmes), les travailleurs ayant exercé des métiers pénibles

<sup>243</sup> Z. Bajszczak et M. Winiewski, *Problèmes de la protection sociale des travailleurs en République populaire de Pologne*, Varsovie-Genève, Institut de recherche en matière d'économie du travail, Ministère du travail, des salaires et des affaires sociales, juin 1972.

<sup>244</sup> Pour plus de renseignements sur les risques couverts et les prestations, voir E/CN.4/1011/Add.1, p. 35 à 37.

<sup>245</sup> E/CN.4/1024/Add.2, par. 334 à 337.

<sup>246</sup> Réponse de la Pologne aux questionnaires.

<sup>247</sup> Réponse de la Pologne aux questionnaires.

<sup>248</sup> Conférence des ministres européens responsables de la protection sociale, La Haye (Pays-Bas), 22-26 août 1972, « Analyse des déclarations présentées par les gouvernements et les organisations internationales » (E/CONF.64/5), par. 55.

<sup>249</sup> *Ibid.*, par. 27.

et dangereux et les femmes ayant élevé trois enfants ou plus bénéficiant de conditions plus favorables. Toutefois, la retraite n'est pas obligatoire avant l'âge de 62 ans pour les hommes et de 57 ans pour les femmes. La pension est calculée en fonction de la rémunération de base moyenne de l'intéressé pendant les cinq meilleures années consécutives parmi les 10 dernières années de travail (ou les 15 dernières années, si 10 au moins ont été consacrées à des travaux pénibles ou dangereux). Le montant de la pension est calculé en appliquant des pourcentages — allant de 50 à 85 % — à huit tranches de salaires de référence classées par ordre décroissant (les taux sont majorés de 5 ou 10 % pour les travaux pénibles ou dangereux). Le montant de la pension est majoré d'une somme équivalant à 5 % des gains pour chaque année de travail au-delà de la période requise, et des réductions proportionnelles sont opérées si la durée de service est inférieure à cette période. La législation prévoit pour les pensions un minimum de 60 % et un maximum de 90 % du salaire de l'intéressé, le minimum absolu étant de 715 lei par mois<sup>250</sup>. Les pensions complémentaires varient de 5 à 14 % du salaire de référence, selon le nombre d'années pour lesquelles des cotisations ont été versées. Les personnes qui n'ont pas droit à une pension de retraite bénéficient de l'assistance sociale. Les retraités peuvent travailler pendant quatre mois chaque année sans qu'aucune déduction soit opérée sur leur pension mais celle-ci est réduite de 50 % pour chaque mois de travail supplémentaire; les retraités peuvent, s'ils le souhaitent, travailler à mi-temps en continuant à toucher le montant intégral de leur pension<sup>251</sup>.

289. Les pensions d'invalidité permanente représentent 60 % des gains moyens dans la tranche de revenus la plus basse (95 % lorsque l'invalidité est due à un accident du travail), plus un pourcentage de moins en moins élevé pour les tranches supérieures, la durée de service de l'intéressé entrant également en ligne de compte. Le montant minimal de la pension est prévu par la législation et il existe une indemnité pour assiduité au travail.

290. Les pensions de survivant correspondent à 50 % de la pension de l'assuré pour un seul survivant, à 75 % pour deux survivants et à 100 % pour trois survivants ou plus.

291. Il n'y a pas de période minimale requise pour bénéficier des prestations de maladie, lesquelles représentent de 50 à 85 % des gains, selon la durée de service de l'intéressé. Celui-ci ne touche que la moitié des prestations pendant les trois premiers jours, puis leur totalité jusqu'à sa guérison ou jusqu'à l'octroi d'une pension d'invalidité permanente.

292. Les soins médicaux sont dispensés gratuitement par l'intermédiaire des services de santé publique.

293. Premier pays à s'engager publiquement sur la voie du communisme, l'URSS a fait œuvre de pionnier dans le domaine de la sécurité sociale parmi les pays socialistes d'Europe orientale. L'une des premières mesures législatives du gouvernement de Lénine a été la ratification d'un statut sur la sécurité sociale des travailleurs par le Conseil des Commissaires du peuple le 31 octobre 1918<sup>252</sup>. Ce régime s'appliquait à toutes les

personnes qui n'employaient pas de main-d'œuvre salariée, sans aucune exception, et prévoyait des services médicaux, des indemnités en espèces en cas d'invalidité permanente ou temporaire, des indemnités de chômage, des indemnités de maternité et des pensions de retraite. Le statut a été sensiblement élargi et modifié pendant la vie de Lénine<sup>253</sup> et forme la base de la législation sociale ultérieure en URSS. L'Etat se préoccupe constamment d'améliorer cette législation, comme en témoigne l'article 120 de la Constitution de l'URSS, qui confère à tous les citoyens le droit d'être assurés matériellement dans leur vieillesse, ainsi qu'en cas de maladie et de perte de la capacité de travail. Ce même article précise que ce droit est garanti par un vaste développement de l'assurance sociale aux frais de l'Etat, par le secours médical gratuit pour les travailleurs et par la mise à la disposition des travailleurs d'un vaste réseau de stations de cure.

294. Après la seconde guerre mondiale, la législation sociale a été considérablement renforcée par la loi de 1956 sur les pensions d'Etat, qui prévoyait un champ d'application beaucoup plus vaste, et par la loi de 1964 sur les pensions et prestations versées aux membres des kolkhozes, portant création d'un système de pensions uniforme pour tous les groupes sociaux dans l'ensemble du pays. En 1970, les dépenses annuelles de l'Etat en ce qui concerne la sécurité sociale ont atteint la somme de 21,1 milliards de roubles, dont 16 milliards ont été consacrés au paiement des pensions<sup>254</sup>. Le montant total des dépenses pour 1972 se chiffrera sans doute à 25,8 milliards de roubles<sup>255</sup>.

295. Le Code fondamental du travail en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1971<sup>256</sup> a étendu le régime d'assurance sociale de l'Etat à tous les ouvriers d'usine et employés de bureau; ce régime est financé entièrement par les cotisations que les employeurs (entreprises, institutions, etc.) sont tenus de verser, sans qu'aucune déduction soit opérée sur la rémunération des ouvriers eux-mêmes. Les prestations comprennent les indemnités pour incapacité de travail temporaire (en particulier en cas de grossesse et d'accouchement), les allocations pour les nouveau-nés, la prise en charge des frais d'enterrement et les pensions versées en cas de retraite, d'invalidité, ou de perte du soutien de famille. En outre, certaines catégories de travailleurs touchent des pensions spéciales après avoir accompli un certain nombre d'années de service. Parmi les autres prestations on peut citer la prise en charge des frais de séjour dans des sanatoriums ou des maisons de repos, de régimes alimentaires spéciaux, etc. Le versement des pensions est régi par la loi sur les pensions de l'Etat, applicable à l'ensemble de l'Union.

296. En vertu des statuts modèles des kolkhozes adoptés le 28 novembre 1969<sup>257</sup>, les membres des kolkhozes ont droit à des pensions de retraite et d'invalidité et

troudyachtchikhsya » [Sur la ratification du statut relatif à la sécurité sociale des travailleurs] (voir, par exemple, *Leninskie dekrety o sotsial'nom obespetchenii* [Les décrets léninistes sur la sécurité sociale], Moscou, 1972, p. 9 à 30.

<sup>253</sup> Lénine lui-même a signé plus de 60 décrets sur la protection et la sécurité sociales entre 1918 et 1921; dès la fin de 1920, le nombre de personnes bénéficiant de pensions d'invalidité était passé à un million (réponse de l'URSS aux questionnaires).

<sup>254</sup> Réponse de l'URSS aux questionnaires.

<sup>255</sup> Renseignements communiqués par le Bureau soviétique de la sécurité sociale, Moscou, octobre 1972.

<sup>256</sup> Voir ci-dessus la note 76 de bas de page.

<sup>257</sup> Voir ci-dessus la note 27 de bas de page.

<sup>250</sup> Renseignements communiqués par le Ministère du travail de Roumanie, septembre 1972.

<sup>251</sup> Voir la note 250 ci-dessus.

<sup>252</sup> Décret du Conseil des commissaires du peuple, du 31 octobre 1918, « Ob outverjdenii položenia o sotsial'nom obespetchenii

à des indemnités de grossesse et de naissance, qui leur sont versées par la caisse centrale de sécurité sociale de l'Union pour les exploitants des kolkhozes, laquelle est financée par les cotisations versées par les kolkhozes. Les statuts confèrent également à l'assemblée générale de chaque kolkhoze le droit de verser des sommes supplémentaires en sus des diverses pensions auxquelles ont droit les exploitants des kolkhozes, ainsi que d'accorder des pensions à titre individuel ou d'octroyer une autre forme d'assistance matérielle aux anciens combattants et aux membres des kolkhozes qui sont atteints d'invalidité et qui n'ont pas d'autres moyens d'existence.

297. Les pensions, qui représentent la principale forme de prestations de sécurité sociale en URSS, sont payables aux retraités, aux invalides et aux personnes sans soutien de famille. En outre certaines catégories de personnes (médecins, enseignants, pilotes, etc.) touchent des retraites proportionnelles au nombre d'années de service qu'ils ont accomplies, quels que soient leur âge ou le degré de leur incapacité<sup>258</sup>.

298. Les hommes ont droit à une pension de retraite à partir de 60 ans, et les femmes à partir de 55 ans, après une durée de service minimale de 25 et de 20 ans respectivement. Pour les hommes et les femmes ayant travaillé dans les mines ou dans des conditions dangereuses ou pénibles, l'âge de la retraite a été abaissé à 50 et 45 ans respectivement et la durée minimale de service à 20 et 15 ans. Il existe une catégorie intermédiaire de travaux (exploitation forestière, construction, transports ferroviaires et autres travaux pénibles) pour laquelle l'âge de la retraite a été fixé à 55 ou 50 ans, après au moins 25 ou 20 années de service, pour les hommes et les femmes respectivement. En outre, les femmes qui ont eu et élevé cinq enfants ou plus ont droit à une pension à l'âge de 50 ans après 15 années de service; il en est de même pour les hommes aveugles. Les femmes aveugles ont droit à une pension à l'âge de 40 ans après 10 années de service. En 1968, l'âge de la retraite a été abaissé de cinq ans pour les anciens combattants invalides de la seconde guerre mondiale, les ouvrières de l'industrie textile affectées à des travaux intensifs et les ouvriers ayant travaillé pendant 15 ans dans les régions du Grand Nord (ou pendant 20 ans dans certains territoires où les conditions de vie sont tout aussi rigoureuses<sup>259</sup>). La même année, le droit des exploitants des kolkhozes à la pension de retraite a été établi, et l'âge de la retraite a été fixé, comme pour les employés, à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes. Dans tous les cas, les travailleurs qui prennent leur retraite avant d'avoir accompli la durée de services requise peuvent toucher des pensions réduites, proportionnelles au nombre d'années de travail effectuées.

299. Le montant des pensions de retraite est établi sur la base des gains moyens perçus pendant les 12 derniers mois de travail (ou pendant les 5 meilleures années consécutives parmi les 10 dernières années de travail) et calculé en appliquant des pourcentages — allant de 50 à 100 % — aux différentes tranches de revenu imposable, classées par ordre décroissant (une majoration de 5 % est prévue pour les travaux dangereux). A l'heure actuelle, la pension moyenne dépasse 65 % des gains moyens avant la retraite. Conformément aux directives contenues dans le neuvième Plan quinquennal, le montant minimal de la

pension de retraite a été porté de 30 à 45 roubles par mois pour les ouvriers salariés (38,25 roubles dans les zones rurales) et de 12 à 20 roubles par mois pour les exploitants des kolkhozes. Cette augmentation a pris effet le 1<sup>er</sup> juillet 1971. Il semble qu'on n'ait pas prévu de relever les limites maximales, qui étaient fixées respectivement à 120 et 102 roubles par mois pour les ouvriers des fermes d'Etat et les ouvriers des kolkhozes (soit 100 % de leurs gains)<sup>260</sup>.

300. La pension de retraite peut être majorée de 10 % lorsque le bénéficiaire est resté pendant 15 ans de suite au service de son dernier employeur et lorsqu'il a travaillé 10 ans de plus que le nombre d'années requis. En outre, des majorations de 10 % sont prévues pour une personne à charge et de 15 % pour deux ou plus. Les pensions sont généralement de 15 % plus faibles dans les zones rurales si le retraité est exploitant agricole.

301. Les personnes qui ont atteint l'âge de la retraite et qui souhaitent continuer à travailler ne peuvent pas légalement se voir refuser un emploi ou être renvoyées en raison de leur âge. Elles ont droit à leur pension complète outre leur salaire, si elles sont employées comme ouvriers, auxiliaires, contremaîtres, etc., ou à la moitié de leur pension (75 % si l'intéressé travaille en Sibérie, dans l'Oural ou dans les territoires d'Extrême-Orient) dans le cas d'ingénieurs ou de techniciens dans l'industrie, les transports, etc. Toutefois, le montant total de la rémunération effectivement perçue ne doit pas dépasser 300 roubles par mois (c'est-à-dire 2,4 fois le salaire national moyen en 1971)<sup>261</sup>.

302. En 1971, sur un total de 26 millions de personnes ayant atteint l'âge de la retraite 5,2 millions ont choisi de continuer à travailler et ont touché à la fois leur salaire et leur pension<sup>262</sup>.

303. Des pensions d'invalidité permanente sont accordées aux travailleurs invalides ayant accompli une durée de service minimal dont la longueur varie en fonction de leur âge<sup>263</sup> (cette condition est supprimée si l'invalidité est due à un accident du travail). Le montant des pensions représente 65 % des gains dans la tranche de revenus la plus basse (90 % dans le cas d'accident du travail) plus 10 % des gains dans les tranches supérieures, sous réserve de montants mensuels minimaux et maximaux (plus élevés dans le cas d'accident du travail). En outre, il existe des indemnités pour assiduité au travail, des suppléments lorsque l'intéressé est resté longtemps au service de son dernier employeur et des indemnités pour personnes à charge. La grande majorité des invalides permanents reçoivent des pensions équivalant à 100 % de leurs gains antérieurs<sup>264</sup>. Le montant des pensions est généralement inférieur de 15 % dans les zones rurales.

<sup>260</sup> A cet égard, le Gouvernement de l'URSS déclare (E/CN.4/1132) que le montant maximal de la pension de retraite des ouvriers des kolkhozes est de 120 roubles par mois et non pas de 102 roubles par mois, conformément à l'article premier de l'ordonnance du Présidium du Soviet suprême de l'URSS, en date du 3 juin 1971, relatif aux mesures à prendre en vue d'améliorer encore l'état des kolkhoziens retraités.

<sup>261</sup> Renseignements communiqués par le Bureau soviétique de la sécurité sociale, Moscou, octobre 1972.

<sup>262</sup> Voir la note 261 ci-dessus.

<sup>263</sup> Par exemple, les hommes âgés de 20 à 23 ans doivent avoir travaillé pendant 2 ans (les femmes pendant un an seulement), ceux qui ont de 23 à 26 ans doivent avoir travaillé pendant 3 ans (les femmes pendant 2 ans), ceux qui ont de 31 à 36 ans doivent avoir travaillé pendant 7 ans (les femmes 5 ans), etc. (réponse de l'URSS aux questionnaires de l'ONU, 1972).

<sup>264</sup> Réponse de l'URSS aux questionnaires.

<sup>258</sup> Réponse de l'URSS aux questionnaires.

<sup>259</sup> Réponse de l'URSS aux questionnaires.



304. Des pensions de survivant sont versées aux veuves de 55 ans ou plus (ou aux veuves plus jeunes si elles sont invalides ou si elles élèvent un enfant), aux veufs de 60 ans (ou moins s'ils sont invalides), aux enfants — qu'ils soient ou non de mêmes parents — ou aux petits-enfants de moins de 16 ans (ou de moins de 18 ans s'ils poursuivent des études à plein temps) et aux parents à charge. Leur montant est déterminé en appliquant à la tranche de revenus la plus basse un pourcentage prévu par la législation (ce pourcentage étant plus élevé si le décès est dû à un accident du travail) et un pourcentage de 10 % aux autres tranches de revenus. Le pourcentage obligatoire augmente en fonction du nombre de personnes à charge. En outre, la pension peut être majorée respectivement de 10 et 15 % pour 10 et 15 ans de service ininterrompu auprès du dernier employeur, et des taux plus élevés sont prévus lorsque le défunt travaillait dans des conditions pénibles ou dangereuses. Les montants minimaux et maximaux de la pension dépendent du nombre de survivants et sont généralement inférieurs de 15 % dans les zones rurales.

305. Le nombre total de personnes ayant droit à une pension quelconque a été estimé à 42 millions en 1971<sup>265</sup>.

306. Il n'est pas nécessaire d'avoir accompli une durée de service minimale pour bénéficier des prestations de maladie, mais l'intéressé doit avoir travaillé pendant au moins six mois s'il a quitté son dernier emploi de sa propre initiative et s'il n'a pas recommencé à travailler dans un délai d'un mois. Le montant des prestations de maladie correspond à divers pourcentages des gains normaux et augmente en fonction du nombre d'années passées dans la même entreprise (100 % au-delà de 8 ans); il est inférieur de 10 % dans les zones rurales. Les travailleurs qui ne sont pas membres de syndicats n'ont droit qu'à la moitié du taux normal. Les prestations ne peuvent pas être inférieures à une certaine somme ni dépasser un plafond déterminé et elles sont payables à partir du premier jour de maladie jusqu'à la guérison ou à l'octroi d'une pension.

307. C'est à l'administration de l'entreprise ou du kolkhoze qui emploient les travailleurs de veiller au versement de toutes les prestations de manière à décharger les intéressés des formalités à remplir et à leur éviter tous frais<sup>266</sup>.

308. Les soins médicaux sont dispensés directement au patient dans le cadre des services de santé nationaux et sont entièrement gratuits. Toutefois, les patients qui sont traités en dehors des hôpitaux doivent payer les médicaments prescrits ainsi qu'une partie du coût de l'utilisation des installations nécessaires à leur traitement.

309. En outre, l'Etat verse une indemnité de 16 roubles par mois aux invalides qui sont incapables de travailler, quel que soit leur âge, et prévoit également des indemnités spéciales pour les personnes âgées seules et invalides qui n'ont pas droit à la pension normale en raison d'une durée de service insuffisante. Les invalides bénéficient de toute l'aide nécessaire en vue de leur rééducation; en outre, il existe dans l'ensemble du pays 1 500 établissements d'Etat réservés aux invalides atteints d'incapacité permanente ou prolongée<sup>267</sup>.

310. En Yougoslavie, le droit à la sécurité sociale est défini aux termes de l'article 38 de la Constitution, de la façon décrite ci-après.

311. Selon les principes de mutualité et de solidarité, les travailleurs sont obligatoirement assurés dans le cadre du régime unique de sécurité sociale institué par la loi fédérale. En vertu de la sécurité sociale obligatoire, les ouvriers jouissent de la protection sanitaire et d'autres droits en cas de maladie, de réduction ou de perte de leur capacité de travail, ainsi qu'en cas de vieillesse. Aux conditions déterminées par la loi, les membres de la famille du travailleur bénéficient également de la protection sanitaire et des prestations de maladie, de même que des droits ouverts par le décès de l'assuré et des autres droits découlant de la sécurité sociale. La loi institue aussi pour les autres citoyens la protection sanitaire et les autres droits de la sécurité sociale. Les services de la sécurité sociale sont gérés par les assurés, directement et par l'entremise des organes qu'ils élisent et révoquent eux-mêmes<sup>268</sup>.

312. Conformément aux amendements constitutionnels de 1971, le financement de la sécurité sociale, jusqu'alors imputé sur le budget de l'Etat, est progressivement assuré par les entreprises et les citoyens eux-mêmes, conformément à la forte tendance à l'autogestion dans ce domaine. Ce faisant, les communes plutôt que l'Etat deviennent les principaux organes responsables de la gestion des services sociaux, tandis que la Fédération ne conserve que des pouvoirs limités (essentiellement en ce qui concerne la protection des anciens combattants et la planification des régions sous-développées). Des responsabilités spéciales en matière de gestion sociale ont été confiées non seulement aux communes mais aussi aux provinces et aux Républiques, ainsi qu'à des groupes locaux et à des organismes sociaux<sup>269</sup>.

313. Par la législation et par des contrats, le régime d'assurances sociales a été étendu à toutes les catégories de citoyens et aux membres de leurs familles (y compris les personnes travaillant à leur compte et les exploitants agricoles privés). Les cotisations versées par les employeurs varient selon les Républiques et les districts, sous réserve d'un maximum fixé par la législation, équivalant à 15 % de l'ensemble des traitements et salaires. Les cotisations prélevées sur le revenu personnel de l'assuré sont limitées à un maximum de 19,5 % dans l'ensemble du pays et sont fixées par le Conseil des assurances sociales. Les organismes d'assurances sociales communaux ou locaux peuvent exiger des cotisations supplémentaires, jusqu'à concurrence de 2,5 %. Ces cotisations servent à constituer deux fonds distincts — l'un pour l'assurance maladie et l'autre pour les pensions de retraite et d'invalidité —, qui sont tous deux gérés par les assurés eux-mêmes, organisés en caisses communes d'assurances sociales à l'échelon des communes et des Républiques et par la caisse commune d'assurances sociales yougoslave<sup>270</sup>.

<sup>268</sup> E/CN.4/1011/Add.7, p. 10.

<sup>265</sup> Renseignements communiqués par le Bureau soviétique de la sécurité sociale, Moscou, octobre 1972.

<sup>266</sup> Réponse de l'URSS aux questionnaires.

<sup>267</sup> Renseignements communiqués par le Bureau soviétique de la sécurité sociale, Moscou, octobre 1972.

<sup>269</sup> Conférence des ministres européens responsables de la protection sociale, La Haye (Pays-Bas), 22-26 août 1972, « Analyse des déclarations présentées par les gouvernements et les organisations internationales » (E/CONF.64/5), par. 86.

<sup>270</sup> *Facts about Yugoslavia*, Belgrade, p. 83.

314. Les pensions de retraite sont payables à tout âge après 40 ans d'affiliation au régime d'assurances (35 ans pour les femmes) ou à 60 ans (55 ans pour les femmes) après 15 ans d'affiliation; ces exigences sont moins sévères pour les personnes ayant travaillé dans des conditions pénibles ou insalubres, et des réductions actuarielles peuvent être opérées si les conditions normales ne sont pas remplies. Les pensions représentent 35% des gains moyens, généralement calculés sur la base des 5 meilleures années au cours des 10 dernières années de travail et réévalués pour tenir compte des fluctuations de la moyenne nationale des salaires. Ce pourcentage est de 40% dans le cas des femmes. Lorsque l'intéressé a été assuré pendant plus de 15 ans, des majorations équivalant à 2 à 3% des gains sont prévues pour chaque année supplémentaire, mais le montant total de la pension ne peut dépasser 85% du salaire de base. En outre, des ajustements annuels automatiques sont apportés aux pensions en service lorsque le coût de la vie change de 3%<sup>271</sup>.

315. Dans le cadre du régime général, plus de 392 000 personnes bénéficiaient de pensions d'invalidité permanente à la fin de 1971<sup>272</sup>. Le paiement de ces pensions est fonction de la durée de service requise, laquelle dépend de l'âge et du sexe de l'intéressé. Ces pensions représentent de 34 à 40% des gains, selon la catégorie de salaire, et comprennent en outre des majorations pour une longue durée de service et des suppléments pour assiduité au travail. La durée de service n'entre pas en ligne de compte si l'invalidité est due à un accident du travail et la pension est portée à 100% des gains (selon la catégorie de salaire) en cas d'invalidité totale.

316. Des pensions de survivant sont payables aux veuves de plus de 45 ans et aux femmes qui sont atteintes d'invalidité ou qui élèvent un enfant pendant leur veuvage;

<sup>271</sup> Article 102 de la loi fondamentale Yougoslave sur les pensions de retraite.

<sup>272</sup> *Yugoslav Survey*, Belgrade, vol. XIII, n° 2, mai 1972, p. 94.

elles sont également versées aux veufs invalides ou âgés de plus de 60 ans, aux enfants de moins de 15 ans (étudiants de moins de 26 ans), aux parents à charge, aux petits-enfants et aux enfants de mêmes parents, sous réserve de certaines conditions concernant l'âge et la santé. Les prestations représentent 70% de la pension du défunt pour un survivant, 80% pour deux, 90% pour trois et 100% pour quatre ou plus.

317. La durée de service n'entre pas en ligne de compte pour le versement des prestations de maladie, mais celles-ci sont plus élevées si l'intéressé est assuré depuis plus longtemps que la période minimale requise. Le montant des prestations est fixé par le service local d'assurances maladie et ne peut être inférieur à 60% des gains. Les prestations sont versées par l'employeur pendant les 30 premiers jours. L'assuré est couvert dès le premier jour de sa maladie jusqu'à sa guérison ou jusqu'à ce qu'une pension d'invalidité lui soit accordée. Dans le cas d'accidents du travail, les prestations représentent 100% des gains.

318. Comme on l'a déjà mentionné plus haut, au paragraphe 10 du chapitre premier de la troisième partie, la Yougoslavie est le seul pays socialiste d'Europe orientale qui verse des indemnités de chômage en tant que telles. Ces indemnités n'exigent pas le versement de cotisations par les bénéficiaires et représentent 50% de leurs gains. Pour y avoir droit, l'intéressé doit avoir travaillé pendant 12 mois immédiatement avant d'être au chômage ou pendant 18 mois pendant les deux années précédentes; en outre, une enquête est effectuée sur les moyens d'existence de la famille du bénéficiaire, et ce dernier doit se présenter et se faire inscrire à intervalles réguliers dans un bureau de recrutement. Les indemnités de chômage peuvent être versées pendant six mois au maximum, ce délai pouvant être prolongé de 6 à 18 mois lorsque les intéressés ont travaillé précédemment pendant une période allant de 50 à 120 mois.

## Chapitre III

### LE DROIT À UN NIVEAU DE VIE SUFFISANT

#### A. — Droit à une nourriture suffisante

319. Il n'y a plus actuellement de différence sensible entre les pays socialistes d'Europe orientale et les pays occidentaux les plus avancés en ce qui concerne la consommation de calories et de protéines par habitant, encore que le pourcentage de ces deux éléments tirés de produits d'origine animale continue à être bien inférieur dans les pays d'Europe orientale, comme il ressort du tableau III.10.

320. Les impressions que l'on retire du tableau III.10 ci-dessous sont confirmées lorsque l'on analyse la ration alimentaire plus à fond.

321. Comme on peut le voir d'après le tableau III.11, grâce aux remarquables progrès qu'ils ont accomplis, les pays socialistes sont très près d'atteindre les niveaux de consommation des pays les plus développés, sauf en ce qui concerne la viande et les graisses. En URSS, cette consommation moindre de viande et de matières grasses est dans une certaine mesure compensée par une bien plus grande consommation de poisson. En ce qui concerne la consommation de poisson, l'Union soviétique vient immédiatement après les pays traditionnels de pêche que sont l'Espagne, le Portugal et la Scandinavie, ainsi que les pays du Pacifique (Japon et Philippines). Pour la consommation de lait et de légumes, le consommateur soviétique avait, dès le milieu des années 60, atteint les niveaux des pays de l'Europe occidentale. Sa consommation de sucre accuse encore un retard de 15 % sur celle des gros consommateurs de sucre que sont les pays anglo-saxons, bien qu'elle dépasse déjà les niveaux de consom-

mation des pays de l'Europe occidentale continentale. La ration de céréales par habitant dans la plupart des pays de l'Europe orientale continue à être de plus du double de celle des pays occidentaux, ce qui est un indice d'un certain manque de qualité et de variété dans le reste du régime.

322. Les chiffres les plus récents dont on dispose au sujet de la composition, en URSS, de la ration alimentaire des travailleurs des kolkhozes et des autres travailleurs comparée aux normes absolues fixées dans les pays socialistes eux-mêmes, figurent dans le tableau III.12.

323. Comme il ressort du tableau III.12, les travailleurs des kolkhozes étaient encore sensiblement en retard sur les autres travailleurs, surtout urbains, pour ce qui est de la consommation des produits alimentaires de qualité, retard qu'ils comblaient en consommant une plus grande quantité d'aliments de base de qualité inférieure.

324. La dernière colonne du tableau III.12 indique les normes de consommation qui, de l'avis des experts soviétiques en nutrition, devraient être atteintes pour des raisons scientifiques et médicales. Ces chiffres ne sont peut-être pas directement comparables aux statistiques de consommation des pays occidentaux, parce que les définitions et les catégories d'individus sont différentes. Ils montrent toutefois les progrès qui restent à accomplir pour que les consommateurs soviétiques atteignent les normes relativement élevées que les experts soviétiques ont fixées. On peut voir, d'après les tableaux III.12 et III.11, que les pays occidentaux développés qui y sont

TABEAU III.10

Consommation de calories et de protéines, par habitant et par jour, dans les pays socialistes d'Europe orientale et dans quelques pays occidentaux  
(Milieu et fin des années 60)

	Calories	Calories d'origine animale (pourcentage)	Protéines (grammes)	Protéines d'origine animale (pourcentage)
Bulgarie.....	3 070	13	91	..
Hongrie.....	3 130	34	96	40
Pologne.....	3 140	30	93 <sup>a</sup>	38 <sup>a</sup>
République démocratique allemande....	3 040	37	76	..
Roumanie.....	3 010	17	97 <sup>a</sup>	28 <sup>a</sup>
Tchécoslovaquie.....	3 030	27	83	..
URSS.....	3 180	21	92	..
Yougoslavie.....	3 190	19	93	21
Allemagne (République fédérale d')....	2 960	39	81	52
Etats-Unis d'Amérique.....	3 200	40	96	69
Royaume-Uni.....	3 150	40	88	54

Sources : ONU, *La région de la CEE en chiffres* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.II.E/Mim.5 et Corr.), p. 78; *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.IV.13), p. 193.

<sup>a</sup> Moyenne des années 1960 à 1962.



TABLEAU III.11

Consommation ou offre annuelles de produits alimentaires, par habitant, dans les pays socialistes d'Europe orientale et dans quelques pays occidentaux  
(Diverses années)

	<i>Viande et graisses (y compris les huiles végétales)</i>	<i>Lait et produits laitiers</i>	<i>Poisson et produits à base de poisson</i>	<i>Fruits</i>	<i>Légumes</i>	<i>Sucre</i>	<i>Pommes de terre</i>	<i>Céréales</i>
<i>Kilogrammes</i>								
Bulgarie								
1970 .....	56	160	5,2	..	118	33	26	174
Hongrie								
1967 .....	74	105	1,1	70	81	32	85	134
Pologne								
1960-1962 .....	60	189	3,6	22	9	30	200	149
1970 .....	62	408	6,2	..	..	39	197	132 <sup>a</sup>
République démocratique allemande								
1970 .....	68	108 <sup>b</sup>	7,9	..	82	34	154	97
Roumanie								
1963 .....	40	128	2,6	53	67	14	65	190
Tchécoslovaquie								
1970 .....	76	196	5,2	..	84	38	110	118
URSS								
1960 .....	45	240	9,9	..	70	28	143	164
1970 .....	55	307	15,4	..	83	39	130	149
Yougoslavie								
1966 .....	42	108	0,7	66	57	24	65	190
Allemagne (République fédérale d')								
1967-1968 .....	97	204	5,8	112	63	35	110	70
Etats-Unis d'Amérique								
1967 .....	130	243	6,2	87	98	48	48	65
Royaume-Uni								
1967-1968 .....	96	219	9,5	51	63	49	103	73

Sources : *Statisticheskii ежегодnik stran-tshlenov SEV 1971* [Annuaire statistique des pays du CAEM], p. 50 et 51; ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.IV.13), p. 191 et 192.

<sup>a</sup> 1969.

<sup>b</sup> 1968.

mentionnés ne répondent pas à ces normes : la consommation de viande et de sucre paraît excessive et la consommation de lait, de légumes et de poisson insuffisante. Parmi les pays socialistes, seules la Hongrie et la Tchéco-

slovaquie s'approchent des normes fixées pour la consommation de viande, et seules la Pologne et l'Union soviétique sont en voie d'atteindre les normes en ce qui concerne la consommation de lait et de produits laitiers.

TABLEAU III.12

URSS : consommation alimentaire, par habitant, en 1968

	<i>Moyenne d'ensemble</i>	<i>Ouvriers et employés</i>	<i>Travailleurs des kolkhozes</i>	<i>Normes scientifiques de consommation</i>
<i>En kilogrammes</i>				
Viandes et graisses (y compris huiles végétales) .....	54	58	43	82
Lait et produits laitiers .....	285	290	268	433
Poisson et produits à base de poisson .....	14	16	9	18
Légumes .....	79	83	65	146
Sucre .....	37	39	33	36
Pommes de terre .....	131	125	151	97
Céréales et légumineuses .....	149	142	172	120

Sources : URSS, Bureau central de statistique du Conseil des ministres de l'URSS, *Narodnoe khozyaistvo SSSR v 1968 godou* [L'économie nationale de l'URSS en 1968], Moscou, Statistika, 1969, p. 595; *Planovoe khozyaistvo* [Economie planifiée], Moscou, n° 12, décembre 1969, p. 49.

325. Jusqu'au début des années 50, les niveaux de la consommation de produits alimentaires en URSS étaient très bas. La consommation par habitant de viande et de graisses (y compris les huiles végétales) ne dépassait pas 29 kilos par an, ce qui correspondait à peine aux niveaux actuels de consommation des pays les plus pauvres de l'Amérique du Sud tels que la Bolivie et le Pérou. La consommation de poisson, qui était de l'ordre de 7 à 8 kilos par an, ne compensait que bien faiblement cette carence de viande et de graisses, tandis que la consommation de sucre par habitant était bien inférieure à la moitié de ce qu'elle était dans les années 60. En revanche, la consommation de pommes de terre et de céréales était considérable, et ces produits constituaient l'essentiel du régime alimentaire de la population. Etant donné que les travailleurs agricoles étaient encore plus défavorisés par rapport à la population urbaine qu'ils ne le sont actuellement, on peut en déduire que leur consommation alimentaire se situait au niveau critique et peut-être même, à certaines époques, au-dessous de ce niveau.

326. Ce n'est qu'après la réorientation générale de la politique économique, au début des années 50, en faveur de l'agriculture que les niveaux alimentaires ont commencé à s'améliorer. Cette amélioration s'est rapidement accélérée et se poursuit à un rythme très rapide. Les niveaux actuellement atteints peuvent sans doute être considérés comme garantissant convenablement les droits du consommateur moyen à une nourriture suffisante. S'il y a encore des atteintes à ce droit, elles doivent être imputées à des inégalités ou à des lacunes dans la répar-

tition des revenus et des prestations. Rien ne montre que ces atteintes soient d'une grande ampleur ni qu'elles soient systématiques par leurs effets sur les niveaux alimentaires.

#### B. — Droit à un habillement et à un logement suffisants

327. L'accroissement de la consommation de textiles, de vêtements et de chaussures par habitant dans les pays socialistes d'Europe orientale a été au moins aussi rapide que celui de la consommation alimentaire au cours des 10 à 20 dernières années. Le tableau comparatif ci-dessous (tableau III.13) établit, d'après les statistiques officielles du CAEM, les niveaux de production et les taux d'accroissement des ventes au détail par habitant.

328. Malgré les progrès considérables qui ont été accomplis, les niveaux actuels de consommation restent inférieurs à ceux des pays les plus développés, et la qualité, la variété et l'adaptabilité des produits au goût des consommateurs laissent beaucoup à désirer. En URSS, par exemple, le consommateur se plaint constamment de la difficulté qu'il a à se procurer des vêtements et des chaussures de la taille voulue et de la pénurie de vêtements et de chaussures pour enfants (due sans aucun doute en partie à ce que les prix offerts aux producteurs ne constituent pas des stimulants suffisants). Cependant, depuis quelque temps, de sérieux efforts sont faits pour amener les producteurs à mieux répondre à la demande, et un grand nombre d'entreprises manufacturières ont été dégagées de l'obligation qu'elles avaient jusque-là de respecter les plans de production de l'administration.

TABEAU III.13

Pays socialistes d'Europe orientale : production et ventes au détail de textiles, de vêtements et de chaussures par habitant (1950, 1960 et 1970)

	Bulgarie	Hongrie	Pologne	République démocratique allemande	Roumanie	Tchécoslovaquie	URSS
<i>Production par habitant</i>							
<i>Tissus de coton (mètres carrés)</i>							
1950 .....	9,8	19,4	16,0	10,1	9,1	28,6	15,2
1960 .....	31,4	24,7	20,4	24,2	13,5	33,2	22,6
1970 .....	32,9	29,5	25,8	26,1	21,6	35,2	25,3
<i>Tissus de laine (mètres carrés)</i>							
1950 .....	1,7	2,8	3,2	5,1	1,4	6,1	1,1
1960 .....	3,3	3,1	3,7	8,1	1,6	5,4	2,0
1970 .....	4,4	3,6	4,2	6,9	2,9	5,8	2,6
<i>Fibres artificielles (kilos)</i>							
1950 .....	—	0,4	1,0	5,1	0,1	2,1	0,1
1960 .....	—	0,4	2,6	9,0	0,2	4,6	1,0
1970 .....	2,7	0,9	4,2	12,6	3,8	6,9	2,6
<i>Chaussures (paires) [en cuir ou simili-cuir]</i>							
1950 .....	0,2	0,7	0,6	1,8	0,6	3,0	1,1
1960 .....	1,2	2,1	2,0	3,1	1,2	4,2	2,0
1970 .....	2,0	3,5	3,3	4,3	2,6	7,1	2,8
<i>Ventes au détail par habitant à prix constant en 1970 (en pourcentage des ventes de 1960)</i>							
Bonneterie .....	130 <sup>a</sup>	223	282	123	221 <sup>b</sup>	263 <sup>c</sup>	329
Autres vêtements .....	174	132	173	132	245	131	199
Chaussettes et bas .....	121 <sup>a</sup>	143	215	94 <sup>d</sup>	—	176	257
Chaussures .....	189	146	145	144	180	153	177

Source : *Statisticheskii ejegodnik stran-tchlenov SEV, 1971* [Annuaire statistique des pays du CAEM], p. 113 à 115 et 325 à 329.

<sup>a</sup> Sur la base de l'année 1968. <sup>b</sup> 1966. <sup>c</sup> 1969. <sup>d</sup> 1967.

centrale et ont reçu l'ordre de produire en fonction des carnets de commandes des organisations chargées de la mise sur le marché. Il est clair en tout cas que les besoins minimaux qu'implique le mot « suffisant » sont généralement satisfaits à l'heure actuelle. Les vêtements de travail ont toujours été fournis gratuitement conformément aux règles établies pour chaque entreprise et appliquées par le comité d'entreprise ou le comité syndical local.

329. Bien que l'URSS soit depuis quelques années le premier pays du monde en ce qui concerne le cubage de la construction domiciliaire, la situation du logement est l'un des points les plus faibles du développement social en URSS depuis l'avènement du régime soviétique. Les besoins créés par une migration massive de population vers les centres urbains pendant la période de pointe du programme d'industrialisation des années 30 n'ont pas été suffisamment prévus, et la surface habitable par personne a brusquement diminué pour tomber d'un niveau déjà assez bas à son niveau le plus bas juste avant et pendant la seconde guerre mondiale. A cette époque, la surface par habitant ne dépassait peut-être pas le tiers de la surface normale par habitant dans les pays développés et à peine plus de la moitié des neuf mètres carrés par personne qui avaient été adoptés comme norme pour la République socialiste fédérative soviétique russe quelque 20 ans auparavant. Il faut dire, pour être juste, qu'à part la chute des niveaux de vie dans l'agriculture, les sacrifices qu'ont exigés l'industrialisation rapide et le réarmement avant la guerre ont été supportés en majeure partie par les habitants des villes et des campagnes en leur qualité de locataires ou d'occupants.

330. La situation a commencé à s'améliorer au début des années 50 et, dès la fin de la décennie, l'espace disponible dans les centres urbains, mesuré en surface habitable par personne, atteignait probablement 40 à 50 % de l'espace dont disposaient les citadins en Europe occidentale<sup>273</sup>. Les statistiques pourraient être plus favorables à l'Union soviétique si l'on utilisait comme critère le nombre d'habitations par personne, mais cette comparaison masquerait les différences qui existent probablement dans les dimensions moyennes des habitations dans les pays comparés<sup>274</sup>.

331. Au cours de la deuxième moitié des années 50, la construction d'habitations a doublé, puis elle a continué à croître à un rythme plus lent pour atteindre, à la fin des années 60, le plafond auquel elle se maintient depuis lors et qui est de plus de 100 millions de mètres carrés (surface construite) par an. La partie du programme concernant l'habitation rurale a été particulièrement poussée à la fin des années 50, mais a diminué ensuite peu à peu pour se stabiliser au niveau actuel, qui se situe entre 16 et 20 millions de mètres carrés par an<sup>275</sup>.

332. La pénurie de logements dans les centres urbains au début des années 60 a été implicitement reconnue dans le programme de 20 ans du parti communiste soviétique (octobre 1961) où il était dit :

<sup>273</sup> La comparaison des surfaces construites au lieu des surfaces habitables pourrait être trompeuse, car en URSS l'usage commun de couloirs, de cuisines et de salles de bains est plus fréquent que dans les pays occidentaux.

<sup>274</sup> Le Gouvernement de l'URSS déclare (E/CN.4/1132) que, en URSS, la superficie des salles de bains, des cuisines et des couloirs n'est en aucun cas comprise dans la surface habitable et qu'aucun loyer n'est perçu à ce titre.

<sup>275</sup> URSS, Bureau central de statistique du Conseil des ministres de l'URSS, *Narodnoe khoziaistvo SSSR v 1970 godou* [L'économie nationale de l'URSS en 1970], Moscou, Statistika, 1971, p. 538.

Le parti communiste de l'Union soviétique se fixe pour tâche de résoudre le problème le plus aigu que pose l'amélioration du bien-être du peuple soviétique, à savoir le problème du logement... Les familles qui vivent encore dans des logements trop exigus et ne répondant pas aux normes seront relogées. A la fin de la deuxième décennie (1979), chaque famille, y compris les jeunes ménages, disposera d'un appartement confortable conforme aux exigences de l'hygiène et de la vie culturelle.

L'occupation d'un même logement par plus d'une famille semble avoir été chose encore fort courante au début des années 60 et, d'après un commentaire sur la législation en matière de logements<sup>276</sup>, la proportion des logements nouvellement loués en 1963 qui étaient encore occupés par plusieurs familles, en dépit du fait qu'ils avaient été construits pour une seule famille, était de 11 à 13 % à Moscou et de 15 % à Sverdlovsk.

333. Comme on peut le voir d'après le tableau III.14, la surface habitable moyenne pour un habitant des villes en URSS était de plus de 11 mètres carrés en 1971. Cette surface était inférieure de 30 % à la norme fixée par les autorités locales britanniques pour les logements urbains (165 pieds carrés, soit 15,3 mètres carrés par personne). On ne dispose pas de statistiques pour les normes correspondantes des habitations rurales.

334. Parmi les autres pays socialistes d'Europe orientale, la Hongrie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie s'approchaient du niveau de l'Union soviétique en 1970 et 1971, et leurs programmes de construction égalaient ou dépassaient légèrement en ampleur celui des trois pays occidentaux cités. La Bulgarie, la Pologne, la République démocratique allemande et la Yougoslavie continuent en revanche à être en retard.

335. En ce qui concerne le nombre de logements existants, les chiffres soviétiques ne sont pas exprimés en des unités comparables à celles qui sont utilisées par les autres pays. En admettant que la surface moyenne d'un logement urbain est égale à la surface moyenne d'un logement construit en URSS (soit 42 mètres carrés en 1960 et 46 mètres carrés en 1970), le nombre de logements urbains existants en URSS serait respectivement de 208, 239 et 242 habitations par millier d'habitants en 1960, 1970 et 1971, ce qui tendrait à montrer que l'Union soviétique est encore en retard sur les autres pays figurant dans le tableau III.14. Cette comparaison risque bien entendu d'être faussée par des différences notables dans la surface moyenne d'un logement, en particulier entre les pays socialistes et les pays occidentaux.

336. La Pologne signale que la situation du logement s'améliore rapidement bien qu'elle ne soit pas encore jugée satisfaisante<sup>277</sup>. On comptait respectivement 1,75 et 1,37 personnes par pièce en 1950 et 1970, soit une surface utile de 12,9 mètres carrés par personne pour l'ensemble de l'habitation urbaine et rurale en 1970<sup>278</sup>. Les difficultés qui étaient imputées principalement à l'exode massif des populations rurales vers les villes devaient s'atténuer grâce au plan 1971-1975 qui prévoit un accroissement de la construction d'habitations de 25 % et une augmentation de la surface moyenne construite par logement. L'Etat apportera une plus grande assistance

<sup>276</sup> V. R. Skripko, I. B. Martkovitch et P. G. Solov'ev, *Jilichtchnoe zakonodatel'stvo v SSSR i RSFSR* [Législation en matière de logement en URSS et dans la République socialiste fédérative soviétique russe], Moscou, Izdatel'stvo literatoury po stroitel'stvo [Publications sur la construction], 1965, p. 81.

<sup>277</sup> Réponse de la Pologne aux questionnaires.

<sup>278</sup> Réponse de la Pologne aux questionnaires.

TABLEAU III.14

Logements construits, surface utile de logement et nombre de logements existants, dans les pays socialistes d'Europe orientale et dans quelques pays occidentaux  
(Diverses années)

	Bulgarie	Hongrie	Pologne	République démocratique allemande	Roumanie	Tchécoslovaquie	URSS	Yougoslavie	Allemagne (République fédérale d')	Etats-Unis d'Amérique	Royaume- Uni
<i>A. — Logements construits par dizaine de milliers d'habitants<sup>a</sup></i>											
1950 .....	..	38	24	17	30 <sup>b</sup>	29 <sup>b</sup>	60	18 <sup>b</sup>	86 <sup>b</sup>	106 <sup>b</sup>	45 <sup>b</sup>
1960 .....	63	58	48	47	64 <sup>c</sup>	54 <sup>d</sup>	122 <sup>d</sup>	36 <sup>d</sup>	101 <sup>d</sup>	79 <sup>d</sup>	56 <sup>d</sup>
1970 .....	54	60 <sup>e</sup>	59	45	80	85	94	63	78	71	66
1971 .....	57	73	58	51	73	76	94	61	91	83	67
Moyenne annuelle 1971-1975 (plan)	58	77	65	58	51	70	95	..	..	..	..
<i>B. — Surface utile des logements construits, en milliers de mètres carrés, par dizaine de milliers d'habitants</i>											
1950 .....	..	..	1,20	0,98	..	2,49	2,24	..	..	..	..
1960 .....	3,56	3,34	2,73	2,58	3,09 <sup>e</sup>	3,26	5,11	..	..	..	..
1970 .....	3,43	3,74 <sup>e</sup>	3,25	2,50	3,61	5,34	4,37	..	..	..	..
<i>C. — Surface utile, en mètres carrés, par logement construit au cours de l'année<sup>f</sup></i>											
1950 .....	..	..	50	58	..	..	37	41 <sup>g</sup>	..	..	..
1960 .....	56	58	57	55	48 <sup>e</sup>	..	42	44 <sup>g</sup>	..	..	..
1970 .....	64	62 <sup>e</sup>	55	56	45	63	46	46 <sup>g</sup>	..	..	..
<i>D. — Nombre de logements existants par milliers d'habitants</i>											
1960 .....	253 <sup>h</sup>	280	248	326 <sup>h</sup>	..	288 <sup>i</sup>	8,32 <sup>j,k</sup>	233 <sup>i</sup>	309 <sup>i</sup>	..	321 <sup>i</sup>
1970 .....	268	299	256	350	..	312	10,99 <sup>j</sup>	245	339	..	344
1971 .....	..	313	259	354	..	..	11,15 <sup>j</sup>	249	349	..	349

Sources : *Statisticheski ejegodnik stran-tchlenov SEV 1971* [Annuaire statistique des pays du CAEM], p. 6, 178 et 179. *Statistički Godišnjak Jugoslavije, 1971* [Annuaire statistique de la Yougoslavie], Belgrade, 1971, p. 288. *Mirova ekonomika i međunarodne otnošenja* [Economie mondiale et relations internationales], Moscou, n°9, septembre 1972, p. 157. ONU, *La région de la CEE en chiffres* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.II.E/Mim.5 et Corr.); *Bulletin annuel de statistiques du logement et de la construction pour l'Europe, 1965* (publication des Nations Unies, numéro de vente : 66.II.E.2), p. 78 et 79; *ibid.*, 1971 (publication des Nations Unies, numéro de vente : E/F/R.72.II.E.4), p. 15 à 27. Bulgarie : renseignements tirés de la réponse de la Bulgarie aux questionnaires adressés par le Rapporteur spécial (pour le texte des questionnaires, voir l'annexe I de la présente étude); et documents relatifs au Plan.

<sup>a</sup> Construction commencée (1950, 1960); immeubles d'habitation seulement (1970, 1971).

<sup>b</sup> 1951 ou moyenne des années qui ont immédiatement précédé ou suivi l'année 1951.

<sup>c</sup> 1965.

<sup>d</sup> 1959 ou moyenne des années qui ont immédiatement précédé ou suivi l'année 1959.

<sup>e</sup> 1969.

<sup>f</sup> Résultat obtenu en divisant B par A.

<sup>g</sup> Logements existants en 1951, 1961 et 1970.

<sup>h</sup> 1961.

<sup>i</sup> 1963.

<sup>j</sup> Milliers de mètres carrés de surface utile, zones urbaines seulement.

<sup>k</sup> 1958.

<sup>l</sup> 1956.

aux constructeurs privés et aux coopératives de construction.

337. Parmi les autres pays socialistes, la Hongrie rapporte un chiffre de 1,95 personne par pièce en 1971, les logements construits par des particuliers étant en général plus grands que ceux qui sont construits par l'Etat<sup>279</sup>, et la Roumanie indique une surface unitaire de plus de huit mètres carrés par habitant en 1966<sup>280</sup>, chiffre qui correspond très sensiblement à celui de l'URSS au début des années 60.

338. La proportion de logements dont la construction est due à l'initiative privée (avec ou sans l'aide financière de l'Etat) varie beaucoup d'un pays socialiste à l'autre. En URSS, elle se situe entre 10 et 20 % (1971), en Tchécoslovaquie et en Pologne entre 25 et 30 %, en Roumanie à 60 %, et en Hongrie et en Yougoslavie en général entre 60 et 70 %. Les logements construits par des entreprises ou des coopératives présentent une importance particulière en Pologne et en Tchécoslovaquie<sup>281</sup>.

<sup>279</sup> Renseignements communiqués par le Bureau central de statistique de Hongrie, septembre 1972.

<sup>280</sup> Bureau central de statistique de Roumanie, septembre 1972.

<sup>281</sup> ONU, *Bulletin annuel de statistiques du logement et de la construction pour l'Europe, 1971* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E/F/R.72.II.E.4), p. 40 à 43.

339. La surface habitable des logements construits par l'Etat est généralement répartie par des comités locaux composés de citoyens grâce à un système de rotation (par exemple en Hongrie). Ces comités administrent des listes d'attente et se tiennent en rapport avec les entreprises de construction pour que celles-ci tiennent compte de leurs besoins propres. Des particuliers peuvent acheter des logements construits par des coopératives moyennant le paiement initial d'une part du coût de la construction (subventionnée) et des versements périodiques couvrant l'intérêt sur le capital, les frais de réparation et d'entretien, etc. En Hongrie, les logements appartenant à des entreprises sont à la disposition de la direction (et des comités d'entreprise) pour la location au premier occupant, après quoi ils sont mis à la disposition des conseils locaux<sup>282</sup>.

340. En Roumanie, une loi de 1968 encourage la construction de logements par des particuliers et la vente à des particuliers de logements construits aux frais de l'Etat. L'Etat accorde aux acheteurs des prêts à long terme et à faible d'intérêt à cette fin<sup>283</sup>.

<sup>282</sup> Renseignements communiqués par le Bureau central de statistique de Hongrie, septembre 1972.

<sup>283</sup> E/CN.4/1024/Add.1, par. 180.

341. En URSS, la répartition de la surface habitable incombe dans une large mesure aux comités exécutifs des soviets locaux, quelle que soit l'autorité dont relève la gestion des habitations<sup>284</sup>. Les comités exécutifs disposent de commissions permanentes du logement, qui reçoivent et examinent les demandes des citoyens, établissent des listes d'attente et font des recommandations quant à l'attribution des logements nouvellement construits ou vacants. Des commissions « sociales spéciales » de logement composées de représentants des soviets locaux, des syndicats, des organisations sociales, des services d'hygiène, etc., donnent des avis aux commissions permanentes du logement et peuvent présenter des recommandations de leur propre initiative. Les listes d'attente sont dressées avec le concours des comités d'entreprise et de la direction des entreprises locales. Les critères qui déterminent la répartition finale des logements sont l'ordre chronologique des demandes, l'acuité du besoin et l'utilité sociale de l'emploi du postulant; il n'est toutefois pas tenu compte de ces critères dans le cas de priorités spéciales fixées par décret officiel. Les logements construits par des entreprises et des institutions pour leur propre compte sont attribués au personnel de l'entreprise par la direction et le comité d'entreprise, dont la décision conjointe doit néanmoins être approuvée par le soviet local.

342. Il y lieu de souligner que le droit à la propriété ou à l'occupation d'un logement est limité, par famille, à une résidence urbaine et une résidence à la campagne (si possible dans une région spéciale de villégiature)<sup>285</sup>.

343. Les loyers sont très bas dans les pays socialistes d'Europe orientale par comparaison avec d'autres régions du monde. En Hongrie, ils représentaient en 1971 5 à 6 % du revenu moyen du locataire et, en Roumanie, 7 % environ<sup>286</sup>. De plus, dans certains pays, par exemple en Roumanie, les loyers sont fonction du revenu du locataire et des commodités offertes<sup>287</sup>.

344. En Pologne, les dépenses totales d'entretien et d'équipement des logements ne représentaient que 6,7 % des dépenses ménagères en 1965 et 7,5 % de ces dépenses en 1970<sup>288</sup>. Il s'agit bien entendu d'un calcul différent des dépenses relatives au logement dans un rapport plus récent où il est indiqué que la proportion moyenne du revenu familial consacrée à cette fin était en 1970 de 10,7 % (de 5,5 % pour les revenus les plus faibles à 14,7 % pour les revenus les plus élevés)<sup>289</sup>.

345. Les loyers en URSS sont parmi les plus bas du monde (13,2 kopecks le mètre carré de surface habitable par mois) et ne représentent guère plus de 4 à 5 % du revenu du locataire. Cela tient aux subventions massives accordées par l'Etat, qui couvrent 67 % environ des dépenses annuelles d'exploitation, et au coût remarquablement bas de la construction (qui a été de 136 roubles le mètre carré de 1966 à 1970 et que l'on envisage de porter à

150,5 roubles au cours des cinq prochaines années)<sup>290</sup>. Le programme du parti présenté au vingt-deuxième Congrès prévoit l'abolition complète des loyers. Le loyer maximal d'un logement de deux pièces est actuellement fixé à 10-12 roubles, y compris le gaz et l'électricité<sup>291</sup>.

346. En Yougoslavie, les familles de travailleurs de 3 à 4 personnes auraient consacré de 4,5 à 5,5 % de leur revenu total au loyer (non compris le combustible et l'éclairage) à la fin des années 60 et en 1970<sup>292</sup>.

### C. — Droit aux services sociaux nécessaires

347. La situation en ce qui concerne les services sociaux est dans une large mesure décrite dans les chapitres II, IV, V et VI de la troisième partie de la présente étude, qui concernent respectivement la sécurité sociale, les normes de santé, la protection des mères et des familles et l'éducation. Il ne reste à traiter dans la présente section que des services généralement assurés par les services d'intérêt public (gaz, électricité, chauffage, eau, etc.) et des services de radio, de télévision et de téléphone. Un indicateur important — quoique partiel — de l'utilisation de ces services est la mesure dans laquelle les habitations existantes (ou les nouveaux immeubles construits) sont dotées de l'équipement correspondant à ces services. Malheureusement, ce n'est que de loin en loin que l'on dispose dans ce domaine de statistiques comparables sur le plan international. Les données suivantes peuvent toutefois donner une idée approximative de la situation.

348. Tout de suite après la seconde guerre mondiale, les commodités dont disposaient les logements variaient beaucoup d'un pays socialiste à l'autre. La Tchécoslovaquie indique que plus de 85 % de ses logements occupés avaient l'électricité (95 % dans les villes et 79 % dans les campagnes), la proportion correspondante en Hongrie n'est que de 46 % (75 % dans les villes et 27 % dans les campagnes). A la même époque, à peine plus de 35 % des logements avaient l'eau courante en Tchécoslovaquie et seulement 17 % en Hongrie. La Yougoslavie a signalé que 87 % de ses logements avaient l'électricité et 29 % l'eau courante (1954)<sup>293</sup>.

349. Depuis lors, de très gros progrès ont été accomplis, et la proportion des logements récemment construits qui disposent de ces commodités s'établit comme il est indiqué dans le tableau III.15.

350. En URSS, on prévoit que la proportion des habitations urbaines de l'Etat qui disposeront des diverses commodités passera, de 1959 à 1975<sup>294</sup> :

Eau courante : de 56 à 82 %  
 Tout-à-l'égout : de 53 à 79 %  
 Bain ou douche : de 30 à 62 %  
 Chauffage central : de 44 à 78 %

<sup>284</sup> Le Gouvernement de l'URSS déclare à cet égard (E/CN.4/1132) que les logements dans les immeubles dont la construction a été financée par une entreprise (sur les fonds de promotion économique) sont répartis par la direction de l'entreprise avec le concours du comité syndical local et que la décision ne doit pas être approuvée par le soviet local.

<sup>285</sup> Renseignements communiqués par les Bureaux centraux de statistique de Hongrie et de Roumanie, septembre 1972.

<sup>286</sup> Renseignements communiqués par les Bureaux centraux de statistique de Hongrie et de Roumanie, septembre 1972.

<sup>287</sup> E/CN.4/1011, p. 59.

<sup>288</sup> Réponse de la Pologne aux questionnaires.

<sup>289</sup> Réponse de la Pologne aux questionnaires.

<sup>290</sup> N. Bobrovnikov, « Razvitie jilichtnogo stroitel'stva v tekouchchem piatiletii » [Le développement de la construction d'habitations dans la période quinquennale actuelle], *Voprosy ekonomiki* [Questions économiques], Moscou, mai 1972, n° 5, p. 23 à 31.

<sup>291</sup> Renseignements communiqués par un organisme d'Etat de l'URSS, octobre 1972.

<sup>292</sup> *Statistički Godišnjak Jugoslavije, 1971* [Annuaire statistique de la Yougoslavie], Belgrade, 1971, p. 282.

<sup>293</sup> ONU, *Bulletin annuel de statistiques du logement et de la construction pour l'Europe, 1960* (publication des Nations Unies, numéro de vente : 61.II.E.5), p. 8 et suivantes. Les chiffres concernant la Tchécoslovaquie se rapportent à 1950; ceux concernant la Hongrie se rapportent à 1942.

<sup>294</sup> *Voprosy ekonomiki* [Questions économiques], Moscou, 1972, n° 5, p. 23 à 31.

TABLEAU III.15

Pourcentage de logements équipés de certaines commodités dans quelques pays socialistes d'Europe orientale  
(Diverses années)

	Eau courante	Bain ou douche	Gaz	Chauffage central	Eclairage électrique
Bulgarie					
1971 .....	77,6	65,3	..	34,5	94,8 <sup>a</sup>
Hongrie					
1963 .....	50,7	66,6	24,4	18,1	81,3
1971 .....	73,3	77,9	28,2 <sup>b</sup>	37,7	..
Pologne					
1970 .....	75,0 <sup>c</sup>	..	Plus de 50 <sup>c</sup>	..	80,1 <sup>d</sup>
République démocratique allemande					
1963 .....	97,8	98,3	99,6	29,2	..
1971 .....	100,0	100,0	..	85,6	99,0 <sup>e</sup>
Tchécoslovaquie					
1960 .....	73,4	79,9	44,7	62,8 <sup>f</sup>	97,3 <sup>g</sup>
1967 .....	93,1	97,1	61,4	85,6 <sup>a</sup>	..
1971 .....	98,0	99,2	87,7 <sup>h</sup>	88,6	..
Yougoslavie					
1963 .....	51,0	49,7	..	7,5	54,1 <sup>g</sup>
1971 .....	58,9	57,0	..	23,8	..

Sources : ONU, *Bulletin annuel de statistiques du logement et de la construction pour l'Europe, 1960* (publication des Nations Unies, numéro de vente : 61.II.E.5), p. 8; *ibid.*, 1963 (publication des Nations Unies, numéro de vente : 64.II.E.10), p. 18; *ibid.*, 1967 (publication des Nations Unies, numéro de vente : 68.II.E.9), p. 36; *ibid.*, 1971 (publication des Nations Unies, numéro de vente : E/F/R.72.II.E.4), p. 14. Tchécoslovaquie : *Czechoslovakia Statistical Abstract 1971*, Prague, p. 49. Pologne : renseignements tirés de la réponse de la Pologne aux questionnaires adressés par le Rapporteur spécial (pour le texte des questionnaires, voir l'annexe I de la présente étude). Etats-Unis d'Amérique, Department of Commerce, Bureau of the Census, *Statistical Abstract of the United States 1971*, 92e édition, Washington, D. C., U.S. Government Printing Office, 1971, p. 779 et 780.

<sup>a</sup> 1965. <sup>b</sup> 1967. <sup>c</sup> Habitations urbaines seulement. <sup>d</sup> 1960.

<sup>e</sup> 1968. <sup>f</sup> 1963. <sup>g</sup> 1961. <sup>h</sup> 1970, non compris les logements construits par des particuliers.

351. Le nombre de logements possédant le gaz a passé de 10,4 millions en 1965 à 26,8 millions en 1971. Plus du cinquième de ces logements étaient dans les régions rurales en 1971<sup>295</sup>. Il ressort d'une source plus récente qu'en 1970, 50 à 55 % des logements urbains et 20

à 25 % des logements ruraux avaient le gaz et que la consommation domestique d'électricité avait augmenté de 60 % dans les zones urbaines et de 200 % dans les régions rurales de 1965 à 1970<sup>296</sup>.

352. Des commodités qui deviennent rapidement indispensables à la vie moderne dans les pays hautement

<sup>295</sup> *Vestnik statistiki* [Bulletin statistique], Moscou, 1972, n° 5, p. 95.

<sup>296</sup> Réponse de l'URSS aux questionnaires.

TABLEAU III.16

Nombre de récepteurs de radio et de télévision et d'appareils téléphoniques en service, pour 1 000 habitants, dans les pays socialistes d'Europe orientale et dans quelques pays occidentaux (1959 et 1968)

	Récepteurs radio		Téléviseurs		Téléphones	
	1959 <sup>a</sup>	1968 <sup>a</sup>	1959 <sup>a</sup>	1968 <sup>a</sup>	1959 <sup>a</sup>	1968 <sup>a</sup>
Bulgarie .....	160	268	..	74	..	45
Hongrie .....	227	245	8	273	23	68
Pologne .....	167	173	11	105	24	51
République démocratique allemande .....	317	348	47	243	72	111
Roumanie .....	101	154	2	56	..	29
Tchécoslovaquie .....	253	272	48	196	67	124
URSS .....	215	359 <sup>b</sup>	20	112	..	45
Allemagne (République fédérale d') .....	286	466 <sup>b</sup>	73	247	101	188
Etats-Unis d'Amérique .....	936	1 431	302	400	397	544
Royaume-Uni .....	288	321	203	278	150	234

Source : ONU, *La région de la CEE en chiffres* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.II.E/Mim.5 et Corr.), p. 79.

<sup>a</sup> Les chiffres correspondent en général à des moyennes mobiles portant sur trois années, centrées sur 1959 et 1968 respectivement.

<sup>b</sup> D'après les estimations établies par une source officielle.

développés sont la radio et le téléphone. De très grands progrès ont été accomplis à cet égard dans les pays socialistes d'Europe orientale, surtout dans les pays très industrialisés que sont la République démocratique allemande et la Tchécoslovaquie et dans une moindre mesure en Hongrie et, sauf en ce qui concerne le téléphone, ces pays s'approchent du niveau des pays occidentaux les plus développés (voir tableau III.16).

#### D. — Droit à une amélioration constante des conditions d'existence

353. Malgré ses nombreuses imperfections, l'indicateur du niveau de vie potentiel le plus largement admis est sans aucun doute le revenu national par habitant et ses variations en fonction du temps. Associé à la mesure de la proportion du revenu national consacrée à la consommation, cet indicateur donne vraisemblablement une idée aussi juste que possible de l'accroissement relatif des niveaux de vie réels. Les chiffres du tableau III.17

TABLEAU III.17

Pays socialistes d'Europe orientale : revenu national par habitant et proportion du revenu national utilisé pour la consommation

	Revenu national par habitant (à prix constants)	Proportion du revenu national utilisé pour la consommation
	1950 = 100	Pourcentages
Bulgarie		
1950 .....	100	80,0 <sup>a</sup>
1960 .....	260	72,6
1970 .....	507	70,8
Hongrie		
1950 .....	100	76,9
1960 .....	166	77,6
1970 .....	271	72,8
Pologne		
1950 .....	100	78,9
1960 .....	173	75,8
1970 .....	283	71,8
République démocratique allemande		
1950 .....	100	91,5
1960 .....	279	81,9
1970 .....	430	76,9
Roumanie		
1950 .....	100	..
1960 .....	236	..
1970 .....	483	..
Tchécoslovaquie		
1950 .....	100	82,9
1960 .....	188	82,3
1970 .....	276	72,9
URSS		
1950 .....	100	76,1
1960 .....	223	73,2
1970 .....	340	70,6
Yougoslavie <sup>b</sup>		
1952 .....	100	84,9
1960 .....	188	69,8
1970 .....	319	72,0

Source : *Statisticheskii ежегодnik stran-tchlenov SEV, 1971* [Annuaire statistique des pays du CAEM], p. 45, 48 et 49.

<sup>a</sup> Ce chiffre se rapporte à l'année 1952.

<sup>b</sup> Calculé et en partie estimé à partir des données extraites de *Statistički Godišnjak Jugoslavije, 1971* [Annuaire statistique de la Yougoslavie], Belgrade, 1971, p. 74, 100 et 112, et *ibid.*, 1972, Belgrade, 1972, p. 104.

sont tirés des statistiques officielles des pays socialistes et se rapportent au revenu national, compte non tenu des services finals, mais compte tenu du commerce et des transports.

354. Comme on peut le voir (tableau III.17), les progrès ont été extrêmement rapides dans tous les pays considérés et il est probable que les effets de l'accroissement du revenu national par habitant sur la consommation n'ont été que légèrement atténués par le fait que la part du revenu utilisée à cette fin a généralement diminué.

355. Un tableau parallèle établi par la CEE présente des chiffres qui sont peut-être plus aisément comparables à ceux dont on dispose pour les pays non socialistes, encore qu'ils ne soient pas rigoureusement comparables pour un certain nombre de raisons (qui tiennent surtout au fait qu'il existe des différences dans la notion de revenu national et dans la structure des prix sur laquelle reposent les méthodes de pondération).

356. La même source indique que le taux d'accroissement moyen du revenu national par habitant (1951-1968) était de 2,1 % par an aux Etats-Unis d'Amérique et de 3,6 % par an en Europe occidentale, le taux le plus élevé pour les pays de la CEE en dehors de l'Europe orientale étant celui de la République fédérale d'Allemagne (5,2 % par an). Comme on peut le voir d'après le tableau III.18, ce taux a été dépassé par les pays socialistes d'Europe orientale, à l'exception de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie.

357. Les chiffres indiqués dans le tableau III.18 en ce qui concerne la consommation privée par habitant ne correspondent pas aux chiffres figurant dans le tableau III.17 parce qu'ils ne tiennent pas compte de la consommation collective organisée par les autorités publiques (hygiène, éducation, etc.). A cet égard également, la République fédérale d'Allemagne vient en tête des pays de la CEE autres que les pays d'Europe orientale, avec un taux moyen d'accroissement de 5,2 % pour la période 1951-1968.

358. Une étude faite par le CAEM en 1965 comportait une évaluation des niveaux relatifs de consommation par habitant (compte non tenu des services au consommateur) pour l'année 1963 et donnait les chiffres « approximatifs et préliminaires » suivants (URSS = 100)<sup>297</sup> : Bulgarie : 99; Hongrie : 110; Pologne : 106; République démocratique allemande : 150; Roumanie : 60-70 (ces chiffres correspondent au revenu national); Tchécoslovaquie : 138.

359. En URSS, le droit à une amélioration continue des conditions d'existence est sans aucun doute le droit dont la jouissance, abstraction faite de la période initiale d'industrialisation et de celle de la seconde guerre mondiale, a été assurée de la façon la plus constante et la plus manifeste.

360. Pendant la période du premier Plan quinquennal, il y a eu sans aucun doute en URSS, particulièrement dans les campagnes, une chute considérable des niveaux de vie dont on ne trouve pas trace dans les statistiques officielles. Très probablement, la consommation réelle

<sup>297</sup> *Sopostovlenie ourovnei ekonomitsheskogo razvitiia sotsialisticheskikh stran* [Comparaison des niveaux de développement économique des pays socialistes], Moscou, 1965; cité dans ONU, *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1969, première partie. — Tendances et perspectives structurelles de l'économie européenne* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.70.II.E.1), p. 157.

TABLEAU III.18

Pays socialistes d'Europe orientale : taux annuel moyen d'accroissement du revenu national et de la consommation privée, à prix constants, 1951-1968

	Revenu national par habitant	Consommation privée par habitant
Bulgarie		
1951-1959 .....	8,2	7,8
1959-1968 .....	7,2	6,3
1951-1968 .....	7,7	6,9
Hongrie		
1951-1959 .....	4,4	4,5
1959-1968 .....	5,4	4,2
1951-1968 .....	4,9	4,4
Pologne		
1951-1959 .....	6,1	6,1
1959-1968 .....	4,9	4,0
1951-1968 .....	5,5	5,0
République démocratique allemande		
1951-1959 .....	9,4	10,4
1959-1968 .....	4,6	3,3
1951-1968 .....	6,8	7,2
Roumanie		
1951-1959 .....	7,5	..
1959-1968 .....	8,0	..
1951-1968 .....	7,8	..
Tchécoslovaquie		
1951-1959 .....	6,2	4,0
1959-1968 .....	3,6	3,9
1951-1968 .....	4,8	4,0
URSS		
1951-1959 .....	8,5	..
1959-1968 .....	5,6	..
1951-1968 .....	7,0	..
Yougoslavie		
1951-1959 .....	5,9	6,7
1959-1968 .....	5,6	5,6
1951-1968 .....	5,7	6,1

Source : ONU, *La région de la CEE en chiffres* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.II.E/Mim.5 et Corr.), p. 12 et 16.

NOTE. — Les taux d'accroissement sont généralement fondés sur des moyennes mobiles portant sur une période de trois ans.

par habitant a diminué brutalement de 1928 à 1935. Ensuite, elle est remontée jusqu'au début des préparatifs intensifs de guerre en 1937-1938 et elle a probablement diminué de nouveau, avec des hauts et des bas, jusqu'à la fin de la guerre. Un redressement s'est alors opéré bien que, dans les campagnes, il semble avoir été faible et irrégulier jusqu'au début ou au milieu des années 50.

361. D'après les statistiques soviétiques, le revenu réel par habitant a à peu près doublé de 1955 à 1969, ce qui représente un taux d'accroissement annuel de plus de 5%. Le principal facteur de cet accroissement a été l'augmentation des prestations collectives (revenus versés en espèces et en nature, services médicaux et pédagogiques, pensions, etc.) qui a été beaucoup plus rapide (10% par an environ en valeur nominale)<sup>298</sup>.

<sup>298</sup> URSS, Bureau central de statistique du Conseil des ministres de l'URSS, *Narodnoe khozyaistvo SSSR v 1967 godou* [L'économie nationale de l'URSS en 1967], Moscou, Statistika, 1968, p. 674, et *Narodnoe khozyaistvo SSSR v 1969 godou* [L'économie nationale de l'URSS en 1969], Moscou, Statistika, 1970, p. 560.

362. D'après des estimations officielles, de 1950 à 1967 le revenu réel par habitant des travailleurs des kolkhozes a plus que triplé et celui des autres travailleurs a doublé<sup>299</sup>, ce que implique des taux d'accroissement annuels respectifs de 7 et 4,4% pendant ces 17 années. En valeur nominale, l'accroissement correspondant pour les travailleurs autres que ceux des kolkhozes est de 3,1% par an, ce qui représente une très légère inflation des prix de 1,3% par an en moyenne.

363. Le principal facteur d'accroissement du revenu des travailleurs autres que ceux des kolkhozes comme du revenu moyen d'ensemble est l'augmentation des prestations collectives qui a été de 4% par an en valeur nominale; ces prestations représentaient un peu plus du quart du revenu total par habitant à la fin de cette période. Ainsi, les salaires nominaux en dehors du secteur des kolkhozes ont augmenté à un taux moyen de 2,85% par an au cours de ces 17 ans.

364. Au cours des quatre années qui se sont écoulées depuis 1967, l'accroissement des revenus a été 22,3%, ce qui représente un taux annuel de plus de 5% au moins en valeur nominale.

365. Une autre indication de l'élévation rapide des niveaux de vie depuis le début des années 50 est donnée par les statistiques officielles de la consommation par habitant de certains produits ou groupes de produits. De 1950 à 1969, la consommation de viande, de graisses (y compris les huiles végétales) et de poisson par habitant a presque doublé (en poids); la consommation d'œufs a augmenté de plus de 100% et celle du sucre a plus que triplé. En même temps, la consommation de lait et de produits laitiers a augmenté de plus de 75% et celle des légumes (y compris les melons) de près de 50%. Les statistiques semblent indiquer que cet accroissement a été continu et régulier.

366. Des progrès moins spectaculaires mais importants et continus ont été enregistrés dans le domaine de l'habillement, du logement et des biens de consommation durables. Les consommateurs sont plus difficiles à satisfaire comme le montrent les plaintes fréquentes d'accumulation de stocks invendus et l'orientation de certaines réformes économiques récentes. Dans une certaine mesure, l'augmentation des dépôts des familles soviétiques dans les banques d'épargne témoigne également d'une certaine insatisfaction des consommateurs quant à la qualité et à la variété des biens de consommation traditionnels et elle révèle que le consommateur soviétique n'est plus obligé de consacrer la totalité de son revenu à l'achat de biens de consommation courante.

367. Il ne fait guère de doute que ces progrès sont le résultat de la réorientation radicale de la politique économique au début et au milieu des années 50 en faveur de l'agriculture et du consommateur en général. La main-d'œuvre se faisant relativement rare, tout progrès, dans quelque domaine que ce soit de l'activité économique, dépend nécessairement de l'accroissement de la productivité et de la compétence et par conséquent, dans l'ensemble, des facteurs humains qui sont le plus sensibles aux stimulants et à l'élévation du niveau de consommation en général.

<sup>299</sup> URSS, Bureau central de statistique du Conseil des ministres de l'URSS, *Narodnoe khozyaistvo SSSR v 1968 godou* [L'économie nationale de l'URSS en 1968], Moscou, Statistika, 1969, p. 134 et 137.



## Chapitre IV

### LE DROIT QU'A TOUTE PERSONNE DE JOUIR DU MEILLEUR ÉTAT DE SANTÉ PHYSIQUE ET MENTALE QU'ELLE SOIT CAPABLE D'ATTEINDRE

#### A. — Réduction du taux de mortinatalité et de la mortalité infantile et mesures prises en faveur du développement et de la santé de l'enfant

368. Le tableau III.19 ci-après montre les progrès considérables que les pays socialistes d'Europe orientale ont accomplis dans le domaine des soins prénatals et de la pédiatrie, comme en ce qui concerne les normes médicales générales. Dans tous ces pays, à l'exception de la Tchécoslovaquie, le taux de mortalité infantile (nombre de décès d'enfants de moins d'un an pour 1 000 naissances vivantes) était, avant la seconde guerre mondiale, bien supérieur au double et, dans certains cas, le triple de celui des pays occidentaux développés. Au début des années 50, ce taux avait en général diminué de moitié et, en 1970, le taux de mortalité infantile en URSS, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie et dans la République démocratique allemande était à peu près le même que dans les pays occidentaux. En Roumanie et en Yougoslavie, bien qu'il ait diminué de deux bons tiers depuis l'avant-guerre, il reste encore à peu près deux fois plus élevé. La Hongrie et la Pologne occupent une position intermédiaire.

369. En ce qui concerne le taux de mortalité néonatale<sup>300</sup> et le taux de mortalité périnatale<sup>301</sup>, les pays socialistes ne diffèrent plus des pays occidentaux les plus avancés, et même dans certains cas les taux sont légèrement plus faibles.

370. Dans la plupart des cas où l'on dispose de statistiques à ce sujet, la mortalité infantile a diminué beaucoup plus vite (à partir d'un niveau plus élevé) dans les zones rurales que dans les zones urbaines, et l'écart a maintenant été considérablement réduit. En Pologne par exemple, le taux de mortalité dans les zones rurales qui, en 1960, dépassait le taux des zones urbaines de près de 18 %, ne le dépassait plus que de 10 % en 1970<sup>302</sup>. En Bulgarie toutefois, l'écart, qui dépassait 45 %, est resté à peu près constant depuis l'époque qui a précédé immédiatement la guerre, mais ces deux taux ont depuis cette époque diminué de près de 80 %<sup>303</sup>.

371. Dans la plupart des pays socialistes d'Europe orientale, le développement des services médicaux concernant la grossesse et l'accouchement a été extrêmement rapide.

372. En Bulgarie, le nombre de lits des services d'obstétrique est passé de 5 833 en 1952 à 9 445 en 1970 (dont

les deux tiers dans les salles de maternité)<sup>304</sup>, tandis que, entre ces deux années, le nombre des naissances vivantes tombait de 154 000 à 139 000<sup>305</sup>. Le nombre de lits pour 1 000 naissances vivantes est donc passé de 37,8 à 68, augmentant ainsi de près de 80 %. En Bulgarie, à l'heure actuelle, presque tous les accouchements ont lieu en établissement hospitalier, et la pratique qui se généralise consiste à amener les femmes des zones rurales dans les villes en vue de leur accouchement, conformément au plan de liquidation des maternités rurales<sup>306</sup>. Par suite de ces progrès, et des améliorations des normes médicales générales, le taux de mortinatalité est tombé de 11,9 % en 1962 à 10,1 % en 1971<sup>307</sup> et, au cours des 10 dernières années, la mortalité néonatale a diminué de 57 % (voir le tableau III.19).

373. En Tchécoslovaquie, le taux de natalité est resté à peu près stationnaire (entre 15 et 16‰) entre 1960 et 1970 mais il semblerait que le nombre des admissions dans les maternités ait fortement diminué pendant cette période, passant de 18 900 à 5 800 par an<sup>308</sup>. Parallèlement, le nombre de ces maternités est tombé de 33 à 11, et le nombre de lits de 567 à 188. Toutefois, le nombre de lits des services de gynécologie et d'obstétrique dépasse encore 15 000 (1970), soit environ 66,5 lits pour 1 000 naissances vivantes, et presque tous les accouchements ont lieu en établissement hospitalier. La mortalité liée à la maternité est tombée de 1,29‰ en 1948 à 0,21‰ en 1970, tandis qu'au cours de la même période, la mortalité néonatale diminuait de moitié et que la mortinatalité tombait de 17,7 à 7,3 pour 1 000 naissances vivantes<sup>309</sup>.

374. La République démocratique allemande signale qu'en 1968 les services de gynécologie et d'obstétrique comptaient 78,6 lits pour 1 000 naissances vivantes<sup>310</sup>. En 1970, ce nombre dépassait 102 pour 1 000 naissances vivantes, ce qui représente une augmentation de plus de 75 % par rapport aux statistiques de 1955. Au cours de la même période, la mortinatalité est tombée de 18,4 à 11,3 pour 1 000 naissances vivantes, puis à 9,8 pour 1 000 naissances vivantes en 1971<sup>311</sup>.

<sup>304</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires.

<sup>305</sup> Bulgarie : *Statisticheski godishnik na narodna Republika Bolgaria* 1971 [Annuaire statistique de la République populaire de Bulgarie], Sofia, p. 19.

<sup>306</sup> Renseignement communiqué par le Ministère bulgare de la santé, septembre 1972.

<sup>307</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires.

<sup>308</sup> *Czechoslovakia Statistical Abstract*, 1971, Prague, p. 115.

<sup>309</sup> *Czechoslovak Health Services*, 1970, Prague, p. 2, 3, 4 et 16.

<sup>310</sup> OMS, *Annuaire des statistiques sanitaires mondiales*, 1968, vol. III : *Personnel de santé et établissements hospitaliers*, Genève, 1971, p. 162; ONU, *Annuaire démographique*, 1970 (publication des Nations Unies, numéro de vente : E/F.71.XIII.1), p. 623.

<sup>311</sup> République démocratique allemande, *Staatliche Zentralverwaltung für Statistik, Statistisches Jahrbuch 1970 der Deutschen Demokratischen Republik* (Suite de la note page suivante.)

<sup>300</sup> Nombre de morts d'enfants de moins d'un mois pour 1 000 naissances vivantes.

<sup>301</sup> Somme du nombre de morts intra-utérines de produits de conception dont la durée de gestation est inconnue ou a duré au moins 28 semaines, et nombre de morts postnatales d'enfants de moins d'une semaine, pour 1 000 naissances vivantes.

<sup>302</sup> Réponse de la Pologne aux questionnaires.

<sup>303</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires.

TABLEAU III.19

Taux de mortalité, pour 1 000 naissances vivantes, dans les pays socialistes d'Europe orientale et dans quelques pays occidentaux

	Infantile	Néonatale	Périnatale		Infantile	Néonatale	Périnatale
<b>Bulgarie</b>				<b>Tchécoslovaquie (suite)</b>			
1931 .....	147 <sup>a</sup>	59,0	..	1950 .....	77,7	33,1	36,1 <sup>c</sup>
1939 .....	138,9	55,3	..	1960 .....	23,5	13,5	20,9 <sup>j</sup>
1950 .....	94,5	34,9 <sup>b</sup>	31,2 <sup>c</sup>	1970 .....	22,1	15,6	20,7 <sup>j</sup>
1960 .....	45,1	31,9 <sup>d</sup>	23,3	<b>URSS</b>			
1970 .....	27,3	13,8 <sup>e</sup>	17,8 <sup>e</sup>	1913 .....	269	..	..
<b>Hongrie</b>				1928 .....	182	..	..
1931 .....	157 <sup>a</sup>	64,0	..	1939 .....	167	..	..
1939 .....	121	53,9 <sup>f</sup>	..	1950 .....	80,7	..	..
1950 .....	85,7	37,8 <sup>g</sup>	31,3 <sup>c</sup>	1960 .....	35,3	..	..
1960 .....	47,6	31,6 <sup>d</sup>	23,3	1971 .....	23	..	..
1970 .....	35,9	27,3 <sup>e</sup>	17,8 <sup>e</sup>	<b>Yougoslavie</b>			
<b>Pologne</b>				1933 .....	153 <sup>a</sup>	..	..
1931 .....	137 <sup>a</sup>	52,1	..	1939 .....	132,3	..	..
1939 .....	121	..	..	1950 .....	118,4	44,9	30,3 <sup>c</sup>
1950 .....	111,2	..	34,0 <sup>h</sup>	1960 .....	87,7	41,5 <sup>h</sup>	29,0 <sup>h</sup>
1960 .....	54,8	28,0	31,1 <sup>i</sup>	1970 .....	55,4	23,4	26,0 <sup>e</sup>
1970 .....	33,4	18,7 <sup>e</sup>	24,2 <sup>e</sup>	<b>Allemagne (République fédérale d')</b>			
<b>République démocratique allemande</b>				1931 <sup>k</sup> .....	74 <sup>a</sup>	43,2	..
1931 <sup>k</sup> .....	74 <sup>a</sup>	43,2	..	1939 <sup>k</sup> .....	60	31,9 <sup>f</sup>	..
1939 <sup>k</sup> .....	60	31,9 <sup>f</sup>	..	1950 .....	55,5	34,4	..
1950 .....	72,2	32,8	48,0 <sup>e</sup>	1970 .....	23,5 <sup>i</sup>	17,9 <sup>e</sup>	25,2 <sup>e</sup>
1960 .....	38,8	25,5 <sup>g</sup>	34,3 <sup>i</sup>	<b>Etats-Unis d'Amérique</b>			
1970 .....	18,5	14,1 <sup>e</sup>	23,3 <sup>e</sup>	1931 .....	59 <sup>a</sup>	34,6	..
<b>Roumanie</b>				1939 .....	29,3	48,0	..
1931 .....	182 <sup>a</sup>	77,0	..	1970 .....	19,8 <sup>i</sup>	16,1 <sup>j</sup>	..
1939 .....	176	73,3	..	<b>Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles)</b>			
1950 .....	116,7	40,6 <sup>h</sup>	32,8 <sup>h</sup>	1931 .....	62 <sup>a</sup>	31,6	..
1960 .....	74,6	..	24,9	1939 .....	51	28,3	..
1970 .....	49,4	20,8 <sup>e</sup>	27,6 <sup>e</sup>	1970 .....	17,9 <sup>i</sup>	12,0 <sup>e</sup>	23,7 <sup>e</sup>
1971 .....	42,5	..	..				
<b>Tchécoslovaquie</b>							
1931 .....	125 <sup>a</sup>	55,2	..				
1939 .....	97,7	41,4	..				

Sources : *Statisticheski ejegodnik stran-tchlenov SEV 1971* [Annuaire statistique des pays du CAEM], p. 8. Bulgarie : *Statisticheski godichnik na narodna Repoublika Bolgaria, 1971* [Annuaire statistique de la République populaire de Bulgarie], Sofia, p. 530. ONU, *Annuaire démographique 1957* (publication des Nations Unies, numéro de vente : 57.XIII.1), p. 354; *ibid.*, 1961 (publication des Nations Unies, numéro de vente : 62.XIII.1), p. 221; *ibid.*, 1970 (publication des Nations Unies, numéro de vente : E/F.71.XIII.1), p. 649 et 674. OMS, *Annuaire des statistiques sanitaires mondiales, 1969*, vol. I : *Mouvement de la population et causes de décès*, Genève, 1972, p. 11; *Statistiques épidémiologiques et démographiques annuelles, 1939-1946*, 1<sup>re</sup> partie : *Mouvement de la population et causes de décès*, Genève, 1951, p. 26 à 29. Yougoslavie : *Statistički Godišnjak, Jugoslavije, 1972* [Annuaire

statistique de la Yougoslavie], Belgrade, 1972, p. 81 et 85. *Czechoslovakia Statistical Abstract 1971*, Prague, p. 27. Pologne et URSS : renseignements tirés des réponses de la Pologne et de l'URSS aux questionnaires adressés par le Rapporteur spécial (pour le texte des questionnaires, voir l'annexe I de la présente étude).

<sup>a</sup> Moyenne de cinq années centrée sur 1933.

<sup>b</sup> 1953.

<sup>c</sup> 1952.

<sup>d</sup> 1956.

<sup>e</sup> 1969.

<sup>f</sup> 1938.

<sup>g</sup> 1951.

<sup>h</sup> 1955.

<sup>i</sup> 1959.

<sup>j</sup> 1968.

<sup>k</sup> Ensemble de l'Allemagne dans ses frontières d'avant guerre.

<sup>l</sup> Provisoire.

375. En Hongrie, le nombre de lits des services de gynécologie et d'obstétrique est passé de 6 855 à 7 868 de 1960 à 1971, tandis que les naissances vivantes ne passaient que de 148 000 à 152 000<sup>312</sup>, soit respectivement 46 et 52 lits pour 1 000 naissances vivantes, ce qui est encore en dessous des normes de la Tchécoslovaquie et de la République démocratique allemande, mais représente une augmentation d'environ 13 %. La mortalité infantile et la mortalité périnatale ont diminué environ d'un quart au cours de la même période (voir tableau III.19). Les ac-

(Suite de la note 311.)

*kratischen Republik*, Berlin, Staatsverlag, 1970, p. 413 et 443, et *Statistisches Jahrbuch 1972 der Deutschen Demokratischen Republik*, 1972, p. 449 et 421.

<sup>312</sup> Bureau central de statistique de Hongrie, *Statistical Pocket Book of Hungary, 1972*, Budapest, Statistical Publishing House, 1972, p. 58 et 265.

couchements en établissement médical, qui en 1960 représentaient 85 % de l'ensemble, sont maintenant une pratique à peu près générale.

376. En Pologne, le nombre des naissances est tombé de 669 500 à 546 000 entre 1960 et 1970, tandis que le nombre de lits des services d'accouchement tombait de 6 200 à 4 500<sup>313</sup>, ce qui représente une diminution d'un peu plus de 10 % du nombre de ces lits pour 1 000 naissances vivantes. Le nombre de lits des maternités a décliné encore plus fortement, en particulier dans les zones rurales, mais le nombre des médecins, des infirmières et des sages-femmes a augmenté considérablement. Au cours des 10 dernières années, la mortalité infantile a diminué d'environ

<sup>313</sup> Réponse de la Pologne aux questionnaires.

40 %, et le taux de mortalité périnatale a diminué de plus de 20 %<sup>314</sup>.

377. En Roumanie, le nombre de lits des services de gynécologie et d'obstétrique est passé de 21 100 à 34 500 de 1960 à 1970 (voir tableau III.19)<sup>315</sup>. Le nombre de naissances vivantes étant passé de 324 900 à 427 000 au cours de la même période, le nombre des lits disponibles pour 1 000 naissances vivantes a donc augmenté d'environ 25 % en 10 ans. La proportion des accouchements en établissement médical est passé de 53,3 % en 1955 à 69,8 % en 1960, et à près de 90 % en 1970<sup>316</sup>. Entre 1960 et 1971, la mortalité est tombée de 16,2‰ à 12‰<sup>317</sup>.

378. En URSS, les services médicaux pour la grossesse et l'accouchement ont beaucoup progressé depuis 1928, date du début de la planification généralisée. Le nombre de lits des services de gynécologie et de maternité qui, à cette époque, n'était que de 27 000 à peine pour 6,6 millions de naissances vivantes enregistrées était de 147 000 en 1940, alors que le nombre de naissances n'était que de 6,1 millions<sup>318</sup>. Les progrès ont continué après la guerre, et le nombre de lits atteignait plus de 164 000 en 1950, et 205 000 en 1959 (pour 5,2 millions de naissances vivantes)<sup>319</sup>. En 1970 et 1971, le nombre de ces lits avait atteint respectivement 352 000 et 380 000, dont 198 000 et 223 000 étaient réservés exclusivement aux grossesses et aux accouchements. En 1970, le nombre des naissances vivantes enregistrées étant de 4,2 millions, il y avait donc plus de 83 lits pour 1 000 naissances vivantes (ou 47 environ, pour les grossesses et les accouchements exclusivement). Dans la RSS de Biélorussie, le nombre de lits pour 1 000 naissances vivantes est passé de 27 en 1940 à près de 76 en 1970<sup>320</sup>.

379. En Yougoslavie, le nombre de lits des services de gynécologie et d'obstétrique était de 12 712 en 1970, dont 5 264 dans les services d'accouchement<sup>321</sup>. Le nombre de naissances vivantes étant de 363 300, le nombre de lits pour 1 000 naissances vivantes était donc de 34,9. La mortalité est tombée de 11,3 pour 1 000 naissances vivantes au début des années 50 à 10 environ à la fin des années 60, et à 9,4 en 1969 et 1970<sup>322</sup>.

380. Un vaste réseau de dispensaires et de centres de consultation pour mères et enfants a été créé dans tous les pays socialistes d'Europe orientale. En Bulgarie, le nombre de ces dispensaires et de ces centres a passé de 2 400 à 2 500 de 1966 à 1969; 80 % de ceux-ci se trouvent dans des régions rurales<sup>323</sup>. En Roumanie, la loi dispose que tous les services de médecine générale doivent faire

bénéficier de leurs conseils les mères et les enfants, sous la direction générale de services provinciaux spéciaux<sup>324</sup>. La Tchécoslovaquie a des services de gynécologie dans les centres régionaux et les centres de district, et possède environ 1 700 salles de consultation pour les femmes dans les centres locaux. En outre, il y a 125 dispensaires où les femmes peuvent obtenir des avis, 1 800 salles de consultation pour les soins aux enfants à l'échelon local, et plus de 2 500 centres de protection de l'enfance<sup>325</sup>. La République démocratique allemande a fait savoir qu'en 1971 elle disposait au total de plus de 2 800 centres de consultation pour les mères, dont 246 centres principaux. Il y avait en outre 7 500 services médicaux extérieurs qui travaillaient dans le même domaine<sup>326</sup>.

381. En 1960, la Pologne disposait de 2 880 centres de maternité pour la consultation externe, mais en 1971 elle avait réduit ce nombre à 2 097<sup>327</sup>.

382. En URSS, le nombre de dispensaires et de centres de consultation pour les mères et les enfants (y compris les centres de consultation des entreprises et institutions) est passé de 8 600 en 1940 à 16 400 en 1960 et à plus de 21 000 en 1970<sup>328</sup>. Le nombre de gynécologues et d'obstétriciens ayant reçu une formation complète est passé de 11 000 en 1940 à 41 400 en 1970, et celui des auxiliaires médicaux ayant reçu une formation en obstétrique est passé de 80 000 en 1940 à 297 000 en 1970<sup>329</sup>. Pour ce qui est du personnel médical de cette catégorie intermédiaire, l'URSS, avec une proportion de près de 12 pour 10 000 habitants, est le premier pays du monde. Pour l'Europe occidentale, les chiffres se situent entre 1 et 4 pour 10 000 habitants et, pour l'Europe orientale, entre 2 et 6 pour 10 000 habitants. Bien qu'il ne faille pas considérer ces chiffres comme une mesure exacte du niveau relatif des services assurés, leur ordre de grandeur est assez significatif.

383. Un rapport de la RSS d'Ukraine indique qu'après être sorti d'une maternité l'enfant est suivi par un service de consultation externe pour enfants, et que dans les trois jours qui suivent leur sortie de la maternité, 94 % des nouveau-nés reçoivent les soins de médecins de ces services de consultation. Dans les zones urbaines, 96 % des enfants de moins d'un an sont examinés chaque mois par un médecin; les enfants sont examinés par un médecin 12 à 15 fois en moyenne au cours de la première année de leur vie.

384. Les médecins procèdent aux vaccinations nécessaires, suivent l'évolution du poids et de la taille de l'enfant, son développement mental et le développement de son système nerveux; ils enseignent à la mère comment soigner et nourrir l'enfant et ils encouragent l'allaitement au sein.

385. Grâce à l'ampleur des mesures de santé publique, prophylactiques et thérapeutiques, le taux de morbidité infantile, notamment de la morbidité due aux maladies infectieuses, est en régression. Depuis un certain nombre

<sup>314</sup> Selon des renseignements récents, la mortalité infantile a diminué de 29,7‰ en Pologne en 1971 (réponse de la Pologne aux questionnaires).

<sup>315</sup> Renseignements communiqués par le Ministère roumain de la santé, septembre 1972.

<sup>316</sup> Roumanie, Direction centrale des statistiques, *Anuarul Statistic al Republicii Socialiste România 1971*, Bucarest, 1972, p. 70 et 708.

<sup>317</sup> Renseignements communiqués par le Ministère roumain de la santé, septembre 1972.

<sup>318</sup> URSS, Bureau central de statistique du Conseil des ministres de l'URSS, *Narodnoe khozyaistvo SSSR v 1967 godou* [L'économie nationale de l'URSS en 1967], Moscou, Statistika, 1968, p. 53.

<sup>319</sup> *Ibid.*, p. 735, et réponse de l'URSS aux questionnaires.

<sup>320</sup> Réponse de la RSS de Biélorussie aux questionnaires.

<sup>321</sup> Annuaire statistique de la santé et des services de santé de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, 1970.

<sup>322</sup> *Statistički Godišnjak Jugoslavije 1972* [Annuaire statistique de la Yougoslavie], Belgrade, 1972, p. 81.

<sup>323</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires.

<sup>324</sup> Renseignements communiqués par le Ministère roumain de la santé, octobre 1972.

<sup>325</sup> *Czechoslovakia Statistical Abstract 1971*, Prague, p. 116 et 118.

<sup>326</sup> République démocratique allemande, *Statistisches Jahrbuch 1972* . . . , p. 428.

<sup>327</sup> Réponse de la Pologne aux questionnaires.

<sup>328</sup> URSS, réponse aux questionnaires de l'ONU, 1972; et Bureau central de statistique du Conseil des ministres de l'URSS, *Narodnoe khozyaistvo SSSR v 1970 godou* [L'économie nationale de l'URSS en 1970], Moscou, Statistika, 1971, p. 691.

<sup>329</sup> *Ibid.*, p. 692.

d'années, aucun cas de poliomyélite n'a été enregistré en Ukraine; seuls des cas isolés de diphtérie ont été observés; et le nombre des cas de coqueluche et de rougeole a beaucoup diminué.

386. Le taux de mortalité diminue dans tous les groupes d'âge, mais plus fortement chez les enfants de moins d'un an. C'est ainsi que pendant les années 60, le taux de mortalité infantile a diminué de 51,1 % chez les enfants de moins d'un an, de 45 % chez les enfants de 1 à 2 ans, de 39 % chez les enfants de 2 à 3 ans, de 36 % chez les enfants de 3 à 4 ans, de 36 % chez les enfants de 5 à 14 ans, et d'une manière générale, de 53 % chez les enfants de moins de 15 ans<sup>330</sup>.

387. En URSS, les soins médicaux aux enfants de moins de 3 ans sont surtout l'affaire des centres de consultation mentionnés plus haut. Ensuite, jusqu'à l'âge de sortie de l'école, les enfants reçoivent les soins des dispensaires de district. Pour les cas qui exigent un traitement plus intensif, il existe des hôpitaux pédiatriques et, dans les hôpitaux généraux, des services de pédiatrie. Dans ces hôpitaux, le nombre de lits a passé de 90 000 en 1940 à 383 000 en 1966. Au cours de la même période, le nombre de pédiatres ayant reçu une formation complète est passé de 20 000 à près de 74 000<sup>331</sup>. En 1970, la proportion des lits pour les enfants était de 13,3 pour 10 000 habitants<sup>332</sup>.

388. Le réseau de crèches et de jardins d'enfants, en voie d'extension, joue également un rôle prophylactique et thérapeutique. Le nombre des enfants qui bénéficient des services d'établissements permanents de ce genre serait passé de 2 millions en 1940 à plus de 8 millions en 1970<sup>333</sup>.

#### B. — Amélioration de tous les aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène industrielle

389. La Bulgarie a communiqué<sup>334</sup> des renseignements sur la législation spéciale qui institue un système complet de mesures sanitaires et de mesures d'hygiène, tant préventives que curatives, appliquées par des centres de médecine générale et visant à préserver la santé des travailleurs, ainsi qu'un réseau de centres spéciaux pour les travailleurs de l'industrie comprenant 47 hôpitaux et polycliniques (3 500 lits), 63 centres de prophylaxie (2 600 lits) et 593 centres sanitaires qui dispensent des soins médicaux sur place dans les entreprises industrielles, les mines, etc. Ces centres sont chargés d'exécuter des programmes de recherche sur les conditions de travail, l'environnement et les processus de production, tout en dispensant aux travailleurs des services médicaux ordinaires. Les soins médicaux sur place sont donnés par des praticiens dont chacun a la charge de 1 500 à 2 000 travailleurs (1 000 dans les entreprises où les risques sont plus élevés, comme les usines de produits chimiques ou les mines de charbon). A l'échelon du district, sous l'autorité des services d'inspection spéciale d'hygiène et d'épidémiologie, il existe des instituts de recherche sur la protection des travailleurs et les maladies professionnelles, ainsi que des services d'hygiène du travail, qui s'occupent des questions

de protection des travailleurs et de pathologie professionnelle, et qui sont chargés d'assurer les fonctions courantes de contrôle incombant aux services d'inspection. Il existe 7 centres de lutte contre la silicose et 15 laboratoires dont les activités s'exercent dans les domaines de la psychologie du travail, de la physiologie, de l'ergonomie et des tests d'aptitude professionnelle.

390. En Tchécoslovaquie, les services de santé de l'industrie disposent de 14 hôpitaux spéciaux dotés de près de 2 500 lits, de 1 829 centres de consultation externe (prophylactique et thérapeutique) dont 40 polycliniques. Il y a également 510 centres sanitaires spéciaux d'entreprise et 407 crèches comptant au total plus de 17 000 lits<sup>335</sup>.

391. Dans la République démocratique allemande, le nombre des polycliniques des entreprises industrielles est passé de 36 en 1950 à 96 en 1971, et le nombre de services de consultation externe est passé de 109 à 248<sup>336</sup>.

392. En Pologne, le service de santé industriel fait partie intégrante du service social de santé. Il est indépendant de la direction de l'usine et relève directement des services de santé locaux. Il y a des centres thérapeutiques et prophylactiques dans toutes les usines qui emploient plus de 400 travailleurs (300 pour les usines sidérurgiques et 200 pour les usines de produits chimiques et les mines)<sup>337</sup>. Le nombre des infirmeries est passé de 2 198 à 2 351 de 1960 à 1971<sup>338</sup>. Les services d'inspection sanitaire de l'Etat contrôlent les normes applicables aux logements, aux lieux de travail, à l'urbanisme et à la protection de l'environnement. Ces dernières années, le Conseil des ministres a pris par ordonnance spéciale des mesures contre la pollution et contre le bruit, créant notamment des zones protégées, et des modalités de consultation ont été prévues pour les projets d'investissement envisagés. A la suite d'un certain nombre d'actions en justice exercées en application de ces lois pour lutter contre la pollution industrielle, les requérants ont eu gain de cause<sup>339</sup>.

393. En Roumanie, les grandes entreprises industrielles ont des hôpitaux qui leur sont propres, et les plus petites ont des infirmeries, qui peuvent être communes à deux ou plusieurs entreprises si le peu d'importance de ces entreprises le justifie. D'une manière générale, dans l'ensemble des services de santé industriels, il y a un médecin qualifié pour 1 700 travailleurs des usines, des mines ou des chantiers de construction<sup>340</sup>. Le nombre des hôpitaux d'entreprise est tombé de 103 à 71 de 1955 à 1968, tandis que celui des polycliniques passait de 84 à 98. Dans les entreprises, le nombre des infirmeries dotées de personnel médical auxiliaire est passé de 976 à 1 277 au cours de la même période<sup>341</sup>.

394. En URSS, le Ministère de la santé de l'Union a le droit exclusif de déterminer les normes de santé et d'hygiène dont l'application est obligatoire dans tous les établissements et pour tous les citoyens. Le respect de ces normes est contrôlé par les organes d'inspection sanitaire de l'Etat qui, en cas de contravention, peuvent avoir re-

<sup>330</sup> E/CN.4/1011/Add.5, p. 29 et 30.

<sup>331</sup> URSS, Bureau central de statistique du Conseil des ministres de l'URSS, *Narodnoe khoziaistvo SSSR v 1967 godou* [L'économie nationale de l'URSS en 1967], Moscou, Statistika, 1968, p. 263.

<sup>332</sup> Réponse de l'URSS aux questionnaires.

<sup>333</sup> URSS, Bureau central de statistique du Conseil des ministres de l'URSS, *Narodnoe khoziaistvo SSSR v 1970 godou* [L'économie nationale de l'URSS en 1970], Moscou, Statistika, 1971, p. 634.

<sup>334</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires.

<sup>335</sup> *Czechoslovak Health Services, 1970*, Prague, p. 15. Les chiffres concernent décembre 1970.

<sup>336</sup> République démocratique allemande, *Statistisches Jahrbuch 1972* . . . , p. 424.

<sup>337</sup> *Health Care in Poland*, Varsovie, 1963, p. 58 à 60.

<sup>338</sup> Réponse de la Pologne aux questionnaires.

<sup>339</sup> E/CN.4/1011/Add.1, p. 39 et 40.

<sup>340</sup> Renseignements communiqués par le Ministère roumain de la santé, octobre 1972.

<sup>341</sup> Roumanie, Ministère de la santé, *Précis de statistiques médico-sanitaires, 1969*, p. 122 et 129.

cours aux tribunaux. La prévention ou le contrôle des maladies professionnelles font l'objet d'examen médicaux de tous les travailleurs au début de l'emploi et, périodiquement, pendant toute leur vie active. La fréquence de ces examens médicaux, le personnel qualifié qui en est chargé, les analyses de laboratoire et les critères médicaux d'admission des travailleurs à un emploi, dans les cas où il peut y avoir contre-indication, sont régis par des règlements édictés par le Ministère de la santé. Quand une maladie professionnelle est découverte, une commission spéciale (composée de représentants de la direction et des syndicats) est instituée dans l'entreprise en cause, afin de prendre les mesures nécessaires pour enrayer la maladie et pour l'empêcher dans l'avenir<sup>342</sup>.

395. Les entreprises soviétiques qui emploient plus de 4 000 travailleurs (ou plus de 2 000 travailleurs s'il s'agit de mines ou d'usines de produits chimiques) doivent disposer d'installations de soins médicaux et d'hygiène, comprenant ordinairement des dispensaires, des hôpitaux, des centres de consultation pour les femmes, des garderies, des jardins d'enfants et des infirmeries. Les entreprises qui emploient plus de 800 travailleurs (ou plus de 500 s'il s'agit de mines et d'usines de produits chimiques) disposent de centres sanitaires sous la direction de médecins qualifiés. Les entreprises plus petites (plus de 300 travailleurs) ont des infirmeries qui sont chargées également de la prévention des maladies. Les centres médicaux des entreprises, de concert avec les centres de santé publique et de lutte contre les épidémies relevant du Ministère de la santé, sont chargés de surveiller l'hygiène, la ventilation et autres conditions de travail qui affectent la santé des travailleurs. Ils examinent périodiquement les travailleurs afin de prévenir les maladies professionnelles et autres. Le nombre de médecins qualifiés employés dans les entreprises industrielles et autres était de 33 000 en 1967<sup>343</sup>. Les entreprises qui n'ont pas de service médical propre sont rattachées à un des hôpitaux territoriaux (l'hôpital de la ville par exemple), et cet hôpital est chargé spécialement des examens périodiques et du traitement des travailleurs<sup>344</sup>. Les travailleurs des kolkhozes reçoivent les soins médicaux des hôpitaux de district, situés de manière qu'il soit facile de s'y rendre à partir des kolkhozes.

396. L'hygiène de l'environnement et la lutte contre la pollution incombent aux Conseils des ministres des Républiques et aux soviets locaux.

397. En Yougoslavie, les différentes Républiques ont des instituts de médecine du travail, qui sont chargés de créer et de diriger des services spéciaux dans les entreprises industrielles, les mines, etc. Les fonds proviennent pour la plupart des caisses d'assurances sociales générales<sup>345</sup>. En 1970, il existait 987 services de ce genre, qui employaient 851 généralistes et 376 spécialistes.

### C. — Prévention, traitement et contrôle des maladies épidémiques, professionnelles et autres

398. Selon les renseignements communiqués par la Bulgarie<sup>346</sup>, une branche spécialisée du service de santé

<sup>342</sup> Réponse de l'URSS aux questionnaires.

<sup>343</sup> *The USSR — Questions and Answers, 1917-1967*, Moscou, Novosti Press Agency, p. 326.

<sup>344</sup> Renseignements communiqués par le Conseil central soviétique des syndicats, octobre 1972.

<sup>345</sup> Renseignements communiqués par l'Institut fédéral yougoslave de la santé publique, septembre 1972.

<sup>346</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires.

s'occupe depuis 1950 des maladies épidémiques et contagieuses sous l'autorité du Conseil d'inspection sanitaire de l'Etat. Il existe 29 inspections territoriales d'hygiène et d'épidémiologie, dont chacune a un service spécial de lutte contre les épidémies. Grâce à leur action, les maladies comme la fièvre typhoïde, la diphtérie, la poliomyélite, le typhus récurrent et autres ne posent plus de problèmes aux autorités des services de santé publique, et la fréquence des cas de dysenterie et d'hépatite infectieuse a considérablement diminué. Depuis plusieurs décennies, aucun cas de choléra ou de variole ne s'est manifesté, et la syphilis et le paludisme ont été complètement éliminés. Le goître endémique est également en cours d'élimination, avec le concours du Centre de lutte contre le goître, créé il y a une vingtaine d'années. Une loi spéciale prévoit la fourniture de sel iodé aux habitants des zones où la maladie est endémique. Des campagnes analogues ont été lancées également contre la fluorose, les maladies des os et les caries des enfants.

399. En URSS, la responsabilité des mesures antiépidémiques incombe à un réseau spécial de stations antiépidémiques placées sous l'autorité du Ministère de la santé à l'échelon des Républiques, des provinces, des villes et des districts. De 1940 à 1960, année où il a atteint 5 000, leur nombre a plus que doublé<sup>347</sup>. Selon les renseignements donnés par la RSS de Biélorussie, les services antiépidémiques disposent d'un grand nombre de spécialistes (bactériologistes, biologistes, chimistes, etc.) ainsi que de laboratoires qui ont pour tâche de découvrir, d'isoler et de prévenir les maladies épidémiques. Les travailleurs dont l'emploi comporte de grands risques sont soumis régulièrement à des examens et à des analyses de laboratoire<sup>348</sup>.

### D. — Création de conditions propres à assurer à tous services et soins médicaux en cas de maladie

400. Le droit aux soins médicaux est énoncé dans la Constitution de tous les pays socialistes de l'Europe orientale. On peut citer, à titre d'exemples, les cas de la Bulgarie et de l'URSS.

401. En Bulgarie, un décret spécial du Présidium de l'Assemblée nationale a institué pour tous la gratuité des soins médicaux à partir de 1951. Cette gratuité a été réaffirmée dans l'article 47 de la Constitution de 1971<sup>349</sup>.

402. En URSS, les principes fondamentaux de la législation sanitaire ont été définis en 1919 dans le programme du Parti pour le huitième Congrès. Dans ce programme est soulignée la nécessité de services accessibles à tous, administrés par l'Etat, et dispensés par un personnel qualifié. A cette fin, un organe central (le Commissariat du peuple à la santé) avait déjà été créé par un décret du Conseil des commissaires du peuple du 11 juillet 1918 et revêtu de la signature de Lénine. Ces principes ont été développés par la suite dans les programmes ultérieurs du Parti, ainsi que dans les « Principes fondamentaux de la législation sanitaire de l'URSS et des Républiques de l'Union », de 1969, et appliqués à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1970<sup>350</sup>.

403. Les chiffres du tableau III.20 peuvent donner une idée sommaire du développement des services médicaux

<sup>347</sup> URSS, Bureau central de statistique du Conseil des ministres de l'URSS, *Zdravookhranenie v SSSR* [La santé publique en URSS], Moscou, Publications statistiques officielles, 1960, p. 217.

<sup>348</sup> Réponse de la RSS de Biélorussie aux questionnaires.

<sup>349</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires.

<sup>350</sup> Décret du Présidium du Soviet suprême, 19 décembre 1969.

TABLEAU III.20

Nombre de lits d'hôpital, de médecins et de dentistes, pour 10 000 habitants, dans les pays socialistes d'Europe orientale et dans d'autres pays et territoires

	Nombre de lits des services médicaux pour 10 000 habitants			Nombre de médecins et de dentistes pour 10 000 habitants			
	1950	1960	1970	1950	1960	1970	1971
Bulgarie.....	39,2	62,5	77,2	9,2	17,0	22,2	..
Hongrie.....	52,5	67,2	77,4	10,3	15,3	22,0	..
Pologne.....	51,1	55,4	62,9	4,6	12,7	19,3	19,9
République démocratique allemande....	102	119	111	11,3	12,2	20,3	20,9
Roumanie.....	42,2	72,5	80,8	9,5	13,5	14,7	19,9
Tchécoslovaquie.....	61,7	76,1	79,7	10,1	17,5	22,9	..
URSS.....	55,7	80,4	109,2	14,5	20,5	27,4	28,3
RSS de Biélorussie.....	..	55,9	94,2	9,3	16,4	25,8	..
RSS d'Ukraine.....	..	75,4	108,4	14,4 <sup>a</sup>	18,7	27,7	..
Yougoslavie.....	..	44,9	53,8	4,1	7,5 <sup>b</sup>	10,3 <sup>c</sup>	..
Allemagne (République fédérale d').....	..	..	110,6 <sup>d</sup>	18,6 <sup>a</sup>	20,2 <sup>b</sup>	21,8 <sup>c</sup>	..
Etats-Unis d'Amérique.....	..	..	82,7 <sup>d</sup>	18,1 <sup>a</sup>	18,0 <sup>b</sup>	22,1 <sup>c</sup>	..
Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles).....	..	..	95,7 <sup>d</sup>	..	..	..	..
Suède.....	..	..	145,8 <sup>d</sup>	12,3 <sup>a</sup>	15,9 <sup>b</sup>	20,0 <sup>c</sup>	..
TOTAL POUR L'EUROPE.....	..	..	..	12,0 <sup>a</sup>	15,7 <sup>b</sup>	19,2 <sup>c</sup>	..

Sources : *Statisticheskiy egochnik stran-ichlenov SEV 1971* [Annuaire statistique des pays du CAEM], p. 412 et 413. ONU, *La région de la CEE en chiffres* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.II.E/Mim.5 et Corr.), p. 80. OMS, *Annuaire des statistiques sanitaires mondiales*, 1968, vol. III : *Personnel de santé et établissements hospitaliers*, Genève, 1971, p. 187 et suivantes. Yougoslavie : *Statistički Godišnjak Jugoslavije 1971* [Annuaire statistique de la Yougoslavie], Belgrade, 1971, p. 72 et 312; *ibid.*, 1972, Belgrade, 1972, p. 77 et 316. Bulgarie, Pologne, RSS de Biélorussie, RSS d'Ukraine et URSS : renseignements tirés des réponses de ces

pays aux questionnaires adressés par le Rapporteur spécial (pour le texte des questionnaires, voir l'annexe I de la présente étude).

<sup>a</sup> Moyenne mobile centrée sur 1951.

<sup>b</sup> Moyenne mobile centrée sur 1959.

<sup>c</sup> Moyenne mobile centrée sur 1968.

<sup>d</sup> 1968.

dans les pays socialistes d'Europe orientale. La partie inférieure du tableau, qui concerne les pays occidentaux les plus avancés, montre les développements parallèles qui ont eu lieu ailleurs.

404. C'est en URSS qu'ont été accomplis les progrès les plus marqués en matière d'établissements hospitaliers. En 1913, le nombre total de lits des services médicaux était de 207 600, soit 13 pour 10 000 habitants. En 1940, leur nombre était de 791 000, soit 40,2 pour 10 000 habitants. Entre 1940 et 1950, ce nombre a augmenté encore de près de 40 %, puis a doublé au cours des 20 années suivantes. En 1971, il y avait 2 727 000 lits, ce qui représente 110,7 lits pour 10 000 habitants<sup>351</sup>. Cette proportion est du même ordre que celle qui était atteinte tant dans la République démocratique allemande que dans la République fédérale d'Allemagne en 1970 et dépasse considérablement celles de l'Angleterre, du pays de Galles et des Etats-Unis d'Amérique, bien qu'elle soit encore inférieure aux normes les plus avancées atteintes par quelques pays scandinaves (Suède et Finlande, où il y a dans chacun des pays plus de 140 lits pour 10 000 habitants). Le plan quinquennal soviétique en cours prévoit pour 1975 un total de 3 millions de lits, soit 117 pour 10 000 habitants.

405. Parmi les autres pays du CAEM en Europe orientale, seule la République démocratique allemande égale l'URSS pour ce qui est du nombre de lits des établissements hospitaliers. Les chiffres donnés par les autres pays sont inférieurs d'environ un quart et sont très proches de la norme actuelle des Etats-Unis d'Amérique.

406. Outre les hôpitaux, les pays socialistes d'Europe orientale ont des dispensaires, des maisons de convales-

cence, des maternités, des infirmeries et des postes médicaux, dont l'organisation est conçue d'ordinaire sur une base territoriale. La Tchécoslovaquie, par exemple, est divisée en 11 régions (hormis Prague et Bratislava) découpées en districts plus petits, dont la population est comprise entre 40 000 et 250 000 personnes et dont chacun dispose d'au moins un hôpital et plus probablement de plusieurs. Ces hôpitaux sont situés de telle manière qu'aucun village n'est à plus de 8 kilomètres de l'hôpital le plus proche<sup>352</sup>. Dans les zones rurales, il existe normalement un médecin au moins pour 2 500 habitants. En Roumanie, les centres médicaux sont organisés sur une base territoriale par les 2 606 « circonscriptions » rurales et les 1 300 « circonscriptions » urbaines dont se compose le pays sur le plan sanitaire<sup>353</sup>.

407. L'URSS dispose d'un réseau de plus de 40 000 dispensaires qui traitent chaque année plus d'un million et demi de cas. Il y a en outre près de 100 000 postes médicaux et d'infirmeries dans les zones rurales, et 7 000 autres sont rattachés à des entreprises et à des projets de construction.

408. Les dispensaires des districts urbains desservent des zones déterminées comptant en moyenne 4 000 habitants; ils sont classés en catégories fondées sur la dimension, et ceux de la plus grande sont équipés pour traiter plus de 1 500 patients par jour. Les dispensaires des zones rurales sont normalement rattachés à des hôpitaux ruraux, et chacun de ces dispensaires dessert une zone dont le rayon ne dépasse pas 8 kilomètres. Selon les renseignements donnés, les kolkhozes et les fermes

<sup>352</sup> Renseignements communiqués par un organisme du Gouvernement tchécoslovaque, octobre 1972.

<sup>353</sup> Renseignements communiqués par le Ministère roumain de la santé, octobre 1972.

<sup>351</sup> Réponse de l'URSS aux questionnaires.



d'Etat comprenant moins de 1 000 membres ont des postes médicaux dont le personnel appartient à la catégorie des auxiliaires médicaux.

409. Dans les zones faiblement peuplées du nord et de l'extrême-orient fonctionne un service médical aérien doté d'unités médicales mobiles.

410. En ce qui concerne le nombre de médecins et de dentistes pour 10 000 habitants, l'URSS est maintenant sans nul doute le premier pays du monde, ce nombre ayant doublé de 1950 à ce jour (voir le tableau III.20). Ces progrès se sont même accomplis à partir d'un nombre encore plus faible : 10 pour 10 000 habitants en 1913 et 12 pour 10 000 habitants en 1940<sup>354</sup>. Tous les autres pays du CAEM ont maintenant rattrapé ou dépassé les pays occidentaux, après avoir doublé leurs effectifs au cours des 20 dernières années, à l'exception de la Pologne dont les progrès ont pourtant été les plus impressionnants, du fait qu'elle est partie d'un niveau plus bas que les autres pays, et inférieur d'au moins 75 % à ses normes actuelles. La Yougoslavie est encore en retard sur les autres pays socialistes, tant pour le nombre de lits que pour la quantité de personnel médical pour 10 000 habitants. Il convient toutefois de faire ressortir qu'on ne peut tirer de ces chiffres aucune conclusion précise sur la qualité relative et l'intensité des soins médicaux.

411. Dans les pays socialistes d'Europe orientale, la formation médicale à plein temps (formation pratique comprise) nécessaire à l'obtention du diplôme de médecin exige normalement six ans (cinq ans pour la pharmacie et la stomatologie). En Roumanie, on peut entreprendre un cours de spécialisation de cinq ans après trois ans de formation générale, et pour tous les médecins il existe des cours quinquennaux de mise à jour<sup>355</sup>.

412. La proportion de femmes parmi les médecins qui ont reçu une formation complète est notablement plus élevée dans les pays socialistes d'Europe orientale que dans les autres pays du monde. En Hongrie, elle est d'environ 25 %; en Bulgarie, en Roumanie et en Tchécoslovaquie, elle est d'environ 40 %, en Pologne de près de 50 %, et en URSS de plus de 70 %<sup>356</sup>. Par comparaison, le pourcentage caractéristique du reste du monde est compris entre 10 et 25 %.

413. L'URSS est aussi le pays du monde qui compte le plus grand nombre d'auxiliaires médicaux pour 10 000 habitants. Mais il se peut que le chiffre de 18,3 qu'elle a indiqué pour 1968 à l'OMS<sup>357</sup>, chiffre extrêmement élevé, ne soit pas pleinement comparable avec ceux des autres pays, en raison de différences dans la classification et la délimitation du statut professionnel. Les chiffres correspondants donnés pour la même année par la Bulgarie et la Pologne sont respectivement de 5,6 et 1,7<sup>358</sup>. Dans les statistiques de l'URSS figurent aussi des chiffres qui con-

cernent une catégorie de personnel médical dit de « rang moyen », dont la proportion pour 10 000 habitants aurait passé de 24 en 1940 à 64,5 en 1960, et à 89,1 en 1971<sup>359</sup>. Les statistiques de la Bulgarie à ce sujet qui sont considérées comme comparables donnent 48,3 pour 1966 et 57,4 pour 1970<sup>360</sup>, tandis que les statistiques hongroises indiquent 48,4 pour 1960 et 75,1 pour 1970<sup>361</sup>.

414. En URSS, la formation médicale des auxiliaires des catégories les plus élevées dure trois ans et demi ou deux ans et demi (selon la durée antérieure de la scolarisation) et 34 ou 22 mois pour les auxiliaires des autres catégories<sup>362</sup>.

415. La RSS de Biélorussie indique qu'en 1970 les femmes constituaient 93,5 % de son personnel médical de niveau moyen<sup>363</sup>.

416. En ce qui concerne le personnel infirmier, l'écart est moindre entre les normes des autres pays et celle de l'URSS, qui de 5,3 pour 10 000 habitants en 1940 a atteint 18,2 en 1960 et 42,8 en 1970<sup>364</sup>. La Hongrie et la Tchécoslovaquie ont donné des chiffres comparables pour 1968, mais, en Bulgarie et en Pologne, le chiffre était encore un peu inférieur à 30 pour 10 000 habitants et, en Yougoslavie, il était de 10,4. Parmi les pays occidentaux, la Finlande avait en 1968 la proportion la plus élevée du monde (65,6 infirmières pour 10 000 habitants) suivie de près par le Canada (57,3) et par les Etats-Unis d'Amérique (49,2 en 1967). Les normes des pays de l'Europe occidentale varient entre 16,9 (Belgique) et 39,6 (Ecosse)<sup>365</sup>.

417. Dans les pays socialistes d'Europe orientale, les prestations médicales sont gratuites pour tous les résidents (Bulgarie, URSS) ou pour certaines catégories définies de personnes, qui, en pratique, englobent toute la population. Il n'y a pas de conditions particulières à remplir ni de limite de temps. Font partiellement exception à cette règle : la Hongrie, où le traitement gratuit en établissement hospitalier est limité à un an (sauf extension pour convalescence ou prolongation indéfinie pour tuberculose), et la Pologne, où après cessation d'emploi on n'a droit qu'à 26 semaines de soins médicaux gratuits (ou 39 semaines en cas de prolongation). Les médicaments pris en hôpital, polyclinique, etc., sont gratuits, mais les médicaments pris au foyer sont payants, à moins que le malade n'appartienne à certaines catégories déterminées. Les prix des médicaments sont toutefois très bas dans tous les pays socialistes, et les catégories exemptées sont d'ordinaire très larges (malades atteints de maladie chronique, enfants, étudiants, anciens combattants, etc.). En Hongrie, les individus qui ne relèvent pas des catégories spéciales paient 15 % du prix des médicaments lorsque ceux-ci sont pris au foyer<sup>366</sup>, et on estime qu'en Roumanie 30 à 40 %

<sup>354</sup> Réponse de l'URSS aux questionnaires. Parmi les autres pays qui publient régulièrement des statistiques de ce genre, seul Israël a des taux qui aient quelque rapport avec ceux de l'URSS : environ 24 pour 10 000 habitants en 1968. En URSS, le nombre total de médecins était de 668 000 en 1970, et il y aurait eu 220 000 étudiants en cours de formation dans les écoles de médecine.

<sup>355</sup> Réponses aux questionnaires; et renseignements émanant des Ministères de la santé, des instituts centraux de statistique, etc., septembre 1972.

<sup>356</sup> La proportion maximale a été atteinte en 1950 : elle était de 77 % (réponse de l'URSS aux questionnaires).

<sup>357</sup> OMS, *Annuaire des statistiques sanitaires mondiales*, 1968, vol. III : *Personnel de santé et établissements hospitaliers*, Genève, 1971, p. 51.

<sup>358</sup> Réponses de la Bulgarie et de la Pologne aux questionnaires.

<sup>359</sup> Réponse de l'URSS aux questionnaires. Il y est indiqué qu'en 1970 cette catégorie comprenait des infirmières (48,7 %), des sages-femmes (10,2 %), des auxiliaires (*feldshers*) parmi lesquels les auxiliaires de sages-femmes (26,2 %), et d'autres auxiliaires non précisés dans la proportion de 14,9 % (techniciens de la radiographie, laborantins, mécaniciens-dentistes, etc.).

<sup>360</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires.

<sup>361</sup> *Statistical Pocket Book of Hungary*, Budapest, Statistical Publishing House, 1972, p. 263.

<sup>362</sup> Réponse de l'URSS aux questionnaires.

<sup>363</sup> Réponse de la RSS de Biélorussie aux questionnaires.

<sup>364</sup> Réponse de l'URSS aux questionnaires.

<sup>365</sup> OMS, *Annuaire des statistiques sanitaires mondiales*, 1968, vol. III : *Personnel de santé et établissements hospitaliers*, Genève, 1971, p. 54.

<sup>366</sup> Renseignements communiqués par le Bureau central de statistique de Hongrie, septembre 1972.

TABLEAU III.21

Espérance de vie à la naissance avant la seconde guerre mondiale et vers la fin des années 60, dans les pays socialistes d'Europe orientale et dans quelques pays occidentaux

	Avant la seconde guerre mondiale			Vers la fin des années 60		
	Hommes	Femmes	Année	Hommes	Femmes	Année
	<i>En nombre d'années</i>			<i>En nombre d'années</i>		
Bulgarie.....	52	53	1937 <sup>a</sup>	68,8	72,7	1966 <sup>a</sup>
Hongrie.....	50	51	1930	66,6	71,9	1968
Pologne.....	50	51	1931	66,8	72,8	1965 <sup>a</sup>
République démocratique allemande.....	60 <sup>b</sup>	63 <sup>b</sup>	1933 <sup>a</sup>	68,1	73,3	1970
Roumanie.....	— 42 —	—	1932	66,5	70,5	1966 <sup>a</sup>
Tchécoslovaquie.....	57	59	1937	67,2	73,6	1970
URSS.....	44	47	1926 <sup>a</sup>	65	74	1968 <sup>a</sup>
Yougoslavie.....	..	..	..	64,7	69,0	1966 <sup>a</sup>
Allemagne (République fédérale d').....	60 <sup>b</sup>	63 <sup>b</sup>	1933 <sup>a</sup>	67,6	73,6	1967 <sup>a</sup>
Etats-Unis d'Amérique.....	62	66	1940 <sup>a</sup>	66,6	74,0	1968
Norvège.....	64	68	1930 <sup>c</sup>	71,0	76,0	1963 <sup>a</sup>
Angleterre et pays de Galles...	59	63	1931 <sup>a</sup>	68,7	74,9	1968 <sup>a</sup>
Suède.....	64	67	1937 <sup>a</sup>	71,8	76,5	1967

Sources : *Statisticheskii ежегодnik stran-tchlenov SEV 1971* [Annuaire statistique des pays du CAEM], p. 9. ONU: *Annuaire démographique 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E/7.11.XIII.1), p. 720 et suivantes. Roumanie: Direction centrale des statistiques, *Anuarul Statistic al Republicii Socialiste România 1971*, Bucarest, 1972, p. 756. *Vestnik statistiki* [Bulletin statistique], Moscou, 1972, n° 1, p. 96. République démocratique allemande : Staatliche Zentralverwaltung für Statistik, *Statistisches Jahrbuch 1972 der Deutschen Demokratischen Republik*, Berlin, Staatsverlag, 1972, p. 476.

<sup>a</sup> Moyenne mobile pour deux ou trois années.

<sup>b</sup> Ensemble de l'Allemagne d'avant guerre.

<sup>c</sup> Moyenne des années 1931–1932 et 1940–1941.

des médicaments consommés sont payés directement par l'utilisateur<sup>367</sup>.

418. En URSS, les frais moyens d'ordonnance à la charge du malade sont d'environ 30 kopecks (0,3 rouble), et 50 % de l'ensemble des médicaments produits sont fournis gratuitement<sup>368</sup>.

419. En Yougoslavie, il existe un régime d'honoraires modiques pour les services médicaux spéciaux dispensés hors des hôpitaux, des polycliniques, etc. Les travailleurs de l'industrie ont à leur charge 2,5 dinars de frais d'ordonnance, quel que soit le coût des médicaments, lorsqu'ils prennent ceux-ci en tant que malades des services de

consultation externes. Mais les travailleurs agricoles, s'ils n'appartiennent pas à certaines catégories (enfants, femmes enceintes, etc.), ont à leur charge le coût total des médicaments. Les malades atteints de maladie chronique, qu'il s'agisse de travailleurs de l'industrie ou de travailleurs agricoles, ne paient que 2,5 dinars pour des fournitures médicales en plus grande quantité.

420. Le tableau III.21 montre les progrès réalisés par les pays socialistes au cours de l'entre-deux-guerres et à l'époque actuelle en ce qui concerne l'espérance moyenne de vie. Les résultats les plus frappants ont été obtenus par les pays qui, antérieurement, étaient les moins développés, dont l'espérance de vie était à l'origine inférieure de 20 à 30 % à celle des pays occidentaux, et qui ont maintenant pratiquement atteint les niveaux en progression rapide des pays développés.

<sup>367</sup> Renseignements communiqués par le Ministère roumain de la santé, septembre 1972.

<sup>368</sup> Renseignements communiqués par le Ministère soviétique de la sécurité sociale, octobre 1972.



## Chapitre V

### LE DROIT DE LA FAMILLE, DE LA MÈRE ET DE L'ENFANT À LA PROTECTION ET À L'ASSISTANCE

421. Comme il a déjà été dit dans la première partie de la présente étude, les droits de la famille, de la mère et de l'enfant, comme les autres formes de protection sociale et d'assistance, sont considérés comme des principes constitutionnels dans les pays socialistes d'Europe orientale et sont inscrits dans la législation fondamentale (Constitution, codes du travail, etc.).

422. En Bulgarie, les articles 34 à 45 de la Constitution proclament l'égalité de droits des sexes et prévoient une protection spéciale pour les femmes pendant la grossesse, l'accouchement, l'allaitement et pendant qu'elles élèvent leurs enfants. D'autres dispositions figurent dans le Code du travail, par exemple à l'article 35 (Conditions de travail pendant la grossesse) et à l'article 60 (Congés de maternité), et dans de nombreuses autres dispositions.

423. L'article 26 de la Constitution tchécoslovaque de 1960 stipule que la maternité, le mariage et la famille sont sous la protection de l'Etat, et l'article 27 accorde l'égalité de droits et une protection spéciale à la femme. Un certain nombre de lois fondamentales [par exemple la loi n° 94/1963 (et amendement) sur la famille] contiennent des règlements plus détaillés concernant l'application de cette garantie.

424. La Constitution de l'URSS de 1936, modifiée en 1947, établit ces droits à l'article 122, qui reconnaît l'égalité des droits de l'homme et de la femme dans tous les domaines. Cet article dispose que cette égalité est garantie notamment par la protection par l'Etat des intérêts de la mère et de l'enfant, par l'aide de l'Etat aux mères de familles nombreuses et aux mères célibataires, par l'octroi de congés de grossesse avec maintien du salaire complet, par un vaste réseau de maternités, de crèches et de jardins d'enfants. A de nombreux égards, la législation soviétique dans ce domaine va considérablement au-delà des dispositions des conventions internationales que l'URSS a ratifiées.

425. Au termes de l'article 57 de la Constitution yougoslave la collectivité a le devoir de veiller tout spécialement aux intérêts de la mère et de l'enfant ainsi que des mineurs sans foyer. L'article 58, au paragraphe 3, stipule en outre que les parents ont le droit et le devoir de pourvoir à l'éducation de leurs enfants.

426. Des dispositions semblables figurent dans les Constitutions des autres pays socialistes d'Europe orientale.

#### A. — Droit de la famille à la protection et à l'assistance

427. Des primes à la naissance et des allocations familiales sont octroyées dans tous les pays socialistes d'Europe orientale.

428. En Bulgarie (où le salaire moyen était de 124 leva par mois en 1970), l'Etat verse respectivement des primes

de 20, 200 et 500 leva à la naissance du premier, du deuxième et du troisième enfant et de 20 leva à la naissance de chaque autre enfant. En outre, des allocations mensuelles de 5, 20 et 55 leva sont versées aux familles qui ont un, deux ou trois enfants de moins de 16 ans, 5 autres leva étant versés pour chaque enfant en plus. Toutes les familles dont au moins un des parents est inscrit à un régime d'assurances sociales complet, ont droit à ces allocations qui sont toutefois sujettes à réduction si le revenu total de la famille dépasse 180 leva par mois. Les travailleurs des coopératives agricoles qui ne sont pas assurés en vertu du Code du travail ne reçoivent d'allocations familiales que pour le troisième enfant. Une augmentation éventuelle de l'allocation pour le premier enfant est à l'étude. Les mères célibataires reçoivent l'allocation, même si elles ne travaillent pas, et elles ont droit à la priorité dans l'attribution de places dans les crèches et les garderies<sup>369</sup>.

429. L'Etat tchécoslovaque verse une prime de 2 000 couronnes (environ un mois de salaire moyen en 1970) à la naissance de chaque enfant et des allocations mensuelles de 90 couronnes pour le premier enfant, de 330 pour le deuxième, de 350 pour le troisième et pour le quatrième et de 240 pour le cinquième et pour tous les enfants suivants<sup>370</sup>. Pour que la famille ait droit à ces allocations, l'un des parents doit travailler au moins 20 jours par mois, et le revenu familial doit être inférieur à une certaine limite qui varie avec le nombre des enfants (3 000 couronnes par mois pour une famille avec un enfant et 3 800 pour une famille avec deux enfants). Les enfants doivent être âgés de moins de 15 ans, sauf s'ils poursuivent des études à plein temps ou s'ils sont invalides, auquel cas la limite d'âge peut aller jusqu'à 26 ans. L'allocation est réduite d'environ 50% si l'assuré combine un emploi rémunéré avec l'exploitation de ses propres terres.

430. Dans la République démocratique allemande, la prime à la naissance est de 500 mark pour le premier enfant et augmente progressivement jusqu'à 1 000 mark pour le cinquième enfant et chaque enfant suivant. Cette somme de 1 000 mark était supérieure d'un tiers environ en 1969 au salaire mensuel moyen. Les allocations familiales augmentent progressivement de 20 mark par mois pour le premier et le deuxième enfant à 70 mark par mois pour le cinquième enfant et chaque enfant suivant, à condition que ces enfants aient moins de 15 ans (ou moins de 18 ans s'ils poursuivent des études à plein temps). Tous les résidents du pays peuvent bénéficier de ces allocations, mais les personnes travaillant à leur compte n'y ont pas droit pour les trois premiers enfants, à moins que leur

<sup>369</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires; et renseignements communiqués par l'Institut bulgare de sécurité sociale et de santé publique, septembre 1972.

<sup>370</sup> E/CN.4/1023/Add.4, p. 24.

revenu ne soit inférieur à une certaine limite fixée par la loi.

431. En Hongrie, la mère reçoit une prime de 800 forint (soit 36,3 % du salaire mensuel moyen en 1971), pour chaque naissance, et une indemnité pour l'achat de la layette. En outre, la famille a droit à une allocation familiale mensuelle de 300 forint pour le deuxième enfant, de 510 pour le troisième et de 270 pour le quatrième et pour chacun des enfants suivants. Les mères célibataires reçoivent l'allocation pour le premier enfant, mais l'allocation est moindre pour le second enfant. Les travailleurs des coopératives agricoles ont des barèmes différents, et les ouvriers agricoles des exploitations privées et les travailleurs à temps partiel ne bénéficient pas du régime. En 1971, plus de 700 000 familles recevaient des allocations familiales d'une moyenne de 244 forint par mois pour les travailleurs des coopératives agricoles et de 338 forint par mois pour les autres travailleurs, ce qui représente une augmentation de près d'un quart du nombre des bénéficiaires depuis 1960, et une augmentation de près des deux tiers de l'allocation moyenne des travailleurs admis au bénéfice de ce régime. Dans le cas des travailleurs des coopératives agricoles toutefois, l'augmentation moyenne n'a été que de 7 %<sup>371</sup>. Il est reconnu que ces allocations ne représentent qu'un faible pourcentage de ce qu'il en coûte pour élever un enfant<sup>372</sup>, mais le régime de prestations de maternité institué depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1967 représente une certaine amélioration à cet égard.

432. En Pologne les travailleurs reçoivent des allocations familiales mensuelles de 70 zlotych pour le premier enfant, de 175 pour le second, de 310 pour le troisième, et de 150 pour le quatrième et chaque enfant suivant. Le salaire mensuel moyen étant d'environ 2 600 zlotych (1971)<sup>373</sup>, ces allocations représentent pour une famille moyenne avec trois enfants un supplément d'environ 21 % du salaire du père. Toutefois ce taux est relevé d'environ 50 % pour les familles dont le revenu moyen est inférieur à 1 000 zlotych par personne, et un supplément de 32,5 zlotych est ajouté au total. A ces allocations s'ajoutent 37,5 zlotych par mois pour la mère au foyer et pour les épouses de plus de 50 ans ou invalides. Les allocations sont payables pour tous les enfants à charge de moins de 16 ans (de moins de 24 ans s'ils poursuivent des études à plein temps).

433. La Roumanie verse une prime à la naissance de 1 000 lei pour le troisième enfant et pour chaque enfant suivant. Cette somme est égale au salaire minimal légal introduit en 1972. En outre, l'Etat verse également des allocations aux familles ayant un revenu mensuel inférieur à 1 500 lei; ces allocations sont de 150 lei par mois pour le premier enfant, de 160 pour le second et de 180 pour le troisième et pour chaque enfant suivant. Les familles rurales et les familles dont le revenu est supérieur à 1 500 lei par mois ont droit à des allocations réduites. Les prestations sont versées par l'employeur pour le compte du Ministère à son personnel régulier et aux travailleurs des coopératives de production et des fermes collectives pour les enfants de moins de 14 ans (de moins de 18 ans

s'ils sont frappés d'incapacité totale). Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1971, les allocations pour enfants ont augmenté en moyenne de 26,5 % par rapport au niveau précédent<sup>374</sup>.

434. Le régime soviétique d'allocations familiales a été inauguré en 1936; à l'origine ces allocations n'étaient versées qu'à partir du septième enfant. En 1944 ces dispositions ont été modifiées; des primes à la naissance ont été accordées à partir du troisième enfant et des allocations mensuelles ont été versées à partir du quatrième enfant. Ces allocations et ces primes ont été réduites de moitié en 1948 et sont apparemment restées au même niveau pendant au moins 20 ans, bien que le salaire nominal ait presque doublé. Les barèmes en vigueur en 1956 pour les primes à la naissance allaient de 20 roubles pour le troisième enfant à 250 roubles pour le dixième et les enfants suivants et, pour les allocations mensuelles, de 4 roubles pour le quatrième enfant à 15 roubles pour le dixième enfant et les enfants suivants, payables du premier au cinquième anniversaire de chaque enfant. En 1956, les primes représentaient environ 27 % du salaire mensuel moyen de l'époque (pour le troisième enfant) et augmentaient progressivement pour atteindre 12 fois ce montant pour le dixième enfant. Les allocations mensuelles correspondaient à environ 5,5 % du salaire mensuel moyen (pour le quatrième enfant) et atteignaient plus de 20 % du salaire mensuel pour le dixième enfant<sup>375</sup>.

435. Les mères célibataires reçoivent des allocations mensuelles pour tous les enfants de la naissance jusqu'à l'âge de 12 ans. Le barème en vigueur en 1956 était d'environ 6,7 % du salaire mensuel moyen pour un enfant, 10 % pour deux enfants et 13,3 % pour trois enfants et plus<sup>376</sup>. Toutefois, ces privilèges ne sont pas accordés aux mères célibataires qui vivent avec le père de leurs enfants ou qui se marient par la suite.

436. A partir de 1974, il est prévu de payer des allocations mensuelles supplémentaires aux familles dont le revenu mensuel moyen est inférieur à 50 roubles par personne<sup>377</sup>.

437. En Yougoslavie, les travailleurs et les membres de certaines professions libérales ont droit à des allocations familiales mensuelles selon un barème allant de 32 dinars pour le premier enfant à 17 dinars à partir du cinquième enfant de moins de 15 ans (ou de moins de 26 ans s'il poursuit des études à plein temps). Une famille moyenne de trois enfants ayant droit aux prestations complètes recevrait 90 dinars par mois, soit un peu moins de 8 % du revenu net moyen par personne en 1970. Ce taux est toutefois réduit pour les familles dont le revenu imposable dépasse certaines limites et celles qui se trouvent dans les catégories les plus élevées ne reçoivent que 25 % des prestations mentionnées plus haut.

## B. — Droit de la mère à une assistance et à des soins spéciaux

438. En Bulgarie, la loi défend aux employeurs<sup>378</sup> de licencier des femmes parce qu'elles sont enceintes, ou de

<sup>371</sup> Renseignements communiqués par le Bureau central de statistique de Hongrie, septembre 1972; et Hongrie, Bureau central de statistique, *Statistical Pocket Book of Hungary*, 1972, Budapest, Statistical Publishing House, 1972, p. 255 et 256.

<sup>372</sup> Selon certaines estimations, cette proportion ne serait que de 20 % (Hongrie, Bureau central de statistique, *Hungary Today*, Budapest, 1970, p. 156).

<sup>373</sup> Réponse de la Pologne aux questionnaires.

<sup>374</sup> Conférence des ministres européens responsables de la protection sociale, La Haye (Pays-Bas), 22-26 août 1972, « Analyse des déclarations présentées par les gouvernements et les organisations internationales » (E/CONF.64/5), par. 46.

<sup>375</sup> *Sotsial'noe obespechenie v SSSR* [La sécurité sociale en URSS], Moscou, Publications juridiques, 1962, p. 180.

<sup>376</sup> *Ibid.*

<sup>377</sup> Réponse de l'URSS aux questionnaires.

<sup>378</sup> Article 35 du Code du travail bulgare.

changer leurs conditions de travail entre le quatrième et le huitième mois de la grossesse. Ils ne peuvent pas non plus refuser de l'emploi à une femme pour le seul motif qu'elle est enceinte<sup>379</sup>. D'autre part, ils sont obligés de donner après le quatrième mois de la grossesse, à une femme affectée à un travail pénible, un travail plus léger, sans réduction du salaire.

439. Selon l'article 60 du Code du travail, les femmes qui travaillent ont droit à un congé entièrement payé de 120, 150 et 180 jours respectivement pour la naissance du premier, du deuxième et du troisième enfant, et de 120 jours pour la naissance du quatrième enfant et de chaque enfant suivant; 45 de ces jours de congé peuvent être pris avant l'accouchement. En outre, des congés sans salaire de 8 à 12 mois (selon le nombre d'enfants que compte déjà la famille) peuvent être accordés aux femmes qui désirent rester plus longtemps chez elles après la naissance d'un enfant, sans perte de ses droits à la pension ou d'autres droits. Ces droits sont octroyés à toutes les mères, qu'elles travaillent dans l'industrie ou dans les fermes coopératives, à condition qu'elles aient eu trois mois consécutifs d'emploi avant la grossesse. Les mères ayant des enfants de moins de 3 ans ont droit à 45 jours de congé entièrement payé pour s'occuper des enfants en cas de maladie<sup>380</sup>.

440. Comme il a été indiqué ci-dessus au paragraphe 428, les primes à la naissance sont de 20 leva pour le premier et le quatrième enfant ainsi que tous les enfants suivants, de 200 leva pour le deuxième et de 500 leva pour le troisième enfant<sup>381</sup>.

441. En Tchécoslovaquie, les prestations de maternité ont été mises en vigueur à l'origine par la loi n° 154 de 1969 (Code du travail). Cette loi a été modifiée par la loi n° 107 de 1971, qui est entrée en vigueur le 20 octobre 1971. Selon ces lois, les prestations de maternité sont payables aux femmes qui ont été inscrites au régime d'assurance au moins 270 jours pendant les deux années précédant l'accouchement; elles sont également payables six mois après la cessation de leur emploi. Les prestations sont de 500 couronnes par mois pour un enfant, 800 couronnes pour deux enfants et 1 200 couronnes pour trois enfants de moins de 2 ans. En outre, la loi n° 88 de 1968 prévoit des indemnités compensatrices pour les femmes enceintes et les mères jusqu'à la fin du neuvième mois qui suit l'accouchement, si, par suite de la grossesse et de la maternité, elles ont dû être mutées à un emploi moins bien rémunéré que celui qu'elles exerçaient auparavant. Une aide financière est également payable pendant les 26 semaines du congé de maternité qui commence en général 4 semaines avant la date prévue pour l'accouchement. L'aide financière représente 75 à 90 % du salaire net (selon la durée de l'emploi continu dans la même entreprise); elle ne peut être inférieure à 16 couronnes ni supérieure à 120 couronnes par jour. Ces montants peuvent toutefois être réduits de 40 à 60 % pendant les quatre dernières semaines du congé de maternité. Aux termes d'une ordonnance de 1971, une prime de 2 000 couronnes est versée lorsqu'une travailleuse ou un membre de la famille d'un travailleur donne naissance à un enfant. Selon la même ordonnance et une autre ordonnance de la même année, les dispositions réglementant le régime de sécurité sociale des travailleurs

des coopératives agricoles et des personnes travaillant à leur propre compte ont été modifiées dans le même sens<sup>382</sup>.

442. Dans la République démocratique allemande, les prestations de maternité en espèces sont payables aux travailleuses qui étaient assurées pendant six mois au cours de la dernière année ou pendant 10 mois pendant les deux dernières années. La prime est égale à 100 % du salaire payable pendant les six semaines précédant l'accouchement et les huit semaines qui le suivent. Il est également prévu un versement de 50 mark pour la layette et une prime d'allaitement de 10 mark par mois, en plus de la prime normale de maternité qui est de 500 mark pour la première naissance (et qui augmente progressivement jusqu'à 1 000 mark pour la cinquième naissance et chaque naissance suivante).

443. En Hongrie, l'Etat verse des prestations de maternité équivalent à 100 % du salaire pendant une période d'un total de 20 semaines précédant et suivant l'accouchement, à condition que la mère ait été employée pendant neuf mois au cours des deux dernières années (lorsqu'elle n'a été employée que six à huit mois les prestations sont réduites de moitié). Les 20 semaines de congé de maternité peuvent commencer à n'importe quel moment pendant la grossesse, au choix de l'intéressée, mais il est envisagé de rendre obligatoire un congé de quatre semaines avant l'accouchement<sup>383</sup>. Ces prestations s'ajoutent à la prime de 500 à 700 forint payables à chaque naissance.

444. Le 1<sup>er</sup> janvier 1967, la Hongrie a mis en vigueur un nouveau système d'allocations pour enfants en bas âge qui a été sensiblement développé et amélioré en 1969. Selon ce système, une allocation de 600 forint par mois est versée aux mères qui restent au foyer pour s'occuper de l'enfant à partir de la fin du congé de maternité jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de trois ans. Cette allocation est payée pour chaque enfant de moins de trois ans. La législation garantit que la mère pourra reprendre son ancien emploi lorsque la période de trois ans sera écoulée, à condition toutefois qu'elle n'ait pas eu d'autres sources de revenu. C'est probablement à cause de cette condition que le nombre de mères qui se sont prévaluées de cette possibilité n'est pas aussi grand qu'on aurait pu le prévoir. Etant donné l'augmentation de l'indice des prix à la consommation depuis que ces allocations ont été mises en vigueur, le coût de l'entretien des jeunes enfants est probablement supérieur aux prestations prévues par la loi. Le nombre des bénéficiaires d'allocations pour enfants en bas âge n'était que de 92 000 en 1968 et de 144 000 l'année suivante. Selon une des sources<sup>384</sup>, ce chiffre ne représenterait que 75 % des personnes ayant droit à cette allocation. Toutefois, ce chiffre a atteint 167 000 en 1970 et 178 000 en décembre 1971<sup>385</sup>.

445. En Pologne, jusqu'en juillet 1972, les travailleuses qui avaient été employées pendant quatre mois au moins au cours de la dernière année avaient droit à des prestations de maternité égales à leur salaire normal pendant 13 semaines, dont deux semaines au moins devant être prises avant l'accouchement. Elles avaient également droit à un litre de lait par jour (ou son équivalent en espèces) pen-

<sup>382</sup> E/CN.4/1023/Add.4, p. 24 et 25.

<sup>383</sup> Renseignements communiqués par le Ministère hongrois de la santé, septembre 1972.

<sup>384</sup> *Népszabadság*, 14 août 1969.

<sup>385</sup> Hongrie, Bureau central de statistique, *Statistical Pocket Book of Hungary, 1972*, Budapest, Statistical Publishing House, 1972, p. 257.

<sup>379</sup> Paragraphe 1 de l'article 119 du Code du travail bulgare.

<sup>380</sup> Renseignements communiqués par l'Institut bulgare de sécurité sociale et de santé publique, septembre 1972.

<sup>381</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires.

dant 12 semaines après cessation du versement des prestations de maternité. En outre, selon une résolution du Conseil des ministres en date du 24 mai 1968, les mères qui avaient été employées pendant 12 mois ou plus avaient droit à une année de congé non payé à la suite de leur congé de maternité payé et avaient le droit d'être réintégrées dans leur ancien emploi à la fin de cette période<sup>386</sup>. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1972, le congé de maternité payé a été porté à 16 semaines pour le premier enfant et à 18 semaines pour chacun des enfants suivants, et la période facultative de congé non payé a été portée d'un à trois ans. En même temps, chaque travailleuse a obtenu le droit de prendre jusqu'à 60 jours de congé entièrement payé par an pour s'occuper d'un ou de plusieurs enfants en cas de maladie (antérieurement elle ne pouvait prendre à ce titre que 30 jours par an)<sup>387</sup>.

446. Le Code du travail roumain prescrit<sup>388</sup> l'affectation à des travaux légers des femmes enceintes, ainsi que des périodes de repos prolongées obligatoires pendant le travail pour les mères qui allaitent. Des prestations de maternité d'un montant de 50 à 85 % du salaire normal, selon la durée du service (et de 94 % du salaire pour le troisième enfant et les enfants suivants, quelle que soit la durée du service) sont payables pendant une période allant jusqu'à 52 jours avant l'accouchement et 60 jours après. Ces prestations sont payables à toutes les mères même si elles n'ont pas été employées pendant la période minimale prescrite pour l'assurance.

447. En URSS, la durée légale des congés de maternité payés est de 112 jours, dont 56 sont pris en principe avant l'accouchement et 56 après. Dans le cas des naissances difficiles ou multiples, la seconde de ces périodes est portée à 70 jours et, depuis 1966, ces 56 jours de congé sont également accordés aux femmes qui adoptent des enfants dans des maternités<sup>389</sup>. Conformément aux décisions du vingt-quatrième Congrès du parti, les allocations versées pendant cette période sont égales à 100 % du salaire normal de la femme, quelle que soit la durée de service préalable. En outre, l'intéressée peut demander un congé non payé à partir de la fin du congé de maternité jusqu'à ce que l'enfant ait atteint un an, sans perte d'avantages et avec maintien dans l'emploi<sup>390</sup>. Il existe également des primes en espèces pour les layettes et les aliments pour bébés lorsque le revenu de la famille est inférieur à un certain niveau minimal. Ces prestations s'ajoutent à la prime à la naissance de 20 roubles, qui est versée à partir du troisième enfant et qui atteint 100 roubles pour le sixième et 250 roubles pour le onzième enfant et les enfants suivants. Les allocations familiales ne sont toutefois accordées qu'à partir du quatrième enfant.

448. Selon les dernières statistiques, les dépenses imputables au budget de l'Etat au titre des versements en espèces pour congés de maternité, primes à la naissance, layette et aliments pour bébés (y compris les paiements aux mères célibataires) sont passées de 542 millions de roubles en 1950 à plus de 1 300 millions de roubles en 1970, sans

compter d'autres prestations atteignant un million de roubles versées à des fins semblables par les assurances sociales centralisées et les caisses de kolkhozes. Le nombre des mères bénéficiant des allocations familiales (c'est-à-dire ayant quatre enfants ou plus) est passé de 3 079 000 à 3 211 000 pendant la même période<sup>391</sup>.

449. Les femmes enceintes sont protégées par une législation spéciale qui interdit à l'employeur de leur refuser un emploi pour le seul motif qu'elles sont enceintes et de les affecter à des équipes de nuit, de leur imposer un travail supplémentaire et de les affecter à des tâches qui les tiendraient éloignées de leur foyer. Elles doivent être affectées à des travaux légers et ne peuvent être astreintes à porter de lourdes charges. En outre, les femmes ayant des enfants de moins de huit ans ne peuvent être affectées à des tâches qui les éloignent de leur foyer ni astreintes à des heures supplémentaires sans leur consentement.

450. Les femmes ayant de jeunes enfants sont également exemptes du travail de nuit et elles ont le droit de travailler à temps partiel sans perdre le bénéfice de leur ancienneté de service ou de leur classe de compétence<sup>392</sup>.

451. Des dispositions semblables sont applicables dans les Républiques de l'Union soviétique<sup>393</sup>.

452. En Yougoslavie, les prestations de maternité sont payables à toutes les travailleuses qui sont membres de coopératives artisanales ou de pêche, aux étudiants, aux membres de certaines professions libérales, quelle que soit la durée de leur service. La loi de 1969 fixe la prestation à 80 % du salaire normal. Ce taux peut atteindre 100 % si la grossesse est précédée d'une période continue de six mois ou d'un total de 12 mois d'assurance. Les prestations sont payables pour une durée de 105 jours, dont 45 avant l'accouchement. En outre, à chaque naissance, la femme reçoit 80 dinars ou une layette.

453. La Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations, de l'OIT, a exprimé une certaine inquiétude devant le fait que les rapports du Gouvernement yougoslave indiquent que le travail de nuit accompli par des femmes a augmenté entre 1967 et 1970 et que le nombre de ces femmes est passé de 35 500 à 50 000 pendant ces deux années<sup>394</sup>.

### C. — Droit des enfants et des adolescents à une assistance et à des soins spéciaux

454. La très forte proportion de main-d'œuvre féminine dans la plupart des pays socialistes d'Europe orientale pose certains problèmes concernant les effets de cette situation sur la famille. Un sondage portant sur 250 000 familles soviétiques effectué en 1967<sup>395</sup> a révélé que plus de 70 % des femmes de plus de 16 ans avaient un emploi à plein temps et que ce pourcentage atteignait 75 % dans les zones urbaines. Au cours des années 60, on a enregistré

<sup>391</sup> *Vestnik statistiki* [Bulletin statistique], Moscou, 1972, n° 1, p. 91 et 92.

<sup>392</sup> Réponse de l'URSS aux questionnaires.

<sup>393</sup> Réponses des RSS de Biélorussie et d'Ukraine aux questionnaires.

<sup>394</sup> OIT, Conférence internationale du Travail, cinquante-septième session, *Rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations*, rapport III, partie 4A, vol. A : *Rapport général et observations concernant certains pays*, Genève, BIT, 1972, p. 175.

<sup>395</sup> URSS, Bureau central de statistique du Conseil des ministres de l'URSS, *Jenchtchiny i deti v SSSR* [Les femmes et les enfants en URSS], Moscou, Statistika, 1969, p. 111.

<sup>386</sup> E/CN.4/1011/Add.1, p. 41.

<sup>387</sup> Z. Bajszczak et M. Winiewski, *Problèmes de la protection sociale des travailleurs en République populaire de Pologne*, Varsovie-Genève, Institut de recherche sur l'économie du travail, Ministère du travail, des salaires et des affaires sociales, juin 1972, p. 16.

<sup>388</sup> Conférence des ministres européens responsables de la protection sociale, La Haye (Pays-Bas), 22-26 août 1972, « Analyse des déclarations présentées par les gouvernements et les organisations internationales » (E/CONF.64/5), par. 46.

<sup>389</sup> Réponse de l'URSS aux questionnaires.

<sup>390</sup> Réponse de l'URSS aux questionnaires.

une brusque tendance à la diminution de nombre des femmes restant au foyer et des femmes exploitant des terres privées (17,9 millions en 1959, 5,9 millions en 1970), cette tendance étant surtout motivée par le désir de participer au travail collectif, de se libérer de la dépendance matérielle par rapport au mari et, dans une moindre mesure, d'accroître le revenu familial<sup>396</sup>. Il y a lieu de présumer que la participation des femmes à l'emploi productif sera bientôt la règle générale<sup>397</sup>.

455. Dans ces conditions, la qualité et l'intensité des soins donnés aux jeunes enfants dépendront de plus en plus de l'équipement des foyers en matériel permettant de réduire les tâches ménagères, ainsi que de l'établissement de crèches et de jardins d'enfants pour veiller sur les jeunes enfants pendant que le père et la mère sont au travail.

456. En URSS, des progrès considérables ont été réalisés dernièrement pour ce qui est d'accorder à la femme qui travaille plus de temps libre et d'améliorer les moyens permettant d'alléger les tâches domestiques. La récente adoption de la semaine de travail de cinq jours représente, pour la majorité des travailleurs, une économie de 70 à 80 heures et un supplément de 100 jours de liberté par an. Les services tels que livraison à domicile des provisions, livraison de repas, blanchisseries, services de nettoyage, etc. ont doublé de volume au cours du huitième Plan quinquennal et même triplé dans les régions rurales, alors que la production de biens de consommation durables permettant d'épargner du travail domestique a augmenté de 80 %. En outre, le nombre des places à plein temps dans les établissements préscolaires a augmenté de 2 millions et demi pour atteindre un total de plus de 9 millions en 1970, tandis que dans les régions rurales 5 millions d'enfants étaient admis dans des crèches sur une base saisonnière. Dans certaines villes et centres urbains, les moyens sont suffisants pour répondre à la demande à cet égard<sup>398</sup>. Une autre source indique que dès 1966, 71 % des enfants d'âge préscolaire dont les mères travaillaient étaient confiés aux soins d'institutions de ce genre dans les zones urbaines et 61 % dans les régions rurales. Ces chiffres toutefois proviennent d'une enquête par sondage<sup>399</sup>. Il existe en outre des groupes scolaires où les enfants plus âgés restent après les heures d'école pour leurs repas et une surveillance générale, à la demande de leurs parents. En 1966, on a indiqué que ces groupes comptaient 4 millions d'enfants. Les parents paient de 5 à 12 roubles pour les services d'un jardin d'enfants<sup>400</sup>.

457. Dans les autres pays socialistes d'Europe orientale, on rencontre une grande variété de formules en ce qui concerne la garde des enfants d'âge préscolaire.

458. En Bulgarie, 8 % environ de tous les enfants de moins de 3 ans sont placés dans des crèches, au jour ou à la semaine; dans les zones urbaines, la proportion atteint 14 à 15 %; dans les régions rurales elle est nettement moins grande. Les jardins d'enfants accueillent 67,8 % des enfants de 3 à 7 ans (dont 21,4 % pour la journée entière)<sup>401</sup>.

<sup>396</sup> Réponse de l'URSS aux questionnaires.

<sup>397</sup> Le taux de participation des femmes en âge de travailler était de 92 % en Bulgarie (1969), de 97,7 % en Pologne (1968) et de 84,8 % en URSS (1970) [réponses au questionnaire de l'ONU, 1972].

<sup>398</sup> Réponse de l'URSS aux questionnaires.

<sup>399</sup> URSS, Bureau central du Conseil des ministres de l'URSS, *Jenchtchiny i deti v SSSR* [Les femmes et les enfants en URSS], Moscou, Statistika, 1969, p. 126.

<sup>400</sup> Renseignements communiqués par un organe gouvernemental soviétique, octobre 1972.

<sup>401</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires.

459. Etant donné qu'environ 90 % de toutes les femmes ayant des enfants d'âge préscolaire sont employées à plein temps, il paraît hautement souhaitable de développer toutes les formes d'éducation publique préscolaire. Dans le cadre du Plan quinquennal 1970-1975, il est prévu de doubler le nombre de places dans les crèches pour les enfants en bas âge afin qu'en 1975 la proportion des enfants de moins de 3 ans placés dans ces crèches puissent passer de 8 à 25 %. Actuellement, les parents paient environ de 20 à 30 % du coût effectif des crèches, selon un barème fondé sur le revenu des parents, le tarif moyen étant d'environ 20 leva par enfant et par mois<sup>402</sup>.

460. Le nombre total de lits dans les pouponnières est passé de 725 000 à 1 047 000 pendant les années 60; en 1969, 45 % de ces lits se trouvaient dans des pouponnières permanentes (y compris les sanatoriums d'enfants) et 55 % dans des établissements de type saisonnier<sup>403</sup>.

461. En Tchécoslovaquie, le nombre de lits dans les pouponnières est passé de 41 000 à environ 66 000 de 1960 à 1970, 8 400 de ces lits étaient situés dans des usines ou rattachés à une usine (en 1970). Le nombre des puéricultrices a doublé pendant la même période<sup>404</sup>.

462. En Hongrie, le nombre des pouponnières a augmenté de près de 30 % de 1960 à 1971, tandis que le nombre de places permanentes augmentait de 40 %. En 1971 toutefois, 9,3 % de tous les enfants susceptibles d'être admis à l'école maternelle ont pu trouver des places (la proportion à Budapest était de 22,3 % et dans le reste du pays de 7,1 %)<sup>405</sup>. La situation des groupes d'âge supérieurs admis dans les jardins d'enfants était nettement meilleure puisque 59 % d'entre eux ont trouvé des places en 1971<sup>406</sup>. Les parents paient, proportionnellement à leur revenu, des montants variant de 1 à 3 forint par jour pour les familles à faible revenu et de 25 à 30 forint par jour pour ceux dont les revenus sont les plus élevés<sup>407</sup>.

463. En Pologne, le nombre de places dans les crèches permanentes et dans les pouponnières est passé de 57 100 à 73 000 de 1960 à 1971. En outre, en 1971, 511 400 enfants ont trouvé des places dans des pouponnières (dont trois quarts environ dans les zones urbaines), et 147 600 ont été placés dans des jardins d'enfants dans les régions rurales<sup>408</sup>. Ce chiffre représente un accroissement de plus de 44 % depuis 1960. Plus de 35 % des enfants d'âge préscolaire ont été inscrits dans des écoles maternelles ou des jardins d'enfants en 1967-1968<sup>409</sup>.

464. En Roumanie, l'éducation préscolaire est assurée dans des crèches pour les enfants de moins de 3 ans et dans des jardins d'enfants pour les enfants de 3 à 6 ans. Les places dans les crèches, au jour ou à la semaine, sont payées par les parents selon un barème fixé proportionnellement au revenu, avec un maximum de 70 lei par enfant et par mois. En 1972, les jardins d'enfants, où

<sup>402</sup> Renseignements communiqués par l'Institut bulgare de sécurité sociale et de santé publique, septembre 1972.

<sup>403</sup> Bulgarie, *Statistical Pocket Book*, 1970, p. 129.

<sup>404</sup> *Czechoslovakia Statistical Abstract* 1971, Prague, p. 117.

<sup>405</sup> Hongrie, Bureau central de statistique, *Statistical Pocket Book of Hungary*, 1972, Budapest, Statistical Publishing House, 1972, p. 269 et 280.

<sup>406</sup> *Ibid.*

<sup>407</sup> Renseignements communiqués par le Ministère hongrois de la santé, septembre 1972.

<sup>408</sup> Réponse de la Pologne aux questionnaires.

<sup>409</sup> ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.IV.13), p. 108.

l'éducation est gratuite, ont accueilli 45,6 % des enfants admissibles (en 1938, la proportion était de 6,4 %); il est envisagé de porter cette proportion à 64,5 % en 1975 et à plus de 80 % en 1980. Le but final est d'offrir une éducation préscolaire à tous les enfants<sup>410</sup>.

465. En Yougoslavie, les crèches qui accueillent des enfants de moins de 3 ans sont entièrement financées par des fonds sociaux et ne coûtent rien aux parents. Quant aux jardins d'enfants pour les enfants âgés de 4 à 6 ans, les parents paient un montant calculé en fonction de leur revenu pour la nourriture et autres facilités, mais le coût de la surveillance et des soins est assumé par la collectivité. La proportion des enfants de moins de 7 ans dans les deux types d'établissements préscolaires est encore assez faible (on a indiqué 6,8 % en 1971). A la campagne, cette proportion est encore plus faible, mais dans certaines régions, notamment des petites villes de la Vojvodina, elle atteint jusqu'à 80 %<sup>411</sup>.

466. Tous les pays socialistes d'Europe orientale accordent une assistance et une protection spéciales aux jeunes qui se préparent à entrer sur le marché du travail et aux jeunes travailleurs dans les premières phases de leur carrière.

467. Le Code fondamental du travail de l'URSS, par exemple, interdit l'emploi d'enfants de moins de 16 ans. Dans des cas exceptionnels, cependant, des adolescents de 15 ans et plus peuvent être employés avec le consentement du comité d'entreprise ou du comité syndical. Le Code interdit également d'employer des adolescents de moins de 18 ans à des travaux pouvant être préjudiciables à leur santé, à des travaux dangereux ainsi qu'à des travaux souterrains. En fait, les travailleurs de moins de 18 ans ne peuvent être engagés qu'après avoir subi des examens médicaux qui doivent être répétés chaque année jusqu'à l'âge de 18 ans; ils sont exemptés du travail supplémentaire et du travail de nuit. Ils ne travaillent que 6 heures par jour et 36 heures par semaine (24 heures s'ils ont moins de 16 ans) et ils ont droit à un mois de congé par an.

468. Le salaire des ouvriers de moins de 18 ans doit être égal à celui des adultes accomplissant le même travail, malgré le nombre d'heures moindre. Dans le cas de travaux aux pièces, le salaire doit être complété de façon à atteindre le total qui serait payé si l'intéressé travaillait toute la journée.

469. Les entreprises et autres employeurs de l'URSS se voient assigner certains contingents pour l'emploi ou la formation de jeunes qui sont sur le point de quitter des écoles d'enseignement général, commercial ou technique ainsi que d'autres jeunes de moins de 18 ans. Ces contingents sont établis conformément à des plans annuels et à moyen terme établis par les gouvernements des Républiques conformément au programme d'enseignement et au nombre des élèves qui sortent des écoles.

470. Les jeunes diplômés d'écoles spécialisées secondaires et supérieures sont obligés par la loi de travailler au

moins 3 ans au lieu ou aux lieux de travail qui leurs sont assignés par la commission de placement individuel des jeunes spécialistes dont ils relèvent. La commission, qui est présidée par le directeur de l'école, est tenue de prendre en considération les objections des intéressés, mais elle peut passer outre si elle le juge bon.

471. Les membres des Jeunesses communistes (*Komsomol*), les jeunes qui répondent aux « appels sociaux » (*obchchestvenny prizyv*) peuvent demander à participer à des travaux d'importance nationale dans des régions éloignées<sup>412</sup>. La loi met l'accent sur le caractère facultatif de ces recrutements.

472. La loi interdit de licencier des jeunes de moins de 18 ans, sauf en cas de réduction générale du personnel ou de double emploi dans l'entreprise. Un jeune travailleur ne peut être licencié qu'avec l'approbation de la commission locale chargée des questions relatives aux mineurs au niveau du district ou de la ville. Le licenciement pour des motifs de double emploi, d'incompétence, de santé ou pour tout autre motif admissible doit être accompagné de l'offre d'un nouvel emploi dans une autre entreprise ou institution.

473. Des dispositions semblables s'appliquent dans les Républiques de l'Union soviétique<sup>413</sup>.

474. En Bulgarie, l'emploi (de même que le travail de nuit) de personnes de 15 à 16 ans doit faire l'objet d'une approbation spéciale des inspecteurs du travail, et un jeune de moins de 18 ans ne peut pas être employé à des tâches pénibles ou ayant des effets préjudiciables à sa santé. Une personne de moins de 18 ans ne peut pas être engagée sans avoir subi auparavant un examen médical approfondi. Les heures de travail pour les jeunes de moins de 16 ans sont limitées à 6 heures par jour<sup>414</sup>.

475. En Hongrie, la journée de travail de 6 heures est prévue pour les jeunes de moins de 18 ans qui ont droit également à un mois de congé par an. En 1971, il y avait encore 24 000 personnes de 14 ans travaillant dans l'économie nationale. Toutefois, la loi limite leurs heures de travail à 4 heures par jour, jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de 16 ans. La loi défend d'employer des enfants de moins de 14 ans et de faire travailler de nuit des jeunes de moins de 18 ans<sup>415</sup>.

476. En Roumanie, une journée de 6 heures et une semaine de 36 heures ainsi qu'un congé annuel payé de 24 jours sont prévus pour les travailleurs de moins de 18 ans<sup>416</sup>.

477. Des privilèges semblables sont accordés aux jeunes travailleurs dans d'autres pays socialistes d'Europe orientale.

<sup>412</sup> Renseignements communiqués par un organe gouvernemental soviétique, octobre 1972.

<sup>413</sup> Réponses des RSS de Biélorussie et d'Ukraine aux questionnaires.

<sup>414</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires.

<sup>415</sup> Renseignements communiqués par le Bureau central de statistique de Hongrie, septembre 1972.

<sup>416</sup> Renseignements communiqués par le Ministère roumain du travail, octobre 1972.

<sup>410</sup> Renseignements communiqués par le Ministère roumain de l'éducation, octobre 1972.

<sup>411</sup> Renseignements communiqués par l'Institut fédéral yougoslave de recherche sur l'éducation, septembre 1972.



## Chapitre VI

### LE DROIT À L'ÉDUCATION

478. Les dispositions des Constitutions des pays socialistes d'Europe orientale en ce qui concerne le droit à l'éducation sont claires et d'application universelle.

479. Aux termes de l'article 121 de la Constitution de l'URSS de 1936, modifiée en 1947, tous les citoyens ont droit à l'éducation. Ce droit est assuré par l'enseignement primaire universel et obligatoire, gratuit jusqu'à la septième année comprise (soit généralement jusqu'à 14 ans) et par un système de bourses d'Etat pour les étudiants des établissements d'enseignement supérieur qui ont obtenu des résultats satisfaisants. L'article 122 assure aux femmes des droits égaux à ceux des hommes en ce qui concerne l'éducation. Les Constitutions des Républiques de l'URSS donnent les mêmes garanties, les méthodes d'application étant énoncées dans la législation qui en découle<sup>417</sup>.

480. Dans la RSS de Biélorussie, les lois fondamentales dans ce domaine sont celles du 8 avril 1959 sur une meilleure adaptation de l'école à la vie et sur le développement du système d'instruction publique biélorussien, du 21 avril 1970 sur la transformation des écoles d'enseignement général en vue de l'enseignement systématique des principes de la science à partir de la quatrième année, et du 28 juin 1972 sur l'universalisation de l'enseignement secondaire pour la jeunesse de la RSS de Biélorussie<sup>418</sup>.

481. Aux termes de l'article 45 de la Constitution bulgare, les citoyens ont droit à l'enseignement gratuit dans les établissements d'Etat (l'enseignement primaire étant obligatoire) et l'Etat doit instaurer les conditions nécessaires pour que l'enseignement secondaire soit universel, créer un milieu favorable à l'enseignement en général et octroyer des facilités financières pour les études sous la forme d'allocations et de bourses. Les citoyens qui ne sont pas d'origine bulgare ont le droit de faire leurs études dans leur propre langue, mais l'étude du bulgare est obligatoire. La Constitution précise en outre que l'enseignement doit être fondé sur les réalisations de la science moderne et sur l'idéologie marxiste-léniniste<sup>419</sup>.

482. Les mêmes principes sont appliqués dans les autres pays socialistes de l'Europe orientale.

#### A. — Droit à l'enseignement primaire gratuit

483. L'enseignement obligatoire et gratuit va actuellement beaucoup plus loin que le niveau primaire dans tous

les pays socialistes d'Europe orientale. Le tableau III.22 donne un aperçu général de la situation dans ces pays sur le plan juridique et en ce qui concerne l'enseignement général (c'est-à-dire autre que l'enseignement professionnel) du premier et second degré qui, sans correspondre exactement à la période de scolarité obligatoire, s'en rapproche beaucoup. Les chiffres correspondants pour trois pays occidentaux ont été donnés à titre comparatif.

484. On constate qu'il n'y a pas beaucoup de différence dans le nombre d'élèves par millier d'habitants entre les pays d'Europe orientale et les pays d'Europe occidentale mais que dans ces deux régions les chiffres sont nettement inférieurs à ceux des Etats-Unis d'Amérique. Dans tous les pays étudiés, à part la Bulgarie, la Tchécoslovaquie et la Hongrie, ce chiffre a légèrement augmenté au cours des 10 dernières années. Le rapport élèves/enseignants est également du même ordre de grandeur dans les pays d'Europe orientale et les pays occidentaux mentionnés (y compris les Etats-Unis d'Amérique); il semble avoir augmenté dans tous ces pays au cours des 10 dernières années, sauf en URSS où il était au niveau optimal au début de la période considérée et où il est resté à peu près stable pendant les années 60.

485. En URSS, l'enseignement primaire proprement dit est dispensé aux enfants de 7 à 11 ans. Il peut être donné soit dans les écoles primaires réservées aux enfants de cet âge, soit dans les quatre premières classes des écoles secondaires comportant 7, 8 ou 10 ans d'études. Pendant l'année scolaire 1955/56, le nombre d'élèves fréquentant les écoles primaires proprement dites était estimé à 3,6 millions et le nombre des élèves des quatre premières classes des autres écoles à 10 millions<sup>420</sup>, soit au total 13,6 millions d'enfants, qui seraient considérés ailleurs comme entrant dans la catégorie « élèves de l'enseignement primaire ». Ceux-ci, plus les enfants du même groupe d'âge élèves d'écoles spéciales pour la jeunesse ouvrière et paysanne ou d'écoles pour handicapés représentent sans doute l'ensemble de la population de ce groupe d'âge en 1955/56, année où ce groupe était relativement réduit.

486. L'enseignement primaire universel semble avoir été établi dans l'ensemble dès 1931-1932; le nombre d'élèves des quatre premières classes de l'enseignement primaire, des écoles avec cycle de 7 ans et des écoles secondaires s'élevait alors à 17,7 millions<sup>421</sup>.

487. Au début ou au milieu des années 50, l'Union soviétique était parvenue à instaurer l'enseignement universel pendant 7 ans (jusqu'à l'âge de 14 ans), et les trois dernières classes des écoles avec cycle de 7 ans comptaient

<sup>417</sup> Le Gouvernement de l'URSS déclare à cet égard (E/CN.4/1132) que, selon la Constitution de l'URSS, toutes les formes d'enseignement sont gratuites (voir aussi le paragraphe 5 de l'article 4 des Principes fondamentaux de la législation de l'URSS et des Républiques de l'Union, relatif à l'éducation nationale, du 19 juillet 1973 [*Izvestia*, Moscou, 20 juillet 1973]), et qu'en outre ce n'est pas seulement l'enseignement primaire qui est obligatoire en URSS, mais l'enseignement général de huit ans (voir l'article 3 des Principes fondamentaux).

<sup>418</sup> Réponse de la RSS de Biélorussie aux questionnaires.

<sup>419</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires.

<sup>420</sup> URSS, Bureau central de statistique du Conseil des ministres de l'URSS, *Kul'turnoe stroitel'stvo SSSR* [Le développement culturel en URSS], Moscou, Publications statistiques officielles, 1956, p. 81 et 122.

<sup>421</sup> *Ibid.*

TABLEAU III.22

Données relatives à la scolarité obligatoire et à l'enseignement général, dans les pays socialistes d'Europe orientale et dans quelques pays occidentaux  
(Diverses années)

	Scolarité obligatoire		Nombre d'enseignants (milliers)	Enseignement général <sup>a</sup>		
				Nombre d'élèves		
	Age de scolarisation	Durée		En valeur absolue (milliers)	Par millier d'habitants	Par enseignant
Bulgarie						
1960-1961 .....	7	..	51,3	1 213	154	24
1970-1971 .....	7	8	54,5	1 157	136	21
Hongrie						
1960-1961 .....	6	8	63,0	1 532	153	24
1970-1971 .....	6	8	70,3	1 284	124	18
Pologne						
1960-1961 .....	7	7	193	5 272	178	27
1970-1971 .....	7	8-9	267	5 869	181	22
République démocratique allemande						
1960-1961 .....	6	10	86	2 059	119	24
1970-1971 .....	6	10	138	2 667	156	19
Roumanie						
1960-1961 .....	7	4 + 3 <sup>b</sup>	105	2 590	141	25
1970-1971 .....	6	10	154	3 329	164	22
Tchécoslovaquie						
1960-1961 .....	6	9	92,9	2 227	136	24
1970-1971 .....	6	9	104	2 077	145	20
URSS						
1960-1961 .....	7	7 ou 10 <sup>c</sup>	1 994	36 051	168	18
1970-1971 .....	7	8	2 477	49 010	202	20
Yougoslavie						
1959 .....	7	8	75	2 669	146	36
1968 .....	7	8	120	3 075	155	26
Allemagne (République fédérale d')						
1959 .....	6	8-9 <sup>d</sup>	193	6 168	120	32
1967 .....	6	8-9 <sup>d</sup>	317	7 640	132	24
Etats-Unis d'Amérique						
1957 .....	6	8-12	1 401	36 860	214	26
1967 .....	6	8-12	2 116	50 187	252	24
Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles)						
1958 .....	5	10	300	7 498	166	25
1967 .....	5	10	404	8 111	168	20

Sources : UNESCO, *Statistiques internationales concernant l'enseignement, la culture et les moyens de communication de masse*, 1961, p. 184 et suivantes; *Annuaire international de l'éducation* 1969, Genève, Bureau international de l'éducation, vol. XXXI, p. 190 à 195; *Statistical Year-book 1970* — *Annuaire statistique 1970*, Paris, 1971, p. 49 et suivantes, et p. 80 et suivantes, ONU, *La région de la CEE en chiffres* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.II.E/Mim.5 et Corr.), p. 80. *Statisticheskii ежегодnik stran-tchlenov SEV 1971* [Annuaire statistique des pays du CAEM], p. 383 et suivantes. États-Unis d'Amérique, Department of Commerce, Bureau of the Census, *Statistical Abstract of the United States 1971*, 92e édition, Washington D. C., U.S. Government Printing Office, 1971, p. 801 et 802.

<sup>a</sup> Premier degré et second degré, autre que l'enseignement professionnel.

<sup>b</sup> Enseignement obligatoire pour tous pendant quatre ans, plus trois ans dans les régions où l'enseignement comporte sept ans d'études.

<sup>c</sup> Enseignement obligatoire pendant 10 ans dans les zones urbaines; l'enseignement universel obligatoire pendant huit ans a été introduit en 1959-1960.

<sup>d</sup> Pour l'enseignement à plein temps uniquement; les enfants de plus de 14 ou 15 ans qui ne sont pas élèves à plein temps doivent fréquenter une école professionnelle à temps partiel jusqu'à l'âge de 18 ans.

environ 13 millions d'élèves. Ce chiffre correspond au groupe d'âge de 12 à 14 ans des années relativement « pléthoriques » (c'est-à-dire avant que la réduction des naissances pendant la guerre commence à se faire sentir sur ce groupe).

488. Actuellement, l'enseignement est gratuit et obligatoire en URSS à partir de l'âge de 7 ans et pendant 8 ans. En 1970 et 1971, le nombre d'élèves des écoles d'enseignement général était de 45,4 millions, dont 25 millions dans

les quatre premières classes<sup>422</sup>. Ce groupe d'âge correspond approximativement au niveau primaire dans un certain nombre de pays occidentaux (7 à 11 ans). En 1971, le nombre total d'élèves des écoles de l'enseignement général atteignait 49,2 millions<sup>423</sup>.

<sup>422</sup> URSS, Bureau central de statistique du Conseil des ministres de l'URSS, *Narodnoe khozyaistvo SSSR v 1970 godou* [L'économie nationale de l'URSS en 1970], Moscou, Statistika, 1971, p. 629.

<sup>423</sup> *Vestnik statistiki* [Bulletin statistique], Moscou, 1972, n° 6, p. 91.



489. La situation dans les Républiques de l'Union est en tous points semblable à celle qui existe dans l'ensemble de l'URSS<sup>424</sup>.

490. En Bulgarie, 99,6 % des enfants pour lesquels la scolarité est obligatoire (entre 7 et 15 ans) suivent des cours à plein temps; l'enseignement est gratuit.

491. En Hongrie, la scolarité obligatoire commence le 1<sup>er</sup> septembre qui suit le sixième anniversaire de l'enfant et finit à 14 ans. La fréquentation est universelle dans les premières classes; on s'efforce de scolariser les enfants des tziganes nomades, mais ceux-ci quittent souvent l'école après les premières classes. Ils représentent une proportion considérable des 10 % d'absentéisme dans les écoles d'enseignement général. L'enseignement est gratuit, mais les parents paient le matériel et les livres de leurs enfants<sup>425</sup>.

492. En Pologne, la fréquentation scolaire est virtuellement universelle pendant la période de scolarité obligatoire (7 à 14 ans). Au cours de l'année scolaire 1965/66, la scolarité obligatoire, qui était de 7 ans, a été prolongée d'un an. L'enseignement est entièrement gratuit.

493. En Roumanie, où la scolarité est obligatoire de 6 à 16 ans, l'enseignement primaire est destiné normalement aux enfants de 6 à 10 ans. La fréquentation pour ce groupe d'âge est universelle, et 1,34 million d'enfants étaient scolarisés en 1971<sup>426</sup>.

494. En général on peut dire que tous les pays socialistes d'Europe orientale sont parvenus à instaurer l'enseignement universel, obligatoire et gratuit au niveau primaire. Lorsque la fréquentation n'est pas de 100 %, le pourcentage d'absentéisme est négligeable et il est principalement le fait des minorités nomades ou semi-nomades; les gouvernements s'efforcent de scolariser ces enfants et de leur faire suivre le programme scolaire normal.

495. En Yougoslavie, environ 92 % des enfants du groupe d'âge de scolarité obligatoire (7 à 15 ans) font 8 ans d'études primaires, bien que la proportion tombe à 70 % à la campagne. L'enseignement est gratuit, mais les livres, les frais de transport et l'entretien des enfants sont à la charge des parents<sup>427</sup>.

## B. — Droit pour chacun d'accéder à l'enseignement supérieur en fonction de ses capacités

### 1. ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

496. Contrairement à ce qui se passe normalement dans certains pays occidentaux, dans les pays socialistes d'Europe orientale les enfants commencent d'habitude leurs études secondaires à partir de l'âge de 14 à 15 ans, dès la fin de leurs études primaires, maintenant obligatoires. En ce sens, l'enseignement secondaire doit être considéré comme la première étape vers l'enseignement « supérieur », bien qu'il soit fréquemment dispensé, en pratique, dans les écoles d'enseignement général. Le tableau III.23 illustre la situation à cet égard. On a ajouté des données sur trois pays occidentaux mais, en comparant les chiffres, il faut tenir compte des différences dans l'âge d'entrée.

<sup>424</sup> Réponses aux questionnaires.

<sup>425</sup> Renseignements communiqués par le Bureau central de statistique de Hongrie, septembre 1972.

<sup>426</sup> Renseignements communiqués par le Ministère roumain de l'éducation.

<sup>427</sup> Renseignements communiqués par l'Institut fédéral yougoslave de recherche pédagogique, septembre 1972.

497. Le tableau III.23 porte sur l'ensemble de l'enseignement secondaire, qu'il soit général ou professionnel, à l'exception de l'enseignement donné dans les écoles des usines ou les écoles artisanales et de la formation en cours d'emploi.

498. On constate que dans tous les pays socialistes d'Europe orientale, à l'exception de la République démocratique allemande, le pourcentage de la population faisant des études secondaires a augmenté considérablement pendant la décennie considérée, encore que le rapport élèves/professeurs semble s'être légèrement dégradé partout, sauf en Pologne.

499. En Bulgarie, l'âge normal d'entrée dans l'enseignement secondaire est de 15 ans; les études durent trois ans (quatre ans dans les écoles techniques). L'admission se fait d'après les résultats obtenus dans l'enseignement primaire; il y a un examen d'entrée dans les cas où il y a plus de candidats que de places. Par ailleurs les enfants sont acceptés dans le type d'école que leurs parents choisissent sur les conseils de commissions spéciales d'orientation professionnelle. Les cours sont gratuits<sup>428</sup>.

500. En Hongrie, les études secondaires commencent normalement à 14 ans, et environ 80 à 85 % des enfants en âge de faire des études secondaires sont scolarisés. L'admission se fait uniquement d'après les résultats obtenus au niveau primaire et il n'y a pas d'examen d'entrée. Environ 35 à 40 % des enfants fréquentent pendant quatre ans les écoles secondaires ou techniques, qui mènent aux études universitaires et 35 à 45 % les écoles d'apprentissage pendant trois ans. Les autres terminent leurs études à la fin des classes obligatoires, mais ils peuvent fréquenter des écoles d'enseignement complémentaire (dans les zones urbaines) et ultérieurement demander à bénéficier d'une formation spéciale. Les cours sont entièrement gratuits dans l'enseignement secondaire et il y a des allocations pour l'entretien, les livres et le matériel des élèves défavorisés sur le plan social<sup>429</sup>.

501. En Pologne, l'âge normal d'entrée dans l'enseignement secondaire est de 15 ans; cet enseignement comporte normalement quatre ans d'études, bien qu'il existe également des cours spéciaux de deux à cinq ans; 74,5 % des enfants des groupes d'âges intéressés fréquentaient les classes du second degré pendant l'année scolaire 1971/72<sup>430</sup>. Le pourcentage d'enfants de 15 à 18 ans fréquentant des écoles secondaires ou professionnelles est passé de 49 % en 1950 à 65 % en 1960 et 87 % en 1970<sup>431</sup>. En ce qui concerne l'admission, des efforts particuliers sont consentis en faveur des enfants de familles ouvrières ou paysannes, donc de milieux moins intellectuels, afin de les mettre à égalité de chances. En 1970, le pourcentage d'enfants de familles ouvrières et paysannes parmi les élèves de l'enseignement secondaire et professionnel était de 65,8 %, et l'on s'efforçait de l'accroître encore<sup>432</sup>. L'enseignement est gratuit.

502. En Roumanie, l'enseignement secondaire vise les enfants de 10 à 16 ans, mais il y a une sélection spéciale à 14 ans qui détermine quel sera le type d'enseignement

<sup>428</sup> E/CN.4/1011/Add.2, p. 4 et 5.

<sup>429</sup> Renseignements communiqués par le Bureau central de statistique de Hongrie, septembre 1972.

<sup>430</sup> Réponse de la Pologne aux questionnaires.

<sup>431</sup> Réponse de la Pologne aux questionnaires.

<sup>432</sup> E/CN.4/1011/Add.1, p. 42 et 43; et réponse de la Pologne aux questionnaires.

TABLEAU III.23

Données relatives à l'enseignement secondaire, dans les pays socialistes d'Europe orientale et dans quelques pays occidentaux  
(Diverses années)

	Enseignement secondaire <sup>a</sup>				
	Age d'entrée	Durée	Nombre d'élèves		Enseignement secondaire professionnel <sup>b</sup> (nombre d'élèves par millier d'habitants)
			Par millier d'habitants	Par professeur	
Bulgarie					
1959 .....	14	4	32	15	11,8
1968 .....	15	3-4	45	16	17,7
Hongrie					
1959 .....	12	4	15	18	10,2
1968 .....	14	..	22	18	17,4
Pologne					
1959 .....	14	4	21	16	12,7
1968 .....	15	4-5	37	8	24,7
République démocratique allemande					
1959 .....	14	4	55	..	10,0
1968 .....	15	..	45	..	11,0
Roumanie					
1959 .....	14	4	19	18	2,8
1968 .....	14	4-5	32	19	7,6
Tchécoslovaquie					
1959 .....	15	3	16	14	17,4
1968 .....	15	4	26	18	19,8
URSS					
1959 .....	14	3	22	..	9,5
1968 .....	12	4 + 2-3	37	..	18,0
Yougoslavie					
1959 .....	11	4 + 4	17	20	..
1968 .....	15	4	34	26	..
Allemagne (République fédérale d')					
1959 .....	10	9	62	36	..
1968 .....	10	9	73	18	..
Etats-Unis d'Amérique					
1957 .....	12-14	4	52	17	..
1968 .....	12-14	4	95	20	..
Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles)					
1958 .....	11-12	7	67	21	..
1968 .....	11-12	7	69	..	..

Sources : UNESCO, *Statistiques internationales concernant l'enseignement, la culture et les moyens de communication de masse*, 1961, p. 184 et suivantes; *Annuaire international de l'éducation* 1969, Genève, Bureau international de l'éducation, vol. XXXI, p. 198 à 202; *Statistical Yearbook 1970 — Annuaire statistique 1970*, Paris, 1971, p. 49 et suivantes, et p. 80 et suivantes. ONU, *La région de la CEE en chiffres* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72/II.E.Mim.5 et Corr.), p. 80. *Statisticheskii ежегодnik stran-tchlenov SEV 1971* [Annuaire statistique des pays du CAEM], p. 393 et suivantes. Etats-Unis d'Amérique, Department of commerce, Bureau of the Census, *Statistical Abstract of the United States 1971*, 92<sup>e</sup> édition, Washington, D. C., U.S. Government Printing Office, 1971, p. 801 et 802.

<sup>a</sup> Enseignement secondaire général et professionnel (sauf formation pédagogique).

<sup>b</sup> Y compris les cours du soir et les cours par correspondance, mais non les cours donnés à l'intérieur des entreprises; années scolaires 1960/61 et 1970/71.

secondaire proprement dit qui sera suivi par l'élève. A cet âge, les élèves sont répartis suivant les résultats d'un concours entre des lycées généraux (cycle de 4 ans) et des lycées spécialisés (cycle de 5 ans) qui mènent tous aux études universitaires. Les élèves qui ne sont pas retenus pour les lycées continuent l'enseignement général obligatoire pendant deux ans et peuvent ensuite fréquenter des écoles professionnelles ou entrer en apprentissage pour deux ans. En 1972, il y avait 91 000 élèves, soit un peu plus de 36 % du groupe d'âge intéressé, dans les lycées des deux types, et 94 000 qui poursuivaient leurs études géné-

rales<sup>433</sup>. L'enseignement est gratuit et les livres sont fournis gratuitement; il y a des allocations pour les vêtements et les frais d'entretien et de transport, le cas échéant.

503. Le programme du parti communiste de l'URSS, adopté par le vingt-deuxième Congrès en octobre 1961, prévoit l'introduction de l'enseignement secondaire obligatoire (général et polytechnique) pour tous les enfants des groupes d'âges correspondants entre 1961 et 1971.

<sup>433</sup> Renseignements communiqués par le Ministère roumain de l'éducation, septembre 1972.

Pendant cette période, le nombre d'élèves de la huitième à la dixième (onzième) année dans les écoles d'enseignement général (élèves âgés de 15 à 18 ans) est passé de 5,1 millions à 13 millions (année scolaire 1970/71)<sup>434</sup>.

504. Le nombre de professeurs et de directeurs dans les écoles primaires et secondaires soviétiques a passé de 1,9 million en 1961 à plus de 2,4 millions en 1969/70. Sur ce total, un cinquième n'avait pas plus de cinq ans d'expérience de l'enseignement. Mais alors qu'en 1961, à peine plus d'un tiers avait une formation pédagogique supérieure, cette proportion est passée à près de la moitié en 1969/70. Pour ces deux périodes, la moitié environ du personnel enseignant était féminin.

505. L'enseignement secondaire est gratuit dans toute l'URSS.

506. En Yougoslavie, l'enseignement secondaire commence à 15 ou 16 ans et dure normalement jusqu'à 18 ans révolus. C'est l'école secondaire elle-même qui décide des admissions, en partie d'après les résultats d'un concours et en partie d'après les rapports reçus des écoles primaires fréquentées par les candidats. Les établissements d'enseignement secondaire comprennent les lycées (qui mènent aux études universitaires), les écoles professionnelles formant les ouvriers spécialisés (deux ou trois ans) et les écoles techniques (quatre ans) formant des contre-maîtres, techniciens, assistants médicaux, etc. On estime que 36 à 40 % des enfants des groupes d'âges intéressés font des études secondaires. Environ 25 % sont dans les lycées, 45 % dans les écoles professionnelles et le reste dans les écoles techniques. L'enseignement est gratuit, mais les livres, frais de transport, etc., sont à la charge des parents (à moins que la commune ne fournisse un moyen de transport)<sup>435</sup>.

## 2. ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

507. L'indication la plus nette des possibilités d'accès à l'enseignement supérieur et de son développement est fournie par le nombre d'étudiants par dizaine de milliers d'habitants dans les établissements correspondants. Ces chiffres sont donnés dans le tableau III.24 pour les pays socialistes d'Europe orientale et, à titre comparatif, pour trois pays occidentaux.

508. Il est évident que si l'on prend tels quels les chiffres du tableau III.24, les pays socialistes dépassent maintenant largement, pour la plupart, les pays d'Europe occidentale cités. Par contre, les Etats-Unis d'Amérique semblent être très en avance sur ces deux catégories de pays. Mais les différences dans le classement et le niveau des études peuvent enlever toute valeur aux conclusions à tirer de ces chiffres.

509. En Bulgarie, l'âge normal d'entrée dans l'enseignement supérieur est de 18 ans et il y a un examen d'entrée. L'enseignement supérieur est financé par l'Etat et entièrement gratuit; les étudiants peuvent en outre recevoir une aide sous forme de bourses, de logements pour étudiants, etc., pourvu que leurs notes atteignent un certain minimum<sup>436</sup>. En 1969/70, il y avait 85 700 étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur (non compris les écoles normales et autres instituts de formation

<sup>434</sup> URSS, Bureau central de statistique du Conseil des ministres de l'URSS, *SSSR v tsifrah v 1971 godou* [L'URSS en chiffres en 1971], Moscou, Statistika, 1972, p. 185.

<sup>435</sup> Renseignements communiqués par l'Institut fédéral yougoslave de recherche pédagogique, septembre 1972.

<sup>436</sup> Réponse de la Bulgarie aux questionnaires; et E/CN.4/1011/Add.2, p. 4 et 5.

TABLEAU III.24

Nombre d'étudiants des établissements d'enseignement supérieur pour 10 000 habitants, dans les pays socialistes d'Europe orientale et dans quelques pays occidentaux

	1960/61	1970/71
Bulgarie.....	70	108
Hongrie.....	45	78
Pologne.....	55	102
République démocratique allemande.....	59	81
Roumanie.....	39	75
Tchécoslovaquie.....	69	91
Yougoslavie <sup>a</sup> .....	76,7	105,7
URSS.....	111	188
RSS de Biélorussie.....	72	154
RSS d'Ukraine.....	97	170
Allemagne (République fédérale d') <sup>a</sup> .....	52,5	69,5
Etats-Unis d'Amérique <sup>a</sup> .....	198,3	347,1
Royaume-Uni <sup>b</sup> .....	49,1	74,7

Sources : *Statisticheskiy ежегодnik stran-tchlenov SEV 1971* [Annuaire statistique des pays du CAEM], p. 398. ONU, *La région de la CEE en chiffres* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.II.E/Mim.5 et Corr.), p. 80. URSS, Bureau central de statistique du Conseil des ministres de l'URSS, *Narodnoe khozyaistvo SSSR v 1970 godou* [L'économie nationale de l'URSS en 1970], Moscou, Statistika, 1971, p. 643.

<sup>a</sup> 1960 et 1968.

<sup>b</sup> 1961 et 1967.

spéciale). Les sujets étudiés se répartissaient comme suit : génie et sciences appliquées : 45 %; agronomie : 6,2 % et économie : 16 %<sup>437</sup>.

510. En Tchécoslovaquie, l'enseignement supérieur comprend les universités, les écoles de sciences appliquées, les écoles d'économie, les écoles d'agriculture et les écoles de sciences pures. En 1970/71, ces établissements étaient au nombre de 37, comprenant 104 facultés; la durée des études variait de quatre à six ans. Les cours et les examens sont gratuits et les étudiants peuvent bénéficier de « bourses sociales » (150–450 couronnes), selon le revenu familial et de « bourses de qualification » (150 à 350 couronnes) pour ceux qui obtiennent des notes dépassant un certain minimum. Le pourcentage d'étudiants bénéficiant de bourses de l'un ou l'autre type était de 53 % en 1969/70. Pendant l'année scolaire 1970/71, les sujets étudiés par les 102 000 étudiants à plein temps se répartissaient comme suit : sciences appliquées et industrie, génie ou agronomie : environ 50 %; enseignement : 20 %; médecine : 13 %; économie et administration : 6,5 %. La même année, 24,1 % des étudiants venaient de familles ouvrières, 5 % de familles paysannes, et 70,9 % d'autres milieux<sup>438</sup>.

511. En 1971, 152 300 étudiants (89,3 pour 10 000 habitants) fréquentaient les 54 universités et instituts d'enseignement supérieur de la République démocratique allemande. Cent onze mille d'entre eux étaient étudiants à plein temps et 10 % seulement n'avaient pas de bourses. Sur l'ensemble des étudiants, plus d'un tiers avaient choisi le génie ou les sciences appliquées et environ 22 % l'enseignement<sup>439</sup>.

512. En Hongrie, l'enseignement supérieur commence normalement à 18 ans; il se divise en enseignement universitaire (quatre ans au moins) et en enseignement supérieur spécialisé (trois ans au maximum), comprenant les établissements de formation pédagogique, les instituts industriels ou techniques, etc. Il existe également des

<sup>437</sup> Bulgarie, *Statistical Pocket Book*, 1970, p. 123.

<sup>438</sup> *Vyshee ouchebnye zavedeniya Ch.S.S.R.*, Prague, 1972.

<sup>439</sup> République démocratique allemande, Staatliche Zentral Verwaltung für Statistik, *Statistisches Jahrbuch 1972 der Deutschen Demokratischen Republik*, Berlin, Staatsverlag, 1972, p. 392 à 397.

établissements universitaires n'ayant qu'une seule faculté. L'admission se fait d'après des critères spéciaux tenant compte à la fois des résultats au concours d'entrée et des résultats obtenus pendant les études secondaires<sup>440</sup>. Près des deux tiers des élèves de l'enseignement secondaire demandent à faire des études supérieures, mais seuls la moitié d'entre eux sont acceptés. Les autres peuvent suivre des cours du soir ou des cours par correspondance pendant leur travail. Les étudiants dont les résultats dépassent un certain minimum reçoivent des bourses dont le montant varie selon leur revenu, d'autres peuvent avoir à payer jusqu'à 1 000 forint par semestre. En 1971/72, 83,3 % de l'ensemble des étudiants bénéficiaient de bourses ou d'une autre aide financière et près d'un tiers vivaient dans des logements pour étudiants. Les étudiants peuvent également s'entendre avec des entreprises pour obtenir une aide financière remboursable à tempérament. En 1971, environ 45 % des étudiants à plein temps étudiaient des sujets concernant le génie, les sciences appliquées ou l'agronomie, et près de 17 % étaient dans des instituts de formation pédagogique de diverses catégories. Les étudiantes représentaient 46 % de l'ensemble des étudiants, mais le pourcentage passait à 50 % pour l'économie et même à 67 % pour les sciences pures; pour le génie et les sciences appliquées, il était d'environ un tiers<sup>441</sup>.

513. Les 85 établissements d'enseignement supérieur de la Pologne ont reçu plus de 329 000 étudiants en 1970/71; 210 000 suivaient à plein temps le programme normal d'un de ces établissements; les autres étudiaient par correspondance, suivaient des cours du soir ou autres cours périuniversitaires (les étudiantes représentaient 43,3 % du total). L'admission se fait selon un système de points permettant à la fois de tenir compte des résultats de l'examen d'entrée et d'accorder des privilèges aux enfants de familles ouvrières et paysannes pour les mettre à égalité de chances. En 1970, 29,9 % des étudiants étaient de familles ouvrières et 15 % d'origine paysanne, les 50,3 % restants étant considérés comme appartenant à la classe des intellectuels. Près de 30 % des étudiants (44 % pour les étudiants à plein temps) bénéficiaient de bourses en 1970/71 (dont plus de 40 % de bourses complètes), et le même pourcentage vivaient dans des logements pour étudiants. Pendant l'année scolaire 1969/70, environ 47 % étudiaient les sciences appliquées ou l'agronomie et 14 % l'économie<sup>442</sup>.

514. En Roumanie, les études supérieures (de trois à six ans) dans les universités et les instituts de sciences appliquées commencent à 18 ans. Il y avait 183 000 étudiants en 1970/71. En dehors de ces établissements, il existe des écoles spécialisées où les études durent un ou deux ans et qui donnent une formation professionnelle aux élèves ayant terminé leurs études secondaires; celles-ci étaient fréquentées la même année par 39 000 étudiants. L'admission aux universités se fait sur examen et l'enseignement est gratuit. Environ 60 % des étudiants bénéficient de bourses<sup>443</sup>.

<sup>440</sup> Aux termes de l'arrêté n° 3, 1963/V.19/MM, il est expressément interdit de tenir compte de l'origine sociale des candidats pour l'admission aux établissements d'enseignement supérieur.

<sup>441</sup> Hongrie, renseignements communiqués par le Bureau central de statistique de Hongrie, septembre 1972; et Bureau central de statistique, *Statistical Pocket Book of Hungary, 1972*, Budapest, Statistical Publishing House, 1972, p. 288 et 289.

<sup>442</sup> Annuaire statistique condensé de la Pologne pour 1971, p. 279 à 283; et réponse de la Pologne aux questionnaires.

<sup>443</sup> Renseignements communiqués par le Ministère roumain de l'éducation, octobre 1972.

515. En 1972, l'URSS comptait 811 universités et instituts d'enseignement supérieur (écoles de formation pédagogique, instituts de sciences appliquées ou agronomiques, écoles de médecine, d'économie ou de droit et conservatoires). Le nombre total d'élèves, qui était de 1,25 million en 1950/51 est passé à 2,4 millions en 1960/61 et à 4,58 millions en 1970/71<sup>444</sup>; il a donc pratiquement quadruplé en 20 ans. D'après le dernier chiffre, il semblerait donc que plus de 18 % de la population des groupes d'âge universitaire (18 à 24 ans) faisaient des études supérieures en 1970; cependant ce chiffre peut être faussé par la présence de personnes plus âgées qui poursuivent des études pendant leurs loisirs ou leurs vacances. Pendant l'année 1970/71, un peu moins de 37 % de l'ensemble des étudiants suivaient des cours par correspondance et environ 14 % des cours du soir (pour lesquels il n'y a pas d'âge limite), les 49 % restants suivant les cours normaux à plein temps pour lesquels l'âge limite est de 35 ans<sup>445</sup>. Ces pourcentages n'ont pas beaucoup varié au cours des 10 dernières années. Sur l'ensemble des étudiants ayant reçu leur diplôme en 1970, un peu moins de la moitié (47,8 %) étudiaient les sciences appliquées, le génie, la sylviculture ou l'agriculture, 24,1 %, l'enseignement ou la culture, et 13,4 % l'économie ou le droit<sup>446</sup>.

516. Les étudiantes constituaient 49 % de l'ensemble des étudiants en 1970/71 et étudiaient surtout des disciplines non techniques, en particulier, l'enseignement, les beaux-arts et le cinéma (65 % d'étudiantes en 1968/69), le droit et l'économie (59 %) et la culture physique et la santé (59 %)<sup>447</sup>. Il ne fait guère de doute que le pourcentage d'étudiantes en URSS est l'un des plus élevés du monde : aux Etats-Unis d'Amérique et en France, la proportion était d'environ 37 % à la fin des années 50; or, à cette époque, le chiffre pour l'URSS dépassait déjà 40 % (43 % en 1960/61)<sup>448</sup>.

517. L'admission dans les établissements d'enseignement supérieur se fait sur concours, mais on admet un pourcentage égal de candidats parmi ceux venant directement des écoles secondaires et parmi ceux qui ont travaillé deux ou trois ans au service de l'économie nationale<sup>449</sup>.

518. L'enseignement supérieur est gratuit en URSS et tous les étudiants qui suivent le programme normal et obtiennent de bons résultats peuvent recevoir des allocations de 40 à 45 roubles par mois, selon les études poursuivies<sup>450</sup>. En 1972, 73 à 75 % de l'ensemble des étudiants bénéficiaient de ces allocations, et l'on sait que les recteurs des établissements d'enseignement supérieur disposent de fonds qu'ils peuvent utiliser pour subventionner les étudiants qui ne bénéficient pas d'allocations.

<sup>444</sup> URSS, Bureau central de statistique du Conseil des ministres de l'URSS, *Narodnoe khozyaistvo SSSR v 1970 godou* [L'économie nationale de l'URSS en 1970], Moscou, Statistika, 1971, p. 640.

<sup>445</sup> URSS, Bureau central de statistique du Conseil des ministres de l'URSS, *SSSR v tsifrakh v 1970 godou* [L'URSS en chiffres en 1970], Moscou, Statistika, 1971, p. 188.

<sup>446</sup> *Ibid.*, p. 189.

<sup>447</sup> URSS, Bureau central de statistique du Conseil des ministres de l'URSS, *Jenchtchiny i deti v SSSR* [Les femmes et les enfants en URSS], Moscou, Statistika, 1969, p. 56.

<sup>448</sup> URSS, Bureau central de statistique du Conseil des ministres de l'URSS, *Vischee obrazovanie v SSSR* [L'enseignement supérieur en URSS], Moscou, Publications statistiques officielles, 1961, p. 253.

<sup>449</sup> Renseignements communiqués par un organe gouvernemental soviétique, 1972.

<sup>450</sup> Réponse de l'URSS aux questionnaires.

519. En dehors des établissements d'enseignement supérieur proprement dits, l'URSS a un réseau d'établissements formant des cadres moyens et comprenant les écoles secondaires techniques, les écoles d'infirmières et de sages-femmes et autres professions médicales, les instituts agricoles<sup>451</sup>, etc. Le nombre d'étudiants fréquentant ces établissements, qui était de 2,1 millions en 1960/61 est passé à 4,38 millions en 1970/71. Le pourcentage de ceux qui suivaient des cours « de jour » (et faisaient vraisemblablement des études à plein temps), qui était de 50 % en 1960/61 est passé à environ 58 % en 1970/71. La même année, il y avait environ 27 % d'étudiants qui suivaient des cours par correspondance, le reste suivant des cours du soir<sup>452</sup>.

520. Rien n'indique qu'il y ait une discrimination fondée sur la nationalité telle qu'elle est définie dans les recensements de population, encore que cela ne reflète peut-être pas exactement la situation de certains groupes socio-économiques<sup>453</sup>. En 1959, le groupe des « Russes » représentait 54,6 % de l'ensemble de la population, alors que chez les étudiants il représentait 61 % dans l'enseignement supérieur et 64 % dans l'enseignement destiné à former les cadres moyens (1962/63). Mais la différence est trop minime et les renseignements trop fragmentaires pour que l'on puisse en tirer des conclusions.

521. D'après les autres statistiques officielles, il semble que la nationalité n'ait que peu d'importance en ce qui concerne le niveau d'instruction : d'après le recensement de 1959, 28,1 % de l'ensemble de la population âgée de plus de 19 ans avait fait des études supérieures ou secondaires après l'âge de 14 ans. La proportion correspondante pour les « Russes » était de 29,5 %. On trouvait le pourcentage le plus élevé (37,5 %) chez les Lettons et le plus faible (15,5 %) chez les Moldaves. Les autres nationalités défavorisées sur ce plan étaient les Kirghiz et les Tadjiks (20 %) et, ce qui est assez surprenant, les Lituanais (17 %)<sup>454</sup>.

522. Par contre, il y avait une différence importante à cet égard entre les zones urbaines et les régions rurales, les pourcentages moyens s'établissant respectivement à 37,6 % et 19,4 %<sup>455</sup>.

523. Dans la RSS de Biélorussie, l'âge minimal d'entrée à l'université et dans les autres établissements d'enseignement supérieur est de 17 ans; les études durent cinq ou six ans. En 1970/71, il y avait 192 800 étudiants inscrits; en outre, 235 000 étudiants suivaient les cours des établissements « pour cadres moyens » et des écoles professionnelles et techniques. Dans la RSS d'Ukraine, les

chiffres correspondants étaient respectivement de 807 000 et 798 000<sup>456</sup>. Les dispositions qui régissent l'entrée dans les établissements d'enseignement supérieur et l'octroi de bourses aux étudiants sont les mêmes dans toutes les Républiques de l'URSS.

524. En Yougoslavie, les établissements d'enseignement supérieur comprennent huit universités représentant 105 facultés (quatre à six ans d'études) et 229 autres établissements (écoles supérieures avec 2 ou 4 ans d'études et diverses académies). Le nombre d'étudiants inscrits en 1970/71 était de 256 500; en moyenne 35 000 diplômés sont décernés chaque année<sup>457</sup>. Les établissements d'enseignement eux-mêmes décident de l'admission des étudiants, d'après les résultats des examens d'entrée. Les étudiants à plein temps n'ont pas à payer leurs études et, si au moins un de leurs parents travaille, ils reçoivent une allocation de 40 dinars par mois jusqu'à 23 ou 25 ans. En outre, les étudiants particulièrement brillants reçoivent des bourses. Celles-ci varient d'une République à l'autre; environ 16 % des étudiants en bénéficiaient vers le milieu des années 60 (le pourcentage a diminué rapidement et était nettement inférieur à 10 % à la fin de cette décennie)<sup>458</sup>. Un système de prêts d'Etat aux étudiants se développe rapidement; environ 20 % de l'ensemble des étudiants en ont bénéficié en 1967/68. L'obligation de rembourser ces prêts est supprimée dans certains cas, si l'étudiant obtient de bons résultats. Des bourses peuvent également être accordées par l'ancienne école de l'étudiant, son entreprise, l'armée, etc. Dans certains cas, elles sont assorties de l'obligation pour l'étudiant de travailler à certaines tâches pendant un certain nombre d'années après l'obtention de son diplôme<sup>459</sup>.

525. En 1968/69, environ un tiers des étudiants des facultés, écoles supérieures et académies étudiaient des disciplines scientifiques ou techniques (y compris la sylviculture, l'agronomie et la science vétérinaire), et 11 % poursuivaient des études médicales ou pharmaceutiques. Quarante-huit pour cent étudiaient les humanités ou les sciences sociales<sup>460</sup>.

526. Dans tous les pays socialistes d'Europe orientale, les dispositions concernant l'éducation des adultes et les études à temps partiel des travailleurs sont très libérales. En URSS, par exemple, les personnes poursuivant des études sans renoncer à leur emploi ont droit, outre leurs vacances normales, à 20 à 30 jours par an si elles suivent des cours du soir de niveau supérieur, 10 à 20 jours si elles suivent des cours dans des établissements d'enseignement secondaire, et à 30 à 40 jours si elles prennent des cours par correspondance<sup>461</sup>.

### C. — Droit pour les parents de choisir le genre d'éducation qui sera donné à leurs enfants

527. Tous les pays socialistes d'Europe orientale reconnaissent ce droit et fournissent des services d'orientation

<sup>451</sup> Le Gouvernement de l'URSS déclare (E/CN.4/1132) que les instituts agricoles sont en réalité des établissements d'enseignement supérieur.

<sup>452</sup> URSS, Bureau central de statistique du Conseil des ministres de l'URSS, *Narodnoe khozyaistvo SSSR v 1970 godou* [L'économie nationale de l'URSS en 1970], Moscou, Statistika, 1971, p. 640; et *SSSR v tsifrakh v 1970 godou* [L'URSS en chiffres en 1970], Moscou, Statistika, 1971, p. 186.

<sup>453</sup> URSS, Bureau central de statistique du Conseil des ministres de l'URSS, *Itogi vsesoyuznoi perepisi naselenia 1959 goda SSSR, svodnyi tom* [Recensement général de la population de l'URSS de 1959, résumé], Moscou, Publications statistiques officielles, 1962, vol. I, p. 184.

<sup>454</sup> *Ibid.*, p. 234.

<sup>455</sup> URSS, Bureau central de statistique du Conseil des ministres de l'URSS, *Vischee obrazovanie v SSSR* [L'enseignement supérieur en URSS], Moscou, Publications statistiques officielles, 1961, p. 31 et suivantes.

<sup>456</sup> Réponses des RSS de Biélorussie et d'Ukraine aux questionnaires.

<sup>457</sup> *Facts about Yugoslavia*, Belgrade, 1972, p. 90.

<sup>458</sup> M. Filipović, *Higher Education in Yugoslavia*, Belgrade, 1971, p. 74.

<sup>459</sup> Renseignements communiqués par l'Institut fédéral yougoslave de recherche pédagogique, septembre 1972.

<sup>460</sup> M. Filipović, *Higher Education in Yugoslavia*, Belgrade, 1971, p. 270.

<sup>461</sup> E/CN.4/1011/Add.3, p. 71.

professionnelle<sup>462</sup>. Des cours peuvent être donnés dans les langues des minorités nationales, comme le hongrois, l'allemand, le serbe et le slovaque en Roumanie, dans les neuf langues non nationales en Yougoslavie (notamment à l'Université albanaise de Pristina) et dans 66 langues en URSS. Les parents ont le droit de placer leurs enfants dans une école où la langue d'enseignement est leur langue

---

<sup>462</sup> Voir par exemple, pour la Bulgarie, E/CN.4/1011/Add.2, p. 4, et pour la Pologne, E/CN.4/1011/Add.1, p. 43.

maternelle ou dans une école où l'enseignement est donné dans l'une des langues nationales; cependant, il ne semble pas qu'il existe, dans les pays d'Europe orientale membres du CAEM, d'écoles religieuses ni d'écoles dirigées par des associations religieuses, des associations bénévoles ou des particuliers.

528. Dans tous les pays étudiés, les écoles d'Etat offrent un système d'enseignement adapté aux exigences de la vie dans le cadre du système social en vigueur et qui ne pourrait guère être organisé autrement.

Blank page

---

Page blanche

**Quatrième partie**

**PAYS DEVELOPPÉS À ÉCONOMIE DE MARCHÉ**



Blank page

---

Page blanche

## Chapitre premier

### GÉNÉRALITÉS

1. La quatrième partie de la présente étude a pour objet l'examen des droits économiques et sociaux en Europe occidentale, en Afrique du Sud, en Australie, au Canada, aux Etats-Unis d'Amérique, à Malte, en Nouvelle-Zélande, au Japon et en Israël — autrement dit dans les pays développés à économie de marché<sup>1</sup>. Faute de temps, il n'a pas été possible de faire une étude complète et détaillée.

2. On peut considérer qu'en général ces pays ont fait des progrès satisfaisants en ce qui concerne ces droits, par rapport à d'autres régions moins développées. Cependant, lorsqu'on compare ces résultats aux normes énoncées dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, dans la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, et compte tenu de l'abondance matérielle que connaissent un grand nombre de ces pays, ils peuvent ne plus sembler aussi satisfaisants.

3. Pendant les années 60, les pays développés à économie de marché ont connu une croissance continue et rapide qui s'est accompagnée d'une augmentation assez faible de la population due à des taux de natalité peu élevés (voir tableaux IV.1 à IV.3). Comme le montre le tableau IV.2, entre 1965 et 1970 les pays développés à économie de marché et les pays d'Europe orientale avaient le taux d'accroissement naturel de la population le plus faible du monde. D'après le tableau IV.3, c'est dans ces mêmes pays, ainsi qu'en Australie et en Nouvelle-Zélande, que l'espérance de vie à la naissance était la plus élevée. Le nombre d'étudiants du troisième cycle pour 100 000 habitants donné pour les Etats-Unis d'Amérique dans le tableau IV.5 est l'un des plus élevés du monde. D'après le tableau IV.4, en 1969, le revenu par habitant des Etats-Unis était le plus élevé du monde.

4. Dans le *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970*<sup>2</sup>, au premier paragraphe du chapitre VI, relatif au développement social en Europe occidentale, il est dit que :

Le développement économique rapide qui s'est poursuivi pendant les années 60, en Europe occidentale, a entraîné, dans presque toute la région, un accroissement considérable du revenu national et par habitant. En ce qui concerne la population active, cette tendance

s'est en général traduite par une élévation notable du niveau de vie matériel, bien que celle-ci ait été inégalement répartie entre les diverses catégories socio-professionnelles.

Au premier paragraphe du chapitre VII du même rapport, on fait également observer que :

Le progrès économique général a été particulièrement frappant aux Etats-Unis où, en 1968, l'économie a progressé de 70 milliards de dollars et le taux de chômage est tombé à 3,3 %, son niveau le plus bas depuis 15 ans, le revenu personnel disponible par habitant a atteint le chiffre record de 2 922 dollars et la production par heure et par personne a progressé de 3,3 %, soit deux fois le taux enregistré en 1967. Les conditions de vie se sont améliorées en ce sens qu'il a été possible de satisfaire plus largement des besoins matériels et culturels, notamment en ce qui concerne les activités récréatives. Si la consommation privée, évaluée en pourcentage du produit national brut, a légèrement diminué entre 1963 et 1967, l'épargne privée a sensiblement augmenté [aux Etats-Unis, au Canada et en Nouvelle-Zélande].

5. Toujours d'après le même rapport, aux chapitres VI et VII, il ressort que, au cours des dernières années, la rapidité de la croissance économique, les niveaux de vie élevés, la qualité de l'enseignement et son développement ont mis en relief dans ces pays les problèmes que créent, dans un climat d'opulence, une grande disparité de revenus et la pauvreté de quelques-uns. Dans les pays développés à économie de marché, le problème de la pauvreté s'entend de la situation des individus ou des groupes qui ne bénéficient pas de la vague de prospérité nationale, en dépit des progrès matériels qui y ont été réalisés. Cela reste vrai bien que les personnes considérées comme pauvres dans ces pays aient un niveau de vie qui serait jugé suffisant, et même confortable, dans certains autres.

6. Un rapport récent du Ministère de la santé, de l'éducation et de la protection sociale des Etats-Unis d'Amérique montre que, bien que dans ce pays le revenu par habitant soit le plus élevé du monde et que le nombre de personnes considérées comme « pauvres » diminue régulièrement depuis quelques années, la répartition des revenus n'a pour ainsi dire pas changé depuis 20 ans<sup>3</sup>.

7. On souligne, dans le *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970*, que :

Le fait que, depuis une dizaine d'années, le paupérisme est considéré comme un problème national a eu pour conséquences une expansion des programmes existants de formation et d'assistance et le perfectionnement des instruments politiques permettant de venir en aide aux chômeurs et aux membres de groupes minoritaires dont beaucoup n'ont pas profité de la prospérité des années 60. Aux Etats-Unis, le système de sécurité sociale qui s'améliore graduellement avec le temps a permis de réduire sensiblement le

<sup>1</sup> A de nombreux égards, il est commode d'établir une distinction, en ce qui concerne les pays à économie de marché, entre pays plus développés et pays moins développés. Les pays étudiés ont donc été classés comme suit, principalement d'après leur revenu par habitant (voir tableau IV.4) : « niveau élevé » : Allemagne (République fédérale d'), Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Israël, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Suisse; « niveau de transition » : Italie; « niveau périphérique » : Espagne, Grèce, Irlande, Malte, Portugal; « non classé » : Afrique du Sud.

<sup>2</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.IV.13.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 135 à 137. Pour la source initiale, voir Etats-Unis d'Amérique, Department of Health, Education and Welfare, *Toward a Social Report*, Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1969, p. 42.

TABLEAU IV.1

## Pays développés à économie de marché : population et statistiques démographiques

Continent et pays	Statistiques démographiques								
	Population (dernier recensement)		Année	Naissances		Décès		Mortalité infantile	
	Date	Population		Nombre enregistrés	Taux	Nombre enregistrés	Taux	Nombre enregistrés	Taux
<b>Europe</b>									
Allemagne (République fédérale d') <sup>a</sup> .....	26 5 70	59 378 500	1971	758 034	12,8	690 696	11,7	17 568	23,2
Autriche <sup>a</sup> .....	12 5 71	7 456 400	1971	107 798	14,5	96 791	13,0	2 792	25,9
Belgique <sup>a</sup> .....	31 10 70	9 650 944	1971	140 663	14,5	118 547	12,2	2 908 <sup>b</sup>	20,5 <sup>b</sup>
Danemark <sup>a</sup> .....	27 9 65	4 767 597	1971	75 550	15,2	49 010	9,9	1 005 <sup>b</sup>	14,2 <sup>b</sup>
Espagne <sup>c</sup> .....	31 12 70	33 956 376	1970	663 687	19,6	287 694	8,5	18 501	27,9
Finlande <sup>a</sup> .....	31 12 70	4 622 299	1971	61 164	13,1	45 777	9,8	723	11,8
France <sup>d</sup> .....	1 3 68	49 778 540 <sup>e</sup>	1971	881 400	17,2	553 500	10,8	12 540	14,4
Grèce.....	14 3 71	8 768 648 <sup>f</sup>	1971	141 220	16,0	73 795	8,3	3 818	27,0
Irlande.....	18 4 71	2 971 230	1971	67 752	22,8	31 375	10,6	1 233 <sup>b</sup>	19,2 <sup>b</sup>
Islande <sup>a</sup> .....	1 12 70	204 930	1971	4 023 <sup>b</sup>	19,7 <sup>b</sup>	1 501	7,3	53 <sup>b</sup>	13,2 <sup>b</sup>
Italie.....	24 10 71	54 025 211	1971	907 380	16,8	519 612	9,6	25 668	28,3
Liechtenstein.....	1 12 70	21 350	1969	420	19,5	168	7,8	7	
Luxembourg <sup>a</sup> .....	31 12 70	339 848	1971	4 512	13,2	4 416	12,9	92	20,4
Malte <sup>g</sup> .....	26 11 67	315 765	1970 <sup>h</sup>	5 314	16,3 <sup>i</sup>	3 070	9,4 <sup>i</sup>	148	27,9
Monaco <sup>a</sup> .....	1 3 68	23 035	1970	214	9,2	264	11,4	5	
Norvège.....	1 11 70	3 888 305	1971	66 182	16,9	38 848 <sup>j</sup>	9,9 <sup>j</sup>	933 <sup>i</sup>	13,8 <sup>i</sup>
Pays-Bas <sup>a</sup> .....	31 5 60	11 461 964	1971 <sup>k</sup>	247 997	18,8	110 208	8,4	2 747	11,1
Portugal <sup>l</sup> .....	15 12 70	8 668 267	1971	189 057	19,3 <sup>b</sup>	95 005	10,4 <sup>b</sup>	9 001	47,6
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	25 4 71	55 348 957	1971	901 503	16,2	645 108	11,6	16 272	18,0
Saint-Marin.....	28 9 47	12 100	1970	288	15,0	133	6,9	4	
Saint-Siège.....	30 4 48	890	1947	3		11	11,4	..	..
Suède <sup>a</sup> .....	1 11 70	8 076 903	1971	114 488	14,1	82 700	10,2	1 264 <sup>m</sup>	11,7 <sup>m</sup>
Suisse <sup>a</sup> .....	1 12 70	6 269 783	1971	96 097	15,1	57 751	9,1	1 495 <sup>b</sup>	15,1 <sup>b</sup>
<b>Océanie</b>									
Australie <sup>a</sup> .....	30 6 71	12 728 461	1971	276 362	21,7	110 886	8,7	4 817	17,4
Nouvelle-Zélande <sup>o</sup> .....	23 3 71	2 862 631	1970	62 207	22,1	24 840	8,8	1 040	16,7
<b>Amérique du Nord</b>									
Canada <sup>a</sup> .....	1 6 71	21 569 000	1971 <sup>p</sup>	370 651	17,2	155 961 <sup>b</sup>	7,3 <sup>b</sup>	7 001 <sup>b</sup>	18,8 <sup>b</sup>
Etats-Unis d'Amérique <sup>a</sup> .....	1 4 70	203 235 298 <sup>r</sup>	1971	3 558 871	17,3	1 921 397	9,3	68 221	19,2
<b>Asie</b>									
Japon <sup>s</sup> .....	1 10 70	103 720 060	1971 <sup>t</sup>	2 000 981	19,2	684 532	6,6	24 800	12,4

Source : ONU, *Population and Vital Statistics Report*.—Data available as of 1 October 1972 [Études statistiques, série A, vol. XXIV, n° 4 (ST/STAT/SER.A/102)].

<sup>a</sup> S'entend de la population *de jure*.

<sup>b</sup> Pour 1970.

<sup>c</sup> Y compris les îles Baléares et les îles Canaries ainsi que Alhucemas, Ceuta, Chafarinas, Melilla et Penon de Vélez de la Gomera.

<sup>d</sup> S'entend de la population *de jure*, à l'exception du personnel diplomatique en poste à l'étranger et y compris le personnel diplomatique étranger n'habitant pas les ambassades ou consulats.

<sup>e</sup> Non compris le personnel militaire stationné à l'étranger, et n'ayant pas de domicile en France, soit environ 16 000 personnes.

<sup>f</sup> Y compris les forces armées stationnées à l'étranger mais non compris les forces armées étrangères stationnées dans le pays.

<sup>g</sup> Non compris les forces armées étrangères stationnées dans le pays mais y compris les civils maltais se trouvant temporairement à l'étranger.

<sup>h</sup> Pour les décès, non compris les forces armées étrangères stationnées à Malte mais y compris les forces armées maltaises stationnées à l'étranger.

<sup>i</sup> Calculé sur un chiffre de population ne tenant pas compte des forces armées étrangères stationnées à Malte mais comprenant les civils maltais se trouvant temporairement à l'étranger.

<sup>j</sup> Y compris les Norvégiens morts alors qu'ils se trouvaient en séjour à l'étranger.

<sup>k</sup> Y compris les Néerlandais résidant à l'étranger s'ils figurent sur un registre d'état-civil des Pays-Bas.

<sup>l</sup> Y compris les Açores et Madère.

<sup>m</sup> Pour 1969.

<sup>n</sup> Non compris les forces armées stationnées à l'étranger, soit 48 106 hommes en mai 1959.

<sup>o</sup> Non compris le personnel diplomatique et les forces armées en poste à l'étranger, ces dernières représentant 1 936 personnes d'après le recensement de 1966; non compris également les forces armées étrangères dans le pays.

<sup>p</sup> Y compris les personnes résidant au Canada et se trouvant temporairement aux Etats-Unis mais non compris les personnes résidant aux Etats-Unis et se trouvant temporairement au Canada.

<sup>q</sup> S'entend de la population *de jure*. Non compris les civils en séjour prolongé à l'étranger.

<sup>r</sup> Non compris les forces armées d'outre-mer.

<sup>s</sup> Non compris le personnel diplomatique en poste à l'étranger et le personnel civil et militaire étranger en poste dans le pays ainsi que leur famille.

<sup>t</sup> Les données ne concernent que les ressortissants japonais habitant au Japon.

nombre des pauvres. D'autre part, la persistance de la misère au milieu de la prospérité a amené un très grand nombre de personnes à s'élever contre la politique sociale, ce qui a donné naissance à des propositions tendant à une révision complète du système d'action sociale; des doutes analogues ont été exprimés au Canada, où la politique sociale a fait l'objet d'un examen critique aux divers échelons des pouvoirs publics<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde*, 1970 (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.71.IV.13), p. 371.

8. Dans la plupart des pays développés à économie de marché, la politique économique et sociale a été orientée principalement vers la croissance économique dans la stabilité relative des prix, la création de nouveaux dispositifs de régulation des rapports salaires-prix ou la modification des dispositifs existants. Par exemple, la Norvège a indiqué qu'en 1968, lors de négociations sur le revenu, un comité chargé de procéder à des calculs techniques avait été nommé pour prendre la suite du

TABLEAU IV.2

Estimations des taux et des chiffres annuels moyens d'accroissement naturel, pour les périodes 1960-1965 et 1965-1970, dans les grandes zones et régions du monde

Zones et régions	Taux pour 1 000 habitants		Chiffres annuels moyens (en millions)	
	1960-1965	1965-1970	1960-1965	1965-1970
<i>Total mondial</i> .....	19,4	19,8	61,1	68,2
Régions développées .....	11,5	9,5	11,5	10,0
Régions peu développées .....	23,2	24,5	49,6	58,2
<i>Asie orientale</i> .....	17,5	17,5	14,4	15,5
Région continentale .....	17,8	17,8	12,1	12,9
Japon .....	9,9	11,0	0,9	1,1
Autres pays d'Asie orientale .....	28,3	25,0	1,4	1,5
<i>Asie méridionale</i> .....	24,8	27,5	23,1	28,6
Asie méridionale centrale .....	24,5	27,2	15,6	19,1
Asie du Sud-Est .....	25,3	28,1	5,9	7,5
Asie du Sud-Ouest .....	26,4	28,2	1,6	2,0
<i>Europe</i> .....	8,4	7,8	3,7	3,4
Europe occidentale .....	7,2	6,3	1,0	0,9
Europe méridionale .....	11,3	10,1	1,4	1,2
Europe orientale .....	8,1	7,8	0,8	0,8
Europe septentrionale .....	6,7	6,6	0,5	0,5
<i>URSS</i> .....	15,2	10,2	3,4	2,4
<i>Afrique</i> .....	24,1	25,5	7,0	8,3
Afrique occidentale .....	23,8	24,5	2,2	2,6
Afrique orientale .....	22,8	24,8	1,8	2,1
Afrique centrale .....	18,9	21,0	0,6	0,7
Afrique septentrionale .....	28,4	30,0	2,0	2,4
Afrique australe .....	22,4	23,3	0,4	0,5
<i>Amérique du Nord</i> .....	13,4	9,8	2,7	2,2
<i>Amérique latine</i> .....	28,2	28,4	6,6	7,6
Amérique du Sud tropicale .....	29,6	29,8	3,8	4,3
Amérique centrale (continentale) .....	33,4	33,6	1,7	2,0
Amérique du Sud (zone tempérée) .....	17,5	17,2	0,6	0,7
Antilles .....	24,7	24,1	0,5	0,6
<i>Océanie</i> .....	16,9	14,5	0,2	0,2
Australie et Nouvelle-Zélande .....	13,9	11,5	0,2	0,2
Mélanésie .....	24,2	24,1	0,0	0,0
Polynésie et Micronésie .....	31,1	30,9	0,0	0,0

Source : ONU, *La situation démographique dans le monde en 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.XIII.4), p. 48.

comité de recherche qui en était chargé précédemment. Le Ministère des finances, le Ministère des prix et salaires, la Fédération norvégienne des agriculteurs, la Fédération des pêcheurs et la branche norvégienne de la Confédération générale des syndicats ainsi que la Confédération norvégienne des employeurs sont représentés à ce comité, connu sous le nom de Comité des négociations sur le revenu. Le Comité est devenu un élément permanent de la coopération qui s'est établie entre les pouvoirs publics et les principales organisations d'employeurs et de salariés au sujet des négociations sur le revenu. Il a pour mandat de fournir des renseignements concrets et chiffrés les plus exacts possible afin d'éviter dans la mesure du possible que les parties soient en désaccord sur les faits. En outre il doit analyser l'effet qu'auraient sur les prix, le revenu et la répartition du revenu, différentes formules envisagées au cours des négociations sur le revenu<sup>5</sup>.

9. Etant donné que les besoins minimaux ressentis par

<sup>5</sup> E/CN.4/1011/Add.11, p. 56.

les individus ou les ménages varient selon la richesse de la société à laquelle ils appartiennent, la pauvreté est devenue une notion relative dans les pays à croissance économique rapide, où le niveau minimal acceptable augmente parallèlement au revenu national. Cette nouvelle notion a été résumée comme suit :

Les gens sont « pauvres » lorsqu'ils sont privés du mode de vie, du confort et de la dignité considérés comme normaux dans la collectivité à laquelle ils appartiennent. C'est en conséquence des normes moyennes continuellement mouvantes de cette collectivité qu'il faut partir pour évaluer le niveau de pauvreté, et les « pauvres » sont ceux qui se situent à un niveau nettement inférieur à ces normes moyennes. Leur niveau de privation et leur nombre peuvent être évalués par référence au revenu individuel moyen ou au niveau de vie moyen tel qu'il est défini par le gouvernement à la date considérée [...], ou enfin par référence à l'espérance de vie moyenne [...].<sup>6</sup>

<sup>6</sup> ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970* ..., p. 119. Pour la source initiale, voir Social Science Research Council, *Research on Poverty*, Londres, 1968, p. 5.

TABLEAU IV.3

Estimations de l'espérance de vie à la naissance dans les grandes zones et régions du monde, 1965-1970

Zones et régions	Espérance de vie 1965-1970
<i>Total mondial</i> .....	53
Régions développées .....	70
Régions peu développées .....	50
<i>Asie orientale</i> .....	52
Région continentale .....	50
Japon .....	71
Autres pays d'Asie orientale .....	60
<i>Asie méridionale</i> .....	49
Asie méridionale centrale .....	48
Asie du Sud-Est .....	50
Asie du Sud-Ouest .....	51
<i>Europe</i> .....	71
Europe occidentale .....	72
Europe méridionale .....	70
Europe orientale .....	71
Europe septentrionale .....	72
<i>URSS</i> .....	70
<i>Afrique</i> .....	43
Afrique occidentale .....	39
Afrique orientale .....	42
Afrique centrale .....	39
Afrique septentrionale .....	50
Afrique australe .....	48
<i>Amérique du Nord</i> .....	70
<i>Amérique latine</i> .....	60
Amérique du Sud tropicale .....	60
Amérique centrale (continentale) .....	60
Amérique du Sud (zone tempérée) .....	65
Antilles .....	58
<i>Océanie</i> .....	65
Australie et Nouvelle-Zélande .....	72
Mélanésie .....	47
Polynésie et Micronésie .....	61

Source : ONU, *La situation démographique dans le monde en 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.XIII.4), p. 37.

10. En pratique, on considère donc que pour évaluer objectivement la pauvreté d'une personne ou d'une famille, il faut comparer leur revenu avec les revenus moyens correspondants dans la collectivité considérée :

Au Royaume-Uni, par exemple, le nombre de des « économiquement faibles » est périodiquement calculé ou évalué selon ces critères, en coopération avec le système britannique d'assistance sociale qui, dans des conditions définies, dispense différents types d'aide monétaire aux personnes ou aux familles dont les revenus sont inférieurs à une « limite de pauvreté », déterminée en fonction de la rémunération du travailleur manuel moyen<sup>7</sup>.

11. Dans l'histoire récente des pays développés à économie de marché, les années 60 doivent être considérées comme une période d'introspection. Cette décennie a été une période de révélation, de compréhension des impératifs et des besoins à satisfaire pour voir s'instaurer une plus grande justice sociale. Effectivement, une amélioration légère, mais à ses yeux trop lente, du sort d'un individu, le pousse à l'agitation et à la révolte.

12. D'après un rapport cité dans le *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970*, à propos du dévelop-

pement social de ces pays, l'étude des rapports d'ensemble entre facteurs économiques et sociaux du développement révèle que :

[...] l'amélioration des services culturels et sociaux et celle de l'infrastructure sociale exercent une influence positive sur la croissance économique. Lorsqu'on augmente les dépenses consacrées à la santé, au bien-être personnel, aux connaissances théoriques et pratiques des êtres humains, on fait des investissements intéressants pour l'économie nationale et régionale. De plus, lorsque le niveau de bien-être social d'un pays s'élève, le produit national par habitant tend à augmenter. Plus l'état de santé et le niveau d'instruction des habitants seront satisfaisants, plus leurs gains seront élevés, qu'on les considère sur une base horaire on annuelle, on sur la durée de la vie professionnelle<sup>8</sup>.

Selon le même rapport, les résultats des études sectorielles sur le logement, la santé et les institutions de sécurité sociale vont dans le même sens. Des recherches encore plus poussées sur le processus de changement dans certaines localités indiquent en outre que la présence d'une bonne infrastructure sociale, notamment de logements modernes, d'établissements culturels et de loisirs sont des

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 121 et 122. Pour la source initiale, voir L.H. Klaassen, *L'équipement social dans la croissance économique régionale. — Analyse des méthodes de définition des besoins en équipements sociaux sur le plan régional* (5<sup>e</sup> rapport de la série « Développement des possibilités d'emploi »), Paris, OCDE, 1968, p. 9.

TABLEAU IV.4

Pays développés à économie de marché : revenu par habitant en 1969

Pays	Revenu par habitant (en dollars)
<i>Niveau élevé</i>	
Etats-Unis d'Amérique .....	4 151
Canada .....	3 068
Suède .....	3 205
Suisse .....	2 642
Danemark .....	2 610
France .....	2 485
Australie .....	2 434
Allemagne (République fédérale d') .....	2 246
Norvège .....	2 191
Belgique .....	2 150
Pays-Bas .....	1 976
Luxembourg .....	1 907 <sup>a</sup>
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord .....	1 817
Nouvelle-Zélande .....	1 769
Finlande .....	1 745
Autriche .....	1 547
Israël .....	1 450
Japon .....	1 396
<i>Niveau de transition</i>	
Italie .....	1 420
<i>Niveau périphérique</i>	
Irlande .....	1 111
Grèce .....	891
Espagne .....	811
Malte .....	635
Portugal .....	570
<i>Non classé</i>	
Afrique du Sud .....	682

Source : ONU, *Yearbook of National Accounts Statistics, 1970*, vol. II, *International Tables* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.72.XVII.3, vol. II), tableau IB, p. 8 à 12.

<sup>a</sup> 1968.

<sup>7</sup> ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970* ..., p. 119.

TABLEAU IV.5

Quelques indicateurs de tendances sociales et économiques générales pour l'Amérique du Nord, l'Australie et la Nouvelle-Zélande

Indicateurs	Année ou période	Etats-Unis d'Amérique	Canada	Australie	Nouvelle-Zélande
Population (en milliers d'habitants) . . . . .	1963 1967	189 417 199 114	18 925 20 441	10 950 11 810	2 532 2 726
Taux annuel d'accroissement démographique (en pourcentage) . . . . .	1967	1,3	1,9	1,9	1,5
PNB par habitant aux prix courants du marché (en dollars) . . . . .	1963 1967	3 166 4 037	2 121 2 805	1 810 2 253	1 756 2 001
Taux d'accroissement annuel moyen du PNB aux prix du marché (en pourcentage) . . . . .	1960-1967	5,1	5,7	4,8	4,5
Taux d'accroissement annuel moyen du PNB réel aux prix du marché par habitant (en pourcentage) . . . . .	1960-1967	3,6	3,8	2,8	2,5
Indice de la production des industries manufacturières (1963 = 100) . . . . .	1967	128	129	120	125
Indice de l'emploi dans les industries manufacturières (1963 = 100) . . . . .	1967	114	116	111	114
Indice de la production dans l'agriculture (1963 = 100) . . . . .	1967	105	97	101	116
Dépenses privées de consommation (en pourcentage du PNB) . . . . .	1963 1967	63 61	63 61	64 63	62 61
Epargne (en pourcentage du revenu personnel disponible) . . . . .	1963 1967	5 8	9 10	11 7	13 15
Dépenses publiques de consommation (en pourcentage du PNB) . . . . .	1963 1967	19 21	14 15	10 13	13 15
Dépenses civiles publiques (en pourcentage du PNB) . . . . .	1963 1967	9,97 11,41	10,86 12,01	7,51 8,62	11,29 12,57
Dépenses civiles publiques pour l'enseignement et la recherche (en pourcentage du PNB) . . . . .	1963 1967	6,1 7	.. ..	2,56 3,01	2,72 3,39
Dépenses civiles publiques pour les services de santé (en pourcentage du PNB) . . . . .	1963 1967	1,11 1,19	.. ..	1,20 1,31	2,18 1,81
Dépenses civiles publiques pour l'action sociale (en pourcentage du PNB) . . . . .	1963 1967	0,41 0,77	.. ..	0,52 0,49	0,15 0,12
Dépenses publiques pour la défense nationale (en pourcentage du PNB) . . . . .	1963 1967	8,73 9,32	3,95 3,18	2,52 4,13	1,75 2,08
Nombre d'étudiants du troisième cycle pour 100 000 habitants . . . . .	1960 1965	1 983 2 840	293 1 651	785 1 159	837 2 100

Source : ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.IV.13), p. 136.

considérations importantes aux yeux des futurs employés et des chefs d'entreprises et peuvent les inciter à choisir des implantations nouvelles.

13. Une meilleure connaissance des rapports entre les facteurs économiques et sociaux du développement, ainsi que l'intérêt que suscite la décentralisation industrielle dans les pays d'Europe occidentale ont contribué au développement d'une planification coordonnée en vue de la création des conditions favorables à l'établissement de zones industrielles modernes, soit en dehors des régions industrialisées, soit dans les régions où les industries traditionnelles sont en déclin. Ces dernières années, ce type de plans d'aménagement régional s'est largement répandu en Europe occidentale. Il vise à obtenir une meilleure répartition des avantages économiques, sociaux

et culturels et à réduire les concentrations de population<sup>9</sup>.

14. Aux Etats-Unis d'Amérique, pendant les années 60, on a créé aussi bien au niveau fédéral qu'au niveau des Etats de nombreux organismes administratifs chargés d'améliorer la situation économique et sociale des personnes considérées comme pauvres<sup>10</sup>. Les exemples

<sup>9</sup> Pour étudier le progrès du développement régional pendant les années 60, dans les pays d'Europe occidentale, voir ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970* . . . , p. 121 à 125.

<sup>10</sup> « Le succès dans l'élaboration et l'application des politiques nationales des pays d'Amérique du Nord, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande dépend, dans une grande mesure, de la conciliation des pouvoirs et attributions du gouvernement central et de ceux des Etats ou des provinces et des collectivités locales. Dans le système de gouvernement fédéral commun à trois de ces quatre pays — les

(Suite de la note page suivante.)

donnés ci-après illustrent les mesures prises au niveau fédéral. La loi dite *Economic Opportunity Act*, de 1964, a créé l'Office of Economic Opportunity (OEO), chargé de la réalisation des programmes de lutte contre la pauvreté. Ces programmes se divisent en quatre grandes catégories : a) formation et mobilité de la main-d'œuvre, b) enseignement ou perfectionnement individuel, c) action communautaire, d) défense du revenu. En 1968, 1,8 milliard de dollars était affecté à ces programmes dans le budget du gouvernement fédéral. La même année, l'ensemble des dépenses fédérales dans le domaine social était de 22,1 milliards de dollars. En 1969, deux programmes dont s'occupait jusqu'alors l'Office of Economic Opportunity, à savoir les programmes "Head Start" et "Job Corps", ont été confiés directement l'un au Ministère de la santé, de l'éducation et des affaires sociales et l'autre au Ministère du travail. Le projet "Job Corps" a été transféré au Ministère du travail afin de regrouper l'ensemble des services fédéraux de la formation professionnelle et de l'emploi dans un vaste programme concernant la main-d'œuvre, qui devait être appliqué dans tout le pays. En ce qui concerne le programme "Head Start" (programme éducatif pour les enfants d'âge préscolaire), son transfert au Ministère de la santé, de l'éducation et des affaires sociales visait à le renforcer en l'associant à d'autres programmes en faveur de l'enfance dont s'occupaient les instituts nationaux de la santé, de l'hygiène mentale et du développement de la personnalité et de la santé de l'enfant.

#### 15. D'après le *Rapport* déjà cité :

Le programme général concernant les services de santé, y compris les services de planification familiale, a été profitable à de nombreuses personnes qui, jusqu'ici, n'avaient jamais bénéficié de soins médicaux complets; il tend à assurer des soins médicaux gratuits et complets à un million d'habitants des régions pauvres. On pense que le transfert des services de santé de l'OEO au Ministère de la

(Suite de la note 10.)

Etats-Unis, le Canada et l'Australie (la Nouvelle-Zélande a une forme unitaire de gouvernement) — le pouvoir du gouvernement central dans certains domaines est exclusif, dans d'autres, il s'exerce concurremment avec celui des Etats ou des provinces, et dans d'autres encore, les Etats ou les provinces revendiquent un pouvoir exclusif. Dans le domaine social, la tendance est au partage des responsabilités entre le gouvernement fédéral et celui des Etats ou des provinces, l'autorité centrale jouant un rôle de plus en plus important. En tout état de cause, le mode de relations entre les divers échelons des pouvoirs publics n'est pas constant et varie avec la situation politique et économique du moment. Dans la conception du « nouveau fédéralisme » aux Etats-Unis, on envisage de réserver un plus grand rôle aux Etats, ce qui s'inscrit dans le cadre d'une action délibérée tendant à transférer le pouvoir de Washington aux capitales des Etats. Au Canada où les pouvoirs des gouvernements provinciaux s'élargissent de façon générale, la réforme constitutionnelle — qui implique un réaménagement des attributions et responsabilités respectives des administrations fédérales et provinciales — est depuis quelques années au premier rang des préoccupations nationales et elle a fait l'objet de plusieurs conférences. Ainsi, toute tentative tendant à instituer une nouvelle politique sociale à l'échelon national suppose une longue suite de tractations et des négociations politiques entre les autorités centrales et celle des Etats, ce qui, dans tous les pays, se trouve encore compliqué par les pouvoirs non négligeables qu'exercent les administrations locales. Dans ce processus, le gouvernement central arrive plus facilement à faire accepter des mesures sociales ou autres, étant donné que les Etats, les provinces ou les collectivités locales ont de plus en plus besoin d'un appui financier extérieur. L'aide financière est donc l'un des moyens les plus efficaces dont dispose le gouvernement central pour obtenir la coopération des autorités publiques aux échelons inférieurs. Cette aide financière souvent expressément destinée à certains programmes est généralement inversement proportionnelle au revenu par habitant de l'Etat ou de la province en cause. On cherche par cette formule à faire en sorte que les Etats les moins riches n'hésitent pas à tirer pleinement avantage des subventions fédérales disponibles. » (Voir ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970* . . . , p. 139.)

santé, de l'éducation et des affaires sociales permettra une action plus unifiée dans le cadre de ce ministère<sup>11</sup>.

16. Le Community Action Programme (CAP) est l'une des activités les plus importantes de l'Office of Economic Opportunity. En 1968, six millions de personnes ont participé à ce programme, dont les activités sont dirigées par 1 012 organismes contrôlés localement et 5 000 organismes délégués. Le programme de services juridiques est également d'une grande portée. En 1968, 1 600 avocats ont été occupés à plein temps à fournir des services juridiques aux pauvres dans le cadre de 267 projets répartis dans tout le pays. Cette assistance juridique et le recours au droit comme moyen de développer les services sociaux ont attiré de nombreux diplômés des facultés de droit vers une carrière dans le domaine de l'action sociale et de la lutte contre la pauvreté et ont contribué à l'adoption d'un ensemble de lois adaptées aux besoins des pauvres et des consommateurs. Un autre programme, celui des Volunteers in Service to America (VISTA), recrute du personnel bénévole ayant des compétences spéciales dans le domaine de l'organisation de mutuelles de crédit, de l'urbanisme, de l'enseignement et des soins médicaux. Ce ne sont là que des exemples parmi beaucoup d'autres des mesures prises par le gouvernement fédéral pour lutter contre la pauvreté.

17. Les autres pays de ce groupe ont également créé des organismes et appliqué des politiques destinées à diminuer l'écart entre les riches et les pauvres. Dans tous ces pays, on considère maintenant que le paupérisme, outre qu'il est socialement injuste, inadmissible et dégradant, revient de plus en plus cher à l'économie nationale. Par exemple, aux Etats-Unis d'Amérique, où le nombre des pauvres est tombé de 38 095 000 en 1961 à 26 146 000 en 1967, les crédits alloués par le gouvernement fédéral aux programmes d'assistance aux pauvres sont passés de 9,8 milliards de dollars en 1961 à 22,1 milliards de dollars en 1968. On considère qu'aux Etats-Unis l'entretien d'une seule personne, de 17 jusqu'à 57 ans, peut coûter jusqu'à 140 000 dollars au trésor public<sup>12</sup>. Dans le *Rapport*, on indique que :

Les mesures sectorielles et successives, dépourvues de toute coordination, qui ont été prises dans le passé, ayant été reconnues comme insuffisantes pour supprimer les conditions qui sont à l'origine de la pauvreté, les nouvelles stratégies de lutte contre le paupérisme visent trois objectifs principaux : a) concentration planifiée des programmes de développement sur une base régionale ou multistatale, pour améliorer les conditions économiques et sociales des communautés rurales ou urbaines où l'incidence de la pauvreté se fait le plus sentir; b) coordination plus poussée des services d'action sociale du gouvernement fédéral, des Etats et des collectivités locales dans ces zones pour faciliter l'application de mesures générales destinées à soulager la misère, pour en accroître l'efficacité et pour éliminer le gaspillage et les doubles emplois; et c) révision des programmes d'action sociale avec le souci d'humaniser les services, de donner aux mesures à prendre un caractère préventif plutôt que correctif et de faire participer plus largement les groupes déshérités et minoritaires à la planification et à l'application des programmes qui les intéressent directement<sup>13</sup>.

<sup>11</sup> ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970* . . . , p. 141.

<sup>12</sup> Voir l'étude réalisée par le Bureau du recensement des Etats-Unis d'Amérique et citée dans le *The New York Times* du 3 mai 1968, p. 37, col. 8. Le seuil de pauvreté fixé par l'administration de la sécurité sociale pour une famille était de 3 060 dollars en 1959 et de 3 335 dollars en 1967. Voir également Office of Economic Opportunity, *Review of Economic Opportunity Programs*, rapport au Congrès des Etats-Unis, mars 1969, p. 22.

<sup>13</sup> ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970* . . . , p. 137 et 138.

18. Comme le montre cet examen rapide des années 60, une nouvelle prise de conscience des droits économiques, sociaux et culturels s'est traduite par des conceptions plus égalitaires que l'on retrouve dans les politiques et les institutions et qui se manifestent dans les courants de

pensée comme dans les initiatives publiques et privées, dans les pays développés à économie de marché. Mais il faudra attendre la décennie suivante pour que les résultats s'en fassent sentir.



## Chapitre II

### LE TRAVAIL

19. Le présent chapitre, dans ses diverses sections, a pour objet d'examiner la situation en ce qui concerne la sécurité de l'emploi, les salaires, les heures de travail, les conditions d'hygiène et de sécurité, ainsi que d'autres questions liées au droit au travail dans les pays industrialisés à économie de marché.

#### A. — Sécurité de l'emploi

20. Il ne fait aucun doute que la sécurité de l'emploi est mieux garantie à l'heure actuelle qu'à l'époque, relativement récente, où les gouvernements ne s'inquiétaient pas d'atténuer les effets des fluctuations commerciales et industrielles sur l'économie. Le tableau IV.6 montre que, dans tous les pays considérés, on a enregistré une amélioration marquée par rapport aux résultats obtenus par le passé. Depuis la seconde guerre mondiale, le taux de chômage enregistré dans ces pays n'a jamais dépassé 7%.

21. Il se peut qu'une partie des succès obtenus par les principaux pays européens dans leur lutte contre le chômage soient dus à leur politique d'emploi de travailleurs étrangers dans les secteurs les plus instables de l'économie, tels que les industries de transformation et la construction. Les travailleurs étrangers sont moins enclins

à venir dans un pays lorsque les conditions économiques sont défavorables et que les perspectives d'emploi sont inexistantes. Dans une certaine mesure, en particulier dans la République fédérale d'Allemagne, en Suisse et en Suède, l'entrée de ces travailleurs est réglementée délibérément en fonction des conditions économiques; ce contrôle exercé à l'entrée est normalement suffisant pour contrôler l'offre, vu qu'il s'établit un mouvement continu de rapatriés volontaires qui se sont constitué le capital qu'ils s'étaient fixé comme but, ont la nostalgie du pays natal, achèvent leur séjour à l'étranger après avoir acquis de nouvelles qualifications et s'être ainsi dotés des moyens de gagner tout aussi bien leur vie dans leur pays d'origine, ou qui retournent chez eux pour diverses autres raisons.

22. Il n'est cependant pas possible d'évaluer quantitativement de façon précise l'importance des migrations comme facteur responsable des niveaux de chômage relativement bas enregistrés dans certains des principaux pays industrialisés à économie de marché.

23. Les taux globaux masquent beaucoup d'autres aspects qui peuvent avoir une influence marquée sur le chômage. Comme le taux global représente une moyenne établie sur toute l'année, il n'indique pas le nombre de ceux qui se trouvent en chômage à une période quelconque

TABLEAU IV.6  
Divers pays développés à économie de marché : taux de chômage, 1960 à 1969  
(En pourcentage)

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Canada .....	6,8	7,0	5,8	5,4	4,6	3,9	3,5	4,0	4,8	4,6
Etats-Unis d'Amérique .....	5,5	6,7	5,5	5,7	5,2	4,5	2,8	3,8	3,6	3,5
Japon .....	1,7	1,4	1,3	1,3	1,1	1,2	1,3	1,3	1,3	1,1
Allemagne (République fédérale d') .....	1,0	0,7	0,6	0,7	0,6	0,5	0,6	1,7	1,2	0,7
Autriche .....	2,6	2,0	2,0	2,1	2,0	2,0	1,9	2,0	1,6	1,4
Belgique .....	3,2	2,4	2,0	1,7	1,5	1,7	1,8	2,4	2,9	2,3
Danemark .....	1,9	..	..	..	..	1,2	..	1,2	..	1,1
Espagne .....	1,5	1,5	1,2	1,3	1,5	1,5	1,4	1,9	1,9	1,5
Finlande .....	1,4	1,2	1,3	1,5	1,5	1,4	1,6	2,8	4,0	2,8
France .....	1,2	1,0	1,2	1,4	1,1	1,3	1,4	1,8	2,1	1,7
Grèce .....	..	5,9	..	..	..	..	..	4,0	..	..
Irlande .....	5,6	5,0	4,8	5,0	4,7	4,6	4,7	5,1	5,4	5,1
Islande .....	..	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,4	1,3	..
Italie .....	3,9	3,4	2,9	2,5	2,7	3,6	3,9	3,4	3,5	3,4
Norvège .....	1,2	0,9	1,0	1,2	1,1	0,9	0,8	0,7	1,1	1,0
Pays-Bas .....	1,2	0,8	0,8	0,8	0,7	0,8	1,0	1,9	1,7	1,3
Portugal .....	2,4	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Royaume-Uni .....	1,3	1,1	1,6	1,9	1,4	1,1	1,1	1,9	2,1	2,0
Suède .....	1,8	1,5	1,5	1,7	1,6	1,2	1,6	2,1	2,2	1,9

Source : OCDE, *Statistiques de base : statistiques de la population active, 1958-1969*, Paris, 1971. Etats-Unis d'Amérique, Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, *Handbook of Labor Statistics, 1971*, Washington, D. C., U.S. Government Printing Office.

de l'année. Les statistiques de la Suède, qui a l'un des taux de chômage les plus bas des pays considérés, peuvent servir à illustrer le problème. Comme l'indique le tableau IV.7, environ un Suédois sur dix exerçant une occupation professionnelle se trouvait sans travail à un moment ou à un autre en 1966, bien que le taux de chômage moyen fût de moins de 2%. Cela indique évidemment aussi que le chômage n'est pas un phénomène qui affecte seulement un seul groupe d'individus pendant une période donnée, mais que ses effets sont plus ou moins répartis et ressentis par une partie importante de la population. C'est pourquoi ses répercussions globales sont moins marquées qu'elles ne pourraient l'être dans d'autres conditions. Aux Etats-Unis d'Amérique, comme l'indique le tableau IV.8, le taux de chômage de 3,5% enregistré en 1969 s'est réparti sur 14% de la population active et a affecté toutes les catégories de revenus. C'est probablement la raison pour laquelle ses effets défavorables n'ont pas toujours été ressentis par le même groupe de population au cours d'une même année, mais ont été dispersés sur une plus large portion de la population active. Si l'on examine la situation du chômage aux Etats-Unis, telle qu'elle est représentée au tableau IV.8, on constate qu'environ 14% de la population active du pays a, en moyenne, été sans travail pendant trois mois en 1969.

TABLEAU IV.7  
Une notion du chômage : Suède, 1966

	Personnes (en milliers)	Pourcentage par rapport à l'effectif moyen de la main-d'œuvre
Effectif moyen de la main-d'œuvre . . . . .	3 841	100
Nombre moyen de chômeurs . . . . .	59	1,5
Ont chômé à un moment ou à un autre pendant l'année . . . . .	363	9,5

Sources : Statistical Abstract of Sweden, 1971. OCDE, Statistiques de base : statistiques de la population active, 1958-1969, Paris, 1971. I. Sjöberg et K. Lindquist, Sysselsättning, Arbetslöshet, Förvärsförhinder [Emploi, chômage et incapacité de travail], volume 8 d'une série intitulée "Low Income Studies" [Etudes sur les catégories à faible revenu], Stockholm, Allmänna Förlaget, 1971.

24. En outre, les taux de chômage moyens n'indiquent pas les différences qui existent entre les diverses catégories de travailleurs. En Suède, on constate pour les travailleurs manuels du secteur privé des taux de chômage environ deux fois plus élevés que les taux moyens établis pour

TABLEAU IV.8  
Une notion du chômage : Etats-Unis d'Amérique, 1969

	Personnes (en milliers)	Pourcentage par rapport à l'effectif moyen de la main- d'œuvre	Pourcentage de l'effectif total de la population ayant exercé ou cherché un travail
Effectif moyen de la main-d'œuvre . . . . .	84 239	100	
Effectif total de la popula- tion ayant exercé ou cherché un travail pendant l'année . . . . .	93 640		100
Nombre moyen de chômeurs Ont chômé à un moment ou à un autre pendant l'année . . . . .	2 831	3,5	
	11 744	14,0	12,5

Source : Etats-Unis d'Amérique, Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, Handbook of Labor Statistics, 1971, Washington, D.C., U.S. Government Printing Office.

tous les groupes faisant partie de la population adulte<sup>14</sup>. Aux Etats-Unis d'Amérique, parmi les travailleurs manuels, le taux de chômage moyen dépasse de 50% la moyenne nationale, et parmi les ouvriers non qualifiés, il la dépasse d'environ 100%<sup>15</sup>. En ce qui concerne la répartition par sexe, les indications recueillies varient d'un pays à l'autre, ainsi qu'on peut voir au tableau IV.9. Dans certains pays, le taux de chômage est plus élevé parmi les femmes que parmi les hommes, alors que dans d'autres c'est le contraire. Il est cependant probable que les femmes mariées sont plus enclines que les hommes à renoncer à travailler de façon permanente lorsqu'elles ne peuvent pas trouver aisément un emploi. Ce facteur contribuerait à réduire les taux de chômage enregistrés pour les femmes.

25. Les Noirs américains, en particulier avant les années 60, étaient généralement « les derniers embauchés, les premiers congédiés ». Les conséquences de cette

<sup>14</sup> I. Sjöberg et K. Lindquist, Sysselsättning, Arbetslöshet, Förvärsförhinder [Emploi, chômage et incapacité de travail], vol. 8 d'une série intitulée "Low Income Studies" [Etudes sur les catégories à faible revenu], Stockholm, Allmänna Förlaget, 1971, tableau 2.19.

<sup>15</sup> Etats-Unis d'Amérique, Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, Handbook of Labor Statistics, 1971, Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, tableau 65, p. 129 et 130.

TABLEAU IV.9  
Divers pays développés à économie de marché : chômage, par sexe, en 1969

	Femmes			Hommes		
	Chômeurs (en milliers)	Population active (en milliers)	Taux de chômage (en pourcentage)	Chômeurs (en milliers)	Population active (en milliers)	Taux de chômage (en pourcentage)
Allemagne (République fédérale d') . . . . .	335	16 720	2,0	124	9 532	1,3
Canada . . . . .	245	5 328	4,6	70	2 366	3,0
Etats-Unis d'Amérique . . .	1 507	48 986	3,1	1 468	28 360	5,2
Italie . . . . .	487	14 222	2,4	202	5 287	3,8
Japon . . . . .	350	29 920 <sup>a</sup>	1,2	280	19 910 <sup>a</sup>	1,4
Royaume-Uni . . . . .	404	16 451	2,5	99	9 127	1,1
Suède . . . . .	48	2 391 <sup>a</sup>	2,0	34	1 425 <sup>a</sup>	2,4

Source : OCDE, Statistiques de base : statistiques de la population active, 1958-1969, Paris, 1971.

<sup>a</sup> Y compris les forces armées.

TABLEAU IV.10

## Etats-Unis d'Amérique : taux de chômage, par race, 1955-1969

	1955	1960	1965	1967	1968	1969
Taux de chômage (en pourcentage) :						
Ensemble de la main-d'œuvre .....	4,4	5,5	4,5	3,8	3,6	3,5
Blancs .....	3,9	4,9	4,1	3,4	3,2	3,1
Hommes .....	3,7	4,8	3,6	2,7	2,6	2,5
Femmes .....	4,3	5,3	5,0	4,6	4,3	4,2
Noirs et autres .....	8,7	10,2	8,1	7,4	6,7	6,4
Hommes .....	8,8	10,7	7,4	6,0	5,6	5,3
Femmes .....	8,4	9,4	9,2	9,1	8,3	7,8
Rapport du nombre de chômeurs dans la catégorie « Noirs et autres » au nombre de chômeurs dans la catégorie « Blancs »	2,2	2,1	2,0	2,2	2,1	2,1

Source : Etats-Unis d'Amérique, Department of Commerce, Bureau of the Census, *Statistical Abstract of the United States* 1971, 92<sup>e</sup> édition, Washington, D. C., U.S. Government Printing Office, 1971, tableau 60, p. 118.

situation se retrouvent dans les chiffres du tableau IV.10. On constate cet état de choses en dépit de toutes les réformes gouvernementales visant à réparer les injustices du passé et de l'amélioration constante de la condition des Noirs<sup>16</sup>. En moyenne, bien que la situation se soit considérablement améliorée pendant les années 60, le taux de chômage, parmi les Noirs américains, est encore environ deux fois plus élevé que parmi les Blancs.

26. Le cas de l'Afrique du Sud et les conséquences de sa politique inhumaine d'*apartheid* constituent évidemment une question tout à fait différente<sup>17</sup>. Aux Etats-Unis d'Amérique, des efforts sont accomplis depuis plusieurs dizaines d'années pour réparer les conséquences des pratiques inhumaines du passé. Dans les milieux gouvernementaux, à la fois à l'échelon fédéral et dans de nombreux cas à l'échelon des Etats, on n'a cessé de se préoccuper du problème. On a en fait pris des mesures, à la fois sur le plan juridique et sur le plan pratique, pour éliminer la discrimination. Toutefois, le problème n'est pas encore entièrement résolu. En Afrique du Sud, on trouve l'inverse de ce que l'on a pu dire au sujet des Etats-Unis. Le gouvernement a pour politique déclarée de pratiquer la ségrégation et la discrimination pour des motifs de race et d'origine ethnique. Le terme *apartheid* est synonyme de discrimination et de ségrégation, à la fois dans les faits et en droit.

27. Il n'est pas possible d'établir un rapport direct entre, d'une part les différences existant au niveau des taux de chômage moyens selon la profession, le sexe et la

race et, d'autre part, les différences en ce qui concerne les cas concrets de chômage, qui constituent une notion différente de la notion de taux moyen<sup>18</sup>. Mais les différences entre les taux moyens indiquent néanmoins que la jouissance des droits relatifs à la sécurité de l'emploi n'est pas garantie de la même façon pour tous. Le chômage affecte le plus durement les économiquement faibles — les travailleurs non qualifiés, les femmes et les Noirs.

28. Il n'est évidemment pas possible de juger de l'importance du chômage, du point de vue social ou personnel, en se fondant sur des statistiques globales ou d'après les taux de chômage. Il est évident que, aux yeux de certains hommes ou femmes célibataires, une période de chômage peut apparaître comme ni plus ni moins qu'une escapade — dès lors qu'ils arrivent à garder leur amour-propre intact et à trouver un nouvel emploi avant que leur assurance-chômage expire. Mais le problème est tout différent pour l'ouvrier marié, n'ayant que des économies maigres ou inexistantes, et en particulier pour celui qui a des enfants à sa charge<sup>19</sup>. Dans ces conditions, même la menace du chômage peut, à elle seule, affecter sérieusement le comportement émotif de l'individu.

29. L'exercice effectif du droit de gagner sa vie en accomplissant un travail choisi ou accepté librement n'est pas encore devenu une réalité pour une partie de la population des pays développés à économie de marché.

30. Presque tous les pays considérés se sont fixé, entre autres, parmi leurs objectifs, une situation de plein emploi. Cet objectif est par exemple énoncé dans la Constitution et dans d'autres lois fondamentales de la plupart des pays de l'Europe septentrionale. L'article 110 de la Constitution de la Norvège, modifiée en 1954, stipule qu'« il incombe aux autorités de l'Etat de veiller à ce que tout homme valide puisse se procurer des revenus suffisants par son travail ».

31. Dans la plupart des pays considérés, on s'est principalement efforcé, pour assurer le plein emploi, de

<sup>16</sup> « Aux Etats-Unis, la loi de 1965 sur les droits civils, la loi de 1968 sur le libre accès au logement et les décisions de la Cour suprême tendant à abolir la ségrégation dans les écoles publiques, les moyens de transport et autres services publics, ont enlevé tout fondement juridique à la discrimination raciale et assuré l'intégration scolaire, l'égalité d'accès à l'enseignement, au logement et à l'emploi, et la protection des droits de l'homme et du citoyen dans tous les domaines de la vie sociale. Les efforts tentés sur le plan fédéral pour donner des chances égales aux groupes minoritaires ont été appuyés par des lois et règlements des Etats et des collectivités locales. Mais il est encore difficile d'évaluer l'efficacité de ces mesures législatives. » (Voir ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970* . . . , p. 149.)

<sup>17</sup> Des renseignements sur la situation dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels dans ce pays figurent dans les rapports du Rapporteur spécial intitulés « Etude de l'*apartheid* et de la discrimination raciale en Afrique australe », présentés à la Commission des droits de l'homme à ses vingt-quatrième et vingt-cinquième sessions (E/CN.4/949 et E/CN.4/979 respectivement, avec leurs additifs et rectificatifs).

<sup>18</sup> Aux Etats-Unis d'Amérique, il semble que les travailleurs non qualifiés soient en chômage pendant des durées relativement plus courtes, en moyenne, que les employés plus qualifiés. Cela semblerait indiquer que le taux de fréquence et de durée des périodes chômées est inférieur au taux de chômage moyen (voir Etats-Unis d'Amérique, Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, *Employment and Earnings* [L'emploi et la rémunération], Washington, D.C., vol. 19, n° 3, septembre 1972, tableau A-16, p. 32).

<sup>19</sup> La question de l'assurance-chômage est examinée ci-après, à la section C du chapitre IV.

maintenir à un niveau élevé la demande totale de biens et de services. Vu le régime économique, social et politique de ces pays, il y a en permanence, à un moment ou à un autre, des catégories de la population qui ont des difficultés particulières à trouver un emploi. On ne considère pas qu'un niveau d'emploi élevé suffise, à lui seul, à assurer un équilibre géographique et professionnel satisfaisant sur le marché du travail. C'est pourquoi ces pays ont en général jugé essentiel de poursuivre activement une politique qui vise expressément le marché du travail. Cette politique consiste, d'une part, à fournir une main-d'œuvre suffisante aux industries et agglomérations en expansion et, d'autre part, à procurer des emplois à ceux qui sont occasionnellement ou constamment sans travail. Pendant la période de l'après-guerre, ces gouvernements ont souvent, devant l'opposition qui peut exister entre un niveau d'emploi élevé et la stabilité des prix, opté en faveur de l'emploi. Les résultats obtenus n'ont cependant pas permis d'atteindre exactement le but poursuivi, même dans le cas des pays qui ont relativement bien réussi dans l'application des politiques qu'ils s'étaient fixées.

### B. — Salaires

32. Le tableau IV.11 indique le niveau moyen des salaires en 1969 dans plusieurs des pays considérés ici. Il se peut que l'écart entre les pays les plus riches et ceux qui sont moins bien dotés soit exagéré, dans une certaine mesure, en raison de l'application des taux de change officiels pour la conversion des monnaies nationales en une unité de compte commune, mais des écarts importants subsisteraient même une fois effectués tous les ajustements auxquels il peut paraître raisonnable de procéder. Presque tous les pays ont toutefois enregistré des augmentations marquées des salaires au cours de la décennie écoulée, et le tableau IV.12 reflète la tendance ininterrompue qui s'est manifestée dans ce domaine. Cela se vérifie même si on tient compte de l'érosion du pouvoir d'achat de

TABLEAU IV.11

Divers pays développés à économie de marché : salaire horaire moyen dans les secteurs non agricoles, en monnaies locales et en dollars des Etats-Unis, en 1970<sup>a</sup>

	Monnaie locale	Equivalent en dollars des Etats-Unis
Etats-Unis d'Amérique . . . . .	3,22 dollars	3,22
Japon . . . . .	397 yens	1,11
Allemagne (République fédérale d') . . . . .	6,09 deutsche Mark	1,67
Danemark . . . . .	16,70 couronnes	2,23
Espagne . . . . .	40 pesetas	0,57
France . . . . .	5,84 francs	1,06
Irlande <sup>b</sup> . . . . .	0,33 livre	0,78
Italie . . . . .	617 lires	0,99
Luxembourg <sup>c</sup> . . . . .	72 francs	1,45
Nouvelle-Zélande <sup>d</sup> . . . . .	1,29 dollar	1,43

Source : OIT, *Annuaire des statistiques du travail 1971*, 31<sup>e</sup> édition, Genève, BIT, tableau 18, p. 551 à 558.

<sup>a</sup> Il y a lieu de noter que ces chiffres ne sauraient être comparés directement en tant qu'indicateurs du niveau de vie matériel, étant donné que les prix et les prestations de la sécurité sociale varient considérablement d'un pays à l'autre. Par exemple, le niveau de vie moyen en France est plus élevé qu'en Italie, bien que les salaires soient à peu près égaux dans les deux pays.

<sup>b</sup> Chiffres de 1968.

<sup>c</sup> Chiffres de 1969.

<sup>d</sup> Y compris le personnel salarié.

l'argent, ainsi que le montrent les indices des salaires « réels » figurant au tableau IV.12.

33. Cependant, comme dans le cas de toutes les moyennes, ni le niveau absolu ni les indices ne révèlent quoi que ce soit en ce qui concerne la répartition sous-jacente. On examinera ci-après au chapitre VI, qui traite du niveau de vie, le chiffre minimal à partir duquel les salaires figurant au bas de l'échelle peuvent assurer un niveau de consommation acceptable, en se bornant à étudier dans la présente section la répartition des salaires entre les hommes et les femmes ainsi qu'entre les races. De ce point de vue, on ne peut dire que le monde capitaliste ait enregistré des résultats très satisfaisants.

34. En ce qui concerne la question de savoir si les femmes reçoivent en fait « un salaire égal pour un travail égal », on notera que le tableau IV.13 fait apparaître des différences constantes entre les sexes. C'est dans les pays scandinaves que les salaires des femmes semblent se rapprocher le plus de ceux des hommes. Les Danoises, par exemple, bénéficient en moyenne d'une rémunération correspondant aux trois quarts de celle de leurs homologues masculins. Quoi qu'il en soit, dans la plupart des pays, la tendance observée, tout comme la situation de fait actuelle, est décourageante; en 10 ans, les différences ont à peine diminué.

35. Dans son dernier rapport périodique adressé à la Commission des droits de l'homme, le Gouvernement du Royaume-Uni a déclaré, en ce qui concerne la question d'une rémunération égale pour les femmes, que le « Gouvernement a décidé de présenter une législation sur l'égalité de rémunération à la session parlementaire de 1969/70 pour assurer l'application pleine et entière [du principe de la rémunération égale] d'ici au 31 décembre 1975 ». Ce gouvernement signalait que les femmes étaient encore victimes de nombreuses mesures de discrimination dans l'industrie, où on considère encore que certains emplois sont la prérogative des hommes, et cela à tous les niveaux<sup>20</sup>.

36. On se bornera à faire observer pour l'instant qu'il est difficile de dire qu'une société offre aux femmes le « libre choix » de leur travail lorsque ce choix nécessite en fait que les femmes renoncent à se consacrer à une carrière ou à avoir une famille.

37. Mais il ne s'agit là que d'un des aspects du problème. En Suède, où le principe de la rémunération égale pour un travail de valeur égale est devenu plus qu'ailleurs une réalité, une étude sur la situation en 1966 a révélé qu'il existait des différences importantes entre les hommes et les femmes pour ce qui est des revenus provenant d'emplois à plein temps, même si l'on tenait compte de l'âge, du niveau d'éducation et du secteur industriel de l'employé. Ces résultats figurent au tableau IV.14. La manière dont les inégalités se manifestent varie d'un groupe d'âge et d'un secteur d'activité à l'autre, mais ces différences sont relativement peu importantes, et il n'y a pratiquement pas de différence si on prend le niveau d'éducation comme critère. Quel que soit le niveau d'éducation d'une femme, elle ne perçoit en moyenne que 60 % de la rémunération d'un homme ayant le même degré d'instruction, lorsqu'on considère les emplois à temps plein. On peut difficilement s'empêcher de conclure qu'il existe une discrimination plus ou moins systématique qui renforce encore les effets limitatifs découlant du fait que traditionnellement les tâches ménagères sont censées incomber aux femmes. Il

<sup>20</sup> E/CN 4/1011/Add.2, p. 24, 27 et 38.

TABLEAU IV.12

Divers pays développés à économie de marché : salaire horaire en espèces et salaire réel moyens (aux prix de 1963) dans les secteurs non agricoles

	1961	1963	1970
<b>Etats-Unis d'Amérique</b>			
Salaire en espèces .....	2,14 dollars	2,28 dollars	3,22 dollars
Prix à la consommation (1963 = 100) ..	97,7	100	126,8
Salaire réel .....	2,19 dollars	2,28 dollars	2,54 dollars
<b>Japon</b>			
Salaire en espèces .....	132 yens	166 yens	397 yens
Prix à la consommation (1963 = 100) ..	87,0	100	144,4
Salaire réel .....	152 yens	166 yens	275 yens
<b>Allemagne (République fédérale d')</b>			
Salaire en espèces .....	..	3,53 deutsche Mark	6,09 deutsche Mark
Prix à la consommation (1963 = 100) ..	..	100	120,5
Salaire réel .....	..	3,53 deutsche Mark	5,05 deutsche Mark
<b>Danemark</b>			
Salaire en espèces .....	6,78 couronnes	8,09 couronnes	16,70 couronnes
Prix à la consommation (1963 = 100) ..	88,3	100	145,4
Salaire réel .....	7,68 couronnes	8,09 couronnes	11,49 couronnes
<b>Espagne</b>			
Salaire en espèces* .....	..	16,2 pesetas	40,1 pesetas
Prix à la consommation (1963 = 100) ..	..	100	155,1
Salaire réel .....	..	16,2 pesetas	25,9 pesetas
<b>France</b>			
Salaire en espèces .....	..	3,29 francs	5,84 francs
Prix à la consommation (1963 = 100) ..	..	100	130,9
Salaire réel .....	..	3,29 francs	4,46 francs
<b>Irlande</b>			
Salaire en espèces .....	0,19 livre	0,22 livre	0,33 livre <sup>b</sup>
Prix à la consommation (1963 = 100) ..	93,6	100	124,7 <sup>b</sup>
Salaire réel .....	0,20 livre	0,22 livre	0,26 livre
<b>Italie</b>			
Salaire en espèces .....	..	400 liras <sup>c</sup>	617 liras
Prix à la consommation (1963 = 100) ..	..	110,6 <sup>c</sup>	128,2
Salaire réel .....	..	362 liras	481 liras
<b>Luxembourg</b>			
Salaire en espèces .....	44,3 francs	48,4 francs	72,2 francs <sup>d</sup>
Prix à la consommation (1963 = 100) ..	96,3	100	123,5
Salaire réel .....	46 francs	48,4 francs	58,5 francs
<b>Nouvelle-Zélande</b>			
Salaire en espèces .....	0,80 dollar	0,85 dollar	1,29 dollar
Prix à la consommation (1963 = 100) ..	95,5	100	136,0
Salaire réel .....	0,84 dollar	0,85 dollar	0,95 dollar

Source : OIT, *Annuaire des statistiques du travail 1971*, 31<sup>e</sup> édition, Genève, BIT, tableau 18, p. 553 et suivantes, et tableau 25, p. 690 et suivantes.

a Y compris le personnel salarié.

b Chiffre de 1968.

c Chiffre de 1965.

d Chiffre de 1969.

semble que, même lorsque les femmes décident de travailler à temps plein, le traitement dont elles bénéficient est loin d'être égal à celui des hommes.

38. En résumé, la discrimination fondée sur le sexe peut être observée à chaque stade de la vie professionnelle des femmes, qu'elle consiste en classifications professionnelles arbitraires établissant des distinctions entre des tâches en fait essentiellement équivalentes, afin d'échapper aux conséquences des politiques et de la législation conçues pour garantir une rémunération égale pour un travail égal, ou qu'elle se manifeste par les clichés (imposés par les hommes) selon lesquels seules telles ou telles tâches ou fonctions conviennent aux femmes.

39. Des pratiques discriminatoires similaires sont appliquées de façon plus ou moins systématique à l'égard des Noirs ou des gens de couleur dans les régions des pays industrialisés à économie de marché où ils sont particulièrement nombreux.

40. En Afrique du Sud, ainsi qu'on l'a noté, le gouvernement n'essaie même pas de faire semblant de respecter le principe de l'égalité.

41. Comme on l'a déjà souligné, la situation n'est pas aussi mauvaise aux Etats-Unis d'Amérique, mais il y a encore beaucoup de chemin à faire avant d'aboutir à l'égalité, dans les faits comme en droit, dans l'ensemble du pays. Dans certaines régions, l'évolution s'est faite plus

TABLEAU IV.13

**Divers pays développés à économie de marché : salaire horaire dans les secteurs  
non agricoles, par sexe, 1961 et 1970**

	1961			1970		
	Salaire horaire		Rapport du salaire horaire « femmes » au salaire « hommes »	Salaire horaire		Rapport du salaire horaire « femmes » au salaire « hommes »
	Femmes	Hommes		Femmes	Hommes	
Allemagne (République fédérale d') [deutsche Mark]	2,12	3,17	0,67	4,49	6,49	0,69
Belgique [francs]	151,0	263,2	0,57	334,9	526,1	0,64
Danemark [couronnes]	4,98	7,43	0,67	12,90	17,53	0,74
Irlande [livres]	0,13	0,22	0,59	0,22 <sup>a</sup>	0,38 <sup>a</sup>	0,58
Royaume-Uni [livres]	0,19	0,32	0,59	0,37	0,61	0,61
Suisse [francs]	2,33	3,62	0,64	4,39	7,05	0,62

Source : OIT, *Annuaire des statistiques du travail 1971*, 31<sup>e</sup> édition, Genève, BIT, tableau 18, p. 553 et suivantes.

<sup>a</sup> Chiffre pour 1968.

TABLEAU IV.14

**Suède : revenus résultant d'un emploi à plein temps et pendant toute l'année,  
par sexe, 1966**

	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Salaire moyen, en couronnes suédoises	27 580	16 810	100,0	100,0
	<i>Ecart par rapport au revenu moyen (en couronnes suédoises)</i>		<i>Salaires relatifs (pourcentage par rapport à la moyenne)</i>	
<b>Groupes d'âge</b>				
Jusqu'à 19 ans	-13 940	-5 410	49,5	67,8
20-24 ans	-7 710	-3 280	72,0	80,5
25-34 ans	-2 370	-130	91,4	99,2
35-44 ans	1 820	2 160	106,6	112,8
45-54 ans	3 990	2 260	114,5	113,4
55-64 ans	2 270	2 670	108,2	115,9
65 ans et plus	-2 690	-3 160	90,2	81,2
<b>Education reçue</b>				
Enseignement primaire	-4 010	-2 190	85,5	87,0
Enseignement primaire et formation professionnelle	-470	-410	98,3	97,6
Enseignement secondaire du premier cycle ou équivalent	2 100	620	107,6	103,7
Enseignement secondaire du premier cycle et formation professionnelle	6 020	2 580	121,8	115,3
Diplôme d'études secondaires terminales	9 330	6 390	133,8	138,0
Diplôme d'études secondaires terminales et formation professionnelle	14 770	10 130	153,6	160,3
Diplôme universitaire	28 750	18 110	204,2	207,7
<b>Branche d'activité</b>				
Agriculture, sylviculture, chasse et pêche	-4 490	-3 360	83,7	80,0
Traitement des textiles et du bois	-1 000	-1 630	96,4	90,3
Travail sur métaux, industrie minière et imprimerie	-220	-540	99,2	103,2
Autres travaux de traitement	-320	-40	98,8	97,6
Construction	3 760	4 160	113,6	124,7
Finances, commerce de gros	2 230	560	108,1	96,7
Commerce de détail	-1 570	-250	94,3	98,5
Transports et communications	-510	-2 720	98,2	116,2
Services publics	-1 400	1 050	94,9	106,2
Services privés	2 140	-1 700	107,8	89,9

Source : Suède, Arbetsgruppen för Låginkomstfrågor [Groupe de travail sur les questions relatives aux faibles revenus  
*Kompendium om Låginkomstutredningen* [Recueil d'études sur les catégories à faible revenu], Stockholm, 1971.

rapidement que dans d'autres. Au chapitre III du résumé analytique des rapports et autres documents concernant les droits économiques, sociaux et culturels pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 1966 au 30 juin 1969 et communiqués aux termes de la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil économique et social, il était indiqué qu'aux Etats-Unis d'Amérique la loi de 1963 sur l'égalité de la rémunération (*Equal Pay Act*) avait été modifiée en 1966 : son champ d'application avait été élargi et certaines

dérogations avaient été supprimées; depuis cette date, des lois sur l'égalité de la rémunération étaient entrées en vigueur dans 10 Etats, ce qui portait à 35 le nombre de ceux où une législation de ce genre était en vigueur<sup>21</sup>.

42. Le tableau IV.15 indique la répartition du revenu familial à la fois selon la couleur et le niveau d'éducation.

<sup>21</sup> E/CN.4/1024, p. 35.

TABLEAU IV.15  
Etats-Unis d'Amérique : répartition des familles<sup>a</sup> en pourcentage par niveau de revenu, années de scolarité et race du chef de famille

Race du chef de famille et niveau de revenu	1969								Médiane des années de scolarité
	Total	Enseignement primaire	Années de scolarité			Collège			
			Enseignement secondaire			Total	1 à 3	4 ou plus	
			Total	1 à 3	4				
<i>Chefs de famille de toutes races</i>									
Nombre de familles (en milliers)	47 713	12 840	23 162	8 104	15 058	11 711	5 220	6 491	12,2
Pourcentage .....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	(X)
Moins de 1 000 dollars .....	1,4	2,4	1,2	1,5	1,1	0,7	0,8	0,6	9,8
1 000 à 1 499 dollars .....	1,3	3,0	0,9	1,1	0,7	0,3	0,5	0,1	8,2
1 500 à 1 999 dollars .....	1,8	4,2	1,1	1,8	0,8	0,5	0,7	0,3	8,3
2 000 à 2 499 dollars .....	2,3	4,9	1,5	2,3	1,0	0,9	1,2	0,7	8,6
2 500 à 2 999 dollars .....	2,2	4,8	1,4	2,4	0,9	0,6	0,9	0,4	8,5
3 000 à 3 499 dollars .....	2,5	5,2	1,8	2,5	1,5	0,8	1,0	0,7	8,7
3 500 à 3 999 dollars .....	2,6	5,1	2,0	2,7	1,7	0,9	1,1	0,7	8,9
4 000 à 4 999 dollars .....	5,1	9,1	4,4	5,9	3,5	2,2	3,1	1,5	9,3
5 000 à 5 999 dollars .....	5,5	8,5	5,4	6,3	4,9	2,5	3,2	2,0	10,4
6 000 à 6 999 dollars .....	6,1	7,5	6,8	7,6	6,3	3,3	4,6	2,2	11,4
7 000 à 7 999 dollars .....	7,0	7,4	8,0	8,8	7,5	4,6	6,0	3,5	12,0
8 000 à 8 999 dollars .....	7,3	7,0	8,4	7,8	8,7	5,4	6,3	4,6	12,2
9 000 à 9 999 dollars .....	7,0	6,2	7,9	7,4	8,2	6,0	7,4	4,8	12,2
10 000 à 11 999 dollars .....	13,2	9,1	15,4	13,6	16,4	13,5	15,0	12,4	12,4
12 000 à 14 999 dollars .....	14,2	8,2	15,8	13,8	16,9	17,7	18,2	17,4	12,5
15 000 à 24 999 dollars .....	16,6	6,7	15,7	12,9	17,3	29,2	23,8	33,5	12,8
25 000 à 49 999 dollars .....	3,5	0,8	2,1	1,3	2,5	9,2	5,5	12,2	15,6
50 000 dollars et plus .....	0,5	0,1	0,1	0,1	0,2	1,6	0,7	2,3	16,5
Revenu médian (en dollars) ....	9 721	6 386	9 897	8 893	10 390	13 304	11 760	14 654	(X)
Revenu moyen (en dollars) ....	10 853	7 358	10 563	9 563	11 100	15 258	13 024	17 054	(X)
<i>Chefs de famille blancs</i>									
Nombre de familles (en milliers)	42 967	10 852	20 984	7 026	13 958	11 131	4 914	6 216	12,3
Pourcentage .....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	(X)
Moins de 1 000 dollars .....	1,2	2,0	1,1	1,3	1,1	0,7	0,8	0,6	10,6
1 000 à 1 499 dollars .....	1,0	2,3	0,7	0,8	0,6	0,3	0,5	0,2	8,4
1 500 à 1 999 dollars .....	1,5	3,6	1,0	1,5	0,8	0,4	0,5	0,4	8,5
2 000 à 2 499 dollars .....	2,1	4,7	1,3	2,0	0,9	0,9	1,2	0,7	8,6
2 500 à 2 999 dollars .....	1,9	4,8	1,2	2,0	0,8	0,6	0,8	0,4	8,5
3 000 à 3 499 dollars .....	2,2	4,8	1,5	2,1	1,2	0,8	0,9	0,7	8,7
3 500 à 3 999 dollars .....	2,4	4,9	1,9	2,4	1,6	0,9	1,1	0,7	8,9
4 000 à 4 999 dollars .....	4,7	8,9	3,9	5,3	3,2	1,9	2,6	1,3	9,3
5 000 à 5 999 dollars .....	5,2	8,2	5,1	6,0	4,6	2,4	3,0	1,9	10,6
6 000 à 6 999 dollars .....	5,9	7,4	6,5	7,3	6,0	3,2	4,5	2,2	11,6
7 000 à 7 999 dollars .....	6,9	7,5	7,9	8,8	7,4	4,6	6,0	3,5	12,1
8 000 à 8 999 dollars .....	7,4	7,4	8,5	8,0	8,7	5,3	6,3	4,6	12,2
9 000 à 9 999 dollars .....	7,1	6,5	8,1	7,6	8,3	5,9	7,1	4,8	12,2
10 000 à 11 999 dollars .....	13,8	9,7	16,0	14,8	16,7	13,6	15,0	12,4	12,4
12 000 à 14 999 dollars .....	15,0	8,9	16,4	14,6	17,4	18,1	18,8	17,6	12,5
15 000 à 24 999 dollars .....	17,6	7,4	16,6	14,1	17,8	29,4	24,4	33,4	12,8
25 000 à 49 999 dollars .....	3,8	0,8	2,3	1,5	2,7	9,5	5,7	12,4	15,6
50 000 dollars et plus .....	0,5	0,1	0,2	0,1	0,2	1,6	0,7	2,3	16+
Revenu médian (en dollars) ....	10 089	6 769	10 181	9 342	10 563	13 426	11 949	14 685	(X)
Revenu moyen (en dollars) ....	11 231	7 649	10 854	9 973	11 297	15 436	13 235	17 176	(X)

TABLEAU IV.15 (suite)

1969									
Race du chef de famille et niveau de revenu	Années de scolarité								Médiane des années de scolarité
	Total	Enseignement primaire	Enseignement secondaire			Collège			
			Total	1 à 3	4	Total	1 à 3	4 ou plus	
<i>Chefs de famille noirs ou d'autres races</i>									
Nombre de familles (en milliers)	4 746	1 988	2 178	1 078	1 101	580	306	274	10,1
Pourcentage .....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	(X)
Moins de 1 000 dollars .....	2,9	4,2	2,4	2,8	2,0	0,3	0,6	—	8,1
1 000 à 1 499 dollars .....	4,0	6,3	2,8	3,4	2,1	0,5	0,9	—	<8
1 500 à 1 999 dollars .....	4,4	7,3	2,4	4,0	1,0	1,7	3,2	—	<8
2 000 à 2 499 dollars .....	4,1	6,1	3,1	4,4	2,0	0,8	0,4	1,4	<8
2 500 à 2 999 dollars .....	4,1	5,2	3,9	5,0	2,8	1,0	1,2	0,7	8,7
3 000 à 3 499 dollars .....	5,4	7,1	4,8	5,0	4,6	1,7	2,5	0,8	8,3
3 500 à 3 999 dollars .....	4,3	6,0	3,6	5,3	2,0	1,2	1,0	1,4	8,4
4 000 à 4 999 dollars .....	9,2	10,4	8,4	9,9	7,0	8,1	10,8	5,2	9,4
5 000 à 5 999 dollars .....	8,9	10,0	8,7	8,3	9,0	5,6	6,7	4,2	9,4
6 000 à 6 999 dollars .....	8,4	7,8	9,9	9,6	10,2	4,4	6,8	1,7	10,2
7 000 à 7 999 dollars .....	7,5	6,6	8,8	9,0	8,5	6,0	6,7	5,1	10,4
8 000 à 8 999 dollars .....	6,1	4,8	7,1	6,5	7,6	6,5	6,7	6,3	11,1
9 000 à 9 999 dollars .....	6,1	4,6	6,8	6,5	7,1	8,5	12,3	4,2	11,3
10 000 à 11 999 dollars .....	8,3	5,4	9,6	6,2	12,9	13,3	14,8	11,7	12,2
12 000 à 14 999 dollars .....	7,6	4,5	9,7	8,6	10,8	10,4	8,2	12,8	12,0
15 000 à 24 999 dollars .....	7,9	3,0	7,7	5,5	9,9	25,3	15,5	36,2	12,6
25 000 à 49 999 dollars .....	1,0	0,6	0,4	0,1	0,7	4,4	1,5	7,5	(B)
50 000 dollars et plus .....	0,1	0,1	—	—	—	0,3	—	0,7	(B)
Revenu médian (en dollars) . . .	6 340	4 754	7 002	6 217	7 875	10 555	9 194	13 682	(X)
Revenu moyen (en dollars) . . .	7 424	5 770	7 577	6 893	8 604	11 844	9 639	14 300	(X)

Source : Etats-Unis d'Amérique, Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, *Handbook of Labor Statistics*, 1971, Washington, D. C., U.S. Government Printing Office, tableau 166, p. 369.

NOTE. — (X) = non applicable; (B) = chiffre de base inférieur à 75 000.

\* Ces données portent seulement sur les familles dont le chef est âgé de 25 ans ou plus.

A en juger d'après les chiffres indiqués pour la médiane du revenu familial, une famille noire type perçoit entre 2 000 et 3 000 dollars de moins par an qu'une famille blanche. Les différences s'amointrissent à l'extrémité supérieure de l'échelle des niveaux d'éducation. En termes relatifs, la famille noire type perçoit environ les deux tiers du revenu d'une famille blanche à l'extrémité inférieure de cette échelle, et les neuf dixièmes à l'extrémité supérieure.

43. La situation semble s'être améliorée pendant la dernière décennie, en particulier dans les Etats du sud, où la discrimination est traditionnellement plus accusée qu'ailleurs. Le tableau IV.16 indique que l'écart entre la rémunération des artisans et travailleurs manuels blancs et celle des noirs est tombé d'environ un tiers à environ un quart pendant les années 60.

44. Dans son rapport sur la situation dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 1966 au 30 juin 1969, le Royaume-Uni a signalé la promulgation de la loi de 1968 sur les relations interraciales (*Race Relations Act*).

Cette loi prévoit qu'il y a discrimination dans tous les cas (auxquels la loi s'applique) où une personne en traite une autre, en raison de sa couleur, de sa race ou de ses origines ethniques ou nationales, moins favorablement qu'elle ne traite ou traiterait d'autres personnes. Cette loi étend le principe posé par la loi de 1965, selon lequel la discrimination raciale est illégale dans certains lieux publics, à tout ce qui touche à la fourniture au public de biens, de services et d'installations. Certains de ses articles sont consacrés à l'emploi, à l'adhésion aux syndicats, au logement et à la publicité.

Cette loi ne porte pas préjudice à l'exercice d'un jugement commercial de la part de l'employeur ou du bailleur, par exemple, et n'établit de privilège en faveur de personne. Elle vise à faire disparaître les désavantages dont souffrent les groupes minoritaires identifiables du point de vue racial et, ce faisant, elle établit leur droit à l'égalité de traitement<sup>22</sup>.

45. En s'appuyant sur les rapports communiqués par les gouvernements pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 1966 au 30 juin 1969, au sujet de la situation dans le domaine des droits sociaux, économiques et culturels, on rappellera que :

Plusieurs autres pays qui ont accepté le principe de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale au cours de la période de référence ont rendu compte des progrès réalisés dans le sens de l'application de ce principe, notamment par la signature de conventions collectives. Il s'agit en particulier des pays suivants : Australie, Autriche, Finlande, France, Grèce, [...] Italie, [...] Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, [...] République fédérale d'Allemagne [...]<sup>23</sup>.

### C. — Heures de travail

46. Si l'on examine le nombre moyen d'heures de travail dans les pays développés à économie de marché, on est frappé par l'importance des loisirs dont les travailleurs semblent bénéficier, en particulier dans les principaux pays industrialisés. Le tableau IV.17 donne un

<sup>22</sup> E/CN.4/1011/Add.2, p. 38.

<sup>23</sup> E/CN.4/1024, par. 105.



## Etats-Unis d'Amérique : répartition, en pourcentage, de toutes les familles (couples mariés) et gains médians du mari en 1969,

Zone de résidence	Enquête démographique en cours, mars 1970					
	Blancs				Noirs et autres races	
	Artisans et ouvriers	Professions libérales et cadres administratifs supérieurs	Employés de bureau et vendeurs	Travailleurs des services et manœuvres	Total de l'effectif employé	Artisans et ouvriers
Nombre de familles (en milliers) .....	14 285	11 394	4 310	2 986	3 060	1 417
Pourcentage .....	100	100	100	100	100	100
Nord et Ouest. ....	72	71	71	76	53	51
Dans les zones métropolitaines. ....	50	52	55	51	49	48
Dans les noyaux urbains. ....	18	17	22	24	38	38
En dehors des noyaux urbains. ....	31	36	32	26	11	10
En dehors des zones métropolitaines. ....	23	19	16	25	4	3
Urbaine. ....	9	9	8	10	2	2
Rurale. ....	14	10	8	15	2	1
Sud. ....	28	29	29	24	47	49
Dans les zones métropolitaines. ....	13	17	20	12	26	28
Dans les noyaux urbains. ....	5	7	9	6	19	21
En dehors des noyaux urbains. ....	8	10	11	6	8	7
En dehors des zones métropolitaines. ....	15	11	10	12	21	21
Urbaine. ....	4	5	4	4	6	7
Rurale. ....	11	6	6	8	14	15
<i>Gains médians du mari</i>						
Total (en dollars) .....	8 025	11 074	8 333	6 259	5 934	5 979
Nord et Ouest. ....	8 402	11 458	8 547	6 734	7 225	7 242
Dans les zones métropolitaines. ....	8 806	11 968	8 794	7 034	7 265	7 286
Dans les noyaux urbains. ....	8 341	11 146	8 139	6 491	7 117	7 227
En dehors des noyaux urbains. ....	9 063	12 149	9 310	7 578	7 759	7 499
En dehors des zones métropolitaines. ....	7 616	10 073	7 724	6 177	6 578	(B)
Urbaine. ....	7 775	10 292	7 678	6 011	(B)	(B)
Rurale. ....	7 492	9 877	7 756	6 307	(B)	(B)
Sud. ....	7 070	9 958	7 819	4 876	4 561	4 758
Dans les zones métropolitaines. ....	7 830	11 019	8 104	5 448	5 382	5 525
Dans les noyaux urbains. ....	7 152	10 486	7 595	5 053	5 271	5 427
En dehors des noyaux urbains. ....	8 198	11 313	8 421	6 046	5 590	5 778
En dehors des zones métropolitaines. ....	6 411	8 453	7 344	4 480	3 717	4 012
Urbaine. ....	6 546	8 888	7 234	4 752	3 968	4 099
Rurale. ....	6 373	8 186	7 407	4 346	3 584	3 977

Source : Etats-Unis d'Amérique, Department of Commerce, Bureau of the Census, *Current Population Reports*, Series P-60, n° 73, 30 décembre 1970: "Occupation and earnings of family heads in 1969, 1965 and 1959", Washington, D. C., U.S. Government Printing Office, 1970, p. 11.

aperçu de la situation sur la base de valeurs moyennes. Toutefois, une proportion relativement importante de la main-d'œuvre travaille plus de 48 heures par semaine. Les données qui seraient nécessaires ne sont pas disponibles pour tous les pays considérés. D'après celles dont on dispose, la situation semble varier considérablement d'un pays à l'autre, ainsi que l'indique le tableau IV.18. En France, près de 10 % de la main-d'œuvre du secteur manufacturier travaille plus de 48 heures (bien que le pourcentage soit en diminution), et, aux Etats-Unis d'Amérique, le chiffre obtenu pour tous les travailleurs des secteurs autres que l'agriculture est plutôt de 14 %. En Autriche et en Israël, en revanche, le pourcentage de la main-d'œuvre du secteur manufacturier qui travaille plus de 48 à 49 heures est nettement plus réduit, et en Israël il dépassait à peine 4 %.

47. Quoi qu'il en soit, on ne peut pas préconiser de « limitation raisonnable » des heures de travail sans tenir compte d'autres conditions. Pour beaucoup d'individus, un volume de travail dépassant largement 48 heures est

non seulement supportable, mais aussi souhaitable — à condition que le travail soit suffisamment exaltant et utile, et qu'il soit accompli dans des conditions de confort et de sécurité physique raisonnables. Mais pour les tâches ordinaires qui sont celles de l'individu moyen, homme ou femme, 48 heures semblent constituer une interprétation généreuse du principe de la « limitation raisonnable » des heures de travail dans les pays développés à économie de marché.

#### D. — Hygiène et sécurité

48. A en juger d'après les statistiques relatives aux accidents du travail qui sont présentées sous forme récapitulative dans le tableau IV.19, il semble que la situation ne s'est pas améliorée — ni non plus détériorée — de manière appréciable au cours des années 60. De fait, faute de disposer d'une étude détaillée sur chaque pays et chaque branche d'activité, il n'est pas possible de formuler ne seraient-ce que des critères raisonnables, et

## 1965 et 1959 (en dollars constants de 1969) par groupe professionnel et race du chef de famille

Enquête démographique en cours, mars 1966						Recensement de 1960					
Blancs						Blancs					
Artisans et ouvriers	Professions libérales et cadres administratifs supérieurs	Employés de bureau et vendeurs	Travailleurs des services et manœuvres	Noirs et autres races		Artisans et ouvriers	Professions libérales et cadres administratifs supérieurs	Employés de bureau et vendeurs	Travailleurs des services et manœuvres	Noirs et autres races	
				Total de l'effectif employé	Artisans et ouvriers					Total de l'effectif employé	Artisans et ouvriers
13 755	10 002	4 046	3 066	2 905	1 289	13 343	7 797	4 339	3 006	2 660	972
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
72	74	74	75	51	55	74	73	75	77	48	54
51	55	57	52	47	51	52	54	58	53	45	51
20	20	24	25	37	42	23	23	27	27	37	43
30	35	34	27	10	10	29	31	31	26	8	8
22	19	17	23	4	4	22	19	16	24	3	3
10	9	9	10	2	2	11	11	9	11	1	1
12	10	8	13	2	2	12	9	7	13	2	1
28	26	26	25	49	46	26	27	26	23	53	46
14	16	17	11	26	26	13	16	16	11	26	24
6	7	8	6	21	21	6	8	9	7	19	19
8	9	9	5	5	5	6	8	7	5	7	6
14	10	9	14	23	19	13	11	10	12	27	22
4	5	4	5	7	7	5	6	5	4	10	10
10	5	5	9	16	12	8	5	5	8	17	12
6 998	9 686	7 366	5 513	4 561	5 032	6 408	8 658	6 678	5 150	3 714	4 213
7 468	9 995	7 779	5 866	5 724	6 094	6 616	8 887	6 779	5 451	5 279	5 565
7 874	10 509	8 095	6 201	5 744	6 056	6 838	9 347	6 937	5 701	5 320	5 546
7 126	10 011	7 304	6 144	5 682	5 958	6 603	8 666	6 654	5 571	5 265	5 495
8 227	10 798	8 507	6 260	5 987	6 430	7 033	9 949	7 275	5 826	5 570	5 773
6 711	8 576	6 854	5 265	5 532	(B)	6 068	7 697	6 139	4 958	4 125	(B)
6 966	9 245	7 012	5 436	(B)	(B)	6 217	8 140	6 250	5 055	(B)	(B)
6 443	7 862	6 698	5 133	(B)	(B)	5 917	7 129	5 966	4 863	(B)	(B)
6 114	8 692	6 466	3 988	3 418	3 842	5 546	7 890	6 362	3 823	2 735	3 054
6 752	9 780	6 811	4 977	4 106	4 275	6 266	8 815	6 716	4 450	3 485	3 551
6 251	9 293	6 654	4 396	4 051	4 270	5 954	8 646	6 631	3 985	3 645	3 620
7 065	10 200	6 968	5 472	4 508	(B)	6 491	8 971	6 847	4 925	2 958	(B)
5 464	6 911	5 923	3 518	2 483	3 089	4 730	6 677	5 567	3 393	1 971	2 394
5 833	7 231	6 372	3 547	2 927	2 943	5 198	7 291	6 000	3 728	2 493	2 609
5 262	6 678	5 514	3 500	2 187	3 188	4 478	6 032	5 100	3 221	1 634	2 224

NOTE. — (B) = Chiffre de base inférieur à 75 000.

encore moins de porter un jugement sur les réalisations obtenues. Cela n'empêche cependant pas de noter les différences qui peuvent être constatées lorsqu'il s'agit d'activités professionnelles accomplies dans des conditions dangereuses et insalubres. Bien que, dans une industrie donnée, un travail particulièrement dangereux puisse entraîner une rémunération plus élevée que d'ordinaire, il n'en est pas moins vrai qu'en général, lorsqu'on parle de travaux dangereux exécutés dans des conditions de sécurité médiocres, on parle des travailleurs manuels et non pas des employés. Une étude récente sur les travailleurs américains<sup>24</sup> a fait apparaître qu'il existe une corrélation étroite entre la profession et la fréquence des risques liés à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'entre la profession et les maladies et blessures imputables au travail. Il ressort de cette étude que, pour les

travailleurs manuels, la fréquence des maladies ou blessures imputables au travail est environ deux fois plus grande que pour les travailleurs non manuels.

49. En outre, en Europe, les ouvriers étrangers semblent avoir une « propension aux accidents » anormalement élevée, à la fois parce que les emplois qui leur sont offerts sont les plus dangereux et parce qu'ils ne sont pas préparés à travailler dans l'industrie. On peut lire dans une étude récente effectuée par l'Université d'Ankara que :

Le nombre des accidents du travail dont les travailleurs turcs en Allemagne ont été victimes dépasse du double le chiffre des travailleurs assurés en Turquie. Le risque d'accidents du travail est en liaison étroite avec le niveau de préparation de la main-d'œuvre à la vie industrielle. Le taux le plus élevé d'accidents a été constaté chez les travailleurs qui, avant d'être embauchés en Allemagne, avaient exercé chez eux une profession agricole, suivis des anciens employés de commerce et des ex-fonctionnaires des catégories moyennes<sup>25</sup>.

<sup>25</sup> Cité par P. Grandjeat, dans « Les migrations de travailleurs en Europe », *Cahiers de l'Institut international d'études sociales*, Paris, 1<sup>re</sup> année, Cahier n° 1 (octobre-novembre 1966), p. 68.

<sup>24</sup> The University of Michigan, Survey Research Center, *Survey of Working Conditions. Final report on univariate and bivariate tables* (novembre 1970), Washington, D. C., U.S. Government Printing Office, 1971.

TABLEAU IV.17

Divers pays développés à économie de marché : moyenne des heures de travail, par semaine, dans les industries manufacturières, 1961-1970

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Canada <sup>a</sup> .....	40,6	40,7	40,8	41,0	41,1	40,8	40,3	40,3	40,0	39,7
Etats-Unis d'Amérique <sup>a</sup> .....	39,8	40,4	40,5	40,7	41,2	41,4	40,6	40,7	40,6	39,8
Israël <sup>b</sup> .....	42,3	41,7	41,8	42,6	41,9	41,7	39,9	41,7	42,5	42,1
Japon .....	47,0	45,8	45,5	45,2	44,3	44,6	44,8	44,6	43,9	43,3
Allemagne (République fédérale d') .....	45,3	44,7	44,3	43,6	44,1	43,7	42,0	43,0	43,8	43,8
Autriche <sup>b</sup> .....	39,5	38,7	38,6	38,8	38,7	38,7	38,4	38,6	38,6	37,4
Belgique .....	41,4	41,0	41,2	40,9	40,8	40,4	39,6	39,5	39,1	37,9
Espagne .....	43,5	44,6	44,8	44,2	44,4	44,4	44,1	44,1	44,1	44,1
Finlande <sup>b</sup> .....	44,6	42,9	44,1	44,0	44,0	42,1	39,8	39,1	38,8	38,3
France .....	46,0	46,2	46,3	46,1	45,6	45,9	45,4	45,3	45,4	44,8
Grèce <sup>a</sup> .....	44,7	44,1	43,4	43,9	43,8	43,3	43,6	43,7	43,8	44,6
Irlande .....	45,2	44,6	44,6	44,1	44,0	43,8	43,3	43,3	42,9	42,7
Italie <sup>c</sup> .....	8,08	8,00	8,00	7,92	7,87	7,88	7,92	7,92	7,83	7,80
Luxembourg .....	..	..	..	..	..	44,8	43,9	44,6	45,0	44,0
Malte <sup>a</sup> .....	47,0	47,0	46,5	46,5	46,8	46,2	46,2	46,2	45,3	44,2
Norvège										
Hommes <sup>b</sup> .....	38,5	38,6	38,4	38,7	38,3	38,1	37,8	36,7	35,6	35,3
Femmes .....	34,3	34,2	34,3	34,5	34,0	33,9	33,1	32,3	31,6	30,9
Pays-Bas .....	46,5	46,5	46,6	46,1	46,1	46,1	45,3	45,3	45,1	44,2
Royaume-Uni										
Hommes .....	46,8	46,2	46,8	46,9	46,1	45,0	45,3	45,8	45,7	44,9
Femmes .....	39,6	39,3	39,6	39,3	38,6	38,0	38,0	38,2	37,9	37,7
Suède <sup>d</sup> .....	165	165	163	162	161	161	158	155	152	..
Suisse <sup>a</sup> .....	45,8	45,6	45,5	45,4	44,9	44,8	44,7	44,6	44,7	44,7
Australie <sup>a</sup>										
Hommes .....	..	..	42,8	43,4	..	43,5	43,7	43,7	44,1	44,0
Femmes .....	..	..	39,5	39,7	..	39,4	39,3	39,3	39,8	39,7
Nouvelle-Zélande .....	40,2	40,2	40,5	40,7	40,7	40,6	40,2	40,2	40,5	40,4

Source : OIT, *Annuaire des statistiques du travail*, 1971, 31<sup>e</sup> édition, Genève, BIT, tableau 13 A, p. 467 à 469.

<sup>a</sup> Heures rémunérées.

<sup>b</sup> Y compris l'industrie minière et l'exploitation des carrières.

<sup>c</sup> Heures par jour.

<sup>d</sup> Heures par mois.

50. Un travail dangereux est en général salissant, désagréable et déplaisant à de nombreux autres égards. Il sera par conséquent confié, dans la très grande majorité des cas, à ceux dont la situation économique et sociale et le niveau d'instruction ne leur permettent pas d'avoir accès à des emplois mieux rémunérés et comportant d'autres avantages en général.

### E. — Qualités intrinsèques d'un emploi

51. Il est maintenant de plus en plus largement reconnu que, pour définir avec précision ce qui constitue des conditions de travail « saines », il faut tenir compte aussi des qualités intrinsèques de l'emploi lui-même : le contenu

du travail et les relations de travail sont des éléments dont dépendent non seulement la satisfaction qu'éprouvent les travailleurs à accomplir une tâche, mais aussi leur équilibre mental. Dans une étude sur les ouvriers de l'industrie effectuée pendant les années 50, par exemple, Arthur Kornhauser a constaté qu'il existait une corrélation assez étroite entre la satisfaction procurée par l'accomplissement d'une activité professionnelle et l'équilibre mental, et d'autre part entre ces deux facteurs et les qualifications requises pour exercer divers emplois<sup>26</sup>. La conclusion de Kornhauser sur cette question était

<sup>26</sup> A. Kornhauser, *Mental Health of the Industrial Worker : a Detroit Study*, New York, N.Y., John Wiley and Sons, 1965.

TABLEAU IV.18

Divers pays développés à économie de marché : pourcentage d'ouvriers de l'industrie manufacturière travaillant 49 heures par semaine ou plus, 1961-1970

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Autriche .....	4,1	8,5	7,4	8,0	7,9	7,7	6,7	6,9	7,3	..
Etats-Unis d'Amérique <sup>a</sup> .....	13,9	14,2	14,7	14,8	15,6	15,6	15,2	15,7	14,8	13,3
France .....	17,4	..	18,6	17,7	15,8	..	13,9	12,6	11,3	9,0
Israël <sup>b</sup> .....	3,7	..	3,7	4,0	4,1	3,9	4,0	3,9	4,2	5,2

Source : OIT, *Annuaire des statistiques du travail*, 1971, 31<sup>e</sup> édition, Genève, BIT, tableau 3C, p. 514 à 516.

<sup>a</sup> Ouvriers non agricoles.

<sup>b</sup> Le chiffre de base est de 50 heures par semaine.

TABLEAU IV.19

## Pays développés à économie de marché : taux d'accidents par pays et par industrie, 1961-1970

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	Code
<i>Industrie minière et exploitation des carrières</i>											
Etats-Unis d'Amérique .....	0,53	0,61	0,58	0,53	0,53	0,52	0,51	0,66	0,48	0,51	I/d
Israël .....	0,67	2,67	0,66	1,14	0,29	0,48	0,23	1,25	0,44	..	II/b
Japon .....	0,69	0,65	1,60	0,65	1,26	0,72	0,59	0,74	0,57	0,69	I/d
Allemagne (République fédérale d') .....	0,93	1,53	0,92	0,97	0,82	0,88	0,82	0,73	0,71	..	II/a
Autriche .....	0,53	0,93	0,54	0,81	0,78	0,66	0,50	0,39	0,42	..	I/c
Belgique .....	0,98	0,93	1,13	0,79	..	..	0,89	..	..	..	II/a
Espagne .....	1,11	1,10	0,81	0,69	0,73	..	..	..	..	..	I/a
Finlande .....	1,04	1,03	0,75	0,86	0,28	1,01	0,36	..	..	..	II/a
France .....	0,79	0,66	0,65	0,76	0,74	0,77	0,57	0,68	0,72	0,78	I/a
Irlande .....	1,31	1,83	0,76	1,01	1,30	1,11	1,08	1,02	0,47	0,67	I/b
Italie .....	0,68	0,62	0,55	0,58	0,44	0,50	0,45	0,45	0,47	..	II/a
Luxembourg .....	0,73	0,26	—	0,63	0,22	0,27	—	0,50	1,18	—	II/d
Norvège .....	1,28	3,87	0,74	0,91	0,77	0,52	1,18	1,01	1,40	..	I/a
Royaume-Uni .....	0,55	0,62	0,64	0,53	0,63	0,50	0,52	0,45	0,44	0,45	I/a
Suède .....	0,49	0,45	0,34	0,38	0,30	0,40	0,31	0,59	..	..	II/d
Australie .....	0,69	1,01	0,63	0,69	1,11	1,24	0,79	0,93	0,70	..	I/c
Nouvelle-Zélande .....	0,62	1,36	1,40	1,42	0,51	1,54	3,37	..	..	..	II/c
<i>Charbonnage</i>											
Canada .....	2,15	2,50	1,86	2,63	1,86	2,07	4,06	1,32	3,03	1,81	I/b
Etats-Unis d'Amérique .....	1,13	1,14	1,10	0,94	1,02	0,93	0,90	1,30	0,84	1,00	I/d
Japon .....	0,79	0,77	2,12	0,81	1,70	0,91	0,67	0,89	0,67	0,85	I/d
Espagne .....	1,28	1,27	1,05	0,70	0,86	..	..	..	..	..	I/a
France .....	0,74	0,63	0,59	0,70	0,78	0,79	0,58	0,63	0,64	0,76	I/a
Irlande .....	0,83	0,81	—	1,68	—	1,00	—	—	—	—	I/b
Pays-Bas .....	0,36	0,33	0,47	0,33	0,27	..	..	0,22	..	..	I/a
Royaume-Uni .....	0,54	0,61	0,64	0,53	0,62	0,50	0,50	0,44	0,43	0,43	I/a
Australie .....	0,65	1,24	0,46	0,53	1,11	1,24	0,76	0,79	0,10	..	I/c
Nouvelle-Zélande .....	0,49	1,56	1,09	0,83	—	0,89	6,40	..	..	..	II/c
<i>Industrie manufacturière</i>											
Canada .....	0,15	0,17	0,17	0,17	0,16	0,15	0,12	0,12	0,13	0,10	I/c
Etats-Unis .....	0,04	0,04	0,04	0,03	0,04	0,04	0,03	0,03	0,04	..	I/d
Israël .....	0,12	0,06	0,10	0,09	0,18	0,10	0,15	0,12	0,14	..	II/b
Japon .....	0,05	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	I/d
Allemagne (République fédérale d') .....	0,20	0,20	0,18	0,19	0,18	0,20	0,20	0,16	0,17	..	II/a
Autriche .....	0,34	0,33	0,33	0,32	0,37	0,31	0,36	0,33	0,28	..	I/c
Belgique .....	0,19	0,18	0,14	0,16	..	..	0,13	..	..	..	II/a
Espagne .....	0,13	0,09	0,10	0,09	0,10	..	..	..	..	..	I/a
Finlande .....	0,25	0,17	0,24	0,11	0,13	0,12	0,12	..	..	..	II/a
France .....	0,12	0,13	0,10	0,10	..	..	..	..	..	..	I/c
Irlande .....	0,11	0,10	0,08	0,06	0,06	0,05	0,09	0,09	0,08	0,06	I/b
Italie .....	0,20	0,17	0,14	0,19	0,15	0,11	0,10	0,10	0,10	..	II/a
Luxembourg .....	0,17	0,22	0,11	0,41	0,19	0,46	0,26	0,22	0,17	0,14	II/d
Malte .....	..	..	..	..	0,50	0,21	—	0,10	—	0,13	II/c
Norvège .....	0,10	0,10	0,11	0,05	0,12	0,08	0,08	0,09	0,09	..	I/a
Pays-Bas .....	0,16	0,20	0,16	0,19	0,19	..	..	0,04	..	..	I/a
Royaume-Uni .....	0,05	0,05	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	I/c
Suède .....	0,05	0,05	0,05	0,06	0,05	0,06	0,04	0,05	..	..	II/d
Suisse .....	0,19	0,20	0,19	0,18	0,19	0,17	0,18	0,18	0,18	..	II/a
Nouvelle-Zélande .....	0,04	0,03	0,02	0,02	0,07	0,06	..	..	..	..	II/a
<i>Construction</i>											
Canada .....	1,42	1,15	1,29	1,31	1,25	1,20	0,96	0,95	1,03	0,79	I/c
Etats-Unis d'Amérique .....	0,18	0,28	0,21	0,24	0,28	0,18	0,19	0,16	0,19	..	I/d
Israël .....	0,23	0,27	0,28	0,21	0,31	0,30	0,14	0,32	0,47	..	II/b
Japon .....	0,53	0,44	0,34	0,38	0,39	0,38	0,29	0,31	0,21	0,23	I/d
Allemagne (République fédérale d') .....	0,56	0,51	0,46	0,48	0,51	0,46	0,50	0,47	0,40	..	II/a

TABLEAU IV.19 (suite)

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	Code
<b>Construction (suite)</b>											
Espagne.....	0,44	0,34	0,36	0,36	0,36	..	..	..	..	..	I/a
Finlande.....	0,45	0,56	0,48	0,31	0,33	0,05	0,63	..	..	..	II/a
Irlande.....	..	0,12	0,11	0,09	0,09	0,20	0,14	0,09	0,09	0,16	I/b
Italie.....	1,00	0,89	0,91	0,88	0,82	0,69	0,74	0,73	0,70	..	II/a
Malte.....	..	..	..	..	0,15	0,43	0,41	0,30	—	0,08	II/c
Norvège.....	0,44	0,44	0,35	0,45	0,44	0,47	0,43	0,27	0,23	..	I/a
Pays-Bas.....	..	0,33	0,32	0,35	0,33	..	..	0,23	..	..	I/a
Royaume-Uni.....	0,22	0,22	0,20	0,21	0,14	0,21	0,16	0,19	0,22	0,19	I/c
Suède.....	0,13	0,12	0,10	0,12	0,11	0,09	0,12	0,09	..	..	II/d
Suisse.....	0,77	0,81	0,71	0,70	0,84	0,79	0,61	0,65	0,72	..	II/a
Nouvelle-Zélande.....	0,39	0,19	0,26	0,19	0,17	0,24	..	..	..	..	II/a
<b>Chemins de fer</b>											
Canada.....	0,27	0,27	0,25	0,33	0,27	0,31	0,30	0,31	0,34	0,19	I/c
Etats-Unis d'Amérique.....	0,11	0,13	0,14	0,16	0,15	0,14	0,15	0,14	0,16	0,16	I/d
Japon.....	0,10	0,10	0,07	0,08	0,06	0,07	0,06	0,07	0,06	0,04	I/d
Allemagne (République fédérale d').....	0,35	0,30	0,35	0,38	0,30	0,29	0,26	0,27	0,38	..	II/a
Autriche.....	0,36	0,35	0,31	0,40	0,32	0,35	0,32	0,25	0,33	..	I/c
Belgique.....	0,26	0,11	0,19	0,16	0,14	0,07	0,11	0,34	0,13	0,14	II/b
Finlande.....	—	0,53	0,19	0,05	0,05	0,28	0,10	..	..	..	I/a
France.....	0,27	0,27	0,25	0,24	0,25	0,23	0,21	0,19	0,13	..	I/c
Irlande.....	—	0,47	0,69	0,19	0,38	0,59	0,19	0,19	—	0,40	I/c
Italie.....	0,34	0,34	0,29	0,21	0,26	0,18	0,13	0,10	0,21	0,20	II/c
Norvège.....	0,22	0,14	0,18	0,14	0,10	0,34	0,20	0,15	0,34	0,30	I/c
Pays-Bas.....	0,21	0,44	0,37	0,10	0,14	0,25	0,33	0,19	0,27	0,44	I/a
Royaume-Uni.....	0,38	0,29	0,29	0,26	0,31	0,23	0,27	0,21	0,28	..	I/b
Suède.....	0,13	0,08	0,08	0,10	0,08	0,06	0,09	0,16	..	..	II/d
Suisse.....	0,62	0,69	0,48	0,40	0,34	0,47	0,44	0,43	0,46	..	II/a
Nouvelle-Zélande.....	0,42	0,71	0,21	0,65	0,50	0,67	0,16	..	..	..	II/a

Source : OIT, *Annuaire des statistiques du travail 1971*, 31<sup>e</sup> édition, Genève, BIT, tableau 26, p. 721 à 732.

Code :

I. Accidents signalés.

II. Accidents ayant fait l'objet de dédommagements.

a. Taux correspondant à 1 000 années de travail de 300 jours chacune.

b. Taux correspondant à 1 000 salariés (nombres moyens).

c. Taux correspondant à 1 000 employés (nombres moyens).

d. Taux correspondant à 1 million d'heures de travail effectuées.

« qu'il ne fait aucun doute que l'équilibre mental du travailleur est le plus fortement influencé par sa conviction que l'emploi qu'il exerce lui donne ou non la possibilité d'utiliser ses aptitudes »<sup>27</sup>, et cette conclusion ne paraît pas du tout injustifiée si l'on considère les statistiques qu'il a recueillies. On peut en dire autant de ses conclusions d'ensemble :

Plus un emploi procure de satisfaction au travailleur, plus il contribue à préserver son équilibre mental; inversement, un milieu de travail caractérisé par le mécontentement d'un grand nombre de travailleurs contribue à la détérioration de l'équilibre mental moyen du groupe considéré. En outre, dans chaque catégorie professionnelle, les individus qui éprouvent un degré de satisfaction plus élevé jouissent d'un meilleur équilibre que ceux qui sont moins satisfaits. Enfin, l'état mental des travailleurs satisfaits exerçant des métiers subalternes est comparable à celui des travailleurs occupant des emplois de niveau supérieur, et le mécontentement observé chez les travailleurs qualifiés et chez les plus compétents des semi-qualifiés a tendance à ressembler à celui qu'éprouvent les travailleurs les moins qualifiés (cette dernière constatation ne s'applique qu'aux individus d'âge moyen). Dans l'ensemble, les observations qui ont été faites confirment l'hypothèse selon laquelle les avantages et inconvénients qui sont ressentis dans le travail et qui se manifestent sous la forme de sentiments de satisfaction ou de mécontentement influent notablement sur l'équilibre mental des travailleurs. Nous en déduisons que les conditions de travail ont des

répercussions sur les aspirations des travailleurs, en ce sens qu'elles suscitent des satisfactions ou des déceptions qui, à leur tour, amènent l'individu à porter un jugement favorable ou défavorable sur sa propre valeur, sur ses possibilités d'épanouissement et sur ses chances de voir ses exigences satisfaites à l'avenir. Ces effets sont reflétés dans les différences que nos observations ont fait apparaître chez divers groupes professionnels du point de vue de l'équilibre mental<sup>28</sup>.

52. Une enquête plus récente sur les conditions de travail, établie sur la base d'un échantillon plus étendu et plus varié, a également été effectuée au moyen de questions posées aux travailleurs sur la satisfaction que leur procurait leur travail et sur leur équilibre mental. Ses résultats, comme ceux de l'étude de Kornhauser, font apparaître une corrélation entre la satisfaction procurée par le travail et l'équilibre mental<sup>29</sup>, ainsi qu'entre, d'une part, la satisfaction procurée par le travail et l'équilibre mental et, d'autre part, la profession<sup>30</sup>. En outre, la nature du travail est liée à la fois au degré de satisfaction éprouvé et à l'équilibre mental. Les travaux non routiniers, ceux qui exigent des qualifications spéciales ou ceux qui

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 89.

<sup>29</sup> The University of Michigan, Survey Research Center, *Survey of Working Conditions. Final report on univariate and bivariate tables* (novembre 1970), Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1971, p. 67.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 78.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 129.

assurent une certaine autonomie sont tous plus susceptibles de donner un sentiment de satisfaction à ceux qui les accomplissent et de contribuer à leur équilibre mental<sup>31</sup>. Il convient cependant de préciser que les résultats de l'enquête sont beaucoup moins nettement différenciés que ceux obtenus par Kornhauser; les variations observées à l'intérieur des divers groupes sont remarquablement fortes si on les compare aux variations observées d'un groupe de travailleurs à l'autre. En partie, les résultats de l'enquête sont probablement faussés par le fait qu'on a considéré des catégories professionnelles très larges, de sorte que les distinctions en ce qui concerne la qualité des différents emplois se trouvent estompées. Et d'un autre côté, il existe évidemment des facteurs autres que la qualité de l'emploi qui déterminent le degré de satisfaction et d'équilibre mental. Enfin, il se peut que la présentation sommaire des données sous la forme de statistiques à deux variables masque tout simplement un rapport plus étroit existant entre les variables en question, rapport qui apparaîtrait peut-être si une analyse à plus de deux variables avait été effectuée.

53. Dès lors que les travailleurs ordinaires employés à la production sont convaincus que la technique, la bureaucratie ou l'autorité du patron ne leur laissent aucune chance d'utiliser leurs aptitudes, ils sont enclins à accepter leur propre impuissance. Lorsqu'on refuse aux travailleurs ordinaires toute possibilité de participation, les effets de leur impuissance sur le degré de satisfaction que leur procure leur travail et sur leur équilibre mental se manifestent par de nombreux abandons d'emploi, l'absentéisme et divers actes sporadiques tels que les « grèves sauvages ». Petit à petit, les pays développés à économie de marché prennent conscience de l'importance cruciale, pour la stabilité de la pyramide hiérarchique, de l'assentiment des travailleurs à l'égard de leur rôle, assentiment qui ne peut être obtenu d'eux qu'en leur donnant des possibilités de participation<sup>32</sup>.

54. Il y a 30 ans, Abraham Maslow a avancé l'hypothèse<sup>33</sup>, au demeurant plausible, qu'il existe une hiérarchie des besoins humains; ceux-ci vont des besoins physiologiques tels que la nourriture et le besoin de sécurité, y compris la sécurité physique, aux exigences d'ordre émotionnel, c'est-à-dire le besoin d'amour, d'estime et finalement de « réalisation de soi », qui est le besoin « de devenir tout ce que l'on est capable de devenir »<sup>34</sup>. De l'avis de Maslow, les besoins les plus élevés — amour, estime et réalisation de soi — ne peuvent entrer en jeu qu'après que des besoins plus fondamentaux ont été satisfaits, conception qui n'est pas tellement éloignée de celle qu'exprime Berthold Brecht dans le refrain « *Erst kommt das Fressen, dann kommt die Moral* » [Le pain d'abord, la morale ensuite]. Il résulte de ce raisonnement que plus les pays développés à économie de marché réussiront à satisfaire les besoins fondamentaux (se nourrir, se loger et se protéger contre les risques et les

dangers d'ordre naturel ou économique), plus les besoins émotionnels prendront de l'importance dans la vie des individus. Ces besoins n'ont pas tous le même rapport avec ce qui nous intéresse le plus dans la présente étude. Pour en revenir à Maslow, personne n'attend de son travail en tant que tel qu'il lui permette de satisfaire son besoin d'amour, mais il semble que même l'estime et la réalisation de soi soient incompatibles avec le rôle fonctionnel qui est actuellement celui du travailleur ordinaire.

## F. — Droits syndicaux

55. Ainsi qu'il est indiqué dans la première partie de la présente étude en ce qui concerne les dispositions constitutionnelles, dans la plupart des pays considérés les travailleurs civils sont assurés, à la fois par des garanties juridiques et en fait, du droit de former des syndicats et de s'y affilier, bien que pour les employés de bureau du secteur privé, le patronat, dans l'ensemble, se montre encore réticent à reconnaître les organisations syndicales. Il semble par conséquent que la reconnaissance des syndicats, les mécanismes de négociations collectives et l'exercice du droit de grève soient un fait bien établi dans la plupart des pays développés à économie de marché. Evidemment, l'Afrique du Sud est une exception notoire en ce qui concerne les droits des Noirs, des Asiatiques et de ceux qu'on appelle les « *Coloured* » (métis).

56. Dans la plupart des pays développés à économie de marché considérés, diverses catégories de mesures ont été prises au cours des années pour favoriser la participation des travailleurs aux négociations et à la conclusion de conventions collectives plus libérales et de plus grande portée. Au Royaume-Uni, par exemple, une « Commission on Industrial Relations » a été créée pour favoriser la conclusion de conventions collectives plus avantageuses et pour s'occuper des questions liées à la reconnaissance des syndicats. Le gouvernement avait l'intention d'adopter une législation en vertu de laquelle les employeurs seraient tenus de reconnaître les syndicats recommandés par la Commission à cet effet, et de négocier avec eux<sup>35</sup>. On se proposait également de stipuler dans cette loi qu'aucun employeur n'avait le droit d'empêcher un employé d'appartenir à un syndicat. Ce principe devait figurer dans tous les contrats d'emploi, et il serait prévu par la loi que toute stipulation contraire serait frappée de nullité<sup>36</sup>.

57. Comme on l'a déjà souligné, la grande majorité des pays considérés reconnaissent en pratique le droit de grève, qui est interprété comme étant, fondamentalement, le droit de la main-d'œuvre de refuser en bloc de continuer à travailler. Dans de nombreux pays, cette règle ne s'applique pas aux forces armées, aux fonctionnaires chargés du maintien de l'ordre et aux services essentiels.

58. Le *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970* comportait les observations suivantes sur la situation dans les pays d'Europe occidentale :

L'amélioration du niveau de vie et la pression exercée par les moyens de communication de masse ont amené une partie considérable de la population d'Europe occidentale, y compris la

<sup>31</sup> *Ibid.*, p. 391 à 400.

<sup>32</sup> On trouvera des exemples de mesures prises récemment dans ce domaine, en France, dans le document E/CN.4/1011/Add.20, p. 2 à 5. Voir également les passages relatifs à la compétence et aux activités de la « Chambre du travail » autrichienne dans la réponse du Gouvernement autrichien au questionnaire envoyé par le Rapporteur spécial.

<sup>33</sup> A.H. Maslow, « A theory of human motivation », *Psychological Review*, vol. 50, 1943, p. 370 à 396, réimprimé dans les textes réunis par V.H. Vroom et E.L. Deci, *Management and Motivation*, Londres, Penguin, 1970, p. 27 à 41.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 33.

<sup>35</sup> E/CN.4/1011/Add.2, p. 28.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 28 et 29. Au moment de la rédaction de la présente étude, on n'avait pas pu déterminer avec exactitude si la loi avait en fait été modifiée ainsi qu'il était envisagé par le Gouvernement du Royaume-Uni en 1969.

classe ouvrière traditionnellement révolutionnaire, à se satisfaire des conditions de vie existantes et à n'envisager de changement essentiel que sous la forme d'une nouvelle amélioration des conditions de vie matérielles individuelles. A quelques exceptions près, l'un des instruments traditionnels de la lutte de la classe ouvrière en faveur d'une amélioration collective, le groupement politique militant, fondé sur la participation personnelle à la vie d'un parti et à l'élaboration de sa politique, est tombé en désuétude ou s'est transformé en une organisation de politiciens professionnels qui se perpétue par cooptation. L'autre grand moyen d'action de la classe ouvrière, le mouvement syndical, s'est, lui aussi, fortement bureaucratisé, et son rôle, utile mais peu spectaculaire, se limite à l'organisation de réunions périodiques avec les représentants du patronat en vue de la conclusion d'accords sur la répartition des fruits de l'expansion industrielle. Pour des millions de travailleurs, la salle de séjour où trône le récepteur de télévision a remplacé la salle de réunion et le club politique, de même que la participation, en qualité de spectateur, à des compétitions sportives a canalisé certaines énergies qui s'orientaient autrefois vers des formes traditionnelles d'activité politique.

Néanmoins, divers groupes socio-économiques continuent d'éprouver un profond mécontentement. Ces groupes comprennent les travailleurs migrants qui sont étrangers là où ils vivent et travaillent et qui sont en butte à des discriminations, en raison de préjugés nationaux et régionaux; les petits exploitants agricoles qui se trouvent pris en tenaille entre l'augmentation des coûts et la création progressive d'exploitations agricoles industrielles desservant des marchés multinationaux; et les petites entreprises commerciales

qui se heurtent à une concurrence très vive de la part des grandes entreprises . . .

Les moyens traditionnels utilisés pour porter à l'attention de l'opinion publique les revendications des groupes insatisfaits et pour leur donner satisfaction se sont révélés le plus souvent inefficaces dans les conditions actuelles. Les partis politiques et autres organisations de masse sont devenus, dans certains domaines importants, de moins en moins sensibles aux revendications populaires, ce qui a conduit les groupes mécontents à user de moyens peu orthodoxes pour faire connaître leurs griefs et leurs aspirations. Lorsque ces groupes participent activement au processus de production, les grèves restent le principal instrument de protestation. Mais, comme les dirigeants ne s'associent pas toujours aux protestations de la base, ces manifestations prennent souvent des formes non réglementaires, ce qui est le cas des grèves non officielles, dites grèves « sauvages » qui se produisent dans l'industrie, et pendant lesquelles des représentants *ad hoc*, spécialement et directement élus par les travailleurs, peuvent prendre des positions opposées à celles des dirigeants syndicaux. Les grèves déclenchées par les petits exploitants agricoles mécontents des prix payés pour leurs produits se sont en général limitées dans le passé à l'interruption des livraisons et à la destruction des produits périssables, mais à plusieurs reprises, récemment, elles ont pris la forme de barrages routiers généralisés dans les régions intéressées<sup>37</sup>.

---

<sup>37</sup> ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970 . . .*, p. 133 et 134.

### Chapitre III

## L'ÉGALITÉ DES CHANCES

59. On dit que le système en vigueur dans les pays développés à économie de marché ressemble d'assez près à une « méritocratie », et que si les gros lots vont aux gagants, du moins le jeu est-il juste : les chances de chacun sont à peu près égales. Il importe d'analyser cette affirmation dans une étude sur la jouissance des droits économiques et sociaux, car c'est certainement pour garantir l'égalité des « chances dans la vie » que la Déclaration universelle des droits de l'homme et les instruments connexes ont inclus l'enseignement primaire, ainsi que l'accès à l'enseignement supérieur et la promotion professionnelle en fonction des compétences, parmi les droits fondamentaux qu'ils ont énumérés.

### A. — Mobilité sociale

60. A l'appui de l'affirmation selon laquelle l'égalité des chances est un fait dans ces pays, on produit souvent des études sur l'importance de la mobilité sociale. De telles études montrent en général que, dans la mesure où l'on peut identifier la classe sociale à la profession, aucune classe sociale ne connaît de continuité héréditaire, et la mobilité professionnelle est un indicateur intéressant de l'égalité des chances.

61. En fin de compte, il se dégage deux conclusions des études faites aux Etats-Unis d'Amérique. Tout d'abord, la mobilité de « faible amplitude » — c'est-à-dire celle qui consiste à passer d'un groupe professionnel à un groupe voisin — est un phénomène très fréquent, surtout dans les catégories professionnelles moyennes. La deuxième, c'est que les groupes du haut (cadres) et du bas (manœuvres) de l'échelle sont plus stables que ceux du milieu. Les études sur la mobilité qui ont été effectuées dans plusieurs des principaux pays développés à économie de marché d'Europe tendent à confirmer ce schéma.

62. Bien que les études effectuées dans les différents pays européens ne soient pas directement comparables, elles révèlent un pourcentage disproportionné d'accès aux emplois de l'élite en faveur des fils des membres de cette catégorie.

63. Comme on ne dispose pas d'études semblables faites à différentes époques dans un même pays, il n'a pas été possible d'évaluer les tendances des taux de mobilité.

64. Les pays développés à économie de marché d'Europe pour lesquels on dispose de données, ainsi que les Etats-Unis d'Amérique, révèlent bien un degré considérable de mobilité professionnelle, surtout de mobilité de faible amplitude.

### B. — Le rôle de l'enseignement

65. L'importance de l'égalité dans l'enseignement est évidente. Comme on pouvait s'y attendre, les inégalités en ce domaine sont plus grandes dans les pays pé-

phériques de l'Europe du Sud que dans les nations qui connaissent le plus haut degré de développement économique, bien qu'il faille reconnaître que pratiquement tous les pays ont enregistré des progrès réguliers sur le chapitre de la prolongation de l'enseignement à tous les niveaux. En effet, au moment où a été effectuée la présente étude, tous les pays développés à économie de marché avaient un système d'enseignement gratuit et obligatoire d'une durée d'au moins six ans et, pour la plupart d'entre eux, d'une durée bien supérieure. Chose plus frappante encore, il semble que les lois soient rigoureusement appliquées à peu près partout. L'Espagne et le Portugal, où seulement trois quarts et cinq sixièmes respectivement de la population d'âge scolaire fréquentaient l'école selon les plus récents recensements reçus, sont les deux exceptions. En Afrique du Sud, et cela n'a rien de surprenant, la situation est entièrement différente : la politique d'*apartheid*, telle qu'elle est appliquée, n'accorde pas aux enfants africains, asiatiques et métis des possibilités d'instruction adéquates et, en conséquence, les possibilités d'avenir de ces enfants ne représentent même pas une fraction de celles qui s'offrent aux enfants d'origine européenne. Les chiffres pertinents sont donnés par l'UNESCO<sup>38</sup>. L'enseignement secondaire n'est en général ni obligatoire ni universel en fait, bien qu'il apparaisse nettement que, là aussi, on a enregistré un fort accroissement des effectifs scolaires depuis la seconde guerre mondiale.

66. Dans presque tous les pays développés à économie de marché, à part l'exception flagrante que constitue l'Afrique du Sud, des progrès importants ont été réalisés qui ont ouvert toutes grandes les portes de l'enseignement supérieur depuis la seconde guerre mondiale. La Suède offre un exemple remarquable à cet égard : alors qu'en 1947 les enfants issus des milieux ouvriers ne représentaient que 8 % des étudiants d'université, en 1956/57 la proportion était passée à 15 %, et en 1967 le chiffre était d'environ 20 %.

67. L'inégalité en matière d'enseignement est particulièrement prononcée en ce qui concerne deux facteurs qu'on ne peut, en étudiant la question de l'égalité des chances, que citer en passant : le sexe et la race. Le nombre de filles et de garçons fréquentant l'école primaire est maintenant à peu près le même dans les pays développés à économie de marché, mais qu'il y a beaucoup plus de jeunes gens que de jeunes filles qui suivent un enseignement supérieur<sup>39</sup>. Aux Etats-Unis d'Amérique, les Noirs sont encore sous-représentés dans les établissements d'enseignement supérieur, bien que leur situation, à cet égard aussi, se soit améliorée au cours des 20 dernières années.

<sup>38</sup> UNESCO, *Annuaire statistique de l'UNESCO*, 1969, Paris 1970, tableau 2.12.

<sup>39</sup> *Ibid.*, tableau 2.5.



68. De nombreux indices, qui se reflètent dans un segment considérable de l'opinion publique actuelle, suggèrent que l'inégalité dans l'enseignement est le mode principal de sélection professionnelle et, partant, le mode principal de transmission d'une génération à l'autre des privilèges et des désavantages.

69. On ne peut guère s'empêcher de penser que le rôle de l'enseignement en tant que facteur déterminant l'appartenance à telle ou telle classe sociale, bien qu'important, n'est pas exclusif. Au fur et à mesure que l'enseignement touchera un public de plus en plus nombreux, le niveau d'instruction ne servira plus à distinguer une élite, même si l'importance de l'enseignement réside essentiellement dans l'acquisition des connaissances. Il se peut que l'instruction soit, à une époque donnée, le facteur principal qui détermine la profession et les conditions de vie des individus, mais qu'elle ne le soit pas à d'autres époques. Si le développement économique entraîne un accroissement très net de la catégorie d'emplois moyennement et hautement qualifiés, il se peut alors que l'instruction soit à la fois nécessaire et suffisante pour obtenir un niveau social et un revenu élevés. Au cours des 50 dernières années, le mouvement qui s'est effectué des professions agricoles vers les carrières non agricoles, l'expansion du secteur public et, plus récemment, l'introduction de travailleurs étrangers en grand nombre, tout cela a contribué à la prolifération des emplois de catégorie supérieure qui sont allés aux ressortissants des pays développés à économie de marché.

70. C'est le déséquilibre entre l'offre et la demande, et non la valeur intrinsèque des diplômes universitaires, qui a fait de l'instruction le passeport de la réussite et contribué à réduire l'écart séparant les chances d'avenir des uns et des autres selon qu'ils étaient nés dans un milieu plus ou moins favorable.

### C. — Le rôle du milieu familial

71. A l'heure actuelle, on peut dire, sans risque d'erreur, que l'instruction est plus ou moins nécessaire à la réussite économique et sociale dans les pays développés à économie de marché et qu'elle est de moins en moins suffisante pour assurer à celui qui en est armé un niveau social élevé et un bon revenu. Mais quel que soit le rôle exact de l'instruction, il est évident que les antécédents familiaux, le revenu des parents, la profession et le niveau d'instruction du père, jouent un rôle important, voire décisif, dans l'avenir des enfants.

72. Il est incontestable que les bourses et les prêts, dans la mesure où ils tendent à mettre à la portée de tous les avantages qu'offre l'enseignement supérieur, atténuent l'effet du revenu et de la richesse des parents. Dans le domaine de l'assistance financière aux étudiants, comme dans d'autres, la Suède connaît un système relativement avancé. Les étudiants d'université qui font la preuve « d'une certaine aptitude aux études » ont droit à une assistance financière d'environ 2 000 dollars par an<sup>40</sup>. Et il ne fait aucun doute que cela a largement contribué à ouvrir les portes des universités suédoises aux enfants d'ouvriers.

73. Certes, même avant l'entrée à l'université, les jeunes qui jouissent de conditions économiques et sociales favorables sont avantagés. De toute évidence,

l'argent ne fait pas nécessairement le bonheur, mais il procure un milieu familial plus propice à la préparation du jeune à la vie universitaire. Il n'est que de considérer un critère aussi fondamental et aussi peu élaboré que l'espace nécessaire au calme dans lequel doivent s'effectuer les travaux scolaires. Bien que le logement soit un bien qui, comme tant d'autres, est sans doute réparti avec plus de justice en Suède que dans la plupart des autres pays, une étude suédoise récente a révélé que près de la moitié des familles ouvrières ayant des enfants de moins de 16 ans vivaient à l'étroit. L'expression « vivre à l'étroit » ne traduit pas, bien sûr, des conditions intolérables : elle indique simplement qu'il y a plus de deux personnes par pièce, sans compter la salle de séjour et la cuisine. En revanche, dans les classes moyennes, les mêmes conditions ne se retrouvent que dans la proportion d'un sur cinq pour des familles du même type, et dans 4 % seulement des familles appartenant aux couches supérieures de la société<sup>41</sup>.

74. Cependant, il est probable que les nombreux avantages non mesurables que procurent aux enfants l'argent et un niveau social élevé sont beaucoup plus importants. Entourés de livres et de tous les attributs de la culture, grandissant parmi des gens qui ont l'assurance que donne la réussite, tout naturellement destinés, selon l'attente de leurs parents, à embrasser des carrières de haut rang, les enfants issus des classes moyennes et de l'élite acquièrent plus facilement le style propre au succès, c'est-à-dire le langage, les manières et les attitudes qui semblent être au moins aussi importants que les capacités intellectuelles pour décider d'un avenir brillant.

### D. — Limites de l'égalisation des chances

75. On ne sait pas très bien jusqu'à quel point il serait possible d'annuler les effets de l'inégalité des chances en stabilisant à un même niveau, dans la formation des enfants, les variables qui, comme l'enseignement, dépendent directement de l'autorité gouvernementale, ou encore en créant pour eux des conditions d'égalité économique. Certains sociologues, comme Peter Blau et Otis Duncan, ont beaucoup insisté sur le côté important de la réussite sociale que n'explique aucun facteur ayant trait à l'économie, à la société, au niveau social ou aux capacités des individus<sup>42</sup>. Plus récemment, Christopher Jencks et ses collaborateurs de l'Institut pédagogique de l'Université Harvard ont développé ce thème, soulignant « que des conditions d'inégalité se renouvellent à chaque génération, même chez des gens qui, au départ, se trouvaient dans des conditions à peu près identiques »<sup>43</sup>.

76. Il s'agit là, à tout le moins, d'une exagération considérable. Quel que soit le critère utilisé — comparaison des revenus ou situation professionnelle — il est certain qu'il existe entre les générations une grande mobilité, mais il semble que cette mobilité soit beaucoup plus importante dans la partie centrale de l'éventail des

<sup>40</sup> A.J. Gilderson et E. Marshall, *Social Benefits in Sweden : 1972*, Stockholm, Trygg Hansa, 1972, p. 7 et 8.

<sup>41</sup> Suède, Arbetsgruppen för Låginkomstfrågor [Groupe de travail sur les questions relatives aux faibles revenus], *Kompendium om Låginkomstutredningen* [Recueil d'études sur les catégories à faible revenu], Stockholm, 1971, p. 130.

<sup>42</sup> P.M. Blau et O.D. Duncan, *The American Occupational Structure*, New York, N.Y., John Wiley and Sons, 1967, chap. 5, p. 163 et suivantes; et O.D. Duncan, "Ability and Achievement", *Eugenics Quarterly*, Chicago, vol. 15, n° 1, mars 1968, p. 1 à 11.

<sup>43</sup> C. Jencks et al., *Inequality : A Reassessment of the Family and Schooling in America*, New York, N.Y., Basic Books, 1972, p. 8.

professions qu'à ses extrémités. En se fiant trop, pour l'ensemble de l'éventail, à des mesures sommaires de corrélation, telles que la proportion de la variance totale qui « s'explique » par les variables de la formation, on risque de ne pas tenir suffisamment compte des avantages évidents de l'élite et des désavantages, non moins évidents, de ceux du bas de l'échelle. De plus, les disparités régionales, les différences existant, selon les métiers, dans la rapidité avec laquelle, au cours d'une existence, augmente le revenu des particuliers ou dans le nombre d'heures de travail effectuées, de même que d'autres variables, ont manifestement des conséquences énormes en ce qui concerne l'inégalité des revenus. Tant que le rôle de l'enseignement, de l'intelligence et de la famille n'auront pas été analysés dans un modèle tenant compte de ces trois variables — tâche que nul n'a encore jamais entreprise —, il est peut-être prématuré d'affirmer que les conditions d'inégalité ne sont pas transmises de génération en génération mais plutôt qu'elles se renouvellent à chaque génération.

77. Il semble que le milieu familial demeure un facteur important qui conditionne les chances d'avenir des individus, quels que soient les progrès que l'on peut réaliser en facilitant l'accès aux moyens d'enseignement par la suppression des droits de scolarité et l'octroi de bourses et de prêts d'étude. On pourrait encore se rapprocher d'une égalité réelle des chances en réalisant l'égalité

économique des enfants. Mais on ne pourrait y parvenir qu'en créant des conditions qui conduiraient à supprimer les importantes disparités qui caractérisent les revenus et la fortune. Il est permis de douter que l'instruction soit maintenant un moyen aussi sûr d'assurer la mobilité qu'il semble l'avoir été au cours des 50 dernières années. Et parmi les avantages que les familles jouissant des meilleures situations procurent à leurs enfants, il en est beaucoup qui ne sont qu'indirectement liés aux conditions économiques, en particulier ceux qui concernent la culture, le comportement et les façons de penser.

78. Comme il est dit dans une étude de l'UNESCO :

C'est l'enfant, tel que le font son héritage culturel, ses particularités psychologiques, les conséquences de son milieu familial et de ses conditions économiques, qui entre dans un processus éducatif. C'est l'individu adulte dans ses dimensions de producteur, de consommateur, de citoyen, de père de famille, d'être heureux ou malheureux, qui est le sujet de l'éducation continue.

...  
Grâce à l'expérience et aux moyens existants ou en puissance, dans les sociétés actuelles, il est possible (soit dit sans méconnaître en rien les difficultés de la tâche) d'aider l'homme à s'épanouir dans toutes ses dimensions : en tant qu'agent du développement, agent du changement et auteur de son propre accomplissement — ce qui revient à tendre, par les chemins du réel, vers l'idéal de l'homme complet<sup>44</sup>.

<sup>44</sup> UNESCO, *Apprendre à être*, Paris, Fayard, 1972, p. 178 à 180.

## Chapitre IV

### SÉCURITÉ SOCIALE<sup>45</sup>

79. Les régimes de sécurité sociale des pays développés à économie de marché sont incontestablement une de leurs plus brillantes réussites, même si cette réussite est parfois inégale. Le schéma fondamental du régime de sécurité sociale est en général antérieur à la seconde guerre mondiale, mais tous les pays ont procédé à des mises à jour et à des révisions au cours de l'après-guerre. Le tableau IV.20 donne la liste des dates auxquelles les divers programmes de sécurité sociale ont été instaurés et le tableau IV.21 la répartition des dépenses de sécurité sociale pour un certain nombre de pays développés à économie de marché.

#### A. — Allocations familiales

80. Le fait nouveau le plus important de l'après-guerre a été l'instauration des allocations familiales. Parmi les principaux pays développés à économie de marché, seuls les Etats-Unis d'Amérique n'ont pas adopté ce moyen d'assurer « protection et assistance... à la

famille ». A la place, les autorités des Etats-Unis accordent une exonération fiscale pour chaque personne à charge (y compris l'épouse et chacun des enfants), dont le montant varie directement en fonction du revenu imposable.

81. Il y a des différences entre les pays en ce qui concerne tant les montants alloués que la progression des versements en fonction du nombre d'enfants. Cette progression est forte en France, dans la République fédérale d'Allemagne et en Norvège. Une famille française a droit à une allocation d'environ 85 francs par mois pour le deuxième enfant, 145 francs pour les troisième et quatrième enfants et 130 francs pour le cinquième et chacun des enfants suivants. En outre, les familles dans lesquelles il n'y a qu'un salarié bénéficient d'une allocation supplémentaire. Pour chaque enfant (à compter du premier) de moins de deux ans, l'allocation de « salaire unique » est légèrement inférieure à 100 francs. Pour chaque enfant de plus de deux ans, elle est de 40 francs. Dans la République fédérale d'Allemagne, les familles à faible revenu ont droit à 25 deutsche Mark par mois pour le second enfant et toutes les familles ont droit à 60 deutsche Mark pour les troisième et quatrième enfants et à 70 deutsche Mark pour le cinquième enfant et chacun des enfants suivants. En Norvège, le barème des allocations est de 500 couronnes par an pour le premier enfant, 1 500 couronnes pour le deuxième, 2 000 pour le troisième, 2 200 pour le quatrième et 2 400 pour le cinquième et chacun des enfants suivants.

<sup>45</sup> Les renseignements fournis dans le présent chapitre, à l'exception de ceux qui figurent dans les tableaux, portent, sauf indication contraire, sur l'année 1971. Lorsqu'il n'est pas signalé d'autre source, les chiffres sont tirés de : Etats-Unis d'Amérique, Department of Health, Education and Welfare, Social Security Administration, Office of Research and Statistics, *Social Security Programs throughout the World, 1971, Research Report No. 40*, Washington, D. C., U.S. Government Printing Office, 1971.

TABLEAU IV.20

Divers pays développés à économie de marché : origine des premiers régimes légaux de sécurité sociale

Pays	MM	P	RP	C	PF
Allemagne (République fédérale d') . . . . .	1883	1889	1884	1927	1954
Australie . . . . .	1912	1908	1900	1944	1941
Autriche . . . . .	1854	1854	1888	1920	1948
Belgique . . . . .	1844	1884	1903	1920	1930
Canada . . . . .	1935	1927	1902	1940	1944
Danemark . . . . .	1892	1891	1898	1907	1952
Etats-Unis d'Amérique . . . . .	1965	1935	1908	1935	*
Finlande . . . . .	1963	1937	1895	1917	1943
France . . . . .	1928	1885	1898	1905	1932
Grèce . . . . .	1926	1922	1914	1945	1958
Islande . . . . .	1936	1890	1903	1936	1946
Royaume-Uni . . . . .	1911	1908	1897	1911	1945
Suède . . . . .	1891	1913	1901	1934	1947
Suisse . . . . .	1911	1916	1911	1924	1952

Source : G. Perrin, « Réflexions sur cinquante années de sécurité sociale », *Revue internationale du travail*, Genève, vol. 99 n° 3, mars 1969, p. 317 à 319.

NOTE. — MM = Régimes de prestations en cas de maladie et de maternité.  
P = Régimes de pensions d'invalidité, de vieillesse ou de survivant.  
RP = Régimes de protection contre les risques professionnels.  
C = Régimes de prestations en cas de chômage.  
PF = Régimes de prestations familiales.  
\* = Pas de régime légal de sécurité sociale sous cette rubrique.

TABLEAU IV.21

**Divers pays développés à économie de marché : structure des prestations de la sécurité sociale en 1960**  
(En pourcentage)

Pays	Santé et bien-être <sup>a</sup>	Accidents du travail	Allocations familiales <sup>b</sup>	Chômage	Pensions <sup>c</sup>	Victimes de guerre
Allemagne (République fédérale d').....	27,6	3,6	3,1	1,5	55,7	8,5
Autriche .....	23,2	2,8	12,4	3,7	51,8	6,1
Belgique .....	35,1	4,6	17,6	7,1	29,8	5,8
Danemark .....	36,2	3,1	5,8	4,6	49,9	0,4
Finlande .....	34,7	3,2	17,5	0,1	39,0	5,5
France .....	24,8	5,4	28,6	0,2	33,0	8,0
Irlande .....	38	2	13	8	39	—
Italie .....	19,1	3,0	18,8	— 50,1	—	9,0
Norvège .....	42,4	2,9	8,5	2,6	42,3	1,3
Pays-Bas .....	29,6	2,5	18,0	1,6	47,4	0,9
Royaume-Uni .....	49,7	1,9	5,2	1,3	38,3	3,6
Suède .....	42,7	1,1	14,1	1,3	40,6	0,2
Suisse .....	47,2	8,3	0,7 <sup>d</sup>	0,3	43,5	—
Canada .....	30,3	3,7	16,9	13,2	27,6	8,3
Etats-Unis d'Amérique.....	21,6	4,6	—	9,5	48,9	15,4

Source : ONU, *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1965*, deuxième partie, *Les revenus dans l'Europe d'après guerre : politiques, croissance et répartition* (publication des Nations Unies, numéro de vente : 66.II.E.14), chap. 6, tableau 6.9.

<sup>a</sup> Y compris assurance-maladie, santé, assistance publique, cantines scolaires.

<sup>b</sup> Y compris aide familiale, pensions de mères, allocations-logement.

<sup>c</sup> Pensions de vieillesse, d'invalidité et de survivant, y compris les asiles de vieillards et les maisons de retraite.

<sup>d</sup> Seules figurent les indemnités fédérales.

82. Par contre, l'Italie, le Danemark et la Suède versent une somme constante par enfant, quelle que soit la taille de la famille. En Italie, l'allocation est de 68 640 livres par enfant et par an; au Danemark, l'allocation de base est de 1 124 couronnes par an; en Suède, elle est de 1 200 couronnes. Ainsi, une famille suédoise de deux enfants reçoit une allocation de 2 400 couronnes par an, soit environ 480 dollars, alors qu'une famille identique dans la République fédérale d'Allemagne touche 100 dollars ou moins.

83. Les différences entre pays varient si l'on prend en considération les disparités de revenus. Une famille française de deux enfants, dont l'un âgé de moins de deux ans, bénéficiant de l'allocation supplémentaire de salaire unique, reçoit chaque année une allocation d'environ 2 700 francs, soit 530 dollars, c'est-à-dire à peu près 10 % de plus qu'une famille suédoise dans la même situation. Mais pour une famille ouvrière, l'allocation représente un supplément de revenu deux fois plus important en France qu'en Suède, car les salaires français sont en moyenne inférieurs de moitié aux salaires suédois.

84. Dans les pays les plus avancés, le versement des allocations familiales est rarement sélectif. Il n'existe pas de plafond de revenu ni d'évaluation des moyens d'existence, bien qu'un pays au moins (le Danemark) ait prévu l'octroi d'allocations supplémentaires aux familles dans le besoin. Dans les pays périphériques de l'Europe méridionale — Portugal, Espagne, Italie et Grèce — les agriculteurs et les gens de maison sont exclus de ce régime ou placés sous un régime distinct, probablement moins favorable. Les pays européens ne font en général aucune distinction entre leurs ressortissants et les étrangers aussi longtemps que ceux-ci sont des résidents, mais, comme il est noté au chapitre V ci-après, les travailleurs étrangers dont les enfants ne vivent pas dans le pays sont considérablement désavantagés. En Afrique du Sud, les Noirs ainsi que les Asiatiques et les métis sont complètement

exclus du bénéfice des allocations familiales. Dans presque tous ces pays, les allocations familiales, comme les autres prestations de sécurité sociale, sont régulièrement ajustées en fonction des variations du coût de la vie. Au Royaume-Uni, par exemple, le gouvernement a indiqué que le montant des allocations familiales avait été plusieurs fois relevé au cours des 10 dernières années, étant donné que les cas les plus graves de misère se rencontrent dans les familles qui ont le plus d'enfants<sup>46</sup>.

#### B. — Pensions de vieillesse

85. En d'autres domaines touchant à la sécurité sociale, la tendance dominante pendant l'après-guerre a été d' étoffer les programmes existants. C'est ainsi que l'Italie est parvenue à faire passer de 47 % en 1955 à 100 % en 1966 la proportion de la population économiquement active bénéficiant d'un régime ou d'un autre de pensions de vieillesse. Pour l'Autriche, les chiffres sont de 59 % en 1955 et 77 % en 1965. De même, le Japon a fait passer la proportion de la population économiquement active ayant droit à une pension de vieillesse de 36 à 89 % entre 1960 et 1966. Au Portugal, 45 % de la population économiquement active étaient inscrits à un régime ou à un autre d'assurances vieillesse en 1965, contre 25 % en 1957. Dans les pays les plus avancés, comme il ressort du tableau IV.22, pratiquement tous les salariés bénéficiaient de l'assurance vieillesse dès 1955.

86. Naturellement, la qualité des prestations varie considérablement d'un pays à l'autre. Dans la plupart des cas, une pension de base se combine à une pension proportionnelle aux gains antérieurs, mais l'accent est mis tantôt sur la prestation de base, tantôt sur la part de la pension qui varie en fonction du revenu. A un extrême,

<sup>46</sup> E/CN.4/1011/Add.2, p. 35 et 36.

TABLEAU IV.22

Divers pays développés à économie de marché : champ d'application des régimes publics d'assurance pensions

Pays	Année	Nombre d'assurés (en milliers)	Nombre d'assurés, en pourcentage de la population active
Allemagne (République fédérale d') .....	1955	20 370	84
	1967	25 791	93
Autriche .....	1955	1 938	59
	1965	2 544	77
Etats-Unis d'Amérique.....	1955	57 700	87
	1965	67 800	85
France .....	1955	18 390	94
	1964	20 540	100
Israël .....	1956	560	90
	1965	870	99
Italie .....	1955	9 701	47
	1966	19 985	100
Japon.....	1960	15 880	36
	1966	43 349	89
Portugal .....	1957	834	25
	1965	1 593	45
Royaume-Uni .....	1955	21 990	90
	1965	21 830	85

Source : OIT, *La pauvreté et les niveaux de vie minima*, Genève, BIT, 1970, p. 35.

le Royaume-Uni alloue actuellement aux bénéficiaires d'une pension de vieillesse un minimum de base de 260 livres par an (environ 650 dollars), auquel vient s'ajouter une pension proportionnelle qui représente entre un quart et un tiers du salaire moyen après 40 ans d'activité pour les travailleurs dont le salaire se situait entre 465 et 1 560 livres avant la retraite. A l'autre extrême, la République fédérale d'Allemagne ne verse aucune prestation de base, mais une pension qui peut atteindre jusqu'à 75 % du salaire de référence, celui-ci étant établi en calculant le rapport du salaire de l'intéressé à la moyenne nationale pour toute la période d'affiliation et en multipliant ce rapport par le salaire national moyen au cours des trois années précédant la mise en liquidation. La Suède, comme on peut s'y attendre, offre à la fois un montant minimal élevé, indexé sur le coût de la vie, égal en 1971 à 5 760 couronnes (soit 1 150 dollars des Etats-Unis) et une pension complémentaire pouvant s'élever jusqu'à 60 % de la fraction du salaire moyen annuel ouvrant droit à pension supérieure à 6 400 couronnes.

87. La plupart des pays (la République fédérale d'Allemagne faisant exception) prévoient des majorations pour le conjoint et quelquefois même pour les enfants à charge. Aux Etats-Unis d'Amérique, le régime de sécurité sociale a été amélioré en 1967, grâce à l'adoption d'un amendement au programme « Medicare » de 1966, qui a accru les prestations en espèces payables au titre des pensions de vieillesse, de survivant et d'invalidité. En moyenne, les prestations mensuelles ont été accrues de 13 %. Elles varient actuellement entre un minimum de 55 dollars et un maximum de 218 dollars pour un travailleur célibataire, ou de 434,40 dollars pour une famille. Parmi les améliorations, on peut noter la création d'une nouvelle catégorie de bénéficiaires, ce qui permet aujourd'hui à un conjoint survivant invalide de recevoir une pension de survivant à partir de l'âge de 50 ans. L'âge requis pour avoir droit à une pension de veuve a

été abaissé à 60 ans, mais le montant de la pension est alors réduit.

88. En principe, la plupart des pays traitent les étrangers résidents de la même manière que leurs propres ressortissants, bien qu'un grand nombre imposent certaines restrictions aux étrangers désireux de rentrer dans leurs pays tout en conservant le bénéfice de leur pension. L'Afrique du Sud, appliquant avec cohérence sa politique d'*apartheid*, a un régime de pensions de vieillesse qui varie selon la couleur de la peau, les prestations mensuelles maximales s'élevant à 38 rands pour les Blancs, 18 rands pour les Métis et les Asiatiques, et 5,75 rands pour les Africains. Toutes les pensions sont subordonnées à une évaluation des ressources, le plafond au-delà duquel la pension n'est plus servie étant fixé à 640 rands par an pour un Blanc, 300 rands pour un Asiatique ou un Métis et 99 rands pour un Africain.

89. Les prestations accordées aux veuves de pensionnés et d'anciens travailleurs sont remarquablement uniformes du moins au regard de la diversité que l'on constate par ailleurs dans la plupart des régimes de sécurité sociale. En général, la veuve reçoit de 50 à 60 % de la pension de son mari, ce pourcentage étant nettement plus élevé pour les veuves de petits salariés en Suède, dans les autres pays nordiques et au Royaume-Uni — pays dans lesquels le régime de retraite des travailleurs se double d'un régime général des pensions.

### C. — Assurance chômage

90. Tous les grands pays développés à économie de marché ont mis en place une forme ou l'autre d'assurance chômage, et même les pays les moins avancés ont institué une assurance au moins rudimentaire au cours de l'après-guerre, la seule exception étant le Portugal. En 1971, Israël avait promulgué une loi relative aux cotisations, mais n'avait pas encore adopté la loi concernant les prestations. Les travailleurs agricoles n'y ont généralement pas droit tant dans les pays avancés que dans les pays périphériques, et l'assurance fournie est loin d'être suffisante, surtout dans les pays où le taux de chômage est le plus élevé. En moyenne, l'allocation de chômage équivaut à 50 % du salaire, mais le montant exact en varie considérablement d'un pays à l'autre.

91. Aux Etats-Unis d'Amérique, par exemple, la moyenne des allocations se situe aux environs de 50 % du salaire, mais dans certains des Etats de l'Union, elle n'est que du tiers du salaire. Le tableau IV.23 montre qu'au fil des ans le rapport des allocations au salaire moyen de référence a sensiblement décru depuis les années 30, époque où les premières assurances chômage sont apparues.

92. De plus, il apparaît que les chômeurs bénéficiant d'une assurance ne représentent aux Etats-Unis qu'un tiers environ du nombre total de personnes sans emploi. Le tableau IV.24 montre que, dans certains Etats, un cinquième seulement des chômeurs bénéficient d'une allocation. La Commission présidentielle des programmes de maintien des revenus, après avoir examiné les raisons pour lesquelles l'assurance chômage est si peu répandue, conclut que ces raisons ne font pas honneur à la politique sociale des Etats-Unis<sup>47</sup>. Les ouvriers agricoles et les

<sup>47</sup> La présente étude des indemnités de chômage aux Etats-Unis d'Amérique se fonde sur : President's Commission on Income Maintenance Programs, *Background Papers*, section intitulée « Unemployment Insurance », p. 178 à 190.

TABLEAU IV.23

Etats-Unis d'Amérique : montant maximal des prestations hebdomadaires des régimes d'assurance chômage, par Etat, en 1939, 1963 et 1968

	Montant maximal des prestations hebdomadaires en 1939		Montant maximal des prestations hebdomadaires au 1 <sup>er</sup> janvier 1963 <sup>a</sup>		Montant maximal des prestations hebdomadaires au 31 décembre 1968 <sup>a</sup>	
	Montant (en dollars)	Pourcentage du salaire moyen hebdomadaire couvert par l'assurance	Montant (en dollars)	Pourcentage du salaire moyen hebdomadaire couvert par l'assurance	Montant (en dollars)	Pourcentage du salaire moyen hebdomadaire couvert par l'assurance
Alabama .....	15	85	32	40	44	41
Alaska .....	16	45	45-70	30-47	55-80	31
Arizona .....	15	61	35	35	50	41
Arkansas .....	15	94	30	44	44	50°
Californie .....	18	59	55	49	65	46
Caroline du Nord .....	15	87	35	48	42	50
Caroline du Sud .....	15	98	25°	50°	46	50°
Colorado .....	15	61	48-60 <sup>b,°</sup>	50-62°	56	60°
Connecticut .....	15	55	45-67	44-65	60-90	52°
Dakota du Nord .....	15	69	36	45	49	50
Dakota du Sud .....	15	68	33	38	41	42
Delaware .....	15	56	50	46	55	40
District de Columbia .....	15	58	49°	50	60	48°
Floride .....	15	81	33	34	40	36
Géorgie .....	15	85	35	45	45	43
Hawaii .....	15	81	55	65	68	61°
Idaho .....	18	83	44°	52, 50°	53	52, 50°
Illinois .....	16	55	38-59	35-55	42-70	33
Indiana .....	15	57	36	35	40-52	33
Iowa .....	15	65	30-44	43-47	55	50°
Kansas .....	15	66	45°	50°	53	49°
Kentucky .....	15	71	40	47	49	46, 75°
Louisiane .....	18	88	35	40	45	42°
Maine .....	15	74	34	43	49	50°
Maryland .....	15	63	38-46	42-51	56	51
Massachusetts .....	15	57	30 <sup>d</sup>	43 <sup>d</sup>	54	47 <sup>d</sup>
Michigan .....	16	53	30-55	26-48	46-76	31
Minnesota .....	15	62	38	40	50	47
Mississippi .....	15	96	30	44	30	41
Missouri .....	15	60	40	42	53	42
Montana .....	15	59	34	39	34	39
Nebraska .....	15	65	34	37	44	44
Nevada .....	15	56	37, 50-57, 50	34-62	43-63	36
New Hampshire .....	15	72	40	49	54	49
New Jersey .....	15	55	50	47	62	47°
New Mexico .....	15	70	36	39	40	50
New York .....	15	49	50	47	65	46
Ohio .....	15	54	42-53	40-50	47-66	34
Oklahoma .....	15	61	32	36	38	33
Oregon .....	15	52	40	42	49	45
Pennsylvanie .....	15	60	40	42	60	49
Porto Rico .....	—°	—°	16	36	33	50°
Rhode Island .....	16	69	36-48	43-57	53-73	50°
Tennessee .....	15	77	32	40	42	44
Texas .....	15	65	37	41	45	38
Utah .....	16	67	45°	50°	51	50
Vermont .....	15	67	41°	50°	53	50
Virginie .....	15	73	34	42	48	44
Virginie occidentale .....	15	60	32	33	47	40°
Washington .....	15	56	42	40	42	31
Wisconsin .....	15	55	52°	52, 50°	63	52°
Wyoming .....	18	77	49-55°	55-62°	51	50°

Source: Etats-Unis d'Amérique, President's Commission on Income Maintenance Programs, *Background Papers*, p. 181.

<sup>a</sup> Lorsque deux montants sont indiqués, le montant supérieur comprend l'allocation maximale pour personnes à charge; l'Alaska, l'Ohio et le Wyoming limitent le montant maximal des prestations hebdomadaires payé à l'intéressé d'un Etat à l'autre.

<sup>b</sup> La maximum est augmenté de 25% pour les intéressés bénéficiaires pouvant justifier de cinq années d'emploi rémunéré et n'ayant pas reçu de prestations.

<sup>c</sup> Le maximum est déterminé périodiquement selon un pourcentage spécifié du salaire moyen dans l'emploi couvert par l'assurance.

<sup>d</sup> Le paiement maximal augmenté n'est pas indiqué puisque cette augmentation n'est limitée que par le salaire hebdomadaire moyen de l'intéressé.

<sup>e</sup> Il n'existe pas de disposition pour l'assurance chômage dans le cadre des programmes fédéraux ou des Etats.

employés des entreprises de transformation de produits agricoles ainsi que les nouveaux venus et les personnes nouvellement admises ou réadmissées sur le marché du

travail n'y ont pas droit, alors qu'ils comptent parmi les groupes les plus vulnérables. Une autre raison de la faible diffusion de l'assurance chômage est que le droit

TABLEAU IV.24

Etats-Unis d'Amérique : nombre total de chômeurs et nombre de chômeurs bénéficiant d'une assurance, par Etat, en 1968

	Nombre total de chômeurs		Nombre de chômeurs assurés		Nombre de chômeurs non assurés	
	En milliers	Taux	En milliers	Taux	En milliers	Taux
Etats-Unis d'Amérique.....	3 114	3,8	1 110,6	2,2	1 997,4	64,3
Alabama.....	57	4,6	17,1	2,6	39,9	70,0
Alaska.....	9	9,2	3,6	8,2	5,4	60,0
Arizona.....	22	3,7	7,1	2,3	14,9	67,7
Arkansas.....	31	4,4	10,3	2,8	20,7	66,8
Californie.....	367	4,6	177,6	3,7	189,4	51,6
Caroline du Nord.....	70	3,3	20,7	1,7	49,3	70,4
Caroline du Sud.....	45	4,5	10,0	1,8	35,0	77,8
Colorado.....	25	3,0	4,0	0,9	21,0	84,0
Connecticut.....	50	3,8	22,5	2,4	27,5	55,0
Dakota du Nord.....	10	4,1	2,4	3,0	7,6	76,0
Dakota du Sud.....	8	3,0	1,4	1,6	6,6	82,5
Delaware.....	8	3,2	2,7	1,7	5,3	66,2
District de Columbia.....	27	2,3	4,2	1,2	22,8	84,4
Floride.....	70	2,9	20,4	1,6	49,6	70,9
Géorgie.....	63	3,5	12,8	1,3	50,2	79,7
Hawaï.....	9	2,9	4,0	1,9	5,0	55,6
Idaho.....	12	4,3	4,5	3,2	7,5	62,5
Illinois.....	150	3,0	47,6	1,5	102,4	68,3
Indiana.....	68	3,2	19,3	1,4	48,7	71,6
Iowa.....	30	2,5	7,3	1,3	22,7	75,7
Kansas.....	23	2,7	5,7	1,4	17,3	75,2
Kentucky.....	44	3,9	14,2	2,5	29,8	67,7
Louisiane.....	67	4,8	16,9	2,4	50,1	74,8
Maine.....	16	4,2	6,4	2,9	9,6	60,0
Maryland.....	46	3,2	15,4	1,8	30,6	66,5
Massachusetts.....	103	4,1	48,1	2,9	54,9	53,3
Michigan.....	155	4,7	55,9	2,4	99,1	63,9
Minnesota.....	51	3,1	14,8	1,7	36,2	71,0
Mississippi.....	37	4,6	7,4	2,1	29,6	80,0
Missouri.....	69	3,4	24,0	2,1	45,0	65,2
Montana.....	13	4,7	3,7	3,1	9,3	71,5
Nebraska.....	16	2,5	3,5	1,3	12,5	78,1
Nevada.....	11	5,0	4,9	3,8	6,1	55,5
New Hampshire.....	5	1,8	1,6	0,9	3,4	68,0
New Jersey.....	133	4,6	61,1	3,3	71,9	54,1
New Mexico.....	19	5,2	4,8	2,8	14,2	74,7
New York.....	285	3,5	137,2	2,5	147,8	51,9
Ohio.....	126	2,9	35,3	1,3	90,7	72,0
Oklahoma.....	36	3,6	10,1	2,3	25,9	71,9
Oregon.....	39	4,4	15,8	3,2	23,2	59,5
Pennsylvanie.....	157	3,2	69,4	2,1	87,6	55,8
Porto Rico.....	93	11,6	30,6	7,2	62,4	67,1
Rhode Island.....	14	3,7	8,5	3,1	5,5	39,3
Tennessee.....	61	3,8	21,9	2,5	39,1	64,1
Texas.....	118	2,7	19,5	0,9	98,5	83,5
Utah.....	21	5,2	6,3	3,1	14,7	70,0
Vermont.....	7	3,7	2,4	2,5	4,6	65,7
Virginie.....	48	2,7	6,5	0,7	41,5	86,5
Virginie occidentale.....	41	6,5	11,2	3,2	29,8	72,7
Washington.....	59	4,3	25,9	3,3	33,1	56,1
Wisconsin.....	64	3,5	21,1	1,9	42,9	67,0
Wyoming.....	6	4,1	1,0	1,6	5,0	83,3

Source : Etats-Unis d'Amérique, President's Commission on Income Maintenance Programs, *Background Papers*, p. 180.

aux allocations n'est généralement ouvert qu'à ceux qui peuvent justifier d'un emploi pendant quatre des cinq trimestres précédant la demande ou pendant une durée du même ordre. En fait, certains Etats n'accordent le bénéfice de l'assurance qu'aux travailleurs dont la rémunération cumulée a atteint un montant donné, ce qui désavantage les travailleurs les moins rémunérés,

qui doivent travailler proportionnellement plus longtemps pour satisfaire à cette condition. En outre, les travailleurs qui quittent volontairement leur emploi ou qui sont licenciés pour faute grave, ceux qui refusent un emploi « convenable » ou qui participent à un conflit du travail n'ont pas droit à l'allocation de chômage. Enfin, tous les Etats ont fixé une durée maximale de versement des

allocations, qui varie d'un Etat à l'autre. Parfois, elle est uniformément fixée à 26 semaines, mais elle est généralement plus brève et varie en fonction de la rémunération antérieure ou de la durée pendant laquelle l'intéressé a été employé. Chez les chômeurs ayant atteint le terme de la durée maximale de perception des allocations en 1968, celle-ci s'établissait en moyenne à 21 semaines. Toutefois, pendant les périodes de récession grave, les pouvoirs publics ont prolongé cette durée maximale.

#### **D. — Prestations pour soins médicaux, maladie, invalidité et maternité**

93. En ce qui concerne les prestations pour soins médicaux, maladie, invalidité et maternité, la situation varie là encore considérablement d'un pays à l'autre. Dans certains pays, les travailleurs agricoles sont affiliés à un régime spécial, dans d'autres ils bénéficient du régime général. Certains pays limitent les prestations de maternité à six semaines avant et six semaines après la naissance. D'autres ont fixé la période d'indemnisation à 14 semaines (France et République fédérale d'Allemagne), 18 semaines (Royaume-Uni), 21 semaines (Italie, pour les travailleurs de l'industrie) et même 26 semaines (Suède). Le montant des indemnités de maladie, d'invalidité et de maternité varie également.

94. En France, les indemnités de maladie et d'incapacité temporaire représentent entre 50 et 66 % du salaire, selon la durée de la maladie ou de l'incapacité et le nombre des enfants. En outre, l'assuré et les personnes à sa charge sont remboursés à raison d'environ 75 % des frais médicaux et à 100 % en cas d'accident du travail. Les salariés frappés d'une incapacité permanente reçoivent une pension d'invalidité qui est fonction du degré d'incapacité et du salaire antérieur. Pour une incapacité de 100 %, le montant de la pension est égal à l'intégralité du salaire de l'année précédente, éventuellement majoré de 40 % pour « assistance d'une tierce personne ». En 1971, les prestations de maternité étaient fixées à 90 % de la rémunération, jusqu'à un maximum de 49,50 francs par jour.

95. Le régime en vigueur dans la République fédérale d'Allemagne est similaire, mais les indemnités de maladie, d'incapacité temporaire et de maternité sont plus élevées : 100 % du salaire pour la maternité et pendant les six premières semaines de la maladie ou de l'invalidité, 75 % pour la période qui suit. Les soins médicaux et les médicaments sont fournis à l'assuré et aux personnes à sa charge à titre gratuit ou à un prix très faible. L'incapacité permanente partielle ouvre droit à une indemnité proportionnelle à la perte de capacité de rémunération et l'incapacité totale ouvre droit à une pension d'un montant égal aux deux tiers du salaire de la dernière année d'activité (jusqu'à un maximum de 2 000 deutsche Mark par mois), des majorations étant prévues pour les enfants à charge et lorsque l'assistance permanente d'une tierce personne est nécessaire.

96. Au Royaume-Uni, les soins médicaux sont couverts par le British National Health Service, auquel tout le monde peut s'affilier. L'assuré bénéficie gratuitement des services d'un médecin et n'a à supporter qu'une fraction minime du coût des soins et des prothèses dentaires, des lunettes et des médicaments. Le montant des indemnités de maternité est constant : 5 livres par semaine, plus éventuellement des allocations supplémentaires pour personnes à charge. En cas de maladie et d'incapacité temporaire, le montant de l'indemnité

hebdomadaire est constitué par une somme fixe de 5 livres (en cas de maladie) ou de 7,75 livres (en cas d'incapacité), à laquelle vient s'ajouter un tiers du montant du salaire lorsqu'il se situe entre 9 livres et 30 livres par semaine. Des allocations supplémentaires sont également versées pour les personnes à charge. La pension d'incapacité permanente peut s'élever jusqu'à 13,40 livres par semaine, plus éventuellement les majorations pour personnes à charge et pour l'assistance d'une tierce personne.

97. Le régime suédois combine le remboursement des frais médicaux avec des prestations en espèces qui varient suivant le revenu. Les soins hospitaliers sont gratuits; on peut se procurer certains médicaments gratuitement et certains autres à moitié prix; les malades paient 7 couronnes pour un examen au cabinet du médecin et 15 couronnes pour une visite à domicile, ce qui représente respectivement environ 18 à 33 % des honoraires du médecin. En cas de maladie, d'incapacité temporaire et de maternité, les indemnités sont au minimum de six couronnes pour les femmes sans profession et les groupes dont le revenu est le plus bas, et elles sont versées à un taux égal à environ 25 % du salaire jusqu'à un montant maximal de 52 couronnes par jour. Des allocations familiales complémentaires sont également prévues. Les pensions d'incapacité permanente sont calculées en fonction de la gravité de l'incapacité. Le taux maximal en est de onze douzièmes de la rémunération jusqu'à un plafond de 22 000 couronnes par an, plus une majoration pour assistance d'une tierce personne qui peut aller jusqu'à 30 % de la prestation de base.

98. En Afrique du Sud, les Africains employés comme ouvriers agricoles et gens de maison et ceux dont la rémunération annuelle est inférieure à 546 rands n'ont pas droit à la plupart des prestations de maladie et de maternité, et tous les Africains sont soumis à un régime discriminatoire en ce qui concerne les pensions en cas d'incapacité permanente. Les non-Africains perçoivent des indemnités de maladie et de maternité représentant entre 26 et 75 % de la rémunération, dont le montant varie en fonction inverse du niveau de salaire. L'incapacité totale ouvre droit à une pension égale à 75 % de la rémunération, jusqu'à concurrence de 200 rands par an pour les non-Africains. Les Africains perçoivent une indemnité beaucoup moins élevée, les ouvriers les moins payés (jusqu'à 40 rands par mois) recevant une somme en capital égale à 48 mois de rémunération. L'assurance médicale n'est pas prévue, sauf en cas d'accident du travail.

99. Aux Etats-Unis d'Amérique, l'assurance maladie et l'assurance maternité n'existent que dans cinq Etats, et les pouvoirs publics n'ont pas encore instauré un système d'indemnisation des frais médicaux, si ce n'est pour les personnes âgées et les victimes d'un accident de travail. Pour les personnes âgées de plus de 65 ans, le plan « Medicare » couvre 90 jours d'hospitalisation par maladie, une franchise de 60 dollars restant à la charge du patient, ainsi qu'une somme de 15 dollars par jour au-delà de 60 jours d'hospitalisation. Le séjour en maison de convalescence est couvert pendant une période supplémentaire de 100 jours, 7,50 dollars par jour restant à la charge du patient au-delà du vingtième jour. « Medicare » rembourse à 80 % les « honoraires raisonnables » des médecins. L'invalidité consécutive à un accident du travail est couverte dans tous les Etats, l'indemnité représentant entre 60 et 66 % de la rémunération jusqu'à un montant maximal variant entre 40 et 150 dollars par semaine.



100. En bref, on peut dire que les gouvernements des principaux pays développés à économie de marché, à l'exception des Etats-Unis d'Amérique, assurent à leur population, grâce à des programmes subventionnés par l'Etat, une forme ou une autre de protection contre les risques de maladie et d'invalidité. Par exemple :

Le Canada a adopté en 1958, en faveur des Canadiens de tous les groupes d'âge, un plan national d'assurances pour les frais d'hospitalisation. Ce plan a fait l'objet de nombreuses discussions dans le public, mais il a été approuvé par toutes les associations médicales importantes et, notamment, par l'Association médicale canadienne. Toutes les provinces et tous les territoires ont actuellement des systèmes d'assurance de ce genre dont bénéficie la population canadienne dans les proportions d'environ 99 %. Aux termes de la loi sur les soins médicaux (*Medical Care Act*), adoptée en décembre 1966, et qui est entrée en vigueur en juillet 1968, le gouvernement fédéral prend à sa charge environ 50 % des dépenses qu'impliquent les plans provinciaux d'assurance maladie, et l'on pense qu'à la fin de 1970, toutes les provinces participeront à ce système. L'engagement de prendre à sa charge la moitié des frais est assumé par le gouvernement fédéral sous réserve que le plan d'assurance maladie de chaque province réponde à certains critères minimaux concernant l'étendue des services couverts par l'assurance, le caractère universel de la couverture, la transférabilité d'un lieu à un autre des prestations versées aux bénéficiaires et l'administration du plan, sans but lucratif, par une autorité publique<sup>48</sup>.

Aux Etats-Unis, les soins médicaux sont généralement dispensés par des médecins exerçant leur profession à titre privé contre le versement d'honoraires. De même, l'assurance maladie est offerte essentiellement par des compagnies d'assurance maladie privées mais 40 % des polices souscrites entrent dans le cadre de plans d'assurance gérés par des organisations à but non lucratif. Presque toutes les personnes âgées de plus de 65 ans (elles sont au nombre de 20 millions environ) sont couvertes par Medicare mais la moitié d'entre elles environ détiennent en outre des polices d'assurance complémentaire souscrites auprès de compagnies privées pour les dépenses non couvertes par Medicare. A la fin de 1969, 81,3 % des personnes de moins de 65 ans étaient couvertes par une assurance-hospitalisation, 78,8 % avaient droit aux prestations chirurgicales, 69,6 % aux prestations médicales à l'hôpital et 47,9 % au remboursement des médicaments prescrits hors de l'hôpital<sup>49</sup>.

Il convient en outre de signaler qu'un autre programme important, le programme « Medicaid », est entré en vigueur aux Etats-Unis en 1966.

Medicaid prévoit des subventions aux Etats pour l'administration des programmes concernant l'octroi de l'assistance médicale : a) aux personnes nécessiteuses — bénéficiaires de l'assistance publique rentrant dans toutes les catégories donnant lieu à une aide fédérale, y compris les personnes âgées, aveugles, invalides, familles ayant des enfants à charge, et personnes ayant droit à cette assistance selon les règlements fédéraux; b) selon le choix de l'Etat, aux personnes nécessitant des soins médicaux et appartenant aux quatre groupes mentionnés... ci-dessus, dont les ressources ou les revenus suffisent pour leurs besoins journaliers mais non pour couvrir des dépenses médicales; c) à tous les enfants âgés de moins de 21 ans lorsque les parents ne peuvent prendre à leur charge les soins médicaux qu'ils nécessitent. Tous les Etats ont été invités à créer des programmes Medicaid avant le 1<sup>er</sup> janvier 1970 ou à renoncer aux crédits d'assistance médicale actuellement accordés par le gouvernement fédéral au titre des subventions d'assistance publique<sup>50</sup>.

101. Selon le tableau IV.25, dont les données remontent à plusieurs années, la fraction de la population bénéficiant de prestations médicales en nature dépassait les trois quarts dans de nombreux pays. Les chiffres relatifs aux indemnités en espèces en cas de maladie reflètent sans doute assez mal la situation actuelle, mais, comme il

ressort du tableau IV.26, le pourcentage de la population qui, dans les mêmes pays en 1960, bénéficiait de prestations de maladie en espèces était sensiblement inférieur.

TABLEAU IV.25

Divers pays développés à économie de marché : pourcentage de la population bénéficiant d'une assurance maladie<sup>a</sup>

Pays	Pourcentage de la population
Allemagne (République fédérale d').....	87
Autriche .....	71
Belgique .....	79
Danemark .....	97
Finlande .....	100
France .....	88
Islande .....	94
Italie .....	88
Japon .....	98
Luxembourg .....	97
Norvège .....	100
Nouvelle-Zélande .....	100
Pays-Bas .....	75
Royaume-Uni .....	100
Suède .....	100

Source : F. Paukert, « Sécurité sociale et redistribution du revenu : étude comparée », *Revue internationale du travail*, Genève, vol. 98, n° 5, novembre 1968, tableau V, p. 480.

<sup>a</sup> Il s'agit de la protection pour les soins médicaux en cas de maladie, assurée en vertu d'un régime obligatoire couvrant au moins une grande catégorie de salariés et de la situation en 1964 ou 1965, exception faite de l'Autriche, du Danemark et de l'Islande (1962), et de la Finlande (1967).

TABLEAU IV.26

Divers pays développés à économie de marché : pourcentage de la population active bénéficiant de prestations en espèces en cas de maladie<sup>a</sup>

Pays	Pourcentage de la population active protégée
Allemagne (République fédérale d').....	85
Autriche .....	67
Belgique .....	60
Finlande .....	100
France .....	76
Irlande .....	61
Italie .....	36
Japon .....	50
Luxembourg .....	66
Norvège .....	84
Pays-Bas .....	61
Royaume-Uni .....	87
Suède .....	100
Suisse .....	87

Source : F. Paukert, « Sécurité sociale et redistribution du revenu : étude comparée », *Revue internationale du travail*, Genève, vol. 98, n° 5, novembre 1968, tableau VI, p. 481.

<sup>a</sup> Il s'agit de la situation existante pendant la dernière année pour laquelle des données étaient disponibles, soit 1960 pour la plupart des pays, mais 1957 pour l'Irlande.

102. Cet exposé des divers programmes de sécurité en matière de santé et de protection sociale, malgré sa brièveté et son caractère schématique, apporte certains éléments de jugement en ce qui concerne la jouissance des droits économiques et sociaux. En premier lieu, des progrès considérables ont été accomplis par rapport au XIX<sup>e</sup> siècle, où les ouvriers ne pouvaient généralement

<sup>48</sup> ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970...*, p. 144.

<sup>49</sup> *Ibid.*

<sup>50</sup> *Ibid.*

compter que sur leurs propres ressources et sur la charité publique pour subvenir aux besoins de leurs enfants et pour subsister lorsque survenaient le chômage, la maladie et la vieillesse. En second lieu, ce progrès a été inégal dans les pays développés à économie de marché. Les pays périphériques ont pris du retard par rapport aux pays plus avancés d'Europe et, parmi les pays avancés, on constate qu'il existe des différences d'approche et que les systèmes de protection contre les risques naturels et économiques ne sont pas identiques.

### E. — Sécurité sociale et redistribution des revenus

103. Il faut bien voir que les régimes de sécurité sociale, si bien conçus qu'ils soient, demeurent essentiellement un moyen de réaliser des transferts horizontaux à l'intérieur de groupes socio-économiques dont les ressources, calculées sur l'ensemble d'une carrière, sont *grosso modo* identiques. Les économistes diraient que la sécurité sociale est un moyen de compenser les éléments négatifs transitoires qui affectent les gains d'un individu de façon que son revenu réel corresponde à peu près exactement à son revenu « permanent ». Dans cette optique, le régime de sécurité sociale vient remédier au fait que l'individu est incapable de prévoir l'avenir et d'accumuler des ressources financières le garantissant contre le chômage, la maladie et la vieillesse. De plus, la sécurité sociale permet d'opérer un transfert de revenus des personnes sans enfant vers les familles avec enfants, de façon à répartir les frais d'éducation sur l'ensemble de la population.

104. Il est aisé de percevoir la dimension horizontale du mécanisme de transfert sous-jacent à la plupart des régimes de sécurité sociale, mais l'on se perd dans un brouillard statistique lorsqu'on cherche à mesurer l'ampleur de la redistribution verticale des revenus. La remarque des syndicats Confédération générale du

travail et Force ouvrière citée ci-après n'est pas applicable au seul cas de la France :

La politique sociale française revient pour l'essentiel à une série de transferts de fonds : de la population active aux jeunes et aux vieillards, des ouvriers à ceux qui sont sans emploi . . . , des célibataires aux chefs de famille et, peut-être, des riches aux pauvres<sup>51</sup>.

Plusieurs facteurs font qu'il est compliqué de calculer l'ampleur des transferts verticaux qui s'opèrent. La première difficulté surgit à propos de l'appréciation des données disponibles. Nombre des études qui semblent démontrer que la redistribution verticale des revenus a une certaine ampleur s'appuient sur le fait que, à un moment donné, une fraction exagérément importante du revenu des classes les moins favorisées est composée de prestations de sécurité sociale. Mais un tel fait ne prouve pas nécessairement l'existence d'une redistribution verticale. Un fonctionnaire suédois frappé d'incapacité temporaire peut bien figurer dans la classe des personnes à faible revenu pendant la durée de son incapacité, mais la redistribution qui apparaît à cette occasion est en fait un transfert qui s'opère entre personnes se situant à l'intérieur de la même fourchette de revenus, une fraction des ressources des fonctionnaires valides allant au fonctionnaire en état d'invalidité. On ne constate pas une redistribution de « riche » à « pauvre ». La difficulté tient au fait que, pour distinguer les transferts verticaux des transferts horizontaux, la variable à prendre en considération n'est pas une donnée immédiate comme le revenu, mais une donnée à long terme comme la richesse ou la rémunération calculée sur l'ensemble d'une carrière. Il ne semble pas que les transferts aient jamais été étudiés dans cette perspective à long terme.

<sup>51</sup> CGT-Force ouvrière, « Le budget social de la nation », *Force ouvrière Informations, Bulletin mensuel*, n° 118, juillet 1962 (cité par A. Schorr, *Social Security and Social Services in France*, Washington, D. C., U.S. Government Printing Office, 1965, p. 5).

TABLEAU IV.27

Divers pays développés à économie de marché : cotisations à la sécurité sociale, en 1960  
(En pourcentage)

Financement de la sécurité sociale (Recettes totales = 100)					Cotisations des salariés en pourcentage du revenu primaire des personnes physiques
Pays	Cotisations		Etat	Autres sources	
	Patrons	Salariés			
Allemagne (République fédérale d') . . . . .	41,2	24,9	26,1	7,9	6,0
Autriche . . . . .	50,5	24,4	20,6	4,5	5,3
Belgique . . . . .	41,5	18,5	31,4	8,7	3,6
Danemark <sup>a</sup> . . . . .	10,6	14,9	74,0	0,5	2,1
Finlande . . . . .	36,7	9,0	47,6	6,7	1,2
France . . . . .	61,5	15,4	19,8	3,3	3,0
Irlande <sup>a</sup> . . . . .	21,2	5,0	72,8	1,0	0,6
Italie . . . . .	59,0	11,9	23,0	6,1	2,4 <sup>b</sup>
Norvège <sup>a</sup> . . . . .	26,5	31,7	40,0	1,7	5,4
Pays-Bas . . . . .	39,2	40,3	12,7	7,7	7,1
Royaume-Uni <sup>c</sup> . . . . .	17,0	18,9	59,2	4,9	2,8
Suède <sup>d</sup> . . . . .	11,0	20,5	66,9	1,6	3,3
Suisse . . . . .	23,8	32,9	27,4	16,0	4,3

Source : ONU, *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1965*, deuxième partie, *Les revenus dans l'Europe d'après guerre : politiques, croissance et répartition* (publication des Nations Unies, numéro de vente : 66.II.E.14), chap. 6, tableau 6.4.

<sup>a</sup> Année budgétaire 1959/60.

<sup>b</sup> Estimation du secrétariat de la CEE.

<sup>c</sup> Année budgétaire 1960/61.

<sup>d</sup> Le revenu primaire des personnes physiques comprend les déductions accordées pour amortissement aux entreprises non constituées en société.

105. De plus, le rôle de la sécurité sociale en matière de redistribution des revenus ne peut être déterminé uniquement à partir des prestations versées. Il faut également tenir compte du mode de financement et de la répartition des frais qui en découle. Comme les cotisations directes des employeurs et des employés aux régimes de sécurité sociale sont en général proportionnelles aux revenus, donc régressives, la redistribution verticale est d'autant moindre que le régime repose davantage sur les cotisations directes. Ainsi, comme il ressort du tableau IV.27, les régimes de l'Autriche, de la France, de la République fédérale d'Allemagne, de l'Italie et des Pays-Bas apparaissent à cet égard être nettement moins

favorables à une redistribution verticale que ceux du Danemark, de la Suède, de l'Irlande et du Royaume-Uni. Si l'on considère la contribution générale des pouvoirs publics, la redistribution verticale est d'autant plus importante que la part des transferts financés par les impôts directs, particulièrement les impôts sur les ménages, est plus grande, car les impôts directs sur les ménages sont en général les plus progressifs. Sur ce plan encore, le régime français apparaît, d'après le tableau IV.28, comme ayant un rôle relativement faible en matière de redistribution verticale des revenus, à la différence des pays scandinaves où la sécurité sociale joue un rôle relativement important à cet égard.

TABLEAU IV.28

**Recettes fiscales de l'Etat dans certains pays d'Europe, 1953-1964**  
(En pourcentage)

Pays et période	Recettes fiscales en pourcentage du PNB au prix du marché	Part des recettes fiscales qui provient des :				
		Impôts directs			Cotisations à la sécurité sociale	Impôts indirects
		Total	Sur les ménages	Autres secteurs		
Allemagne (République fédérale d')						
1953-1955 .....	32,7	30,3 <sup>a</sup>	20,7 <sup>b</sup>	9,6 <sup>b</sup>	24,6 <sup>b</sup>	45,1
1956-1958 .....	32,5	28,0 <sup>a</sup>	18,5	9,5	27,9	44,0
1959-1961 .....	34,0	28,9 <sup>a</sup>	19,9	9,0	28,5	42,6
1962-1964 .....	35,2	31,2 <sup>a</sup>	23,1	8,1	27,9	40,9
Autriche						
1953-1955 .....	30,6	38,7	31,7	7,0	17,9	43,4
1956-1958 .....	30,8	35,4	28,1	7,3	19,9	44,6
1959-1961 .....	31,3	33,9	26,7	7,2	20,1	46,0
1962-1964 .....	34,2	34,4	27,2	7,2	20,7	44,9
Belgique						
1953-1955 .....	22,5	33,2	26,0	7,2	23,1	43,8
1956-1958 .....	23,7	31,2	24,3	6,9	24,8	44,1
1959-1961 .....	25,4	29,9	23,7	6,2	24,6	45,5
1962-1964 .....	27,9	29,7	23,6	6,1	26,7	43,4
Danemark						
1953-1955 .....	23,2	47,7	41,6	6,1	6,0	46,3
1956-1958 .....	24,6	47,6	42,3	5,3	5,7	46,7
1959-1961 .....	25,2	45,6	41,0	4,6	5,8	48,5
1962-1964 .....	27,4	45,5	41,1	4,4	5,2	49,3
Finlande						
1954-1955 .....	26,9	41,8	28,2	13,6	9,6	48,6
1956-1958 .....	29,1	41,9	28,2	13,7	8,2	49,9
1959-1961 .....	27,1	40,0	28,7	11,3	9,4	50,6
1962-1964 .....	27,7	41,7	30,9	10,8	10,6	47,7
France <sup>c</sup>						
1953-1955 .....	32,6	15,6	9,7	5,9	32,5	51,9
1956-1958 .....	33,5	17,1	10,2	6,9	33,1	49,8
1959-1961 .....	34,5	18,1	11,1	7,0	33,8	48,1
1962-1964 .....	36,5	16,4	10,8	5,6	36,2	47,4
Irlande						
1953-1955 .....	21,4	23,6	14,5	9,1	4,8	71,6
1956-1958 .....	22,6	21,6	13,6	8,0	4,6	73,9
1959-1961 .....	22,1	21,0	14,3	6,7	5,3	73,6
1962-1964 .....	23,3	24,6	15,7	8,9	6,7	68,7
Italie						
1953-1955 <sup>d</sup> .....	25,6	19,5	..	..	29,1	51,4
1956-1958 .....	27,3	21,0	..	..	29,6	49,4
1959-1961 .....	28,4	20,7	..	..	31,3	48,0
1962-1964 .....	30,7	19,9	..	..	35,4	44,7

TABLEAU IV.28 (suite)

Pays et période	Recettes fiscales en pourcentage du PNB au prix du marché	Part des recettes fiscales qui provient des :				
		Impôts directs			Cotisations à la sécurité sociale	Impôts indirects
		Total	Sur les ménages	Autres secteurs		
Norvège						
1953-1955 .....	29,3	44,7	32,6	12,1	9,1	46,3
1956-1958 .....	31,3	44,8	35,4	9,4	10,2	45,0
1959-1961 .....	32,8	38,5	32,0	6,5	17,0	44,5
1962-1964 .....	34,6	38,1	33,4	4,7	19,3	42,5
Pays-Bas						
1953-1955 .....	27,8	42,7	29,6	13,1	16,7	40,6
1956-1958 .....	29,5	42,5	30,4	12,1	23,1	34,3
1959-1961 .....	30,3	40,7	30,3	10,4	26,6	32,7
1962-1964 .....	32,0	39,1	30,7	8,4	29,6	31,3
Suède						
1953-1955 .....	27,5	63,0	50,7	12,3	4,4	32,6
1956-1958 .....	29,6	59,2	46,9	12,3	8,2	32,6
1959-1961 .....	31,6	53,6	45,4	8,2	11,5	34,9
1962-1964 .....	35,9	49,6	43,5	6,1	15,3	35,1
Suisse						
1953-1955 .....	18,7	42,9	34,2	8,7	22,5	34,6
1956-1958 .....	19,0	43,1	33,5	9,6	22,1	34,8
1959-1961 .....	19,8	42,5	32,9	9,6	22,7	34,8
1962-1964 .....	21,1	43,3	32,9	10,4	22,3	34,3
Royaume-Uni						
1953-1955 .....	29,0	41,8	23,8	18,0	10,5	47,7
1956-1958 .....	28,3	41,1	25,7	15,4	11,5	47,4
1959-1961 .....	28,1	39,5	27,9	11,6	13,3	47,2
1962-1964 .....	29,1	38,9	28,9	10,0	14,7	46,4

Source : ONU, *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1965*, deuxième partie, *Les revenus dans l'Europe d'après guerre : politiques, croissance et répartition* (publication des Nations Unies, numéro de vente : 66.II.F.14), chap. 6, tableau 6.1.

<sup>a</sup> Y compris d'autres transferts courants des sociétés à l'Etat.

<sup>b</sup> Estimation du secrétariat de la CEE.

<sup>c</sup> A partir de 1958, nouvelle série révisée.

<sup>d</sup> 1955 seulement.

106. Dans la plupart des pays, le régime des prestations est plus régressif qu'il ne le semblerait au premier abord. Des allocations proportionnelles à taux constant, par exemple, si elles sont exonérées d'impôt, sont en fait de caractère régressif puisque le taux d'imposition est normalement plus élevé pour les revenus les plus importants.

107. Il faudrait procéder à un examen détaillé pays par pays du régime fiscal et du régime des prestations pour être à même de porter un jugement définitif sur la redistribution verticale. La CEE a fait une tentative en ce sens, mais qui ne porte que sur un échantillon restreint de pays et un nombre limité de prestations. Le tableau IV.29 présente une comparaison des prestations immédiates de sécurité sociale nettes et brutes à différents niveaux de rémunération en Autriche, en France, dans la République fédérale d'Allemagne et au Royaume-Uni. Sur ces quatre pays, on peut dire que seul le Royaume-Uni laisse apparaître une forme discernable de redistribution verticale des revenus. Les allocations familiales sont apparemment le principal instrument de redistribution horizontale dans les systèmes de sécurité sociale des pays considérés.

108. Toutefois, même en l'absence d'informations précises sur tous les pays, ce n'est pas prendre un risque excessif que d'avancer que les régimes de la Suède et

du Danemark sont ceux dont la structure est la plus propre à garantir une importante redistribution verticale, à la fois parce que le niveau des allocations familiales et des pensions de vieillesse de base y est relativement élevé et parce que les ressources nécessaires au financement des programmes sont prélevées dans une large mesure sur le produit de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

109. Certains observateurs estiment toutefois que de nouvelles améliorations rencontreraient une forte opposition politique de la part de l'élite et des classes moyennes qui luttent pour maintenir leur revenu et leur statut social face à la menace « égalitaire ». Selon un observateur bien informé, elles n'ont jusqu'ici donné leur appui aux programmes de sécurité sociale que parce que ceux-ci mettaient l'accent sur la dimension horizontale plutôt que sur la dimension verticale des transferts, et tout déplacement d'accent à cet égard risquerait de susciter de vives résistances politiques<sup>52</sup>.

110. Il n'en reste pas moins que les régimes de la Suède et du Danemark donnent l'exemple de réformes et d'améliorations dont le reste des pays développés à économie de marché pourraient s'inspirer.

<sup>52</sup> T.R. Marmor, « Les conditions de la politique sociale de l'avenir : considérations politiques », *Bulletin de l'Institut international d'études sociales*, Genève, 1971, n° 8, p. 92 à 113.

TABLEAU IV.29

Total des prestations immédiates de sécurité sociale, en pourcentage du revenu<sup>a</sup>, dans certains pays d'Europe

Catégories d'assurés, par revenu estimé	Allemagne (République fédérale d')		Autriche		France		Royaume-Uni	
	Prestations brutes <sup>b</sup>	Prestations nettes <sup>b</sup>	Prestations brutes <sup>b</sup>	Prestations nettes <sup>b</sup>	Prestations brutes <sup>b</sup>	Prestations nettes <sup>b</sup>	Prestations brutes <sup>b</sup>	Prestations nettes <sup>b</sup>
75 % du salaire de référence								
Célibataire .....	7,05	-5,19	6,33	-11,35	8,89	-21,22	4,50	1,33
Couple sans enfants .....	9,68	-2,58	9,70	-7,67	15,01	-15,10	8,25	5,08
Couple avec 2 enfants .....	13,46	1,22	27,48	10,22	42,38	12,27	16,71	13,54
Couple dont la femme gagne .....	7,92	-4,47	7,67	-9,44	10,46	-19,65	6,37	2,48
100 % du salaire de référence								
Célibataire .....	5,47	-4,17	4,95	-10,78	7,86	-22,09	3,39	1,02
Couple sans enfants .....	7,55	-2,09	7,55	-7,84	12,54	-17,41	6,23	3,86
Couple avec 2 enfants .....	10,40	0,76	21,00	5,69	33,16	3,21	12,58	10,21
Couple dont la femme gagne .....	6,52	-4,29	6,21	-9,82	8,94	-21,07	4,80	1,87
150 % du salaire de référence								
Célibataire .....	3,87	-3,07	3,42	-9,94	5,93	-14,01	2,26	0,67
Couple sans enfants .....	5,38	-1,56	5,21	-7,93	9,12	-10,82	4,15	2,56
Couple avec 2 enfants .....	7,30	0,36	14,19	1,05	22,90	2,96	8,38	6,79
Couple dont la femme gagne .....	4,78	-3,35	4,57	-2,49	6,91	-17,02	3,20	1,25
200 % du salaire de référence								
Célibataire .....	3,06	-2,52	2,56	-9,25	4,76	-10,23	1,69	0,48
Couple sans enfants .....	4,29	-1,29	3,91	-7,68	7,18	-7,81	3,11	1,90
Couple avec 2 enfants .....	5,75	0,17	10,65	-0,94	17,52	2,53	6,30	5,09
Couple dont la femme gagne .....	3,77	-2,71	3,56	-9,02	5,47	-12,77	2,39	0,93

Source : ONU, *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1965*, deuxième partie, *Les revenus dans l'Europe d'après-guerre : politiques, croissance et répartition* (publication des Nations Unies, numéro de vente : 66.II.E.14), chap. 6, tableau 6.21.

<sup>a</sup> Les prestations immédiates comprennent les allocations familiales, les prestations de soins médicaux, les indemnités de maternité, les indemnités de maladie, les

allocations de décès, les prestations d'accidents du travail et les prestations de chômage. Le taux de 100 % du salaire de référence représente la moyenne annuelle du revenu perçu pour une activité à plein temps par les ouvriers et employés des deux sexes à l'exclusion de l'agriculture et des forces armées, au printemps de 1965.

<sup>b</sup> Les prestations nettes sont égales à la différence entre les prestations brutes et les cotisations (de l'employeur et de l'assuré).

## NOTES EXPLICATIVES DU TABLEAU IV.29

Pour les prestations immédiates dans les quatre pays choisis, on a calculé la moyenne des prestations annuelles pour chaque catégorie de prestations. On les a calculées à quatre niveaux différents du salaire national. Ces quatre niveaux de gain sont représentés en pourcentage du « salaire de référence » : 75 %, 100 %, 150 % et 200 %. Ainsi, 100 % du salaire de référence est le taux moyen du gain annuel normal des salariés adultes, hommes ou femmes, travaillant à plein temps, sauf pour l'agriculture et les forces armées, au printemps de 1965. Ce chiffre représente la moyenne du salaire ou traitement annuel brut, avant les impôts ou les cotisations à la sécurité sociale : il ne comprend ni les allocations familiales ni aucune autre prestation servie par l'Etat. Ce gain des salariés, hommes et femmes, est indiqué dans le tableau ci-dessous.

La distinction entre les prestations immédiates et les pensions n'est sans doute pas aussi nette que la terminologie pourrait le faire

croire. C'est ainsi qu'un régime d'assurance maladie peut comporter un élément de pension. Au Royaume-Uni, par exemple, les prestations d'assurance-maladie sont payables pendant une durée indéfinie. Or, toutes les prestations d'assurance-maladie sont considérées, selon notre propos, comme étant des prestations immédiates. Les pensions dues aux accidents du travail (pensions d'invalidité et de survivant) sont comprises dans les prestations immédiates : il se peut en effet que ces prestations soient servies pendant longtemps, mais le montant de la prestation est ordinairement lié au gain de l'assuré au moment de l'accident ou peu avant. En outre, le salarié a droit à ce genre de prestations au bout d'une période d'affiliation relativement courte ; dans le cas des accidents du travail, il n'y a généralement pas de délai d'affiliation. On n'étudie ici que les régimes généraux et officiels de sécurité sociale. Dans l'ensemble, on est parti des mêmes définitions que celles dont le BIT s'est servi dans les enquêtes sur le coût de la sécurité sociale.

## Salaire annuel moyen des travailleurs, hommes et femmes

Pays	En pourcentage du salaire de référence			
	75	100	150	200
Allemagne (République fédérale d') [deutsche Mark]				
Hommes .....	8 250	11 000	16 500	22 000
Femmes .....	6 250	7 000	10 500	14 000
Autriche (schillings)				
Hommes .....	35 500	47 000	70 500	94 000
Femmes .....	22 000	29 500	44 500	59 000
France (francs)				
Hommes .....	9 250	12 300	18 450	24 600
Femmes .....	5 950	7 900	11 850	15 800
Royaume-Uni (livres)				
Hommes .....	790	1 050	1 575	2 100
Femmes .....	375	500	750	1 000

## Chapitre V

### TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

111. De nos jours, le nombre de travailleurs étrangers est tellement élevé, notamment en Europe, qu'aucune étude sur la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels ne peut être complète sans un examen distinct et unifié de leur condition. Le présent chapitre a pour objet de déterminer dans quelle mesure il y a parité entre la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels des étrangers et celle des ressortissants des pays considérés, puis d'essayer de déterminer s'il est possible d'améliorer la situation des étrangers. On n'étudiera que la condition des travailleurs étrangers dans certains pays d'Europe occidentale, puisque ces pays sont les seuls à disposer, sur cette question, de statistiques complètes et à jour. Mais le problème est naturellement beaucoup plus ample et, dans toute recherche d'une solution, il convient d'avoir ce fait présent à l'esprit.

112. En Europe, il n'y a qu'un seul pays (la Suisse) où les étrangers constituent plus de 10 % de la population active; en France, dans la République fédérale d'Allemagne et en Suède, la proportion se situe entre 6 et 8 %. Mais ces chiffres globaux ne traduisent pas l'importance véritable des travailleurs étrangers. En Suisse, par exemple, où les travailleurs étrangers constituent environ le sixième de la population active, leurs activités sont essentiellement celles de travailleurs non qualifiés, « au point que tous les Suisses occupent maintenant des emplois de travailleurs qualifiés ou semi-qualifiés »<sup>53</sup>. En Suède, les travailleurs étrangers constituent à peine 6 % de la population active mais ils représentent 11 % des travailleurs du processus de production. Dans la République fédérale d'Allemagne, le chiffre global est un peu inférieur à 8 %, mais ils constituent 20 % de la main-d'œuvre du bâtiment et 13 % de celle de l'industrie manufacturière. Leur répartition par secteur dans la République fédérale d'Allemagne et en Suède est récapitulée dans le tableau IV.30. En France, où l'on ne dispose pas de statistiques comparables, le tableau d'ensemble paraît à peu près semblable. Un correspondant du journal *Le Monde* a estimé dernièrement que les étrangers constituent 20 % de la main-d'œuvre industrielle, alors qu'ils ne constituent que 8 % de l'ensemble de la population<sup>54</sup>.

113. L'histoire récente ainsi que les projections concernant l'avenir donnent à penser que les travailleurs étrangers joueront un rôle encore plus important, non seulement dans les pays qui font l'objet de cette partie de la présente étude, mais aussi dans bien des régions du monde. L'enseignement qu'on peut tirer du présent chapitre peut donc servir aux autres régions où se posent

des problèmes analogues, même s'ils sont de moindre importance et de nature différente.

114. Vers la fin des années 60, le Royaume-Uni et la Suisse ont pris des mesures pour restreindre l'immigration. Entre 1969 et 1971, le nombre des travailleurs étrangers est passé en Suède de 176 000 à 224 000, soit une augmentation de plus de 25 %. Au cours de la même période, le nombre des travailleurs étrangers dans la République fédérale d'Allemagne est passé de 1 366 000 à 2 128 000, ce qui représente un accroissement de plus de 50 %. L'étude sur l'économie suédoise faite en 1971 par l'OCDE cite des projections officielles de la Suède, d'où il ressort que plus de la moitié des nouveaux travailleurs qui grossiront les effectifs de la population active entre 1970 et 1975 seront des travailleurs étrangers<sup>55</sup>. Selon les projections d'une étude sur l'Europe récemment publiée par l'ONU, les pays avancés manqueront en 1980 de 5 à 10 millions de travailleurs environ, déficit qui devra sans doute être comblé par l'immigration venue des pays de la zone périphérique. En valeur relative, le déficit est encore plus extraordinaire<sup>56</sup>. L'accroissement de l'offre de main-d'œuvre nationale ne répondra, pense-t-on, à l'accroissement projeté de la demande qu'à concurrence du tiers ou de la moitié.

115. Ces travailleurs, attirés de la zone qui entoure les pays développés à économie de marché — venus de Turquie, de Grèce, d'Italie et de Yougoslavie dans la République fédérale d'Allemagne; venus de Finlande et, de plus en plus, d'Europe méridionale en Suède; venus d'Espagne, du Portugal, d'Italie, d'Afrique du Nord et des pays francophones de l'Afrique subsaharienne en France; venus d'Irlande et des pays à population de couleur du Commonwealth au Royaume-Uni — se trouvent, sur les plans économique, social et culturel, aux prises avec des problèmes fondamentaux qui méritent un examen particulier.

116. La ségrégation dont ils tendent à être l'objet se manifeste autant sur le marché du travail que dans l'ensemble de la société. Même si la chose peut paraître surprenante, en raison de l'insistance avec laquelle les syndicats demandent, et généralement obtiennent, que les étrangers reçoivent les mêmes salaires que les ressortissants du pays chargés du même travail, il n'en est pas moins vrai que la main-d'œuvre étrangère est encore une main-d'œuvre bon marché<sup>57</sup>.

<sup>55</sup> OCDE, *Etudes économiques de l'OCDE : Suède*, Paris, n° 8, avril 1971, p. 13 et 14.

<sup>56</sup> En ce qui concerne les projections de la demande et de l'offre de main-d'œuvre dans les pays développés d'Europe à économie de marché, voir *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1969*, première partie, *Tendances et perspectives structurelles de l'économie européenne* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.70.II.E.1), tableau 3.37.

<sup>57</sup> Un article de M. Bosquet, intitulé « Marchands d'esclaves » [*Le Nouvel Observateur*, Paris, 31 juillet 1972], a traité à cette question.

<sup>53</sup> C.P. Kindleberger, « Mass migration, then and now », *Foreign Affairs*, New York, N.Y., vol. 43, n° 4, juillet 1965, p. 648.

<sup>54</sup> J.-P. Bumont, « New Deal for Immigrants », *Le Monde* (édition hebdomadaire en langue anglaise), Paris, 23 septembre 1972.

TABLEAU IV.30

## République fédérale d'Allemagne et Suède : travailleurs étrangers et nombre total d'emplois

## A. — RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Secteur	Travailleurs étrangers <sup>a</sup>	Nombre total d'emplois <sup>b</sup>	Pourcentage de travailleurs étrangers par rapport au nombre total d'emplois
<i>En milliers</i>			
Agriculture, pêche, chasse, etc. ....	22	2 200	1,0
Industries extractives, production énergétique, etc. ....	73	528	13,8
Industries de transformation ....	1 313	10 265	12,7
Bâtiment et activités connexes ....	380	1 976	19,2
Commerce et finance ....	112	3 869	2,8
Services (y compris les services de l'Etat) ....	110	5 682	1,9
Transports ....	49	1 493	3,2
TOTAL	2 169	26 013	8,3

## B. — SUÈDE

Professions	Travailleurs étrangers <sup>c</sup>	Nombre total d'emplois <sup>d</sup>	Pourcentage de travailleurs étrangers par rapport au nombre total d'emplois
<i>En milliers</i>			
Emplois intellectuels, techniques, administratifs, de bureau et connexes ....	26,9	1 214	2,2
Commerce ....	3,4	348	1,0
Agriculture, pêche, exploitation forestière, etc. ....	8,4	325	2,6
Industries extractives, production énergétique, activités de transformation, etc. ....	138,9	1 241	11,2
Transports et communications ....	9,5	247	3,8
Services ....	35,0	48,3	7,2
Divers ....	2,1	4	52,5
TOTAL	224,1	3 866	

Sources : République fédérale d'Allemagne : Annuaire statistique de 1972, Suède : Annuaire statistique de 1971 ; et Etudes sur la population active 1961-1969.

<sup>a</sup> Au 30 juin 1971.

<sup>b</sup> En avril 1971.

<sup>c</sup> Au 1<sup>er</sup> juillet 1971.

<sup>d</sup> Nombre total de travailleurs ayant un emploi, âgés de 16 à 74 ans au 1<sup>er</sup> août 1971 ; structure professionnelle telle qu'elle était en 1969.

117. On ne saurait exagérer l'importance du désir de mobilité dans les pays développés à économie de marché. La contribution des travailleurs étrangers à la mobilité de la population des pays d'accueil augmentera probablement avec le temps, à mesure que diminuera la réserve de travailleurs agricoles du pays ; avec le temps, il est donc probable que le besoin de travailleurs étrangers augmentera. Ce n'est sans doute pas trahir la vérité que de dire qu'en Europe les travailleurs étrangers sont à l'heure actuelle le groupe le plus privé de l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels. Prétendre que leur condition serait pire s'ils n'avaient pas pu trouver d'emploi dans ces pays, ou d'emploi mieux rémunéré, c'est esquiver le véritable problème.

118. En ce qui concerne les droits économiques, si en principe les travailleurs étrangers reçoivent le même salaire que les autres pour un travail identique, ce qui se produit c'est qu'ils font en général un travail inférieur. Et même le principe « à travail égal, salaire égal » n'est pas aussi respecté qu'il le devrait. Dans ses observations sur l'écart entre légalité et réalité, Pierre Grandjeat a cru devoir dire :

Il est exact que les travailleurs recrutés à l'étranger selon les procédures officielles signent, avant leur départ, un contrat où est

clairement inscrite la base de calcul de leur rémunération, qu'ils acceptent ainsi implicitement. Mais ce tableau légaliste doit être retouché. Il n'est pas exclu, tout d'abord, que dans certains cas le niveau de salaire corresponde à un emploi que le candidat accepte, même s'il correspond pour lui à une sous-qualification, car la rémunération correspondante est plus élevée que celle à laquelle il peut prétendre dans son propre pays. En outre, le niveau de rémunération stipulé est souvent, au départ, le salaire minimal prévu par la législation ou les conventions collectives. Or, dans un marché de travail tendu, le travailleur national obtient aisément un salaire sensiblement supérieur au salaire théorique<sup>58</sup>.

Les travailleurs étrangers qui ne passent dans le pays d'accueil qu'une courte période sont les plus exposés à cette forme particulière de discrimination. P. Grandjeat dit qu'après une année le travailleur étranger peut certainement obtenir la parité, mais, malgré cette réserve, la discrimination n'en est pas moins réelle, surtout dans les pays où l'on a pour politique de renouveler assez rapidement les effectifs étrangers.

119. Il n'est pas de pays où les étrangers soient sur un pied d'égalité avec les nationaux pour ce qui est du droit

<sup>58</sup> P. Grandjeat, « Les migrations de travailleurs en Europe », *Cahiers de l'Institut international d'études sociales*, Paris, 1<sup>re</sup> année, cahier n° 1 (octobre-novembre 1966), p. 32.

à un emploi librement choisi ou accepté. La Suède semble être le pays le plus libéral, mais même en Suède, ce n'est qu'après deux ans que les non-Nordiques se voient accorder le droit illimité d'occuper un emploi et d'élire domicile<sup>59</sup>. Dans d'autres pays du continent européen, selon une étude faite en 1965, le droit de changer d'occupation et de domicile suppose une résidence antérieure de 5 à 13 ans<sup>60</sup>. C'est en France que les conditions étaient les plus strictes : 10 ans de résidence pour changer de lieu d'emploi (5 ans pour les Grecs et les Espagnols) et 13 ans de résidence pour changer d'emploi (10 ans pour les Grecs et les Espagnols).

120. Même lorsque l'étranger a nominalelement le droit de choisir librement son occupation, en pratique il se trouve généralement très désavantagé. Les obstacles linguistiques et le préjugé ethnique semblent jouer un rôle important dans cette discrimination, et si certains pays — la Suède est une fois de plus un cas notable — font des efforts, semble-t-il, pour que ces obstacles soient surmontés, il semble encore exister dans tous les cas une inégalité importante.

121. En ce qui concerne bien des aspects de la sécurité sociale, les étrangers font l'objet d'une discrimination analogue. Les politiques diffèrent considérablement d'un pays à l'autre, même en ce qui concerne l'affiliation de la famille du travailleur étranger dont il y a lieu de croire qu'elle est essentielle à sa protection et à son assistance, et dans la plupart des pays, en raison d'accords bilatéraux, la discrimination diffère avec la nationalité. En France, bien que la politique officielle soit d'encourager l'installation de familles étrangères, du moins s'il s'agit d'Européens, cette politique n'est pas toujours appliquée faute de logements. Si, comme on l'a déjà signalé, les travailleurs étrangers constituent 20 % de la main-d'œuvre industrielle, moins de 7 % des logements à bon marché leur sont attribués<sup>61</sup>. La République fédérale d'Allemagne et la Suisse paraissent être moins hospitalières officiellement, et le manque de logements vient renforcer la politique officielle. La Suède, par contre, ne délivre pas de permis de travail sans qu'un logement soit prévu, et le conjoint ainsi que les enfants mineurs d'une personne titulaire d'un permis de travail ont eux aussi le droit de vivre en Suède<sup>62</sup>.

122. Les pays de la Communauté économique européenne ont par le passé fait la discrimination entre leurs propres ressortissants et les travailleurs immigrants en matière d'allocations familiales, les étrangers ne recevant généralement que des allocations réduites ou pas d'allocations du tout pour leurs enfants restés dans leur pays

d'origine (encore que la plupart des pays, semble-t-il, aient accordé le même traitement aux enfants résidant sur leur territoire, indépendamment de leur nationalité), mais ces pays ont récemment conclu un accord, comme il est signalé dans le *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970* :

Il a été fait mention dans le rapport sur la situation sociale dans le monde pour 1967, de l'accord conclu entre les pays de la [Communauté] garantissant la liberté de migration à l'intérieur de la zone du Marché commun ainsi que l'octroi de l'égalité de droits aux travailleurs immigrants en ce qui concerne les salaires, la sécurité sociale, les allocations familiales, le droit au logement et les questions connexes. Des mesures en vue de l'application de cet accord ont été prises en 1968 par les autorités des pays de la [Communauté], et l'accord est entré en vigueur à la fin de 1968. Une autre disposition de cet accord, qui stipule le droit de tout ressortissant d'un pays du Marché commun à demeurer en permanence avec sa famille dans un autre pays de cette région après y avoir occupé un emploi, entrera en vigueur prochainement. Le même droit est garanti par la Charte sociale européenne, instrument adopté par le Conseil de l'Europe. Cette disposition semble étendre le droit en question au-delà de la zone du Marché commun, étant donné que les gouvernements qui ont ratifié cette Charte comprennent six pays qui ne sont pas membres du Marché commun. Dans certains cas, cependant, il semble que l'application effective du « droit de demeurer » reconnu au travailleur immigré n'a pas toujours suivi la proclamation des principes.

Les droits des travailleurs immigrants à l'égalité de traitement en matière de sécurité sociale et d'allocations familiales étant désormais reconnus, c'est sur l'inégalité résultant des migrations en ce qui concerne les cotisations à la sécurité sociale que se porte l'attention de la Communauté; il est en effet très fréquent que des travailleurs migrants cotisent aux systèmes de sécurité sociale de deux pays au moins, tout en n'ayant normalement droit aux prestations que dans un seul de ces pays. Toute mesure visant à remédier à une telle situation doit évidemment résulter de recherches préalables, et des recherches de ce genre sont actuellement envisagées dans le cadre de l'importante étude des coûts comparés de la sécurité sociale dans les pays du Marché commun qui doit être entreprise prochainement<sup>63</sup>.

123. En ce qui concerne les prestations de chômage, de maladie et d'invalidité, de maternité et de vieillesse, la plupart des pays accordent la parité aux étrangers, du moins en principe. Mais les différences relatives aux périodes ouvrant droit à prestations et les restrictions applicables au transfert à l'étranger de ces prestations entraînent probablement en pratique une inégalité considérable.

124. De plus, il est d'autres cas où le principe d'égalité ne semble pas être pleinement appliqué. En France, par exemple, les prestations de maternité accordées aux étrangers ne sont pas les mêmes, semble-t-il, que celles qui concernent les ressortissants français et il n'est pas attribué d'indemnité de maternité si l'enfant n'est pas déclaré français; la Suisse n'attribue aucune indemnité de maternité hors de son territoire, et les travailleurs étrangers n'ont pas droit aux prestations d'accouchement.

125. Pour les étrangers, le pire domaine est peut-être le domaine culturel. Dans les cas extrêmes, les étrangers vivent dans la perpétuelle conscience de la violence raciale, sinon dans sa crainte véritable. Le « *Paki-bashing* », coutume tribale des jeunes Anglais, est maintenant appliqué aux Turcs travaillant aux Pays-Bas, comme l'a rapporté récemment le journal *The New York Times*<sup>64</sup>, et ces incidents ne sont connus que parce qu'ils sont assez frappants pour attirer l'attention de la presse. La dis-

<sup>59</sup> *Immigration and Immigration Policy in Sweden*, Stockholm, Institut suédois, 1972, p. 3.

<sup>60</sup> Dans la présente section, on a mis considérablement à contribution le texte de T. Stark, « Situation of migrant workers from countries of the EEC as compared with that of workers from other countries » [préparé pour l'International Institute of Labour Studies Symposium on Migration for Employment in Europe, Genève, 12-15 octobre 1965, et reproduit par A. M. Rose dans *Migrants in Europe*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1969, appendice B, p. 166 à 173]. En ce qui concerne le droit de changer d'emploi et de domicile, comme à beaucoup d'autres égards, les Italiens bénéficient d'un statut préférentiel dans les pays de la Communauté économique européenne autres que l'Italie, du fait que l'Italie fait partie de cette organisation; les Italiens peuvent changer de domicile et d'emploi après deux ans.

<sup>61</sup> J.-P. Bumont, « New Deal for Immigrants », *Le Monde* (édition hebdomadaire en langue anglaise), Paris, 23 septembre 1972.

<sup>62</sup> *Immigration and Immigration Policy in Sweden*, Stockholm, Institut suédois, 1972.

<sup>63</sup> ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970* . . . , p. 125 et 126.

<sup>64</sup> *The New York Times*, 8 septembre 1972, p. 2.



crimination ethnique et raciale peut être plus discrète sans être inexistante. En France, un sondage d'opinion publique de 1966 a fait apparaître que 51 % de la population adulte estimaient qu'il y avait trop d'étrangers dans le pays<sup>65</sup>.

126. Même s'il n'existe pas de discrimination ni d'hostilité véritables, l'infériorité de leur revenu et de leur position dans la profession, les handicaps linguistiques et l'isolement social concourent à empêcher les étrangers de participer effectivement à la vie culturelle des pays d'accueil. Et ils sont tout autant coupés de leur propre culture. Le problème de la réintégration des travailleurs migrants dans leur propre culture paraît être l'un des aspects les moins étudiés des migrations internationales de l'après-guerre, mais il semble raisonnable de penser que lorsque les étrangers rentrent chez eux, ils sont trop souvent des étrangers dans leur propre pays, pour reprendre une expression appliquée aux Portoricains rentrant des Etats-Unis d'Amérique<sup>66</sup>.

127. Le présent exposé de la situation des travailleurs étrangers peut paraître partial, car jusque-là on n'y a nullement tenu compte des avantages qu'elle présente pour eux. Selon le libéralisme économique orthodoxe, le flux continu d'immigrants venus de volonté délibérée est la preuve certaine que les profits l'emportent sur les coûts. Cependant, cette disposition continuelle à émigrer est plutôt le signe d'un manque d'emplois et de bas salaires dans les pays d'émigration.

128. Du point de vue de la vie économique des pays de la zone périphérique, les résultats de l'émigration sont de toute façon tout à fait mêlés. L'émigration est naturelle-

ment un moyen de résorber l'excédent de main-d'œuvre, et il ne fait pas de doute qu'elle contribue ainsi à renforcer la position des travailleurs dans les négociations concernant les augmentations de salaires, au point qu'au Portugal les protestations des employeurs locaux ont abouti dans les années 60 à des restrictions à l'émigration et au phénomène d'émigration clandestine, principalement vers la France<sup>67</sup>. Mais en même temps, les migrations exposent les pays de la zone périphérique aux aléas de la conjoncture à l'étranger.

129. On peut se demander dans quelle mesure la vie à l'étranger, telle que les travailleurs la connaissent, contribue à leur permettre d'édifier chez eux une société convenable. Certes, les porte-parole des pays d'accueil, notamment les représentants des employeurs, insistent sur le profit qu'apporte l'expérience de la discipline industrielle. Selon un représentant de la Confédération des employeurs allemands, « le fait de s'habituer au rythme de travail d'une usine moderne, à l'obligation de travailler avec soin, à la ponctualité, et à la fiabilité, en plus de l'acquisition de l'aptitude à l'organisation peut être déjà un grand progrès »<sup>68</sup>. Le Secrétaire de l'Union centrale des employeurs suisses a fait ressortir la valeur que représentait l'initiation des travailleurs à de nouvelles conditions « . . . dans un bon climat de travail puisque les grèves y sont extrêmement rares, que les conditions de travail y sont réglées dans le meilleur esprit par des partenaires sociaux qui se respectent et qu'enfin, l'atmosphère de lutte des classes n'existe pas »<sup>69</sup>.

<sup>65</sup> A. M. Rose, *Migrants in Europe*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1969, p. 103.

<sup>66</sup> W. Knowles, « Porto Rico : le problème du retour des migrants », dans OCDE, *Les travailleurs émigrés retournant dans leur pays* (Séminaire patronal international, Athènes, 18-21 octobre 1966). — *Supplément au rapport final*, Paris, 1967, p. 91.

<sup>67</sup> Ces restrictions ont été assouplies en 1970 (OCDE, *Etudes économiques de l'OCDE : Portugal*, Paris n° 17, septembre 1971, p. 18).

<sup>68</sup> R. Weber, « L'emploi des étrangers en Allemagne », dans OCDE, *Les travailleurs émigrés retournant dans leur pays . . .*, Paris, 1967, p. 330.

<sup>69</sup> E. Duc, « Suisse », dans OCDE, *Les travailleurs émigrés retournant dans leur pays . . .*, Paris, 1967, p. 304.

## Chapitre VI

### NIVEAUX DE CONSOMMATION ET DE SANTÉ

130. Le niveau moyen de la consommation dans les pays développés à économie de marché — et sans doute également le niveau moyen de la santé — est le plus élevé du monde. D'ailleurs, l'un des plus grands succès du système capitaliste est de s'être révélé remarquablement productif, au moins dans certaines régions du monde. Quel que soit le crédit que l'on puisse attribuer au système capitaliste pour ce qui est de la réalisation de niveaux de production et de consommation élevés, le haut niveau moyen de santé ne peut, au mieux, être mis que partiellement au crédit du capitalisme, puisque l'instauration d'un système de sécurité sociale a eu pour effet de retirer les soins médicaux du marché, c'est-à-dire de les isoler des relations de production et de distribution qui caractérisent un pays à économie de marché. Dans une certaine mesure cependant, la bonne santé est une conséquence d'un niveau de consommation élevé, puisque l'alimentation et le logement sont au moins aussi importants que la médecine pour déterminer les niveaux moyens de bien-être physique. Le tableau IV.31 récapitule la situation existant dans certains pays en matière de revenus, consommation alimentaire et longévité. La ration journalière par habitant de calories et de protéines dans ces pays est une des plus élevées du monde.

131. En outre, le taux de croissance de la production en général a été élevé. Pas un seul des pays développés à économie de marché pour lesquels on a pu disposer de données n'a manqué d'enregistrer un accroissement d'au moins 20 % de la production par habitant au cours des années 60, et la nation connaissant la croissance la plus rapide, le Japon, a plus que doublé sa production par habitant<sup>70</sup>.

132. Malgré les niveaux de consommation et de santé généralement élevés dans les pays développés à économie de marché, la persistance de poches de pauvreté dans certaines régions est un facteur qui limite la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels.

133. Ce qu'aucune statistique ne pourra jamais refléter, c'est la honte que doivent ressentir les pauvres pour la plus grande partie de l'assistance économique que leur offre le gouvernement. Une enquête sur les moyens d'existence a presque inévitablement pour résultat d'ajouter à la souffrance de la privation l'insulte de l'infériorité. « Les gosses se moquent de lui », dit avec tristesse une mère américaine à propos de son enfant obligé de faire la queue dans une file d'attente distincte pour recevoir son déjeuner gratuitement à l'école; « ta mère est trop pauvre pour pouvoir t'acheter à manger »<sup>71</sup>.

<sup>70</sup> Pour les chiffres pertinents, voir ONU, *Yearbook of National Accounts Statistics, 1970*, vol. II, *International Tables* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.72.XVII.3, vol. II), tableau 7.

<sup>71</sup> Etats-Unis d'Amérique, United States Senate, Ninetieth Congress, Second Session, and Ninety-first Congress, First Session, Select Committee on Nutrition and Human Needs, *Nutrition and*

La coercition, l'intimidation, la peur, la honte : ce ne sont pas là des mots nouveaux dans le lexique de l'assistance publique octroyée après enquête sur les moyens d'existence. Il n'y a guère de chance non plus qu'ils en disparaissent rapidement. Car partout où existe la pauvreté, les pauvres risquent de n'avoir aucun pouvoir.

134. Pour édifier une société acceptable, il convient d'accorder un rang de priorité élevé à la suppression des causes et des effets de la pauvreté.

Au stade actuel du progrès en Europe occidentale, . . . l'abondance matérielle généralisée n'est pas loin, et l'élimination des dernières pénuries (comme celles du logement) ainsi que la suppression des îlots de pauvreté qui subsistent semble être une affaire plus politique que strictement économique. L'intérêt du public a donc tendance à se détourner des aspects quantitatifs de la production pour se porter sur des questions liées à la qualité de la vie, et l'idée se répand que l'on a trop insisté, jusqu'ici, sur les résultats quantitatifs proprement dits, sans se soucier des aspects qualitatifs du développement<sup>72</sup>.

Il semblerait que la plupart des pays développés à économie de marché des autres régions du monde accordent également une importance accrue aux aspects qualitatifs de la croissance et à la pleine réalisation des droits économiques, sociaux et culturels.

#### A. — Nutrition

135. Bien qu'aux Etats-Unis d'Amérique, comme l'indique le tableau IV.31, la ration de calories par habitant soit l'une des plus élevées du monde, une étude sur la nutrition dans plusieurs des Etats de l'Union, entreprise dernièrement par le Gouvernement américain, confirme que les problèmes de nutrition sont répandus et qu'un grand nombre de ces problèmes sont en raison inverse des revenus. On trouve dans le rapport de 900 pages intitulé *Ten State Nutrition Survey*<sup>73</sup> les idées suivantes. Tout d'abord, et c'est le plus important, il y est tiré la conclusion qu'une part importante de la population considérée est mal nourrie ou court un grand risque d'être aux prises avec des problèmes de nutrition. En outre, selon le rapport, on constate généralement une augmentation de malnutrition au fur et à mesure que diminue le niveau de revenu. L'ampleur des problèmes de nutrition et leurs relations avec le niveau de revenu sont illustrées par le taux de carence en fer dans cinq Etats qui sont parmi les plus pauvres de la nation (la population hispano-américaine semblerait être une

*Human Needs*, 7<sup>e</sup> partie, *District of Columbia*, Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1969, p. 2201.

<sup>72</sup> ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970* . . . , p. 116.

<sup>73</sup> Etats-Unis d'Amérique, Department of Health, Education and Welfare, Health Services and Mental Health Administration, U.S. Center for Disease Control, *Ten-State Nutrition Survey 1968-1970* [DHEW publication No. (HSM) 72-8130], Atlanta (Géorgie), 1972.

TABLEAU IV.31

Pays développés à économie de marché : revenu moyen, consommation de calories et de protéines, et espérance de vie

	Revenu par habitant en 1969 (en dollars)	Consommation quotidienne de nourriture par habitant			Espérance de vie à la naissance		
		Calories	Protéines (en grammes)	Années considérées	Années		Années considérées
					Hommes	Femmes	
Afrique du Sud	687	2 730 <sup>a</sup>	77 <sup>a</sup>	1964-1966 <sup>a</sup>	—	49,0	1965-1970
Allemagne (République fédérale d')	2 246	2 940	82	1969/70	67,6	73,6	1966-1968
Australie	2 434	3 220	106	1968/69	67,9	74,2	1960-1962
Autriche	1 547	2 950	87	1969/70	66,3	73,5	1970
Belgique	2 150	3 150	92	1968/69	67,8	75,3	1959-1963
Canada	3 068	3 150	97	1969	68,8	75,2	1965-1967
Danemark	2 610	3 140	89	1969/70	70,7	75,6	1968-1969
Espagne	811	2 750	84	1969/70	67,3	71,9	1960
Etats-Unis d'Amérique	4 151	3 290	97	1969	66,6	74,0	1968
Finlande	1 745	2 960	91	1969/70	65,4	72,6	1961-1965
France	2 485	3 270	104	1969/70	67,6	75,3	1969
Grèce	891	2 900	99	1967	67,5	70,7	1960-1962
Irlande	1 111	3 450	93	1968	68,1	71,9	1960-1962
Islande	1 648	2 900	99	1964-1966	70,8	76,2	1961-1965
Israël	1 450	2 930	90	1968/69	69,6	73,0	1970
Italie	1 420	2 950	88	1968/69	67,2	72,3	1960-1962
Japon	1 396	2 450	75	1969	69,1	74,3	1968
Luxembourg <sup>b</sup>	1 907 <sup>b</sup>	3 150	92	1968/69	61,7	65,8	1946-1948
Malte	635	2 680	86	1964-1966	68,5	72,2	1967-1969
Norvège	2 191	2 900	82	1968/69	71,0	76,0	1961-1965
Nouvelle-Zélande	1 769	3 320	106	1969	68,4	73,8	1960-1962
Pays-Bas	1 976	3 030	84	1968/69	71,0	76,4	1968
Portugal	570	2 730	79	1969	60,7	66,4	1959-1962
Royaume-Uni	1 817	3 180	88	1968/69	68,5	74,7	1967-1969
Suède	3 205	2 750	79	1969/70	71,9	76,5	1967
Suisse	2 642	2 990	84	1967/68	68,7	74,1	1958-1963

Source : ONU, *Yearbook of National Accounts Statistics*, 1970, vol. II, *International Tables* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.72.XVII.3, vol. II), tableau IB; *Annuaire statistique*, 1971 (publication des Nations Unies, numéro de vente : E/F.72.XVII.1), tableaux 160 et 19.

<sup>a</sup> Tient compte des données relatives au Botswana, au Lesotho et au Swaziland.

<sup>b</sup> Chiffres pour 1968.

exception, mais ceci est peut-être dû au fait qu'un petit nombre d'Hispano-Américains appartiennent à la tranche des revenus les plus élevés). Comme l'indique le tableau IV.32, les Blancs aux revenus les plus faibles sont trois fois plus susceptibles de souffrir de carence en fer que les

Blancs de la catégorie aux revenus les plus élevés, et les Noirs à faibles revenus sont huit fois plus susceptibles de souffrir de carence en fer que les Noirs à revenus élevés. Il n'y avait aucune différence dans ce domaine entre Noirs à revenus élevés et Blancs à revenus élevés. La

TABLEAU IV.32

Etats-Unis d'Amérique : pourcentage des cas d'insuffisance du taux d'hémoglobine dans cinq Etats à faible revenu<sup>a</sup> (enquête par sondages)

Taux d'insuffisance du revenu <sup>b</sup>	Groupes ethniques					
	Blancs		Noirs		Hispano-Américains	
	Nombre total <sup>a</sup>	Pourcentage des cas d'insuffisance	Nombre total <sup>a</sup>	Pourcentage des cas d'insuffisance	Nombre total <sup>a</sup>	Pourcentage des cas d'insuffisance
Taux combinés	3 822	1,8	8 590	7,6	1 896	5,5
Inférieur à 0,50	496	3,2	2 206	8,2	497	4,8
0,50 à 0,99	829	1,7	2 946	7,4	668	6,0
1,00 à 1,99	978	1,5	1 207	5,7	334	6,3
2,00 à 2,99	454	1,1	193	5,2	52	0,0
Supérieur à 2,99	293	1,0	97	1,0	36	5,6
Inconnu	772	2,0	1 941	8,8	309	5,5

Source : Etats-Unis d'Amérique, Department of Health, Education and Welfare, Health Services and Mental Health Administration, U.S. Center for Disease Control, *Ten State Nutrition Survey, 1968-1970* (DHEW publication No. (USM) 72-8132], Atlanta (Géorgie), 1972, chap. IV (Biochimie), p. IV à 56.

<sup>a</sup> Ces cinq Etats sont le Kentucky, la Louisiane, le Texas, la Caroline du Sud et la Virginie occidentale.

<sup>b</sup> Le « taux d'insuffisance du revenu » est déterminé par le rapport entre le revenu familial de l'intéressé et le revenu officiellement reconnu comme « seuil de pauvreté ». En 1970, le seuil officiel de pauvreté était fixé à environ 4 000 dollars pour une famille de quatre personnes.

courbe de la carence en fer en fonction des revenus était bien moins prononcée dans les Etats à revenus élevés sur lesquels portait l'autre moitié de l'enquête.

136. Il semble qu'aucun autre pays n'ait fait l'objet d'études aussi approfondies et complètes en matière de nutrition. Néanmoins, dans le cadre de l'étude menée en Suède sur les groupes à faibles revenus, les intéressés ont été interrogés sur leur consommation alimentaire. On a estimé, à partir d'une enquête sur les aliments consommés pendant les 72 dernières heures, que 30 % des personnes interrogées appartenant au groupe à plus faibles revenus absorbaient une quantité insuffisante d'aliments entrant dans deux (au moins) des grandes catégories suivantes : céréales, produits laitiers, viandes et poissons, légumes. En revanche, pour les revenus les plus élevés, 16 % seulement des personnes interrogées semblaient consommer insuffisamment d'aliments entrant dans deux au moins de ces catégories. Ainsi donc, la carence diététique était près de deux fois plus répandue parmi les personnes ayant un revenu faible<sup>74</sup>. De même que dans l'étude américaine, le faible niveau des revenus semblait être un important facteur pour ce qui est de la situation en matière de nutrition. Mais il est évident que ce n'est pas le seul. Une éducation insuffisante et un penchant pour des aliments ayant une valeur nutritive douteuse sont également des facteurs importants en la matière.

137. Les études réalisées en Suède et aux Etats-Unis d'Amérique révèlent qu'une importante partie de la population court le risque de souffrir des conséquences néfastes de la malnutrition; mais quels sont ces risques? On en sait bien plus sur les effets d'une grave malnutrition que sur les effets relativement bénins qui semblent dominer parmi les populations mal nourries des pays développés à économie de marché. Cependant, ce que l'on sait à propos de la malnutrition aiguë est suffisamment alarmant pour faire comprendre que, même si les conséquences sont nettement atténuées lorsqu'il s'agit de formes bénignes de malnutrition, les conséquences en matière d'égalité devant les droits économiques sociaux fondamentaux sont considérables.

138. Selon une étude faite récemment sur la documentation relative à la malnutrition<sup>75</sup>, une mauvaise nutrition pendant l'enfance entraîne un mauvais développement physique et mental. Elle entraîne également de plus grands risques d'infection et de maladie. Bien entendu, les risques commencent dès avant la naissance, puisque les risques de complications à la naissance augmentent lorsque les mères sont mal nourries; et ils continuent bien après l'enfance, étant donné qu'un mauvais développement physique et intellectuel associé à la maladie se reflète bien évidemment sur l'éducation et que celle-ci, comme on l'a noté au paragraphe 69 ci-dessus, est nécessaire, sinon toujours suffisante, pour obtenir des revenus et un statut social satisfaisants. Et les conséquences de la malnutrition persistent au-delà du temps de vie, non seulement en raison de la perpétuation de l'inégalité par la famille et l'école, mais aussi plus directement en raison des effets de la malnutrition sur la taille physique et des effets de celle-ci sur l'aptitude à mettre des enfants au monde.

<sup>74</sup> Suède, Arbetsgruppen för Låginkomstfrågor [Groupe de travail sur les questions relatives aux faibles revenus], *Kompndium om Låginkomstutredningen* [Recueil d'études sur les catégories à faible revenu], Stockholm, 1971, p. 121.

<sup>75</sup> H. G. Birch, « Malnutrition, learning and intelligence », *American Journal of Public Health*, Washington, D. C., vol. 62, n° 6, juin 1972, p. 773 à 781.

Il est médicalement connu que les risques courus en cours de grossesse aussi bien par le fœtus que par la mère sont statistiquement bien plus grands pour les femmes petites que pour les femmes grandes, et la différence semble être déterminée par la nutrition.

## B. — Logement

139. Les mauvaises conditions de logement viennent juste après la mauvaise nutrition pour ce qui est des maux de la pauvreté. Une étude du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique conclut avec alarme que :

Selon les estimations, 6,7 millions (9,9 % du total) d'immeubles habités ne répondent pas aux normes moyennes. Quatre millions d'entre eux sont dépourvus d'au moins une des installations de plomberie essentielles dans un logement (eau courante, toilettes ou salle de bains), et 2,7 millions sont dans un tel état de délabrement qu'ils ne peuvent être remis en état sans grands travaux de réparation<sup>76</sup>.

Le tableau IV.33 récapitule la distribution des habitations ne répondant pas aux normes moyennes aux Etats-Unis, selon la race, le niveau de revenus et le lieu de résidence (zone métropolitaine ou non métropolitaine).

140. En 1965, le Département de l'habitation et du développement urbain a été créé aux Etats-Unis de façon que les programmes fédéraux en matière de logement et de développement urbain ne relèvent que d'un seul organisme. Ce nouveau département a encouragé l'utilisation de techniques industrielles pour remédier à la pénurie croissante de logements dans de nombreuses villes du pays. Des lois ont été promulguées en vue d'ouvrir des crédits, d'un montant peu élevé, pour subventionner les loyers dans les logements du secteur public à l'intention de certains locataires à faibles revenus, et une allocation fédérale au logement a été instituée, de façon à donner aux familles à faibles revenus les moyens de se procurer un logement sur le marché privé. De nouvelles subventions pour la location et l'achat d'habitations ont été prévues en 1968. La construction d'habitations à bon marché dans les banlieues, en vue d'accroître la mobilité des minorités raciales et ethniques, a également fait l'objet d'une certaine attention, mais, dans la pratique, certaines difficultés sont venues compliquer la réalisation de cet objectif.

141. La situation du logement au Canada a été exposée comme suit :

Au Canada, les symptômes d'une grave crise nationale du logement se sont manifestés en 1967 : les prêts hypothécaires s'amenuisaient, le prix des terrains montait, le nombre des ménages (familles et collectivités) augmentait considérablement. Le problème ancien de l'insuffisance des logements pour les groupes à faible revenu, prenait une dimension nouvelle à mesure qu'augmentait le nombre des familles à revenu moyen, incapables de payer des loyers rapidement croissants. Lorsque le problème commença à atteindre les groupes à revenus moyens, il revêtit l'aspect d'une question politique d'intérêt national alors que, jusque-là, le public y était resté indifférent. Un groupe opérationnel du logement et de l'urbanisation, créé par le Gouvernement fédéral en 1968, a déconseillé la construction de grands ensembles comme évoquant l'idée de ghetto, et a

<sup>76</sup> Etats-Unis d'Amérique, Department of Health, Education and Welfare, Public Health Service, « Issue study on housing, urban-rural problems and sanitation » (CPEHS-OPD, Program Analysis Series), août 1969; cité dans United States Senate, Ninety-first Congress, Second Session, Select Committee on Nutrition and Human Needs, *Nutrition and Human Needs — 1970*, 6<sup>e</sup> partie, *Health and Housing*, Washington, D. C., U.S. Government Printing Office 1970, p. 1787.

TABLEAU IV.33

**Etats-Unis d'Amérique : logements inadéquats<sup>a</sup> par race, revenu et lieu de résidence**  
(En pourcentage)

	1950	1960	1968
Pourcentage des locaux classés comme inadéquats par rapport au nombre total des locaux occupés :			
Nombre total de ménages .....	35,9	16,0	7,7
Zone métropolitaine .....	21,0	9,5	4,0
Zone non métropolitaine .....	54,9	27,7	14,4
Nombre total de ménages blancs .....		13,0	5,8
Nombre total de ménages non blancs .....		44,0	23,7
Ménages blancs :			
Zone métropolitaine .....		7,3	3,1
Zone non métropolitaine .....		22,9	10,5
Ménages non blancs :			
Zone métropolitaine .....		28,2	10,8
Zone non métropolitaine .....		77,3	55,3
Ménages classés d'après leur revenu :			
Revenus inférieurs à 4 000 dollars .....	45,5	31,8	
Revenus compris entre 4 000 et 7 999 dollars .....	14,1	8,8	
Revenus égaux ou supérieurs à 8 000 dollars .....	6,6	2,5	
Ménages établis en zone métropolitaine :			
Revenus inférieurs à 4 000 dollars .....	28,8	20,9	
Revenus compris entre 4 000 et 7 999 dollars .....	9,4	6,1	
Revenus égaux ou supérieurs à 8 000 dollars .....	3,3	1,7	
Ménages établis en zone non métropolitaine :			
Revenus inférieurs à 4 000 dollars .....	62,6	44,0	
Revenus compris entre 4 000 et 7 999 dollars .....	25,2	14,2	
Revenus égaux ou supérieurs à 8 000 dollars .....	15,8	5,2	

Source : Etats-Unis d'Amérique, U.S. Senate, Ninety-first Congress, Second Session, Select Committee on Nutrition and Human Needs, *Nutrition and Human Needs — 1970*, 7<sup>e</sup> partie, *Rural Housing*, Washington, D. C., U.S. Government Printing Office, 1971, p. 2012, tableau 3 (témoignage de G. W. Rucker, Research Director, Rural Housing Alliance, devant le Select Committee on Nutrition and Human Needs).

<sup>a</sup> Sont définis comme « inadéquats » les logements en mauvais état général ou démunis des installations sanitaires essentielles : eau courante chaude et froide, bain ou douche, lieux d'aisance à l'intérieur des locaux.

recommandé d'arrêter toute rénovation urbaine entraînant la destruction massive de logements anciens. Il a proposé que l'on étudie les moyens d'augmenter les ressources des familles à faibles revenus pour leur permettre de louer ou d'acheter des logements dans le secteur privé. Par la suite, le Gouvernement fédéral a annoncé son intention de consacrer des fonds plus importants que les années précédentes à la construction de logements destinés aux familles à faibles revenus, aux personnes âgées et aux défavorisés et, en 1970, il a ouvert un crédit de 200 millions de dollars pour la construction de logements à titre expérimental en faveur des familles à revenus faibles ou modérés<sup>77</sup>.

142. Au Royaume-Uni, le plan national de logement de 1965 prévoyait pour 1970 la construction de 500 000 logements par an, dont une part croissante serait allouée au secteur public en vue de remédier à la pénurie de logements en location. Il a cependant été signalé en janvier 1970 que l'objectif en la matière avait été ramené à un chiffre annuel de 400 000 logements environ, car l'on s'attendait que le nombre des logements soit supérieur de 5 % à celui des ménages, en 1973. Toujours au Royaume-Uni, la loi sur les subventions au logement (*Housing Subsidies Act*) est entrée en vigueur en mai 1967 pour permettre au secteur public (immeubles de rapport), et notamment aux autorités locales qui doivent faire face à des coûts particulièrement élevés, de bénéficier d'une plus grande assistance. Un vaste programme d'assainissement des taudis continuait également d'être appliqué, avec l'espoir de porter le nombre des taudis

assainis à 140 000 par an environ et d'accélérer les travaux d'amélioration pour plus de 5 millions d'habitations qui nécessitaient un aménagement de base ou d'importantes réparations<sup>78</sup>.

143. Le Gouvernement danois a signalé en 1969 que la loi sur la subvention des loyers du 8 mars 1967 avait permis aux groupes à faibles revenus d'obtenir des conditions raisonnables de logement<sup>79</sup>.

144. En Europe et au Japon, il y a pénurie générale de logements, ce qui peut être une source de gêne pour les classes moyennes, mais est beaucoup plus grave pour les pauvres. Le fait que les travailleurs étrangers en France aient les pires conditions de logement est sans doute l'une des causes du taux élevé de maladies transmissibles, comme la tuberculose, dont ils sont atteints. Selon une enquête faite récemment par des médecins français dans une banlieue parisienne, il y a 156 fois plus de tuberculose chez les Africains noirs que pour le reste de la population<sup>80</sup>.

145. Il ressort d'une étude sur les groupes à faibles revenus en Suède, pays qui, grâce à son niveau de revenu plus élevé et à ses politiques sociales, connaît sans doute une situation plus favorable que les autres pays d'Europe,

<sup>78</sup> E/CN.4/1011/Add.2, p. 30 et 31.

<sup>79</sup> E/CN.4/1011/Add.1, p. 26.

<sup>80</sup> R. D. Nicholas *et al.*, « Guilty of being ill », *Droit et liberté*, n° 280, mars 1969; mentionné dans S. Castler et G. Kosack, « The function of labor immigration in Western Europe », *New Left Review*, 73, mai-juin 1972.

<sup>77</sup> ONU, *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970* ..., p. 148.

que 11 % des ménages de la classe ouvrière — qui comprennent un grand nombre de « non pauvres », en même temps que des pauvres — avaient des logements équipés de façon « non moderne », contre 4 et 1 % respectivement dans les groupes professionnels moyens et supérieurs<sup>81</sup>. L'entassement était un problème encore plus grave. Plus de 26 % des ménages de la classe ouvrière logeaient plus de deux personnes par pièce (sans compter la salle de séjour et la cuisine), contre 15 et 3 % respectivement parmi les classes moyenne et supérieure<sup>82</sup>. Dans les ménages ayant des enfants de moins de 16 ans, l'entassement était bien entendu encore plus répandu. Quarante-six pour cent des ménages de la classe ouvrière vivaient dans des logements trop étroits, contre 22 et 4 % respectivement dans les classes moyenne et supérieure<sup>83</sup>. On ne peut conclure de ces statistiques que les personnes visées souffrent nécessairement de graves troubles psychiques ou physiques par suite d'un logement inapproprié. Mais il semble juste de conclure qu'une part importante de la classe ouvrière court un risque élevé d'avoir de tels troubles pour cette raison.

146. L'entassement comporte des dangers tels que les maladies infectieuses, les maladies de la peau, les accidents domestiques et les troubles affectifs<sup>84</sup>. En outre,

L'entassement affecte la vie privée et incite souvent les membres de la famille à passer plus de temps hors de chez eux. Lorsque les familles ne peuvent avoir de distractions, il semble que toute prédisposition à un comportement névrosé s'aggrave. Lorsque l'entassement oblige les enfants à avoir des activités en dehors de chez eux, leurs études en souffrent et la surveillance et le contrôle des parents sont limités<sup>85</sup>.

Ces exemples des conséquences de l'entassement sont tirés d'études faites aux Etats-Unis d'Amérique, mais on ne voit guère quels traits culturels caractéristiques les rendraient inapplicables ailleurs.

147. Ce n'est donc pas uniquement sur le plan du luxe que le niveau de vie des pauvres laisse beaucoup à désirer dans les pays développés à économie de marché, et ce non pas par rapport au niveau de vie existant dans la plupart des autres régions du monde, mais par rapport à l'abondance de biens matériels produits dans ces pays.

### C. — Santé des enfants et des nourrissons

148. Comme l'indique le tableau IV.34, le groupe des pays développés à économie de marché est parvenu à réduire régulièrement son taux de mortalité infantile, qui est maintenant parmi les plus faibles du monde.

149. Les chiffres relatifs au début des années 50 pour l'Autriche, le Royaume-Uni et les Etats-Unis

<sup>81</sup> Selon la définition, un logement « non moderne » est dépourvu de trois ou moins des installations suivantes : eau chaude, tout-à-l'égout, toilettes, chauffage central, douche ou baignoire, cuisinière moderne, réfrigérateur.

<sup>82</sup> Suède, Arbetsgruppen för Låginkomstfrågor [Groupe de travail sur les questions relatives aux faibles revenus] *Kompndium om Låginkomstutredningen* [Recueil d'études sur les catégories à faible revenu], Stockholm, 1971, p. 130.

<sup>83</sup> *Ibid.*, p. 132.

<sup>84</sup> Etats-Unis d'Amérique, Department of Health, Education and Welfare, Public Health Service, "Issue study on housing, urban-rural problems and sanitation" (CPEHS-OPD, Program Analysis Series), août 1969; cité dans United States Senate, Ninety-first Congress, Second Session, Select Committee on Nutrition and Human Needs, *Nutrition and Human Needs — 1970*, 6<sup>e</sup> partie, *Health and Housing*, Washington, D. C., U.S. Government Printing Office, 1970, p. 1789.

<sup>85</sup> *Ibid.*

TABLEAU IV.34

Pays développés à économie de marché : taux de mortalité infantile (enfants âgés de moins d'un an), 1948, 1959 et 1970

(Pour 1 000 naissances vivantes)

	1948	1959	1970
Afrique du Sud			
Population blanche .....	36,0	27,7	..
Population de couleur .....	133,2	106,8	..
Population d'origine asiatique	77,1	65,0	..
Allemagne (République fédérale d') .....	68,1	34,3	23,6
Australie .....	27,8 <sup>a</sup>	21,5 <sup>a</sup>	17,9
Autriche .....	76,2	39,8	25,9
Belgique .....	59,1	29,9	20,5
Canada .....	44,4	28,4	19,3 <sup>b</sup>
Danemark .....	35,3	22,4 <sup>c</sup>	14,8 <sup>b</sup>
Etats-Unis d'Amérique .....	32,0	26,4	19,8
Finlande .....	51,9	23,6	12,5
France .....	55,9	29,5	15,1
Grèce .....	..	..	29,3
Irlande .....	50,3	32,0	19,2
Islande .....	26,2	18,8 <sup>c</sup>	13,3
Israël .....	36,3 <sup>d</sup>	27,3 <sup>d</sup>	22,9
Italie .....	72,1	44,9	29,2
Japon .....	61,7	33,7	13,1
Luxembourg .....	56,8	37,3	24,6
Malte .....	113,0	34,9	27,9
Norvège .....	29,6	20,0 <sup>c</sup>	13,8 <sup>b</sup>
Nouvelle-Zélande .....	27,5	23,9	16,7
Pays-Bas .....	29,3	16,8	12,7
Portugal .....	100,2	88,6	58,0
Royaume-Uni .....	36,0	23,1	18,3
Suède .....	23,2	16,4	11,7 <sup>b</sup>
Suisse .....	35,9	22,2	15,1

Source : ONU, *Annuaire statistique 1960* (publication des Nations Unies, numéro de vente : 61.XVII.1), tableau 4; *ibid.*, 1971 (publication des Nations Unies, numéro de vente : E/F.72.XVII.1), tableau 19.

<sup>a</sup> A l'exclusion de la population aborigène. <sup>c</sup> Chiffre pour 1958.

<sup>b</sup> Chiffre pour 1969.

<sup>d</sup> Population juive seulement.

d'Amérique<sup>86</sup> montrent que les facteurs économiques jouent un rôle important dans la détermination de l'espérance de vie, ces trois pays enregistrant des taux de mortalité nettement plus élevés pour les personnes appartenant à la catégorie professionnelle inférieure. Malheureusement, on ne dispose pas de données plus récentes pour ces pays, ni de données pour d'autres pays, si bien que l'on ne peut affirmer que l'évolution depuis le début des années 50 ait sensiblement modifié le tableau.

150. Dans tous les cas, il est certain que les données relatives au Royaume-Uni appuient la proposition selon laquelle les différences entre les taux de mortalité selon les classes ont diminué au fil des années.

151. S'il existe un lien entre le niveau des revenus et les taux de mortalité, c'est probablement pour diverses raisons. Le régime alimentaire et le logement ont déjà été mentionnés, et l'environnement physique doit sans doute être également un facteur important. Dans les régions rurales des Etats-Unis d'Amérique, surtout dans le sud, la pollution de l'eau constitue toujours un grave problème pour la santé<sup>87</sup>. Cela est vrai dans les villes

<sup>86</sup> A. Antonovsky, « Social class, life expectancy and overall mortality », dans l'ouvrage de E. G. Jaco, *Patients, Physicians and Illness*, 2<sup>e</sup> édition, New York, N. Y., Free Press, 1972, p. 24 à 27.

<sup>87</sup> Etats-Unis d'Amérique, United States Senate, Ninety-first Congress, Second Session, Select Committee on Nutrition and Human Needs, *Nutrition and Human Needs — 1970*, 4<sup>e</sup> partie, *Housing and Sanitation*, Washington, D. C., U.S. Government Printing Office, 1970, p. 919.

également, et notamment dans les quartiers où sont les taudis :

Les résidents [des taudis] du centre des villes reçoivent la même eau que les autres habitants... mais la tuyauterie dans les habitations du centre des villes est parfois ancienne et mal entretenue, et elle comporte souvent des canalisations ou une matière servant à cimenter les joints à base de plomb (qui n'est plus utilisée dans la construction). Dans ces conditions, on a trouvé dans le centre de certaines villes de l'eau contenant jusqu'à 920 microgrammes de plomb par litre, alors que la moyenne est ailleurs de 20 microgrammes par litre<sup>88</sup>.

152. Un problème connexe, l'empoisonnement au plomb par la peinture à base de plomb, semble exister dans des proportions épidémiques dans certaines zones de taudis aux Etats-Unis. Mais comme il s'agit d'une maladie qui frappe essentiellement les pauvres, elle « reste dans l'obscurité », comme l'a dit Jane Lin-Fu, une spécialiste de cette maladie, qui a ajouté : « on n'en entend guère parler » et « on fait encore moins pour y remédier »<sup>89</sup>. Etant donné l'obscurité qui entoure cette maladie les conséquences ne peuvent en être mesurées exactement, mais le docteur Lin-Fu a estimé « que plus de 50 % des enfants de certaines zones où les risques en la matière sont élevés ont absorbé une quantité excessive de plomb »<sup>90</sup>. Les conséquences de l'empoisonnement au plomb, qui vont des troubles cérébraux à la mort, constituent un risque de plus auquel les pauvres sont exagérément exposés.

#### D. — Le problème de la pollution de l'air

153. La pollution de l'air est un grave problème dans les villes. Chacun en souffre dans une certaine mesure, mais une étude médicale réalisée récemment dans une ville de dimensions moyennes des Etats-Unis d'Amérique a montré de façon spectaculaire comment les enfants appartenant à des groupes de revenus différents souffraient différemment de la pollution de l'air. Les enfants du groupe à faibles revenus risquent anormalement de vivre dans des zones où le niveau de la pollution de l'air est élevé mais aussi, en conséquence, ils risquent de souffrir de façon disproportionnée de maladies allergiques aggravées par la pollution de l'air. Bien que le nombre absolu de cas soit relativement faible et que des tests de signification statistique n'aient pas été faits, il semble évident que les enfants des groupes aux revenus les plus faibles souffrent anormalement des conséquences graves de ces maladies et, en outre, que la raison en est en grande partie le fait qu'ils sont exagérément exposés à la pollution de l'air. Les conséquences de la pollution de l'air ne portent pas que sur les enfants, puisque les auteurs de cette étude citent une autre étude selon laquelle « près de 50 % des cas... d'eczéma infantile débouchent plus tard sur une forme ou une autre d'allergie respiratoire »<sup>91</sup>.

<sup>88</sup> Etats-Unis d'Amérique, Council on Environmental Quality, *Environmental Quality* (deuxième rapport annuel), Washington, D. C., U.S. Government Printing Office, août 1971, p. 196.

<sup>89</sup> Etats-Unis d'Amérique, United States Senate, Ninety-first Congress, Second Session, Select Committee on Nutrition and Human Needs, *Nutrition and Human Needs — 1970*, 5<sup>e</sup> partie, *Environmental Health Problems*, Washington, D. C., U.S. Government Printing Office, 1970, p. 1386.

<sup>90</sup> *Ibid.*, p. 1385.

<sup>91</sup> H.A. Sultz et al., « An effect of continual exposure to air pollution on the incidence of chronic childhood allergic disease », *American Journal of Public Health*, Albany, N.Y., vol. 60, n° 5, mai 1970, p. 900. L'autre étude à laquelle il est fait allusion est celle de H.S. Andrews, « Infantile eczema », *Pediat. Clin. N. America*, vol. 8 (1961).

154. Cette relation ne peut guère être rejetée comme un fait isolé. Après un examen attentif de plusieurs études réalisées aux Etats-Unis d'Amérique et au Royaume-Uni sur les relations entre la pollution de l'air d'une part, et la bronchite, les maladies cardiaques et le cancer de l'autre, Lester Lave et Eugene Seskin ont conclu qu'un « observateur objectif devrait convenir qu'il existe une association importante entre la pollution de l'air et divers taux de morbidité et de mortalité »<sup>92</sup>.

155. Il est probable qu'avec le temps les problèmes de la pollution de l'air s'accroîtront au lieu de diminuer, à moins que la tendance de ces dernières années ne soit renversée. En effet, bien qu'il y ait des exceptions notables, on peut difficilement éviter de tirer la conclusion générale que la pollution d'ensemble — pollution de l'air, pollution de l'eau, bruit ou déchets solides — a augmenté à un taux au moins comparable à la croissance de la production industrielle. Et, selon une étude des Nations Unies, de grands pays développés à économie de marché comme les Etats-Unis d'Amérique, la Suède et la République fédérale d'Allemagne prévoient de consacrer des dépenses publiques représentant environ 1 % de leur PNB entre 1971 et 1975 pour améliorer l'environnement, ou au moins pour freiner sa détérioration<sup>93</sup>. Il semble qu'il en faudrait plus pour renverser la tendance.

#### E. — Soins médicaux

156. Enlever aux soins médicaux leur caractère commercial serait, semble-t-il, faire un pas décisif contre les disparités qui caractérisent, en matière de consommation, de santé, et même d'espérance de vie, les différentes catégories de la population classées d'après leur revenu. Martin Rein, éminent expert en planification de la protection sociale, a récemment conclu, après avoir étudié le British National Health Service (Service de santé national britannique), que l'existence d'un système généralisé de soins gratuits semble contribuer à l'uniformisation des soins entre les diverses classes sociales<sup>94</sup>. S'il est vrai qu'au Royaume-Uni les classes inférieures de la société sont plus touchées par la maladie, en revanche elles consultent plus souvent les médecins. Parmi les adultes, les taux de consultation pour la classe la plus basse sont presque le double des taux de consultation pour la classe la plus élevée.

157. Le contraste est frappant avec les Etats-Unis d'Amérique, pays où les taux de consultation dans le groupe des personnes âgées de 15 ans et plus sont approximativement les mêmes pour toutes les catégories de revenus. On ne doit pourtant pas en déduire que les soins médicaux sont dispensés avec une égalité réelle, car il ne faut pas oublier que les maladies graves frappent les pauvres de manière disproportionnée<sup>95</sup>. En outre, comme

<sup>92</sup> L.B. Lave et E. B. Seskin, « Air pollution and human health », *Science*, Washington, D. C., vol. 169, août 1970, p. 729.

<sup>93</sup> ONU, *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1971*, première partie, *L'économie européenne des années 50 aux années 70* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.II.E.1), p. 134.

<sup>94</sup> M. Rein, « Social class and the utilization of medical care services », *Hospitals*, Chicago (Illinois), vol. 43, n° 13, juillet 1969, p. 52.

<sup>95</sup> W.C. Richardson, « Poverty, illness and the use of health services in the United States », dans l'ouvrage de E. G. Jaco, *Patients, Physicians and Illness*, 2<sup>e</sup> édition, New York, N.Y., Free Press, 1972, p. 242 et 245.



toutes les prestations médicales ne sont pas remboursées et qu'il n'y a pas forcément de compensation en espèces en cas de maladie, une maladie grave peut facilement entraîner la pauvreté.

158. C'est peut-être en comparant les taux de consultation chez les enfants que l'on verra le mieux la différence entre le système de soins gratuits qui caractérise le British National Health Service et le système de soins payants dont les Etats-Unis donnent un exemple type. En effet, chez les enfants, les consultations relèvent plus souvent de la médecine préventive que chez les adultes. Aux Etats-Unis, les enfants appartenant aux familles jouissant des revenus les plus élevés ont à peu près deux fois plus de chances d'être examinés par un médecin que les enfants appartenant aux familles du groupe ayant les revenus les plus faibles, alors qu'au Royaume-Uni les taux de consultation sont à peu près équivalents pour les enfants de toutes les classes sociales.

159. Il est fort possible qu'il existe des différences de qualité entre les soins que reçoivent au Royaume-Uni les diverses classes sociales, notamment en ce qui concerne les intangibles, qui échappent au statisticien<sup>96</sup>. D'autre part, en ce qui concerne les Etats-Unis, le Président du Conseil d'administration de l'American Medical Association est peut-être dans le vrai lorsqu'il affirme que la qualité de la médecine dans ce pays n'est nulle part égalée; le problème est la distribution des soins<sup>97</sup>; il

<sup>96</sup> Les experts ne sont pas d'accord sur ce point. Richard Titmuss déclare nettement que de telles différences existent (voir *Commitment to Welfare*, cité par M. Rein, *op. cit.* Rein lui-même estime, d'après les indicateurs statistiques disponibles, que l'application du *British National Health Service* a égalisé les soins en qualité comme en quantité.

<sup>97</sup> Etats-Unis d'Amérique, United States Senate, Ninety-second Congress, First session, Committee on Labor and Public Welfare,

n'en reste pas moins que c'est la distribution qui compte, du moins en ce qui concerne la jouissance des droits de l'homme. Et, en matière de distribution, il semble bien que la méthode des soins gratuits ait fait la preuve de sa supériorité sur la méthode des soins payants.

160. De toute évidence, s'il est nécessaire de dispenser des soins médicaux adéquats pour entretenir la santé, cela ne suffit pas. Comme un témoin l'a déclaré devant le United States Senate Committee on Nutrition and Human Needs (Commission du Sénat des Etats-Unis sur la nutrition et les besoins humains) :

Supposons que l'on amène dans un centre médical un nourrisson atteint de diarrhée, qu'il y soit examiné par un pédiatre compétent et nanti des titres nécessaires, qu'il reçoive des soins hospitaliers spécialisés, que les analyses de laboratoire voulues soient prescrites et parfaitement effectuées, que la maladie soit bien diagnostiquée et que les médicaments qui conviennent soient préparés et administrés au malade — tout cela permettant d'atteindre le but désiré, qui est de mettre fin à la maladie de l'enfant — si tout ce processus — qui constitue le summum de la médecine moderne — s'accomplit et que par la suite le jeune enfant soit ramené dans le même environnement familial où il a contracté sa maladie — rien n'aura été fait si ce n'est de préparer l'enfant à la prochaine attaque de la maladie<sup>98</sup>.

Les mêmes observations s'appliqueraient aux autres maladies mentionnées plus haut, pour lesquelles les soins médicaux sont un élément, certes essentiel, mais un élément seulement de l'environnement total.

Subcommittee on Health, *Health Care Crisis in America*, 1971, 4<sup>e</sup> partie, Washington, D. C., U.S. Government Printing Office, 1971, p. 647.

<sup>98</sup> Etats-Unis d'Amérique, United States Senate, Ninety-first Congress, Second Session, Select Committee on Nutrition and Human Needs, *Nutrition and Human Needs* — 1970, 4<sup>e</sup> partie, *Housing and Sanitation*, Washington, D. C., U.S. Government Printing Office, 1970, p. 910.



Blank page

---

Page blanche

**Cinquième partie**

**CAMPAGNE INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION  
DES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS**

Blank page

---

Page blanche

## INTRODUCTION

1. Les organismes intergouvernementaux dont les activités sont exposées dans la cinquième partie de la présente étude sont l'Organisation des Nations Unies et ses organes subsidiaires; les institutions spécialisées dont les responsabilités sont directement liées à la formulation et au respect des droits économiques, sociaux et culturels ou aux mesures visant à créer les conditions nécessaires pour la jouissance de ces droits; l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle; et trois organisations régionales — l'Organisation des Etats américains, le Conseil de l'Europe et la Ligue des Etats arabes.

2. Les organisations spécialisées considérées sont l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation mondiale de la santé et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle figure parmi les organismes considérés ici du fait que c'est elle qui est chargée d'administrer les conventions et les accords internationaux concernant la protection de la propriété intellectuelle et qu'elle s'occupe de certains aspects des droits culturels; elle travaille en liaison étroite avec l'ONU et l'UNESCO.

3. L'ONU elle-même constitue la clé de voûte de tout le système, étant donné qu'elle sert de lien entre les divers organismes des Nations Unies et qu'elle possède, en vertu des articles pertinents de la Charte des Nations Unies, une compétence qui est consacrée par ces articles fondamentaux et qui s'étend à toutes les questions économiques, sociales et culturelles et à toutes les activités des institutions connexes. Pour les droits de l'homme en particulier, l'ONU exerce une responsabilité directe; elle sert aussi d'inspiratrice et de guide pour les activités de tous ces organismes. En conséquence, les organes de l'ONU, et surtout l'Assemblée générale et le Conseil économique et social, prennent souvent l'initiative de demander aux institutions spécialisées d'appliquer dans leur domaine particulier de compétence des mesures telles que celles qui

concernent la prévention de la discrimination en matière d'emploi ou d'éducation, la liberté d'association et l'abolition du travail forcé. Ainsi, les activités de l'ONU n'ont pas seulement un caractère général; elles intéressent également les apports des divers organismes spécialisés à la solution des problèmes des droits de l'homme. Etant donné que la question des droits syndicaux relève au premier chef de l'OIT, le mécanisme commun établi par l'ONU et l'OIT pour étudier les plaintes auxquelles donnent lieu les violations de ces droits est décrit dans le chapitre consacré à l'OIT (voir par. 126 ci-après).

4. Les règles et activités considérées sont exposées dans des chapitres séparés, consacrés à chaque organisation intéressée, et chaque chapitre est divisé, s'il y a lieu, en quatre sections principales: *a*) organes chargés de formuler les règles pertinentes, *b*) instruments internationaux, y compris, le cas échéant, le mécanisme d'application correspondant, *c*) activités promotionnelles; et *d*) services consultatifs, y compris l'assistance technique.

5. Dans la mesure où cela se justifiait, les droits examinés, en particulier sous les rubriques *b*, *c* et *d* mentionnées au paragraphe 4 ci-dessus, ont été classés comme ils l'étaient dans la table des matières analytique et l'index par pays des rapports relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 1966 au 30 juin 1969 communiqués à la Commission des droits de l'homme dans une note du Secrétaire général (E/CN.4/1025). Mais il y a évidemment des cas limites où une classification par type ou par sujet ne peut qu'être arbitraire. Par exemple, les soins médicaux dispensés dans le cadre d'un système de sécurité sociale figurent sous la rubrique du droit à la sécurité sociale et non pas du droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé qu'elle soit capable d'atteindre. De même, on a considéré généralement les séminaires comme relevant des services consultatifs, bien que leur caractère promotionnel soit également évident. Dans ces cas-là, bien entendu, c'est le point de vue pratique qui s'impose.

## Chapitre premier

### ORGANISATION DES NATIONS UNIES

6. Comme il est dit plus haut, d'une manière générale, les activités de l'ONU ont des répercussions sur l'ensemble des droits économiques, sociaux et culturels. L'Organisation assume toutefois en propre des responsabilités précises dans certains domaines sur lesquels portent ces droits, comme le logement, les services sociaux et la protection de la famille.

#### A. — Organes chargés de formuler les normes pertinentes

7. Les organes permanents chargés de formuler des normes pertinentes en matière de droits économiques, sociaux et culturels sont l'Assemblée générale et le Conseil économique et social ainsi que certains de ses organes subsidiaires, en particulier la Commission des droits de l'homme et la Commission de la condition de la femme. En outre, des conférences de plénipotentiaires ont été à l'occasion réunies pour examiner le statut des réfugiés et des apatrides. D'eux d'entre elles ont adopté des conventions directement liées à certains des droits économiques, sociaux et culturels, à savoir la Convention sur le statut des réfugiés, de 1951, et la Convention sur le statut des apatrides, de 1954.

##### 1. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

8. En vertu de l'Article 10 de la Charte des Nations Unies, l'Assemblée générale peut discuter toutes questions rentrant dans le cadre de cet instrument et formuler des recommandations sur ces questions. Aux termes de l'Article 13, elle a pour rôle, entre autres, de provoquer des études et de faire des recommandations en vue de faciliter la jouissance des droits de l'homme.

9. En vertu de l'Article 22, l'Assemblée générale « peut créer les organes subsidiaires qu'elle juge nécessaires à l'exercice de ses fonctions ». Parmi ces organes, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, chargés de la protection soit des enfants soit des réfugiés, apparaissent comme particulièrement importants lorsqu'il s'agit de droits économiques, sociaux et culturels. Les autres organismes qui contribuent à créer les conditions nécessaires pour assurer la pleine jouissance des droits économiques, sociaux et culturels sont notamment la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Programme alimentaire mondial, commun à l'ONU et à la FAO.

10. A l'Assemblée générale, la plupart des problèmes liés aux droits économiques, sociaux et culturels sont soulevés dans les rapports du Conseil économique et social et du Secrétaire général de l'ONU. Ils sont renvoyés

pour examen devant la Troisième Commission de l'Assemblée (chargée des questions sociales, humanitaires et culturelles).

##### 2. CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

11. Aux termes de l'Article 62 de la Charte, le Conseil « peut faire ou provoquer des études et des rapports [...] et] faire des recommandations [...] en vue d'assurer le respect effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous ». Il peut aussi, « sur des questions de sa compétence, préparer des projets de convention pour les soumettre à l'Assemblée générale ».

12. Aux termes de l'Article 63, le Conseil peut, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale, prendre des dispositions ayant pour objet de relier à l'ONU les institutions spécialisées. Il peut également coordonner leurs activités et, aux termes de l'Article 64, en recevoir des rapports réguliers sur leurs travaux.

13. En vertu de l'Article 71, le Conseil peut prendre « toutes dispositions utiles pour consulter les organisations non gouvernementales qui s'occupent de questions relevant de sa compétence ». Ces rapports entre institutions intéressent dans une certaine mesure les droits économiques, sociaux et culturels.

14. Durant ses sessions, le Conseil est assisté de trois comités de session : le Comité économique, le Comité social et le Comité de coordination. Les questions relatives aux droits de l'homme sont normalement renvoyées devant le Comité social.

##### 3. COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

15. Conformément à l'Article 68 de la Charte, qui dispose que le Conseil économique et social « institue des commissions pour les questions économiques et sociales et le progrès des droits de l'homme », le Conseil a créé, par sa résolution 5 (I) du 16 février 1946, une commission des droits de l'homme chargée, conformément aux termes révisés du mandat qui lui a été donné, de présenter au Conseil des propositions, recommandations et rapports concernant :

a) Une déclaration internationale des droits de l'homme;

b) Des déclarations ou conventions internationales sur les libertés civiles, la condition de la femme, la liberté de l'information et les questions analogues;

c) La protection des minorités;

d) La prévention des distinctions fondées sur la race, le sexe, la langue ou la religion;

e) Toute autre question relative aux droits de l'homme qui ne serait pas visée sous les rubriques a, b, c et d ci-dessus.

16. La Commission des droits de l'homme comprend actuellement un représentant de chacun des 32 Etats

Membres de l'ONU qui sont désignés pour trois ans par le Conseil selon une représentation géographique équitable. La Commission se réunit une fois par an et fait rapport au Conseil. Elle peut créer des organes subsidiaires qui ont un caractère permanent ou auxquels est confiée une tâche particulière. C'est parmi ces derniers que figure le Comité spécial des rapports périodiques.

17. Le Comité spécial des rapports périodiques a été institué par la Commission sur la demande qu'on avait formulée, dans la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil, qui invitait les gouvernements à soumettre régulièrement des rapports sur les droits de l'homme et sur les libertés fondamentales dans les territoires soumis à leur juridiction. Le Comité a pour tâche d'étudier ces rapports et de formuler une appréciation à leur sujet ainsi que de présenter ses observations, conclusions et recommandations à la Commission. Il comprend actuellement huit membres, choisis parmi ceux de la Commission directement par celle-ci. Il se réunit régulièrement avant les sessions de la Commission. On trouvera plus loin, aux paragraphes 72 à 74, des détails supplémentaires au sujet des responsabilités du Comité et de la procédure suivie par lui.

#### 4. COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME

18. Bien que ses responsabilités s'étendent à l'ensemble des problèmes qui intéressent les femmes, la Commission de la condition de la femme joue un rôle important dans la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels en général. Créée à l'origine comme sous-commission de la Commission des droits de l'homme, elle s'est vu conférer, par la résolution 11 (II) du Conseil, en date du 21 juin 1946, le statut de commission technique, avec toutes les attributions que comporte ce statut.

19. Comme il a été précisé par la suite, cette commission a entre autres pour fonction de présenter des recommandations et des rapports au Conseil économique et social sur le développement des droits de la femme dans les domaines politique, économique, social et dans le domaine de l'éducation.

20. La Commission se compose actuellement de 32 représentants des Etats Membres de l'ONU, élus par le Conseil selon une répartition géographique équitable. Elle se réunit tous les deux ans et fait rapport au Conseil.

#### 5. COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

21. La Commission du développement social, en tant que commission technique du Conseil, est le principal organe auquel celui-ci s'en remet pour l'étude des problèmes sociaux nombreux et divers dont il se préoccupe. A ce titre, elle est appelée à donner au Conseil des avis sur les grands problèmes sociaux et, sous son autorité, elle contribue aux mesures qui sont prises pour améliorer les niveaux de vie et la qualité de l'existence dans le monde. Ces dernières années, l'une de ses principales réalisations a été d'élaborer et de rédiger la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social, mentionnée plus loin au paragraphe 67.

#### 6. COMITÉ DE LA PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT

22. Le Comité de la planification du développement est un organe similaire mais spécialisé dans les questions économiques. Créé en 1965 en qualité de comité permanent du Conseil, cet organe a pour fonctions d'examiner et d'évaluer les programmes et activités des organes de

l'Organisation des Nations Unies en matière de planification et de projections économiques et de proposer des mesures visant à les améliorer; il est aussi chargé d'examiner les progrès effectués dans le transfert des connaissances aux pays en voie de développement et dans la formation des cadres dont ceux-ci ont besoin en matière de planification et de projections économiques.

#### 7. COMITÉ CONSULTATIF SUR L'APPLICATION DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE AU DÉVELOPPEMENT

23. Il convient également de mentionner ici le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement et les travaux de cet organe. Créé en 1963 par la résolution 980 A (XXXVI) du Conseil, laquelle a été approuvée ensuite par la résolution 1944 (XVIII) de l'Assemblée générale, ce comité, formé actuellement de 24 experts indépendants, a reçu entre autres pour tâche de suivre les progrès réalisés dans l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées et de proposer au Conseil des mesures pratiques en vue de cette application dans l'intérêt des régions peu développées. Ses activités servent donc de guide et d'inspiration pour les efforts déployés par les organismes des Nations Unies en vue de faire participer la science et la technique au progrès économique et social.

#### 8. COMITÉ DE L'EXAMEN ET DE L'ÉVALUATION

24. Enfin, étant donné les répercussions des activités de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement sur les travaux économiques et sociaux accomplis par les divers organismes, le Comité de l'examen et de l'évaluation, créé par la résolution 1621 C (LI) du Conseil, adoptée en 1971, mérite de figurer parmi les organes chargés de favoriser la création des conditions nécessaires à l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels. Le Comité est composé de 54 membres; il a pour tâche de permettre au Conseil de faire face à ses responsabilités pour ce qui est d'aider l'Assemblée générale dans la tâche d'évaluation générale des progrès accomplis dans la réalisation des buts et des objectifs de la Décennie, comme prévu dans la résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée.

#### 9. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

25. La tâche principale de l'ONUDI est de promouvoir le développement industriel et en particulier celui des pays en voie de développement. Bien que ses activités ne soient pas directement liées aux droits économiques, sociaux et culturels, elles contribuent néanmoins à créer les conditions nécessaires à leur mise en œuvre, notamment dans la mesure où elles concourent à édifier l'infrastructure économique des pays intéressés.

26. Ainsi, la diversification de l'économie, qui est un des objectifs principaux de l'industrialisation, est de nature à accroître les possibilités pour ce qui est de choisir librement un emploi et, d'une manière plus générale, à renforcer les bases financières et économiques sur lesquelles il est possible de faire reposer le droit à la sécurité sociale, le droit aux soins médicaux et le droit à un niveau de vie décent. Il n'est donc pas inopportun d'examiner brièvement les travaux de l'ONUDI dans la présente étude.

27. Dans l'exercice de ses responsabilités, l'ONUDI accorde une attention particulière aux besoins des pays

en voie de développement et plus spécialement aux problèmes des moins avancés d'entre eux, suivant en cela une recommandation formulée à cet égard par sa première conférence internationale extraordinaire, tenue à Vienne en juin 1971. Une liste de 25 pays a été établie selon des critères définis par le Comité pour la planification du développement, et l'ONUDI s'emploie activement à aider ces pays. En 1971, les programmes opérationnels lancés à leur profit se sont élevés à 2,6 millions de dollars. On continue actuellement à élaborer dans ce sens des plans axés sur les activités futures.

28. L'aide fournie par l'ONUDI aux pays en voie de développement est financée au titre du programme ordinaire d'assistance technique de l'ONU, ainsi que par le PNUD, les apports directs des gouvernements et divers fonds d'affectation spéciale. A ces sources s'ajoute le Fonds général d'affectation spéciale de l'ONUDI, destiné à fournir une aide sortant du cadre des programmes traditionnels, comme par exemple la fourniture d'équipement industriel, la création d'industries nouvelles et le soutien à apporter aux organisations régionales.

29. Les ressources disponibles en 1972 donnent une idée de l'importance relative de ces différents modes de financement :

	<i>En millions de dollars</i>
Programme ordinaire.....	1,5
PNUD.....	22,9
Services industriels spéciaux.....	6,0
Fonds général d'affectation spéciale.....	2,5
Fonds d'affectation spéciale divers.....	0,5
<b>TOTAL</b>	<b>33,4</b>

30. Au titre du programme ordinaire, l'assistance aux gouvernements peut se présenter sous forme soit de services d'experts, soit de bourses de formation accordés pour un an ou pour moins d'un an.

31. Les fonds du PNUD sont utilisés pour l'assistance technique, des projets de préinvestissement à long terme, des instituts de recherche ou de formation et des usines pilotes. Ces activités sont plus précisément axées sur les objectifs suivants :

a) Des études de faisabilité pour identifier les possibilités d'investissement et déterminer l'étendue des ressources et des débouchés disponibles;

b) Des centres de développement destinés à favoriser la création et le développement de nouvelles industries grâce à l'utilisation des ressources locales et de l'aide extérieure;

c) Des instituts de recherche chargés d'adapter les techniques étrangères aux besoins des industries locales;

d) Des centres pour l'élaboration de modèles industriels modernes à l'intention des industries locales;

e) Des instituts de normalisation chargés d'élaborer des normes de qualité et des méthodes de contrôle de la qualité;

f) Des domaines industriels destinés à favoriser le développement des industries et à leur assurer des services communs;

g) Des usines pilotes pour la mise au point et le lancement des opérations initiales des entreprises industrielles, à des fins de démonstration.

32. A l'aide de son fonds général d'affectation spéciale, l'ONUDI finance l'organisation des activités suivantes : séminaires, ateliers, formation dans l'entreprise et réunions de groupes d'experts. Elle fournit également des services industriels spéciaux destinés à mettre à la dispo-

sition des pays en voie de développement une gamme plus large de services d'assistance technique selon des procédures adaptées aux exigences particulières des projets industriels. Ce programme vise à compléter les activités existantes et l'assistance porte principalement dans ce cas sur les étapes successives qu'il faut normalement franchir avant que puisse être assuré le financement des projets industriels par des capitaux. On trouvera ci-après quelques exemples des services fournis :

a) Missions spéciales d'experts de haut niveau pour donner des avis sur des questions précises;

b) Assistance à divers stades de l'exécution de projets nouveaux relatifs aux industries manufacturières;

c) Services intermittents fournis par des experts pendant l'exécution des projets;

d) Coopération de divers spécialistes à l'exécution de projets industriels faisant appel à des procédés de fabrication complexes;

e) Dispositions en vue de permettre à des techniciens des pays assistés d'acquérir à l'étranger des connaissances spécialisées;

f) Assistance pour résoudre des problèmes particuliers, tels que la possibilité d'accéder à une documentation technique complexe, à des données ou à des analyses dont le pays considéré ne dispose pas lui-même;

g) Consultations de caractère confidentiel, à un échelon élevé, sur des questions liées soit à des projets précis soit aux politiques de développement industriel;

h) Missions de « dépannage » pour résoudre des problèmes techniques d'un type spécial.

33. Pour mener à bien ces activités, l'ONUDI est quelque peu gênée par le manque de fonds. Elle n'en contribue pas moins considérablement à l'amélioration des conditions économiques et, par là, au progrès que les pays en voie de développement pourront accomplir pour assurer la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels.

#### 10. CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

34. Comme l'a précisé l'Assemblée générale en 1964 dans sa résolution 1995 (XIX), la CNUCED est constituée en tant qu'organe permanent chargé de favoriser l'expansion du commerce international, principalement en vue d'accélérer le développement économique et, à cette fin, de formuler des principes et des politiques concernant le commerce international et les problèmes connexes du développement économique. Les tâches qui lui incombent ont donc un caractère très divers. A mesure qu'elles se sont développées au fil des années, elles ont fini par englober, outre le commerce, sur lequel elles restent axées, d'autres sujets de préoccupation comme le système monétaire international, les transports maritimes, le tourisme, le transfert des techniques, les activités des sociétés multinationales, l'exploitation du fond des mers et l'environnement.

35. Les activités de la CNUCED doivent donc être considérées comme un facteur important de l'amélioration des conditions économiques et sociales qui déterminent la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels. L'Acte final de la première session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tenue à Genève en 1964, contient d'importants engagements quant à cet objectif général, comme par exemple les principes suivants, dans la recommandation A.I.1.:

*Quatrième principe général* : Le développement économique et le progrès social doivent être la préoccupation commune de toute la communauté internationale et doivent, en accroissant la prospérité et le bien-être économiques, contribuer à renforcer les relations pacifiques et la coopération entre les nations . . .

*Cinquième principe général* : Les politiques économiques nationales et internationales doivent tendre vers la réalisation d'une division internationale du travail qui soit conforme aux besoins et aux intérêts de tous les pays du monde, et en particulier des pays en voie de développement. Les pays développés doivent aider les pays en voie de développement à accélérer leur progrès économique et social, coopérer aux mesures prises par ces pays en vue de diversifier leur économie et encourager à cette fin les ajustements nécessaires dans leur propre économie.

36. De même, à sa deuxième session, tenue à New Delhi en 1968, la Conférence a recommandé, dans la résolution 24 (II), que :

. . . soient élaborées des mesures spéciales, dans le cadre d'une stratégie globale composée de mesures convergentes, afin de permettre aux pays en voie de développement les moins avancés de bénéficier d'avantages équitables, de sorte que tous les pays en voie de développement soient mis en mesure d'obtenir des résultats comparables de la coopération économique entre les Etats membres de la CNUCED et, en particulier, de la coopération entre les pays en voie de développement et les pays développés.

37. Egalement dans le cadre de l'effort général entrepris pour promouvoir le développement économique, la Conférence, à sa troisième session, tenue à Santiago du Chili en 1972, a décidé de créer un groupe de travail chargé d'élaborer le texte d'un projet de Charte des droits et devoirs économiques des Etats, fondée sur: a) les principes généraux, particuliers et autres, tels qu'ils ont été approuvés par la Conférence à sa première session, b) toutes les propositions ou suggestions présentées à ce sujet au cours de la troisième session de la Conférence, c) toutes les résolutions pertinentes adoptées dans le cadre de l'ONU, en particulier de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, et d) les principes énoncés dans la Charte d'Alger et dans la Déclaration et les principes du Programme d'action de Lima.

38. Parmi les autres résolutions de caractère général, il convient également de mentionner la résolution 44 (III) qui, appuyant les vues exprimées à la Conférence internationale sur les droits de l'homme, tenue à Téhéran en 1968 (voir par. 80 et 81 ci-dessous), demande instamment aux Etats membres d'envisager d'utiliser les ressources libérées grâce à l'adoption de mesures concrètes dans le domaine du désarmement pour le financement de programmes économiques et sociaux, en particulier dans les pays en voie de développement. En outre, la résolution 46 (III), qui donne un aperçu des mesures à prendre pour réaliser une plus large entente sur les principes devant régir les relations commerciales internationales et les politiques commerciales, proclame que la communauté internationale a le devoir d'éliminer les entraves à la croissance et au développement des pays du tiers monde et de contribuer ainsi à créer un ordre économique mondial favorable au progrès, à la prospérité et à l'instauration de la sécurité économique collective.

39. Certaines des activités de la CNUCED sont toutefois plus directement liées à la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels. Dans le quatrième principe général, déjà en partie cité au paragraphe 35 ci-dessus, on peut lire ce qui suit en ce qui concerne le droit à un niveau de vie décent :

. . . tous les pays s'engagent à appliquer, à l'intérieur comme à l'extérieur, des politiques économiques destinées à accélérer la

croissance économique dans le monde entier et, en particulier, à favoriser dans les pays en voie de développement un taux de croissance compatible avec la nécessité d'augmenter substantiellement et régulièrement le revenu moyen afin de réduire l'écart entre le niveau de vie des pays en voie de développement et celui des pays développés.

40. L'Acte final de la première session de la Conférence souligne encore qu'il est du devoir des pays en voie de développement d'élever leur niveau de vie et demande que soient adoptées des politiques internationales propres à accroître la productivité et à contribuer à la croissance économique.

41. En outre, l'application du cinquième principe général, également cité au paragraphe 35 ci-dessus, peut, dans la mesure où le principe vise à une plus grande diversification et à une division internationale du travail mieux équilibrée, faciliter dans les pays en voie de développement l'exercice du droit au travail et, en particulier, le droit de choisir librement un emploi.

42. Plus précisément, on peut considérer que la préoccupation constante qu'inspire à la CNUCED la nécessité de faciliter le transfert des techniques des pays développés aux pays en voie de développement revient à faire passer du plan individuel au plan national le droit de jouir des avantages du progrès scientifique et de ses applications, bien que cela puisse affecter la protection des intérêts matériels découlant de la production scientifique et technique.

43. A ce propos, la Conférence, à sa première session, a pris l'initiative de proposer, dans sa recommandation A.IV.26, que :

. . . les pays développés encouragent les détenteurs de procédés techniques protégés ou non par un brevet à faciliter la transmission, aux pays en voie de développement, de licences, de procédés, de documentation technique et de nouvelles connaissances techniques en général, ainsi que le financement de l'acquisition de licences et des techniques correspondantes, à des conditions favorables; et que :

. . . les institutions internationales compétentes, notamment les organismes des Nations Unies et le Bureau de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle, explorent les possibilités d'adapter la législation relative au transfert des techniques industrielles aux pays en voie de développement, y compris la possibilité de conclure des accords internationaux appropriés dans ce domaine.

44. La CNUCED a donné une nouvelle impulsion à cette idée en recommandant que soit créé un comité intergouvernemental chargé d'examiner la question générale du transfert des techniques aux pays en voie de développement. A sa troisième session, la Conférence, élargissant le cercle des préoccupations de cet organisme, y a englobé la mise en route et l'application par l'intermédiaire du PNUD et en coopération avec d'autres organes compétents — dont l'OMPI — de programmes de formation concernant le transfert des techniques nécessaires aux pays en voie de développement, destinés au personnel de ces pays. Elle a également prié le Secrétaire général de la CNUCED d'entreprendre avec l'OMPI une étude commune des bases sur lesquelles on pourrait élaborer une nouvelle réglementation internationale devant régir le transfert, des pays développés aux pays en voie de développement, des techniques brevetées et non brevetées. Elle a enfin rappelé qu'aucun des organes des Nations Unies n'avait pour tâche exclusive d'étudier la question du transfert des techniques d'exploitation et elle a décidé que la CNUCED exercerait ses fonctions dans ce domaine en



coopération et de façon coordonnée avec les autres organes des Nations Unies et les autres organisations internationales intéressées en vue d'éviter tout chevauchement des activités et tout double emploi inutile

## 11. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

45. Parmi les organismes des Nations Unies, le PNUD occupe une place à part. Contrairement aux autres organismes, il a été créé non pas pour s'occuper d'un secteur technique précis, mais pour superposer à l'ensemble des questions économiques et sociales une assistance au développement de type intégré qui englobe l'assistance technique au sens strict, la formation, les études de faisabilité et les études de préinvestissement.

46. Les activités du PNUD coïncident donc en substance avec les tâches confiées à d'autres organisations, mais sur le plan de l'assistance opérationnelle. Il peut toutefois être intéressant de voir lesquelles de ses activités peuvent être considérées comme pouvant contribuer à assurer la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels.

47. Cette contribution ressort particulièrement de la catégorie des projets destinés à développer les capacités de l'homme. Les mesures entreprises pour encourager l'éducation et la formation, élever le niveau de santé, améliorer la protection sociale, procurer un logement décent et renforcer l'administration publique en tant qu'infrastructure indispensable reflètent bon nombre des préoccupations exprimées dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, notamment quant au droit au travail, à l'éducation, au meilleur état de santé qu'une personne soit capable d'atteindre, aux services sociaux et à un logement suffisant.

48. Le tableau ci-après indique, pour la période 1959-1968, le montant total des fonds consacrés à ces domaines par le PNUD ainsi que par les gouvernements bénéficiaires sous forme de contributions de contrepartie en espèces et en nature :

	<i>En millions de dollars</i>
Education et formation .....	485,7
Santé .....	131,8
Protection sociale .....	29,0
Habitation, construction et aménagement du territoire .....	50,8
Administration et services publics .....	152,2
<b>TOTAL</b>	<b>849,5</b>

49. Les divers organismes et institutions des Nations Unies qui ont compétence pour les mettre en œuvre sont chargés de l'exécution des projets touchant ces domaines. Ces projets sont cités parmi les activités qui sont récapitulées plus loin dans les sections pertinentes.

## 12. CONFÉRENCES DE PLÉNIPOTENTIAIRES

### a) *Conférence de plénipotentiaires des Nations Unies sur le statut des réfugiés et des apatrides*

50. Convoquée en application de la résolution 429 (V) de l'Assemblée générale, cette conférence s'est réunie à Genève en 1951 « pour achever de rédiger et pour signer une Convention relative au statut des réfugiés et aussi un Protocole relatif au statut des apatrides ». On trouvera au paragraphe 59 des détails au sujet de la Convention.

### b) *Conférence de plénipotentiaires des Nations Unies sur le statut des apatrides*

51. Convoquée en application de la résolution 526 A (XVII) du Conseil économique et social, cette conférence s'est réunie à New York en 1954. Elle a adopté une convention relative au statut des apatrides (voir par. 60 ci-après).

## B. — Instruments internationaux et mécanisme d'application

### 1. CHARTE DES NATIONS UNIES

52. Aux termes de l'Article 55 de la Charte, l'Organisation des Nations Unies est tenue de favoriser « ... le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social », ainsi que « le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion ». En outre, aux termes de l'Article 56, « les Membres s'engagent, en vue d'atteindre les buts énoncés à l'Article 55, à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation ».

53. Ces deux dispositions confèrent au respect des droits de l'homme et aux obligations qu'ont les Etats Membres à cet égard le caractère d'une règle de droit international. Elles doivent donc être considérées comme le fondement de toute action ultérieure dans ce domaine.

### 2. CHARTE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

54. Sur recommandation de la Commission préparatoire qui s'est réunie en 1945, l'Assemblée générale a, lors de sa première session, confié à la future Commission des droits de l'homme la tâche d'élaborer « une charte internationale des droits de l'homme ». Cet instrument a finalement pris la forme de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de deux pactes, le Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte relatif aux droits civils et politiques, qui est assorti d'un protocole facultatif.

#### a) *Déclaration universelle des droits de l'homme*

55. Quoique n'ayant pas la force juridique d'un traité international, la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée par l'Assemblée générale le 10 décembre 1948, jouit néanmoins d'une telle autorité que tous les instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme s'en inspirent. C'est en effet des dispositions de la Déclaration concernant les droits économiques, sociaux et culturels qu'ont été tirés les principes plus détaillés et plus astreignants ultérieurement formulés dans le Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Ce pacte, à son tour, a été à l'origine de la plupart des autres conventions internationales et régionales adoptées dans ce domaine, ou du moins il a exercé sur elles une influence. Etant donné l'autorité morale considérable de la Déclaration universelle, autorité sur laquelle on a insisté lors de la Conférence internationale des droits de l'homme, tenue à Téhéran en 1968, on peut dire que cet instrument possède aujourd'hui un caractère juridique plus marqué qu'à l'époque où il a été adopté, lorsqu'il s'agit de fixer la hiérarchie des besoins dans les diverses régions du monde. La Déclaration a également inspiré les dispositions relatives aux droits de l'homme qui ont été inscrites dans de nombreuses constitutions

nouvelles ou révisées et dans les textes législatifs de nombreux pays.

b) *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*

56. Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels offre une base d'action immédiate sur les plans international et régional et permet de traduire les normes qu'il pose dans la réalité propre à chaque pays. Il est fait mention de ces principes tout au long du présent rapport et, même dans les pays où l'on n'a pas formellement ratifié le Pacte, celui-ci est souvent considéré comme une règle d'action. C'est vraiment l'un des instruments internationaux les plus importants qui aient été adoptés par l'Organisation des Nations Unies. La seule difficulté est que dans la plupart des pays les moins développés, l'application de ses dispositions ne peut se faire que progressivement, selon le niveau de développement, la disponibilité des ressources et l'effectif de la population. C'est probablement pour cette raison que la plupart de ces pays ont eu quelques difficultés à accepter en bloc les obligations internationales relatives à l'ensemble des droits prévus par le Pacte. Mais celui-ci a servi de catalyseur en permettant, dans chaque pays, une prise de conscience de plus en plus nette et, dans bien des cas, l'élaboration de critères juridiques qui ont orienté la planification nationale du développement de façon à promouvoir un développement économique et social équilibré.

57. Les principes énoncés dans le Pacte ont trait aux droits suivants :

a) *Le droit au travail* et plus précisément les droits qui concernent : le libre choix du travail; des conditions de travail justes et favorables; la protection contre le chômage; une rémunération juste et favorable; une rémunération égale pour un travail de valeur égale, le repos, les loisirs, une limitation raisonnable de la durée du travail et les congés payés périodiques; la possibilité de former avec d'autres des syndicats et de s'affilier au syndicat de son choix; et le droit de grève;

b) *Le droit à la sécurité sociale*, y compris les assurances sociales;

c) *Le droit à un niveau de vie suffisant*, c'est-à-dire : à une nourriture suffisante; à un vêtement et à un logement suffisants; aux services sociaux indispensables; à une amélioration constante des conditions d'existence;

d) *Le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale qu'elle soit capable d'atteindre*, ce qui implique en particulier la diminution de la mortalité et de la mortalité infantile; le développement sain de l'enfant; l'amélioration de tous les aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène industrielle; la prophylaxie et le traitement des maladies épidémiques, endémiques, professionnelles et autres, ainsi que la lutte contre ces maladies; la création de conditions propres à assurer à tous des services médicaux et une aide médicale en cas de maladie;

e) *Le droit de la famille, de la mère et de l'enfant à la protection et à l'assistance*, y compris : le droit de la famille à la protection et à l'assistance; le droit des mères à une assistance et à des soins spéciaux; le droit des enfants et des adolescents à une assistance et à des soins spéciaux;

f) *Le droit à l'éducation*, y compris : l'enseignement primaire gratuit; la possibilité pour chacun d'accéder à l'enseignement supérieur; et le droit pour les parents de choisir le genre d'éducation qui sera donné à leurs enfants;

g) *Le droit de participer librement à la vie culturelle et,*

plus spécialement, de bénéficier du progrès scientifique et de ses applications; ainsi que de bénéficier de la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique.

58. Le Pacte a été adopté par l'Assemblée générale le 16 décembre 1966; il entrera en vigueur lorsque 35 Etats l'auront accepté. Le 31 décembre 1972, on avait enregistré 18 ratifications ou adhésions<sup>1</sup>. A de nombreuses reprises, l'Assemblée générale a instamment prié les Etats de ratifier cet instrument, ainsi que le Pacte international sur les droits civils et politiques qui lui fait pendant. C'est ainsi que, par sa résolution 2337 (XXII) de 1967, elle les a invités à y adhérer sans tarder; en 1969, elle a réitéré cette demande dans sa résolution 2743 (XXIV), et en 1971, elle a demandé aux Etats intéressés, dans sa résolution 2788 (XXVI), d'accélérer les procédures internes de ratification.

3. CONVENTIONS RELATIVES AUX RÉFUGIÉS  
ET AUX APATRIDES

a) *Convention et Protocole relatifs au statut des réfugiés*

59. Faisant suite aux accords internationaux conclus sous les auspices de la Société des Nations et les renforçant, la Convention relative au statut des réfugiés, adoptée le 28 juillet 1951 par la Conférence de plénipotentiaires mentionnée ci-dessus au paragraphe 50, renferme un certain nombre de dispositions destinées à assurer l'application aux réfugiés de nombreux droits économiques, sociaux et culturels. Elle protège leur droit à la propriété intellectuelle et industrielle et tend à les faire bénéficier du même traitement que les nationaux ou que les étrangers faisant l'objet de clauses de réciprocité en ce qui concerne le droit d'association, les droits à un emploi lucratif, au bien-être, au logement, à l'instruction publique et à l'assistance publique et la protection de la législation du travail et de la sécurité sociale. La Convention est complétée par le Protocole relatif au statut des réfugiés de 1967, qui traite de certains autres aspects du même problème. Aux termes de ces deux instruments, les Etats parties sont tenus de communiquer au Secrétaire général le texte des lois et des règlements qu'ils ont adoptés pour en assurer l'application.

b) *Convention relative au statut des apatrides*

60. Adoptée le 28 septembre 1954 par la Conférence de plénipotentiaires mentionnée au paragraphe 51, la Convention relative au statut des apatrides prévoit également l'application aux apatrides des lois et règlements conçus normalement à l'intention des nationaux ou des étrangers bénéficiant d'une clause de réciprocité. Comme la Convention relative au statut des réfugiés le faisait pour les réfugiés, elle permet aux apatrides de jouir du droit d'association, des droits à un emploi lucratif, au bien-être, au logement, à l'instruction publique et à l'assistance publique et de bénéficier de l'application de la législation du travail et des systèmes de sécurité sociale.

4. AUTRES INSTRUMENTS

61. Il convient de mentionner ici cinq autres déclarations solennelles. Ces déclarations ont une autorité qui est

<sup>1</sup> Les pays suivants avaient envoyé leur ratification ou adhésion : Bulgarie, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Danemark, Equateur, Irak, Kenya, Liban, Madagascar, Norvège, République arabe libyenne, République arabe syrienne, Suède, Tunisie, Uruguay et Yougoslavie.

très supérieure à celle que possèdent normalement les résolutions de l'Assemblée générale. Elles formulent avec plus de précision les principes contenus dans les dispositions de la Charte et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ces déclarations sont les suivantes : la Déclaration des droits de l'enfant, la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (qui a été suivie de l'adoption de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale), la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social.

a) *Déclaration des droits de l'enfant*

62. Adopté par l'Assemblée générale en 1959 dans sa résolution 1386 (XIV), cet instrument, qui rappelle la Déclaration de Genève sur les droits de l'enfant, de 1924, répond aux objectifs du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, en ce sens qu'il exige que les enfants et les adolescents bénéficient d'une assistance et de soins spéciaux. Des dispositions plus concrètes stipulent qu'ils doivent bénéficier de la sécurité sociale et de l'éducation et ne pas être employés au-dessous d'un âge minimal approprié.

b) *Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale*

63. En 1963, l'Assemblée générale a adopté, dans sa résolution 1904 (XVIII), la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Dans ce texte, fondé sur les principes de la dignité et de l'égalité de tous les êtres humains qu'énonce la Charte, l'Assemblée générale condamne solennellement la discrimination entre les êtres humains pour des motifs de race, de couleur ou d'origine ethnique, car une telle pratique est une offense à la dignité humaine, un désaveu des principes de la Charte et une violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales proclamés par la Déclaration universelle des droits de l'homme.

c) *Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale*

64. Comme suite à la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, l'Assemblée générale a adopté en 1965, dans sa résolution 2106 A (XX), la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Dans ce texte, on entend par discrimination raciale « toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, qui a pour but ou pour effet de détruire ou de compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des conditions d'égalité, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social et culturel ou dans tout autre domaine de la vie publique ». L'article 5 mentionne en particulier les droits économiques, sociaux et culturels énoncés dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Dans cette convention, les Etats parties condamnent la discrimination raciale et s'engagent à poursuivre par tous les moyens appropriés et sans retard une politique tendant à l'éliminer.

La Convention est entrée en vigueur le 4 janvier 1969<sup>2</sup>. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, prévu par la Convention, a été constitué en 1969 pour examiner les renseignements communiqués par les Etats parties sur les mesures qu'ils avaient adoptées pour appliquer les dispositions de ladite Convention. Le Comité fait chaque année rapport à l'Assemblée générale.

d) *Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes*

65. Adoptée par l'Assemblée générale en 1967 dans sa résolution 2263 (XXII), la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes met l'accent sur les aspects de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui soulignent la nécessité d'éliminer toutes les formes de discrimination fondée sur le sexe.

e) *Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux*

66. La Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a été adoptée par l'Assemblée générale en 1960 dans sa résolution 1514 (XV); elle intéresse la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels, car elle proclame que la sujétion des peuples à une subjugation étrangère constitue un déni des droits fondamentaux de l'homme et que tous les peuples ont le droit de libre détermination et de poursuivre librement leur développement économique, social et culturel.

f) *Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social*

67. La Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social, que l'Assemblée générale a adoptée en 1969 dans sa résolution 2542 (XXIV), constitue la déclaration la plus complète des objectifs de politique sociale qu'ait jamais faite l'Organisation des Nations Unies et est donc d'une importance particulière pour la mise en œuvre équitable des droits économiques, sociaux et culturels. Dans ce document, l'Assemblée générale, rappelant les principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme, des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et de la Déclaration des droits de l'enfant, ainsi que les normes énoncées par les divers organismes des Nations Unies, demande qu'une action soit entreprise sur le plan national et international afin que la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social serve de base aux politiques de développement social.

<sup>2</sup> Au 31 décembre 1972, les Etats ci-après avaient ratifié la présente Convention ou y avaient adhéré : Algérie, Allemagne (République fédérale d'), Argentine, Autriche, Barbade, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Costa Rica, Cuba, Danemark, Egypte, Equateur, Espagne, Finlande, France, Ghana, Grèce, Haïti, Hongrie, Inde, Irak, Iran, Islande, Jamaïque, Koweït, Lesotho, Liban, Madagascar, Malte, Maroc, Maurice, Mongolie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, République arabe libyenne, République arabe syrienne, République centrafricaine, RSS de Biélorussie, RSS d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Sénégal, Sierra Leone, Souaziland, Suède, Tchécoslovaquie, Togo, Tonga, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yémen démocratique, Yougoslavie et Zambie.

68. Parmi les principes, objectifs et méthodes préconisés dans la Déclaration, on peut citer, comme étant d'une importance immédiate pour la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels :

L'élimination de toutes les formes de discrimination, d'inégalité, de colonialisme et d'*apartheid*, et de toutes les formes d'exploitation des peuples et des individus; L'indépendance nationale, la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats et le respect de leur souveraineté et de leur intégrité territoriale;

Des réformes agraires propres à assurer un régime de propriété et d'utilisation des terres qui serve au mieux les objectifs de la justice sociale et du développement économique;

La reconnaissance et la mise en œuvre effective des droits civils et politiques ainsi que des droits économiques, sociaux et culturels;

La protection de la famille, de la mère et de l'enfant, et l'assistance aux intéressés;

La mise en place d'un cadre institutionnel et juridique qui favorise la croissance ininterrompue et diversifiée du secteur industriel;

Le maintien d'un équilibre approprié entre le développement rural et urbain;

La garantie à tous les niveaux du droit au travail et du droit pour chacun de choisir librement son emploi; l'élimination du chômage, du sous-emploi et de la discrimination; l'établissement d'un salaire suffisamment élevé et l'organisation, à l'intention des travailleurs, de cours de formation professionnelle; la garantie du droit à des conditions de travail justes et favorables, y compris l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité; la garantie du droit de former des syndicats et de s'affilier au syndicat de son choix; la garantie du droit de négocier des conventions collectives et de se mettre en grève, compte tenu de la nécessité d'établir des relations industrielles harmonieuses; enfin, la garantie du droit à une rémunération juste et équitable et l'établissement d'un salaire minimal légal permettant des conditions de vie décentes;

Une répartition juste et équitable des richesses et du revenu nationaux entre tous les membres de la communauté; la suppression de toutes les inégalités quelles qu'elles soient, l'élimination de la pauvreté grâce à l'amélioration continue du niveau de vie, l'élimination de la faim et de la malnutrition et la fourniture à tous, et en particulier aux personnes à faibles revenus et aux familles nombreuses, de logements satisfaisants;

Le respect des normes les plus élevées en matière de santé et en matière de protection et de services sanitaires, si possible gratuitement;

L'élimination de l'analphabétisme grâce à l'instauration de l'enseignement gratuit à tous les niveaux et la garantie à tous du droit de participer à la vie culturelle;

La création de systèmes complets de sécurité sociale, d'assurances et de protection sociale répondant notamment aux besoins de ceux qui ne sont pas en mesure de gagner leur vie;

L'amélioration de la position des pays en voie de développement dans le commerce international grâce à l'obtention, entre autres, de termes de l'échange favorables;

La fourniture aux pays en voie de développement d'une assistance accrue à des conditions plus favorables, qui atteigne, en volume, l'objectif minimal de 1 % du PNB, aux prix du marché, des pays économiquement avancés;

Le renforcement de la coopération internationale en vue d'accélérer l'échange sur le plan international, des

renseignements, des connaissances et des données d'expérience concernant le progrès et le développement dans le domaine social.

## 5. MÉCANISME D'APPLICATION

69. Le mécanisme prévu au sein de l'Organisation des Nations Unies pour déterminer dans quelle mesure les instruments internationaux relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels sont effectivement appliqués est lié soit à l'instrument soit à l'organe. Dans les deux cas, ce sont la Commission des droits de l'homme, le Conseil économique et social et l'Assemblée générale qui sont chargés de sa mise en œuvre.

### a) *Dispositions du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*

70. En vertu de la procédure d'application prévue dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, les Etats parties sont tenus de présenter des rapports sur les mesures qu'ils ont adoptées en vue de réaliser les objectifs énoncés dans cet instrument. Les rapports doivent être présentés par étapes, selon un programme établi par le Conseil économique et social, et peuvent faire connaître les facteurs et les difficultés empêchant les Etats de s'acquitter pleinement des obligations prévues dans ledit Pacte. Le Conseil peut également conclure des arrangements avec les institutions spécialisées pour que celles-ci présentent des rapports sur les progrès qu'elles ont accomplis dans l'action qu'elles mènent pour favoriser, dans le cadre de leurs activités, la mise en œuvre des droits énoncés dans le Pacte. Le Conseil peut renvoyer les rapports ainsi reçus à la Commission des droits de l'homme pour information ou pour qu'elle les étudie et formule des recommandations d'ordre général. Les Etats et les institutions spécialisées intéressés peuvent faire part au Conseil de leurs observations sur les recommandations formulées par la Commission après examen de leurs rapports.

71. Le Conseil peut adresser de temps à autre à l'Assemblée générale des recommandations de caractère général sur les mesures prises et les progrès accomplis en vue de mettre en œuvre les droits proclamés dans le Pacte.

### b) *Système des rapports périodiques*

72. En 1959, bien avant l'entrée en vigueur du Pacte et du mécanisme d'application qu'il prévoit, le Conseil économique et social a instauré un système de rapports périodiques qu'il a révisé en 1965 et aux termes duquel les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées sont invités à soumettre régulièrement des renseignements sur les droits de l'homme et sur les libertés fondamentales dans les territoires soumis à leur juridiction. Ces rapports, qui sont présentés selon un cycle de six ans, portent successivement sur les droits civils et politiques, les droits économiques, sociaux et culturels, et la liberté de l'information. Les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil peuvent également présenter des renseignements objectifs sur n'importe lequel de ces sujets.

73. Lorsqu'il a réexaminé cette procédure en 1965, le Conseil a fait observer dans sa résolution 1074 C (XXXIX) que le système des rapports était non seulement une source de renseignements, mais un encouragement précieux aux efforts des gouvernements en vue de protéger les droits en question et d'appliquer les principes énoncés dans la

Déclaration universelle des droits de l'homme. C'est pourquoi il a prié la Commission des droits de l'homme de prévoir un examen efficace des rapports périodiques et de former à cette fin un comité spécial des rapports périodiques (voir ci-dessus par. 17) qui aurait pour mandat d'étudier et d'évaluer les rapports périodiques et les autres renseignements ainsi reçus et, compte tenu des commentaires de la Commission de la condition de la femme et de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, de soumettre à leur sujet à la Commission des droits de l'homme des conclusions et des recommandations de caractère objectif.

74. De même, en 1962, par sa résolution 888 B (XXXIV), le Conseil a invité les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif « à communiquer des commentaires et des observations de caractère objectif sur la situation dans le domaine des droits de l'homme, en vue d'aider la Commission lorsqu'elle examine les résumés des rapports périodiques ».

### C. — Mesures visant à promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels

75. L'Organisation des Nations Unies prend constamment des mesures pour favoriser la protection et le respect des droits économiques, sociaux et culturels. Ces mesures revêtent de nombreuses formes. Dans la plupart des cas, elles découlent d'initiatives prises par la Commission des droits de l'homme et par la Commission de la condition de la femme, initiatives qui sont ensuite appuyées par des résolutions du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale. A chacune de leurs sessions, pratiquement, on demande à ces organes de prendre des mesures supplémentaires à propos d'un aspect quelconque de ces droits. On leur demande généralement de tenir des réunions spéciales, d'entreprendre des études spéciales, d'organiser des manifestations particulières ou de faire des déclarations de nature à encourager le respect des droits en question. Il ne sera pas question ici de la compilation de renseignements se rapportant uniquement aux faits, tels qu'en contient l'*Annuaire des droits de l'homme* qui, tout en constituant un instrument nécessaire pour encourager le respect des droits en question, tend davantage à informer qu'à stimuler.

76. Il serait trop long, et sans doute inutile, de dresser ici une liste de toutes les mesures entreprises pour promouvoir ces droits. Quelques exemples significatifs suffiront à montrer qu'aujourd'hui comme par le passé l'ONU se préoccupe constamment, à tous les niveaux, de favoriser le respect des droits économiques, sociaux et culturels.

#### 1. JOURNÉE DES DROITS DE L'HOMME

77. En 1950, dans sa résolution 423 (V), l'Assemblée générale a invité tous les Etats à adopter le 10 décembre de chaque année comme Journée des droits de l'homme et à célébrer cet anniversaire par les manifestations appropriées. Cette pratique, qui contribue à appeler l'attention sur les droits de l'homme et sur leur importance pour l'ensemble de l'humanité, est maintenant suivie dans de nombreuses parties du monde.

#### 2. ANNIVERSAIRES DE L'ADOPTION DE LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME

78. Ainsi que l'Assemblée générale les en avait priés, les organismes des Nations Unies ont pris d'importantes

dispositions, y compris des mesures d'ordre publicitaire et éducatif, pour célébrer et commémorer les dixième (1958) et quinzième (1963) anniversaires de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

#### 3. DÉSIGNATION DE L'ANNÉE 1968 COMME ANNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

79. Pour célébrer le vingtième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'Assemblée générale, par sa résolution 1961 (XVIII), a désigné l'année 1968 comme Année internationale des droits de l'homme. Le programme envisagé pour cette année faisait appel à la publicité et prévoyait l'emploi de méthodes éducatives. Il confiait notamment à l'ensemble des bureaux des Nations Unies le soin d'organiser des conférences, de traduire les textes importants de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, de rédiger des articles sur la Déclaration et, en coopération avec les pouvoirs publics locaux, d'entreprendre des préparatifs en vue de célébrer cet anniversaire de façon appropriée. Dans ce même programme, il était recommandé aux Etats Membres de faire des efforts tout particuliers dans le domaine de l'enseignement. Les chaînes de radio et de télévision étaient également invitées à organiser des programmes spéciaux, et les journaux et autres périodiques à publier des articles destinés à mieux faire connaître la Déclaration et ses objectifs. Enfin, les organisations privées s'intéressant à la promotion et au respect des droits de l'homme étaient de même priées d'appuyer l'ensemble de ces activités et d'y participer.

#### *Conférence internationale des droits de l'homme*

80. L'un des événements principaux de l'Année internationale des droits de l'homme a été la réunion à Téhéran du 22 avril au 13 mai 1968, de la Conférence internationale des droits de l'homme. Les représentants de 84 pays, de 4 institutions spécialisées et de 4 organisations régionales y ont assisté. Certaines organisations non gouvernementales ont également été invitées à y envoyer des observateurs. Au nombre des points de l'ordre du jour figurait l'examen de « mesures destinées à renforcer les activités de l'Organisation des Nations Unies qui ont pour but de promouvoir la pleine jouissance des droits politiques, civiques, économiques, sociaux et culturels, y compris l'amélioration des méthodes et techniques ainsi que les dispositions administratives et institutionnelles qui pourraient être nécessaires »<sup>3</sup>.

81. Le résultat majeur de la Conférence de Téhéran a été l'adoption de la Proclamation de Téhéran<sup>4</sup>. Ce texte, adopté le 13 mai 1968, constitue une affirmation solennelle des droits de l'homme en général. Au paragraphe 13, il est dit que « la jouissance complète des droits civils et politiques est impossible sans celle des droits économiques, sociaux et culturels » et que les « progrès durables dans la voie de l'application des droits de l'homme supposent une politique nationale et internationale rationnelle et efficace de développement économique et social ». La Conférence a également adopté un certain nombre de résolutions, dont plusieurs doivent être mentionnées ici car elles ont un rapport direct avec les droits économiques, sociaux et culturels. Ces résolutions sont les suivantes :

<sup>3</sup> *Acte final de la Conférence internationale des droits de l'homme* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.68.XIV.2), chap. I, par. 21.

<sup>4</sup> *Ibid.*, chap. II.

La résolution III, intitulée « Mesures destinées à assurer la rapide et totale élimination de toutes les formes de discrimination raciale en général et de la politique d'*apartheid* en particulier », dans laquelle la Conférence condamne le Gouvernement de la République sud-africaine qui continue d'appliquer sa politique d'*apartheid*, déclare que cette politique est un crime contre l'humanité; demande à tous les Etats et à toutes les organisations de fournir une aide morale, politique et matérielle appropriée aux populations non blanches d'Afrique australe dans la lutte légitime qu'elles mènent pour obtenir la jouissance des droits reconnus dans la Charte, et invite instamment tous les Etats à se conformer pleinement aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale;

La résolution V, intitulée « Respect du principe de l'égalité de traitement dans l'emploi », dans laquelle il est demandé aux gouvernements d'observer pleinement le principe de la non-discrimination dans l'emploi inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans la Convention de l'OIT concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession, de 1958;

La résolution XII, intitulée « L'analphabétisme », dans laquelle la Conférence demande que de nouveaux efforts soient accomplis pour éliminer l'analphabétisme et invite l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, et tout particulièrement l'UNESCO, à multiplier les efforts entrepris afin de valoriser la contribution que l'alphabetisation peut donner pour le développement et la promotion des droits de l'homme;

La résolution XVI, intitulée « Désarmement », dans laquelle la Conférence, consciente des incidences économiques et sociales mondiales qu'un désarmement complet et général pourrait avoir pour la mise en œuvre des droits de l'homme et des libertés fondamentales, demande que les ressources ainsi libérées soient consacrées au progrès économique et social à travers le monde;

La résolution XXI, intitulée « Mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels », dans laquelle la Conférence prie tous les Etats de ratifier les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, demande que les droits économiques, sociaux et culturels reçoivent une attention accrue dans les activités de l'ONU et des institutions spécialisées, suggère que la coordination dans ce domaine soit renforcée, accueille avec satisfaction les mesures qu'a prises la Commission des droits de l'homme en étudiant la question de la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels, demande aux organes de l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées d'intensifier leurs efforts, notamment dans le domaine des services consultatifs, en vue de promouvoir le respect effectif de ces droits, et invite les gouvernements à mettre au point les moyens matériels et les procédures juridiques requis pour la protection et la jouissance de ces droits.

#### 4. PROCLAMATION DE L'ANNÉE 1971 COMME ANNÉE INTERNATIONALE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE

82. En 1969, l'Assemblée générale a décidé, par sa résolution 2544 (XXIV), de proclamer l'année 1971 comme Année internationale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, en demandant qu'elle soit placée sous le signe d'une lutte toujours croissante contre

la discrimination raciale sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations; elle a ensuite approuvé le programme élaboré par le Secrétaire général en vue de l'observation de l'Année en question et a engagé instamment tous les Etats à intensifier et à élargir leurs efforts sur les plans national et international en vue d'éliminer rapidement et totalement la discrimination raciale sous toutes ses formes contemporaines, y compris la politique d'*apartheid*; elle a également invité les organes de l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées à collaborer et à participer au programme de l'Année internationale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

#### 5. ANNÉE INTERNATIONALE DE L'ÉDUCATION

83. L'Assemblée générale a, par ses résolutions 2306 (XXII) et 2412 (XXIII), proclamé une Année internationale de l'éducation afin de mobiliser les énergies et de susciter des initiatives dans le domaine de l'éducation et de la formation. L'année 1970 a été désignée à cet effet, et l'UNESCO a été priée d'assumer la responsabilité première de la préparation et de l'exécution d'un programme international d'action. Aux termes du programme qui a été approuvé par la Conférence générale de l'UNESCO en 1968, les Etats sont invités entre autres à faire l'inventaire de la situation actuelle de l'éducation, à entreprendre et favoriser les études en vue d'améliorer si possible cette situation, à consentir un effort spécial pour accroître les ressources financières consacrées au développement de l'éducation et à éliminer toutes les formes de discrimination.

#### D. — Activités de fond et sectorielles

84. Sans entrer dans les détails, il convient de mentionner ici les activités sectorielles qui contribuent à créer les conditions requises pour la jouissance intégrale des droits économiques, sociaux et culturels. Elles entrent toutes dans le cadre de la responsabilité générale qui incombe à l'Organisation des Nations Unies en matière de développement économique, social et culturel. Mais ce serait sortir des limites de la présente étude que de les examiner toutes en détail. Ce que l'on peut dire, c'est que l'on a confié à certains des principaux organes subsidiaires et à certains programmes importants établis par l'Assemblée générale des tâches d'ordre général en vue de promouvoir le développement économique et social, en ce qui concerne tout particulièrement les pays en voie de développement, et que, par conséquent, leurs activités sont d'une importance fondamentale pour la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels.

85. Il convient naturellement de mentionner ici les deux Décennies des Nations Unies pour le développement (1961-1970 et 1971-1980), car elles ont servi de cadre général à toutes les activités des organismes des Nations Unies dans les domaines économique, social et culturel. L'objectif de ces deux Décennies est de créer des conditions permettant de mettre en œuvre, de façon durable, les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. La première Décennie a été inaugurée par l'Assemblée générale en 1961 [résolution 1710 (XVI)]. Elle mettait l'accent sur l'importance du développement économique et social pour les pays intéressés ainsi que pour la paix et la sécurité. Cet effort commun avait notamment pour objectif la mise en valeur



des ressources humaines, but qui est directement lié aux droits de l'homme, et le renforcement de programmes particuliers tels que le PNUD, le PAM et la Campagne mondiale contre la faim, qui relève de la FAO. Le lien existant entre la première Décennie des Nations Unies pour le développement et les droits de l'homme a été mis en lumière par la résolution 2027 (XX) de l'Assemblée générale, dans laquelle il est fait mention de la nécessité « de veiller spécialement, tant à l'échelon national que sur le plan international, à la réalisation de progrès dans le domaine des droits de l'homme et d'encourager l'adoption de mesures destinées à accélérer le mouvement en faveur du respect et de l'observation des droits de l'homme et des libertés fondamentales ».

86. Bien que les résultats de la première Décennie n'aient pas tout à fait répondu aux prévisions, la collectivité mondiale a largement accepté et appuyé la notion même de la Décennie, qui en est venue peu à peu à centraliser véritablement les activités communes entreprises sur le plan national et sur le plan international. C'est pourquoi l'Assemblée générale s'est trouvée doublement justifiée de demander la proclamation de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement couvrant la période 1971-1980 [résolution 2626 (XXV)]. Cette décennie a notamment pour but « d'assurer une répartition plus équitable des revenus et de la richesse pour promouvoir tant la justice sociale que l'efficacité de la production, de relever sensiblement le niveau de l'emploi, d'améliorer la sécurité du revenu, d'étendre et d'améliorer l'enseignement, la santé publique, la nutrition, le logement et la protection sociale et de sauvegarder l'environnement ». Tous ces buts montrent que l'Assemblée générale se préoccupe très sérieusement des droits économiques, sociaux et culturels.

87. Les quatre commissions économiques régionales, c'est-à-dire la Commission économique pour l'Afrique, la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, la Commission économique pour l'Europe et la Commission économique pour l'Amérique latine, ainsi que le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth, se sont vu également confier, au niveau régional, des fonctions de caractère général faisant pendant à celles du Conseil économique et social. Ces organes ont à s'occuper, dans leurs zones géographiques respectives, de tous les problèmes que pose la promotion des droits économiques, sociaux et culturels et, puisque les commissions sont habilitées à recommander à leurs Etats membres des politiques et des mesures, elles peuvent contribuer de façon sensible à créer les conditions requises pour assurer le respect de ces droits.

88. En outre, il convient de tenir compte des responsabilités sectorielles qui incombent à l'ONU dans des domaines particuliers, dans la mesure où ces responsabilités sont susceptibles d'influer sur la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels. Ces responsabilités sont confiées à des organes qui relèvent soit du Conseil économique et social, soit de l'Assemblée générale. La répartition de ces responsabilités ne coïncide cependant pas entièrement avec la classification adoptée pour les droits économiques, sociaux et culturels. Comme ces responsabilités intéressent parfois plusieurs de ces droits, il vaut mieux ici les examiner en passant en revue les organes auxquels elles incombent plutôt que les sujets sur lesquels elles portent.

89. Le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, qui relève du Conseil économique et

social, s'occupe de créer les conditions requises pour la jouissance du droit à un logement convenable.

90. Les organismes suivants relèvent de l'autorité de l'Assemblée générale :

a) Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance contribue à ce que les enfants et les adolescents reçoivent l'assistance et les soins spéciaux auxquels ils ont droit. Ainsi que l'a déclaré l'Assemblée générale dans sa résolution 1391 (XIV), « l'assistance fournie par l'intermédiaire du Fonds constitue un moyen pratique de coopération internationale permettant d'aider les pays à réaliser les fins de la Déclaration des droits de l'enfant ». Parmi ces programmes, on peut citer ceux qui visent à créer des services sanitaires à l'intention des mères et des enfants, à renforcer les services sociaux, à distribuer des produits alimentaires et à améliorer la nutrition, et à aider l'enseignement et la formation professionnelle. Ils englobent donc nombre des droits énoncés dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

b) Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, créé en 1950 en application de la résolution 428 (V) de l'Assemblée générale, poursuit, à une plus grande échelle, les travaux entrepris dans ce domaine par la Société des Nations. Il a pour tâche de protéger et d'aider les réfugiés conformément aux dispositions de la Convention et du Protocole relatifs au statut des réfugiés (voir ci-dessus par. 59) et aux décisions pertinentes de l'Assemblée générale. De par ses activités, cet organe contribue donc à assurer l'application aux réfugiés d'un grand nombre des droits économiques, sociaux et culturels.

c) L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, créé en 1949 en application de la résolution 302 (IV) de l'Assemblée générale, est chargé d'exécuter des programmes de secours et de travaux à l'intention des réfugiés qui ont dû quitter leurs foyers au moment de la création de l'Etat d'Israël et lors des événements qui ont suivi. Il a pour tâche de fournir aux réfugiés des logements, des vivres, des services de santé et d'enseignement. Ces tâches sont exécutées, lorsque cela est nécessaire, avec la coopération des institutions spécialisées compétentes, surtout l'OMS et l'UNESCO.

d) Le Programme alimentaire mondial, créé conjointement par l'ONU et la FAO en 1961 et prorogé en 1965 [résolutions 1714 (XVI) et 2095 (XX) de l'Assemblée générale] pour venir en aide aux pays qui manquent de produits alimentaires, contribue à créer les conditions matérielles nécessaires pour la mise en œuvre du droit qu'a toute personne d'être à l'abri de la faim, énoncé à l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. (On trouvera ci-après, au paragraphe 201, d'autres renseignements sur ce programme.)

#### E. — Services consultatifs

91. En vertu du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, élaboré en 1955 en application de la résolution 926 (X) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général est autorisé, sous réserve des directives du Conseil économique et social, à fournir aux gouvernements qui le demanderont et en collaboration, le cas échéant, avec les institutions spécialisées, sans qu'il y ait double emploi avec leurs activités ordinaires, les formes d'assistance suivantes : services consultatifs d'experts, bourses d'études et de perfectionnement, et séminaires.

92. C'est au gouvernement qui fait la demande de déterminer le genre de services consultatifs qu'il attend des experts. De même, les bénéficiaires de bourses d'études et de perfectionnement sont choisis en fonction des propositions envoyées par les gouvernements.

93. En 1972, le crédit ouvert dans le budget de l'ONU au titre des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme s'est élevé à 250 000 dollars. Toutefois, sur cette somme, il n'a pas été affecté de fonds distincts aux droits économiques, sociaux et culturels.

#### *Services consultatifs d'experts*

94. Si quelques gouvernements ont utilisé les services d'experts dans le domaine des droits civils et politiques, aucun jusqu'ici n'a demandé ce genre d'assistance en ce qui concerne les droits économiques, sociaux et culturels.

#### *Bourses d'études et de perfectionnement*

95. La plupart des bourses accordées sont des bourses d'études supérieures et de formation spéciale. Les bénéficiaires désignés sont généralement des fonctionnaires d'un certain rang. Pour ce qui est des droits économiques, sociaux et culturels, des bourses ont été accordées dans les domaines suivants :

Protection des droits fondamentaux des immigrants et des étrangers résidents;  
Progrès des droits de l'homme dans l'élaboration et la mise en œuvre des lois économiques et sociales;  
Lois, décrets et règlements concernant les droits de l'homme considérés du point de vue de la mise en œuvre des plans nationaux de développement;  
Elaboration et mise en œuvre de dispositions législatives concernant la protection des droits de l'enfant et de la famille;  
Droits de l'enfant et, notamment, protection des droits des enfants offerts à l'adoption et des enfants nés hors du mariage;  
Possibilités égales d'emploi pour les femmes.

#### *Séminaires*

96. Les séminaires sont organisés sur une base régionale ou interrégionale. Ils ont pour but de fournir une assistance mutuelle sous la forme d'un échange de renseignements et de données d'expérience et de la discussion de problèmes communs. Sont admis à y participer des spécialistes hautement qualifiés qui sont désignés par les gouvernements et qui assistent à ces séminaires à titre individuel, des représentants des institutions spécialisées intéressées et des observateurs des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social.

97. Les séminaires ci-après ont été organisés sur les diverses questions suivantes, qui relèvent des droits économiques, sociaux et culturels :

Condition de la femme dans le droit de la famille [Bogotá (Colombie), 1963];  
Droits de l'enfant [Varsovie (Pologne), 1963];  
Droits de l'homme dans les pays en voie de développement [Kaboul (Afghanistan), 1964];  
Condition de la femme dans le droit de la famille [Lomé (Togo), 1964];  
Droits de l'homme dans les pays en voie de développement [Dakar (Sénégal), 1966];  
Mise en œuvre des droits économiques et sociaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme [Varsovie (Pologne), 1967];

Problèmes particuliers relatifs aux droits de l'homme dans les pays en voie de développement [Nicosie (Chypre), 1969];

Jouissance des droits économiques et sociaux, en particulier dans les pays en voie de développement [Lusaka (Zambie), 1970];

Participation des femmes à la vie économique de leur pays [Moscou (URSS), 1970];

Participation des femmes à la vie économique [Libreville (Gabon), 1971].

#### **F.—Fonds des Nations Unies pour l'enfance**

98. Le FISE coopère avec les pays en voie de développement dans les efforts qu'ils déploient pour améliorer la situation des enfants et des adolescents et les préparer pour l'avenir.

99. L'assistance du FISE aux pays, fournie dans une optique essentiellement humanitaire, est destinée expressément aux enfants et aux mères. Au cours des années, les activités du FISE ont pris une ampleur considérable. Elles visent non seulement à satisfaire certains des besoins immédiats des catégories les plus jeunes de la population, mais aussi à aider les pays à établir et à renforcer leurs services à long terme en faveur de l'enfance, en particulier les services touchant à la santé, à la nutrition, à l'éducation et à la protection et au développement sociaux. On en est venu à reconnaître que ces services font partie intégrante de l'effort global de développement économique et social.

#### *Organisation du FISE*

100. En tant qu'organisme des Nations Unies, le FISE est une organisation semi-autonome dotée d'un organe directeur et d'un secrétariat. Il est dirigé par un conseil d'administration de 30 membres, dont 10 élus chaque année pour un mandat de trois ans par le Conseil économique et social. Le Conseil d'administration se réunit chaque année, fixe les orientations générales, passe en revue les progrès réalisés, examine des recommandations spécifiques concernant l'assistance à fournir et détermine les objectifs à long terme de l'organisation. Les travaux du FISE sont examinés chaque année par le Conseil économique et social et l'Assemblée générale des Nations Unies. En tant qu'organisation internationale, le FISE est financé par des contributions volontaires des gouvernements, tant des régions développées que des régions en voie de développement, ainsi que de certaines organisations et de particuliers. Les trois quarts environ des recettes du FISE proviennent de plus de 110 gouvernements donateurs. Les recettes d'autres sources proviennent essentiellement des campagnes d'appel de fonds dans les pays développés, des dons faits par des particuliers et de la vente des cartes de vœux du FISE.

#### *Assistance du FISE aux pays*

101. L'assistance du FISE revêt essentiellement trois formes. Premièrement, le FISE collabore avec les gouvernements pour les aider à élaborer des plans et programmes en vue de satisfaire de plus en plus complètement les besoins des enfants. Deuxièmement, le FISE fournit une aide matérielle sous forme d'une large gamme de fournitures et de matériel destinés à des services en faveur de l'enfance. Troisièmement, le FISE fournit une aide financière pour couvrir des dépenses locales, en particulier sous forme d'allocations à la formation de personnel local. Il s'attache particulièrement à collaborer



avec les pays à l'élaboration de politiques nationales en faveur des enfants et des jeunes.

102. Dans le cadre de ses préoccupations générales, le FISE a adopté une approche par pays, c'est-à-dire qu'il considère que chaque gouvernement doit élaborer ses propres politiques, priorités et programmes d'action en faveur des nouvelles générations, en fonction des conditions et des possibilités qui lui sont propres. Les programmes ainsi formulés pour la protection des enfants et des adolescents font partie intégrante des plans nationaux de développement. L'accent est mis de plus en plus sur des programmes intégrés de services en faveur des enfants des zones rurales ainsi que des taudis, des bidonvilles et des quartiers pauvres des villes. Ces programmes intégrés facilitent la coordination, par exemple entre les différents services qui s'occupent des enfants, et favorisent également la coordination dans un sens plus large, par exemple entre le développement social et économique.

#### *Domaines d'action*

103. Tout ce qui influence la cause du développement dans un pays a un effet direct sur le bien-être des enfants et des adolescents. Par ailleurs, les mesures prises en faveur des enfants et des adolescents ont, sur le plan social et sur le plan des ressources, des incidences importantes qui peuvent influencer différemment sur différents secteurs du développement. Sans vouloir établir une distinction trop nette, une grande partie des efforts déployés en faveur des enfants et des adolescents par les organismes nationaux portent sur les domaines suivants :

a) Développement des services de santé, d'hygiène maternelle et infantile, de planification de la famille, d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement;

b) Amélioration de la nutrition, en particulier en ce qui concerne les nourrissons et les enfants en bas âge ainsi que les femmes enceintes et les mères allaitantes;

c) Mise en valeur des ressources humaines consistant notamment à assurer un minimum de possibilités d'éducation aux enfants, une instruction et une préparation professionnelle aux adolescents et aux adolescentes, et à accroître les possibilités d'intégration dans le monde du travail des adolescents et des jeunes qui arrivent sur le marché de l'emploi;

d) Mise en place de services de protection sociale, d'institutions communautaires et d'organismes bénévoles suffisants pour assurer, en particulier, la croissance et l'épanouissement des jeunes enfants. D'une manière plus générale, on estime nécessaire de renforcer la famille et la communauté, de préparer les citoyens à la parenté responsable, et de développer les compétences des jeunes filles et des femmes et d'améliorer leurs possibilités de trouver un emploi rémunérateur et productif.

Chacun de ces domaines d'action touche à un ou plusieurs secteurs du développement. Par conséquent, le FISE s'attache non seulement à renforcer la planification et l'exécution dans chaque secteur, mais aussi, en coopération avec d'autres organismes, à faire en sorte que les diverses activités soient entreprises d'une manière interdépendante et complémentaire, afin, en intervenant dans un domaine, de rendre possible et de stimuler l'action dans d'autres domaines.

104. Jusqu'à présent, près de la moitié de l'assistance du FISE a été consacrée au renforcement et à l'expansion des services de santé de base, en particulier les services d'hygiène maternelle et infantile. Depuis plusieurs années, le FISE fournit, sur demande, une assistance en matière de planification de la famille dans le cadre des services nationaux d'hygiène maternelle et infantile. Dans le domaine de la nutrition, l'accent est mis essentiellement sur deux formules, à savoir : a) traitement et distribution d'aliments de sevrage riches en protéines, préparés dans la mesure du possible à partir de produits locaux; b) programmes de village, qualifiés généralement de programmes de « nutrition appliquée ». Dans le domaine de l'éducation, le FISE s'attache surtout à l'enseignement primaire, à l'éducation et à la formation des femmes et des jeunes filles, à la formation préprofessionnelle des adolescents, et à la promotion de méthodes d'enseignement extra-scolaire qui complètent les méthodes d'enseignement de type classique, auxquelles elles sont d'ailleurs mieux intégrées. Un tiers environ de l'assistance fournie au titre du programme du FISE est consacré à la formation de personnel, en particulier de personnes dont les activités s'exercent à un niveau très proche des communautés.

#### *Priorités particulières*

105. Ces dernières années, on en est venu à mettre de plus en plus l'accent, dans les travaux du FISE, sur certaines priorités. Il s'agit notamment des mesures de développement en faveur des enfants des groupes les plus pauvres de la population, du développement dans les pays les moins avancés, de l'action en faveur des enfants en bas âge et de la mise en place de services intégrés dans les zones rurales et urbaines, surtout en faveur des groupes sociaux les plus défavorisés et les moins avancés.

#### *Situations d'urgence*

106. Bien que, depuis de nombreuses années, le FISE s'occupe essentiellement de créer et de développer des services permanents en faveur des enfants, de temps à autre le FISE est appelé à fournir une aide d'urgence aux enfants lors de catastrophes, que celles-ci soient naturelles ou provoquées par l'homme. En principe, même dans les situations d'urgence, lorsqu'il existe une aide suffisante d'autres sources pour assurer les secours immédiats, le FISE préfère s'attacher à la phase de reconstruction.

#### *Association avec d'autres organismes*

107. Dans le système des Nations Unies, plusieurs organismes, notamment l'OMS, la FAO, l'UNESCO et l'OIT, ainsi que le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, partagent l'intérêt que porte le FISE au bien-être des enfants. Ces organismes fournissent des directives techniques dans leurs domaines de compétence, y compris, le cas échéant, des services d'experts. Ils complètent l'assistance du FISE qui, d'une manière plus générale, prend la forme d'une aide matérielle et de fonds destinés à couvrir les dépenses locales de formation. L'élaboration de directives de politique générale, de plans et de programmes, l'exécution et l'évaluation sont entreprises, dans la mesure du possible, en association avec les organismes intéressés des Nations Unies.

## Chapitre II

### ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

108. Les objectifs, les programmes et les activités de l'OIT recouvrent un grand nombre des droits visés dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. L'OIT est en fait, parmi les institutions du système des Nations Unies, celle qui est tout spécialement chargée de s'occuper des questions relatives au droit au travail et à la sécurité sociale; l'OIT s'intéresse également à certains aspects du droit à un niveau de vie suffisant, du droit à la protection de la famille et du droit à l'éducation.

109. Traditionnellement, l'OIT, beaucoup plus que certaines autres institutions, agit en formulant des normes internationales énoncées dans des conventions et dans des recommandations. Il existe une procédure constitutionnelle stricte qui prévoit que ces conventions et ces recommandations doivent être communiquées aux autorités nationales qui ont compétence pour les appliquer, et que les gouvernements doivent faire rapport sur les mesures prises pour y donner suite.

110. Les conventions ont force obligatoire lorsqu'elles sont ratifiées. Il existe une procédure permettant aux pays qui ont ratifié une convention de déposer une plainte contre tout pays qui, l'ayant également ratifiée, n'en respecte pas les dispositions. Par contre, les recommandations ne créent pas de telles obligations juridiques. Mais elles proposent des dispositions plus détaillées et, parfois, des normes plus élevées et elles accompagnent souvent une convention particulière en la complétant. C'est pourquoi, dans le présent document, les recommandations sont citées en même temps que les conventions auxquelles elles se rapportent.

111. Les conventions entrent en vigueur lorsqu'elles ont été ratifiées conformément à la procédure requise. Mais il arrive, dans certains cas, qu'elles aient des effets indépendamment de leur ratification. Il s'est avéré en 1961, par exemple, que la Convention concernant la norme minimum de la sécurité sociale (n° 102), de 1952, était beaucoup plus largement appliquée dans le monde que ne permettait de le penser le nombre, modeste à l'époque (11), des ratifications.

112. Au sujet des droits économiques et sociaux qui relèvent des domaines d'activité de l'OIT, on dispose d'une documentation abondante quant à la mesure dans laquelle sont acceptées et appliquées les normes pertinentes de l'OIT; des renseignements figurent notamment dans les rapports annuels de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations et de la Commission de la Conférence générale qui traite de la question, ainsi que dans les études d'ensemble de la Commission d'experts qui portent sur la situation concernant certaines de ces normes. Au cours des dernières années, la Commission d'experts s'est occupée en particulier de sujets tels que le travail forcé (1968), la discrimination dans l'emploi et la profession (1971), la politique de

l'emploi (1972), la liberté syndicale (1973). L'OIT a aussi utilisé ses organes régionaux pour étudier l'état des ratifications et de l'application de certaines conventions<sup>5</sup>.

113. L'étendue du domaine d'activités de l'OIT et la manière dont elle opère expliquent que cette organisation soit à l'origine d'un nombre important d'instruments qui réglementent totalement ou en partie de nombreux domaines intéressant les droits économiques, sociaux et culturels. La place dont on dispose ici ne permet pas un exposé détaillé mais, dans la plupart des cas, le simple titre de l'instrument suffit à en définir le contenu.

114. Les conventions (et les recommandations qui s'y rapportent) sont présentées, dans la présente étude, dans le même ordre que dans les rapports périodiques sur les droits de l'homme. Lorsqu'elles intéressent plusieurs catégories de droits, elles sont mentionnées dans chacune de ces catégories. Il convient de noter à cet égard que, sous la rubrique « sécurité sociale », l'OIT fait figurer plusieurs droits qui, dans le Pacte, sont classés sous d'autres rubriques, telles que celles des soins médicaux, de la protection de la famille et des enfants, et du chômage. Dans ces cas, on a employé la classification de l'OIT en ajoutant les renvois qui convenaient sous les autres rubriques.

115. Une commission d'experts indépendants, chargée de surveiller l'application des conventions et des recommandations, examine les rapports présentés par les gouvernements et formule à leur sujet des observations qu'il communique directement aux gouvernements ou qu'il insère dans son rapport à la Conférence générale, laquelle décide, le cas échéant, des mesures à prendre. Par ailleurs, il existe des procédures d'enquête impartiale auxquelles on a parfois recours en cas de conflit dû à des divergences concernant l'application.

116. Le Pacte en vertu de son article 2, permet aux pays en voie de développement de déterminer dans quelle mesure ils garantiront les droits économiques à des non-ressortissants. Certaines des conventions de l'OIT

<sup>5</sup> On peut consulter à ce sujet les publications suivantes du BIT : Afrique : OIT, Quatrième Conférence régionale africaine (Nairobi, novembre-décembre 1973), *Ratification et application des conventions internationales du travail en Afrique, compte tenu en particulier des conventions relatives à la politique de l'emploi, au travail forcé, à la politique sociale et à l'inspection du travail.—Rapport du Directeur général*, rapport I (partie 2), Genève.

Amérique : OIT, Inter-American Advisory Committee, third session (San José, Costa Rica, 17-23 octobre 1972), *Review and Evaluation of the ILO's Activities in the Americas, Part III : International Labour Standards*, Genève, 1972.

Asie : OIT, Septième Conférence régionale asiatique (Téhéran, décembre 1971), *Ratification et application de certaines conventions internationales du travail dans les pays d'Asie.—Rapport du Directeur général*, rapport I (partie 2), Genève, 1971; Commission consultative asiatique, 15<sup>e</sup> session (Bangkok, 15-21 août 1973), *Examen et évaluation des activités de l'OIT en Asie, partie III : Normes internationales du travail*, Genève, 1973.

contiennent des dispositions en vertu desquelles des restrictions peuvent être apportées aux droits des non-ressortissants, mais ces instruments imposent les mêmes obligations à tous les Etats qui les ont ratifiés, quel que soit leur stade de développement économique.

117. Parmi les activités exercées par l'OIT en faveur des droits économiques, sociaux et culturels, il convient de citer l'adoption de résolutions par la Conférence générale, par le Conseil d'administration et par des conférences spéciales et régionales, et la formulation de conclusions à la suite d'études, de séminaires et d'autres activités analogues.

118. Enfin, l'OIT fournit des services consultatifs aux gouvernements qui le demandent, sous forme de projets d'assistance technique financés à l'aide de fonds prélevés sur son budget ordinaire, par le PNUD ou par des fonds d'affectation spéciale.

#### A. — Organes chargés de formuler les normes pertinentes

119. L'un des traits les plus caractéristiques de l'OIT est sa structure tripartite. C'est une institution intergouvernementale, mais les employeurs et les travailleurs participent à ses travaux sur un pied d'égalité avec les gouvernements.

120. La Conférence internationale du Travail, qui se réunit tous les ans, est l'organe délibérant qui détient l'autorité suprême en matière de fixation des normes. La délégation de chaque pays se compose de deux représentants du gouvernement, d'un représentant des employeurs et d'un représentant des travailleurs. La Conférence est le seul organe habilité à adopter des conventions et des recommandations; la majorité requise est celle des deux tiers.

#### B. — Instruments internationaux et mécanisme d'application

##### 1. INSTRUMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

121. Il existe diverses conventions et recommandations de l'OIT qui ont trait à plusieurs des droits visés dans le Pacte, mais l'objectif général de l'OIT, tel qu'il a été fixé dans sa constitution et dans la Déclaration concernant les buts et objectifs de l'Organisation internationale du Travail (Déclaration de Philadelphie) qui y est annexée et qui en fait partie intégrante, est de promouvoir le développement du milieu économique et social dont dépend la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels.

122. Dans son préambule, la Constitution de l'OIT affirme la nécessité de réaliser une amélioration des conditions de travail, préalable à l'instauration de la paix et de l'harmonie dans le monde. Dans la Déclaration de Philadelphie il est affirmé, à la section II, que :

Tous les êtres humains, quels que soient leur race, leur croyance ou leur sexe, ont le droit de poursuivre leur progrès matériel et leur développement spirituel dans la liberté et la dignité, dans la sécurité économique et avec des chances égales.

123. Dans la section III de la même Déclaration est énoncée l'obligation pour l'OIT de seconder la mise en œuvre de programmes propres à réaliser :

a) La plénitude de l'emploi et l'élévation des niveaux de vie;

b) L'emploi des travailleurs à des occupations où ils puissent donner toute la mesure de leur habileté et de leurs connaissances et en tirer satisfaction, et contribuer le mieux au bien-être commun;

c) La mise en œuvre de possibilités de formation et de moyens propres à assurer la mobilité des travailleurs;

d) Une rémunération équitable;

e) La reconnaissance du droit de négociation collective, la coopération entre employeurs et employés pour l'amélioration de l'organisation de la production, et la collaboration des travailleurs et des employeurs à l'élaboration et à l'application de la politique sociale et économique;

f) L'extension des mesures de sécurité sociale en vue d'assurer un revenu de base et des soins médicaux de portée étendue;

g) La protection de la vie et de la santé des travailleurs;

h) La protection de l'enfance et de la maternité;

i) Un niveau adéquat d'alimentation, de logement et de moyens de récréation et de culture;

j) Des chances égales dans le domaine éducatif et professionnel.

124. Il convient de noter que la poursuite de certains de ces objectifs, en particulier ceux qui concernent le niveau adéquat de l'alimentation, la protection de l'enfance, les possibilités dans le domaine éducatif et culturel, incombe au premier chef à d'autres institutions du système des Nations Unies.

##### 2. MÉCANISME D'APPLICATION

125. L'OIT dispose pour la mise en œuvre de toutes ses normes d'un triple mécanisme qui consiste en une surveillance exercée par des organes composés d'experts ou de représentants, une procédure quasi judiciaire pour le dépôt des plaintes pour non-exécution, qui est suivie d'une enquête impartiale, et enfin un système de contrôle de l'application au niveau de l'entreprise.

126. Il est en outre prévu des systèmes de contrôle de l'application par secteur. Il existe un organisme mixte ONU/OIT qui examine les plaintes relatives à des violations des droits syndicaux dans des Etats qui ne sont pas membres de l'OIT. Il existe à l'OIT une procédure parallèle pour les plaintes analogues à l'encontre d'Etats membres. Ces procédures seront décrites plus loin, lorsqu'on examinera le droit de former des syndicats et de s'y affilier (voir par. 166 et 167 ci-après). Une autre procédure mixte OIT/ONU, qui a été utilisée pour surveiller l'observation des dispositions interdisant le travail forcé, sera examinée (voir par. 143 ci-après) en même temps que les droits qu'elle concerne sous la rubrique « Droits particuliers ». Ces procédures spéciales ne concernent que les problèmes d'application qui se posent dans certains secteurs particuliers, mais le mécanisme de mise en œuvre général qui est exposé dans les paragraphes suivants s'applique pour toutes les normes de l'OIT.

##### a) Surveillance par des organes d'experts ou de représentants

127. En vertu de la Constitution de l'OIT, les gouvernements s'engagent à communiquer les conventions et les recommandations nouvellement adoptées aux autorités nationales compétentes, pour qu'elles promulguent la législation nécessaire ou prennent toute autre mesure qui convient, et à informer l'OIT des mesures prises. La Constitution de l'OIT exige également des gouvernements qu'ils fassent rapport chaque année sur les conventions qu'ils ont ratifiées et, lorsque le Conseil d'administration le leur demande, sur leur situation en ce qui concerne les conventions et les recommandations qu'ils n'ont pas ratifiées. Ces rapports et ces informations doivent être

communiqués aux organisations représentatives des employeurs et des travailleurs.

128. Les rapports en question sont présentés à la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations, composée de 19 personnalités indépendantes. La Commission se réunit annuellement pour examiner les rapports reçus des gouvernements et elle formule des conclusions et des recommandations sous forme de demandes ou d'observations qui sont soumises aux gouvernements et à la Conférence générale. Outre cet examen annuel, la Commission entreprend de temps à autre, avec l'assistance du secrétariat de l'OIT, des études approfondies dans des domaines particuliers régis par les conventions. En 1971, par exemple, elle a effectué une étude générale sur l'application de la Convention et de la Recommandation concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession (n° 111), de 1958, dans tous les pays membres. En 1973, une étude similaire a porté sur les conventions relatives à la liberté syndicale et au droit d'organisation et de négociation collective.

129. Pendant la session de la Conférence, une commission tripartite examine le rapport des experts et le transmet à la Conférence plénière, en même temps que ses observations et ses conclusions.

130. Au niveau de la Conférence, la commission tripartite invite régulièrement les représentants des gouvernements intéressés à examiner avec elle des points particuliers de la situation décrite dans leurs rapports.

#### b) *Réclamations relatives à la non-exécution d'une convention*

131. L'article 24 de la Constitution prévoit que les organisations d'employeurs ou de travailleurs peuvent présenter des réclamations contre un membre qui n'aurait pas assuré l'exécution d'une convention qu'il a ratifiée. Le Conseil d'administration peut communiquer toute réclamation au gouvernement intéressé et il a le droit de rendre publique la réclamation et la réponse qui y est faite, ainsi que ses propres conclusions.

#### c) *Enquête impartiale*

132. L'article 26 de la Constitution dispose qu'un gouvernement peut déposer une plainte contre un autre gouvernement qui ne respecte pas les dispositions d'une convention qu'ils ont l'un et l'autre ratifiée.

133. Le Conseil d'administration peut saisir d'une telle plainte une commission d'enquête (en 1972, la Commission d'enquête avait été saisie de trois cas). La Commission, après avoir entendu les gouvernements intéressés et procédé à un examen complet de la plainte, rend compte au Conseil d'administration des renseignements qu'elle a recueillis et recommande les mesures dont l'adoption lui semble justifiée.

134. Chacun des gouvernements parties au litige peut déclarer dans les trois mois s'il accepte les recommandations de la commission et, dans la négative, si la plainte doit être portée devant la Cour internationale de Justice. Dans ce cas, la décision rendue par la Cour et confirmant, modifiant ou annulant les propositions de la Commission, est sans appel.

135. Si le gouvernement mis en cause ne se conforme pas aux recommandations de la Commission d'enquête ou à la décision de la Cour, le Conseil d'administration peut, aux termes de l'article 33 de la Constitution, recommander à la Conférence générale « telle mesure qui lui

paraîtra opportune pour assurer l'exécution de ces recommandations ».

#### d) *Contrôle au niveau de l'entreprise*

136. C'est naturellement au gouvernement intéressé qu'il appartient de contrôler l'application des normes de l'OIT au niveau de l'entreprise. L'action du gouvernement dans ce domaine est cependant facilitée par les dispositions de certaines conventions et recommandations de l'OIT. Ces instruments prévoient un système d'inspection du travail et le droit pour les représentants des travailleurs de formuler des réclamations dans le cadre de l'entreprise.

#### *Inspection du travail*

137. Alors que les méthodes de surveillance de l'OIT concernent l'application des normes de l'Organisation tant dans la législation qu'en pratique et tant au niveau national qu'au niveau de l'entreprise, la Convention concernant l'inspection du travail dans l'industrie et le commerce (n° 81), de 1947, insiste sur le rôle quotidien que les inspecteurs du travail ont à jouer pour assurer l'application des normes agréées. La Convention concernant les conditions d'emploi des travailleurs des plantations (n° 110), de 1958, contient des dispositions analogues. La Convention concernant l'inspection du travail dans l'agriculture (n° 129), de 1969, étend l'application des normes relatives à l'inspection du travail aux ouvriers agricoles.

#### *Action des représentants des travailleurs dans l'entreprise*

138. Un autre facteur contribuant à l'exécution au niveau de l'entreprise est la surveillance exercée par les organisations professionnelles intéressées, en particulier les syndicats. Un certain nombre d'instruments internationaux décrivent les procédures à suivre en cas de violation de droits individuels. Tel est par exemple le cas des instruments concernant le salaire minimal, la sécurité sociale et le licenciement. La Recommandation concernant l'examen des réclamations dans l'entreprise en vue de leur solution (n° 130), de 1967, renforce les procédures existantes en reconnaissant à tout travailleur le droit de présenter, sans que cela puisse lui nuire, des réclamations qui devront être examinées suivant certaines règles appropriées. Deux instruments plus récents, la Convention (n° 135) et la Recommandation (n° 143), concernant les représentants des travailleurs, de 1971, visent à assurer la protection des représentants des travailleurs dans l'entreprise et à leur garantir certains avantages.

### C. — Droits particuliers

#### 1. LE DROIT AU TRAVAIL

139. L'exercice effectif du droit au travail dépend essentiellement de l'adoption de politiques visant à réaliser le plein emploi. Il suppose également que l'on offre aux travailleurs, pour qu'ils puissent choisir librement leur occupation, des garanties en matière de mobilité de la main-d'œuvre ainsi que des possibilités de formation et de perfectionnement professionnels. C'est pourquoi, dans sa section III, la Déclaration de Philadelphie reconnaît l'obligation solennelle pour l'Organisation internationale du Travail de seconder la mise en œuvre de programmes propres à réaliser : la plénitude de l'emploi, la possibilité pour les travailleurs d'être employés à des occupations où ils puissent donner toute la mesure de leurs aptitudes et contribuer au bien-être commun, et la

fourniture de possibilités adéquates de formation et de mobilité de la main-d'œuvre.

a) *Droit de choisir librement une occupation*

140. Parmi les conventions et recommandations de l'OIT, les plus complets des instruments visant à protéger et à favoriser le droit au travail sont la Convention (n° 122) et la Recommandation (n° 122) concernant la politique de l'emploi, de 1964. La Convention prescrit l'élaboration de mesures visant à faciliter le plein emploi et la liberté du choix de l'occupation, ces mesures devant être adoptées et leur exécution contrôlée en consultation avec les représentants des employeurs et des travailleurs. La Recommandation contient des dispositions plus détaillées et règle plus spécialement les questions visées au paragraphe 2 de l'article 6 du Pacte international relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels.

141. D'autres instruments ont trait à des aspects particuliers du droit au travail. La Convention (n° 88) et la Recommandation (n° 83) concernant l'organisation du service de l'emploi, de 1948, prévoient des services gratuits dans le domaine de l'emploi. D'autres conventions visent à supprimer les bureaux de placement payants. On trouve également des mesures destinées à aider les travailleurs à trouver un emploi convenable dans la section VI de la Convention concernant les objectifs et les normes de base de la politique sociale (n° 117), de 1962, dans la Recommandation concernant l'orientation professionnelle (n° 87), de 1949, dans la Recommandation concernant l'adaptation et la réadaptation professionnelles des invalides (n° 99), de 1955, et dans la Recommandation concernant la formation professionnelle (n° 117), de 1962. Des recommandations distinctes ont trait à la formation professionnelle des marins, des pêcheurs et des travailleurs agricoles.

142. Le principe de la liberté du choix de l'occupation est mentionné expressément dans la Convention concernant le travail forcé ou obligatoire (n° 29), de 1930, et dans la Convention concernant l'abolition du travail forcé (n° 105), de 1957. Dans ce dernier instrument, les Etats parties s'engagent à supprimer et à ne pas utiliser le travail forcé ou obligatoire.

143. Comme on l'a noté ci-dessus au paragraphe 126, on a employé une méthode spéciale pour assurer l'abolition du travail forcé. En 1951, après une enquête entreprise en application de la résolution 195 (VIII) du Conseil économique et social, adoptée en 1949, on a institué un organe mixte ONU/OIT, le Comité spécial du travail forcé, composé de personnalités indépendantes et chargé d'effectuer une enquête et une étude sur les systèmes de travail forcé. Lorsqu'il eut achevé ses travaux en 1953, ce comité a conclu que ses enquêtes avaient révélé l'existence de systèmes de travail forcé assez graves pour menacer les droits de l'homme fondamentaux. Après examen des conclusions du Comité par le Conseil et par l'Assemblée générale, le Conseil d'administration de l'OIT a décidé en 1955 de créer un nouveau comité indépendant, le Comité spécial du travail forcé, dont les travaux ont abouti, en 1957, à l'adoption de la seconde des conventions mentionnées au paragraphe 142.

b) *Droit à des conditions de travail justes et favorables*

144. L'article 7 du Pacte vise à assurer aux travailleurs : une rémunération équitable permettant une existence décente; la sécurité et l'hygiène du travail; la même

possibilité pour tous d'être promus; et enfin des périodes de repos et de congé d'une durée raisonnable.

*Rémunération*

145. Dans ce domaine, l'OIT a adopté un certain nombre d'instruments qui ont trait aux méthodes de fixation du salaire minimal, à la protection des salaires et à l'égalité des rémunérations. En outre, les instruments concernant les clauses de travail dans les contrats publics peuvent avoir des effets importants sur les taux de salaires.

146. Des dispositions concernant le salaire minimal sont contenues dans la Convention (n° 26) et la Recommandation (n° 30) concernant l'institution de méthodes de fixation des salaires minima, de 1938, applicables à l'industrie et au commerce (y compris le travail à domicile), dans la Convention (n° 99) et la Recommandation (n° 89) concernant les méthodes de fixation des salaires minima dans l'agriculture, de 1931, applicables à l'agriculture, dans la Convention concernant la politique sociale dans les territoires non métropolitains (n° 82), de 1947, et dans la Convention concernant les objectifs et les normes de base de la politique sociale (n° 117), de 1962, ainsi que dans la section IV de la Convention concernant les conditions d'emploi des travailleurs dans les plantations (n° 110), de 1958. Il convient également de mentionner la Convention concernant la fixation des salaires minima notamment en ce qui concerne les pays en voie de développement (n° 131), de 1969. En ce qui concerne les marins, les salaires minimaux effectifs ont été fixés dans plusieurs instruments, en particulier dans les Conventions n° 76, de 1946, et n° 93, de 1949, révisée par la Convention n° 109, de 1958, concernant les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs; aucun de ces instruments n'est encore entré en vigueur, mais ils ont néanmoins été très souvent utilisés comme normes de référence.

147. Le paiement d'un salaire équitable aux travailleurs qui participent à l'exécution de contrats publics est l'un des objets de la Convention (n° 94) et de la Recommandation (n° 84) concernant les clauses de travail dans les contrats passés par une autorité publique, de 1949.

148. En outre, la Convention (n° 95) et la Recommandation (n° 85) concernant la protection du salaire, de 1949, contiennent des dispositions visant à protéger les salaires contre les irrégularités et les abus.

149. Le principe de l'égalité de la rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale a été énoncé dans la Convention (n° 100) et la Recommandation (n° 90), de 1951. La Convention (n° 111) et la Recommandation (n° 111) concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession, de 1958, interdisent toute discrimination fondée sur le sexe, la race, la couleur, la religion, les opinions politiques et l'origine nationale ou sociale. La Convention concernant la politique sociale dans les territoires non métropolitains (n° 82), de 1947, et la Convention concernant les objectifs et les normes de base de la politique sociale (n° 117), de 1962, contiennent également des dispositions visant à abolir toute discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, les croyances, l'appartenance tribale ou l'affiliation à un syndicat. Ces instruments visent les principaux cas de discrimination qui semblent pouvoir se présenter, mais ils ne garantissent pas un droit général à l'égalité de la rémunération pour un travail d'égale valeur sans distinction « aucune », comme le prescrit le Pacte.

150. Pour ce qui est du droit à un niveau de vie décent, les conventions concernant les méthodes de fixation des salaires qui ont été citées plus haut ne réglementent pas le niveau effectif des salaires, mais les recommandations qui les complètent disposent qu'il doit être tenu compte, lorsqu'on fixe les salaires, de la nécessité de maintenir un niveau de vie convenable. La Convention concernant la politique sociale dans les territoires non métropolitains (n° 82), de 1947, et la Convention concernant les objectifs et les normes de base de la politique sociale (n° 117), de 1962, mentionnées au paragraphe 135, stipulent que l'amélioration du niveau de vie doit être considérée comme l'objectif principal du développement économique.

#### *Sécurité et hygiène du travail*

151. Les normes de sécurité et d'hygiène du travail de l'OIT concernent soit des domaines précis d'activité, soit certains aspects particuliers des problèmes d'hygiène et de sécurité.

152. Parmi les instruments concernant des domaines précis d'activité, on peut citer : pour le travail dans les docks, la Convention concernant l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateau (n° 27) de 1929 et la Convention concernant la protection des travailleurs occupés au chargement et au déchargement des bateaux contre les accidents [révisée] (n° 32) de 1932; pour le bâtiment et la construction, la Convention (n° 62) et la Recommandation (n° 53) concernant les prescriptions de sécurité dans l'industrie du bâtiment, de 1937; pour le travail de bureau et le commerce, la Convention (n° 120) et la Recommandation (n° 120) concernant l'hygiène dans le commerce et les bureaux, de 1964; pour les marins, la Convention concernant l'alimentation et le service de table à bord des navires (n° 68), de 1946, la Convention concernant le logement de l'équipage à bord [révisée] (n° 92), de 1949, la Convention concernant le logement à bord des bateaux de pêche (n° 126), de 1966, la Convention concernant le logement des équipages [dispositions complémentaires] (n° 133), de 1970, et la Convention concernant la prévention des accidents du travail des gens de mer (n° 134), de la même année.

153. L'OIT a également élaboré une série de codes types ou codes de pratiques dans des domaines tels que la sécurité dans les établissements industriels, la sécurité et l'hygiène dans les docks, la sécurité dans les mines, la protection contre les rayonnements ionisants, ainsi que la sécurité et l'hygiène dans l'agriculture et dans la sylviculture.

#### *Possibilités de promotion égales*

154. Le Pacte dispose que tous doivent avoir la même possibilité d'être promus, sans autre considération que la durée des services accomplis et les aptitudes. La plupart des instruments déjà mentionnés interdisant la discrimination en matière d'emploi intéressent ce droit, en particulier : la Convention (n° 111) et la Recommandation (n° 111) concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession, de 1958, la Convention concernant la politique sociale dans les territoires non métropolitains (n° 82), de 1947, et la Convention concernant les objectifs et normes de base de la politique sociale (n° 117) de 1962.

#### *Repos, loisirs, limitation raisonnable de la durée du travail et congés*

155. En matière de réglementation de la durée du travail, deux conventions fixent pour norme la journée de

8 heures et la semaine de 48 heures : il s'agit de la Convention concernant la durée du travail dans les établissements industriels (n° 1), de 1919, et de la Convention concernant la durée du travail dans le commerce et les bureaux (n° 30), de 1930. La Convention concernant la réduction du travail à 40 heures par semaine (n° 47), de 1935, énonce le principe exprimé dans son titre, l'application dudit principe aux différentes catégories d'emploi devant être réalisée au moyen d'instruments distincts. Trois conventions particulières ont été adoptées ultérieurement : la Convention concernant la réduction de la durée du travail dans les verreries à bouteilles (n° 49), de 1935, la Convention concernant la réduction de la durée du travail dans les travaux publics (n° 51), de 1936, et la Convention concernant la réduction de la durée du travail dans l'industrie textile (n° 61), de 1937.

156. On a également adopté des instruments en vue de réglementer plus spécialement la durée du travail dans des secteurs de l'industrie déjà visés dans la Convention de 1919. Il s'agit de la Convention concernant la durée du travail dans les verreries à vitres automatiques (n° 43), de 1934, de la Convention limitant la durée du travail dans les mines de charbon [révisée] (n° 46), de 1935, et de la Convention concernant la durée du travail et les repos dans les transports par route (n° 67), de 1939. La Convention concernant les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs [révisée] (n° 109), de 1958, contient des dispositions relatives aux gens de mer.

157. Il existe également un certain nombre de recommandations concernant la durée du travail qui préconisent l'adoption de normes plus détaillées que celles qui sont contenues dans les conventions ou qui visent certaines catégories auxquelles les conventions ne s'appliquent pas. Il s'agit de la Recommandation concernant la réduction de la durée du travail (n° 116), de 1962, qui vise à faire adopter la semaine de 40 heures comme norme sociale, de la Recommandation concernant les conditions d'emploi des travailleurs des plantations (n° 110), de 1958, de la Recommandation tendant à limiter les heures de travail dans l'industrie de la pêche (n° 7), de 1920, et de la Recommandation tendant à limiter les heures de travail dans la navigation intérieure (n° 8), de la même année.

158. On trouve des dispositions concernant le repos hebdomadaire dans la Convention concernant l'application du repos hebdomadaire dans les établissements industriels (n° 14), de 1921, dans la Convention (n° 106) et la Recommandation (n° 103) concernant le repos hebdomadaire dans le commerce et les bureaux, de 1957, dans la Convention concernant la durée du travail et les repos dans les transports par route (n° 67), de 1939, dans la Convention concernant les conditions d'emploi des travailleurs des plantations (n° 110), de 1958, et dans la Convention concernant les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs [révisée] (n° 109), de 1958.

159. En ce qui concerne les questions concernant plus particulièrement le travail de nuit, les dispositions applicables se trouvent dans la Convention concernant le travail de nuit des femmes occupées dans l'industrie [révisée] (n° 89), de 1948, dans la Convention concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie [révisée] (n° 90), de 1948, dans la Convention concernant le travail de nuit des enfants et adolescents dans les travaux non industriels (n° 79), de 1946, qui concerne les travaux autres que les travaux industriels, agricoles ou maritimes, et dans la Convention concernant le travail de nuit dans les boulangeries (n° 20), de 1925.



160. Le travail de nuit à bord pour les adolescents âgés de moins de 16 ans est interdit par la Convention concernant les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs [révisée] (n° 109), de 1958.

161. La Convention concernant la durée du travail et les repos dans les transports par route (n° 67), de 1939, fixe une durée minimale pour le repos quotidien. En ce qui concerne les femmes et les enfants travaillant dans l'agriculture, des mesures sont proposées à ce sujet dans la Recommandation concernant le travail de nuit des femmes dans l'agriculture (n° 13) et la Recommandation concernant le travail de nuit des enfants et des jeunes gens dans l'agriculture (n° 14), toutes deux de 1921.

162. Des dispositions relatives aux congés payés se trouvent dans la Convention (n° 52) et la Recommandation (n° 47) concernant les congés annuels payés, de 1936; dans la Convention (n° 101) et la Recommandation (n° 93) concernant les congés payés dans l'agriculture, de 1952; dans la Convention concernant les congés payés des marins [révisée] (n° 91), de 1949; dans la Convention concernant les conditions d'emploi des travailleurs des plantations (n° 110), de 1958; dans la Recommandation concernant les congés payés (n° 98), de 1954, et dans la Convention concernant les congés payés [révisée] (n° 132), de 1970.

#### c) *Droit de former des syndicats et de s'y affilier*

163. L'article 8 du Pacte vise à garantir le droit qu'a toute personne de former avec d'autres des syndicats et de s'affilier au syndicat de son choix, le droit qu'ont les syndicats de former des fédérations nationales et internationales, le droit qu'ont les syndicats d'exercer librement leur activité, et le droit de grève.

#### *Instruments*

164. Les trois premiers droits mentionnés au paragraphe 163 font l'objet de la Convention concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical (n° 87), de 1948, qui, sur un certain nombre de points, contient des dispositions plus détaillées que celles du Pacte ou qui les complète en prévoyant des garanties supplémentaires. Dans la Convention, les restrictions qu'il est permis d'apporter à l'exercice de ces droits sont généralement plus limitées que dans le Pacte. Malgré ces différences, les Etats parties à la Convention sont tenus d'en respecter les dispositions, en vertu de la clause de sauvegarde contenue dans le paragraphe 3 de l'article 8 du Pacte. La Convention concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective (n° 98), de 1949, et la Convention (n° 135), ainsi que la Recommandation (n° 143) concernant la protection des représentants des travailleurs dans l'entreprise, de 1971, contiennent également des dispositions complétant l'article 8 du Pacte. Il convient de mentionner également la résolution concernant les droits syndicaux et leurs relations avec les libertés civiles, adoptée par la Conférence internationale du Travail à sa cinquante-quatrième session, en juin 1970.

165. Le Pacte reconnaît le droit de grève, ce qui n'est pas le cas des instruments de l'OIT. Mais les conclusions du Comité de la liberté syndicale du Conseil d'administration et celles de la Commission d'investigation et de conciliation en matière de liberté syndicale fournissent un ensemble important de principes établis qui garantissent aux organisations de travailleurs l'exercice du droit de grève considéré comme un moyen légitime de défense des intérêts professionnels. En contrepartie de ce droit, la

Recommandation concernant la conciliation et l'arbitrage volontaires (n° 92), de 1951, préconise des méthodes et des procédures de règlement des conflits du travail, sans recours à une action directe.

#### *Méthodes*

166. Le mécanisme d'application décrit aux paragraphes 125 à 135 ci-dessus concerne les instruments de l'OIT qui se rapportent aux droits syndicaux. En outre, un mécanisme spécial a été créé pour examiner les plaintes faisant état de violations des droits syndicaux; l'on peut y avoir recours, que les conventions pertinentes aient ou non été ratifiées par l'Etat intéressé.

167. En 1950, le Conseil d'administration a créé, à la demande du Conseil économique et social, la Commission d'investigation et de conciliation en matière de liberté syndicale, qui est composée de personnalités indépendantes et qui peut être saisie, avec le consentement du gouvernement intéressé, de toutes les accusations concernant des violations des droits syndicaux portées par des gouvernements et par des organisations d'employeurs et de travailleurs contre des Etats membres de l'OIT. Les accusations portées contre des Etats qui ne sont pas membres de l'OIT sont examinées par le Conseil économique et social lui-même. (Voir ci-dessus par. 126.)

168. Le Conseil d'administration a en outre décidé, en 1951, d'instituer son propre Comité de la liberté syndicale qui est chargé de procéder à l'examen préliminaire de ces accusations et de décider dans chaque cas s'il convient de saisir la Commission d'investigation. Jusqu'en août 1973, le Comité de la liberté syndicale avait examiné 750 cas et énoncé des conclusions pour 700 d'entre eux.

169. On a également employé une troisième méthode pour assurer le respect du droit de former des syndicats et de s'y affilier. En 1968, le Conseil d'administration a nommé, à la demande du Gouvernement espagnol, un Groupe d'étude composé de trois personnalités indépendantes afin d'examiner quelle était la situation de la main-d'œuvre et des syndicats en Espagne par rapport aux normes de l'OIT. Le rapport final du Groupe, présenté en 1969, a permis une discussion approfondie et libre sur la situation, actuelle et à venir, des syndicats en Espagne.

## 2. LE DROIT À LA SÉCURITÉ SOCIALE

170. Le droit à la sécurité sociale, exprimé brièvement à l'article 9 du Pacte, a été le sujet de nombreux instruments internationaux adoptés dans le cadre de l'OIT qui se répartissent entre neuf domaines, dont plusieurs recouvrent partiellement les droits proclamés aux articles 10 et 12 du Pacte. Ces domaines sont les suivants : soins médicaux; indemnités de maladie; prestations de maternité; prestations d'invalidité; prestations de vieillesse; prestations de survivant; prestations en cas d'accidents du travail; indemnité de chômage; prestations familiales.

171. On trouve parmi les instruments de l'OIT qui ont une portée générale la Recommandation concernant la garantie des moyens d'existence (n° 67), de 1944, qui préconisait ces neuf types de prestations; la Recommandation concernant les soins médicaux (n° 69), de 1944, prévoyant le droit à l'ensemble des soins médicaux pour tous les membres de la communauté; la Convention concernant la norme minimum de la sécurité sociale (n° 102), de 1952, fixant les normes minimales pour les neuf branches de la sécurité sociale et exigeant l'accepta-

tion d'au moins trois d'entre elles en cas de ratification ; la Convention concernant l'égalité de traitement des nationaux et des non-nationaux en matière de sécurité sociale (n° 118), de 1962, concernant les mêmes branches et exigeant l'acceptation d'au moins l'une d'entre elles en cas de ratification ; la Convention (n° 110) et la Recommandation (n° 110) sur les conditions d'emploi des travailleurs des plantations (n° 110), de 1958, qui contiennent des dispositions relatives à la sécurité sociale.

#### a) Soins médicaux

172. La Convention concernant l'assurance-maladie des travailleurs de l'industrie et du commerce et des gens de maison (n° 24) et la Convention sur l'assurance-maladie des travailleurs agricoles (n° 25), de 1927, prévoient un système d'assurance-maladie obligatoire donnant droit au traitement médical ainsi qu'à la fourniture de médicaments et autres moyens thérapeutiques. Des dispositions semblables sont rendues applicables aux gens de mer par la Convention concernant l'assurance-maladie des gens de mer (n° 56), de 1936. La Convention concernant les obligations de l'armateur en cas de maladie, d'accident ou de décès des gens de mer (n° 55), de 1936, institue le droit à des soins médicaux sous la forme d'une responsabilité de l'employeur lorsqu'il s'agit d'une maladie survenant au cours du service. La Convention concernant la sécurité sociale des gens de mer (n° 70), de 1946, établit des prestations médicales semblables à celles dont bénéficient les salariés de l'industrie.

173. La Convention concernant la norme minimum de la sécurité sociale (n° 102), de 1952, prévoit des prestations plus étendues que dans les précédentes conventions en matière d'assurance sociale. La Convention concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie (n° 130), de 1969, va plus loin et inclut parmi les prestations les soins dentaires et la rééducation, tout en élargissant la catégorie des personnes qui doivent être couvertes à 75 % de la population active, ou 75 % de tous les résidents. La Recommandation (n° 134), de la même année préconise l'extension de ces dispositions à l'ensemble des personnes actives et à leurs épouses et enfants.

#### b) Indemnités de maladie

174. Les Conventions concernant les soins médicaux traitent également du paiement de prestations en espèces. La Convention concernant la norme minimum de la sécurité sociale (n° 102), de 1952, prévoit un niveau minimal. Comme elle n'exige pas que l'ensemble de la population soit couvert, elle ne réclame sur ce point que la protection d'au moins 50 % de tous les salariés ou d'au moins 20 % de tous les résidents, ou de tous les résidents dont les moyens d'existence ne dépassent pas un certain niveau. La Convention concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie (n° 130), de 1969, étend cette couverture à tous les salariés ou à 50 % de l'ensemble de la population active. La Recommandation (n° 134), sur le même sujet et de la même année, préconise l'extension de ces mesures à toutes les personnes actives.

#### c) Prestations de maternité

175. Les instruments de l'OIT traitent des prestations de maternité sous deux aspects différents : comme une protection pour les femmes au travail, et comme une branche de la sécurité sociale. La Convention concernant la protection de la maternité [révisée] (n° 103), de 1952, exige des périodes de congé déterminées, ainsi que des

soins médicaux et le versement d'indemnités pendant ces périodes. La Convention concernant la norme minimum de la sécurité sociale (n° 102), de 1952, prévoit des prestations en espèces en raison de l'interruption des revenus qui résulte de la grossesse et de l'accouchement, ainsi que des soins médicaux après la période de congé de maternité. La Convention couvre toutes les femmes des catégories prescrites de salariées formant au total 50 % au moins de l'ensemble des salariés ou les femmes des catégories prescrites de la population active formant au total 20 % au moins de l'ensemble des résidents.

#### d) Prestations d'invalidité

176. Les Conventions concernant l'assurance-invalidité pour les secteurs industriel et agricole ont été adoptées en 1933 (n°s 37 et 38). La Convention concernant la norme minimum de la sécurité sociale (n° 102), de 1952, prévoit également des prestations d'invalidité. Les normes fixées par ces instruments ont été révisées par la Convention concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants (n° 128), de 1967, qui prévoit à la fois des prestations d'invalidité à un niveau déterminé et des moyens de rééducation et de placement. Cette protection doit être assurée à tous les salariés, ou à 75 % de la population active, ou encore à tous les résidents dont les moyens d'existence sont inférieurs à un certain niveau. La Recommandation concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants (n° 131), de la même année, préconise l'extension de cette protection à toutes les personnes actives.

#### e) Prestations de vieillesse

177. La Convention concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants (n° 128), de 1967, qui porte révision, tant des conventions précédentes en matière d'assurance-vieillesse (n°s 35 et 36), de 1933, que des normes fixées par la Convention concernant la norme minimum de la sécurité sociale (n° 102), de 1952, prévoit un niveau déterminé de prestations de vieillesse pour les personnes répondant à la définition utilisée en matière de prestations d'invalidité. La Recommandation (n° 131) qui l'accompagne préconise l'extension de la catégorie de personnes qui doivent être couvertes.

#### f) Prestations de survivant

178. La même Convention concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants (n° 128), de 1967, exige le paiement de prestations de survivant aux épouses, enfants et autres personnes à la charge des individus qui ont été salariés ou ont appartenu à des catégories prescrites de la population active formant au total 75 % au moins de l'ensemble de la population active, ou aux survivants qui sont également résidents et dont les moyens d'existence ne dépassent pas un certain niveau. La Recommandation (n° 131) complémentaire vise à étendre cette protection aux survivants de toutes les personnes actives.

#### g) Prestations en cas d'accidents du travail

179. La Convention concernant les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles (n° 121), de 1964, révisant les normes précédentes, prévoit des soins médicaux et des prestations connexes, ainsi que des prestations en espèces d'un montant prescrit en cas de longue maladie, incapacité, diminution de la capacité de travail et perte des moyens de subsistance résultant d'un accident du travail, pour tous les salariés à part quelques



exceptions. La Recommandation concernant les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles (n° 121), de la même année, préconise l'extension de cette protection à de nouvelles catégories de personnes.

#### h) *Indemnités de chômage*

180. La Convention assurant aux chômeurs involontaires des indemnités ou des allocations (n° 44), de 1934, prévoit le maintien d'organisations assurant le paiement d'indemnités de chômage en rapport avec les contributions payées du fait de l'emploi occupé auparavant, ainsi que des allocations supplémentaires en cas de besoin. De tels systèmes doivent être applicables à toutes les personnes habituellement salariées, à l'exception des gens de mer, pêcheurs, et salariés agricoles. Les gens de mer sont couverts par la Convention concernant la sécurité sociale des gens de mer (n° 70), de 1946. La Convention concernant la norme minimum de la sécurité sociale (n° 102), de 1952, étend les indemnités de chômage à de nouvelles catégories de travailleurs.

#### i) *Prestations familiales*

181. La Convention concernant la norme minimum de la sécurité sociale (n° 102), de 1952, prévoit des prestations pour l'aide aux enfants. Elle exige la couverture d'au moins 50 % de l'ensemble des salariés, ou celle de catégories de personnes représentant au total 20 % au moins de l'ensemble des résidents, ou celle de tous les résidents dont les moyens d'existence sont inférieurs à un certain niveau.

### 3. LE DROIT À UN NIVEAU DE VIE DÉCENT

182. La garantie d'un niveau de vie décent et l'amélioration constante des conditions de vie constituent le but visé dans un grand nombre des instruments de l'OIT, dont la plupart a déjà été mentionnée, particulièrement à propos du droit à des conditions de travail justes et satisfaisantes et du droit à la sécurité sociale. La Convention concernant la politique sociale dans les territoires non métropolitains (n° 82), de 1947, et la Convention concernant les objectifs et les normes de base de la politique sociale (n° 117), de 1962, contiennent des dispositions générales. Les autres instruments qui ont directement trait au niveau de vie sont la Convention concernant la protection et l'intégration des populations autochtones et autres populations tribales et semi-tribales dans les pays indépendants (n° 107), avec la Recommandation (n° 104), de 1957, la Convention concernant les conditions d'emploi des travailleurs des plantations (n° 110) et la Recommandation (n° 110), de 1958, la Recommandation concernant le logement des travailleurs (n° 115), de 1961, la Recommandation concernant le rôle des coopératives dans le développement économique et social des pays en voie de développement (n° 127), de 1966, et la Recommandation concernant l'amélioration des conditions de vie et de travail des fermiers et métayers (n° 132), de 1968.

### 4. LE DROIT À JOUIR DU PLUS HAUT NIVEAU POSSIBLE DE SANTÉ PHYSIQUE ET MENTALE

183. Les normes de l'OIT dans le domaine de la sécurité du travail et dans celui de la santé ont été révisées en tenant compte du droit à bénéficier de conditions de travail justes et satisfaisantes et du droit à la sécurité sociale. La Convention concernant la protection et l'intégration des populations autochtones et autres populations tribales et semi-tribales dans les pays indépendants

(n° 107), de 1957, et la Convention concernant les conditions d'emploi des travailleurs des plantations (n° 110), de 1958, formulent certaines exigences en matière de services médicaux.

### 5. LE DROIT À L'AIDE ET À LA PROTECTION POUR LA FAMILLE, LA MÈRE ET L'ENFANT

184. On peut envisager ce droit sous trois grandes rubriques : la famille, la maternité, et l'enfance et la jeunesse.

#### a) *L'aide et la protection en faveur de la famille*

185. Bien que l'OIT ne soit pas au premier chef chargée de ce domaine, quelques-unes de ses normes ne sont cependant pas sans relations avec certains aspects de cette question. On peut trouver des principes généraux qui lui sont applicables dans la Recommandation concernant la garantie des moyens d'existence (n° 67), de 1944, qui préconise une coopération entre la société et les parents se manifestant par des mesures d'aide générales visant à assurer le bien-être des enfants à charge. La Convention concernant la norme minimum de la sécurité sociale (n° 102), de 1952, développe cette notion. Il faut aussi évoquer ici la Recommandation concernant l'emploi des femmes ayant des responsabilités familiales (n° 123), de 1965.

#### b) *Protection de la maternité*

186. La Convention concernant la protection de la maternité [révisée] (n° 103), de 1952, a déjà été citée dans la section intitulée « Le droit à la sécurité sociale » (voir ci-dessus par. 175). La Recommandation (n° 95), de la même année, qui l'accompagnait, prévoit des normes plus avantageuses en matière de congés et de prestations; elle assure également des avantages aux mères qui nourrissent et aux nouveau-nés. La Convention concernant les conditions d'emploi des travailleurs des plantations (n° 110), de 1958, contient des normes semblables à celles qu'exige la Convention n° 103.

#### c) *Protection de l'enfance et de la jeunesse*

187. La Convention concernant les objectifs et les normes de base de la politique sociale (n° 117), de 1962, pose des normes générales relatives à l'âge minimal de fin de scolarité et l'âge minimal pour l'emploi, ainsi qu'aux conditions d'emploi. Pour ce qui concerne l'âge minimal, les normes pour des secteurs d'activités déterminés figurent dans les instruments suivants : Convention concernant l'âge d'admission des enfants au travail dans l'agriculture (n° 10), de 1921; Convention fixant l'âge minimum d'admission des jeunes gens au travail en qualité de soutiers ou chauffeurs (n° 15), de 1921; Convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime [révisée] (n° 58), de 1936; Convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels [révisée] (n° 59), de 1937; Convention concernant l'âge d'admission des enfants aux travaux non industriels [révisée] (n° 60), de 1937; Convention concernant l'âge minimum d'admission au travail des pêcheurs (n° 112), de 1959; Convention concernant l'âge minimum d'admission aux travaux souterrains dans les mines (n° 123), de 1965. En 1973, la Conférence internationale du Travail a adopté de nouvelles normes générales — Convention (n° 138) et Recommandation (n° 146) concernant l'âge minimal d'admission à l'emploi — visant à l'abolition du travail des enfants et au relèvement pro-

gressif de l'âge minimal d'admission à l'emploi; l'âge minimal général est fixé à 15 ans (18 ans pour les travaux dangereux), les pays en voie de développement ayant la possibilité de fixer un âge minimal général de 14 ans et de limiter à certaines branches d'activité économique l'application de la Convention.

188. Un examen médical avant d'occuper un emploi, ainsi qu'un examen annuel, sont prévus par la Convention concernant l'examen médical obligatoire des enfants et des jeunes gens employés à bord des bateaux (n° 16), de 1921, la Convention concernant l'examen médical d'aptitude à l'emploi dans l'industrie des enfants et des adolescents (n° 77), de 1946, la Convention concernant l'examen médical d'aptitude à l'emploi aux travaux non industriels des enfants et des adolescents (n° 78), de 1946, la Convention concernant l'examen médical des pêcheurs (n° 113), de 1959, et la Convention concernant l'examen médical d'aptitude des adolescents à l'emploi aux travaux souterrains dans les mines (n° 124), de 1965.

## 6. LE DROIT À L'ÉDUCATION

189. Le droit à l'éducation relève essentiellement d'organisations autres que l'OIT. Cependant, certains instruments de l'OIT touchent à cette question. La Convention concernant la politique sociale dans les territoires non métropolitains (n° 82), de 1947, et la Convention concernant les objectifs et les normes de base de la politique sociale (n° 117), de 1962, traitent du développement de l'éducation, des régimes de formation professionnelle et d'apprentissage, et de la détermination d'un âge de fin de scolarité. La Convention concernant la protection et l'intégration des populations autochtones et autres populations tribales et semi-tribales dans les pays indépendants (n° 107) et la Recommandation (n° 104), de 1957, ainsi que la Recommandation concernant les conditions d'emploi des travailleurs des plantations (n° 110), de 1958, contiennent également des dispositions concernant l'éducation et la formation professionnelles. Des normes plus générales en matière de formation professionnelle ont été évoquées à propos du droit à bénéficier de conditions de travail justes et satisfaisantes.

## 7. LE DROIT À PARTICIPER À LA VIE CULTURELLE

190. Là encore, ce sont d'autres organisations, plus particulièrement l'UNESCO, qui sont compétentes au premier chef. On peut cependant noter que l'OIT s'est associée à l'UNESCO et à l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (devenue l'OMPI) pour la préparation de la Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, adoptée à Rome en 1961 (voir par. 294 ci-après).

## D. — Mesures visant à promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels

191. L'OIT, pour promouvoir le respect des droits économiques, sociaux et culturels, dans la mesure où ils relèvent de sa compétence, s'attache essentiellement à faire accepter et appliquer ses propres conventions et recommandations. Pour entrer dans le détail de ce travail de développement, il faudrait passer en revue quasiment toutes les activités de l'OIT, ce qui excéderait donc les limites de la présente étude. Cependant, il peut suffire de

remarquer ici que si les normes de l'OIT sont élaborées à partir de consultations intensives d'organes techniques, d'organisations d'employeurs et de salariés, de conférences régionales et spéciales et de gouvernements, l'application de ces normes fait, en revanche, l'objet du souci permanent de l'OIT à tous les niveaux et constitue souvent la matière d'avertissements lancés par le Conseil d'administration et la Conférence générale. Il faut mentionner à cet égard le programme de l'OIT visant à promouvoir l'égalité des chances et des conditions d'emploi et de travail, qui est destiné à compléter, par des études, des publications, des séminaires, etc., les activités normatives de l'OIT dans ce domaine.

192. On peut cependant insister sur une initiative importante prise par l'OIT et qui pourrait se révéler un moyen efficace pour développer les possibilités de mise en œuvre du droit au travail. Il s'agit du Programme mondial de l'emploi, lancé en 1969, qui vise à faire de l'emploi un objectif fondamental des politiques nationales et de la politique internationale de développement. Pour assister les Etats membres dans l'établissement et la mise en œuvre de leurs plans d'action, l'OIT, sur la demande des gouvernements, entreprend une série de missions stratégiques. Des missions de ce type ont visité la Colombie en 1970, ainsi que l'Iran, le Kenya et Sri Lanka en 1971. Elles sont conçues sur une base pluridisciplinaire et menées en coopération avec les autres institutions intéressées, le PNUD fournissant une assistance financière. D'autres missions pour la promotion de l'emploi, financées de la même manière par le PNUD, ont été envoyées au Libéria et à Madagascar en 1971. De plus, des équipes régionales travaillent en Amérique latine, en Asie et en Afrique.

193. Il faut aussi mentionner spécialement l'appui donné par l'OIT à la célébration de l'Année internationale des droits de l'homme, en 1968. En 1966, la Conférence générale a adopté une résolution promettant la participation de l'OIT aux activités prévues pour cette Année, appelant les organisations d'employeurs et de salariés à s'efforcer de faire progresser les droits de l'homme en tous lieux, par l'acceptation et la mise en œuvre des normes de l'OIT, et réclamant leur concours pour examiner et évaluer le rôle joué par l'OIT et pour coordonner ses activités dans le cadre d'un programme concerté.

194. En 1967, une autre résolution, adoptée par la Conférence à sa cinquante et unième session, a invité les gouvernements à ratifier les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme ainsi que les Conventions de l'OIT ayant trait aux droits de l'homme et demandé que soit entreprise une étude comparative des dispositions pertinentes des Pactes relatifs aux droits de l'homme et aux conventions et recommandations de l'OIT, afin de déterminer la meilleure manière dont cette organisation pourrait aider à les faire respecter. Cette étude a été publiée en 1969<sup>6</sup>.

195. Pour augmenter cette contribution à l'Année, la première partie du rapport du Directeur général à la Conférence à sa cinquante-deuxième session, en 1968, était intitulée « L'OIT et les droits de l'homme » et fournissait à la Conférence un point de départ pour passer en revue l'ensemble de l'action menée par l'OIT dans ce domaine. A la suite de cet examen, une résolution a été adoptée portant particulièrement sur le droit à la liberté

<sup>6</sup> Bureau international du Travail, « Analyse comparative des pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et des conventions et recommandations internationales du travail », *Bulletin officiel*, 1969, vol. LII, n° 2, p. 188 et suivantes.

d'association. Elle préconisait l'établissement d'un programme concerté qui constituerait la base et la source d'inspiration de l'action future de l'OIT dans le domaine des droits de l'homme. Elle mettait aussi en valeur le fait que toute l'œuvre de recherche de cette organisation, ainsi que ses activités sur le terrain et celles relatives à l'établissement de normes, tendent à favoriser les droits de l'homme et à étendre leur application à un nombre de personnes sans cesse plus grand.

#### **E. — Services consultatifs et d'assistance**

196. La fourniture de services consultatifs et d'assistance, qui accompagne les activités visant à contrôler l'application des normes de l'OIT décrites ci-dessus, se manifeste essentiellement sous la forme de programmes opérationnels de coopération technique et vise à aider les gouvernements qui en font la demande à atteindre progressivement ces normes. Plus précisément, les programmes opérationnels n'ont pas seulement pour but d'éliminer les obstacles rencontrés sur le chemin qui mène à l'entière mise en œuvre des droits en question, mais visent également à faire apparaître les conditions nécessaires à l'exercice de ces droits.

197. Conformément à la nature tripartite de l'OIT, la participation d'organes composés d'employeurs et de salariés à l'élaboration de la politique d'assistance et à la détermination des priorités se voit reconnaître une importance particulière par la Conférence générale, qui insiste fréquemment sur cet aspect.

198. Par conséquent, les services consultatifs d'assistance que fournit l'OIT ont en général les objectifs suivants: a) élaboration d'une législation du travail conforme aux normes de l'OIT; b) développement et renforcement de l'administration du travail, particulièrement des services d'inspection du travail, afin d'assurer une application effective de la législation; c) recherche de méthodes adéquates pour la protection des droits de l'individu, y compris le rôle des tribunaux du travail et des institutions judiciaires semblables; d) activités d'information et d'éducation, adaptées aux besoins des organisations de salariés, avec une référence spéciale aux Programmes d'éducation ouvrière; e) séminaires et réunions analogues tendant, comme à l'ONU, à permettre des échanges de vues et de données d'expérience entre les autorités gouvernementales, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés. Depuis 1964, l'OIT a organisé des séminaires régionaux destinés à informer les autorités nationales chargées des obligations et des procédures faisant l'objet de normes internationales du travail.

199. Un grand nombre de ces activités d'assistance sont financées par le PNUD et menées sous ses auspices, ou dépendent d'autres sources extérieures. Les activités qui ne correspondent pas au type d'opérations menées par le PNUD sont financées par le budget ordinaire de l'OIT. En 1971, les dépenses afférentes à ces rubriques se sont élevées à environ à 33,2 millions de dollars au titre du PNUD, 3 millions de dollars au titre d'autres sources extérieures, et 1,7 million de dollars au titre du budget ordinaire.

### Chapitre III

## ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

200. La principale contribution de la FAO à la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels porte sur le droit à une alimentation suffisante. Le rôle de la FAO dans ce domaine ne se traduit pas par la formulation et la promotion de normes nutritionnelles, ce qui relève plutôt de l'OMS, mais par l'adoption de mesures permettant de créer les conditions nécessaires à la pleine jouissance de ce droit, grâce à la production de produits alimentaires et à l'amélioration des possibilités de nutrition.

201. Le Programme alimentaire mondial, créé en commun par la FAO et l'ONU (voir par. 90, al. *d*, ci-dessus), a entrepris une vaste action d'aide au développement par la fourniture de produits alimentaires. Le PAM a aussi pour rôle d'intervenir dans les situations d'urgence pour aider les victimes, mais sa principale fonction est de favoriser le développement en accordant une aide alimentaire qui est assimilée à l'aide d'équipement. Son assistance peut s'appliquer, par exemple, à des projets comportant une utilisation intensive de main-d'œuvre, à l'alimentation scolaire — il s'agit alors d'un investissement dans les ressources humaines futures — ou à la réinstallation sur de nouvelles terres de communautés déplacées ou de communautés nomades. En juillet 1971, le total cumulatif des contributions au Programme en espèces, en nature et en services, s'élevait à 737 millions de dollars. L'objectif annuel est de l'ordre de 100 millions de dollars.

202. De même, grâce à la Campagne mondiale contre la faim, mouvement populaire lancé par la FAO en 1960, des centaines de milliers de tonnes de produits alimentaires

ont été mobilisés pour être distribués aux personnes souffrant de malnutrition dans le monde entier.

203. En outre, le Plan indicatif mondial pour le développement de l'agriculture de la FAO sert actuellement de cadre directeur pour ce qui est de nourrir le monde et de définir les objectifs de l'activité agricole. Ce plan tient compte des résultats de quatre études régionales portant respectivement sur le Proche-Orient, l'Amérique du Sud, la région d'Afrique au sud du Sahara et l'Extrême-Orient, soit en tout 64 pays. Les années prévues pour la réalisation des objectifs proposés sont fixées à 1975 et 1985.

204. Ce plan a déjà aidé la FAO à identifier dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture cinq secteurs sur lesquels devraient plus particulièrement porter les efforts : *a*) extension de la culture des variétés de céréales à fort rendement; *b*) augmentation des efforts en vue de limiter le gaspillage des produits agricoles et les pertes à la production; *c*) expansion des programmes visant à réduire le déficit protéique; *d*) augmentation des efforts en vue d'accroître les recettes et l'épargne en devises étrangères des pays en voie de développement; *e*) expansion des programmes visant à améliorer les conditions d'existence et l'efficacité de la main-d'œuvre rurale.

205. Constamment revu et remis à jour, le Plan s'est maintenant transformé en une étude prospective du développement agricole mondial et c'est dans le cadre général de la stratégie ainsi définie que se situe la contribution de la FAO à la jouissance du droit à une alimentation suffisante.

## Chapitre IV

### ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

206. L'UNESCO a pour rôle d'encourager les progrès en matière d'éducation, de science et de culture, et de favoriser la coopération internationale en aidant les Etats membres et en leur servant de point de rencontre dans ces domaines.

207. En ce qui concerne les droits de l'homme, son action peut être considérée sous l'angle des trois principales fonctions qui lui sont confiées. En matière de science et de culture, l'UNESCO contribue à la création et au développement des conditions nécessaires pour l'exercice effectif du droit de participer à la vie culturelle et de bénéficier du progrès scientifique, comme énoncé à l'article 15 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. En matière d'éducation, sa tâche est plus spécifique dans la mesure où l'obligation, proclamée dans le Pacte, d'assurer un enseignement primaire obligatoire et un enseignement supérieur facilement accessible constitue pour l'individu un droit personnel, de caractère concret, appelant la formulation de règles obligatoires.

208. Dans la pratique de l'UNESCO, les normes de caractère juridique sont énoncées dans des conventions et recommandations. Leur application est assurée par un processus d'envoi de rapports et par des mesures spécifiques prévues dans certaines des conventions.

209. Des activités de promotion sont entreprises avec l'assistance des comités nationaux de l'UNESCO au moyen d'enquêtes, de résolutions, de campagnes, de programmes et d'autres mesures appropriées.

210. Des services consultatifs sont mis à la disposition des gouvernements ou des régions qui en font la demande, sous la forme de séminaires ou de projets d'assistance technique ainsi que d'autres activités réalisées en coopération avec d'autres organismes internationaux, comme le FISE et la BIRD.

#### A. — Organes chargés de formuler les normes pertinentes

211. La Conférence générale est le seul organe qui ait compétence pour adopter des conventions et recommandations officielles. Pour les conventions, une majorité des deux tiers est requise. Le Conseil exécutif prépare le travail de la Conférence générale, examine le programme et le budget de l'UNESCO et les présente à la Conférence, avec ses recommandations. Il est chargé, par l'intermédiaire du Directeur général et du secrétariat, de l'exécution du programme adopté par la Conférence.

#### B. — Instruments généraux et mécanisme d'application

212. L'article premier de la Constitution de l'UNESCO prévoit que :

L'Organisation se propose de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations, afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales... sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion...

213. Dans ce même article, l'UNESCO est chargée d'instituer « la collaboration des nations afin de réaliser graduellement l'idéal d'une chance égale d'éducation pour tous, sans distinction de race, de sexe ni d'aucune condition économique ou sociale ».

214. Le mécanisme d'exécution est étroitement lié aux instruments qui visent à protéger des droits spécifiques. Il en est traité dans chaque cas sous la rubrique sectorielle pertinente. Néanmoins, la Constitution pose, à l'article VIII, une règle générale selon laquelle « chaque Etat membre adresse à l'Organisation un rapport périodique... sur les lois, règlements et statistiques relatifs à ses institutions et à son activité dans l'ordre de l'éducation, de la science et de la culture, ainsi que sur la suite donnée aux recommandations et conventions visées à l'article IV, paragraphe 4 ». Conformément au paragraphe 6 de l'article IV, la Conférence générale reçoit et examine ces rapports. La compétence du Conseil exécutif en la matière est limitée aux pouvoirs qui lui sont spécifiquement délégués par la Conférence. Dans ces limites, les deux organes sont en mesure de contrôler l'application des normes adoptées par l'UNESCO.

#### C. — Droits particuliers

##### 1. LE DROIT À L'ÉDUCATION

215. Le Pacte proclame, à l'article 13, que pour assurer le droit à l'éducation, l'enseignement doit être : accessible gratuitement — au moins aux niveaux primaire et élémentaire ; obligatoire au niveau primaire ; généralisé et rendu accessible à tous aux niveaux technique et professionnel ; et accessible à tous en pleine égalité, en fonction des capacités de chacun, au niveau supérieur.

##### a) Instruments

216. Les instruments conçus par l'UNESCO dans le domaine du droit à l'éducation sont la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement et la Recommandation qui l'accompagne, toutes deux adoptées le 14 décembre 1960. A la fin de 1972, la Convention avait été ratifiée par 59 Etats.

217. De par leur titre, ces instruments semblent viser essentiellement à l'élimination de la discrimination. En fait, ils embrassent également les normes plus générales énoncées à l'article 13 du Pacte.

218. Il est également d'autres instruments qui ont trait au droit à l'éducation : la Recommandation de 1962

concernant l'enseignement technique et professionnel, la Recommandation de 1966 concernant la condition du personnel enseignant et la Recommandation de 1958 concernant la normalisation internationale des statistiques de l'éducation.

219. La Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement interdit toute distinction, exclusion, limitation ou préférence qui, fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou toute autre opinion, l'origine nationale ou sociale, la condition économique ou la naissance, a pour objet d'altérer l'égalité de traitement en matière d'enseignement, pour ce qui est en particulier de l'accès, du niveau, de la qualité et autres facteurs.

220. On ne considère pas comme ayant un caractère discriminatoire l'institution de systèmes distincts pour les élèves des deux sexes (lorsque ces systèmes offrent des conditions équivalentes) ou pour des motifs d'ordre religieux ou linguistique (lorsque l'adhésion reste facultative). En outre, des établissements d'enseignement privé peuvent être créés ou maintenus s'ils ont pour objet non d'assurer l'exclusion d'un groupe quelconque mais d'ajouter aux possibilités d'enseignement.

221. De façon plus générale, les parties à la Convention s'engagent à formuler, développer et appliquer une politique nationale assurant des possibilités égales en matière d'enseignement et, en particulier, à rendre obligatoire et gratuit l'enseignement primaire, à rendre accessible à tous l'enseignement secondaire, et à rendre accessible à tous, en pleine égalité, en fonction des capacités de chacun, l'enseignement supérieur, à assurer des conditions équivalentes en ce qui concerne la qualité de l'enseignement dispensé, à encourager l'éducation permanente et à assurer la préparation à la profession enseignante.

222. La Convention prévoit également que la liberté des parents de choisir pour leurs enfants des établissements autres que ceux des pouvoirs publics doit être pleinement respectée.

223. La Recommandation formulée à la même date contient des dispositions qui sont analogues, mais qui sont présentées comme des principes directeurs destinés aux Etats membres ne voulant pas être liés officiellement par les obligations auxquelles ils s'engageraient en ratifiant la Convention.

#### *b) Mécanisme d'application*

224. Selon l'article 7 de la Convention, les Etats parties doivent présenter des rapports sur les dispositions législatives et réglementaires qu'ils ont adoptées pour l'application de ladite convention. Des rapports périodiques ont déjà été présentés à deux occasions et examinés par le Comité spécial établi par le Conseil exécutif sur invitation de la Conférence générale; le Comité spécial soumet lesdits rapports à la Conférence générale par l'intermédiaire du Conseil exécutif. En outre, la Convention établit, à l'article 8, que tout différend entre les parties touchant l'interprétation ou l'application de la Convention qui n'aura pas été réglé par voie de négociations peut être porté, à la requête des parties au différend, devant la Cour internationale de Justice.

225. Un mécanisme plus spécifique est offert par le Protocole instituant une commission de conciliation et de bons offices chargée de rechercher la solution des

différends qui naîtraient entre Etats parties à la Convention concernant la discrimination dans le domaine de l'enseignement. Le Protocole a été adopté par la Conférence générale le 10 décembre 1962. A la fin de 1972, cet instrument avait été ratifié par 20 Etats. Il était entré en vigueur le 24 octobre 1968.

226. La Commission créée par le Protocole se compose de 11 membres élus pour six ans par la Conférence générale et siégeant à titre individuel.

227. Tout différend entre des parties au Protocole concernant l'application de la Convention peut, s'il n'est pas réglé par voie de négociations bilatérales, être soumis à la Commission par l'une ou l'autre partie; après avoir établi les faits et s'être efforcée d'obtenir une solution amiable, la Commission doit dresser un rapport en indiquant les recommandations qu'elle a faites en vue de la conciliation. Elle peut recommander au Conseil exécutif ou à la Conférence générale de demander à la Cour internationale de Justice de donner un avis consultatif sur toute question juridique se rattachant au différend.

228. A partir du début de la sixième année suivant l'entrée en vigueur du Protocole, la Commission pourra également remplir le même rôle à l'égard des parties à la Convention qui ne sont pas parties au Protocole si lesdites parties sont d'accord pour lui soumettre leur différend.

229. La Recommandation concernant la condition du personnel enseignant offre des principes directeurs détaillés en vue de renforcer la profession d'enseignant, base indispensable à l'exercice du droit à l'éducation. Elle souligne le fait que le progrès de l'enseignement dépend, dans une grande mesure, de l'existence d'un personnel enseignant qualifié, qui devrait être considéré comme assurant un service public et dont le statut devrait être à la mesure des nobles objectifs à atteindre.

230. Dans un domaine plus précis, la Recommandation concernant l'enseignement technique et professionnel, de 1962, incite les gouvernements à arrêter des politiques relatives à tous les genres d'enseignement dispensés dans les établissements scolaires ou autres en vue de préparer les élèves à l'exercice de professions dans les domaines tels que l'industrie, l'agriculture, le commerce et les services connexes. Elle recommande que les plans de développement économique traitent cet enseignement comme partie intégrante du système général d'éducation et elle déclare qu'il convient de porter le contenu culturel de ce genre d'enseignement à un niveau tel que la spécialisation n'empêche pas l'épanouissement d'intérêts plus vastes. Les possibilités offertes aux femmes devraient être les mêmes, tant par l'importance que par leur variété, que celles offertes aux hommes.

## **2. LE DROIT DE PARTICIPER LIBREMENT À LA VIE CULTURELLE ET SCIENTIFIQUE**

231. A cet égard, le Pacte établit une distinction entre d'une part le droit de participer à la vie culturelle et de bénéficier du progrès scientifique et de ses applications et d'autre part le droit de bénéficier de la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique. Ces deux aspects, l'aspect subjectif et l'aspect objectif, couvrent à la fois la vie culturelle et le progrès scientifique. Ils sont étroitement liés. En fait, le premier est fonction du second,

puisque'il ne saurait y avoir de participation à la vie scientifique et culturelle que si des sauvegardes efficaces permettent de créer et d'entretenir un capital culturel et scientifique.

232. Comme il est dit ci-dessus, le rôle de l'UNESCO dans ce domaine consiste à la fois à encourager la protection du patrimoine culturel et scientifique et à veiller à ce que celui-ci soit suffisamment accessible pour permettre l'exercice des droits proclamés par le Pacte. Les normes officielles de l'UNESCO visent essentiellement le premier de ces objectifs, tandis que son action directe, organisatrice et consultative embrasse l'un et l'autre et a pour objet de mettre à la portée de tous les bienfaits de l'art et de la science.

#### *a) Protection et jouissance du capital culturel*

233. Pour généraliser l'utilité des collections conservées dans les musées, la Recommandation concernant les moyens les plus efficaces de rendre les musées accessibles à tous a été adoptée en 1960.

234. La Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, accompagnée du Règlement d'exécution de ladite Convention, et le Protocole sur le même sujet ont été adoptés en 1954. La Convention prévoit la création de centres et de refuges destinés à abriter les biens culturels meubles et immeubles à placer sous protection spéciale, lesquels seront inscrits au Registre international des biens culturels sous protection spéciale que tient l'UNESCO. En outre, elle confie au Directeur général la tâche d'établir une liste internationale composée de personnalités aptes à remplir les fonctions de Commissaire général aux biens culturels. Enfin, pour assurer l'exécution de ses dispositions, la Convention dispose que les Etats parties doivent publier les mesures qu'ils auront prises en application de la Convention et des règlements annexes.

235. La Conférence générale a adopté en 1964 la Recommandation concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'exportation, l'importation et le transfert de propriété illicites de biens culturels, dont le but est d'assurer que les pays ne soient pas privés par des moyens illégaux de leur patrimoine culturel et d'encourager la coopération internationale à cette fin. En 1970, une convention officielle a été adoptée pour donner force obligatoire aux mesures recommandées. Elle est entrée en vigueur le 24 avril 1972, et, à la fin de 1972, cinq Etats l'avaient ratifiée ou y avaient adhéré.

236. En 1968, la Conférence générale a adopté la Recommandation concernant la préservation des biens culturels mis en péril par les travaux publics ou privés. Elle souligne le fait que la civilisation contemporaine et son évolution future reposent entre autres sur les traditions culturelles des peuples et qu'il est indispensable, en conséquence, de préserver les biens culturels et d'harmoniser cette préservation et les transformations que réclame le développement social et économique. La Recommandation définit les biens culturels et définit les grandes lignes des mesures à prendre pour leur préservation ou leur sauvetage.

237. Entre autres recommandations dans ce domaine, on peut citer celle qui définit les principes internationaux à appliquer en matière de fouilles archéologiques, de 1956, et celle qui concerne la sauvegarde de la beauté et du caractère des paysages et des sites, de 1962.

#### *b) Droit à bénéficier du progrès scientifique et de ses applications*

238. Un projet de recommandation concernant la condition du chercheur scientifique est en préparation pour adoption en 1974. A part cela, l'UNESCO favorise le droit de participer au progrès scientifique par une action directe, en jouant un rôle d'animation et de consultation.

#### *c) Protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique*

239. La Convention universelle sur le droit d'auteur — avec la Déclaration annexe relative à l'article XVII et la Résolution concernant l'article XI, ainsi qu'une série de Protocoles annexés —, contenant des dispositions complémentaires à celles de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, de 1886 (voir ci-après par. 291), et à celles des Conventions interaméricaines sur le droit d'auteur, a été adoptée en 1952. Les Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle (devenus l'OMPI) ont participé à la préparation de cette convention. Elle a été révisée en 1971 pour tenir compte des conditions économiques, sociales et culturelles des pays en voie de développement, tout en assurant aux auteurs une certaine mesure de protection. Cette révision a entraîné d'autres modifications de caractère technique. L'article XI de la Convention et la Résolution concernant l'article XI prévoient la création du Comité intergouvernemental sur les droits d'auteur, chargé de revoir périodiquement l'instrument et d'examiner les problèmes connexes. La Convention prévoit en outre que tout différend qui ne peut être réglé par voie de négociations doit être porté devant la Cour internationale de Justice, qui statuera.

240. La Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, établie en coopération avec l'OIT et les Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle, a été adoptée en 1961 par une conférence intergouvernementale réunie par ces trois organisations. Un comité intergouvernemental, assisté par un secrétariat tripartite, assure l'application des dispositions de ladite convention.

#### **D. — Mesures visant à promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels**

241. D'une façon ou d'une autre, les activités de l'UNESCO visent toutes à promouvoir les droits à l'éducation et aux bénéfices du progrès scientifique et de la culture. Plus précisément, l'UNESCO s'occupe, en vertu de résolutions des organes compétents, de faire faire des études et des enquêtes, de faire traduire et publier des ouvrages représentatifs et d'organiser des réunions visant à susciter la réflexion sur des questions telles que les objectifs de l'éducation, la diversité des cultures et l'universalité de la science. L'UNESCO veille aussi à l'application des conventions et recommandations qu'elle a adoptées.

242. Un tableau complet des activités de promotion de l'UNESCO dépasserait donc la portée de la présente étude. Certains exemples, tirés essentiellement des activités récentes, pourront cependant illustrer la manière dont cette organisation procède pour favoriser la mise en œuvre du droit à l'éducation, à la culture et à la science.



## 1. ÉDUCATION

243. L'UNESCO a contribué à l'organisation du Congrès mondial des ministres de l'éducation sur l'élimination de l'analphabétisme, tenu à Téhéran en 1965; ce congrès a été à l'origine d'une campagne, qui, depuis lors, a donné naissance à de nombreux programmes et projets. En acceptant d'assumer la responsabilité principale de la préparation et de l'exécution du programme pour l'Année internationale de l'éducation, déjà mentionné (voir ci-dessus par. 83), l'UNESCO a accompli un nouveau pas important pour la promotion du droit à l'éducation.

244. A ce propos, un rapport établi en 1972 pour l'UNESCO par la Commission internationale sur le développement de l'éducation<sup>7</sup> mérite d'être mentionné. Il présente « une réflexion critique de la part d'hommes de formation et d'origine diverses qui recherchent en toute indépendance et en toute objectivité la voie de solutions d'ensemble aux grandes questions que pose le développement de l'éducation dans un univers en devenir »<sup>8</sup>.

245. Outre ces activités de caractère général, l'UNESCO a porté son attention sur la situation de certaines catégories de personnes dont les besoins en matière d'éducation doivent faire l'objet d'une attention particulière. C'est ainsi qu'elle a cherché à faire plus largement reconnaître le droit des femmes et des jeunes filles à accéder à l'enseignement technique et professionnel, ainsi que leur droit à apprendre à lire et à écrire, associant ainsi le droit à l'éducation à la lutte contre la discrimination.

246. Une autre catégorie d'individus qui ont besoin d'une assistance pour faire valoir leur droit à l'éducation est celle des adultes et des enfants handicapés ou retardés. Une étude portant sur 38 pays a été publiée en 1970, et des études plus spécialisées ont été entreprises sur différents aspects de la réadaptation par l'éducation. Des consultations interinstitutions ont eu lieu à ce propos avec les autres organismes intéressés des Nations Unies.

247. De même, une étude analytique des recherches entreprises à propos des causes et conséquences de l'abandon scolaire prématuré a été faite à l'intention du Bureau international d'éducation (qui fait maintenant partie de l'UNESCO). Cette étude préparée sous les auspices de la Graduate School of Education de l'université Harvard, est centrée sur les problèmes de l'enseignement dans les pays en voie de développement et elle est donc particulièrement pertinente pour ce qui est de l'exercice effectif du droit à l'éducation.

## 2. CULTURE

248. Pour les droits culturels, les activités de promotion de l'UNESCO sont régies par la Déclaration des principes de la coopération culturelle internationale, adoptée en 1966 par la Conférence générale. Cet énoncé de principes, qui a été diffusé très largement, vise à contribuer à l'application des principes pertinents proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans la Déclaration des droits de l'enfant. La Déclaration définit à cette fin des principes de coopération internationale, portant sur tous les aspects de l'activité intellectuelle et créatrice dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture.

<sup>7</sup> UNESCO, *Apprendre à être*, Paris, Fayard, 1972.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. xv.

249. Conformément à cet objectif, des études ont été entreprises et des programmes d'action mis en train pour faciliter l'accès de tous au patrimoine culturel du monde. Parmi ces études et programmes d'action, on peut citer les *Cahiers d'histoire mondiale*, des études sur les cultures africaines, asiatiques, latino-américaines et européennes, et la convocation de la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles en Europe.

250. Etant donné qu'il ne peut y avoir participation à la culture sans la diffusion de la culture, il peut être fait mention ici du programme de l'UNESCO pour promouvoir la libre circulation des informations et des idées, vieux déjà de quelques années. Les mesures suggérées aux gouvernements au titre de ce programme n'ont officiellement aucun caractère réglementaire, mais il ne fait aucun doute qu'elles favorisent la réalisation du droit à la culture.

251. En outre, l'UNESCO finance un certain nombre d'instituts dont les activités sont liées au théâtre, à la musique, à l'art, à la littérature, à l'architecture et à la culture africaine. Elle continue à publier l'*Index Translationum* et une série de publications en faveur de la dissémination mondiale des connaissances concernant l'art sous tous ses aspects.

252. Un élément important de l'exercice des droits culturels est l'accès général aux musées. Dans ce domaine aussi, l'UNESCO favorise activement la coopération internationale, au moyen notamment de la formation de spécialistes et de l'échange, sur une base régulière, d'informations et d'expériences.

## 3. SCIENCE

253. L'UNESCO encourage le droit de participer aux progrès de la science et de la technique au moyen de son programme général de coopération scientifique internationale et, plus spécifiquement, en contribuant pour sa part à l'application de la science et de la technique au développement, en commun avec tous les autres organismes des Nations Unies, sous la direction générale du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement (voir par. 23 ci-dessus).

### E. — Services consultatifs et d'assistance

#### 1. ÉDUCATION

254. Généralement, les services consultatifs et d'assistance au développement de l'UNESCO sont financés par le budget ordinaire de l'UNESCO, par des fonds d'affectation spéciale versés par certains gouvernements à des fins déterminées ou par le PNUD. En 1971, les fonds alloués par le PNUD s'élevaient à environ 37 millions de dollars. En outre, l'UNESCO coopère aux projets de la BIRD comportant un élément éducation.

255. Le Programme de participation de l'UNESCO permet à un certain nombre de pays en voie de développement d'obtenir des services d'experts pour des problèmes tels que l'application de méthodes de recherche aux formes spéciales d'enseignement, la formation de professeurs pour les enfants handicapés et autres besoins analogues. Une assistance technique est également fournie par le PNUD à ces mêmes fins.

256. L'UNESCO coopère avec l'UNRWA à assurer l'enseignement des réfugiés, en fournissant des manuels scolaires et en aidant à organiser des examens de fin de scolarité. De même, l'UNESCO participe aux travaux



d'assistance du Bureau du HCR et de l'OUA pour ce qui est de l'éducation des réfugiés africains et autres groupes qui luttent pour se libérer de la domination coloniale et de toute forme d'*apartheid*.

257. Pour renforcer le système d'enseignement, qui est une base nécessaire à la mise en œuvre du droit à l'éducation, l'UNESCO organise des séminaires, des réunions d'experts et des conférences spéciales en vue de faciliter les échanges d'informations et d'expériences. Elle appuie également des organes permanents tels que l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation, à Hambourg, et la Commission internationale sur le développement de l'éducation.

258. L'UNESCO participe, en coopération avec la BIRD et l'IDA, à un programme dans le cadre duquel elle est chargée a) de formuler des normes de base applicables aux systèmes d'enseignement nationaux et à leur développement, b) de préparer des « monographies par pays » des systèmes d'enseignement nationaux, c) de programmer des projets précis à financer par la BIRD, d) de mettre au point des documents techniques portant sur tel ou tel aspect du développement de l'éducation, et e) de fournir une assistance technique pour l'exécution de projets financés par la BIRD et l'IDA.

## 2. CULTURE

259. Outre ses activités de promotion, l'UNESCO exerce dans le domaine culturel une activité importante sous forme de conseils et d'assistance grâce à son centre de documentation, d'information et de recherche pour le développement culturel.

260. Dans le cadre du Programme de participation, l'UNESCO offre également une assistance aux Etats membres pour la conservation de leur patrimoine culturel, grâce à l'organisation de réunions d'experts, à la publication de documents, à la fourniture de matériel et de moyens de recherche pour l'organisation d'expositions et la présentation de collections de musée.

261. Une assistance est également offerte pour la préservation et la mise en valeur de sites, monuments et œuvres d'art. Entre autres bénéficiaires récents d'activités de ce genre ont peut mentionner l'Indonésie, le Pakistan, l'Egypte, l'Afghanistan et l'Italie.

## 3. DROIT D'AUTEUR

262. Une réunion d'étude sur le droit d'auteur en Afrique (Brazzaville, 1963), a été organisée en commun par l'UNESCO et l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (voir par. 285 ci-après) pour aider les Etats africains à définir les principes généraux applicables à leurs territoires respectifs pour la protection des auteurs. Par la suite, une réunion d'experts africains (Genève, 1964) a été organisée par l'UNESCO et les Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle pour étudier un projet de loi type sur les droits d'auteur pour les pays africains. Il a été reconnu que l'existence dans un pays d'une législation nationale sur le droit d'auteur et l'adhésion de ce pays à une convention multilatérale sur le droit d'auteur ne suffisaient pas pour assurer la sauvegarde des intérêts moraux et économiques des auteurs d'œuvres intellectuelles desdits pays et qu'il fallait apparemment aussi qu'y existe une société ou une association nationale d'auteurs; aussi, un comité d'experts africains (Abidjan, 1969) a-t-il été réuni par l'UNESCO et les Bureaux

internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle pour élaborer un texte type pour les sociétés d'auteurs, à l'intention des Etats africains.

263. De même, l'UNESCO a organisé en 1966, en coopération avec la Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs, une conférence interaméricaine d'experts chargée d'étudier les législations nationales et de formuler des recommandations propres à les améliorer.

264. L'UNESCO a également continué de participer, sur la demande des Etats intéressés, aux activités des Etats membres en leur apportant une assistance pour des questions relatives à la réglementation nationale et internationale du droit d'auteur, en particulier en accordant des bourses pour la formation de spécialistes des droits d'auteur, en envoyant des experts pour aider les Etats intéressés à élaborer leur législation nationale ou à adapter les lois existantes aux normes internationales, à créer des sociétés locales d'auteurs et à améliorer les méthodes de perception et de répartition des redevances.

265. Enfin, des études ont été entreprises en vue d'améliorer le statut des traducteurs en vue de déterminer l'opportunité d'adopter un instrument de réglementation internationale pour la protection de cette catégorie de travailleurs intellectuels. Les aspects techniques et juridiques de la reproduction photographique d'œuvres protégées par le droit d'auteur ont fait l'objet d'un examen analogue, en ce qui concerne en particulier l'opportunité d'adopter une réglementation internationale concernant cette reproduction, l'envergure éventuelle de cette réglementation et la méthode qu'il conviendrait d'adopter à cette fin. L'UNESCO, en coopération avec d'autres organisations intergouvernementales intéressées, a également poursuivi ses études sur les problèmes qui se posent, dans le domaine du droit d'auteur et de la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, du fait des transmissions par satellites de communication. Deux comités d'experts gouvernementaux se sont réunis, à Lausanne en 1971 et à Paris en 1972, sous les auspices communs de l'UNESCO et de l'OMPI pour entreprendre une étude approfondie de ces problèmes et formuler des recommandations en vue de les résoudre. Un troisième comité d'experts chargé d'examiner de façon plus approfondie les problèmes qui se posent dans ce domaine devait se réunir en 1973. L'UNESCO a également entrepris, en commun avec l'OMPI une étude sur les problèmes que pose l'utilisation d'ordinateurs et d'autres catégories de matériel technique en matière de droits d'auteur.

266. Conformément à la recommandation du Groupe d'étude international commun sur le droit d'auteur (Washington, D. C., 1969), le Centre d'information sur le droit d'auteur international a été créé à l'UNESCO en vue de permettre aux pays en voie de développement d'avoir plus facilement accès aux œuvres protégées par un droit d'auteur. Le Centre a notamment pour fonctions de rassembler des renseignements relatifs aux droits d'auteur sur certains livres qu'on cherche à mettre à la disposition des pays en voie de développement dans des conditions aussi favorables que possible, de s'occuper du transfert aux pays en voie de développement de droits cédés par les propriétaires de droits d'auteur et d'étudier les moyens de s'assurer un droit d'auteur et d'autres droits, même sans devises étrangères.

#### 4. SCIENCE

267. Les Etats membres peuvent bénéficier de services consultatifs pour la planification de leur politique scientifique et l'organisation de la recherche, et notamment faire évaluer, à titre expérimental, leurs unités de recherche, se faire envoyer des missions et obtenir des conseils sur la planification de centres nationaux pour la recherche scientifique et technique.

268. Une assistance est également offerte aux gouverne-

ments qui en font la demande pour le développement de l'enseignement des sciences. Dans le cadre du Programme de participation de l'UNESCO, des missions d'aide dans ce domaine ont été envoyées dans un certain nombre de pays en voie de développement.

269. Pour la formation de techniciens, une assistance est offerte à de nombreux pays sous la forme de missions d'experts, de bourses et de subventions d'études. Des mesures du même genre sont prises pour la formation théorique et pratique des ingénieurs.

## Chapitre V

### ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

270. Lorsqu'en 1946 la Constitution de l'OMS a été rédigée, elle devançait la formulation du droit proclamé à l'article 12 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, car elle énonçait le principe selon lequel la santé « constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain, quelles que soient sa race, sa religion, ses opinions politiques, sa condition économique ou sociale ». L'objectif que vise l'OMS, c'est que tous les peuples jouissent du plus haut niveau de santé.

271. La contribution de l'OMS à la mise en œuvre des droits de l'homme ne prend cependant pas la forme d'instruments juridiques internationaux instituant des obligations qui lient les Etats. Cette institution est censée agir plutôt comme un organisme assurant l'orientation et la coordination en matière de santé internationale; elle favorise et encourage les programmes entrepris pour l'éradication des endémies, épidémies et autres maladies endémiques, ainsi que les programmes de formation professionnelle et d'enseignement dans les domaines de la santé, de la médecine et dans les professions connexes. Elle établit des normes internationales pour tous les produits concernant la santé et encourage leur adoption et stimule les activités relevant du domaine de l'hygiène mentale.

272. Les normes créant des droits subjectifs restent de la compétence de la législation nationale. Au plan international, des normes officielles, qui ont déjà fait l'objet d'un examen au chapitre II ci-dessus, consacré à l'OIT,

sont énoncées dans les conventions et recommandations sur la sécurité sociale.

273. L'OMS coopère étroitement avec les autres organismes des Nations Unies. Evidemment, la principale responsabilité qui lui incombe a trait à tous les problèmes de santé qui se posent à ce niveau. Elle participe à des séminaires sur les droits de l'homme ainsi qu'à d'autres activités similaires. Elle se préoccupe des effets que les progrès enregistrés par la science et la technique, notamment la biologie, la médecine et la biochimie ont sur les droits de l'homme, ainsi que de la hausse continue du coût des soins médicaux.

274. Les activités de l'OMS comprennent la lutte contre les maladies transmissibles, l'amélioration des conditions sanitaires, la recherche, la formation professionnelle et l'enseignement. Des conseillers assistent les gouvernements qui en font la demande lors de la planification de leurs services de santé publique, que ce soit dans le domaine limité de la santé ou bien dans le cadre de projets beaucoup plus vastes de développement économique et social. A cet égard, l'OMS joue un rôle primordial dans la mise en œuvre des conventions et des recommandations relatives à la sécurité sociale. En outre, elle comporte un certain nombre de services ayant des ramifications mondiales, tels le service responsable des communications sur les maladies transmissibles et celui chargé de l'élaboration d'une pharmacopée internationale.

275. C'est ainsi qu'il incombe surtout à l'OMS, au niveau international, de créer les conditions nécessaires à la jouissance du droit au plus haut degré de santé.

## Chapitre VI

### BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

276. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement ainsi que l'Association internationale de développement et la Société financière internationale, qui lui sont affiliées, jouent un rôle important dans le cadre du système des Nations Unies, en favorisant la création des conditions économiques requises pour la jouissance des droits reconnus par le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels.

277. L'un des buts du Groupe de la Banque mondiale est d'encourager les investissements internationaux consacrés au développement des moyens de production, aidant ainsi à l'accroissement de la productivité, à l'élévation du niveau de vie et à l'amélioration des conditions de travail.

278. L'examen récent des activités du Groupe montre que ses préoccupations en sont venues au fil des ans à englober des domaines intéressant directement l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels, tels que le développement urbain et rural, la nutrition, l'enseignement et la démographie, facteurs qui concernent tous la mise en œuvre des droits reconnus dans le Pacte.

279. Par exemple, les problèmes de la croissance urbaine dans les pays en voie de développement ont amené la BIRD à trouver des formes d'aide plus efficaces visant à accroître le nombre des terrains à bâtir et celui des services publics destinés aux familles dont le revenu est faible. Dans le domaine de la nutrition, le Groupe se

préoccupe actuellement de la lutte menée contre la carence en protéines et finance en partie le Groupe consultatif sur les protéines. Dans le domaine de la formation, il dispense son aide au développement de l'enseignement primaire, secondaire et technique. Au cours de l'exercice financier clos à la date du 30 juin 1972, l'ensemble des débours (prêts et crédits) du Groupe de la Banque mondiale s'élevait à 3,1 milliards de dollars contre 2,6 milliards l'exercice précédent.

280. Ces exemples parmi d'autres montrent que des problèmes comme la répartition des revenus et certains facteurs influant sur la qualité de la vie retiennent de plus en plus l'attention du Groupe de la Banque mondiale, dans ses activités de planification, de mise en œuvre et d'évaluation. D'ailleurs, comme l'a déclaré le Président devant le Conseil des gouverneurs au mois de septembre 1972, le Groupe est décidé à porter ses efforts sur des secteurs et des régions géographiques variés. Pour les pays en voie de développement où sévit une faim chronique, où existe un analphabétisme fonctionnel et sur lesquels plane la menace de pressions démographiques irrépressibles, cela signifie que le Groupe intensifie ses activités dans le domaine de l'agriculture, accroît ses efforts dans celui de l'enseignement et affronte les tensions complexes et contradictoires que peut créer l'accroissement anarchique de la population, à la fois aux niveaux familial et national, dans tout pays ayant entrepris de lutter pour améliorer le sort de sa population.

## Chapitre VII

### AUTRES ORGANISMES DES NATIONS UNIES

281. Les autres organismes du système des Nations Unies participent moins directement à la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels, bien que chacun, dans le domaine relevant de sa compétence, y participe.

282. L'Union postale universelle et l'Union internationale des télécommunications par exemple, en facilitant les communications internationales, favorisent la libre circulation des informations et des idées, qui est essentielle à la pleine jouissance des droits culturels; l'Organisation de l'aviation civile internationale et l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime s'occupent des questions relatives aux transports de biens et de personnes, dont le bon fonctionnement est une condition préalable à l'exercice de nombreux droits de l'homme; en outre, l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime participe à l'élaboration de règlements dans le domaine de la sécurité du travail pour les marins du commerce et les marins pêcheurs, contribuant ainsi à l'amélioration de leurs conditions de travail; l'organisation créée en vertu de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce travaille au développement du commerce en vue d'élever le niveau de vie et de favoriser le plein emploi.

283. Ainsi, les activités des différents éléments du système visent à l'amélioration des conditions économiques, sociales et culturelles dans le monde entier, et plus particulièrement dans les pays en voie de développement. On se contentera de remarquer ici qu'elles favorisent au niveau international la constitution d'un cadre concret où sont déployés les efforts des Nations Unies visant à l'application effective des droits énoncés dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

## Chapitre VIII

### ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

284. En 1972, l'OMPI était la seule organisation intergouvernementale mondiale, hors du système des Nations Unies, contribuant dans une large mesure à l'élaboration et à l'application des droits économiques, sociaux et culturels. Dans ce domaine parmi d'autres, elle collaborait étroitement avec les organismes des Nations Unies, et plus particulièrement avec l'UNESCO.

285. L'OMPI est née en 1970, succédant aux Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle qui ont existé pendant 80 ans. Cette organisation est responsable de l'administration de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle et de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, toutes deux créées par des traités multilatéraux. Son domaine d'activité, la propriété intellectuelle, comprend la propriété industrielle, principalement sous la forme d'inventions, de marques de fabrique, de dessins industriels, et les droits d'auteur, portant sur des œuvres littéraires, musicales, artistiques, photographiques et cinématographiques.

286. L'OMPI joue donc un rôle important en assurant à chacun le droit, formulé à l'article 15 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, « de bénéficier de la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur ». En créant les conditions requises pour la création scientifique, technologique et culturelle, elle présente des analogies avec l'OIT et l'UNESCO, mais avec une spécificité plus grande en ce qui concerne certains aspects des activités relatives à la protection des auteurs et des interprètes. Dans l'ensemble, en instituant des normes juridiques internationalement reconnues, l'OMPI permet de bénéficier des résultats des travaux scientifiques et de la production littéraire dans des conditions satisfaisantes.

#### A. — Instruments internationaux et mécanisme d'application

287. La fonction de l'OMPI consiste en grande partie en l'élaboration et l'application de traités et d'accords internationaux. Dix de ces instruments étaient en vigueur en 1972, et d'autres devaient faire l'objet d'un certain nombre de ratifications avant leur application. En y adhérant, les parties contractantes acceptent des obligations qui les lient. Plus que toute autre organisation internationale examinée, l'OMPI use du droit positif international.

##### 1. PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

288. Le principal instrument dans ce domaine est la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, de 1883. Révisée en 1900, 1911, 1925, 1934, 1958 et 1967, elle s'applique à la propriété industrielle dans

l'acception la plus large; elle assure la même protection aux étrangers qu'aux ressortissants; elle étend à toutes les parties contractantes, pour une période déterminée, le droit de priorité de protection accordé dans l'une d'entre elles; enfin elle établit une réglementation commune pour l'octroi des brevets, des marques de fabrique ou de commerce et autres mesures de protection similaires.

289. Parmi les accords qui complètent les dispositions de la Convention de Paris sur des points plus précis, on citera l'Arrangement de Madrid concernant la répression des indications de provenance fausses ou fallacieuses, de 1891, l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques, de 1891, l'Arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins et modèles industriels, de 1925, l'Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques, de 1957, l'Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international, de 1958, et l'Accord de Locarno instituant une classification internationale pour les dessins et modèles industriels, de 1968.

290. Dans le même domaine, 35 Etats ont signé en 1970 le Traité de coopération en matière de brevets qui n'était pas encore entré en vigueur en 1972; il assurera la centralisation de l'enregistrement des inventions lorsqu'une protection est recherchée dans plusieurs pays. L'Accord de Strasbourg concernant la classification internationale des brevets, de 1971, non encore ratifié, à la même date, par le nombre requis de pays, soumet à l'administration de l'OMPI la classification internationale des brevets.

##### 2. PROPRIÉTÉ CULTURELLE

291. La Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, de 1886, énonce trois principes fondamentaux : a) la protection dont jouissent les œuvres dans un pays partie à la Convention s'étend à toutes les parties contractantes; b) cette protection est automatique et ne fait l'objet d'aucune formalité; c) cette protection est indépendante de l'existence de la protection dans le pays d'origine de l'œuvre.

292. La Convention mentionne « toutes les productions du domaine littéraire, scientifique et artistique, quels qu'en soient le mode ou la forme d'expression ». Les pays en voie de développement peuvent, dans certaines conditions, ne pas respecter les normes minimales prescrites en matière de protection des droits de traduction et de reproduction.

293. La Convention universelle sur le droit d'auteur, de 1971, a déjà été citée ci-dessus, au paragraphe 239. Elle a été élaborée en collaboration avec l'OMPI et dispose que le Directeur général de l'OMPI, le Directeur général de l'UNESCO et le Secrétaire général de l'OEA

peuvent assister avec voix consultative aux réunions du Comité intergouvernemental sur les droits d'auteur institué par cet instrument.

294. Dans un domaine connexe, celui de la protection des artistes interprètes ou exécutants, la Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, de 1961, a déjà été mentionnée ci-dessus dans les chapitres relatifs à l'OIT et à l'UNESCO. Aux termes de la Convention, la responsabilité pour l'administration de cet instrument incombe conjointement à l'OMPI et à ces deux institutions. La Convention de Genève pour la protection des producteurs de phonogrammes contre la reproduction non autorisée de leurs phonogrammes, de 1971, signée par 31 Etats mais non encore en vigueur en 1972, charge l'OMPI d'assurer le secrétariat.

295. La mise en œuvre des normes énoncées dans ces divers instruments consiste notamment à donner aux gouvernements des conseils sur la compatibilité de leur législation avec les dispositions des conventions qu'ils ont ratifiées. L'OMPI aide également à prendre les mesures nécessaires pour assurer leur application. Elle a organisé à cet effet trois services d'enregistrement internationaux : celui des marques de fabrique ou de commerce, qui publie un bulletin mensuel intitulé *Les marques internationales*; celui du dépôt des dessins industriels, qui publie également un bulletin mensuel, *Les dessins et modèles internationaux*; et celui des appellations d'origine, qui fait paraître irrégulièrement un bulletin *Les appellations d'origine*.

## **B. — Mesures visant à promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels**

296. L'OMPI lance de nouveaux projets et en exécute d'autres visant à promouvoir la coopération internationale dans le domaine de la propriété intellectuelle. Ainsi, elle prépare actuellement la phase de mise en œuvre du Traité de coopération en matière de brevets, révisé l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et élabore des mesures applicables en ce qui concerne la protection des signaux transmis par satellites de télécommunications et les programmes d'ordinateurs.

## **C. — Services consultatifs et d'assistance**

297. L'OMPI prête son concours aux pays en voie de développement afin de favoriser leur industrialisation grâce à la mise à jour de leur législation sur la propriété industrielle. Elle élabore des lois types à leur usage éventuel, assure la formation de leurs ressortissants, organise pour eux des séminaires, leur assure le concours d'experts qu'elle finance et, en vertu notamment du Traité de coopération en matière de brevets, elle s'efforcera de résoudre certains de leurs problèmes relatifs à la documentation scientifique et au transfert des techniques et des connaissances. En outre, avec l'OIT et l'UNESCO, elle a entrepris l'élaboration d'une loi type concernant les droits connexes de la protection des artistes interprètes ou exécutants, producteurs de phonogrammes et organisations de radiodiffusion.

## Chapitre IX

### ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS

298. Première organisation régionale créée à l'échelon intergouvernemental, l'Organisation des États américains est également la première organisation régionale qui se soit préoccupée des droits de l'homme. Au cours des premières décennies de son existence, l'OEA s'est occupée surtout des droits civils et politiques. Dès la fin de la seconde guerre mondiale, elle a fait porter son attention sur le domaine nouveau des droits économiques, sociaux et culturels. A cet effet, elle a élaboré les instruments normatifs suivants : la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme, la Charte interaméricaine des garanties sociales et le projet de Convention américaine relative aux droits de l'homme, et elle a mis en place les mécanismes institutionnels ci-après : la Commission interaméricaine des droits de l'homme et la Commission interaméricaine des femmes.

#### A. — Action normative

##### 1. DÉCLARATION AMÉRICAINE DES DROITS ET DEVOIRS DE L'HOMME

299. Cette déclaration, approuvée par la neuvième Conférence internationale des États américains qui s'est tenue à Bogota en 1948, définit un ensemble de principes destinés à déterminer la position et les politiques des membres de l'OEA. Examinée du point de vue des droits économiques, sociaux et culturels, la Déclaration proclame le droit d'égalité devant la loi, sans distinction fondée sur la race, le sexe, la langue, la croyance ou tout autre facteur; le droit à la protection de la famille; le droit à la protection de la santé et au bien-être; le droit à l'égalité des chances en matière d'éducation, avec l'assurance de l'enseignement primaire gratuit; le droit aux bienfaits de la culture et de la science, y compris à la protection des intérêts moraux et matériels des écrivains et des inventeurs; le droit à un travail librement choisi et à une rémunération équitable; le droit au repos et aux loisirs; le droit à la sécurité sociale, y compris aux prestations de vieillesse, de chômage et d'invalidité.

##### 2. CHARTE INTERAMÉRICAINE DES GARANTIES SOCIALES

300. Cet instrument, adopté également à la Conférence de 1948, répond dans ses principes aux exigences du développement social et économique. Mais il donne également un contenu plus concret aux objectifs énoncés dans la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme, qui n'ont pas un caractère obligatoire. Les dispositions de la Charte concernant les droits proclamés dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels peuvent être résumées comme ci-après.

###### a) Droit au travail

301. Le travail est une fonction et un devoir social qui doit jouir d'une protection spéciale. Les droits des

travailleurs, qui sont irrévocables, doivent inclure le droit à un travail librement choisi, à des conditions de travail équitables, et à la formation technique et professionnelle. L'emploi doit fournir des garanties de stabilité, compte dûment tenu de la nature du travail, et les licenciements arbitraires doivent donner droit à indemnité.

302. Il est prévu que les travailleurs ont droit à une rémunération leur procurant une existence digne; à un salaire égal pour un travail égal, à un salaire minimal, fixé après consultation entre les organisations d'employeurs et de salariés intéressées; à une prime annuelle proportionnelle au nombre de journées de travail, et à une participation équitable aux bénéfices de l'entreprise. Les salaires et prestations sociales sont insaisissables, sans préjudice des pensions alimentaires dont le versement a été ordonné par les tribunaux.

303. La journée ordinaire de travail effectif ne doit pas dépasser 8 heures par jour et 48 heures par semaine et elle n'excédera par 9 heures par jour ou 54 heures par semaine pour les travaux agricoles. La durée du travail nocturne doit être inférieure à celle du travail diurne. Des périodes de repos hebdomadaires doivent être prévues par la loi, et les travailleurs ont droit à une rémunération pendant les jours fériés civils et religieux ainsi qu'aux congés payés.

304. Le droit de fonder un syndicat et de s'affilier à un syndicat doit être reconnu sans être assorti de formalités à caractère restrictif. Le droit de grève doit être garanti, sous réserve de conditions spécifiées par la loi.

305. Chaque État doit établir une juridiction spéciale du travail et promouvoir des procédures de conciliation et d'arbitrage pour la solution des conflits du travail.

###### b) Sécurité sociale

306. Les travailleurs ont droit à un système d'assurance sociale obligatoire, ayant pour but la réalisation des objectifs suivants : organiser la prévention des accidents qui privent le travailleur de sa capacité d'assurer ses moyens de subsistance et ceux de sa famille; rétablir le plus rapidement et le plus complètement possible la capacité perdue par suite de maladie ou d'accident; et procurer les moyens d'existence, en cas de cessation ou d'interruption de l'activité professionnelle consécutive à une maternité, à la vieillesse, au chômage ou au décès du chef de famille.

307. Dans les pays où il n'existe pas de système de sécurité sociale, il appartiendra aux employeurs de verser à leurs employés les prestations auxquelles l'existence d'un tel système leur donnerait droit.

###### c) Niveau de vie

308. Les travailleurs ont le droit de participer à une distribution équitable du bien-être national en obtenant à des prix raisonnables les produits alimentaires, l'habillement et le logement.



#### d) Protection de la famille

309. Les enfants mineurs de moins de 14 ans et ceux qui, ayant atteint cet âge, sont soumis à l'instruction obligatoire, ne pourront être employés à un travail. Les travaux dangereux ou insalubres sont absolument interdits aux enfants.

310. De même, le travail dangereux ou insalubre doit être interdit en ce qui concerne les femmes. Elles doivent avoir droit à un congé de maternité payé de six semaines avant et six semaines après l'accouchement.

311. Comme il a déjà été indiqué, la Charte n'est pas un instrument ayant un caractère obligatoire. En fait, elle n'est rien d'autre qu'une déclaration d'intention et la formulation de normes communes quant aux objectifs à réaliser.

### 3. CONVENTION AMÉRICAINE RELATIVE AUX DROITS DE L'HOMME

312. Outre qu'elle a adopté la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme, la Conférence de Bogota de 1948 a décidé de confier à un groupe de juristes l'élaboration d'un projet de convention interaméricaine sur les droits de l'homme, qui transformerait les principes proclamés dans la Déclaration en une obligation légale liant les Etats. A la suite de ces travaux, la cinquième Réunion de consultation des ministres des relations extérieures a approuvé en 1959 un projet final de convention. Ce projet, dont l'examen a été différé à plusieurs reprises, a été étudié en 1965 par la Conférence spécialisée interaméricaine relative aux droits de l'homme, laquelle a décidé de le soumettre aux gouvernements pour observations et suggestions. La Convention a été finalement signée à San José (Costa Rica), le 22 novembre 1969.

#### B. — Mise en place d'un mécanisme institutionnel

##### 1. COMMISSION INTERAMÉRICAINE DES DROITS DE L'HOMME

313. En 1959, la cinquième Réunion de consultation des ministres des relations extérieures a décidé de créer la Commission interaméricaine des droits de l'homme. Aux termes de son statut, adopté en 1960, la Commission est une entité autonome, elle comprend sept membres élus pour quatre ans à titre personnel. Ses fonctions sont de stimuler la prise de conscience des peuples d'Amérique, de formuler des recommandations, de rassembler des renseignements, de rédiger des études et de servir d'organe consultatif à l'OEA pour les questions relatives aux droits de l'homme tels qu'ils ont été définis dans la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme.

314. En outre, la Commission a qualité pour examiner les communications et connaître des plaintes qui lui sont adressées, demander aux gouvernements de lui fournir les renseignements pertinents et recommander les mesures destinées à assurer le respect effectif des droits de l'homme.

315. Les activités de la Commission peuvent être regroupées *grosso modo* en trois catégories : examen continu de l'application des droits de l'homme dans les pays américains; examen des communications et des plaintes; et élaboration d'études et de rapports.

316. La deuxième catégorie d'activités mérite de faire l'objet d'une attention particulière, car elle met en œuvre un processus particulier d'application des principes. Si,

après avoir examiné la plainte et l'avoir jugée recevable, la Commission conclut à une violation des droits de l'homme, elle peut formuler les recommandations appropriées au gouvernement intéressé. Si ce dernier ne prend aucune mesure pour s'y conformer, la Commission peut faire rapport à la Conférence interaméricaine ou à la Réunion de consultation des ministres des relations extérieures. Si aucun de ces organes ne s'y oppose, la Commission peut publier son rapport et ses recommandations.

317. On se trouve donc en présence, ici comme dans d'autres cas, d'un processus d'examen par un organe indépendant, suivi d'un examen à l'échelon politique, avec la possibilité de rendre l'affaire publique à titre de sanction ultime.

### 2. COMMISSION INTERAMÉRICAINE DES FEMMES

318. Dans le domaine des droits fondamentaux de la personne humaine, l'OEA, tout comme les organismes des Nations Unies, accorde une place particulière aux droits de la femme. La Commission interaméricaine des femmes a été créée en 1954 pour s'occuper de tous les problèmes socio-économiques concernant ces dernières. Elle comprend un représentant de chaque Etat membre.

319. Dans le domaine des droits de l'homme, les attributions de la Commission sont notamment : de promouvoir les droits civils, politiques, économiques et sociaux de la femme; de faire rapport au Conseil de l'OEA sur ses activités; et de faire rapport aux conférences interaméricaines sur les droits civils, politiques, économiques et sociaux et les problèmes que soulève leur application.

#### C. — Activités de promotion et services consultatifs

320. Conformément aux normes approuvées par la Commission interaméricaine sur les droits de l'homme, le programme de bourses Romulo-Gallegos offre une assistance technique aux gouvernements qui en font la demande en octroyant des bourses de perfectionnement à des experts et à des fonctionnaires s'occupant de questions relatives à l'exercice des droits de la femme. Les candidats sont proposés par leur gouvernement et choisis par le Sous-Comité permanent de la Commission.

321. En novembre 1972, un séminaire sur la liberté syndicale s'est tenu au Venezuela pour permettre à des spécialistes du droit du travail ou du droit public ou à des fonctionnaires qui, de par leurs fonctions, sont appelés à s'occuper de questions liées aux activités des syndicats à un échelon élevé d'échanger des renseignements et de faire part de leurs expériences respectives.

322. Dans le domaine des droits de la femme, la Commission interaméricaine des femmes a organisé ou prévu en 1971 les séminaires suivants relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels :

Sixième cours du programme interaméricain relatif à la formation de dirigeantes [Caracas (Venezuela), mai-juin 1971];

Deuxième séminaire sur la participation des femmes rurales au développement communautaire [Asunción (Paraguay), juin 1971].

323. Les activités de l'Institut interaméricain de l'enfance témoignent de la préoccupation constante de ce dernier d'assurer les droits de l'enfant. Cet institut a

convoqué le quatorzième Congrès panaméricain de l'enfance, qui s'est tenu à Port-au-Prince en juin 1972 pour s'occuper de la protection mondiale des enfants et des adolescents placés dans des situations anormales. L'Institut a également organisé un certain nombre d'activités; on trouvera ci-après la liste de celles qui ont trait aux droits économiques, sociaux et culturels.

Cours interaméricain portant sur l'enseignement destiné aux enfants ayant de la difficulté à étudier (en coopération avec le FISE) [Buenos Aires (Argentine), avril 1971];

Troisième Séminaire régional interaméricain sur les loisirs des enfants, des adolescents et des jeunes gens [Managua (Nicaragua), mai 1971];

Séminaire sur la nutrition de l'enfant et de la famille [Oruro (Bolivie), juin 1971];

Cours sur l'organisation de services sanitaires et sociaux pour les jeunes enfants [Buenos Aires (Argentine), octobre-novembre 1971];

Participation d'une équipe d'experts au dixième Congrès de pédiatrie des pays d'Amérique centrale [Tegucigalpa (Honduras), novembre-décembre 1971].

## Chapitre X

### CONSEIL DE L'EUROPE

#### A. — Instruments régionaux et mécanisme d'application

324. Au niveau régional européen, l'organisation qui s'occupe de la protection des droits de l'homme est le Conseil de l'Europe, qui comprend 17 Etats membres. Son statut, adopté le 5 mai 1949, dispose à l'article 3 que tout membre du Conseil doit reconnaître le principe de la prééminence du droit et le principe en vertu duquel toute personne placée sous sa juridiction doit jouir des droits de l'homme et des libertés fondamentales et participer sincèrement et effectivement à la réalisation des objectifs du Conseil.

325. Sous les auspices du Conseil, la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales [Convention européenne des droits de l'homme] a été signée en 1950. A la fin de 1972, 15 Etats avaient ratifié la Convention<sup>9</sup>. Bien qu'elle énonce essentiellement des droits civils et politiques, la Convention couvre également quelques droits économiques, sociaux et culturels, elle interdit notamment, dans son article 4.2, le travail forcé, et, dans son article 14, la discrimination pour quelque raison que ce soit; elle affirme le droit de toute personne à la liberté d'association « y compris le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts ».

326. En outre, un protocole de 1952 dispose que « nul ne peut se voir refuser le droit à l'instruction » et que le droit des parents d'assurer à leurs enfants un enseignement conforme à leurs convictions religieuses et philosophiques doit être respecté.

327. Les dispositions d'application des droits civils et politiques méritent d'être examinées. Elles sont contenues dans la Convention elle-même et dans les Protocoles y relatifs et constituent le processus le plus élaboré de tout système intergouvernemental. Aux termes de l'article 19 de la Convention, elles établissent deux organes permanents, la Commission européenne des droits de l'homme et la Cour européenne des droits de l'homme.

328. La Commission européenne des droits de l'homme se compose d'un nombre de personnes indépendantes égal à celui des parties contractantes, élues par le Comité des ministres sur une liste de noms dressée par le Bureau de l'Assemblée consultative, sur la proposition des groupes nationaux de représentants. La Commission peut connaître de toute plainte des parties contractantes et de requêtes provenant d'une personne physique, d'une organisation non gouvernementale ou d'un groupe de particuliers, à condition que le gouvernement mis en

cause ait reconnu la compétence de la Commission. A la fin de 1971, 11 Etats avaient reconnu sa compétence<sup>10</sup>.

329. La Commission établit les faits de la cause et s'efforce de régler l'affaire à l'amiable. Si la tentative de conciliation échoue, la Commission rédige un rapport dans lequel elle formule un avis sur la recevabilité de la requête et le transmet au Comité des ministres et aux Etats incriminés. Si l'affaire n'a pas été déférée à la Cour dans un délai de trois mois, il appartient au Comité des ministres de décider, à la majorité des deux tiers, s'il y a eu effectivement violation de la Convention, de fixer un délai dans lequel l'Etat mis en cause doit prendre les mesures qui s'imposent et, si celui-ci ne les prend pas, de publier le rapport de la Commission.

330. La Cour européenne des droits de l'homme se compose d'un nombre de juges égal à celui des membres du Conseil de l'Europe. Elle a compétence pour connaître de tous les cas d'interprétation et d'application de la Convention, mais seulement si les efforts déployés par la Commission pour régler l'affaire à l'amiable ont échoué. Tout membre du Conseil peut reconnaître comme obligatoire *ipso facto* la juridiction de la Cour. Lorsque la juridiction obligatoire de la Cour a été reconnue, la Cour peut être saisie de l'affaire soit par la Commission, soit par la partie contractante intéressée. Le jugement de la Cour est alors final.

331. L'Accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Commission et la Cour européennes des droits de l'homme a été signé le 6 mai 1969 : il dispose que toute personne comparissant devant ces organes ne peut être traduite en justice pour les déclarations qu'elle a faites, et assure la liberté de correspondance et de circulation.

332. Une autre méthode d'application des droits de l'homme est prévue à l'article 13 de la Convention, qui dispose que « toute personne dont les droits et libertés reconnus dans la présente Convention ont été violés a droit à l'octroi d'un recours effectif devant une instance nationale, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles ». Cette disposition mérite de faire l'objet d'un examen attentif : non seulement elle assure l'accès de toute personne aux tribunaux nationaux, mais elle exclut l'allégation selon laquelle la violation aurait été commise dans l'exercice de fonctions officielles.

333. Cependant, la Convention ne traite que d'un petit nombre de droits économiques, sociaux et culturels. Le Conseil de l'Europe a estimé que ces droits devaient faire l'objet d'un instrument distinct. Cet instrument, la

<sup>9</sup> Allemagne (République fédérale d'), Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède et Turquie.

<sup>10</sup> Allemagne (République fédérale d'), Autriche, Belgique, Danemark, Irlande, Islande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas (également pour Surinam), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suède.

Charte sociale européenne, a été élaboré par une conférence européenne tripartite réunie en 1959, et signé le 18 octobre 1961. Dans sa deuxième partie, la Charte dresse la liste des droits économiques et sociaux qui doivent être protégés et respectés. Ces droits comprennent tous les droits économiques et sociaux proclamés dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, auxquels s'ajoute le droit à la formation et à l'orientation professionnelles, le droit d'exercer une activité lucrative et le droit des travailleurs migrants à la protection (en tant qu'élément essentiel de la main-d'œuvre européenne).

334. Dans la troisième partie, la Charte sociale européenne reconnaît que les droits énoncés dans la deuxième partie ne peuvent être mis en œuvre que progressivement et elle détermine ceux auxquels une priorité devrait être accordée. Ce sont le droit au travail, le droit syndical, le droit de négociation collective, le droit à la sécurité sociale, le droit à l'assistance sociale et médicale, le droit de la famille à une protection sociale, juridique et économique, et le droit des travailleurs migrants à la protection et à l'assistance. Dans la deuxième partie, la Charte définit en détail certains droits des travailleurs à la protection, recommande l'application de politiques destinées à assurer le plein emploi et définit des normes pour la fixation d'un salaire minimal, de congés payés et d'un âge minimal d'admission à l'emploi.

335. La procédure d'application de ces droits prévue dans la quatrième partie de la Charte est analogue à celle de l'OIT. Les gouvernements doivent établir des rapports biennaux sur l'application des dispositions de la Charte, les soumettre à un comité d'experts indépendants qui, à son tour, formule des commentaires à l'intention d'un organe représentatif (Sous-Comité du Comité social gouvernemental du Conseil de l'Europe) et de l'Assemblée consultative, le dernier stade étant l'examen par le Comité des ministres, qui formule les recommandations qu'il juge nécessaires aux parties contractantes intéressées.

336. La Charte est entrée en vigueur le 26 février 1965. A la fin de 1972, elle avait été ratifiée par 9 Etats et signée par 5 autres Etats<sup>11</sup>. Le premier cycle d'examen de son application a fait l'objet d'un rapport du Comité social gouvernemental, transmis — innovation utile — par le Comité des ministres à l'Assemblée consultative afin que celle-ci puisse émettre un avis à ce sujet.

<sup>11</sup> *Ratifications* : Allemagne (République fédérale d'), Autriche, Chypre, Danemark, Irlande, Islande, Norvège, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suède. *Signatures* : Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas et Turquie.

337. Les droits culturels ne sont pas reconnus dans la Charte. Ils sont toutefois définis dans la Convention européenne culturelle du 19 décembre 1954 dont l'objectif essentiel est de promouvoir et de faciliter la participation des individus à la vie culturelle<sup>12</sup>.

## B. — Activités de promotion

338. Les activités de promotion du Conseil de l'Europe sont évidemment orientées vers la mise en œuvre des droits énoncés dans ces divers instruments. Cependant, le Conseil n'a pas négligé ses obligations mondiales. Il a apporté son concours à la célébration de l'Année internationale des droits de l'homme en 1968, en recommandant à ses membres de participer au maximum aux manifestations organisées à cette occasion. Plus récemment, le 8 juillet 1971, l'Assemblée consultative, après avoir débattu des problèmes que pose la coexistence de normes et d'instruments européens et des Nations Unies (voir par. 371 ci-après), a recommandé au Comité des ministres d'inviter les Etats membres qui ne l'avaient pas encore fait à ratifier les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme.

339. Au niveau régional, une conférence parlementaire sur les droits de l'homme a été convoquée par l'Assemblée consultative pour permettre aux parlementaires de comparer les tendances des programmes législatifs relatifs à la protection, à la promotion et au développement des droits de l'homme, et d'élaborer un programme d'action commune qui sera exécuté dans un proche avenir en harmonisant les dispositions prises par le Conseil de l'Europe, d'autres organisations internationales et les parlements nationaux. La Conférence s'est réunie à Vienne du 18 au 20 octobre 1971. Elle a adopté une résolution finale dans laquelle elle a appelé l'attention, entre autres, sur les transformations qui se sont produites dans la société depuis la signature de la Convention européenne des droits de l'homme et sur la nécessité de donner aux particuliers une protection plus efficace instituant à l'échelon national des organes accueillant et instruisant les recours gracieux, et ayant accès aux documents internes des services publics, organes inspirés de l'*ombudsman* scandinave.

340. L'année 1971 a également marqué le dixième anniversaire de la signature de la Charte sociale européenne. De nombreuses cérémonies commémoratives ont été organisées à cette occasion et elles ont fourni l'occasion de faire le bilan des 10 années écoulées.

<sup>12</sup> Cette convention est entrée en vigueur le 5 mai 1955. A la fin de 1972, 21 ratifications ou adhésions avaient été enregistrées.

## Chapitre XI

### LIGUE DES ÉTATS ARABES

341. La Ligue des Etats arabes consacre une large part de ses activités aux problèmes liés aux droits civils et politiques et aux libertés fondamentales, mais elle ne s'est pas désintéressée pour autant de l'examen de questions ayant trait aux droits économiques, sociaux et culturels. Dans le cadre de l'Année internationale des droits de l'homme, elle a convoqué en 1968 une conférence internationale arabe qui devait discuter notamment de « l'action des pays arabes pour la protection effective des droits de l'homme, sur le plan législatif, économique, social et culturel », et examiner « les activités de la Ligue des Etats arabes dans les divers domaines où s'exercent les droits de "l'homme" ».

#### A. — Normes et instruments à l'échelon régional<sup>13</sup>

##### 1. LE DROIT AU TRAVAIL

342. La Ligue a élaboré des normes relatives au droit au travail dans la Charte arabe du travail, qui affirme la nécessité de relever le niveau de vie de tous les travailleurs du monde arabe et, avec l'assistance de l'Organisation arabe du travail, d'unifier les normes de travail dans les Etats arabes.

343. L'Accord sur les normes de travail, en particulier, énonce à l'article 8 les dispositions suivantes :

a) La protection assurée par les normes de travail doit être égale pour tous, sans discrimination de race, d'origine, de couleur, de religion ou d'opinion politique;

b) Chaque Etat arabe légifère sur l'emploi des travailleurs qui sont ressortissants d'autres pays arabes;

c) Chaque Etat arabe s'efforce, dans la mesure du possible, d'assurer que les règlements qu'il applique aux travailleurs mentionnés à l'alinéa b ci-dessus leur garantissent tous les avantages et tous les droits reconnus dans sa législation.

344. En outre, selon l'article 42 de l'Accord, un salaire égal pour un travail égal devrait être garanti aux femmes.

##### 2. LE DROIT À UN NIVEAU DE VIE DÉCENT

345. L'Accord d'union économique entre les Etats arabes, qui est entré en vigueur le 30 avril 1964, vise à renforcer l'indépendance des pays arabes sur le plan économique et à améliorer le niveau de vie de leurs ressortissants. Il garantit sur une base d'égalité la liberté de circulation, le libre choix du lieu de résidence et de l'emploi et la participation à toutes les activités économiques. Il demande aux Etats parties de s'engager à coordonner la législation régissant le travail et la sécurité sociale. L'application de l'Accord est confiée au Conseil de l'union économique arabe.

<sup>13</sup> Ces instruments ont le caractère de déclarations de principes.

##### 3. LE DROIT À L'ÉDUCATION

346. Le Pacte d'union culturelle arabe, conclu en 1964 et remplaçant un accord antérieur, dispose à l'article VI que les Etats parties doivent coopérer entre eux en vue de développer leur système d'enseignement, de réaliser l'application de l'enseignement élémentaire obligatoire pour tous et d'éliminer l'analphabétisme. Les Etats doivent également fournir des possibilités d'accès à l'enseignement technique et supérieur.

347. Dans l'article IX du même instrument, les Etats arabes sont invités à s'entendre pour faire progresser l'enseignement mixte, en se conformant aux principes religieux et aux valeurs de la société arabe ainsi qu'aux exigences du progrès scientifique.

##### 4. LE DROIT DE PARTICIPER LIBREMENT À LA VIE CULTURELLE

348. Le Pacte d'union culturelle arabe dispose également, à l'article XXI, que les Etats membres feront adopter une législation destinée à protéger la propriété scientifique, artistique et littéraire.

#### B. — Activités de promotion

349. Outre les activités visant à promouvoir l'application du principe général de l'égalité et de la non-discrimination, la Ligue a, en ce qui concerne les droits économiques, sociaux et culturels, organisé un certain nombre de séminaires sur les problèmes sociaux en mettant l'accent sur les sujets suivants : a) la prévoyance sociale et ses rapports avec la santé publique, l'éducation et le développement économique et social; b) la réforme sociale dans les régions rurales; c) la cohésion du développement social dans la société arabe et islamique; d) la prévoyance sociale et ses rapports avec la situation de la main-d'œuvre dans les secteurs agricole et industriel; e) les progrès de la société sur le plan local dans le cadre de la planification nationale; f) la famille dans la société arabe, comportant notamment une étude des questions relatives à la maternité et à l'enfance.

350. Ces séminaires ont formulé de nombreuses recommandations qui, du point de vue des droits économiques, sociaux et culturels peuvent se résumer de la façon suivante :

a) Nécessité, dans les plans de développement économique, de fournir des possibilités d'emploi à tous les individus en état de travailler;

b) Protection des travailleurs contre les risques du travail et les maladies professionnelles, et versement d'indemnités à ceux qui en sont victimes; réadaptation des travailleurs handicapés.

c) Fixation d'un salaire minimal garanti;

d) Promulgation d'une législation prévoyant l'adoption

d'un régime de sécurité sociale adéquat comprenant une assistance aux travailleurs âgés ainsi qu'en cas de maladie et d'invalidité;

e) Protection des droits de l'enfant et de la famille; interdiction du travail de nuit et limitation des heures de travail pour les femmes et les enfants; fixation d'un âge minimal pour les travailleurs mineurs; droit à un congé de maternité payé selon un pourcentage du salaire; et création de garderies d'enfants.

351. La Ligue a également continué à déployer des efforts en vue d'éliminer toute discrimination fondée sur le sexe et d'améliorer la condition de la femme dans le monde arabe. Elle a rédigé un certain nombre d'études sur les droits de la femme et sur les emplois qui lui conviendraient le mieux. Elle a accordé une attention particulière à l'amélioration de la condition des femmes des régions rurales.

352. Pour promouvoir le droit de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, la Ligue, par l'intermédiaire de son secrétariat, a entrepris des études sur les problèmes de santé qui se posent dans le monde arabe et les solutions qui peuvent leur être apportées, notamment par l'échange d'informations et la coordina-

tion des efforts et des ressources entre les Etats de la Ligue des Etats arabes et avec d'autres pays. A cet égard, le secrétariat a également organisé des séminaires portant sur l'alcoolisme et la toxicomanie, l'alimentation et la nutrition, la protection infantile et la santé, les services d'experts dans le domaine de la santé, la santé dans les régions rurales et la santé des travailleurs.

353. En ce qui concerne l'enseignement, la Ligue a tenu plusieurs conférences portant par exemple sur la réglementation des examens scolaires, la question des manuels, l'enseignement de l'histoire et de la géographie, l'enseignement mixte et la planification de l'enseignement dans les Etats arabes. D'autres réunions, séminaires et conférences ont porté sur l'enseignement obligatoire et l'élimination de l'analphabétisme. La recommandation la plus importante pour réaliser ce dernier objectif demande l'établissement de départements régionaux arabes et la création d'un fonds commun des Etats arabes. En outre, une conférence sur l'enseignement professionnel et technique a eu lieu en 1966 et des séminaires ont été organisés pour étudier la question de la généralisation de l'enseignement professionnel et technique dans les pays arabes et pour examiner les problèmes relatifs à l'enseignement universitaire.

## Chapitre XII

### CONCLUSIONS SUR L'ACTION INTERNATIONALE ET RÉGIONALE ENTREPRISE DANS LE DOMAINE DE LA MISE EN ŒUVRE DES DROITS DE L'HOMME

354. Comme il ressort du bref exposé qui précède, l'action menée à l'échelon international et régional en vue d'assurer la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels de l'homme revêt diverses formes. Aux fins de la présente analyse, on peut les grouper en fonction de leur portée, du mode d'opération et du mécanisme d'application.

#### A. — Portée

355. La charte internationale des droits de l'homme ainsi que les instruments régionaux sont tous destinés à assurer de meilleures conditions de bien-être économique et social et constituent un ensemble complet de droits s'appliquant à tous. Les institutions spécialisées et l'OMPI, par contre, visent à réaliser des objectifs spécifiques, concernant des catégories déterminées de droits et visant des catégories particulières de bénéficiaires.

356. Les méthodes employées — l'une visant à assurer la jouissance de droits généraux, l'autre de droits spécifiques — reflètent évidemment le caractère différent des organisations. L'ONU et les organisations régionales, d'une part, cherchent à réaliser des objectifs globaux, et les institutions spécialisées et l'OMPI s'occupent des questions particulières pour lesquelles elles ont été créées.

357. Ainsi, alors que les normes et la portée de la charte internationale des droits de l'homme et des instruments régionaux englobent ou sont susceptibles d'englober, par leur nature même, l'ensemble des droits, par contre les normes et la portée de l'action entreprise par les autres organisations, étant orientées vers des secteurs particuliers de l'activité humaine, peuvent comporter des insuffisances dans certains domaines de la protection des personnes. C'est ce qui ressort nettement d'un examen des conventions de l'OIT concernant la sécurité sociale et de certains programmes de l'OMS qui, bien qu'établissant des normes précises, ne protègent pas nécessairement chaque individu.

#### B. — Mode d'opération

358. Par mode d'opération, il faut entendre l'établissement de normes, les activités de promotion et les services consultatifs.

##### 1. ÉTABLISSEMENT DE NORMES

359. En matière d'établissement de normes, l'OIT et l'OMPI viennent au premier rang des organisations mondiales qui utilisent des instruments formels. Mais il existe des différences entre les deux organisations : les conventions de l'OIT énoncent avant tout des normes de conduite nationale considérées comme ayant une validité

universelle. Ce sont, effectivement, des « traités-lois ». Le respect ou la non-application de ces conventions dans un pays ne porte pas atteinte au respect ou à la non-application dans d'autres pays, si ce n'est indirectement; par contre, les conventions de l'OMPI sont, de par leurs objectifs, des contrats internationaux, axés sur la nécessité de concilier les intérêts divergents des pays, par voie d'engagements réciproques souscrits par les États parties. Toute violation, dans ce cas, affecte tant les autres États parties que les particuliers.

360. A l'autre pôle, la méthode employée par d'autres organismes des Nations Unies, comme la FAO et l'OMS, consiste à aider les gouvernements à formuler leurs politiques et à mettre sur pied l'infrastructure, dans chaque cas, pour créer les conditions nécessaires à la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels.

361. L'UNESCO, comme il sied à une organisation dotée d'un vaste mandat, est plus éclectique dans ses méthodes. Dans le domaine de la culture, les instruments dont elle dispose sont de caractère spécifique et, dans le domaine de l'enseignement, de nature plus générale. Les instruments adoptés dans le domaine de la culture — la Recommandation concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, de 1964, en est un exemple — ont tendance à s'appuyer sur un type d'obligation de nature contractuelle, tandis que dans la série d'instruments adoptés en matière d'enseignement, la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, de 1960, est un exemple d'instrument de type législatif.

##### 2. ACTIVITÉS DE PROMOTION

362. Toutes les organisations considérées ont recours à des activités de promotion. Cependant — et c'est naturel — pour les organisations qui s'appuient sur la formulation d'instruments formels, ces activités sont essentiellement orientées vers l'application et l'amélioration desdits instruments alors que les autres organisations s'efforcent avant tout de promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels.

363. En outre, les activités de promotion sont fortement renforcées par l'existence d'organes représentatifs permanents créés dans le but spécifique de promouvoir la jouissance des droits de l'homme. C'est le cas de l'Organisation des Nations Unies, où la Commission des droits de l'homme et les activités qu'elle entreprend ont une forte influence sur l'application de ces droits dans le monde entier. Cela est vrai également de la Commission d'experts de l'OIT et du Comité de la liberté syndicale de cette même organisation qui, en plus du rôle qu'ils jouent en matière d'application des conventions, contri-

buent, quoique dans un domaine plus limité, à la protection et à l'interprétation des droits syndicaux.

### 3. SERVICES CONSULTATIFS

364. Selon le mode d'opération adopté, les services consultatifs peuvent être destinés à aider les gouvernements à appliquer les normes internationales ou régionales qu'ils ont acceptées, ou, dans le cadre des objectifs globaux de l'organisation, à résoudre les problèmes qui se posent sur le plan politique et institutionnel. Toutefois, la distinction établie entre ces deux types de services est surtout de pure forme. La plupart des programmes consultatifs sont destinés à permettre l'échange de renseignements et de données d'expérience ou visent à satisfaire les besoins concrets des pays bénéficiaires, que ces besoins découlent de la ratification d'instruments formels par ces pays ou des exigences de leur politique générale. Dans tous les cas, les services consultatifs sont destinés avant tout à aider les pays relativement peu développés, qui s'efforcent de corriger les déséquilibres existant dans les domaines économique et social et s'emploient à mettre sur pied l'infrastructure indispensable à la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

### C. — Mécanisme d'application

365. L'application des normes élaborées à l'échelon international ou régional dépend en dernier ressort de la volonté des gouvernements de remplir les engagements auxquels ils ont souscrit. Même dans les mécanismes plus élaborés, tel que celui que le Conseil de l'Europe a mis en place, il n'existe aucun pouvoir de coercition véritable permettant de faire en sorte que les gouvernements remplissent leurs engagements.

366. Le mécanisme employé par l'OIT pour contrôler l'application de ses conventions par exemple — mécanisme le plus élaboré du système des Nations Unies en ce sens qu'il a mis en place un dispositif d'examen successifs par des organes indépendants et quasi judiciaires — ne prévoit rien au niveau politique, où ce sont les organes représentatifs ou exécutifs qui sont chargés de l'application des conventions. Si une affaire est portée devant la Cour internationale de Justice et si un membre ne se conforme pas aux décisions de cette dernière, la Conférence internationale du Travail peut être saisie de l'affaire en question afin de prendre « telle mesure qui lui paraîtra opportune pour assurer l'exécution de ses recommandations ».

367. L'UNESCO prévoit également de porter certains cas devant la Cour internationale de Justice, mais seulement, comme dans le cas de la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, afin d'obtenir un avis consultatif. La Convention universelle sur le droit d'auteur, qui intéresse également l'OMPI, va un peu plus loin en déclarant, dans l'un des protocoles annexés, que tout différend qui n'est

pas réglé par voie de négociation doit être porté devant la Cour qui statuera sur lui.

368. Il faut cependant mentionner le fait que, jusqu'à présent, les recours devant la Cour internationale de Justice n'ont pas été choisis comme moyen de faire respecter des obligations résultant d'instruments relatifs aux droits de l'homme. Cependant, on ne saurait sous-estimer leur influence; les décisions de la Cour, en particulier lorsqu'elles ont fait l'objet d'une publicité appropriée, ont dans de nombreux cas constitué un instrument raisonnablement efficace.

369. En ce qui concerne les pays en voie de développement, le problème qui se pose est avant tout celui du progrès économique et social. Les dispositions juridiques et institutionnelles ne sont qu'un cadre nécessaire. Elles ont peu de valeur sans l'adoption de politiques et de mesures concrètes susceptibles de créer les conditions nécessaires à la jouissance des droits énoncés dans les instruments internationaux et régionaux. C'est pour cette raison que l'article 2 du Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels souscrit à l'idée, énoncée également dans la Charte sociale européenne, d'une application progressive des droits économiques, sociaux et culturels.

370. Le développement économique et social est évidemment l'une des préoccupations essentielles de l'ONU et des organisations qui lui sont reliées. En formulant des droits en ce domaine et en préconisant leur application, les organisations internationales et régionales ont ajouté une dimension nouvelle au développement. Elles ne peuvent toutefois que proposer des normes et, lorsque celles-ci sont adoptées, s'efforcer de les faire respecter. C'est aux pouvoirs publics de chaque pays qu'il appartient de les traduire en droits effectifs, compte tenu des moyens et des ressources disponibles. Ce sont les pouvoirs publics qui peuvent faire passer dans les faits les nobles principes de la charte internationale des droits de l'homme.

371. Une dernière question reste à examiner : la coexistence de normes et d'instruments, à l'échelon international et régional, risque de soulever des problèmes. A l'échelon du Conseil de l'Europe, cette question a été examinée en juillet 1971 par l'Assemblée consultative du Conseil. Dans sa recommandation 642 (1971), l'Assemblée a pris note des conclusions formulées à ce sujet par le Comité d'experts des droits de l'homme et elle a convenu que les mesures que le Comité estimait indispensables pour résoudre les difficultés éventuelles permettraient effectivement aux membres du Conseil de ratifier les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme sans que cette ratification porte atteinte aux engagements qu'ils avaient pris aux termes de la Convention européenne des droits de l'homme. Au sein du système des Nations Unies, il importera de mettre au point des accords de coopération entre l'ONU et les institutions spécialisées intéressées, pour surveiller l'application des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme.



Blank page

---

Page blanche

**Sixième partie**

**OBSERVATIONS, CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS**

Blank page

---

Page blanche

## Chapitre premier

### OBSERVATIONS

1. Les deuxième, troisième et quatrième parties de la présente étude fournissent — en fonction des données disponibles et compte tenu en particulier du fait que pour maints pays peu développés on ne dispose pas de données — des renseignements et des indices concernant les modes et les niveaux de vie à travers le monde, tels qu'on peut les définir à travers la répartition du revenu, le nombre d'habitants par médecin et par lit d'hôpital, le rapport entre le nombre d'enfants qui fréquentent effectivement l'école et la population d'âge scolaire, la proportion d'abandons en cours d'études, les conditions de logement, le chômage, la mortalité infantile, l'espérance de vie, etc.

2. Il ressort de la présente étude qu'au cours des années 60 tous les pays, y compris les pays peu développés, ont fait de nets progrès dans le développement de l'éducation et dans l'amélioration de la nutrition et des normes de santé publique. En outre, leur PNB total a augmenté sensiblement, bien que cet accroissement ait été en grande partie absorbé par l'accélération de la croissance démographique, surtout dans les pays peu développés. Le PNB par habitant des pays peu développés n'a augmenté que d'environ 25 % entre 1960 et 1969. Ce chiffre, qui constitue une moyenne pour tous les pays peu développés, ne révèle ni les cas où les taux étaient beaucoup moins importants — et même négatifs — ni ceux où des taux plus élevés ont été atteints.

3. Après 1970, les pays peu développés, qui englobent 64 % de la population mondiale, sont parvenus en moyenne à un taux de croissance annuel de 4,1 % de leur PNB. Cependant, la plus grande part de cette augmentation a été absorbée par la croissance élevée de la population et par l'inflation. Il n'y a donc eu que très peu d'améliorations — sinon aucune — dans le niveau de vie désespérément bas de plus de 1,1 milliard de personnes.

4. Un taux moyen de croissance mondiale de 4,1 % peut sembler un résultat raisonnable, mais il cache le fait que certains pays peu développés progressent plus rapidement que d'autres.

5. Selon ce qu'a déclaré M. Robert S. McNamara, président de la Banque mondiale dans le rapport annuel de la Banque pour 1972, il existe d'énormes disparités en matière de richesse à l'intérieur même de tout pays en voie de développement. D'après ce rapport, dans 39 pays étudiés, les 5 % de la population les plus favorisés sont plus de 30 fois plus riches que les 40 % les moins favorisés. Ce dernier groupe est celui où la pauvreté constitue le problème le plus important, le plus répandu et le plus persistant de tous. Contrairement à l'avis des économistes traditionnels, le rapport de la Banque note en outre qu'il y a une différence minime entre le taux moyen de croissance des pays où les inégalités de revenu sont les plus grandes et celui des pays où ces inégalités sont les plus faibles, et qu'une répartition plus équitable

du revenu pourrait entraîner une réduction de la demande de produits de luxe pour les riches et une augmentation des investissements dans la production d'articles essentiels.

6. A propos des problèmes propres aux pays peu développés, U Thant, ancien secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, a déclaré ce qui suit :

Après des siècles de servitude politique et de souffrances endurées avec fatalisme, après des millénaires de discrimination sociale acceptée comme loi divine et d'inégalité économique considérée comme inéluctable, la science et la technique ont fait naître chez tous les hommes le sentiment que cette situation peut changer<sup>1</sup>.

7. Un rapport de l'Organisation des Nations Unies sur l'activité du Groupe de travail pour une conception unifiée du développement contient le passage suivant :

La main-d'œuvre augmente rapidement, des réformes s'avèrent de plus en plus nécessaires du fait de la diffusion de l'instruction et de l'amélioration des communications, la population émigre vers les villes, la participation de la population au développement reste limitée, les avantages sociaux (tels que services et prestations en matière de santé) sont mal distribués, les réformes sociales s'opèrent lentement — tous ces facteurs, et bien d'autres encore, sont à l'origine des graves tensions que connaissent la plupart des pays en voie de développement<sup>2</sup>.

8. Très souvent, ce n'est pas l'appauvrissement d'un peuple qui provoque la révolte et le désordre, mais plutôt la non-réalisation des espoirs qu'avaient les habitants en l'amélioration de leurs conditions de vie. C'est là ce qu'on peut appeler la « révolution de l'espoir ». Comme l'a dit G. Myrdal, lorsque leur niveau de vie s'améliore un peu, mais pas assez rapidement, les gens s'agitent et se révoltent.

9. Il ressort de la présente étude que, malgré certaines améliorations, des groupes importants de la population en Asie, en Afrique et en Amérique latine vivent dans des conditions leur permettant à peine de subsister et sont parfois exposés à la famine. Des millions de paysans quittent la campagne pour la ville et n'y trouvent pas d'emploi. Ils rejoignent les habitants de ces immenses bidonvilles en constante expansion et ces installations provisoires où la pauvreté, l'absence de toute hygiène, l'analphabétisme et la malnutrition anéantissent les séduisantes perspectives d'équité sociale et constituent le terrain naturel de la délinquance et du crime.

10. Dans un certain nombre de pays peu développés, partout dans le monde, les occupants de ces installations urbaines provisoires ont fait preuve d'une énergie et d'une ingéniosité remarquables pour améliorer leurs conditions de vie malgré les obstacles énormes qu'ils

<sup>1</sup> *Planification à long terme* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.E.3), p. 3.

<sup>2</sup> « Rapport du Secrétaire général sur la réunion du Groupe d'experts sur une conception de l'analyse et de la planification du développement, tenue à Stockholm du 6 au 10 novembre 1972 » (E/CN.5/490), par. 9.

rencontraient, y compris la forte opposition manifestée d'emblée par les institutions en place à l'existence même de ces installations. La situation qui règne actuellement dans les pays peu développés montre que lorsque ces groupes obtiennent un minimum de sécurité dans l'emploi et un droit relatif sur la terre qu'ils occupent, ils s'emploient à améliorer leur environnement en investissant leurs principales ressources — argent et travail — afin d'assainir progressivement leur logement et leur cadre. Malheureusement, cette amélioration ne s'étend pas à toutes les installations urbaines provisoires. Les zones de taudis situées dans le centre des villes, qui, dans certains pays peu développés, existent depuis des générations ou même des siècles, ne connaissent pas, pour la plupart, cette amélioration progressive de l'environnement que l'on constate dans de nombreuses colonies de squatters nouvellement créées dans le centre ou à la périphérie des villes. Cela s'explique peut-être en grande partie par le fait que ce sont des zones de rapport locatif que les propriétaires, du fait qu'ils n'y vivent pas, ne sont pas tentés d'améliorer.

11. Dans les pays peu développés, un grand nombre de gens souffrent de sous-alimentation, de malnutrition, du manque d'installations élémentaires en matière de santé et d'éducation, ainsi que de conditions de logement et d'hygiène déplorables. Cet état de choses nuit à leur capacité de travail, diminue leurs aptitudes et limite la contribution qu'ils pourraient apporter à une production plus élevée. En conséquence, la productivité reste faible et le progrès national est ralenti.

12. Il ressort des statistiques contenues dans la présente étude que, dans la plupart des pays, le fossé continue de s'élargir entre la population urbaine et la population rurale et entre les groupes à revenus élevés et les groupes à revenus faibles. C'est le cas en particulier des pays peu développés. Par ailleurs, l'énorme écart technique entre les pays développés et les pays peu développés, ainsi que le taux de croissance démographique élevé dans ces derniers pays par rapport à la faible utilisation de leurs ressources matérielles et humaines, élargissent de jour en jour le fossé entre ces deux groupes de pays. Cet état de choses crée une situation politique explosive tant sur le plan national que sur le plan international.

13. S'il n'y a pas deux conceptions différentes des « droits de l'homme et libertés fondamentales », il n'en est pas moins vrai que, compte tenu de la situation économique et sociale des diverses régions du monde, ces mots évoquent des aspirations, des besoins et un ordre de priorités différents pour ceux qui vivent en deçà du seuil de pauvreté et pour ceux qui jouissent d'un niveau de vie plus élevé. Ainsi, alors que le fossé qui sépare les riches et les pauvres, les privilégiés et les sous-privilégiés ne fait que s'élargir, tant à l'intérieur même des pays qu'entre les pays, les possibilités d'une définition et d'une application uniformes de ces normes ont tendance à diminuer. Cela porte tort, non seulement à l'intégration et à la consolidation nationales, mais aussi à la coopération internationale.

14. La population en Afrique, en Amérique latine et dans une grande partie de l'Asie continue à croître au taux explosif de 2,5 % par an. Cette croissance démographique incontrôlée est l'une des raisons fondamentales de la pauvreté persistante dans les pays peu développés. On estime que la population totale de ces pays est passée de 2 milliards en 1960 à 2,5 milliards 10 ans plus tard. En outre, il ressort des projections de ces chiffres que cette

population aura probablement doublé en l'an 2000. Par contre, il est prévu que la population totale des régions développées — qui est passée d'environ un milliard en 1960 à 1,1 milliard en 1970 — ne s'élèvera qu'à environ 1,5 milliard à la fin de ce siècle. La situation est encore plus alarmante dans le cas de la population urbaine, dont on prévoit qu'elle va plus que tripler au cours de la même période dans les pays peu développés<sup>3</sup>.

15. Il ressort de la présente étude que, dans le monde d'aujourd'hui, l'un des principaux problèmes sociaux est celui du chômage et du sous-emploi. Nulle part, cependant, la situation n'est aussi critique que dans les pays peu développés. On estime qu'un adulte sur trois ou quatre y est chômeur ou sous-employé. Environ 200 millions d'emplois devraient donc être créés dans ces pays dès à présent — et beaucoup plus dans un proche avenir — si l'on tient compte de la croissance rapide de leur population. Sous-emploi signifie frustration et démoralisation chez les jeunes gens, et pauvreté pour leurs familles, dans les pays où il existe peu ou pas d'indemnités de chômage.

16. Une importante étude réalisée pour l'UNESCO dans le domaine de l'éducation à travers le monde a montré que, dans la course à l'instruction comme dans la marche vers le progrès économique, toutes les tentatives pour réduire l'écart entre pays développés et pays peu développés avaient échoué. « Ni l'ampleur des efforts déployés et des sacrifices financiers consentis, ni l'étendue des résultats obtenus » dans les années 1960, n'ont pu empêcher que l'énorme différence entre pays riches et pays pauvres ait continué à augmenter en matière d'éducation. La même étude précise qu'en 1968 les dépenses d'éducation des pays développés se sont élevées à plus de 120 milliards de dollars, alors que celles des pays en voie de développement étaient inférieures à 12 milliards de dollars. Pourtant, les pays développés ne représentent qu'un tiers de la population mondiale, et un quart seulement de la population juvénile du globe. En outre, « le plus grave est que cette énorme différence va en s'élargissant »<sup>4</sup>. Au cours de la période 1960-1968, les pays développés avaient à peu près la moitié des inscriptions scolaires dénombrées dans le monde. En Europe, en URSS et en Amérique, l'augmentation du nombre des inscriptions dans le primaire et le secondaire a été parallèle à celle de la population des jeunes âgés de 5 à 19 ans. Dans les pays peu développés, l'accroissement du même groupe d'âge a devancé de 36 millions la progression des effectifs scolaires. A cet égard, le continent africain était le plus mal placé.

17. En ce qui concerne la situation dans le domaine de la santé publique dans les différentes régions du monde, la présente étude indique que d'importantes améliorations ont été réalisées dans les pays socialistes, ainsi que dans les pays développés à économie de marché, en particulier dans ceux qui ont institué des systèmes nationaux de santé publique. La situation des pays peu développés s'est également améliorée; cependant, l'égalité y est plus rare entre les régions rurales et urbaines et entre les différents groupes de revenus, et les soins y sont en général nettement moins satisfaisants. Il ressort également de la présente étude que, alors qu'en 1967 la population des pays peu développés représentait 70 % de la population mondiale, ces pays ne possédaient en tout que 25 % des médecins,

<sup>3</sup> Banque mondiale, *Trends in Developing Countries*, Washington, D. C., 1972.

<sup>4</sup> UNESCO, *Apprendre à être*, Paris, Fayard, 1972, p. 57 et 58.

28 % des dentistes, 20 % des infirmiers et 30 % des lits d'hôpitaux. En outre, ce personnel médical vivait pour 70 à 80 % dans les grandes villes, de sorte qu'il ne restait que 20 % du personnel médical disponible pour 80 % de la population des pays peu développés. C'est ce qui explique en partie le taux élevé de mortalité de la population en général, et de mortalité infantile en particulier, en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

18. Comme l'a fait observer G. Myrdal, l'Etat providence, depuis longtemps une réalité dans les pays développés à économie de marché, est devenu une tendance presque inévitable. Selon l'auteur, le développement de l'Etat-providence peut être ralenti pendant un certain temps, et ce mouvement général connaît ici et là des arrêts mais, même dans ce cas, il faut s'attendre à le voir reprendre son cours. G. Myrdal ajoute que c'est uniquement dans les pays où l'Etat-providence est le plus avancé, et seulement au cours des dernières années, qu'on a commencé à rencontrer l'idée que les réformes sociales, au lieu d'être coûteuses à la société, jetaient en fait la base d'une croissance économique plus régulière et plus rapide<sup>5</sup>.

19. L'amélioration de la situation économique et sociale des pays socialistes a fait beaucoup progresser la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels par tous les citoyens de ces pays.

20. Parmi les aspects de la structure sociale et des institutions sociales qui empêchent la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels par tous, la présente étude fait ressortir l'importance des éléments suivants : concentration excessive de la richesse et du revenu ; présence d'importantes zones de pauvreté ou de stagnation ; position marginale par rapport au progrès économique et social ou exclusion de ce progrès ; manque de mobilité (allant souvent de pair avec l'inégalité dans le domaine éducatif, la structure sociale et la structure du pouvoir) ; discrimination contre les femmes ; enfin, traditions hostiles au progrès. L'importance du système de la famille et de la parenté est souvent aussi un obstacle, alors qu'on pourrait, par une planification et une orientation appropriées, en faire un instrument important pour la jouissance des droits en question. Comme il a été signalé dans le rapport de la Réunion d'experts en matière de politique et de planification sociale tenue à Stockholm du 1<sup>er</sup> au 10 septembre 1969, « ces facteurs demandent une recherche supplémentaire, une planification et une amélioration des politiques »<sup>6</sup>. La présente étude indique également qu'il y a une nette contradiction entre d'une part la jouissance effective des droits économiques, sociaux et culturels et d'autre part le maintien d'une élite sociale, économique et politique occupant une position dominante.

21. Comme il a été dit dans la présente étude et comme le montre l'expérience de certains pays d'Amérique latine, une stratégie de croissance élevée se fonde sur une mauvaise répartition du revenu et sur un réseau de services sociaux déficient n'est pas favorable à une croissance soutenue. En fait, des problèmes sociaux comme l'explosion démographique, l'instabilité sociale et politique, l'insuffisance du pouvoir d'achat et l'absence d'un marché intérieur sûr constituent autant d'entraves à

une croissance économique continue et saine. La concentration de la richesse entre les mains d'un petit groupe de propriétaires fonciers et d'hommes d'affaires aboutit à la naissance d'un marché de produits de luxe et de semi-luxe importés, et à l'apparition d'un mode de vie que Thorstein Veblen a fort bien décrit comme étant une « consommation insolente » au milieu de la pauvreté et de la dégradation humaine absolues. Comme l'affirmait cet auteur :

L'existence d'une classe désœuvrée contribue à rendre les couches inférieures conservatrices, en leur ôtant autant que faire se peut leurs moyens de subsistance, réduisant ainsi leur consommation et, en conséquence, leur énergie disponible, au point de les rendre incapables de l'effort nécessaire pour acquérir et adopter de nouveaux modes de pensée. L'accumulation de la richesse au sommet de l'échelle des revenus implique la privation à l'autre extrémité de l'échelle. C'est un lieu commun de dire qu'un taux élevé de pauvreté dans la masse de la population constitue un obstacle sérieux à toute innovation<sup>7</sup>.

22. Ainsi, toute stratégie fondée sur la disparité des revenus empêche l'Etat intéressé d'utiliser pleinement les capacités et les aptitudes de ses citoyens.

23. Ce sont les pays peu développés eux-mêmes qui sont les premiers responsables de leur développement ; cependant, leurs efforts ne suffiront pas s'ils ne bénéficient pas de ressources financières accrues et de politiques économiques et commerciales plus favorables de la part des pays développés. Aux termes de l'Article 56 de la Charte des Nations Unies, tous les Etats Membres se sont engagés à agir tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation, en vue de favoriser le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social à travers le monde.

24. La deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement fixe à 6 % l'objectif recherché pour le taux de croissance des pays relativement peu développés. Pour y parvenir, les pays industrialisés devraient consacrer 0,7 % de leur PNB à l'aide aux pays peu développés. Cet objectif devrait être atteint d'ici à 1975. Pendant la quatrième année de la Décennie, l'aide officielle au développement n'était en moyenne que de 0,34 %. Le Président de la Banque mondiale a précisé, lors de la reprise de la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social, que, d'après les renseignements disponibles, cette aide n'excéderait pas 0,35 %, même en 1975, et cela alors même que la réalisation de l'objectif n'obligerait pas les nations développées à réduire leur niveau de vie déjà élevé ni à négliger leurs priorités nationales.

25. La dette des pays peu développés garantie par l'Etat s'élève actuellement à 80 milliards de dollars environ, le service annuel de la dette coûtant approximativement 7 milliards de dollars. Comme le Président de la Banque mondiale l'a déclaré, dans un discours prononcé devant le Conseil des gouverneurs de la Banque, à Nairobi (Kenya), en septembre 1973 :

Il importe de bien comprendre l'essence du problème de la dette. Ce problème ne résulte pas tellement de l'existence de la dette proprement dite, ni même de son montant. Il résulte plutôt de la composition et de la dynamique de la dette : du fait que celle-ci de même que son service augmentent plus rapidement que les recettes nécessaires pour assurer ce dernier<sup>8</sup>.

<sup>5</sup> G. Myrdal, "The place of values in social policy", *Journal of Social Policy*, Cambridge (Angleterre), janvier 1972, vol. I, partie I, p. 3 et 5.

<sup>6</sup> E/CN.5/445, par. 13.

<sup>7</sup> T. Veblen, *The Theory of the Leisure Class*, New York, N.Y., Mentor Books, 1954, p. 140 et 141.

<sup>8</sup> Voir BIRD, SFI, IDA, *Assemblées annuelles 1973 des Conseils des gouverneurs*. — *Compte rendu sommaire*, Washington, D. C.

26. Il s'ensuit que l'une des principales difficultés que rencontrent la plupart des pays peu développés, lorsqu'ils s'efforcent de mettre en œuvre les droits économiques, sociaux et culturels, est le poids croissant de la dette extérieure. Cet état de choses est en partie fonction de l'insuffisance flagrante de l'aide publique au développement. Comme le Président de la Banque mondiale l'a dit, le volume actuel de cette aide financière consentie à des conditions de faveur est bien inférieur aux besoins des nations en voie de développement, et il est aussi bien inférieur à ce que les nations riches peuvent aisément accorder.

27. Comme le Directeur général de l'UNESCO l'a fait observer, il s'agit de « la dure réalité politique, qui est la non-disposition des pays riches à consacrer une part plus grande de leur prospérité à l'aide aux pays pauvres »<sup>9</sup>.

28. Comme il est dit dans un rapport du Secrétaire général de l'ONU :

... les politiques actuelles de ces derniers pays en ce qui concerne l'aide à l'étranger, le commerce extérieur, les investissements à l'étranger, l'immigration, etc., ne sont pas toujours de nature à favoriser le développement social et économique unifié du tiers monde<sup>10</sup>.

29. Dans une note sur l'examen et l'évaluation de la Stratégie internationale du développement, le Secrétaire général fait observer que « la Stratégie internationale du développement appartient encore au domaine des vœux plus que des réalités politiques »<sup>11</sup>.

30. Pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, le PNB annuel des nations riches augmentera jusqu'à passer, en prix constants, de 2 000 milliards de dollars en 1970 à environ 3 500 milliards

de dollars en 1980. Le Président de la Banque mondiale a déclaré que :

Pour doubler le montant de l'aide publique au développement et atteindre l'objectif de 0,7 %, il suffirait que les pays développés lui consacrent moins de 2 % de l'augmentation de leur propre richesse au cours de cette période, les 98 % restants étant plus que suffisants pour faire face à leurs tâches locales<sup>12</sup>.

31. Les faits qui se sont produits en 1973, et dont un élément important est la crise mondiale de l'énergie, montrent toutefois que les temps changent et que les relations entre les nations doivent s'engager dans une nouvelle phase où les exigences, les besoins, les possibilités et les responsabilités ne seront plus semblables à ce qu'ils étaient autrefois ni à ce qu'ils sont actuellement. Cela nécessitera, de la part notamment des pays développés, des politiques, des directives et des attitudes nouvelles afin d'accroître l'aide publique au développement fournie aux pays peu développés.

32. Le Rapporteur spécial tient à appeler l'attention de la Commission des droits de l'homme sur les nouvelles formes de l'aide fournie par le Groupe de la Banque mondiale, qui s'attachent surtout aux activités concernant le développement urbain et rural, la nutrition, l'éducation et la population. Des questions comme la répartition du revenu et d'autres considérations touchant la qualité de l'existence individuelle bénéficient d'une attention croissante aux stades de la planification, de l'exécution et de l'évaluation des travaux du Groupe de la Banque mondiale.

33. Le temps n'est ni au pessimisme ni à l'optimisme, mais au réalisme. Comme toujours, la prudence est nécessaire; les critiques constructives aussi. Il convient de voir les choses telles qu'elles sont et de prendre des décisions courageuses en se fondant sur l'intérêt de tous et sur ce qui, à long terme, correspond le mieux au bien-être de l'homme.

<sup>9</sup> UNESCO, document DG/73/10, p. 2.

<sup>10</sup> E/CN.5/490, par. 10.

<sup>11</sup> A/C.2/L.1287, annexe, par. 32.

<sup>12</sup> BIRD, SFI, IDA, *Assemblées annuelles 1973 des Conseils des gouverneurs*...

## Chapitre II

### CONCLUSIONS

#### A. — Généralités

34. Il faut engager à bref délai une lutte de grande envergure contre la pauvreté, en particulier dans les pays moins développés. Il incombe à chaque pays de faire le bilan des injustices qui existent sur son territoire et de prendre les mesures nécessaires pour y remédier. Ce dont les pays peu développés ont besoin aujourd'hui, pour assurer un développement rapide et régulier, ce sont des réformes fondamentales et générales. On ne pourra pas se contenter de repeindre la façade.

35. Il appartient essentiellement à chaque Etat, et à lui seul, de traduire dans les faits les droits économiques, sociaux et culturels de ses habitants, en prenant seul les mesures nécessaires et en élaborant ses politiques dans le contexte politique, économique, social, culturel, juridique et idéologique qui est le sien, et qui ne peut ressembler à celui d'aucun autre pays. Chaque pays doit donc mettre au point un style et des méthodes qui lui soient propres pour concrétiser les droits économiques, sociaux et culturels de ses habitants, ce qui ne l'empêche évidemment pas de s'inspirer, s'il le juge bon, des résultats obtenus dans d'autres pays.

36. La condition préalable essentielle à l'exercice effectif de tous les droits, et surtout des droits économiques, sociaux et culturels, est l'indépendance, l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale. Si cette condition n'est pas remplie, aucun effort de développement économique ou social ne peut aboutir à la création d'une société plus égalitaire et plus juste.

37. Un pays donné ne peut trouver dans les modèles étrangers de solution satisfaisante à ses problèmes économiques, sociaux, culturels et politiques, car ceux-ci sont uniques. Le meilleur modèle est celui qui est conçu pour s'adapter aux conditions et aux besoins particuliers du pays intéressé. Dans certains cas, surtout dans les pays en voie de développement, compte tenu de la quantité limitée des ressources disponibles et de certains autres facteurs, tels que les problèmes administratifs et le manque de main-d'œuvre qualifiée, il sera souvent préférable d'établir un ordre de priorités adapté à la situation et aux conditions sociales, économiques, politiques et culturelles du pays en question.

38. La pénurie de moyens et de ressources impose le choix et la définition des priorités. Du point de vue du développement social et des droits de l'homme, on se voit obligé, du fait de ces priorités, de respecter un certain équilibre dans divers domaines, par exemple entre les divers niveaux d'enseignement, entre l'enseignement technique et l'enseignement général, entre la ville et la campagne, entre la formation professionnelle et la situation de l'emploi, entre les régions pauvres et les régions riches, entre le présent et l'avenir.

39. Tout comme la Réunion d'experts en matière de politique et de planification sociale, le Rapporteur

spécial croit qu'il est essentiel de tenir compte, dans chaque pays, de la notion d'un niveau de vie adéquat si l'on veut garantir à chacun la jouissance de ses droits économiques, sociaux et culturels. La Réunion d'experts a recommandé que l'on détermine :

... le niveau de vie adéquat, y compris celui des enfants, à l'intérieur de chaque pays et à l'Organisation des Nations Unies... Il faudra à cet effet combiner les analyses statistiques avec de pénétrantes analyses socio-culturelles. La notion d'un niveau de vie approprié ne peut se baser sur le PNB par habitant, qui risque d'être une source d'erreurs même à l'échelon national. Il ne doit pas non plus être confondu avec la législation des salaires minimums. Dans certains pays, il faudra peut-être définir différents niveaux de vie appropriés selon les régions et les groupes, pour tenir compte des différences socio-culturelles<sup>13</sup>.

40. Parmi les conditions préalables à une jouissance effective des droits économiques, sociaux et culturels dans les pays peu développés, figure au premier plan la nécessité d'une évolution sociale pacifique, mais radicale et aussi rapide que possible, de façon que toutes les ressources humaines et matérielles de la nation contribuent pleinement au processus de développement. Pour assurer une modernisation rapide, il faut inévitablement des institutions qui rendent plus efficace la participation populaire. Comme l'a souligné la Réunion d'experts en matière de politique et planification sociale :

Il est nécessaire d'accomplir un effort particulier afin de rendre les femmes politiquement conscientes et de les faire participer plus efficacement au choix des orientations en ce qui concerne les changements sociaux. Pour de nombreuses sociétés, le problème de rendre les femmes politiquement et socialement actives appelle une attention particulière dans le cadre d'un programme plus large tendant à accroître la participation<sup>14</sup>.

41. L'émancipation des femmes, en fait comme en droit, est une condition indispensable à leur participation réelle à la planification et à l'exécution des politiques et des projets qui doivent assurer à tous la jouissance de leurs droits économiques, sociaux et culturels, sans discrimination d'aucune sorte.

42. Un autre domaine exige de toute urgence une attention accrue et une forte proportion des moyens de recherche et de formation : c'est le renforcement de la participation des masses populaires aux politiques, à la planification et au développement, ainsi que l'« animation » dans ce secteur. L'adhésion entière aux buts et aux méthodes du développement diminuerait le sentiment d'aliénation qu'éprouvent à l'égard de la société certains de ses membres, en particulier les jeunes, qui constituent la majorité de la population des pays peu développés. Si l'on veut obtenir des intéressés qu'ils participent à l'exécution des projets, il faudra peut-être aussi leur donner le sentiment qu'ils peuvent intervenir au stade de leur formulation.

<sup>13</sup> E/CN.5/445, par. 36.

<sup>14</sup> *Ibid.*, par. 22.



43. Le succès d'un plan économique et social ayant pour but d'assurer une répartition plus juste des revenus et des biens de consommation et de garantir le bien-être de tous dépend de la création d'une structure politique qui facilite la réalisation de ces buts, sinon, dans la pratique, les objectifs en question seront déformés, puisque ceux qui — de façon ouverte ou occulte — détiennent le pouvoir sont susceptibles de modifier les projets dans le sens de leurs désirs ou de leurs intérêts personnels.

44. A cette fin, il faut que le pouvoir exécutif soit décentralisé, mais que les fonctions d'orientation, d'aide et de vérification soient centralisées. Cependant, il ne faudrait pas que cela se traduise en pratique par l'appropriation dans tout le pays d'administrateurs avides de pouvoir.

45. Sans évolution politique, le développement économique et social recherché est impossible. Autrement dit, l'évolution politique est la condition préalable sans laquelle on ne peut atteindre le niveau désiré de progrès économique et social, tant du point de vue quantitatif que du point de vue qualitatif. On peut dire que l'évolution politique consiste à créer un système politique capable de répondre aux besoins et aux exigences du progrès économique et social. Il faut réformer l'appareil politique pour qu'il puisse, tant dans le présent qu'à l'avenir, jouer son rôle dans le processus de concrétisation des droits économiques, sociaux et culturels.

46. Même dans les pays où règne la plus grande liberté d'entreprise, le gouvernement a de tous temps joué un rôle déterminant dans le développement de l'économie. Aujourd'hui, presque tous les économistes, indépendamment de leurs convictions politiques, reconnaissent le rôle essentiel du gouvernement en ce domaine. Dans les pays peu développés, quels que soient leurs systèmes politiques, les gouvernements devront prendre l'initiative de supprimer les principaux obstacles d'ordre institutionnel qui entravent le développement, tout en définissant le rôle que le secteur public, d'une part, et le secteur privé, d'autre part, devront jouer dans ce processus. Quand l'administration devient elle-même l'un de ces obstacles, comme c'est le cas dans certains des pays peu développés, on se trouve en face d'un problème qui requiert la plus grande attention. C'est pourquoi un des buts essentiels des hommes politiques et des fonctionnaires soucieux de développement sera de moderniser l'administration publique, dans le sens d'une réorientation en fonction des tâches nécessaires au développement.

47. L'un des principaux paradoxes auxquels se heurtent les pays peu développés est que c'est leur gouvernement, de formation récente et donc de peu d'expérience, qui doit s'acquitter des tâches les plus lourdes. Dans bien des cas, un personnel administratif insuffisant par les effectifs et la formation se voit appelé à établir et à exécuter des programmes qui mettraient à rude épreuve les possibilités des services publics les plus perfectionnés.

48. Au cours des deux dernières décennies, la plupart des pays peu développés ont élaboré des politiques et des principes directeurs en vue de réformes destinées à rationaliser les services administratifs trop lourds, souvent pléthoriques et moralement mal préparés qui entravent l'évolution souhaitée vers la concrétisation des droits économiques, sociaux et culturels. Il est temps de mettre sincèrement en œuvre ces politiques et ces directives.

49. Comme on l'a déjà noté, les pays peu développés ont besoin, pour remédier aux maux du passé, de réformes

fondamentales et générales (voir ci-dessus par. 34). La réforme agraire vient en tête de la liste des priorités. Sans elle, les inégalités risquent de s'accroître dans le secteur rural et entre la campagne et la ville. Comme on l'a déjà souligné, un besoin urgent de réforme se fait sentir dans l'enseignement et l'administration publique. G. Myrdal a raison de dire à ce sujet : « Il faudrait passer d'un « Etat mou » à un Etat fort et efficace ».

50. Les réformes fondamentales nécessaires dans les pays peu développés doivent être fondées sur la justice sociale, sur la cohésion et la solidarité nationales, sur la participation égale et sans restriction des femmes à la vie économique, sociale, politique et culturelle du pays, sur une répartition équitable des revenus, des richesses et des services, sur le rapprochement des niveaux de vie à la campagne et à la ville, sur un sentiment de respect accru pour le travail manuel, sur la suppression de toute espèce de discrimination en fait comme en droit et sur la décentralisation du pouvoir de décision et du système administratif dans le cadre d'un gouvernement central fort et d'un plan de développement national unifié. La création, la généralisation et le renforcement des liens entre la main-d'œuvre et le patronat dans les industries, la formation de travailleurs qualifiés, la transformation radicale du système d'enseignement, entraînant non seulement l'augmentation du nombre d'enfants scolarisés mais aussi un changement du contenu et de l'esprit même de l'enseignement, l'éradication de la corruption et l'instauration d'une plus grande discipline collective à tous les niveaux de la société, sont nécessaires si l'on veut accélérer le développement économique et social. Sans un noyau suffisant d'administrateurs qualifiés, dévoués et honnêtes, la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels sera retardée. La discipline collective et la participation des citoyens de tous bords sont indispensables à la réussite des plans de développement économique et social qui visent à accélérer la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels de l'ensemble de la population.

51. Les politiques visant à protéger les droits économiques, sociaux et culturels sont directement liées aux politiques relatives à la population pour ce qui est de la conciliation des droits et des responsabilités individuelles en matière de fécondité, de morbidité, de mortalité et de répartition de la population. Elles sont aussi indirectement liées entre elles, puisque leur succès dépend de la réalisation de la justice économique et sociale. Les politiques démographiques ont pour objet de favoriser l'élimination des problèmes nés d'un déséquilibre entre le comportement démographique et le comportement social et économique dans les sociétés nationales. Le moyen d'y parvenir est de modifier l'attitude de la population pour tout ce qui touche à la fécondité, à la mortalité et à la répartition. Bien que les problèmes actuels soient, dans une large mesure, influencés par l'inertie de l'évolution démographique antérieure, ils résultent principalement d'illogismes dans les systèmes économique et social. La mauvaise répartition de la richesse nationale, en particulier, y compris le refus d'accorder aux populations défavorisées les services de base, et l'incapacité de procéder aux réformes structurelles nécessaires — comme la réforme agraire — expliquent non seulement les problèmes eux-mêmes, qu'il s'agisse de la stérilité, de la sous-fécondité, des enfants non désirés, des avortements provoqués dans de mauvaises conditions, du refus de fournir l'information et les moyens contraceptifs

nécessaires, du taux de morbidité élevée, de l'espérance de vie médiocre ou de la répartition peu satisfaisante de la population, mais aussi les pressions et les difficultés rencontrées dans la formulation et l'application des politiques requises. Ainsi, la protection des droits économiques, sociaux et culturels individuels et la solution des problèmes liés à la population dépendent du succès des politiques sociales et économiques appropriées. Cette relation ne revêt toutefois pas un caractère passif, car la formulation de politiques adéquates dans le domaine des droits de l'homme individuels ainsi que dans le domaine de la population peuvent contribuer efficacement à résoudre les illogismes existant dans les structures sociales et économiques des divers pays.

52. On ne saurait trop insister sur l'importance de la recherche dans l'élaboration des politiques qui ont pour but de concrétiser les droits économiques, sociaux et culturels, en particulier dans les pays peu développés. A cet égard, la Réunion d'experts en matière de politique et de planification sociale a formulé les remarques suivantes :

De toute évidence, le rôle de la recherche est important pour ce qui est de déterminer les obstacles au développement social ainsi que le mécanisme par lequel ils agissent sur le développement. Toutefois, cette recherche doit être propre à chaque pays, et le Groupe [d'experts] a insisté sur la formation, l'assistance technique, les travaux sur le terrain et le renforcement des institutions locales plutôt que sur une recherche générale. En outre, l'Organisation des Nations Unies peut comparer des expériences et aider les gens de divers pays à échanger leurs opinions et à partager leurs expériences<sup>15</sup>.

53. Il est un secteur dans lequel les pays peu développés doivent absolument augmenter le montant des ressources qu'ils consacrent à la recherche et au développement : l'agriculture. La « révolution verte » a montré combien il importe pour l'agriculture de disposer de techniques adaptées à des problèmes spécifiques. Toutefois, on s'est rendu compte que les techniques biologiques ne peuvent pas être transférées à volonté d'une région à l'autre et que chaque région doit mettre au point la technique convenant le mieux à son cas. Il est inutile de consacrer des ressources à la création de services de vulgarisation si la nouvelle technique à transmettre aux agriculteurs n'est pas utilisable ou ne correspond pas à leurs problèmes. C'est pourquoi les pays peu développés doivent concentrer leurs efforts sur la multiplication des centres d'expérimentation agricole sur l'ensemble de leur territoire.

54. Les travaux publics d'aménagement rural, les services de crédit, de commercialisation et de vulgarisation — apports à l'agriculture qui doivent faire partie intégrante de toute politique efficace de réforme agraire — sont autant de nécessités absolues dans les pays peu développés et doivent être régis dans le cadre d'une politique sociale réfléchie. L'enseignement agricole (y compris la formation des adultes), les soins médicaux et les services d'assainissement sont essentiels si l'on veut harmoniser la réforme agraire avec les autres politiques agricoles et en faire un véritable instrument de changement social et de progrès.

## B. — Aspects particuliers

### 1. PLANIFICATION UNIFIÉE DU DÉVELOPPEMENT NATIONAL

55. De nos jours, beaucoup de pays du monde, en particulier les pays peu développés, ont besoin d'une

<sup>15</sup> *Ibid.*, par. 14.

stratégie du développement qui attache au moins autant d'importance aux aspects qualitatifs du développement qu'à ses aspects quantitatifs. Pour cela, il faut adopter une conception unifiée de la planification du développement qui accorde une attention particulière aux problèmes associés à la réalisation progressive des droits économiques, sociaux et culturels. Les méthodes traditionnelles utilisées dans le domaine du développement et de la planification du développement ne suffisent plus lorsqu'il s'agit de transformer un système social de « sous-développement et de pauvreté » — celui-ci devant être remanié à la base tant sur le plan des institutions que sur tous les autres plans. Benjamin Higgins a écrit à ce propos :

Il est évident que l'opération de planification dans son ensemble doit prendre un caractère interdisciplinaire beaucoup plus marqué et faire intervenir une gamme beaucoup plus étendue de connaissances spécialisées que cela n'a été en général le cas jusqu'à présent, si l'on veut appliquer une méthode vraiment unifiée<sup>16</sup>.

56. Une telle conception est nécessaire pour introduire les facteurs de développement sociaux et culturels parmi les éléments qui constituent les variables de base dans la planification globale du développement. De toute évidence, la conception unifiée du développement a notamment pour effet de contraindre les planificateurs à faire preuve de circonspection dans l'utilisation de modèles macro-économiques simples et de variables aisément quantifiables, qui tendent à favoriser l'omission, dans certains modèles de développement économique, d'importants facteurs sociaux et culturels de développement comme la nutrition, la répartition des revenus et la participation populaire au processus de prise des décisions. En ce qui concerne la formation des planificateurs, une conception unifiée requiert que l'on évite une spécialisation et un cloisonnement excessifs. Le développement n'est pas tout. On ne doit le considérer que comme un moyen d'atteindre d'autres buts. Toutefois, sans développement, la population du tiers monde, qui augmente rapidement, demeurera privée des droits économiques et sociaux les plus élémentaires. Une nouvelle conception du développement est nécessaire.

57. La conception unifiée du développement exige que l'on accorde une place de choix à certains objectifs humains et sociaux. Il s'agit essentiellement de répondre aux besoins de la masse de la population et de veiller à ce que le processus de développement ait parmi ses objectifs celui d'assurer plus d'équité et de justice. On peut lire dans un rapport de l'Organisation des Nations Unies, que « dans un développement unifié, la condition essentielle de la « planification » est d'assurer la participation de la population à l'entreprise de développement et de l'amener à considérer le développement unifié comme l'une des responsabilités de la société » et qu'une conception unifiée du développement « signifie le développement pour le peuple et par le peuple »<sup>17</sup>. Selon ce même rapport :

Certaines formes de croissance économique sont plus favorables que d'autres au progrès social, et certains types de programmes sociaux contribuent plus que d'autres à la croissance économique.

<sup>16</sup> Voir « Nature of the unified planning approach : technical and institutional implications », document préparé pour un cours par correspondance de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 14-16 avril 1971.

<sup>17</sup> « Rapport du Secrétaire général sur la réunion du Groupe d'experts sur une conception de l'analyse et de la planification du développement, tenue à Stockholm du 6 au 10 novembre 1972 » (E/CN.5/490), par. 21 et 26.

L'une des fonctions essentielles d'une conception unifiée est d'identifier ces complémentarités et d'en tenir compte dans l'élaboration d'une stratégie de développement<sup>18</sup>.

58. L'élément essentiel de la nouvelle conception est la notion d'une large stratégie du développement, comprenant la création d'une série d'institutions donnant au moins privilégiés l'occasion de participer au processus de prise de décision. Dans ce contexte, on peut faire une distinction entre les gouvernements « dualistes » et les gouvernements « modernistes ». Dans une société « dualiste », les décisions importantes sont prises au sommet. Les gouvernements « modernistes », par contre, comblent le fossé entre les élites traditionnelles et ce qui devrait être « les masses montantes de la nation »<sup>19</sup>. Dans les sociétés « dualistes », la masse des citoyens moyens exerce très peu d'influence sur les affaires publiques, et le gouvernement obtient une certaine croissance économique sans avoir grande confiance dans les capacités de la population. Les investissements et les profits sont entre les mains d'un groupe restreint. Les petits agriculteurs, artisans et chefs d'entreprise n'ont pas accès aux moyens de production, au système financier, au marché et à la source des connaissances. Dans les sociétés « dualistes », le gouvernement n'a pas appris qu'il était difficile pour un individu pris isolément, si capable qu'il soit, de tout saisir et de gouverner à distance; les gouvernements « modernistes », pour leur part, ne travaillent pas directement avec la grande masse de la population. Ils travaillent avec les institutions locales. Ils comptent sur les dirigeants locaux qui travaillent avec la population. Les rapports entre gouvernement et citoyens sont régis par la confiance et le respect mutuels. La délégation du pouvoir de décision ne signifie pas que le gouvernement local soit libre de faire ce qui lui plaît. Le gouvernement central freine ou encourage, selon les besoins. Le contrôle du gouvernement central sur le gouvernement local s'effectue à la fois sur les plans judiciaire, législatif et administratif. Les autorités locales ne sont pas réellement autonomes; si elles dépassent leurs pouvoirs ou négligent leurs devoirs, elles se trouveront en conflit avec la loi, avec le parlement, ou avec l'un des départements de l'administration centrale. Le système institutionnel propre à résoudre les problèmes qui se posent doit comprendre trois éléments essentiels :

a) Un système de prise de décision permettant aux institutions locales compétentes de prendre des décisions;

b) Un système établissant en des points stratégiques une base de connaissances pragmatiques accessibles aux masses, pour que les décisions soient fondées sur l'expérience et la connaissance appliquée; et

c) La création de liens effectifs — sur les plans financier, technique et de la planification — entre les diverses couches du système (rapports multiples entre les administrations centrales, provinciales et locales).

Ces éléments sont absents dans les sociétés « dualistes ».

59. Les économies qui appliquent avec succès la formule « moderniste » suivent six principes de base, qui sont toutefois appliqués avec une certaine souplesse. Premièrement, le gouvernement national fixe le cadre politique. Deuxièmement, les fonctions déléguées aux administrations régionales et locales sont clairement identifiées et définies. Troisièmement, le gouvernement central

prescrit des normes minimales pour les tâches à accomplir et les fait respecter par un système de supervision, d'inspection et de vérification des comptes et en imposant des sanctions si ces normes sont violées. Le gouvernement central veille à ce que les institutions « modernistes » fonctionnent à l'avantage des masses et non d'un petit nombre d'individus. Quatrièmement, le gouvernement central établit un mécanisme moderne pour la solution des problèmes au niveau local, de façon que la masse de la population puisse apprendre à résoudre les problèmes d'ordre technique. En bref, cela comprend la définition des normes minimales de réalisation, l'aménagement de possibilités d'accès pour les petits producteurs aux sources de financement, au marché, aux services consultatifs, etc., et la création d'une administration locale, de coopératives et d'autres institutions locales viables. Cinquièmement, le gouvernement central encourage activement la formation de cadres dirigeants locaux. La création d'un grand nombre de postes de responsabilité pourrait fort bien entraîner un relâchement des structures sociales stratifiées caractéristiques des sociétés traditionnelles. Sixièmement, les autorités offrent suffisamment de stimulants pour encourager la population à appuyer progressivement les institutions modernistes et non plus les institutions traditionnelles. Les nouvelles institutions ont pour but d'atténuer le phénomène d'irrationalité si caractéristique de certaines communautés rurales en élargissant le monde étroit dans lequel vivent les villageois et en leur faisant prendre conscience, grâce à la participation, du fait que l'intérêt de la communauté est plus important que celui des liens traditionnels de famille ou de faction.

60. Dans le domaine économique, les sociétés « modernistes » se distinguent particulièrement par le fait qu'elles créent des possibilités de travail pour tous. Le plein emploi donne à chacun une chance d'avoir sa part des fruits du développement économique. La productivité de la main-d'œuvre ne se développe pas de manière asymétrique, avec de grosses rétributions d'un côté et de maigres salaires de l'autre. Il s'ensuit que la société moderniste ne subventionne pas l'utilisation du capital et, par conséquent, l'importation de techniques qui remplacent la main-d'œuvre aux dépens des éléments de la population frappés par le chômage ou le sous-emploi. En réalité, cette politique fait partie intégrante de la stratégie de répartition du revenu d'une économie « moderniste ».

61. Lorsqu'elle est bien conçue, une stratégie de développement national unifié dans les pays peu développés comprend également les éléments essentiels suivants : a) haut degré de priorité pour l'indépendance nationale; b) haut degré de priorité pour la croissance économique; c) haut degré de priorité pour la justice sociale; d) sauvegarde de la liberté et de l'initiative individuelles; e) mobilisation nationale par la participation politique; f) coopération internationale et régionale pour le commerce et le développement; g) protection de l'environnement contre une exploitation irréfléchie de la nature.

62. Bien que les ouvrages traitant du développement soient le reflet de vues aussi opposées et controversées que le processus de développement lui-même, l'entente semble se faire peu à peu sur les éléments essentiels de ce processus. La notion de développement national unifié paraît sous-entendre deux choses : tout d'abord, que ce processus est multidimensionnel et qu'il comporte des aspects économiques, sociaux, politiques et culturels;

<sup>18</sup> *Ibid.*, par. 27.

<sup>19</sup> E. Owens et R. Shaw, *Development Reconsidered: Bridging the Gap between Government and People*, Lexington, Mass., Lexington Books, 1972.

deuxièmement, qu'il se déroule dans le cadre d'un Etat-nation avec les conditions, faits et réalités qui lui sont propres. Des nations différentes ont suivi à cet égard des voies très divergentes. Les phénomènes indiqués ci-après paraissent toutefois être des éléments essentiels du processus de développement : a) accroissement du revenu national et du revenu par habitant; b) progrès du bien-être social et de la justice sociale; c) renforcement de l'unité et de la solidarité nationales; d) différenciation structures/fonctions plus marquée; e) renforcement de l'autonomie nationale; f) renforcement de l'autonomie à l'intérieur même de la nation; g) renforcement de l'identité et de la culture civiques et politiques.

63. Des taux de croissance élevés ne peuvent donc pas à eux seuls offrir de garantie contre l'aggravation de la misère et la dégradation de l'être humain. La justice sociale, définie comme étant la marche vers l'égalité des richesses, des revenus et des chances, n'est pas le résultat nécessaire de la croissance économique. C'est plutôt une des conditions préalables à un développement national intégré et soutenu. Les faits prouvent à l'envi que les pays qui ont opté pour une stratégie du développement accordant une haute priorité à la justice sociale et faisant de l'homme le sujet plutôt que l'objet du développement et la fin plutôt que le moyen du progrès économique n'ont pas vu leur croissance économique en souffrir. Au contraire, ils se sont révélés avoir de meilleures perspectives de développement national autonome et intégré que les pays qui ont tenu avant tout à assurer leur croissance économique.

64. Si l'on adopte cette nouvelle optique, il faut donc en fin de compte considérer la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social et les textes annexes non pas simplement comme des énoncés de vœux pieux mais comme des définitions des objectifs prioritaires des efforts de développement national unifié.

65. Etant donné la situation dans laquelle la plupart des pays peu développés se trouvent actuellement, la pénurie générale des capitaux et l'abondance de la main-d'œuvre, il semble que leur stratégie du développement national devrait comporter les éléments suivants :

a) Une stratégie propre à assurer un haut niveau d'emploi grâce à l'adoption, chaque fois que cela est possible, de techniques à forte intensité de main-d'œuvre;

b) La prestation à l'ensemble de la population d'un minimum de services sociaux (enseignement élémentaire obligatoire, soins médicaux gratuits, logements et équipements collectifs, entre autres) en rapport avec le niveau du revenu par habitant atteint par le pays;

c) L'invention de techniques de faible et moyenne complexité pour combler le retard technique ainsi que pour protéger l'environnement;

d) La création d'institutions et de mécanismes favorisant la participation populaire au développement par l'intermédiaire de véritables syndicats, associations professionnelles, partis politiques et autres institutions qui soient adaptés aux conditions sociales et culturelles de chaque pays;

e) Une politique de non-engagement dans les conflits de puissance internationaux;

f) L'intensification maximale de la coopération régionale et internationale en vue de faciliter les échanges et le développement ainsi que l'assistance économique et technique.

66. La Réunion d'experts en matière de politique et de planification sociale, tenue à Stockholm du 1<sup>er</sup> au 10 septembre 1969 s'est exprimée comme suit :

Il était naguère courant de faire une distinction nette entre les phénomènes économiques d'un côté et les phénomènes « sociaux » de l'autre, en opposant le développement social au développement économique, les objectifs économiques aux objectifs sociaux et les facteurs économiques aux facteurs sociaux, etc. Cela en partie à cause de la relative étroitesse de l'angle sous lequel on voyait le processus de développement — optique caractéristique de l'économie telle qu'on la concevait en faisant largement appel à des modèles économétriques simplistes à base de variables très agrégées. Cette école de pensée a influencé les méthodes et techniques de planification nationale dans les pays en voie de développement ainsi que les projections économiques à plus grande portée et que les travaux de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine. Or cette optique, qui fait intervenir des modèles relativement simples de variables facilement quantifiables (telles que PNB, investissements, exportations et importations), conduit à négliger certains facteurs et aspects du développement pourtant très importants, à savoir tout ce qui a trait aux différences de revenu et de niveau de vie (entre classes, régions, secteurs, groupes d'âge, villes et campagnes), au développement humain (santé, enseignement, enfance) et à la consommation (nutrition, logement, services sociaux). A ces facteurs négligés, il faut ajouter le problème crucial de la stratification sociale et de nombreuses autres questions qui dépassent la sphère des modèles étroitement économiques, telles notamment que le grave sous-emploi de la main-d'œuvre. Vu la grande importance de ces questions pour le développement, le Groupe a jugé qu'il était temps d'intégrer l'optique purement économique d'analyse et de planification du développement à une optique sociale différente en nature et qui convient mieux aux problèmes des pays en voie de développement de la Décennie qui va commencer.

Il faut bien se dire que les phénomènes économiques sont en fait des phénomènes sociaux : sociaux par nature, ils sont conditionnés socialement et ont des conséquences sociales, de sorte que toute planification du développement qui se bornerait aux interactions économiques et négligerait les conditions et les répercussions sociales ne peut que fourvoyer... Il est indispensable de concevoir le développement comme un ensemble complexe qui certes comporte des éléments économiques *stricto sensu*, mais aussi d'autres éléments sociaux ainsi d'ailleurs que politiques et administratifs. Tout projet de stratégie du développement — de portée nationale ou internationale — doit donc englober l'ensemble des domaines susmentionnés pour être sérieux, cohérent et réalisable<sup>20</sup>.

67. Le sociologue américain Daniel Bell a fait l'observation suivante : « ... chaque société est aujourd'hui tenue de faire croître l'économie, d'élever le niveau de vie de ses membres et, par conséquent, de planifier, d'orienter et de contrôler le changement social. ... »<sup>21</sup>.

68. La planification à court, à moyen ou à long terme suppose nécessairement des programmes, établis à partir d'indices numériques, des progrès réalisés et des progrès à accomplir en ce qui concerne le plein emploi, la répartition des revenus, le revenu par habitant, l'hygiène, l'éducation, l'alimentation, l'habitation et la culture, ainsi que l'élimination des principales disparités entre les régions et entre les différents secteurs de l'économie.

69. Les plans de développement devraient avant tout fixer clairement les objectifs à atteindre en matière d'emploi sur des bases régionales assez précises. La planification régionale devrait être étroitement liée à la planification sociale d'ensemble. Il faudrait éviter de polariser la croissance. Les mesures prises en faveur des régions dans

<sup>20</sup> E/CN.5/445, par. 5 et 6.

<sup>21</sup> Dans l'introduction de D. Bell à l'ouvrage d'H. Kahn et A.J. Weiner, *L'an 2000. Un canevas de spéculations pour les 32 prochaines années*, Paris, Robert Laffont, 1968, p. 32 [voir aussi *Planification à long terme* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.E.3), p. 7].

le marasme ne devraient pas masquer les problèmes de la répartition inégale des revenus à l'intérieur de ces régions mêmes et elles devraient d'ailleurs bénéficier essentiellement aux groupes les plus pauvres que comportent les régions.

70. Pour planifier le développement économique et social, il est de nécessité urgente qu'un meilleur dialogue s'établisse et que de plus fréquentes confrontations aient lieu entre les planificateurs — c'est-à-dire ceux qui procèdent aux recherches — et ceux qui prennent les décisions politiques, car « beaucoup de plans souffrent du fait que les responsables de [leur] exécution ne suivent pas les plans annoncés ou promulgués »<sup>22</sup>.

71. Un plan de développement national unifié devrait donc assurer à l'ensemble de la population une éducation utile et continue, un degré d'hygiène et de nutrition acceptable, un habitat convenable, l'assurance sociale et la protection sociale, ainsi que le droit à participer aux activités sociales, culturelles et politiques. Ces desiderata devraient être considérés non pas comme des dérivés de la croissance économique à reporter à des stades ultérieurs du développement, mais comme des instruments fondamentaux de la politique de mobilisation des ressources humaines, catégorie de ressources dont les pays moins développés disposent en abondance mais qu'ils mettent le moins à profit.

72. On doit souligner que l'on ne peut envisager les problèmes soulevés par le développement indépendamment de ceux de la population. Les principes auxquels répond la notion d'une large stratégie du développement telle que celle qui vient d'être exposée, la nature de ses divers éléments et celle des instruments fondamentaux de la politique de mobilisation des ressources humaines exigent plus que jamais une appréhension plus juste de la nature des tendances démographiques et de leurs conséquences pour le développement, ainsi que des causes socio-économiques déterminant la croissance et la répartition de la population. Il est évident que les tendances et les politiques démographiques font partie intégrante d'une stratégie du développement unifiée. Une politique cherchant à influencer sur la croissance ou la répartition de la population, quel qu'en soit le contenu, ne peut à elle seule résoudre le problème du développement et devrait donc toujours être un élément intégrant de l'effort de développement. De même, une politique cherchant à favoriser le développement des nations pauvres, la justice sociale et l'amélioration des chances au profit des défavorisés ne peut être formulée ni appliquée sans qu'il soit tenu compte de la situation et des tendances démographiques.

73. Comme il a déjà été indiqué, les services sociaux ne concurrencent pas nécessairement les secteurs de la production lorsqu'il s'agit pour eux d'obtenir des ressources financières. Ils sont plutôt le complément de ceux-ci car ils cherchent à éliminer les obstacles à l'accroissement de la productivité de la main-d'œuvre. D'ailleurs, on ne peut parfois financer les dépenses relatives aux services sociaux que si l'on institue des impôts progressifs ou que l'on réalise des économies sur les dépenses militaires et autres dépenses ordinaires. Affecter du personnel et des installations militaires aux campagnes de lutte contre l'analphabétisme, aux programmes de formation technique, aux services d'hygiène, etc., comme le font certaines pays, est une autre manière de réaliser de telles économies.

<sup>22</sup> E/CN.5/445, par. 15.

74. Comme il ressort des tableaux II.74 et II.75, qui figurent dans la deuxième partie de la présente étude, les pays peu développés peuvent se permettre de consacrer jusqu'à 40 % de leurs ressources publiques totales au développement et aux services sociaux, à condition que le progrès social devienne un des credos des dirigeants politiques et fasse aussi partie intégrante des plans nationaux.

75. Enfin, un plan global de progrès économique et social intéressant toutes les couches de la population sans distinction de sexe, de race ou d'origine ethnique, de religion, de langue, de lieu de naissance ou d'origine nationale ou sociale permet de jeter les bases de l'intégration et de la consolidation nationales, lesquelles sont à leur tour le fondement même de l'indépendance et du développement nationaux.

## 2. PAUVRETÉ

76. Il ressort de la présente étude que la répartition des revenus est très inégale dans la plupart des pays peu développés. Le problème atteint de telles dimensions humaines qu'il importe que les gouvernements de presque tous les pays peu développés prennent des mesures immédiates. Il importe également que de nombreux pays plus développés prennent les dispositions nouvelles qui s'imposent à cet égard.

77. La pauvreté absolue, c'est-à-dire des conditions d'existence à ce point grevées par la maladie, la malnutrition, la misère et l'analphabétisme que les individus qui en sont victimes ne jouissent même pas de normes minimales en ce qui concerne les droits de l'homme fondamentaux, constitue le triste lot d'au moins 40 % de la population globale des pays peu développés, c'est-à-dire au moins 40 % de quelque 2 milliards d'habitants de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine. Ils sont en réalité privés de la jouissance de tous les droits et libertés de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels. Malgré une décennie d'augmentation sans précédent du PNB, la couche la plus pauvre de la population des pays peu développés ne dispose pour survivre que d'un revenu estimé à 30 cents par jour si on l'exprime par rapport au pouvoir d'achat de la monnaie des Etats-Unis d'Amérique. Sur un total de plus de deux milliards d'êtres humains habitant l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, entre un tiers et la moitié souffrent de faim et de malnutrition. Vingt à vingt-cinq pour cent des enfants meurent avant l'âge de 5 ans. L'espérance de vie moyenne est inférieure de 20 ans à celle des habitants des pays développés. Cette population compte plus de 800 millions d'illettrés, et ce chiffre augmente constamment.

78. Le devoir le plus pressant de la Commission des droits de l'homme est de mettre toute son autorité morale au service d'une campagne mondiale pour l'élimination de la situation de pauvreté massive. Il est établi que plus la répartition du revenu et des richesses est équitable, mieux une nation parvient à garantir à tout le moins un niveau minimal de droits économiques, sociaux et culturels à tous ses citoyens. La Commission pourrait donc recommander que tous les pays, et en particulier les moins développés d'entre eux, prennent les mesures nécessaires pour que l'écart dans la répartition des revenus cesse au moins de s'accroître d'ici à 1975 et qu'il commence à diminuer avant la fin de la première moitié de la présente décennie.

79. Certes, il faut que chaque pays examine sa propre situation, définisse ses buts et objectifs, choisisse ses



indicateurs et détermine l'organe compétent pour la planification, mais il faut également que les pays déterminent des normes universelles minimales. S'il est difficile de définir et de chiffrer des normes de pauvreté internationalement utilisables et des niveaux de vie minimaux satisfaisants pour la dignité humaine, il faut étudier, en cherchant à les éliminer, dans chaque pays ou dans des groupes de pays, les principaux types de situations dans lesquelles on rencontre la pauvreté.

80. Comme l'a dit le Président de la Banque mondiale, il faut chercher à faire disparaître la pauvreté absolue avant la fin du siècle : éliminer la malnutrition et l'analphabétisme massifs, diminuer la mortalité infantile et élever le niveau de l'espérance de vie à celui que connaissent les nations développées.

### 3. RÉFORME AGRAIRE

81. Comme il ressort de la deuxième partie de la présente étude, certains propriétaires possèdent de grandes étendues de terres qu'ils ne cultivent pas, alors que des paysans restent sous-employés et pauvres parce qu'ils n'ont pas de terres. Selon une récente étude de la FAO, dans la plupart des pays peu développés, 20 % des propriétaires terriens possèdent 50 à 60 % des terres cultivables. Au Venezuela, ils en possèdent 82 %; en Colombie, 56 %; au Brésil, 53 %, aux Philippines, en Inde et au Pakistan, environ 50 %. Comme le Président de la Banque mondiale l'a déclaré, lors de la reprise de la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social, les baux de fermage n'offrent généralement aucune garantie aux petits exploitants et sont souvent assortis de conditions exorbitantes; dans de nombreux pays, le fermier doit payer un loyer représentant la moitié ou plus de la moitié de sa récolte, tout en demeurant constamment menacé d'éviction.

82. Appliquer une réforme agraire dans certains pays peu développés au profit des fermiers qui constituent la majorité de la population de ces pays revient à chasser les seigneurs féodaux des milieux dirigeants desdits pays. Cela aurait pour effet de gagner le soutien et la participation active des masses, particulièrement des travailleurs et des fermiers, pour la mise en œuvre de plans économiques et sociaux visant à créer une société plus égalitaire. La réforme agraire doit s'accompagner de mesures favorisant le développement de l'emploi dans le secteur agricole. De telles mesures profiteraient particulièrement aux petits fermiers ainsi qu'aux travailleurs agricoles dépourvus de terres.

### 4. POLITIQUE DE L'EMPLOI

83. Des dizaines de millions de personnes en âge de travailler sont sans emploi, et des centaines de millions d'autres sont sous-employées en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Si l'on ne prend pas des mesures radicales, ce problème s'aggraverait encore. Selon un rapport de l'OIT établi en 1972, le chômage a augmenté en 1971 dans les deux tiers des 15 pays pour lesquels on dispose de statistiques. Par ailleurs, dans deux pays sur trois, les prix à la consommation ont augmenté plus rapidement que pendant les deux années précédentes. Dans la plupart des pays, les salaires réels ont suivi l'augmentation des prix.

84. Le Rapporteur spécial considère que le passage suivant, extrait du rapport de la Réunion d'experts en matière de politique et de planification sociale, se rapporte

tout à fait à la question de la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels, et il le recommande donc à l'attention de la Commission :

Le fait que le développement laisse subsister, voire engendre à sa manière de grandes poches de misère, de stagnation et de marginalisme, et qui sont mêmes tenues à l'écart du progrès économique et social, est trop évident et trop grave pour être négligé. Ce problème doit recevoir une place de choix dans l'analyse et les méthodes de l'Organisation des Nations Unies et non s'y insinuer par le biais de la modification des méthodes par une simplification, souvent fallacieuse, des agrégats et des moyennes par pays. Le dualisme issu de la présence, tant dans les villes qu'à la campagne, d'un chômage grave et grandissant est singulièrement inquiétant et constitue peut-être le problème central de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Par chômage, on entend ici toutes les formes de sous-emploi de la main-d'œuvre — main-d'œuvre en chômage total, main-d'œuvre qui ne travaille que quelques heures par jour ou quelques jours par semaine et main-d'œuvre à faible rendement. Deux questions fondamentales à cet égard sont, d'une part, celle de la croissance démographique et, d'autre part, celle qui tient au défaut actuel de techniques modernes à forte incorporation de main-d'œuvre. Il faudrait aborder ces deux problèmes dans le cadre d'une politique sociale intégrée axée sur la question décisive de la politique de l'emploi.

D'une manière plus générale, l'absence de mécanisme de rétroaction satisfaisant ou même simplement positif entre l'agriculture et l'industrie, les techniques modernes et les techniques traditionnelles, la ville et la campagne, les régions en avance et les régions en retard et entre les groupes à revenu élevé et les groupes à faible revenu, continue à brider le développement des pays pauvres et à empêcher leur intégration nationale. Les questions de structure sociale et d'institutions sociales sont un important facteur de l'absence d'une telle rétroaction et, à côté du cadre dualiste, cette notion de rétroaction constitue un autre outil d'analyse et de planification dont on recommande désormais l'utilisation<sup>23</sup>.

85. Les stratégies du développement des pays peu développés devraient s'attacher tout particulièrement à assurer et à considérer comme un de leurs objectifs essentiels l'accroissement maximal de l'emploi dans les différentes régions du pays.

86. Contrairement à ce que l'on croit généralement, le secteur des biens d'équipement a, dans un grand nombre de pays peu développés, de grandes possibilités de se développer; ce secteur a tendance à faire davantage appel à la main-d'œuvre que celui des biens de consommation, essentiellement parce que ce dernier est fondé sur la production en masse alors que le premier dépend de commandes individuelles. Le secteur des biens d'équipement est caractérisé par l'existence d'un grand nombre de petites entreprises spécialisées. L'expansion de ce secteur est essentielle non seulement parce qu'il influence l'emploi, mais aussi parce qu'il contribue au développement technique national.

### 5. POPULATION

87. Il est essentiel que les gouvernements accordent l'attention qu'elle mérite à la nécessité de réaliser un compromis acceptable entre les droits et les obligations des individus, ainsi qu'entre le désir de progrès économique et social ressenti par le corps social et les droits des individus, particulièrement en ce qui concerne la fécondité, la morbidité, la mortalité et la répartition de la population. Ainsi, pour ce qui est du droit des parents de décider du nombre d'enfants qu'ils veulent avoir, les gouvernements ont à la fois l'obligation de fournir toute la protection et l'aide nécessaires pour atteindre ces objectifs individuels, y compris des informations et des

<sup>23</sup> *Ibid.*, par. 11 et 12.

moyens contraceptifs ainsi qu'une protection contre les conditions qui sont à l'origine de la stérilité et de la faible fécondité, et l'obligation de fournir une information qui permette aux parents de modifier librement et en toute connaissance de cause les buts qu'ils poursuivent pour leur propre bien-être futur et celui de leurs enfants, ainsi que pour celui du corps social tout entier. Ainsi, le droit de l'individu de décider du nombre d'enfants qu'il souhaite avoir doit être tempéré par l'obligation de ne pas limiter ni augmenter le nombre d'enfants au point qu'il en résulte une situation sociale ou économique entraînant pour d'autres membres de la société une moindre possibilité de jouir de leurs propres droits individuels, particulièrement des droits à l'éducation, à un niveau de vie satisfaisant, à la santé et à un emploi.

88. En ce qui concerne le droit de la famille, de la mère et de l'enfant à l'aide et à la protection, les individus sont tenus de ne pas profiter des prestations et services qu'offre le gouvernement pour avoir une famille nombreuse si cette attitude est incompatible avec les exigences de la société. Réciproquement, les gouvernements sont tenus de ne pas utiliser la menace du retrait de ces prestations pour faire pression sur les parents en ce qui concerne le nombre d'enfants qu'ils souhaitent avoir. Il s'agit plutôt de parvenir à un consensus satisfaisant entre les gouvernements et les individus quant au meilleur compromis possible entre les droits et les obligations. Il faut souligner qu'on ne peut réaliser un tel compromis que s'il existe une confiance mutuelle entre le gouvernement et les citoyens. Une telle confiance ne peut coexister avec l'injustice sociale et une extrême inégalité dans la répartition de la richesse nationale.

89. En ce qui concerne le droit à un niveau de vie correct et le droit de jouir du plus haut niveau possible de santé physique et mentale, les gouvernements ont le devoir d'assurer à tous, sur un pied d'égalité, l'accès rapide aux services sanitaires et de s'efforcer, dans leur politique de répartition de la population, d'éviter des concentrations de population dans des régions particulièrement insalubres. Les individus ont le devoir, lorsque l'amélioration des conditions sanitaires augmente les chances de survie des mères et des enfants, de recourir à des méthodes contraceptives efficaces afin d'éviter des familles trop nombreuses et une augmentation excessive du taux de croissance démographique. Les gouvernements sont également tenus de veiller à ce que l'information et la documentation nécessaires à une pratique efficace de la contraception soient accessibles à tous les individus, y compris les moins privilégiés et, si un retard intervient dans l'application d'une telle mesure, de conseiller l'avortement et de le rendre possible dans des conditions acceptables en cas de grossesse indésirée. En ce qui concerne le droit à l'éducation, les gouvernements doivent permettre à tous les individus d'avoir accès à l'éducation et à l'information en matière de reproduction humaine, de formation de la famille, d'hygiène maternelle et infantile et de protection de la famille, ainsi qu'en ce qui concerne les effets pour la société de l'attitude de l'individu à l'égard de la fécondité. Réciproquement, les individus sont tenus de rechercher et d'utiliser ces informations dans leur propre intérêt et dans celui de la société.

90. En ce qui concerne le droit au travail, le droit de l'individu de choisir librement son lieu de résidence et de travail doit être protégé, mais il doit aussi être tempéré par la responsabilité qu'a chacun de choisir un lieu de travail, et donc de résidence, qui lui permette de contribuer

de la meilleure façon possible à la réalisation des objectifs de la société en matière de développement social et économique, et non un lieu de travail qui l'amènerait à refuser sa contribution à la société. En revanche, les gouvernements sont tenus de fournir des emplois appropriés à la population sur les lieux où les individus préfèrent résider, dans la mesure où cela est possible compte tenu de leurs obligations générales à l'égard de la société. Les gouvernements ont en particulier l'obligation de supprimer la nécessité pour certains membres de la famille de quitter malgré eux leur foyer en laissant derrière eux les personnes à leur charge, et de faire en sorte que la main-d'œuvre n'ait plus à parcourir de longues distances pour travailler.

91. En résumé, il importe que les gouvernements accordent la plus grande attention à l'élaboration de politiques en matière de population — en agissant non seulement dans le domaine de la fécondité, mais aussi dans celui de la morbidité et de la mortalité, de la répartition interne et de la migration internationale — qui permettront de concilier au mieux les droits individuels et les obligations sociales dans des situations complexes qui évoluent rapidement. Dans de nombreux cas, ces politiques devront être novatrices et parfois même s'éloigner non seulement de certaines traditions de la société, mais aussi de la conception dominante de la croissance, du développement et de la modernisation. Les gouvernements sont instamment priés d'examiner l'intérêt qu'il y aurait à emprunter à l'expérience d'autres pays, notamment en s'inspirant de politiques et de mesures spécifiques déjà prises par des pays dont la conception idéologique globale du développement pourrait n'être pas totalement acceptable.

## 6. EDUCATION

92. Bien que le taux d'analphabétisme soit partout en baisse, le nombre absolu d'illettrés s'est accru en Asie et en Afrique. On compte aujourd'hui plus de 800 millions d'illettrés en Asie, en Afrique et en Amérique latine, et ce nombre est en augmentation constante. Dans ces pays, le taux d'analphabétisme continue d'être très élevé parmi les femmes et la population rurale. Cela tient au fait que la campagne d'alphabétisation a porté davantage sur les hommes et sur la population urbaine que sur les femmes et la population rurale. Bien que l'éducation des adultes soit nécessaire pour parvenir à une alphabétisation générale en un temps raisonnablement court et pour rendre efficace l'éducation scolaire des enfants, elle a été négligée dans la plupart des pays peu développés. En raison de nombreux facteurs, comme il est expliqué dans la deuxième partie de la présente étude, les taux de fréquentation et les normes scolaires aux niveaux primaire, secondaire et tertiaire sont extrêmement faibles dans presque tous les pays peu développés. De façon générale, les élèves et les étudiants cherchent à acquérir un certain statut et un diplôme et une certaine formation à un emploi de bureau. Comme le note G. Myrdal, tout le système scolaire va donc à l'encontre du développement; il gonfle les rangs du personnel administratif, particulièrement dans les couches inférieures, et augmente le nombre des chômeurs instruits qui ne veulent pas se salir les mains.

93. Dans la plupart des pays peu développés, le système d'enseignement ne correspond que de très loin aux besoins du pays. Il s'est développé parallèlement à la croissance économique plutôt qu'il n'y a contribué. Dans l'ensemble,

le système reste général et académique et néglige l'enseignement professionnel, comme à l'époque coloniale. Ses buts et objectifs ne sont pas clairement définis. Les pays peu développés ont un besoin urgent de restructurer leur système d'enseignement, afin que son contenu et ses méthodes correspondent mieux aux besoins du développement local et aux rôles que l'on peut s'attendre à voir confier aux personnes instruites. Il faut insister davantage sur les matières scientifiques, l'agriculture, la formation technique, l'alphabétisation fonctionnelle et l'enseignement hors du cadre scolaire classique<sup>24</sup>.

94. On admet généralement aujourd'hui que l'expansion linéaire de l'éducation ne peut suffire à résoudre les problèmes du présent et du proche avenir. Comme l'a fait observer le Directeur général de l'UNESCO, on constate en fait que cette expansion aboutit aux contradictions suivantes, socialement intolérables :

Absence de lien entre éducation et emploi démontrée par le sous-emploi des diplômés, coût prohibitif d'un secteur ne bénéficiant qu'à une fraction de la population et compromettant le développement des autres secteurs, inadaptation du contenu de l'éducation aux situations réelles, rigidité des structures contrastant avec les besoins et les aspirations d'une société en évolution, inefficacité interne aboutissant à l'abandon en cours de cycle d'un nombre croissant de jeunes sans qualification<sup>25</sup>.

95. Il ne faudrait plus voir dans l'éducation le moyen de développer des compétences étroitement circonscrites et de satisfaire aux besoins en main-d'œuvre de l'économie, mais une possibilité d'épanouissement de l'ensemble des potentialités humaines, dans toute leur étendue et sous tous leurs aspects. En outre, il ne faudrait plus l'envisager comme une activité limitée uniquement à une période définie de l'existence, mais comme un processus permanent embrassant toute la durée de la vie. En ce qui concerne le développement technique, les pays peu développés ne devraient plus adopter automatiquement les techniques importées de l'Occident, qui tendent à dissocier l'homme des fruits de son propre travail, mais s'efforcer de concevoir des techniques qui laissent à l'individualité et à la créativité humaines toute latitude de se manifester.

96. La condition économique et sociale des enseignants semble s'être détériorée ces dernières années dans la plupart des pays peu développés. Ce phénomène, qui est dû à l'inflation ainsi qu'à d'autres facteurs, a eu pour effet de détourner des personnes compétentes du choix de la profession d'enseignant. En outre, la formation donnée aux enseignants est souvent archaïque et peu conforme aux exigences de sociétés en voie de modernisation. Ces insuffisances ont également été notées par la Réunion d'experts en matière de politique et de planification sociale. Il faudra y remédier sans tarder si l'on veut que les enseignants jouent dans le processus du développement le rôle dynamique escompté.

97. En matière de campagnes d'alphabétisation, d'autres pays du tiers monde pourraient tirer profit de l'expérience du corps enseignant iranien, qui a coopéré avec le Service de santé et les Services du développement pour envoyer, au cours d'une période de 10 années, quelque 215 000 jeunes enseignants et enseignantes combattre l'analphabétisme dans les villages et apporter une assistance à leurs habitants dans divers domaines du développement économique et social.

## 7. PROTECTION DE LA SANTÉ

98. Il est absolument nécessaire qu'un système national de protection de la santé soit adopté dans tous les pays peu développés et dans les pays développés à économie de marché qui n'ont pas encore institué de système de cet ordre. Tous les pays, et en particulier les moins développés, devraient se préoccuper plus activement de former en plus grand nombre des médecins, des infirmiers et d'autres auxiliaires de santé. Il y a un besoin pressant de construire plus de dispensaires, d'hôpitaux et de centres de santé, et cela est vrai surtout des pays peu développés, qui doivent s'intéresser plus particulièrement aux mesures préventives sans négliger pour autant le développement de leurs établissements de cure. Dans la plupart des pays, surtout en Asie, en Afrique et en Amérique latine, des réformes radicales s'imposent si l'on veut améliorer le système de protection de la santé. Pour ces pays, le réseau de systèmes de protection de la santé créé en Chine et l'expérience que ce pays a acquise en ce domaine pourraient s'avérer utiles.

## 8. CULTURE

99. Dans une étude de l'UNESCO préparée pour la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles en Europe (Helsinki, juin 1972) et intitulée « L'élargissement de l'accès et de la participation à la culture », il est dit que dans les pays les plus développés, « l'élévation du niveau de vie, la généralisation de l'éducation, l'avènement des grands moyens de communication, l'augmentation des temps de loisir et l'amélioration des conditions sociales . . . ont offert au plus grand nombre des possibilités de promotion culturelle sans précédent »<sup>26</sup>. Chose paradoxale, le progrès technique et scientifique, dans ces pays, a provoqué dans les conditions de vie et dans la mentalité des bouleversements à la mesure de ses bienfaits.

100. Comme il est dit dans l'étude de l'UNESCO :

La machine a changé le rapport de l'homme et du monde; l'accélération du changement a transformé les notions de valeur en faisant éclater les systèmes clos du village, de la famille, des métiers, des croyances, conduisant plus que jamais les sociétés à s'interroger sur leur devenir, et l'homme sur ses raisons de vivre.

C'est à ces angoissantes interrogations que peut répondre une action culturelle : en aidant l'individu à faire face à ce changement, à le jouer comme enrichissement et non à le subir comme mutilation; en lui permettant de retrouver une identité, des racines, une autonomie, de découvrir d'authentiques motifs à son engagement dans la vie. Et, parce qu'elle porte sur tous les aspects de la vie de l'homme, c'est-à-dire des sociétés, parce que la qualité de la vie n'est pas divisible, l'action culturelle relève des devoirs prioritaires des Etats<sup>27</sup>.

101. B. Boutros-Ghali déclare que ce serait une erreur, pour définir le concept des droits culturels dans une société en voie de développement, de suivre les mêmes voies que dans le cas d'une société de consommation<sup>28</sup>. Le droit à la culture ne peut avoir le même contenu dans ces deux mondes. Pour ce qui est de la société de consommation, le même auteur déclare :

1. La réalisation pratique des droits culturels devra permettre une plus large participation de l'homme à la vie de la communauté

<sup>26</sup> UNESCO, document SHC/EUROCULT/4, par. 9.

<sup>27</sup> *Ibid.*, par. 10 et 11.

<sup>28</sup> B. Boutros-Ghali, « Le droit à la culture et la Déclaration universelle des droits de l'homme », dans UNESCO, *Les droits culturels en tant que droits de l'homme* (Politiques culturelles : études et documents, n° 3), Paris, 1970, p. 78.

<sup>24</sup> E/AC.54/L.51, p. 7.

<sup>25</sup> UNESCO, document DG/73/10, p. 5.



pour porter remède à la mécanisation et à l'anonymat de la société industrielle. On pourrait parler de parvenir à une cogestion par le biais de la culture en société industrielle;

2. La mise en pratique des droits culturels devra permettre à l'homme de se libérer de l'emprise de la publicité en lui donnant les moyens de contester et d'exercer la discrimination qui s'impose entre les diverses sources d'information;

3. L'effectivité des droits culturels a pour conséquence de faire connaître à la société de consommation l'existence d'autres sociétés et d'autres cultures. Il... s'agit... de les amener à mieux prendre conscience de leur interdépendance...

4. La diffusion accrue de la culture permettra aussi à la société de consommation de mieux prendre conscience des dangers de sa puissance et de la vulnérabilité de toute civilisation.

En résumé, le plein épanouissement des droits culturels d'une société de consommation devra lui permettre de freiner sa volonté de puissance et de mieux comprendre la volonté d'existence qui domine les sociétés en voie de développement<sup>29</sup>.

102. Ainsi que l'a observé B. Boutros-Ghali, le contenu des droits culturels dans une société moins développée est étroitement lié au droit politique d'autodétermination ainsi qu'à la jouissance du droit à un niveau de vie suffisant et du droit à l'éducation<sup>30</sup>. Il s'agit ici d'une éducation pratique qui se propose d'aider l'individu à surmonter la misère qui est son lot avant que de se soucier de sa culture ou de celle de la communauté. Ainsi, pour les pauvres, le droit à la culture commence lorsqu'ils se libèrent de la domination, de la pauvreté, de la maladie et de l'analphabétisme.

103. Un minimum de bien-être matériel est donc nécessaire pour que l'idée même de culture ait la moindre signification. Il existe des variations culturelles ou « sous-cultures » dans chaque société. Ces sous-cultures coïncident souvent avec une certaine stratification sociale, par exemple « les valeurs culturelles de la classe moyenne », « la culture rurale » et « la culture de la pauvreté ». Les inégalités culturelles au sein d'une même société sont le résultat des inégalités sociales. En éliminant ces dernières, on donne à tous les membres de la société la possibilité de profiter davantage de leurs droits culturels.

104. Comme l'a déclaré le Directeur général de l'UNESCO : « L'avènement du droit à la culture comme droit de l'homme marque la fin de la culture-chose et de la culture pour élites tout autant que du libéralisme abstentionniste de l'Etat à l'égard de l'activité culturelle<sup>31</sup>. » Il a déclaré par ailleurs ce qui suit :

La culture c'est, pour chacun, retrouver son identité, sa capacité de créer et d'exprimer; lorsque les nouveaux systèmes de communication, dits de masse, soumettent l'individu à un faisceau d'informations indistinctes et le transforment en un spectateur passif, la culture c'est, pour chacun, le moyen de se situer dans le monde, d'apprécier l'événement et de réagir; lorsque la course à la consommation fait de l'individu un être conditionné, la culture c'est, pour chacun, le moyen de choisir, de refuser tout asservissement, de préférer la réflexion au réflexe; lorsque l'urbanisation coupe l'individu de ses racines et de ses traditions, la culture c'est de pouvoir renouer avec son propre patrimoine, tout en accédant à l'héritage culturel de l'humanité. Enfin, lorsque l'homme de la société post-industrielle se demande ce qu'il fait sur terre, la culture c'est ce qui peut l'orienter dans la recherche d'une réponse.

D'où l'on voit que la culture ne se réduit plus aujourd'hui à quelques passe-temps artistiques réservés à une élite; elle est à la fois agie et reçue, elle est ce qui constitue la qualité de l'existence et donne un sens à la vie quotidienne comme à la quête de l'éternel<sup>32</sup>.

## 105. Le Rapporteur spécial reconnaît également que :

L'objectif de la culture devrait être de libérer la personnalité, de permettre à l'homme de faire œuvre créatrice et de s'épanouir pleinement, afin qu'il puisse jouer un rôle actif dans la vie de chaque jour; il ne saurait être réduit à la condition d'objet de la politique de l'Etat<sup>33</sup>.

Ainsi que le conclut l'étude de l'UNESCO sur les droits culturels en tant que droits de l'homme :

Il faut trouver les moyens de mobiliser les traditions culturelles dont la richesse peut donner aux hommes le sentiment d'appartenir à des groupes cohérents et qui peuvent contribuer à leur faire prendre conscience de leur individualité devant des forces qui tendent souvent à isoler les hommes et à les écarter des centres organisés du pouvoir<sup>34</sup>.

106. Le Directeur général de l'UNESCO a également déclaré ce qui suit :

Pour que le développement culturel occupe la place qui lui revient dans le développement global, il faut que, dans l'établissement des données, dans l'analyse des problèmes, dans les processus de décision, de planification et de mise en œuvre, les spécialistes et les responsables du développement culturel disposent d'une méthodologie présentant un degré suffisant de rationalité pour que les maîtres du développement global puissent intégrer ces informations et ces approches nouvelles à leurs propres démarches, quitte à ce que celles-ci, encore trop dominées par l'économie, s'en trouvent ultérieurement modifiées par le jeu des interactions que toute intégration nécessairement comporte<sup>35</sup>.

## 9. LOGEMENT

107. Il ressort des deuxième, troisième et quatrième parties de la présente étude qu'il existe certes un écart considérable entre les conditions d'habitation existant dans les pays développés et dans les autres pays, mais que celles-ci laissent toutefois beaucoup à désirer dans la plupart des pays, notamment pour les groupes de population rurale et de population urbaine à faible revenu. Cela est particulièrement vrai des pays peu développés, surtout en matière d'équipement sanitaire, d'approvisionnement en eau potable, de lieux d'aisance et d'égouts.

108. En raison de l'accroissement de population — en particulier dans les zones urbaines — dû à la croissance démographique naturelle et à l'exode rural, la situation du logement dans les pays peu développés est bien pire qu'il y a 10 ans.

109. Seuls quelques-uns de ces pays ont formulé une politique du logement ou réalisé un programme intégré au plan de développement national. Les plans de logement sont exécutés au jour le jour lorsqu'on dispose de fonds. Le logement a un rang de priorité peu élevé et, dans la majorité des pays, on le considère encore comme un service social. C'est seulement dans les pays où l'exploitation des ressources naturelles a permis d'augmenter le revenu national qu'il bénéficie d'une « part équitable » dans la répartition du revenu national entre les différents secteurs.

110. Dans une étude réalisée par la CEAEO en 1970, il est dit qu'en 1960 déjà on avait estimé à 145 millions d'unités de logement, dont 23 millions pour les zones urbaines, la pénurie de logements dont souffraient l'Asie, — la Chine et quelques petits pays n'étant pas compris dans ce chiffre. Cette pénurie allait croissant; en

<sup>29</sup> Ibid.

<sup>30</sup> Ibid.

<sup>31</sup> UNESCO, document SHC/EUROCULT/4, par. 8.

<sup>32</sup> UNESCO, document DG/73/10, p. 7.

<sup>33</sup> UNESCO, *Les droits culturels en tant que droits de l'homme*. . . , p. 87.

<sup>34</sup> Ibid., p. 110.

<sup>35</sup> UNESCO, document DG/73/10, p. 7.

Inde, par exemple, elle aurait augmenté de près de 50 % au cours des années 60, et au Pakistan d'environ 100 %<sup>36</sup>.

111. Dans l'ensemble, la situation en Afrique et en Amérique latine n'est guère différente. Comme on l'a déjà faite observer (voir le paragraphe 185 de la deuxième partie de la présente étude), on construit chaque année, dans les pays peu développés, moins de 2 maisons par millier d'habitants alors que le niveau souhaitable se situe entre 7 et 10. Qui plus est, c'est presque toujours en zone urbaine que sont construits la plupart des logements.

112. Dans ces pays, les experts ne devraient pas s'efforcer d'introduire des modèles architecturaux étrangers et faisant appel à l'utilisation de matériaux onéreux ou importés, mais étudier plutôt les méthodes de construction et les matériaux locaux en tentant de les améliorer. Il conviendrait de tirer meilleur profit, notamment en zone rurale, du potentiel de temps libre inutilisé et des méthodes fondées sur l'effort personnel, y compris l'assistance technique et la fourniture des matériaux et de l'outillage requis. La Réunion d'experts en matière de politique et de planification sociales a considéré que ces mêmes recommandations s'appliquaient à l'amélioration des conditions sanitaires, bien que dans ce domaine le travail à temps partiel doive être explicitement lié à l'action communautaire en matière d'approvisionnement en eau potable, d'évacuation des eaux usées, etc.<sup>37</sup>.

113. Dans les pays pauvres, l'Etat a peu de ressources à affecter au logement par rapport aux besoins et presque toujours, lorsqu'il s'efforce de fournir des logements aux pauvres des zones urbaines et rurales, les unités d'habitation qu'il construit sont trop peu nombreuses pour faire face à la demande et trop onéreuses pour les intéressés. Tant qu'ils ne disposeront pas de ressources sensiblement accrues dans ce secteur, les gouvernements auront intérêt à localiser les domaines où il est difficile aux familles et aux collectivités d'agir seules, et à collaborer avec elles pour développer la construction. Par exemple, les pauvres peuvent souvent construire des logements sommaires, mais ils n'ont pas les moyens de planifier à moyen et à long terme les équipements et les services sociaux tels que l'approvisionnement en eau, les égouts, les services sanitaires et l'enseignement. Dans le tiers monde, il est possible d'apporter rapidement une aide appréciable à la majorité des pauvres, à la campagne comme à la ville, si les gouvernements utilisent leurs ressources, au début, pour améliorer l'environnement où ils vivent et pour planifier l'aménagement de zones où une population accrue bénéficiera d'un milieu sain. Le Conseil économique et social s'est occupé de ces questions de manière assez détaillée dans ses résolutions 1224 (XLII) et 1670 (LII).

## 10. ENVIRONNEMENT

114. Comme il ressort des travaux préparatoires de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, tenue à Stockholm en juin 1972, et des activités qui ont fait suite à cette conférence, laquelle a été une réussite, le mot « environnement » englobe maintenant à la fois les problèmes dus à « l'abondance » (pollution industrielle) qui sont ressentis de la façon la plus aiguë dans les sociétés très industrialisées, et les problèmes découlant

<sup>36</sup> « Social development in Asia », *Economic Bulletin for Asia and the Far East*, vol. XX, n° 3, décembre 1969 (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.69.II.F.12), p. 21.

<sup>37</sup> E/CN.5/445, par. 49.

de la pauvreté — logements inadéquats, faim, maladie — qui vont de pair avec l'absence ou l'insuffisance du développement et qui représentent les principaux problèmes d'environnement pour les deux tiers de l'humanité.

115. Par conséquent, dans les deux contextes, celui de l'abondance et celui de la pauvreté, mais surtout dans le dernier, l'amélioration de l'environnement doit être considérée comme une condition nécessaire à l'exercice des droits de l'homme fondamentaux dans les domaines économique, social et culturel, qui sont interdépendants.

116. En fait, cette interdépendance est reconnue dans la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, adoptée à l'unanimité à Stockholm et entérinée par l'Assemblée générale [résolution 2994 (XXVII)] où il est dit que les deux éléments de l'environnement de l'homme, « l'élément naturel et celui qu'il a lui-même créé, sont indispensables à son bien-être et à la pleine jouissance de ses droits fondamentaux, y compris le droit à la vie même ».

117. Vue dans cette perspective, l'amélioration de l'environnement, qu'il s'agisse de réduire la pollution ou d'accélérer le développement économique, représente un moyen d'assurer l'exercice de certains droits de l'homme — par exemple, droit d'être à l'abri de la faim, droit à un niveau de vie suffisant — dont bon nombre sont déjà énoncés dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

118. Néanmoins, la question se pose de savoir si un « environnement sain » (c'est-à-dire permettant le bien-être) peut non seulement être considéré comme un moyen mais également comme une fin en soi, et être défini comme un droit fondamental de la personne humaine.

119. Bien que la Déclaration sur l'environnement soit essentiellement orientée vers l'amélioration de la qualité de la vie, elle ne proclame pas que cette amélioration en tant que telle soit un droit que l'individu peut revendiquer comme étant « un droit de l'homme ».

120. Par exemple, dans le principe 1, énoncé dans la Déclaration et qui s'applique ici, il est indiqué entre autres que l'homme « a un droit fondamental à la liberté, à l'égalité et à des conditions de vie satisfaisantes, dans un environnement dont la qualité lui permette de vivre dans la dignité et le bien-être... ». Les mots reproduits ici en italique font penser à un moyen plutôt qu'à une fin en soi.

121. La question reste donc posée, et on peut l'étudier plus avant pour savoir s'il convient de faire d'« un environnement de qualité » ou d'« un environnement permettant le bien-être » un droit fondamental de la personne humaine.

## 11. PARTICIPATION

122. Le principe fondamental régissant la question des droits de l'homme dans le contexte du développement devrait être le suivant : la population devrait participer d'une manière générale aux décisions concernant son mode de vie, individuel ou collectif, et prendre part, en particulier, aux décisions touchant les programmes de développement et à leur application et profiter de leurs avantages. Il faudrait créer partout, au niveau de base de la population rurale, des rouages démocratiques chargés de formuler des plans. Ils feraient partie d'un système de gouvernement local reconnu par l'Etat, doté de pouvoirs collectifs et de moyens financiers et ayant des attributions particulières. Ils seraient également chargés de l'application des plans au niveau local. Sans une participation de ce type, il ne sera guère possible de renforcer les groupes d'émunis dans

les pays peu développés et d'atténuer l'impression qu'ils sont en marge de la société, en particulier chez les jeunes, qui forment le gros de la population desdits pays.

123. Les gouvernements devraient considérer les jeunes comme des associés dans l'œuvre d'édification du pays en les faisant participer à la planification, aux décisions et à l'application des programmes, en leur donnant la possibilité de faire partie d'organes consultatifs et en les encourageant dans cette voie. Ils devraient s'efforcer d'établir un dialogue réel avec les jeunes sur les questions qui intéressent la société et en particulier la jeunesse.

## 12. CONNAISSANCES ET COMPÉTENCES TECHNIQUES

124. Un niveau d'emploi plus élevé et une répartition plus équitable des revenus ne font pas obstacle à un développement économique rapide, bien au contraire.

125. Comme les pays peu développés doivent importer des biens d'équipement et une grande partie des capitaux nécessaires au développement économique (qu'ils doivent rembourser dans une large mesure), le revenu conservé dans l'économie du pays consiste en majeure partie dans les traitements et salaires des ressortissants, versés tant aux personnes directement employées aux divers projets qu'aux producteurs de matières premières locales et autres biens intermédiaires utilisés pour l'exécution de ces projets. En conséquence, lorsque l'emploi et les traitements et salaires sont élevés, les capitaux retournent moins vers les pays développés et le revenu national des pays peu développés s'accroît.

126. Malheureusement, cette relation n'est pas évidente, vu qu'il est difficile de calculer le revenu national dans les pays peu développés, ce qui fait que, pour mesurer la croissance économique, on utilise le PIB à la place du produit national net.

127. Il faut donner une définition plus précise de ce que l'on entend par répartition plus équitable des revenus. S'il s'agit simplement, dans les pays peu développés, de faire payer plus d'impôts au groupe à revenu élevé et de distribuer les sommes ainsi obtenues au groupe à faible revenu, on n'arrivera guère ni à élever les gains du groupe à faible revenu ni à promouvoir le développement économique, le groupe à revenu élevé étant de faible importance numérique.

128. Répartir plus équitablement les revenus, c'est orienter le développement économique en fonction des besoins du groupe à faible revenu, en augmentant les possibilités d'emploi et en réduisant le chômage, à la campagne comme à la ville, dans l'industrie comme dans l'agriculture. Ainsi orienté, le développement économique donnera de meilleurs résultats, étant donné d'une part ce qui a été dit au sujet de la nécessité, pour rapatrier les capitaux et les revenus, de payer des sommes très élevées (intérêts et remboursement de prêts), dans la plupart des cas aux institutions financières internationales, et étant donné d'autre part que le groupe à revenu élevé a tendance à dépenser ses gains en biens de consommation importés, tandis que le groupe à faible revenu achète surtout des produits locaux, ce qui, par enchaînement, favorise le développement.

129. Néanmoins, cela suppose qu'on s'attache à développer les connaissances et les compétences techniques. Le droit à l'amélioration des connaissances et des compétences techniques devrait figurer parmi les droits économiques et sociaux fondamentaux. C'est le meilleur

moyen d'assurer que l'homme sera considéré comme le sujet plutôt que comme l'objet du développement.

130. Le manque de connaissances et de compétences techniques provoque un chômage et un sous-emploi massifs dans les pays peu développés qui ont, de ce fait, un faible revenu. Il ne suffit pas de prévoir des « stimulants » ou de recourir à des « animateurs ». Ces formules se révèlent inefficaces si la population ne possède pas les connaissances et les compétences nécessaires pour en tirer parti. Il est indispensable de prendre des mesures directes pour importer des connaissances techniques. Les compétences et les institutions dans ce domaine sont des facteurs plus importants pour le développement économique que la simple présence de capitaux. L'enseignement de base (lire, écrire et compter) ne suffit pas pour promouvoir le développement économique. Il ne fait qu'augmenter le nombre des chômeurs.

131. Il faut attacher à l'acquisition de connaissances et de compétences techniques au moins autant d'importance qu'à l'enseignement proprement dit. Les deux doivent aller de pair et, si possible, se compléter. En effet, le manque de connaissances techniques est une cause fondamentale de mécontentement social; en revanche, l'acquisition de ces connaissances permet à ceux qui sont démunis de participer aux décisions et à la solution des problèmes techniques.

## 13. TRANSFERT DES TECHNIQUES

132. Ce transfert porte souvent sur des techniques adaptées aux besoins, aux goûts, à la culture et au pouvoir d'achat des pays développés, lesquels sont très différents de ceux des pays en voie de développement.

133. Les produits ne correspondent pas aux habitudes des ressortissants de ces derniers pays; les procédés de fabrication demandent de gros capitaux et peu de main-d'œuvre; les matières premières utilisées sont souvent des produits plastiques ou synthétiques. Par conséquent, ces techniques sont souvent inapplicables aux besoins des pays en voie de développement.

134. Le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, dans son *Plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement*<sup>38</sup>, a souligné la nécessité d'effectuer des travaux de recherche-développement sur des techniques autochtones mieux adaptées aux besoins et aux conditions des pays en voie de développement. Il s'agirait de concevoir des produits répondant mieux à ces besoins, d'utiliser les matières premières locales telles que les fibres naturelles et de recourir à des procédés de fabrication exigeant peu de capitaux et beaucoup de main-d'œuvre.

135. Pour cela, il faut former le personnel capable d'exécuter les travaux de recherche-développement nécessaires pour adapter les techniques existantes ou en créer de nouvelles le cas échéant. Il convient de mettre sur pied des instituts scientifiques et des laboratoires ou de renforcer ceux qui existent déjà, et d'élaborer des programmes d'enseignement et de formation en vue de mettre ces techniques au point. Il faut évaluer les techniques importées des pays développés ainsi que leurs effets sur le plan de la technique, de la sociologie et de l'environnement.

<sup>38</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.A.18.

136. Par exemple, on dispose maintenant de pompes solaires efficaces; si on les avait utilisées, lorsque la sécheresse sévissait dans le Sahel, pour pomper l'eau des puits dans le désert, on aurait pu sauver des milliers de vies. Les automobiles et les camions destinés aux pays en voie de développement doivent répondre à certaines exigences; il faut par exemple qu'ils soient utilisables sur de mauvaises routes, qu'ils nécessitent peu d'entretien et soient bon marché, ce qui diffère des particularités propres aux automobiles appelées essentiellement à rouler sur des routes goudronnées.

137. Il importe donc de préserver le droit de la communauté scientifique et technique potentielle des pays en voie de développement à recevoir l'enseignement et la formation nécessaires, de façon à pouvoir effectuer des activités de recherche-développement visant à répondre aux besoins particuliers de ces pays et à élaborer des techniques qui leur conviennent.

138. L'exode de techniciens des pays en voie de développement vers les pays développés entrave la constitution d'un réservoir de personnel qualifié autochtone. En particulier, l'exode de médecins, de scientifiques et d'ingénieurs a des répercussions défavorables dans les domaines de la santé, de la science et de la technique.

#### 14. PROTECTION DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE

139. La nécessité d'opérer des réformes et de s'intéresser davantage à la protection de la famille et de l'enfance est ressentie dans le monde entier. Ces réformes pourraient être d'ordre « préventif » ou « prophylactique », et leur action devrait s'exercer dans les domaines de l'habitation, de la nutrition et, plus généralement, de la santé et de l'enseignement. Dans cette optique, il serait également utile de mettre en œuvre des réformes visant à redistribuer les revenus de manière à protéger le niveau de vie des familles ayant des enfants et, en particulier, des familles nécessiteuses.

140. Dans la planification du développement économique et social, une priorité essentielle doit être accordée aux investissements dans le domaine de la nutrition : tout comme l'enseignement, celle-ci joue en effet un rôle essentiel dans le développement des facultés qui se trouvent chez les enfants à l'état latent. L'accent devrait être mis en particulier sur les mesures visant à prévenir la malnutrition des jeunes enfants, qui peut inhiber définitivement leur développement intellectuel et physique.

#### 15. DROITS DU CONSOMMATEUR

141. Pour tirer le plus grand profit possible du processus de développement, les consommateurs doivent connaître leurs droits et les affirmer; les plus importants sont le droit à la sécurité, qui vise à assurer qu'aucun produit dangereux ou nocif n'est mis sur le marché; le droit d'obtenir des renseignements adéquats sur les produits et les services offerts ainsi que sur leurs conditions de vente; le droit de choisir entre divers articles de qualité satisfaisante à des prix équitables et compétitifs ou, lorsqu'il s'agit de services publics, à des prix équitablement réglementés; et le droit d'avoir voix au chapitre lorsque le gouvernement prend une décision mettant en jeu les intérêts des consommateurs.

#### 16. RÉFORME FISCALE

142. Les impôts fonciers et les droits de succession sont des instruments qui permettent d'agir sur la distribution

de la richesse sans porter atteinte à la propriété privée en tant que telle et qui sont universellement acceptés. Cependant, ils ne peuvent être efficaces que s'ils sont appliqués par une administration fiscale relativement perfectionnée et honnête.

143. Dans un système d'imposition progressive, il faudrait faire supporter aux contribuables qui jouissent des revenus les plus élevés l'essentiel de la charge que représentent les réformes sociales. C'est là l'effet de redistribution de la réforme fiscale, réforme qu'il est absolument nécessaire d'appliquer comme il convient dans de nombreuses régions du monde, et particulièrement dans les pays peu développés. Il a été difficile, on le sait, de percevoir dans ces pays des impôts progressifs, et la mise en pratique d'un tel système y a été limitée par la nécessité de stimuler les investissements productifs.

#### 17. UTILISATION DES FORCES ARMÉES

144. Il est une innovation qui, associée à d'autres mesures appropriées, pourrait aider à déterminer une évolution rapide et radicale dans le sens de la réalisation effective des droits économiques, sociaux et culturels, notamment dans les zones rurales et dans les groupes de population à faible revenu : il s'agit de l'utilisation des membres des forces armées et des installations militaires au profit de la construction d'une société nouvelle, fondée sur l'égalité de jouissance de ces droits par tous. L'Iran a utilisé ses forces armées à ces fins et en a retiré de grands avantages. D'autres pays pourraient être invités à faire de même.

#### 18. LE RÔLE DES SYSTÈMES DE VALEURS DANS LE DÉVELOPPEMENT

145. A propos du rôle que jouent les valeurs traditionnelles dans le processus du développement et de la nécessité de changer certaines attitudes, la Réunion d'experts en matière de politique et de planification sociale a fait observer ce qui suit :

La nécessité d'imposer de nouveaux systèmes de valeurs industrielles a souvent suscité des souffrances et des frictions inutiles, et une recherche plus large et plus approfondie est nécessaire pour déceler les valeurs et les attitudes qui doivent ou qui ne doivent pas changer, ainsi que les mesures tendant à faciliter les changements d'attitude. Le rôle du planificateur social devrait être d'expliquer aux responsables des allocations de fonds la nature des changements nécessaires, ce que seront probablement les conséquences et les problèmes qu'entraîneront un changement d'attitude et les coûts relatifs que représente pour la société l'imposition de valeurs indésirables par rapport aux avantages d'une production accrue. Il faut augmenter les connaissances dans ces domaines. Puisque le développement implique nécessairement le changement radical de bon nombre d'attitudes, il serait important d'étudier si ces changements radicaux s'opèrent plus facilement qu'une suite de changements mineurs et si, par conséquent, ils sont préférables à ces derniers<sup>39</sup>.

146. Il faut, surtout dans les pays peu développés, s'efforcer de surmonter les oppositions entre les systèmes de valeurs de la société et les impératifs du développement et, partant, de garantir la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels pour tous.

#### 19. LE RÔLE DU DROIT DANS LE DÉVELOPPEMENT

147. Les moyens matériels et le savoir-faire technique sont certes essentiels si l'on veut élever le niveau de vie

<sup>39</sup> E/CN.5/445, par. 16.

d'un pays et créer des conditions de démocratie économique, mais il n'en reste pas moins qu'un cadre juridique est la condition indispensable de tout progrès économique et social équilibré.

148. Certains pensent que la loi doit surtout suivre, et non diriger, et qu'elle doit suivre lentement, sous la poussée d'un sentiment social clairement formulé. Néanmoins, pour que chacun puisse jouir véritablement de ses droits économiques, sociaux et culturels, la loi doit être considérée comme un facteur qui détermine la création de normes et règles nouvelles, et comme un agent ou un catalyseur du changement et du développement social. La loi doit donc être « créée » et non « trouvée », s'agissant de la loi au sens dynamique de ce terme, qui est diamétralement opposé à son aspect purement formaliste. Il est inutile d'attendre que la coutume soit peu à peu codifiée par les juristes et soit pleinement développée pour adopter de nouvelles dispositions juridiques permettant de prendre des mesures efficaces contre les structures et les systèmes socio-économiques qui entravent la pleine jouissance des droits économiques, sociaux et culturels et perpétuent la discorde dans la société.

149. Les gouvernements se doivent de combattre sans relâche toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme, qu'elle prenne la forme de féodalisme, de colonialisme, de néo-colonialisme ou de protection des intérêts d'une minorité par rapport aux intérêts de tous. Ce qui est bon pour un service ne l'est pas nécessairement pour tous les membres de la communauté : si un gouvernement devait prendre les mesures nécessaires pour s'acquitter de son obligation de protéger la santé de chaque membre de la société, en tenant compte des opinions du plus grand nombre des membres de la profession médicale, il est probable que celle-ci se développerait selon la règle du laissez-faire.

150. La loi pourrait jouer un rôle de premier plan, tant à l'échelle nationale qu'internationale, pour la création des bases économiques et sociales nécessaires à la mise en œuvre effective des droits économiques, sociaux et culturels dans tous les pays; il s'agit ici encore une fois de la loi au sens dynamique et progressif de ce terme, à savoir une série de règles et règlements qui n'est pas simplement l'expression de la volonté de la majorité, mais celle de ses intérêts à long terme, et qui garantirait la réalisation des conditions objectivement favorables à un développement global sur le plan économique, social et culturel visant à améliorer constamment les conditions de vie de tous. Ce droit peut être « créé » et se développer dans la mesure où il est de l'intérêt de tous et où tous reconnaissent qu'il est dans leur intérêt commun.

151. Comme il a été déjà indiqué, la partie de la présente étude qui traite des règles et normes nationales régissant la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels est incomplète (voir première partie, par. 1), étant donné qu'elle ne porte que sur les aspects constitutionnels. Pour qu'elle soit complète, il aurait fallu étudier également la législation en vigueur dans les différents pays, mais cela aurait conduit à dépasser de beaucoup les limites imposées à la portée et au volume de la présente étude. Une étude exhaustive sur ce sujet pourrait toutefois être réalisée dans l'avenir.

## 20. LE RÔLE DE LA STATISTIQUE DANS LE DÉVELOPPEMENT

152. Il est fort nécessaire d'améliorer les statistiques dans les pays en voie de développement. Il y a de nombreuses lacunes, surtout dans le cas des statistiques

sociales. Tous ces pays devraient affecter des ressources plus importantes au rassemblement de données intéressantes le domaine social. Bien que chaque gouvernement soit directement responsable en la matière, le Rapporteur spécial considère qu'il conviendrait de leur accorder une aide particulière sous la forme de fonds et ressources supplémentaires. Un effort concerté s'avère donc nécessaire pour mettre sur pied des statistiques. Il conviendrait à cette fin de prendre les mesures suivantes :

Au niveau national, il faudrait prendre conscience de l'importance des statistiques sociales et mettre au point un mécanisme convenable de rassemblement et de compilation des données; un élément essentiel de ce mécanisme serait un service chargé de faire des enquêtes par sondage dans les ménages, ce qui constitue le moyen le plus pratique d'établir des statistiques sociales et socio-économiques;

Au niveau régional, des dispositions devraient être prises en vue de formuler des principes directeurs applicables aux pays en voie de développement de la région, de mettre sur pied des services consultatifs régionaux et d'organiser des groupes de travail, des cycles et des journées d'étude et des stages sous-régionaux de formation aux statistiques sociales.

Au niveau international, d'autres mesures devraient être prises pour mettre au point les méthodes voulues et établir des manuels techniques; le PNUD, le FNUAP, le FISE et la BIRD devraient affecter des fonds de plus en plus importants à l'établissement de statistiques démographiques et sociales;

L'ONU et les institutions spécialisées compétentes — à savoir l'OIT, la FAO, l'UNESCO et l'OMS — devraient coopérer entre elles et coordonner leurs activités relatives à l'établissement de statistiques sociales tant au niveau international qu'au niveau régional.

La nécessité d'améliorer les statistiques ne devrait cependant pas servir de prétexte pour ne pas formuler une stratégie nationale et internationale du développement socio-économique.

## 21. LE RÔLE DU COMMERCE DANS LE DÉVELOPPEMENT

153. Depuis 20 ans, la part des pays peu développés dans le commerce mondial est tombée d'un tiers à un sixième. Les cours de leurs marchandises subissent de graves fluctuations. Ces pays se trouvent en concurrence, sur les marchés mondiaux, avec des pays qui pourraient facilement se permettre de se tenir à l'écart du commerce mondial de certaines catégories de produits, comme les produits alimentaires, au lieu de concurrencer les pays qui ont le plus besoin de les vendre.

154. Depuis quelques années, les pays riches ont de plus en plus tendance à commercer entre eux. Comme on l'a noté :

En 1960, la part des pays en voie de développement dans le commerce mondial était de 23 %. En 1970, elle n'était que de 18 % et elle continue sans doute de décroître. En outre, leur commerce est devenu moins profitable, surtout du fait que les prix des produits manufacturés dont ont besoin les pays en voie de développement ont augmenté plus vite (par suite de l'inflation dans les pays riches) que les prix des produits vendus par eux. Enfin, les pays riches, surtout en Amérique du Nord et maintenant aussi en Europe, ont eu tendance à protéger leurs industries agricoles nationales<sup>40</sup>.

155. De plus en plus, les pays peu développés doivent travailler davantage pour produire plus d'articles d'export-

<sup>40</sup> Voir « Forever poor », *The Guardian*, Londres, numéro hebdomadaire du 8 avril 1972.

tation, à seule fin de ne pas s'appauvrir. Actuellement, le prix d'importation d'un seul tracteur dans un pays comme le Ghana équivaut au prix d'exportation de cinq tonnes de cacao, soit cinq fois plus qu'en 1960<sup>41</sup>.

156. Une solution pour les pays peu développés serait, chaque fois que possible, de développer le commerce entre eux, d'amorcer une véritable coopération économique et d'appliquer des politiques économiques visant à atténuer les conséquences défavorables des groupements économiques régionaux des pays riches. Toutefois, ils devraient auparavant mettre en ordre leurs propres affaires en menant à bien des réformes économiques et sociales radicales depuis longtemps nécessaires.

157. Il importe de souligner nettement que les pays développés ont à l'égard des autres pays le devoir de réformer leurs propres politiques commerciales et d'accorder une aide dans des conditions plus favorables et égalitaires, ainsi que de contribuer à la promotion des droits économiques, sociaux et culturels dans ces pays. Les raisons qui peuvent être présentées aux peuples des pays développés pour montrer la nécessité de cette politique sont des raisons de justice, de compassion et de solidarité humaine.

158. Pour aider les pays peu développés à assurer la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels, il est nécessaire d'instaurer une politique commerciale mondiale visant à abaisser les barrières nationales et à rétrécir l'écart important qui existe aujourd'hui entre les niveaux de revenus des différents pays. A cette fin, il faudra premièrement que les pays industrialisés réduisent rapidement les droits qui frappent les articles manufacturés exportés par les pays peu développés et, deuxièmement, que soit créé un système de soutien des prix internationalement garanti en faveur des produits de base fournis par ces derniers pays. Il est bien préférable de garantir à ces pays un juste prix pour leurs ventes, plutôt que de leur accorder une aide à titre de compensation partielle pour la perte de leur pouvoir d'achat.

## 22. LE RÔLE DU DÉSARMEMENT DANS LE DÉVELOPPEMENT

159. Le rapport établi, comme suite à la demande que l'Assemblée générale avait formulée dans sa résolution 2667 (XXV), par le Secrétaire général avec l'assistance du Groupe d'experts consultants sur les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires contient notamment les conclusions suivantes :

La course aux armements coûte extrêmement cher et fait qu'on manque de ressources pour presque tous les autres secteurs de l'activité sociale. Au total, [elle] a englouti près de 1 900 milliards de dollars de 1961 à 1970. Si les dépenses militaires continuent d'absorber le même pourcentage du PNB mondial qu'à l'heure actuelle, elles pourraient atteindre de 300 à 350 milliards (aux prix de 1970) à la fin de la décennie et dépasser de près de 750 milliards de dollars au total, pour l'ensemble de la décennie, celles encourues de 1961 à 1970.

Les dépenses militaires qui ont les plus graves conséquences pour le monde sont celles des grandes puissances, puisque celles-ci, entre elles, totalisent la plus grande partie de ces dépenses. Mais la course aux armements entre les pays en voie de développement n'est pas moins dangereuse<sup>42</sup>.

<sup>41</sup> « The new politics of poverty », *The Observer*, Londres, 9 avril 1972, p. 8.

<sup>42</sup> ONU, *Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.IX.16), par. 114 et 115.

160. La course aux armements englutit dans des montagnes d'armes de destruction massive une part importante des ressources qui pourraient servir à assurer la jouissance des droits économiques et sociaux. Il est surprenant de noter que dans le monde d'aujourd'hui, plus de 200 milliards de dollars sont dépensés chaque année à des fins militaires. Cela représente, selon certains, une somme au moins égale aux deux tiers du total des revenus nationaux annuels de tous les pays peu développés et peut-être, d'après d'autres, un montant égal à ces revenus. Actuellement, plus de 60 % de tous les hommes de science s'occupent directement ou indirectement d'activités dirigées vers la guerre. Ces chiffres montrent l'énorme importance qu'aurait le désarmement pour la réalisation de progrès économiques et sociaux accélérés en faveur de l'humanité tout entière. La course aux armements accroît les tensions et engendre la méfiance entre les pays, et ces tensions et cette méfiance encouragent à leur tour la course aux armements, créant ainsi un cercle vicieux. Or, le désarmement n'est pas seulement une nécessité impérieuse : il est possible. Il faut donc s'efforcer de conclure dès que possible un accord général de désarmement, tout en prenant des mesures internationales propres à assurer la jouissance pleine et entière des droits économiques, sociaux et culturels.

161. Le Rapporteur spécial partage avec le Secrétaire général la conviction et l'espoir qu'entre autres avantages économiques et sociaux, une réduction substantielle des dépenses militaires aurait pour conséquence naturelle l'accroissement de l'aide aux pays peu développés. Comme l'a fait observer le Groupe d'experts consultants, la course aux armements doit être arrêtée « non seulement à cause des dangers immédiats auxquels elle nous expose tous, mais parce que, plus elle se prolonge, plus les problèmes de croissance économique, de justice sociale et d'environnement seront difficiles à résoudre dans l'avenir »<sup>43</sup>.

162. Le Rapporteur spécial partage également la conclusion unanime du Groupe d'experts consultants :

La cessation de la course aux armements et une réduction importante des dépenses militaires favoriseraient le développement économique et social de tous les pays et accroîtraient la possibilité de fournir une aide complémentaire aux pays en voie de développement<sup>44</sup>.

## 23. OBLIGATIONS DES ETATS EN VUE DU DÉVELOPPEMENT

163. Vu la complexité de la société d'aujourd'hui, les Etats doivent harmoniser les intérêts des individus avec ceux de l'ensemble de la communauté; leur liberté d'action se voit donc limitée bien plus sérieusement, en ampleur et en intensité, qu'à tout autre moment de l'histoire. L'Etat s'est donc senti tenu de prendre à sa charge un grand nombre d'obligations qui incombaient autrefois aux individus et aux familles. C'est ainsi que l'Etat a assumé des responsabilités en matière d'alimentation, d'habitation, d'habillement, d'éducation et de protection de la santé. Il s'en acquitte notamment en assurant à tous le droit à l'emploi, à une juste rémunération, à des allocations familiales, à des pensions et à des allocations de chômage. L'opinion qui domine aujourd'hui est que seules l'action et la planification de l'Etat peuvent permettre de réaliser la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels pour tous. La notion moderne des

<sup>43</sup> *Ibid.*, par. 119.

<sup>44</sup> *Ibid.*, par. 120.



fonctions de l'Etat est exprimée dans des instruments internationaux, en particulier dans la Charte des Nations Unies, dans laquelle les Membres se sont engagés à agir, tant conjointement que séparément, de façon à favoriser le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et les conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social, et le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

164. Il y a un demi-siècle, la notion de justice sociale était étrangère au système de gouvernement de tous les pays, même des plus avancés. Le monde a depuis lors nettement progressé. Aujourd'hui, comme l'écrit le chah d'Iran dans son livre sur la révolution iranienne, il est considéré que « de nos jours, les droits politiques sans les droits sociaux, la justice légale sans la justice sociale, et la démocratie politique sans la démocratie économique ne possèdent plus aucune signification réelle »<sup>45</sup>.

#### 24. OBLIGATIONS DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE EN VUE DU DÉVELOPPEMENT

165. Les obligations des Etats à cet égard sont clairement définies aux Articles 55 et 56 de la Charte des Nations Unies. Selon l'Article 55, les Nations Unies favoriseront « le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social ». Selon l'Article 56, « les Membres s'engagent, en vue d'atteindre les buts énoncés à l'Article 55, à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation ».

166. A ce propos, Arnold Toynbee a déclaré :

Nous n'avons jamais été informés aussi rapidement et aussi complètement qu'aujourd'hui des souffrances que les êtres humains infligent et endurent dans le monde entier. Et cependant, nous n'avons jamais été aussi lents à réagir. . .

<sup>45</sup> M.-R. Pahlavi Aryamehr, *La révolution sociale de l'Iran*, 1<sup>re</sup> édition, Téhéran, Bibliothèque impériale Pahlavi, 1967, p. 151.

Cet affaiblissement de notre sensibilité nous a conduits à nous désintéresser des torts considérables qui ont été commis, parfois pendant des générations, voire pendant des siècles.

Il conclut que même le peuple le plus doux se retournera et attaquera, s'il est provoqué et maltraité « sans réparation pendant trop longtemps »<sup>46</sup>.

167. Des vues analogues ont été exprimées par le Président de la Banque mondiale, le 25 septembre 1972, à la réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la Banque. Il a déclaré qu'un gouvernement soucieux de l'ordre public ne pouvait tolérer longtemps « la dégradation humaine, lorsque 30 à 40 % des citoyens dont il a la charge en souffrent », et il a ajouté que « dans bien des régions du monde, le temps n'est plus où l'on pouvait tolérer de telles injustices »<sup>47</sup>.

168. Avant la seconde guerre mondiale, c'est à peine si l'on concevait que les pays les plus développés puissent avoir la responsabilité commune d'aider les autres pays. Actuellement on tient de plus en plus cette responsabilité pour un principe général. Le moment est probablement venu d'examiner dans le cadre du droit public international, dans l'intérêt de la paix dans le monde, de la solidarité humaine et de la coopération internationale, les problèmes mondiaux de la pauvreté des masses et de la dégradation humaine, ainsi que les obligations qui incombent à la communauté internationale à cet égard. La Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies aurait déjà dû se pencher sur ce problème à l'occasion de ses travaux sur le développement progressif du droit international. La Commission des droits de l'homme peut maintenant recommander que cette question soit inscrite à l'ordre du jour de la Commission du droit international avec le rang de priorité qui lui revient.

<sup>46</sup> Voir « The only way to stop terrorism », *Keyhan International*, Téhéran, 3 octobre 1972.

<sup>47</sup> BIRD, SFI, IDA, *Assemblées annuelles 1972 des Conseils des gouverneurs*. — *Compte rendu sommaire*, Washington, D. C., p. 36.

## Chapitre III

### RECOMMANDATIONS

169. Le Rapporteur spécial soumet les recommandations ci-après à la Commission des droits de l'homme :

1) Tous les gouvernements devraient prendre des mesures plus efficaces pour l'élimination de la discrimination en matière de sexe, de race et de caste, ainsi que de toute autre sorte de discrimination faisant obstacle à la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels.

2) Si l'on veut réduire l'écart dans les domaines économique, social et culturel, il faut que tous les gouvernements aient pour objectif majeur une répartition plus équitable des possibilités, des services sociaux, des richesses et du revenu. Améliorer la répartition des trois premiers éléments favoriserait tôt ou tard une meilleure répartition du revenu.

3) Il convient de s'attaquer de toute urgence au problème de la réduction des inégalités dans le secteur rural et entre les secteurs rural et urbain, compte tenu de quoi la Commission devrait recommander en termes énergiques la mise en œuvre immédiate d'une réforme agraire dans tous les pays insuffisamment développés où cela n'a pas encore été fait.

4) Assurer un revenu adéquat à chaque ménage devrait constituer un objectif majeur pour tous les gouvernements. Pour cela, il faut qu'ils révisent leurs politiques sociales et économiques actuelles en vue de les orienter vers l'élimination de la pauvreté. Fondamentalement, le principal objectif de tous les plans de développement devrait être la pleine utilisation de la main d'œuvre en vue de la production, afin que les pays atteignent du même coup des taux de croissance du PNB élevés et de meilleures conditions de vie pour tous. La Chine offre un excellent exemple de cette politique, et son expérience — le fait, en particulier, qu'elle ait attaché une priorité élevée au développement de l'infrastructure rurale et à la dispersion rurale de la petite industrie — est riche d'enseignement.

Le plein emploi devrait donc être le principal objectif de tous les pays. Cet objectif ne doit pas être considéré à égalité avec les autres, tels que la stabilité des prix, la croissance et l'équilibre de la balance des paiements. Le plein emploi n'est pas un but facile à atteindre, même dans les pays développés à économie de marché, mais en en faisant l'objectif majeur de la politique macro-économique de tous les pays, on aiderait à transformer en réalité le « droit au travail » et à un revenu adéquat.

Selon le stade actuel du développement national, chaque gouvernement devrait se donner pour tâche, surtout dans les pays développés à économie de marché, de fournir les moyens nécessaires à une formation professionnelle pendant la transition entre deux emplois ou au recyclage à un nouveau type d'emploi, prévoyant le versement de salaires égaux aux salaires industriels; et les gouvernements devraient également se charger de l'organisation de services de puériculture en nombre suffisant pour permettre aux femmes de poursuivre leurs

activités professionnelles. Il sera très probablement nécessaire d'adapter les horaires de travail pour donner aux femmes la possibilité de continuer à exercer leur métier tout en s'acquittant de leurs responsabilités matérielles et morales envers leurs enfants. En tout état de cause, pour éliminer les séquelles de la discrimination, les gouvernements devraient étudier s'il est nécessaire qu'ils fixent expressément des contingents pour les emplois.

5) Les commodités essentielles, depuis l'enseignement et les soins médicaux jusqu'à l'alimentation, le logement et l'habillement, devraient être soustraites aux règles commerciales de la production et de la distribution. Les soins médicaux, ainsi que l'enseignement, seraient ainsi fournis gratuitement par les gouvernements à tous les citoyens et résidents. Il faudrait que tous les gouvernements reconnaissent individuellement et de concert, le droit d'être à l'abri de l'inanition et prennent les mesures nécessaires pour garantir ce droit.

Il faut reconnaître comme droit fondamental le droit à un logement convenable qui soit financièrement à la portée du ménage. Les gouvernements devraient d'une part prendre la responsabilité de fournir des logements, neufs ou anciens, convenables à des prix minimaux de construction et de financement, en faisant appel à des techniques nouvelles ou à la réglementation des prix, et d'autre part s'efforcer dans la mesure du possible de réduire l'écart entre la somme que les ménages les plus pauvres peuvent verser pour le logement et le prix de logements convenables en accordant, le cas échéant, des indemnités de logement ou d'autres primes.

6) La crise urbaine constitue un problème difficile pour tous les gouvernements, étant donné que c'est dans les zones urbaines que sont concentrées les inégalités sociales et qu'existent les conflits les plus aigus de l'environnement. A la base de ces inégalités, on trouve les systèmes actuels de propriété foncière, qui ne sont pas adaptés aux conditions sociales et économiques, qui gênent la mobilité sociale, empêchent de satisfaire les besoins sociaux et vont à l'encontre de la redistribution des richesses nationales. Les régimes juridiques actuels de propriété foncière, particulièrement ceux qui lient la propriété et l'utilisation des terres, ne peuvent pas s'adapter à la dynamique de l'urbanisation. Ils ont une influence néfaste sur l'environnement des établissements, étant donné qu'ils ne répondent qu'aux mobiles étroits des différents propriétaires et ne tiennent pas compte des besoins de la société tout entière et de l'environnement.

Il faudrait que tous les citoyens puissent avoir le droit d'utiliser la terre. Les nations devraient considérer les terrains urbains comme une ressource naturelle (à moins qu'elles ne trouvent d'autres moyens qui garantissent efficacement à chaque citoyen le droit d'utiliser la terre), ressource à utiliser ou à conserver en respectant les valeurs de la société et en tenant compte des priorités



qu'elle s'est fixées. La propriété privée et la jouissance de ces terrains urbains par des particuliers devraient être limitées. C'est à la société tout entière que devrait appartenir le droit de décider de l'utilisation du sol et de jouir des bénéfices qu'elle peut retirer dans le cadre d'une activité collective, comme par exemple en modifiant le type ou l'intensité de cette utilisation<sup>48</sup>.

7) Les pays peu développés devraient orienter leur enseignement vers l'accélération du développement économique et social et de la réalisation effective des droits économiques, sociaux et culturels. Comme le dit dans son rapport la Commission internationale sur le développement de l'éducation de l'UNESCO :

Quoi qu'il en soit du pouvoir qu'a, ou que n'a pas, l'éducation d'abroger dans son domaine propre les inégalités entre individus et entre groupes, il est clair qu'une distribution sociale résolument correctrice des moyens et des efforts éducatifs est la condition première de tout possible progrès à cet égard<sup>49</sup>.

L'égalisation des chances dans le domaine de l'éducation a un rôle particulièrement important à jouer dans la lutte contre l'inégalité. Les politiques de l'éducation devront avoir comme objectif cette égalisation des chances et s'inspirer de valeurs sociales correspondant à une répartition plus équitable des revenus.

Il faut reconnaître le droit à de plus vastes connaissances techniques, théoriques et pratiques comme un droit économique et social fondamental de l'individu. C'est le meilleur moyen de faire en sorte que l'homme soit considéré comme le sujet du développement et non comme son objet.

8) La redistribution « horizontale » et « verticale » du revenu est une des fonctions essentielles de la sécurité sociale. Les systèmes de sécurité sociale devraient donc essentiellement tendre à combiner les objectifs sociaux de la redistribution horizontale avec l'obligation qu'a la société de garantir — par la redistribution verticale — des prestations dont le montant de base soit assez élevé, au moins pour ce qui concerne la vieillesse, la maladie et l'incapacité de travail, pour permettre un niveau de vie décent. On peut y parvenir en élargissant le rôle des normes minimales (comme les prestations de type universel et forfaitaire) et en créant des formes d'assurances sociales — par exemple, prestations liées au salaire — définies par rapport au travail de l'assuré pendant sa vie active. Le financement des systèmes de sécurité sociale devra se faire non plus au moyen d'impôts de type régressif comme l'impôt sur les salaires, mais de formes d'imposition plus modernes, comme l'impôt personnel sur le revenu. La protection contre le chômage devra être valable pour une période indéfinie, et c'est au gouvernement, en tant qu'« employeur de dernier ressort », qu'il incombera de fournir des emplois appropriés (le caractère approprié d'un emploi étant fonction des compétences du travailleur et de son lieu de résidence).

La sécurité sociale rurale est l'un des moyens qui permettent de réaliser l'égalité du revenu dans les régions rurales. L'OIT étudie actuellement cette question. Jusqu'ici les mesures de sécurité sociale ont été limitées à la formation d'organisations urbaines de type syndical. Il faudrait examiner cette question plus sérieusement et accomplir quelque chose de positif dans ce domaine.

<sup>48</sup> D'après les recommandations de la réunion du Groupe d'experts chargé d'étudier les politiques en matière d'utilisation du sol dans les zones urbaines et les mesures de contrôle de l'utilisation du sol (30 novembre-4 décembre 1970) [voir E/C.6/118, par. 47].

<sup>49</sup> UNESCO, *Apprendre à être*, Paris, Fayard, 1972, p. 84.

A l'heure actuelle, tous les pays développés à économie de marché, ainsi que les pays socialistes d'Europe, ont atteint un stade de développement qui leur permet d'appliquer sans difficulté cette recommandation sur tous les points où elle n'est pas encore entrée en pratique. Les gouvernements des autres pays devraient orienter leurs plans et leurs politiques dans cette direction.

9) Pour que le développement économique et social se poursuive avec vigueur et méthode, il faut que la politique nationale se caractérise essentiellement par la création et le renforcement d'institutions sociales adéquates, en tant qu'agents d'évolution sociale. Cette politique doit en particulier donner aux employés et travailleurs de toutes les branches de l'économie le droit de fonder les organisations de leur choix pour la défense de leurs intérêts, le droit de négociation collective et le droit de s'exprimer à propos des mesures économiques et sociales qui les concernent, et cela à tous les niveaux sociaux et plus particulièrement au niveau national lors de l'élaboration des plans et programmes de développement. Il faut aussi que les gouvernements encouragent la création et le fonctionnement efficace de coopératives, considérées comme des instruments qui peuvent contribuer au développement économique et permettre une participation populaire authentique aux efforts faits en vue du développement économique et social.

10) Etant donné que la population est l'un des principaux facteurs du développement et que la jouissance effective des droits économiques, sociaux et culturels est intimement liée à la croissance, à la structure et à la répartition de la population, les gouvernements, l'ONU et ses institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales devraient accorder une haute priorité à l'adoption de politiques de nature à permettre la solution des problèmes liés à la fécondité, la morbidité et la mortalité, la structure et la répartition interne de la population, et les migrations internationales. Les recommandations suivantes concernent principalement des mesures de politique de la population qui contribueraient sensiblement à aider l'individu à jouir effectivement de ses droits.

En ce qui concerne la fécondité, il faudrait inviter instamment tous les gouvernements à respecter le droit des couples à décider en toute liberté et en toute responsabilité, du nombre de leurs enfants et de l'espacement des naissances; à faire en sorte que les parents puissent avoir le nombre d'enfants qu'ils souhaitent en leur offrant des programmes visant à la fois à empêcher les naissances non désirées et à éliminer la stérilité et la sous-fécondité; à mettre à la disposition des couples les renseignements nécessaires pour qu'ils puissent effectivement planifier en ce domaine; à veiller à ce que ces informations soient exactes et prouvées scientifiquement et à fournir des renseignements appropriés au sujet des risques associés; à dispenser un enseignement en matière de reproduction humaine et de bien-être de la famille; à garantir la protection de la condition de la femme dans le mariage et des enfants dans le mariage et hors mariage; à informer les parents des conséquences de leur comportement en matière de fécondité sur la société ainsi que sur leur famille; et à s'efforcer de faire choisir aux parents un nombre d'enfants correspondant au compromis qu'il est nécessaire d'établir entre les droits et les obligations des individus, dans un climat de confiance mutuelle plutôt qu'au moyen de mesures administratives rigides.

En ce qui concerne la morbidité et la mortalité, il

faudrait inviter instamment les gouvernements à adopter comme politiques ayant la priorité absolue la mise à la disposition de la population des services de santé, de nutrition et d'assainissement nécessaires, en faisant pleinement appel aux ressources locales à cette fin, de manière à faire disparaître totalement les différences entre les régions et les catégories de population en ce qui concerne la santé, la nutrition et l'assainissement et plus particulièrement à empêcher la concentration permanente de personnel et de services dans les grandes zones urbaines au détriment des populations rurales.

En ce qui concerne la résidence et les migrations à l'intérieur du pays, il faudrait engager tous les gouvernements à élaborer et à appliquer des politiques se rapportant à la répartition des services de l'emploi et des services sociaux de nature à permettre au plus grand pourcentage possible de personnes et de familles de résider et de travailler là où elles le désirent. Lorsque, pour des raisons sociales et économiques contraignantes, les gouvernements considèrent qu'un changement de lieu de résidence s'impose, ils devraient s'efforcer d'en expliquer pleinement la nécessité aux intéressés, d'éviter des mesures administratives arbitraires et soudaines, d'aider dans toute la mesure possible les populations à effectuer ce déplacement, et de réduire au minimum les inconvénients qu'il entraîne.

S'agissant des migrations internationales, il faudrait engager les gouvernements à réduire à la fois l'immigration et l'émigration des individus lorsque ceux-ci choisissent de s'expatrier à cause des variations des niveaux de vie entre les pays, cette solution leur paraissant soit la seule possible, soit un pis-aller. On devrait en particulier engager les gouvernements des pays ayant des niveaux de vie relativement élevés à prendre des mesures pour réduire l'immigration des personnes dont la formation et l'expérience sont d'une importance vitale dans leur pays d'origine. Les gouvernements des pays d'où l'on émigre en raison du manque d'emplois devraient adopter des politiques qui, en faisant appel aux techniques appropriées permettraient de consacrer de manière productive l'excédent de main-d'œuvre à des ressources non utilisées et d'édifier l'infrastructure du développement futur.

11) Vivre dans un environnement « propre » n'est pas un droit social moins important que le droit de vivre vieux, et la mesure dans laquelle l'environnement où vit la communauté reste écologiquement équilibré a une influence directe sur la jouissance effective d'un droit social vital, qui est le droit à la santé. Les données que l'on possède sur le degré de pollution de l'air, de l'eau et du sol dans différentes régions du monde sont passablement inquiétantes. La protection et l'amélioration de l'environnement humain, qui a une incidence sur le bien-être de tous les peuples et sur le développement économique, en particulier dans les pays peu développés, devraient constituer une préoccupation majeure et la responsabilité principale de tous les gouvernements. Fondamentalement, les gouvernements ont pour devoir de déterminer quels projets de développement risquent d'avoir des effets particulièrement nuisibles sur le milieu et sur la santé et de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour éliminer ou réduire ces risques.

12) La Commission devrait recommander à tous les pays d'élaborer des programmes de réadaptation efficaces pour les handicapés physiques et mentaux lorsque ce genre de programmes n'existe pas.

13) Au nombre des droits économiques, sociaux et culturels figure le droit à recevoir promptement des secours adéquats après une catastrophe naturelle, comme dans le cas dramatique de la sécheresse qui a sévi au Sahel.

14) Vu que dans la plupart des cas les besoins et les problèmes des pays voisins tendent à être similaires et que par conséquent il serait plus facile de parvenir à des accords régionaux sur certaines questions et sur certains buts et objectifs — dont la jouissance effective des droits économiques, sociaux, et culturels — la Commission des droits de l'homme, tout en conservant l'optique universelle qu'elle a toujours eue, devrait envisager la possibilité d'encourager la conclusion d'accords régionaux concernant les droits économiques, sociaux et culturels.

15) La Commission des droits de l'homme pourrait également recommander que l'on travaille de façon plus intensive à l'échelon national, régional et international à la formulation de normes, d'indicateurs, à la fois comme instruments de planification du développement et comme moyens de mesurer la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels.

16) Les ressources du fond des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol au-delà des limites de la juridiction nationale étant le patrimoine commun de toute l'humanité, elles devraient être utilisées exclusivement à des fins pacifiques, compte tenu du fait que les populations des pays peu développés sont fort loin de jouir effectivement de leurs droits économiques, sociaux et culturels.

17) Les travailleurs étrangers devraient se voir garantir dans tous les pays l'égalité absolue avec les nationaux pour tout ce qui concerne la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels.

18) Bien qu'il soit possible que les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme entrent en vigueur à une date rapprochée et que l'entrée en vigueur du Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ait pour effet d'orienter la plus grande partie des travaux du Conseil économique et social vers les directives et les buts fixés dans cet instrument, étant donné que les Etats parties ainsi que les divers organes de l'ONU et les institutions spécialisées feront rapport au Conseil, il importe que l'ONU consacre dès maintenant toute l'attention possible à la question de la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels dans le monde entier, ne serait-ce que parce que les pactes ne seront vraisemblablement pas acceptés par tous les Etats Membres de l'ONU dans un proche avenir. Pour l'instant il existe au sein de l'ONU et des institutions spécialisées un certain nombre d'organes et de services chargés chacun d'un aspect du problème général. Il faut aborder cette question dans son ensemble si l'on veut que le développement économique et social se fasse d'une manière qui favorise effectivement le bien-être, la liberté et la dignité de tous les êtres humains sans distinction et la jouissance de tous les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels reconnus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les deux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme. Il faudrait prier le Secrétaire général d'étudier les moyens de faire en sorte que ces considérations et ces objectifs reçoivent l'attention qu'ils méritent de la part de tous les services de l'ONU et de tous les organismes des Nations Unies intéressés. Il faudrait établir entre eux les contacts et la coopération nécessaires, particulièrement au moyen de réunions, d'échanges de renseignements et de con-

sultations, en vue de promouvoir de manière constructive une prise de conscience appropriée des questions relatives aux droits de l'homme que posent les projets de développement économique et social.

19) La Commission des droits de l'homme devrait prendre les dispositions voulues pour qu'une étude similaire très complète soit entreprise sur le degré de jouissance effective des droits économiques, sociaux et culturels dans le monde et lui soit soumise tous les cinq ans.

La Commission des droits de l'homme, en éliminant de son ordre du jour certaines questions de deuxième ou de troisième importance, devrait consacrer 10 jours au moins, à chacune de ses sessions, à l'examen des questions relatives à la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels. Elle devrait décider de consacrer au moins trois semaines de sa session, tous les cinq ans, à étudier le rapport qui serait présenté, conformément à la recommandation énoncée au paragraphe précédent.

En vertu de la méthode actuellement appliquée en matière de rapports [en vertu de la résolution 1596 (L) du Conseil économique et social, en date du 21 mai 1971], les Etats Membres sont priés de présenter tous les six ans des rapports périodiques sur les droits économiques, sociaux et culturels. Etant donné le haut intérêt d'un examen continu des progrès réalisés à cet égard dans les différentes parties du monde, la Commission devrait

recommander au Conseil économique et social d'adopter un projet de résolution fixant à quatre ans la périodicité des rapports que les Etats sont priés de présenter sur les droits économiques, sociaux et culturels. Ces rapports prendraient la forme de réponse à des questionnaires établis à cette fin.

La Commission devrait aussi, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, inviter les institutions spécialisées s'occupant de la question des droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que les commissions économiques régionales, à fournir tous les cinq ans à la Commission des droits de l'homme des rapports sur la situation concernant ceux de ces droits qui relèvent de leurs juridictions et de leurs compétences respectives.

20) La Commission des droits de l'homme devrait lancer un nouvel appel à tous les Etats pour qu'ils ratifient le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ou pour qu'ils y adhèrent.

21) La Commission des droits de l'homme devrait décider de maintenir à l'ordre du jour de chacune de ses futures sessions la question de la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels et de lui accorder la priorité sur toutes les autres questions inscrites à son ordre du jour.

## **ANNEXES**

Blank page

---

Page blanche

## Annexe I

### QUESTIONNAIRES ADRESSÉS PAR LE RAPPORTEUR SPÉCIAL AUX ÉTATS MEMBRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES OU MEMBRES D'INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

#### A. — Questionnaire relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

##### A. — Population

A.1 Population du pays en 1960 et 1970, par groupes d'âge et par sexe :

Groupes d'âge	Sexe masculin	Sexe féminin
0-5 ans.....		
6-11 ans.....		
12-18 ans.....		
19-25 ans.....		
25-65 ans.....		

A.2 Population des zones urbaines et des zones rurales en 1960 et en 1970.

A.3 Taux de natalité et de mortalité en 1960 et en 1970.

A.4 Taux de mortalité infantile en 1960 et en 1970.

##### B. — Main-d'œuvre

B.1 Nombre de personnes occupées, par secteur d'activité économique, en 1960 et en 1970 :

	1960	1970
Agriculture.....		
Industries extractives.....		
Industries manufacturières.....		
Administration.....		
Autres services.....		

B.2 Taux de chômage enregistrés pendant la période de 11 ans allant de 1960 à 1970.

B.3 Salaires horaires (en monnaie nationale) de la main-d'œuvre masculine [M] et de la main-d'œuvre féminine [F] dans les différents secteurs :

Secteur	1960		1970	
	Salaire moyen	Salaire minimal	Salaire moyen	Salaire minimal
	M F	M F	M F	M F
Agriculture.....				
Industries manufacturières.....				
Industries extractives.....				
Administration.....				
Autres services.....				

B.4 Est-il prévu de faire participer les ouvriers du secteur industriel aux bénéfices ou au capital social des entreprises?

B.5 Exposer la politique suivie actuellement par votre pays en matière de garanties contre le chômage.

B.6 Horaires de travail, temps de loisir et durée des congés dans les différents secteurs d'activité économique.

##### C. — Revenus et dépenses

C.1 Répartition des ménages résidant dans les zones urbaines et dans les zones rurales selon leurs revenus (d'après la dernière enquête sur le budget des ménages) :

	Pourcentage de ménages dans chaque catégorie		
	Revenus élevés	Revenus moyens	Revenus faibles
Zones urbaines.....			
Zones rurales.....			

C.2 Montant moyen (en monnaie nationale) des dépenses consacrées par les ménages aux différents postes ci-après :

Niveau des revenus	Postes de dépenses			
	Alimentation	Habillage	Logement	Autres dépenses
<b>Zones urbaines</b>				
Elevé.....				
Moyen.....				
Faible.....				
<b>Zones rurales</b>				
Elevé.....				
Moyen.....				
Faible.....				

Indiquer à quelle tranche de revenus (en monnaie nationale) correspond chacune des catégories ci-dessus (d'après les normes actuellement en vigueur dans votre pays).

##### D. — Infrastructure sociale

D.1 Enseignement primaire : nombre d'élèves du sexe masculin et du sexe féminin en 1960 et en 1970.

D.2 Enseignement secondaire : nombre d'élèves du sexe masculin et du sexe féminin en 1960 et en 1970.

D.3 Enseignement technique et professionnel : nombre d'élèves du sexe masculin et du sexe féminin en 1960 et en 1970.

D.4 Enseignement supérieur : nombre d'étudiants inscrits et nombre de diplômés, selon le sexe, en 1960 et en 1970.

D.5 Situation dans le domaine de l'enseignement agricole.

D.6 Nombre de lits d'hôpital dans les zones rurales et dans les zones urbaines, en 1960 et en 1970.

D.7 Nombre de dispensaires dans les zones rurales et dans les zones urbaines, en 1960 et en 1970.

D.8 Nombre de médecins et effectif du personnel infirmier dans les zones rurales et dans les zones urbaines, en 1960 et en 1970.

D.9 Donner un bref aperçu des dispositions en matière de sécurité sociale applicables dans les cas ci-après :

Chômage.....	
Maladie.....	
Incapacité.....	
Veuvage.....	
Vieillesse.....	
Autres cas sociaux.....	

D.10 Législation et pratiques en matière de protection des mères et des enfants.

##### E. — Institutions sociales

E.1 Enumérer les différents syndicats, en indiquant le nombre de leurs adhérents.

E.2 Préciser le rôle que jouent ces syndicats.

E.3 Les objectifs poursuivis par les syndicats sont-ils compatibles avec un niveau d'emploi plus élevé?

E.4 Enumérer les organismes publics et privés dont les activités ressortissent à la protection sociale (organismes de sécurité sociale, institutions charitables, etc.), en précisant la nature de leurs activités.

## F. — PNB

Contribution au PNB des secteurs énumérés ci-après :

	Monnaie nationale (millions)	
	1960	1970
PNB en prix courants.....		
Dont :		
Agriculture.....		
Industries manufacturières.....		
Industries extractives.....		
Administration.....		
Autres services.....		

## G. — Finances publiques

G.1 Indiquer, pour 1960, 1965 et 1970, le montant des dépenses publiques (le cas échéant à l'échelon fédéral) ainsi que leur répartition entre les différents secteurs énumérés ci-après :

	Monnaie nationale (millions)		
	1960	1965	1970
Montant total des dépenses publiques .....			
Dont :			
1. Education.....			
2. Santé publique.....			
3. Sécurité sociale.....			
4. Défense.....			
5. Divers.....			

Montant total des recettes publiques .....

Dont :	
1. Impôts sur le revenu et sur la fortune.....	
2. Cotisations de sécurité sociale à la charge des employeurs.....	
3. Cotisations de sécurité sociale à la charge des salariés.....	
4. Autres recettes.....	

G.2 Préciser, pour 1970, le montant de la participation d'autres organismes publics, semi-publics et privés ainsi que des collectivités locales aux programmes en matière d'éducation et de sécurité sociale (dépenses directes aux contributions) :

Organismes	1970	
	Education	Sécurité sociale
.....		
.....		
.....		

## H. — Propriété foncière

- H.1 Quel est, dans votre pays, le régime de la propriété foncière ?  
H.2 Les agriculteurs sont-ils propriétaires des terres qu'ils cultivent ?  
H.3 Existe-t-il de grands propriétaires terriens ?

Taille des exploitations	1960		1970	
	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum
.....				
.....				
.....				

## J. — L'action des pouvoirs publics dans les zones rurales

J.1 Indiquer quelle est la part des moyens et services offerts dans les domaines suivants qui est consacrée aux zones rurales :

	Investissements publics et personnel technique
a) Education.....	
b) Santé.....	
c) Logement.....	

J.2 Exposer les activités de formation professionnelle prévues à l'intention des ruraux.

Domaine	Nombre de bénéficiaires (1970)
.....	
.....	
.....	

J.3 Exposer, le cas échéant, la politique de régulation des prix adoptée en vue de garantir aux agriculteurs un revenu minimal.

J.4 Indiquer toutes autres mesures ayant une incidence sur les revenus agricoles ou le bien-être des agriculteurs.

## B. — Questionnaire relatif à la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels dans les pays socialistes

On espère que les déclarants voudront bien donner des réponses aussi complètes que possible et, en particulier, que le fait de rencontrer certaines questions qu'ils jugent sans objet ou auxquelles ils ne sont pas en mesure de répondre ne les découragera pas de répondre aux autres. Il est inévitable que certains des sujets abordés présentent plus ou moins d'intérêt selon les pays considérés. Les réponses devront être aussi détaillées que possible, et les gouvernements pourront fort utilement fournir, si bon leur semble, des renseignements complémentaires sur des points qui ne font pas directement l'objet d'une question, renseignements dont il sera dûment tenu compte lors de la phase finale de l'enquête.

Les questions proprement dites figurent à la section III du présent questionnaire et sont groupées sous les mêmes rubriques principales que les demandes de renseignements aux fins de l'établissement des rapports périodiques sur les droits de l'homme.

Il y aura lieu, si cela s'avère utile et réalisable, de compléter les réponses aux questions figurant à la section III par deux sortes de références : d'une part, des références aux normes juridiques ou sociales (dispositions législatives, règlements d'application, etc.) auxquelles renvoie la réponse fournie, indications que désigne, à la section I, l'expression « références au cadre institutionnel » (RCI); d'autre part, des références aux publications statistiques ou autres dont auront été éventuellement tirés les données et chiffres cités (ou auxquelles il serait utile de se reporter) — cette documentation étant désignée à la section II par l'expression « données statistiques de référence » (DSR). Il pourra s'agir également de références à des ouvrages ou à des articles analytiques ou critiques, ainsi qu'à des travaux de recherche portant sur des normes déjà en vigueur ou constituant des objectifs, et qui n'ont pas force de loi.

## SECTION I

### 1. Méthode et objet de l'enquête

Les déclarants devront commencer par préciser en quoi consiste l'ensemble de textes à caractère normatif (dispositions constitutionnelles, déclarations, programmes et plans, lois, décrets, etc.) dont ils entendent s'inspirer pour rendre compte de la situation dans leur pays en ce qui concerne les droits économiques, sociaux et culturels. Dans chaque cas, il y a lieu de préciser l'origine (A) du texte mentionné, c'est-à-dire l'entité dont il émane; son destinataire (B), c'est-à-dire l'organe ou organisme chargé de son exécution; enfin, la forme (C) qu'il revêt, c'est-à-dire qu'il faudra préciser s'il s'agit d'une charte, d'une loi, d'une directive, etc., et fournir des indications permettant de se reporter aisément aux documents cités (D). Il y aura avantage à attribuer à chaque texte mentionné un indicatif de référence au cadre institutionnel (RCI), en adoptant la présentation normalisée suivante :

A/B/C ou A/B/C/(D)

Des exemples de codage seront donnés plus loin.

Les déclarants sont donc priés, en réponse à la section I du questionnaire, d'énumérer et de coder les principaux éléments de référence qu'ils comptent utiliser, de manière à pouvoir joindre éventuellement à leurs réponses aux questions proprement dites, qui figurent à la section III, des références au cadre institutionnel (RCI).

Les réponses indiquées entre parenthèses dans la présente version de la section I (par. 2), qui ont trait à l'Union des Républiques socialistes soviétiques, sont données simplement à titre d'exemple.

Chaque pays devra s'en tenir autant que possible au système de codage proposé, étant entendu qu'il pourra s'en écarter s'il le juge nécessaire et fournir des renseignements complémentaires.

Si des titres ou appellations de caractère officiel sont cités dans une réponse, il convient de les laisser dans la langue du pays, et d'en indiquer autant que possible, entre parenthèses, l'équivalent russe, anglais ou français.

Dans le cas de dispositions qui, bien qu'elles ne soient plus en vigueur, sont mentionnées dans le cadre de l'historique d'une situation, il convient de faire suivre l'indicatif de RCI d'une croix (+) ou d'un astérisque (\*).

## 2. Système de codage suggéré pour les RCI

Veillez énumérer, dans l'ordre indiqué ci-après et en leur attribuant un indicatif de codage, les organes ou organismes qui jouent un rôle, dans votre pays, en matière de droits économiques, sociaux et culturels.

### A.—Principaux organes ou organismes habilités à promulguer des déclarations des droits et autres instruments garantissant les droits (origine des textes)

- A.1 Organes législatifs à compétence nationale :
  - A.1.1 [...] (Soviet suprême de l'URSS)
  - A.1.2 [...] (Présidium du Soviet suprême de l'URSS)
  - A.1.3
  - A.1.4
- A.2 Autres organes législatifs :
  - A.2.1 [...] (Soviet suprême d'une république de l'Union)
  - A.2.2
- A.3 Organes exécutifs à compétence nationale :
  - A.3.1 [...] (Conseil des ministres de l'URSS)
  - A.3.2 [...] (Ministère de la santé de l'URSS)
  - A.3.3
- A.4 Autres organes exécutifs :
  - A.4.1 [...] (Conseil des ministres d'une république de l'Union)
  - A.4.2
- A.5 Organes judiciaires :
  - A.5.1
- A.6 Organes du (ou des) parti(s) au pouvoir à l'échelon national :
  - A.6.1 [...] (Congrès du parti communiste de l'URSS)
  - A.6.2 [...] (Comité central du parti communiste de l'URSS)
  - A.6.3
- A.7 Autres organes du (ou des) parti(s) au pouvoir :
  - A.7.1
- A.8 Organes des syndicats :
  - A.8.1 [...] (Conseil des syndicats de l'URSS)
  - A.8.2
- A.9 Autres organismes :
  - A.9.1 [...] (Congrès des membres des kolkhozes de l'URSS)

### B.—Principaux organes ou organismes appelés à appliquer les dispositions instituant des droits ou à en contrôler l'application (« destinataires »)

- B.0 Indicatif à employer lorsque le « destinataire » est un organisme à vocation universelle, ou lorsqu'il s'agit d'organismes multiples ou non spécifiés.
- B.1 Organes gouvernementaux :
  - B.1.1 [...] (Ministère de l'agriculture de l'URSS)
  - B.1.2
- B.2 Organes du (ou des) parti(s) au pouvoir :
  - B.2.1
- B.3 Organes syndicaux :
  - B.3.1
  - B.3.2 [...] (Comité de fabrique, comité d'usine, comité local)
  - B.3.3
- B.4 Autres organismes :
  - B.4.1 [...] (Administration d'entreprise)
  - B.4.2

### C.—Principaux instruments et textes fondamentaux instituant des droits

Prière d'indiquer le titre et la date des publications pertinentes (sauf dans le cas des textes législatifs promulgués périodiquement, dont les dates seront indiquées sous la rubrique D). Lorsqu'il existe plusieurs textes fondamentaux d'égale importance, prière d'indiquer celui auquel il est le plus aisé de se reporter.

- C.0 Indicatif à utiliser dans le cas de règles non écrites ou de coutumes.
- C.1 Constitution et amendements à la Constitution :
  - C.1.1 (Constitution [loi fondamentale] de l'URSS, en date du 5 décembre 1936, telle qu'elle a été modifiée par le Soviet suprême de l'URSS le 25 février 1947; texte anglais publié par Foreign Languages Publishing House, Moscou, 1947)
  - C.1.2
- C.2 Résolutions, programmes et plans :
  - C.2.1 (Programme du parti communiste de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, adopté par le XXII<sup>e</sup> Congrès du parti communiste de l'URSS, le 31 octobre 1961; texte anglais : Crosscurrents Press/New York, 1961)
  - C.2.2
- C.3 Lois principales, codes, chartes et règlements types :
  - C.3.1 [Principes fondamentaux de la législation du travail de l'URSS et des Républiques de l'Union, du 15 juillet 1970, dans URSS, *Vedomosti verkhovnogo Soveta SSSR* [Journal officiel du Soviet suprême de l'URSS], n° 29 (1531), 22 juillet 1970]
  - C.3.2 [Statuts modèles des kolkhozes, du 28 novembre 1969, dans *Pravda et Izvestia*, Moscou, 30 novembre 1969, p. 1]
  - C.3.3
- C.4 Ordonnances et lois portant sur des domaines particuliers :
  - C.4.1
  - C.4.2
- C.5 Directives particulières :
  - C.5.1
  - C.5.2
- C.6 Autres instruments :
  - C.6.1
  - C.6.2

### D.—Documents de référence

Dans le cas de règlements, lois et ordonnances portant sur des domaines particuliers et promulgués à date fixe, indiquer la date de promulgation, sauf s'il s'agit de dispositions figurant dans les instruments ou textes fondamentaux dont il est fait mention sous la rubrique C.

Si la longueur des documents cités le justifie, préciser à quel article ou autre subdivision du texte il convient de se reporter.

### 3. RCI accompagnant les réponses aux questions figurant à la section III du questionnaire

S'agissant des droits faisant l'objet du questionnaire, toute référence au cadre institutionnel (RCI) devra être indiquée sous la forme ci-après :

A/B/C(D) ou A/B/C, dans les cas où suffisamment de renseignements correspondant normalement à la rubrique D auront été fournis sous C.

Exemples :

Conditions régissant l'attribution aux membres des kolkhozes de parcelles qu'ils peuvent cultiver pour leur propre compte : 92, 31, 61/42/32 (art. 42-44)

Durée normale de la semaine de travail pour les salariés : 11/0/31 (art. 21-33)

Plans en matière d'habitations : 62/0/21 (31 oct. 1961, deuxième partie, II b)



## SECTION II

### 1. Méthode et objectif

Dans la présente section, les déclarants sont priés d'énumérer et de coder toutes les références publiées (autres que les dispositions enregistrées à la section I) qu'ils souhaitent utiliser ou auxquelles ils souhaitent renvoyer les responsables de l'enquête définitive pour l'établissement des rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels dans leurs pays. Il peut s'agir de données statistiques, officielles ou non, de documents de référence, de rapports, de livres, d'articles ou de travaux de recherche d'un caractère descriptif, critique ou normatif (c'est-à-dire relatifs à des normes souhaitables).

En répondant aux questions de la section III, les déclarants devront, le cas échéant et lorsque cela leur sera possible, fournir à l'appui de leurs réponses des données et statistiques de référence (*DSR*) se présentant sous la forme de plusieurs chiffres entre parenthèses précédés de la lettre R, par exemple *R(1.2/256)* ou *R(3.15/25.371)*, les chiffres indiqués après la barre oblique (/) se rapportant aux numéros de pages.

Les déclarants devront fournir une liste de références établie conformément au modèle ci-après; dans chaque cas, ils devront mentionner le nom de l'éditeur ainsi que le lieu et la date de publication et indiquer en premier lieu le nom de l'auteur ou de l'entité responsable de la publication. Les réponses indiquées ci-après entre parenthèses se rapportent à l'Union soviétique et sont données à titre d'exemple uniquement.

### 2. Présentation suggérée pour les DSR

Enumérer et coder comme suit les renseignements sur les droits économiques, sociaux et culturels dans votre pays :

#### 1. Déclarations, publications ou rapports officiels du gouvernement ou de l'organe du parti au pouvoir, au niveau national

1.1 (URSS, Bureau central de statistique du Conseil des ministres de l'URSS, *Narodnoe khozyaistvo SSSR v 1969 godou* [L'économie nationale de l'URSS en 1969], Moscou, Statistika, 1970)

1.2

1.3

#### 2. Déclarations, publications ou rapports officiels du gouvernement ou de l'organe du parti au pouvoir, autres qu'au niveau national

2.1 (URSS, Bureau central de statistique du Conseil des ministres de la République socialiste fédérative soviétique russe, *Narodnoe khozyaistvo RSFSR v 1969 godou* [L'économie nationale de la RSFS russe en 1969], Moscou, Statistika, 1970)

2.2

#### 3. Déclarations, publications ou rapports officiels émanant d'administrations, d'associations publiques, etc., n'agissant pas en tant qu'organes du gouvernement ou du parti au pouvoir

3.1

3.2

3.3

#### 4. Déclarations, publications ou rapports officiels émanant d'organes internationaux et fondés sur des renseignements fournis par des administrations nationales ou sur des travaux de recherche indépendants

4.1 (OMS, *Annuaire de statistiques sanitaires mondiales*, 1967, Genève, 1970, vol. III)

4.2

4.3

#### 5. Déclarations, publications ou rapports non officiels publiés, dans le pays ou à l'étranger, à des fins de référence ou dans le cadre des renseignements de caractère général faisant l'objet d'une publication systématique

5.1 (S. G. Stroumilin, éd., *Ekonomitcheskaya Jizn' SSSR 1917-1959*, Moscou, Sovetskaya Entsiklopedia, 1961)

5.2 (*The USSR — Questions and Answers, 1917-1967*, Moscou, Novosti Press Agency)

5.3

#### 6. Déclarations, publications ou rapports non officiels publiés sous forme d'ouvrages consacrés à des questions particulières

6.1 (A. L. Maksimov, *Perevod rabotchikh i sloujachtchikh promychlennykh predpriyat' SSSR na sokratchenny rabotchy den'* [Passage à une journée de travail réduite pour les ouvriers et les employés de l'industrie en URSS], Moscou, Naouka, 1965)

6.2

6.3

#### 7. Références à des articles de revues et de périodiques

7.1 (S. Chkourko, « Voprosy stimoulirovania proizvoditel'nosti trouda » [Problèmes relatifs à la stimulation de la productivité] *Planovoe khozyaistvo* [Économie planifiée], Moscou, 1971, n° 8, p. 10)

7.2

#### 8. Références à des articles, déclarations ou rapports parus dans la presse

8.1

8.2

#### 9. Autres références

9.1

9.2

#### 3. Instructions pour la présentation des DSR se rapportant aux réponses données à la section III du présent questionnaire

Les données et statistiques de référence (*DSR*) se rapportant à des droits doivent être portées sous la forme de la lettre R (majuscule) suivie, entre parenthèses, du numéro de code décrit au paragraphe 2, le numéro des pages étant précédé d'une barre oblique, par exemple :

Nombre de lits d'hôpitaux pour 10 000 habitants . . .	R(1.1/732)
Salaire mensuel moyen des salariés dans la RSFSR	R(2.1/316)
Effectif du personnel infirmier pour 10 000 habitants	R(4.1/54)
Droit des retraités à travailler . . . . .	R(5.2/340)

## SECTION III

Prière de répondre aux questions de manière aussi complète que possible, en fournissant des RCI (voir section I) et des DSR (voir section II) le cas échéant, lorsque ces renseignements sont disponibles.

L'expression « ventiler par secteur social » signifie que l'on souhaite disposer de renseignements distincts concernant : a) la situation d'ensemble au niveau national, b) la situation dans le secteur d'Etat, c) la situation dans le secteur coopératif, d) la situation dans le secteur privé, le cas échéant, et e) la situation dans tout autre secteur social approprié.

L'expression « à l'heure actuelle » et le terme « actuel » signifient que l'on souhaite disposer de renseignements pour la période ou la date la plus récente pour laquelle ces renseignements sont disponibles.

#### A. — Le droit au travail

Prière de fournir des RCI et des DSR le cas échéant, lorsque ces renseignements sont disponibles.

A.1.1 Indiquer les références au cadre institutionnel où sont formulées des déclarations et/ou garanties concernant ce droit et autres droits connexes, en vigueur à l'heure actuelle et à diverses époques de l'histoire du pays (indiquer par une croix ou un astérisque les déclarations ou garanties qui ont été remplacées par d'autres, plus récentes).

A.1.2 Quelles dispositions ont été prises en ce qui concerne l'orientation professionnelle et la fourniture de renseignements sur les emplois disponibles : i) aux jeunes qui quittent l'école, ii) aux autres personnes qui cherchent leur premier emploi ?

A.1.3 Enumérer les principales méthodes appliquées pour assurer un emploi dans les entreprises, institutions ou coopératives aux nouveaux arrivés sur le marché du travail, et ventiler par secteur social en indiquant — si possible — le nombre de personnes recrutées par

- chacune de ces méthodes au cours d'une année caractéristique.
- A.1.4 Enumérer les circonstances dans lesquelles les employeurs/coopératives ont le droit de rejeter une demande d'emploi ou de participation émanant d'un nouveau postulant (ventiler par secteur social).
- A.1.5 Quelles sont les dispositions garantissant aux particuliers le droit de quitter leur emploi s'ils le souhaitent, après avoir donné le préavis prévu (en préciser la durée), dans chacun des secteurs sociaux ?
- A.1.6 Enumérer les circonstances dans lesquelles les particuliers sont soumis à l'obligation d'accomplir des périodes prescrites de service dans des emplois, entreprises ou localités déterminés.
- A.1.7 Enumérer les préjudices subis, du fait de la perte de privilèges et de droits, par les particuliers qui quittent leur emploi de leur propre gré, après avoir donné le préavis prévu.
- A.1.8 Enumérer toutes les professions pour lesquelles le travail indépendant à plein temps (avec aide familiale) est autorisé, ainsi que les moyens permettant de faciliter l'accès à ces professions des personnes qui le désirent. Fournir des chiffres et décrire les tendances (avec et sans aide familiale) pour des années caractéristiques récentes.
- A.1.9 Quelles limites maximales ont été fixées concernant la possession de parcelles de terre, de bétail et de bâtiments de ferme par ménage : i) dans le cadre de coopératives de producteurs, ii) en dehors de ces coopératives ?
- A.1.10 Quelle est la quantité minimale de travail que les membres de coopératives de producteurs doivent consacrer à des tâches communes pour continuer à jouir des droits indiqués à l'alinéa A.1.9 ?
- A.1.11 Dans quelles circonstances les citoyens sont-ils autorisés à rechercher ou à accepter un emploi temporaire dans un pays étranger tout en conservant le droit de retour ? Quels sont les droits des personnes à charge pendant que le soutien de famille est ainsi absent à l'étranger ?
- A.1.12 Préciser les circonstances dans lesquelles les employeurs/coopératives sont autorisés à renvoyer/expulser des particuliers (dans chaque secteur social).
- A.1.13 Indiquer les principales méthodes permettant d'assurer un emploi aux personnes qui changent de travail : i) de leur propre gré, ii) en cas de licenciement sans qu'il y ait eu faute (double emploi, par exemple), iii) en cas de licenciement aux torts de l'employé.
- A.1.14 Indiquer les chiffres actuels concernant le degré de mobilité de la main-d'œuvre (rapport entre le nombre annuel de nouveaux employés et/ou de départs dans les entreprises et le nombre moyen d'employés des mêmes entreprises) : i) dans l'ensemble des secteurs sociaux, ii) dans les industries les plus gravement touchées, iii) dans les localités les plus gravement touchées.
- A.1.15 Préciser les sanctions ainsi que les préjudices subis, du fait de la perte de privilèges ou de droits, par les personnes qui changent de travail de leur propre gré plus souvent qu'un nombre donné de fois pour une période donnée.
- A.1.16 Préciser les motifs pour lesquels des particuliers recherchant un emploi dans certaines localités peuvent se voir refuser le droit d'y accéder ou d'y résider.
- A.1.17 Quelles dispositions particulières s'appliquent éventuellement à la désignation de membres de certaines associations sociales ou politiques à certains emplois ?
- A.2.1 Quelles sont les méthodes permettant de déterminer et d'enregistrer (aux fins de la détermination du salaire et autres prestations) les qualifications, la catégorie professionnelle et la position d'un travailleur (prière de ventiler par secteur social) ?
- A.2.2 Enumérer les cas dans lesquels les employeurs/coopératives sont autorisés à modifier : i) le genre de travail, ii) le lieu de travail, iii) la catégorie de rémunération d'un travailleur sans son consentement.
- A.2.3 Dans quelles circonstances et par quels moyens les employeurs/coopératives peuvent-ils user de méthodes disciplinaires (autres que le licenciement) à l'encontre d'un travailleur ou d'un membre ?
- A.2.4 Indiquer dans quels cas les employeurs/coopératives ont l'obligation légale d'affecter des travailleurs ou des membres à des travaux moins pénibles (avec ou sans réduction de salaire) dans certains cas particuliers (par exemple : grossesse, diminution physique, études, etc.).
- A.3.1 Quelles dispositions financières existe-t-il — assorties de quelles conditions — en vue d'aider les travailleurs qui ne peuvent trouver un emploi répondant raisonnablement à leur attente, qu'il s'agisse de la nature du travail, de la position de l'emploi offert ou du lieu de travail ?
- A.3.2 Quelle est la période maximale entre deux emplois pendant laquelle : i) l'aide prévue à l'alinéa A.3.1 est maintenue, ii) les droits d'un travailleur à diverses prestations sont maintenus ?
- A.3.3 Enumérer les organes ou institutions qui ont été créés pour jouer le rôle d'intermédiaire entre les responsables de l'emploi et les personnes qui cherchent un travail, et indiquer les conditions dans lesquelles les premiers et les seconds peuvent se prévaloir de leurs services.
- A.3.4 Indiquer le nombre actuel des personnes qui reçoivent l'aide prévue à l'alinéa A.3.1 ou y ont droit : i) dans les secteurs économiques les plus gravement touchés, ii) dans les localités les plus gravement touchées, iii) dans l'ensemble du pays.
- A.4.1 Indiquer le montant du salaire mensuel minimal garanti par la loi, la date à laquelle ont été prises les dispositions à cet effet et les montants antérieurs à diverses époques de l'histoire du pays, en faisant une distinction entre les divers secteurs sociaux et, le cas échéant, entre les zones urbaines et rurales.
- A.4.2 Quelle est (et était) la proportion de travailleurs rémunérés aux taux minimaux actuellement garantis par la loi, et quel était le pourcentage des travailleurs dont la rémunération était inférieure à ces taux lors de l'augmentation la plus récente ? Faire une distinction, si possible, entre les divers secteurs sociaux.
- A.4.3 Indiquer le salaire mensuel moyen des travailleurs, à l'exclusion des avantages collectifs, à l'heure actuelle et à diverses époques de l'histoire du pays, en ventilant par secteur social.
- A.4.4 Indiquer le pourcentage des travailleurs rémunérés dont le salaire est supérieur aux moyennes indiquées à l'alinéa A.4.3, pour l'ensemble du pays et pour chaque secteur social.
- A.4.5 Indiquer le pourcentage des rémunérations individuelles perçues, indépendamment des résultats d'un travail collectif (par exemple les bénéfices réalisés par une entreprise ou une exploitation agricole), ainsi que le pourcentage perçu sous forme de participation aux bénéfices ou à d'autres revenus collectifs (ventiler par secteur social).
- A.4.6 Selon quels critères répartit-on entre les divers travailleurs ou membres d'une coopérative les bénéfices ou revenus collectifs affectés à une telle répartition ?
- A.4.7 Enumérer les retenues dont font l'objet les salaires ou rémunérations individuels aux fins : i) de l'impôt direct, ii) des versements au titre de l'assurance sociale, iii) de souscriptions à des emprunts d'Etat ou autres, iv) à toute autre fin, et indiquer leur montant normal par rapport aux salaires/revenus moyens.

- A.4.8 Indiquer les conclusions de toute enquête scientifique qui aurait pu être faite concernant le montant mensuel par personne (ou par ménage) des frais de subsistance dans des conditions minimales/normales compatibles avec la santé : i) dans les zones urbaines, ii) dans les zones rurales.
- A.5.1 Enumérer les dispositions assurant des chances égales aux hommes et aux femmes en matière d'emploi et de rémunération, ou toutes distinctions qui pourraient être opérées légitimement.
- A.6.1 Enumérer le nombre maximal d'heures de travail par jour, de jours de travail par semaine et de jours de travail par an (nombre de jours fériés rémunérés) autorisés par la loi pour les emplois à plein temps dans chacun des secteurs sociaux, et indiquer les exceptions légales y relatives (par exemple, dans le cas des femmes, des adolescents, etc.).
- A.6.2 Indiquer les conclusions de toute étude qui aurait pu être faite concernant l'emploi du temps des ouvriers/agriculteurs, et préciser le temps moyen consacré par les hommes et les femmes au travail proprement dit, au trajet domicile-travail et retour, aux travaux ménagers, etc.
- A.6.3 Indiquer le nombre moyen, par ménage, de : i) travailleurs à plein temps, ii) femmes, iii) adultes à charge ne travaillant pas, iv) enfants à charge ne travaillant pas, en faisant si possible une distinction entre les zones urbaines et les zones rurales.
- A.7.1 Indiquer les dispositions concernant l'affiliation de travailleurs à des syndicats ou tout autre système de représentation autorisé en vue de la défense des intérêts des travailleurs : i) dans le secteur d'Etat, ii) dans le secteur coopératif, iii) dans le secteur privé.
- A.7.2 Dans quelle mesure le travailleur individuel peut-il choisir entre plusieurs syndicats ou autres organisations sociales constituées pour défendre ses intérêts ?
- A.8.1 Le droit de grève est-il : i) explicitement reconnu, ii) explicitement exclu par la loi ?

#### B. — Le droit à la sécurité sociale

Indiquer, le cas échéant, les *RCI* et les *DSR* pertinentes.

- B.1 Indiquer les références au cadre institutionnel : déclarations et/ou garanties pertinentes en vigueur actuellement et à certaines époques de l'histoire du pays (indiquer par une croix ou un astérisque les cas où des dispositions nouvelles sont venues remplacer une déclaration ou une garantie).
- B.2 Enumérer les principales catégories de pensions, indemnités et autres prestations dont peuvent bénéficier, dans chacun des secteurs sociaux, les travailleurs ou anciens travailleurs et/ou leur famille.
- B.3 Indiquer l'âge légal de la retraite ouvrant droit à une pension du secteur public ou du secteur privé, ainsi que les possibilités d'extension de service au-delà de l'âge de la retraite (avec perte totale ou partielle de la pension). Quelles sont les conditions minimales requises (durée du service, etc.) ?
- B.4 Indiquer les taux mensuels légaux (minimaux et/ou maximaux) pour les diverses catégories de pensions de retraite et les dates auxquelles ils ont été fixés ; indiquer quels étaient ces taux à diverses époques de l'histoire du pays. Ventiler par secteurs sociaux et, le cas échéant, entre zones urbaines et zones rurales.
- B.5 Indiquer le pourcentage de bénéficiaires d'une pension de vieillesse (de retraite) qui, actuellement, touchent une pension équivalente au taux minimal légal, ainsi que le pourcentage de ceux dont la pension était inférieure à ce taux à la date où celui-ci a été relevé la dernière fois.
- B.6 Indiquer le montant mensuel moyen des pensions de retraite servies actuellement et à diverses dates de référence.

- B.7 Indiquer le pourcentage des personnes inactives ayant passé l'âge de la retraite qui, actuellement, ne touchent pas une pension de retraite (ou pension de retraite pleine).
- B.8 Indiquer les dispositions ouvrant droit à une pension d'invalidité permanente ou d'incapacité temporaire, par secteurs sociaux.
- B.9 Indiquer les dispositions ouvrant droit à une pension ou à des indemnités du fait de la disparition du soutien de famille.
- B.10 Indiquer toute disposition prévoyant l'octroi, à titre personnel, d'une pension, d'indemnités ou de subsides aux personnes dépourvues de moyens d'existence et n'ayant pas droit aux prestations légales.

#### C. — Le droit à un niveau de vie suffisant

- C.1 Communiquer les données quantitatives relatives aux revenus mensuels moyens des ménages, à la dimension des ménages et au montant mensuel des dépenses et toutes autres données éventuellement recueillies au cours d'enquêtes sur les budgets familiaux (ventiler par secteurs sociaux et entre zones urbaines et zones rurales). Indiquer la dimension et la composition des échantillons.
- C.2 Communiquer les données quantitatives disponibles quant aux montants mensuels des revenus et des dépenses des « ménages à faible revenu » en indiquant le pourcentage des ménages dont le niveau de vie se situe au-dessous de cette norme (quartile inférieur, décile inférieur, etc.). Ventiler, si possible, par secteurs sociaux et entre zones urbaines et zones rurales.
- C.3 Indiquer les résultats des recherches scientifiques éventuelles sur le coût mensuel par ménage de dimension moyenne pour assurer un niveau de vie minimal/normal compatible avec la santé (ventiler si possible entre zones urbaines et zones rurales).
- C.4 Indiquer les données quantitatives disponibles relatives à la consommation mensuelle ou annuelle par personne ou par ménage de denrées alimentaires de base, en unités physiques ou en calories (par secteurs sociaux).
- C.5 Indiquer les résultats des recherches scientifiques éventuelles sur la consommation de denrées alimentaires par personne ou par ménage nécessaire pour maintenir un niveau de santé minimal/normal.
- C.6 Indiquer les données quantitatives (surface au sol et/ou surface habitable) relatives au patrimoine actuel en matière de logements : i) dans les zones urbaines, ii) dans les zones rurales.
- C.7 Indiquer la surface au sol et/ou la surface habitable des logements existants, par personne : i) dans les zones urbaines, ii) dans les zones rurales.
- C.8 Indiquer les résultats des recherches scientifiques ou des études sociales éventuelles sur les normes minimales/souhaitables de surface au sol ou de surface habitable par personne ou par ménage.
- C.9 Dans quelle mesure les appartements construits en vue d'être occupés par un seul ménage abritent-ils à présent plus d'un ménage ?
- C.10 De quelle manière les logements sont-ils attribués aux familles/ménages : i) dans les zones urbaines, ii) dans les zones rurales ?
- C.11 Indiquer le pourcentage moyen de leurs revenus que les ménages consacrent au loyer : i) dans les zones urbaines, ii) dans les zones rurales ; indiquer éventuellement l'importance des subventions accordées au titre du loyer.
- C.12 Indiquer le pourcentage d'appartements disposant du gaz ou de l'électricité pour le chauffage, l'éclairage et la cuisson des aliments : i) dans les zones urbaines, ii) dans les zones rurales.
- C.13 Indiquer le nombre et le taux d'occupation (nombre de résidents) des foyers ou établissements destinés : i) aux enfants abandonnés, ii) aux enfants qui, pour d'autres

raisons, ont besoin de protection sociale, iii) aux personnes âgées.

- C.14 Indiquer le taux actuel d'augmentation des traitements et salaires : i) nominaux, ii) réels de la population employée à plein temps, par rapport aux chiffres enregistrés à diverses dates de référence (ventilé par secteurs sociaux).
- C.15 Indiquer le taux d'augmentation de la consommation, par habitant, des denrées alimentaires de base (en unités physiques et/ou en calories), par rapport aux chiffres enregistrés à certaines dates de référence (ventilé par secteurs sociaux et, si possible, entre zones urbaines et zones rurales).

**D. — Le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mental qu'elle soit capable d'atteindre**

Indiquer, le cas échéant, les *RCI* et les *DSR* pertinentes.

- D.1 Indiquer les références au cadre institutionnel : déclarations et/ou garanties pertinentes en vigueur actuellement et à certaines époques de l'histoire du pays (indiquer par une croix ou un astérisque les cas où des dispositions nouvelles sont venues remplacer une déclaration ou une garantie).
- D.2 Indiquer en chiffres les progrès enregistrés en matière : i) de mortalité infantile et ii) de mortalité, par rapport à certaines dates de référence.
- D.3 Indiquer le nombre de lits dans les salles de maternité et de soins gynécologiques et le nombre total de naissances vivantes dans le pays, à certaines dates de référence et actuellement.
- D.4 Indiquer le nombre et la capacité des centres de soins médicaux et des centres de consultations (services de conseils, centres d'action sociale, etc.) destinés à la mère et à l'enfant : i) dans les zones urbaines, ii) dans les zones rurales.
- D.5 Expliquer les dispositions en vigueur en matière de soins médicaux sur les lieux du travail et d'hygiène industrielle (ventiler par secteurs sociaux).
- D.6 Indiquer les dispositions en vigueur en matière de lutte contre les maladies épidémiques, endémiques et professionnelles.
- D.7 Indiquer le pourcentage du coût des services médicaux : i) directement à charge des particuliers, ii) à charge de l'Etat ou de collectivités sans participation directe des particuliers, iii) à charge de l'Etat ou de collectivités dans un système de cotisations individuelles obligatoires.
- D.8 Les services médicaux sont-ils fournis aux malades qui ne sont pas en mesure de les payer ?
- D.9 Indiquer le nombre de lits par 10 000 habitants : dans les hôpitaux généraux et dans les hôpitaux spécialisés, actuellement et à diverses dates de référence. Ventiler entre : i) hôpitaux généraux, ii) hôpitaux de pédiatrie ou sections de pédiatrie (dans d'autres hôpitaux), iii) hôpitaux psychiatriques.
- D.10 Indiquer le nombre de médecins diplômés par 10 000 habitants, actuellement et à diverses dates de référence.
- D.11 Indiquer le nombre minimal et le nombre moyen d'années d'études médicales à plein temps accomplies par les médecins diplômés.
- D.12 Indiquer le montant mensuel moyen des revenus professionnels des médecins diplômés : i) dans les zones urbaines, ii) dans les zones rurales.
- D.13 Indiquer le nombre d'auxiliaires médicaux et l'effectif du personnel infirmier par 10 000 habitants, par grandes catégories au-dessous du niveau de médecin diplômé, en précisant la durée minimale et la durée moyenne des études et, dans chaque cas, le montant mensuel moyen des revenus professionnels.
- D.14 Indiquer dans quelle proportion le coût des médicaments

est à la charge des malades ; préciser les dispositions éventuellement prises pour aider les particuliers qui ne sont pas en mesure de supporter cette charge.

- D.15 Indiquer le pourcentage de femmes parmi les médecins diplômés et les autres catégories de personnel médical.

**E. — Le droit de la famille, de la mère et de l'enfant à la protection et à l'assistance**

Indiquer, le cas échéant, les *RCI* et les *DSR* pertinentes.

- E.1 Indiquer les références au cadre institutionnel : déclarations et/ou garanties pertinentes en vigueur actuellement et à certaines époques de l'histoire du pays (indiquer par une croix ou un astérisque les cas où des dispositions nouvelles sont venues remplacer une déclaration ou une garantie).
- E.2 Indiquer la durée légale du congé de maternité à salaire entier ou réduit, ainsi que les autres droits (congé supplémentaire, tâches plus légères) qui sont éventuellement ouverts aux travailleuses pendant la grossesse, lors de la naissance et durant la période d'allaitement (ventiler par secteurs sociaux).
- E.3 Indiquer le montant de la prime et/ou des allocations versées aux femmes au titre d'une naissance et/ou de l'éducation des enfants, ainsi que le taux de variation appliqué selon le nombre d'enfants.
- E.4 Indiquer le montant de la prime et/ou des allocations versées aux mères célibataires au titre d'une naissance et/ou de l'éducation des enfants, ainsi que le taux de variation appliqué selon le nombre d'enfants.
- E.5 Indiquer le pourcentage de femmes dont l'âge se situe entre 18 ans et l'âge de la retraite qui ont un emploi à plein temps.
- E.6 Indiquer le pourcentage de femmes, ayant au moins un enfant d'âge scolaire, qui ont un emploi à plein temps.
- E.7 Indiquer le pourcentage d'enfants d'âge préscolaire qui sont placés dans des crèches, des pouponnières ou des jardins d'enfants.
- E.8 Indiquer les dispositions en vigueur en matière de limitation de l'emploi des mineurs n'ayant pas atteint certains âges fixés.
- E.9 Indiquer les privilèges en matière d'heures de travail, de condition de travail, de congés payés, de congés sans solde, de temps libre pour l'étude et de salaires qui sont accordés aux jeunes gens n'ayant pas atteint certains âges fixés (par secteurs sociaux).

**F. — Le droit à l'éducation**

Indiquer, le cas échéant, les *RCI* et les *DSR* pertinentes.

- F.1 Indiquer les références au cadre institutionnel : déclarations et/ou garanties pertinentes en vigueur actuellement et à certaines époques de l'histoire du pays (indiquer par une croix ou un astérisque les cas où des dispositions nouvelles sont venues remplacer une déclaration ou une garantie).
- F.2 Indiquer le nombre des établissements préscolaires ouverts à plein temps (crèches, pouponnières, jardins d'enfants) ainsi que leur capacité, en précisant si possible le groupe d'âge auquel chaque établissement est destiné.
- F.3 Indiquer le coût, pour les parents, des soins ou de l'éducation fournis à plein temps par ces établissements.
- F.4 Indiquer l'âge d'admission dans les écoles primaires (ou élémentaires) et la durée normale de cet enseignement.
- F.5 En ce qui concerne l'enseignement primaire (ou élémentaire) à plein temps, indiquer le taux de scolarisation de l'effectif d'âge scolaire : i) dans les zones urbaines, ii) dans les zones rurales.
- F.6 Indiquer le pourcentage du coût de l'enseignement primaire (ou élémentaire) qui est directement à la charge des parents ; préciser les dispositions applicables

lorsque les parents ne peuvent pas ou ne veulent pas supporter ces frais.

- F.7 Indiquer l'âge d'admission dans les écoles secondaires (postprimaires) et la durée normale de cet enseignement.
- F.8 En ce qui concerne l'enseignement secondaire (postprimaire) à plein temps, indiquer le taux de scolarisation de l'effectif d'âge scolaire : i) dans les zones urbaines, ii) dans les zones rurales.
- F.9 Indiquer le mode de sélection, à la sortie de l'école primaire, des élèves admis à l'enseignement secondaire.
- F.10 Indiquer le pourcentage du coût de l'enseignement secondaire qui est directement à la charge des parents; préciser les dispositions applicables lorsque les parents ne peuvent pas ou ne veulent pas supporter les frais.
- F.11 Indiquer l'âge d'admission à : i) l'enseignement technique et professionnel (enseignement postsecondaire) et ii) de l'enseignement supérieur; préciser la durée moyenne de cet enseignement.
- F.12 Indiquer le mode de sélection, à la sortie de l'école secondaire et s'agissant d'autres jeunes gens, pour : i) l'enseignement technique et professionnel, ii) l'enseignement supérieur.
- F.13 Indiquer le nombre d'enseignants à plein temps, le montant moyen de leurs traitements et, si possible, le pourcentage d'enseignantes dans :  
i) L'éducation préscolaire;  
ii) L'enseignement primaire;  
iii) L'enseignement secondaire;  
iv) L'enseignement technique et professionnel;  
v) L'enseignement supérieur.
- F.14 Indiquer le pourcentage du coût : i) de l'enseignement technique et professionnel et, ii) de l'enseignement supérieur directement à la charge des parents ou des étudiants; préciser les dispositions applicables lorsque les intéressés ne peuvent pas ou ne veulent pas supporter les frais.
- F.15 Indiquer le pourcentage de l'effectif actuel de la population (pour les hommes et pour les femmes) de 26 à 60 ans (ou âge de la retraite) ayant accompli le cycle :  
i) De l'enseignement primaire, sans aller au-delà;  
ii) De l'enseignement secondaire, sans aller au-delà;  
iii) De l'enseignement technique et professionnel, sans aller au-delà;  
iv) De l'enseignement supérieur.

### C. — Questionnaire relatif à la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels dans les pays en voie de développement d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie

Le but du présent questionnaire est double : a) rassembler les dernières données sur l'état d'avancement de chaque pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine vers la mise en œuvre des droits fondamentaux de l'homme et b) procéder à une évaluation des garanties sociales et juridiques et des sanctions dans les domaines suivants :

- Le droit au travail;
- Le droit à la sécurité sociale, y compris les assurances sociales;
- Le droit à un niveau de vie suffisant;
- Le droit à la jouissance au plus haut niveau possible de santé physique et mentale;
- Le droit de la famille, de la maternité et de l'enfance à la protection et à l'assistance;
- Le droit à l'éducation;
- Le droit de participer librement à la vie culturelle.

Conformément à ce double but, le présent questionnaire est divisé en deux sections, l'une sur l'état d'avancement et l'autre sur les garanties juridiques et sociales et les sanctions.

Les Etats Membres sont priés de donner une réponse aussi complète que possible aux séries de questions groupées dans chaque section. Il est inévitable que certaines questions soient plutôt destinées à certains pays qu'à d'autres. Il est également possible que d'autres questions intéressant certains pays aient été omises. Dans tous les cas, le Rapporteur spécial souhaite que les réponses contiennent des

indications sur les conditions particulières et fournissent tout renseignement jugé important pour une évaluation valable de la situation dans le pays considéré. Le Rapporteur spécial sera très reconnaissant du concours apporté à cet égard et accordera toute l'attention voulue, dans son étude finale, aux renseignements qui lui auront été fournis.

## SECTION 1. — ETAT D'AVANCEMENT

1960 1970

### 1.1 Population

- 1.1.1 Population totale  
Population féminine
  - 1.1.2 Taux de croissance
  - 1.1.3 Densité
  - 1.1.4 Population rurale
  - 1.1.5 Population nomade
  - 1.1.6 Groupes ethniques les plus importants, en pourcentage
  - 1.1.7 Groupes religieux les plus importants, en pourcentage
  - 1.1.8 Groupes raciaux les plus importants, en pourcentage
  - 1.1.9 Groupes linguistiques les plus importants, en pourcentage
- |   | Total | Femmes |
|---|-------|--------|
| 1.1.10 Groupes d'âge :                        |       |        |
| 0-4 ans                                       |       |        |
| 5-14 ans                                      |       |        |
| 15-24 ans                                     |       |        |
| 25-59 ans                                     |       |        |
| 60 ans et plus                                |       |        |
| 1.1.11 Taux de naissance                      |       |        |
| 1.1.12 Taux de mortalité                      |       |        |
| 1.1.13 Taux d'accroissement de l'urbanisation |       |        |
| 1.1.14 Emigration                             |       |        |
| 1.1.15 Références et observations.            |       |        |

### 1.2 Produit national. — Consommation et croissance

- 1.2.1 Produit national
- 1.2.2 Taux de croissance moyen du produit national
- 1.2.3 PNB par habitant
- 1.2.4 Taux de croissance du PNB par habitant
- 1.2.5 Distribution nationale des revenus (de préférence en termes de pourcentage de la population par rapport au pourcentage du revenu national)
- 1.2.6 Consommation, par habitant, de textiles
- 1.2.7 Consommation, par habitant, de viande
- 1.2.8 Consommation, par habitant, d'électricité
- 1.2.9 Consommation, par habitant, de céréales et de succédanés
- 1.2.10 Consommation, par habitant, de chaussures
- 1.2.11 Consommation, par habitant, de légumes et de produits laitiers
- 1.2.12 Références et observations.

### 1.3 Main-d'œuvre et emploi

- Pourcentage de la population active
- Composition de la population active par âge et sexe
- Taux de participation de la main-d'œuvre par âge et par sexe
- Population active : totale, travailleurs, chômeurs
- Emploi par secteurs :
  - Industries et mines
  - Agriculture (y compris forêts, pêche et élevage)
  - Services
- Sous-emploi (estimation)
- Répartition de l'emploi par occupations types\* entre différents groupes sociaux (raciaux et ethniques).

### 1.4 Education

- 1.4.1 Taux d'alphabétisation

\* Utiliser la classification à un chiffre du BIT.

- 1.4.2 Pourcentage des inscriptions dans les écoles primaires :
  - Pour la population totale du groupe d'âge considéré
  - Pour la population féminine du groupe d'âge considéré
- 1.4.3 Pourcentage des inscriptions dans les écoles secondaires :
  - Pour tout le groupe d'âge considéré (enseignement académique, technique et professionnel respectivement)
  - Pour la population féminine du groupe d'âge considéré (enseignement académique, technique et professionnel respectivement)
- 1.4.4 Pourcentage des inscriptions dans les établissements d'enseignement supérieur :
  - Pour la population totale du groupe d'âge considéré
  - Pour la population féminine du groupe d'âge considéré
- 1.4.5 Dépenses totales consacrées à l'enseignement en pourcentage du PNB
- 1.4.6 Part de l'enseignement dans le budget total de l'Etat, en pourcentage
- 1.4.7 Références et observations.
- 1.5 *Santé publique et centres médicaux*
  - 1.5.1 Taux de mortalité infantile
  - 1.5.2 Espérance de vie
  - 1.5.3 Causes principales de mortalité : énumérer si possible les maladies provenant de la malnutrition et les autres maladies
  - 1.5.4 Nombre de médecins par rapport à la population
  - 1.5.5 Répartition des médecins dans le pays
  - 1.5.6 Nombre d'infirmières par rapport à la population
  - 1.5.7 Répartition des infirmières
  - 1.5.8 Lits d'hôpital par 10 000 habitants : publics, privés
  - 1.5.9 Répartition des hôpitaux et des cliniques dans le pays
  - 1.5.10 Possibilités de soins médicaux gratuits :
    - Dans les hôpitaux et les dispensaires publics
    - Dans les hôpitaux et les dispensaires privés
  - 1.5.11 Nombre de centres prénatals
  - 1.5.12 Nombre de dispensaires pour enfants
  - 1.5.13 Equipement sanitaire :
    - Pourcentage de la population disposant d'eau potable (y compris eau courante et fontaines publiques), par habitant des zones urbaines et rurales
    - Pourcentage de la population utilisant le tout-à-l'égout et/ou des fosses septiques ou des fosses d'aisance, par habitant des zones urbaines et rurales
  - 1.5.14 Pourcentage de la population sans installations sanitaires
  - 1.5.15 Dépenses totales pour la santé, en pourcentage du PNB
  - 1.5.16 Dépenses publiques pour la santé, en pourcentage du budget total
  - 1.5.17 Coût de la santé, par habitant, en dollars des Etats-Unis
  - 1.5.18 Consommation de calories, par habitant
  - 1.5.19 Décès résultant de :
    - Malnutrition
    - Maladies épidémiques
    - Maladies endémiques
    - Maladies professionnelles, en pourcentage, par rapport à la mortalité totale

- 1.5.20 Catégories de lits d'hôpital, en pourcentage, par rapport au nombre total :
  - Enfants
  - Catégorie générale
  - Malades mentaux
- 1.5.21 Nombre de diplômés d'écoles de médecine, par an
- 1.5.22 Nombre de diplômés d'écoles d'infirmières, par an
- 1.5.23 Références et observations.

## 1.6 *Habitation, équipement communautaire et culturel*

- 1.6.1 Dimension moyenne de la famille
- 1.6.2 Nombre d'habitations
- 1.6.3 Superficie des logements par habitant (en mètres carrés)
- 1.6.4 Types de constructions résidentielles, en pourcentage :
  - Appartements
  - Blocs d'habitation
  - Maisons individuelles
  - Autres
- 1.6.5 Types de construction, en pourcentage
- 1.6.6 Principaux matériaux de construction, en pourcentage :
  - Briques
  - Béton
  - Béton armé
  - Acier, pierre, ciment
  - Bois
  - Autres
- 1.6.7 Equipement sanitaire et services publics, en pourcentage :
  - Electricité
  - Téléphone
  - Salles de bain
  - Toilettes
- 1.6.8 Services communautaires, par 10 000 habitants :
  - Centres religieux
  - Centres culturels et sociaux
  - Bibliothèques, théâtres
  - Centres médicaux
  - Installations destinées aux loisirs
- 1.6.9 Références et observations
- 1.6.10 Moyens de communication de masse :
  - Nombre de livres publiés par an, par 10 000 habitants
  - Nombre de postes de radio, par 10 000 habitants
  - Nombre de journaux, par 10 000 habitants
  - Nombre de revues, par 10 000 habitants
  - Nombre de postes de télévision, par 10 000 habitants

## SECTION 2. — GARANTIES ET SANCTIONS SOCIALES ET JURIDIQUES

### 2.1 *Le droit au travail*

- 2.1.1 Age minimal légal pour travailler.
- 2.1.2 Salaire horaire minimal légal, régional ou national.
- 2.1.3 Horaire hebdomadaire de travail.
- 2.1.4 Nombre minimal de jours fériés payés par an.
- 2.1.5 Conditions d'octroi des permis de travail.
- 2.1.6 Conditions de renvoi du travail.
- 2.1.7 Conditions d'organisation et pouvoir des syndicats.
- 2.1.8 Conditions d'admission dans le syndicat choisi.
- 2.1.9 Conditions d'affiliation aux syndicats et aux partis politiques.
- 2.1.10 Conditions de fixation du statut et de la rétribution des employés :
  - Dans le secteur privé;
  - Dans le secteur public.

- 2.1.11 Conditions du droit de grève.
- 2.1.12 Conditions du droit de convention collective.
- 2.1.13 Conditions du refus d'emploi aux nouveaux venus sur le marché du travail.
- 2.1.14 Conditions du transfert d'un emploi à un autre avec préavis (préciser le délai).
- 2.1.15 Garanties juridiques de l'égalité des chances pour l'homme et la femme et d'un salaire égal pour un travail égal.
- 2.1.16 Obligations statutaires des employeurs/coopératives d'affecter les travailleurs/membres à des travaux moins astreignants dans des cas précis (par exemple grossesse, invalidité, études, etc.).
- 2.1.17 Régime de l'orientation technique et professionnelle pour les personnes en quête d'emploi.
- 2.1.18 Conditions de l'environnement du travail en ce qui concerne les services médicaux, les dispensaires et les dispositions de sécurité.
- 2.1.19 Lois, décrets, arrêtés, etc. relatifs aux questions ci-dessus (énumérer).
- 2.2 *Le droit à la sécurité sociale*
- 2.2.1 Principales catégories de pensions, indemnités et autres prestations légalement octroyées aux employés (énumérer).
- 2.2.2 Age légal de la retraite, durée du service et possibilités d'extension de service au-delà de l'âge de la retraite :  
Secteur public;  
Secteur privé.
- 2.2.3 Conditions d'octroi des allocations de chômage :  
Secteur public;  
Secteur privé.
- 2.2.4 Conditions du bénéfice aux prestations de la sécurité sociale :  
Secteur public;  
Secteur privé.
- 2.2.5 Conditions d'octroi des indemnités pour incapacité de travail :  
Secteur public;  
Secteur privé.
- 2.2.6 Conditions d'octroi d'allocations complémentaires pour personnes à charge supplémentaires.
- 2.2.7 Conditions d'application d'une assurance vie en cas de mort accidentelle.
- 2.2.8 Conditions régissant l'intéressement des travailleurs à l'entreprise (énumérer).
- 2.3 *Le droit à un niveau de vie suffisant*
- 2.3.1 Décrire les politiques et les programmes adoptés par le Gouvernement pour garantir un minimum de nourriture, de vêtements et de logement pour le groupe économiquement faible de la population, y compris les programmes de subventions pour l'alimentation et le logement. Mentionner ce qui a été accompli, et la mesure dans la laquelle une assistance internationale a été reçue à cet égard.
- 2.3.2 Décrire toute réforme agraire entreprise ou en cours d'application, ou la situation en ce qui concerne le régime de la propriété foncière dans le pays.
- 2.3.3 Décrire le régime juridique de la propriété foncière dans le secteur agricole et le reste de l'économie.
- 2.3.4 Indiquer les résultats des recherches scientifiques éventuelles sur le coût mensuel par personne (ou par ménage) pour assurer un niveau de vie minimal compatible avec la santé, i) dans les zones urbaines, ii) dans les zones rurales.
- 2.5 *Le droit de la famille, de la maternité et de l'enfance à la protection et à l'assistance*
- 2.5.1 Durée légale du congé de maternité à salaire entier ou réduit, ou autres prestations pendant la grossesse, lors de la naissance et durant la période d'allaitement.
- 2.5.2 Allocations légales pour l'accouchement et l'instruction des enfants.
- 2.5.3 Allocations légales aux mères célibataires et aux familles sans soutien.
- 2.5.4 Dispositions sociales et juridiques pour les enfants d'âge préscolaire des travailleuses.
- 2.5.5 Lois, décrets, arrêtés, etc. relatifs aux questions ci-dessus (énumérer).
- 2.6 *Le droit à l'éducation*
- 2.6.1 Le droit à un enseignement universel libre est-il reconnu par la loi, et jusqu'à quel âge ou quelle classe?
- 2.6.2 Conditions d'admission dans les écoles primaires; nombre total d'élèves dans les écoles primaires (première à sixième année de scolarité); pourcentage de filles.
- 2.6.3 Conditions d'admission dans les écoles secondaires; nombre total d'élèves dans les écoles secondaires (septième à douzième année de scolarité); pourcentage de filles.
- 2.6.4 Conditions d'admission dans les établissements d'enseignement supérieur et nombre total d'étudiants d'université; pourcentage de scientifiques et de littéraires; nombre d'étudiants en médecine.
- 2.6.5 Conditions d'admission dans les écoles techniques et professionnelles; nombre d'inscriptions dans ces écoles.
- 2.6.6 Nombre total d'enseignants dans les écoles primaires.
- 2.6.7 Nombre total d'enseignants dans les écoles secondaires.
- 2.6.8 Lois, décrets, arrêtés, etc. relatifs aux questions ci-dessus (énumérer).
- 2.7 *Le droit de participer librement à la vie culturelle*
- 2.7.1 Les minorités ethniques et religieuses sont-elles autorisées à avoir leurs propres écoles, journaux, associations, etc.?
- 2.7.2 L'instruction religieuse, s'il existe une religion d'Etat, est-elle obligatoire dans les écoles publiques?
- 2.7.3 Les écoles ethniques (s'il en existe) correspondent-elles à l'importance des minorités ethniques?
- 2.7.4 Existe-t-il dans le pays une forme quelconque de système de caste en droit ou en fait ou sur ces deux bases?
- 2.7.5 Quelles sont les conditions d'accès aux fonctions civiles et militaires?
- 2.7.6 Le Gouvernement encourage-t-il la propagation d'une langue déterminée, ou d'une tradition religieuse ou culturelle? Si oui laquelle?
- 2.7.7 L'égalité de tous les citoyens sans distinction de race, de religion ou d'origine ethnique est-elle reconnue par la loi?
- 2.7.8 Les fonds publics alloués aux activités culturelles sont-ils répartis proportionnellement entre les différents groupes ethniques?
- 2.7.9 Lois, décrets, arrêtés, etc. relatifs aux questions ci-dessus (énumérer).
- 2.8 *Dépenses publiques par secteurs principaux (en pourcentage)*
- |                          | 1960 | 1970 |
|--------------------------|------|------|
| Développement            |      |      |
| Habitation               |      |      |
| Education                |      |      |
| Santé                    |      |      |
| Sécurité sociale         |      |      |
| Routes et communications |      |      |
| Autres services          |      |      |
| Défense                  |      |      |
- Références et observations.

## Annexe II

### ÉTAT DES INSTRUMENTS INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

(Ratifications et adhésions au 31 décembre 1972)

	Nombre de ratifications ou adhésions	Convention n°	Nombre de ratifications ou adhésions
<i>Organisation des Nations Unies</i>			
Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, 1966.....	18	79. Travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946.....	16
Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, 1965.....	71	81. Inspection du travail, 1947.....	78
		82. Politique sociale (territoires non métropolitains), 1947.....	4
<i>Organisation internationale du Travail*</i>			
<i>Convention n°</i>		87. Liberté syndicale et protection du droit syndical, 1948.....	79
1. Durée du travail (industrie), 1919.....	35	88. Service de l'emploi, 1948.....	54
10. Age minimum (agriculture), 1921.....	41	89. Travail de nuit (femmes) [révisée], 1948.....	52
14. Repos hebdomadaire (industrie), 1921.....	80	90. Travail de nuit des adolescents (industrie) (révisée), 1948.....	36
15. Age minimum (soutiers et chauffeurs), 1921.....	60	91. Congé payé des marins (révisée), 1949.....	18
16. Examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921.....	60	92. Logement des équipages (révisée), 1949.....	22
20. Travail de nuit (boulangeries), 1925.....	15	94. Clauses de travail (contrats publics), 1949.....	45
24. Assurance-maladie (industrie), 1927.....	22	95. Protection du salaire, 1949.....	68
25. Assurance-maladie (agriculture), 1927.....	17	98. Droit d'organisation et de négociation collective, 1949.....	92
26. Méthodes de fixation des salaires minima, 1928..	82	99. Méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951.....	40
27. Indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929.....	50	100. Égalité de rémunération, 1951.....	78
29. Travail forcé, 1930.....	106	101. Congés payés (agriculture), 1952.....	38
30. Durée du travail (commerce et bureaux), 1930...	23	102. Sécurité sociale (norme minimum), 1952.....	22
32. Protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932.....	37	103. Protection de la maternité (révisée), 1952.....	14
43. Verreries à vitres, 1934.....	10	105. Abolition du travail forcé, 1957.....	90
44. Chômage, 1934.....	14	106. Repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957.....	35
46. Durée du travail (mines de charbon) (révisée), 1935.....	2	107. Populations aborigènes et tribales, 1957.....	25
47. Quarante heures, 1935.....	5	109. Salaires, durée du travail à bord et effectifs (révisée), 1958.....	8*
49. Réduction de la durée du travail (verreries à bouteilles), 1935.....	7	110. Plantations, 1958.....	9
51. Réduction de la durée du travail (travaux publics), 1936.....	—*	111. Discrimination (emploi et profession), 1958....	78
52. Congés payés, 1936.....	48	112. Age minimum (pêcheurs), 1959.....	29
55. Obligations de l'armateur en cas de maladie ou d'accident des gens de mer, 1936.....	13	113. Examen médical des pêcheurs, 1959.....	18
56. Assurance-maladie des gens de mer, 1936.....	11	117. Politique sociale (objectifs et normes de base), 1962.....	23
58. Age minimum (travail maritime) (révisée), 1936.	45	118. Égalité de traitement (sécurité sociale), 1962....	26
59. Age minimum (industrie) (révisée), 1937.....	30	120. Hygiène (commerce et bureaux), 1964.....	33
60. Age minimum (travaux non industriels) (révisée), 1937.....	11	121. Prestations en cas d'accident du travail et de maladies professionnelles, 1964.....	12
61. Réduction de la durée du travail (textile), 1937...	—*	122. Politique de l'emploi, 1964.....	48
62. Prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937.....	25	123. Age minimum (travaux souterrains), 1965.....	32
67. Durée du travail et repos (transports par route), 1939.....	4	124. Examen médical des adolescents (travaux souterrains), 1965.....	28
68. Alimentation et service de table (équipage des navires), 1946.....	16	126. Convention sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966.....	8
70. Sécurité sociale des gens de mer, 1946.....	6*	128. Prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967.....	7
71. Pension des gens de mer, 1946.....	9	129. Inspection du travail (agriculture), 1969.....	10
77. Examen médical des adolescents (industrie), 1946	25	130. Soins médicaux et indemnités de maladie, 1969..	4
78. Examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946.....	24	131. Fixation des salaires minima (pays en voie de développement) 1970.....	8
		132. Congés payés (révisée), 1970.....	2*
		133. Logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970.....	3*
		134. Prévention des accidents (gens de mer), 1970....	2*
		135. Représentants des travailleurs, 1971.....	7*

\* Dans la présente liste, un astérisque en regard d'une convention de l'OIT indique que ladite convention n'était pas encore en vigueur à la date du 31 décembre 1972.



	<i>Nombre de ratifications ou adhésions</i>		<i>Nombre de ratifications ou adhésions</i>
<i>Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture</i>			
Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, 1960 . . . . .	59	Arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins et modèles industriels, 1925 . . .	15
Protocole instituant une commission de conciliation et de bons offices chargée de rechercher la solution des différends qui naîtraient entre Etats parties à la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, 1962 . . . . .	20	Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques, 1957 . . . . .	29
Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, et Règlement d'exécution de ladite Convention, 1954 . . . . .	63	Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international, 1958 . . . . .	10
Protocole pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, 1954 . . . . .	56	Accord de Locarno instituant une classification internationale pour les dessins et modèles industriels, 1968	9
Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'exportation, l'importation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, 1970 . . . . .	5	Traité de coopération en matière de brevets, 1970 . . . .	4
Convention universelle sur le droit d'auteur, 1962, révisée, en 1971 . . . . .	—	Accord de Strasbourg concernant la classification internationale des brevets, 1971 . . . . .	—
Protocoles à la Convention universelle sur le droit d'auteur révisée, 1971 . . . . .	—	Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, 1886 . . . . .	62
		Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, Rome, 1961 . . . . .	13
		Convention de Genève pour la protection des producteurs de phonogrammes contre la reproduction non autorisée de leurs phonogrammes, 1971 . . . . .	—
<i>Organisation mondiale de la propriété intellectuelle</i>		<i>Conseil de l'Europe</i>	
Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, 1883, révisée en 1900, 1911, 1925, 1934, 1958 et 1967 . . . . .	80	Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales [Convention européenne des droits de l'homme], 1950 . . . . .	15
Arrangement de Madrid concernant la répression des indications de provenance fausses ou fallacieuses, 1891 . . . . .	31	Accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Commission et la Cour européennes des droits de l'homme, 1969 . . . . .	6
Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques, 1891 . . . . .	23	Charte sociale européenne, 1961 . . . . .	9
		Convention européenne culturelle, 1954 . . . . .	21

---

### كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

#### 如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

#### HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

#### COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

#### КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

#### COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

---